C 376
6606

INDEX ANALYTIQUE

DES

DÉBATS

DE LA

TROISIÈME SESSION DU DIXIÈME PARLEMENT

DE LA

PUISSANCE DU CANADA

22 NOVEMBRE 1906 - - 27 AVRIL 1907

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT

OTTAWA
IMPRIME PAR S. E. DAWSON, IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTE LE ROI
1907

MODE D'EMPLOI.

L'Index analytique des Débats de la Chambre des Communes contient trois parties:—

1° Index par séance,
2° Index par sujet,
3° Index par député.

A l'aide de ces trois Index on peut se procurer tous les renseignements possibles sur le travail de la session.

L'*Index par député* contient le travail accompli par chaque député et renvoie, pour l'analyse du travail fait, à l'Index par sujet.

L'*Index par sujet* donne le résumé analytique de la discussion et renvoie: pour le texte complet, aux Débats de la Chambre des Communes dont la page est indiquée; et: pour le volume des Débats ainsi que pour la date de la séance, à l'*Index par séance* qui complète le cycle d'informations nécessaires pour reconstituer promptement tout le débat sur n'importe quelle matière.

TABLE DES SÉANCES

TROISIÈME SESSION — DIXIÈME PARLEMENT

VOLUME I.

Séance.				
N°	1—pages	1 à	6—22	novembre 1906.
N°	2—pages	6 à	92—23	novembre 1906.
N°	3—pages	92 à	179—26	novembre 1906.
N°	4—pages	179 à	230—27	novembre 1906.
N°	5—pages	230 à	284—28	novembre 1906.
N°	6—pages	285 à	438—29	novembre 1906.
N°	7—pages	438 à	484—30	novembre 1906.
N°	8—pages	484 à	533— 3	décembre 1906.
N°	9—pages	533 à	578— 4	décembre 1906.
N°	10—pages	578 à	632— 5	décembre 1906.
N°	11—pages	632 à	679— 6	décembre 1906.
N°	12—pages	680 à	727— 7	décembre 1906.
N°	13—pages	727 à	831—10	décembre 1906.
N°	14—pages	832 à	915—11	décembre 1906.
N°	15—pages	915 à	977—12	décembre 1906.
N°	16—pages	977 à	1025—13	décembre 1906.
N°	17—pages	1025 à	1069—14	décembre 1906.
N°	18—pages	1069 à	1114—17	décembre 1906.
N°	19—pages	1114 à	1157—18	décembre 1906.
N°	20—pages	1158 à	1223— 9	janvier 1907.
N°	21—pages	1223 à	1339—10	janvier 1907.
N°	22—pages	1339 à	1428—11	janvier 1907.
N°	23—pages	1428 à	1521—14	janvier 1907.
N°	24—pages	1522 à	1602—15	janvier 1907.
N°	25—pages	1602 à	1657—16	janvier 1907.
N°	26—pages	1657 à	1748—17	janvier 1907.
N°	27—pages	1748 à	1849—18	janvier 1907.
N°	28—pages	1850 à	1898—21	janvier 1907.
N°	29—pages	1898 à	1981—22	janvier 1907.
N°	30—pages	1981 à	2040—23	janvier 1907.

VOLUME II.

N°	31—pages	2041 à	2132—24	janvier 1907.
N°	32—pages	2133 à	2205—25	janvier 1907.
N°	33—pages	2205 à	2276—28	janvier 1907.
N°	34—pages	2276 à	2359—29	janvier 1907.
N°	35—pages	2360 à	2416—30	janvier 1907.
N°	36—pages	2417 à	2493—31	janvier 1907.
N°	37—pages	2493 à	2561— 1	février 1907.
N°	38—pages	2561 à	2563— 4	février 1907.
N°	39—pages	2563 à	2658— 5	février 1907.
N°	40—pages	2658 à	2719— 6	février 1907.
N°	41—pages	2719 à	2815— 7	février 1907.
N°	42—pages	2816 à	2915— 8	février 1907.
N°	43—pages	2915 à	2998—11	février 1907.
N°	44—pages	2999 à	3073—12	février 1907.
N°	45—pages	3073 à	3189—14	février 1907.
N°	46—pages	3189 à	3270—15	février 1907.
N°	47—pages	3270 à	3382—18	février 1907.
N°	48—pages	3382 à	3479—19	février 1907.
N°	49—pages	3479 à	3537—20	février 1907.
N°	50—pages	3537 à	3660—21	février 1907.

VOLUME II.

Séance.				
N°	51—pages	3660 à	3742—22	février 1907.
N°	52—pages	3742 à	3841—25	février 1907.
N°	53—pages	3841 à	3962—26	février 1907.
N°	54—pages	3962 à	4008—27	février 1907.
N°	55—pages	4008 à	4104—28	février 1907.

VOLUME III.

N°	56—pages	4105 à	4176— 1	mars 1907.
N°	57—pages	4176 à	4250— 4	mars 1907.
N°	58—pages	4250 à	4347— 5	mars 1907.
N°	59—pages	4348 à	4409— 6	mars 1907.
N°	60—pages	4409 à	4508— 7	mars 1907.
N°	61—pages	4508 à	4582— 8	mars 1907.
N°	62—pages	4582 à	4663—11	mars 1907.
N°	63—pages	4663 à	4759—12	mars 1907.
N°	64—pages	4759 à	4814—13	mars 1907.
N°	65—pages	4814 à	4911—14	mars 1907.
N°	66—pages	4911 à	4992—15	mars 1907.
N°	67—pages	4992 à	5084—18	mars 1907.
N°	68—pages	5084 à	5179—19	mars 1907.
N°	69—pages	5179 à	5241—20	mars 1907.
N°	70—pages	5241 à	5334—21	mars 1907.
N°	71—pages	5335 à	5420—22	mars 1907.
N°	72—pages	5420 à	5564—25	mars 1907.
N°	73—pages	5564 à	5671—26	mars 1907.
N°	74—pages	5671 à	5723—27	mars 1907.
N°	75—pages	5723 à	5825— 2	avril 1907.
N°	76—pages	5826 à	5950— 3	avril 1907.
N°	77—pages	5950 à	6058— 4	avril 1907.
N°	78—pages	6058 à	6180— 5	avril 1907.

VOLUME IV.

N°	79—pages	6181 à	6318— 8	avril 1907.
N°	80—pages	6318 à	6442— 9	avril 1907.
N°	81—pages	6442 à	6562—10	avril 1907.
N°	82—pages	6563 à	6703—11	avril 1907.
N°	83—pages	6703 à	6815—12	avril 1907.
N°	84—pages	6815 à	6951—15	avril 1907.
N°	85—pages	6952 à	7093—16	avril 1907.
N°	86—pages	7093 à	7194—17	avril 1907.
N°	87—pages	7194 à	7319—18	avril 1907.
N°	88—pages	7320 à	7448—19	avril 1907.
N°	89—pages	7448 à	7512—20	avril 1907.
N°	90—pages	7512 à	7616—22	avril 1907.
N°	91—pages	7616 à	7753—23	avril 1907.
N°	92—pages	7753 à	7909—24	avril 1907.
N°	93—pages	7910 à	8059—25	avril 1907.
N°	94—pages	8059 à	8210—26	avril 1907.
N°	95—pages	8210 à	8224—27	avril 1907.

INDEX ANALYTIQUE DES DÉBATS

TROISIÈME SESSION — DIXIÈME PARLEMENT

AJOURNEMENTS.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT :

FETE DE NOEL.

Sir W. Laurier—Propose ajournement du jeudi 20 décembre au mardi 8 janvier—1025.

M. A. Johnston—Propose date 9 janvier pour convenance des membres des provinces maritimes—1025.

Motion modifiée, adoptée—1025.

Sir W. Laurier—A cause absence nombreux députés, vacances de Noël pourraient commencer à présente séance—1114 ; propose que la Chambre s'ajourne ce soir—1114.

Adopté—1114.

MERCREDI DES CENDRES.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre s'ajourne du mardi au jeudi—2816.

Adopté—2816.

VACANCES DE PAQUES.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre s'ajourne du mercredi au mardi suivant—5336.

Adopté—5336.

MOTIONS POUR DISCUSSION :

CANAL DE LA VALLEE DE TRENT.

M. H. A. Ward—Lit art. " Globe " annonçant que le canal aboutira à Trenton—3745 ; rapports pas déposés mais communiqués aux journaux—3745 ; propose ajournement—3745.

Hon. Emmerson—A été absent—3746 ; rapports pas communiqués aux journaux—3746 ; seront déposés demain—3746 ; en même temps déclaration sera faite quant au débouché sur baie Georgienne—3746.

Motion ajournement rejetée—3746.

COMMUNICATIONS TELEGRAPHIQUES DE L'I.P.-E.

M. l'Orateur—Demande qu'il soit permis à M. Martin de proposer ajournement de la Chambre pour soumettre remarques urgentes sur communications télégraphiques de l'I.P.-E. et de la terre ferme—1344.

Permission accordée—1344.

M. Martin—Communications télégraphiques entre I.P.-E. et terre ferme pas sous contrôle gouvernement—1344 ; câble sous-marin brisé, communications interrompues 1344 ; seul service fait par bateaux d'hiver—1344 ; gouvernement pourrait intervenir en établissant deux stations Marconi—1344 ; Anglo-American Cable Co. prétend avoir monopole et empêcher emploi Marconi—1344 ; mais son câble est brisé—1344 ; réparation coûtera peut-être fort cher—1345 ; gouvernement devrait

AJOURNEMENTS—*Suite.*

COMMUNICATIONS TELEGRAPHIQUES DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. Martin—*Suite.*

offrir arrangements et se charger fournir service—1345.

Hon. Fisher—A été avisé comme ministre intérimaire des Travaux publics de la rupture du câble—1345 ; informé compagnie de prendre mesures pour subvenir à rupture—1345 ; monopole de la compagnie paraît douteux—1345 ; arrangements peuvent être étudiés—1345.

M. R. L. Borden—Demande si gouvernement aurait un recours dans le cas où l'interruption se prolongerait—1345.

M. Martin—Demande que pendant interruption, compagnie soit autorisée à faire usage du Marconi du gouvernement—1346.

Motion d'ajournement rejetée—1346.

COMMUNICATIONS DE L'I.P.-E.

M. l'Orateur—Lit motion Martin sur nécessité d'établir communications efficaces entre I.P.-E. et terre ferme—5086 ; discussion permise—5086.

M. A. Martin—Dangers courus sur les bâtiments de l'Etat—5087 ; le " Stanley " et le " Minto " pris dans les glaces—5088 ; sort des passagers—5088 ; articles journaux de Charlottetown et de Boston—5088 ; liste des passagers—5089; indifférence du gouvernement—5089 ; Québec n'a pas été patient en 1837—5089 ; discours Lord Roseberry—5090 ; sir W. Laurier et les métis opprimés—5090 ; promesse de 1892—5091 ; accepte promesse d'un troisième navire—5092 ; le tunnel—5906.

Hon. Brodeur—M. Martin omet de dire que le " Minto " est dégagé et a repris service—5094 ; hiver exceptionnel—5094 ; progrès accomplis pour navigation d'hiver—5094 ; à prochain voyage en Europe, étudiera nouveau système de brise-glaces—5095 ; jamais dans l'entente avec I.P.-E. il ne fut question de brise-glaces, seulement de service à vapeur—5093 ; opposition serait mieux de trouver un système pour établir communications d'hiver que critiquer—5096 ; cependant, c'est son droit—5096.

M. Lefurgey—Premier ministre a admis conditions d'entrée de l'île dans Confédération pas respectées—5096 ; navires soit-disant affectés à l'île sont employés pour toutes sortes de besogne—5096 ; espère nouveau navire que l'on promet ne sera pas de deuxième ordre comme " Minto "—5097 ; voudrait que le premier ministre montrât sa sollicitude quant au tunnel en inscrivant un crédit pour études préliminaires—5097.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

COMMUNICATIONS DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. A. A. McLean—Sommes perdues par le dernier accident représente $30,000—5098 ; c'est l'intérêt sur $1,000,000 prix possible d'un bon bateau—5098 ; ce n'est pas avec des navires à vapeur qu'on se conformera aux termes de l'Union—5098 ; il n'y a qu'un tunnel qui satisfera I.P.-E.—5098.

M. J. J. Hughes—Gouvernement a fait efforts honorables pour améliorer service d'hiver —5098 ; construction du " Stanley "—5099; service entre caps—5099 ; troisième navire promis—5099 ; maintenant que cette promesse tant sollicitée est faite, l'opposition ne veut plus de navires—5099 ; le gouvernement recueillera renseignements quant au tunnel—5100.

M. A. Martin—Le gouvernement pense que l'I.P.-E. devrait se contenter de navires à rames—5100 ; conduite des navires de communication devrait être confiée à des marins expérimentés de l'I.P.-E.—5100 ; le promesse d'un troisième bateau—5102 ; la promesse du ministre—5102.

Motion d'ajournement rejetée—5102.

CONFERENCE COLONIALE.

M. R. L. Borden—Demande s'il y a fondement dans rumeur que sir W. Laurier ne se propose pas d'assister à conférence coloniale?—5422.

Sir W. Laurier—A pensé vu la marche des travaux de la Chambre qu'il vaudrait mieux remettre voyage—5422 ; le ferait à contre-cœur mais étudie la question—5422.

M. R. L. Borden—Propose que la Chambre s'ajourne pour discuter si Canada doit être représenté à la conférence—5423 ; propose que l'intérêt public exige que le Canada soit représenté par premier ministre à conférence coloniale—5423.

Discussion permise—5423.

M. R. L. Borden—Résolution conférence 1902 au sujet futures conférences—5423 ; le Canada doit être représenté par premier ministre ou il ne le sera pas du tout—5423 ; important que le Canada soit représenté à l'ouverture 15 avril prochain —5423 ; correspondance échangée relativement à conférence—5424 ; dès le mois d'octobre 1906, premier ministre pressentait qu'il ne pourrait pas aller à la conférence et voulait envoyer un autre ministre à sa place—5426 ; le Canada n'a proposé aucun sujet de discussion—5427 ; il serait déplorable que le Canada ne fût pas représenté—5427 ; ce serait annuler l'effet de la conférence—5427 ; opposition prête à favoriser voyage du premier ministre —5427 ; disposé à ajourner session maintenant et à attendre pour terminer travail retour du premier ministre—5427 ; acceptera tout arrangement raisonnable pour faciliter besogne—5427.

Sir W. Laurier—N'avait jamais auparavant songé à ne pas prendre part à conférence —5428; mais, à Londres comme à Ottawa, veut avoir l'assistance de ses collègues— —5428; questions commerciales très graves seront discutées, veut l'avis du ministre intéressé—5428 ; pèse et compare ses devoirs à Ottawa et à Londres—5498 ; pas de décision prise encore—5428 ; a pensé

AJOURNEMENTS—*Suite.*

CONFERENCE COLONIALE—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*,

que pourrait retarder voyage et se dispenser d'assister aux préliminaires—5429; si l'opposition voulait mettre un frein à son éloquence pourrait partir 5 avril et laisser un collègue finir travaux—5429 ; tient à être accompagné de ses collègues —5429 ; toute disposition prise en mesure de lui faciliter le départ devra comprendre ses collègues également—5429.

Hon. Foster—Désirerait persuader le premier ministre et l'assurer possibilité, moyennant coopération mutuelle des deux côtés de la Chambre, de partir 5 avril— 5429 ; nécessaire pour premier ministre d'assister à l'ouverture—5430 ; bills pouvant être remis à une autre session, loi des terres fédérales—5430 ; promet modérer ardeur Bourassa—5431; espère que premier ministre pourra partir 5 avril pour cette conférence rendue possible par la conduite des délégués canadiens en 1902— 5431.

M. Bourassa—Pas de raison pour le premier ministre d'aller à Londres—5432 ; a combattu idée de faire de la conférence institution permanente de l'empire—5432 ; gouvernement a déclaré n'avoir aucun programme à soumettre à la conférence— 5432 ; n'a rien à changer à attitude de 1902—5432 ; gouvernement pas autorisé à changer d'attitude sur question défense impériale ou conseil impérial—5433 ; seul point à discuter : extension de préférence —5434 ; pas besoin de sir W. Laurier à l'ouverture de la conférence, gouvernement anglais actuel saura refroidir les jingoes—5434 ; double refus gouvernement anglais quant à la question de participation des ministres et de changement date de conférence—5434 ; gouvernement anglais très peu soucieux d'opérer grands changements dans empire—5434 ; conférence, legs de ses prédécesseurs—5434 ; le premier ministre se doit d'abord au parlement du Canada—5434 ; doit surveiller lois et argent—5434 ; se doit au Canada avant l'Europe—5435 ; il y a une grave question à discuter: la réputation des membres du parlement—5435 ; le premier ministre ne peut pas s'en aller tant que l'honneur de la députation et du parlement n'aura pas été racheté—5436.

Hon. Fielding—Le premier ministre peut être fidèle à son devoir envers le Canada sans se délier de ses devoirs de solidarité avec l'empire—5436 ; important que le Canada soit représenté à l'ouverture— 5436 ; Canada n'a pas de grief, content de son sort, c'est pourquoi aucune question soumise à discussion—5436 ; heureux des bonnes dispositions de l'opposition—5437 ; ne se plaint pas qu'il y ait eu obstruction depuis début session—5437 ; si le Canada n'était pas représenté ce serait simplement réalisation de craintes entretenues dès le début—5437 ; correspondance demandant de reculer date de réunion—5438; gouvernement impérial prévenu que date incommode—5438 ; exprime espoir que discours prononcés faciliteront arrangement—5438.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

CONFERENCE COLONIALE—*Suite.*

M. T. S. Sproule—Approuve déclaration ministre des finances—5439 ; ne comprend pas objection Bourassa à réunion périodique de conférence—5440 ; Bourassa partisan Petite Angleterre—5440 ; engagement moral d'assister pris par premier ministre —5441 ; même si gouvernement canadien n'a pas soumis question pour discussion, d'autres en ont soumises—5441.

M. S. Hughes—L'audace de M. Bourassa—5442 ; on devrait lui donner un sac à bagages à porter à Londres, comme autrefois à Washington—5442 ; on pourrait supprimer les vacances de Pâques pour avancer la besogne—5442 ; un autre ministre pourrait diriger la Chambre—5443.

M. R. L. Borden—M. Bourassa a été plus loin qu'il le voulait en disant qu'il n'était pas nécessaire que le premier ministre assistât à la conférence—5444 ; le ministère a tracé un programme en 1902 comportant extinction ou restriction de la préférence en certaines circonstances et ces deux sujets en suspens obligent le premier ministre de figurer à la conférence—5444 ; dément toute rumeur d'arrangement pour empêcher discussion des affaires relatives à certains députés dont M. Bourassa veut entretenir la Chambre—5444 ; gouvernement impérial a déjà fait concession au Canada en adoptant date 15 avril au lieu de celle du 15 mars demandée par Nouvelle-Zélande et Australie—5416.

Motion d'ajournement rejetée—5416.

GREVE DES MINEURS DANS L'OUEST.

M. W. D. Bole—Propose ajournement pour discuter disette de charbon dans l'ouest et conséquences possibles—7328; grève de l'année dernière continue—7328; retour des souffrances de l'année dernière à redouter—7328 ; télégramme chambre de commerce de Winnipeg—7328 ; demande renseignements aux ministres intéressés—7329.

M. W. E. Knowles—Lit télégramme chambre de commerce de Regina—7329; précautions doivent être prise à l'avance—7329; consommation et demande combustible sera plus considérable que l'année dernière, en raison immigration—7330.

M. J. Crawford—Lit télégramme chambre de commerce de Neepawa—7331.

M. J. Herron—Situation grave—7331 ; en dépit assurance ministre, rien n'est réglé 7332.

M. A. Verville—Conteste aux chambres de commerce droit de demander divorce entre unions canadiennes et unions américaines—7332 ; commerçants canadiens sont bien contents de faire des affaires avec commerçants américains—7332 ; loi a été passée—7332 ; espère qu'elle servira à régler grève de l'ouest—7332 ; proteste contre chambre de commerce voulant dicter aux classes ouvrières comment elles doivent s'organiser—7332.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

GREVE DES MINEURS DANS L'OUEST —*Suite.*

Hon. Lemieux—Le coup porté à l'ouest ne vient pas de la grève, mais des télégrammes envoyés—7333 ; télégramme chambre de commerce Calgary—7334 ; réponse Mackenzie King—7334 ; ni grève ni lock-out actuellement dans l'ouest—7334 erreur des propriétaires de mines—7335; M. E. L. Parker, leur représentant et M. L. P. Eckstein, représentant les mineurs, se rencontrent aujourd'hui—7336 ; lettre Eckstein—7336; M. J. Mitchell opposé à la grève—7336; mineurs sont canadiens quel que soit leur pays d'origine—7337 ; M. King se rend ce soir sur les lieux—7337.

M. J. E. Armstrong—Cite discours Lord Grey à New-York—7337.

M. R. L. Borden—Veut savoir exactement le nombre d'hommes qui ne travaillent pas à Fernie—7338 ; dépêche " Citizen "—7338; loi inutile si le gouvernement ne prend pas sur lui de la faire appliquer—7339 ; gouvernement devrait faire règlements pour ouvriers dans les houillères aussi sévères que pour employés dans les postes—7339 ; on devrait avoir dans les houillères de l'ouest une catégorie d'hommes qui se soumettent aux lois comme en Nouvelle-Ecosse—7340.

Hon. Lemieux—Dépêche " Citizen " absolument fausse—7340 ; inventée à plaisir—7340.

M. D. Ross—L'opposition demande que le gouvernement exploite les mines de houille de l'ouest—7341 ; et paie des salaires décents—7341 ; salaires très convenables, exemple—7341 ; nécessité d'employer dans l'ouest les travailleurs qu'on trouve—7342; ne comprennent ni notre langue, ni nos lois—7342; loi nouvelle, pas encore comprise—7342 ; les propriétaires, comme les mineurs, qui ont agi en violation de la loi devraient être punis—7342 ; l'opposition ne tente pas d'arranger les choses, mais de gagner des avantages politiques —7342.

M. W. F. Maclean—L'ouest aux mains des monopoleurs—7345 ; l'exploitation des mines par l'Etat ne peut pas aller sans l'exploitation des chemins de fer par l'Etat—7343 ; l'ouest souffre du monopole des lignes télégraphiques—7344 ; les provinces de l'ouest n'ont d'autre remède que de prendre possession des mines et des chemins de fer—7344.

M. R. Smith—Mineurs quittent Fernie et vont dans la Colombie-Anglaise parce qu'il y a là demande de travail—7346; proposition de forcer ouvriers canadiens à abandonner associations internationales absurde—7346 ; les orangistes sont une société internationale—7346 ; impossible pour gouvernement exploiter houillères—7347 ; chaque demande d'augmentation de salaire serait un raid électoral—7347 ; il faudrait que le gouvernement accaparât toutes les mines sans exception—7348 ; le gouvernement entrepreneur ne peut pas soutenir concurrence contre particuliers—7348 ; il faut appliquer la loi et punir ceux qui se rendent coupables d'infrac-

AJOURNEMENTS—*Suite.*
GREVE DES MINEURS DANS L'OUEST —*Suite.*
M. R. Smith—*Suite.*
tions—7348 ; cas de Sherman—7348 ; situation pas aussi grave que l'impliquent les dépêches—7348 ; pas assez de charbon miné—7348 ; nous devrions encourager les capitalistes à appliquer leurs capitaux aux charbonnages de l'Ouest—7348 ; ils ne le font pas à cause insuffisance moyens de communication—7349 ; il faudrait surabondance de moyens de transport—7349 ; alors les capitaux qui ne manquent pas dans l'ouest s'appliqueraient au travail de la houille—7350.
M. Herron—Ne permet pas qu'on parle en termes méprisants des travailleurs des mines de sa région qui sont de bons canadiens—7350.
M. D. Ross—N'a jamais employé terme "ignorants" dans sens de mépris—7351.
M. T. S. Sproule—Approuve les chambres de commerce de jeter cri d'alarme—7351 ; nous aurions dû décréter l'arbitrage obligatoire—7352 ; harmonie entre patrons et ouvriers en Australie—7352 ; gouvernement du Canada exploite un chemin de fer et une imprimerie—7352 ; il n'a pas pour cela nationalisé tous les chemins de fer ni toutes les imprimeries—7352 ; gouvernement aurait suffisamment la haute main en exploitant 40 p.c. des houillères du pays—7352 ; les événements prouvent chaque jour la nécessité de pourvoir aux moyens par le gouvernement d'appliquer ses propres lois—7352 ; si une union internationale, du fait d'influence étrangère, exerce une action pernicieuse sur le pays, le gouvernement a le pouvoir d'intervenir —7352.
M. G. W. Fowler—Ni coalition ni monopole dans les houillères de l'ouest—7355 ; inutile augmenter production de la houille si pas de chemins de fer pour la transporter—7355 ; c'est à cela qu'il faut veiller autant qu'à la grève—7355 ; nationalisation des houillères inutile—7355 ; tout ce que le gouvernement peut faire c'est de fournir les moyens de transporter la houille—7356.
Hon. F. Oliver—La faute de la disette de 1906 n'incombait pas à la grève—7356; a fait étude spéciale des origines et des développements de la disette—7356; correspondance d'un marchand de Cowley, Alberta—7356; mémoire de la chambre de commerce de Frank—7356 ; dépêche aux propriétaires de mines au cours de la disette—7358; différentes réponses—7360; ce n'étaient pas les ouvriers, ni la houille mais les transports qui manquaient—7360; Blairmore, un mois sans un seul wagon —7360; mine de Hillcrest a pu dans tout le mois de janvier expédier juste la valeur d'une journée de production—7360; le chômage résultant a provoqué difficultés entre patrons et mineurs—7361; renseignements communiqués au gouvernement —7362; bas prix de la houille rend impraticable d'encourir frais d'emmagasinage —7362; impossible de songer à solution heureuse tant que manqueront les moyens de transport—7362; $9,000,000 engagés dans les mines de houille de l'Alberta—7364.

AJOURNEMENTS—*Suite.*
GREVE DES MINEURS DANS L'OUEST —*Suite.*
M. Blain—Demande pourquoi dans l'ouest les gens ne font pas leur provision l'été —7364.
Hon. Oliver—Ouest, pays en formation—7365 ; personne n'a d'argent avant que moisson soit réalisée—7365; argent trop cher—7365.
Hon. Foster—Ministre a bien fait de se renseigner—7366; mais gouvernement s'est arrêté à mi-chemin—7366; gouvernement aurait dû s'adresser aux compagnies—7366; il fallait avoir aussi la version des chemin de fer—7366 ; la Chambre doit savoir ce que les ministres ont fait pour mettre les chemins de fer en demeure de fournir des wagons—7367; la population du Nord-Ouest doit faire, elle aussi, quelque chose pour régler la difficulté—7367 ; elle doit s'aider—7368 ; faire ses provisions—7368; c'est aux chambres de commerce de voir à cela—7368; les compagnies de charbonnage doivent aussi prendre leurs mesures pour emmagasiner —7368; on cherche à dire que la situation n'est pas grave—7368; les journaux sont pleins de dépêches sinistres—7368; il faut tenir compte de tout—7369; température exceptionnelle—7369; accroissement de la demande—7369; il y a eu tellement de demandes de construction de chemin de fer dans l'ouest que le matériel n'est forcément plus à la hauteur—7370; encombrement des usines de construction de wagons au Canada et aux Etats-Unis—7370; difficulté de faire fonctionner les locomotives par les grands froids—7370; il faut garder son sang-froid et distribuer le blâme à bon escient—7370.
M. W. J. Roche—La prévoyance—7372; il faut habituer les gens à acheter leur charbon de bonne heure—7372; on doit laisser les ouvriers libres de chômer—7372; mais ils doivent laisser les patrons libres de remplacer les gens qui chôment—7372 ; la plaie des agitateurs—7372; il faut pousser les compagnies de chemin de fer à créer des dépôts—7373.
M. McCraney—M. Motherwell, ministre de l'Agriculture de Saskatchewan a insinué que les autorités provinciales entreprendront peut-être l'exploitation minière, demande si le gouvernement en est informé—7373.
Hon. Oliver—Aucune communication—7373 ; d'après régime des terrains houillers, toute société commerciale peut acquérir terrains houillers et les exploiter—7374 ; Saskatchewan peut agir ainsi pour son compte—7374.
Hon. Fielding—Toutes les communications des chambres de commerce sont agressives et même belliqueuses—7374 ; pas prouvé que l'exploitation de l'Etat empêpêche conflits ouvriers—7374 ; impossible d'atteindre syndicats ouvriers internationaux sans atteindre aussi toute autre forme d'association internationale—7374 ; empiètement de la liberté personnelle—7375 ; on propose d'envoyer des troupes—7375 ; on conseille de prendre des poursuites immédiates contre les chefs ouvriers

AJOURNEMENTS—*Suite.*

GREVE DES MINEURS DANS L'OUEST —*Suite.*

Hon. W. Fielding—*Suite.*

et industriels—7375 ; c'est agir contrairement à la loi qui tend à la conciliation—7375 ; dépêches absurdes et mal intentionnées—7376 ; mineurs et compagnies ont accepté l'arbitrage en principe—7376 ; député-ministre du travail part ce soir pour Fernie—7377 ; la coopération de nos ouvriers avec les syndicats américains s'oriente vers la paix—7377 ; rôle pacificateur de M. John Mitchell—7378 ; malentendu qui a fait renaître difficulté, question de salaires et de conditions générales—7378 ; représentations faites aux compagnies de transport—7379 ; lettre de sir T. Shaughnessy—7379 ; rapport de M. Butler sur condition du Canadian Northern—7382 ; dépêche Butler au Canadian Northern, correspondance échangée—7383; tout le monde fait de son mieux—7383 ; quand nouveaux besoins se présenteront l'hiver prochain, matériel roulant sera augmenté—7383.

Motion d'ajournement rejetée—7383.

NOMINATIONS DE JUGES.

M. R. L. Borden—Demande qu'il lui soit permis de proposer ajournement pour discuter opportunité de remplir immédiatement vacance à cour suprême N.-E.—2277; vacance depuis 27 mars 1906—2277 ; réponse ministre de la Justice—2277 ; observations—2278 ; plaintes du barreau d'Halifax, lettres—2278 ; avocats capables de prendre la place ne manquent pas en N.-E.—2279 ; état de chose intolérable—2279 ; le parti avant les justiciables—2280 ; propose ajournement—2280.

Hon. Aylesworth—N'a reçu aucune plainte—2280 ; procureur général de la province n'a pas appelé attention sur état de chose—2280 ; aucune proposition faite—2281 ; vacances fréquentes, maladies de juges n'entravent pas la justice, les collègues se partagent la besogne—2281 ; cas ordinaire—2281 ; si on constatait que les autres juges ne peuvent suffire, remède serait apporté immédiatement—2282.

M. Stockton—Question d'incommodité du public déjà signalée par M. Borden—2282; tant que le ministre demandera au procureur général de rester coi, il ne se fera rien—2282; de deux choses l'une: la fonction est nécessaire ou elle ne l'est pas—2282; il faut la remplir ou l'abolir—2282; administration de la justice en Nouvelle-Ecosse discréditée—2283.

M. Bennett—La nomination du juge Forbes pour fournir un siège à l'hon. Fielding—2284; les positions judiciaires ont été traînées dans la boue par ce gouvernement—2284; sir John et ses nominations de juges libéraux—2284; les juges actuels d'Ontario sont nommés en raison de services politiques, exemples—2285; le juge Nesbitt—2285; les délais dans la province d'Ontario—2286; les nominations de députés comme juges dans Québec—2286.

AJOURNEMENTS—*Suite.*

NOMINATIONS DE JUGES—*Suite.*

Hon. Foster—La charge de juge vacante en Nouvelle-Ecosse est la propriété des citoyens—2287; le gouvernement n'a pas le droit d'en disposer à sa guise—2287 ; le ministre de la Justice a eu dix mois pour décider son choix avec les députés—2289; il manque à tous ses devoirs en ne remplissent pas sans retard une vacance survenue dans la magistrature du pays—2290; la clef de la situation c'est que, par ce retard on espère quelque gain politique—2290; le dossier sur la question—2290; s'il est un ministre qui doit planer au-dessus de tout soupçon de manigance politique, c'est le ministre de la Justice—2291; l'affaire du juge Henry—2292 ; la Chambre et le pays veulent savoir pourquoi on n'a pas comblé la vacance—2292.

Hon. Fielding—La véhémence de M. Foster s'explique par sa crainte de voir dévoiler comment sous son administration se remplissaient les vacances judiciaires—2292; la vraie situation—2293; s'il y avait malaise en Nouvelle-Ecosse, les députés de cette province l'auraient fait savoir—2294; ils n'en ont rien dit, ce sont des étrangers qui se plaignent—2294; on a beaucoup célébré la générosité de sir John Macdonald, mais en Nouvelle-Ecosse il n'a jamais nommé en tout cas que des tories à tous crins comme titulaires des charges dans la magistrature—2294; les nobles inspirations du gouvernement conservateur—2295; sir John Thompson pour se trouver un siège aux Communes fait monter sur le banc le député d'Antigonish—2298; la démission de sir John Thompson de sa charge de juge pour entrer dans la lutte politique—2298; analogie avec le cas du juge Henderson—2296; sir John Thompson corrupteur—2297; trafic Langevin-McDougall à Trois-Rivières—2297; Tupper et McKeen au Cap-Breton—2298; le gouvernement n'a pas à informer l'opposition des questions qu'il lui plaît d'amener devant la Chambre—2298.

M. R. L. Borden—A considéré la question assez urgente pour nécessiter discussion immédiate—2299 ; le gouvernement aurait voulu se documenter, non pour répondre, mais pour se défendre—2300 ; authenticité des plaintes—2300 ; nie avoir agi à l'instigation de M. Foster ou l'avoir consulté—2301.

Motion d'ajournement rejetée—2301.

BILLS.

BILLS DU GOUVERNEMENT.

Bills sanctionnés :

LOI DES ARPENTAGES ET DES ARPENTEURS.

Hon. F. Oliver—Dépose bill (n° 59), loi des arpentages et des arpenteurs du Canada—1340 ; dispositions autrefois contenues dans loi des terres fédérales—1339 ; avec nouvelle loi des terres fédérales, juge nécessaire faire loi spéciale—1340.

1re lecture—1340.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES ARPENTAGES ET DES ARPENTEURS—*Suite.*

Hon. Oliver—Propose deuxième lecture—3190 ; refonte obligatoire des amendements à loi des terres fédérales qui a subi modifications depuis 1870—3190 ; a réuni en une loi tout ce qui a trait aux arpentages et aux arpenteurs des terres fédérales—3190.
2e lecture—3191.
En comité—3191.
Article 5, système géodésique—3192.

M. S. Hughes—Demande modifications au diagramme—3191 ; dans beaucoup de parties du N.-O., au lieu de chemins de l'est à l'ouest tous les deux milles on en trace un à chaque mille—3192.

Hon. Oliver—Gouvernement provincial peut exécuter arpentages spéciaux—3192 ; loi 1883 réserve concession de chemin à chaque mille de l'est à l'ouest et tous les deux milles du nord au sud—3192 ; personne n'a demandé changements—3192 ; disposition spéciale existe relative à C.A.—3193.
Art. 22—Erreurs d'arpentage—3194.
Hon. Oliver—Expose cas prévus—3197.
Art. 23—Réarpentage sur requête—3197.

M. Lake—Marques des arpentages placées il y a vingt-cinq ans sont disparues en grande partie—3197; on devrait ériger poteaux à tous les demi-milles autour d'une section—3198.

Hon. Oliver—Disposé à considérer favorablement cette demande—3198; inconvénients réels—3198; disposition des bornes—3198.
Art. 25—Nouvel arpentage en remplacement—3198.

Hon. Oliver—Beaucoup d'arpentages nouveaux demandés pour remplacer anciens disparus—3198; danger de commettre erreurs ou d'en découvrir d'anciennes et de provoquer procès—3198; accordés seulement quand demandés par groupe nombreux dans township—3198; si crédits suffisants votés, plus de travaux de ce genre pourront se faire—3200.
Art. 31—Pose de monuments—3200.

Hon. Oliver—Monuments aux angles des townships mesurent 5 pieds de hauteur—3200.
Art. 45—Arpenteurs—3200.

Hon. Oliver—Quarante-deux aspirants subissent actuellement leurs examens—3200; il importe d'avoir arpenteurs de bonne réputation—3200.
Discussion remise—3200.
Reprise en comité—3576.

M. Lake—Préférable continuer réserves viaires autour de chaque section—3576; inconvénient de n'avoir de l'est à l'ouest routes que tous les deux milles—3576; cas cité—3576; il est vrai que cette question intéresse municipalités—3575; cependant bien facile faire réserve viaire—3577; plus aisé de vendre partie réservée non employée que d'acheter droit de passage—3577.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES ARPENTAGES ET DES ARPENTEURS—*Suite.*

Hon. Oliver—Les réserves viaires sont décidées par gouverneur en conseil—3577; pas besoin de changements à la loi—3577; cela ne s'est pas fait parce que ça n'a pas été demandé—3577 ; la loi permettant changement, il vaut mieux ne pas prendre décision finale et attendre que les provinces se soient prononcées—3577.

M. Lake—Se contente promesse de consulter municipalités intéressées—3578.

M. Herron—Système actuel incommode—3578.

Hon. Oliver—Consultera gouvernements provinciaux qui ont charge d'entretien des chemins et des raccordements—3578.
Bill rapporté, 2e lecture, adopté—3578.
Sanctionné—5348.

LOI D'ARPENTAGE DES TERRES PUBLIQUES.

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 172) concernant l'arpentage des terres publiques et arpenteurs—7512; pour abroger loi passée—7512; impraticable par suite de la remise de la loi des terres—7512.
Première et deuxième lectures—7513.
Appelé—7646.

Hon. Fielding—Pas imprimé—7646 ; original à l'imprimerie—7646.
Réservé—7646.
3e lecture—7756.
Sanctionné—8222.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 75) modifiant loi des chemins de fer 1903—1830 ; la commission des chemins de fer dans les cas d'intérêt général pourra demander au ministre de la Justice de nommer avocat pour défendre intérêts du public—1850 ; deuxième clause a trait à l'enregistrement des hypothèques de chemin de fer—1851.
Ire lecture—1851.
2e lecture—
En comité—7619.

Hon. Aylesworth—Deux articles seulement—7619 ; le premier autorise la commission des chemins de fer à solliciter l'avis du ministre de la Justice sur questions d'intérêt général et de demander des conseils—7619 ; autre article a pour but de légaliser validité des hypothèques pour le temps où copie n'aurait pas été déposée au greffe de comté, entre l'ancienne loi des chemins de fer qui l'exigeait et la loi de 1903 qui en dispense—7620.

Hon. Foster—Article premier permettra au ministre de Justice de donner à ses amis les avocats libéraux travaux comme conseils—7620.

M. W. F. Maclean—Propose amendement déclarant qu'il sera du devoir du procureur général d'appliquer la loi des chemins de fer—7620 ; permettra de nommer un fonctionnaire ou conseil pour faire appliquer la loi—7620 ; faudra naturellement ouvrir un crédit au ministère de la Justice pour engager conseils à cette fin—7620 ; la loi

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

du commerce entre états est appliquée par procureur général des E.-U.—7621 ; les fonctionnaires des douanes du Canada ont bien mission de faire appliquer la loi des douanes—7621 ; amendement proposé par ministre de la Justice trop anodin—7622 ; disposition de la loi américaine—7622 ; au Canada la loi électorale non plus n'est pas appliquée parce que personne n'a charge de l'application—7622.

M. Barker—Redoute nomination d'un conseil permanent—7623 ; propose mettre pour " procédures d'une importance spéciale "—7623.

Hon. Aylesworth—Accepte—7623.

M. Sproule—Considère qu'on ne gagnera rien à employer les services d'hommes de loi—7623; on empêchera de plaider les difficultés au point de vue du sens commun—7623.

M. Bristol—En faveur de la clause—7624; grand intérêt pour le public d'être représenté par un avocat en face des avocats des compagnies—7624; les statuts refondus donnent au ministre le droit et le devoir de veiller à l'observation des lois article 3 S.R.—7625.

M. Bergeron—Soupçonne que le bill a pour objet de permettre de payer à M. Shepley gros honoraires pour enquête sur les téléphones—7626; juge Killam assez fort avocat, pas besoin de conseil—7626.

Hon. Aylesworth—Information inexacte—7626; compagnies de téléphones et de messageries ont récemment soumis tarifs à la commission—7626; c'est le moment d'avoir bons avocats pour débattre intérêt public—7626 ; impossible au président de la commission de faire toutes recherches nécessaires—7627; propose amendement prescrivant faculté d'engager conseil pour " conduire ou plaider " la cause —7628; aucune idée de changer nature du tribunal ni de créer conseil permanent—7628; il n'y a aucun doute que le gouvernement aura confiance dans des avocats ayant confiance en lui—7629; c'est d'ailleurs ce que fait actuellement le gouvernement d'Ontario—7629; différence du système américain—7629; cours fédérales pour l'application des lois fédérales—7629; tant que notre constitution existera, elle différera radicalement de celle des Etats-Unis—7629; administration de la justice appartient aux autorités provinciales—7630 ; avec directions spéciales au procureur-général du Canada pour cas spéciaux—7630 ; personnellement ne recherche pas d'autres responsabilités—7630.

M. Bergeron—Gouvernement conservateur a nommé déjà avocats libéraux pour défendre causes—7630; pourquoi ne pas en charger solliciteur général—7630.

Hon. Lemieux—Monsieur Geoffrion fut engagé par particuliers, plus tard rémunéré à demande de sir John Thompson—7631.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Le ministre dit que si le devoir d'appliquer la loi lui est imposé, il le remplira—7631; mais, la loi le lui impose—7632; exemple des difficultés de défendre le public—7632; le procès de la " Standard Oil "—7632; aucun particulier ne peut espérer avoir gain de cause contre les grandes compagnies—7633; l'amendement proposé par le ministre est une simple tentative d'échapper à son devoir—7634; simple subterfuge—7634; acceptera que ces fonctions soient assignées au solliciteur général ou au ministre des Chemins de fer et Canaux—7634.

M. Bristol—Ministre des Chemins de fer peut toujours intervenir—7635.

M. Sproule—En favorisant l'entrée des avocats on va augmenter les frais des causes et rendre tribunal des chemins de fer inaccessible aux municipalités et aux particuliers—7636.

M. R. L. Borden—Devoirs du solliciteur général—7637 ; propose amendement permettant à commission de requérir solliciteur général si elle le juge à propos—7638 ; naturellement solliciteur général devrait prendre conseil du ministre de la Justice —7638.

Hon. Aylesworth—N'est pas en faveur de désigner spécialement solliciteur général—7641.

Article 2 (dépôt du mortgage)—7642.

Hon. Aylesworth—Explique article—7642.

M. Maclean—Propose article additionnel chargeant procureur général de la mise en application de la loi des chemins de fer —7643.

Rejeté—7643.

Bill rapporté—7643.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—7643.

M. W. F. Maclean—Propose renvoi au comité pour ajouter article additionnel déjà rejeté—7644.

Amendement mis aux voix—7644.

Rejeté : 38 pour, 80 contre—7644.

M. R. L. Borden—Propose autre amendement pour que le solliciteur général soit chargé de représenter le public—7645.

Amendement rejeté, même division—7645.

M. Bergeron—Lit dépêche annonçant nomination de MM. Shepley et Buell pour assister commission dans examen tarif des téléphones—7645 ; se demande comment nommés avant loi passée?—7645.

Bill lu 3e fois, adopté—7646.

Hon. Aylesworth—Propose adoption des amendements du Sénat, amendements de mots—8213 ; déterminant enregistrement d'hypothèques au bureau du secrétaire d'Etat—8214 ; permettant signature des obligations par secrétaire ou " sous-secrétaire " de la compagnie—8214.

Amendements adoptés—8214.

Sanctionné—8222.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

Hon. Fisher—Dépose bill (n° 166) pour modifier la Loi des commissaires du port de Montréal—7286.

1re lecture—7286.

2e lecture—7782.

Comité général—7782.

M. Bergeron—Désire savoir si, à même ces fonds, quais seront installés sur jetée de protection—7783.

Hon. Fisher—Rien dans ces crédits ne doit servir à cette fin, seulement dragages au pied de la jetée—7784; difficultés relatives à l'élévateur à grains—7784; plans pour assurer transbordement du grain—7784; installation de manches—7784.

M. J. D. Reid—Inconvénient du fait que l'élévateur ne peut pas emmagasiner grain apporté par vaisseaux de lacs—7786.

M. Bergeron—Demande si M. Stephens a démissionné comme membre législature—7786.

Hon. Fisher—Difficulté d'exiger séparation brusque des commissaires de leurs affaires—7787; traitements: G. W. Stephens $7,000, MM. Geoffrion et Ballantyne $5,000—7787.

Bill rapporté, 3e lecture adopté—7789.

Sanctionné—8222.

LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE QUEBEC.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 150) pour accroître pouvoir emprunt commission du port de Québec—6703; pour emprunter $800,000, en plus—6704.

1re lecture—6704.

2e lecture—7758.

En comité général—7758.

Article 1er (permis d'emprunter $800,000)—7758.

Hon. Fielding—Dette envers gouvernement capital et intérêts, $6,500,000—7758; liste des travaux à faire—7760.

M. Bergeron—Commission rouage inutile—7760; de fait c'est le gouvernement qui paie tout—7760; le gouvernement devrait se charger des travaux directement—7760.

Hon. Foster—Trois opérations en train: dépense d'argent prêté par gouvernement, dépense d'argent prêté par public, dépense directe du gouvernement—7761; demande rapport et renseignements complets—7762.

Hon. Fielding—Demande légitime mais pas indispensable à l'étude du bill—7762; situation du gouvernement ne sera ni pire ni meilleure après emprunt—7762; seul point à considérer, honnêteté des commissaires—7762; aucun favoritisme dans l'affaire—7763; si gouvernement voulait favoriser quelqu'un prendrait tous les travaux sous ses soins—7764.

M. Bergeron—Favoritisme consiste à payer $5 par jour pour commissaires qui ne font rien—7764.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES COMMISSAIRES DU PORT DE QUEBEC—*Suite.*

Hon. Fielding—Ne croit pas qu'il soit bon d'abolir les commissions de port—7766; travaux mieux exécutés par commission de citoyens intéressés au développement et à la fortune des ports—7766; commissaires ne sont que fidéicommissaires—7767; font rapports réguliers—7767.

M. R. L. Borden—Voudrait un plan bien arrêté quant aux travaux des ports—7768; voudrait plus de contrôle du gouvernement sur les comptes et sur les travaux—7768; voudrait inspection—7769.

Hon. Fisher—Commission est un corps constitué—7769; quand le gouvernement l'autorise à exécuter certains travaux, doit avoir confiance dans sa capacité de les accomplir—7769; le gouvernement n'a qu'une chose à faire: approuver ou désapprouver les plans—7769; système d'avances date des conservateurs—7770; nouveaux travaux tous nécessaires—7770; ont pour objet d'accommoder grands bateaux du C.P.R.—7770.

M. R. L. Borden—Dans la construction du Grand-Tronc-Pacifique où nous ne faisons que garantir, nous avons surveillance absolue—7770; veut que ces prêts soient faits de telle façon que les représentants du peuple sachent comment l'argent est employé—7779.

M. Talbot—M. Bergeron parle de politique dans commission du port de Québec—7771; liste des membres conservateurs—7771.

Hon. Fielding—Idée d'un plan fixe et inflexible pour l'ensemble des ports impraticable—7773; il faut travailler constamment à satisfaire les besoins quand ils se présentent—7773; ce sont les différentes parties dont nous nous occupons maintenant qui formeront le grand plan—7774.

Hon. Foster—Veut connaître le plan d'abord—7774.

M. R. L. Borden—Décret en conseil de 1903 créant commission de transport établissait la nécessité d'un plan préalable—7776; on renie maintenant ce décret—7776.

Hon. Fisher—En examinant le travail fait, on voit le plan adopté—7778; développement des travaux accomplis, suite de ces travaux—7779; changements continuels depuis date rapport commission—7779; Québec terminus des vaisseaux du C.P.R.—7779; adoption de Victoria-Harbour au lieu de Midland par C.P.R. comme port de la Baie Georgienne—7779; gouvernement accomplit son plan par morceaux parce qu'il ne peut pas faire autrement—7780.

M. Bergeron—Ne s'oppose pas aux dépenses à Saint-Jean et Halifax pourvu que ce soit sous surveillance du gouvernement—7781; élévateur de Montréal objet de scandale—7762; bâti pour favoriser amis—7782.

Hon. Foster—Discours de sir Wilfrid Laurier 1903 sur nécessité plan d'ensemble—7782.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7782.

Sanctionné—8222.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA COMPAGNIE "RESIDENTIAL."

Hon. Fielding—Dépose projet de loi (n° 161) pour modifier loi de présente session constituant Compagnie d'assurance contre le feu "Residential"—6704.

1re lecture—6704.

2e lecture—7206.

En comité—7206.

Hon. Fielding—Pour corriger erreur de texte dans bill passé à cette même session—7206 ; erreur de copiste glissée au cours discussion—7207.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7207.

Sanctionné—8222.

LOI DE LA COUR D'ECHIQUIER (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 170) modifiant la loi de la Cour d'Echiquier quant aux appointements du registraire—7459.

1re lecture—7459.

2e lecture, comité, 3e lecture, adopté—7756.

Sanctionné—8222.

LOI CRIMINELLE (AMENDEMENT).

Sir Frederick Borden—Dépose projet de loi (n° 85) modifiant code criminel 1902—2133; pour réglementer marquage des effets militaires—2134.

1re lecture—2134.

2e lecture—3190.

En comité—3190.

Sir Frederick Borden—Lit article modifiant marques—3190 ; pour permettre reconnaître objets appartenant à l'état et volés—3189.

Rapporté, 3e lecture, adopté—3189.

Sanctionné—5346.

LOI CRIMINELLE (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose projet de loi (n° 136) pour modifier loi criminelle quant au maintien de la paix dans le voisinage des travaux publics—5180.

1re lecture—5180.

Deuxième lecture—7385.

En comité général—7385.

Article 1 (définition liqueur enivrante)—7386.

Hon. Aylesworth—A la demande des commissaires du Transcontinental, pour uniformiser le code criminel où toute liqueur enivrante est celle qui contient plus de 2½ p.c. d'alcool—7386.

Article 2 (exemption)—7386.

Hon. Aylesworth—Ajoute exemption qui n'existe pas dans le code quant aux liqueurs enivrantes délivrées sur ordonnance de médecin—7386.

Article 3 (châtiments)—7386.

Hon. Aylesworth—Amende pour première offense portée de $40 à $50, pour récidive $500 et emprisonement au besoin—7387.

Article 4 (perquisitions)—7387.

Hon. Aylesworth—Autorisant perquisitions dans gares, wagons, etc.—7387.

Article 5 (destruction liqueur saisie)—7387.

Hon. Aylesworth—Prescrivant d'amener devant magistrat celui chez qui liqueur a été saisie pour lui notifier destruction de sa propriété—7387.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7387.

Sanctionné—8222.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI CRIMINELLE (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 145) modifiant loi criminelle—5950 ; beaucoup d'amendements proposés laissés de côté, seulement indispensables soumis—5950 ; pour permettre que prévenu d'un crime commis dans territoire non organisé soit juge en tout endroit convenable—5950 ; exemple de la nécessité de la disposition—5951.

1re et 2e lecture—5951.

En comité—5951.

Discussion remise—5951.

En comité général—7207.

Hon. Aylesworth—Avait été remis faute d'impression en français—7207 ; explique changements, article 2 pour nouvelles provinces n'ayant pas de grands jurys—7207 ; article 26, pour replacer ligne tombée rendant article 62 code criminel inintelligible—7208 ; article 225 relatif aux maisons de débauches—7208 ; demandé par associations cléricales de Winnipeg pour atteindre personnes vivant seules de la prostitution—7208.

Hon. Foster—Voudrait que l'article atteignît un homme occupant une chambre où il amène des femmes dans un but de prostitution—7209.

Hon. Aylesworth—Cela tombe sous le coup de l'embauchage—7209.

M. R. L. Borden—Propose substitution du mot "personne" au mot "femme"—7210; adopté—7210.

Articles 586, 587.

Hon. Aylesworth—Permettant de faire procès en l'endroit le plus convenable pour crimes commis en endroits non organisés du Canada—7210; adoptés—7210.

Article 823—7210.

Hon. Aylesworth—Donne juridiction aux juges des sessions de la paix dans toute la province—7210.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7212.

Sanctionné—8222.

LOI DES DOUANES (AMENDEMENT).

Hon. Paterson—Dépose bill (n° 165) modifiant la loi des douanes—6979.

1re lecture—6979.

2e lecture—7728.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7728.

Sanctionné—8222.

LOI DES DROITS DE DOUANE.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 134) Loi concernant les droits de douane—5172.

1re lecture—5172.

2e lecture—5678.

En comité—5678.

Quelques amendements adoptés—5680.

Hon. Paterson—Demande que le bill subisse dernière épreuve et puisse être imprimé et distribué avant vacance de Pâques pour éviter correspondance—5680.

M. R. L. Borden—Préfère qu'il reste en comité—5681.

Remis—5681.

Hon. Fielding—Propose rapport du bill—5732.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

M. Schaffner—Diverses occasions manquées pour parler des droits sur faucheuses et lieuses—5732 ; promesses de remaniement du tarif en faveur agriculteurs de l'ouest violées par libéraux—5733 ; peu de changements—5733 ; ceux qui sont faits profitent au fabricant et non au cultivateur—5733 ; les cultivateurs du comté de Souris ont engagé $1,505,520 dans l'achat de faucheuses et de lieuses, calcul—5733 ; question importante—5733 ; proposera amendement —5733 ; les deux côtés de la Chambre sont profectionnistes—5734 ; la prébende du "Free Press"—5734; les libéraux promettaient autrefois l'abolition du régime protectionniste—5734 ; l'affranchissement des cultivateurs—5734 ; déclarations Cartwright—5735 ; déclarations Laurier—5737 ; les conservateurs ont aussi promis d'alléger le fardeau des agriculteurs—5738 ; sir John Macdonald et ses déclarations—5738; la réciprocité—5738 ; prophétie Macdonald —5738 ; prophétie Cartwright—5738 ; les conservateurs avaient pour principe de subvenir aux besoins des industries en souffrance—5739; mais quand ils constatèrent que les fabricants d'instruments agricoles étaient assez puissants, les droits furent abaissés de 35 à 29 p.c.—5739 ; les libéraux depuis qu'ils sont au pouvoir ont abaissé les droits de 2½ p.c. seulement—5739 ; en même temps on a porté les drawbacks de 95 p.c. à 99 p.c., ce qui compense amplement les fabricants —5740 ; calculs des pertes pour fabricant par réduction du droit à 17½ p.c. par lieuse —5740 ; Hill et la réciprocité—5740 ; étonné que M. Miller, n'accepte pas compliments d'avoir fait un discours conservateur—5741 ; nécessité d'avoir grand matériel agricole dans l'ouest—5742 ; état de la fabrication—5742 ; progrès accomplis—5742 ; cette industrie ne périclite pas—5742 ; il est temps d'abaisser les droits—5742 ; c'est ce que faisait le gouvernement conservateur—5742 ; propose amendement à l'article des faucheuses et lieuses du tarif pour abaisser droit de 17½ à 10 p.c.—5743.

M. Staples—Ne comprend pas comment on vend dans l'ouest les machines de Hamilton au même prix que les machines de Chicago qui supportent un droit de 17½ p.c.—5744 ; bien que le tarif ait été baissé de 2½ p.c. en janvier les machines ont haussé de $5 chacune—5744 ; différence exagérée du prix de machine Massey-Harris entre Ontario et Ouest—5744; en quinze ans, conservateurs ont abaissé droits de 15 p.c.—5744 ; libéraux, en dix ans, de 2½ p.c.—5744 ; on a amélioré position des fabricants—5745 ; Chambre tenue de réduire tarif—5745.

M. R. N. Walsh—Cultivateurs Huntingdon demandent abaissement de droits sur toute espèce de machines agricoles—5745.

M. Lake—La diminution proposée de 2½ pour 100 ne diminue pas les prix pour les cultivateurs—5746; conséquences de l'élévation—5746; le cultivateur paie sur les lieuses un droit plus élevé qu'en 1905—5746; fonctionnement de la clause de

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

M. Lake—*Suite.*

dumping—5747 ; opinion Ashdown—5747 ; l'évaluation des machines à battre—5748; les droits pour l'article en question ont rapporté l'année dernière, $26,882 seulement—5748; ce n'est donc pas pour le revenu que le gouvernement les maintient —5748; raisons pour lesquelles cet article a dû être choisi pour une réduction—5748; en vue d'atteindre délicatement une fabrique qui manufacture ces machines pour l'exportation—5748; les machines sont la matière première de l'agriculteur—5749 ; impôts sur les cultivateurs augmentent de toutes parts—5749; cultivateurs de l'ouest demandent réduction de 10 pour 100 au lieu de 2½ pour 100—5749.

M. J. Herron—Dégrèvement insuffisant—5750; différence ne viendra jamais jusqu'au cultivateur—5750.

Hon. Paterson—Les conférences de la commission du tarif avec cultivateurs de l'ouest—5750 ; certains cultivateurs ont demandé de revenir au tarif Mackenzie, 17½ pour 100—5750; ce n'est pas du protectionisme, tarif Mackenzie était tarif de revenu—5750; d'autres ont demandé 15 pour 100 et 10 pour 100—5751; on ne peut pas faire exception pour cette industrie et abaisser beaucoup plus bas que 20 pour 100 qui est la moyenne du tarif en général—5751; concession faite dans l'intérêt de l'ouest—5751; remise de droits ne compense pas pour fabricants l'abaissement du tarif—5782; pour prélever revenus nécessaires, il faut répartir droits de douane sur grand nombre d'industries—5752; la matière première de plus d'une industrie doit être imposée—5752; s'il est vrai que les fabricants ont augmenté de $5 leurs machines pour une réduction de droits de 2½ pour 100, ils les augmenteraient de $20 pour réduction demandée de 10 pour 100—5753; de même on a dit que l'enlèvement de droits sur la ficelle d'engerbage en a élevé le prix—5753; l'élasticité du terme "protection suffisante"—5753; les exigences de M. Taylor, demande 100 pour 100 sur beurre et fromage—5754; comment peut-on dire que 10 pour 100 est suffisant sur machines agricoles—5754 ; gouvernement a tenu compte comme il devait le faire des intérêts et des cultivateurs et des fabricants—5754; droits sur batteuses mécaniques réduits de 5 pour 100—5754; l'opération de la clause du "dumping"—5754; évaluations antérieures erronées—5754; façon dont s'est effectuée l'évaluation réelle—5756 ; toutes les fabriques de machines agricoles ne sont pas riches—5756; c'est comme les médecins—5756; tarif a été préparé de façon à ne faire de tort à personne—5756.

M. Henderson—Les cultivateurs considèrent prix machines agricoles excessifs—5757; maintien des prix élevés dû aux droits sur machines américaines—5757 ; attendent secours d'un abaissement des droits—5757; cultivateurs ont fourni capitaux pour édifier usines, demandent

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

M. Henderson—*Suite.*

compensation—5757; ont déjà eu compensation partielle dans accroissement nombre consommateurs—5758; veulent davantage—5758; cependant ne croit pas que l'abaissement des droits amène le bon marché—5758; exemple des laines et cotons, jamais meilleur marché qut sous politique nationale—5758; a combattu toute sa vie pour principe de protection—5758; cependant industrie machines agricoles est assez solide pour ne pas écrasée avec un droit de 10 pour 100 en sa faveur—5758; la droite s'attaque à cet article en particulier parce que le gouvernement l'a lui-même désigné en le modifiant—5759; cet article est le seul dont l'exportation dépasse les importations—5760; chiffres, fait unique—5760 ; l'hon. Jones déclare que cette industrie approvisionne le monde entier—5761; elle peut se contenter de moins de protection—5761; sont les maîtres également de tout le marché canadien—5761 ; importations insignifiantes—5761; comparaison avec autres industries au point de vue relatif des exportations et importations—5762; tableau—5762; impossible d'abaisser droits sur autres articles, marché serait envahi—5763; aurait voulu poser une condition, dire aux fabricants : si dans un an vous n'abaissez pas le prix de 10 pour 100 les droits seront abaissés de 10 pour 100—5764; dispositions du tarif australien, maximum de prix de vente fixé pour jouir du maximum de droit—5764; pas de raison pour que le fabricant canadien ne puisse mettre machine sur le marché au même prix que fabricant américain—5706; jamais on ne lui fera croire que coût de fabrication est plus élevé ici de 10 pour 100 qu'aux E.-U.—5706; comparaison de prix—5706; fabricants américains consentent à verser certain montant au trésor canadien—5766; fabricants canadiens devraient consentir à faire sacrifice pour cultivateur canadien—5766.

M. W. E. Knowles—Appuie tarif déterminé par hon. Fielding—5767; dans la discussion des droits sur les fruits, l'ouest demandait un abaissement et les mêmes orateurs, sauf M. Lake demandaient élévation—5767; au scrutin secret, pas un de ces messieurs ne voterait pour l'opinion qu'il exprime—5767; le tarif sous Mackenzie était 17½ pour 100—5767; les conservateurs en arrivant au pouvoir l'ont porté à 35 pour 100—5767; maintenant il est ramené à 17½ pour 100—5768; la famense réduction à 20 pour 100 a été décidée à la veille des élections générales quand les conservateurs voyaient la partie perdue—5768; jamais ce tarif réduit n'a été appliqué par eux—5768; tout l'honneur de la réduction revient au parti libéral—5768 ; théorie de la concurrence et des comparaisons de prix—5768; illogisme des conservateurs qui demandent une plus forte diminution de droits en prétendant que la première n'a fait qu'élever les prix—5706; les conservateurs ont devant

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

M. Knowles—*Suite.*

eux ce tarif depuis le 29 novembre—5770; ils n'ont rien dit quand cet article est venu en comité—5770; leur motion maintenant est simplement un ballon politique—5770.

M. W. J. Roche—Promesses électorales libérales de réduire les droits sur machines agricoles—5771 ; promesses Sifton—5171.

Hon. Paterson—Hugh John a dit la même chose—5771.

M. W. J. Roche—Extraits discours Sifton à Brandon et à Winnipeg—5772; discours Cartwright—3774; discours Fisher—5774; la compagnie Massey-Harris—5774; la maison Frost—5776; vote pour amendement Schaffner sans cesser d'être protectionniste convaincu—5776.

Hon. Paterson—Les tergiversations de la gauche dépassent en importance ces rabachages d'anciens discours—5779; dans le cours du même débat, la gauche demande un tarif de cent pour cent contre certains articles et dans le cas présent elle trouve 10 pour 100 une protection suffisante—5779; ce n'est de l'histoire d'hier cela—5779; c'est de l'histoire d'aujourd'hui—5779.

M. R. L. Borden—Ancien discours Paterson—5780; ne raisonnait pas comme aujourd'hui—5780; prend bien soin maintenant de ne pas faire tort aux fabricants—5781; la commission du tarif na' pas recueilli les renseignements qu'elle aurait dû chercher—5783 ; en faveur d'une protection suffisante mais sans que Canadiens paient plus cher qu'ailleurs—5783; l'élévation des prix des machines agricoles est due à une coalition—5783; la commission aurait dû s'en assurer—5783; cependant en l'absence d'informations peut pas voter pour dire qu'un droit de 10 pour 100 suffirait pour maintenir industrie—5783; regrette manque de renseignements—5784.

M. Henderson—Prétend n'avoir jamais dit qu'il fallait entourer le Canada d'une muraille de Chine—5785.

M. Bole—Cite discours d'après Débats—5785.

Hon. Fielding—L'opposition devient infidèle à son ancienne expression de " protection adéquate "—5788 ; la commission du tarif n'avait pas pour objet de chercher des informations pour établir un tarif—5789 ; mais de recevoir renseignmeents sur fonctionnement et modifications utiles d'un régime douanier existant—5789 ; personne n'a parlé à la commission de coalition des fabricants de machines agricoles—5789 , commission n'avait pas à chercher à prouver une négation—5790 ; on n'a pas prouvé prix excessifs—5790 ; les articles se vendent même prix que ceux des Etats-Unis plus les droits—5790; il est à supposer que le manufacturier canadien profite de ce dernier avantage—5790 ; mais il n'est pas exact de dire que le fabricant canadien fait entrer toute sa matière première sans payer de droits—

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

5792 ; mais, le marchand de laine qui jouit de 30 p.c. de droit, fait entrer toute sa matière première en franchise—5792 ; aimerait savoir ce que M. Barker de Hacision prise seront tenus de l'endosser—5792 ; ce qu'il pense d'une motion qui forcerait à fermer l'International Harvester—5793 ; à faire repartir aux E.-U. industrie qui y est venue grâce à tarif modéré—5793 ; heureux de voir qu'il y aura dissidents dans rangs opposition—5793 ; gouvernement ne veut pas de muraille de Chine—5793 ; ne veut pas fermer la porte à toute marchandise étrangère—5793 ; veut tarif modérément protecteur—5793 ; tarif de revenu avec protection incidente—5793.

M. Turriff—M. Schaffner demande réduction du droit à 10 p.c.—5794 ; a approuvé gouvernement conservateur quand il imposait droit de 35 p.c.—5794; approuvait Hugh Macdonald quand il voulait que les machines agricoles entrent en franchise—5794 ; mais le peuple n'a pas cru Hugh Macdonald, quand il promettait cela en 1900—5794 ; les cultivateurs de l'ouest qui craignaient une augmentation de droits sont enchantés d'une réduction même minime—5795 ; cette réduction de 2½ p.c. représente 10 p.c. du droit—5795 ; proposition de M. Schaffner, appât électoral, ne réussira pas mieux que celui de Hugh John—5796 ; le discours de l'hon. M. Roblin à l'association des Manufacturiers à Winnipeg—5796 ; se désolait de voir acheter machines américaines, voulait faire élever tarif—5796 ; et on veut en faire un chef conservateur—5796 ; le cultivateur s'occupe bien plus des transports pour réaliser vite le prix de son blé que du prix des machines—5796 ; si on veut avantager les cultivateurs c'est de baisser le tarif un peu sur tout et non pas de ruiner une industrie en particulier—5797.

M. Schaffner—Raisonnement libéral : maintenir le gouvernement à tout prix—5798.

M. Henderson—Rectifie assertion à lui attribuée—5798.

Amendement Schaffner rejeté 56 voix à 22—5798.

Bill rapporté—5798.

Hon. Fielding—Propose troisième lecture—5798.

M. R. L. Borden—Divers articles du bill confèrent au gouvernement un pouvoir législatif—5798 ; énumération des articles—5798 ; quelques-uns existaient déjà à l'ancien tarif et sont justifiés—5799 ; d'autres ne sont pas nécessaires—5799 ; au sujet du tarif intermédiaire la mesure est dépassée—5799 ; pouvoir absolu donné au gouvernement de faire tout changement et refus d'indiquer sa politique future—5799 ; pouvoir permet d'intervenir dans affaires commerciales d'adversaires politiques—5800 ; application laissera toujours un soupçon dans esprit populaire—5800 ; aucune raison pour que le Parlement soit pas consulté—5800 ; pas d'urgence—5800 ; parlement est le tribunal où doivent se

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

régler toutes ces questions—5800 ; le gouvernement enlève à ses partisans le pouvoir de se prononcer—5801 ; une fois décision prise seront tenus de l'endosser—5801 ; gouvernement par caucus—5801 ; propose amendement à troisième lecture, renvoi au comité pour empêcher gouvernement appliquer tarif intermédiaire en tout ou en partie, sans autorisation parlement—5801.

Hon. Fielding—S'exagère le danger, si danger il y a là—5801 ; principe que toute question de tarif doit être réglée par Parlement ne prévaut pas au Canada—5802 ; gouvernement a ces pouvoirs depuis dix ans, aucun cas d'abus n'a encore été signalé—5802 ; aucun favoritisme politique n'a été dénoncé—5802 ; exemple de changements que le passage de l'un à l'autre tarif pourrait produire—5803 ; changements de 2½ p.c. ne pourraient pas produire révolution—5804 ; pouvoir nécessaire pour élasticité de négociations—5804; tout arrangement définitif devra avoir sanction parlement—5804 ; ne prévoit aucun arrangement possible avec les E.-U. en vertu de cette disposition du tarif—5804 ; si arrangements devaient intervenir un jour, ce serait en vertu traité spécial, indépendant du tarif—5804 ; usage sage fait de ces pouvoirs dans le passé, garantie pour l'avenir—5805.

Hon. Foster—Pareille législation ne vaut rien ni en théorie, ni en pratique—5805 ; aucun pays ne voudra faire d'arrangements qui ne seront valides qu'après consécration par parlement—5805 ; jusqu'à présent les pouvoirs accordés au gouvernement l'ont été pour objet déterminé—5806 ; maintenant, nous donnons à l'aveuglette au gouvernement le pouvoir de faire ce qu'il voudra d'un tarif que nous avons débattu pied à pied—5806 ; si les conservateurs avaient émis telle proposition, les libéraux se seraient montrés—5807 ; le parlement devient l'agent docile d'un comité de ses membres—5807 ; cette mesure enlève toute sécurité au commerce—5808 ; régime dangereux d'incertitude—5809; l'inconvénient de ce tarif intermédiaire est qu'il montre notre jeu à ceux avec lesquels nous négocions—5809 ; ils savent quel peut être le maximum de nos concessions—5810 ; pouvoirs nouveaux bien différents des pouvoirs antérieurement accordés—5810.

Hon. Paterson—Nous ne sommes pas tenus de faire toutes les concessions portées au tarif intermédiaire—5811 ; le ministère sera responsable au parlement des arrangements conclus—5811 ; celui-ci pourra résilier ces contrats—5811; jamais on n'annonce à l'avance un tarif, il est toujours conclu d'avance et soumis ensuite à l'acceptation—5811 ; autrement, ce serait un scandale—5811 ; tous les pays civilisés ont maintenant tarif maximum et minimum—5812 ; le tarif existe en vigueur depuis 29 novembre—5812 ; depuis lors, bien des industries se sont établies—5812 ; quant au danger de favoritisme politique

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES DROITS DE DOUANE—*Suite.*

Hon. W. Paterson—*Suite.*

le gouvernement ne veut pas et ne peut pas commettre une telle faute—5812.
Amendement Borden mis aux voix—5812.
Rejeté : Pour 36, contre 84—5813.
Bill lu 3e fois, adopté—5814.
Sanctionné—6743.

LOI D'ECHANGE DE CERTAINS TERRAINS.

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 114) tendant à autoriser l'échange de certains terrains—4759.
1re lecture—4759.
2e lecture—5872.
En comité—5872.

Hon. Oliver—Dans chaque township section 29 et 11 sont réservées aux écoles—5872 ; parlement devrait autoriser échange s'il vaut mieux ne pas déposséder occupants—5872; cas des tramways électriques de Winnipeg—5872; terre vendue $10 l'acre—5873 ; 75 milles de Winnipeg—5873.

Hon. Haggart—On devrait vendre à la compagnie uniquement le terrain nécessaire à son entreprise—5873.

Hon. Oliver—Toute la section sera submergée—5874 ; inspecteur choisira terre d'échange—5874; gouvernement veillera que le terrain soit plutôt meilleur—5874.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5874.
Sanctionné—6743.

LOI DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

Hon. Fisher—Dépose bill (n° 20) tendant à encourager l'établissement d'entrepôts frigorifiques et la conservation de produits alimentaires de nature périssable—727.
1re lecture—727.

Hon. Fisher—Propose deuxième lecture—2494.

M. A. Beauparlant—Bill bénédiction pour industrie agricole du Canada—2495; succès de la chambre froide de maturation de St-Hyacinthe—2495; excellents résultats des fabriques encouragent cultivateurs à utiliser ces méthodes pour leurs fabriques particulières—2496; occupe la saison d'hiver—2496; augmentation du prix de vente de notre beurre remboursera dépenses encourues pour établissement entrepôts—2496; propose modification pour permettre subvention pour installation déjà faite—2496; au lieu d'accorder 30 p. 100 pour constructions et équipement—2496; demande maintien des chambres de maturation qui ne coûtent que $17,004 par année—2496.

M. H. S. Clements—Regrette que subvention limitée aux nouveaux établissements 2497; il sera difficile de trouver fonds pour construire établissements venant en concurrence avec établissements anciens—2497; exemple de Chatham—2497; modernisé, l'entrepôt actuel serait excellent—2497; besoin de la région de Chatham où pommes mûrissent plus tôt qu'ailleurs—2498; il faut que la subvention puisse servir pour installer des machines modernes—2498.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES—*Suite.*

M. A. A. Wright—Même situation à Renfrew—2498; partie de l'installation existante devrait pouvoir servir—2498.

M. G. MacIntyre—Prime aux compagnies de navigation pour transports frigorifiques, tentative hardie et heureuse du ministre d'Agriculture—2499 ; délai pour gagner subvention devrait être réduit—2499; disposition du bill devrait prescrire l'espace qui devra être disponible pour public—2499; les anciens entrepôts glacières—2500; leur utilisation—2500; le mode de refrigération: acide carbonique ou ammoniaque—2500; système Cooper—2500; futilité des craintes d'exploitation politique—2501; demande qu'on améliore conditions frigorifiques à l'arrivée en Europe—2501.

M. Lalor—Pense que le bill sera de très peu de secours au cultivateur—2502 ; offre de 30 p. c. répartis sur plusieurs années ne décidera personne à bâtir réfrigérateur—2502 ; plus avantageux pour compagnie de bâtir réfrigérateur—2502 ; plus avantageux pour compagnie de bâtir que de laisser gouvernement mettre la haute main en échange secours insignifiant—2502 ; augmenter la prime et la verser en une fois quand usine prête à fonctionner—2502; demande que ministre fasse préparer plans et devis sur meilleurs systèmes en usage pour renseigner le public—2502 ; prime devrait être correspondante aux exigences et aux droits que se réserve gouvernement—2504.

M. McKenzie—Ceux qui préfèrent se lancer dans entreprises privées sont libres de le faire—2303 ; prime devrait être répartie sur 3 ans au lieu de cinq, 2 de 10 p.c. et 3 de 5 p.c.—2504.

M. M. S. Schell—Tout le monde en faveur d'entrepôts et de subvention—2504 ; restrictions nécessaires dans l'intérêt du public—2504 ; inconvénient de l'échelonnement trop long des paiements—2504.

M. T. G. Porter—Les réfrigérateurs du comté de Belleville—2506 ; connaissances spéciales de M. Graham—2506.

M. Telford—Les besoins d'Owen Sound—2506 ; conseille réduire termes de paiements à cinq—2506 ; nécessité de frigorifiques pour conservation des pommes—2508.

M. T. Chisholm—Important que la maîtrise des entrepôts ne tombe pas aux mains de particuliers—2508 ; essai fait aujourd'hui simple tentative—2508 ; faudra bientôt plus de $100,000 quand cultivateur sera instruit des avantages à retirer—2508 ; ceux qui vivront dans vingt ans contempleront avec un air de pitié notre situation actuelle—2509.

M. A. A. McLean—Regrette voir abolir loi des entrepôts frigorifiques de 1897—2510 ; demande installation frigorifique à bord bateaux faisant navette entre Pictou et Charlottetown—2510.

M. J. Barr—Vif intérêt provoqué par loi—2510; considère entrepôts existant déjà devraient participer aux avantages de la loi—2510 ; ce n'est pas mille dollars, mais

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES —*Suite.*

M. J. Barr—*Suite.*

un million que l'on devrait consacrer à cette œuvre des frigorifiques—2512 ; cette piètre dépense de $100,000 n'immortalisera pas ministre de l'Agriculture auprès des cultivateurs—2512.

M. J. E. Armstrong—Ministre ne met pas assez d'ardeur—2512 ; veut connaître règlements à intervenir—2512 ; la question des températures—2512 ; manque de surveillance—2513 ; proteste contre compliments au ministre—2514 ; nos expéditions de pommes—2514 ; bailleurs de fonds ne mettront pas d'argent avant de connaître règlements—2514.

Hon. Fisher—Préfère être félicité par ses amis de sa modération qu'accusé par ses adversaires de ne pas dépenser assez—2514; est informé qu'une subvention de 30 pour 100 est suffisante pour encourager mise de fond—2514; sans l'urgence des besoins ne considérerait pas le pays justifiable de dépenser 30 pour 100 pour ce qui est à proprement parler des entreprises particulières—2516; l'Australie et la Nouvelle-Zélande n'ont jamais subventionné des entrepôts frigorifiques au débarquement en Angleterre—2516; pour ces pays comme pour le Canada, on s'en rapporte à l'initiative particulière—2516; le gouvernement canadien pourrait en établir à ses frais, mais n'est pas prêt à conseiller cette dépense au parlement—2517; d'ailleurs l'opposition est libre de tâter l'opinion en présentant une résolution dans ce sens—2517; différentes propositions de subdivisions de paiement de la subvention—2518; la raison pour ne pas écourter la durée des paiements est pour conserver autorité—2518; serait prêt à réduire à quatre ans—2518; craint déconvenues et découragements—2518; objections sérieuses à faire bénéficier entrepôts-glacières des avantages de la subvention—2519; premier objet de la loi est de provoquer création d'entrepôts là où il n'y en a pas actuellement—2519; mauvais de dépenser argent public en raccommodages—2521; cependant prêt à considérer opportunité d'accorder 30 pour 100 des travaux nécessaires pour mettre anciens entrepôts en état moderne—2521; subventions ne seront accordées que pour entrepôts à réfrigération mécanique—2521; afin de pouvoir contrôler absolument la température—2522; bill indiquera que température devra être réglementée par décret en conseil—2522; termes généraux des règlements—2522 ; entrepôts fonctionneront tant que le public en aura besoin—2522; dépend de température extérieure—2522; la loi de 1897—2523; Québec et Charlottetown seuls en ont profité—2523; ont déjà reçu subventions pendant trois ans, ne vont pas en recevoir encore de nouvelles—2523; la loi ne vise pas les transports, mais seulement la réfrigération à demeure—2523; si le commerce le demandait pour l'I.P.-E. pourrait accorder subvention à navire faisant

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES —*Suite.*

Hon. S. Fisher—*Suite.*

traversée vers terre ferme d'après loi de subvention des transports frigorifiques—2523 ; motifs d'inefficacité des wagons réfrigérants—2524 ; marchandises apportées et placées étant à une température trop élevée—2524 ; on se sert des wagons pour refroidir et non pour conserver—2524 ; les autres marchandises en souffrent—2525 ; impossible de dire aux compagnies de refuser les articles qui ne sont pas à une certaine température lorsque déposées—2525 ; il y aurait clameur—2425 ; question d'éducation—2525 ; mode de surveillance des wagons—2526 ; avec l'établissement des entrepôts frigorifiques en question, sur le parcours, les conditions pourront s'améliorer—2526.

M. Marshall—Demande si subvention sera accordée à compagnies privées—2526.

Hon. Fisher—Impossible—2526 ; injustifiable dans intérêt public—2526 ; l'aide aux cultivateurs est le moyen d'aider tout le pays —2527.

2e lecture—2527.

En comité—2528.

Article 2—2529.

Hon. Fisher—La température à fixer dépendra des régions et des clients—2529.

Article 4—2530.

Hon. Fisher—Propose modification des termes de paiement de la subvention—2530; 15 p.c. à l'achèvement, puis 7, 4, 2 et 2 p.c. par année subséquente—2530 ; faudra alors augmenter crédit demandé au budget et le porter à $150,000—2539.

M. E. D. Smith—Subvention insuffisante—2541 ; faudrait au moins 50 p.c. payables sur-le-champ, garantis si l'on veut par hypothèque—2542.

Hon. Foster—Croit impossible, sauf par gestion directe du gouvernement de faire observer d'une façon permanente les règlements—2543 ; une fois subvention touchée le seul remède contre contravention aux règlements sera de fermer entrepôts et alors, public souffrira—2543.

Hon. Fisher—On construit actuellement à Montréal un entrepôt qui reviendra à $1 par fromage ou 44 cents par pied cube de contenance nette—2544 ; divers calculs—2545 ; un bâtiment de 100,000 pieds cubes coûterait $25,000 sans l'emplacement—2545.

M. Fowler—Serait d'avis de consacrer davantage à l'installation et à l'outillage et pas 30 p.c. au terrain et à la bâtisse—2545 ; c'est à l'outillage que devrait être consacrée la prime—2546; plus l'outillage aura coûté cher moins l'entrepreneur sera disposé à cesser l'exploitation de matériel devenant de la vieille ferraille—2546 ; s'il consacre la prime du gouvernement à bâtir, il pourrait plus tard cesser d'exploiter et se servir du bâtiment—2546.

Hon. Fisher—Pour un édifice de contenance de 100,000 pieds, l'outillage coûterait aussi cher que l'édifice—2547 ; subvention de 30 p.c. considérée suffisante par le public qui paie—2547.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES —*Suite.*

M. Sinclair—Indique conditions imposées pour congélateurs de boëtte—2549 ; mêmes conditions pourraient être imposées pour entrepôts frigorifiques—2540; exploitation imposée pendant durée déterminée, sinon confiscation des deniers versés—2549 ; inconvénients de concurrence aux petits établissements non subventionnés—2550.

Hon. Foster—Cela devient un gage sur entreprise, écarte capitaux—2550.

M. R. L. Borden—Système a bien réussi pour entrepôts de boëtte—2550.

M. E. D. Smith—En relevant subvention on peut légitimement et sans nuire à l'entreprise exiger gage—2531.

M. Fowler—Ne croit pas que subventions de ce genre devraient être accordées pour grands ports comme Saint-Jean, Halifax et Montréal—2552; l'initiative privée est assez active pour subvenir à ces besoins—2552 ; la totalité de l'argent disponible devrait aller aux compagnies—2552.

Hon. Fisher—Subvention de $2,000 a été déjà offerte par loi de 1897 à St-Jean, Halifax et l'on ne s'en est pas prévalu pour les besoins du commerce sous prétexte qu'elle était trop modique—2552.

M. E. D. Smith—Si de grandes villes n'ont pas accepté, comment espère-t-on que dans les campagnes cette maigre subvention pourra avoir un effet—2554.

Article modifié adopté—2554.

Article 6—Règlemnts de surveillance—2554.

Hon. Fisher—Demande ajouter clause pour règlement température—2558 ; sera appuyée par article additionnel comportant amende pour contravention—2554.

Article modifié adopté—2554.

Article 8—Nomination d'inspecteurs—2555.

Hon. Fisher—Un seul inspecteur suffira—2555 ; aura le secours d'un thermographe dont possédera la clef—2556.

Article 8a—Amendes—2556.

Hon. Fisher—Ministre pourra imposer pour contravention amende ne dépassant pas $50—2556.

Article 9—Supprimant loi de 1897—2556.

Hon. Fisher—Loi supprimée pour éviter doubles demandes de subvention—2557.

Bill rapporté—2557.

Hon. Fisher—Propose troisième lecture—2557.

Adopté, bill lu 3e fois, adopté—2557.

Sanctionné—5347.

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ.

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 60) concernant l'exportation d'énergie électrique et de certains liquides et gaz—1340; même loi que l'année dernière—1340; en plus pouvoir d'imposer droits d'exportation et réglementation—1340; fixe droits —1340; exempte de droits compagnies fournissant quantité d'énergie que consommateur canadien voudra et pourra employer—1340; pas tant question de revenu que de contrôle du gouvernement—1341 ;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

droit des propriétaires sauvegardés—1341; intérêt du public réservé—1341; gouvernement aura sous la main moyen de forcer le producteur d'énergie à fournir au consommateur canadien quantité nécessaire à ses besoins—1342; la commission des eaux limithrophes—1342 ; reconnaissance de la courtoisie des commissaires américains—1342.

M. Maclean—Projet a gagné à attendre—1342; espère que bill ne facilite pas l'exportation de pouvoir aux Etats-Unis—1343; nous pouvons tout employer au Canada—1343.

1re lecture—1343.

2e lecture—2302.

En comité—2302.

Article 1er—2302.

M. Maclean—L'énergie électrique du Niagara devrait être gardée pour nos chemins de fer et pour les cultivateurs d'Ontario 2302; le bill n'interdit pas, mais facilite l'exportation de l'énergie électrique—2302; devra être prohibé soit par une loi, soit au moyen d'un impôt—2303; le bill permet exportation aux compagnies existantes 2303; contraire au rapport de la section canadienne de la commission des eaux limitrophes—2303 ; texte rapport—2303 ; une des compagnies existantes a dépensé $4,000,000 pour se mettre à même de transporter l'énergie aux Etats-Unis et n'a pas dépensé un sou pour le Canada—2304 ; d'après le bill une compagnie canadienne pourra transporter aux Etats-Unis toute l'énergie qu'elle voudra, sans être tenue d'en fournir aucunement au consommateur canadien—2304 ; le rapport et la "Canadian Niagara Falls Power Company"—2304 ; le rapport et les autres compagnies—2306; le ministre n'a fait aucune démarche pour savoir ce que ces compagnies transmettaient d'énergie du côté canadien—2306 ; la loi doit être formelle et non à la merci de règlements par un ministre—2306 ; la situation reste la même que l'année dernière—2307 ; les compagnies ont tout accaparé et on nous demande de respecter des droits acquis—2307 ; le monopole électrique à Montréal—2307 ; la menace de Toronto—2308 ; la loi tend à favoriser l'établissement d'un trust gigantesque pour prendre Ontario à la gorge—2308 ; ce qu'il faudrait faire: suppléer à l'absence de houille d'Ontario—2308 ; complications pouvant résulter d'une cessation de fournir l'énergie aux E.-U.—2309 ; l'objet de ce bill est étranger aux intérêts canadiens—2309 ; la prohibition absolue ou une taxe prohibitive sont les seules mesures rationnelles à prendre—2310.

Hon. Aylesworth—On combat ce bill simplement parce qu'il est présenté par le gouvernement—2310; le bill en question ne contient rien de relatif à la réserve des droits des compagnies existantes—2310 ; excessivement simple—2310 ; exposition

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

des articles—2311 ; il est pourvu à tout ce que demande M. Maclean—2311 ; personne ne pourra exporter fluide sans licence—2311 ; cette licence sera révoquée si on ne répond pas aux besoins des Canadiens—2311; la quantité de force à exporter peut être limitée à l'excédent de production après que l'on aura abondamment pourvu aux besoins de la population du Canada—2311 ; différents modes de contrôle —2311 ; projet de loi discuté longuement et à fond par commission—2312 ; correspondance Whitney-Fitzpatrick—2312; raisons de la rédaction de l'article 4—2313; l'eau qui a passé le Niagara ne peut plus servir, elle n'est utilisable que sur le moment—2314 ; nous ne perdons rien en permettant l'exportation aux E.-U. de notre excédent de production—2314 ; calculs, les trois compagnies chartrées actuellement peuvent produire 400,000 chevaux—2314; il n'y a pas autour de Niagara, du côté canadien un marché pour plus de 40 mille chevaux, ou dix pour cent—2314; pourquoi perdre l'excédent—2314; ce serait de l'égoïsme tout simple—2314 ; le coût de la licence n'entre pas en ligne de compte—2315 ; gouvernement ne cherche pas revenu, mais mode de contrôle—2315.

M. Cockshutt—La commission de force électrique d'Ontario a déjà des demandes pour 100,000 chevaux—2315 ; veut qu'une certaine quantité de l'énergie développée soit tenue en réserve au Canada pour capitalistes qui voudront établir industries—2316 ; l'exemple du Sault Ste-Marie—2316; l'existence d'un surplus d'énergie non exploité peut provoquer l'établissement d'industrie—2316 ; nous devons prévoir le temps où nos chemins de fer utiliseront l'énergie électrique—2316 ; les craintes d'Ontario—2317.

M. Lennox—Les licences ne devront être accordées qu'avec la plus grande réserve —2317 ; le gouvernement peut s'exposer plus tard à des réclamations pour droits acquis—2317.

M. Bristol—Pouvoir de révocation de licence entre les mains d'un ministre est trop arbitraire—2318 ; arbitraire également de laisser durée des permis et baux à la décision du ministre—2319; limite de durée devrait être fixée par la loi—2319 ; enquête spéciale devrait être faite pour déterminer quantité d'énergie nécessaire —2319; nécessité de consulter gouvernement d'Ontario quant aux baux déjà passés—2319; amende de $1,000 pour exportation illégale d'énergie, pas assez élevée —2330; danger de favoritisme politique pouvant résulter de l'absence d'uniformité des permis—2320.

M. Lancaster—La loi ne contient pas ce que comporte son titre—2321; nous légiférons pour recevoir des compliments des Etats-Unis—2322 ; les calculs Spencer—2322; pas de question de parti—2322; fatigué d'entendre les Américains traiter

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

M. Lancaster—*Suite.*

des Canadiens de bons garçons—2322 aucun mal d'empêcher l'exportation de l'excédent de notre énergie électrique—2323; le parlement se réunit tous les ans et peut facilement remédier à cette sévérité s'il se trompe—2323; nous avons droit au monopole, pourquoi ne pas tenter d'en tirer parti—2323; pour conserver nos jeunes gens au Canada—2323; si le pays ne se développe pas, si notre jeunesse n'en profite pas, on pourra toujours permettre l'exportation—2323; le bill ne règle rien —2324.

M. Carvell—On discute la loi comme s'il n'y avait qu'au Niagara que l'on pût développer de l'énergie électrique—2324; on ne parle et on ne traite que d'Ontario—2324; au Nouveau-Bruswick on a des pouvoirs rapprochés de la frontière américaine—2325; l'excédent se vend dans l'état du Maine à des prix très rémunérateurs—2325 ; les chutes d'Aroostock, capitaux engagés seraient perdus si on passait une loi proscrivant l'exportation—2325; les députés d'Ontario font de la discussion académique—2326; le bill est utile pour permettre de tirer parti de nos chutes—2326.

M. Barr—Ontario est la province la plus intéressée—2326; on ne peut pas comparer une petite chute du Nouveau-Bruswick au grand Niagara—2326; le gouvernement provincial d'Ontario agit bien plus sagement que le gouvernement fédéral—2326; l'énergique M. Beck—2327; la transmission de l'électricité en Californie—2328; le bill pourrait être utile au gouvernement en temps d'élection, c'est tout ce qu'on paraît rechercher—2328 ; le gouvernement fédéral ne cherche qu'à empêcher la commission de M. Beck d'accomplir ce qu'elle a promis de faire—2328.

M. Taylor—Insiste pour savoir sur quoi se base le ministre pour dire que toute l'énergie nécessaire actuellement est de 40,000 chevaux—2329.

Hon. Aylesworth—Raconte en détails les pourparlers de l'année dernière entre l'hon. Fitzpatrick et l'hon. Whitney—2331; d'après correspondance premier ministre d'Ontario approuve bill—2331 ; entente franche et cordiale—2331 ; besoin de latitude pour le ministre, quant aux prix—2332.

M. Bristol—Signale principaux points ne figurant pas au bill l'année dernière et qui devraient faire l'objet de conférence avec gouvernement Ontario—2333.

M. Wright—La loi d'Ontario empêche le développement des pouvoirs hydrauliques —2334 ; cas de Smith's Falls et d'Arnprior —2334 ; injustice de la loi qui permet expropriation forcée et indemnisation au gré des municipalités—2334 ; loi proposée juste et équitable—2334.

M. Lancaster—Le député de Renfrew défend les millionnaires—234 ; après les ban-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

M. Lancaster—*Suite.*

quets, on sacrifie généralement les droits du Canada—2334 ; le principe d'économie politique est d'adopter des lois en faveur des pauvres et du commun des mortels—2335 ; si l'on dispose de l'excédent de notre production il ne restera rien quand nous en aurons besoin—2335 ; c'est justement de l'excédent que nous ne devons pas nous départir—2336.

M. Conmee—Un avocat discute généralement d'autant mieux une question qu'il la connaît moins—2336 ; le bill ne traite pas de l'exportation de l'excédent de nos forces hydrauliques—2336 ; mais de l'excédent d'un produit manufacturé de nos forces hydrauliques—2336 ; la loi permettant d'imposer un droit peut arrêter net l'exportation—2337 ; s'il fallait payer un droit de $10 annuellement par force il ne s'en exporterait sûrement pas—2338 ; le bill est dans l'intérêt du public qui est amplement protégé—2338 ; il y a d'autres forces que celles du Niagara dans Ontario—2338 ; c'est une question de capital, de placement de fonds et d'utilisation de produit—2338.

M. Lancaster—Aucune sauvegarde dans le bill—2338 ; bonne machine politique pour amis du gouvernement—2338 ; pouvoir discrétionnaire—2339 ; si le gouvernement accorde une licence par erreur et veut ensuite la révoquer, il ne le pourra pas, il y aura trop d'influences pour l'en empêcher—2348 ; ce serait une scandaleuse violation d'engagement—2340.

M. R. L. Borden—Article 5 entièrement nouveau—2340 ; peut provoquer conflit avec gouvernement d Ontario, devrait être soumis à ce gouvernement—2340 ; n'admet pas que ce gouvernement soit obligé de se soumettre à l'opinion de celui d'Ontario, mais suggère discussion—2340.

Hon. Aylesworth—Admet articles 3 et 5 pas discutés avec Ontario—2341; aucune objection à entendre son opinion—2341.

M. Wright—N'approuve pas proposition de mettre toutes les chutes d'eau sous juridiction gouvernement fédéral—2343.

Hon. Aylesworth—Ministre a pouvoir discrétionnaire—2342; peut tenir compte des prix payés et exigibles des deux côtés de la frontière—2342.

Articles 1 et 2 adoptés—2343.

Article 3, licence d'exploitation—2343.

Hon. Aylesworth—Licences ne seront pas pour durée déterminée, mais resteront en vigueur jusqu'à révocation—2344.

M. Maclean—Conseille permis d'un an, nominalement renouvelables tous les ans—2344.

M. Barr—Dangereux donner licences, même pour une année—2344; conditions changent—2344.

Article adopté avec quelques modifications de texte—2345.

Article 4—Licence d'exportation—2345.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Aucune formule encore déterminée pour licence—2346.

M. Borden—Difficulté est de donner délai de révocation suffisamment étendu pour ne pas rendre impossibles contrats avec Etats-Unis—2346; et pas trop pour rester en mesure de répondre au premier appel à demande fortuite au Canada—2346.

M. Bristol—Considère que le ministre base ses appréciations sur calcul erroné—2347; ne croit pas à une grande demande immédiate du Canada à cause de données de la commission qui ne sont pas fondées—2347 ; cie propriétaire d'usine préférera être à même d'exporter quantité limitée pendant période fixe que de pouvoir exporter quantité plus grande et être exposée à révocation de licence—2348; un Américain ayant besoin d'énergie électrique ne signera de contrat que s'il est assuré de la fourniture pour un certain temps—2348; demande que pouvoir de révocation ne puisse être exercé que par conseil des ministres—2348.

M. Conmee—Ne voit pas comment gouvernement pourra juger de la quantité d'énergie requise en Canada—2349.

M. Macdonell—Le gouverntment se fait simplement donner un billet à demande pour toutes les conséquences du bill—2350; il s'agit de la disposition d'un capital de 3 à 6 millions par année, 300,000 chevaux à $18 ou $20—2350; le ministre des Douanes qui devra appliquer le bill devrait faire part à la Chambre de ses lumières—2350.

Hon. Aylesworth—Calculs établis en prenant pour base le fonctionnement de la compagnie Electrical Development—2350; ce que devra faire le ministre chargé de l'application—2351; avait songé à en charger la commission des chemins de fer—2352.

M. R. L. Borden—Admet que la commission est déjà surchargée—2352 ; n'aime pas donner trop de pouvoirs à un ministre—2352 ; discrétion du ministre pourrait être subordonnée à commissaire permanent résidant à Niagara—2352; ministres ne doivent pas avoir à traiter avec des amis ou des ennemis—2353 ; il ne faut pas de soupçon possible—2353.

M. Maclean—La commission d'Ontario a tous les renseignements nécessaires—2353; le seul moyen d'éviter procès avec Ontario est de prohiber complètement exportation d'énergie ou de fluide—2354 ; préfère voir la force se perdre que de laisser les Américains l'employer—2354 ; loi Burton restreignant l'importation de pouvoir aux E.-U. est une farce—2354 ; ce qu'a déjà fait la commission provinciale, a réduit prix d'énergie de 300 p.c.—2355.

Hon. Aylesworth—Demande réserver article—2356 ; désire étudier proposition chef de l'opposition et soulager ministre de la responsabilité que lui impose la loi—2356.

Articles 4 et 5 réservés—2356.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

M. Maclean—Donne avis amendement art 5—2356 ; pour appliquer proposition commission des eaux limitrophes—2356.

Article 6—Licence pour pose de fils et tuyaux—2356.

Hon. Aylesworth—La loi Burton ne permet pas au Canada d'exporter dans l'état de New-York plus de 160,000 forces—2357 ; il n'est pas probable que ce montant s'exporte actuellement—2551; contrats actuels des compagnies canadiennes pour fournitures aux E.-U.—2358.

Hon. Paterson—Ne cherche pas à assumer la responsabilité dont ce bill le chagera—2358 ; mais ne peut chercher à s'y soustraire—2358 ; son département choisi parce qu'il s'agit de perception de revenu—2358 ; un ministre ne prend jamais de décision importante sans consulter ses collègues—2358 ; article 6, adopté—2358.

Article 7—peine pour exportation illégale—2358.

Hon. Aylesworth—Amende recouvrable par voie de poursuite intentée par procureur général—2359.

Article 10—droits d'exportation—2359.

Hon. Aylesworth—Propose $10 par année par cheval-vapeur—2359.

M. W. F. Maclean—Voudrait $10 par jour—2359.

Article adopté—2359.

M. R. L. Borden—Demande que règlements et dispositions prescrites dans l'année soient déposés au commencement de chaque session—2360.

Débat remis—2359.

Discussion reprise—4766.

Article 66—Emission et révocation des licences—4766.

Hon. Aylesworth—Propose amendement confiant ce droit au gouverneur en conseil—4766.

Adopté—4766.

Article 66, même amendement—4766.

M. Lancaster—Propose amendement limitant énergie exportable à quantité réellement dépensée en Canada—4766; et interdisant exportation quand le surplus disponible est moins de 25,000 chevaux—4766; amendement applicable à tout le Canada—4767; il faut que nos industriels aient avantage à établir leurs usine sur rive canadienne—4767; il ne faut pas oublier que commission des eaux limitrophes va limiter quantité de l'eau à employer et, par conséquent d'énergie à produire—4767; il faut protéger notre quasi-monopole—4767; amendement n'oblige pas emploi sur les lieux—4768; il suffit qu'une compagnie d'énergie électrique consomme en un point quelconque du Dominion une certaine quantité d'énergie électrique pour qu'elle ait le droit d'en exporter autant aux Etats-Unis—4768; mission du capitaine C. W. Kutz au Niagara—4768; les Américains se préparent à accaparer toute la force disponible—4769.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Nous avons au Canada trois compagnies pouvant grâce à leurs installations donner 400,000 chevaux—4769; le Canada n'en peut consommer au plus que 40,000—4769; alors on va laisser perdre la différence—4769; l'eau qui passe, la force inutilisée est perdue et ne se retrouve pas—4769; ce n'est pas une mine où le minerai non extrait reste—4769; la quantité disponible ultérieurement n'est pas affectée par la consommation immédiate—4770 ; la présente loi n'a pas pour objet d'empêcher l'exportation d'énergie électrique—4770; elle tend à assurer aux Canadiens l'énergie électrique dont ils ont besoin—4770; l'article oblige cessionnaire à avoir toujours une quantité disponible pour répondre aux besoins du Canada—4770; il n'est pas possible d'obliger le capitaliste qui a payé pour produire le reste, à perdre le fruit de son labeur—4770; le gouvernement américain a déjà limité à 160,000 chevaux la quantité d'énergie qui pourra être importée aux Etats-Unis—4770; et nos usines de production électrique se sont plaintes amèrement—4770.

M. Lancaster—C'est au Canada de multiplier ses industries—4772.

M. Carvell—Amendement serait désastreux pour usines électriques du Nouveau-Brunswick—4772 ; l'installation d'Aroostock-Falls—4772; l'usine de Great-Falls—4773; cet amendement serait la ruine de ces industries—4773; et la perte de l'argent engagé—4773.

M. Cockshutt—L'exportation de l'énergie électrique retardera la construction de lignes de transmission—4775; maintiendra un prix élevé—4775 ; il s'établiera des industries là où l'énergie électrique sera à bon marché—4776.

M. Conmee—Dangers de l'amendement—4776 ; fausse conception des raisons qui décident de l'emplacement de certaines industries—4776 ; consommateur aux E.-U. paiera toujours plus cher pour l'énergie transmise que consommateur canadien pour énergie produite—4776 ; risque pour consommateur américain de l'imposition d'un droit d'exportation—4777; compagnies canadiennes préfèrent de beaucoup vendre au Canada—4778 ; toutes garanties dans article 5—4778.

M. Broder—Il serait impossible après avoir permis l'exportation de l'énergie électrique, de l'interdire ensuite—4778 ; ce serait s'exposer à des représailles—4778 ; si on empêche l'exportation de l'énergie aux E.-U. il y en aura tant au Canada qu'elle ne vaudra plus rien sur le marché—4779 ; on devrait tenter entente réciproque—4779 ; les Américains ne peuvent exploiter les chutes Massena qu'en nous exportant de l'énergie électrique—4779.

M. Bristol—Règle proposée dans amendement trop immuable—4779 ; veut limiter restriction à trois quarts du surplus—

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

M. Bristol—*Suite.*

4780 ; d'un autre côté avec la rédaction de l'article, une compagnie qui a vendu toute sa production aux E.-U. peut dire qu'elle n'a pas d'excédent—4780 ; donc la restriction ne l'atteint pas—4780.

M. E. D. Smith—L'amendement Lancaster favoriserait les petits consommateurs—4781 ; compagnies seraient bien forcées de rechercher des clients—4781 ; l'emploi de l'énergie électrique dans l'industrie agricole—4781.

M. R. L. Borden—L'article 5 ne pose aucune base pour guider le gouvernement dans la décision qui lui incombe—4785 ; aucune règle, aucun étalon fixés pour ces licences—4785 ; le conseil des ministres est le plus mauvais instrument pour régler ces questions, rôle absolument politique—4785; essentiellement et constitutionnellement formé de partisans—4785 ; le conseil aspire à gouverner le pays—4786 ; pouvoir quant au tarif intermédiaire—4786 ; pouvoir quant à l'application du tarif de préférence aux marchandises par ports canadiens—4786 ; préférerait confier à commission des chemins de fer—4786 ; devrait être réorganisée et s'appeler commission des services publics—4786 ; croit que les inconvénients seraient les mêmes avec tout autre gouvernement—4787; pas question de parti—4787.

Hon. Aylesworth—On perd complètement de vue l'objet du bill—4788; actuellement aucune limitation de pouvoir—4788; si loi pas passée, compagnies pourront vendre à leur gré pouvoir aux Etats-Unis—4788; le présent bill impose certaines restrictions—4788 ; on dit que cela retardera construction d'installations de transmission ou élèvera le prix—4788; au contraire, actuellement les compagnies ne tentent pas de se répandre au Canada parce que rien ne les empêche d'exporter énergie aux Etats-Unis—4789; ce que prescrit l'article 4—4789; ce que prescrit l'article 5—4789; le conseil des ministres ne pourra pas faire autrement que de prendre note des besoins du consommateur et d'en tenir compte—4789; quant au producteur, trois compagnies sont actuellement en activité—4790; si la quantité d'eau à détourner est limitée comme prescrit par la commission, il ne se créera pas d'autres compagnies—4790; quand une licence d'exportation sera demandée, il sera facile de décider des bornes de la région, de la quantité à exporter sans inconvénient—4790; loi élastique pour répondre aux besoins—4790; licences révocables pour non observation des règlements—4790; révocables même sur simple avis, si le ministre le juge nécessaire—4791; actuellement nos fabriques peuvent fournir 400,000 chevaux—4792; c'est la limite fixée par commission—4792; Canada consomme pas 80,000—4792; restent 420,000—4792; loi américaine nous défend d'exporter plus de 160,000 chevaux aux Etats-Unis—4792 ; il nous

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

reste donc une réserve égale à l'exportation possible aux Etats-Unis—4792; il n'y a évidemment pas de danger—4792 ; la proposition de substitution du conseil des ministres comme autorité appliquant le bill au lieu du ministre des Douanes, vient de M. Sproule—4795; si commission des eaux limitrophes devenait permanente, ce serait peut-être un conseil convenable pour régler ces questions—4796 ; jusque-là, conseil exécutif meilleur tribunal—4796 ; essai seulement—4796 ; si difficulté, serait toujours temps de remédier—4796.

M. Cockshutt—Nécessité de forcer les compagnies à construire des lignes de transmission en Canada en les empêchant d'exporter aux Etats-Unis où les facilités sont beaucoup plus grandes—4797; on ne connaîtra la demande réelle que lorsque l'on sera prêt à fournir l'énergie—4797 ; avant peu Ontario n'aura pas assez de toute l'énergie développée au Niagara—4797; pas opposé à l'exportation—4798.

Hon. Foster—Préfère voir un ministre chargé spécialement de ces questions plutôt que l'exécutif—4801 ; aimerait cependant mieux commission des chemins de fer transformée en commission des services publics—4804.

Hon. Aylesworth—Lit lettre Whitney—4804.

M. R. L. Borden—Propose amendement pour dépôt devant Parlement des règlements passés—4805.

Adopté—4805.

Bill rapporté—4805.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—4819.

Remis—4819.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—5103.

M. T. S. Sproule—Demande pour M. Maclean remettre au lendemain—5103 ; veut proposer amendement—5103 ; a donné avis de son siège—5103.

Sir W. Laurier—Dans ce cas, il devrait être présent—5103.

M. R. L. Borden—Propose renvoi à comité général pour faire conférer à commission des chemins de fer pouvoir émettre licences—5104 ; gouverneur en conseil pas un corps d'experts, corps transitoire et politique—5104 ; pouvoir d'accorder licences pas question administrative—5104 ; attributions de la même catégorie que celles confiées à commission des chemins de fer—5104 ; réorganisation nécessaire, commission des services publics—5105 ; on pourrait établir deux divisions : judiciaire et administrative—5105 ; en tout cas, mieux vaut confier pouvoir d'émettre licences à corps indépendant et non politique—5105.

Hon. Aylesworth—A l'heure actuelle commission des chemins de fer trop occupée—5106 ; question de réorganisation pas mûrie—5106 ; impossible d'imposer maintenant surcroît de travail—5106 ; si la com-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

mission des chemins de fer avait charge d'émettre les permis, il faudrait permettre un appel—5106 ; à qui, sinon au Gouverneur en conseil—5106 ; alors, aucune difficulté soumettre en première instance au Gouverneur en conseil—5106 ; tous les permis sont accordés par le souverain sur le conseil et sous la responsabilité d'un ministre—5107 ; c'est une règle invariable ayant pour base responsabilité ministérielle—5108 ; quant aux droits et règlements au sujet de l'exportation c'est évidemment une prérogative de l'exécutif de les édicter et de les appliquer—5109.

M. Sproule—Commission inspirera plus de confiance au public que gouvernement—5110.

Amendement R. L. Borden repoussé à mains levées—5110.

M. Sproule—Propose amendement Maclean imposant obligation d'établir lignes de transmission en Canada—5110; traitement discourtois—5110.

Hon. Aylesworth—Tout le monde avait perdu de vue amendement verbal de M. Maclean—5112; la Chambre n'est pas tenue d'attendre bon plaisir de M. Maclean—5112; amendement trop spécifique—5113 ; mieux vaut employer termes généraux—5113; laisser le conseil des ministres juge des cas où il doit imposer construction ou ligne de transmision—5114.

Amendement Sproule repoussé à mains levées—5114.

M. E. A. Lancaster—Propose renvoi au comité pour insérer son amendement déjà discuté—5114; lettre Whitney à Aylesworth—5115; la commission des eaux limitrophes limite de 200,000 chevaux d'énergie que pourra produire Canada—5116 ; la commission hydroélectrique d'Ontario a des demandes pour juste la moitié, 100,000—5116; demande seulement qu'on ne puisse pas exporter plus de la moitié de notre production—5116; frayeurs de M. Whitney—5118.

Hon. Aylesworth—Les contrats des compagnies avec l'hon. M. Whitney et le gouvernement d'Ontario ne sont pas affectés par cette loi—5119; du fait que nous les autorisons à exporter de leur énergie, elles ne sont pas déliées de leurs obligations contractuelles au Canada—5119.

Hon. Haggart—Demande si changements fréquents de règlements ne pourraient pas créer difficultés avec pays voisins—5120.

Hon. Aylesworth—Règlements et permis pas la même chose—5120; règlements mentionneront pas détails—5120; licence révocable en tout temps—5120.

M. W. F. Cockshutt—Coût énorme des lignes de transmission—5122; grand avantage pour les lignes d'exporter—5122; si on permet l'exportation le prix de l'énergie électrique renchérira encore—5122.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE ET DE CERTAINS LIQUIDES ET GAZ—*Suite.*

M. E. D. Smith—Actuellement deux compagnies canadiennes et deux américaines à Niagara—5124; il n'y a pas de mal à forcer ces dernières à chercher des débouchés en Canada—5124; on peut leur donner délai, mais les forcer à placer moitié de l'énergie produite en Canada—5125.

Amendement Lennox mis aux voix—5125.

Rejeté: 38 pour, 102 contre—5125.

Bill lu 3e fois et adopté—5126.

Hon. Aylesworth—Propose acceptation amendements du Sénat—6958 ; donne six mois au lieu de trois comme délai d'exporation actuelle l'énergie électrique pour prendre permis après mise en vigueur de la loi—6958.

Amendements adoptés—6958.

Sanctionné—8221.

LOI SUR LES FALSIFICATIONS DE DENREES ALIMENTAIRES.

Hon. Templeman—Dépose bill (n° 127) modifiant loi relative à falsification denrées alimentaire—5086 ; pourvoit à la nomination d'analystes adjoints—5086.

1re lecture—5086.

Hon. Templeman—Propose 2e lecture—6446; seule raison, définir situation des analystes du laboratoire d'Ottawa—6446 ; pas reconnus par la loi—6446.

2e lecture—6446.

En comité—6446.

Article 2—6448.

Hon. Templeman—Pour permettre de nommer M. McGill sous-directeur des analyses—6448; remplit actuellement les fonctions mais n'a aucun pouvoir—6448.

M. Sproule—Demande si nouvelle loi va dispenser analystes de produire certificat d'examen—6449.

Hon. Templeman—Loi pas changée, texte—6450.

Article 3—6450.

Hon. Templeman—Permet examen d'échantillon à Ottawa au lieu d'être fait par analyste régional—6450.

M. Cockshutt—Demande que marchands soient mis au courant des instructions données aux inspecteurs de denrées alimentaires—6450; au lieu de rechercher les articles impurs dans le magasin, ils devraient chercher les articles purs—6450 ; l'affaire de la moutarde—6451.

Hon. Templeman—Tout ce que la loi défend c'est de marquer comme purs des articles qui sont impurs—6451.

M. Macpherson—Article excellent—6452 ; exemples de falsification, crème de tartre, cannelle, poivre—6452 ; loi pas assez sévère—6452 ; public paie pour article pur, a le droit d'avoir article pur—6452.

M. Cockshutt—Pureté absolue n'existe pas—6452.

M. Barr—La loi ne fait pas assez de distinctions—6454.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI SUR LES FALSIFICATIONS DES DENREES ALIMENTAIRES—*Suite.*

M. Armstrong—Voudrait savoir si les agents du département du Revenu ont le droit de prélever échantillons chez marchands de gros—6454.

Hon. Templeman—Aussi bien que chez les détaillants—6455 ; l'étiquette " mélange " ne garantit qu'autant que les articles vendus ne contiennent pas d'ingrédients nuisibles—6455.

M. Cockshutt—Le bulletin du département constate que les fraudes les plus nombreuses sont sur sucre et sirop d'érable—6456; le fabricant évite l'inspection—6457; c'est sur le détaillant qu'on tombe—6457; ce n'est pas juste—6457.

Hon. Fisher—Les cultivateurs eux-mêmes demandent inspection sévère—6457; ce ne sont pas eux qui falsifient mais les gros marchands qui revendent aux détaillants —6457.

M. Daniel—Cas d'un détaillant Van Wart condamné pour n'avoir pas exigé de son vendeur la garantie exigée par la loi—6458; le moins c'est que les détaillants soient prévenus que cette garantie est nécessaire—6458.

M. Gunn—Aucun cultivateur ne consentira à donner une garantie que son sirop est pur—6458; il considérera la demande seule une insulte—6458.

Hon. Fisher—Département a plus d'indulgence pour détaillant que pour fabricant —6458; jamais puni à première offense—6458.

M. Ganong—Eloge des frères Van Wart—6459; difficultés de trouver le frelateur—6460 ; impossibilité d'avoir tout un wagon de sucre garanti—6460 ; aussitôt travaillé la loi oblige de le marquer " composé "—6460; alors impossible de le vendre—6460.

Hon. Fisher—Le sirop pur peut se conserver d'une année à l'autre sans être travaillé—6460.

M. Wright—Vend du sucre d'érable pur toute l'année durant—6462.

M. Sproule—Avait prévu dans le temps que les rapports des analystes d'Ottawa ne seraient pas acceptés—6462; cette modification à la loi lui donne raison—6462.

Hon. Templeman—Cinq analystes locaux : Halifax, Montréal, Ottawa, Toronto et Victoria—6462.

M. R. L. Borden—Le laboratoire d'Ottawa a pour effet de leur enlever toute chance d'honoraires—6463.

Hon. Templeman—Economie—6463.

M. Taylor—Avec cette loi on découvre toutes les falsifications—6463; mais on ne punit personne—6463; curieuse circulaire —6464; il suffit de marquer ' mélange " et tout passe—6464; trop de faiblesse—6464.

Hon. Templeman—Les uns se plaignent que la loi est trop sévère—6465; les autres qu'elle ne l'est pas assez—6465; ministre essaie de garder un juste milieu—6465 ; effet moral de la publication des délits de falsification—6465.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6466.

Sanctionné—8221.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU FONDS DE PREVOYANCE DES EMPLOYES DE L'I.C.R. ET DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

Hon. Emmerson—Dépose bill (n° 68) pour établir fonds de prévoyance pour employés du chemin de fer I.C.R. et I.P.-E.—1551.

1re lecture—1551.

2e lecture—3000.

En comité—3000.

Article 2—Interprétation—3000.

Hon. Emmerson—Propose ajouter ' garçons de service des wagons officiels du gouvernement "—3000.

Hon. Emmerson—Propose que pour employés I.C.R. qui ont été sur chemins de fer achetés ensuite par l'Etat, le temps fait sur ces chemins avant achat soit compté—3000.

Hon. Foster—De cette façon, nous accordons, à même les recettes de l'I.C.R. des pensions pour travail fait pour d'autres compagnies qui n'ont pas contribué—3001.

M. Fowler—S'étonne que les dispositions du bill soient restreintes aux employés mâles —3002 ; contraire à galanterie bien connue du ministre des Chemins de fer—3002.

Hon. Emmerson—Pas de femmes employées à l'I.C.R.—3002.

Hon. Haggart—Demande si employés du G. T.R. faisant service sur partie commune à I.C.R. et à G.T.R. et aux terminus à Montréal auront droit aux avantages du bill—3004.

Hon. Emmerson—Gouvernement paie sa part des salaires et c'est tout quant à ces employés—3004.

Article 3—Définition du fonds—3006.

Article 4—Contribution du gouvernement—3006.

Hon. Emmerson—Propose en amendement que contribution du gouvernement devra être au moins égale à versement des employés—3006 ; d'après l'estimation des actuaires, la contribution du gouvernement au cours du premier exercice sera environ $55,000—3007 ; une centaine d'employés seront mis à la retraite pour cause de vieillesse le 1er avril prochain—3007.

M. Fowler—La mise à la retraite de ces cent employés ne devrait pas être imputée au nouveau fonds—3000.

Hon. Emmerson—Aurait préféré que fonds dépendit simplement et uniquement de versements du chemin de fer—3008; ce sont les ouvriers qui ont insisté pour participer—3008 ; ils préfèrent que le chiffre de la retraite soit plus élevé—3010.

M. E. M. Macdonald—Demande que gouvernement étudie question de payer pension des employés qui vont être retraités incessamment—3010.

M. Fowler—Demande si employés n'ont pas proposé que le gouvernement verse 2 pour 100 et employés 1 pour 100—3012.

M. Blain—Demande si ces cent employés retraités seront remplacés—3012; s'il n'y en a pas qui ont obtenu avancement au cours des trois ou quatre dernières années—3012.

Hon. Emmerson—Dans les 10 dernières années, les appointements de l'Intercolonial ont été relevés d'environ $1,000,000—3013.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU FONDS DE PREVOYANCE DES EMPLOYES DE L'I.C.R. ET DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. Blain—C'est ce qui explique les piètres résultats financiers de l'exploitation de l'Intercolonial—3013.

M. Fowler—Salaires pas trop élevés—3014; devront être encore relevés pour être équitables—3014; il est faux que les tarifs de l'Intercolonial soient maintenus bas pour l'avantage des provinces maritimes 3014; c'est Ontario qui en profite—3014; les tarifs de gare à gare sont aussi élevés que sur n'importe quelle ligne—3014; le chemin doit être encore amélioré—3014; il faut supprimer profits illégitimes—3015 ; considère comme insulte à un député d'Ontario de quelque parti que ce soit de dire que les provinces maritimes sont indûment favorisées dans exploitation de l'I.C.R.—3015.

Article 5—Contribution des employés—3015.

M. E. M. Macdonald—Considère très élevée première contribution de 3 pour 100—3015.

Article 7—Composition du conseil—3015.

M. Fowler—Gouvernement prend la part du lion—3015; veut nombre de conseillers égal à celui des employés, mais avec le président, gérant-général et voix prépondérante—3015; cela fait 3 contre 2—3015; veut égalité avec droit d'appel au ministre—3015.

Hon. Emmerson—Position spéciale—3016; gouvernement non seulement comptable des fonds aux employés, ses associés, mais en plus, au parlement—3016; doit avoir droit contrôler dépenses—3016; le gouvernement aura intérêt à empêcher dépenses extravagantes, chaque dollar perçu des employés représente dollars de recettes fournies par le revenu—3016; la contribution du gouvernement est actuellement limitée à $100,000—3017; en cas de nécessité, elle pourrait facilement par règlement ou par amendement être tenue au pair de contribution des employés—3018.

M. E. M. Macdonald—Voudrait que la représentation fût divisée en deux districts : Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick par exemple—3018; pour mieux répartie—3018.

Hon. Emmerson—Danger des divisions géographiques—3018 ; complications inévitables—3018 ; il faut un bureau peu nombreux, composé des hommes les plus dignes, sans acception géographique—3019.

M. Daniel—Demande si, dans la computation des salaires, on comptera services spéciaux ou additionnels—3020.

Hon. Emmerson—La retenue de 1½ p.c. ne s'opérera que sur les salaires payés aux états de compte de l'I.C.R.—3020.

M. Blain—Cite discours hon. Emmerson, 28 mai 1903 pour prouver que tarifs sont moins élevés sur I.C.R. que sur autres chemins de fer—3021.

Article 8 (pouvoirs du conseil)—3022.

Hon. Emmerson—Tous les employés actuels participent de droit au fonds—3023 ; les règlements à passer ont trait à l'admission de membres à participer plus tard—3024.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU FONDS DE PREVOYANCE DES EMPLOYES DE L'I.C.R. ET DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. Lennox—Craint que l'Intercolonial ne s'arroge le droit de prescrire des clauses de renonciation—3024 ; le Grand-Tronc s'est vu enlever ce droit par les tribunaux—3024 ; la clause en question paraît permettre la résurrection de ce système—3025; cette clause qui permet de déterminer les conditions d'admissibilité au droit de contribuer au fonds et de partager dans les avantages est dangereuse—3025 ; propose en amendement addition interdisant renonciation—3025.

Hon. Emmerson—Règlements doivent être compatibles avec l'idée de la loi—3025 ; conseil ne pourrait pas passer règlements pour empêcher l'exécution de ce qui est l'essence de la loi, paiement d'indemnité—3025 ; accepte cependant renvoi de l'article—3026.

Réservé—3027.

Article 10—Secrétaire du bureau—3027.

M. Fowler—Demande pourquoi secrétaire désigné par ministre—3027 ; pourquoi pas par conseil—3027; suggère M. Pavor qui remplit déjà les fonctions de secrétaire de la société d'assurances des employés de l'I.C.R.—3027.

Hon. Emmerson—Nomination par conseil reviendrait au même—3028 ; choix doit être ratifié par le ministre—3028.

M. Daniel—Loi dit que secrétaire est subordonné au conseil—3028; comment pourra-t-il l'être s'il est nommé par ministre?—3028; ministre ne contribue pas—3029 ; le secrétaire sera employé du ministre qui le nomme—3029.

M. E. M. Macdonald—Le fonds est administré par le ministre, par l'entremise du conseil—3029; toute la responsabilité de l'application du projet retombe sur le ministre—3029.

Hon. Emmerson—C'est le gouvernement qui nomme tous ces secrétaires—3029; commission des chemins de fer—3029; commission du Transcontinental—3030 ; ces commissions choisissent leurs employés, mais leur secrétaire nommé par ministre—3030.

M. Fowler—Crainte de nomination politique—3030; se méfie d'un solliciteur rencontré dans les couloirs—3030.

M. Verville—Veut savoir si secrétaire sera forcément un contributeur au fonds—3031; pas objection à nomination par ministre, mais veut contribution au fonds—3031.

Hon. Emmerson——Ne veut pas s'engager—3031; craintes chimériques de M. Fowler—3031; M. Pavor seul venu à Ottawa solliciter la position—3032; salaire sera déterminé sur avis du personel—3032.

M. Fowler—Laisser au conseil soin fixer chiffre—3032.

Hon. Foster—La nomination du secrétaire par ministre nuira à l'autorité du conseil—3032; a déjà la majorité—3032.

Article 11—Administration des fonds—3033.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU FONDS DE PREVOYANCE DES EMPLOYES DE L'I.C.R. ET DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

Hon. Emmerson—Le ministre ne pourra agir que par l'entremise du conseil et en conformité à la loi et aux règlements—3033; ministre devra approuver règlements—3033.

Article 12—Classification des ayant-droit—3033.

Hon. Emmerson—A la demande des employés, pas de limite inférieure d'âge—3034.

Article 13—Allocation à être payée—3034.

Hon. Emmerson—Propose d'ajouter clause pour établir moyenne de salaire dans le cas où le titulaire aurait eu son salaire réduit avant la fin de son temps pour cause de faiblesse, vieillesse ou infirmité—3035.

M. A. A. Martin—On va mettre à la retraite cent employés qui n'ont rien payé au fonds—3036; on devrait faire quelque chose pour ceux qui se sont retirés avant adoption loi—3036.

Hon. Emmerson—Il faut être juste avant d'être généreux—3037; on ne peut pas remonter en arrière—3037; il faut tirer ligne de démarcation quelque part—3037.

M. Lefurgey—Loi était promise depuis longtemps—3037 ; on devrait remonter quelques années en arrière—3038.

M. A. A. Martin—Le conseil pourrait décider des cas—3038 ; ligne de démarcation tirée trop raide—3038 ; dans la loi de pension des conseillers privés, on faisait une distinction de cette nature—3038.

Hon. Emmerson—C'est pour cela qu'il a fallu rappeler la loi—3038.

M. A. A. McLean—Demande qu'en cas de salaire réduit, la pension soit calculée sur le plus haut salaire touché—3039.

Article 15—Examen médical—3039.

Hon. Emmerson—Un stagiaire qui fait ses versements et est ensuite refusé à l'examen médical en entrant comme employé a droit au remboursement de ses versements et pas plus—3040 ; ceux qui entrent au service de l'I.C.R. connaissent les risques—3041.

M. Sproule—Curieuse assurance, où l'assuré n'est pas protégé du moment où il commence ses versements—3041.

Article 17—Non-participants—3042.

M. Lennox—Ne croit pas juste que ceux qui se retirent même volontairement, pour améliorer leur position perdent tout argent versé—3042 ; devrait être remboursé intégralement ou au moins de 90 p.c.—3042; la contribution n'est pas volontaire, mais obligatoire—3042.

Hon. Emmerson—Quiconque prend police d'assurance jouit des avantages tant qu'il paie sa prime—3043 ; s'il cesse, il perd tout—3043.

M. Barr—Dans les bonnes compagnies d'assurance, à l'expiration de 3 ans l'assuré qui cesse de payer a droit à une police acquittée—3044.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU FONDS DE PREVOYANCE DES EMPLOYES DE L'I.C.R. ET DU CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

Article 19—Remboursement aux ouvriers congédiés pour raison de service—3045.

M. Fowler—Proteste contre limitation de remboursement au cas d'employés ayant versé pendant cinq ans au fonds—3045; du moment où déduction est faite des frais de gestion, l'Etat n'a rien à réclamer—3046.

Hon. Emmerson—Accepte réduction à 3 ans—3046.

Article 20—Indemnité pour mort au service—3046.

M. Morin—Veut que le paiement par le ministre soit impératif—3046 ; veut mettre "paiera" au lieu de "pourra payer"—3046.

Hon. Emmerson—Le principe en jeu est la responsabilité du ministre au parlement—3047 ; le ministre doit payer de par la loi, mais pas par ordre du conseil—3047.

M. E. M. Macdonald—La loi ne devrait laisser aucun doute—3047; le paiement intégral devrait être assuré, sans en référer au ministre—3047.

Article 24—Occupation non incompatible avec réception d'allocation—3048.

M. Fowler—Injuste, si un employé a mérité son allocation de laisser au conseil le droit de la réduire—3048.

Article 25—Effets de la loi quant au statut des employés—3048.

Hon. Emmerson—Ajoute article pour répondre à objection et amendement Lennox pour empêcher renonciation à dommages encourus—3079 ; l'article 25 tend à ne rien changer des relations actuelles entre l'I.C.R. et ses employés—3049.

Amendement Lennox retiré—3050.

Bill rapporté—3050.

3e lecture—3097.

Hon. Emmerson—Propose adoption amendements du Sénat—5020; autorisant femmes de journées à jouir avantages système de pension—5020; exige que médecin soit praticien qualifié—5020; rend impossible réintégration employés congédiés pour cause valable—5020.

Lus 2e fois, adoptés—5020.

Sanctionné—5348.

LOI DE FINANCES.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 96) pour ouvrir crédit à Sa Majecté sur exercice se terminant 31 mars 1907—2815.

1re et 2e lectures, en comité; 3e lecture, adopté—2815.

Sanctionné—2831.

LOI DE FINANCE.

Hon. Fielding—Dépose projet de loi (n° 141) tendant à accorder à Sa Majesté certains crédits pour exercice se terminant 31 mars 1908—5566.

M. R. L. Borden—Demande remise deuxième lecture—5566.

Hon. Fielding—Propose deuxième lecture bien que bill pas imprimé—5732.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE FINANCE—*Suite.*

Lu deuxième fois—5732.
En comité, rapporté—5732.

Hon. Fielding—Propose troisième lecture—5732 ; crédits votés portés en entier—5732; pour les autres, le cinquième seulement demandé—5732.
3e lecture—5732.
Sanctionné—6703.

LOI DE FINANCES.

Hon. Fielding—Dépose loi de finances (n° 178) pour accorder à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour exercice 1907 et 1908—8220 ; 1re lecture, en comité, rapporté, 3e lecture adopté—8220.
Sanctionné—8223.

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS.

Hon. R. Lemieux—Dépose bill (n° 36), loi pour prévenir et régler les grèves et les lockouts—1070 ; dans les houillères et entreprises d'utilité générale—1070 ; application pas prévue pour différends de chemins de fer pour lesquels loi existe déjà—1071 ; industries auxquelles loi applicable seront définies à deuxième délibération—1071 ; idée du bill résulte des observations contenues dans rapport du député-ministre du Travail au sujet règlement grève de Leithbridge—1071 ; texte des opinions exprimées—1072; loi de conciliation actuelle purement facultative—1072 ; l'enquête obligatoire dans la loi des différends de chemin de fer—1072 ; texte de la loi—1072 ; différence avec la loi de conciliation—1073 ; règlement de la grève des télégraphistes du G.T.R.—1074 ; la loi soumise rend l'enquête généralement obligatoire, c'est un pas de plus—1074 ; M. Hall représentant des employés de chemin de fer paraît favorable à cette étape nouvelle—1075 ; conclusion ou décision des arbitres pas obligatoire—1075.

Hon. Geo. Foster—Ne comprend pas pourquoi décision ne pourrait pas être exécutoire—1075 ; le public est intéressé—1076; c'est lui qui souffre de l'action des ouvriers, il a le droit et le parlement qui le représente a le droit d'entrer en jeu et de fixer un terme au débat—1076 ; il doit non seulement pouvoir imposer l'arbitrage, mais imposer le respect de la sentence arbitrale—1076.

Sir W. Laurier—Indique progrès faits grâce au gouvernement libéral dans la voie du règlement des difficultés ouvrières—1078; opposé à la sanction forcée de l'arbitrage—1078; opinion de Burke—1079; impossible d'imposer l'exécution d'une décision arbitrale qui serait en désaccord avec le verdict populaire—1079.

M. W. F. Maclean—Conflit possible avec législature provinciale—1080.
1re lecture—1080.

Hon. Lemieux—Propose 2e lecture—3097; demande collaboration des deux partis—3097; mesure à la fois libérale et conservatrice—3098; libérale d'idée, conservatrice de procédé—3098; conséquence de trois statuts adoptés aux sessions antérieures—3098; question sociale n'existait

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

Hon. R. Lemieux—*Suite.*

pas au Canada, il y a vingt-cinq ans—3098; fruit de notre développement industriel—3098; changement dans l'opinion publique depuis les premières grèves—3098; le refus des intéressés de se prévaloir des lois et du Bureau du Travail a été la cause des troubles de Buckingham—3098; meilleur succès à Leithbridge—3099 ; les événements montrent que nous ne pouvons pas rester inactifs—3099; l'objet de la loi est de prévenir les grèves et les conflits dans les mines de houille et les industries d'utilité publique—3099 ; suivant le mot de Franklin: il vaut mieux régler ses comptes avant la guerre, qu'après la guerre—3100; le bill a été soumis à l'opinion publique—3100; opinions journaux : "Tribune", N.-Y., "Eagle", Brooklyn, "Herald", Leithbridge, "Gazette" et "Star", Montréal—3101; résolution favorable du Congrès des métiers et du travail, Montréal—3101; la législation soumise n'est pas radicale, c'est le développement, l'élargissement d'idées éprouvées déjà—3101; utilité et signification des statistiques—3102 ; les statistiques citées par M. Borden à l'appui de sa résolution sont puisées à la "Gazette du Travail"—3102 ; tableaux relatifs aux difficultés ouvrières au Canada et à l'étranger, nombre de conflits, nombre d'intéressés, proportion à la population—3104; règlement de la grève des demoiselles du téléphone à Toronto—3106; tableau des grèves au Canada, par industrie—3108 les pertes résultant des grèves, pertes morales, pertes matérielles—3109 principales dispositions de la loi—3110 interprétation du terme "Services publics"—3110 ; définition Richard F. Beemis—3110; divers auteurs Bascom-Gilman—3111 ; droits du tribunal d'enquête—3111 ; présente loi est le rachat d'une promesse faite au Parlement en 1900 et 1903—3111 ; soins avec lesquels le bill a été préparé—3112; notre première législation ouvrière, le bill de conciliation Mulock—3112 ; discours de présentation 1900—3112 ; critiques alors faites—3112 ; projet de loi de 1902, discours de présentation—3112; principe de l'arbitrage obligatoire—3112 ; protestation générale—3112 ; le pire ennemi du substantif est l'adjectif—3113 ; les mots arbitrage et obligation jurent d'être alliés—3113 ; la Chambre s'était prononcée alors contre l'arbitrage obligatoire, en faveur de l'enquête obligatoire—3113 ; loi de 1903 pour les différends de chemins de fer admet principe de l'enquête forcée—3113; une seule grève, celle des télégraphistes a surgi depuis cette loi et a été réglée grâce à ses dispositions—3114 ; discours de présentation par sir W. Mulock, indiquant que cette loi devrait s'étendre à d'autres services publics—3114; deux étapes heureusement franchies, pourquoi par la 3e?—3114 ; le but est de régler à l'amiable les différends industriels avant le commencement des hostilités—3114 ; pendant que les partis discutent le bureau de conciliа-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*
Hon. R. Lemieux—*Suite.*
tion étudie et rend son verdict—3115 ; ce verdict paraît à l'officiel—3115 ; il n'y a pas de gendarme pour l'appliquer—3115 ; mais l'opinion publique est là pour faire entendre sa sanction—3115 ; instructions du président Roosevelt à la commission d'enquête des troubles des houillères de Pennsylvanie, octobre 1902—3115 ; commission américaine de 1888 sur conditions du travail de l'agriculture et du capital aux E.-U., conclusions—3117; commission canadienne d'enquête sur grève de mineurs en C.-A. en 1903, conclusions—3117 ; opinion générale défavorable à l'arbitrage obligatoire et en faveur enquête obligatoire—3118 ; opinion Prof. R. T. Ely—3118; opinion Mooseley—3120 ; opinion Wheeler —3120 ; opinion Gillman—3120 ; dernier message du président Roosevelt, décembre 1906—3120 ; annonce un bill qui sera la copie exacte du bill actuellement soumis 3121 ; opinion C. F. Adams—3122 ; deuxième proposition soumise par M. Head au tribunal de La Haye repose sur le même principe, texte—3122 ; l'enquête obligatoire au congrès interparlementaire—3123; Samuel Gompers président de la Fédération du Travail aux E.-U. en faveur enquête obligatoire—3123 ; divers modes de règlement des difficultés, défaveur des bureaux permanents de conciliation dans les états de New-York et de Massachusetts—3124 ; le système de la Nouvelle-Zélande—3124 ; différences géographiques entre les deux pays—3124 ; différences industrielles—3125 ; un gouvernement doit être ajusté à un pays comme un habit à un individu—3125 ; l'arbitrage obligatoire ne conviendrait pas au tempérament canadien—3126 ; la force de l'opinion publique pour imposer soit aux patrons, soit aux employés l'acceptation d'une solution raisonnable—3126 ; la grève des tramways à Montréal, le public et les grévistes—3127 ; noble tâche celle de tenter de faire régner la paix industrielle—3127; bill pas parfait peut-être, mais répond au besoin du moment—3127; préfère à la force la sanction de l'opinion publique—3127 ; avantages de la publicité—3128 ; les malaises découverts sont bientôt guéris—3128.
M. R. L. Borden—Ne veut pas s'opposer à la deuxième lecture—3128 ; complimente ministre sur recherches—3128 ; tribunal de la Haye n'a pas eu de chance, celui qui l'avait convoqué s'est trouvé le lendemain lancé dans guerre sanglante—3138; c'est le parti libéral qui a fait une question de parti de la discussion de la résolution relative à une enquête sur la situation du travail—3129; les libéraux ont vanté ce que leur gouvernement a fait et déclaré que les conservateurs n'avaient rien fait pour les ouvriers—3129; la grève des imprimeurs de Toronto, 1872—3129 ; Ed D. Clarke emprisonné—3129; le gouvernement conservateur, sir John Macdonald, fait en 1872 passer une loi pour permettre aux ouvriers de se mettre en grève—3129; le "Globe" et les libéraux pas chauds pour la loi—3130; les grèves
BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*
M. R. L. Borden—*Suite.*
réglées par le département du Travail, statistiques—3130; le règlement dû plutôt à la sagacité de M. Mackenzie King qu'aux lois du département—3130; l'exposé des motifs du bill est la preuve que la résolution relative à un comité d'enquête aurait dû être accordée—3132; préséance de cette proposition—3132; admet que loi de Nouvelle-Zélande peut ne pas être forcément bonne pour le Canada—3132; exemple commission nommée pour grève de Pennsylvanie mal choisi, fut nommée du consentement des deux parties—3133; arbitrage obligatoire pas incompatible avec caractère anglais, exemple Australie et Nouvelle-Zélande—3134; en somme la loi soumise comporte de fait l'arbitrage obligatoire—3134; articles 57 et 58—3134; si la loi des différends de chemin de fer est si bonne pourquoi ne pas l'appliquer à toutes les industries—3136; article 15, la mesure ne prend son utilité qu'à une époque trop avancée du conflit—3137; la demande d'un conseil devrait se faire avant que la grève fût décidée en principe—3137; pouvoir illimité en vertu de la clause 67 pour étendre domaine d'application de la loi—3138; article 16 semble indiquer que la loi n'exige pas pour son application que le travail soit syndiqué—3138; grave danger de laisser des groupes en mesure de faire appel à cette loi—3138; opinion Clark—3138; pouvoir trop étendu à confier à un nombre limité de personnes—3140; pour discuter ces questions, avait proposé faire rencontrer ouvriers et patrons—3141.
M. E. M. Macdonald—Impossible de trouver une loi pouvant régler toutes les questions du travail—3141 ; comité proposé par M. Borden ne réussirait pas davantage—3141 ; en matière ouvrières, il faut avancer étape par étape—3141; question du capital et du travail est un vieux legs—3141 ; différents remèdes préconisés, nihilisme, socialisme—3142 ; histoire de la lutte ouvrière en Angleterre au 19e siècle, remède législatif—3142 ; les lois du Canada ne font pas mauvaise figure auprès de celles de Grande-Bretagne—3142 ; le "Globe" en 1872 sur l'affaire Clarke ne reflétait pas plus l'opinion libérale qu'il ne la réflète souvent aujourd'hui—3142 ; la loi des grèves en Angleterre, immunité criminelle et responsabilité civile des associations ouvrières—8143 ; modifications introduites l'année dernière, bureaux de conciliation volontaires, l'essence du présent bill—3144 ; l'hon. Foster et les droits de la partie tierce, le public—3144 ; paraît en faire la base de la loi—3144 ; loi de la Nouvelle-Ecosse de 1888-1890, reproduit à beaucoup d'égards loi d'arbitrage obligatoire de Nouvelle-Zélande—3144 ; les autres lois provinciales, Colombie-Anglaise, Québec et Ontario rejettent arbitrage obligatoire—3145 ; tendent à établir conciliation au moyen d'une enquête faite de consentement mutuel—3145 ; en Australie, la constitution donne au pouvoir fédéral le droit de passer loi de conciliation pour

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*
M. E. M. Macdonald—*Suite.*
tout différend dépassant les limites d'un Etat—3146; aperçu législation des E.-U.—3146 ; toutes ces législations indiquent que nous ne saurions mieux faire que légiférer dans le sens indiqué dans ce bill—3146 ; rapport du congrès de conciliation industrielle tenu à New-York en décembre 1901—3147 ; opinion E. E. Clarke, grand chef conducteur de l'union des chefs de train de l'Amérique—3148 ; opinion J. Mitchell—3148 ; proposition résumant les vues du congrès—3149 ; conciliation et enquête, opinion publique rendant jugement final—3149 ; au Canada pas de classe supérieure, ni inférieure—3150 ; pas de compartiments de caste—3150 ; l'opinion publique est assez forte pour assurer à tous un traitement équitable—3150 ; en somme, le chef de l'opposition reconnaît dans le bill de l'hon. Lemieux une tentative satisfaisante de solution partielle du grand problème ouvrier—3150 ; le Canada est à l'époque de formation, il a la tâche de former une démocratie fière d'elle-même—3150 ; d'assurer l'avancement, non seulement de la classe ouvrière, mais de ses capitalistes—3151 ; ce bill est un pas fait dans la bonne voie—3151.
M. T. S. Sproule—N'est pas en faveur de l'arbitrage obligatoire sans la création préalable d'un bureau de conciliation—3151 ; en Australie les deux fonctionnent simultanément—3151 ; opinion juge William—3151 ; opinion Henry Desmarets Lloyd—3151 ; le succès du système en Nouvelle-Zélande est un fort argument en faveur de son application à d'autres pays—3152.
M. A. M. Beauparlant—Bill soumis est un effort généreux et une tentative heureuse—3153 ; procédure soumise analogue à celle des tribunaux—3153 ; les conflits commerciaux ont leurs tribunaux, il est bon que les conflits sociaux aient aussi les leurs, comme bientôt les conflits internationaux—3153 ; sans tribunaux, solution des conflits abandonnée à la force—3153 ; pour cette raison législation non seulement acceptable, mais désirable—3153 ; bonne entente district St-Hyacinthe, mais législation nécessaire pour cas généraux—3154 ; question d'extension de la loi à d'autres industries au gré du gouvernement délicate, prérogatives législatives du parlement—3154; vaut mieux que représentants des régions intéressées soient consultés—3154 ; approuve que l'observance des décisions rendues ne soit pas compulsoire—3154; la plus sure solution des conflits ouvriers est l'amélioration de l'éducation des masses—3155 ; éducation de l'enfant, discours du sénateur Beveridge—3156 ; initiative particulière Carnegie, Strathcona—3158.
M. F. D. Monk—Pas de renseignements suffisants pour passer une loi aussi draconienne—3158 ; l'attitude de M. Borden—3158 ; aucun précédent à cette loi, dans aucun pays—3158 ; louanges à sir W. Mulock exagérés—3159; a simplement incorporé dans nos lois quelques lois de Nouvelle-Zélande—3159 ; sans doute a mis en marche Bureau du Travail—3159 ; mais très secondé par M. Mackenzie King—3160 ; et M. King a encore beaucoup à apprendre—3160 ; le ministre n'a apporté aucune approbation du bill émanant d'Associations ouvrières—3160; ni de chefs de grands services publics—3160 ; grave atteinte à liberté individuelle—3160 ; patron ne pourra plus congédier un employé pendant toute la durée des procédures de conciliation et d'arbitrage—3160 ; de même, ouvrier ne peut plus quitter travail—3161 ; question de juridiction—3161; ce bill porte atteinte aux droits civils, prolonge la durée d'un contrat—3161 ; constitutionnalité de la loi—3162 ; pour légiférer en matière ouvrière, il faut une certitude absolue—3162 ; il faut donc enquête approfondie—3162 ; si ce remède est si simple et si bon comment se fait-il qu'on n'y ait pas songé en Angleterre et aux Etats-Unis?—3163 ; demande du délai—3163 ; toute loi ou toute association restreignant la liberté du commerce ou de l'industrie a toujours été considérée en Angleterre comme illégale—3163; histoire de guilds et de syndicats—3164 ; acte des Trades-Unions de 1871 ; texte—3164 ; portée de la loi : bornes imposées à la reconnaissance des associations—3165 ; reconnaissance des unions dans le bill Lemieux, conséquences—3166 ; nécessité d'amender la loi des corporations syndicales—3166 ; loi relative aux complots et à la protection de la propriété, 1875—3167 ; les deux seules lois anglaises en la matière—3167 ; jamais tentative législative de ce genre faite dans aucun pays; donc, ne saurait avoir notre approbation—3168 ; à moins de décréter que tous les actes défendus relèvent de la juridiction criminelle, il y a empiètement—3168.
M. A. Verville—Au fond des conflits ouvriers il y a toujours l'argent—3169; comme la chasse à l'argent est générale, il y aura toujours des conflits—3169; on aura beau accumuler les enquêtes on ne changera rien à cela—3169; les ouvriers sont pour la conciliation et l'arbitrage—3169; ce sont les patrons qui refusent aussitôt qu'ils ont des associations formées entre eux—3169; le Builders Exchange à Montréal et la grève des charpentiers menuisiers—3170; les ouvriers veulent bien la liberté pour les patrons, mais ils en veulent un peu pour eux—3170 ; n'approuve pas toutes les dispositions du bill, mais se rallie au principe qu'il consacre—3170; permettra un rapprochement destiné à être fructueux—3170; est en faveur de l'arbitrage obligatoire—3170; les ouvriers n'ont pas peur de laisser le public voir clair dans leurs associations—3170; les manufacturiers et autres ont peur, si l'arbitrage devient obligatoire, que le public puisse mettre le nez dans leurs affaires et dans leur association, connaisse leurs manigances et perçoive l'origine de leur fortune—3170; aussitôt qu'il arrive un conflit, c'est le parti qui rallie

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Verville—*Suite.*

l'opinion publique à sa cause qui est sûr de gagner—3171; en somme personne ne gagne rien aux grèves, c'est la famille qui paie—3171; les patrons n'y gagnent pas davantage—3172; impossible d'imposer arbitrage obligatoire à cause voisinage des Etats-Unis—3172; les ouvriers vont et viennent—3172; il ne faut pas se laisser éblouir par la loi d'arbitrage de la Nouvelle-Zélande, elle ne rend pas tous les services qu'on dit—3172; l'arbitrage obligatoire s'exerce dans certaines industries—3172; il est facile de faire une enquête avant que la grève ait éclaté—3172; une grève se prépare quatre ou six mois d'avance—3172; avis est donné au patron, fixant une date pour la grève, avis pourrait bien être donné au Bureau du Travail —3172; le principe de ce bill est sain, il comporte le rapprochement du capital et du travail—3173; il ne suffit pas de dire que l'ouvrier d'hier sera le patron de demain—3173; l'ouvrier, aussitôt qu'il devient patron oublie le temps passé—3173; répond du Congrès des métiers et du travail qui ont toujours demandé et demandent encore l'adoption d'une telle loi—3173; bien qu'ayant l'intention de présenter certains amendements en comité donne toute son approbation à la loi—3173; se fait fort, si son attitude est désapprouvée, de se rendre au congrès de Winnipeg et de justifier sa conduite—3173; et d'établir que les classes ouvrières ne peuvent que bénéficier de pareille loi—3173.

M. A. C. Macdonell—Approuve système consacré par bill—3174; devrait être soumis à conseil spécial—3174; sir W. Mulock et les précautions prises pour bill 1902—3174; pourquoi n'avoir pas étendu aux autres industries cette si admirable loi de 1902 sur conflits de chemins de fer—3174; programme Mulock 1903—3174; c'est le maire de Toronto qui a eu l'honneur de convier le gouvernement à intervenir, il doit donc avoir l'honneur d'avoir clos la grève—3174; les neuf-dixièmes des employés affectés par cette loi appartiennent aux chemins de fer—3175; il y a au Canada 125,000 employés de chemins de fer—3175; entrevue des délégués des chemins de fer et premier ministre—3175; les délégués se sont prononcés contre le bill sous sa forme actuelle—3176; le défaut du bill est le retard qu'entraînerait l'arbitrage et durant lequel les patrons ne pourraient pas congédier leurs employés, ni ceux-ci se mettre en grève—3176; formalités à remplir—3176; une fois la situation dénoncée comme désespérée, ministre a 30 jours pour nommer comité de conciliation—3177; le bill est un sac par les trous duquel passent tous les droits des employés tandis que les employeurs se fortifient et prennent leurs mesures contre la grève—3177; trop de temps perdu en formalités—3177; délais trop longs—3177.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. H. T. Logan—Approuve principe du bill —3178; le bill aura pour objet d'éviter que les grèves se débattent à coup de journaux—3178; cependant procédure devrait être plus expéditive—3178; les délais profitent au patron—3179; félicitations à M. Verville—3179; opposé à l'article 63 comme sortant des attributions de la Chambre en déclarant ce qui est et ce qui n'est pas violation des relations entre employés et employeurs—3179; article 69 à revoir exceptant du bill provinces décrétant arbitrage ou enquête obligatoires—3180; exclurait Nouvelle-Ecosse —3180.

M. H. S. Béland—Le remède radical qui mettra fin à tous les conflits ouvriers est encore à trouver—3180; efforts Marx et Jaurès—3181; l'Allemagne n'a pas osé régler la difficulté par la force—3181; la science n'a pas plus réussi—3181; ni la force, ni la science, ni les lois ne fournissent de solution—3181; mais ce n'est pas une raison pour renoncer—3181; les événements récents à Buckingham prouvent que le Canada n'échappe pas aux difficultés ouvrières—3182 ; ce que veut la loi—3182 ; ce que produira la loi—3182 ; avantage de l'introduction d'un troisième élément, le public, par la publicité de l'enquête—3183; les journaux en possession des faits réels pourraient informer décemment le public —3184 ; projet de loi critiqué par ceux qui trouvent qu'il va trop loin et par ceux qui jugent qu'il n'est pas assez avancé—3184 ; le bill ne vise à déranger aucun des privilèges ouvriers—3184 ; opposition à l'arbitrage obligatoire—3184 ; déclaration de la Fédération des employeurs de la Nouvelle-Zélande—3184 ; opinion des employés—8185 ; opinion du Congrès des Arts et Métiers d'Angleterre—3185 ; plébiscite anglais : 938,000 contre arbitrage obligatoire et 451,000 pour—3185 ; la loi rendra d'inappréciables services—3186.

M. A. Lavergne—Approuve principe—3186 ; bill protégera employés et employeurs et patrons—3186 ; tous les tribunaux empiètent sur liberté individuelle—3186 ; 99 p.c. des ouvriers sont pour conciliation—3186; est satisfait de voir que le bill constitue acheminement vers arbitrage obligatoire —3187 ; en faveur radiation article 63, voudrait préférence imposée en faveur ouvriers unionistes—3187 ; bill incomplet, rien pour travail des enfants, minimum des salaires et conditions hygiéniques des ateliers—3188 ; en faveur des trois 8—3188; en faveur contrats de travail collectifs—3188.

Bill lu 2e fois—3188.

En comité—3188.

Hon. Lemieux—Propose titre abrégé du bill —3188.

Adopté—3188.

Article 2—3384.

M. Lennox—Employés de chemins de fer demandent renvoi du bill à comité spécial —3384; ou remise de l'étude du bill pour 8 ou 10 jours—3384.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Lancaster—Trouve qu'on va un peu vite —3384; doutes constitutionnels—3384; on ne tient pas compte des lois provinciales —3384; voudrait remise à prochaine session—3384; distinction entre diverses occupations, les unes entravées dans leur droit de grève, les autres pas—3885.

M. W. F. Maclean—Protection de la Fraternité des ingénieurs de locomotives, lecture texte—3386; employés devraient être entendus devant comité spécial ou comité parlementaire—3386.

M. A. Lavergne—Aucune raison pour ajournement—3386; M. Verville représentant attitré des ouvriers s'est déclaré satisfait—3386; ouvrier toujours libre, si pas satisfait du réultat de l'enquête, de se mettre en grève—3387.

M. Boyce—Sir W. Mulock a attendu un an avant de pousser sa loi de 1902—3388; et il a fait changements importants—3388.

M. A. C. Macdonell—Demande comité spécial—3388; amendés très fortes imposées à patrons et à employés—3388; demande étude—3388; opinion Harvey Hill—3389.

M. Gunn—Les employés de chemins de fer sont très opposés au bill—3390; demande qu'on leur permette de se faire entendre —3390.

M. Verville—Si ministre ne propose pas un amendement à article 2, annonce qu'il en déposera un—3390; ce n'est pas la totalité des ouvriers de chemins de fer qui repousse le bill—3390; il y a des employés de chemins de fer ailleurs que dans Ontario —3390; cabales et fausses rumeurs—3390; propose un amendement disant qu'en cas de conflit pour réduction de salaire, rien ne pourra être changé dans les salaires à partir du commencement de l'enquête—3391.

M. R. Smith—Amendement prématuré—3391; bill modéré—3392; opposition voulait le règlement obligatoire des différends ouvriers—3302; ce n'est pas ce que décide le bill qui tend à éclairer le public sur les raisons pour lesquelles on le prive d'approvisionnement des choses nécessaires—3392 ; l'attitude des employés de chemins de fer sur la question—3392; sont en faveur du système des concessions réciproques, sans intervention extérieure—3393; jusque-là ce bill ne porte aucune atteinte à ce principe—3393 ; rien n'y empêche de régler les différends à l'amiable—3393 ; ne les touche pas jusqu'à ce qu'ils décident de se mettre en grève—3393 ; aussitôt qu'il y a grève, le gouvernement doit avoir le pouvoir d'intervenir dans l'intérêt du public—3394 ; le principe du bill est de protéger les intérêts du public sans nuire aux négociations —3394 ; rien ne porte atteinte aux privilèges des unions des employés de chemins de fer et de plus le gouvernement n'intervient que jusqu'au point de tâcher de découvrir les causes de la grève—3395; l'article 58 prévoit le cas signalé par M. Verville, texte de l'article—3398 ; d'après cet article, il est impossible pour un patron de réduire les gages et de continuer son exploitation

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. R. Smith—*Suite.*

avec cette réduction—3398 ; l'article 58 veut que l'état de chose existant antérieurement à la déposition de la demande se continue pendant la durée de l'enquête —3398.

Hon. Lemieux—En tout cas, a l'intention de modifier le projet de loi dans le sens désiré par M. Verville—3399.

M. Taylor—Les ouvriers non syndiqués n'ont pas été consultés—3402 ; demande qu'ils le soient—3402 ; n'a pas voulu lire le bill afin de mieux comprendre son effet sur patrons et ouvriers—3402 ; l'année prochaine, nous serons mieux en état de juger—3402.

M. Monk—Propose que le comité lève sa séance—3402 ; le système du compromis collectif n'empêche pas grèves en Angleterre—3402; la loi anglaise au sujet des violations d'engagements entre patrons et ouvriers—3403 ; manuel Pennant—3404 ; protestations des ouvriers des autres industries que celles désignées dans la loi—3404 ; loisible au gouvernement de les inclure par proclamation—3404.

Sir W. Laurier—Changement de front dans la gauche—3404 ; lors de la première discussion, M. Monk, seul opposé au bill—3404 ; resté conséquent—3404 ; seule objection opposée primitivement au bill était qu'il n'allait pas assez loin—3404 ; circonstances ayant amené présentation du bill, grève de Lethbridge—3404 ; on reprochait au bill de ne pas empêcher la déclaration de toute grève quelle qu'elle fût—3405 ; on demande de remettre le bill à cause de l'opposition des employés de chemins de fer—3405 ; tous les autres corps ouvriers acceptent le bill, l'opposition d'un seul corps n'est pas suffisante—3405; rien dans la loi ne les empêche de se mettre en grève, mais il y est mis des conditions—3405 ; tout le monde admet que grève est un mal—3405 ; M. Foster veut aller jusqu'à l'arbitrage obligatoire pour les empêcher—3405 ; rien dans la loi n'enlève le droit de grève, mais la loi dit que tous les moyens doivent être tentés pour prévenir l'exercice de ce droit—3406; précaution spécialement nécessaire quant aux chemins de fer—3406 ; conséquences des grèves de chemins de fer—3406; c'est justement quant aux employés de chemins de fer que cette loi peut être plus utile—3406.

Hon. M. Lemieux—Bill distribué dans tout le pays—3407 ; seule opposition de M. Hall —3408 ; objections de M. Hall réfutées—3408 ; compagnie peut aussi bien se préparer à résister à la grève pendant pourparlers avec association que pendant enquête—3408 ; pas de changement de position—3408 ; quant à l'objection des frais, un jour de grève évité compense largement les frais d'une enquête—3409; aucune bonne raison pour exempter les employés de chemins de fer de l'application de la mesure—3409 ; on dit que les employés de chemins de fer ne se mettent jamais en grève—3409 ; et la grève des cantonniers de 1901 !—3409.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Bristol—Approuve proposition Monk de lever séance—3410 ; le premier ministre annonce que bill a pour employés de chemin de fer importance capitale—3410 ; malentendu quant à l'attitude de M. Hall—3411 ; demande de remise à deux semaines pas exagérée—3411 ; opinion personnelle pas encore arrêtée sur bill—3411.

M. A. Johnston—M. Bristol demande remise du bill à quinze jours—3412; et il appuie motion qui tuerait le bill—3412.

Hon. Foster—Voulait proposer que comité levât sa séance, fit rapport et demandât à siéger de nouveau—3412.

M. Johnston—Projet déposé à Noël et distribué 11 janvier—3413 ; tous les députés ont pu en avoir autant qu'ils désiraient—3414 ; l'a communiqué à plus grande association ouvrière de la N.-E.: Provincial Workmen's Association—3413 ; approbation—3414 ; représentations fausses faites aux employés de chemins de fer de Nouvelle-Ecosse—3414 ; déclarations de M. Hall prétendant que le bill tend à l'arbitrage obligatoire—3414.

M. M. S McCarthy—N'a rien dit sur 2e lecture mais était opposé au bill—3416 ; a reçu protestation de la loge 29 Bankhead des United Mine Workers of America—3416 ; si l'on attend, on en recevra davantage—3416 ; les unions ouvrières ne se réunissent pas tous les soirs—3417 ; ne pensent pas qu'un bill soumis puisse être mis en vigueur un mois après—3417 ; a reçu plaintes des employés de chemins de fer—3417 ; pas faites sur conseil de M. Hall—3417 ; demande que les employés de chemins de fer de l'ouest soient entendus—3418.

M. Sproule—Cite "Débats" pour prouver que l'hon. Lemieux avait donné à entendre que le bill ne s'appliquait pas aux employés de chemins de fer—3418.

M. Galliher—Soumet certaines protestations et opinions d'unions de la Colombie-Anglaise—3418 ; espère qu'avant adoption de la loi on aura amplement le temps d'examiner les opinions des ouvriers de cette région—3419.

M Fowler—Insinuations de M. Johnston contre intelligence des employés de chemins de fer—3419; parfaitement à même de comprendre loi sans avis de M. Hall—3420 ; a reçu protestations des employés de chemins de fer de Moncton—3420; et de patrons—3421 ; volte-face de M. R. Smith—3420 ; le rugissement du lion et le roucoulement de la colombe—3420 ; ambitions de M. R. Smith—3420 ; pas d'approbation générale—3421 ; on veut imposer cette mesure aux ouvriers—3422 ; attentat à liberté individuelle—3422; aucun argument probant—3422.

M. D. Ross—Ambitions légitimes et ambitions illégitimes—3422 ; M. Fowler a voulu se tailler des domaines dans l'ouest et en Colombie-Anglaise—3422 ; révélations à venir—3422.

M. Fowler—Relations avec M. Hill—3422.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. D. Ross—Jamais ma carrière parlementaire n'a provoqué d'enquête—3423; M. Sproule défenseur des patrons, citation Débats 6 février—3423 ; le 19 février M. Sproule se lamente sur le sort des ouvriers—3423 ; lors de la présentation, tous les députés approuvaient le bill—3423 ; deux semaines après, M. Monk présente une motion pour lui donner le coup de grâce—3423 ; M. Borden demandait seulement que le bill fût renvoyé au comité général qui y ferait modifications nécessaires—3423 ; raison volte-face, influencer une élection complémentaire qu'on redoute en Colombie-Anglaise—3424.

M. Fowler—Judas qui porte la sacoche—3424.

M. D. Ross—M. Fowler n'aurait pas toujours eu le sac aux écus si tout le monde avait eu sa part légitime—3424.

M. Fowler—Histoire de la sacoche—3424 ; elle n'est jamais arrivée à destination—3424 ; si on avait bien connu le député, on ne la lui aurait jamais confiée—3424 ; ambition de M. R. Smith fort légitime—3425 ; aucune insinuation—3425 ; aucun déshonneur à ambitionner de devenir propriétaire foncier au Nord-Ouest—3425 ; terres obtenues d'une façon légitime—3425 ; si on amène sa vie privée en Chambre discutera celle des ministres et des députés—3426 ; appellera un chat un chat—3426 ; discutera relations des ministres et des députés avec les femmes, leurs libations et leurs rapines—3426 ; insultes et éclaboussures—3426 ; il s'agit de savoir si un homme peut être insulté impunément parce qu'il appartient à un parti politique quelconque—3426 ; menaces au sujet du Rapport des Assurances—3426 ; ministre de la Justice a distribué feuillets du rapport à ses amis—3426 ; ne redoute rien, attend de pied ferme—3426 ; portera la guerre en camp ennemi—3426 ; premier ministre responsable des attaques qu'il pourrait empêcher—3427 ; s'il y a scandale, qu'on amène les témoins—3427 ; concluera l'attaque—3427.

M. Bristol—Informé que motion Monk, sous sa forme ne demande pas de secondeur—3428 ; se retire, avait cru à motion ordinaire de renvoi—3428.

M. Herron—Protestation des employés de chemins de fer de Medicine-Hat—3428 ; de mineurs de la compagnie du Pas du Nid-de-Corbeau—3428 ; si Chambre eût adopté résolution de M. Borden, nous aurions été à même de payer les frais de ces ouvriers pour se faire entendre—3428; à tout événement, verrait d'un bon œil ajournement 3e lecture—3429.

M. Lennox—On semble croire que l'opposition s'est développée après une approbation quasi-générale; c'est l'indice qu'il faut aller au fond de la difficulté—3430 ; pas de volte-face de l'opposition—3430 ; opposition au bill pas irréductible—3431 ; ne veut pas voter pour motion—3431 ; veut qu'un bill soit adopté avec meilleure rédaction possible—3431 ; une fois qu'on aura disposé de motion Monk proposera renvoi de discussion du bill à séance ultérieure—3431.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

Hon. Lemieux—N'entend pas pousser adoption du bill à la vapeur—3431 ; parce que M. Hall a changé d'idée ce n'est pas raison pour supprimer bill—3431 ; acceptera amendements si nécessaire—3431 ; rappelle son discours de présentation du bill—3432 ; différences et analogies avec bill Mulock, 1903—3432; bill 1903 contient principe d'enquête obligatoire facultative pour ministre—3432 ; M. Sproule et le système de la Nouvelle-Zélande—3433 ; bill justifié par grève des téléphones de Toronto—3433 ; Ely et l' "Evolution de la Société industrielle "—3433 ; intérêt du public—3434 ; le bill n'enlève aux ouvriers de chemin de fer aucun des moyens qu'ils possèdent actuellement d'amener les compagnies par la persuasion à adopter leurs vues—3434 ; au moment psychologique l'Etat doit avoir le droit d'intervenir—3435 ; et de faire savoir qui a tort ou raison—3435 ; inutile de faire enquête Borden, on sait les raisons de l'opposition de M. Harvey Hall—3435 ; aussi bien retirer le bill si les employés de chemins de fer ne doivent pas y être astreints—3435 ; prêt à entendre débat sur durée du délai d'enquête—3435 ; s'il est trop long, on peut l'abroger—3435 ; regrette écarts de langage dans cette discussion—3436.

M. Armstrong—Regrette attaques contre M. Hall—3436 ; veut lire affidavit Hall contredisant assertions du ministre—3436.

M. A. Campbell—Comme président du comité—3436 ; il n'est pas permis de lire affidavit d'une personne étrangère à la Chambre pour contredire assertion d'un membre de la Chambre—3436 ; article du règlement—3437.

Hon. Foster—M. Armstrong a parfaitement le droit de contester l'assertion du ministre—3437 ; et de dire qu'il tient de la personne citée que l'entente invoquée n'a pas eu lieu—3438.

M. Lancaster—Aucune bonne raison pour rejeter proposition Lennox de remise de considération du bill—3438 ; bill doit contenir dispositions inavouables sans quoi ministre n'insisterait pas sur adoption—3438 ; les députés de la droite eux-mêmes cherchent à retarder l'adoption du bill—3438 ; ont tous des amendements à soumettre—3438 ; M. M. Johnson, R. Smith, Galliher—3439 ; approuve profession de foi du ministre, mais considère que bill ne concorde pas avec profession de foi—3440 ; l'article 58—3441 ; persiffiage de M. Hall—3442.

Hon. Lemieux—A dit que les unions des employés de chemins de fer étaient conservatrices—3442; c'est l'expression dont s'est servi M. Hall, lui-même—3442 ; n'a pas employé ce terme dans le sens politique—3444.

M. Lancaster—N'aime pas entendre dire que ce bill est conservateur—3444 ; loi d'arbitrage pour les différends de chemins de fer devrait être remise à l'étude en même temps que celle-ci—3444 ; conflit avec juridiction provinciale—3444 ; portée du projet, terme " patron "—3444 ; comité devrait étudier lois des provinces et points de contact—3445 ; lois d'Ontario—3445 ; article 69—3446 ; le ministre admet la valeur de l'appel à l'opinion publique une fois sa loi passée—3446; mais il n'en fait pas grand cas pour passer sa loi—3446.

M. Barker—On a laissé les intéressés ignorer que leurs intérêts étaient en jeu—3447 ; le bill présenté maintenant n'est pas celui qui a été proposé et approuvé—3448; ne veut pas rejet du bill, mais veut l'étudier—3448 ; motion de rejet du bill présentée par erreur et modifiée—3448 ; veut discussion complète—3448.

Sir W. Laurier—Nouveau changement de l'opposition—3449 ; le renvoi définitif de la mesure a été demandé par erreur—3449; on demande simplement renvoi à date ultérieure—3449 ; proposition plus acceptable—3449 ; bill n'intéresse pas seulement les ouvriers de chemin de fer—3450; parce que ceux-ci n'en veulent pas, ce n'est pas une raison pour priver les autres des avantages qu'ils peuvent en retirer—3450 ; le ministre ne veut pas hâter l'adoption du bill—3450 ; au contraire, désire que la Chambre prenne tout le temps nécessaire pour l'étudier—3450 ; ouvriers atteints par le bill d'après définition—3450 ; application du bill aux ouvriers de chemin de fer pourra être discutée en comité—3451 ; le seul moyen d'avancer le bill est de l'envoyer au comité—3452.

M. Monk—A proposé motion parce qu'il croyait qu'on voulait prendre les ouvriers par surprise—3452 ; principe même du bill défectueux—3452 ; aucun amendement n'y peut remédier—3452 ; tend à empêcher ouvriers de travailler et patron de faire travailler à leur gré—3452 ; si motion rejetée cherchera à faire de son mieux dans le temps qui lui sera laissé pour connaître opinion de ses commettants—3452.

Hon. Lemieux—Pas de surprise—3453 ; principe du bill posé dans rapport de M. Mackenzie King sur grève de Lethbridge paru à " Gazette du Travail " de décembre—3453 ; distribué partout—3454 ; pas un principe nouveau ni extraordinaire—3453 ; figure au rapport de la grève d'Anthracite—3454 ; figure au message du président Roosevelt au Congrès—3454; les ouvriers du comté de Jacques-Cartier lisent les journaux—3454 ; les journaux ont publié et approuvé la loi—3454 ; le congrès ouvrier à Victoria, C.-A., a passé une résolution demandant une loi dans ce sens—3455 ; M. Verville représente bien les ouvriers et approuve le bill—3455 ; seul M. Hall est mécontent—3455 ; bill peut parfaitement être soumis au comité général—3455 ; prêt à montrer tout le bon vouloir nécessaire pour amendements raisonnables—3456 ; Lord Watson et l'empiètement sur les lois provinciales—3456 ; demande à la gauche d'aider à donner forme voulue à la loi—3457 ; articles contentieux pourront être réservés—3457.

M. Cockshutt—Veut remettre à plus tard l'examen de la question—3457 ; dangereux

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Cockshutt—*Suite.*

d'intervenir entre patron et employé—3458 ; qui aura le pouvoir de faire appliquer verdict de l'enquête—3458.

Hon. Lemieux—L'opinion publique l'a fait pour la grève des téléphonistes à Toronto—3458.

M. Cockshutt—Projet pas concis, 70 articles—3459 ; pas de nécessité pour ce bill au Canada—3459 ; protestations nombreuses—3460 ; pas de grèves sérieuses de chemin de fer en Canada—3460 ; pas en faveur des grèves—3460 ; si ministre intervient entre parties excitées, peut attraper des horions—3460 ; ministre va trop vite—3461 ; ne connaît pas encore suffisamment les questions du travail pour présenter une telle loi—3461 ; vaut mieux laisser aux parties intéressées règlement de difficultés entre ouvriers et patrons—3462 ; ministre connaît peut-être les exigences du travail, mais pas celles du capital—3462 ; plus dangereux de légiférer à côté que de ne pas légiférer du tout—3462 ; si trouve moyen de régler tous conflits de capital et travail, méritera une statue—3462 ; inspiré par règlement grève de Lethbridge, mais, circonstances particulière—3462 ; danger de commettre grande injustice avec bien petite réforme—3463.

M. Logan—Toute la Chambre sauf un député est d'avis qu'on devrait faire une loi pour prévenir les grèves—3464 ; deux seuls moyens : arbitrage obligatoire, ou enquête obligatoire, citation au tribunal de l'opinion publique—3464 ; premier moyen inadmissible—3464 ; donc il faut accepter deuxième—3465; le bill donne aux ouvriers une arme nouvelle, la connaissance des livres et des affaires du patron—3465 ; bill empêchera les grèves parce que patrons voudront pas laisser savoir qu'ils entassent richesses exagérées—3465; délais occasionnés par le bill ne sont pas exagérés, réflexion faite—3465 ; un des avantages du bill, c'est qu'il fait cesser les frais de presse—3466 ; circulaire de M. Hall blâmable en ce qu'elle faisait croire aux ouvriers de chemins de fer qu'il s'agissait d'arbitrage obligatoire—3466 ; M. M. Verville et R. Smith savaient ce qu'ils faisaient et ce que contenait le bill quand ils l'ont approuvé—3467 ; aucun bill n'a jamais été adopté sans modification—3468; le ministre est prêt à tout faire pour rendre son bill acceptable—3468 ; il vaut mieux l'aider—3468.

M. Boyce—Ce bill aussi important que bill du dimanche—3469 ; le bill du dimanche a été renvoyé à un comité spécial—3469 ; le ministre a encore à apprendre—3469 ; il se laisse entraîner par son sous-ministre suréminent—3469 ; sir W. Mulock et M. Hall—2470 ; maintenant que le bill est imprimé, le ministre devrait rencontrer de nouveau M. Hall—3470 ; le ministre ne réalise pas son désir du bien public en précipitant adoption du bill—3472 ; les temporisations prévues par le bill—3474 ; calculs des délais possibles pour difficulté sur le littoral du Pacifique—3474; soixante quinze jours d'attente—3475 ; l'affaire des

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Boyce—*Suite.*

téléphones a été réglée en marchant beaucoup plus rondement que ne le prescrit la loi—3475 ; grèves pas réglés par département au Sault Ste-Marie, Buckingham—3476 ; pouvoir de conciliation du ministère diminue—3476; pas étonnant qu'il sente le besoin d'une loi pour se renforcer—3476.

M. Armstrong—Lit en entier circulaire Hall aux unions d'employés de chemins de fer—3478.

Sir W. Laurier—Propose en amendement à motion que le comité se lève, rende compte de ses travaux et demande à siéger de nouveau—3479.

Adopté—3479.

En comité—3926.

Article 2—(définitions)—3926.

M. Conmee—Veut que la loi s'applique au changement dans les salaires et dans les "conditions" des engagements—3927.

Hon. Lemieux—L'article 58 indique clairement que pendant l'enquête ni patron, ni employés ne pourront changer conditions de l'engagement—3927; lecture article 58—3927.

M. R. L. Borden—A propos définition du terme "patron"—3927 ; dans discours de présentation, ministre a dit que loi ne s'appliquerait pas aux chemins de fer à vapeur—3928; a fait éloge loi de règleglement des différends de chemins de fer, 1903—3928 ; citations—3928 ; pourquoi le ministre a-t-il changé d'avis et décide-t-il d'appliquer la loi aux chemins de fer?—3928; le présent article abroge-t-il la loi de 1903 ?—3929.

Hon. Lemieux—Explication peut n'avoir pas été claire mais a implicitement indiqué chemins de fer parmi services d'utilité publique qui seraient régis par cette loi—3929; l'acte de 1903 investit ministre des mêmes pouvoirs que cet acte, mais procédure différente—3929; depuis 1903 grâce à la loi toute grève et lockout évités—3929; espère grâce à ce bill action plus prompte et plus efficace—3930; d'après loi de 1903 enquête facultative au gré du ministre—3930 ; ministre dans le cas d'un chemin de fer pourrait ne pas ordonner enquête—3930 ; d'après cette loi il ne peut se produire ni grève ni lockout sans enquête—3930 ; procédure moins compliquée et plus expéditive—3930 ; quant à l'ancien bill, il s'applique à l'IC.R. comme aux autres chemins de fer—3930; impossible appliquer celui-ci à I.C.R.—3930; chemin de fer du gouvernement ne peut pas être condamné à des amendes—3930; comme employés chemins de fer demandent à ne pas tomber sous cette loi—3930; comme loi 1903 a donné excellents résultats—3930; compromis cherché—3930; offre faite à M. Hall représentant employés de chemins de fer—3930; considération bill sera poussée en attendant—3032; tout ce qui se rapporte aux chemins de fer laissé de côté—3931; préférerait beaucoup voir chemins de fer inclus dans bill—3932 ;

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*
Hon. R. Lemieux—*Suite.*
mais loi 1903 permet ministre du Travail de faire enquête avant, pendant ou après grève—3932; il n'y a peut-être pas alors grand inconvénient à exempter employés de chemins de fer de la présente loi, à la condition offerte, c'est-à-dire qu'ils consentent toujours à enquête avant grève—3932; il y a déjà eu quelques tentatives de grèves aux chemins de fer, depuis adoption de la loi—3934.
M. Bourassa—Demande quelle garantie le gouvernement a que promesse sera tenue —3934.
Hon. Limieux—Loi 1903 sera modifiée dans le sens de l'offre—3934; elle sera aussi modifiée de façon à s'appliquer à tous les syndicats de chemin de fer—3934.
M. R. L. Borden—Ainsi, on exempte les chemins de fer de la loi—3934; et on leur applique tout ce qui se trouve dans cette loi—3934.
Hon. Lemieux—Le maître-principe de la loi est l'enquête obligatoire avant la grève—3935; nous l'introduisons dans la loi de 1903—3935; les seules différences restent questions de procédure et de détails 3937.
M. Bristol—Si les ouvriers de chemins de fer refusent l'offre et s'ils sont astreints à la présente loi, l'Intercolonial seul restera en dehors—3937; distinction odieuse —3937.
Hon. Lemieux—Si l'on soumet les ouvriers de chemins de fer au présent bill on y ajoutera l'Intercolonial—3937 ; la force de l'opinion publique et la grève des téléphonistes de Toronto—3938.
M. Cockshutt—Le ministère des Postes est un des plus grands services du Canada—3839 ; devrait être soumis à cette loi—3839 ; les salaires des maîtres de poste—3840 ; le département du Travail s'érige en censeur des salaires payés par les particuliers et paie lui-même des salaires de famine—3940; on ne peut faire bénéficier de cette loi les emplovés de l'I.C.R. et en priver les employés des postes—3941.
M. Verville—Maîtres de poste ne démissinnent pas, il y aurait 25 candidats pour un poste—3942 ; se plaint qu'on cherche à retarder le bill—3942 ; sans doute parce que c'est une législation intéressant le travail—3942.
M. Lennox—Demande l'avis du ministre de la Justice sur question de juridiction—3942.
Hon. Lemieux—Juridiction du parlement fédéral indiscutable—3942 ; lois se rattachant à paix, ordre et bon gouvernement du Canada—3942 ; initiative du gouvernement fédéral nécessaire pour envoyer troupes en cas de grève—3942 ; doit avoir initiative pour empêcher grèves par conciliation—3943 ; Lord Watson et cas non prévus par loi constitutionnelle—3943 ; la loi ne s'appliquera pas à moins qu'il n'y ait dix ouvriers voulant faire grève—3944. définition patron empruntée à loi Nouvelle-Zélande—3945.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*
M. Lennox—Sur interprétation du terme "différend" voudrait fût limité à difficulté avec dix employés—3946.
M. Bourassa—Permettrait au patron de régler difficultés par groupes de moins de dix, sans obéir à la loi—3946.
Article 4—Directeur des enquêtes—3948 ; réservé.
Article 5—Nomination du conseil de conciliation ou d'enquête—3949.
Hon. Lemieux—La loi dit que les ouvriers sur le point de se mettre en grève pourront demander un conseil d'enquête—3950; d'un autre côté s'ils se mettent en grève sans demander l'intervention du ministre du Travail ils encourent amende—3950 ; le bon sens veut qu'ils demanderont l'enquête—3950.
Article 6—Délai de convocation du conseil, 30 jours—3950.
M. Logan—Propose quinze au lieu de trente —3950.
Hon. Lemieux—Pas d'intention de se prévaloir de tout le délai—3950 ; dimensions du pays—3950 ; accepte amendement—3951.
Article 7—Réservé—3951.
Article 8—Procédure pour constitution du conseil—3952.
M. Verville—Demande suppression de disposition relative aux associations constituées—3952; 99 pour 100 des unions ouvrières ne sont pas constituées—3952; on n'a jamais vu des ouvriers non syndiqués se mettre en grève—3954.
Article 11—Ne peuvent agir dans conseil les personnes intéressées au débat—3955.
Hon. Lemieux—Est consentant à limiter cette interdiction à 3e membre seulement du conseil d'arbitrage—3956.
M. Bourassa—Nécessité d'un comité d'arbitrage permanent—3956.
Hon. Lemieux—Après une décision adverse délégué perdrait généralement confiance des amis de cette partie—3956.
M. Logan—Importance que le public ait confiance dans impartialité du conseil—3957; dans les circonstances deux des arbitres seront nécessairement des partisans—3958; chaque partie prendra ses avocats—3958.
Hon. Lemieux—Peuvent pas, auraient intérêt pécuniaire—3958; en tout cas réserve article, tient à opinion publique—3958.
M. Lennox—Propose amendement permettant qu'officier d'autre union ou d'autre compagnie puisse agir comme arbitre—3959.
Article 15—Forme de la demande—3959.
M. Conmee—Voudrait remplacer "déclaration sous serment" par "déclaration écrite"—3960.
M. Johnston—Loi Nouvelle-Ecosse ne demande que déclaration écrite—3960.
M. German—Déclaration sous serment n'existe pas—3962; propose mettre à la place "déclaration statutaire"—3962.
Hon. Lemieux—Certainement—3962.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

Hon. Lemieux—Lit opinion Newcombe sur constitutionnalité du bill—3970.

Article 16—Procédure d'information—3971.

Hon. Lemieux—Propose paragraphes nouveaux—3972.

Réservé—3972.

Articles 17 et 18—Transmission des avis—3973.

Hon. Lemieux—Est disposé à admettre qu'ils puissent être transmis par lettre recommandée " ou en mains propres "—3973.

Réservé—3973.

Article 29—Transmission des demandes et des réponses aux parties—3976.

Hon. Lemieux—Propose supprimer indication d'union ouvrière constituée en corporation—3976.

M. Johnston—En Nouvelle-Ecosse en cas d'ouvriers ne faisant pas partie d'associations, notification est envoyée au président d'assemblée convoquée à cet effet—3976.

M. R. L. Borden—La loi dit de transmettre à dix personnes—3976; celles-ci peuvent n'avoir pas de qualité requise—3976.

M. Bourassa—Une loi comme celle-ci doit tendre à favoriser les ouvriers à se former en association—3978; c'est le moyen de faciliter conciliation—3978.

M. Logan—Danger de provoquer conflit entre unionistes et non-unionistes—3978.

M. R. Smith—Ne croit pas qu'une loi de ce genre doive s'appliquer seulement aux unions—3981.

M. Barker—Propose amendement—3983.

Hon. Lemieux—Accepté—3983; ajoute amendement reconnaissant dignitaires élus de toutes associations—3984; nous reconnaissons de ce fait ces associations—3983.

M. Monk—Est en faveur de laisser au ministre choix du mode de notification—3986.

Article laissé en suspens—3986.

Article 21—Soumission de différends—3986.

Hon. Lemieux—Droit d'appel restreint—3986; propose ajouter clause permettant convoquer conseil à nouveau pour expliquer son jugement—3986.

M. R. L. Borden—Si la loi permet soumission de cas toutes les fois qu'il y a quinze mécontants, autant avoir conseil permanent—3986; ne conçoit pas limitation de douze mois d'intervalle pour soumettre même question, du moment où décision pas obligatoire ni exécutoire—3990.

Hon. Lemieux—Pour éviter frais et dérangements—3990; pour assurer respect du tribunal—3990; éviter appel futile—3990; cependant appel peut être entendu, s'il y a événement nouveau—3992.

M. Perley—Soulève le cas où une enquête ayant été faite et un rapport publié, les ouvriers ou le patron attendent six mois pour rejeter la décision et décider une grève sans crier gare—3993; la loi le leur permet—3993; l'autre partie ne peut re-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Perley—*Suite.*

demander une enquête sur un sujet réglé déjà dans un délai moindre d'une année—3904.

M. A. Lavergne—Les agitateurs étrangers pourraient demander enquête à tout bout de champ—3994.

Hon. Lemieux—Consent à supprimer clause interdisant renvoi d'une question au conseil dans délai d'un an—3904; on peut essayer de faire fonctionner le bill sans cette clause—3994; il serait toujours temps de la rajouter—3994.

Article 22—Méthode pour exposer les différends—3996.

M. Barker—Voudrait que le résumé ou exposé de la cause fût préparé par sous-ministre du Travail—3996.

Hon. Lemieux—Créerait préjugés—3996; une des parties pourrait prétendre avoir été mal représentée—3996.

M. R. L. Borden—Demande si la loi permet aux réponses de s'écarter des questions posées et de soulever des points auxiliaires—3996.

Hon. Lemieux—Article 23—3996.

Article 24—Entente au cours de l'enquête—3998.

M. R. L. Borden—Demande ce qui arrive, si après avoir conclu une entente de ce genre le patron refuse de l'observer—3998.

Hon. Lemieux—Partie lésée pourra faire nouvelle demande—3999.

M. Johnston—Indéfiniment—3999.

M. Galliher—Cas extrême—3999.

M. Bourassa—Si on suppose que les parties abuseront de la loi, on arrive à l'arbitrage obligatoire—4000.

Hon. Lemieux—Si une entente intervient au cours de l'enquête et si l'une des parties viole cette entente, l'autre peut en appeler au conseil ou se mettre en grève—4000.

M. Perley—Demande assimiler article 24 à article 65—4001; liant les deux parties aussitôt conclusions du conseil acceptées—4001; assimiler ensuite à conclusions du conseil—4001.

M. Bourassa—Ce changement aurait pour effet de donner à entente indéterminée même pouvoir qu'à décision du conseil—4002; répartition pouvoirs pas égale—4002.

M. German—Rien n'empêche les arbitres de proclamer cette entente leur décision—4002.

M. Pardee—Conseil peut prendre cette entente, y ajouter considérants et proclamer—4002.

M. Bourassa—En d'autres termes, tous les règlements se feraient d'après article 65—4002; et seraient tous sanctionnés par conseil—4002.

Hon. Lemieux—Propose amendement dans le sens des observations Perley—4003.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. R. Smith—Cet amendement empêchera tout arrangement amiable au cours de l'enquête—4003; contraire à la loi que les parties soient liées légalement par arrangement volontairement conclu—4063 ; cela revient à l'arbitrage obligatoire—4003.

M. Logan—Chances d'arrangement plus grandes si parties peuvent conclure à leur gré arrangement qui ne les lie pas—4004.

M. Perley—Cet arrangement intervient après convocation du conseil—4005; en somme après intervention déjà du gouvernement—4005.

M. Galliher—Il ne s'agit pas de contreinte, mais seulement de forcer les parties à respecter un engagement—4006.

M. Johnston—Souvent des parties appelées devant les tribunaux effectuent un arrangement qui est ratifié par la cour—4006.

M. Bourassa—Un arrangement liant les parties inspirera plus de confiance—4007.

M. Taylor—Propose de passer tout le reste du bill et de l'envoyer au Sénat pour qu'il le débrouille—4007.

Discussion remise—4007.

Article 24—Acte pris d'un règlement entre parties—4106.

M. Pardee—Propose amendement, texte—4106 ; donnant à l'entente intervenue au cours de l'enquête le même effet qu'à une décision du conseil, si les parties y consentent—4106; pas de contrainte—4107.

Adopté—4107.

Article 25—Si pas de règlement, conseil fait rapport—4107.

Adopté—4107.

Article 27—Rapport et proposition communiqués au ministre par écrit—4107.

M. Galliher—En cas de dissentiment propose que rapport minorité soit aussi communiqué—4108.

Adopté—4108.

Article 38—Visite des lieux, examen des personnes, etc.—4109.

M. Conmee—Demande que le directeur des enquêtes puisse visiter les lieux même avant la convocation du conseil—4110.

M. Porter—Demande que la partie dont on doit visiter les locaux soit avertie—4111.

Hon. Lemieux—Il vaut mieux que le conseil ait, en tout temps le droit de visiter le lieu ou le conflit a surgi—4111.

M. Logan—La cause du conflit peut être un défaut d'installation—4111; il est bon qu'on ne puisse rien cacher au conseil—4111; à cette fin, il vaut mieux ne pas prévenir de la visite—4111.

Hon. Lemieux—Préfère laisser au conseil le soin de décider visite—4112; on pourrait accuser le ministre de tyrannie politique s'il faisait visiter à son gré en n'importe quel temps un établissement—4112.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Porter—Article permettant visite sans avis attaque l'inviolabilité du domicile—4112.

Article 42—Comparution de procureurs ou d'avocats—4113.

Hon. Lemieux—Pour qu'il y ait comparution par avocat il faut consentement des deux parties—4113; les deux parties doivent être sur un pied d'égalité—4114.

M. Boyce—Avocats accèlèreraient les choses—4114; il n'y aura jamais entente quant à l'admission d'avocats—4114.

Hon. Lemieux—Disposition analogue existe dans l'Acte des différends de chemins de fer—4113; fonctionne très bien—4115; n'a pas empêché avocats de comparaître dans grève des télégraphistes—4116; M. Hall, agent des ouvriers de chemins de fer représenterait ses commettants aussi bien qu'un avocat—4117.

Hon. Foster—Ne considère pas juste que lorsque les deux parties consentent à se servir d'avocats, le président du conseil puisse refuser—4118.

Hon. Lemieux—C'est une économie de temps et d'argent d'empêcher les parties de se faire représenter par des avocats si elles consentent à s'en passer—4118.

M. Alex. Johnston—Les associations ouvrières de N.-E. demandent que dispositions soient au moins pas changées—6119; voudraient que personne ne pût se servir d'avocat—4120.

M. Caldwell—Lit lettre conseil ouvrier de Carleton-Place protestant contre emploi avocat—4120.

M. Monk—Avocat embrouilleront et prolongeront procédures—4120; en faveur proscription avocats—4120.

M. R. Smith—En Angleterre on employait d'abord avocats devant conseils—4120 ; maintenant, la tendance est, de s'en passer—4120.

Article 43—Sujets britanniques pourront seuls être membres conseil—4121.

M. M. S. McCarthy—On privera quelquefois les associations des services de leur meilleur homme—4121; exemple, chemins de fer—4121.

Hon. Lemieux—Américain pourra comparaître comme délégué—4121; sans cette restriction, aussi bien nommer des juges américains—4122.

M. Monk—Les associations ouvrières n'ayant qu'un représentant au conseil, on pourrait supprimer cette restriction—4122; Canadiens ont déjà été invités aux Etats-Unis à agir dans conseil—4122.

Hon. Lemieux—Ces conseils peuvent être appelés à régler difficultés nationales—4122; humiliation pour nous de les faire décider par étrangers—4122.

M. Monk—Efforts tentés en haut lieu pour empêcher ouvriers d'entrer dans associations internationales ont échoué—4124 ; on pourrait décider que la majorité serait de citoyenneté britannique—4124.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Barr—Les éléments les plus turbulents et les plus irréconciliables dans tous les différends ouvriers sont les agitateurs venant de l'étranger—4124.

Hon. Lemieux—Ne pas exiger la résidence en Canada est déjà concession suffisante —4126.

M. Barr—Ne voudrait pas d'un Anglais résidant en Angleterre pour régler différend entre ouvriers canadiens—4126.

Article 52—Honoraires des membres du conseil—4126.

M. Logan—Trouve rémunération trop élevée —4127; lit tarif d'après loi des différends de chemins de fer—4127; propose réduire honoraires, pour membres de $15 à $10, pour président, de $20 à $25—4127.

Hon. Lemieux—Chiffre pas trop élevé—4128; interdiction de recevoir gratification—4128.

M. Logan—Pourront prolonger la durée enquête—4128.

Hon. Lemieux—Soumet au comité chiffre de $15 ou $10 pour membres—4129.

Le comité décide pour $15—4129.

Article 53—Interdiction de recevoir gratification extérieure—4130.

Hon. Lemieux—Propose ajouter "comme membres du conseil"—4130; secrétaires salariés d'associations pourront agir comme membres du conseil—4131.

Article 57—Illégalité de déclarer grève ou contre grève avant soumission à conseil d'enquête—4131.

M. Pardee—Propose amendement ayant pour objet de déclarer qu'à moins d'une entente entre patron et employés, ceux-ci auront le droit de se mettre en grève en tout temps—4132.

M. Monk—Cite l'acte des E.-U. concernant "Voituriers" engagés dans le commerce entre Etats—4133; aucun employé y est-il décrété ne sera tenu de faire contre son gré un service personnel—4133.

Hon. Lemieux—Se mettre en grève et quitter l'ouvrage sont deux choses différentes —4134.

M. Duncan—Demande si après sentence arbitrale acceptée et liant obligatoirement les parties, l'une viole sentence qui en connaîtra de la violation?—4134.

Hon. Lemieux—Tout tribunal civil, comme pour toute autre convention—4135.

M. Monk—Demande si ouvrier se mettant en grève en contravention avec cette loi pourra invoquer l'ordre d'une union—4135.

Hon. Lemieux—Nul ne pourrait invoquer un ordre de ce genre—4136.

Article 58—Maintien du statu-quo—4196.

Hon. Lemieux—Ajoute amendement visant défense de modifier conditions d'emploi relativement à salaires et heures de travail—4196.

Articles 62-63—Membres des unions—4196.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Logan—S'oppose à ces articles établissant illégalité de grèves à cause d'affiliation aux unions ou d'emploi d'étrangers aux unions—4136; considère que c'est régler d'avance certaines contestations—4136.

Hon. Lemieux—En face objections, retire ces articles—4136.

M. Barr—Les meilleurs de la loi—4136.

Hon. Lemieux—Remercie comité pour assistance—4137; bill sera réimprimé—4137.

M. W. F. Maclean—Recommande étude d'une autre question, celle des accidents de chemins de fer—4137.

Discussion remise—4137.

Reprise—4602.

Hon. Lemieux—Propose interprétation "union" ouvrière signifiant "organisation"—4602.

Adopté—4602.

Hon. Lemieux—Impossible accepter suggestion du conseil de conciliation permanent —4602; crainte d'établissement de précédents dans la décision des cas—4602; tour de rôle établi dans les tribunaux parmi les juges pour n'avoir pas toujours même juge président dans un district—4603; mieux vaut pour commencer conserver la loi telle que primitivement préparée—4603; difficultés de déplacement d'un conseil permanent—4603.

M. Conmee—Demande définition plus claire du lockout—4605.

Hon. Lemieux—Définition du lockout—4606; définition du différend—4607; ne veut pas que la loi établisse que le fait d'annoncer une réduction de salaire ou une augmentation des heures de travail constitue un lockout—4608.

M. Boyce—Comparaison de la définition des termes "grève" et "lockout" prouve nécessité changement—4610.

M. Verville—Lockout et grève ne peuvent venir qu'à la suite d'un différend—4609; il ne faut pas employer trop de termes techniques—4609; si les patrons et les ouvriers ne peuvent pas s'accorder, il y aura conflit; voilà à quoi tout se résume —4610.

Article 11—Intérêt pécuniaire des membres du conseil—4610.

Hon. Lemieux—Propose pour permettre au secrétaire-trésorier d'une union ouvrière d'agir comme membre du conseil, de limiter exception à personne ayant un intérêt pécuniaire direct au litige—4610.

Adopté—4611.

Hon. Lemieux—Propose nouveau paragraphe à article 16 (signataires de demande et déclaration)—4611.

Article 20—4612.

Hon. Lemieux—Propose substitut aux mots "constituée en corporation ou inscrite" —4612.

Article 34—Paiement des témoins—4612.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Boyce—Propose paiement équivalent à celui des témoins dans causes relevant de Cour Suprême—4613.

Article 57—Interdiction de grèves et lockouts—4614.

M. D. Ross—Propose amendement à clause que toute décision reste en vigueur une année—4614; propose que si une partie prétend que termes pas observés, conseil devra sur le champ régler différend—4614.

Hon. Lemieux—Propose que le conseil pourra être convoqué de nouveau par ministre—4614.

Hon. Foster—S'il y a eu convention écrite, il y a recours aux tribunaux—4616.

M. R. L. Borden—Il y a l'opinion publique—4616.

M. Boyce—Lit article relatif aux conventions conclues en vertu de la loi—4616; aussitôt convention acceptée, rôle conseil prend fin—4616.

M. Pardee—Une décision ne peut pas être exécutoire si l'on n'est pas à même d'y donner suite—4617; les ouvriers feindraient un différend pour éluder peines édictées par la loi—4617.

Article 97—Gouverneur en conseil pourra indiquer certaines industries, comme soumises à la loi—4617.

Hon. Lemieux—Demande à supprimer article—4618; on dit qu'il donne trop de pouvoir au gouverneur en conseil—4618.

M. Lennox—Article 68 devrait être supprimé aussi—4618.

Hon. Lemieux—Gouvernement a déclaré qu'il ne s'immiscerait pas dans industries particulières—4618.

M. R. L. Borden—Aux termes de l'article 6, ministre jouit de toute la latitude requise—4619; texte article—4620; si industrie à l'égard de laquelle demande de conseil d'arbitrage est faite ne tombe pas sous l'empire de la loi le ministre ne saurait nommer conseil—4620.

M. Lennox—Article en question va plus loin qu'acte d'interprétation qui définit exactement les sujets tombant sous dispositions de l'acte—4620; lui permet de rendre décision en dépit des faits—4620.

Hon. Lemieux—Ministre est responsable au peuple de ses actes—4621.

M. R. L. Borden—Responsabilité des ouvriers quant aux peines et amendes doit être nettement définie par statut—4621; ce n'est pas une matière de décision du parlement—4622; citoyens canadiens gouvernés par lois du pays interprétées par tribunaux—4622; pas par loi interprétée par ministre d'Etat—4622.

Hon. Lemieux—Etant donné la gravité des peines édictées, se rend compte des difficultés pouvant surgir—4622; préfère rayer article 67 et 68—4622.

M. Verville—N'approuve pas radiation—4623; quand le parlement sera en vacance qui va décider si la loi s'applique à tel ou tel service?—4623; lenteur des tribunaux pour avoir décision—4623; exemple; grève des débardeurs—4623; il faut quelqu'un à qui les ouvriers puissent s'adresser et qui soit responsable vis-à-vis de la masse de la population—4623.

M. Conmee—Il est vrai que ministre en vertu article 6 a le pouvoir de décider nomination de conseil—4624; mais ce pouvoir peut être attaqué, s'il n'y a personne pour trancher question, s'il faut faire appel aux juristes, le peuple perdra toute confiance—4624.

M. Pardee—Propose nouvelle rédaction article 6—4625; disant que décision du ministre de former conseil sera "obligatoire"—4626.

Adopté—4626.

Article 68, 69, supprimés—4626.

Article 35—Employés de chemins de fer—4626.

Hon. R. Lemieux—M. Hall comme représentant des associations de chemins de fer persiste à refuser de se soumettre à la loi—4626; regrette décision—4626; avait fait à M. Hall proposition acceptable—4626; regrette refus—4627; a décidé en conséquence que cette loi ne sera applicable aux employés de chemins de fer que s'ils le veulent—4628; ils auront le choix entre la loi de 1903 et la présente loi—4628.

M. W. F. Maclean—Dépêche W. T. Roth—4628; résolution des cigariers—4629; demande nouvelle conférence avec ces employés au sujet des amendements projetés—4629.

Hon. Lemieux—Les associations que représente M. Hall sont libres de ne pas se prévaloir de la loi—4620; mais il y en a d'autres qui l'acceptent—4630; opinion du Conseil National des Métiers et du Travail—4630; M. Hall se plaint que c'est la deuxième tentative pour l'arbitrage obligatoire—4630; il a approuvé la première de ces tentatives en 1903—4630; lettre Hall au nom des syndicats, 1903—4630; approuvait alors loi permettant au ministre d'ordonner enquête pendant, avant et après grève finie—4631; ne peut comprendre raison opposition—4632; en tout cas, parlement devra décider si employés de chemins de fer doivent être soumis à cette loi en vue de protéger public contre les effets d'une grève—4632.

M. R. L. Borden—L'amendement n'a pas l'effet qu'indique le ministre—4632; propose autre rédaction—4634.

Hon. R. Lemieux—Les ouvriers ne s'opposent pas à l'enquête—4634; ils se plaignent des frais qu'entraîne la nouvelle loi—4634; l'amendement veut dire ceci: vous soumettrez votre différend à l'arbitrage conformément à la loi de 1903—4634; quand il aura été réglé, la présente loi ne pourra plus s'appliquer—4634; lettre de M. Hall contre bill à l'étude—4635; l'employé de chemin de fer a le loisir de se prévaloir de la loi de 1903—4636; mais s'il ne veut pas s'y soumettre, il devra tomber sous l'empire de la présente loi—4636; le public doit être protégé—4636; il ne doit pas y avoir de grève de chemin de fer sans enquête—4636.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. R. L. Borden—Amendement complique encore procédure—4638.

Hon. R. Lemieux—Se rend aux demandes de M. Hall—4638 : demande que compromis soit accepté—4640 ; détails seront ensuite faciles à régler—4640.

M. R. L. Borden—Employés de chemins de fer auraient dû être appelés devant un comité de la Chambre—4640; nous marchons à l'aveuglette—4640; rédaction nécessaire pour assurer réellement option aux employés—4640.

Hon. Foster—La loi accorde option relativement aux différends qui ont été renvoyés, examinés et réglés—4612; donc il soumet à la loi tout différend qui n'a été ni commencé, ni examiné, ni terminé—4642.

Hon. Lemieux—Deux exemples—4642 ; d'après la loi de 1903 l'enquête est facultative—4644.

M. Boyce—Demande ce que l'on entend faire à l'égard du peuple représenté par corporations municipales—4644; conflit possible en cas de grève de chemins de fer intéressant une municipalité, par exemple pour transport de combustible—4644 ; la municipalité pourrait invoquer la loi de conflit des chemins de fer—4644 ; d'un autre côté le ministre pourrait invoquer la loi actuelle—4645 ; le ministre foule aux pieds les droits de municipalités—4645.

M. Lennox—Il faut stipuler positivement que tant que les employés n'auront pas renoncé au privilège de la loi de 1903, la présente loi ne s'appliquera pas—4646 ; expose nouvel amendement—4646.

M. Verville—Les employés exemptés de cette loi, voudraient tout simplement en priver les autres—4646; il y a des employés de chemin de fer en faveur du bill —4646 ; les cantonniers ont été trompés sur la teneur de la loi—4647 ; méritent autant d'égards que les autres employés de chemins de fer—4647 ; on peut amener tous les employés en faveur du bill si on le leur explique loyalement—4647 ; les employés de chemins de fer critiquent le projet mais ne disent pas ce qu'ils veulent —4647 ; a toujours été en faveur du bill sauf articles 62 et 63—4647 ; maintenant que biffés, approuve bill en entier—4647 ; respecte M. Hall—4647 ; ne croit pas aux subtilités d'avocats—4647 ; bill devrait être adopté le plus tôt possible—4647 ; s'il y a changement à faire, on les fera à la session prochaine—4647.

M. Boyce—Attitude de M. Hall commentée d'une façon désobligeante—4648 ; lettre Hall—4649 ; éloge de la loi de 1903—4649 ; demande qu'on attende encore expression d'opinion des employés de chemins de fer —4650.

M. Conmee—Ouvriers de chemins de fer adverses à l'arbitrage obligatoire—4650 ; veulent être libres de cesser leur travail individuellement ou collectivement quand pas satisfaits salaires ou conditions—4650 ; la loi en question leur assure cela —4650 ; plus économique que loi 1903—4650 ; l'Etat paie tous les frais—4651 ; stratégie pour l'époque de déclaration de

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. Conmee—*Suite.*

la grève—4651 ; quand les ouvriers auront pour eux la décision du conseil, ils seront beaucoup plus forts pour déclarer la grève —4651 ; ce bill leur donne une arme additionnelle—4652 ; loi favorable même à ceux qui demandent à en être exemptés—4652 ; bill pas parfait—4653 ; aurait voulu y introduire certaines modifications—4652; on lui dit qu'elles figurent au bill—4653 ; l'avenir le prouvera—4653 ; après une décision du conseil d'arbitrage, il sera bien difficile d'appeler la milice—4653 ; les grèves ne seront pas empêchées—4654 ; mais si la décision confirme en tout ou en partie la prétention des ouvriers, leur position sera certainement meilleure qu'auparavant—4654.

M. A. C. Macdonell—Amendement du ministre pas conforme aux explications—4654 ; on devrait insérer disposition disant que lorsqu'on s'est prévalu de la loi de 1903, le différend restera soumis aux dispositions de cette loi jusqu'à ce qu'il soit définitivement réglé—4656.

M. A. Johnston—La question est délibérée —4656 ; il n'y a plus que des divergences d'avocats—4656 ; impossible de refuser à une puissante organisation d'employés de chemins de fer de passer sous cette loi si elle le demande—4656 circulaire erronée de M. Hall—4656.

Hon. Lemieux—Le projet de loi ne contient aucune trace d'arbitrage obligatoire—4658.

M. Boyce—Opinion de M. Clarke—4660.

M. R. L. Borden—Propose amendement disant que si l'une des parties se prévaut de la présente loi, il est loisible à l'autre tant que le conseil n'est pas constitué, de se prévaloir de la loi de 1903—4660.

Hon. Lemieux—C'est la suppression de l'enquête si l'on permet aux intéressés d'en appeler au ministre sous le régime de la loi de 1903—4660 ; la loi de 1903 laisse le ministre libre de refuser l'enquête—4661 ; nous voulons qu'il n'y ait ni grève ni lockout sans enquête—4661 ; aucune raison pour exempter employés de chemins de fer de l'enquête—4662 ; absolument comme autres employés de services publics—4662 ; si l'opposition veut admettre ce principe il est facile de rédiger un amendement—4663 ; bill sera réimprimé—4663.

Discussion remise—4663.

Remise en délibération de certains articles —4926.

Hon. Lemieux—Teneur nouvelle article 5—4926 ; les trois amendements donnant aux employés de chemins de fer le choix entre deux procédures, celle de la présente loi et celle des différends de chemins de fer—4926 ; maintient principe de l'enquête obligatoire avant grève—4928 ; les employés de chemins de fer s'opposent seulement à complication et coût procédure—4928 ; admettent principe enquête—4928 ; gouvernement les rencontre à mi-chemin—4928.

M. Lennox—Déloyauté de présenter amendements sans avis aux intéressés—4929 sans avis aux comité général—4929.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. A. C. Macdonell—Demande ajournement de l'étude du projet de loi—4930.

M. Pardee—Intéressés ont tout le temps de présenter amendements entre cette étape et troisième lecture—4930 ; discussion incessante—4930 ; chef d'opposition a déclaré seul point en suspens est d'accorder usage de la législation de 1903 et 1907—4930.

Hon. Lemieux—Amendement bien clair—4934 ; si ouvriers veulent se prévaloir de loi de 1903, ministre instituera enquête sur différend—4934 ; peut agir de deux façons—4934 ; commence par comité de conciliation—4934 ; s'il ne réussit pas, peut soumettre à comité d'arbitrage suivant la dite loi—4934.

M. Conmee—Si la conciliation échoue, l'arbitrage empêche la grève—4935.

Amendement adopté—4935.

M. D. Ross—En faveur d'imposer un délai fixe au conseil pour faire rapport—4936.

Hon. Lemieux—Circonstances peuvent nécessiter longue enquête—4937.

M. Conmee—Une des parties pourrait prolonger enquête pour la faire tomber—4937.

Article 68—Classification des industries soumises au bill—4938.

M. R. L. Borden—Propose désignation par conseil des ministres et rapport au parlement—4939.

Amendements lus 1re et 2e fois adopté—4939.

Bill rapporté—4939.

Hon. Lemieux—Propose troisième lecture—5134.

M. R. L. Borden—Les ouvriers n'ont pas été entendus par le comité—5135 ; la situation des employés de chemins de fer—5135 ; n'ont pas pu s'expliquer—5136; propose amendement demandant renvoi du bill devant comité spécial pour s'enquérir—5136.

Hon. Lemieux—La Chambre s'est déjà prononcée contre comité spécial lors de la motion directe du chef de l'opposition—5137; bill discuté à fond—5137 ; loi des différends de chemin de fer a rendu des services, mais il faut prévoir l'avenir—5137 ; le public doit être protégé, même s'il en résulte certains inconvénients pour employés de chemin de fer—5138 ; la question est de savoir si nous déciderons qu'il y aura enquête obligatoire avant grève ou lockout—5138 ; opinion Roosevelt et Eliot—5138 ; personne ne peut combattre le principe du bill—5139 ; l'hon. M. Foster s'est prononcé sur la nécessité d'assurer la continuité du service des chemins de de fer sans interruption—5140 ; M. Hall et le principe de l'enquête—5141.

M. H. Bourassa—Bill d'expérience—5141 ; réponse lettre, communication des associations ouvrières de chemins de fer—5142; opposé à la tyrannie d'organisations ouvrières non reconnues—5142; créées seulement pour exploiter un grief—5142; point faible du bill est dans composition conseil d'enquête—5143; demande un conseil permanent par province, ces conseils

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

jouiraient bientôt du même respect que tribunaux—5144 ; en disant que les ouvriers perdraient confiance dans un conseil permanent parce qu'ils croieraient celui-ci lié par décision antérieure ou sape à la base toute l'institution judiciaire—5144; cas de grève embrassant unionistes et non-unionistes—5145; danger de demander d'accepter la mesure pour l'amour de Dieu—5145; abus du droit donné au gouverneur en conseil de modifier législation passée par parlement—5146; le cabinet grandi aux dépens du Roi et de la Chambre des communes—5146; heureux de la disparition article 67 donnant le droit au gouverneur en conseil de désigner industries tombant sous le coup de la loi—5146; regrette cependant que de cette façon, certaines industries échappent à la loi—5146; la grève de Buckingham—5147; mesure bonne dans ses grandes lignes mais pas assez radicale—5147;- l'expérience plutôt que les renseignements personnels nous fixera sur la valeur de la loi—5148; opinion favorable à l'adoption du bill—5148; un pas dans la bonne voie—5148.

M. C. Devlin—Le gouvernement libéral et les ouvriers—5148; le ministre du Travail se réserve l'approbation des noms des juges des différends, il veillera qu'ils soient compétents—5149 ; la grève de Buckingham—5150.

Hon. Haggart—Tout électeur a le droit de dire à un député comment voter—5150; il peut l'informer de la peine qu'il lui réserve s'il ne vote pas à son goût—5150; le bill ne va pas assez loin—5153.

M. E. Paquet—Impossible voter pour amendement chef de l'opposition—5153; approuve principe enquête obligatoire—5153.

M. A. Verville—Amendement Borden inacceptable—5153; préfère accepter loi même imparfaite que s'en passer—5154; ne redoute pas ouvriers non-unionistes—5154; seront obligés de s'unir s'ils veulent arriver à quelque chose—5154; s'inscriraient dans associations ouvrières, si leur responsabilité civile était bien définie—5154; si l' l'on ne veut pas de rapprochement entre ouvriers et capitalistes on n'a qu'à voter contre ce projet de loi—5154.

M. R. Smith—A fait connaître vues sur 2e lecture—5154; origine de la mesure—5155; les ouvriers de chemins de fer se sont réunis dans un comité de la Chambre et ont discuté le bill—5156 ; il est faux qu'ils n'aient pas encore pu se faire entendre—5156 ; reçus par le premier ministre—5157; si le principe de l'enquête obligatoire ne s'applique pas aux employés de chemins de fer, il est inutile qu'elle s'applique à aucuns—5157 ; si les ouvriers de chemins de fer sont comme ils le disent capables de régler en toute circonstance leurs différends sans se mettre en grève, cette loi ne les atteint pas et doit les laisser parfaitement indifférents—5158 ; croit aussi que la loi devrait être plus générale—5158 ; chaque différend ouvrier inté-

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES GREVES ET DES LOCKOUTS—*Suite.*

M. R. Smith—*Suite.*

resse quelque groupe de la société—5158; si le succès est complet, dans un an, on pourra généraliser—5158; ouvriers de chemins de fer n'ont pas une conception juste de l'esprit de la loi—5159 ; quand ils l'auront étudiée, ils l'approuveront—5159; espère gouvernement restera ferme—5159 ; il va se produire avant longtemps grèves industrielles excessivement graves—5160; il importe que la loi soit ratifiée le plus vite possible—5160.

M. A. C. Macdonell—Employés de chemins de fer ont donné raisons excessivement graves contre adoption du bill—5160 ; employés prétendent n'avoir pas été bien traités pour entrevues—5161 ; citation rapoprt de l'Ordre des conducteurs et chemins de fer—5161.

M. H. Logan—Le cas des ouvriers de la compagnie de chemin de fer et de houille de Springhill—5162 ; situation des ouvriers des houillères et des chemins de fer sera-t-elle différente devant la loi—5162; opposé à tout atermoiement—5163 ; adverse à toute tentative pour soustraire les ouvriers de chemins de fer à l'application effective de cette loi—5163 ; lettre de M. Lowe au nom des cantonniers de chemins de fer—5163 ; opposé à tout délai—5163 ; loi peut pas être parfaite—5165.

Motion Borden mise aux voix—5165.
Rejetée : 48 pour, 106 contre—5166.

M. Armstrong—Propose renvoi au comité pour ajouter amendement exemptant les ouvriers de chemins de fer—5167.

Motion Armstrong mise aux voix—5167.
Rejetée : 45 pour, 105 contre—5168.

M. H. Lennox—Propose renvoi au comité pour amender suivant le sens de diverses propositions faites en comité—5170.

Amendement Lennox mis aux voix—5170.
Rejeté : 44 pour, 104 contre—5171.
Bill lu 3e fois, adopté—5172.
Sanctionnée—5348.

LOI D'INTERPRETATION.

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 116) pour modifier l'acte d'interprétation—4814 ; pour réparer erreur omettant cour d'appel Manitoba de définition de cour supérieure —4814.

1re lecture—4814.
Deuxième lecture—5172.
En comité—5172.

Hon. Aylesworth—Dans toute loi, à moins de disposition contraire, "Cour Supérieure" veut dire pour Manitoba cour du Banc du roi dans cette province—5172.

Rapporté, lu 3e fois, adopté—5172.
Sanctionné—6742.

LOI D'IMMIGRATION (AMENDEMENT).

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 143) pour modifier loi d'immigration—5672; loi dernière session ne pourvoit pas suffisamment à déportation de rats de cale—5672; ni à la déportation des immigrants criminels —5672.

1re lecture—5672.
2e lecture—5888.
En comité—5888.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'IMMIGRATION—*Suite.*

Article 1er—(rat de cale)—5888.

Hon. Oliver—Définition demandée par compagnies de navigation—5889.

Article 2—(Renvoi d'immigrant qui dans les deux ans devient un fardeau ou est emprisonné, etc.)—5889.

Hon. Foster—Trop sévère—5889; en deux ans il peut arriver bien des choses à un homme—5889; peut être mis en prison pour faute légère—5889; il faudrait prouver que l'incapacité provient de causes antérieures—5889; les municipalités pour se débarrasser de leurs devoirs publics s'empresseraient de déporter les immigrants —5890.

Hon. Oliver—Principe posé l'année dernière—5890 ; simple amplification—5890 ; le ministre doit examiner les cas et respecter l'intention de la loi—5890; il ne s'agit pas d'accroître sa sévérité, mais d'être plus claire et précis—5890.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5892.
Sanctionné—8221.

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES.

Hon. Fisher—Dépose bill (n° 33) Loi pour pourvoir à l'inspection des conserves en boîtes—868.

1re lecture—868.
2e lecture—1347.
En comité—1347.

Article 2—(Définitions)—1347.

M. E. D. Smith—Demande si exemplaires ont été envoyés aux intéressés—1347; plusieurs dispositions du bill dignes d'approbation—1347; deux parties dans le bill —1347; la première relative à l'inspection des fabriques, un pas dans la bonne voie —1348; objection est que dans Ontario il y a déjà inspection provinciale—1348 ; deuxième partie prescrit marquage des boîtes—1348; prête à la critique—1348 ; dépense considérable—1348; avait fait proposition analogue quant aux fruits, mais fut repoussée par ministre—1349; ne comprend pas pourquoi acceptée maintenant—1350; demande que projet de loi soit soumis à toutes les fabriques de conserves—1350.

M. Alcorn—Bill entravera industrie des conserves—1350 ; pas assez d'exemplaires du bill distribués—1350.

M. W. F. Maclaren—Demande que bill soit plus étudié—1351.

Hon. Fisher—Aucun dessein de brûler l'étape—1351 ; demande simplement que bill soit délibéré en comité aujourd'hui—1351; bill publié dans tous journaux—1352; exemplaires distribués à tous ceux qui ont fait demande—1352 ; 500 exemplaires distribués—1352.

M. Marshall—Inspection inutile en tant qu'elle a trait à la qualité de la marchandise—1352 ; difficulté de trouver inspecteurs compétents—1353 ; la concurrence est si vive qu'elle règle vite la question de qualité—1353 ; voudrait que chaque boîte en fer-blanc portât le nom de l'emballeur —1353.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Demande nouvelle impression d'exemplaires du bill—1354.

Hon. Fisher—Articles seront examinés sans en adopter aucun aujourd'hui—1354.

M. Taylor—Lit lettre se plaignant de préparations frauduleuses pour alimentation des animaux—1335 ; demande qu'elles soient incluses dans le bill—1356.

Hon. Fisher—Ce sont des produits secondaires de la fabrication des conserves qui ne peuvent rentrer dans le bill—1356 ; leur qualité dépend de celle du produit principal—1356 ; fera analyser à la ferme expérimentale—1356.

M. Blain—Admet bonnes intentions du ministre—1356 ; pléthore de législation; Ontario a déjà inspection provinciale—1356.

Hon. Fisher—Les lois d'inspection provinciales ont trait seulement à l'hygiène générale—1357 ; n'ont aucun rapport avec les produits des fabriques ni matériaux employés—1357 ; impossible confier aux inspecteurs et aux inspectrices provinciales des fabriques, inspection prévue dans ce bill—1357 ; l'inspection quant à la qualité n'a pas pour objet de déterminer la valeur du produit mais de constater s'il est propre à l'alimentation—1358 ; la loi s'applique à l'exportation hors du Canada ou de la province, impossible de l'appliquer à consommation intérieure, trop de complications, loi deviendra lettre morte—1358; inspection provinciale suffisante dans la province—1358 ; loi nécessaire à cause du pied d'infériorité où nous met à l'étranger notre absence d'inspection—1360 ; le ministre aura droit par règlement de prescrire ce que devra porter l'étiquette, si devra mentionner date d'empaquetage—1360 ; question à débattre —1360.

M. Macpherson—C'est laisser trop de pouvoir au gouvernement—1360 ; sardines meilleures quand trempées depuis longtemps dans l'huile—1360 ; saumon en boîte aussi bon après six ans—1361 ; pas de réaction chimique—1361; ce serait, sans raison, provoquer défaveur pour saumon ancien—1361.

M. Gunn—Saumon s'améliore avec l'âge—1361 ; inscription de date empêcherait d'acheter par grandes quantités—1361 ; l'inspection des boîtes serait nécessaire—1362 ; imperfections dangereuses—1362.

Hon. Fisher—Proposition mérite considération—1362.

M. Marshall—Inspection des boîtes nécessaire—1362 ; nombreuses défectuosités—1362.

M. Blain—Absurde de s'inquiéter tant du contenu, si on ne fait pas attention aux boîtes—1364.

M. E. D. Smith—La loi d'Ontario pourvoit à toutes les inspections que prescrit ce bill—1364 ; la loi américaine " Pure Food Bill " ne prescrit pas d'inscription de la date de l'empaquetage—1364 ; inconvénients pour commerce de détail—1365.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

M. Marshall—L'âge ne gâte pas les conserves—1365; étiquettes imprimées seraient perdues—1365.

M. Barr—Le public a le droit de savoir si les conserves qu'il achète sont vieilles—1365 ; la Chambre ne légifère pas dans l'intérêt des fabricants, mais, du public—1366; danger des boîtes où l'étain est usé —1366.

M. Lancaster—Personne na' demandé cette loi—1366; attributions provincilaes—1366; les autres provinces n'ont qu'à imiter Ontario et Québec—1366 ; inutile d'appliquer remède avant de savoir s'il y a maladie—1366; cela fera quatre catégories d'inspecteurs par fabrique, fabricants passeront leur temps à répondre aux inspecteurs—1367.

Hon. Fisher—L'objet du bill n'est pas seulement la protection de la santé publique à laquelle pourvoient dans une certaine limite les lois provinciales—1367 ; son autre objet est la protection de notre commerce à l'étranger—1368.

M. E. D. Smith—Mais les fabricants de conserves les plus intéressés à ce commerce n'ont pas demandé la loi—1368.

Hon. Fisher—Correspondance anglaise—1369 ; lettre Harrison Watson—1369 ; opinion Collinridge—1370.

M. Marshall—Si nous avions de meilleures boîtes nous vendrions plus de produits en Grande-Bretagne—1371.

M. Blain—Si c'est nécessaire nous devrions prescrire l'inspection des feuilles d'étain ainsi que celle des boîtes faites—1371.

M. Alcorn—C'est aux marchands à acheter de bonnes boîtes—1371; il faudra inspecter alors la nourriture des animaux—1372; les vêtements des gardiens—1372.

Hon. Fisher—Exportation totale de conserves 1905, $2,000,000—1372 ; viandes, jambons et bacon, $12,000,000—1372 ; ce bill va intéresser commerce de près de $16,000,000—1372.

M. R. L. Borden—Doute que la connaissance de l'existence de la loi suffise à donner confiance dans nos produits si les boîtes ne portent pas de certificat—1374.

M. E. Smith—Doute que notre bacon aura plus de valeur s'il porte l'estampille du gouvernement—1374.

Article 2—réservé—1374.

Article 3—(inspection des animaux destinés à la boucherie)—1374.

Hon. Fisher—Prescrit l'inspection sur pied avant l'abattage—1375 ; et destruction, en cas d'infection—1375.

Réservé—1375.

Article 4—Abattage local—1375.

M. Lennox—Le ministre s'arroge ainsi le droit d'inspection chez fermiers et bouchers—1375 ; affaire domestique—1375; en conflit avec Acte de l'A.B. du N.—1376 ; pouvoir indéfini—1376.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

Hon. Fisher—Placé dans la loi pour le cas de fabriques achetant des animaux abattus en dehors—1376 ; ne veut pas compliquer la loi—1376.

Discussion remise—1376.

Article 10—Peines—1664.

M. Stockton—Demande que l'amende soit imposée ainsi qu'emprisonnement—1664.

Hon. Fisher—Délit grave—1664 ; abattage, vente ou expédition d'animal que l'on sait impropre à consommation mérite châtiment sérieux—1665 ; ces abus ne se réforment pas avec des amendes—1665.

Hon. Foster—Demande que l'article soit rédigé de façon à impliquer le patron qui donnerait l'ordre d'abattre un animal impropre—1665.

Hon. Fisher—A étudié la question d'appliquer la loi au commerce local—1667; juge application impraticable—1667; opinion du ministre de la Justice—1668 ; tout ce qui entre dans les fabriques est cependant soumis à la loi quelle qu'en soit la disposition ultérieure—1668.

M. W. F. Maclean—Signale cas d'exportation d'animaux tués et exportés gelés à Terre-Neuve—1670 ; impossibilité d'inspection—1670.

M. Porter—Demande qu'il puisse y avoir appel d'une décision arbitraire de l'inspecteur—1671.

Hon. Fisher—Résume la loi—1672; deux inspections—1672 ; viandes abattues et viandes en boîte préparées sous surveillance fonctionnaire et portant marques d'inspection—1670 ; légumes, fruits et poisson fabriqués librement ne portent pas marques, mais fabriques peuvent être inspectées en tout temps—1672.

M. Martin—Industrie des conserves à l'I. P.-E.—1672 ; inégalité de traitement—1673 ; homarderies inspectées par acheteurs de France et d'Angleterre—1673 ; le public n'a pas demandé cette mesure—1673.

M. Taylor—Cas de Davies—1674 ; cas de bacon en transit—1674.

M. Roche—Inconvénients de l'obligation de certificat d'inspection—1674.

M. Alcorn—Epoque de l'apposage des étiquettes—1675.

Hon. Fisher—En ce qui concerne commerce d'exportation ou interprovincial cette loi invalidera lois provinciales et lois municipales—1678; si une maison fabrique à la fois pour le commerce d'exportation et pour le commerce local, toutes les conserves fabriquées dans cet établissement doivent subir inspection et marquage—1678.

Hon. Foster—Alors il y aura deux sortes de produits sur le marché—1679; la faveur va aux produits marqués—1679; bientôt il faudra marquer tout et inspecter tous les étaux—1630; cela n'aura plus de fin—1680.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

Hon. Fisher—On aurait plutôt cru que les fabricants chercheraient à éluder l'inspection—1681; le ministre pourrait être mis à même de la refuser aux fabricants faisant commerce purement local—1682.

Hon. Foster—On pourrait faire séparer dans établissements faisant les deux commerces les deux produits pour exportation et pour commerce local—1682; attentat à la liberté de commerce, les "jobbers"—1683; on n'arrivera à rien, si, de concert avec les autorités provinciales, on ne rend pas l'inspection générale—1684; enfin les estomacs de nos nationaux méritent autant d'égards que ceux des étrangers—1684.

Hon. Fisher—Persiste à croire qu'il vaut mieux laisser les autorités locales s'occuper de la consommation locale—1685 ; croît qu'il est impossible de séparer dans une fabrique les viandes de consommation locale et de consommation extérieure—1686; pour la consommation locale le nom du fabricant est la meilleure étiquette—1686.

M. Lefurgey—Les homardiers de l'I.P.-E.—1687.

Hon. Fisher—Le bill prescrit seulement les facilités d'inspection—1688; a décidé de ne pas mettre de date d'inspection sur étiquettes—1688.

M. Lalor—Le bill ne donnera pas plus de protection que nous n'en avons à présent—1690 ; ou bien il faudra un inspecteur par fabrique et à poste fixe—1691; il est faux que dans Ontario on fasse des conserves de poulet avec des veaux d'un jour—1692.

M. Marshall—Proteste que les conserves de volaille d'Ontario contiennent bien de la volaille—1692.

Hon. Fisher—L'inspection des conserves de poulet pourrait rentrer dans même catégorie que celle du poisson—1694.

M. E. D. Smith—Demande arrangements pour légumes—1625.

Hon. Fisher—Les règlements seront incorporés à la loi—1696.

Reprise—2053.

Hon. Fisher—Annonce qu'il proposera certaines modifications pour restreindre pouvoir du ministre de faire certains règlements—2053 ; soulager ministre de certaines responsabilités—2053 ; propose examen du bill article par article—2053 ; disposé à porter à $75,000 crédit nécessaire pour inspecteurs—2054 ; détail des dépenses d'inspecteurs—2056 ; calcul des établissements faisant le commerce d'exportation ou interprovincial—2058; enquête de M. Moore—2058: évaluation du nombre des délinquants à trente-cinq—2058 ; nature du rapport Moore rassurante 2058 ; nos conserves sont faites par des ouvriers canadiens et non par des étrangers—2059.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

Hon. Foster—Ne croit pas que scandale de Chicago ait nui, en Angleterre, à nos établissements de salaisons—2059 ; demande que rapport Moore soit déposé en effaçant passages désagréables—2059 ; doute de la nécessité de la législation—2060 ; vaudrait mieux renforcer législation provinciale—2060.

Hon. Fisher—Les Etats-Unis exigent maintenant un certificat du gouvernement fédéral pour admettre viande du Canada—2061 ; gouvernement n'a actuellement pas pouvoir de donner de certificat—2061 ; cas Matthews—2062 ; Angleterre fera même règlements avant six mois—2062 ; certificat provincial n'aurait pas même autorité que fédéral—2062 ; le Canada pour sa part d'admet pas les certificats de vétérinaires d'Etats, mais admet ceux des vétérinaires fédéraux—2063.

M. Monk—Dépense sera de $200,000 ou $300,000—2063 ; conflit inévitable entre cette loi et la loi des falsifications—2064 ; texte de la loi des falsifications—2064 ; étendue de cette loi et de son fonctionnement—2065 ; nous créons simplement branche analogue d'inspection attachée au ministère d'Agriculture—2066 ; vaudrait mieux augmenter inspecteurs du Revenu de l'intérieur—2066.

Hon. Fisher—Les deux lois sont différentes—2067; elles n'atteignent pas le même but—2067.

M. Sproule—L'inspecteur provincial devrait être aussi inspecteur pour le gouvernement fédéral—2069.

M. Miller—Nécessité d'inspection—2070.

Hon. Fisher—Inspecteur d'après cette loi doit se tenir constamment à la fabrique—2070 ; permanence serait impossible à inspecteur provincial qui a d'autres choses à faire—2070 ; proposera que toute inspection en vertu de cette loi soit de la juridiction d'un ministre autre que le ministre de l'Agriculture—2071.

M. Barr—Projet favorise fabricants de conserves, mais n'a aucun intérêt pour masse du public canadien—2072; aucune garantie pour consommateurs canadiens—7072; tout pour consommateurs étrangers—2072.

M. Porteur—Aptitudes requises des inspecteurs pas explicitement indiquées—2072 ; responsabilités des inspecteurs—2073.

Hon. Fisher—Inspecteurs provinciaux ne subissent pas d'examen—2074; le ministre a l'habitude de faire les nominations d'agents responsables—2074 ; une erreur de marquage n'entraîne pas nécessairement une indemnité—2074; cas déjà décidé si inspecteur du gouvernement a agi de son mieux—2074; précédents en Australie et Nouvelle-Zélande—9074; permettre appel serait entraver sérieusement l'exécution de la loi—2075.

M. Blain—Serait en faveur que l'on ne permît l'exportation des conserves qu'en boîtes d'une certaine catégorie—2076.

Hon. Fisher—Inspecteur en chef devra être vétérinaire de renom—2077.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI LE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

M. Smith—Propose d'insérer clause prescrivant inspection facultative sur la demande de l'exportateur qui désire un certificat, celui-ci payant la moitié des frais—2078; cette mesure est à l'avantage des fabricants, il est juste qu'ils paient leur part—2078; plus tard si l'Angleterre exigeait des certificats, il serait toujours temps de passer la loi actuelle—2078.

Hon. Fisher—Autant supprimer inspection—2079; l'Allemagne exige inspection; si nous voulons y prendre pied, il faut passer la loi—2079.

Article 3—2079.

Hon. Fisher—Propose amendement donnant au gouvernement et non au ministre pouvoir de réglementer inspection—2079.

Adopté—2079.

Article 4—2080.

Hon. Fisher—Propose amendement prescrivant l'inspection des animaux abattus "lorsqu'ils sont destinés à l'exportation" —2080.

Articles 6 et 7 modifiés en prescrivant règlements du conseil—2082.

Hon. Fisher—Propose addition article 10a permettant à l'exécutif de désigner établissements auxquels l'acte sera applicable—2084.

Adopté—2084.

Hon. Fisher—Ajoute disposition prescrivant ce que devra porter l'étiquette—2084; nom et adresse du fabricant et désignation exacte du contenu—2084; en plus pour colis inspecté à fond, marque inspecteur—2084.

M. Marshall—Voudrait qu'une compagnie qui achète des conserves faites, comme font "Canadian Canners" pût mettre ses étiquettes et devenir responsable—2085.

M. Loggie—Si l'on exige le nom du fabricant, on va révolutionner le commerce d'empaquetage des homards—2086; lettre Simpson de Halifax—2086; actuellement les fabricants de conserves de homards expédient leurs produits en boîtes blanches et l'acheteur y oppose des étiquettes à l'étranger—2087; il y a cinquante fabricants de conserves de homard au N.-B. et un seul exportateur—2087.

Hon. Fisher—Il doit arriver un temps où les Canadiens auront le courage de mettre leur nom sur leurs produits—2088 ; aussitôt que les Canadiens ont mis leur nom sur leur fromage, ils l'ont vendu et ont commandé le marché—2098 ; nous sommes dans une période de lutte intense, il nous faut prendre une attitude virile—2088.

M. Loggie—L'industrie des conserves de bluets—2089 ; les consommateurs américains paient les droits de douane—2090; on appose sur les boîtes étiquettes énonçant l'origine canadienne à Vanceboro, Me. —2090.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

M. Macdonald—Ce n'est pas le manque d'amour-propre national qui empêche le petit fabricant de conserves de homard de mettre son étiquette—2091 ; c'est parce que son commerce n'est pas suffisant pour justifier la confection d'étiquettes—2092.

M. R. L. Borden—La vente des conserves sur continent européen largement subordonnée au renom commercial de la maison qui les exporte—2092.

Hon. Fisher—Dans le cas en discussion c'est la marque de l'expéditeur qui devrait figurer sur des boîtes—2093 ; les petits fabricants ne sont que ses mandataires, ses employés—2093.

M. Hughes—La responsabilité encourue par le marchand qui achète des produits étrangers et qui y accole son nom vaut toutes les inspections—2094.

Distinction entre article 7 et article 10b—2096.

M. Loggie—Cas des navires de l'I.P.-E. colportant d'une province à l'autre des quartiers d'animaux à l'entrée de l'hiver—2098.

Hon. Fisher—Inutile encombrer la loi de cas spéciaux—2098 ; détails des réglements à étudier—2099.

M. Lancaster—On devrait supprimer de la loi tout ce qui a trait au commerce entre provinces—2099 ; la loi est inutile, c'est une insulte au pays—2099.

M. J. J. Hughes—Proteste contre formalités d'inspection pour navires—2100 ; cultivateurs I.P.-E. préfèrent envoyer viande par voiliers—2100.

M. W. F. Maclean—Bill impraticable en tant qu'il s'applique aux viandes fraîches—2100.

M. Perley—Proteste contre pouvoir donné au ministre de pénétrer chez un cultivateur et d'inspecter ses animaux avant qu'ils soient abattus—2103.

Hon. Fisher—Admet addition pour que ce pouvoir ne puisse être exercé qu'en cas d'urgence et sur rapport d'un inspecteur—2103.

Article 28—Entrée en vigueur—2103.

Hon. Fisher—Propose ne pas fixer date mise en vigueur de la loi—2104; permettre ministre d'autoriser certaines dérogations nécessaires jusque pas plus tard que 1er janvier prochain—2104; à cette date, loi sera appliquée intégralement—2104.

M. Loggie—Demande s'il peut utiliser deux étiquettes—2106; marques "Golden Crown", "Golden Diamond Brand", "Rock Lobsters"—2106; lettre Fraser Viger—2106.

Bill rapporté—2106.

3e lecture—2302.

Hon. Fisher—Propose adoption amendements du Sénat—6958 ; un amendement permet gouverneur en conseil exempter les boîtes et l'étiquette portant noms et adresse du fabricant si apposition de la marque peut nuire à vente sur marché anglais ou étranger—6958 ; article vise légumes, fruits et poissons, pas viandes—6959.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE L'INSPECTION DES CONSERVES EN BOITES—*Suite.*

M. Loggie—C'est la France et l'Allemagne qui importent le plus de conserves sans étiquettes—6960; pas les Etats-Unis et l'Angleterre—6960; puis la Russie—6960.

M. Bergeron—Redoute conflit entre inspecteurs provinciaux et fédéraux—6960.

Amendements adoptés—6960.

Hon. Fisher—Voudrait ajouter nouvel amendements pour que la boîte porte le nom du fabricant "ou du marchand pour le compte duquel l'article est mis en boîte"—6961.

M. l'Orateur—Règlements empêchent adoption d'un tel amendement sur bill revenu du Sénat—6961.

Hon. Fisher—Retire proposition—6961.

Adopté—6961.

Sanctionné—8221.

LOI D'INSPECTION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES.

Hon. Fisher—Dépose bill (n° 111) relatif à l'inspection des installations électriques—4759.

1re lecture—4759.

2e lecture—7223.

En comité général—7223.

Hon. Templeman—Pour inspection des compteurs d'énergie électrique—7224; pas de nouveaux employés—7224 ; M. Aubin et trois aides—7225; pas d'inspection gaz acétylène—7225 ; l'inspection se solde par le consommateur si la qualité de l'électricité est conforme au type requis—7226 ; s'il n'y avait pas besoin d'inspecter compteur en dehors inspection régulière—7224; trente-trois inspecteurs dans service—7226.

Article 1—7227.

M. Armstrong—Le "Canadian Electric News" a calculé que cette inspection donne excédent annuel de recettes de $25,000—7227; demande réduction des droits de 50 p.c.—7227; état des recettes et dépenses inspection—7228.

Hon. Templeman—Préfère excédent à déficit—7228 ; droits pas trop élevés—7228.

M. Lalor—Inspection rigide nécessaire—7228.

Article 4 (déclaration de la pression)—7230.

Hon. Haggart—En faveur forcer compagnies à employer dynamographes—7230.

Hon. Foster—Cas de faibles variations—7230.

M. A. A. Wright—Explication de la demande de latitude de variation de 4 p.c.—7231.

M. Barr—Bill fait pour compagnies électriques, pas pour consommateurs—7231; paragraphe 3—7231.

M. Bergeron—Dans une certaine ville, poteaux frappés par la foudre, pas de lumière pendant deux mois, comptes ont marché quand même—7231.

Hon. Templeman—Explications préparées par inspecteur en chef—7232.

M. Bergeron—Dans certaines petites villes les fournisseurs de lumière électrique sont des tyrans et maîtres absolus—7232 ; loi devrait dire que l'entrepreneur ne peut recouvrer son compte que s'il a fait tout

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'INSPECTION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES—*Suite.*

M. Bergeron—*Suite.*

son possible pour remplir conditions de son contrat—7232 ; ceci surtout pour les endroits où la lumière se vend à prix débattu, tant par mois—7233.

Hon. Templeman—Un article règle responsabilité des entrepreneurs—7234.

M. Bergeron—Demande que l'adresse de l'inspecteur d'électricité du district soit affichée dans tous les bureaux de poste—7234.

M. L. Lavergne—Inspecteur Arthabaskaville réside à Saint-Hyacinthe—7234 ; propose inspecteur pour chacune des deux villes—7234 ; inspection au moins tous les 3 ans—7234.

M. Lalor—Au lieu d'une nuée d'inspecteurs vaudrait mieux un bon inspecteur régional compétent—7235.

Article 9 (droit de pénétrer, dégats)—7225.

M. Sproule—Demande disposition disant que réparations ou pose de fils devront se faire en causant le moins de dommages possible—7296.

M. A. Wright—L'entrepreneur est celui qui fournit le courant et pas celui qui pose les fils—7236 ; ce sont deux besognes absolument distinctes—7236.

M. A. A. Wright—L'entrepreneur pose seulement les fils de la rue à la maison—7239; les fils à l'intérieur de la maison sont l'affaire du propriétaire, il n'y touche pas 7237.

Hon. Templeman—Propose d'ajouter "en faisant le moins possible de dommages"—7238; adopté—7238.

Article 10—Droits—7238.

M. Lemieux—Droit de $25 exorbitant pour municipalités donnant la lumière au prix coûtant—7238.

Hon. Templeman—Droits variant de $5 à $25—7238; petite municipalité paie seulement $1.05, pas exorbitant—7238 ; frais augmentent, besoin de payer plus cher inspecteurs plus compétents—7238 impossible faire exception—7238.

Article 11—(Examen des inspecteurs)—7238.

Hon. Foster—En faveur d'un concours ouvert à tous les jeunes ingénieurs—7239.

Hon. Templeman—Viendra avec le temps—7239; pour le moment examen sera spécial—7239; n'aura rien à voir avec examens du service civil—7239; peu de nominations à faire actuellement—7240; propose addition, régularisant statut de l'inspecteur en chef—7240.

Article 12—(Approbation des compteurs)—7242.

M. Sproule—Les consommateurs se privent de compteur et paient à prix fixe pour n'avoir pas loyer à payer—7243.

M. Bergeron—Abonnés paient vingt fois le prix du compteur—7243.

M. Henderson—Demande si le consommateur peut être forcé de prendre l'électricité au compteur—7243.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI D'INSPECTION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES—*Suite.*

M. Templeman—Question de contrat—7244; peut pas intervenir dans règlements municipaux—7244.

M. A. Lavergne—Le prix fixe revient plus cher que le prix mesuré—7244.

Article 13—Vérification et marquage des compteurs—7344.

Hon. Templeman—Donne texte d'article modifié—7244.

Article 17—Inspection des compteurs—7244.

M. L. Lavergne—Propose intervalle de 3 ans seulement entre inspections au lieu de cinq ans—7244.

M. A. Wright—Fardeau pour consommateur—7244; compteurs actuels bons pour cinq ans—7244.

M. Conmee—L'abonné est toujours la victime—7244

M. Carvelle—Plus le compteur est vieux plus il enregistre lentement—7245.

M. Bergeron—Allons mettons inspection tous les dix ans—7245.

Amendement L. Lavergne retiré—7245.

Article 34—Amende pour usage de compteur non estampillé—7246.

M. Henderson—Propose adoucir la clause pour atteindre seulement ceux qui emploient sciemment un compteur non vérifié—7246.

Bill rapporté—7247.

Sanctionné—8222.

LOI DE L'INSPECTION ET DE LA VENTE.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 162) concernant inspection et vente de certaines denrées—6815.

1re lecture—6815.

Hon. Fisher—Propose 2e lecture—6962; premier article relatif aux dimensions des paniers, texte—6962; faculté donnée au gouverneur en conseil de soustraire une province à l'effet de cet acte—6963 ; autre article décrétant qu'à l'avenir amende pour contravention aux règlements de vente de ficelle d'engerbage ne sera plus partagée entre inspecteur et dénonciateur, mais versée au Trésor—6962 ; exemption de certaine province demandée par horticulteurs d'Ontario qui à certaines époques s'approvisionnent aux Etats-Unis où ne règnent pas les mêmes règlements qu'au Canada pour dimensions des paniers—6964; pourront vendre sans que les paniers soient marqués "Short"—6964.

Bill lu 2e fois—6965.

En comité—6965.

Hon. Fisher—Explique modifications—6960 : le bill en créant de nouveaux étalons diminue les occasions dans lesquelles le vendeur sera tenu de marquer ses paniers "Short"—6967.

M. Henderson—Démêlés entre député de Renfrew et député de Wentworth—6968.

Hon. Fisher—Différend réglé—6968 ; unanimité absolue—6969 ; associations coopératives consultés et consentantes—6869.

Rapporté, 3e lecture, adopté—6869.

Sanctionné—8221.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES JUGES PROVINCIAUX (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 177) modifiant la loi des juges provinciaux pour nomination certains juges requis au Manitoba et en Colombie-Anglaise—8011.

1re lecture, 2e lecture, en comité général—8011.

M. Taylor—Propose amendement pour suspension de traitement du juge qui retarde un délibéré plus de trois mois—8011.

Hon. Aylesworth—Cet amendement introduit dans ce bill paraîtrait une censure en particulier pour atteindre juges du Manitoba et de Colombie-Anglaise—8012 considère présente discussion censure suffisante—8012.

M. Taylor—Retire amendement—8012; présentera de nouveau si mêmes plaintes se renouvellent—8012.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—8012.

Sanctionné—8222.

LOI DES LIQUIDATIONS (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 147) tendant à modifier la loi des liquidations—5951 ; quand compagnie est mise en liquidation elle compte souvent tant d'actionnaires, directeurs, créanciers que signification de procédures serait trop coûteuse, pourront être signifiées à un représentant de chaque catégorie nommé par tribunal—5951 ; exemple—5952; système suivi dans Ontario—5952.

1re lecture—5952.

2e lecture—7212.

2e lecture—7212.

Article 1, texte—7212.

Hon. Aylesworth—Pour épargner dépense d'assignations et de représentations multiples—7212 ; exemple York County Loan & Savings Company—7212.

M. R. L. Borden—Loi anglaise—7213 ; excellente disposition—7213.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7213.

Sanctionné—8222.

LOI DE LA MARINE MARCHANDE (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 108) tendant à modifier la loi de la marine marchande—4348.

1re lecture—4348.

2e lecture—4805.

En comité—4805.

Hon. Aylesworth—Pour modifier la loi et rendre matelots passibles de punition s'ils commettent faute sur un vaisseau, canadien au moment de l'infraction, quelle qu'ait été la nationalité du vaisseau lors de l'engagement—4806.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—4806.

Sanctionné—6742.

LOI DE LA MARINE MARCHANDE (AMENDEMENT).

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 175) pour modifier loi de la marine marchande—7910 ; pour réparer oubli dans Statuts Refondus—7910 ; omission dans loi relative à l'inspection des bateaux à vapeur—7910.

1re lecture—7910.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA MARINE MARCHANDE (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Fielding—Propose 2e lecture—7910.

M. Bergeron—S'oppose—7911 ; trop de ces erreurs—7911 ; manque d'attention de la part des codificateurs—7911.

Hon. Aylesworth—Trois erreurs seulement—7911.

M. Bergeron—Dans révision de 1886 aucune erreur—7911.

M. R. L. Borden—Tous les commissaires pas également capables—7911 ; quelques-uns ont dû être mal choisis—7911.

M. A. Lavergne—Si les statuts anglais renferment tant d'erreurs, il n'y avait pas besoin de tant se presser pour les publier avant version française—7912.

M. Bergeron—Espère que toutes ces corrections seront faites dans traduction française—7912.

2e lecture, en comité, rapporté, lu 3e fois, adopté—7912.

Sanctionné—8222.

LOI DU MINISTERE DES MINES.

Hon. Templeman—Dépose bill (n° 139) portant organisation d'un département des mines—5420; créer un département administré par membre du gouvernement désigné par exécutif—5421; pour réunir branche des mines et commission géologique actuellement dépendant du ministère de l'Intérieur—5421 ; le nouveau ministère s'occupera de toutes les questions minières du Canada sur lesquelles le parlement a juridiction—5421.

1re lecture—5421.

2e lecture—7387.

En comité général—7387.

Hon. Templeman—Pour créer département des mines administré par un ministre des Mines, conseiller privé auxquel ces fonctions seront assignées par décret en conseil—7387 ; deux divisions : géologique et minière et administrative—7388; directeur division des mines, M. Haanel—7388; aussi division administrative créée—7388; proposera amendement pour conserver à division géologique nom de commission géologique—7388.

M. Perley—Les traditions de la commission géologique—7389.

M. Armstrong—Ne comprend pas nécessité de section des mines—7389; peut rentrer dans études géologiques—7389.

Hon. Templeman—Pas de ministre de plus—7390; ministère des Mines sera attribué à un ministre comme ministère du Travail est attribué à ministre des Postes—7390.

Hon. Foster—C'est un dédale, on ne saura plus à quel ministre on parle—7390.

Hon. Fisher—Attributions distinctes de la section des mines—7391.

Hon. Templeman—Besogne à faire par section des mines—7392; expériences de M. Haanel—7393.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU MINISTERE DES MINES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Le texte de la loi permet absolument de créer et de nommer un nouveau ministère—7394; demande qu'on emploie langage analogue à celui qui a servi pour création ministère des Affaires indiennes—7394.

M. D. Ross—Ne veut pas d'un directeur, mais d'un ministre réel des Mines—7393.

Hon. Templeman—Pour le moment, personnel actuel suffira—7395; pas d'augmentation de dépense—7395 M. Low sera député-ministre—7395; un géologue deviendra directeur commission géologique—7396; le sous-ministre sera le supérieur du directeur de la section des mines—7396.

M. Armstrong—Recommande docteur Bell—7396; on aurait tort de croire le docteur Bell conservateur, il est libéral—7396.

Hon. Templeman—Nouvelles fonctions de M. Low—7398.

M. Barr—Frictions avec docteur Bell—7398.

M. Lancaster—Dans l'enquête du Niagara, M. Low a paru manquer de zèle pour défendre intérêts du pays—7398 ; veut enlever à M. Bell la gloire du rapport Spencer—7398.

Hon. Foster—On va de cette façon faire de M. Low un administrateur—7399 ; l'enlever à la géologie qui est sa carrière—7399 ; nous créons un département d'apparat pour des services qui fonctionnaient parfaitement sans cela—7400 ; création inutile—7400.

M. D. Ross—Il y a des ministères d'agricultures dans toutes les provinces, cependant celui d'Ottawa a rendu d'énormes services—7401.

Discusion reprise—7412.

Hon. Foster—Propose renvoyer projet à prochaine session—7412.

Hon. Templeman—Aucune raison—7412 ; projet préparé de longue main—7412.

En comité général—7413.

Article 1—7413.

Hon. Templeman—Carrière de M. Haanel—7414.

M. Armstrong—Lit conclusions Haanel sur électro-métallurgie—7414 ; résultats négatifs—7414.

M. Boyce—Commisison géologique fonctionne bien actuellement—7415 ; inutile bouleverser ce qui va bien—7416 ; un ministère est généralement géré d'après esprit de parti—7416.

Hon. Templeman—Simple question de nom—7416 ; l'ancienne commission géologique subsiste telle quelle—7416.

Article 3—Constitution du département—7417.

M. Lennox—Grâce à la formule adoptée on peut voir surgir tout à coup un nouveau ministre de la couronne—7417 ; peut-être M. Belcourt—7417.

Réservé—7417.

Article 11—Transmission des services—7418.

M. Lennox—Nécessaire de statuer que toutes les questions intéressant les mines sont attribuées au nouveau département—7418.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU MINISTERE DES MINES—*Suite.*

M. Sproule—Demande si on supprime un des ministères existants—7418 ; alors on augmente le nombre des ministres—7418.

Hon. Fielding—On ajoute un département à ceux qui existent déjà—7418; mais pas un ministre—7418.

M. Sproule—Dans le cas du ministère du Travail, il a été entendu que ce département relèverait du ministère des Postes—7420.

Hon. Lemieux—Erreur—7420 ; lit texte article constitutif—7420 ; ministère des Postes pas mentionné—7420.

Article 5—(deux divisions)—7424.

Hon. Templeman—Propose, dans projet primitif de remplacer " division des études géologiques " par " commission géologique —7424.

Adopté—7424.

Article 5—(fonctions de la section des mines)—7424.

Hon. Foster—Demande de quel droit on pourrait envoyer des ingénieurs sur le terrain exploité par un particulier pour savoir ce qui s'y fait ou s'y trouve—7425.

M. W. F. Maclean—Considère que les ingénieurs géologiques devraient avoir la latitude de faire toutes les recherches possibles—7427; l'intérêt du public est d'être renseigné—7428.

Hon. Templeman—Très peu de concessionnaires de mines se refuseraient à admettre la visite des ingénieurs des mines—7428 ; exemple prof. Brock à Rossland—7428.

Article 7—(fonctions de la commission géologique)—7428.

M. Armstrong—Demande qu'on fasse mention spéciale des puits à gaz et à huile parmi ceux dont la commission géologique devra s'occuper—7428.

Article 11—(adjoints provisoires)—7429.

Hon. Templeman—Explique objet de l'article—7429 ; cas du professeur Brock—7429.

M. D. Ross—Cas du professeur Ingall—7430.

Article 15—(directeurs adjoints)—7431.

Hon. Foster—Malgré promesse pas d'augmentation, $15,000 figurent au budget supplémentaire—7631.

Hon. Templeman—Expériences pour tourbières—7431 ; organisation—7431.

M. Conmee—Demande que l'on vote crédits suffisants pour créer quelque chose qui rende des services—7432.

Article 16—Restrictions imposées aux employés—7432.

M. Boyce—Veut clause défendant aux employés de s'accaparer des terres directement ou indirectement—7432 ; comme agents ou comme compagnie—7432.

Adopté—7432.

Discussion remise—7432.

Discussion reprise—7435

Hon. Templeman—Propose amendement à article 3 pour satisfaire M. Sproule—7458; propose que le ministre des mines " sera le chef d'un des départements actuels du gouvernement du Canada "—7458.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU MINISTERE DES MINES—*Suite.*

Adopté—7458.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7458.

Hon. Fielding—Propose amendements du Sénat—8062 ; amendements nouveaux—8062; changements à la référence, pas au bill—8062.
Adopté—8062.
Sanctionné—8222.

LOI MINIERE DU YUKON (AMENDEMENT).

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 135) pour modifier loi minière du Yukon—5180 ; pour réparer erreurs provenant d'application retardée de la loi nouvelle—5180 ; pour donner autorité de modifier règlements relatifs à exploitation de l'or de rivières par dragueurs—5180.
1re lecture—5180.
2e lecture—5874.
En comité—5874.
Article 1er (dragage)—5874.

Hon. Oliver—Ancienne loi permettait établir règlements de dragage pour permis existant—5875 ; il s'agit d'autoriser préparation de règlements pour concéder nouveaux permis—5876; de permettre dragage par bail dans tout le lit de la rivière recouvert par l'eau à une époque quelconque de l'année—5876 ; disposition empêchant substitution de locataire de claim avant échéance pour ne pas payer loyer—5876 ; pour réparer difficultés provenant du fait que la loi n'est entrée en vigueur qu'en août au lieu de juillet—5876.

Hon. Haggart—Autrefois la partie entre le niveau des eaux basses et des eaux hautes était réservée aux mineurs de placer—5877.

Hon. Oliver—Exploitation par dragueurs plus profitable—5877.

Hon. Foster—On éloigne le mineur au profit des grandes compagnies—5878 ; les Guggenheims—5878 ; préférable voir l'exploitation aller plus lentement et conserver mineurs individuels—5878.

Hon. Oliver—Les simples mineurs ne tirent pas parti de cette lisière—5878; les propriétaires de dragueurs ne veulent pas engager leurs capitaux s'ils n'ont pas la jouissance de cette lisière—5878 ; est en faveur de l'exploitation individuelle—5878.

M. Thompson—Les Guggenheims possèdent des concessions minières qu'ils ont achetées—5879 ; n'ont pas voulu prendre de permis de dragage sous le régime existant—5880.

M. R. L. Borden—On impose des conditions sévères à un mineur de placer et on impose des conditions plus faciles à un concessionnaire de dragage—5882.

Hon. Oliver—Parce que le placer a une valeur réelle—5882 ; et que le dragage est un alea—5882.

M. Thompson—Expose la pratique du travail de placer et de dragage—5884.

Hon. Oliver—Propose amendement—5887.
Adopté—5887.
Bill rapporté—5888.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI MINIERE DU YUKON (AMENDEMENT) —*Suite.*

M. R. L. Borden—Demande amendement de la loi du Yukon de façon que tous les règlements adoptés dans l'année soient communiqués à la Chambre dans les quinze premiers jours de la session—5888.

Hon. Oliver—A préparé amendement—5888.
Bill lu 3e fois, adopté—5888.

Hon. Oliver—Propose 2e lecture amendement du Sénat—7757 ; exige affichage d'une semaine de l'avis d'abandon avant nouvel enregistrement—7757.

M. R. L. Borden—Mauvaise rédaction—7757; laisse subsister doutes—7758.
Réservé—7758.
Discussion reprise—7792.

Hon. Oliver—Propose amendement à amendement du Sénat—7792.
Adopté—7792.
Sanctionné—8222.

LOI DE NATURALISATION (AMENDEMENT).

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 22) modifiant la loi de naturalisation—832.
1re lecture—832.

Sir W. Laurier—Propose deuxième lecture—1130 ; la loi a pour objet de dispenser de l'obligation de résidence un citoyen déjà naturalisé dans une partie de l'empire et qui demande à être naturalisé au Canada—1130; n'aura qu'à souscrire aux formalités de la loi pour se trouver naturalisé au Canada—1131.

M. Stockton—Mouvement devrait être fait pour faire disparaître anomalie de la loi anglaise de naturalisation—1131 ; certificat de naturalisation devrait être valable dans tout l'empire—1131; question à discuter à prochaine conférence coloniale—1131.
2e lecture adoptée—1132.
En comité—1132.

Sir W. Laurier—Nous n'avons pas le droit de régler la question du droit de cité dans l'Empire—1132; nous devons nous en tenir au Canada—1132.

M. Stockton—La difficulté est que l'étranger n'est pas délivré de son allégéance s'il n'y a pas de traité particulier à cette fin—1133 ; il reprend sa qualité d'étranger en quittant la colonie—1134.

Sir W. Laurier—Expose loi de la Nouvelle-Zélande analogue au présent projet—1134.

M. Cockshutt—Résolution de l'assemblée des chambres de commerce de l'Empire, Montréal en 1903—1134; dans l'état actuel de la loi une personne peut être naturalisée au Canada et ne pas pouvoir être capable de devenir propriétaire de vaisseau anglais—1134.
Rapporté—1135.
Sanctionné—2390.

LOI DES PENSIONS DE LA MILICE (AMENDEMENT).

Sir Fred. Borden—Dépose bill (n° 144) pour modifier loi des pensions de la milice—5816.
1re lecture—5816.
2e lecture—5816.
En comité—5816.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES PENSIONS DE LA MILICE (AMENDEMENT)—*Suite.*

Sir Fred. Borden—Col Fiset paie sa contribution au fonds de pension militaire suivant son salaire actuel—5816 ; en se retirant recevra pension sur le pied de son salaire de député-ministre—5816.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5817.
Sanctionné—8221.

LOI DU PONT DE QUEBEC.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 169) autorisant prêt à compagnie pont de Québec—7447.
1re lecture—7448.

Hon. Fielding—Propose 2e lecture—8165.

M. L. Robitaille—Difficulté d'avoir des renseignements précis sur compagnie du Pont—8165 ; différentes compagnies—8165 ; évaluation du pont—8165 ; ressources de la compagnie—8166 ; administration des fonds—8167 ; malhonnêteté ou incompétence—8167 ; les inspecteurs des travaux ; le frère du président de la compagnie—8168 ; l'opération de la compagnie des terminus—8168 ; dette flottante plus élevée qu'on ne prétend—8168 ; spéculations de propriétés pour terminus—8168 ; impraticabilité du terminus projeté—8169 ; pont et gares coûteront 20 millions—8170; si le gouvernement a à cœur l'achèvement du pont, doit prendre possession du pont—8170 ; commission des chemins de fer et du Transcontinental autocratiques—8170 ; pas de pays plus arbitraire que le Canada parlementaire—8170 ; majorité libérale ou conservatrice pire que Tzar de Russie—8170 ; si ces paroles doivent entraîner sa mort politique, il périra joyeux—8172.

Hon. Fielding—Lit rapport de M. E. W. Johnson, ingénieur inspecteur—8172.

M. J. T. Schell—Demande pourquoi gouvernement n'a pas pris pont entièrement à sa charge—8175.

Hon. Fielding—Gouvernement désire formation d'une compagnie tête de ligne—8175; puis terminera le pont et le lui louera—8175; prendra pont quand projet mieux nourri—8175.

M. Morin—Economiserait argent en prenant pont maintenant—8176.

Hon. Foster—Projet présenté trop tard—8176; pas de délai d'examen—8177; compagnie de spéculation—8177; on nous demande de prêter sept millions de dollars à des gens qui n'ont mis que quelques milliers de dollars de capital—8177; garanties sur le papier—8177; donne en garantie une chose qui n'est pas construite, et que nous donnons de l'argent pour construire—8177; l'Etat bâtit le pont—8177; profits iront à des intermédiaires—8178; surveillance illusoire—8178.

M. Sproule—Insuffisance du rapport déposé—8180; demandes auxquelles il n'a pas été répondu—8181; l'entreprise la plus honteuse du Canada—8181.
Bill lu 2e fois—8181.
En comité général—8181.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU PONT DE QUEBEC—*Suite.*

Hon. Fielding—Le bill n'ajoute pas un sou aux obligations du Canada—8181; avec ou sans le bill, nos obligations sont les mêmes—8181 ; on parle d'inspection, la plus grosse dépense est celle d'un pont en acier qui se fabrique aux Etats-Unis—8182; seule chose à surveiller est si le poids de l'acier fourni et compté est exact—8182; surveillance pour tout le reste par M. Schreiber, ingénieur de 37 ans de service, au-desssus de tout soupçon—8184 ; compagnie n'a pas émis une seule obligation—8184; ne touchera pas un sou des obligations émises—8184; tout sera versé au Trésor—8184; déboursés actuels $5,422,-238—8186; restera sur les obligations $1,-255,000 pour continuer travaux un an, jusqu'à nouveaux arrangements—8186; le ministre ne peut pas se renseigner autrement que par les rapports de ses ingénieurs—8188.

M. Robitaille—Comment peut-on expliquer le déficit de $779,000, si l'argent a été dépensé convenablement—8189; ne se plaint pas du passé comme il redoute l'avenir—8190; craint que la compagnie du pont n'emploie l'argent à acheter la "Quebec Terminal Company"—8190 ; rumeurs à Québec—8190.

M. Power—Regrette insultes d'un jeune homme à citoyens honorables de Québec comme hon. Parent, M. R. Ouellette, hon. Ed. Garneau—8191; il n'y a plus aujourd'hui de compagnie du "Quebec Terminal"—8191.

Article 1er—8191.

Hon. Foster—Intérêt 3 p.c. perte pour Trésor—8192.

Hon. Fielding—Même intérêt que pour commission Montréal—8192.

Article 3—8192.

Hon. Foster—Insiste sur surveillance—8194.

Hon. Fielding—Disposé à envoyer auditeur sur les lieux—8194.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—8194.
Sanctionné—8222.

LOI DES POSTES (AMENDEMENT).

Hon. Lemieux—Dépose bill (n° 113) pour modifier la loi de l'administration des postes—4759 ; pour corriger erreur d'impression—4759 ; création d'un bureau de rebut à Calgary—4759 ; transport du service des lettres perdues du surintendant aux inspecteurs—4760 ; transport gratuit des fonctionnaires des postes en service, sur lignes de chemins de fer subventionnées—4760.
1re lecture—4760.
2e lecture—7213.
En comité général—7213.

Article 1—(abrogation paragraphe d, article 26)—7213.

Hon. Lemieux—Donnant aux inspecteurs responsabilité sur correspondance en retard ou mal expédiée—7213.

Article 2—(modifiant article 30)—7213.

Hon. Lemieux—Pour mettre C.-A. sur le même pied que les autres provinces quant à la nomination des chefs de service convoyeurs—7214.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES POSTES (AMENDEMENT)—*Suite.*

Article 4—(nouveaux bureaux de poste)—7214.

Hon. Lemieux—Demande à ajouter Edmonton aux bureaux ayant service de rebuts—7214 ; état du bureau d'Edmonton—7214.

Article 5—(transport gratuit des agents des postes)—7214.

Hon. Lemieux—Gratuité d'après la loi limitée à agents convoyeurs—7215 ; aux E.-U. tous les agents des postes jouissent gratuité—7215 ; a conféré avec compagnies de chemins de fer qui acceptent—7215; propose que " agent " dans le texte soit remplacé par " fonctionnaire "—7215.

Préambule—7215.

M. R. L. Borden—Demande augmentation salaires des maîtres de poste—7215 ; pourrait être compensée par emploi plus judicieux des fonds publics—7215.

M. E. M. Macdonell—Vaudrait mieux consacrer excédent des postes à augmentation du service—7215.

Hon. Foster—Augmentation du service ne doit pas se faire au détriment des salaires des maîtres de poste—7216.

M. Bennett—Cas de salaires insuffisants dans comté de Simcoe—7216 ; minimum devrait être porté de $25 à $50—7216.

M. Henderson—Dans certains comtés les voisins du bureau de poste sont obligés de souscrire pour parfaire salaire raisonnable à maître de poste—7217.

M. Blain—Signale réponse ministre des Postes à délégation, 1906—7217 ; félicitée d'avoir amené M. Zimmerman—7217.

Hon. R. Lemieux—Pas délégation de maîtres de poste—7218; délégation du service extérieur—7218; ne pas oublier que sur 13,000 bureaux dans le pays, 5,000 au moins ne donnent pas un revenu compensant salaire maître de poste—7218.

M. Armstrong—Injustice du rapport sur poste rurale aux E.-U.—7218.

Hon. Lemieux—Cause de déficit considérable—7219; en tous cas le premier pas est d'augmenter le nombre de villes ayant distribution par facteurs—7220.

M. Armstrong—Peu important d'avoir un déficit pendant quelques années—7220.

M. Turgeon—Démission maître de poste Petit Caraquet pour insuffisance traitement—7220.

M. S. J. Jackson—Bureaux dans l'ouest fermés parce que personne ne veut les tenir pour rémunération offerte—7220; difficultés du pays—7220; Galiciens croient avoir le droit de coucher dans bureaux de poste s'ils n'ont pas d'autre endroit où aller—7220.

M. R. L. Borden—Démission d'un maître de poste pour insuffisance de salaire—7221.

M. Cockshutt—Les deux partis en faveur augmentation—7222 ; inutile d'attendre—7222; minimum devrait être mis à $50—7222.

M. Taylor—Absence du maître de poste de Frankville—7222.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES POSTES (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. L. Lavergne—Obligations des maîtres de poste—7222; injustice des réductions—7222; faut $50—7222.

M. Marshall—A Groves-End, bureau de poste ne se maintient que par souscriptions voisinage—7223; demande sollicitude pour Elgin-est—7222; bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7223.

Amendement du Sénat—8060.

Hon. Lemieux—Propose deuxième lecture amendements—8060; permettant au ministre de décider par règlement création de bureau de lettre de rebut—8061; au lieu d'être obligé de désigner nommément comme autrefois—8062.

Adopté—8062.

Sanctionnée—8222.

LOI DES PRIMES AU FER ET A L'ACIER.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 173) concernant les primes au fer et à l'acier produits au Canada—7726.

1re, 2e lecture—7726.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—7726.

Sanctionné—8222.

LOI DES PRIMES A LA FICELLE D'ENGERBAGE.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 174) relatif aux primes à la ficelle d'engerbage—7728

1re, 2e lectures, comité général rapporté, 3e lecture, adopté—7728.

Hon. Fielding—Propose adoption amendement du Sénat—8213 ; amendement de mot, "½ ct par livre" au lieu de "½ de 1 p.c. par livre "—8213.

Adopté—8213.

Sanctionné—8222.

LOI DES PRIMES AU PETROLE.

Hon. Templeman—Dépose bill (n° 97) tendant à modifier la loi des primes à l'industrie du pétrole—2816.

1re lecture—2816.

Hon. Templeman—Propose 2e lecture—4017; objet du bill permettre paiement prime non seulement à producteur pétrole mais aussi à personne intéressée, déterminée par règlement gouverneur en conseil—4017 ; conditions de l'exploitation—4018 ; arrangements entre propriétaires et locataire, participation à la production—4017, autrefois jouissaient tous deux de la plus-value provenant du droit placé sur article importé—4017 ; maintenant remplacé par prime, producteur prétend au terme de la loi accaparer toute prime—4018 ; objet du bill : faire participer à prime le locateur ou propriétaire—4018.

2e lecture—4018

En comité—4018.

Article 1—Règlement—4018.

M. Sproule—Demande règlement général—4018; pas de faveur—4018.

M. Clarke—Il faut règlements spéciaux, chaque cas jugé à sa propre valeur—4018; certains propriétaires ont cédé leurs droits—4018.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES PRIMES AU PETROLE—*Suite.*

Hon. Foster—Grave de laisser au ministre et aux influences de décider chaque cas—4019; primes sur pêche, primes sur plomb décidées d'après règlements généraux—4019.

M. Armstrong—Dans le district des pétroles, cultivateurs obtiennent toujours justice—4019; projet répond à besoins—4019.

M. Calvert—Expose situation—4020; depuis vote de prime, prix pétrole a baissé de $1.75 à $1.25—4020; depuis vote de primes les nouvellesconventions tiennent compte de celles-ci—4020; loi vise quelques cas seulement pour contrats passés avant vote de loi—4020.

Hon. Foster—Alors suffit dire que gouverneur en conseil aura droit de décider qui touchera prime en cas de contrat fait avant loi—4020; pas besoin règlements généraux—4021.

Hon. Fielding—Aucune idée d'appliquer le bill à autres cas que ceux-ci—4021.

M. R. L. Borden—Suffit de trois lignes—4021; dire que prime reçue sur le pétrole donné au cultivateur pour loyer, ira au cultivateur à moins de stipulations contraires—4021.

M. Clements—Amendement à la loi proposé en novembre dernier—4022.

M. Gunn—Demande que bill ait effet rétroactif—4022; pour prime pas payée sur huitième baril—4022.

M. R. L. Borden—On pourrait faire une loi déclaratoire, indiquant les intentions de la première—4023.

M. Clarke—A conseillé aux cultivateurs de poursuivre les compagnies pour prime reçue sur huitième baril dont ils étaient agents pour le propriétaire de la mine 4024; le producteur de l'huile est aussi bien celui qui possède le terrain qui la contient que celui qui la pompe—4024.

Hon. Templeman—A des doutes au sujet de rétroactivité, veut consulter—4024.

M. R. L. Borden—Aucun doute que le bill d'après son texte n'a pas d'effet rétroactif—4025; bill n'apporte aucun remède à ceux qui ont perdu la prime—4025; règlements pour lesquels pouvoir est demandé ne s'appliqueront qu'à l'avenir—4025.

M. Sproule—On sait quel usage gouvernement a fait au Nord-Ouest du pouvoir d'édicter des règlements—4026; il faut des lois générales—4026.

Hon. Templeman—Bill vient du Sénat—4026; verra s'il peut être amélioré—4026.

En comité—4806.

M. A. Lavergne—Demande si bill imprimé en français—4806.

Hon. Brodeur—Objection devrait être soulevée à 2e lecture—4806; une fois 2e lecture passée bill est censé imprimé en français—4807.

Hon. Templeman — Propose rayer mots "spécial ou général"—4807.

Adopté—4807.

Bill rapporté—4807.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES PRIMES AU PETROLE—*Suite.*

Hon. Foster—Demande codification des lois faites par voie de décrets de l'exécutif—4807.

Sir W. Laurier—Cela viendra—4807.

3e lecture, adopté—4807.

Sanctionné—5348.

LOI RELATIVE AU PROLONGEMENT DE L'I.C.R. (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose projet de loi (n° 50) pour modifier la loi ratifiant l'arrangement entre gouvernement et G.-T.-P. pour prolongement de l'I.C.R. jusqu'à Montréal—1159; pour modifier erreur dans l'annexe à l'acte—1159; erreur capitale découverte au cours de l'arbitrage avec G.-T.-R.—1159; bill a pour objet réparer erreur—1159.

1re lecture—1159.

En comité—2558.

Hon. Aylesworth—Signale les erreurs de copie entre convention originale et copie annexée au bill imprimé qui nécessitent la loi—2558; erreur a été constatée au cours de l'arbitrage entre G.-T.-R. et gouvernement—2558.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2559.

LOI DES PROVINCES D'ALBERTA ET SASKATCHEWAN.

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 146) pour modifier les conditions d'exécution des lois d'Alberta et Saskatchewan—5951.

1re lecture—5951.

Deuxième lecture—7650.

En comité—7650.

Discussion remise—7651.

Discussion reprise—7791.

Hon. Aylesworth—Inutile insérer dispositions spéciales quant à l'instruction des élections contestées—7791; loi actuelle suffisante—7792.

Bill rapporté, 3e lecture, adopté—7792.

Sanctionné—8222.

LOI DE RATIFICATION.

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 102) approuvant convention entre gouvernement fédéral et gouvernement C.-A., pour la limite ouest de la zone des chemins de fer 4105; matière de forme—4105; convention détermine limite réelle des terres de la compagnie du C.P.R.—4105.

Deuxième lecture—4805.

En comité—4805.

Hon. Oliver—Gouvernement ne perd et ne gagne rien—4805; simple ratification de convention passée—4805.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—4805.

Sanctionné—5348.

LOI DE LA REPRESENTATION DE L'ALBERTA ET DE LA SASKATCHEWAN.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 56) relatif à la répartition de la représentation dans l'Alberta et dans la Saskatchewan et modifiant loi concernant la représentation—1159; aux termes de la loi constituant les provinces, représentation doit être rajustée après recensement quinquennal—1159; population Saskatchewan, 257,763; population Alberta, 184,349; Saskatchewan a droit à 10 représentants et Alberta 7—

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA REPRESENTATION DE L'ALBERTA ET DE LA SASKATCHEWAN—*Suite.*

1159; annexes en blanc et lors de 2e lecture, comité de cinq membres sera proposé pour préparer annexes—1159.

1re lecture du bill—1159.

Sir W. Laurier—Propose 2e lecture, adopté—1664; propose renvoi à comité composé de MM. Turriff, McCarthy, McCraney, McIntyre, Lake—1664.

Adopté—1664.

Sir W. Laurier—Propose examen en comité général des conclusions du comité spécial—5841; comité d'examen unanime—5841; grand exemple—5841; demande que rapport soit adjoint au bill—5841.

M. Lake—Pas autant d'importance à attacher à unanimité—5841; inégalités subsistent—5841; conservateurs ont consenti parce que ne pouvaient pas faire autrement—5841; n'ont pas jugé à propos rouvrir débats devant Chambre—5842; admet qu'il s'est fait des concessions de part et d'autre—5842; principe admis que diverses portions d'une circonscription devaient être reliées par voie ferrée—5842; questions de détail—5842 ; en tout cas, grande amélioration sur règlement 1905—5842; justice et courtoisie dans délibérations—5842.

M. J. G. Turriff—Délibérations du comité—5843; aucun parti n'a recherché avantage indu—5843; avantage politique impossible en raison aspect variable des divisions—5843.

En comité général—5844.

Reprise en comité—6953.

M. Turriff—Comité spécial s'est réuni de nouveau et a corrigé erreurs à satisfaction générale—6954.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6954.

Sanctionné—5347.

LOI DE LA VERSION FRANÇAISE DES STATUTS REVISES.

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 19) concernant la version française des statuts revisés de 1906—977.

1re lecture—977.

2e lecture—1551.

En comité—1551.

Hon. Aylesworth—Propose substituer date 31 janvier au 1er janvier pour mise en vigueur à cause du retard—1552.

Article 10—Nomination de traducteurs—1552.

Hon. Aylesworth—Propose nouvel article en substitut à celui amendé par le Sénat—1553; pour la première fois il va être établi un exemplaire original authentique de nos lois en français—1553; un texte officiel auquel on pourra se reporter en cas de divergence d'interprétation absolument comme on se reporte au texte anglais—1554; fait étrange, certains députés de langue française y voient une atteinte aux droits de cette langue—1554.

M. R. L. Borden—Objection soulevée au Sénat est que, tant que la version française ne sera pas publiée, les Canadiens de langue française ne pourront pas prendre connaissance de la loi—1556; et cependant, elle leur sera appliquée—1556.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA VERSION FRANÇAISE DES STATUTS REVISES—*Suite.*

Hon. Aylesworth—La question est de savoir si l'intérêt général n'est pas d'avoir en vigueur la nouvelle codification le plus tôt possible—1550 ; la version française n'est pas imprimée—1558.

M. Sproule—Pour la première fois nous allons avoir deux textes de loi authentiques—1560; en cas de conflit, il n'y aura pas de loi—1560; l'ancienne coutume devrait être observée—1560; l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et la langue française, article 133—1560; la présente loi va plus loin que la constitution—1560.

M. Bourassa—Appréhensions exagérées—1561; les deux rôles de Statuts Refondus revisés forment partie des archives de la Chambre—1562; les deux textes de toute loi passée par le parlement ont même valeur—1562; la difficulté que redoute M. Sproule de conflit et de faillite de la loi ne s'est jamais présentée—1562; sir John Macdonald a reconnu que les deux langues étaient sur un pied d'égalité parfaite—1563; n'admet pas que ministre prétende faire une innovation et créer deux versions officielles—1563; ces deux versions officielles existent et leur authenticité existe de par la loi—1563; s'oppose au titre du bill—1564; l'authenticité de la version française existe de par la constitution, pas besoin de loi—1564; c'est une obligation consacrée—1564; propose amendements à article 10—1564; gouvernement a négligé d'avoir les deux textes prêts en même temps—1565; les avocats anglais peuvent aussi bien attendre que les avocats français—1565; injuste de priver les avocats français d'avantages dont jouiront les avocats anglais—1566; disposition devrait être insérée que les deux textes viendront en vigueur simultanément quand tous deux seront prêts—1566; la traduction qui n'était qu'une révision aurait pû marcher de pair avec préparation—1566 ; l'impression eût pû facilement se faire au dehors—1566.

M. A. Lavergne—Nous créons un précédent dangereux—1566 ; c'est admettre que la disposition de la constitution prescrivant un texte anglais et un texte français n'est pas impérative—1566; faute commise en 1886—1566; pense que M. Sproule veut abolir complètement texte officiel français—1567; danger de laisser la Chambre décider s'il doit y avoir ou non un texte officiel français—1567; dans vingt ans, majorité peut changer—1568; parlement n'a pas le droit de promulguer une version sans l'autre—1568.

Hon. Brodeur—Vaut mieux laisser le temps d'avoir une version française irréprochable—1568; beaucoup d'erreurs dans version de 1886—1568.

M. Bourassa—Préparation des deux versions aurait dû se faire concurramment—1568; impression prendra un an—1568.

M. A. Lavergne—En laissant les choses telles qu'elles sont, on ne cause de tort à personne—1569.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA VERSION FRANÇAISE DES STATUTS REVISES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Si le rôle a été déposé en anglais seulement il ne répond pas à la loi de 1903 qui a institué la révision—1571; le rôle est sans valeur—1571; le rôle déposé doit être dans les deux langues—1572.

M. Bourassa—Il n'y a qu'un seul rôle en deux langues—1572.

M. Maclean—Le terme version française et version anglaise est une absurdité puisque ce sont deux choses distinctes—1573; c'est une métaphore—1573; l'objection quant à la non-impression du rôle en français aurait dû être soulevée avant de mettre le bill en discussion—1574.

M. Bourassa—En Suisse et en Belgique où l'on agit honnêtement et sans arrière-pensée la pluralité des langues ne dérange rien et est partout respectée—1574.

M. Monk—Pour éviter toute difficulté il vaudrait mieux attendre traduction française pour promulguer la loi—1574; il nous est défendu de passer une loi comme celle-ci qui est tourner la constitution—1575.

Sir W. Laurier—Temps précieux perdu—1575; si la loi est irrégulière, elle sera abolie—1575; on pourra toujours marcher avec les anciens statuts—1575; il s'agit d'une accomodation et non d'un changement—1575; les Canadiens n'ont qu'à attendre un peu—1576 à quoi bon par égoïsme priver les Canadiens anglais des avantages d'un travail qui est tout fait—1576.

M. Monk—Précédent dangereux de promulguer une loi dans une seule langue—1576 il est facile d'éviter de faire proclamer l'illégitimité d'un tel acte—1576.

M. A. Lavergne—Il s'agit de décider s'il y a une race supérieure et une race inférieure—1577.

Sir W. Laurier—La codification ne comporte pas de création, elle n'a d'autre objet que le groupement des lois existantes—1578; nous discutons sur subtilités—1579.

M. Bourassa—La loi de 1903 déclare que nous abrogeons les anciens statuts et s'il y a une différence entre les anciens et les nouveaux, les avocats français n'en auront pas connaissance dans leur langue—1580.

Hon. Aylesworth—Jamais eu d'arrière-pensée—1580; la traduction ne fait rien à la validité de la loi—1581; on cherche simplement à semer la discorde—1581 ; les avocats français n'ont aucun avantage à retirer du fait qu'ils privent leurs confrères anglais de l'usage de la version nouvelle—1582.

M. A. Lavergne—Le gouvernement outrepasse ses pouvoirs en faisant promulguer la loi dans une langue seulement—1583.

Hon. Brodeur—Le pays ne serait que plus heureux si on faisait moins de ces appels aux préjugés—1583; statuts de 1886 jamais déposés en français, traduits dans la routine ordinaire et jamais contestés—1583; cette année on fait plus, on déclare la traduction française authentique quand

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DE LA VERSION FRANÇAISE DES STATUTS REVISES—*Suite.*

Hon. Brodeur—*Suite.*

elle sera terminée—1584; les lois ne sont après chaque session imprimées en français qu'au bout de six mois et jamais on n'y a vu de violation des droits de Québec—1583; souvent des lois importantes ne sont pas publiées à la " Gazette Officielle ", personne ne se plaint—1584 ; quand on veut faire respecter la constitution, on est taxé de soulèvement de préjugés de race—1585; admet que la réclamation n'a pas grande importance au point de vue du public en général—1586; c'est une question de principe—1586.

M. Monk—Accusé par M. Brodeur à Nicolet d'être un Anglais—1586; inadmissible d'après constitution qu'on puisse promulguer une loi indifféremment dans une langue ou dans une autre—1587.

Hon. Brodeur—N'a pas reproché à M. Monk d'être Anglais mais ses amis dans Nicolet ont reproché à M. Devlin d'être Irlandais —1589.

M. Devlin—La campagne conservatrice dans Nicolet était uniquement basée sur question de race—1590; les Canadiens de Nicolet ne l'ont pas élu comme Irlandais, mais comme compatriote—1590; M. Maréchal a expressément déclaré que les conservateurs ne voulaient pas d'un Irlandais pour représenter le comté de Nicolet—1591.

M. Monk—Circulaire Marchildon—1591.

M. R. L. Borden—Demande s'il sera préparé un index—1592.

Hon. Aylesworth—C'est l'intention du gouvernement—1563.

Bill rapporté—1593.

Hon. Aylesworth—Propose 3e lecture—1593.

M. Bourassa—Propose en amendement que les statuts refondus soient mis en vigueur quand les deux versions seront prêtes—1593; texte du statut de 1903 rendu applicable à ce cas—1594.

Hon. Aylesworth—Embarras pouvant résulter si la date de promulgation des statuts refondus n'est pas fixée dès maintenant—1594; inconvénients qui pourraient surgir dans les renvois figurant aux bills passés à la présente session et se rapportant aux statuts existant—1594; ennuis inutiles —1594.

Amendement Bourassa mis aux voix—1595.

Rejeté par 31 pour, 85 contre—1596.

Bill lu troisième fois, adopté—1593.

Sanctionné—2390.

LOI DES STATUTS REVISES (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 148) modifiant l'annexe A des statuts refondus de 1906—6058; explique objet du bill pour rétablir quant aux provinces d'Alberta et de Saskatchewan certaines dispositions des statuts relatives à la propriété et aux droits de la population qui ont été révoquées et non réinstallées quant à ces provinces—6059; pour décrêter que les statuts sont en vigueur quant à ces provinces depuis 31 janvier—6059.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DES STATUTS RÉVISES (AMENDEMENT)—*Suite.*

1re et 2e lecture—6059.
En comité—6060.

M. R. L. Borden—Voudrait inclure dans projet de loi une disposition relative aux contestations en annulation d'élection—6060; les contestations dans les nouvelles provinces—6061.

Hon. Aylesworth—Une loi spéciale est présentée pour permettre aux cours des territoires d'entendre les causes se rapportant aux élections fédérales dont on demande l'annulation—6060.

M. R. L. Borden—Oubli regrettable commis en 1905—6061.

Hon. Aylesworth—Les législatures des provinces ont seules le droit de s'occuper de ces matières—6062; une province une fois établie, sa constitution ne peut être ni changée, ni modifiée par parlement—6062.
Reprise en comité général—6954.

M. Maclean—Proteste contre modifications sous prétexte de refonte—6952; en particulier à propos loi des chemins de fer—6954; lit mémoire avocat de Toronto—6954; modifications exonérant les compagnies—6956.

M. Lennox—Signale changements dépassant limites de simple refonte—6956; étudiera d'ici à prochaine session—6957.

Hon. Aylesworth—Articles ne se suivent pas dans le même ordre mais tout est contenu—6957; étudiera document Maclean—6957.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6957.
Sanctionné—8222.

LOI DES SUBVENTIONS DE CHEMINS DE FER.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 178) pour autoriser concession de subventions pour aide aux chemins de fer—8028.
1re, 2e lecture, en comité, rapp. 3e lecture, adopté—8028.
Sanctionné—8222.

LOI DU TERMINUS DE WINNIPEG.

Hon. Emmerson—Dépose projet de loi (n° 128) relatif au terminus à Winnipeg de "Canadian Northern" et de Grand-Tronc-Pacifique—5086; arrangement conclu figure dans bill—5086; protège droits du gouvernement section de l'est—5086.
1re lecture—5086.
2e lecture—5681.

Hon. Emmerson—Confirme arrangements entre C.N.R. et G.-T.-P. pour utiliser en commun certains terrains à Winnipeg pour terminus—5681; terrains bornés par rues Main, Water et rivières Assiniboine et Rouge—5681; nature de l'arrangement financier—5681; nouvelles constructions conformément au plan—5682; distribution des pouvoirs entre "Canadian Northern", Grand-Tronc-Pacifique et gouvernement—5682; conseil des terminus—5682; évaluation du terrain $2,625,000, sur laquelle somme sera versé intérêt à 4 pour 100, payé moitié par C.N.R. et moitié par G.-T.-P. et gouvernement—5682; intérêt à payer sur constructions subséquentes, 4½ pour 100—5683; exposé de la répartition

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU TERMINUS DE WINNIPEG—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

des paiements entre compagnies et gouvernement—5684; nécessité de recourir à évaluation permanente—5684.
2e lecture—5684.
En comité—5684.

Hon. Haggart—La loi autorise en somme le gouvernement à faire à l'égard d'une propriété louée ce qu'il lui serait permis de faire pour propriété lui appartenant—5684.

Hon. Emmerson—Tant que le bail de la partie de l'est est en vigueur avec G.-T.-P. le gouvernement ne paie rien pour usage de la gare—5686.

M. R. L. Borden—Conditions dans lesquelles le gouvernement pourrait avoir à exploiter division de l'ouest—5686.

M. Barker—Pourquoi faire une nouvelle répartition quand gouvernement exploitera section de l'est ?—5688; jusque-là il paiera seulement un quart—5688; ensuite il aura à payer un tiers—5688.

Hon. Emmerson—Il y aura alors trois compagnies distinctes—5690; il y aura différence de jouissance pour le gouvernement—5690.

Hon. Haggart—Le changement de relation forcera le gouvernement à payer $35,000 par année au lieu de $25,000—5690.

M. W. J. Roche—Demande si cet arrangement affecte contrat entre ville de Winnipeg et "Canadian Northern" au sujet emplacement Broadway—5692.
Bill rapporté—5694.

Hon. Fielding—Propose 3e lecture—5840.

Hon. Foster—Demande remise pour permettre M. Haggart consulter plans—5840.
Remise—5840.

Hon. Fielding—Propose 3e lecture—6445 ; MM. Haggart et Roche satisfaits—6446.
Bill lu 3e fois, adopté—6446.
Sanctionné—8221.

LOI DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose projet de loi (n° 76) relative aux Territoires du Nord-Ouest—1881; pour donner au commissaire du Nord-Ouest certains pouvoirs attachés autrefois à la position de lieutenant-gouverneur et pas clairement transmis au commissaire—1852.
1re lecture—1852.
2e lecture—2559.
En comité—2559.

Hon. Aylesworth—Certains pouvoirs dont jouissaient les lieut.-gouv. des Territoires en vertu d'ordonnance du N.-O. n'ont pas été transmis au commissaire maintenant nommé par gouvernement fédéral, gouverneur des territoires—2560 ; ces pouvoirs sont nécessaires à l'administration des Territoires—2560; énumération des pouvoirs—2560.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2560.
Sanctionné—5347.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI CONCERNANT LE TRAITE AVEC LE JAPON.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 23) concernant certain traité entre le Canada et le Japon—832.

1re lecture—832.

Sir W. Laurier—Propose 2e lecture—1596; bill du Sénat—1596; application au Canada de traité entre Grande-Bretagne et Japon conclu en 1894, modifié l'année suivante—1596; cabinet précédent refusa d'y accéder—1596; gouvernement fédéral actuel maintint cette décision—1596; après exposition de Tokio entra en négociations—1596; Canada accorde seulement traitement de nation la plus favorisée—1596; exposé des avantages—1597; nous met sur le même pied que les Etats-Unis—1598.

M. Kennedy—Attitude de la Colombie-Anglaise à l'égard du Japon et du traité—1597; facilités de circulation et protection des sujets des deux nations—1597; le Canada pas dans mêmes conditions que Grande-Bretagne—1597; caractère de la population japonaise qui afflue en Colombie—1598; servitude des travailleurs de chemin de fer Japonais et Chinois—1598; légitimité de l'opposition des travailleurs blancs à l'invasion de chinois, japonais et hindous—1598; la vie de ces immigrants, ils ne rapportent rien à la collectivité—1599; on pourrait faire venir d'Angleterre assez d'ouvriers blancs pour faire le travail nécessaire—1600; mais on ne veut pas les payer le prix—1600.

Sir W. Laurier—Il n'y a pas à proprement parler d'invasion asiatique en Colombie-Anglaise—1600; émigration japonaise limitée par Mikado—1600; immigration chinoise arrêtée par taxe de $500—1600; quelques hindous—1600; progrès du Japon—1600; résolution Macpherson, demande des élévateurs à Vancouver—1601; pourquoi, sinon pour trafiquer avec les Asiatiques—1601; on voudrait leur vendre mais ne pas les voir—1601; le monde marche et il y aura des rapports plus intimes que jamais entre peuples de l'Orient et de l'Occident—1601.

Bill lu 2e fois, en comité, rapporté, lu 3e fois, adopté—1601.

Sanctionné—2390.

LOI RELATIVE AUX TRAITES DE COMMERCE (AMENDEMENT).

Hon. S. Fisher—Dépose bill (n° 17) pour modifier la loi relative aux traités de commerce du Canada—680.

1re lecture—680.

Hon. S. Fisher—Propose 2e lecture—1601; article décrète la disposition relative à la nation la plus favorisée—1601; texte de l'article modifié—1602; pour conférer au Japon le traitement accordé à la France par traité français—1602; en conformité avec traité japonais qui nous accorde traitement de la nation la plus favorisée—1602; le Japon profitera de tous les avantages que nous accorderons à toute autre nation étrangère—1602.

Bill lu 2e fois, en comité, rapporté, lu 3e fois, adoptée—1602.

Sanctionné—2390.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL (AMENDEMENT).

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 86) modifiant loi du chemin de fer Transcontinental—2206; pour donner aux ouvriers travaillant au Transcontinental le droit de se faire solder de leur gages impayés par le ministère détenant les fonds—2206; comme sur les travaux publics aux termes de la loi de 1896—2206.

1re lecture—2206.

2e lecture—2560.

En comité—2560.

Hon. Aylesworth—Pour permettre aux ouvriers d'assurer l'arriéré de leur salaire en adressant réclamation au ministre qui déduit ces sommes des montants dûs à l'entrepreneur—2560.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—2560.

Sanctionné—5346.

LOI DU YUKON (AMENDEMENT).

Hon. Oliver—Dépose bill (n° 109) pour modifier Acte relatif au Yukon—4582; pour permettre nomination commissaire intérimaire—4583; rendre légaux actes commissaire intérimaire actuel—4583.

Hon. Oliver—Propose 2e lecture—5173; commissaire intérimaire du Yukon nommé l'année dernière—5173; pas d'autorisation suffisante, pouvoirs pourraient être contestés—5173; bill légalise actes accomplis et donne pouvoir à l'avenir nommer commissaire intérimaire—5173.

2e lecture—5173.

En comité—5173.

Hon. Oliver—Gouvernement attend pour nommer commissaire en titre reconstruction hôtel du gouvernement détruit par incendie—5174; tient à légaliser actes accomplis dont légalité paraît douteuse—5174.

M. Sproule—Légaliser illégalité—5174.

M. U. Wilson—S'étonne qu'on ait confié poste de commissaire intérimaire à auditeur du Yukon—5176.

M. Sproule—Le texte semble indiquer que deux autorités auraient le pouvoir de nommer un commissaire intérimaire—5177; veut savoir combien de temps le commissaire intérimaire a rempli fonctions intérimaires illégalement—5179; veut savoir s'il a continué à apurer les comptes du gouvernement fédéral et du Yukon—5179.

Discussion suspendue—5179.

Reprise en comité—5845.

Hon. Oliver—A commis une erreur en disant que commissaire intérimaire était également auditeur—5846; est seulement contrôleur, sorte de ministre de finances—5846; auditeur, M. Maclean—5846.

M. S. Hughes—Lit résolutions d'assemblée publique tenue à Dawson, 4 février 1907—5847; quatre résolutions—5849; lit note sur les droits régaliens—5850; ne veut pas dévoiler nom d'auteur—5852; craint pour sa sûreté—5852; dépenses excessives—5853.

Hon. Oliver—N'a pas à discuter table de multiplication—5853.

Hon. Foster—Il y a un déficit de $3,000,000 dans la perception des droits régaliens à expliquer—5854.

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU YUKON (AMENDEMENT)—*Suite.*

Hon. Oliver—S'il s'est produit vol de 3 millions la gauche aurait dû le dénoncer depuis longtemps—5854; les conservateurs n'avaient qu'à demander rapport—5835; impossible de discuter si on ne connaît pas quantité d'or exemptée de redevance—5855 ; question soulevée pour perdre du temps—5856.

M. R. L. Borden—Extraordinaire que le département n'ait pas sous la main un compte tenu des exemptions—5856; impossible croire eu écart de $3,800,000 de droits régaliens entièrement du aux exemptions—5856.

Hon. Foster—Demande d'enquête faite sur accusation par une veuve dont le mari est mort au Yukon et qui a accusé l'ancien gouverneur Congdon de mauvaise gestion —5858.

Hon. Oliver—Rapport remis—5858; sera déposé s'il intéresse M. Foster—5858.

M. Sproule—Demande si ministère des mines offert à M. McInnes—5858.

Hon. Templeman—Ni offert ni refusé—5858.

Hon. Foster—Se plaint que les subventions fédérales au conseil local du Yukon figurent sans détails au compte de l'auditeur général—5860.

Hon. Oliver—Comptes envoyés directement à l'auditeur général, vérifiés par G. McLean, auditeur du Yukon et approuvés par M. Lithgow, contrôleur—5860.

M. Thompson—Explique perception des droits régaliens—5862; plus de producteurs particuliers—5862; toute la sauvegarde est à la frontière—5862.

M. Sproule—Demande si M. McGregor n'a pas été longtemps receveur et inspecteur de l'or—5862; on dit que les amis du gouvernement se sont enrichis au Yukon—5862.

Hon. Oliver—Si M. Sproule savait quelque chose, il n'avait qu'à porter ses accusations dans le temps—5863; pourquoi attendre dix ans pour accuser un homme—5864.

M. Sproule—Expose carrière de McGregor, 5864; connaît ses droits—5864 ; connaît l'ironie cachée sous ces mots : " portez vos accusations "—5864.

Hon. Oliver—Toujours le même—5864; abuse de sa position pour insulter honnêtes gens —5864; M. McGregor est dans la vie privée aujourd'hui—5865; c'est un abus du privilège des députés de l'accuser impunément de vol—5865 ; si M. Sproule a des accusations à porter contre lui pour malversation, il n'a plus le droit de s'adresser à un autre tribunal que les cours de justice—5866; le ministre responsable donne tous les renseignements dont il dispose—5866; si on eût demandé dans le temps les renseignements quant aux exemptions on les aurait eus—5866; maintenant le ministre ne les a plus à sa disposition—5866.

M. Thompson—Au début beaucoup de producteurs ont éludé l'impôt—5866; il était trop élevé, 10 p.c.—5806; l'or sortait en contrebande—5866; on était obligé de se

BILLS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

LOI DU YUKON (AMENDEMENT)—*Suite.*

fier à la déclaration du mineur—5866; maintenant il y a tout ce qu'il faut pour assurer perception—5867; M. Lithgow, fonctionnaire impeccable—5867; du temps de M. MGregor on ne pouvait avoir qu'une évalution approximative de l'or sorti—5867; la contrebande avait alors toutes les sympathies—5867.

M. R. L. Borden—Corrobore éloge de M. Lithgow—5867.

Hon. Fielding—Regrette de voir M. Lithgow attaqué par M. Sproule—5868; carrière de M. Lithgow—5868.

Hon. Foster—Evaluation faite par commission géologique de l'or sorti, peu satisfaisante—5868.

Article 2—Validité des actes du commissaire intérimaire—5869.

Hon. Haggart—Réserve devrait être faite au cas où il y aurait procès pendant—5870.

Hon. Oliver—Validité de la nomination a été contestée par ministre de la Justice seulement—5870 ; gouvernement veut éviter chance de procès—5870.

M. R. L. Borden—Il faut protéger les plaideurs—5870; exemple—5870.

Hon. Oliver—Si le plaideur a intenté ce procès sur l'opinion que le commissaire n'était pas autorisé à agir—5871; dans ce cas seulement—5871.

M. Alcorn—Propose amendement—5871.

Adopté—5871.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5871.

Sanctionné—6743.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.

LOI DU MARIAGE ENTRE MINEURS.

Hon. Aylesworth—Dépose bill (n° 176) pour autoriser mariage entre certains mineurs —7912; présenté à la demande du gouvernement d'Ontario—7912 ; ne sera poussé que s'il n'y a pas d'opposition—7912; exposé des motifs de la loi—7913; résumé des articles de la loi d'Ontario pour permettre annulation des mariages—7914; loi applicable seulement dans les provinces ayant passé loi analogue à celle d'Ontario —7914.

M. A. Lavergne—Le Sénat a privilège exclusif des divorces—7914; s'il s'agit d'annulation de mariage c'est une mesure essentiellement du domaine provincial—7914; si c'est une question de divorce, c'est du ressort du Sénat—7914.

M. R. L. Borden—Bill destiné seulement à dissiper doutes—7915.

M. Bergeron—Peut être remis à prochaine session—7915; le Sénat a droit absolu quant au divorce—7916; peut régir tous ces cas—7916.

1re lecture—7916.

En comité général—8062.

Article 1er—8062.

M. Lennox—Vaudrait mieux attendre autre session—8063; bill devrait être discuté—8063.

Article 2—8063.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DU MARIAGE ENTRE MINEURS—*Suite*

M. L. Lavergne—Bill pas imprimé en français—8063; devrait être remis—8064.

M. Bergeron—Bill ne peut s'appliquer que si adopté par province—8063; ne s'applique évidemment qu'à Ontario—8063.

Hon. Aylesworth—Seule raison de présentation est qu'il existe doute si province peut adopter loi de cette nature—8063; spécialement intéressante pour certaines parties en jeu—8064; si scrupules réels de la part de quelques députés, sera remise—8064.

M. C. Devlin—Impossible de lire le bill, pas imprimé—8064; intéresse en conscience tous les députés catholiques—8064; propose que comité lève sa séance—8064.

M. M. Martin—Opposé au bill par principe catholique—8065.

M. E. B. Devlin—Appliquée dans Québec cette loi bouleverserait l'Etat civil—8066.

M. R. L. Borden—Dans bill Roddick disposition analogue à celle figurant dans ce bill a été placée, exemptant Québec—8066.

M. Bergeron—Aussi catholique que MM. Devlin—8066; ne voudrait pas, parce qu'il est catholique priver Ontario d'une loi que demande cette province—8066.

M. E. B. Devlin—Bill intéresse coreligionnaires d'Ontario—8066.

Hon. G. Foster—Quand on légifère pour tout le pays, il ne faut pas se laisser emporter par ses sentiments religieux—8067; concessions faites à Québec quant à la loi du dimanche—8068; à moins d'erreur fatale on ne peut pas, par scrupule religieux, priver une province d'une loi qu'elle demande—8068.

M. Lennox—Restrictions contenues dans le bill, texte—8068.

M. C. Devlin—Proteste qu'il ne combat pas le projet parce qu'il vient d'Ontario—8070; voudrait connaître opinion catholiques d'Ontario—8070; bill pas imprimé en français—8070.

M. Lancaster—Question très sérieuse—8070; représente un comté d'Ontario et pas disposé à se prononcer maintenant sur la question—8070.

Hon. Aylesworth—Bill figure aux ordres du gouvernement simplement par courtoisie pour gouvernement d'Ontario—8071; votera contre motion pour lever séance—8072.

M. Broder—Pourquoi ne pas faire un bill particulier simplement pour les intéressés?—8072.

M. J. D. Reid—Sait maintenant de quel côté voter—8072; du moment où le gouvernement insistera pour faire passer le bill, votera contre—8072; serait en faveur d'un bill particulier—8073; combattera ce bill jusqu'à la fin—8073.

Hon. Fielding—Pas mesure ministérielle—8073; ne voudrait même pas que parlement eût à considérer causes de divorce—8073; en faveur tribunaux de divorce—8073; considérant l'opposition faite et pas d'impression française, appuie motion Devlin que comité lève séance—8073.

Comité lève séance—8073.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI RELATIVE AUX MEDICAMENTS BREVETES.

Hon. Templeman—Dépose bill (n° 99) relatif aux médicaments brévetés—3579.

1re lecture—3579.

LOI DU MINISTERE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 170) pour modifier loi du ministère des Chemins de fer et Canaux—7449; pour permettre imposer amendes dans cas de dommages aux canaux—7449.

1re lecture—7449.

2e lecture—8028.

En comité général—8028.

Hon. Fielding—Lit mémoire sous-ministre—8028; recommandé par ministre de la Justice—8030; veut bien remettre examen pour étude—8030; mais, informé qu'il y a urgence—8030.

M. R. L. Borden—Trop de pouvoir à un fonctionnaire d'établir dommages—8030.

Discussion remise—8030.

LOI DE LA PRESTATION DES SERMENTS D'OFFICE.

Sir W. Laurier—Dépose bill (n° 1) relatif à la prestation des serments d'office—3; 1re lecture—3.

LOI DU SERVICE CIVIL.

Hon. Fielding—Dépose bill (n° 156) pour modifier loi du service civil—6442.

1re lecture—6442.

Hon. Fielding—Propose radiation bill (n° 156) tendant à modifier loi service civil—8012; gouvernement n'entend pas pousser à cette session—8012.

Hon. Foster—Espère que l'enquête du service civil sera sérieuse et complète—8012; que fonctionnaires pourront se faire entendre isolément ou en députation—8012.

M. R. L. Borden—Demande si fonctionaires pourront se faire représenter par avocat—8014; réformes nécessaires dans service civil—8014; système anglais—8014; absence de patronage, examen et concours—8014.

M. C. Devlin—Avoue n'avoir aucune connaissance du système anglais—8015; le parti parlementaire irlandais ne demande et n'accepte rien—8014.

Hon. Fielding—Ne prévoit aucun changement radical—8015.

M. Macdonell—Demande que service extérieur soit appelé à faire connaître ses besoins—8016.

Hon. Foster—Commission doit faire enquête non seulement sur classification et salaires, mais sur base même du service civil—8016; M. Courtney connaît les deux systèmes, anglais et canadien—8016.

M. Bristol—Demande que commission s'occupe du salaire des douaniers extérieurs et des maîtres de poste—8017.

Hon. Fielding—Commission pas nommée pour relever salaires—8017; peut-être les diminuera—8017; doit faire rapport sur état des salaires à Ottawa—8017.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DU SERVICE CIVIL—*Suite.*

M. Cockshutt—Etude devrait pas être limitée à Ottawa—8018; réclamations partout—8018; nécessité de conserver bons employés 8018.

Motion adoptée, bill retiré—8018.

LOI DES TERRES FEDERALES.

Hon. F. Oliver—Dépose bill (n° 21) modification et refonte de la loi des Terres Fédérales—727.

1re lecture—727.

Hon. Oliver—Propose 2e lecture—4819; historique de la législation quant aux terres de l'ouest—4890; dernière refonte, 1886—4820; depuis, législation ajoutée tous les ans—4820; bill actuel, révision et modification—4820; nécessité de modification causée par libération des sections impaires primitivement réservées pour subventions de chemin de fer—4821; gouvernement a décidé de cesser subventions en terres aux chemins de fer—4821; chemins de fer ayant gagné subventions ont fait leur choix ; section impaires non choisies sont revenues à l'Etat qui va les mettre en vente—4821; suppression de certaines dispositions devenues inutiles avec progrès colonisation—4821; arpentages forment loi à part—4821; suppression des certificats, explications—4822; réserve pendant un an d'un homestead pour tout jeune homme âgé de dix-huit ans qui en fait la demande—4822; garantie de priorité dans inscription en télégraphiant de sous-agence à agence—4822; concession de coupe de bois sur superficie d'un mille ou d'un demi-mille carré—4823, autorisation pour concessionnaire de homestead de résider avec autre que père ou mère : soit père, mère, sœur ou fille—4824; restriction du rayon dans lequel un concessionnaire peut résider en dehors de son homestead—4824; émission de titre aux héritiers d'une personne décédée ou au gardien d'un claim sans obligation de remplir par procuration condition de résidence—4824; idem pour impotents ou invalides—4825; paiement des recherches et études pour terrains forestiers au découvreur s'il ne peut acquérir par suite de surenchère—4826; le droit de préemption—4826; les sections paires adjacentes à des sections impaires que le colon pouvait acquérir des chemins de fer sont presque toutes concédées—4826; le grand attrait pour colon de pouvoir se procurer deux sections adjacentes, une de homestead et une de chemin de fer va disparaître—4826; impossible de s'en tenir à la règle d'offrir sections paires et impaires à l'inscription de homestead seulement—4826; bill propose faire une classe de sections paires ou impaires—4826; propose offrir section adjacente aux mêmes conditions que celles faites aux colons établis sur homesteads gratuits—4826; espère de cette façon maintenir état de chose existant au delà zône affectée aux concessions de chemins de fer—4826; stimuler courant d'immigration—4826; sections impaires ainsi retournées à la couronne représentent 40,000,000 acres—4827 ; non arpentées—4827; délimitation de la région—4827; disposition s'applique seulement aux sections non-aliénées—4829; le

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. F. Oliver—*Suite.*

droit de préemption n'existe pas sur les terres de chemins de fer—4829; seule compagnie n'ayant pas choisi toutes ses terres est la Canadian Northern pour son chemin de fer Baie d'Hudson, et celui du sud du Manitoba—4830; a droit à une concession pour la construction de son chemin de fer jusqu'à rivière Saskatchewan—4830; bien que le gouvernement ait le droit d'aliéner 12,000 acres par mille pour construction au nord de la Saskatchewan, jusqu'à la baie d'Hudson, pas de terres réservées et gouvernement n'entend pas accorder cette concession—4830 ; différence entre politique libérale et conservatrice quant aux subventions de chemins de fer—4835 ; sous le régime des concessions de terres aux chemins de fer 3,918 milles de chemin de fer ont été construits, entraînant aliénation de 32,000,000 d'acres de terre—4833; sous les libéraux 4,938 milles sont construites ou en construction et n'ont pas nécessité l'aliénation d'un seul acre de terre—4834. le changement de politique permet d'ouvrir à la colonisation 40 millions d'acres qui seraient, si les conservateurs étaient au pouvoir entre les mains des compagnies et les colons seraient tenus de payer le prix qu'ils paient aux compagnies—4834; une évaluation raisonnable des 32,000 acres qu'ont reçues les compagnies met à $192,000,000 ce qu'ont coûté à la population du N.-O., les 3,000 milles de voies ferrées construites par les conservateurs—4835 ; détail des subventions accordées sous l'ancien régime—4836; privilège de préemption sur section impaire accordé aussi au colon établi déjà et ayant obtenu ses lettres patentes, qui n'a pas pu acquérir dans la zône des chemins de fer, section adjacente—4836 ; pas d'effet rétroactif, nouveau privilège accordé—4836; celui qui a déjà obtenu une deuxième section en vertu de la loi de 1892 pourra encore se prévaloir de cette disposition—4839; disposition spéciale pour réserver les droits du Canadian Northern jusqu'à ce que sa ligne atteigne rivière Saskatchewan—4840; simple maintien de la disposition législative existante pour montrer que le gouvernement n'entend pas étouffer proposition de construction de chemin de fer jusqu'à la Baie d'Hudson—4840; sentiment de l'ouest en faveur de la construction du chemin—4840; en présence dépenses actuelles gouvernement ne se croit pas autorisé à grever budget des dépenses de cette ligne—4840; cependant croit que le pays approuverait que les fonds provenant de l'aliénation des sections impaires ou des terres de préemption soient employés à solder frais d'assistance à construction chemin de fer Baie d'Hudson—4840.

M. T. Greenway—Devoir désagréable à remplir—4841; tenu de critiquer le bill—4841; adverse aux limitations des pouvoirs du ministre—4841; tous les cas doivent être réglés suivant propre mérite—4841; depuis loi de 1874 tous les changements faits à loi des terres ont été pour le pire—4841; loi de 1892 accordant 2e home-

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*
LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*
M. Greenway—*Suite.*
stead a fait grand tort à l'ouest—4841; on propose maintenant accorder un troisième—4841; colon pourra avoir 480 acres —4841; beaucoup trop—4841; en faveur de dépenses pour peuplement de l'ouest—4842; mais loi projetée ne remplit pas objectif visé—4842; tous les anciens colons vont s'en aller vers l'ouest et abandonner les anciens homesteads pour en occuper de nouveaux—4844; il n'est pas étonnant que la loi soit populaire—4844; on offre de céder pour $3 l'acre terres valant $10 ou $15—4844; résultats probables —4844; en deux ans toutes les sections ainsi rendues disponibles seront prises—4844; il ne restera plus rien pour colons à venir—4844; bill présenté trop tard, gouvernement ne devrait pas insister pour faire passer bill—4846; pas de terres disponibles au Manitoba—4847; les colons ne pouvant obtenir la préemption promise déserteront pour l'ouest—4847; les tracas du département en face de l'avalanche de demandes—4847; danger d'encourager colonisation de districts arides—4848; effet rétroactif de l'article de préemption causera instabilité déplorable de tenure dans l'ouest—4848.

M. R. S. Lake—Regrette retard présentation mesure—4849; conséquence du refus de laisser aux nouvelles provinces administration de leurs terres—4830; proteste contre pouvoirs discrétionnaires laissés au ministre—4850; seul juge d'accomplissement des conditions de homesteads—4851; pouvoirs quant à la vente des terres arables—4851; des terres arides—4892; pouvoirs des fonctionnaires —4852; secret des registres—4852; les provinces devraient avoir le contrôle des terrains houillers et miniers—4853; le gouvernement a prouvé son impuissance à répondre aux besoins des provinces quant à la houille—4853.

M. M. S. McCarthy—L'article 27 est le changement le plus radical dans le bill —4854; mesure permettant à un seul colon d'accaparer 480 acres pas favorable à la colonisation du pays—4854; on devrait conserver aux provinces des terres pour les besoins d'universités et d'enseignement—4854; conditions imposées pour préemption—4856; injustice—4856; pas opposé au pouvoir pour colons d'Alberta et Saskatchewan d'acquérir section additionnelle—4856; M. Greenway a parlé pour Manitoba seulement—4856; voudrait liquidation du homestead de décédé et d'aliéné au lieu de maintien sans condition—4857; adverse à permission accordée au ministre de vendre étendues de 640 acres à prix indéterminé—4858; parlement ne devrait pas donner ce pouvoir—4858; adverse au pouvoir absolu donné au ministre de décider de l'accomplissement des obligations de homestead—4858; veut que les registres des bureaux des terres soient ouverts à tout le monde —4859; plaintes et réclamations—4859; terres d'irrigation devraient être vendues aux enchères—4859; plus d'affaire Robbins —4859.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*
LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*
M. G. H. Perley—Voudrait clause obligeant gouvernement à indemniser colon dont inscription annulée parce que lot contient bois marchand ou est nécessaire pour travaux hydrauliques—4800; pouvoir extraordinaires au ministre: fixation de minimum pour prix des terres, pas de maximum, favoritisme possible—4800; vente des terres d'irrigation—4860; autocratie complète—4860; vague de la clause relative à la vente aux enchères publiques du droit de coupe de bois—4860; qu'est-ce que des enchères publiques?—4860; opinion Oliver —4861; délais insuffisants—4862; méthode des mises à prix suivie dans Ontario—4862; retour aux doctrines conservatrices quant au renouvellement des licences—4862; les permis d'abattage du bois, incertitude de la loi—4865.

M. W. J. Roche—Compliments à M. Greenway—4866; le ministre actuel aurait dû avoir le même courage qu'il montre en présentant cette loi pour faire donner aux nouvelles provinces la jouissance de leurs terres—4865; approuve sans réserve certains articles—4866; autorisation des jeunes gens de 18 ans d'avoir inscription de homestead—4866; approuve retenue d'homestead par télégraphe—4867; on cherche à avantager Alberta et Saskatchewan aux dépens du petit Manitoba—4868; enlèvera meilleurs colons—4868; abus du pouvoir autocratique du ministre—4868; les concessions forestières—4868; déshonnêteté des fonctionnaires dans l'ouverture des soumissions—4869; politique conservatrice et politique Mackenzie quant au C.P.R.—4869; les terres concédées ne valaient rien quand elles furent données—4876; la politique du gouvernement du Manitoba et celle du gouvernement fédéral quant à l'assistance au Canadian Northern—4870; reddition des terres aux nouvelles provinces vaudrait mieux que loi actuelle—4870; pas nécessaire d'offrir 480 acres pour attirer colons—4870; Canada assez connu maintenant—4870; demande pourquoi aucun député ministériel n'a répondu au discours de M. Greenway—4871.

Hon. Foster—Silence ministériel—4872; le gouvernement par caucus—4872: a toujours pensé serait préférable laisser terres aux provinces—4873; impossible de faire lois convenant à toutes les trois provinces—4873; le résultat est qu'on est obligé de laisser ministre Intérieur arbitre suprême—4873; comparaison entre ce que le gouvernement Mackenzie était en faveur de donner pour le Pacifique Canadien et ce qu'a donné le gouvernement conservateur—4874; ce qui est fait est fait—4875; avec le progrès général nous n'avons pas à nous vanter si nous faisons mieux que nos prédécesseurs —4875; nous faisons déjà un cadeau généreux aux colons en leur donnant 160 acres gratuitement—4876; il n'y a pas de malheureux au Nord-Ouest—4876; largesse pas nécessaire—4876; de quel droit créer une classe privilégiée—4876; un déplacement de population n'est pas un accroissement—4876; l'intérêt des vieilles provinces dans les terres qu'on veut ainsi

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

distribuer—4877; le gouvernement est fidéicommissaire de ces terres au nom de tout le Canada—4878; on permet au gouvernement de puiser dans la caisse de tous pour contenter quelques privilégiés—4878; ce projet de loi empêchera les colons de venir—4878; créera une barrière contre l'immigration—4878; inadmissible que quelqu'un puisse obtenir du Trésor public une chose que d'autres ne peuvent pas partager avec lui—4878; aucun engagement pris avec colons de donner doubles homesteads—4879 ; despotisme du ministre—4879; exemples—4880; la sujétion politique du colon—4880; le secret des bureaux d'enregistrement—4880; rien dans le bill à cet effet—4881; les dépenses d'application de la loi—4881.

Sir W. Laurier—Discussion théâtrale—4885; aucun orateur conservateur n'a blâmé le bill en principe—4881; certaines questions de détail discutées—4882; M. Foster dit que les dispositions du bill sont trop larges, donnent trop de pouvoir au ministre—4882; l'hon. M. Greenway, dont on fait l'éloge s'est plaint que la loi restreignait le pouvoir du ministre—4882; ne lui laissait plus assez d'initiative—4882; le ministre a annoncé qu'il n'entendait pas imposer sa loi—4883; qu'il était prêt à accepter amendements—4883; réelle différence entre MM. Oliver et Greenway réside dans concession de préemption aux homesteaders—4883; c'est le gouvernement conservateur dont faisait partie l'hon. Foster qui, le premier, en 1889 a décidé d'accorder un deuxième homestead—4883; c'est lui qui a donné l'exemple de ces coupables largesses—4884; le fait que les anciens colons du Manitoba vont vendre leurs terres pour aller à l'ouest ne signifie pas que le Manitoba va se dépeupler—4884; ceux qui achèteront les terres cédées s'y établiront—4884; impossible pour habitant de l'est de condamner d'avance préemption—4884; faut entendre discussion—4884; pour sa part, pas d'idée arrêtée—4885.

M. R. L. Borden—Etonné que le premier ministre ayant responsabilité collective du bill ne puisse rien dire pour ou contre—4885; la proposition Mackenzie et le C.P.R.—4886; les terres auraient dû être données aux provinces—4886; la disette de charbon eût été évitée—4886; rien dans le projet ne donne autorité aux provinces sur terrains houillers—4887; différence des régions rend impossible loi commune—4888; si cette loi empêche l'immigration, elle abaissera la valeur des terres des nouvelles provinces—4888; c'est ce que l'on prétendait éviter en attribuant au gouvernement fédéral les terres des provinces—4888; les droits du colon devraient être garantis par statut et non laissés au caprice du ministre—4889; impossible qu'il n'y ait pas de partisannerie si situation laissée au caprice des bureaux—4889; publicité des opérations du ministère—théorie des documents confidentiels—4890; les prétendues adjudications publiques des concessions forestières—4890; veut que la

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

loi contienne prescriptions formelles quant à l'ouverture et à l'adjudication des soumissions—4891; 24 articles du bill laissent le règlement des questions importantes à la discrétion du ministre—4891; si ce bill ne laisse pas assez de pouvoir au ministre, voudrait bien savoir ce que M. Greenway demande de plus—4891; il faut restreindre le pouvoir du ministre—4892; affaires vallée Saskatchewan et Robbins—4892.

Bill subit deuxième lecture—4892.

En comité—4892.

Article 9—Interprétation—4892.

Hon. Oliver—Le ministre dira quelles sont terres arables—4893; se basera sur rapport d'inspecteurs—4894.

M. R. L. Borden—Demande définition terme "homestead"—4894.

M. M. S. McCarthy—Demande définition "terre arable"—4895.

Article réservé—4895.

Article 6—Loi s'applique pas aux homesteads et aux bois du Yukon, ministre fera règlements spéciaux si nécessaire—4896.

M. M. S. McCarthy—Demande publication dans 'Gazette du Canada" et "Gazette Territoriale du Yukon"—4896.

M. R. L. Borden—Demande de quel droit conseil des ministres peut régler administrativement question des bois au Yukon au lieu de régler par statut—4896.

Hon. Oliver—Si l'on veut pourvoir à tout dans cette loi, elle sera bien compliquée—4897; expose loi et règlements actuels pour homesteads et bois au Yukon—4898.

M. R. L. Borden—Proteste contre délégation de pouvoir au conseil des ministres—4898.

Réservé—4899.

Article 7—Aliénation des terres, à titres de homestead—4899.

M. W. J. Roche—Voudrait que la loi déterminât quelle quantité de bois marchand une terre doit contenir pour que concession soit révoquée—4900.

Hon. Oliver—Valeur du bois varie suivant régions—4901.

M. Lennox—Disposition inutile puisque terres arpentées et examinées avant d'être ouvertes à inspection—4901.

M. Alcorn—Quant à la disposition relative aux cours d'eau, la loi permettrait au ministre de révoquer des homesteads en amont du barrage aussi loin qu'ils seront inondés en raison d'exploitation hydraulique—4902.

Hon. Oliver—L'idée de la loi est que nous laissons le homestead au colon, nous prenons sur son terrain l'espace nécessaire pour construire un barrage et nous payons une compensation pour cela—4903.

M. Crawford—Dans certains cas, dans l'ouest, les lacs se trouvent sur un homestead—4904.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

Hon. Oliver—D'après la loi d'irrigation le gouvernement se réserve la propriété de l'eau sur espaces assez grands pour être appelés lacs—4904; utilisation de l'eau par voisins est du ressort provincial—4904.

M. Fowler—Cette nouvelle loi enlève au propriétaire du homestead le gaz naturel s'y trouvant—4904.

M. Bole—Nécessité de laisser discrétion au ministre quant à la quantité de bois pour réserver une concession—4905; exemple—4905.

M. Lennox—Demande que l'on agisse suivant rapport de l'arpenteur—4906 ; demande suppression complète de l'article—4906.

M. Turriff—Ne croit pas qu'on puisse se baser sur rapports arpenteurs—4906; disposition du bill reproduit coutume actuellement suivie—4907 ; impossible d'édicter règle disant qu'inscription ne pourra pas être faite si section contient plus qu'une certaine quantité de bois—4907.

M. Perley—Mieux vaut supprimer article—4907 ; ministre a le droit de réserver la terre avant que concession soit accordée—4907.

M. Adamson—Les colons brûlent le bois sur les sections qu'ils ne peuvent acquérir parce qu'elles sont boisées—4908.

M. Lennox—Propose que ministre dans le cas de reprise pour pouvoir hydraulique n'ait pas le droit de soustraire partie de quart de section, sauf, du consentement du concessionnaire—4908 ; propose amendement—4909.

Hon. Oliver—Impossibilité d'obliger arpenteur à faire rapport sur bois existant—4910; arpentages souvent faits, il y a longtemps—4910; nature du pays changée—4910; nécessité de la création d'une réserve pour lot boisé au milieu de lots concédés—4911.

Discusion reprise—4939.

M. Lennox—Sur article 7 veut que; pour révocation partielle ou totale pour exploitation hydraulique, on obtienne consentement et on indemnise—4940.

Hon. Oliver—Accepterait indemnité obligatoire—4940; mais pas consentement obligatoire—4940; propose amendement—4941; propose amendement pour limiter emplacement dont l'Etat peut rentrer en posssession pour exploitation cours d'eau—4941.

M. Lennox—Propose amendement réglant indemnité obligatoire dans tous les cas de révocation—4943; prescrivant procédure à suivre—4943.

M. W. J. Roche—S'oppose au pouvoir donné aux inspecteurs de homesteads—4944 ; les inspecteurs et les terrains ouverts, réserve Dauphin—4944; voudrait que désignation fût faite par arpenteurs—4944; colons libéraux prévenus par députés—4945; maire d'Odanah et M. Crawford—4945.

M. Crawford—Démenti—4945.

M. Bennett—Propose que, pour terres arpentées après présent bill, renseignements devraient venir des arpenteurs—4945.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. Turriff—Arpentages ne peuvent servir à rien à dix années d'intervalle—4945 ; incendie peut changer complètement valeur—4946.

Hon. Oliver—Ministre demande pouvoirs moins étendus que loi actuelle et consent à indemniser, on ne peut rien demander de plus—4947.

Discussion reprise—4947.

Hon. Oliver—Propose amendement article 7, prescrivant indemnité pour dommages envers colon dont le homestead est repris comme contenant du bois marchand—4958.

M. Lennox—Voudrait que le colon fût payé pour le bois contenu sur le lot qu'il a acheté—4958.

Hon. Oliver—Gouvernement vend au colon de la terre à cultiver et non pas du bois pour faire commerce—4958.

M. R. L. Borden—Serait d'avis de ne pas payer d'indemnité pour dommages—4959; mais de donner un homestead nouveau équivalent à l'ancien, plus les améliorations faites—4960; accepterait disposition en vertu de laquelle, dans la supputation de l'indemnité on laisserait de côté la valeur du bois et on chargerait arbitres de décider quant au reste—4961.

M. Talbot—Demande que le terme terre à bois soit déterminé—4961; certains colons venant de Québec aiment une terre où il y a du bois—4961.

M. Lake—Demande position des propriétaires de homesteads sur lesquels sera découvert gaz naturel—4963.

Hon. Oliver—Le bill ne supprime aucun des privilèges existant sous l'empire de la loi actuelle—4963; s'appliquera à l'avenir—4963.

M. R. L. Borden—Demande définition de terres arables—4964; bois marchand, forces hydrauliques, sources d'eau—4964; discute régime des eaux—4966.

M. Lake—Gouvernement provincial peut exproprier pour donner accès à une nappe d'eau s'il y a intérêt général—4966.

Article 8—Demande d'inscription de femme comme chef de famille—4906.

Hon. Oliver—En cas de séparation, donne au ministre le droit de décider si la femme est chef de famille—4967.

M. Lake—Aux Etats-Unis, femmes non mariées obtiennent homesteads—4967.

Article 8—Réserve pour inscription subséquente—4967.

M. Talbot—Considère rigoureuse obligation pour jeune homme de dix-sept ans de cultiver 10 acres en une année—4968.

Hon. Oliver—Cette disposition s'applique à tout le Canada—4974.

Article 9—Droits de colons qui s'établissent avant l'arpentage—4977.

M. W. J. Roche—S'oppose à ce que le ministre ou ses fonctionnaires aient le droit de dire si un squatter devra rester ou non sur sa terre—4978.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. Turriff—Les squatters de bonne foi—4978.

Hon. Oliver—Les droits d'un squatter sont supérieurs à ceux d'un habitant de homestead—4980.

M. R. L. Borden—Squatter devrait au moins être tenu aux mêmes conditions de résidence que colon de homestead—4981; propose que le squatter soit un colon domicilié d'ordinaire sur le terrain en question et l'occupant—4982.

M. Crawford—On ne peut pas soumettre l'occupant sans titre à régles inflexibles 4983.

M. Lake—Demande qu'avis soit donné de l'ouverture d'un township, une fois l'arpentage terminé—4984.

M. W. J. Roche—Le cas du bureau des terres de Dauphin—4986.

Hon. Oliver—Indique définition qu'il proposera pour terme homestead—4988; promet modifier loi pour imposer avis ouverture township—4989.

Article 10—Demandes d'inscription—4989.

Hon. Oliver—A propos fixer heure légale pour inscriptions—4989.

M. R. L. Borden—Demande publicité—4989; ouverture des livres—4989.

Hon. Oliver—Prêt à admettre qu'il faudrait peut-être maintenant un peu plus de publicité—4990 ; le gouvernement a jusqu'à présent limité l'accès aux registres pour empêcher de traquer petits homesteaders délinquants ou retardataires—4990.

M. R. L. Borden—Préfère qu'on soit plus indulgent pour concessionnaires—4990; mais que les livres soient publics—4990.

Discussion remise—4990.

Discussion remise—4991.

M. R. L. Borden—Insiste pour que livres d'inscription soient ouverts au public gratuitement ou contre faible honoraire—5021.

Hon. Oliver—Avec avis de son personnel, ne veut pas prendre initiative mesure de ce genre—5021; favoriserait spéculateurs à l'encontre des colons—5021.

M. Turriff—Compliquerait la besogne des bureaux—5022; on passerait son temps à donner des renseignements—5022.

M. Lennox—Si le public savait qu'il peut consulter les registres à son gré, cela le satisferait—5024.

M. Barr—Le secret des registres favorise les menées politiques—5024.

M. Sproule—Les terres réservées ou prétendues réservées—5025; état de choses qui existait dans Ontario—5026; tripotages connivence entre agent et spéculateurs—5026.

Hon. Oliver—Faillite de l'annulation automatique—5028; impossibilité de règles pour tout l'ouest au point de vue publicité—5029.

M. S. Hughes—Le fait de publier les noms n'empêche pas d'accorder des délais raisonnables—5029.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite*

M. W. J. Roche—Un homesteader qu'on veut déposséder peut toujours en appeler au ministre—5030; la publicité gênera seulement le homesteader spéculateur—5030 ; si le ministre a dû annuler l'année dernière 1,000 inscriptions c'est qu'il y avait eu sûrement collusion entre agents—5031.

Hon. Oliver—Facilités d'absence de résidence ont aidé à coloniser—5032; si les homesteaders sont pistés on peut annuler malicieusement leur concession pour un jour de retard—5032; demande d'annulation peut se faire même sans savoir le nom du homesteader—5032.

M. S. Hughes—Cite cas où un accapareur de homestead a dû renoncer sur menace d'être emplumé—5034.

M. R. L. Borden—La publicité ne peut jamais empirer la situation—5034.

M. T. S. Sproule—Cite des cas de colons d'Ontario revenus dégoûtés pour n'avoir pas pu obtenir homesteads évidemment détenus irrégulièrement—5035.

M. W. McIntyre—La publicité n'empêchera pas les fausses inscriptions—5036; le truc des voyageurs américains et des compagnies de chemin de fer—5036; n'est pas opposé à la publicité mais ne voudrait pas que ce soit un moyen pour rendre plus sévères les conditions de homestead—5037.

Hon. Paterson—Tout le monde se plaint qu'il n'y ait pas de publicité—5038; qu'on ne peut pas connaître les détails ni dates—5038; et pourtant l'opposition paraît connaître tous les détails à propos d'une infinité de cas—5038.

Hon. Oliver—Est prêt à examiner demande sous forme d'article spécial—5040; en tout cas, s'il accepte ne veut pas que cette disposition soit liée à aucune autre disposition existante—5040.

M. Lake—Discussion dangereuse—5041; mal à propos de laisser savoir que le ministre n'entend pas être sévère pour conditions de homesteads—5041; le secret favorise l'accaparement des homesteads—5042; lettres et correspondances—5042 ; quelquesfois l'accaparement est une bonne chose—5043.

Hon. Oliver—Avait offert d'émettre certificats de recherches au lieu d'ouvrir les livres, pour faciliter travail de bureau—5044; ne tient même pas strictement à un paiement d'honoraire pour l'émission de ce certificat—5043; permettrait d'obtenir informations par correspondance—5044; dangereux de fournir aux spéculateurs des renseignemnts qui leur permettraient de dépouiller le colon—5045; les plaintes pour détention illégale de homestead doivent être comparées au total des homesteads—5045; sur 100,000 homesteads inscrits en trois ans, quelques criailleries ne sont pas grand'chose—5045; consent à décréter que les bureaux fourniront renseignements pour faire cesser soupçon qun l'opposition fait de son mieux pour propager—5046.

M. Lake—Cite cas—5046.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. Sproule—Se défend de chercher à discréditer les agents des terres—5049; chaque membre de la députation a reçu au moins dix plaintes—5049; cela fait 2,100 par année—5049; si la publicité permet au colon de trouver plus vite ce qu'il cherche, elle rendra un vrai service à la colonisation—5050.

Hon. Oliver—Sur cent plaintes reçues, 75 sont pour demander une exécution plus libérale de la loi—5050; 25 p.c. sont pour demander plus de sévérité—5050; de ce que les gens ne trouvent pas la terre qu'ils voulaient avoir, ce n'est pas une preuve que la loi des terres est défectueuse—5050; exemple personnel—5051; préparera un article imposant émission de certificats de recherches—5052.

Article 10—Ce qui constitue inscription—5052.

M. R. L. Borden—Si le reçu constitue un titre, celui qui aura obtenu un reçu par faute de l'agent sera privilégié à l'encontre des droits de la victime—5054; voudrait que la loi oblige l'agent à faire l'inscription si requis—5054; propose nouvelle rédaction—5054.

Article 10—Demande par télégramme—5059.

M. Lake—Suggère réponse soit envoyée aussi par télégramme—5058.

Article 10—Inscription par procuration—5060.

Hon. Oliver—Entend limiter droit d'inscription par procuration aux membres d'une famille—5060; demande à avoir le droit de décréter ou d'annuler privilège de cette nature—5060.

M. Broder—En faveur de permettre au père pour ses enfants et aux enfants pour le père de réserver terres—5061.

M. Schaffner—Demande ce privilège pour toute la famille—5062.

M. M. S. McCarthy—Opposé à ce que, dans tous les cas père puisse réserver lot pour fils—5062; c'est l'Est qui demande cela—5062; l'Ouest veut que chacun vienne se faire inscrire pour son homestead—5062; il faut raisons spéciales dans chaque cas—5062; la plaie des courtiers d'immeubles—5063; toute mesure dont l'effet sera de réserver les inscriptions de homesteads aux seuls colons de fait doit être approuvée—5063.

M. Turriff—Si les fils ou pères de famille faisant demande pour parents, sont tenus de déclarer qu'ils entendent s'établir de bonne foi, il n'y a pas de mauvais effet à redouter de la loi—5064; c'est un pas dans la bonne voie—5064.

M. Sam. Hughes—Propose amender en exceptant de la défense d'inscription par procuration le cas d'un fils pour son père, ou père pour fils ou frère pour frère—5066.

Hon. Oliver—S'en rapporte à la Chambre—5066; mais ne croit pas à propos de rendre mesure impérative—5066; plus fa plus tard de faire concessions si privilège pas exigé en vertu d'une loi—5067.

M Alcorn—Propose amendement—5067.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

LOI DES TERRES FEDERALES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Propose amendement dans le cas où règlement officiel permet que demande d'inscription soit faite par membre famille de pétitionnaire—5069.

Article 11—Contestation pour pétitionnaires à la même terre—5069.

Hon. Oliver—La loi nouvelle impose au ministre de régler immédiatement contestation de ce genre—5071; justice différée équivaut à justice refusée—5071.

M. McCraney—Si on permettait d'en appeler aux tribunaux de la décision du ministre—5071; ce serait la ruine de colons ne parlant pas anglais—5072.

M. M. S. McCarthy—Affaire Griffith—Walker—5072.

M. R. L. Borden—Le principe est plus important que l'économie de frais de procédure—5074.

M. Turriff—Nature des contestations portées à la connaissance du ministre—5075; dangers de l'appel—5076.

M. McCarthy—L'appel devrait être permis pour faciliter au colon de constater qu'il a été traité avec justice par le ministre—5077.

M. McCraney—Du moment où les colons sauront que les avocats auront le droit d'intervenir ils seront convaincus que les pauvres n'ont aucune chance d'obtenir justice—5078.

Hon. Oliver—On propose modification radicale dans politique suivie depuis trente ans—5078; le ministre n'est pas appelé à juger d'un droit réel, mais d'un droit probable—5079; tant que l'inscription n'est pas obtenue, c'est un titre présumé—5079.

M. Turriff—Il n'y a quelquefois pas de juge dans cent milles à la ronde pour régler ces questions—5082.

M. Alcorn—Nous légiférons pour l'avenir—5081; plus tard, il y aura tous les juges nécessaires—5082; veut que le juge du district réunisse la preuve sur laquelle le ministre devra baser décision—5082.

Hon. Paterson—Pourquoi pas les inspecteurs de homesteads ?—5082.

M. W. J. Roche—Tous politiciens—5082.

Article 12—Délai pour parfaire inscription—5083.

Hon. Oliver—Gouvernement ne veut pas d'annulation automatique—5083; mais décide qu'après douze mois, il n'y aura plus d'exemption ni délai pour parfaire inscription—5083.

Discussion suspendue—5083.

BILLS D'INTERET PUBLIC.

BILLS SANCTIONNES :

LOI DES CHEMINS DE FER (ARBITRAGES).

M. E. A. Lancaster—Dépose bill (n° 3) pour modifier la loi des chemins de fer, 1903—93; passé l'année dernière en Chambre, rejeté au Sénat—93; pour donner au propriétaire le même pouvoir qu'aux compagnies pour accélérer expropriations en

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (ARBITRAGES)—*Suite.*

M. Lancaster—*Suite.*

vue de voies ferrées—93; permettre au propriétaire d'obtenir nomination d'arbitres, pas laisser à la merci des compagnies—94; approuvée par ancien ministre de la Justice—94; passée unanimement—94; espère Sénat acceptera—94.

1re lecture—94.

M. Lancaster—Propose 2e lecture—615; objet, faire revivre loi en vigueur avant 1903—615; donner même pouvoir au propriétaire et à la compagnie pour évoquer arbitrage—615.

Sir W. Laurier—Aurait préféré présence ministre des Finances—616; si loi la même que l'année dernière, ne s'oppose pas—616.

Bill lu 2e fois, en comité, rapporté—616.

3e lecture, adopté—639.

Hon. Fielding—Propose prise en considération amendement du Sénat au bill (n° 3) modifiant loi des chemins de fer—7205; simple changement de rédaction, citation des nouveaux statuts revisés au lieu des anciens—7205.

Amendements lu 1re et 2e fois, adoptés—7205.

LOI DU POINÇONNAGE DE L'OR ET DE L'ARGENT (AMENDEMENT).

M. Macpherson—Dépose bill (n° 137) tendant à modifier la loi sur le poinçonnage de l'or et de l'argent—5420.

1re lecture—5420.

Hon. Fielding—Propose 2e lecture—6184 ; voudrait renvoyer au comité des banques et commerce pour entendre intéressés—6184; changements techniques—6184.

2e lecture—6184.

Renvoyé au comité des banques et commerce—6184.

Sur proposition de l'hon. Fielding, bill étudié en comité général—7205.

Hon. Fielding—Bill proposé par M. Macpherson—7205; comité des banques et commerce a décidé de reculer au 13 mars 1908 l'application de la loi passée à dernière session—7205; espère accord dans l'intervalle entre intéressés—7205.

M. Kemp—Gouvernement ayant pris paternité du bill primitif devrait également adopter celle-ci—7206; figurait au discours du trône—7206.

Hon. Fielding—Avait été présentée à la demande d'intéressés—7206.

Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7206.

BILLS N'AYANT PAS PASSE :

LOI DES CERTIFICATS DE CAPITAINE ET DE SECOND (AMENDEMENT).

M. E. A. Lancaster—Dépose bill (n°5) amendant la loi de capitaines et seconds—95; discuté à la dernière session—95 ; passé dans sa teneur actuelle quant à l'obligation de la nationalité britannique—95; renvoyé à un comité à cause d'addition de dispositions maintenant rayées—95.

1re lecture—95.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CERTIFICATS DE CAPITAINES ET DE SECONDS (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. Lancaster—Propose 2e lecture—616; l'année dernière soumis à un comité qui n'a pas fait rapport—616; la Chambre avait admis principe en passant 2e lecture—616; modification proposée à la loi actuelle, suppression de l'obligation de domicile—617; loi américaine actuelle—617; résolution association des capitaines et seconds—618; justes représailles—618.

M. L. G. McCarthy—Approuve le bill—619; difficulté de remplacer en 6 mois les capitaines qui perdraient droit de commander—619.

M. Macpherson—Parce que des Américains font une chose, il ne s'ensuit pas forcément qu'il soit bon de les imiter—620; la loi doit être basée sur un principe d'utilité nationale—620; prêt à admettre les Américains pourvu qu'ils prêtent serment de fidélité—620.

M. Stockton—On doit protéger notre population—621.

M. J. H. Sinclair—Griefs imaginaires—621; enquête devant le comité, un seul capitaine américain sur eaux intérieures—621; une centaine de Canadiens sur navires américains—622; aucun intérêt pour navigateurs canadiens à pousser la chose trop loin—622; s'il y a griefs sur eaux intérieures, on peut limiter l'effet du bill à ces eaux—623.

Hon. Brodeur—Procédure du comité l'année dernière—623; négligence mutuelle—624 ; la loi vaut-elle la peine de risquer de déranger tous les Canadiens employés aux Etats-Unis; obligation de résidence suffisante—624; demande renvoi à séance subséquente pour entendre l'association maritime du Canada—625; conseille renvoi à un comité spécial qui recevra rapport ancien comité—625; ne dit pas que le bill est mauvais—625; est prêt à accepter passage deuxième lecture avec entente de renvoi à comité—625.

M. E. D. Smith—Accepte comme mesure de représailles—626 ; pour avoir arme en main et obliger les Etats-Unis à abolir barrière et admettre échange de travail entre les deux pays—626; ce genre de législation doit être aboli—626.

M. J. W. Daniel—S'oppose au bill s'il vise le cabotage sur l'Atlantique—627.

M. T. S. Sproule—Demande comité pour prouver que marins canadiens ne jouissent pas aux Etats-Unis des mêmes avantages que marins américains au Canada—628.

M. J. D. Reid—Capitaines américains commandant navires américains résident aux Etats-Unis—628; pilotes américains naviguent entre Prescott et Montréal—628.

M. Lancaster—Se plaint que ministre empêche bill de passer—628; fait appel au patriotisme de l'association maritime du Dominion—628; lâcheté de l'association—628; lord Maskerry et son projet de loi—628; causes du retard du comité—620.

M. A. K. Maclean—Rapport de M. Lancaster mal rédigé, comportant sujets étrangers—620.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CERTIFICATS DE CAPITAINES ET DE SECONDS (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. Lancaster—Inutile renvoyer au comité une chose qui peut être décidée en dix minutes—630; ne redoute pas les représailles des Etats-Unis—630.

Hon. Brodeur—Propose renvoi du bill à comité spécial—631; personnel du comité—631.

M. Lancaster—Demande que le gouvernement prenne charge de son bill—632.

Sir W. Laurier—Promet que si le comité fait rapport du projet, fournira occasion de discussion—632.

M. E. A. Lancaster—Bill examiné en comité—7729 ; rapporté favorablement—7729 ; demande si sera appelé à cette session—7729.

Hon. Fielding—Ministre Marine absent—7729; préférable remettre prochaine session—7729.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. E. A. Lancaster—Dépose bill (n° 4) modifiant loi des chemins de fer, 1903—94 ; adopté dernière session, rejeté par Sénat—94; pour assurer sûreté publique aux passages à niveau—94; seule changement date de mise en vigueur, 1908, au lieu 1907—94.

1re lecture—94.

Appelé, réservé en l'absence du ministre des Chemins de fer—616.

M. Lancaster—Propose deuxième lecture—984; raison du changement de date—984; historique du bill—984; historique de la question—984 ; la loi n'impose pas un maximum de vitesse de 10 milles aux passages à niveau—985; elle ne prescrit ce maximum que s'il n'y a pas protection suffisante—985; une compagnie peut toujours se faire exempter de cette restriction—986; la Chambre de commerce de Toronto et le bill Lancaster—986; la discussion au Sénat—987; commentaires du 'Telegram" de Winnipeg sur rejet du bill par le Sénat—988; tout le monde se demande comment le Sénat a pu rejeter ce bill—989.

Hon. Emmerson—Repasse les procédures du comité spécial—990; procédure aux Communes—991; l'intérêt public demande un bill de cette nature—991.

M. G. H. McIntyre—Espère que le Sénat reviendra sur son opinion—992; la valeur de la vie humaine doit être mise au-dessus de la commodité du public—992; les motifs des sénateurs ne sont pas aussi innocents qu'on affecte de le croire—992; en tout cas, s'ils ont agi, c'est qu'ils sont encore vivants—993.

Bill lu 2e fois, considéré en comité et rapporté—993.

3e lecture—1114.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS).

M. W. F. Maclean—Dépose bill (n° 6) modifiant la loi des chemins de fer de 1903—285; pour étendre les dispositions de la loi aux compagnies de chars-dortoirs et de télégraphes—285; obliger les compagnies de télégraphes qui se rencontrent à faire l'échange de dépêches, comme compagnies de téléphones—285 ; obliger les compagnies de chemins de fer à observer un maximum de 2 cents du mille pour transport des voyageurs—285; obliger les compagnies de téléphones à l'échange de messages à longue distance—285.

1re lecture—285.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS)—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Propose 2e lecture—640; la politique d'un pays et sa prospérité reposent sur ses chemins de fer—640; recueil d'axiomes du sénateur Lafolette du Wisconsin sur les chemins de fer—640; lorsque la loi des chemins de fer a été passée il a été déclaré que nous mettions la haute main sur les tarifs—641; l'exploitation pure et simple des chemins de fer de l'Etat doit être la conséquence pure et simple de cette mainmise—641; le gouvernement n'a pas abdiqué son pouvoir aux mains de la commission—641; il conserve toute sa responsabilité exécutive—641; il faut étendre le champ d'action de la commission—642; elle devrait avoir des bureaux dans les grands centres—642; la commission devrait s'occuper davantage des différends entre les compagnies et les particuliers et mains des différends entre particuliers seulement—642; le Grand-Tronc et l'obligation du service à 2 cents du mille—642; supériorité des chemins de fer anglais—643; questions posées quant au service à 2 cents—643; la cour de police de Toronto l'égale de la cour Suprême du Canada—644; divers prix de parcours exigés par Grand-Tronc—644; tarifs injustement distinctifs—645; les ministres sont tenus de faire respecter la loi et de faire régner la justice—645; le C.P.R. et ses tarifs différentiels—646; les tarifs de gare à gare—646; doubles et triples tarifs—687; la loi devra être modifiée—647; l'association des compagnies pour faire payer retards de déchargement—647; on devrait s'unir pour faire payer retards de livraison—647 ; le trajet de Toronto à Ottawa—648 ; le changement de voitures à Smith-Falls—648; l'hygiène des trains—648; demande que la loi des chemins de fer s'applique aux messageries et aux wagons-lit—649; prix excessif des wagons-lits—649; lits du bas à $1.50—650; application de la loi aux télégraphes—650; la difficulté télégraphique à Cobalt—650; l'heure est venue de forcer les compagnies de téléphones à donner un service téléphonique où le public le demande—652; les compagnies gagneraient plus avec un tarif de 2 cents qu'avec le tarif actuel—652; loi des chemins de fer relative aux tarifs de transport—652; on devrait fixer le tarif fondamental à 2 cents du mille—653; les recettes excessives du C.P.R.—653; il faut que le parlement ait tous les ans un comité spécial où les griefs contre les chemins de fer soient discutés—654; ce qu'il faut penser des menaces de suppression de faveurs, de

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS)—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

prix d'excursion, etc.—654; dans aucun pays où les tarifs ont été abaissés, ces faveurs n'ont été supprimées—654; aucune compagnie n'a souffert des abaissements de tarif—655; exemples des Etats-Unis—656; la situation en Ohio, les effets de la concurrence des lignes électriques—656; les compagnies ont été heureuses d'avoir un prétexte pour abaisser les prix—657; c'est le C.P.R. qui a voulu aller dans l'ouest et avoir un réseau transcontinental, il ne doit pas en profiter pour créer des différends—657; le "Camrose Mail"—658; le tarif des transports plus important que le tarif des douanes—658; nos chemins de fer sont en mesure de faire des différences injustes—658; il faut définir le terme "voiturier"—658; la question des téléphones—659; impose raccordement des lignes téléphoniques de grande ou de petite distance—659.

M. H. A. Ward—Les lignes privées du township de Hope—659; plaintes—660; proposera qu'on ajoute les lignes particulières aux corporations mises l'année dernière sous la protection de la loi—660.

M. J. Barr—Le Canada arriéré—661; la commission des chemins de fer agit trop lentement—661; incident particulier—661; portée de la loi de la dernière session quant aux téléphones trop restreinte—662; propose que loi soit soumise à comité des chemins de fer ou à comité spécial—662; on doit empêcher les grandes compagnies d'opprimer le peuple—663.

M. H. S. Clements—En faveur du tarif de 2 cents—663.

M. E. A. Lancaster—En faveur avec restrictions du bill—663; les articles adoptés dans leur forme actuelle créeraient confusion—664; opposé à donner à commission des chemins de fer contrôle sur télégraphes et téléphones—664; veut la nationalisation—664; adverse à un tarif général de 2 cents sans considération du service et du réseau—664; commission des chemins de fer a actuellement le pouvoir de rendre justice suivant les circonstances—665; abaissement du tarif des passagers élèverait tarif des marchandises—665; ce sont les cultivateurs qui paient le transport des marchandises—666; approuve l'article 3 qui impose l'échange de tous les messages téléphoniques—666.

M. T. S. Sproule—Ne croit pas que les tarifs de marchandises aient jamais été relevés à cause de diminution des tarifs de voyageurs—667; bill devrait être lu deuxième fois—667; pouvoirs accordés aux compagnies—667; en échange, nous devons conserver droit de contrôle—688; tous les tarifs devraient être basés sur un prix raisonnable—668; création de zones—668; le fusionnement des compagnies de télégraphes—668; subterfuge—668; les compagnies de téléphone surchargent le public—670.

M. G. H. McIntyre—En faveur deuxième lecture—671; quitte à développer objections en comité—671.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS)—*Suite.*

M. J. Herron—En faveur du bill—671; 5 cents du mille payées dans l'ouest—671; impossible aux compagnies hausser le prix de transport du grain dans l'ouest—671.

Sir W. Laurier—Projet plus rationnel que d'habitude—672; ne voit pas d'objection à ce que compagnies de wagons-lits et de télégraphe passent sous contrôle de commission—672; impossible au Canada établir tarif de chemins de fer uniforme—672; pourquoi les plaintes de différence de traitement entre passagers canadiens et américains ne sont-elles pas soumises à commission—672; quelques cas ont été soumis, ils ont été réglés—673; si la commission n'agit pas ou est impuissante, on pourra remédier—673; question des téléphones compliquée—674; rapport comité spécial pas concluant—674; le mieux est de renvoyer le bill au comité spécial—674.

M. R. L. Borden—Plus près qu'autrefois de partager les vues de M. Maclean—674; la commission des chemins de fer est celle à laquelle on doit soumettre la question des tarifs, surtout si l'on dit qu'elle doit régler différends entre compagnies et particuliers—674; la commission remplit son devoir mais pas le gouvernement 675; l'initiative ministérielle—675; article 24—675; gouvernement devrait charger commission de faire enquête—675; annonce résolution qu'il proposera à cet effet—676; pouvoirs de la commission pour régler difficultés signalées—676; en faveur de passer deuxième lecture—677.

M. W. F. Maclean—C'est aux législateurs de poser des règles pour la gouverne de la commission—677; au Manitoba, quand tarif des voyageurs fut abaissé, celui des marchandises le fut également—678; en Pennsylvanie, ce sont les cultivateurs qui ont été blâmés de l'abaissement du tarif des voyageurs—678; prêt à mettre que tarif de 2 cents ne s'appliquera qu'au G.T.R. et au C.P.R.—679; accepte sous protêt renvoi à comité permanent—679.

2e lecture—679.

Sir W. Laurier—Propose renvoi au comité des chemins de fer—679.

Adopté—679.

M. W. F. Maclean—Propose discussion en comité général—3792; question du tarif maximum de 2 cents reviendra devant la Chambre jusqu'à ce que réglée—3792; pas question de commission des chemins de fer, question de politique du parlement—3792; les Etats américains et le tarif maximum—3792; article "Tribune" de Chicago—3792; aux Etats-Unis cultivateurs ne redoutent pas l'élévation des tarifs de marchandises comme conséquence de l'abaissement du tarif des voyageurs—3793; le G. T.R. et différence de traitement des voyageurs canadiens et américains—3793; dépêche maire d'Oshawa—3794; les chemins de fer ne donnent pas à la population le service qu'ils devraient lui donner—3794; le sort de l'échelle mobile—3794; brochure Chrysler—3795; les transports dans l'ouest—3795 le temps est arrivé de fixer un maximum

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS)—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

du tarif de transport des voyageurs—3796; le Grand-Tronc doit être amené au respect de sa charte—3796; au lieu de cela, il se moque de la loi et veut faire modifier sa charte—3796; le peuple veut que le tarif soit fixé par le parlement—3797.

Hon. Emmerson—Le Grand-Tronc modèle ses tarifs sur les conditions du pays non seulement en Canada, mais aux Etats-Unis—3798; de là les différences—3798; on ne peut pourtant pas demander aux compagnies de transporter des voyageurs à perte—3798; aspects divers de la question—3798; importance position géographique—3798; tarifs d'hiver et tarifs d'été—3798; comment fixer maximum—3799; pas opposé à ce que la Chambre signifie ses vœux à la commission—3799; qu'elle lui fasse savoir que population demande tarifs plus bas—3799; accepter cette proposition en l'absence de statistiques serait absurde—3799; nous en aurons l'année prochaine—3800; aucune raison soumise pour modifier politique de chemins de fer de 1903—3800.

M. Lennox—Croit que parlement doit déterminer définitivement tarif—3800; mais doit posséder informations—3800; pour cela on devrait invoquer l'aide de la commission des chemins de fer—3800; puis parlement verra sur quels réseaux on peut imposer raisonnablement maximum de 2 cents—3800; juge Killam n'a pas repoussé l'idée d'étudier la question—3801; opposé à la politique de délai du gouvernement—3801.

M. T. S. Sproule—Propose que la Chambre se forme en comité sur parties du bill acceptées—3802; trois parties: contrôle des wagons-lits, contrôle absolu du téléphone et maximum de tarif—3802; chaque proposition doit être discutée séparément—3802.

Hon. Emmerson—Bill revient du comité avec recommandation de rejet en bloc—3802.

Sir W. Laurier—Rapport du comité des chemins de fer—3804; sage adopter rapport du comité—3804; M. Maclean n'a apporté aucun argument nouveau—3804; a traité question comme si elle n'avait jamais passé au comité—3805; M. Maclean est le baromètre au Canada des méthodes américaines—3805; c'est un radical—3805; situation pas la même au Michigan et au Canada—3805; tarifs de Québec à Montréal pas applicables de Winnipeg à Edmonton—3806; la proposition des députés de l'ouest—3806; 3 cents et pas 2 cents—3806; puis tient compte des circonstances—3806; la commission bien plutôt que le parlement peut déterminer tarif équitable en tenant compte du rendement—3806.

M. R. L. Borden—Cas du bill de M. Lancaster en 1905—3806; en dépit de rapport de rejet fut discuté en comité général—3807; pour permettre aux députés non membres du comité de discuter—3807.

Hon. Fielding—Procédure irrégulière en 1905—3808; procédure à suivre—3808

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENTS)—*Suite.*

M. W. F. Maclean—G.T.R. fait payer 3½ cents à l'est de Toronto, 3 cents à l'ouest, 4 cents dans Québec—3808; inégalité révoltante—3808; l'application d'un principe fixe peut amener l'oppression—3808; mais pas à comparer avec scandaleuse inactivité—3808; adopte les méthodes américaines quand elles sont bonnes—3808; les compagnies sont-elles plus puissantes que le peuple—3808; est bourré de renseignements et veut les servir au comité—3809.

M. R. L. Borden—Appuie proposition pour discussion en comité général—3870.

M. A. Lavergne—Le comité des chemins de fer pas opposé à la discussion en comité général—3810.

M. J. G. H. Bergeron—Trois questions: question wagons-lits réglée par déclaration ministre des chemins de fer qu'ils tombaient sous juridiction commission—3810; question téléphones rejetée après longue discussion—3810; question maximum de tarif abandonnée après examen—3810; non seulement ce n'est pas au comité général, mais pas même au comité des chemins de fer d'examiner ces questions—3810; faudrait comité spécial—3810; danger de réglementation fixe—3810; temps perdu—3811.

M. J. Barr—La moitié des membres du comité des chemins de fer n'assistent pas aux séances—3811; changement d'opinion mystérieux des députés au moment du vote en comité—3812; abondance de témoins pour compagnies—3812; les raccordements téléphoniques demandés par le peuple—3812; injuste pour députés du peuple de se dégager sur une commission—3812; Chambre peut traiter ces questions par comité spécial—3812; le public ne sera pas satisfait de voir éluder discussion—3812.

M. E. M. Macdonald—Le comité des chemins de fer a déjà vu et et discuté si souvent les bills de M. Maclean et n'a pas besoin de les revoir longtemps pour se décider—3813; propose l'ajournement à six mois de l'examen en comité général—3813.

Amendement Macdonald mis aux voix—3813.

Adopté: 80 pour, 37 contre—3814.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. Kennedy—Dépose bill (n° 62) tendant à modifier loi des chemins de fer, 1903—1429; pour faire disparaître limitation des propriétés pouvant être indemnisées pour incendie allumé par chemin de fer—1439; inclure cours, etc., toute propriété traversée par voie ferrée—1429.

1re lecture—1429.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. E. M. Macdonald—Dépose bill (n° 98) tendant à modifier la loi sur les chemins de fer de l'Etat—3537; pour appliquer aux chemins de fer de l'Etat les dispositions de l'Acte des chemins de fer relatives aux morts accidentelles des bestiaux et incendies sur passage des trains—3537.

1re lecture—3537.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. J. Conmee—Dépose bill (n° 100) modifiant loi des chemins de fer, 1903—3845; loi de 1903 a enlevé recours aux propriétaires de bestiaux tués dans régions inhabitées—3845 ; a supprimé obligation d'enclore—3845; dans les régions nouvelles terres pas clôturées—3846; il importe que colons ou possesseurs de lots qu'ils n'habitent pas puisse y faire paître librement leurs animaux—3846; loi insuffisante—3846; bill oblige chemin de fer traversant village ou township quelconque à clôturer et à poser garde-bestiaux—3846.
1re lecture—3846.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. W. F. Maclean—Dépose projet de loi (n° 138) modifiant la loi des chemins de fer—5335.
1re lecture—5335.

LOI DES CHEMINS DE FER (AMENDEMENT).

M. R. Lanctot—Dépose bill (n° 160) pour modifier loi des chemins de fer—6804 ; pour établir réciprocité dans les amendes pour retard de stationnement—6704; les chemins de fer font payer à l'expéditeur et au destinataire des droits de stationnement s'ils retardent à charger ou décharger wagons—6704; les compagnies devraient être sujettes à amendes pour retards similaires—6704.

LOI DE LA COUR SUPREME (AMENDEMENT).

M. H. Gervais—Dépose bill (n° 70) pour modifier la loi de la cour Suprême—1658; pour faire disparaître anomalie dans les cas d'appel—1658; pour appel de la cour moins importante le montant requis pour pouvoir en appeler est plus élevé que si on appelle de cour plus importante—1659; pour appel de cour de révision, $2,433.33, de cour du banc du Roi, $2,000—1659; bill présenté à la demande du barreau—1659 ; établit chiffre uniforme de $2,000—1659.
1re lecture—1659.

LOI CRIMINELLE (AMENDEMENT).

M. H. Gervais—Donne avis que déposera bill pour modifier loi criminelle—1657.
M. Gervais—Dépose bill (n° 77) pour modifier la loi criminelle—1898.
1re lecture—1898.

LOI CRIMINELLE (AMENDEMENT).

M. H. Gervais—Dépose bill (n° 101) tendant à modifier code criminel—3846; pour mettre un terme à la clause exclusive des contrats de location des machines—3846; loi réclamée par fabricants touchés par cette clause—3846; texte contrats de la "United Shoe Machinery Company" 3846; énumération des machines visées—3848; bill tend à ériger en contravention toute conclusion de contrat de ce genre—3848; n'aectera pas causes pendantes—3848; crime de permettre contrat exclusif—3848; servitude commerciale et industrielle—3848.
1re lecture—3848.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES ELECTIONS FEDERALES (AMENDEMENT).

M. A. C. Macdonell—Dépose bill (n° 16) modifiant la loi des élections fédérales—633; prescrit vote obligatoire—633; oblige à donner congé, jour du scrutin—633.
1re lecture—633.

LOI DES HEURES DE TRAVAIL SUR TRAVAUX PUBLICS.

M. A. Verville—Dépose bill (n° 32) Loi concernant les heures de travail sur travaux publics—832; prescrivant journée de huit heures—832 ; pas de changement quant aux salaires—832.
1re lecture—832.

LOI DE L'INSPECTION DES BARGES.

M. F. A. Laurence—Dépose bill (n° 35) tendant à l'inspection officielle des barges—1069; barges utilisées pour transport des marchandises sur grands lacs, Atlantique et Pacifique—1070; beaucoup chargées outre mesure—1070; n'offrent pas sécurité requise—1070; bill tend à imposer limite de chargement—1070.
1re lecture—1070.

LOI D'INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR (AMENDEMENT).

M. L. G. McCarthy—Dépose bill (n° 18) modifiant loi d'inspection des bateaux à vapeur de 1898—680; même que loi de l'année dernière renvoyée à comité avec bill Lancaster—680; exiger diplôme pour mécaniciens de navire d'un tonnage supérieur à chiffre donné—680; n'est jamais revenue du comité—680; espère meilleur sort—680; demandé par mécaniciens du pays—680.
1re lecture—680.
2e lecture—4992.
Renvoi au comité spécial relatif au bill des capitaines et seconds de navires—4992.

LOI DE L'INSPECTION ET VENTE DU LAIT (AMENDEMENT).

M. Porter—Dépose bill (n° 84) pour modifier la loi de l'inspection et de la vente du lait—2045; pour assimiler à loi d'Ontario—2046; pour déclarer ignorance excuse valable si précautions prises—2046; le mot sciemment avait été supprimé—2046.
1re lecture—2046.

LOI DES JUGES DES COURS PROVINCIALES (AMENDEMENT).

M. Lennox—Dépose bill (n° 61) modifiant la loi des juges des cours provinciales—1729; empêcher ces juges de se livrer à des besognes étrangères à leurs fonctions—1429; obtenir pour la Chambre certains renseignements pas consignés aux archives—1429.
1re lecture—1429.

LOI DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES (AMENDEMENT).

M. A. C. Macdonell—Dépose projet de loi (n° 87) pour modifier la loi des liquidations judiciaires—2417; pour accélérer et diminuer frais pour mise en liquidation forcée ou volontaire de compagnies ou

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES (AMENDEMENT)—*Suite.*

M. A. C. Macdonell—*Suite.*

sociétés—2417; pour permettre au liquidateur de procéder sans l'intervention des tribunaux—2417 ; texte article proposé—2418; pouvoirs des liquidateurs—2418; responsabilité du liquidateur—2418; exemple de la "York County Loan and Savings Company"—2418.

1re lecture—2418.

LOI DE LA NAVIGATION DES EAUX INTERIEURES.

M. A. Lavergne—Dépose bill (n° 34) concernant les compagnies de navigation à l'intérieur—915; pour obliger compagnies de steamboats à transporter gratuitement sénateurs et députés—915; compagnie Richelieu et Ontario transporte ainsi seulement ceux qui votent pour ses projets de loi—915; bill destiné à assurer l'indépendance des membres du parlement —916.

1re lecture—916.

LOI DE LA PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE (AMENDEMENT).

M. A. C. Macdonell—Dépose bill (n° 83) pour modifier loi propriété littéraire et artistique—2045; changer la longue formule sur cartes, photos, etc., remplacer par "Droits réservés"—2045.

1re lecture—2045.

LOI SUR LES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COOPERATIVES.

M. F. D. Monk—Dépose bill (n° 2) concernant sociétées industrielles et coopératives —92; déjà présenté l'année dernière—92; demandera renvoi à comité spécial après deuxième lecture—92; principales dispositions empruntées à législation anglaise —92; prêt à laisser bill aux mains du ministre du Travail—92; les banquiers ne voient pas le bill d'un mauvais œil—93.

1re lecture—93.

M. F. D. Monk—Propose deuxième lecture —603; compilations figurent aux "Débats" de l'année dernière—603; Leon Say et la coopération—604; dans la coopération les personnes comptent et non le capital—604; développement de la coopération—604; les Equitables Pionniers de Rochedale —604; organisation de la copération agricole en Angleterre—605; les petites banques ou caisses rurales, centres du mouvement coopératif en Europe—606; coopération en Canada—607; loi provinciale de Québec—607; ne peut autoriser affaires de banque—607; d'un autre côté questions d'encouragement au travail et de réglementation dépendent du pouvoir fédéral—analogue à question de tempérance pour avoir une loi générale—608; meilleur système à adopter au Canada ressemblerait à loi d'Angleterre—608; moyens simples et non coûteux—608; mécanisme du projet—608; capital ne peut pas être retiré—608; en aucun cas ne peut descendre en dessous du capital primitif—609; pourvu qu'un membre ne puisse se retirer à moins qu'il y ait une réserve régulièrement établie—609; surveillance du ministre—610; placements de l'association—610;

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI SUR LES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COOPERATIVES—*Suite.*

M. F. D. Monk—*Suite.*

fusionnement—610; pouvoirs du département du Travail—610; utilité admise par ministre des Finances—611; différence avec penny banks—611; aucunes plaintes de banques où ce système existe—611; rapport chambre de commerce de Montréal—612; loi donnera participation aux bénéfices—613.

Hon. Fielding—Accepte proposition d'examen par comité spécial—613; seul danger, opérations de banque—613; n'admet pas utilité aussi grande au Canada qu'à l'étranger—613; vulgarisation des banques—614; deux restrictions importantes dans le bill atténuent le danger—614; restriction du territoire, restriction des affaires aux membres—614.

Hon. R. Lemieux—Projet discuté dans "Gazette du Travail"—614; M. Desjardins et Luzzati—615.

2e lecture—615.

LOI DE LA VENTE DES BILLETS DE CHEMIN DE FER.

M. W. F. Maclean—Dépose bill (n° 7) modifiant la loi relative à la vente des billets de chemin de fer—285; annule statut faisant un crime de revendre billet de chemin de fer—285; veut que billet de chemin de fer soit considéré comme billet de banque et puisse être cédé—286; actuellement obligé rapporter au bureau—286; statut doit être supprimé, compagnies refusent de donner service à 2 cents, ne doivent pas avoir le droit de traiter en criminel celui qui renvend un billet—286; disposition n'existe dans aucun pays—286.

1re lecture—286.

M. W. F. Maclean—Propose 2e lecture—993; lecture du bill—994; un individu qui reçoit un bon de pain a le droit de le vendre—994; pourquoi celui qui a un billet de chemin de fer ne peut-il pas le revendre également—994; les chemins de fer n'ont aucun droit à une protection spéciale—994; la situation actuelle—994; nécessité de faire racheter par compagnie et embarras résultant—996; système des Etats-Unis, billets doubles—996; avantages concédés à la compagnie du Grand-Tronc—998; les anciens jetons de parcours de troisième classe—998; la façon dont le Grand-Tronc augmente ses tarifs —1002; les frais de secrétaire—1002; les victoires des agents devant la commission des chemins de fer—1003; les inégalités de prix—1003; la loi américaine—1006; la loi des Etats-Unis et les télégraphes—1006; discours de M. Root sur les compagnies—1008; aux Etats-Unis la loi ne protége pas seulement le peuple, mais le procureur-général est tenu de l'appliquer—1010; les condamnations des chemins de fer américains—1010; le moyen d'amener toutes les lignes du Canada au même point est d'obliger le G.T.R. à donner, comme la loi l'y oblige le service de 2 cents du mille, les autres compagnies seront bien obligées d'y venir—1012; demande qu'on oblige le Grand-Tronc à se soumettre à la loi—1013.

BILLS D'INTERET PUBLIC—*Suite.*

LOI SUR LES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COOPERATIVES—*Suite.*

Hon. Emmerson—Il n'y a rien aux Etats-Unis qui réponde aux billets de retour délivrés au Canada—1014; il ne peut pas y avoir de corrélation entre les lois—1014; le billet de retour est un arrangement spécial—1014; cela n'a rien à faire avec le transport à deux sous—1014; c'est un contrat dont on doit porter les conséquences—1014; la vente de la portion de retour d'un billet réduit, au prix régulier du parcours, est une fraude—1016 bill pas bien étudié—1016; votera 2e lecture avec l'entente que le bill sera soumis au comité des chemins de fer et télégraphes—1018.

M. Sproule—Un billet de chemin de fer n'est pas une propriété avec attribution personnelle—1017; vous pouvez en disposer—1018; ne parle pas des billets d'excursion qui devraient être exclus de cette loi—1018; mais, si vous avez acheté un billet pour un certain parcours, vous devez pouvoir vendre le restant du parcours—1018; la loi vous permet bien de donner ce restant—1018; on permet bien d'échanger et de vendre les billets de wagon-lit—1019.

Hon. D. Tisdale—Les billets de première classe ne comportent aucune restriction—1020; la loi qu'on veut changer a été passée sous les conservateurs, en 1882—1020; restrictions ne peuvent être imposées que pour justes raisons—1021.

M. L. G. McCarthy—Il n'y a pas d'abus criant—1021; personne ne se plaint—1021; discussion en 1882, loi présentée par feu sir Geo. Kirkpatrick—1022; la loi d'alors légalisait le commerce de vente de billets—1024; c'était une protection pour les immigrants qui se font vendre de mauvais billets—1024; impossible accomoder cette protection avec bill proposé—1025.

M. W. F. Maclean—Les libéraux ne veulent pas la liberté du peuple—1025.

Bill lu 2e fois—1025.

Renvoyé au comité des chemins de fer—1025.

BILLS D'INTERET PRIVE.

MOTION AU SUJET DE PETITIONS.

M. Calvert—Demande que pétitions reçues le 22 et 23 courant soient lues et acceptées—1982; dernier jour, si pas lues aujourd'hui, $100 d'amende—1982.

Sir W. Laurier—Les nouveaux règlements doivent être suivis maintenant ou jamais—1982; public sait à quoi l'expose un retard—1982; amende insignifiante s'il s'agit d'affaire sérieuse—1982.

M. R. L. Borden—Si motion accordée, verrons revivre ancien système de concessions et de faveurs—1982.

M. L. G. McCarthy—Pétitions ont été déposées dans le délai strict—1982; s'il faut interpréter que pétitions doivent être lues et reçues, le public ne le savait pas—1983; considère que la règle est ambigüe et pourrait être invoquée pour exiger réception de motion—1983.

M. R. L. Borden—Il ne s'agit pas d'amende, mais d'échelle graduée d'honoraires—1983.

M. Sproule—Lit la règle—1984.

Motion retirée—1984.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

INTERPRETATION DU REGLEMENT.

M. l'Orateur—Propose recevoir pétitions moins trois reçues trop tard—2043; on peut proposer renvoi de ces pétitions devant comité des ordres permanents pour obtenir rapport—2041.

M. McCarthy—Propose renvoi—204.

Hon. Foster—Demande avis—204.

Sir W. Laurier—Avis inutile—2042; motion conforme au règlement—2042; texte—2042.

M. McCarthy—Trop de sévérité—2042; retard inutile si avis de motion exigé—2042; prêt à se soumettre à l'amende—2042.

M. l'Orateur—Motion régulière—2042; interprétation du terme "reçu"—2043; procédure du renvoi au comité—2043; conditions de réception—2043.

M. R. L. Borden—Demande cause du retard—2044; pas d'inconvénient à renvoyer au comité—2045.

Motion adoptée—2045.

BILLS SANCTIONNES.

"ACCIDENT AND GUARANTEE COMPANY" DU CANADA.

M. Johnston—Dépose bill (n° 106) pour changer le nom en "Royal Accident Company of Canada"—4250.

1re lecture—4250.

2e lecture—4553.

Comité et 3e lecture—6722.

Sanctionné—8221.

"ANNUITY COMPANY OF CANADA".

M. Bole—Dépose bill (n° 65) concernant "Annuity Company of Canada"—1522.

1re lecture—1522.

2e lecture—1854.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2856.

Sanctionné—5347.

BANQUE NATIONALE DU CANADA.

M. Lachance—Dépose bill (n° 27) concernant la banque Nationale—832.

1re lecture—832.

2e lecture—1081.

En comité, rapporté, 3e lecture—4137.

Sanctionné—6742.

BREVET DE LA COMPAGNIE INTERNATIONALE DE PAPIER.

M. Pardee—Dépose bill (n° 73) relatif au brevet de la Compagnie internationale de papier—1850.

1re lecture—1850.

2e lecture—2176.

Comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3886.

Sanctionné—6743.

BREVETS, P. D. GREEN, ETC.

M. L. G. McCarthy—Dépose bill (n° 155) concernant brevets d'invention P. D. Green, Melvin Hunt et J. D. McMurrich—6318.

1re lecture—6318.

2e lecture—6772.

Comité et 3e lecture—7401.

Sanctionné—7401.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

BREVETS DE LA "NICHOLS COPPER COMPANY".

M. Turriff—Dépose bill (n° 119) relatif à brevets de la "Nichols Copper Company" —5084.
1re lecture—5084.
2e lecture—5134.
En comité—5759.
Hon. Fielding—Bill a reçu attention requise—5759; droits de ceux qui ont exploité brevets depuis déchéance sûrement sauvegardés—3759.
Rapporté—5759.
3e lecture, adopté—5759.
Sanctionné—6742.

BREVET DE W. A. DAMEN.

M. Campbell—Dépose bill (n° 8) concernant brevet de W. A. Damen—633.
1re lecture—633.
2e lecture—732.
En comité—1806.
Sur article 2 (sauvegarde de droits existants)—1806.
M. Pringle—Demande amendement pour protéger droits de la compagnie Canadienne de Caoutchouc qui a encouru des frais réels pour tenter de fabriquer depuis déchéance des porteurs du brevet n° 40,630—1806; affidavit—1806; il n'y a pas d'exemple de mise en vigueur de brevet après deux ans d'expiration—1807; les lois de brevets ne tendent pas à créer monopole éternel—1808; les bandages Dunlop avaient été abandonnés avec la défaveur des bicycles—1808; maintenant que l'on s'aperçoit que ces bandages peuvent servir pour automobiles et que la Compagnie de Caoutchouc est prête à les fabriquer, on demande de faire revivre brevet—1808; clause de versement de droit partiel, déchéance absolue—1809; le bandage Dunlop a été un monopole qui a enrichi ses détenteurs—1809; on l'a lâché quand on a cru qu'il n'y avait plus d'argent dedans—1809; maintenant qu'on veut en tirer parti dans le public, les monopoleurs reparaissent—1809.
M. Campbell—Tout a été discuté en comité —1810; bill a été adopté par 42, à 16 en comité—1810; insignifiance des prétendus travaux d'exploitation—1810; clause introduite par comité est la clause ordinaire—1811; clause proposée constitue spoliation pure et simple—1811.
M. Galliher—On allègue un simple inadvertance, un oubli de formalité—1811; une grande compagnie ne fait pas de ces omissions sans raison—1811; deux sessions écoulées—1811; il y avait abandon intentionnel—1812; si l'on veut protéger les gens qui font des omissions de ce genre pendant deux ans, il est temps de protéger les fabricants de bonne foi—1812; preuves de préparatifs de fabrication—1812; aucune sympathie pour les porteurs de brevets et monopolistes qui augmentent la valeur des automobiles—1813; négligence pas justifiée—1813.
M. E. M. Macdonald—Il importe de limiter la durée des brevets—1815; en quinze ans les détenteurs de brevets ont dû faire assez d'argent—1816; une déchéance par négligence correspond à un jugement par défaut—1816; il est de l'intérêt du pays que plusieurs maisons puissent fabriquer ces articles—1816.
M. Pringle—Législation actuelle tend à limiter durée des brevets—1817; l'Union internationale pour la protection des porteurs de brevets a passé une résolution contre le système de prolongation des délais—1817.
Reprise—1853.
M. Bergeron—Au nom de M. Pringle, retire amendement—1853.
Bill rapporté lu 3e fois, adopté—1853.
Sanctionné—2831.

BREVET SUMMERS.

M. Galliher—Dépose bill (n° 9) concernant brevet de E. W. Summers et de H. H. Summers—633.
1re lecture—633.
2e lecture—732.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1853.
Sanctionné—5347.

BREVET DE LA "G. E. SMITH LUMBER COMPANY".

M. Permelee—Dépose bill (n° 10) concernant brevet de la 'G. E. Smith Lumber Company'—534.
1re lecture—534.
2e lecture—732.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1853.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER D'ABBITIBI A LA BAIE D'HUDSON.

Dépôt du projet de loi du Sénat (n° 142) constituant la compagnie de chemin de fer d'Abbitibi à la baie d'Hudson—5672.
1re lecture—5672.
2e lecture—5760.
Comité et 3e lecture—6772.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER D'ALBERTA.

M. Crawford—Dépose bill (n° 124) concernant chemin de fer d'Alberta—4992.
1re lecture—4992.
2e lecture—5134.
Comité et 3e lecture—6186.
Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER ALGOMA CENTRAL ET BAIE D'HUDSON.

Dépôt du bill (n° 130) du Sénat concernant la compagnie de chemin de fer Algoma central et baie d'Hudson—5242.
1re lecture—5242.
2e lecture—5448.
Comité et 3e lecture—6771.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER D'ALSEK AU YUKON.

M. Thompson—Dépose bill (n° 64) constituant chemin de fer d'Alsek au Yukon—1522.
1re lecture—1522.
2e lecture—1854.
Sanctionné—5347.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE L'ATHABASKA.

M. W. McIntyre—Dépose bill (n° 45) concernant "Athabaska Railway Co."—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1377.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER D'ATHABASKA NORD.

M. Turriff—Dépose bill (n° 74) concernant chemin de fer "Northern Athabaska"—1850.
1re lecture—1850.
2e lecture—2176.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2857.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER DE L'ATLANTIQUE A L'OUEST DE QUEBEC.

M. Gauvreau—Dépose bill (n° 90) constituant compagnie de chemin de fer de l'Atlantique à l'ouest de Québec—2561.
1re lecture—2561.
2e lecture—3221.
En comité—5364.

M. Campbell—Un article permet paiement jusqu'à concurrence de $50,000 d'anciennes dettes de construction—5365.

Hon. Emmerson—Arrangement accepté par hon. T. C. Casgrain—5365.

M. J. D. Reid—Admet acceptation de M. Casgrain—5365.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5365.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER BROCKVILLE, WESTPORT ET NORD-OUEST.

M. Derbyshire—Dépose bill (n° 39) concernant chemin de fer Brockville, Westport et Nord-Ouest—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1876.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.
Sanctionné—5347.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ET NAVIGATION DE BURRARD A WESTMINSTER ET FRONTIERE.

M. Macpherson—Dépose bill (n° 71) concernant compagnie de chemin de fer et de navigation de Burrard à Westminster et frontière—1850.
1re lecture—1850.
2e lecture—2176.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.
Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER DE CALGARY A EDMONTON.

M. W. McIntyre—Dépose bill (n° 103) chemin de fer de Calgary à Edmonton—4177.
1re lecture—4177.
2e lecture—4289.
3e lecture—4551.
Sanctionné—5347.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER CANADA CENTRAL.

M. M. S. Schell—Dépose bill (n° 44) concernant "Canada Central Railway"—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1377.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2176.
Sanctionné—5346.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD DE QUEBEC.

M. Dugas—Dépose bill (n° 48) concernant "Canada Central Railway"—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1377.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.
Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD DE QUEBEC.

M. W. McIntyre—Dépôt de bill (n° 154) concernant chemin de fer Canadien du nord de Québec—6563.
1re lecture—6563.
2e lecture—6772.
En comité général—8155.

M. Conmee—Bill n'a pas subi deuxième lecture—8155; a usurpé le tour du bill (n° 167)—8156.

M. l'Orateur—Figure régulièrement au feuilleton—8156.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—8156.

CHEMIN DE FER CANADIAN NORTHERN ONTARIO.

M. Pardee—Dépose bill (n° 72) concernant "Canadian Northern Ontario Railway Company"—1850.
2e lecture—2176.
En comité—4549.

M. W. F. Maclean—Demande si bill revisé avec soin conformément aux changements faits en comité spécial—4550.

M. V. Wilson—Bill aurait dû être réimprimé—4550.

Hon. Fielding—Aux termes du nouveau règlement doit être réimprimé—4550.

Hon. Emmerson—C'est aux employés de la Chambre et non au ministre d'y voir—4550.
Remis—4551.
Rapporté, 3e lecture, adopté—5004.
Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU PACIFIQUE.

M. Guthrie—Dépose bill (n° 78) concernant le chemin de fer Canadien du Pacifique—1984.
1re lecture—1984.
2e lecture—2176.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER DES CANTONS DE L'EST.

M. L. Lavergne—Dépose bill (n° 42) constituant la compagnie de chemin de fer des Cantons de l'est—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1376.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2176.
Sanctionné—5348.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER CENTRAL DU NIPISSING.

M. Clarke—Dépose bill (n° 94) pour constituer en corporation la compagnie de chemin de fer Central du Nipissing—2563.
1re lecture—2563.
2e lecture—2859.
Comité et 3e lecture—4551.
Sanctionné—5743.

CHEMIN DE FER DE COLLINGWOOD.

M. L. G. McCarthy—Dépose bill (n° 150) constituant compagnie du chemin de fer de Collingwood—6181.
1re lecture—6181.
2e lecture—6390.
Comité et 3e lecture—6772.
Sanctionné—8222.

CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU NORD.

M. Bureau—Dépose bill (n° 13) chemin de fer de Colonisation du Nord—732.
1re lecture—732.
2e lecture—732.
En comité, rapporté—2857.
M. Henderson—Demande pourquoi le nom paraît en français—2857.
M. Bureau—Compagnie originairement incorporée dans Québec—2857; a demandé charte fédérale—2857.
3e lecture—2857.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER DES COMTES DU CENTRE.

M. M. S. Schell—Dépose bill (n° 49) concernant chemin de fer des Comtés du Centre—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1377.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2857.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER DE CRAWFORD-BAY A ST. MARY.

M. Galliher—Dépose bill (n° 89) constituant compagnie du chemin de fer de Crawford-Bay à St. Mary—2563..
1re lecture—2563.
2e lecture—2858.
Comité et 3e lecture—4551.
Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER DOMINION CENTRAL.

M. Hall—Dépose bill (n° 43) concernant "Dominion Central Railway Company"—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1376.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2176.
Sanctionné—5346.

CHEMIN DE FER D'EDMONTON, DUNVEGAN AND B. C.

M. D. Ross—Propose bill (n° 54)constituant "Edmonton, Dunvegan & B. C. Railway Company"—1339.
1re lecture—1339.
2e lecture—1559.
En comité, 3e lecture, adopté—3703.
Sanctionné—5348.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA BAIE GEORGIENNE. ET SEABORD.

M. Grant—Dépose bill (n° 14) "Georgian Bay & Seabord Railway Company—
1re lecture—
2e lecture—732.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—1853.
Sanctionné—543.

CHEMIN DE FER DU GRAND OCCIDENTAL.

M. Galliher—Dépose bill (n° 79) relatif à la compagnie de chemin de fer du Grand Occidental—1985.
1re lecture—1985.
2e lecture—2176.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC.

M. Guthrie—Dépose bill (n° 82) concernant le chemin de fer du Grand-Tronc du Canada—
1re lecture—2046.
En comité—4549.
M. Lancaster—Amendement important—4549.
Réservé—4549.
Appelé, en comité—4584.
Article 6.
M. W. F. Maclean—Demande pourquoi article 9 rayé—4585; demande si cela indique que compagnie est prête à appliquer tarif 2 cents mille—4585; important de savoir si le gouvernement veut forcer compagnies à observer les termes de leur contrat—4585.
Hon. Emmerson—Pas le père confesseur du Grand-Tronc—4586; ignore pourquoi article biffé—4586; quand article fut biffé loi passa sans difficulté au comité—4586; estime que G.T.R. est tenu de remplir conditions mentionnées à sa charte—4586.
M. D. Ross—Comment un député peut-il parler sur un article qui n'existe plus dans un bill—4586.
M. W. F. Maclean—Clause des 2 cents, texte—4587; analogue à clause des chemins de fer Grande-Bretagne—4587; c'est le gouvernement qui a exigé que l'article 9 fût biffé—4587; information de M. Biggar—4587.
Hon. Emmerson—Ancienne déclaration, ni même suggestion de désir faite à M. Bigar—4588.
M. Lennox—Demande que 3e lecture ne soit pas poussée—4588 ; présentera amendement—4588.
Hon. Emmerson—Bill primitif du G.T.R. prescrivait système de 1re, 2e et 3e classes, comme en Angleterre—4588; au Canada service troisième classe reconnu impraticable et inutile—4588; M. Maclean voudrait service de 1re classe à 2 cents mille—4588 ; imposition du tarif de 2 cents au Nevada—4588; suppression de toute réduction sur chemins de fer—4588.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Si gouvernement réussit à obtenir service de 2 cents du mille sur G.T.R., les autres compagnies suivront—4591; ce qui est arrivé au Manitoba quand le Canadian Northern a été tenu d'abaisser ses tarifs de transport—4592; le C.P.R. a dû suivre—4592; service anglais—4592.

M. Sproule—Demande si compagnie pourra acquérir les biens de l'île Kaïen sans s'occuper du droit de réversion à Colombie-Anglaise—4593.

Hon. Emmerson—Ceci est le bill du G.T.R.—4594; l'affaire de l'île Kaïen se rapporte au G.-T.-P.—4594; le Grand-Tronc est seulement caution—4594; article en question a trait au droit d'acquisition par G.T.R. de propriété en Grande-Bretagne pour bureaux—4594; pourra acquérir, mais propriété sera soumise à loi de Grande-Bretagne—4594; même permission accordée à compagnie pour acquérir bien fonds au Mexique, Cuba et Brésil—4594.

M. H. Gervais—Propose 3e lecture—4947.

M. Lennox—Demande remise semaine prochaine—4947.

M. H. Gervais—Impossible—4948; loi examinée sous toutes ses faces—4948; en conformité avec jugement conseil privé—4948; applicable en avril prochain seulement—4948.

Hon. Brodeur—Amendement proposé par M. Lennox devrait être général et inclus dans la loi des chemins de fer—4948.

M. Lennox—Historique que la caisse des pensions des employés du G.T.R.—4949; propose amendement en vertu duquel aucune quittance ou remise signée avant l'accident ne relèvera la compagnie de sa responsabilité—4952.

M. l'Orateur—Règle ne permet pas amendement de style—4953; on doit demander radiation de l'ordre du jour et renvoi en comité général—4953.

Amendement Lennox mis aux voix—4953.

Rejeté: 22 pour, 48 contre—4954.

M. Bennett—Propose amendement—4955; pour insister sur prescriptions loi 1904—4956.

Discussion suspendue—4956.

Discussion reprise—4998.

M. Bennett—Propose amendement—4998.

M. W. F. Maclean—Le Grand-Tronc ne mérite pas qu'on ne lui concède aucune de ses demandes avant d'avoir redressé les griefs du public—4998; compagnie combat la loi—4998; refuse de se conformer à la loi pour service de 2 cents du mille—4998; établit contrairement à loi des différences sur prix de transport à l'est et à l'ouest de Toronto—4998; le gouvernement a bien réussi à faire obéir la compagnie du C.P.R. quand elle a demandé faveurs pour ligue Passe du Nid de Corbeau—5000; le Grand-Tronc n'est pas plus que le Pacifique—5000; pas de faveur tant que le Grand-Tronc violera la loi—5000.

Hon. M. Emmerson—Mêmes affirmations—5001; inutile perdre de temps à répondre mêmes choses—5001.

Bill lu 3e fois—5001.

Sur motion d'adoption—5001.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DU GRAND-TRONC—*Suite.*

M. W. F. Maclean—Eloge de la persévérance—5001; l'anarchie est à nos portes—5002; conséquences de la loi du dimanche—5003; pouvoir donné aux procureurs généraux de faire appliquer la loi du dimanche de façon à libérer Québec—5003; donne rendez-vous au ministre des Chemins de fer devant électeurs Northumberland—5004.

Bill adopté—5004.

Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER GRAND VALLEY.

M. G. Smith—Dépose bill (n° 92) concernant compagnie de chemin de fer de Grand Valley—2563.

1re lecture—2563.

2e lecture—3036.

Comité et 3e lecture—4551.

Sanctionné—6742.

CHEMIN DE FER D'HURON ET ONTARIO.

M. Ratz—Dépose bill (n° 55) concernant la "Huron and Ontario Railway Company"—1339.

1re lecture—1339.

2e lecture—1559.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.

Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER D'INDIAN RIVER.

M. Bureau—Dépose bill (n° 40) concernant "Indian River Railway Company"—1158.

1re lecture—1158.

2e lecture—1376.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2175.

Sanctionné—5346.

CHEMIN DE FER DE JOLIETTE A BRANDON.

M. Bureau—Dépose bill (n° 15) chemin de fer de Joliette à Brandon—732.

1re lecture—732.

2e lecture—

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.

Sanctionné—5348.

CHEMIN DE FER LONDON ET ST-CLAIR.

M. Calvert—Dépose bill (n° 47) concernant chemin de fer London et St-Clair—1158.

1re lecture—1158.

2e lecture—1377.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2176.

Sanctionné—5346.

CHEMIN DE FER DE MALONE A POINTE-HOPKINS.

M. R. N. Walsh—Dépose bill (n° 12), chemin fer de Malone à Pointe-Hopkins—534.

1re lecture—534.

2e lecture—732.

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2175.

Sanctionné—5348.

CHEMIN DE FER MANITOBA ET NORD-OUEST.

M. Cash—Dépose bill (n° 41) concernant chemin de fer Manitoba et Nord-Ouest—1158.

1re lecture—1158.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER MANITOBA ET NORD-OUEST—*Suite.*

2e lecture—1376.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2176.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER MANITOBA RADIAL.

M. Bole—Dépose bill (n° 46) concernant la "Manitoba Radial Company"—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1377.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.

M. Bole—Propose adoption amendement du Sénat—5133.

Hon. Emmerson—Article protégeant municipalités et exigeant consentement municipalités supprimé par Sénat—5134; chemin de fer électrique de Winnipeg à Keewatin—5134; clause inscrite dans tous bills de ce genre—5134; devrait subsister—5134; demande étude suspendue—5134.
Première lecture amendement du Sénat—5366.

M. Lennox—Propose que changement faits au bill soient renvoyés au comité des chemins de fer et canaux—5366.
Adopté—5366.

Hon. Fielding—Demande rejeter amendement du Sénat rayant article relatif aux droits de la compagnie à pénétrer sur territoire municipalité—6390; prétend Acte des chemins de fer pourvoit à ces compagnies—6390.
Amendement rejeté—6390.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER DE MANITOULIN ET RIVE NORD.

Dépôt du bill (n° 132) concernant chemin de fer de Manitoulin et Rive Nord—5242.
1re lecture—5242.
2e lecture—5448.
En comité général—6771.

M. Campbell—Bill modifié pour imposer un tracé et ne pas le laisser facultatif—6771.
3e lecture—6771.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER MIDWAY ET VERNON.

M. Crawford—Dépose bill (n° 123) concernant chemin de fer de Midway et Vernon—4992.
1re lecture—4992.
2e lecture—5134.
Comité, 3e lecture—6186.
Sanctionné—6782.

CHEMIN DE FER DES MINES DU KLONDIKE.

M. Thompson—Dépose bill (n° 38) concernant la "Klondike Mines Railway Company"—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1376.
En comité—2857.

M. Sproule—Taux d'intérêt d'obligations pas généralement inscrit dans bills—2858.

Hon. Emmerson—Obligations émises à 6 p. 100—2858; porteurs anglais ont voulu maintien de ce taux—2858.
3e lecture, adopté—2858.
Sanctionné—6742.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER D'ONTARIO A L'OUEST DE LA BAIE D'HUDSON.

Dépôt du bill (n° 133) du Sénat concernant la compagnie de chemin de fer d'Ontario à l'ouest de la baie d'Hudson—5242.
1re lecture—5242.
2e lecture—5448.
En comité—6771.

M. Campbell—Article obligeait chemin de fer à passer par ville Sault Sainte-Marie—6771; maintenant facultatif—6771.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6771.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER D'OXFORD MOUNTAIN.

M. C. Parmelee—Dépose bill (n° 24) concernant le chemin de fer de la Montagne d'Oxford—832.
1re lecture—832.
2e lecture—1081.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2857.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER ORIENTAL DE QUEBEC.

M. Gauvreau—Dépose bill (n° 69) concernant chemin de fer Oriental de Québec—1602.
1re lecture—1602.
2e lecture—1854.
En comité—5126.

Hon. Haggart—Déclaration d'utilité générale inutile si le chemin de fer est en partie dans Québec et partie dans Nouveau-Brunswick—5128; fonctionne depuis vingt ans sans charte fédérale, quelle nécessité maintenant ?—5128.

Hon. Emmerson—Toutes ces lignes se raccordent à l'I.C.R., doivent être sous contrôle fédéral—5128; compagnie a changé son tracé et passe maintenant par deux provinces, c'est ce qui nécessite cette déclaration—5128.

M. R. L. Borden—Les avis ne comportaient pas les changements demandés maintenant—5130.

M. l'Orateur-suppléant—Deux raisons pour demander charte fédérale—5131; nécessité de traverser partie nord du Nouveau-Brunswick pour ligne Rivière du Loup à Metapedia—5131; achat de partie de l'Atlantique et lac Supérieur pour faire circuler trains de Rivière du Loup à Paspébiac—5131.

M. Monk—Bill fait revivre anciennes réclamations contre chemin Baie des Chaleurs—5132.

M. l'Orateur-suppléant—Historique des réclamations contre chemin de fer de baie des Chaleurs et paiement—5133.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—5133.
En comité sur les amendements du Sénat—6818.

M. l'Orateur-suppléant—Modification dans les termes seulement—6818.
Amendements adoptés—6818.
Sanctionné—8221.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE DES QUINZE ET RIVIERE BLANCHE.

M. McColl—Dépose bill (n° 56) constituant "The Quinze and Blanche River Railway Company"—1339.
1re lecture—1339.
2e lecture—1559.
En comité—2531.

Article 12—Acquisition pouvoirs hydrauliques—2532.

M. Bourbonnais—Propose ajouter clause interdisant expropriation des propriétaires riverains des terres ou des droits à l'eau courante et aux pouvoirs hydrauliques—2532.

Hon. Brodeur—Craint qu'aux termes de la loi des chemins de fer acquérir n'implique droit d'expropriation—2532.

Hon. Emmerson—La loi des chemins de fer ne comporte pas ce droit—2532; ce serait empiètement sur droits provinciaux—2532; amendement inutile—2532.

M. McCool—La compagnie n'a pas l'intention d'exproprier des chutes d'eau—2532; elle les possède déjà—2533; la loi a été préparée pour que compagnie ne puisse exproprier que terres nécessaires à son tracé—2533.

M. Bureau—Si la compagnie n'a pas cette intention l'amendement ne peut lui nuire—2533; mais elle peut exproprier d'autres grèves et nuire à d'autres chutes—2533.

Hon. Brodeur—Propose de mettre 'acheter" au lieu d'"acquérir"—2533; ce changement pourrait dispenser de l'amendement Bourbonnais—2534.

M. Bureau—Il s'agit d'une compagnie de force motrice cachée sous le couvert de chemin de fer—2536; elle peut abuser de son droit d'expropriation pour étouffer ou ruiner des concurrents en production d'énergie—2536.

M. McCool—Compagnie veut seulement faire une chemin de fer—2536; puis développer ses propriétés, possède 500 milles de concessions forestières—2536; veut établir usines et alimenter trafic du chemin—2536; en amendant le bill comme proposé on crée virtuellement une chute d'eau sur la propriété du proposeur—2536; explication de la situation—2537.

M. Turriff—Il n'existe de droits riverains sur aucun des terrains en cause—2537; compagnie possède le lit et les bords de la rivière—2537; difficulté serait tournée en n'autorisant acquisition de chute d'eau que par voie d'achat—2537.

M. Bourbonnais—Expose droits des riverains—2538; riverains eux aussi veulent établir usine—2538; expropriation pour la ligne du chemin de fer les expulserait de leurs terrains—2538; droits reconnus aux riverains du canal de Soulanges—2538.

M. Campbell—Question nouvelle—2538; demande renvoi au comité des chemins de fer—2538.

M. McCool—Injustice—2538; mêmes pouvoirs accordés l'année dernière à compagnie Gillies frères—2538; question discutée à fond—2538.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA RIVIERE DES QUINZE ET RIVIERE BLANCHE—*Suite.*

M. Campbell—Renvoi au comité des chemins de fer ne peut pas retarder—2538.

M. Henderson—Bill aurait dû être soumis également au comité des bills privés—2539; discussion suspendue—2539.

M. L. Lavergne—Propose renvoi du bill au comité des chemins de fer—2607.

M. Henderson—Demande renvoi au comité des bills privés en tant que créant établissement industriel—2608.

Hon. Emmerson—Question en litige a trait à l'expropriation pour fins de chemin de fer—2608.

M. W. F. Maclean—Le bill devrait être renvoyé aussi pour étudier pouvoirs de transmission télégraphique—2608; indiscrétions commises par certaines compagnies—2608; il est temps de nationaliser télégraphes et téléphones—2608.
Proposition Louis Lavergne adoptée—2608.
Amendement du Sénat—4552.

M. McLeod—Sénat a rétabli article 15 supprimé par comité des chemins de fer—4552; texte article—4552.

Hon Emmerson—Article superflu—4552; inutile de l'adopter—4552.

M. Lancaster—La législature provinciale et la législature fédérale peuvent intervenir quant à la transmission de l'électricité—4553; vaut mieux reconnaître juridiction—4553.
Adopté—4553.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER SAINT-LEON.

M. Finlayson—Dépose bill (n° 140) constituant compagnie du chemin de fer de Saint-Léon—5609.
1re lecture—5609.
2e lecture—5760.
Comité et 3e lecture—6772.
Sanctionné—8221.

CHEMIN DE FER STE. MARY'S AND WESTERN ONT.

M. McIntyre (Perth)—Dépose bill (n° 57) concernant "Ste. Mary's and Western Ontario Railway Company"—1339.
1re lecture—1339.
2e lecture—1559.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.
Sanctionné—5347.

CHEMIN DE FER DE TEMISCOUATA.

M. Johnston—Dépose bill (n° 107) concernant chemin de fer de Temiscouata—4250.
1re lecture—4250.
2e lecture—4553.
Comité et 3e lecture—5004.
Sanctionné—5348.

CHEMIN DE FER DE LA VALLEE DU SAINT-MAURICE.

M. Bureau—Dépose bill (n° 91) concernant compagnie de chemin de fer de la vallée du Saint-Maurice—2563.
1re lecture—2563.
2e lecture—2858.
Comité et 3e lecture—5004.
Sanctionné—6742.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

CHEMIN DE WINNIPEG ET NORTHWESTERN.

Dépôt du bill (n° 129) du Sénat constituant compagnie du chemin de fer Winnipeg et Northwestern—5942.
1re lecture—5242.
2e lecture—5448.
En comité général—6770.

M. Campbell—Enonce amendement faits par comité des chemins de fer des Communes—6770.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6770.
Sanctionné—8221.
2e lecture—5448.
En comité général—6770.

M. Campbell—Enonce amendement faits par comité des chemins de fer des Communes—6770.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—6770.
Sanctionné—8221.

CONVENTIONS ENTRE DIVERSES COMPAGNIES.

M. Macpherson—Dépose bill (n° 52) ratifiant conventions entre "British Columbia Electric Railway Company, Vancouver and Lulu Island Railway Company", C.P.R. et Lord Strathcona et Richard B. Angus—1339.
1re lecture—1339.
2e lecture—1559.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2856.
Sanctionné—5347.

COMPAGNIE D'ASSURANCES BRITISH-AMERICAN.

M. Parmelee—Dépose bill (n° 111) relatif à la compagnie d'assurances British-American—4759.
1re lecture—4759.
2e lecture—5004.
Sanctionné—6742.

COMPAGNIE D'ASSURANCE "FIDELITY LIFE OF CANADA".

Dépôt du bill du Sénat (n° 164) constituant compagnie d'assurance "Fidelity Life of Canada"—6951.
1re lecture—6951.
En comité général—7518.

M. R. L. Borden—Loi des assurances devraient être comme loi des banques—7518; devraient servir de base à toute compagnie d'assurance—7518.

M. Henderson—En faveur de toute mesure donnant uniformité aux chartes des compagnies d'assurances—7519.
Bill rapporté—7519.
Sanctionné—8222.

COMPAGNIE D'ASSURANCES DES MANUFACTURIERS DE L'EST DU CANADA (INCENDIE).

M. Calvert—Dépose bill (n° 93) constituant la compagnie d'assurances contre le feu des manufacturiers de l'est du Canada—2563.
1re lecture—2563.
2e lecture—3036.
Comité et 3e lecture—5447.
Sanctionné—8221.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE D'ASSURANCES DES MANUFACTURES DU CENTRE DU CANADA (INCENDIE).

M. Calvert—Dépose bill (n° 81) constituant la "Central Canada Manufacturers Fire Insurance Company"—1985.
1re lecture—1985.
2e lecture—2206.
Appelé en comité—6584.

M. Calvert—Demande remise, attend intéressés—4584.
Remis—4584.
En comité—4540.

M. Miller—M. Heaton un des promoteurs veut retirer bill—4549.
Réservé—4549.
En comité, rapporté—4704.

M. Calvert—Propose 3e lecture—4704.

M. Ames—Demande réimpression—4704; nombreuses modifications—4704.

M. Calvert—Pas réimprimé parce que devait être retiré—4704; sera réimprimé pour venir devant Sénat—4704.

M. Ames—Demande réimpression avant soumission bill n° 93 à comité général—4705.
Lu 3e fois, adopté—4705.
Sanctionné—8221.

COMPAGNIE D'ASSURANCES SUR LA VIE D'OTTAWA.

M. Turriff—Dépose bill (n° 121) autorisant compagnie d'assurances sur la vie d'Ottawa—5084.
1re lecture—5084.
2e lecture—5134.
Comité et 3e lecture—6772.
Sanctionné—8221.

COMPAGNIE D'ASSURANCES PRUDENTIAL DU CANADA.

M. Knowles—Dépose bill (n° 163) constituant compagnie d'assurances Prudential du Canada—6815.
1re lecture—6815.
2e lecture—7025.
En comité général—7517.

M. W. F. Maclean—Bill prescrit que la compagnie ne s'engagera pas dans l'émission de polices de participation—7518.
3e lecture—7615.
Sanctionné—8222.

COMPAGNIE DE FORCE DU LAC SUPERIEUR.

M. Talbot—Dépose bill (n° 125) concernant compagnie de force du lac Supérieur—4992.
1re lecture—4992.

M. Talbot—Propose inscription à l'ordre du jour pour 2e lecture bills (Nos 125-119-121) du Sénat—5085.
Adopté—5085.
2e lecture—5134.
En comité, 3e lecture—5760.
Sanctionné—6742.

COMPAGNIE DE LA GARE TERMINUS D'OTTAWA.

M. Talbot—Dépose bill (n° 152) constituant compagnie de la gare Terminus d'Ottawa—6181.
1re lecture—6181.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE DE LA GARE TERMINUS D'OTTAWA—*Suite.*

M. Law—Propose inscription bill (n° 152) pour deuxième lecture—6563.
Adopté—6563.
En comité général—7402.

M. l'Orateur-suppléant—Texte article 17 modifié—7402.

M. Lancaster—Quant à l'octroi des permis de voiture de place—7402; clause donnerait droit à compagnie de défendre accès de la gare à un cocher—7404; compagnies de chemin de fer pourraient former un trust contre cochers—7404.

M. Barker—La ville ne se plaint pas—7404; la commission des chemins de fer est l'autorité pour réviser toute réglementation arbitraire—7404.

M. Sproule—Chacun doit avoir libre accès sur terrain des gares—7405.

M. G. H. McIntyre—Serait en faveur de soumettre les compagnies aux règlements civils—7406; mais aussi soumettre les règlements civils à la commission des chemins de fer—7406.

M. Campbell—Les règlements de la compagnie doivent passer devant la commission des chemins de fer et devant le Gouverneur en conseil—7406; protection suffisante pour le public—7406.

M. Henderson—Demande l'opinion du gouvernement pour se guider—7409.

Hon. Fielding—Croit de bonne politique de suivre l'avis du comité—7410.

M. Lancaster—Apôtre des libertés municipales—7410; ancienne politique libérale—7410.

M. W. Roche—Les compagnies devraient demander des pouvoirs de ce genre aux législatures provinciales—7410.
Discussion remise—7411.
Article 9—7516.

M. Lennox—Limite de temps incertaine—7516.

Hon. Fisher—Propose de fixer au 1er janvier 1908, délai pour dépôt de plan—7517.

Hon. Foster—Il faut un avis de motion—7517.
Discussion remise—7517.
Reprise—7693.

M. Lennox—Propose amendement article 16—7693; fixe 1er janvier 1908, pour soumission plans et devis de gare au Gouverneur en conseil—7693.

Hon. Fisher—Propose mettre 15 juillet—7693; conforme à convention entre G.T.R. et l'Etat—7693.
Adopté—7694.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—7694.
Sanctionné—8222.

COMPAGNIE "LONG LAKE AND SASKATCHEWAN RAILWAY AND NAVIGATION".

M. W. McIntyre—Dépose bill (n° 25) concernant la "Long Lake and Saskatchewan Railway and Navigation Company"—832.
1re lecture—832.

M. W. McIntyre—Propose 2e lecture—1081.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE "LONG LAKE AND SASKATCHEWAN"—*Suite.*

M. G. E. McCraney—Demande que comité des chemins de fer impose restrictions quant au transport des marchandises et des voyageurs—1081; tarif dans l'ouest, actuellement 4 cents le mille, trop élevé—1081.
2e lecture—1081.
Appelé, réservé—2176.

M. W. McIntyre—Demande renvoi du bill au comité des chemins de fer—2606; amendement a été soumis en comité général qui dérangerait émission d'actions—2606; demande renvoi au comité des chemins de fer pour offrir au nom de la compagnie nouvel amendement—2606.

M. W. F. Maclean—Signale révélations à Toronto au sujet d'indiscrétions commises par compagnie téléphoniques ou télégraphiques—2606; il est temps que le gouvernement se charge des services téléphoniques et télégraphiques du pays—2606.
Proposition McIntyre adopté—2607.
En comité—3272.

M. G. E. McCraney—Propose ajouter article ordonnant que tarifs de voyageurs seront abaissés à 3 cents le mille—3272; en 1891, province Manitoba a imposé même tarif à chemin de fer Canadien du Nord—3272; a forcé toutes les lignes de baisser de 4 cents à 3 cents—3272; conditions spéciales dans laquelle se trouve le chemin de fer par suite des concessions des gouvernements conservateurs—3273; spéculation scandaleuse—3273; la compagnie a eu, pour un déboursé de $210,000, 1,619,200 acres de terres—3274; puis elle a abandonné la ligne aux porteurs d'obligations—3274; elle leur doit $1,000,000—3274; ce n'est pas aux cultivateurs de payer l'argent empoché grâce à la convention avec le C.P.R. sanctionnée par le parlement de 1890—3274; un taux de 3 cents est suffisant—3276.

M. Turriff—Il est temps que le gouvernement fixe un taux maximum pour transport des voyageurs—3276; variété des tarifs inadmissible—3277; puisque 3 cents est juste au Manitoba, pourquoi pas Alberta et Saskatchewan?—3277; comparaison des prix dans diverses provinces—3278; lettre commission des chemins de fer—3278; comparaison—3278; impossible de s'adresser à commission des chemins de fer, trop encombrée—3279; devra être augmentée—3279; impossibilité d'avoir billets de deuxième classe dans l'ouest—3280; si les compagnies refusent tarif de 3 cents, le peuple réclamera avec M. Maclean tarif de 2 cents—3280.

Hon. Emmerson—Comité des chemins de fer a refusé cet amendement comme constituant une injustice flagrante de singulariser cette compagnie—3280; question des tarifs de voyageurs appartient à commission des chemins de fer qui s'en occupe—3280; ce serait mettre cette compagnie à l'écart de la commission des chemins de fer—3280; tarif de 3 cents paraît légitime, mais c'est à la commission de le dire—3280.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

COMPAGNIE "LONG LAKE AND SASKATCHEWAN"—*Suite.*

Amendement rejeté—3280.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—3281.
Sanctionné—5347.

COMPAGNIE DU PONT DE LA RIVIERE SAINTE-MARIE.

Dépôt du bill (n° 131) du Sénat concernant compagnie du pont de la rivière Sainte-Marie—5242.
1re lecture—5242.
M. Macpherson—Propose inscription bill (n° 131) concernant compagnie de pont de la rivière Sainte-Marie demande qu'il soit inscrit pour 2e lecture à prochaine séance—5420.
Adopté—5420.
2e lecture—5610.
Comité et 3e lecture—6772.
Sanctionné—8221.

COMPAGNIE DE TELEPHONE DE BONAVENTURE ET GASPE.

Dépôt du bill (n° 126) du Sénat autorisant compagnie de téléphone de Bonaventure et Gaspé—5083.
1re lecture—5083.
Comité et 3e lecture—6186.
Sanctionné—6743.

COMPAGNIE DES TERRES DE LA VALLEE DE SASKATCHEWAN ET CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. McCraney—Dépose bill (n° 11) pour ériger en corporation compagnie des terres de la vallée de Saskatchewan et chemin de fer de la baie d'Hudson—534.
1re lecture—534.
2e lecture—732.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.
Sanctionné—5347.

DIVORCE SELINA KINGAN ANSLEY.

Dépose bill (n° 117) du Sénat accordant divorce à Selina Kingan Ansley—4925.
2e lecture—5004.
Comité, 3e lecture—5760.
Sanctionné—6742.

DIVORCE GEORGE WILLIAM HADLEY.

Dépôt du bill (n° 118) du Sénat accordant divorce à G. W. Hadley—4925.
1re lecture—4925.
1re lecture—4925.
2e lecture—5004.
Comité et 3e lecture—5760.
Sanctionné—6742.

DIVORCE V. H. LYON.

M. Galliher—Dépose bill (n° 153) pour faire droit à Victor Harold Lyon—6181.
1re lecture—6181.
2e lecture—6390.
Comité et 3e lecture—7401.
Sanctionné—8221.

DIVORCE A. L. MACPHERSON.

Dépôt du bill (n° 157) pour accorder divorce à A. L. Macpherson—6442.
2e lecture—6772.
Comité et 3e lecture—7401.
Sanctionné—8222.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

DIVORCE O. G. V. SPAIN.

M. Campbell—Dépose bill (n° 104) divorce de Osprey George Valentine Spain—4250.
1re lecture—4250.
2e lecture—4533.
Comité et 3e lecture—
Sanctionné—6742.

"DOMINION FIRE INSURANCE COMPANY."

M. Macpherson—Dépose bill (n° 53) constituant la "Dominion Fire Insurance Company"—1339.
1re lecture—1339.
2e lecture—1559.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2856.
Amendement du Sénat pris en considération—4548.
M. Macpherson—Simplement changement siége social de Vancouver à Toronto—4548.
Adopté—4548.
Sanctionné—5347.

"JORDAN ERIE POWER COMPANY."

M. German—Dépôt d'un projet de loi du Sénat (n° 115) pour fusionner "Jordan Erie Power Company"—4814.
1re lecture—4814.
M. Gorman—Demande discussion en comité général en vertu article 25 règlement du bill (n° 115) venant du Sénat "Jordan Erie Power Company"—7910.
M. Sproule—S'oppose—7910.
Discussion remise—7910.
En comité général—8133.
M. German—Fusion de deux compagnies Jordan L. H. and P. Co. et Erie and Ontario Development Co.—8133; demande pouvoir élever capital à $10,000,000—8133; canaux iront jusqu'au lac Erié et rivière Welland et au nord, jusqu'au port de Jordan—8134.
Article 7—8134.
M. German—Propose dix au lieu de huit millions—8134.
Adopté—8134.
Bill rapporté, lu 3e fois, adopté—8134.
Sanctionné—8222.

"LIVE STOCK INSURANCE COMPANY OF CANADA."

M. Talbot—Dépose bill (n° 151) constituant "Live Stock Insurance Company of Canada"—6181.
1re lecture—6181.
2e lecture—6390.
Comité et 3e lecture—7401.
Sanctionné—8222.

"MASONIC PROTECTIVE ASSOCIATION."

M. Parmelee—Dépose bill (n° 63) concernant "Masonic Protective Association"—1522.
1re lecture—1522.
2e lecture—1854.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—4137.
Sanctionné—6743.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

"NATIONAL ACCIDENT AND GUARANTEE COMPANY."

M. Pardee—Dépose bill (n° 29) constituant en corporation la "National Accident and Guarantee Company"—832.
1re lecture—832.
2e lecture—1081.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2856.
Amendements du Sénat—4551.
M. Miller—Quantité d'actions nécessaire pour être directeur modifiée, vingt-cinq au lieu de 10—4551.
Réservé—4552.
Sanctionné—5348.

"NORTH WESTERN TRUSTS AND LOAN COMPANY."

M. M. S. McCarthy—Dépose bill (n° 31) constituant la "N. W. Trusts and Loan Company"—832.
1re lecture—832.
2e lecture—1081.
Comité et 3e lecture—4137.
Sanctionné—5348.

"ONTARIO AND QUEBEC RAILWAY AND FERRY COMPANY."

M. Geoffrion—Dépose projet de loi (n° 88) constituant la "Ontario and Quebec Railway and Ferry Company"—2494.
1re lecture—2494.
2e lecture—2609.
Comité et 3e lecture—5004.
Sanctionné—6743.

"PRUDENTIAL SAVINGS COMPANY."

M. Macpherson—Dépose bill (n° 80) concernant "Prudential Savings Company"—1985.
1re lecture—1985.
2e lecture—2176.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3704.
Sanctionné—5347.

"RESIDENTIAL FIRE INSURANCE COMPANY."

M. Macdonald—Dépose bill (n° 29) constituant la 'Residential Fire Insurance Company"—832.
1re lecture—832.
2e lecture—1081.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.
Sanctionné—5348.

"WOMEN'S ART ASSOCIATION."

M. Grant—Dépose bill (n° 30) constituant la "Women's Art Association"—832.
1re lecture—832.
2e lecture—1081.
En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—2531.
Sanctionné—5347.

"ROCK LIFE INSURANCE COMPANY OF CANADA."

M. Galliher—Dépose bill (n° 150) constituant la "Rock Life Insurance Company of Canada"—6181.
1re lecture—6181.
2e lecture—7396.
Comité et 3e lecture—7401.
Sanctionné—8222.

BILLS D'INTERET PRIVE—*Suite.*

"ROYAL VICTORIA LIFE INSURANCE COMPANY."

M. Bickerdike—Dépose bill (n° 37) concernant la "Royal Victoria Life Insurance Company"—1158.
1re lecture—1158.
2e lecture—1376.
En comité—2858.
M. W. F. Maclean—Demande quand sera déposé rapport commission des assurances?—2858.
Hon. Fielding—Prochainement—2858.
3e lecture, adopté—2858.
Sanctionné—5347.

"TRADERS FIRE INSURANCE COMPANY."

M. A. Johnston—Dépose bill (n° 110) concernant "Traders Fire Insurance Company"—4664.
1re lecture—4664.
2e lecture—5004.
En comité général—5447.
M. Miller—Demande renvoi au comité des banques et commerce—5447; n'accepte pas modification augmentant somme des actions acquittées—5448.
Hon. Fielding—Accepte renvoi sans s'engager à l'égard changement demandé—5448; certains membres du comité affirment n'avoir pas saisi conséquence de leur vote—5448.
Motion adoptée—5448.
Comité et 3e lecture—6772.
Sanctionné—8221.

"TRAVELERS—INDEMNITY COMPANY OF CANADA."

M. Turriff—Dépose bill (n° 120) concernant "Travelers Indemnity Company of Canada"—5084.
1re lecture—5084.
2e lecture—5734.
Sanctionné—6742.

UNION DES FEMMES MISSIONNAIRES DES BAPTISTES UNIS DU CANADA.

M. Jonston—Dépose bill (n° 105) constituant l'Union des femmes missionnaires des Baptistes du Canada—4250.
1re lecture—4250.
2e lecture—4553.
Sanctionné—6742.

BILLS N'AYANT PAS PASSE.

CHEMIN DE FER DE VANCOUVER A COAST-KOOTENAY.

M. Macperson—Dépose bill (n° 67) concernant chemin de fer de Vancouver à Coast-Kootenay—1522.
1re lecture—1522.
2e lecture—1854.

CHEMIN DE FER CENTRAL DU YUKON.

M. Macperson—Dépose bill (n° 95) constituant compagnie de chemin de fer Central du Yukon—2563.
1re lecture—2563.
2e lecture—2859.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

CHEMIN DE FER QUEBEC, MONTREAL ET SUD.

M. L. G. McCarty—Dépose bill (n° 122) concernant compagnie de chemin de fer Québec, Montréal et Sud—4992.
1re lecture—4992.
2e lecture—5134.

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE HAMILTON-RADIAL.

Dépose bill (n° 158) concernant chemin de fer électrique Hamilton-Radial—6563.
1re lecture—6563.
En comité général—7520.
Article 1er—7520.

M. R. L. Borden—Actes scandaleux de la déclaration d'utilité générale—7519.

M. Campbell—Résume discussion en comité—7520 ; nombreuses suppressions—7520; question du terminus à Toronto—7520 ; population suburbaine a le droit d'entrer dans Toronto—7521; insiste pour que privilège soit donné aux voyageurs arrivant en tramway de pénétrer jusqu'au cœur de la ville—7522; comme aux Etats-Unis—7522.

M. Henderson—En faveur de l'entrée à Toronto—7522; mais pas prêt à déclarer qu'entreprise est dans l'intérêt du pays en général—7522; satisfait que ce soit dans l'intérêt du comté de Halton—7522.

M. A. Macdonell—On essaie de voler une entrée en ville sans consulter la municipalité—7522; sans payer compensation—7524; attentat à l'autonomie provinciale—7524; on veut obtenir des droits fédéraux en déclarant entreprise d'intérêt général—7524; article 6 loi des chemins de fer—7524; cet article soustrait une ligne à la juridiction provinciale—7525; c'est un chemin de fer de rue—7525; la législature d'Ontario a essayé de se protéger et de protéger ses municipalités contre les empiètements des chemins de fer—7525; législation provinciale d'Ontario—7526; loi, article 8 relatif aux déclarations d'intérêt général—7526; décision du juge Street—7527; pouvoirs demandés pour atteindre Niagara et Détroit sont seulement un prétexte pour demander déclaration d'intérêt général—7527; d'ailleurs, peut faire ces travaux en vertu de sa charte provinciale—7528; compagnie n'a pas besoin de délai, délais sont prorogés par loi provinciale jusqu'en 1909—7528 ; compagnie manque de sincérité en s'adressant à parlement fédéral—7528; province a été loyale envers compagnie—7528; danger de créer un précédent—7528; adopter ce bill serait commettre une injustice envers Ontario—7529.

M. Northrup—La compagnie a fonctionné treize ans en vertu de sa charte provinciale—7530; il n'est rien survenu qui fasse de cette ligne une ligne d'intérêt général sauf désir d'échapper à juridiction provinciale—7530.

Hon. Aylesworth—Aucun intérêt dans compagnie que celui de ses commettants—7530; Acte de l'A. B. du N. et pouvoirs exclusifs des législatures, article 92—7531; tout ouvrage qui à une époque quelconque a été déclaré d'utilité publique est

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE HAMILTON-RADIAL—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

de ce fait soustrait à la juridiction provinciale—7531; déclaration judiciaire du juge Street—7532; aucun doute que depuis que cette ligne a traversé Grand-Tronc devient sujet à législation—7533 ; changement dans la loi en 1903 limitant le contrôle fédéral à la partie du croisement—7534; question à discuter consiste à savoir si le gouvernement est autorisé à se désaisir d'un chemin de fer qu'il a eu sous sa juridiction pendant dix ans—7534; c'est pourquoi déclaration demandée dans le bill est nécessaire—7535; aucune autre autorité ne peut la régler—7535; si les postulants du bill sont sincères, ce parlement est le seul qui peut leur accorder ce qu'ils demandent—7537.

M. Northrup—Absurde de dire qu'un tramway de 20 milles est d'intérêt général—7538.

MM. R. L. Borden—Résume jugement juge Street—7530; dit que la ligne tombe sous juridiction du parlement fédéral du fait de croiser le G.T.R.—7540; mais ne dit pas que ligne est dans l'intérêt général du Canada—7540.

M. W. F. Maclean—Prétention ministre de la Justice équivaut à reconnaissance union législative—7540; jugement du juge Street rendu quand sir O. Mowat, ministre de la Justice et hon. M. Gibson procureur-général—7540; ils n'ont rien dit—7540; ces libéraux ont laissé étouffer droits provinciaux—7540; interprétation hon. Aylesworth pointilleux, étrangère à toute considération d'intérêt public—7540; doit exiger que bill soit retiré pour étudier toute la question—7540; il faut un appel, s'il en est encore temps du jugement du juge Street—7541; sinon faire nouvelle cause et aller au conseil privé—7541; tous les tramways vont échapper aux juridictions provinciales et municipales—7541; vont établir tarif 3 cents du mille—7541; pas étonnant que bill ait été présenté si tard—7542; inutile modifier constitution, mais l'interpréter suivant les besoins—7542; comme aux Etats-Unis—7542; le plan et l'objet de la 'Hamilton Radial Company"—7542; demande que bill soit retardé, combattra jusqu'à la fin, jour et nuit—7544.

M. Blain—Est en faveur d'une ligne de Oakville au cœur de Toronto—7545; mais aussi en faveur des droits provinciaux—7545; on devrait s'entendre avec gouvernement d'Ontario pour établir règle précise quant à ces chemins de fer—7545 ; peu importe aux compagnies d'où vient la loi de Toronto ou d'Ottawa—7545; l'essentiel est de mettre la compagnie en mesure de construire—7545.

M. Clarke—Bill dans l'intérêt de tout le Canada—7546; au comité tout le monde en faveur de la ligne sauf quelques députés—7546; faux que le bill ait été déposé à l'insu de Toronto—7546; article "Globe"—7546; beaucoup d'autres chemins d'Ontario, entièrement provinciaux déclarés d'intérêt général—7547; but de l'entre-

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE HAMILTON-RADIAL—*Suite.*

M. Clarke—*Suite.*

prise, éminemment d'intérêt général—7547; on accuse à tort hon. Gibson d'avoir créé la position présente—7547; a été créée par intervention du gouvernement fédéral quand conservateurs étaient au pouvoir—7549; opinion du juge Street—7549; opinion du juge Killam—7550; nous sommes tenus de fournir à la compagnie le moyen de sortir de la situation embarrassante où l'ont placée ces décisions—7551.

Hon. Foster—Danger d'entraîner la juridiction des provinces—7553; la législature d'une province devrait avoir évidemment le contrôle d'un chemin exploité sous ses yeux—7553; déraisonnable de demander à des étrangers de prendre ce contrôle—7553; avant que gouvernements des deux partis l'ont déjà fait—7553; actuellement partis l'aient déjà fait—7553 ; le comité n'est pas justifiable d'accorder le bill simplement parce que la population demande construction—7553; nous n'avons pas raison suffisantes pour déclarer entreprise d'utilité générale—7555; simplement opinion isolée d'un juge—7555.

M. G. H. McIntyre—Aucun doute quant au pouvoir du parlement de passer la loi—7555; luttes Mowat-Macdonald pour autonomie des provinces—7556; le devoir du parlement fédéral est de maintenir l'autorité des provinces au lieu de l'amoindrir—7556; la Chambre manque de preuves pour déclarer entreprise d'utilité provinciale—7556; question difficile à résoudre—7557; législation d'Ontario a élargi la question en laissant sous le couvert de la charte chemin électrique sortir d'Hamilton et s'adjoindre un chemin de fer réel—7557; chemin est maintenant sous deux juridictions—7557; il faudrait s'entendre et tracer démarcation—7557; il est impossible d'accuser ceux qui votent pour le chemin de fer de tenter d'empiéter sur droits provinciaux—7557.

M. Barr—Retard apporté dans présentation—7558; conflit de longue durée au sujet de la juridiction sur chemins de fer—7558; gouvernement devrait s'adresser au conseil privé pour décision finale—7559 ; projet devrait être retiré—7560; Whitney ne se soumettra pas—7560.

M. Sproule—C'est aujourd'hui le tour d'Ontario, demain ce sera celui d'une autre province—7562; la décision du juge Street dit simplement qu'il faut s'adresser au pouvoir fédéral pour traverser des voies fédérales—7563; deux membres seulement au comité quand bill discuté—7564; adoption du bill indûment hâtée—7564.

M. J. Reid—Promoteurs cherchent simplement à éviter pour placer obligations nouvelle loi d'Ontario—7566; texte—7566; pourrait diminuer valeur des obligations—7566; accaparements projetés par cette compagnie—7567.

M. Campbell—M. Sproule aurait dû signaler absence de quorum—7568; cinquante-cinq députés étaient présents au vote du

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE HAMILTON-RADIAL—*Suite.*

M. Campbell—*Suite.*

comité—7568; M. Sproule a voté pour ligne intéressant son comté et qui était essentiellement provincial : " Huron and Ontario Railway—7560; il faudra un jour que tous les chemins de fer soient soumis à chartes fédérales—7570; commission des chemins de fer a contrôle sur tarif de chemins de fer fédéraux, pas des chemins de fer provinciaux—7570; chemins de fer provinciaux pas obligés de prendre marchandises des chemins de fer fédéraux—7570; hon. Fielding s'est opposé au bill au comité—7572; discussion des divers articles—7572; chemin de fer passe dans d'autres localités qui ne protestent pas—7573; Toronto seul veut élever muraille de pierre—7573; avait l'intention de proposer de rétablir l'article permettant d'entrer dans Toronto—7573.

M. Osler—Système suivi à Détroit—7574 à Buffalo—7574.

M. Macdonell—Pas hostile à entrée dans Toronto—7574; mais veut que compagnies demandent avant d'entrer—7574; protestations contre bill " Toronto Star "—7576; " Toronto News "—7576; limitation du jugement du juge Street—7578; au cours de quinze années la compagnie ne s'est jamais réclamée de la juridiction fédérale—7578; bill actuel, simple faux-fuyant—7578.

M. R. L. Borden—Le parlement n'a jamais voulu édicter que le fait de traverser un chemin de fer fédéral rendait tout le réseau institution fédérale—7581; la commission des chemins de fer a le contrôle de tous les tarifs d'entier parcours—7582; même sur parcours partie provinciale et partie fédérale—7582.

M. Clarke—Les chemins de fer électriques sont assujettis aux dispositions de la loi fédérale quant aux croisements—7583 ; dans la demande actuelle la juridiction fédérale est inconstestable—7583; seule la juridiction provinciale est contestable—7584; la compagnie ne pouvait pas s'adresser autre part qu'au parlement fédéral pour être s*re d'obtenir pouvoirs demandés—7584.

M. Boyce—Préambule du bill—7585; pouvoirs successifs accordés par législature d'Ontario—7585; dernière tentative échoue d'où présentation bill actuel—7586; examine empiètement—7586; texte article 92, Acte de l'A. B. du N.—7586; bills intéressant droits des provinces devraient prendre naissance aux Communes—7587; stratagème employé l'année dernière pour bill chemin de fer Atlantique et Pacifique—7587; pour s'exempter de dépenser $300,000—7588; discours de lord Carnarvon sur droits des provinces lors de 2e lecture de l'Acte de l'A. B. du N. au parlement impérial—7589; au bout de quarante ans, difficultés prévues réapparaissent—7589; avocat du gouvernement d'Ontario a protesté, a envoyé un télégramme—7589; si ce télégramme venait d'une autre province qu'Ontario, on y porterait attention—7591.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE HAMILTON-RADIAL—*Suite.*

Hon. Fielding—Etant premier ministre a envoyé déjà dépêches au gouvernement fédéral qui n'en a tenu aucun compte—7591; a écouté avec courtoisie lecture de ce télégramme qui ne lui était pas adressé—7591; le gouvernement n'a pas à tenir compte de protestations qui ne lui sont même pas adressées—7592.

M. Boyce—Veut avoir opinion du gouvernement—7593; se plaint qu'après avoir protesté en comité, leader du gouvernement reste maintenant inactif—7593; quelle pression a pu agir sur lui—7594; se demande si c'est l'ex-procureur général d'Ontario—7595; si on a invoqué influences politiques—7595; si le gouvernement désire se constituer défenseur des droits provinciaux, doit repousser ce bill—7594; silence de l'hon. Fielding est une insulte à M. Whiney—7597.

M. Talbot—Voudrait savoir opinion de M. Barker député de Hamilton—7597.

M. Sproule—Disussions en 1882, sur droits des provinces—7597; bill des cours d'eau 7597; discours Cameron—7597.

Hon. Fielding—Ceci est un bill privé—7600; gouvernement n'a pas d'attitude à prendre—7600; ne se propose pas d'insister sur l'adoption du bill—7600.

M. Sproule—Gouvernement est intervenu dans le Kettle Valley River Bill—7601; M. Watson et les droits des provinces—7602; quant il s'est agi des droits de Québec tous les ministres étaient à leur banc—7602; maintenant ils sont tous disséminés et absents—7602; propose ajournement—7602.

Hon. Fielding—Ecoutait; pas assez loin pour ne pas entendre—7602.

M. Sproule—Très bien—7602; croyait tous ministres partis—7602; Gladstone et les droits des provinces, 1867—7603.

M. Lennox—L'acte de 1883 n'a jamais été conçu dans l'intention de s'appliquer aux chemins de fer électriques—7606; juge Street a décidé seulement que l'affaire du croisement relevait de juridiction fédérale—7606; nie que le fait seul d'un croisement fasse passer ligne entière de chemin de fer sous juridiction fédérale—7607; en admettant que la loi de 1888 ait eu ce pouvoir, il a disparu quand loi de 1888 a été adoptée—7608; gouvernement a un devoir à remplir—7609; doit prendre attitude ferme et déclarer que provinces ne seront pas dépouillées de leurs justes droits—7609.

M. Armstrong—Le parti libéral et l'autonomie des provinces—7610; étonnés que les libéraux insistent pour faire passer ce discours Ed. Blake sur loi des cours d'eau—7610; le jour n'est pas éloigné où M. A. Campbell regrettera les paroles qu'il a prononcées—7411.

M. Bennett—Le gouvernement défend à ses partisans d'intervenir dans discussion—7612; conflit pour camp de Petawawa—

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

CHEMIN DE FER ELECTRIQUE HAMILTON-RADIAL—*Suite.*

7612; cas des frontières d'Ontario et Manitoba—7612; conduite sir John Macdonald—7612; seuls les projets de loi suspects sont introduits par Sénat—7613; dénonce bill "Port-Arthur Power and Development"—7614; des accointances des promoteurs du bill actuel sont avec la droite de la Chambre, pas avec ceux qui exercent et exerceront pour plusieurs années le pouvoir dans Ontario—7613; si la compagnie se montre réellement désireuse d'atteindre Windsor qu'elle construise et qu'elle revienne à la session prochaine—7615; on verra alors, mais il ne suffit pas de mettre deux noms dans un bill pour créer l'utilité générale—7615.

Discussion remise—7615.

Reprise—7694.

Article 1er—7694.

M. Lancaster—Impossibilité d'atteindre rivière Niagara entre chutes et Fort-Erié—7696; le ministère n'ayant pas exigé le retrait de ce projet de loi doit l'accepter—7697; cause de Crawford contre Tilden et de Guelph à Goderich—7698; injustice commise à un ouvrier du fait de la déclaration d'utilité générale du chemin de fer—7698; privé d'invoquer son privilège d'ouvrier—7698.

M. Macdonell—Article du "Globe"—7700; déclaration hon. Blair en 1903, sur discussion bill du chemin de fer de Toronto à Hamilton—7701; appel du "Mail and Empire" au Sénat—7702.

Discussion remise—7702.

Discussion reprise—8136.

M. Campbell—Bill a subi critique injuste des journaux—8136; article "Globe"—8136; il est faux que la compagnie demande le privilège de circuler de force dans Toronto et d'y prendre des voyageurs—8136; le parlement ne peut pas faire cela, loi des chemins de fer—8138; accusation injuste d'influence des coulissiers—8138; long examen par le comité des chemins de fer—8139; regrette que le "Globe", généralement bien informé, succombe à ces erreurs—8139; lettre de M. James Gibson—8140; article écrit par ignorance plutôt que par mauvais vouloir—8141; justification de sa propre attitude—1842; la situation de la banlieue de Toronto—8143; pas d'accès à la ville—8143; projet sera représenté à prochaine session—814.

M. Macdonell—Demande si bills privés pourront avoir encore un tour à cette session—8143.

Hon. Fielding—Ne croit pas—8143.

COMPAGNIE D'AMELIORATION DES RIVIERES DE L'OUEST.

M. D. Ross—Dépose bill (n° 58) concernant "Western Rivers Improvements Co."—1339.

1re lecture—139.

2e lecture—

En comité, rapporté, 3e lecture, adopté—3703.

BILLS N'AYANT PAS PASSE—*Suite.*

COMPAGNIE DE PONT ET DE TERMINUS D'OWEN-SOUND.

M. Campbell—Dépose bill (n° 66) constituant compagnie de pont et de terminus d'Owen-Sound—1522.

1re lecture—1522.

2e lecture—1937.

M. A. Campbell—Demande permission de retirer bill n° 66 et remise honoraires—3841; bill très combattu, autre compagnie a obtenu même pouvoirs, préfère lui donner une chance encore un an—3842.

M. W. F. Maclean—Bill se heurtait aux droits des provinces—3842; honoraires devraient pas être remboursés si promoteurs commettent erreur de soumettre à parlement fédéral bill du domaine provincial—3842.

Motion adoptée—3842.

"ERIE AND ONTARIO POWER COMPANY."

Dépose un bill (n° 168) du Sénat pour constituer "Erie and Ontario Power Company"—7413.

1re lecture—7413.

2e lecture—7692.

"MANUFACTURERS BANK OF CANADA."

M. Kemp—Dépose bill (n° 26) concernant la "Manufacturers Bank of Canada"—832.

1re lecture—832.

2e lecture—1081.

En comité—4137.

M. W. F. Maclean—Demande que ces compagnies fiduciaires soient tenus de faire un rapport—4138; demande loi général—4138.

"PORT ARTHUR POWER AND DEVELOPMENT COMPANY."

M. Conmee—Dépose bill (n° 167) constituant la "Port Arthur and Development Company"—7319.

1re lecture—7319.

2e lecture, refusée—7319.

M. Campbell—Demande que bill (n° 167) subisse deuxième lecture—7411; adopté par Sénat—7411.

M. Lennox—Pas d'avis donné d'extension du pouvoir—7412.

Motion en suspens—7412.

BUDGET.

DISCOURS DU BUDGET.

Hon. Fielding—Propose que la Chambre se forme en comité de voies et moyens—289; différend entre Dominion Coal et Steel—290; difficultés ouvrières dans l'ouest—290; changement de date de clôture des exercices financiers—290; modifications au tarif, chose essentielle cette année, sera bref sur considérations financières—290; exercice 190-06, plein de prospérité—290; plus value des recettes, $1,139,360.07—291; prévisions de dépenses dépassées de $740,640—292; surplus réel, $12,898,719—292; tableau 291; augmentation des recettes sur 1905, $8,956,587, soit 12½ p.c.—291; augmentation dépenses $3,920,958, soit 6 p.c.—291; surplus

BUDGET—*Suite.*

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Hon. W. Fielding—*Suite.*

accumulés en dix ans, $77,198,884—292; tableau des augmentations dans différents services—292; excédent des postes, $490,844—292; excédent de l'I.C.R., $61,915—293; détails de l'excédent—293; déficit de $36,982 sur le chemin de fer de l'I.P.-E.—293; dépenses au compte du capital—293; payées à même l'excédents $818,000, augmentation de la dette—294; exercice 1906-07, sept mois jusqu'au 31 mars—294; recettes abondantes, évaluées à $52,000,000—294; surplus prévu $13,000,000—294; compte du capital $12,500,000—294; excédent total, demi-million—294; en tenant compte du fonds d'amortissement, dette nette sera réduite de $1,500,000—294; échéances des trois dernières années—295; versements du Pacifique—296; paiement des emprunts—296; échéances futures, £2,000,000 à payer 1er mai prochain, le seul emprunt à payer à Londres en 1907—296; augmentation du commerce global sur 1905, 80 millions ou 17 pour 100; augmentation importations, 27 millions—296; augmentation exportations, $53,269,758—296; même résultat attendu pour année en cours—297; fin octobre, augmentation globale sur année précédente, $32,500,000—207; dont $13,250,000 pour exportations—297; deuxième révision du tarif proposée au parlement depuis avènement au pouvoir du gouvernement 297; avantages de la stabilité du tarif—297; pas de modifications radicales projetées—297; ne modifie ni forme ni apparence du tarif—297; classification nouvelle—298; impossible admettre que le Canada devrait fabriquer toutes sortes de produits—298; la question du ferblanc—298; fabrication serait une bonne chose, mais fardeau sur les masses est à considérer—298; pas disposé à imposer droit sur ferblanc—299; disposition du tarif, classifications—299; deux annexes—300; quatre conventions actuellement—300; sont maintenues avec une disposition nouvelle, tarif intermédiaire—300; trois colonnes dans tarif soumis, tarif général, quelques changements sur tarif actuel, tarif intermédiaire, tarif de faveur pour l'Angleterre—300; tarif intermédiaire ne sera pas appliqué maintenant—300; tarif de faveur a été avantageux au Canada et à l'Angleterre, plus au fabricant étranger qu'au producteur canadien—300; en 1890 importations de Grande-Bretagne 43 millions, en 1897, $29,000, en 1905, 49 millions—300; articles imposables, importations 1897, 20 millions et demi, en 1906, 52 millions et demi—300; tarif de faveur a degrévé le consommateur canadien de 28 millions de droits qu'il aurait eus à payer—301; a régularisé les prix de vente au Canada—301; utopie de la préférence réciproque—302; liste des pays profitant du tarif de faveur—302; retouches au tarif de faveur—303; suppression du rabais uniforme—303; chaque droit mentionné séparément—303; relèvements et diminutions—303; fractionnement par 2½ pour 100, comme unité pour droits *ad valorem*—304; en somme préférence toujours aussi éle-

BUDGET—*Suite.*

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Hon. W. Fielding—*Suite.*

vée, sinon plus élevée en faveur de l'Angleterre—304; changement dans la clause de la quantité de main-d'œuvre anglaise nécessaire pour profiter du tarif de faveur—305; pour permettre négocier avec contrées désireuses d'avantager Canada—305; les relations étrangères du Canada, le veto impérial, limitations de notre pouvoir de traiter—306; tarif intermédiaire ne viendra pas en vigueur immédiatement, offre au monde entier—307; convention comportant tarif intermédiaire pourra être appliquée par décrèt du gouverneur en conseil, mais ne pourra être alors que temporaire—308; ne sera permanente que par traité négocié avec intervention du gouvernement impérial—308; nos relations extra-diplomatiques, cas de l'Allemagne—308; convention temporaire ne sera valable que lorsque déposée devant le parlement et adoptée—309; la clause de la nation la plus favorisée, les démêlés des traités belge et allemand, leur abrogation—310; impossibilité de mettre en vigueur immédiatement clause de tarif intermédiaire—311; changements dans les drawbacks, preuve requise que l'article a été employé aux fins indiquées—311; changements dans les droits des cravates et soies de cravates—311; importations des marchandises à l'usage du gouvernement—312; suppression de l'exemption de droits—313; clause des monopoles—313; ancienne clause maintenue permettant réduction des droits, cas du monopole du papier à journaux—314; disposition nouvelle permettant d'appliquer clause de réduction dans le cas où monopole prouvé légalement dans cause criminelle—314; clause du "dumping"—314; réduction dans surtaxe maximum, 15 p.c. au lieu de 50 p.c. des droits imposables—315; l'alcool dénaturé aux E.-U.—315; exempt d'accise depuis longtemps au Canada—315; monopole de l'Etat—316; alcool méthylique réduit de $1.10 à 80 cts le gallon—316; privilège d'importation en franchise de l'alcool conservé au ministère du revenu de l'intérieur—317; gouvernement se réserve d'abolir les droits de douane sur alcool employé comme dénaturant et importé par des particuliers si le besoin s'en fait sentir—318; veut que le ministère du Revenu de l'intérieur continue à avoir le monopole et à faire expériences pour réduire le prix—319; s'il échoue le gouvernement pourra permettre à des particuliers d'importer l'alcool à dénaturer en franchise sous surveillance et pour fins de dénaturation—319; surtaxe allemande maintenue, espoir d'entente—319; les primes sur fer et acier, nécessité de continuer primes quelque temps encore—320; nouvelle échelle de primes pour fer et acier de minerai étranger—320; encouragement à la fabrication pour exportation—322; le principe des primes—322; bons résultats des primes—323; l'augmentation des recettes douanières dans les ports intéressés à l'industrie du fer compense les primes payées—323; aperçu des changements de tarifs sur mé-

BUDGET—*Suite.*

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Hon. W. Fielding—*Suite.*

taux—324; matériel d'imprimerie—327; machines et outils agricoles—328; appareils téléphoniques, télégraphiques et électriques—328; appareils de mineurs en franchise, pour fabrication des bouées, machines à forer puits, etc.—330; droits des sucres et confiserie—331; droits sur cotonnades—331; ficelle d'engerbage—332; lainages—332; papiers et imprimés—333; parfumerie—333; huiles—334; produits agricoles—334; dégrèvement riz, oranges, citrons—336; modifications tarif des sucres—336; la question du raffinage, l'avantage du raffineur canadien—338; jouit actuellement d'une plus grande protection qu'on ne voulait lui donner—338; relèvement de droit de la matière première—338; ne s'attend pas que tout le monde sera satisfait—339; l'intérêt personnel prime l'intérêt général—339; essai loyal—339; espérons loi soumise sera instrument de progrès et de prospérité—340; dépose résolutions et tableaux du tarif—340-413.

Hon. G. Foster—Opinions, convictions, promesses et programme du parti libéral—414; promesses de réduction des impôts 415; en 1896, moyenne $5.43 par tête, en 1906, $10 par tête—415; promesse de réduction des dépenses—416; en 1896, $8.14 par tête, en 1906, $14—416; dépenses au compte du capital, entreprises accomplies par conservateurs depuis 1878, énumération—416; comparaison entre dépenses gouvernement conservateur et gouvernement libéral pour grandes entreprises—417; il aurait mieux valu augmenter la dette et moins prélever d'impôts—417; c'est le parti suivi par les conservateurs de 1890 à 1895—417; réduction conservatrice de $18,000,000 par l'abaissement des droits sur le sucre—418; en dix ans $430,000,000 prélevés par le gouvernement libéral en impôts sur le contribuable—418; danger de l'accumulation des excédents—418; il vaut mieux augmenter la dette et laisser les capitaux en circulation—419; admiration du principe des excédents, doctrine libérale récente—419; pas de diminution de dépenses malgré promesses—420; dépenses du Transcontinental—420; dépenses pour 1907-8, 115 millions—420; en onze années, ascension de 42 millions à 120 millions—420; opinion libérale de 1905, un seul dollar mal employé mérite un blâme sévère—421; les dépenses du Yukon—422; l'administration du Yukon coûte $160 par tête d'habitant—422; à ce compte, administration d'Ontario coûterait $360,000,000—422; dépenses du capital, comptabilité des primes—422; comptabilité relative à la vente des terres fédérales—422; pas de mesures prises pour couvrir échéances des emprunts bien que le prix de l'argent monte toujours—423; tableau de l'augmentation des dépenses des différents services—426; personne ne nie que les dépenses ne doivent augmenter, mais on ne fait rien pour empêcher gaspillage—425; étude de la situation commerciale—426; chiffres du commerce

BUDGET—*Suite.*

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

pas indice nécessaire de prospérité—426; la consommation intérieure est l'indice réel de prospérité—427; commerce extérieur des Etats-Unis est infime en comparaison de la consommation intérieure—428; nécessité de protéger et d'agrandir marché intérieur—428; rien tenté pour protéger ouvriers canadiens contre concurrence—428; discours du secrétaire Root sur le besoin pour les Etats-Unis d'envahir les marchés étrangers—428; il suffit de 2 ou 3 pour 100 de la production des Etats-Unis pour fournir tout ce dont le Canada a besoin au cours d'une année—429; les Etats-Unis nous vendent 180 millions et nous leur vendons 80 millions 429; tarif américain 50 pour 100 et tarif canadien 25 pour 100—429; double protection américaine, empêchement aux étrangers d'établir des industries aux Etats-Unis—430; admet que nous ne pouvons pas fabriquer au Canada tout ce dont nous avons besoin—430; le principe de la protection n'a pas été renié comme on l'avait promis—432; les primes ne sont pas abolies—432; le parti libéral est protectionniste avoué ou inconscient ou caché—432; le tarif de faveur et l'hon. S. Fisher—433; approuve abolition de rabais fixe—434; ne saisit pas avantage du tarif intermédiaire—434; avait cru à la lourde massue de Roosevelt—434; pourrait servir à annuler préférence anglaise—434; ce nouveau tarif créera incertitude et instabilité—434; danger d'assujettir tarif aux caprices du gouvernement—435; nul gouvernement n'a le monopole de la sagesse—435; sir Richard Cartwright et les primes en 1902—435; les prétendues réductions en faveur des cultivateurs—436; augmentation du tarif des sucres—437; le nouveau tarif est de la bouillie pour les chats—437.

M. H. H. Miller—Les conservateurs en caucus n'ont rien décidé quant au tarif, sauf de blâmer le gouvernement—441; on ne peut pas s'attendre que tout le monde approuvera le tarif en entier—441; même les protectionnistes les plus théoristes ne sont pas toujours d'accord—441; on ne doit pas considérer les avantages politiques à retirer du remaniement du tarif—442; chose grave—442; on ne doit pas s'occuper d'une industrie en particulier, mais de l'industrie dans son ensemble—442; l'expérience et non la théorie doivent servir de guide—443; par besoin de changements radicaux au Canada—444; opinion "Monetary Times" de Toronto—444; opinion "Farmers Advocate"—444; les cultivateurs admettent en principe qu'une augmentation de tarif ou changement de réglementation sur les produits de la ferme ne peut leur être d'aucune utilité—444; sauf pour importation des porcs et l'importation de haridelles américaines—446; remède apporté par tarif—445; danger de création de trop d'industries similaires sous le couvert de trop de protection—446; on achète articles américains bien que plus chers

BUDGET—*Suite.*

DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*

M. H. H. Miller—*Suite.*

parce que meilleure qualité et, enfin de compte, meilleur marché—446; satisfait de la réduction des primes—447; heureux de voir gazoline sur liste franchise—447; la réduction de 2½ pour 100 sur instruments agricoles est appréciable et ne pouvait pas être faite plus forte—446; ce n'est pas aux conservateurs que les cultivateurs demanderont une réduction plus considérable—448; demande que l'excédent des postes soit utilisé à améliorer service dans campagnes—448; la fantasmagorie des chiffres de M. Foster pour réduire mérite de M. Fielding—448; le gouvernement a réduit les tarifs—449; les conditions changent, ce que demande le peuple ce n'est pas une observation abstraite des principes c'est un régime qui favorise les affaires du pays—449; il y a eu augmentation de recettes et de dépenses, mais il y a eu aussi réduction d'impôts—449; l'administration des affaires de l'Etat ne se mène pas comme une boutique—449; différence entre méthodes libérales et conservatrices—450; le parti libéral a raison de ne pas vouloir augmenter la dette—451; les industriels du Canada n'ont jamais eu un marché intérieur plus profitable que maintenant, grâce à l'essor de la culture et de la colonisation—452; les industriels ne devraient pas s'opposer aux conditions qui permettent aux cultivateurs d'acheter davantage—453; augmentation des dépôts en banque—453; la nature de nos importations américaines—454; les prétentions conservatrices, le parti libéral, en tout cas, prend soin de l'arbre que les conservateurs prétendent avoir planté—454; discours de M. Ballantyne, président de l'association des manufacturiers—454; augmentation sur l'année précédente des exportations agricoles, 25 pour 100 et des exportations industrielles 16 pour 100—455; libération des hypothèques—455; sir W. Laurier—avait promis qu'on n'aurait pas besoin de colonnes de chiffres pour démontrer la prospérité libérale, mais qu'on s'en apercevrait à son gousset—456; il a tenu parole—456.

M. W. F. Cockshutt—Gouvernement s'est montré trop hésitant dans révision du tarif—456; préparation d'un tarif opération scientifique—457; complexité du tarif soumis sera une source d'ennuis pour importateurs—457; pas membre de l'Association des manufacturiers—457; division de Brantford représente les conditions moyennes du pays—457; agricole et manufacturière—458; la droite devait abolir le tarif et au lieu de cela, elle crée quatre tarifs—458; comparaison avec pâturages—458; pas d'antagonisme entre cultivateur et fabricant—459; la protection a aidé le cultivateur autant que le fabricant—459; en faveur du protectionnisme mitigé—460; en faveur d'une protection adéquate, exemple des paletots—460; les cultivateurs de Brantford travaillent dans les manufactures—460; pas d'incompatibilité entre tarif élevé et marchandises à bas

BUDGET—*Suite.*
DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*
M. Cockshutt—*Suite.*
prix—460; machines agricoles meilleur marché aux Etats-Unis protectionnistes qu'en Angleterre libre-échangiste—460; diminution du prix des moissonneuses depuis 1878, chiffres—461; augmentation des prix des produits agricoles, chiffres—462; protection aux cultivateurs—462; les producteurs d'oignons de Brantford—463; il n'y a pas d'inconvénient à la migration de la population rurale—463; les cultivateurs n'auraient rien à gagner à produire davantage—463; la production agricole d'Ontario l'emporte sur les trois provinces de l'ouest—463; si l'ouest se dotait d'entreprises industrielles, les cultivateurs sentiraient l'avantage de l'existence de ces centres chez eux et deviendraient vite protectionnistes—464; notre production industrielle actuelle est de 500 millions au bas mot—465; partisan de la préférence mutuelle de Grande-Bretagne et des colonies—468; Congrès des chambres de commerce de l'Empire—466; résolution adoptée —466; l'opinion de M. J. Hill sur la réciprocité—468; pas besoin de réciprocité avec les Etats-Unis—469; nous pouvons nous en passer—469; veut tarif de préférence avec toutes les colonies britanniques disposées à réciproquer—469; résultats du tarif de faveur avec les Antilles—470; exposé de la question des sucres—470; jamais nous n'avons eu un tarif aussi élevé sur les sucres que celui que l'on propose—471 ; trop de sollicitude pour les raffineurs, trop protégés—471; les importations d'instruments aratoires—472; difficultés des fabricants, frais d'expédition—472; comparaison avec les fabricants américains—473; le fil d'engerbage—474; le fil de fer—474; les fabriques de moteurs à vent d'acier—474; ce n'est pas la supériorité des machines américaines qui leur ouvre le marché canadien—474; ce sont les prix de transport qui entravent la pénétration des machines canadiennes dans l'ouest—475; si au lieu d'abaisser les droits on les eût encore élevés on aurait pu faire des arrangements pour obliger les fabricants à une baisse—475; la plupart des dégrèvements opérés n'ont pas été judicieux 475; on aurait dû augmenter les droits sur les instruments agricoles—476; l'important c'est d'empêcher l'entrée des articles étrangers—477; le droit a beaucoup d'importance pour le fabricant de machine agricole et n'en a pas pour le cultivateur—477; propagande protectionniste en Angleterre—478; tout le monde n'est pas destiné à être agriculteur, il faut des industriels—478; en faveur des droits sur le fer-blanc—478; un tarif unique est l'essence de protection pure et simple—478; les primes, détaxer et surtaxer ne sont pas de la protection—478; la balance du commerce adverse au Canada—480; le Canada devrait être un pays exportateur—480; tarif de faveur a été utile à l'Angleterre—480; mais ne l'approuve pas—480; commerce avec Grande-Bretagne et avec Etats-Unis—480; l'avance des Etats-Unis diminue—480; nous avons cependant reçu du pays voisin $2

BUDGET—*Suite.*
DISCOURS DU BUDGET—*Suite.*
M. Cockshutt—*Suite.*
valant contre $1 de Grande-Bretagne—481; on pourrait obvier à cela en changeant le tarif—481; il faut avoir égard à toutes les classes, puissantes ou faibles—481; on a simplement fait un nivellement des droits, on a compensé au moyen de relèvements partiels les dégrèvements opérés—481; Abraham Lincoln et la fabrication locale—482; la totalité du commerce est un argument décevant—482; exemple de la Grande-Bretagne—482; le cas des Etats-Unis—483; bientôt les Etats-Unis n'auront plus de céréales à exporter—483; ce sera une époque heureuse pour le Canada—483; si les Américains vendent leurs machines au Canada ce n'est pas qu'elles sont meilleures que celles du Canada—483; ils font plus de concessions, leur agents sont meilleurs—483; du courage ! de l'encouragement aux industries!—483.
M. H. Logan—Annonce qu'il proposera plus tard motion pour restreindre préférence aux importations par ports canadiens—484.
Motion Fielding adopté, la Chambre en comité des voies et moyens—484.

COMITES.

COMITE D'AGRICULTURE :
Affaire Beddoe
M. Monk—Propose mise en discussion cinquième rapport comité d'agriculture—5673; donne avis de motion pour amener à la barre de la Chambre M. Beddoe—5672.
M. Monk—Propose question de privilège au sujet 5e rapport du comité d'agriculture—5955;texte—5955; raisons de refus de répondre de M. Beddoe analogues à celles de M. Preston—5956; M. Beddoe envoyé en Europe pour faire examen des comptes de la North Atlantic Trading Co.—5956 ; parti sans instructions spéciales—5956; a fait rapport favorable à compagnie et compte d'impressions a été payé par auditeur-général en dépit refus antérieur—5956; refuse de donner détails, parce que, comme M. Preston, s'est engagé à ne pas dévoiler les noms—5977; on ne pourra donc jamais savoir les noms des officiers de cette compagnie!—5977; déposition Beddoe—5958; dans l'affaire du G.T.P., le gouvernement a refusé indications sur factures non acquittées—5890; dans ce cas-ci l'opposition demande informations sur factures acquittées—5980; dépose motion pour faire amener M. Beddoe à la barre—5980.
Hon. Oliver—But avoué de la motion est de traduire employé à la barre—5980; but réel, blâmer gouvernement—5980; M. Beddoe a agi suivant politique du gouvernement en cette matière—5961; le Parlement a approuvé politique gouvernement—5961; M. Beddoe a suivi les ordres du gouvernement et le traduire à la barre quand l'opposition a, devant elle, le gouvernement responsable de ses actes est une demande au moins extraordinaire—5962; lecture de l'état préparé par M. Beddoe pour l'information de la Chambre—5962; ne com-

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*

M. F. Oliver—*Suite.*

prend pas qu'on s'attaque à M. Beddoe—5965; gouvernement a promis à ses fonctionnaires autorisés que le secret serait conservé—5965; et Chambre l'a approuvé—5965.

M. T. S. Sproule—Les députés sont nommés pour savoir où va jusqu'au dernier sou des dépenses publiques—5966; en toute circonstance on empêche les témoins de répondre—5966; le président du comité des comptes publics ne fait pas honneur à la position—5966; il va au devant pour empêcher témoins de répondre—5967; les députés tournés en ridicule par les témoins—5968; le parlement est traité avec mépris—5968; la chambre étoilée—5968.

M. Miller—M. Sproule qualifie M. Beddoe de témoin intéressé en faveur du gouvernement parce que fonctionnaire—5969; nommé par les conservateurs—5969; M. Beddoe n'a pas été en Europe chercher des renseignements à étaler au comité—5969; il est allé pour se convaincre et pour convaincre l'auditeur général que la 'North Atlantic Trading Co." avait fait certaines dépenses—5970; M. Beddoe n'a pu se procurer les documents requis pour accomplir sa mission qu'en promettant le secret sur les noms—5970; il l'a promis, c'était la politique du gouvernement et il a bien fait—5970; renseignements importants fournis par M. Beddoe—5970; a obtenu la preuve que la "North Atlantic Trading Co." a dépensé en trois ans $84,428 de plus qu'elle n'était tenue de faire—5971; M. Beddoe n'a produit que des copies parce qu'il ne pouvait pas s'emparer des reçus de la "North Atlantic Trading Co."—5972; ces reçus étaient la propriété de la compagnie—5972; sa seule mission était de savoir si la compagnie avait réellement dépensé cette somme—5972; M. Beddoe a soumis au comité des exemplaires des brochures distribuées en différents idiomes—5972; traduction et brochure examinées par le département—5973; M. Beddoe a donné des noms d'imprimeurs—5973; a juré que l'"Arundel Printing Company" n'avait pas les impressions—5674; M. Beddoe a déclaré que M. Leopold était agent de la compagnie à Londres—5975; toutes les fois qu'il pouvait dire un nom sans compromettre personne, il l'a fait—5975; a donné les noms de Cohen et de Gluck—5975; les bureaux de la compagnie—5976; témoignage Beddoe coroboré par l'ancien témoignage de Preston quant aux agents—5976; même secret de temps de sir Charles Tupper, la différence est qu'il ne venait pas d'immigrants—5977; l'ancien gouvernement payait la distribution des brochures—5977; les renseignements fournis par M. Beddoe ont convaincu l'auditeur-général de la légitimité des dépenses—5978; ces renseignements devraient bien être de force à convaincre un député—5978; lord Strathcona a, le premier, recommandé le secret dans affaires "North Atlantic Trading Company"—5978; lettre à Sifton—5978; renseignements fournis par M. Beddoe amplement satisfaisants—5979.

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*

M. A. Lavergne—La Chambre devrait savoir les noms—5979; ne comprend pas pourquoi contrat interdit propagande en France—5980; on la permet bien dans d'autres pays où l'immigration est défendue—5980; ministre actuel était opposé à ce contrat quand il était simple député—5980.

Hon. Oliver—Démenti—5981.

M. A. Lavergne—Représente des hommes libres—5981.

M. J. G. H. Bergeron—Convaincu de l'inutilité de nommer des comités d'enquête—5982; vraiment pénible de voir témoins fonctionnaires refuser de répondre aux représentants du peuple—5982; Papineau n'aurait jamais imaginé cela—5982; l'enquête McGreevy—5982; l'entreprise de la North Atlantic Trading a été une escroquerie du commencement à la fin—5983; ne croit pas un mot des témoignages disant qu'aucun membre du gouvernement n'était intéressé—5984; le ministre a annulé le contrat et s'est débarrassé de Preston—5984; tous les pays sont opposés à l'immigration de leurs nationaux—5984; les députés ministériels accepteraient tout—5985; l'opposition bataille pour des principes—5985; si la Chambre repousse motion Monk, n'importe quel ministre pourra refuser de répondre à interpellation de député—5986; seul cas ou refus excusable, quand pourrait provoquer conflit international—5986; si les électeurs approuvent cela, ils ne sont pas dignes du gouvernement responsable—5986; combien de temps sera-t-il permis à un président d'empêcher de parler un témoin qui veut répondre?—5987.

M. H. Bourassa—Le témoin est un honnête homme—5987· n'a pas répondu parce qu'il avait ses instructions—5987; contrat immoral au point de vue administratif ou au point de vue international—5987; dans les deux cas plaidoyer du gouvernement inacceptable—5989; William Pitt a appelé le Parlement un tribunal d'enquête permanent—5989.

Hon. G. Foster—Le peuple réfléchira—5990; il ne suffit pas de savoir si l'argent est bien dépensé, il faut savoir où il va—5990; à qui il est payé—5990; un membre du parlement pourrait se cacher sous un faux nom—5990; le gouvernement devrait rougir jusqu'à la mort de l'affaire de la North Atlantic Trading Co.—5990; gouvernement complice de violation des lois de nations amies—5991; le gouvernement a cherché à se couvrir par clause fallacieuse du contrat—5991; le gouvernement grâce au président du comité des comptes publics et à ses partisans empêche de découvrir où va l'argent—5991; le cas de l'achat des terrains à Halifax—5991; interrogatoire Pearson—5992; à la prochaine session on saura si l'opposition a des droits dans le comité de comptes publics—5993; la vérification des comptes par l'auditeur général—5994; que ce soit au Canada ou à l'étranger il doit avoir en mais toutes les pièces justificatives originales—5994; un certificat de M. Beddoe était insuffisant—5995; M. Beddoe a trans-

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

gressé les ordres, il a fait du zèle et déclaré que la compagnie a fait plus qu'elle n'était tenue de faire—5996; reprend l'historique de la transaction de la North Atlantic Trading Coy—5997; nous ne savons pas encore les noms—5997; il vaudrait mieux que toute la bande se suicidât plutôt que de laisser admettre que le gouvernement peut dépenser l'argent du peuple sans donner des noms—5997.

M. F. B. Carvell—Nous voilà revenus à l'ancienne discussion du contrat de la North Atlantic Trading Coy qu'on croyait morte et enterrée—5998; les attaques contre M. Preston—5998; M. Henderson député de Halton défend M. Preston dans le "Canada", de Londres—5998; texte entrevue—5998; M. Lazarus qui fut si vivement attaqué est maintenant l'agent à Londres de l'Association des manufacturiers—5999; il est devenu l'idole des bons conservateurs—5999; déposition Preston et application de la loi contre l'immigration en Scandinavie—6000; précautions nécessaires—6000; on ne trouve rien à redire au travail fait par la N.A. Tdg Co—6001; le pays en a eu pour son argent—6001.

M. Sproule—Lit lettre Strathcona exprimant opinion qu'immigrants seraient venus, même sans contrat—6002.

M. Carvell—L'opposition n'a pas osé se prévaloir de l'offre de sir W. Laurier de soumettre la liste des noms à son chef—6002; on cherche à se reprendre sur affaire Beddoe—6003; le comité a décidé à une énorme majorité que M. Beddoe ne devait pas être tenu de déclarer les noms des agents de la N.A.Tdg Co—6003; le gouvernement du Canada n'a jamais rien eu à faire avec ces agents—6003; ils étaient payés par la compagnie—6003; raison pour laquelle l'auditeur général refusa de payer les $15,000 d'impressions—6004; absence de certificat du ministère de l'Intérieur—6004; c'est pour se conformer à cette demande que M. Beddoe a été en Europe—6004; le compte de Hambourg, léposition Beddoe—6004; M. Beddoe établit dépense d'impression de plus de $15,000—6005; absurde de penser que M. Beddoe se parjure pour sauver gouvernement—6005; M. Beddoe a agi d'une façon fort sage—6006; les liasses du ministère de l'Intérieur, déposées au comité contiennent des originaux de reçus pour plus de $15,000 en 1905—6006; toute difficulté vient d'une dépense en sus des $15,000 faite dans une maison dont M. Beddoe ne veut pas divulguer le nom—6006; et il a d'excellentes raisons—6006.

M. D. Henderson—Extraordinaire qu'un président de comité défende à un témoin de répondre—6007; conduite arbitraire—6007; relations avec M. Preston—6008; ne conçoit pas qu'on les lui reproche—6008; égards du bureau d'immigration à Londres envers les députés—6008; pas la même considération au Haut-Commissariat—6008; visite à Londres, écuries

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*

M. Henderson—*Suite.*

royales—6008; rencontre de Lazarus—6009; cependant, votera pour motion Monk—6009.

M. W. B. Northrup—Peu important que M. Beddoe réponde ou non—6009; cependant question grave—6010; les uns considère que M. Beddoe est allé en Europe comme agent de l'auditeur-général—6010; les autres considèrent qu'il était là comme agent du peuple canadien—6010; le parti réformiste tenait autrefois mordicus pour les droits du peuple—6010; un député représente à lui seul le peuple canadien tout entier—6010; tout député a le droit de demander l'emploi fait de fonds publics—6011; May et l'apuration des comptes publics—6011; les ministres nomment des commissions qui peuvent aller jusqu'à s'enquérir de transactions privées—6011; si un député veut s'éclairer sur des transactions publics on lui met des bâtons dans les roues—6012; l'affaire Mervin—6012; la demande de production d'échantillons réfusée dans affaire "Arctic"—6013; la Chambre d'ailleurs comprend pas mieux son devoir—6014; il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'il y ait des ministres infidèles—6014.

M. W. H. Bennett—Dépenses d'immigration, un des gros articles de l'accroissement général—6014; hon. Sifton avait rêvé d'établir des colonies nombreuses d'étrangers pour noyer les électeurs anglais dans les Territoires—6014; la proposition de sir W. Laurier—6015; M. Borden aurait été tenu de garder le secret—6016; le départ extraordinaire de M. Smart—6016; les livres et les lettres brûlées—6017; M. Preston défie l'opinion publique—6017; M. Beddoe ne jouit pas de la même immunité qu'un fonctionnaire du bureau de l'auditeur-général—6018; prérogatives spéciales—6018; la tenue du comité des comptes publics—6018; aucune uniformité dans décisions des présidents—6019; le président, le député de Verchères est un gentilhomme mais se laisse emporter par son zèle politique—6019; témoignage Coste—6020.

M. A. K. Maclean—Question encore en délibération devant comité—6020.

M. V. Geoffrion—M. Sproule a dit en Chambre que c'était une honte pour le comité des comptes publics que M. Geoffrion en fût président—6022; de la part d'un autre que M. Sproule cette insulte vaudrait peine d'être relevée—6022; inutile de s'en occuper venant d'une telle source—6022 remplit son devoir avec conscience—6022; considère que comité doit suivre la même procédure que les tribunaux—6022; il faut des règles—6023; certains députés posent questions absolument étrangères au sujet—6023;; le député de Grey vient rarement au comité, mais quand il vient il pose les questions les plus stupides—6023.

M. S. Barker—Comité pas conduit comme il devrait l'être—6024; cas Henderson—6024; trop d'avocats dans les comités—6026; du côté ministériel—6026; M. Gervais et Greenleaf—6026; les députés

COMITE D'AGRICULTURE—*Suite.*

M. Barker—*Suite.*

membres du comité qui ne sont pas avocats ne vont pas être tenus de céder le pas devant les avocats—6027; il faut que les méthodes actuelles cessent—6027; l'opposition veut faire éclater la vérité et les amis du gouvernement veulent l'empêcher de se faire jour—6027.

M. German—Veut simplement savoir la vérité—6027; ne sait pas ce que c'est la North Atlantic Trading Co—6027; ne sait pas davantage les noms des particuliers qui composent le C.P.R.—6028; le gouvernement n'a pas dépensé un sou de plus que la loi ne l'autorisait à le faire—6028; voilà l'essentiel—6028; nous avons déboursé de l'argent et nous avons reçu des immigrants. Voilà ce que le public voulait savoir et a su—6028; le comité est prêt à tout examiner au point de vue légal—6028; c'est ainsi que M. Foster en agissait quand il était ministre—6028.

M. L. Robitaille—Le gouvernement en refusant des renseignements provoque des soupçons—6029; les députés sont les directeurs d'une grande compagnie dont les électeurs sont des actionnaires—6029; n'a jamais pu avoir les renseignements qu'il désirait—6030; chaque immigrant amené par cette compagnie, N.A.Tdg Co coûte au pays $60—6030; nous avons une loi qui force chaque compagnie de déposer au greffe les noms de ses directeurs actifs et responsables—6030; compagnie borgne—6030; argent reçu pour faire travail contraire aux lois des pays où la compagnie opérait—6030; le dépositions assermentées comptent peu quand elles sont faites par des agents du gouvernement—6031; le gouvernement craint évidemment de se justifier—6031.

Proposition Monk mise aux voix—6031.

Rejetée: 50 pour, 39 contre—6032.

COMITE DE LA BIBLIOTHEQUE.

Sir W. Laurier—Propose composition comité bibliothèque—632.

Adopté—632.

COMITE DES BILLS PRIVES.

M. G. A. Wright—Propose adoption 5e rapport—2561.

M. R. L. Borden—Se plaint que l'orateur et les fonctionnaires de la Chambre n'étaient pas au courant des règlements et de la coutume suivie—2561; si règlements défectueux, doivent être modifiés—2561.

Motion adoptée—2561.

M. Duncan Ross—Propose que comité puisse siéger pendant séances—7449.

Adopté—7449.

COMITE DES CHEMINS DE FER.

M. Campbell—Propose que comité puisse siéger pendant séances de la Chambre—7022.

M. T. S. Sproule—On viole nouveaux règlements des Communes en présentant bills au Sénat pour éviter paiement taxes additionnelles pour retard—7024.

Hon. Fielding—Taxe additionnelle applicable tout aussi bien aux bills venant par Sénat—7024; lecture article—7024.

COMITE DES CHEMINS DE FER—*Suite.*

M. Campbell—A vu l'autre jour un chèque de $5,000 pour un bill venant du Sénat—7025; cela divise le travail—7025.

Motion adoptée—7025.

COMITE DE LA COALITION DES MARCHANDS DE BOIS.

Sir W. Laurier—Propose composition comité—2932; propose les questions à soumettre—2932.

Sir W. Laurier—Propose ajouter noms de MM. Galliher et Crocket—4250.

Adopté—4250.

COMITE DES COMPTES PUBLICS.

Hon. Foster—Se plaint documents requis par comité comptes publics, pas déposés—3000; 50 documents demandés, 8 complets déposés, 2 incomplets—3000.

M. R. L. Borden—Enumère et fait le relevé avec dates des documents demandés et non encore produits—3574.

Sir W. Laurier—Beaucoup de demandes sont de date assez récente—3575.

M. Lefurgey—Demande documents quant aux embranchements—3575.

M. J. D. Reid—Documents pas demandés plus tôt parce que rapport de l'auditeur général déposé très tard—3575;.

M. Lennox—Demande documents relatifs à juges provinciaux—3575.

Hon. Foster—Demande documents relatifs à la milice—3575.

M. W. Geoffrion—Propose que comité des comptes publics soit autorisé à siéger l'après-midi pour terminer enquête sur Compagnie de chantiers maritimes de Collingwood—3842.

M. H. Lennox—Comité n'a pas pris l'initiative de cette motion—3842.

M. l'Orateur—Objection paraît bien fondée—3843.

M. Geoffrion—Croyait avoir le consentement de tous les membres—3843.

Objection maintenue—3843.

M. Finlayson,—Propose adoption rapport demandant de siéger dans la journée pour terminer affaire Collingwood—3966.

Adopté—3966.

Propose rapport pour que preuve affaire Collingwood soit imprimée au jour le jour—3966.

Adopté—3966.

. Barker—Propose discussion sixième rapport à prochaine séance—4924.

Adopté, lundi—4924.

M. S. Barker—Sur discussion 6e rapport—5184; historique du contrat de construction du Grand-Tronc-Pacifique—5185; définition du coût de la construction—5186; absence de pièces justificatives du coût de la construction dont une partie remboursable par gouvernement—5186; loi constitutive du Grand-Tronc-Pacifique, 1905—5187; le gouvernement non seulement garant mais fidéicommissaire pour acquéreurs d'obligations—5188; responsabilités du gouvernement—5188; division de l'ouest de Winnipeg au Pacifique va coûter $90,000,000—5189; il s'est déjà dépensé

COMITE DES COMPTES PUBLICS—*Suite.*

M. Barker—*Suite.*

$6,000,000 et le gouvernement n'a demandé ni rapports ni renseignements—5189; pièces du G.T.R.—5189; c'est ainsi que le gouvernement, trustee de ces millions fait respecter l'acte d'hypothèque—5189; nécessité de surveiller les fonds—5190; crédit et réputation du gouvernement en jeu 5190; le gouvernement et ses partisans prétendent qu'on ne doit s'occuper que des comptes payés—5190 ; G.-T.-P. a présenté un état établissant dépenses de construction au 1er octobre 1905 de $926,-293 pour section-ouest—5191; comptable du département des Chemins de fer, M. Shannon a réglé et refusé $161,000—5191; malgré cela, l'ingénieur en chef des chemins de fer a visé certificats pour plein montant, $926,293, sur lequel G.-T.-P. demande paiement de 75 pour 100—5192 ; texte de l'attestation Schreiber—5192 ; premier état de compte retiré—5192; nouvel état soumis fin octobre—5193; M. Power à la fois comptable du G.T.R. et du G.-T.-P.—5193; destruction du premier état de compte par M. Walker, auditeur du G.-T.-P.—5193; présomption—5194; ce que contenait le premier état de compte, travaux préliminaires—5194; le premier compte communiqué au ministère des Finances—5194; hésitation de M. Courtney—5194; conduite étrange du département des Finances en se désaisissant de documents ayant toute apparance de fraude—5196; déposition Boville—5196 MM. Courtney et Fielding—5197 ; correspondance Jones-Walkers—5198; les intérêts des obligataires curieusement sauvegardés—5198; M. Schreiber arrache sa signature des premiers certificats visés et ne s'occupe plus de ce qu'ils deviennent—5199; deuxième état de compte vérifié par M. Shannon—5199; encore $70,000 rayés—5194; $26,000 de frais d'avocats—5200; $46,000 pour installations de terminus, refus de donner détails—5200; on peut juger par ces $70,000 rayés du deuxième compte ce que devaient être les $160,000 rayés du premier—5200; et on prétend que cela ne nous regarde pas—5200; résumé des délibérations du comité—5202;; l'absence de M. Walker—5202; déposition Power—5202; absolue nécessité d'interroger M. Walker—5204 ; propose amendement à la motion d'adoption du rapport, énumérant les faits tels qu'exposés et demandant renvoi au comité pour faire enquête sur comptes et états soumis à vérification—5205.

M. German—M. Barker a fait motion au comité des comptes publics pour demander dépôt de certaines pièces ayant servi de base à paiements faits par G.T.R. à G.T.P.—5206; le comité a refusé—5206; M Barker a demandé rapport à la Chambre et c'est ainsi que la motion actuelle se trouve devant la Chambre—5206; n'a pas prouvé que le comité avait mal agi—5206; pouvoirs du comité des comptes publics—5206; ne peut faire d'autres enquêtes que celles dont le charge la Chambre—5206; diverses motions d'envoi de documents au au comité—5206; comptes demandés ont été déposés et examinés—5207; le comité

COMITE DES COMPTES PUBLICS—*Suite.*

M. German—*Suite.*

a laissé toute latitude pour examiner documents et pièces se rapportant au paiement des $950,174—5207; les obligations du gouvernement—5208; le fait que le ministère des Finances, a refusé de payer malgré le visa donné par erreur par l'ingénieur en chef sera pour les capitalistes anglais la preuve que le gouvernement surveille leurs intérêts—5208; la situation de M. Schreiber telle qu'il l'a exposée—5210; discussion de l'application du terme "dépenses préliminaires", à "coût de construction"—5210; la remise du premier compte—5210; le comité n'est pas institué pour faire enquête sur comptes qui n'ont pas été payés—5210; la compagnie du Grand-Tronc a droit de revenir contre celle du Grand-Tronc-Pacifique pour les sommes que le gouvernement a refusé de payer—5211; nous n'avons pas le droit d'examiner ces comptes ni de nous prononcer sur leur valeur—5211 ; l'absence de M. Walker—5212; le comité ne pouvait pas exiger la communication des pièces—5212; le précédent Larkin et Connolly—5212; ce sont des comptes privés de la compagnie du Grand-Tronc et nous n'avons pas de pouvoir de l'obliger à les produire—5213.

M. E. Bristol—Les comptes en question une fois remis à l'Etat devenaient sa propriété—5214; nous en demandons la restitution—5214; l'honneur du gouvernement est engagé—5214; le public est convaincu qu'ils contiennent une tentative de fraude à ses dépens—5214; pouvoirs du comité—5214; extraits des dépositions—5215-5223; il n'y avait aucune raison plausible pour remettre état n° 1—5294; il n'était pas nécessaire d'un nouveau compte pour faire la réduction, le montant réduit pouvait être acquitté en règlement—5224; raisons données pour retirer premier compte—5224 ; si le gouvernement n'agit pas, il est partie à la destruction d'un document public—5225; la fugue de M. Walker—5226; l'ignorance de M. Power—5226; M. Power a cependant laissé savoir que le Grand-Tronc a en sa possession les pièces justificatives sur lesquelles était basé état n° 1—5227.

M. A. H. Clarke—Exagérations Bristol—5228; relativement à ce montant de $162,-000 le G.T.R. n'a jamais voulu l'extorquer du gouvernement du Canada—5229 ; il a simplement demandé qu'il fût payé à même des fonds appartenant à la compagnie, mais déposés entre les mains du gouvernement—5229; cet argent là n'appartient pas au gouvernement ni au peuple du Canada, il appartient à la compagnie—5229; tout ce que le débat prouve, c'est que le ministre des Finances a épargné au pays une dépense de $160,000—5229; devoirs du comité des comptes publics—5230; on dit que le parlement aurait le pouvoir de charger le comité de faire l'enquête demandée—523 1; encore faudrait-il motif raisonnable d'intérêt public—5231; les pièces justificatives n'appartiennent pas au gouvernement—5232; qu'importe si elles sont dans coffres de l'une ou de l'autre des compagnies—5232;

COMITE DES COMPTES PUBLICS—*Suite.*

M. Clarke—*Suite.*

M. Shannon et les dépenses préliminaires —5233; il n'y a aucune irrégularité ni escroquerie à demander qu'un compte vous soit renvoyé ou remis pour le rectifier, s'il y a divergence au sujet de certains articles—5234; même si M. Walker se fût présenté, le comité n'aurait pas permis qu'il fût interrogé sur cette affaire—5235.

M. Bennett—Historique et origine du Grand-Tronc-Pacifique—5235; ce n'est pas la faute du ministère des Chemins de fer et Canaux si le compte n'a pas été payé—5236; le mérite en revient à M. Courtney —5236; la Chambre doit défendre le crédit du Canada à l'étranger—5237; opinion du "Post" de Yorkshire—5237; les conservateurs ne veulent pas enlever les documents au G.T.R., mais seulement examiner—5237; importance présence de M. Walker—5238; historique de la demande de concession de construction de l' "Empire Construction Co. of Canada"—5240; postulants belges—5240; ce n'est pas la faute du ministre si l'Empire Coy n'a rien eu—5240; intervention M. Rowe—5240.

M. D. Ross—M. Rowe orateur conservateur dans élections locales de C.-A.—5240.

M. Bennett—Comptes embrouillés—5241; seul moyen, permettre enquête complète —5241; le premier ministre a présenté deux de ses partisans élus dans Québec—5245; il aurait mieux aimé en présenter deux élus dans Ontario—5245; l'ex-ministre de la Justice et les députés qui retirent des honoraires pour pousser des bills—5245; le compte de brise-glaces à Port-Arthur—5246; refus de l'auditeur et comptes en suspens—5246; affaires Bowman—5248; le "Globe" et le Sénat—5248; les électeurs ont l'œil ouvert et demandent à voir clair dans les comptes que paie le gouvernement—5250.

M. F. F. Pardee—Les rabachages de M. Bennett—5250; n'ont rien à voir à la question—5250; on veut tout simplement censurer le gouvernement pour avoir écarté certaines factures qu'il ne pensait pas devoir être payées—5250; mais, il devrait être félicité et non blâmé—5250; la facture en question n'a pas été acquittée, donc elle ne figure pas au compte de l'auditeur-général, donc le comité n'a pas à s'en occuper—5252; les contribuables ont été protégés, ainsi que les porteurs d'obligation, que veut-on de plus?—5252.

M. Ames—Responsabilité du gouvernement —5253; historique de la confection et de la présentation des factures, entrée en matières—5254; rapport Shannon—5256; préparation des certificats—5256; le visa Schreiber—5237; pourparlers avec le ministre de la Justice—5258; si le ministre des Finances a bien fait de ne pas payer, le ministère des Chemins de fer avait tort de recommander le paiement et le ministère de la Justice de l'approuver—5258; motifs suspects de retrait des documents—5260; facilités données pour retrait des documents—5260; témoignage Power quant à destruction du premier

COMITE DES COMPTES PUBLICS—*Suite.*

M. Ames—*Suite.*

compte—5261; tout disparaît et avec cela, les notes de M. Shannon—5262; que contiennent ces comptes disparus de $162,000 —5262; sir Adolphe Caron et M. H. B. Mc-Givern—5262; avances à M. Wainwright—5264; la fuite de M. Walker—5264; pas respectueux de la dignité du parlement—5265; si le comité n'a pas l'autorité de faire venir et d'examiner les comptes qui manquent, le parlement doit lui donner cette autorité—5266; raisons qui peuvent être invoqués pour extension des pouvoirs du comité des comptes publics—5260; la compagnie ne refuse pas de produire les pièces justificatives, c'est le comité qui refuse de les demander—5267; il est évident que ces $160,000 ont été dépensés par le G.T.R. pour le Grand-Tronc-Pacifique—5267; c'est une somme trop forte pour avoir été dépensée à des fins légitimes—5267; il faut savoir à quoi elle a servi—5267; la crainte du gouvernement équivaut à un aveu de culpabilité —5267.

M. J. C. Walsh—Les conservateurs s'occupent simplement de découvrir les motifs pour lesquels le gouvernement n'a pas voulu se rendre coupable d'une faute —5268; on veut que le comité des comptes publics fasse une enquête sur une chose qui n'a pas eu lieu—5268; l'affaire est de savoir si le gouvernement a bien ou mal fait de ne pas payer—5268; la Chambre et ses comités jugent des faits et non des intentions et des probabilités—5270; propose amendement en substitution à amendement Barker, disant que l'Etat n'ayant payé aucune des réclamations figurant à la résolution à même le fonds désigné le comité des comptes publics n'est saisi d'aucune question nécessitant une enquête—5271.

M. A. Johnston—Sermon de M. Ames—5273; il remercie Dieu d'être plus honnête que le reste de ses collègues—5273; M. Ames a informé la Chambre que le compte que le gouvernement a refusé de payer n'est plus $160,000 mais $80,000—5272; propose paragraphe à ajouter à la résolution substituée par M. Walsh: Que la Chambre n'entend pas autoriser le comité à exiger la production de comptes n'ayant pas été payés à même les deniers publics—5272.

M. H. Lennox—On essaie de créer confusion—5272; résolution Walsh préparée par un ministre pas difficile à découvrir—5274; le gouvernement n'oserait pas détruire des documents de la nature de ceux que la compagnie du Grand-Tronc a détruits—274 ce sont les partisans du gouvernement qui, devant le comité, ont empêché de produire des documents que les témoins voulaient produire—5275; la gauche n'a pas attaqué M. Schreiber, cependant, celui-ci a commis un acte répréhensible au dernier chef—5275; devant le bureau de l'auditeur général, dans tout conflit, M. Schreiber a toujours été du côté de l'entrepreneur ou du monopoleur —5275; affaires Corry-Laverdure, contrat P. Davis—5275; l'ancien auditeur général n'est plus—5276; M. Shannon n'est plus—5276.

COMITE DES COMPTES PUBLICS—*Suite.*

M. E. M. Macdonald—M. Shannon a eu de l'avancement et de plus forts appointements—5276.

M. H. Lennox—Le ministre des Finances a agi avec sincérité dans cette affaire, mais n'a pas droit aux éloges qu'on lui décerne—5276; manifestations déplacées—5277; disparition de documents—5277; le public doit savoir si le gouvernement a le droit de se départir des documents entrés dans ses voûtes et ses archives—5277.

Sous-amendement Johnston, mis aux voix—5277.

Adopté: 114 pour; 42 contre—5279.

Motion Walsh ainsi modifiée adoptée à mains levées—5276.

Hon. Foster—Demande comité des comptes publics puisse siéger lendemain—5731; témoins venus de loin—5731.

Adopté—5731.

M. Geoffrion—Propose adoption rapports du comité des comptes publics 11 à 24—6952.

Hon. Fielding—Propose attendre une journée—6952.

Motion réservée—6952.

M. R. L. Borden—Propose motion que document soumis au comité comptes publics soient remis aux divers départements puis délivrés de nouveau au greffier du comité à prochaine session—7321.

Adopté—7321.

COMITE DES IMPRESSIONS.

Sir W. Laurier—Propose composition comité des impressions—632.

Adopté—632.

M. A. Lavergne—Propose prise en considération du 3e rapport du comité des impressions—5335; apprend que ce comité a décidé de ne pas imprimer en français rapport de la Commission des assurances 5335; veut discuter cette question—5335.

Hon. Fielding—Comité a simplement décidé qu'il ne serait pas fait de réimpression de ce rapport déjà imprimé par les soins de la commission—5336; si cette décision affecte publication en français, veillera que document soit imprimé dans les deux langues—5366.

M. H. Bourassa—La présentation de ce rapport a simplement pour objet d'empêcher la publication en français de certains documents dont l'édition anglaise a déjà paru—5336.

Sir W. Laurier—Règlement permanent de la Chambre exige que tout ce qui paraît en anglais soit également publié en français—5336; verra président comité—5336.

M. C. H. Parmelee—Propose adoption 3e rapport comité des impressions—7194; pas d'intention de supprimer traduction ni impression en français du rapport de la Commission des assurances—7194; impression avait été ordonnée par la Chambre lors du dépôt—7194; le comité des impressions ne s'en est pas occupé—7195; considère que l'ordre d'impression de la Chambre comporte impression dans les deux langues—7195; chef des traducteurs avait arrêté traduction sur fausse impression, voyant que le comité n'ordonnait pas impression—7195; a donné ordre de reprendre et faire diligence—7195; injuste d'accuser comité de fanatisme—7195; réformes et progrès du bureau traduction—7105; accusation inujste et déplacée de M. Bourassa de refus de traduction de documents relatifs au port de Québec—7196; rapport contient juste dix lignes—7196; sollicitude et conscience du comité des impressions—7196.

Hon. Fielding—Demande s'il est vraiment bien utile de traduire et de publier dans les deux langues ces gros volumes de dépositions—7196.

M. J. G. H. Bergeron—A reçu demandes d'exemplaires en français—7197.

M. C. Marcil—Difficile de répondre aux électeurs que le rapport n'est pas imprimé en français quand ils savent qu'il devrait l'être—7197.

M. R. L. Borden—Le rapport renvoie aux pages de l'enquête—7194; le rapport paraissant en français il faut que l'enquête paraisse aussi—7197.

Hon. R. Lemieux—Rapport très demandé dans Québec—7198; beaucoup de canadiens-français dans l'I.O.F. et C.M.B.A.—7198; on croyait même que M. Morin succèderait à Oronyatheka—7198.

Hon. Fielding—Propose que motion soit retirée—7198; que nouveau rapport soit préparé ordonnant impression des dépositions dans les deux langues—7198.

Motion retirée—7198.

M. C. Parmelee—Propose modification 3e rapport du comité des impressions—7320; supprimant ordre de ne pas imprimer rapport et dépositions de commission des assurances—7320.

M. Bourassa—Voudrait aussi impression des pièces—7321.

Hon. Foster—Gaspillage—7321; pleines valises de documents sans valeur—7321.

Motion adoptée—7321.

COMITE DE LA LOI DES CAPITAINES ET SECONDS.

M. Maclean—Demande dépôt de procès-verbaux du comité sur bill (n° 16) concernant inspection des bateaux à vapeur et renvoi au comité chargé d'examiner (n° 5) concernant capitaines et seconds—2045.

Adopté—2045.

COMITE DES ORDRES PERMANENTS.

M. Wright—Propose adoption rapport du comité permanent—2360.

M. Sproule—Il s'agit de modifier un bill à l'étude devant le comité—2360.

Le sous-greffier donne lecture pétition—2360.

M. R. L. Borden—Le rapport est irrégulier—2361; comité sort de ses attributions en conseillant certaines modifications au bill—2361.

M. l'Orateur—Remis à prochaine séance—2363.

M. Wright—Propose adoption 5e rapport—2361.

COMITE DES ORDRES PERMANENTS—*Suite.*

M. R. L. Borden—Demande à examiner rapport—2361.

M. l'Orateur—Remis à prochaine séance—2361.

Hon. Brodeur—Demande s'il ne faut pas avis—2361.

M. l'Orateur—Présentation sert d'avis—2361.

M. A. Wright—Dépose 5e rapport comité des ordres permanents—2493 ; propose adoption—2494.

M. R. L. Borden—Demande remise—2494.

M. G. D. Grant—Propose adoption 7e rapport comité des ordres permanents—6563.

M. T. S. Sproule—Soulève objection à cause projet de loi plutôt du domaine de la Chambre que du comité—6563.

Motion retirée—6563.

COMITES PERMANENTS.

Sir W. Laurier—Propose formation de divers comités permanents—5.

Adopté—5.

Sir W. Laurier—Propose composition du comité de sélection des comités permanents—6.

Adopté—6.

Sir W. Laurier—Soumet composition des comités—578.

Adopté—584.

Sir W. Laurier—Propose de renommer hon. Jacques Bureau aux comités dont il faisait déjà partie—4582.

Sir W. Laurier—Propose que M. P. Michaud fasse partie comité des comptes publics—4582.

COMITE DES SOCIETES COOPERATIVES ET INDUSTRIELLES.

M. Monk—Propose composition comité chargé d'étudier bill (n° 2) concernant sociétés coopératives et industrielles—977.

Adopté—977.

DECES.

M. EDWARD COCHRANE.

Sir W. aLurier—Perte M. Ed. Cochrane ressentie par toute la Chambre, particulièrement par opposition—4508 ; nature impulsive de l'Irlandais—4508; cordialité, esprit, humour—4508 ; semonces enflammées à l'adresse du gouvernement—4508; condoléances à la famille—4508.

M. R. L. Borden—M. Cochrane, homme de caractère—4509; opinions arrêtées—4509; ardent, impulsif, mais, bon cœur—4509; sympathies acquises à sa famille—4509.

LADY VICTORIA GRENFELL.

Sir W. Laurier—Propose ajournement de la Chambre—4562; aînée de filles de Leurs Excellence a succombé à maladie perfide—2562; rapports entre gouverneurs-généraux et populations intimes et affectueux—2562; le peuple a partagé joies et surtout deuils des familles de nos gouverneurs—2562; événement doublement douloureux au sein des fêtes actuelles—2562; sympathie générale—2562.

DECES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Premier ministre s'est fait l'écho des sentiments de tous—2562; trois semaines de douleur en pleines réjouissances—2562; abnégation et sentiment du devoir—2562; admiration générale—2563.

Motion d'ajournement adoptée—2563.

M. THOMAS MARTIN.

Sir W. Laurier—A huit jours d'intervalle, nouveau décès—4664; M. T. Martin, député Wellington-nord, nouveau venu—4664; avait gagné affection de tous—4664.

M. R. L. Borden—S'associe au témoignage de sympathie générale—4664; avait gagné respect et estime de députation—4664.

M. A. A. STOCKTON.

Sir W. Laurier—Pénible devoir annoncer décès un des membres les plus distingués de la Chambre—4911; troisième fois que triste tâche incombe—4911; éminence de science, honnêteté dans la discussion, haute moralité de caractère—4912; perte vivement ressentie par ceux qui ne partageaient pas son opinion—4911.

M. R. L. Borden—Remercie premier ministre pour paroles sympathiques—4912; esprit cultivé—4912; vie littéraire lui offrait plus d'attrait que vie politique—4912; éloquent et loyal—4912; dans son cœur germaient les plus nobles penchants—4912; perte irréparable pour la vie publique canadienne—4912.

M. Armstrong—M. Stockton habitait et représentait presque même circonscription—4912; fortement imbu du sens du droit et de la justice—4912; sa mort crée un vide difficile à remplir—4912.

Hon. Foster—Aurait voulu ajouter un mot, mais ne peut—4912.

DECLARATIONS MINISTERIELLES.

CONVENTION POSTALE ENTRE CANADA ET ETATS-UNIS.

Hon. Lemieux—Encombrement des postes canadiennes par périodiques américains—6822; beaucoup, ne contiennent rien que des réclames—6822; ancienne convention permettait d'envoyer matières postales d'un pays à l'autre aux conditions postales du pays d'origine—6822; convention assez équitable quant aux lettres, cartes, etc.—6822; pas la même chose pour journaux—6822; conditions très modiques pour journaux réguliers, pas rémunératrice, mais accordée en vue de vulgarisation des idées—6822; abus et fondation de prétendus journaux dans un seul objet de publicité—6822; inégalité dans les règlements au désavantage du plus petit pays—6823; une grande partie des matières envoyées des Etats-Unis n'auraient pas passé comme deuxième classe au Canada—6823; essai tenté en 1904—6823; difficulté d'application totale—6823; injustice d'application partielle—6824; il se transporte beaucoup plus de journaux des E.-U. en Canada que de Canada aux E.-U.—6823; une tonne contre 100 livres—6824; impossible d'arriver à une solution tant que le département des Postes canadien serait obligé de tenir compte des règlements

DECLARATIONS MINISTERIELLES—*Suite.*

CONVENTION POSTALE ENTRE CANADA ET ETATS-UNIS—*Suite.*

Hon. R. Lemieux—*Suite.*

des E.-U. et de leur interprétation—6824; conférence entre les deux départements à Ottawa et à Washington—6824; règlement adopté—6824; 1 ct par quatre onces ou fraction, le tout calculé au poids du colis et affranchi avec timbres—6824.

Hon. Foster—Demande évaluation de dépenses entraînées par convention avec Grande-Bretagne—6824; pour transport maritime gratuit des journaux avec port réduit—6824.

Hon. R. Lemieux—Perte de revenu de $25,000 à $30,000—6825; Canada ne se fera plus rembourser transport maritime—6825; sacrifice pour Angleterre bien plus considérable—6825; éloge de M. Baxton—6825.

CONVENTION POSTALE ENTRE CANADA ET GRANDE-BRETAGNE.

Hon. R. Lemieux—Lit déclaration relative à réduction de taxe postale sur journaux et périodiques entre Canada et Grande-Bretagne—6815; même déclaration faite aujourd'hui à Chambre des Communes d'Angleterre—6815.

Hon. Foster—Demande que discussion se fasse avant formation en comité de subsides—6816.

Hon. Fielding—Accepte—6817.

M. S. Hughes—Veut savoir si réduction seulement pour expéditeurs de journaux ou aussi pour particuliers—6817.

Hon. Lemieux—Pour particuliers aussi—6817.

DEMISSION DE L'HON. EMMERSON.

Sir W. Laurier—Depuis quelque temps rumeurs contre ministre des Chemins de fer et Canaux—5724; aujourd'hui article de journal injurieux et formel—5724; M. Emmerson nie catégoriquement—5724; a offert démission qui a été acceptée—5724; lettre hon. Emmerson—5724; lettre acceptation sir W. Laurier—5724.

Hon. Emmerson—Texte déclaration de dénégation—5726; soulagé que tous ces bavardages aient enfin abouti—5726; que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre—5726; dira toute la vérité et s'il est jugé indigne de siéger se retirera sans murmurer—5726; innocent, accusation absolument fausse—5727; n'implore pas la pitié—5728: veut être viril—5728; ne veut pas user de représailles, mais conserve voix au chapitre—5728; s'il faut une guerre de ce genre, la droite ne sera pas seule à souffrir—5728; se sacrifie pour son chef—5728; les fonctionnaires de la Chambre colporteurs d'insinuations et d'accusations mensongères—5728; la médisance est l'arme du lâche—5729; demande qu'on ne passe pas de jugement avant d'entendre la cause—5729; saura rencontrer les lâches et les traîtres qui l'ont frappé au-dessous de la ceinture—5729; entré pauvre dans la Chambre en sort pauvre—5729; s'il se fût livré à sa profession aurait pu acquérir aisance—5730;

DECLARATIONS MINISTERIELLES—*Suite.*

DEMISSION DE L'HON. EMMERSON—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

a consacré sa vie à son pays—5730; a traité tout le monde avec courtoisie—5730; a rempli sa charge avec intégrité et fidélité—5730; remet son portefeuille par devoir—5730; conserve son mandat de député—5730; se doit à ses commettants et à sa famille—5730.

DEMISSION DE L'HON. HYMAN.

Sir W. Laurier—Lit lettre de démission de l'hon. Hyman, 13 novembre 1906—2823; lit sa réponse demandant à M. Hyman de songer à sa décision et l'informant qu'il ne remettrait pas démission au gouverneur-général, 21 novembre—2824: lettre de l'hon. Hyman retirant sa démission, 2 février 1906—2825.

ENQUETE DE LA COMMISSION DES ASSURANCES.

Sir W. Laurier—Dépositions sont imprimées—3091; reste table des matières—3092; réponse de l'imprimeur du Roi à l'assertion que copies de l'enquête données à certaines personnes—3092.

MAGISTRATURE DE LA C.-A.

Hon. Aylesworth—Relève dépêche d'après laquelle ancien député aurait affirmé que charge vacante à la cour suprême de la C.-A. était offerte au plus haut enchérisseur—601.

M. l'Orateur—Lit règlement—601.

Discussion close—601.

TREMBLEMENT DE TERRE DE LA JAMAIQUE.

Hon. Fielding—Terrible désastre—1749, communications officielles font défaut—1749; considère vœu du parlement de prêter assistance—1749; proposera don immédiat de $50,000—1749; si nécessaire demandera de voter subvention additionnelle de $50,000—1749; offre de MM. Pickford et Black d'Halifax de porter gratuitement dons du gouvernement—1749; percepteur des douanes d'Halifax chargé de se renseigner—1750; premiers secours partiront demain—1750.

M. R. L. Borden—Initiative prise par parlement canadien s'imposera à l'approbation du peuple canadien—1750; appréciation du généreux empressement du président et du peuple américain—1750.

DISCOURS DU TRONE.

DISCOURS D'OUVERTURE.

M. l'Orateur—Texte du discours du trône—3.

Sir W. Laurier—Propose mise à l'étude le lendemain, adopté—5.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE.

M. F. Pardee—Prospérité—10; relations entretenues, finances et prospérité—10; dépenses de 83⅓ pour 100 plus élevées qu'en 1895, mais, augmentation correspondante sur toute la ligne du commerce

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. Pardee—*Suite.*

et des recettes—11; pas besoin de fausse économie—12; réforme du tarif, pas question de parti—12; "Manufacturers' Association et Dominion Grange"—12, demande d'élévation et d'abaissement du tarif—12; réforme doit être équitable pour tout le monde—13; faire droit d'abord aux demandes des agriculteurs—13; les fraudes électorales et l'argument du "tu quoque"—13; inculquer au peuple le sentiment de la dignité électorale—14; surveillance sévère des placements des compagnies d'assurance—14; inspecteurs des compagnies d'assurance devraient être autorisés à s'enquérir de la nature des opérations—15; l'hon. Hyman s'est fait honneur en démissionnant—15; la validité de son élection n'a pas été contestée—15; félicite premier ministre du 65e anniversaire de naissance—15.

M. J. Demers—Indulgence de la Chambre—16; honneur pour son comté—16; augmentation de la représentation des nouvelles provinces due à la prospérité—16; loi électorale bien sévère déjà—16; classe agricole, pierre angulaire du pays—17; protection ne doit pas aller jusqu'à hausse des prix—17; nécessité de la revision des subsides provinciaux—18; disparition des hypothèques—18; les tristesse de 1896—19; accord et harmonie—19.

M. R. L. Borden—Dépenses injustifiables, l'"Arctic"—20; déficit Intercolonial—20; concessions de terre—20; initiative des réformes électorales—20; création d'un représentant du ministère public, indépendant, pour matières électorales—21; M. Courtney et les dépenses—22; le "Globe" et la taxation—22; sir R. Cartwright et la protection—23; hon. Fielding et les primes—23; exposé incomplet à Montréal par l'hon. Fielding des faits de sa contestation—24; les comptes de M. Farrell, son brusque départ—25; MM. Blain et Campbell, employés publics représentants du ministre dans bureaux de votation—26; déclaration de sir W. Laurier, 1905—26; l'élection de London et le crêpe—27; M. W. Scott et la mise de côté de M. Haultain comme lieutenant-gouverneur—28; l'hon. M. Mills proclame que lieutenants-gouverneurs doivent être indépendants du pouvoir fédéral—28; l'élection du comté de Québec—28; discours Aylesworth à Wiarton—28; rien dans le programme de M. Robitaille de nature à creuser la fosse des institutions britanniques—29; M. Aylesworth et M. Bourassa—29; négociations commerciales avec autorités australiennes, il faut savoir si le gouvernement a été négligent—30; la transaction de la Southern Alberta Land Co.—30; la promotion Preston—31; la vacance de cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—32; la vacance du poste de solliciteur-général—32; embarras du choix—32; omission de la question des transports économiques—32; pas un mot pour l'outillage des ports nationaux—33; questions ouvrières, nous ne devons pas voir dans ce pays-ci de conflit entre des bandes armées et des ouvriers—33; loi nécessaire pour régler conflits—33.

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

Sir W. Laurier—Sera rarement d'accord avec opposition—34; compliments à proposeur et secondeur—34; hiver exceptionnel l'année dernière, orthodoxie climatérique—34; augmentation extraordinaire du commerce—35; notre commerce par tête se rapproche tous les ans du chiffre des Etats-Unis—35; le chiffre des dépenses est moin important que la question de savoir si on peut y faire face—36; M. Courtney rappelle des souvenirs cuisants à M. Foster—36; M. Micawber et les finances—36; les travaux publics accomplis par le gouvernement libéral—37; les travaux généraux et les travaux locaux—38; démission comme ministre pas acceptée—38; réponse attendue—38; l'interrogatoire Gibbons—38; vaut mieux laisser aux tories le monopole des manœuvres déloyales—39; les lois sévères ne servent à rien sans l'appui de l'opinion publique—39; l'escamotage des votes est plus criminel que l'achat des consciences—39; l'élection de Shelburne-Queens, procuration signée en blanc—40; n'a jamais eu de correspondance avec le gouverneur de la Saskatchewan quant au choix de son gouvernement—41; avis donné aux amis libéraux que M. Haultain était inacceptable—41; l'attitude de M. Haultain—42; a parlé à tous ses amis du Nord-Ouest sauf au lieutenant- gouverneur—42; aucune action déshonorante relevée contre M. Preston—42; reconnu fonctionnaire irréprochable—42; compétent et honnête—43; agent commercial en Chine et au Japon—43; espère clore session pour retour rouges-gorges—44.

Hon. G. E. Foster—Session aurait dû être convoquée pour commencement novembre—44; il n'y a que les travaux achevés qui puissent contribuer à la prospérité du pays—46; dépenses inadmissibles, élévateurs St-Jean, quai Grande-Vallée, *Arctic*—46; les retenues aux intermédiaires—46; prospérité générale—46; comparaison du commerce par tête ne fournit aucun critérium—47; les documents signés en blanc—48; gravité des incidents de London—48; le premier ministre n'a pas le droit de déconseiller un de ses ministres de donner sa démission—48; il ne doit pas tenir le gouverneur général dans l'ignorance de cette démission—48; M. Hyman jusqu'à ce qu'il se soit disculpé n'a pas le droit de disposer des deniers de l'Etat—49; au moins, tant qu'il ne fera pas partie de la députation—49; tristesse des méthodes financières de M. Micawber—49; le gouvernement libéral n'a rien fait pour inculquer au peuple le sentiment de l'honnêteté dans les élections—50; les promesses—50; les nominations—50; le trafic des places—51; la source de corruption est le trafic des faveurs publiques—53; le seul remède consiste à changer radicalement le mode de détermination des faveurs publiques—54; l'appât des subsides aux provinces, le système Mercier—55; le favoritisme dans les nominations aux emplois publics et dans les promotions—56; besoin d'une commission permanente—56; les achats de fournitures devraient être soustraits aux influences politiques—56: acheteurs et

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*
ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*
Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*
vendeurs de votes devraient perdre le droit dont ils trafiquent—57; un ministère public indépendant—57; demande pour le tarif une classification claire et tranchée des marchandises—58; on ne doit pas chercher dans réforme du tarif à obtenir avantages politiques, mais à rendre justice égale à toutes les parties du pays et à toutes les classes de la population—53; le tarif ne doit pas être opportuniste, il doit tenir compte des besoins de l'avenir—59; le tarif doit reposer sur le respect des doctrines, ne pas être œuvre de compromis—59; la concurrence naturelle n'existe plus en matière commerciale—59; la lutte commerciale internationale est une lutte de rivaux subventionnés—59; chaque pays doit avoir ses moyens de défense—60; il faut au Canada une population et du travail—60; tout ce qui peut se faire dans les usines du pays devrait s'y fabriquer—61; la protection est un bienfait pour le marché national—61; espère que nouveau tarif offrira rempart puissant à l'industrie canadienne—61; espère suppression des primes de fabrication—62; regrette retard du rapport commission des assurances—62; félicite sir W. Laurier de sa belle apparence au 65e anniversaire de naissance—62.

M. W. Maclean—Le parti libéral doit porter le poids des crimes de London—63; les lois restent lettre-morte—64; le ministre des Finances responsable des faits divulgués devant la commission des assurances—64; les irrégularités des compagnies fiduciaires et les banques—64; inutile de décréter des lois nouvelles si on ne doit pas les appliquer plus que les anciennes—64; le ministre des Chemins de fer et l'application de l'Acte des chemins de fer—64; le transport à deux sous du mille—65; c'était au ministre de la Justice et non à un particulier de réclamer l'application de la loi—65; honneur au col. Denison—65; la loi relative aux conspirations n'est pas appliquée—66; changements depuis l'entrée en scène d'un nouveau gouvernement dans Ontario—66; le gouvernement fédéral allié à la compagnie Bell—66; Ontario a maintenant ses chemins de fer, ses téléphones et ses télégraphes—66; la ligne des télégraphes, monopole formidable—68; les souffrances du Nord-Ouest—68; l'exportation d'énergie électrique devrait être prohibée—68; droits d'exportation sur le cuivre, le nickel, l'argent et le cobalt—70; la question de l'argent—70; les Etats-Unis, le Mexique et le Canada devraient s'entendre pour faire de l'argent un étalon, comme l'or—70; nous sommes à la merci du monopole du cuivre aux Etats-Unis—71; le gouvernement doit exiger que celui qui a profité des crimes de London soit chassé de la vie politique—71.

M. E. Chisolm—Demande entrepôts frigorifiques dans anciennes provinces du Canada—72; la concurrence des terres à bon marché de l'ouest ruine celles de l'est—72; l'agriculture ne peut plus être

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*
ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*
M. Chisholm—*Suite.*
conduite dans l'est d'après les anciennes méthodes—72; ce qu'a fait le Danemark—73; réfrigération scientifique et graduée—74; il faudrait cinq ou six millions de dollars—74; on mettrait 30 à 40 millions dans les poches des cultivateurs—74; exemple du beurre—75; les désavantages de l'embargo—76; le gouvernement devrait établir des abattoirs nationaux—77; ce que ferait pour l'élevage de la volaille l'établissement d'entrepôts frigorifiques—77; les fruits—78; le poisson—79; les primes sur l'acier, le plomb, etc.—79; trois Canadiens sur cinq sont intéressés à l'agriculture et 1 sur 400 au plomb et à l'acier—79.

M. T. S. Sproule—Le mérite de la Providence—80; l'immigration trop coûteuse, pas assez surveillée—80; l'adresse plus importante par ce qu'elle omet que par ce qu'elle signale—81; Preston n'a pas été puni, il a été promu—82; le comité des comptes publics du gouvernement pour empêcher le libre exercice des prérogatives parlementaires—82; le gouvernement cherche à empêcher le parlement de s'occuper des affaires d'assurances à cette session comme à la dernière—83; une loi devrait être passée pour empêcher le gouvernement de dissiper domaine fédéral—84; la véracité de l'hon. M. Oliver—84; les promesses et les actes—84; l'affaire d'Huron-ouest, refus de reprendre l'enquête—85; l'affaire de London, d'où est venu l'argent ?—86; le gouvernement empêche une démission qui laverait la honte de la Chambre—86; les fraudes de l'ouest—88; le défi—88; la "ligne rouge" du Manitoba—88; M. Leach dans Lisgar—88; boîtes de scrutin de Belleville—89; la "North Atlantic Trading Co."—90; la compagnie d'imprimerie d'Arundel—90; l'exploitation électorale des travaux publics—90; Wiarton et Southampton—90.

M. H. Bourassa—Propose ajournement débat pour répondre à M. Aylesworth—91. Adopté—91.

M. H. Bourassa—Saine direction à donner à l'immigration—98; accroissement matériel et progrès moral—98; absence d'allusion à la conférence de Londres—98; espère conditions d'acceptation seront connues—98; observations Alesworth à Wiarton, 24 octobre 1906, texte—99; un ministre n'a pas le droit de stigmatiser un député ayant des états de service libéraux plus longs que les siens—100; candidature Robitaille, principes en jeu—100; liberté du choix des candidats, indépendance parlementaire—100; question de race n'aurait jamais été soulevée sans les attaques du "Soleil" et du "Canada"—101; attitude sur la guerre sud-africaine—101; attitude de sir John Macdonald en 1885—102; attitude sir Chs Tupper en 1893—102; attitude du gouvernement Laurier à Londres en 1902—102; attitude sur la question des bills d'autonomie du N.-O.—103; les mobiles—104; attitude justifiée par motion Lamont acceptée par gouvernement—104; attitude sur la loi du dimanche—105; attitude à l'égard des trans-

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

actions Sifton—105; sir R. Cartwright et l'emploi du manteau de la loyauté pour couvrir les scandales—106; les libéraux d'Ontario auraient bien tort de croire que c'est en adoptant les doctrines du jingoïsme et du torysme qu'ils reviendront au pouvoir—106; aucune des questions touchées par l'hon. M. Aylesworth n'a été soulevée dans le comté de Québec—106; les arguments employés dans l'élection—107; n'entend pas déclarer la guerre au gouvernement mais veut définir sa position—108; ne s'est jamais adressé aux électeurs de Québec comme Canadiens-français—108; il n'existe pas de parti nationaliste—108; tendance vers l'autonomie—108; erreur de faire croire dans Ontario qu'il existe dans Québec un parti nationaliste adverse aux institutions britanniques—109; il faut parler franchement au peuple—110; méfaits du double langage—110; entend s'en tenir aux principes du libéralisme—112.

M. E. B. Devlin—Stupéfaction causée par discours Foster—112; hon. Hyman s'est grandi par décision prise—112; légalement il a droit à son siège—112; on dit que la session sera acrimonieuse, les partisans du gouvernement sont prêts à la lutte—113; félicite ministre du Travail de son attitude dans grève de Buckingham—113; fiasco des enquêtes conservatrices 114; approuve la politique générale du gouvernement—114; beaux résultats obtenus—114.

M. W. F. Cockshutt—Eloge Pardee—115; balance adverse du commerce—115; impôts trop élevés—115; préférence de tarif actuelle pas pratique—116; réformes dans le service des postes—116; prétendre que rien n'a été révélé en matière de corruption électorale, c'est nier l'évidence—117; bills d'autonomie conçus dans le péché et enfantés dans l'iniquité—117; approbation escamotée—118; lacune dans la loi des provinces quant aux contestations—118; l'histoire du bill d'autonomie est une des pages sombres de notre histoire—119; jamais le parti conservateur n'a agi ainsi—119; vol électoral sur une grande échelle—120.

M. H. S. Clements—Il faut s'en tenir au régime protectionniste—120; la situation de l'industrie du pétrole, son avenir—120; proposition d'amendement à la loi des primes sur pétrole brut pour protéger cultivateur—122; travaux à faire pour arrêter inondations de la Thames—122; les Canadiens-français du township de Dover—124; la culture du tabac dans le comté de Kent—125.

M. E. B. Osler—L'élection Walker à London en 1874—126; les libéraux employaient déjà les armes du diable—126; les observations du juge Gwynne—126; la reconnaissance libérale—126; sans l'avènement des conservateurs dans Ontario, jamais les fraudes n'auraient été révélées 126; absurde prétendre fraudes perpétrées contre le gré du bénéficiaire—127.

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. A. F. Boyce—Réélection et démission ministérielles—128; le silence de M. Aylesworth en face de M. Bourassa—128; l'enquête faite à Toronto—128; différentes fraudes électorales—129; les listes dans les territoires éloignés, Nipissing et Algoma—130; la loi d'Ontario—130; électeurs inscrits étrangers au pays, au Sault Ste-Marie—132; la "Minnie M."—133; M. W. L. Nicholls—133; l'élection de London—134: liste des personnes achetées—134; l'importation du foin au Sault Ste-Marie—136; les pommes de terre américaines inondent le marché du Sault Ste-Marie—137; M. Devlin est aveugle s'il ne découvre pas de trace de scandale dans les dix années de régime libéral—138; la prospérité du pays est grande mais la corruption est énorme—140; O'Gorman de London—142; si l'élection de M. Hyman avait été contestée, il aurait démissionné et l'on n'aurait jamais connu les crimes commis—142; M. Aylesworth et l'ignorance de M. Hyman—142; l'élection Walker—143; les allusions voilées et peu courageantes de M. Devlin—144; le secrétaire d'Etat et l'élection du Sault Ste-Marie—146; excuses à M. Stevenson—146; jugement du juge Meredith—147; puissions-nous tendre à un niveau plus élevé dans la morale politique—150.

M. A. Johnston—La grandeur de M. Boyce—351; le peuple approuve les dépenses que fait ce gouvernement—151; M. Johnston espère que les dépenses augmenteront encore—151; les plaintes sans sanction de l'opposition—152; l'hon. Foster et l'élévateur de St-Jean—152; M. Osler et la pureté électorale—153; harangue admirable—153; la circulaire de l'organisateur conservateur d'Ontario en 1896—154; conseils de corruption—154; texte complet de la circulaire démontre les moyens de voler les élections—156; le "World" de Toronto en 1902 dénonce les "corrupteurs professionnels" dans le parti conservateur—158; l'élection provinciale d'Ontario-sud, témoignage de M. William Smith—158; jugement du juge Ferguson—159; M. Smith le corrupteur le plus effronté qu'il y ait au monde—161; après cette déqualification morale, choisi candidat par les conservateurs—161; a reçu l'appui de M. Sproule—161; élection de Welland en 1900—161; lettre à M. H. A. Rose de Toronto—162; la bande à bon marché—162; l'élection de Shelburne et Queen—163; la déclaration du Dr Weldon, refus des conservateurs de faire une élection honnête—163; les calomnies conservatrices dans l'élection de l'hon. M. Fielding—164; manœuvres déshonnêtes—164; le monopole des homards, démenti de M. Baker—165; 166; le "Herald" d'Halifax et M. Foster—166; l'élection du comté de King's, N.-B., l'affaire Baird—166.

M. S. Barker—L'affaire Mabee—167; l'invraisemblance du document attribué aux conservateurs—168.

M. R. S. Lake—La famine du combustible en Saskatchewan—168; responsabilité du gouvernement fédéral qui a accaparé les houillères—169.

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*
ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*
Hon. M. Fisher—Gravité de la situation—170; envoi de M. M. King—170; espérances de succès—170; étudie projet d'installations frigorifiques dans tout le pays au moyen d'obligations garanties par l'Etat—171.
M. Lake—Propose au gouvernement de s'emparer de la houille qui est à Fernie et de la distribuer à n'importe quel prix—172.
Hon. R. Lemieux—Fera déclaration demain au sujet des négociations à Lethbridge—172.
M. J. G. H. Bergeron—Se plaint du manque de sanction aux décisions du bureau du travail en cas de grèves—172; on devrait trouver moyen d'empêcher les ouvriers de chômer—173; il faut éviter répétition des conflits—173; les ouvriers sont toujours les perdants—173; document cité par M. Johnston apocryphe—173; la trappe Ste-Anne—174; les enquêtes d'Huron-ouest et de Brockville—175; les fraudes d'Elgin-ouest et de Saint-Jacques de Montréal—176; la libération de Brunet—176; on doit s'unir pour écraser la corruption—178; le cas de Preston—178; le cas de Jackson—178; les députés se font élire pour être nommés juges—178; le ministre des Travaux publics a donné un bel exemple en démissionnant—179.
M. A. Campbell—L'opposition a passé sous silence tous les points importants du discours du trône—181; naïf étonnement de M. Cockshutt—181; la corruption conservatrice de 1891—182; le retentissement en Angleterre, avis des journaux anglais—182; avec tout le surplus d'Ontario à leur disposition les conservateurs ont juste prouvé une dépense illégitime de $2,000 à London et n'ont rien prouvé contre M. Hyman—183; les électeurs qui ont reçu de l'argent ont dit être des libéraux qui auraient voté quand même pour M. Hyman—184; les diverses élections de London—184; l'élection de 1891, le réviseur Fraser—185; sir John Carling en dépit d'une débauche de corruption ne songea jamais à démissionner—185; l'impression des bulletins au "Free Press" de London—186; encore la circulaire conservatrice—186; Freeborn et Bermingham—187; la maculation systématique des bulletins à London—188; le coup d'ongle—188; les électeurs des Etats-Unis—189; jamais homme public n'a subi autant d'injustices politiques que M. Hyman—189; d'année en année les conservateurs de London et d'ailleurs lui ont volé son siège—189; l'élection de M. Ames dans St-Antoine lui a bien coûté $9,000—189; et on parle des $2,000 que M. Hyman a dépensés à London—189; l'élection d'Ontario-nord en 1896, les bulletins froissés—190; l'élection de Kent en 1896, la substitution de bulletins en faveur du candidat conservateur—190; l'élection de Grey-sud, le vol des bulletins du Dr Landerkin—190; les élections de Parry-Sound, de Northumberland, de Middlesex—192; les travailleurs électoraux des Etats-Unis—192; déposition de M. Lennox—192; les séducteurs envoyés par M. Osler, lui-même, le grand contempteur actuel de la corruption—192; l'histoire des relations de Mabee et de l'hon. M. Tisdale et le Dr Nesbitt—197; M. Mabee et M. Whitney—198; M. Mabee et M. Alexander Smith—198; le parti conservateur n'a jamais répudié ni contredit cet affidavit—198; la corruption conservatrice dans Québec en 1891—199; $112,000 dépensés dans le district de Québec—199; en 1878, le gouvernement Mackenzie décréta que les shérifs et régistrateurs seraient présidents d'élection—200; le parti conservateur en 1878 a annulé cette décision—200; les libéraux ont toujours favorisé l'intégrité électorale—200; l'escamotage des bulletins est une œuvre diabolique—200; il y aura toujours et en dépit de tout des illégalités commises—200; les prévisions d'un avenir grandiose qui attend le Canada—201.
M. A. Broder—Plus de libéraux que de conservateurs ont été privés de leur mandat par les tribunaux—201; élection de Kent en 1887—202; les libéraux du Manitoba ont admis que la circulaire Mabee était forgée—203; M. D. Bole dans Elgin-ouest—203; les gens de l'élection de London employés ou parents d'employés du gouvernement—204; Reid, Stewart-White, Gorman-Corry—204; l'enquête de West-Elgin, les boîtes de scrutin brûlées—205; il faut que le déblayage commence par la tête—205; Whitney et l'expression véritable de l'opinion publique—206; le gouvernement Laurier et l'expression douteuse—206.
Hon. D. Tisdale—Récriminations inutiles—206; il vaut mieux s'unir pour mettre un terme au mal—206; sympathise non pas politiquement, mais personnellement avec M. Hyman—206; proposition: punir celui qui offre l'argent—207; le tentateur est plus coupable que le pécheur—207; création d'un tribunal spécial pour les élections chargé uniquement de découvrir les fraudes et de les punir—208; croit à l'honnêteté et à la bonne foi des électeurs—208; pas de fraudes dans son comté—209; si on ne peut pas mettre un terme aux fraudes avec la loi actuelle, il faut la changer—209; le maniement des bulletins a marché à pas de géant—209; retour au vote ouvert—209; la coercition n'est plus possible maintenant, les ouvriers votent librement—210.
M. A. A. Stockton—Partage opinion Bourassa quant à l'immigration—211; ne veut pas de dépenses dans son comté à moins qu'elle ne soient nécessaires—212; l'argent dépensé à l'élévateur de St-Jean dépensé en pure perte—212; heureux que le Pacifique Canadien ait fait l'acquisition du pont de la Cataracte—212; toute dépense n'est pas recommandable—213; le pemmican de l'"Arctic"—214; approuve paroles de sir W. Laurier au sujet de l'élection de London—215; s'étonne du désaccord avec hon. Aylesworth—215; contestation de Shelburne et Queen—215; retards regrettables—215; témoignage de l'hon. M. Fielding—216; témoignage Seldon—218; les paroles de sir W. Laurier

DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE—*Suite.*

M. Stockton—*Suite.*

et la doctrine de hurler avec les loups—218; badinage regrettable—219; substitution de bulletins, crime abominable—220; le candidat ne devrait pas être mis à même de nommer les présidents de scrutin—220; le "Star" de Toronto et la corruption—220; le fameux document apocryphe—221; l'élection de Hastings, corrupteur importé de Chicago—222; les retards dans la contestation d'Halifax, Hetherington contre Roche—222; il faut une procédure simple, expéditive et claire—223; M. Foster et l'élection de King's, N.-B.—224; les fraudes de Rothesay—224; les "expédients humains"—226; il faut une loi bien élaborée et draconnienne—226; il faut se dépouiller de l'esprit de parti—224; le monde a les yeux sur le Canada; il faut laver le Canada de la souillure des récentes révélations de London—226.

Adresse adoptée—226.

DISCOURS DE CLOTURE.

M. l'Orateur—Lit discours de prorogation (texte)—8223.

ELECTIONS.

DEMISSION HON. HYMAN.

M. l'Orateur—Annonce démission reçue, pas dans la forme—3.

M. l'Orateur-suppléant—Lit télégramme de l'hon. Hyman annonçant démission—2816.

Sir W. Laurier—Erreur primitive, défaut d'attestation de témoins corrigée—2816; lettre remplacée par une autre—2816.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a émis un bref de *supersedeas*, pour suspendre procédures relatives à l'émission d'un nouveau bref d'élection pour London—3382.

DEPUTES NOUVEAUX.

M. l'Orateur—Annonce réception des certificats d'élection des députés suivants: D. Marshell, Elgin-est; G. V. White, Renfrew-nord; J. Demers, St-Jean et Iberville; L. Robitaille, comté de Québec; hon. W. S. Fielding, Shelburne et Queen; J. Tolmie, Bruce-nord—3.

M. l'Orateur—Annonce réception certificat d'élection de M. M. Martin pour division Ste-Marie, Montréal—484.

M. l'Orateur—Annonce réception certificat d'élection A. Lanctot, pour division électorale Richelieu—524.

M. l'Orateur—Annonce réception certificat d'élection de M. C. Devlin comme représentant district de Nicolet—1428.

M. l'Orateur—Annonce réception certificat d'élection de l'hon. J. Bureau à Trois-Rivières—4177.

M. l'Orateur—Annonce réception certificat d'élection de Ruben Charles Etienne Laurier dans division électorale de l'Assomption—5179.

ELECTIONS—*Suite.*

ELECTIONS CONTESTEES.

M. l'Orateur—Dépose documents relatifs aux élections de Shelburne et Queen—1; de Ste-Anne—2; et de Halifax—2.

M. l'Orateur-suppléant—Informe la Chambre jugement juges Tait et Taschereau renvoyant contestation de Saint-Antoine—1520.

PRESENTATION DE DEPUTES.

Hon. W. S. Fielding, présenté par sir W. Laurier et sir F. Borden; J. Tolmie, présenté par sir W. Laurier et hon. A. B. Aylesworth; J. Demers, présenté par sir W. Laurier et hon. L. P. Brodeur; D. Marshall, présenté par M. R. L. Borden et M. G. Taylor; L. Robitaille, présenté par M. H. Bourassa et M. A. Lavergne—3.

M. J. C. Walsh, député division Ste-Anne, présenté par sir W. Laurier et hon. L. P. Brodeur—533.

M. Medéric Martin, député division Sainte-Marie, présenté par sir W. Laurier et hon. L. P. Brodeur—533.

M. Chs Devlin, député de Nicolet, présenté par sir W. Laurier et hon. R. Lemieux—1522.

Hon. J. Bureau, député du district électoral de Trois-Rivières, présenté par sir W. Laurier et hon. L. P. Brodeur—4412.

M. Pius Michaud, député du district électoral de Victoria, N.-B., présenté par sir W. Laurier et hon. Emmerson—4508.

M. R. C. E. Laurier, député de l'Assomption présenté par sir W. Laurier et M. Béland—5241.

M. A. Lanctôt, député de Richelieu, présenté par sir W. Laurier et hon. L. P. Brodeur—5241.

VACANCES.

M. l'Orateur—Annonce avis reçu des vacances de Ste-Marie, Montréal, M. C. Piché; Bruce-nord, M. Bland; comté de Québec, hon. C. Fitzpatrick; St-Jean et Iberville, M. L. P. Demers—2.

Hon. R. Lemieux—Elu pour Gaspé et Nicolet—531; annonce qu'il choisit Gaspé—531.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu la démission de l'hon. M. Lemieux et donné les ordres pour l'émission des brefs du comté de Nicolet—653.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a été avisé des vacances suivantes: Victoria, N.-B., hon. Costigan, sénateur; l'Assomption, C. Laurier, décédé; Richelieu, A. A. Bruneau, juge—3073; greffier de la couronne en chancellerie autorisé à émettre brefs—3073.

M. l'Orateur—Annonce qu'il a reçu avis vacance Trois-Rivières—3200; a donné ordre préparer bref pour nouvelle élection—3200.

EXPLICATIONS PERSONNELLES.

ACCUSATIONS CONTRE DEPUTES.

M. H. Bourassa—Affirmations contenues dans altercation D. Ross et Fowler ne peuvent pas rester consignées aux "Débats" sans que la Chambre s'en occupe —3542; l'accusation—3542; une au moins mérite enquête—3542; un membre de la députation a porté acusations de corruption contre d'autres de ses collègues —3542; la chose ne peut pas se pairer comme contestation d'élection—3542; le public a son mot à dire—3542; il faut que ces accusations soient prouvées ou retirées—3543; donne avis qu'il soulèvera discussion à ce sujet et que la Chambre devra aller au fond—3543.

M. W. Bennett—Accusation Carvell—3543; article "Star" et "Journal"—3544; commission a siégé et ne l'a pas convoqué—3546; histoire de transaction de terres avec MM. Fowler et Pope—3545; la vente des terrains à prime—3545; les électeurs de Simcoe ont passé l'éponge—3545; premier ministre porte bonheur dans Simcoe —3545; pas de faveurs demandées du C. P.R.—3546; avertit premier ministre de museler les chacals qui hurlent à ses talons—3546; nourrit de bons sentiments à l'égard du premier ministre—3546; le premier qui parlera de son affaire de diffamation aura de ses nouvelles—3546; M. Carvell qui a porté accusation n'a pas osé depuis 7 février tenter d'en prouver la vérité—3547; défie le député de porter accusation de son siège—3547; lâche calomniateur et fier à bras—3548; demande une enquête sur l'achat des 200,000 acres de terre du Pacifique—3548.

M. T. B. Carvell—N'a jamais porté d'accusation dont il ait à établir la vérité—3548; certaines personnes nous honorent en nous insultant de la manière la plus vile—3548; l'allusion aux opérations sur terrains dans les Territoires—3549; les violences du "Star"—3550; le coup monté —3550; le "Star" voulait une accusation à tout prix—3550; quand le moment sera venu de discuter les transactions de ces messieurs au N.-O. on les discutera—3550; d'ailleurs ce n'est pas M. Bennett en somme qui a la plus vilaine posture—3551.

M. Bourassa—Dès qu'un député porte accusation contre dignité d'un collègue, du gouvernement ou du parlement, enquête doit être immédiate—3551; ne veut pas seulement relever paroles de M. Fowler, veut couvrir tout le terrain—3551; attaques récentes de tous côtés contre députés —3552; le peuple commence à soupçonner ses représentants—3552; enquêtes se font, personne n'est puni—3552; il faut solutionner ces questions—3552; cesser de punir seulement des boucs émissaires—3552; on parle de la commission des assurances; ou bien il n'y a rien que des affaires privées et la Chambre ne devrait pas en entendre parler—3553; ou bien il y a des méfaits publics et la Chambre doit s'en enquérir—3553; l'accusation de relations de M. Ross et de M. Hill—3553; les accusations contre l'hon. Hyman—3553; le vin, les femmes et la rapine—3553; les spéculations conservatrices des

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

ACCUSATIONS CONTRE DEPUTES—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

terres du Nord-Ouest—3554; les accusations en parlement et dans les luttes électorales démoralisent le peuple—3554; le peuple est dégoûté des compensations d'injures et d'accusations—3554; il faut purifier l'atmosphère politique—3554; il faut une enquête approfondie et sévère—3555.

Sir Wilfrid Laurier—Deux affaires : Carvell et Bennett, élucidée par M. Bennett—3555; affaire Ross-Fowler, demeure en litige—3555; repose malheureusement sur rapport commission des assurances, pas déposé peut pas être discuté—3555; regrette que journaux se soient emparés de l'affaire—3555; aucune accusation précise, vaut mieux attendre dépôt du rapport de commission avant de discuter la question —3556; peut-être lorsque rapport sera déposé n'y aura-t-il pas lieu même de soulever débat—3556; incident Fowler très grave—3556; veut bien mettre sur le compte de chaleur du débat—3556; cependant si M. Fowler est attaqué en raison du rapport de commission il aura le devoir de prouver bien-fondé de ses insinuations—3556; partage avis Bourassa: il n'est pas juste d'attaquer en Chambre la conduite privée d'un député à moins qu'elle ne soit un scandale de telle notoriété publique que la conduite de cet homme devienne intolérable au sein d'une assemblée délibérante qui se respecte—3536; heure pas venue pour discuter—3556; la session ne saurait se terminer sans que Chambre soit saisie de cette question—3536; meilleur moment attendre dépôt rapport commission—3557.

M. R. L. Borden—Pas étonnant qu'insinuations sur matières de la vie privée provoquent des observations du genre de celles qui ont été entendues—3557; c'est ce qui arrive quand on permet des remarques du genre de celles qui ont été faite—3557; si dans le rapport des assurances figure quelque accusation portant atteinte à un député de la gauche, promet qu'il prêtera toute l'assistance possible pour tirer affaire au clair—3557; admet qu'il est impossible de laisser finir la session sans que cette affaire soit liquidée—3557; M. Carvell a fait des insinuations—3558; le "Herald" et M. Foster—3558; pas un mot de vrai—3558.

Hon. Foster—Aurait préféré une accusation directe—3558; alors seulement aurait considéré que le devoir lui incombait de se défendre—3559; sommé de se défendre, mais contre quoi, contre qui ?—3559; il y a des limites à l'endurance humaine —3559; a du moins le droit de s'attendre que cette perfidie dans l'attaque ne se perpétrera pas dans l'enceinte parlementaire—3560; cette guerre a commencé aussitôt la réunion de la commission des assurances—3560; aussitôt la commission convoquée, on a annoncé que M. Foster allait être démoli—3560; les rumeurs publiques, conversation entendue en chemin de fer—3560; ce ne sont pas les commissaires qui ont fait courir ces bruits—3560: cependant, ils ont couru d'un bout

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

ACCUSATIONS CONTRE DEPUTES—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

à l'autre du pays—3560; aussitôt les premiers témoignages rendus dans affaire des Forestiers, condamnation a été passée—3561; on avait promis que cette commission serait dépouillée de tout esprit de parti et j'étais condamné avant d'être entendu !—3563; insinuation Devlin dans discussion de l'adresse—3564; ne répondra aux accusations que lorsqu'elles seront portées—3564; accusations doivent porter non sur en-têtes de journaux mais sur allégations de faits et sur preuves—3564; le premier ministre a la garde du décorum de la Chambre—3564; s'il s'élevait contre ces insinuations, elles ne se répéteraient pas—3565; devrait arrêter les jeunes trop enthousiastes—3565; soucî de la dignité du parlement—3565; quelquefois infidèle à son idéal, mais reconnaît ses erreurs—3565.

Sir W. Laurier—M. Foster combattif—3565; tient au décorum des débats—3565 répugne aux personnalités—3565; ces manquements ne sont pas le fait de la droite—3566; M. Bennett et les chacals—3566; M. Bennett prodigue d'observations qu'il vaudrait mieux taire—3506 ; remarques *sotto voce*—3566; fera tous ses efforts pour maintenir décence—3566; ces insinuations et allusions doivent cesser—3566.

M. G. W. Fowler—M. Bourassa et la presse considèrent que l'incident de jeudi a été dérogatoire à la dignité de la Chambre—3566; M. Bourassa converti—3566; M. Bourassa et M. Sifton—3567 ; le député de Labelle ne se sert pas de gourdin, mais du poignard et du stylet—3567; repasse l'incident ayant provoqué l'éclat—3568; irascibilité provoquée par longue série d'insinuations et allusions avant la session—3568; impossible adopter attitude de chien couchant—3568 ; *nemo me impune lacessit*—3568 ; sentiment personnel de l'honneur—3568; l'idéal du "News"—3569; n'est sûrement pas le seul député dont les affaires privées pourraient prêter à la critique—3569; s'il n'avait pas été provoqué n'aurait rien dit—3569; deux méthodes de se défendre: démontrer la fausseté de l'accusation ou démolir l'accusateur—3569; adopte la dernière—3569; n'a rien à se reprocher—3569.

M. A. Lavergne—Des accusations ont été portées, la presse du pays s'en est emparée; —3570; ce n'est pas en temporisant que les affaires s'arrangeront—3570; M. D. Ross a accusé M. Fowler d'avoir fait comme député des choses qu'il n'aurait pas dû faire—3570; texte—3571; l'accusation de M. Fowler, vin, femmes et rapines—3571; étrange spectacle, embrassade générale—3571; tendance à considérer l'affaire comme une plaisanterie—3571; le parlement ne peut pas laisser tomber l'affaire ainsi—3571; il faut prouver ces accusations ou les retirer maintenant—3572; s'il y a des députés indignes on doit les expulser—3572; c'est le devoir de la Chambre, elle ne peut s'y dérober—3572.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

ACCUSATIONS CONTRE DEPUTES—*Suite.*

M. D. Ross—Ne peut pas se réfugier derrière rapport de la commission des assurances—3572 ; l'"Evening Journal" et l'incident Hill—3572 ; ne tient pas que l'affaire s'arrange—3579 ; ses relations avec M. Hill—3572; simple présentation de bill—3572; M. Lavergne et les insinuations, les permis de circulation et l'appui donné aux compagnies—3573.

M. A. Lefurgey—Se plaint que son nom ait été traîné d'un bout à l'autre du pays au sujet opérations foncières au Nord-Ouest —3573; dans sa division électorale, trop connu pour que ces bruits puissent l'atteindre—3573; ne veut pas que ceux qui ne le connaissent pas soient sous fausse impression à son égard—3373; veut la lumière—3573.

M. J. G. H. BERGERON ET LE "CANADA".

M. Bergeron—Signale article "Canada" sur incident Sam. Hughes—7288; article déloyal, injuste, mensonger—7288; pas de journal conservateur à Montréal—7288 ; éloge de M. Sproule—7289; le "Star", journal indépendant—7289; les journaux d'Ontario et l'incident Hughes—7289; les orangistes de la province de Québec sont libéraux—7290; les tories d'Ontario pas ennemis de Québec—7290; l'affaire des écoles du Manitoba—7290; sait que l'incident Hughes sera exploité—7290; mauvais exemple de sa chamailler entre Canadiens—7290.

M. BOURASSA ET "SYDNEY DAILY POST".

M. Bourassa—Cite article "Sydney Daily Post"—7328; pas parent de M. Sifton—7328; pas propriétaire de terres—7328; les siennes ont disparu au cours de ses labeurs—7328.

M. T. A. BURROWS ET LA DISETTE DE BOIS.

M. T. A. Burrows—Signale article "Winnipeg Telegram", 6 février 1907—2916 ; ne détient aucunement tout le bois—2916; plusieurs réserves—2917; pas de disette de bois—2917; manque seulement de moyens de transport—2917; colons jamais empêchés de couper bois sec sur la réserve—2917; bois meilleur marché dans cette partie du Canada que dans l'est—2918; trois dépêches lues indiquant mesures prises pour soulager ceux qui souffrent—2918.

M. H. S. CLEMENTS ET LE "WORLD".

M. H. S. Clements—Signale article "World" accusant députés conservateurs de fugue au comité des chemins de fer lorsque fut mis aux voix le tarif de 2 cents du mille —4527; son nom cité, n'assistait pas au comité—4527; assistait au comité d'agriculture sur invitation spéciale—4528.

M. A. C. Boyce—Nom figure—4528; n'a pas refusé de se prononcer, était occupé ailleurs—4528; propos diffamatoires—4528 ; seraient punissables, prononcés en dehors de la Chambre—4528; somme de rétracter insinuation mensongère—4528.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

M. D. Ross—Rappelle liste en main que M. Maclean a voté pour donner coup de grâce à la loi destinée à sauver la Colombie-Anglaise du monopole des chemins de fer —4528; vote commenté par le "Globe"—4523; incident "Globe"—4528.

Incident clos—4528.

DEMENTI AU "NATIONALISTE".

M. J. A. Dubeau—Signale un article du "Nationaliste", 27 février au sujet prétendue conversation entre députés *re* Aylesworth et Fielding—3968; démenti formel—3969; tous les membres du cabinet ont sa confiance—3969; l'entrefilet passe pour être de M. A. Lavergne—3969; regrette d'avoir cru à son amitié—3969.

M. A. Lavergne—A écrit l'article—3969; sur témoignage de bonne foi—3969; conversation entendue dans chambre députés, Nouvelle-Ecosse—3969.

ENTREVUE DE M. A. J. S. COPP.

M. A. J. S. Copp—Dément entrevue du "Telegram" de St-Jean signalée par M. Stockton—288; n'a jamais dit que l'argent de conservation et de protection des pêcheries mal dépensé—288.

ERREUR DANS RELEVES DU COMMERCE.

Hon. Paterson—Signale et corrige erreur dans pages 22 et 23 de relevés du commerce—439; chiffres portés aux colonnes 1903-1904-1905 s'appliquent à 1904-05-06—439.

M. C. A. GAUVREAU ET L'"EVENEMENT".

M. C. A. Gauvreau—Lit article "Evénement" l'accusant de rechercher place assistant-greffier du Sénat—6064; démenti formel—6064; pas de vacance—6064; place pas à la disposition du gouvernement mais du comité des contingents du Sénat —6064.

M. S. HUGHES ET LES RELIGIEUX DE FRANCE.

M. S. Hughes—Relève incident Paquet du 11 avril et paroles prononcées au sujet de sa déclaration que religieux chassés de France étaient un fléau pour le pays—6839; n'a pas voulu insulter race française—6839; plus de sang français dans les veines qu'aucun autre député—6830; a cité paroles de Daniel Defoe dans "Trueborn Englishman"—6840; beaucoup de Canadiens-français partagent ces opinions—6840; a simplement parlé des religieux français—6840; le peuple français les a rejetés de son sein parce qu'ils ne voulaient pas se soumettre aux lois de la nation—6840; ils ont préféré les lois de Rome aux lois de la France—6840; venus au Canada n'enseignent pas nos principes de gouvernement ni de civilisation—6841; espèrent retourner en France—6841; la France vient d'opérer la plus considérable et la plus pacifique révolution qui se soit produite dans l'histoire du monde —6841; les Galiciens et Doukhobors, dont on dit tant de mal, sont seulement des victimes de l'autocratie et n'en sont pas des adeptes—6841; partisan de l'immigration française, excellentes colonies françaises à Belle Madone et autres endroits —6842; le Canada ne compte pas de colons plus éclairés que ceux qui viennent de la République Française—6842; les religieux français qui viennent ici enseignent l'espoir d'un bouleversement dans le gouvernement de la France—6842; la France étant un pays ami, doctrine inacceptable—6842; ces religieux ne sont pas des cultivateurs comme les Galiciens, les Doukhobors et les rapatriés des Etats-Unis—6842; le peuple canadien trouve que son clergé national lui suffit—6842; les autorités ecclésiastiques canadiennes ne voient pas d'un bon œil cette affluence de clergé français—6842; observation provoquée par assertion que ces religieux étaient les meilleurs immigrants qu'on pût désirer—6843; n'a rien à rétracter—6843.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

M. S. HUGHES ET LES RELIGIEUX DE FRANCE—*Suite.*

M. S. Hughes—*Suite.*

M. H. Bourassa—M. Hughes n'a pas plus exterminé par sa harangue, l'Eglise et la race française qu'il n'a su conserver prisonnier le général de Villiers après sa capture—6843; n'aurait pas relevé ces remarques sans importance, mais du moment où M. Paquet les a relevées, ne peut les laisser passer—6843; différend entre l'Eglise et l'Etat en France date de 250 ans; d'autres esprits que M. Hughes s'y sont attaqués sans le régler—6844; à la Révolution française le clergé catholique de France s'est refugié en Angleterre et fut accueilli comme représentant la plus haute civilisation—6844; la loyauté du clergé catholique aux institutions anglaises—6845; absolument indifférent au propos de M. Hughes—6846; insignifiance extrême—6846.

M. R. L. Borden—Pas sage aborder ici discussion des événements qui viennent de se passer en France—6846; nous avons assez de nos affaires propres—6846; réprouve de la façon la plus catégorique les paroles de M. Hughes au sujet des religieux chassés de France—6846; D. Defoe ne parlait pas du clergé de France, mais de tous les ministres du culte sans exception—6846; même les écrivains et les grands esprits qui ne partagent pas doctrine catholique ont fait du prêtre français le portrait le plus noble—6847; Mgr Myriel des "Misérables"—6847; les prêtres français à Halifax amenés par Mgr O'Brien—6848; injustifiable de dire que ces hommes sont un fléau pour le pays—6848; mouvement de vivacité, espère que M. Hughes retirera paroles un peu hasardées échappées de ses lèvres—6848; veut maintenant que l'incident est clos, signaler à la Chambre le peu de cas que le gouvernement fait de la résolution passée relativement à l'ingérence des employés dans les élections—6848.

M. S. Hughes—Demande avoir droit répliquer—6848.

M. l'Orateur—Impossible—6848; il s'agit de motion de subside—6848; M. Hughes a déjà parlé—6848.

Hon. Fielding—Aimerait bien voir incident clos—6850; ne voudrait pas que M. S. Hughes pût croire qu'on lui a imposé silence—6850; si débat doit être repris, mieux vaut finir immédiatement—6850.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

M. S. HUGHES ET LES RELIGIEUX DE FRANCE—*Suite.*

Hon. Lemieux—Proteste contre langage tenu ce matin et l'autre jour—6850; clergé catholique école de fidélité au prince et de sincère patriotisme—6850; offres américaines repoussées—6850; grandes institutions catholiques en Angleterre—6850; proteste et espère qu'après réflexion M. S. Hughes retirera ses paroles—6851.

M. O. Talbot—Signale paroles dites par M. Hughes en Chambre en conversation, a dit que les religieux français venant au Canada étaient bons seulement pour l'élevage—6852; paroles prononcées à portée d'entente du député de Beauharnois—6852; s'étonne qu'un catholique aussi militant proclamant partout l'infidélité du parti libéral et la piété du parti conservateur n'ait pas mis la main sur la bouche de M. S. Hughes—6852.

M. S. Hughes—Nie avoir tenu le propos reproché—6852; a dit tout le contraire—6852.

M. O. Talbot—Obligé accepter dénégation—6853; le loyalisme de M. Hughes—6853; serait ministre de la Milice si la prophétie Fowler de l'avènement de M. Borden se réalisait—6853; que faire d'un ministre de la Milice qui préfère annexion à indépendance ?—6853; heureux d'entendre désaveu chef de l'opposition—6853; heureux de voir que M. S. Hughes seul de son avis dans parti conservateur—6853.

M. J. G. H. Bergeron—Pas gendarme de la Chambre—6854; reproche fait par le "Canada"—6854; a fait part de ses observations à M. Hughes—6854; sait à n'en pas douter qu'il n'a jamais eu l'intention d'insulter religion catholique ni prêtres français—6854; ce qu'on a rapporté à M. Talbot est faux—6854; les libéraux se vantent d'être venus à bout du clergé en 1896—6854; en fait de religion les actes sont plus probants que les paroles—6854; si l'incident avait eu seulement pour effet d'obtenir la déclaration de M. R. L. Borden comme nous l'avons maintenant, ce serait déjà un grand point accompli—6855; si des paroles risquées tombent de la bouche d'un député et qu'il a le courage de s'expliquer, on lui doit donner crédit pour sa bonne foi—6855.

M. C. Devlin—Regrette que M. Hughes ne retire pas expression malheureuse—6855; au contraire, l'aggrave—6855; l'œuvre du clergé en France—6856; protesterait contre insultes aux protestants—6857; proteste comme Irlandais—6857.

M. W. Roche—Origine de la discussion—6857; auteur involontaire—6857; persiste à croire les immigrants venant des centres agricoles plus précieux que ceux venant de Paris—6858; progrès des Galiciens—6858; Doukhobors abusent des choses religieuses, serait peut-être bon de leur mélanger quelques athées parisiens pour les calmer—6858; le meilleur patriote est celui qui tolère toutes les différences de race et de religion—6858.

M. S. Hughes—Regrette d'avoir tant froissé M. Bourassa en l'appelant porte-bagage du premier ministre—6858; les religieux échappés de France à la Révolution sont

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

M. S. HUGHES ET LES RELIGIEUX DE FRANCE—*Suite.*

M. S. Hughes—*Suite.*

retournés pour combattre leurs compatriotes—6858; exemple peu recommandable—6858; anciennes lettres au "Canadien", campagne Tarte—6859; opposé à toute tyrannie cléricale, venant de n'importe quelle dénomination—6859; édifiant de voir l'esprit religieux qui anime les charlatans de la droite—6860; nous n'admettons pas les immigrants expulsés d'Allemagne, pourquoi admettre ceux qui sont expulsés de France—6860; ceux qui ne peuvent pas se plier aux lois d'un pays libre comme la France ne se plieront pas aux autres—6860; a parlé des religieux en qualité corporative—6860; a déjà subi des assauts en Chambre et s'est trouvé déjà seul de son opinion—6861; par exemple pour l'envoi de troupes en Afrique du Sud—6861; nous serons tous oubliés plus tôt que nous ne le croyons, même M. Bourassa—6861; n'a rien dit quand M. Bourassa applaudissait aux défaites anglaises devant les bulletins de journaux—6862; a pris la défense du 65e quand il était attaqué à Toronto—6862; remerciements du colonel Dugas—6862; n'a jamais traité de question de race et de religion—6862.

Hon. Fielding—N'a pas entendu paroles en question—6862; regrette que M. Hughes n'ait pas simplifié difficulté par expression quelconque de regret—6862; tout le monde d'avis qu'elles n'auraient pas dû être prononcées puisque bien ou mal comprises, elles blessent une partie de la population—6862; suggère que l'incident soit clos—6862.

M. S. HUGHES ET LE CLERGE.

M. S. Hughes—Proteste contre journaux l'accusant d'insulter le clergé—6953; s'est borné à exposer des faits—6953.

M. A. LAVERGNE ET PREMIER MINISTRE.

M. A. Lavergne—Cite article "Soleil" 28 janvier au sujet d'entrevue avec premier ministre—2564; pas un mot de vérité—2564; cite le "Globe"—2564; un peu plus exact—2564; plus député ministériel, mais toujours député libéral—2564; n'a pas été élu partisan du cabinet—2564; cite Edward Blake—2565; document soumis à sa signature lorsque candidat—2565; a refusé signer—2565; réélu en 1904 par ses propres moyens—2565; sa conduite parlementaire—2566; seul avec M. Bourassa sur le roc de la constitution—2566; pas plus coupable que le ministre qui avait failli provoquer une crise en résignant sur question d'autonomie—2567; on a fait présenter par un député ministériel un amendement contenant les propositions défendues par MM. Lavergne et Bourassa—2567; attitude sur North Atlantic Trading Co., conforme au programme libéral de 1893—2568; attitude sur bill repos dominical, approuvée ensuite par Sénat et gouvernement—2568; attitude sur version française des statuts refondus—2568; la même que celle de M. Hughes (I.P.-E.) qui a été approuvée par 6 députés libéraux—2568; respect de l'es-

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

M. A. LAVERGNE ET PREMIER MINISTRE —*Suite.*

M. A. Lavergne—*Suite.*

prit et non de la lettre de la constitution —2568; attitude dans élection Robitaille—2569; attitude dans élection Ste-Marie—2569 ; exclu du parti libéral, mais invité de prendre part à élection de Nicolet—2570; a toujours disposé en libéral du patronage dans le comté de Montmagny—2570; déplanté par le sénateur Choquette —2570; celui-ci a poignardé l'hon. Parent —2570; a fait citer premier ministre devant tribunaux—2570; aussi mauvais observateur de discipline que lui—2570 ; avait été choisi comme honnête homme pour disposer du patronage non seulement dans Montmagny, mais dans Québec-est et dans St-Sauveur—2571 ; pas changé depuis—2571; n'a pas démérité—2571; d'ailleurs, ne doit de compte qu'à ses électeurs—2571 ; la presse libérale jette un pavé à la tête du premier ministre—2571; est prêt à se présenter dans Montmagny contre n'importe quel adversaire que voudra susciter gouvernement—2571 ; conscience pure et mains nettes—2571; premier ministre disparaîtra mais principes libéraux resteront—2572; le libéralisme que défendait premier ministre dans opposition mettait en principe que chaque homme a le droit de choisir ses opinions et qu'il n'y a pas d'esclaves dans le parti libéral—2572; compliments du " Globe " et du " Star ", de Toronto—2572; au-dessus du parti, la patrie—2572.

M. L. G. McCARTHY et JUGE COMTE DE SIMCOE.

M. L. G. McCarthy—Lit article " Northern Advance " de Barrie insinuant que M. L. G. McCarthy a pu pousser M. Conmee à poser question au sujet du juge de comté de Simcoe—4509; affirme et en appelle à M. Conmee qu'il n'a pas inspiré question —4510; relations des plus cordiales avec juge—4510; question inspirée par M. A. E. H. Creswick, avocat conservateur de Barrie—4510.

M. Lennox—Regrette question ait été posée —4510; M. Creswicke répondra pour lui-même—4510.

RECTIFICATION DU COMPTE-RENDU DES DEBATS.

M. J. G. H. Bergeron—Soulève question personnelle—5678; erreur compte-rendu débats (25 mars)—5678; n'a pas dit que quelques-uns des auteurs de la confédérations étaient en faveur de l'union législative "et avaient raison "—5678; a dit "et avaient tort"—5678; lettres reçues—5678.

M. W. ROCHE.

M. Wm. Roche—Proteste contre rapport des " Débats "—6729; n'a pas apostrophé M. Bergeron—6729; n'a pas été prié de s'asseoir—6729; n'a pas appelé M. Bergeron " honorable "—6730.

M. W. ROCHE ET M. BOYCE.

M. W. Roche—Démenti formel de l'accusation portée par M. Boyce contre M. Roche d'avoir eu $10,000 d'argent électoral entre les mains—7290.

EXPLICATIONS PERSONNELLES—*Suite.*

" SOLEIL " DE QUEBEC.

M. A. Lavergne—Lit article du " Soleil ": Encore un avatar—4184; accusé se servir renseignements confidentiels—4185; scène vraie quant au fond—4185; accepte dénégation de M. Dubeau—4185; traité de mouchard—4185; rendra la pareille—4185.

" STAR " ET M. SAM. HUGHES.

M. S. Hughes—Proteste contre article du " Star "—7097; " Star " bon journal de nouvelles, faible polémiste—7097 ; parle d'entente entre M. S. Hughes et sir Frédéric Borden—7097; toutes ses relations avec ministre de la Milice ont été menées au vu et au su de son chef, M. R. L. Borden—7097; "Star" se venge de ce que M. Hughes a qualifié son article relatif à M. Fowler de déloyal et lâche—7097; " Star " toujours influencé par sa conduite aux dernières élections générales—7097; conduite qu'on peut appeler criminelle—7097; s'est mis à la merci du gouvernement—7088; s'est trouvé pris de paralysie mentale—7088.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS.

ACHATS A MAISON LAMONTAGNE ET " SOLEIL ".

Sir W. Laurier—Ajoute à réponse déjà donnée les achats faits par département des Chemins de fer à maison Lamontagne et " Soleil "—3848.

ADJUDICATION DES TRAVAUX DU TRANSCONTINENTAL.

M. Bergeron—Demande si nouvelle donnée par " Canada " que cinq sections du Transcontinental ont été adjugées pour travaux est fondée—3849.

Hon. Emmerson—Nouvelle erronée—3849.

ALIENATION DU CANAL DE BEAUHARNOIS.

M. Monk—Demande communication du décret d'aliénation du canal de Beauharnois—1523.

M. J. G. H. Bergeron—Demande que canal reste ouvert à la navigation—3093; demande si concessionnaires ou l'Etat paieront dommages provenant de la navigation du canal—3094.

Sir W. Laurier—Clause sera insérée au bail assurant continuation de navigation—3094; l'Etat reste responsable des dommages sauf recours contre intéressés—3094.

ALLEGATIONS CONTRE MEMBRES DU PARLEMENT.

M. H. Bourassa—Rappelle paroles de sir W. Laurier demandant d'attendre dépôt rapport commission des assurances à propos allégations Fowler—4518; réponse du chef de l'opposition—4519; rapport déposé depuis quelque temps—4519; députés ont pris connaissance de ce qui a trait à l'Ordre des Forestiers et au Canada Life —4519; certaines adjudications sont de nature à nuire à un membre de cette Chambre et à un membre du Sénat—4519; il faudra discuter s'il appartient à cette Chambre de s'en occuper—4519; il faut que la Chambre fasse quelque chose—4520.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

ALLEGATIONS CONTRE MEMBRES DU PARLEMENT—*Suite.*

Hon. Foster—Demande de définir accusation contre lui—4520.

M. Bourassa—Porte pas accusation—4520 ; à la suite de l'enquête, soupçon règne dans le pays—4520; admet que relations entre M. Foster et l'Ordre des Forestiers, entre M. Cox et la Canada Life ne sont pas strictement d'ordre politique—4520; question de la convenance de leurs votes sur points intéressant ces compagnies sera à discuter—4521; pour le moment il s'agit de savoir quel degré de confiance peuple devra avoir dans ces compagnies—4521 ; n'est pas encore convaincu que les actes Foster et Cox puissent être discutés—4521 ; mais, autres accusations ont été portées contre MM. Fowler, Bennett, Lefurgey, Foster—4521; M. Fowler a dit que si l'on attaquait sa conduite, il prouverait des faits dommageables contre députés et ministres—4521; il prétend avoir des données pour établir ces faits—4521; que ces faits établiraient que ces hommes publics sont indignes de siéger en Chambre ou dans le Cabinet—4561; qu'il tairait ces rapports attaquant M. Fowler, celui-ci devrait prouver les faits insinués—4522; prétend qu'il d evra les prouver dans tous les cas—4522; pas censeur de ces collègues—4522; mais le peuple veut qu'affaire soit scrutée à fond—4522; que le coupable, s'il y en a soit puni—4522; s'il n'y en a pas, que les réputations restent intactes—4522.

M. Bennett—Paroles du député de Carleton, N.-B., à son adresse—4522; accusations pas encore portées—4523; député de Carleton porte accusations et se rétracte—4523 ; prêt à discuter pleinement toutes les questions ayant trait à sa conduite—4523; le député de King, M. Fowler n'a rétracté aucune accusation contre actes des ministres ou députés—4523 ; nom et réputation du gouvernement et aussi du Canada en jeu—4524; c'est au peuple canadien de juger cette affaire—4524; il faut que le député de King se rétracte ou qu'on le force à prouver—4524; public ne sera pas satisfait tant qu'affaire pas scrutée à fond—4524.

Sir W. Laurier—Rapport déposé—4524; se limite à proposer une loi nouvelle—4524; au cours de l'exposé des motifs nécessitant la loi, noms de députés cités—4524; pas prêt à dire que ce fait nécessite enquête de la Chambre—4524; paroles prononcées au sujet des insinuations du député de King—4524; rien à ajouter ni à retirer—4525; M. Fowler n'a pas porté d'accusation, n'a nommé personne—4525; parlé d'une manière vague—4525; sur quoi jeter lumière ?—4525; si M. Fowler connait des choses dommageables à l'égard de ministres, c'est à lui de décider s'il entend proférer ses accusations—4525.

M. R. L. Borden—N'a pas eu encore le temps de parcourir la moitié du rapport—4525; les députés qui suivent assidument les séances ont moins de loisirs que les autres—4526; pas d'entente avec premier ministre pour retarder discussion—4526; si une accusation est lancée contre un député de la gauche à l'occasion d'enquête des assurances, donnera tout son appui pour une enquête approfondie—4526; si le député de Labelle a une accusation à porter il n'a qu'à la porter maintenant—4526; on se mettra à l'œuvre immédiatement—4526; n'a jamais demandé de réserver aucune accusation pouvant être portée contre membre de la gauche—4527; n'a jamais consenti et ne consentira jamais à une entente sur cette matière—4527.

Reprise—5678.

M. H. Bourassa—Donne avis qu'il saisira la Chambre de motion de privilège relativement à accusations portées par M. Fowler et proposera motion principale l'invitant à prouver ses accusations ou à se rétracter—5678.

Hon. M. Foster—Propose d'adjoindre à motion son nom et nom de M. Lavergne—5678.

APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LES CONFLITS ECONOMIQUES.

Hon. Lemieux—Réglement du conflit de Springhill grâce à la loi nouvelle——6181; grève évitée—6181; dépêche McInnes—6182; compliments aux mineurs—6182.

M. J. Herron—Menaces de grève à Fernie—6182; dépêche Sherman—6182; grève existe de fait, travaux suspendus—6183.

Hon. Lemieux—Malentendu dans l'interprétation de la loi—6183; ce n'est pas au gouvernement de poursuivre ceux qui déclarent lockout sans se conformer à la loi—6184; c'est à la partie lésée de mettre la loi en action—6184.

M. R. L. Borden—Proteste contre la théorie que les gouvernements ne sont pas tenus de faire respecter la loi quand l'intérêt public est en jeu—6184.

M. Sproule—Le ministre du Travail est là pour cela.

APPOINTEMENTS DU PERSONNEL DES POSTES.

M. A. C. Macdonell—Demande si gouvernement va relever salaires—6705, et améliorer position—6706.

M. T. S. Sproule—Nombreuses demandes—6706.

M. H. Lennox—Gouvernement étudie question depuis un an—6706.

M. Talbot—Demande si salaire des receveurs seront augmentés dans tout le pays—6706.

Hon. Lemieux—Donnera réponse catégorique dans quelques jours—6706.

Hon. Fielding—Situation de tous les salariés fera l'objet avant fin session de déclaration ministérielle—6706.

Reprise—6818.

M. L. Lavergne—Se plaint réduction salaire du maître de poste d'Arthabaska en dépit augmentation population—6818; demande si fonds seront votés pour remettre salaire sur aucun pied—6818.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

APPOINTEMENTS DU PERSONNEL DES POSTES—*Suite.*

Hon. Lemieux—Salaires basés sur revenus bureau de poste—6818; si a diminué, c'est que revenus ont baissé—6818; même règle pour Arthabaska qu'ailleurs—6818.

Reprise—8000.

M. Lennox—Demande si mesure sera présentée pour augmentation des appointements des receveurs de la poste—8000.

Hon. Lemieux—Echelle de salaires nouvelle en préparation—8000 ; sera connue dans quelques semaines—8000; pas besoin de loi, règlement suffit—8000; augmentation sera sensible—8000; cas réglé en dehors commission du service civil—8000.

AUTONOMIE ADMINISTRATIVE DU YUKON.

M. A. Thompson—Demande à traiter questions se rapportant au Yukon—4665; rapport McConnell sur ressources en or restant au Yukon—4666; le Yukon contient encore 75 millions d'or—4666; population composée des plus grands consommateurs de produits canadiens—4666; composée exclusivement de consommateurs—4666; a donné en or, depuis 1897, $120,000,000—4666; le conseil du Yukon, sa composition—4666; rôle du commissaire du Yukon—4666; tous les membres du conseil devraient être électifs—4667 ; lettre de M. Patullo, secrétaire de l'association libérale du Yukon—4668; pas une question politique—4668; dans tout le Dominion, seul territoire ne jouissant pas d'autonomie complète—4668 ; demande augmenter le nombre des membres du Conseil—4668; les concessions hydrauliques—4668; concessions ont nui au développement—4669 ; opinion McInnes—4669; concessions annulées, mais terrains pas encore ouverts à l'exploitation—4670; disputes devant les tribunaux—4670; veut que prospecteurs aient accès aux collines bordant les tributaires du Yukon—4670; veut subventions à bateaux de faible tirant d'eau sur Yukon, pour transporter prospecteurs—4670; le dragage—4671; le blé du Yukon—4671; rapport du département d'Agriculture—4671; nécessité d'une station agronomique—4672 ; installation de télégraphie sans fil pour éviter ruptures—4673.

Hon. M. Oliver—Les pionniers qui nous ont doté du Yukon et de ses richesses méritent égards—4674; la valeur du gouvernement représentatif lui-même est encore en discussion—4674 ; rien ne prouve qu'il serait préférable au Yukon que le système actuel—4674; on n'a rien à redire au gouvernement actuel—4674; depuis quelques années, population a diminué au lieu d'augmenter—4674; c'est ce qui empêche le gouvernement d'agir plus promptement—4677; si espoirs fondés se réalisent, les prochaines élections seront les dernières où le Yukon n'élira pas son conseil en entier—4675; d'ailleurs la gauche a sollicité le gouvernement d'exercer une action dominante sur le conseil—4676; l'hon. Foster l'a demandé à différentes reprises—4676; les deux choses incompatibles—4676; origine des concessions hydrauliques—4676; certains terrains ne peuvent pas être exploités par mineur isolé—4676; hésitation du gouvernement pour révocation—4676; enfin les concessions où il ne s'était pas fait de tentative convenable pour se conformer aux conditions des baux ont été révoquées—4678 ; énumération des concessions révoquées—4678 ; indemnisation pour ne pas effrayer les capitaux par annulation arbitraire—4678 ; causes seront jugées à la plus prochaine session de cour d'échiquier—4678 ; si la cour décide que conditions ont été remplies, il faudra rendre les concessions, c'est pour cela que pas ouvertes aux mineurs—4679; concessions Quartz et Scroggie seront ouvertes aux mineurs immédiatement—4680; le gouvernement adopte un code minier pour protéger prospecteurs—4680; capitaux considérables venus au Yukon en dépit annulations—4680; gouvernement comprend valeur passée du Yukon et a foi dans avenir—4680; question du télégraphe sera étudiée à fond—4680;

Hon. Foster—Réponse habile de l'hon. Oliver—4681; tant que le gouvernement nommera une partie des membres du conseil Yukon, il sera tenu responsable des actes de ce conseil—4682; tant que l'état de chose actuel continuera, impossible de faire autrement—4682; forme de gouvernement accordée à un pays ne doit pas reposer sur l'abondance ou rareté des pluies ou sur production des mines—4682; désappointement du Faiseur de Pluie—4683; proteste contre refus d'accorder au Yukon conseil électif si c'est possible—4683; admet que traitement des compagnies ne remplissant pas toutes conditions ne doit pas être trop draconien—4683; l'accaparement des Guggenheim—4684; pas étonnant que le petit mineur soit découragé—4684; tout ne va pas bien au Yukon—4684; extravagance sans précédent—4684; pas un fonctionnaire n'a le courage de donner l'exemple du holà—4684; comparaison des recettes et des dépenses du Yukon—4685; compagnie de télégraphe privée. sous contrôle du gouvernement, aurait été préférable pour Yukon—4686 ; il faut un commissaire du Yukon qui soit au Yukon—4686; c'est une fête continuelle au Yukon, tout le monde est en vacance ou fait de la politique—4686: le chef de l'opposition et l'écart entre la production et le revenu de l'or—4686 ; lettres du "News" au sujet absence de commissaire—4687; le rév. Pringle et l'inspecteur des licences—4688; excroissances à amputer—4689.

BARRAGE DES RAPIDES DU LONG SAULT.

M. A. Broder—Demande s'il est vrai que compagnie veut barrer rapides du Long Sault—7756 ; gouvernement devrait s'opposer—7756.

Hon. Fielding—Commission des eaux limitrophes s'en occupe—7756.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

BLE DU YUKON.

M. A. Thompson—Soumet échantillon de blé récolté au Yukon à la latitude 63, en un endroit nommé Minto—3663; cultivé par M. T. McKay, autrefois de Lambton—3663.

CAMP MILITAIRE DE PETAWAWA.

M. G. W. White—Demande si habitants township de Petawawa vont être indemnisés pour perte de taxes par suite transport propriété à l'Etat—6705; perte annuelle de $500 à $600—6705.

Hon. Fielding—Etudiera—6705; dans cas où possession n'a pas été prise et où cultivateurs occupent encore terrain, gouvernement indemnisera—6705.

M. S. Hughes—Demande renseignements sur article du "Citizen" disant que le gouvernement se basant sur l'Acte de l'A.B. du Nord a confisqué camp de Petawawa—6952; demande documents—6952.

Hon. Fielding—Fera recherches—6952.

M. R. L. Borden—Veut signaler prise de possession par le gouvernement fédéral de 560,000 acres de terres à Petawawa appartenant à la province d'Ontario—7824; entrevue et correspondance échangée vers le milieu de 1906 entre sir Fred. Borden et M. Cochrane, ministre des Terres, Forêts et Mines d'Ontario—7826; dommages et dépréciation faites aux concessions appartenant à Ontario—7827; motif invoqué pour confiscation, article 117 Acte A. B. du Nord—7827; le terme "défense du pays"—7828; en tout cas le gouvernement, pour prendre possession doit être autorisé par statut—7828; rien n'autorise à prendre possession des terrains sans compensation—7828; la loi de milice et le droit d'expropriation—7829; mémoire du gouvernement d'Ontario au lieutenant gouverneur Mortimer Clark—7830; résolution adoptée à la législature d'Ontario—7832; ne croit pas acte du gouvernement valide—7832; s'il l'était, le gouvernement pourrait par décret s'emparer de terres dans n'importe quelle province—7833; pouvoir tyrannique et oppressif—7833; en tout cas devrait payer compensation—7833.

Hon. Fielding—M. Borden n'a pas traité la question au point de vue du droit, mais de l'équité—7833; il a parlé de tyrannie—7833; ceci donne le droit à un profane d'intervenir—7833; si quelqu'un a le droit de se plaindre, c'est le gouvernement du Canada et non pas celui d'Ontario—7833; on a omis ou caché les commencements de l'affaire—7834; recherches de terrains en 1901—7834; choix resté sur deux terrains: l'un à Kazabazua, Québec, et l'autre dans Ontario, à une distance raisonnable d'Ottawa—7854;Québec a offert le terrain gratuitement et Ontario aussi—7834; M. Borden n'a pas dit cela—7839: lettre du col. Pinault au commissaire des terres d'Ontario signalant terrain de Petawawa—7834; réponse de E. J. Davis—7835; gouvernement d'Ontario offre céder droits et intérêts sur terrains par bail de 99 ans à prix nominal—7835; gouvernement a acheté surplus de terres nécessaires et

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CAMP MILITAIRE DE PETAWAWA—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

aussitôt le gouvernement d'Ontario a renié la convention—7835; il a donné ordre à ses journaux d'attaquer le gouvernement fédéral—7835; demande posthume de compensation pour terres de la couronne incluses, correspondance—7837; demande de concession de l'ancien camp de Niagara—7858; refus du gouvernement de mélanger les deux questions—7838; demande exécution de la convention, alors on soulève la question des permis—7838; les porteurs de permis ne sont pas dérangés, peuvent se livrer à leurs opérations—7838; cependant gouvernement fédéral pour avoir la paix était prêt à offrir compensation—7839: une compagnie, la Pembroke Lumber Co. a demandé à elle seule $98,000 pour son privilège—7839; alors le gouvernement a refusé de traiter—7839; l'art. 117 est clair et ne parle ni d'expropriation ni d'indemnité—7839; les gouvernements provinciaux détiennent les terres de la couronne sujettes aux nécessités de la défense—7839; les terres n'appartiennent pas aux provinces, mais à la couronne—7839; si elles sont passées à des particuliers ceux-ci doivent être indemnisés—7839; interprétation du mot défense—7840; le gouvernement fédéral a le droit, non pas d'exproprier, mais de rentrer en possession des terres—7840; Ontario a tout le droit de réclamer—7841; gouvernement prêt à lui faciliter tous les moyens de faire régler le point par les tribunaux 7841; mauvaise foi du gouvernement d'Ontario—7842; tentative de troc—7842.

M. E. B. Devlin—Si Ontario ne veut pas du camp à Petawawa, on pourrait demander si Québec est toujours prêt à donner Kazabazua—7842.

M. A. Bristol—Pas question de troc—7843; si gouvernement fédéral n'a pas besoin de son terrain du camp de Niagara, pourquoi pas embellir le parc—7843; interprétation légale de la lettre Davis—7843.

M. E. B. Devlin—Avantages de l'emplacement de Kazabazua—7844; pas de permis de bois—7844; pas de réclamations—7844; tout le monde désireux d'avoir le camp—7844; espère que le gouvernement d'Ontario persistera dans son refus d'avoir le camp—7845.

M. A. C. Macdonell—Ontario ne refuse pas de céder ses terres conformément à l'art. 117—7845; mais Ontario avait déjà cédé une partie de ses droits à des tiers—7845; elle a le droit de demander au parlement fédéral de régler avec ses porteurs de permis—7846.

Hon. Fielding—Gouvernement tout prêt à respecter les droits acquis par porteurs de permis—7846.

M. Boyce—Lettre lue par le ministre pas la première de la correspondance à ce sujet—7847; correspondance de Thomas Southworth et col.Biggar—7849; il y avait dans la proposition du gouvernement d'Ontario des conditions relatives au droit des tiers—7849; négociations du gouvernement avec squatters occupants—7849; règlements par Mackie et Forgie—7859;

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CAMP MILITAIRE DE PETAWAWA—*Suite.*

M. Boyce—*Suite.*

lettre Newcombe—7852; examen de certaines réclamations—7853; rectitude de la conduite du gouvernement d'Ontario—7854.

M. E. M. Macdonald—Les déclamations théâtrales du " World " et de M. Borden—7854; la main du tyran à la gorge d'Ontario—7854; l'explosion d'injures dans la Chambre d'Ontario—7855; l'hon. M. Whitney obligé de mitiger sa virulente résolution primitive—7855; les deux gouvernements successifs d'Ontario en faveur d'accorder les terrains—7856 ; l'arrangement d'échange pour les terrains de Niagara demandé comme faveur—7856 ; jamais question des permis—7856; il y a un an encore, M. Whitney était prêt à céder ses 52,000 acres pour un loyer de $10—7887; demandait seulement qu'on règlât d'abord avec ses amis politiques porteurs de droits de coupe—7887 ; demandez à M. White, député de Renfrew quels sont ces amis-là ?—7858; l'attaque de nerf du gouvernement d'Ontario en passant sa résolution condamnant le gouvernement fédéral est une parodie du gouvernement parlementaire—7858; le décret en conseil réserve entièrement les droits des porteurs de permis de coupe de bois, pour règlement ultérieur—7858.

M. G. O. Alcorn—Le gouvernement d'Ontario pas composé de gens qui manquent à leur parole—7859; jamais de convention exécutoire n'a été conclue au sujet du camp de Petawawa—7859 ; pourparlers seulement, jusqu'au moment où ministre de la Milice invoqua art. 117 pour prendre possession des terrains—7860; porteurs de permis ont droit à renouvellement, ont donc droit à indemnité tout comme personnes possédant intérêts sur terrains—7860; discussion du terme " prendre "—7860; dans le cas de " prise ", comme dans le cas " d'expropriation ", le droit à l'indemnité est le même—7861 ; citation Eudlech et " Interpretation of Statutes "—7861 ; le mot " prendre " dans l'article 117 ne peut pas vouloir dire prendre arbitrairement—7862 ; opinion Balfour et Allan " Law Compensation Act "—7862; statuts impériaux—7862 ; principe de prise de possession arbitraire, lettre de crédit Mackie—7864.

M. Sproule—Demande renseignements sur lettre de crédit Mackie—7864.

Hon. Fielding—Lit lettre Jarvis—7865; circonstances urgentes—7866; ne considère pas opération très régulière—7866; espère se répétera pas—7866.

M. Sproule—Mauvaise administration du département de la Milice—7867; inadmissible de se laisser acculer au dernier moment et permettre à un particulier de prélever des fonds pour régler les dépenses du gouvernement—7868; gouvernement a payé 6 p.c. d'intérêt—7868.

Hon. Fielding—Gouvernement paie actuellement intérêt de 8 p. 100 sur une opération de l'ancien gouvernement.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

CAMP MILITAIRE DE PETAWAWA—*Suite.*

M. Sproule—Le rapport de l'auditeur-général—7871.

M. S. Hughes—propose soumettre différend à l'arbitrage—7874; payer indemnité légitime aux porteurs de primes—7874; abandonner idée de prise arbitraire—7874; revenir à l'idée de bail de M. Whitney—7874.

M. C. A. McCool—Situation des squatters—7874; n'ont pas de titres, mais sont tolérés—7874; très honnêtes gens, allemands en général, bien installés—7875; M. Mackie n'a réalisé aucun bénéfice en rachetant les terres—1875; M. Mackie a couru généreusement tout le risque en faisant offres au colonel Rutherford—7875; évaluation des concessions à $98,000 absurde 7875; $10,000 suffiraient—7876; concessions déboisées—7876; gouvernement d'Ontario veut pas donner titre à moins qu'on paie $98,000 à la Pembroke Lumber Co'y—7876; si le président de la compagnie n'était pas membre de la législature d'Ontario, on n'aurait jamais entendu parler de ces concessions—7876.

CANAL DE LA VALLEE DE LA TRENT.

M. L. G. McCarthy—Cite article " Globe "—4993; lettre à hon. Emmerson—4993; contre adoption voie rivière Severn avant étude voie rivière Nottawasaga—4994.

M. Lennox—A écrit dans le même sens—4994.

Hon. Emmerson—Rien ne sera décidé avant étude demandée—4994.

CARTES POSTALES NUISIBLES.

M. R. L. Walsh—Demande si ministre des Postes va interdire circulation de cartes postales recouvertes de poudres nuisibles pour santé facteurs—5446.

Hon. Lemieux—Règlement prohibitif existe—5447.

BUREAU DE POSTE DE MONTREAL.

M. Monk—Demande si nouvelle annoncée par " Canada " organe du gouvernement que le gouvernement a acheté la propriété poste à Montréal est fondée ?—2301.

Sir Wilfrid Laurier—Non—2301; " Canada " pas organe du gouvernement, gouvernement est son propre organe—2301.

COLLISION SUR CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

Hon. Emmerson—Demande à donner des explications sur collision sur chemin de fer de l'I.P.-E.—1026.

M. l'Orateur—Rappelle à règle n° 27—1026.

COMITE DES DEBATS.

M. J. G. H. Bergeron—Pas de rapport depuis deux dernières sessions—7201 ; reviendra sur question, prévient président—7201.

COMMISSION DES ASSURANCES.

Hon. Foster—Arrangements et promesses faites à la dernière session pour dépôt quotidien d'exemplaires des témoignages—97.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES——*Suite.*

Hon. Fielding—N'a pas souvenir de promesses faites—97 ; quand impression se fera, un nombre considérable sera distribué—97.

Hon. Foster—Signale absence de correspondance dans document déposé—2420 ; aucune correspondance du ministre de la Justice depuis départ hon. Fitzpatrick—2420.

Hon. Aylesworth—Toute la correspondance est déposée—2420.

M. E. Guss Porter—Demande copie de l'enquête—2999; publiée partiellement dans journaux—2999; impression fausse créée dans public—2999.

Hon. Aylesworth—Rapport pas terminé, sera déposé dans huit jours—2999; avec copie des témoignages—2999.

M. E. G. Porter—Des dépositions ont été imprimées et exemplaires vendus à des particuliers—2999; se plaint que députés ne puissent pas avoir ce que se procurent si facilement des étrangers—2999.

Hon. Fielding—Dépositions imprimées ne pourront être distribuées que jeudi—4008; copies clavigraphiées déposées sur le bureau—4008.

M. W. F. Maclean—Demande quand rapport imprimé sera distribué?—4224.

M. R. L. Borden—Demande si les pièces à l'appui citées devant commission seront imprimées—4252.

Hon. Fielding—Demandera pourquoi ne figurent pas—4251.

Hon. Foster—Demande où sont pièces justificatives servant de base au rapport—4584; introuvables aux archives—4584.

Hon. Fielding—Pense commission dépositaire—4584.

M. W. F. Maclean—Demande si bill suggéré sera soumis à cette session—4584.

Hon. Fielding—Sujet paraît trop vaste pour être touché à cette session—4584; impossible donner réponse précise—4584.

Hon. Foster—Demande dépôt des pièces présentées à la commission des assurances—4765.

Hon. Fielding—Sont entre les mains du greffier de la Chambre—4765; si dépôt demandé, il faudra des hommes forts, très volumineuses— 4765.

M. Bourassa—Donne avis qu'il présentera motion relative aux accusations portées au sujet rapport commission des assurances—4925.

Hon. Foster—Annonce que présentera observations sur rapport commission des assurances—6033.

M. A. Lavergne—Demande si décision Sénat empêchera traduction du rapport des assurances—8219.

Hon. Aylesworth—Ne s'occupe pas de ce que fait Sénat—8219; traduction sera faite—8219.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

COMMISSION D'EMBELLISSEMENT D'OTTAWA.

Hon. Foster—Demande copie du décret nommant membres commission d'embellissement; bilan des travaux jusqu'à date figure aux rapports commission—2051.

COMMUNICATION ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME.

M. A. A. Lefurgey—Lit dépêche de Summerside demandant le " Stanley "—531; glace prise, steamers d'été incapables continuer service—531.

Hon. Brodeur—S'en occupera—531.

M. Lefurgey—Question d'urgence—728; dépêche reçue de Summerside, " Empress ", a fini service d'été; " Stanley " pas là pour commencer service d'hiver—729; si pas assez de navires, il faut en acheter d'autres—730; promesses de nouveau steamer pas tenues—730; le " Lady Grey " promis, affecté à autre service—730; le " Stanley " a refusé de porter secours à une goélette prise par la glace qui a été sauvée par l' " Empress ", navire d'été—730; bravoure du capitaine du " Stanley "—730.

Hon. L. P. Brodeur—Le " Stanley " retardé pour porter secours à un bâtiment—731; ordres donnés pour envoyer à Summerside—731; dépêche de M. Lord—731.

M. Lefurgey—On aurait pu envoyer le " Minto " pour sauvetage—732; l'île du Prince-Edouard ne peut pas être, pour ses communications, à la merci d'un sauvetage—732.

M. J. J. Hughes—Le " Stanley " était parti à temps—732; il a fallu un accident, pour qu'il n'arrive pas—732.

M. Lefurgey—Demande si câble télégraphique réparé—1915.

M. J. J. Hughes—Demande renseignements sur télégraphie entre île et terre ferme—2052.

Hon. Fisher—Se fait par steamers département Marine et station Cap Bear—2052 , retard quand steamers hors de Pictou—2052; ministre veut installer station sur terre ferme—2052.

M. A. A. Maclean—Demande si communications télégraphiques avec I.P.-E. fonctionnent?—3662.

Hon. Fisher—Non—3662; câble pourra pas être réparé avant printemps—3662 ; communications intermittentes par Pictou au moyen des vaisseaux de l'Etat—3662; poste permanent en construction à Pictou —3662; communiquera avec cap Bear—3662.

M. A. A. Lefurgey—Vaisseaux courriers pris dans les glaces—4014 ; gouvernement a négligé arrangements pour avoir traîneaux à voile—4014; embarcations engagées, pour route des caps—4015; mal rétribuées, demandent deux mois de travail assuré ou un quart de salaire de plus—4015 ; refusent de travailler—4015; pas de courrier pour I.P.-E.—4015; nécessité tunnel—4015; demande fonds pour étude immédiate—4015.

Sir W. Laurier—Remédiera pas au défaut de courrier—4015.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

COMMUNICATION ENTRE I.P.-E. ET TERRE FERME—*Suite.*

M. J. J. Hughes—Ministre a promis assurer deux mois de paye—4016.

M. A. A. Lefurgey—Demande si dames débarquées du "Stanley" et du "Minto" sur île Pictou ont été rembarquées—4510; demande si premier ministre n'a pas dit question du tunnel enterrée—4510.

Sir W. Laurier—N'a rien dit de semblable—4511; au contraire s'est exprimé favorablement à projet—4511; pas ajouter foi aux journaux conservateurs—4512.

M. A. A. Lefurgey—Demande état des communications—4817.

Hon. Brodeur—Malheureusement navires pris dans les glaces—4817; passagers transportés à l'île—4817; communiquent avec cap par télégraphe Marconi—4817.

M. A. Martin—Demande des nouvelles du "Stanley" et du "Minto"—4995.

Hon. Brodeur—"Stanley" dégagé, "Minto" encore pris dans glaces, sera pas dégagé avant vent du sud—4995.

M. A. Martin—Veut transformer demande en interpellation—4995.

M. l'Orateur—S'oppose—4995.

CONCESSION DE TERRES AU G.T.P.

M. R. L. Borden—Annonce qu'il interpellera au sujet de certaines concessions de terres en Colombie-Anglaise pour installations terminales du G.T.P.—1847; réserves faites par gouvernement Colombie-Anglaise—1848; décret—1848; indique questions que posera—1849.

Hon. Oliver—Répondra lundi prochain—1849.

CONDUITE DU COMMISSAIRE DES DOUANES.

M. A. Johnston—Ingérence du commissaire des douanes dans poursuite d'un particulier contre compagnies d'assurances—5892; pièces du ministère envoyées à N.-Y. pour permettre à l'avocat de la compagnie d'assurance de préparer sa cause—5893; commissaire des douanes a ainsi aidé une compagnie étrangère à ne pas payer ce qu'elle aurait dû payer—5893; commissaire des douanes est inexcusable—5893.

Hon. Paterson—Fera une enquête—5894; les documents avaient été emportés à N.-Y. par fonctionnaire spécial parce qu'on supposait qu'il y avait au fond une affaire de contrebande—5894; discutera avec commissaire—5894.

Incident clos——5894.

CONSEIL IMPERIAL.

M. H. Bourassa—Signale dépêche "Gazette" 4817; prétendue entrevue de l'hon. J. G. Ward, premier ministre Nouvelle-Zélande 4817.

Sir W. Laurier—Nouvelle certainement erronée—4818; aucune correspondance au sujet conseil impérial avec M. Ward—4818.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

COUR D'APPEL DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. D. Ross—Cite journal "Daily Province"—5102; article annonçant que gouvernement provincial exige consultation avant nomination juges de la cour d'appel—5102.

Hon. Aylesworth—Rumeur de consultation dénuée de fondement—5102.

COUR SUPREME DE LA N.-E.

M. R. L. Borden—Désire savoir si gouvernement a reçu lettre du juge en chef de N.-E. au sujet de la vacance—3094; aussi lettre de M. Ritchie écrivant comme président de l'association des avocats de la N.-E.?—3093.

Hon. Aylesworth—Pas d'objection—3093.

M. R. L. Borden—Signale inconvénients dans fonctionnement cour suprême par suite démission juge en chef Weatherbee—5677; demande nomination nouveau juge—5677.

M. Boyce—Demande si titulaire nommé à charge vacante dans magistrature N.-E.—6953.

Hon. Fielding—Deux vacances se sont produites—6953; première comblée—6953; deuxième ne l'est pas—6953.

M. R. L. Borden—Lit dépêche se plaignant que la cour ne peut pas siéger à Clare, faute de juge—7202.

Hon. Aylesworth—Nom successeur juge Savary maintenant proposé—7202; sait pas encore si accepté—7202; pas de retard, ni inconvénient—7202.

DEMANDE DE RAPPORTS, DOCUMENTS, ETC.

M. U. Wilson—Demande rapport ministère de l'Intérieur—180.

Hon. F. Oliver—Cette semaine—180.

M. J. D. Reid—Demande tableau promis de remises de droits—602.

M. R. L. Borden—Demande état des rapports ordonnés à dernière session—602.

M. U. Wilson—Demande rapport du département de l'Intérieur—680.

M. R. L. Borden—Demande rapport de l'auditeur général—681.

M. R. L. Borden—Demande documents conférence interprovinciale—728; et rapport auditeur général—728.

M. R. L. Borden—Demande rapport auditeur général—1026; demande rapport de l'Intérieur—2026; demande rapport commission des assurances—1026.

Hon. Foster—Espère que les députés auront rapport de l'auditeur général avant leur dîner de Noël—1080.

M. Barker—Demande rapport des commissaires du G.T.P.—1081.

Hon. Emmerson—Déjà déposé—1081.

M. E. D. Smith—Demande bills sur entrepôts frigorifiques et conserves—1130.

Hon. Fisher—A l'imprimeur—1130.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DEMANDE DE RAPPORTS, DOCUMENTS, ETC.—*Suite.*

M. R. L. Borden—Demande rapport ministre de l'Intérieur, auditeur-général, commerce et navigation—1129; demande que documents demandés soient préparés pendant vacance—1129.

M. R. L. Borden—Donne liste des rapports de ministres non encore déposés—1224.

Sir W. Laurier—Donne renseignements sur état d'avancement de ces différents rapports—1224.

M. R. L. Borden—Demande décret affectant au G.T.P. îles Kaïen, Digby et autres comme tête de ligne—1750.

M. Armstrong—Demande documents des affaires indiennes dont dépôt ordonné l'année dernière—1750.

Hon. M. Foster—Demande dossier relatif à ancienne salle d'exercice d'Halifax—1750; et à Sub-Target Co'y.—1750.

M. R. L. Borden—Enumère documents demandés et non déposés—1914.

Hon. Foster—Demande dernier volume du rapport de l'auditeur général—2051.

Hon. Foster—Demande fin rapport auditeur général—2134; si distribué en février, ne pourra être utilisé qu'en mars—2134.

Hon. Foster—Se plaint retard dépôt de documents demandés à certains départements pour comité comptes publics—2276.

Sir Fred. Borden—Dossier relatif aux Fusils Sous-cible, en préparation—2277

Hon. Emmerson—Documents demandés sont en route de Moncton—2277.

M. R. L. Borden—Dix semaines déjà de session, rapport auditeur-général pas encore déposé—2419.

Hon. Fielding—Pas de retard excessif—2419; si 3e volume retarde, sera déposé par partie—2419.

M. Armstrong—Demande dépôt rapport des affaires indiennes—2794.

Hon. Oliver—Déposé depuis trois jours—2494.

M. R. L. Borden—Se plaint retard documents demandés par comité des comptes publics —2560 ; dix-huit motions déposées, seuls les papiers de l'auditeur-général soumis —2561.

M. W. B. Northrup—Retard dans dépôt de documents demandés par comité des comptes publics—2851 ; demandes depuis 17 janvier—2852 ; le plus récalcitrant, ministre des Chemins de fer—2851; si les documents pas remis, session sera prolongée—2852.

Hon. Fielding—Approuve que dépôt doit être hâté—2852; documents chemin de fer doivent venir de Moncton—2852.

Hon. Oliver—Retard dans dépôt de documents provient d'avis égaré—3094.

Hon. Aylesworth—Retard dans dépôt de documents provient d'avis non parvenu—3094.

Hon. Emmerson—Renseignements sur documents demandés—3094.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DEMANDE DE RAPPORTS, DOCUMENTS, ETC.—*Suite.*

M. W. H. Bennett—Se plaint que dossier déposé dans l'affaire de la cale sèche de Collingwood incomplet—3095; veut documents ayant servi de base au paiement subvention de $300,000—3095.

Hon. Fisher—A donné ordre déposer tous documents d'intérêt public—3096.

M. Bennett—Ne veut pas de distinction—3096; ou veut étouffer certains documents —3096.

M. U. Wilson—Demande témoignages pris devant comité d'agriculture l'année dernière—3096.

Hon. Fisher—Dépend du comité des impressions—3096.

Hon. Foster—Demande ordre en conseil du département des Douanes relatif au transport du poisson de l'ouest—3096.

M. Monk—Demande correspondance relative à prochaine conférence coloniale—3096.

Sir W. Laurier—Seront déposés demain—3097.

Hon. Foster—Demande état promis indiquant les travaux de la commission d'embellissement d'Ottawa—3097 ; demande deux lettres mentionnées dans liasse de documents relatifs aux carabines sous-cible—3189; lettres Brown et Jewel—3190; n'ayant reçu que deux volumes du rapport de l'auditeur général, demande le reste—3383.

M. Marshall—Demande relevé dépenses Port-Stanley, Port-Burwell et Port-Bruce —3383.

M. A. Lavergne—Demande correspondance relative à fusil Ross—3383; demande correspondance fusil Ross—3661.

M. G. V. White—Demande rapport du canal de baie Georgienne—3662.

M. R. L. Borden—Donne liste de rapports demandés à cette session et pas déposés—3742; liste de documents demandés en 1906 —3743.

M. A. Worthington—Demande documents relatifs à l'examen du fusil Ross—3744.

M. Ames—Demande encore une fois documents sur compagnie des poissonniers d'Athabaska—3970.

M. J. D. Reid—Demande rapports ordonnés du ministère Marine et du ministère Chemins de fer—4016.

Hon. Emmerson—Se préparent—4016; expéditionnaires engagés à Moncton—4017.

Hon. Foster—Demande reprise discussion du tarif—4017.

Hon. Fielding—Demain—4017.

M. Macdonell—Demande rapports, port de Toronto, bassin radoub à Halifax—4017.

M. R. L. Borden—Demande documents concernant titre donné à G.-T.-P. sur terres îles Kaïen—4105.

Hon. Oliver—Déposés—4105.

M. A. C. Boyce—Demande papiers relatifs à vente de terrains, township d'Algoma—4252.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DEMANDE DE RAPPORTS, DOCUMENTS, ETC.—*Suite.*

Hon. Foster—Demande papiers au sujet ancienne salle d'armes d'Halifax—4252.

M. J. Herron—Demande dossier au sujet site édifice public à Blairmore—4252.

Hon. Foster—Demande renseignements relatifs à ancienne salle des exercices militaires d'Halifax—4764.

M. J. Herron—Demande documents relatifs à l'emplacement de la salle de Blairmore —4764.

M. J. G. H. Bergeron—Rappelle demande d'un état des bureaux achetés pour Chambre des Communes depuis 1896—4995.

M. J. G. H. Bergeron—Demande si ministre Revenu intérieur entend faire subir épreuve définitive à bill relatif aux médecines brévetées—6037.

Hon. Templeman—Bill distribué dans public—6037; verdict généralement favorable—6037; intéressés opposés à droit d'enregistrement et à timbre—6037; pas probable bill puisse passer à cette session—6038; sera seulement passé prochaine session—6038.

M. Armstrong—Demande rapport Jackson de Leeds—6038.

M. Barr—Demande si gouvernement insiste pour faire passer bill des terres du N.-O. —6038.

Hon. Oliver—Sera adopté si possible à cette session-ci—6038.

M. Ames—Demande correspondance *re* Cie de pêche d'Athabasca—6038.

Hon. Fielding—S'est fait donner liste de dossiers en retard et fera l'impossible pour les fournir—6038.

M. R. L. Borden—Dépose liste de rapports demandés et pas encore reçus—6064.

M. Ames—Demande renseignements relatifs à Athabaska Fishing Co'y.—6445.

Hon. Foster—Demande document ordonné quant aux lignes télégraphiques—7454; on en a besoin avant examen crédits supplémentaires—7454.

M. R. L. Borden—Lit liste de documents dont dépôt désiré—7730.

Hon. Foster—Demande rapport Milice et Défense—8000.

Hon. Fielding—Déposé il y a quelques semaines—8000.

M. R. L. Borden—Demande trois ou quatre rapports urgents indiqués hier—8212.

Hon. Fisher—Promis pour ce matin—8212.

DEMISSION DE LORD AYLMER.

M. S. Hughes—Demande si lord Aylmer, inspecteur-général des forces, a été mis à la retraite—6055; si oui, pourquoi—6033.

Hon. Fielding—Pas au courant des faits—6033; informé que temps de service expiré —6033.

M. S. Hughes—Demande circonstances entourant démission de lord Aylmer—6185.

Hon. M. Fielding—Devait exercer fonctions jusqu'au 31 décembre 1906—6185; a initialé lui-même ce décret—6185; a été maintenu en fonction jusqu'à nomination successeur —6185; col. Vidal succède—6185; lord Aylmer se retire avec grade major-général et pension de $4,200—6185; lord Aylmer 65 ans, col. Vidal 63—6185.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DEMISSION EMMERSON.

M. R. L. Borden—Cite paroles hon. Emmerson au sujet de sa démission—5838; laisse planer doutes sur un tiers de la Chambre —5838; si le député de Westmoreland a des preuves, devra les fournir—5838.

Sir W. Laurier—Si on voulait revenir sur ces paroles, elles auraient dû être consignées au procès-verbal—5838; occasion passée, on n'y peut plus revenir—5838.

M. R. L. Borden—Règle trop sévère—5838; les journaux et l'accusation Emmerson—5838; n'a jamais eu connaissance d'entente et n'y a jamais participé—5839; serait prêt à étendre règles de procédure pour forcer les personnes à prouver telles insinuations—5839.

M. S. Hughes—Demande que l'auteur de l'article soit traduit à la barre—5839.

Sir W. Laurier—Cette mesure s'applique aux attaques prononcées en dehors de la Chambre—5839; celles qui sont lancées ici doivent être inscrites au procès-verbal pour faire l'objet d'une discussion—5839.

M. R. L. Borden—Règle posée avant création du compte-rendu des débats—5840.

Sir W. Laurier—Un député ne peut pas corriger débats—5840; peut corriger ses paroles au moment où on les inscrit—5840; peut corriger erreurs typographiques—5840; pas texte de discours—5840.

DEMISSION DU SENATEUR GOWAN.

M. W. H. Bennett—Demande si sénateur Gowan a envoyé démission?—3743.

Sir W. Laurier—Oui et accepté—3744.

DEMISSION HON. HYMAN.

M. R. L. Borden—Demande si siège vacant et si M. Hyman a cessé d'être ministre—7.

M. l'Orateur—Démission comme député pas dans les termes et pas complète—7.

Sir W. Laurier—N'a pas jugé à propos transmettre au gouverneur général démission Hyman comme ministre—7; M. Hyman prié de revenir sur sa décision—8.

M. R. L. Borden—Demande si nouvelle lettre de démission remise—95.

Sir W. Laurier—Aucune communication—95; malade—95.

M. l'Orateur—Pas de nouvelle lettre de démission—95.

M. R. L. Borden—Demande si nouvelles arrivées de démission comme député et comme ministre—602.

M. l'Orateur—A écrit, pas réponse—602.

Sir W. Laurier—M. Hyman prié de revenir sur décision de démission—602; pas de réponse—602.

M. G. Taylor—Se plaint qu'il n'y ait même pas un ministre intérimaire des Travaux publics—180; escaliers glissants—180.

Sir W. Laurier—Hon. Fisher, ministre intérimaire—180.

Hon. Foster—Demande si détails nouveaux —532.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DEMISSION HON. HYMAN—*Suite.*

Sir W. Laurier—Santé de M. Hyman délabrée—532; parti pour sud des Etats-Unis —532.

M. R. L. Borden—Demande si autres informations—1225.

Sir W. Laurier—Nouvelles reçues de M. Hyman vraiment mauvaises—1225; demande laisser les choses en l'état encore quelque temps—1225.

M. R. L. Borden—Demande si premier ministre ou membre du gouvernement ont reçu nouvelle démission régulière de l'hon. Hyman—1522.

Sir W. Laurier—Non—1522.

Hon. Foster—Demande renseignements définitifs sur les deux démissions—1852.

Sir W. Laurier—Demande raisonnable—1852; remercie opposition de mansuétude réelle —1852; si dans deux semaines, pas de réponse de M. Hyman, insistera sur réponse formelle—1853.

M. T. Sproule—Demande si sir W. Laurier a écrit à M. Hyman le suppliant de retirer sa démission parce qu'il ne peut pas se passer de lui dans cabinet—344; citée par M. Gibbons—3744; figure pas au dossier—3744.

Sir W. Laurier—Toute correspondance existante est au dossier—3744.

M. R. L. Borden—Demande si hon. Hyman a fait connaître intention de persister dans démission—5244.

Sir W. Laurier—Aucune information nouvelle—5244.

M. R. L. Borden—Demande quelle attitude premier ministre entend prendre à l'égard de tentative de démission de M. Hyman comme ministre—5730; question traîne depuis quatre mois, devrait aboutir—5730.

Sir W. Laurier—Aucune nouvelle depuis dernière discussion, il y a un mois—5730; hon. Hyman devra prendre une décision avant de rentrer en Chambre—5730; rumeurs de retour—5730; aussitôt M. Hyman rétabli se remettra aux mains de ses électeurs—5731.

Hon. Foster—M. Hyman est-il informé que tentative de démission pas jugée valide —5731.

Sir W. Laurier—M. Hyman ouvre pas correspondance, alors ne lui a pas écrit—5731.

M. H. Lennox—Demande si démission de hon. Hyman comme ministre est arrivée samedi—7385; annoncée dans journaux—7385.

Hon. Fielding—Rien reçu—7385; aucun renseignement à donner—7385.

Hon. Foster—Départ de M. Hyman annoncé pour Angleterre—7385.

M. l'Orateur—Lit avis de démission de l'hon. Hyman—7448; a ordonné émission nouveaux writs—7448.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DEPOSITIONS DEVANT COMMISSION DU TARIF.

M. R. L. Borden—Demande si témoignages seront déposés devant la Chambre, si seront imprimés—438.

Hon. Fielding—Déposés, comité des impressions a décidé pas faire imprimer—438.

DEPOT DE DOSSIER.

Hon. Oliver—Dépose dossier cause d'échiquier—4992; affaire Roi vs Lyon, McKenzie et Montalbetti—4992, le reste sera déposé par ministre Justice—4992.

DEPOT DE COMPTES PUBLICS.

M. R. L. Borden—Demande quand seront déposés comptes publics et rapport auditeur-général—10.

Hon. Fielding—Comptes publics prêts maintenant—10 ; rapport auditeur-général sera prêt prochainement—10.

DISCOURS DU BUDGET.

Hon. G. Foster—Demande comptes publics et relevés du commerce avant exposé des motifs—96.

Hon. W. S. Fielding—Relevés du commerce distribués—96; comptes publics vont l'être—96; budget sera présenté jeudi—96.

DRAGAGES DE PORT-ARTHUR.

M. Conmee—Remarques injustes de M. Bennett au sujet des travaux de Fort-William et Port-Arthur—8123 ; importance des deux ports—8123; situation géographique 8124; situation commerciale et industrielle 8124; allégations de gaspillage et d'extravagance controuvées—8126 ; fausseté des allégations au sujet d'entente avec M. A. F. Bodman pour retirer soumission la puls basse—8127; conditions de dragage, contrats 1903-4-5—8129; jamais un contrat de dragage n'a été accordé sans qu'il y eut ensuite augmentation pour certains ouvrages—8130; explications—8131; prix payés en 1903-04—8132: on ne peut pas demander à une compagnie de dragage de sortir de son contrat et d'entreprendre des travaux qui en diffèrent, sans modification de prix—8132; la question des délais de soumission en 1904—8144; le tapage des journaux—8144; la critique de l'opposition—8146; les soumissions—8146; abaissement insignifiant en 1905—8146; si gouvernement eût demandé nouvelles soumissions en 1905, aurait payé beaucoup plus cher—8146; les adjudications, les prix —8150; éloges au département des travaux publics—8150; n'est nullement intéressé directement ou indirectement dans la compagnie de dragage des Grands Lacs et n'a aucun intérêt dans compagnie faisant dragage pour le compte du gouvernement—8152; le cas de l'inspecteur Eastwood—8152; nommé par l'ingénieur ordinaire, zélé conservateur—8153; M. Bowman et sa soumission personnelle—8154; M. Bowman avait parfaitement le droit de faire une soumission en son nom propre, à côté de la soumission d'une compagnie dont il fait partie—8156; cas Foster—8156; n'a jamais employé son influence pour avancer ses proches—8156; a bien le droit d'avoir un gendre, M. Whelan—8156; et celui-ci a bien le droit de travailler pour Cie des

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

DRAGAGES DE PORT-ARTHUR—*Suite.*

M. Conmee—*Suite.*

Grands Lacs—8156; les conservateurs et la soumission du canal du Sault Ste Marie, contrat accordé à Ryan, le 3e au-dessus de plus basse soumission—8157; $118,000 plus élevé—8157; l'hon. M. Foster en aurait une belle matière à vitupérations si ce fait se fût produit sous le gouvernement actuel—8158; depuis que les conservateurs sont tombés ces grands contracteurs ont disparu—8159; les déclarations conservatrices suintent le mensonge, les fausses informations et les fausses accusations—8159.

EMPRISONNEMENT DE CANADIENS A MONTE-VIDEO.

M. R. L. BORDEN—Signale emprisonnement de quatre marins de l' "Alice Gertrude" à Montevideo—1430; leur aventure—1430; légation anglaise demande concours de gouvernement canadien—1430; demande d'indemnité—1430.

Hon. Brodeur—Pêcheurs libérés—1430; réclamation sera adressée au gouvernement de l'Uruguay—1430.

M. W. Roche—Aurait signalé l'affaire s'il n'avait pas été informé de libération des marins—1430.

EMPRUNTS A RENOUVELER.

M. W. F. Maclean—Demande comment gouvernement entend acquitter emprunts à échéance prochaine—6565.

Hon. M. Fielding—Un emprunt 4 p. 100 échu depuis plusieurs années—6565; une partie renouvelée sous forme de 3 p. 100 à long terme—6506; l'autre $100,000,000 échoit 1er mai—6565; sera renouvelée au même taux—6565; impossible faire mieux, état marché désavantageux—6506.

M. W. F. Maclean—Ministre n'est-il pas en négociations avec banques canadiennes?—6565; crise monétaire actuelle n'est-elle pas due aux sommes qui sont gardées en réserve pour ministre des Finances?—6565.

Hon. Fielding—Aucune négociation—6565.

Reprise—7618.

M. W. F. Maclean—Demande si nouvelle exacte que Banque de Montréal a pris nos emprunts destinés à payer emprunts arrivés à échéance—7618.

Hon. Fielding—Banque de Montréal notre agent financier à Londres—7618; s'occupe du renouvellement d'une partie d'un emprunt pour quatre ans à 4 p.c.—7618; ne négocie pas en son nom, négocie comme notre agent financier—7618.

ENCOMBREMENT TRANSPORTS DU N.-O.

M. G. E. McCranery—Cite dépêches de Rosthern et dépêche J. Ashworth se plaignant encombrement causé par neiges dans transports N.-O.—6707.

Hon. Lemieux—Mesures prises par ministère des Postes—6707.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

ERIE AND ONTARIO DEVELOPMENT COY.

M. W. H. Bennett—Signale article du "News" au sujet de discussion en comité au sujet bill de l'Erie and Ontario Development Company—7100; texte article—7100.

Hon. Fielding—Bill pas rapporté—7100; incident comité peut pas être discuté en Chambre—7101.

M. l'Orateur—Cite Bourinot à l'appui—7102.

EXPOSITIONS DE TORONTO ET DE SHERBROOKE.

M. Macdonell—Signale que l'exposition de Sherbrooke et l'exposition Nationale Canadienne à Toronto sont annoncées pour même date—2674; date exposition Toronto annoncée avant Sherbrooke—2674.

Hon. Fisher—Faits signalés au ministère Agriculture—2674; pourparlers en cours—2674; préférable pas discuter maintenant—2674.

EX-COMMISSAIRE CONGDON.

Hon. Foster—Demande documents promis sur agissements ex-commissaire Congdon—6952.

FEUILLETON EN FRANÇAIS.

M. Campbell—Fait remarquer feuilleton imprimé seulement en français—8060; irrégulier—8060.

FORMULE DU SERMENT ELECTORAL.

M. S. Barker—Différence entre formules de serment usitées en 1900 et en 1904—8095; formules 1904, formules châtrées—8096; disparition du paragraphe relatif au louage de voiture—8096; le statut—8096; formules T.U.V.W—8096; on ne peut pas faire prêter à un homme la moitié d'un serment—8096; formule employée en 1900 8098; veut savoir pourquoi modifiée en 1904—8099; même formule a servi en 1905 8100; les électeurs de mauvaise foi ne redoutaient pas la formule châtrée—8100; ceux qui avaient connaissance de la castration juraient à coup sûr—8100; O'Gorman et la bande des conspirateurs d'Ontario—8101; histoire complète d'O'Gorman, Mulloy et Collins à London—8102-8115; le rôle d'Alexander Smith—8116; voudrait que l'on privât de vote tout individu reconnu au cours d'une enquête coupable de manœuvres corruptrices—8116.

M. John Crawford—Amplement d'accord que loi électorale devrait être réformée—8116; surtout au Manitoba—8116; la façon dont les autorités provinciales préparent les listes—8118; l'œuvre de la main noire—8116; le procureur-général du Manitoba a poursuivi les libéraux qui en 1907 ont corrigé les listes—8118; se garde bien de toucher aux bleus qui les ont ignominieusement maquillées—8118; radiation et additions—8119; la carrière de Freeborn et de Birmingham dans Macdonald, Ma.—8120; les promesse électorales des agents tories—8122; espère qu'à la prochaine session changements seront apportés à loi électorale—8122.

Reprise—8159.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

FORMULE DU SERMENT ELECTORAL—*Suite.*

M. Barker—Demande qu'on ne se serve pas des formules émasculées tant que le cabinet n'aura pas examiné le cas—8159.

Hon. Fielding— Cabinet étudiera la question et appliquera la loi—8160.

M. T. L. Schaffner—Les horreurs de l'acte électoral Greenway—8160; M. Jackson veut préparer la chambre à la présentation d'une modification à l'acte du cens électoral spéciale au Manitoba—8160; a déjà échoué grâce à loyauté ministre de la Justice et de l'Intérieur—8160; le "Globe" a approuvé la loi électorale provinciale du Manitoba—8161; l'œuvre de la ligne rouge 8161;l'élection de Prince-Albert—8162; les trois députés conservateurs du Manitoba retiendront le parlement dix mois s'il le faut plutôt que de laisser porter la main sur la loi provinciale—8162.

M. J. J. Schell—Généralement ce sont les avocats qui discutent les questions de dragage—8163; ils entassent sottises sur sottises dans la discussion mais ils peuvent émailler leur ignorance d'insolences qui réjouissent leurs amis—8163; M. Comnee a démontré l'absolue fausseté de tout ce qui s'était dit au sujet des fameux contrats—8164; à l'avenir l'opposition devra mettre en ligne des gens qui sachent quelque chose de ce dont ils parlent—8164.

FUSILS A SOUS-CIBLE.

Hon. Foster—Propose renvoi aux comité des comptes publics de documents se rapportant aux fusils à sous-cible?—4014.

Sir F. Borden—Demande conversion en proposition de motion pour lendemain—4014.

Hon. Foster—Demande que documents relatifs à l'achat de 250 fusils à sous-cible soient envoyés au comité des comptes publics—4105.

Sir Fred. Borden—Accepte—4105.

Adopté—4105.

GREVE DES CHARBONNAGES DU NORD-OUEST.

M. R. S. Lake—Cite entrefilet "Free Press" —9; cite "Leader Regina"—9; gouvernement possesseur terrains houillers d'Alberta et Saskatchewan, doit prendre mesures—9.

Hon. R. Lemieux—Pourparlers en bonne voie, attend réponse satisfaisante d'un jour à l'autre—180.

M. R. L. Borden—Cite "Evening Journal" —227; exposé Lake pas exagéré—227; impuissance des négociations—228; demande si gouvernement a étudié les moyens à prendre pour détourner calamité qui menace l'ouest—228.

Sir W. Laurier—Dépêche King—228; espoir de solution favorable—228; Lethbridge est virtuellement la seule source d'approvisionement de houille propice pour le Nord-Ouest—228; grève actuellement pas générale—229; protection gendarmerie à cheval—229; production quotidienne actuelle 500 tonnes par jour—229; si les chemins de fer peuvent distribuer cette quantité, pas de danger immédiat—229.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

GREVE DES CHARBONNAGES DU NORD-OUEST—*Suite.*

M. R. L. Borden—Gouvernement devrait se charger de l'approvisionement de la houille—229.

Sir W. Laurier—Le gouvernement n'a pas le droit de mettre la main sur propriété individuelle—230; les lois ordinaires du pays doivent suffire à faire face à telles crises—230.

M. R. L. Borden—Demande nouvelles grève Lethbridge—287.

Hon. Lemieux—Attend nouvelles de minute en minute—287.

M. R. L. Borden—Demande nouvelles de grève de Lethbridge—437 ; si député-ministre aux E.-U.

Sir W. Laurier—C'est possible—438.

M. S. Hughes—Pour conférer avec chefs ouvriers—428.

Hon. M. Fielding—Il n'y a pas de mal à cela—438.

Hon. R. Lemieux—Dépêche sir W. Laurier à M. E. G. Shaughnessy—440; réponse Shaughnessy—446; annonce dépêche King indiquant qu'un entretien ministre avec Nanton, administrateur des charbonnages aurait pour effet régler grève—440.

Hon. R. Lemieux—Lit dépêche Mackenzie-King—532 ; averti par téléphone de Toronto que grève finie—533.

M. Borden—Demande renseignements sur rumeurs de grève dans l'ouest et à Sprinhill—6036.

Hon. Lemieux—Intéressés pensaient que loi des grèves pas encore en vigueur—6036; ont consulté—6036; mis en communication avec intéressés—6036; espère passeront sous autorité de la loi—6036; grévistes de Springhill, N.-E. ont demandé conseil d'arbitrage—6036.

Hon. Foster—Grève de Springhill, difficulté entre ouvriers syndiqués et non syndiqués —6038.

Hon. Lemieux—Enonce les difficultés en question—6037.

M. M. S. McCarthy—Dépêche alarmiste de Calgary—7098.

Hon. Lemieux—Difficulté à cause du représentant choisi par propriétaires de houillères—7098 ; paraît intéressé—7098 ; nouveau nom proposé, M. Parker, accepté—7080; dépêche Erkstein—7049; différend pas aussi sérieux que dépêches le prétendent—7100.

Hon. Foster—Signale dépêche annonçant grève à Blairmore—7987.

Hon. Lemieux—Pas de grève—7287; American Miners' Association et M. John Mitchell opposés—7287; quelques cessations de travail individuelles—7287; jusqu'à lundi pour choisir représentants—7287; tiendra Chambre au courant—7287.

M. R. L. Borden—Demande si nouvelles reçues—7514.

Hon. R. Lemieux—M. King attendu à Fernie—7515.

Hon. Lemieux—Reçu télégrammes mineurs, patrons et M. King—7730; espère avoir nouvelles à communiquer demain—7730.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

GREVE DES CHARBONNAGES DU NORD-OUEST—*Suite.*

Hon. Lemieux—Annonce nomination de sir W. Mulock comme président du conseil de conciliation—7756 ; lit dépêche King annonçant réception favorable de la nouvelle—7756.

M. Sproule—Demande si bonnes nouvelles—7909.

Hon. Lemieux—Négociations continuent—7909; dépêches rassurantes de M. King—7909.

Hon. Lemieux—Lit deux télégrammes: l'un de M. Mackenzie King—8060; l'autre de M. F. H. Sherman—8060.

Hon. R. Lemieux—Lit dépêche Mackenzie King—8093.

Hon. Foster—Demande qu'on tienne compte complet des démarches et négociations—8094.

M. R. L. Borden—Demande s'il y a du nouveau—8212.

Hon. Fielding—Il n'y en avait pas ce matin—8212.

GREVE DES TELEPHONISTES DE TORONTO.

Hon. Lemieux—Lit dépêche du sous-ministre du Travail annonçant arrangements consentis par compagnie Bell—3382.

IMMIGRATION EUROPEENNE.

M. A. Lavergne—Demande si dépêche du "Star" 9 mars exacte—4664; primes pour immigrants européens—4664.

Hon. Oliver—Oui—4665.

M. A. Lavergne—Soulèvera question à prochaine formation en subsides—4665.

M. Bourassa—Demande relativement à question soulevée par M. Lavergne dépôt nouveaux contrats pour primes immigration—4764.

Hon. Oliver—Pas de contrat—4764 ; décret qui sera déposé sur bureau—4764.

IMMIGRATION DANS ONTARIO.

M. A. C. Macdonell—Cite article "News" donnant déposition de M. Southworth agent d'immigration de la province d'Ontario—4811; se plaint que gouvernement fédéral fasse tout pour détourner immigrants d'Ontario—4811; texte—4811.

Hon. Fisher—Gouvernement fédéral a nommé dans diverses parties du pays agents pour placer les immigrants y convenant le mieux—4811; c'est pourquoi bureaux d'immigration provinciaux moins achalandés—4812.

M. Barr—Demande liste agents—4812.

M. A. C. Macdonell—Répète question au sujet déposition Southworth disant qu'agents du gouvernement fédéral éloignent immigrants d'Ontario—4818; et embauchent pour l'ouest—4818.

Hon. Oliver—Erreur complète—4818; gouvernement fédéral fait tout en son pouvoir pour trouver localité convenable pour immigrants venant dans Ontario—4818; agents placés dans Ontario, à la demande d'habitants demandant des ouvriers de ferme—4818 ; deux agents par comté—4819 ; payés $2, par émigrant convenablement placé dans Ontario—4819.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

IMMIGRATION DES RELIGIEUX DE FRANCE.

M. E. Paquet—Proteste au nom du comté de l'Islet et des religieux français contre paroles de M. S. Hughes—6566; texte—6566; espère niera ou retirera—6566.

IMPOT DES TABACS.

M. Clements—Demande si remaniements seront faits à droits de douane ou d'accise du tabac à cette session—6036.

Hon. Templeman—Gouvernement étudie remaniement droits d'accise—6036; impossible modifier à présente session—6036; aucun changement ne sera fait—6036.

JUGE A ST-HYACINTHE.

M. Bergeron—Demande quand remplaçant du juge Madore sera nommé—1347; vacance depuis deux mois—1347.

Sir W. Laurier—A l'étude—1347.

M. R. L. Borden—Vacance depuis dix mois en N.-E.—1347; peu flatteur pour barreau libéral—1347.

Sir W. Laurier—Au contraire, pléthore de sujets acceptables—1347.

M. Bergeron—Quand sera nommé successeur à juge Madore?—2051.

Sir W. Laurier—Cette semaine—2051.

M. Bergeron—Demande si successeur juge Madore à St-Hyacinthe est nommé—2301.

Sir W. Laurier—Oui et beaucoup d'autres—2301;juge en chef Taschereau, juge Bruneau, juge Martineau—2302.

LOCATION DES BERGES DU CANAL RIDEAU.

M.G. Taylor—Lit lettre de protestation contre location berges de Kingston Mill à John's Falls pour une briqueterie—7102.

LOI DES CHEMINS DE FER.

M. W. F. Maclean—Préfère pas présenter bills à son nom, en l'absence ministre des Chemins de fer—230.

LOI ELECTORALE.

M. R. L. Borden—Demande quand sera soumise loi électorale annoncée dans discours du trône—2724.

Hon. Aylesworth—A l'étude—2724.

LOI DE FINANCES PROVISOIRE.

Hon. Fielding—Informe la Chambre qu'il déposera un bill pour pourvoir à un cinquième provisoire des subsides actuellement devant le comité général de la Chambre—5437; compte sur consentement opposition—5447.

Hon. Foster—Opposition combattra pas—5447.

LOI DES GREVES ET DES LOCK-OUTS.

Hon. Lemieux— Explique comment le bill est parvenu aux journaux—1427 ; était sous l'impression que bill était distribué quand a communiqué son propre exemplaire aux journalistes—1427; un autre exemplaire donné en même temps au chef de l'opposition—1427.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

LOI D'IMMIGRATION DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. A. Lavergne—Veut savoir si dépêche lue au Sénat que lieut.-gouv. de la Colombie-Anglaise a refusé de sanctionner bill provincial d'immigration est exacte—8212.

Hon. Fielding—Gouvernement ne connaît encore rien—8212.

LOI DES MEDECINES BREVETEES.

M. J. G. Bergeron—Demande si bill (n° 60) relatif aux médecines brévetées remis à une autre session—4583.

Hon. Templeman—Non—4583; gouvernement reçoit délégation intéressées—4583.

MAGISTRATURE NOUVEAU-BRUNSWICK.

Hon. Foster—Demande si gouvernement informé acte législature N.-B. décidant nomination septième juge cour suprême—6953; si nomination sera faite—6953.

Hon. Aylesworth—Pas d'information officielle—6953; pas de loi à cette session—6953.

MANQUE DE WAGONS DANS L'OUEST.

Hon. Foster—Veut savoir si M. Dollinger chargé d'enquête sur manque de wagons dans l'Ouest est canadien ou américain?—7516.

MARAIS DU MANITOBA.

M. Staples—Question intéressant Manitoba au point de vue financier et sportif—1899; loyer par gouv. fédéral de terres marécageuses consenti au sénateur Kirchoffer, 5 décembre dernier—1899; disposition de ces terres devrait appartenir à la province—1899; entente de 1885, nomination Wm Crawford—1900; inspection des terres humides à l'époque de sécheresse, déloyale—1900; administration financière des terres marécageuses—1900; privation de revenu du Manitoba—1901; lenteur d'inspection—1902; le Manitoba dépouillé—1902; 10,000 acres loués à 3 quarts de cent l'acre à un sénateur—1902; terres à pâturages converties en chasses privées—1902; demande rappel du décret de location—1902; retour au Manitoba des terres marécageuses—1902.

M. Schaffner—Population du Manitoba démocratique—1903; la valeur de ces terrains pour la chasse aux canards—1904; transaction dénoncée—1904; "Free Press" de Winnipeg—1904; discussion à l'assemblée législative du Manitoba—1904; rapport "Tribune"—1904; discours Mackie, résolution McInnis, adoptée à l'unanimité—1905; proteste contre un bail privant les citoyens d'avantages qu'on confère à un groupe de particuliers—1906.

Hon. Oliver—Rapport demandé en préparation, eût mieux valu attendre dépôt—1906; Manitoba n'a aucun grief légitime quant aux terres marécageuses—1906; arrangement date de 1885, jamais changé—1906; nature de l'arrangement—1906; gouvernement n'a mis ni retard, ni négligence—1907; province n'a rien perdu, au contraire—1907; permis de chasse accordés sans préjudice des droits de la province—1907; différence entre décret autorisant à

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

MARAIS DU MANITOBA—*Suite.*

M. F. Oliver—*Suite.*

passer un bail et exécution d'un bail—1908; il n'y a pas eu de bail et il n'y en aura pas non plus—1908; en vue des protestations le ministre qui a la responsabilité administrative serait mal venu de passer bail—1908; hon. M. Kirchoffer affirmait avoir du gouvernement provincial concession de terrains semblables avoisinants—1908; bail de Oak Point—1909; bail était conforme à la politique du gouvernement du Manitoba—1909; pas de politique en la question. M. Kirchhoffer conservateur—1910.

M. Roche—Si le gouvernement de Manitoba s'est trompé, il est responsable à ses électeurs—1910; le trésorier du Manitoba et l'administration des terres marécageuses—1911; protestations—1913; louer des terrains qui auraient dû être cédés à la province, procédé trop leste—1913.

MARCHANDISES ALLEMANDES ET TARIF DE FAVEUR.

M. Armstrong—Signale rapport Jackson et article du "Citizen" au sujet importation coutellerie allemande et feutres allemands, sous le couvert de préférence britannique—4995.

Hon. Paterson—Enonce peines édictées contre fraudes—4998.

M. J. E. Armstrong—Lit lettre de W. Jackson, agent commercial à Leeds reproduisant article du "Post" de Yorkshire au sujet de marchandises allemandes importées au Canada par voie d'Angleterre et jouissant tarif de faveur—6826; condamnation générale de l'application du régime de faveur—6828; différentes réponses ministérielles au sujet de cette application 6829; tarif incohérent—6829; les Anglais ne font pas de cas du tarif de faveur parce qu'ils l'ont eu pour rien—6829; politique du Canada au Canadiens—6829; tarif de faveur ne profite qu'à l'intermédiaire anglais et à l'industriel étranger—6830; le comerce allemand, les pommes canadiennes—6830; le Canada est le seul pays au monde dont les articles soient frappés d'une surtaxe en Allemagne—6830; cette situation empêche l'immigration allemande au Canada—6831; il faut ouvrir au Canada le marché allemand—6831; ce n'est pas là une doctrine antipatriotique 6831; nous ne pouvons pas nous limiter à commercer seulement avec la Grande-Bretagne.

Hon. Fielding—M. Armstrong prétendait qu'on commettait une injustice envers l'Allemagne en imposant une surtaxe—6832; maintenant il se plaint que cette surtaxe n'est pas appliquée et que les industriels allemands l'éludent en usurpant tarif de faveur—6832: à quelle opinion s'arrête-t-il—6833; écrasons-nous les Allemands avec la surtaxe ou les favorisons-nous avec la préférence anglaise?—6833; tout système de faveur incite naturellement à la fraude—6833; enquête indique qu'il n'y a pas lieu de se plaindre—6834; si des abus existent réellement, ministre des Douanes s'empressera d'y porter remède—6834; abus exagérés—6834.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

MARCHANDISES ALLEMANDES ET TARIF DE FAVEUR—*Suite.*

Hon. Foster—Public s'attend que gouvernement restreigne tarif de faveur à ceux auxquels il doit s'appliquer—6834; indications Jackson, déclarations Lloyd Georges—6835; ministre Douanes et Finances devraient profiter de séjour à Londres pour veiller à l'application du régime de faveur—6835; les fraudes en neutralisent tous les effets—6835.

M. H. Bourassa—Les fraudes dans le tarif de faveur sont la conséquence de la politique libre-échangiste de l'Angleterre—6896; il y aura des fraudes tant que nous accorderons un traitement de faveur à la Grande-Bretagne sans qu'elle impose des droits sur produits étrangers—6896; était protectionniste avant le ministre des Finances—6837; si l'on veut se protéger contre l'Allemagne, il faut se protéger contre l'Angleterre qui ouvre ses portes à nos adversaires commerciaux—6837: était partisan d'un tarif de faveur tant que croyait que l'Angleterre nous donnerait quelque chose—6838; si elle ne nous donne rien, il faut la traiter comme elle nous traite—6838.

M. Fowler—Le peuple ne sera protégé que lorsqu'il aura à sa tête un gouvernement dont le chef sera M. Borden—6838.

Hon. Fielding—Il attendra longtemps—6838.

M. Fowler—Ne comprend pas comment on peut ajouter la moindre foi aux rapports d'un homme comme Jackson—6438.

MATERIEL ROULANT DE CHEMINS DE FER DANS L'OUEST.

Hon. Foster—Demande résultat enquête de M. Dollinger dans l'ouest relativement au matériel roulant—7455; dépêche étrange de Winnipeg—7455.

Hon. Fielding—M. Dollinger dépend de la commission des chemins de fer—7455; s'adressera au président—7455.

MODUS-VIVENDI DES PECHEURS.

M. A. K. Maclean—Donne avis que présentera observations relatives au droit des pêcheurs américains de faire la pêche dans les eaux américaines en vertu du *modus vivendi*—1428.

Hon. Foster—Demande décret en vertu duquel dispositions du *modus vivendi* appliquées à côte du Pacifique pour transbordement de poisson à Boston—1913.

NAUFRAGE DU "GOLSPIE".

M. Boyce—Demande si rapport de l'enquête a été reçu?—2420.

Hon. Fielding—Ministre Marine absent—2420; prière attendre retour—2420.

M. A. Boyce—Rapport naufrage "Golspie" est-il reçu?—2674.

Hon. Brodeur—Rapport préliminaire reçu—2674; nécessitera enquête complète—2674; préférable pas déposer rapport enquête préliminaire—2674.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

NOMINATION DE NOUVEAUX SENATEURS.

M. Crockett—Demande si hon. J. Costigan et M. D. Gibson nommés sénateurs—1430.

Sir W. Laurier—Répondra demain—1430.

M. Crocket—Demande si nouveaux sénateurs du Nouveau-Brunswick nommés ?—1523.

M. Bennett—Demande si MM. Ross et Beith nommés sénateurs—1523.

Sir W. Laurier—Son Excellence absente—1523; réponse demain—1523.

Sir W. Laurier—Annonce nominations des sénateurs suivants: hon. John Costigan, M. D. Gilmour, hon. A. H. Comeau, M. G. W. Ross et M. R. Beith—1613.

M A. Lavergne—Sur motion de formation en subsides—4807; lit corespondance "La Patrie"—4807 ; M. Girard, M.P.P., et nomination Desaulles—4808.

Hon. Brodeur—Doute que M. Girard ait tenu propos à lui attribués—4809; faux qu'aucun arrangement ait été fait avec M. Dessaulles pour démission—4809; question jamais abordée—4809.

M. W. H. Bennett—Demande si M. H. Spohn de Penetenguishene a promesse de siège au Sénat—4809; s'il remplacera hon. J. R. Gowan—4809; enquête H. H. Cook—4810; évènements de 1896—4810; contestation de Simcoe est abandonnée—4810 ; promesse de siège sénatorial en compensation faite à M. Spohn—4810; tient de personnes dignes de foi que M. Spohn avait dans sa poche lettre du premier ministre promettant siège—4810.

Sir W. Laurier—Ne se rappelle pas lettre écrite il y a dix ans—4810.

M. G. Taylor—Relit d'après "Gazette" entrevue de Girard, M.P.P.—4812; demande ce que sir W. Laurier a répondu à requête demandant nomination de M. Girard, sénateur—4813.

Sir W. Laurier—Ne se rappelle pas—4814.

M. H. B. Ames—Se plaint que dossier soumis, sur ordre de la Chambre, ne contienne que décret seulement—7203; pétitions et requêtes ont été envoyées—7204.

Hon. Fielding—Correspondance intime et confidentielle—7204; tout le dossier officiel est soumis—7204.

M. R. L. Borden—Lettres entre ministres pas confidentielles—7204; ce gouvernement a publié lettres échangées entre ministres conservateurs—7204.

M. Ames—Demande qu'on fasse partage entre documents réellement confidentiels et autres—7204.

Hon. Fielding—Verra s'il y a documents d'ordre public—7204

M. Ames—Demande si autres détails—7729.

Hon. Fielding—Aucune correspondance—7729 ; pas de requête au gouverneur-général—7729; pas de pétition au premier ministre—7730 ; peut être à un de ses collègues, alors, personnelle—7730.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

PLACEMENT DE FONDS COLONIAUX SUR MARCHE ANGLAIS.

M. R. L. Borden—Acte impérial de 1900 étendant pouvoirs donnés au fidéicommissaires par acte 1893 et permettant de placer fonds en obligations coloniales—4690; règles prescrites—4690 ; colonies s'étant prévalues de ce droit—4690; croit que les actions des provinces peuvent être inscrites aux termes de l'acte des titres coloniaux de 1877—4690 ; définition terme "colonies"—4690; obstacle à l'extension de l'acte de 1900 aux provinces du Canada —4691; une des règles citées exige pour gouvernement impérial droit de veto sur acte provincial portant atteinte à valeur des actions—4691; pouvoir veto exercé ici par gouvernement fédéral—4691; provinces ont offert de donner au gouvernement fédéral pouvoir de veto sur avis du parlement impérial dans les cas où celui-ci l'exigerait—4691 ; admet difficultés—4691; croit que peuvent être surmontées—4691 ; ministre des Finances a promis de s'en occuper—4691 ; absurde que fidéicommissaires d'Angleterre puissent placer argent en valeurs petites colonies et pas en valeurs Ontario et Québec—4692; anomalie frappante—4692.

Hon. Filding—Question dépend des provinces—4692 ; c'est à elles de se débrouiller—4692 ; la question de veto pourrait s'arranger—4692 ; gouvernement anglais hostile à grossir liste valeurs approuvées —4662 ; refus du gouvernement anglais d'accepter sur liste actions du G.T.R., du C.P.R., du G.T.P. qui sont garanties par gouvernement canadien et sont virtuellement des valeurs fédérales—4693 ; prudence anglaise invétérée—4693 ; plus la liste contient de valeurs étrangères, moins les consolidés anglais sont recherchés—4693; d'un autre côté gouvernement impérial préfère valeurs de petites colonies parce qu'il contrôle leurs finances— 4634 ; a le veto direct sur lois qui peuvent déranger arrangement—4694 ; approuve vœux exprimés—4694 ; fera tout en son pouvoir pour aider provinces à obtenir inscription—4694.

POPULATION D'ALBERTA ET SASKATCHEWAN.

Hon. Fisher—Dépose états clavigraphiés chiffres de population d'Alberta et Saskatchewan—1522.

PORTEFEUILLE DE LA MARINE ET DES PECHERIES.

M. Bourassa—Rumeur que pendant l'absence des titulaires portefeuille Marine et Pêcheries reviendra à Hon. Templeman— 6033; et portefeuille de la Milice à Hon. M. Scott—6034; passe-droit à Hon. Lemieux—6036; intérim devrait être confié au ministre le plus au courant des affaires à administrer—6034; le chenal du Saint-Laurent, les ports de Montréal et de Québec—6034.

Hon. Lemieux—Bien assez de travail—6035; sera consulté en ce qui a trait à Québec et à Montréal—6035.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

PORTEFEUILLE DE LA MARINE ET DES PECHERIES—*Suite.*

M. A. Lavergne—Demande si sénateur Scott passera la revue des troupes—6035.

Hon. Foster—Demande si troupes seront soumises au régime végétarien—6035.

PRIME DU PETROLE.

M. H. S. Clements—Demande quand acte modifiant prime du pétrole entrera en vigueur—4817.

Sir W. Laurier—Aussitôt sanctionné—4817; le plus tôt possible—4817.

PROJET DE BILL DES ASSURANCES.

Hon. Foster—Demande distribution exemplaires projet de loi d'assurances soumis par commission—7454.

PROROGATION.

Hon. Fielding—Annonce pour prochaine session projet de loi pour coopérer au 3e centenaire fondation de Québec—7647; sir W. Laurier parti sans avoir pu faire déclaration—7647 ; propose radiation ordre du jour relatif à la loi des terres fédérales—7647; radiation bill relatif aux produits pharmaceutiques brevetés—7647; deux radiations adoptées—7648: espère proroger vendredi ou samedi—7648.

QUESTION D'ORDRE.

M. L. Robitaille—Veut donner éclaircissements sur motion passée sans discussion —2673.

M. l'Orateur—Irrégulier sans consentement Chambre—2673.

M. Bergeron—Demande générosité pour jeune député—2673.

Sir W. Laurier—Fournira occasion—2673.

RAPPORT DE L'AUDITEUR-GENERAL.

M. R. L. Borden—Demande que rapport soit publié séparément par département—1521; pour accélérer distribution—1521.

RAPPORTS ENTRE CANADA ET ETATS-UNIS.

M. E. N. Lewis—Signale dépêche de Washington dans "Free Press"—6444; annonçant traité signé pour nomination de commission de règlement de toutes questions entre Canada et Etats-Unis—6445.

Hon. Fielding—Aucun renseignement—6445; pas se fier aux journaux—6445.

RAPPORTS DE LA COMMISSION DU TRANS-CONTINENTAL.

M. D. Henderson—Pas de rapport depuis deux ans—7202.

Hon. Fielding—Erreur—7202; rapport déposé au cours de cette session, à l'impression—7202.

RECEVEUR DE POSTE DE HAMPTON, N.-E.

M. R. L. Borden—Demande si Zacheus Hall, receveur de poste de Hampton toujours en fonction—6444; a été trouvé coupable d'achats d'électeurs aux élections provinciales, N.-E.—6444.

Hon. Lemieux—Avait pensé que verdict pas rendu—6444 ; s'informera—6444.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

RECEVEUR DE POSTE DE CENTREVILLE.

M. U. Wilson—Veut absolument que maître de poste de Centreville quitte Belleville et reintègre à son poste—8000; ou qu'il soit destitué—8000.

RECTIFICATION COMMISSION RIOPELLE.

Hon. Fisher—Avait indiqué que commission a M. Riopelle, pour achat propriétés rue Sussex était 5 p.c.—3744; erreur, commission seulement 2 p.c.—3744.

REFONTE DES DECRETS DU CONSEIL.

M. R. L. Borden—Demande si gouvernement étudie apportunité de réfondre décrets du conseil—5103; dernière refonte en 1889 a été très utile—5103.

Hon. Aylesworth—Songera sérieusement—5103.

RELATIONS DU CANADA ET DES ETATS-UNIS.

M. R. L. Borden—Demande renseignements sur négociations entre M. Bryce ambassadeur anglais à Washington et gouvernement britannique au sujet du Canada—5677.

Sir W. Laurier—Ni discussion, ni négociations officielles—5677.

RETARD DE DISTRIBUTION.

M. G. Taylor—Se plaint texte imprimé discours du trône pas distribué—6.

Sir W. Laurier—L'affaire dépend de M. l'Orateur—7.

RETRAIT DE PROJETS DU GOUVERNEMENT.

Hon. Fielding—Demande radiation de deux résolutions relatives à ficelle d'engerbage et à primes sur l'acier pour présenter sans autre forme—5950; veut stimuler fabrication fer et acier par procédé électrique—5950.

Motion de radiation adoptée—59.

SENTENCES INDETERMINEES.

M. R. L. Borden—Signale remarques hon. juge MacMahon et rapport du grand jury comté de Carleton sur sentences indéterminées et système de probation—3968.

Hon. Aylesworth—Etudie question—3968.

SERRES DE RIDEAU-HALL.

M. H. A. Ward—Demande si serre de Rideau-Hall effondrée?—1129.

Hon. S. Fisher—Pas vrai, rapport exagéré—1129; simple accident dû à défaut dans certaines pièces—1129; pas de blâme aux employés du département—1130.

SERVICE DE TRANSBORDEUR ENTRE PORT-HOPE ET CHARLOTTE, N.-Y.

M. A. Ward—Désire signaler injustice commise envers Port-Hope—7792; pour favoriser Cobourg représenté par M. McColl, libéral—7792; hon. Aylesworth veut punir Durham qui l'a repoussé—7793; projet de transbordeurs du Grand-Tronc entre Port-Hope et Charlotte—7793; Port-Hope meilleur port des lacs entre Kingston et Toronto—7793; entrée en scène de Cobourg

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SERVICE DE TRANSBORDEUR ENTRE PORT-HOPE ET CHARLOTTE, N.-Y.—*Suite.*

M. A. Ward—*Suite.*

—7793; décision due au gouvernement—7794; article "Cobourg World"—7794; affidavit du capitaine Peacock quant aux dépenses qui auraient été nécessaires à Port-Hope pour recevoir transbordeurs—7794; dépenses ne dépasseraient pas $75,000—7796; gouvernement pour pouvoir décider en faveur Cobourg a obtenu autre rapport disant que Port-Hope nécessiterait $147,000 et Cobourg $67,000—7796; importance et supériorité de Port-Hope—7797; Port-Hope et le Municipal Loan Fund—7798; maltraité par le gouvernement Mowat—7798; Cobourg constamment favorisé—7800; énumération des faveurs—7800; intervention du ministre de la Justice contre Port-Hope—7800; conversation McGuigan—7801; campagne électorale de l'hon. Aylesworth—7802; promesses électorales du journal libéral de Port-Hope—7802; le terminus du canal de Trent—7802; opinion du "Guide" de Port-Hope—7803; hostilité compréhensible de Port-Hope et Cobourg—7803; les titres de Port-Hope au terminus du canal comparés à ceux de Trenton—7805 extraits du rapport Walsh—7805; il serait plus avantageux pour Peterboro que terminus fût Port-Hope, plutôt que Trenton—7806; Port-Hope a subi injustice—7806.

Hon. Fisher—Récriminations déplacées—7806; question doit être traitée au point de vue des affaires—7806; hon. Aylesworth n'a aucune rancune contre Port-Hope qui lui a donné grosse majorité sur M. Ward—7807; question entre Port-Hope et Cobourg considérée au seul point de vue de l'intérêt public—7807; Cobourg donne au contraire une majorité conservatrice—7808; M. Ward a plaidé in forma pauperis en faveur de Port-Hope—7808; a voulu nous apitoyer sur pertes au Crédit Municipal—7808; le gouvernement n'avait que faire de ces considérations—7808; compagnie du Grand-Tronc n'avait aucune préférence et s'en rapportait entièrement au gouvernement—7810; M. Wainwright était en faveur de Cobourg—7810; rapport Valiquette en détail sur dépenses nécessitées pour les deux ports—7810; il fallait le double pour Port-Hope que pour Cobourg—7810; dépenses supplémentaires pour port intérieur, estimation Valiquette—7812; aucune considération politique dans le choix du port de Cobourg—7812.

M. Ward—Les calculs du cap. Lyman au sujet de Cobourg diffèrent de ceux de M. Valiquette—7814.

Hon. Fisher—Préfère ceux de son ingénieur—7814.

Hon. Aylesworth—Absolument faux que personne ait dit ni songé qu'il fallait donner une leçon au comté de Durham—7815; s'il eût été représentant de Durham n'aurait pas pu faire plus pour Port-Hope—7816; bien qu'il fût inconnu de Port-Hope a reçu 120 de majorité sur M. Ward—

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SERVICE DE TRANSBORDEUR ENTRE PORT-HOPE ET CHARLOTTE, N.-Y.—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

7816; donc aucune raison de punir la ville du résultat de l'élection—7816; n'a jamais promis à Port-Hope le terminus du canal de Trent—7817; par exemple le chef de l'opposition avait annoncé que Port-Hope n'aurait pas le terminus tant que les conservateurs ne seraient pas au pouvoir—7817; a écrit au premier ministre pour savoir si décision prise, réponse Laurier—7818; on a qualifié cette lettre de subterfuge—7819; nouvelle lettre de sir W. Laurier, écrite de Londres—7820; lettre finale—7820; simple promesse d'études comparatives—7820; on ne peut pas dire que Trenton a eu la préférence parce que le gouvernement a des obligations à la division conservatrice d'Hastings-ouest—7820.

Hon. Foster—Ardeur de l'hon. Aylesworth—7821; ne peut ignorer ce que son entourage disait au cours de l'élection—7821; extraits du "Guide" de Port-Hope et du "Statesman" de Bowmansville—7832; deux instruments électoraux; l'horloge de Bowmansville et la sortie du canal à Port-Hope—7824.

SERVICE POSTAL DE LA CHAMBRE.

Hon. Lemieux—Annonce que bureau pour vente des timbres spéciaux et mandats sera ouvert à la Chambre—1428; ce bureau sera sous contrôle du département des Postes—1428.

M. Henderson—Revendique contrôle de la Chambre des Communes sur son bureau de poste—1428.

SERVICE POSTAL ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET CANADA.

Hon. Lemieux—Lit lettre sous-ministre des Postes donnant différence de temps entre service Saint-Jean-Liverpool et Halifax-Liverpool—7384.

Hon. Foster—Voudrait avoir différence de temps entre meilleur Allan partant de Halifax et meilleur C.P.R. partant de Saint-Jean—7384.

SIEGES DES DEPUTES.

M. O. Talbot—Demande si coutume n'existe par laquelle les députés assis à la droite de l'Orateur sont ceux qui appuient le gouvernement—6065; demande si c'est la loi—6065; qui doit décider si un député appuie ou non le gouvernement?—6065.

Hon. Fielding—Pas de loi—6065; question doit être réglée à l'amiable entre membres—6065.

M. R. L. Borden—Si beaucoup de députés veulent passer à l'opposition fera des efforts pour leur trouver place—6065.

SINISTRES DANS PORT DE TORONTO.

M. A. Macdonell—Signale sinistre dans eaux avoisinant port de Toronto—8; trois navires naufragés, 6 victimes—8; demande si mesures de protection prises—8.

Hon. Brodeur—Station de sauvetage sur l'île a sauvé plusieurs personnes—8; profondeur de l'eau, pas du ressort département Marine—8.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SOCIETES INDUSTRIELLES ET COOPERATIVES.

M. F. D. Monk—Demande qu'on donne suite à la proposition du comité spécial sur bill n° 2—7513; comité unanime en faveur du projet de loi—7513; projet très important, devrait devenir loi—7513.

Hon. Lemieux—Bill examiné très soigneusement—7514; mais dépositions pas imprimées ni distribuées—7514; rapport volumineux qui devrait être entre les mains des députés pour discuter avec profit—7514; demande remise à prochaine session et dès le début de la session, gouvernement saisira la Chambre du projet—7514.

STANDARD CHEMICAL COMPANY.

M. L. Robitaille—Se plaint documents relatifs à "Standard Chemical Co'y." pas déposés—7731; machines importées sous fausse désignation—7732; télégrammes manquent—7732.

Hon. Paterson—Tous les documents déposés—7732.

Hon. Templeman—Documents nécessitent six mois de préparation—7732; député a accepté lui-même que dépôt se fasse à saison prochaine—7732.

STATISTIQUES DE NAVIGATION ET COMMERCE.

M. D. Henderson—Demande exemplaires des tableaux de statistique de navigation et commerce—7.

Hon. Paterson—Prêts pour distribution—7.

M. J. W. Daniel—Se plaint irrégularité ou erreur dans rapport à propos des chiffres comparatifs du commerce de N.-E.—288.

Hon. Paterson—Vérifiera—289.

STATUTS REFONDUS.

M. R. L. Borden—Voudrait savoir si exemplaire sera déposé sur bureau de la Chambre—1430.

Sir W. Laurier—Sous presse—1431; statuts seront mis en discussion demain—1431.

Hon. Aylesworth—Dépose exemplaire statuts refondus sur bureau de la Chambre—1520.

M. R. L. Borden—Demande qu'exemplaire soit déposé à bibliothèque—1520.

Hon. Foster—Demande combien d'exemplaires distribués—1663.

Hon. Aylesworth—Deux, Chambre et bibliothèque—1663; ne sont pas des ouvrages achevés, seulement des bons à tirer—1663.

SUBVENTIONS PROVINCIALES.

M. Maclean—Demande correspondance promise entre gouvernement fédéral et gouvernements provinciaux—5244.

SUBVENTION AU CONSEIL DU YUKON.

Hon. Oliver—C'est par erreur qu'on croit que les comptes du conseil du Yukon ne sont pas vérifiés en détail par auditeur-général—6185; sont énoncés tout au long, ainsi qu'emploi subvention gouvernement—6185.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

SUSPENSION DE M. C. T. JUST.

Hon. F. Oliver—Fait remarquer que les dossiers en sa possession ne contiennent aucun motif de suspension de M. Just, par M. Preston—507; allégations générales d'insubordination et de négligence—507.

TARIF DE CHEMIN DE FER.

M. W. F. Maclean—Obligation imposée au Grand-Tronc de transporter riverains de sa voie ferrée pour 2 cents par mille—4512; demande de la compagnie pour supprimer cette obligation retirée à la demande du ministre des Chemins de fer—4512; compagnie a renoncé à son dessein—4512; demande si gouvernement va appliquer la loi—4512; si le gouvernement ne s'occupe pas de faire appliquer ni les lois du G.T.R. ni du C.P.R., comment s'y prendra-t-il pour faire respecter les engagements du Grand-Tronc-Pacifique?—4512; circonscriptions intéressées à l'application de la loi—4513; insistera pour tout le monde—4514; le Grand-Tronc qui viole ainsi impunément la loi est la même compagnie que celle qui a signé le contrat du Grand-Tronc-Pacifique—4514; subtilités légales—4514; non seulement la compagnie viole la loi au sujet du tarif mais elle la viole en accordant préférence injuste—4514; la discrimination entière paraît chloroformée par le gouvernement—4514; ira de comté en comté plaider pour le tarif de 2 cents—4515; appellera premier ministre et ministre de la Justice—4515; session ne se fermera pas avant qu'il ait promesse que la loi sera appliquée—4515; ministre fait hâblerie en disant qu'il a obtenu tel ou tel avantage pour G.T.R. de MM. Hays et Rivers s'il ne montre pas qu'il est capable de les forcer à faire honneur à leur signature—4515.

M. Macpherson—M. Maclean qui fait l'indépendant a voté en comité des chemins de fer pour le maintien d'un monopole—4515; l'affaire du chemin de fer Victoria, Vancouver et Edmonton—4516; l'arrogance ne démontre pas la sincérité—4516.

M. Schell—Invite M. Maclean à venir dans Glengarry—4518; population dans Glengarry ne désire pas voyager en wagons à bestiaux pour avoir l'avantage de voyager à 2 cents le mille—4518.

M. Derbyshire—Invite M. Maclean à venir se présenter contre lui dans Brockville—4518; il faut en finir avec ces bavardages 4518.

TARIF INTERMEDIAIRE.

Hon. Foster—Demande si négociations entamées avec pays d'Europe pour application tarif intermédiaire—8164.

Hon. Fielding—Pas de négociations formelles—8164.

TARIF DES MESSAGERIES.

M. W. Jackson—Les messageries depuis 1er mars ont doublé leur tarif—6035.

Hon. Fielding—Soumis à l'homologation par commission des chemins de fer—6035; question sera réglée prochainement—6035.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

TERRES AUX VETERANS.

M. M. S. McCarthy—Demande si gouvernement va donner suite au projet de donner des concessions de terres aux vétérans des guerres des Boers—7516.

Hon. Fielding—Entendu qu'il n'y aura pas de nouveaux projets de loi à cette session—7516.

TRACE DU TRANSCONTINENTAL AU N.-B.

M. O .S. Crocket—Demande dépôt dernier rapport—4251; informé que soumis au gouvernement—4252.

Sir W. Laurier—N'en a pas connaissance—4252.

M. O. S. Crocket—Demande, comme promis, dépôt du rapport relatif au choiv du tracé par centre N.-B.—7203; demande dépôt avant discussion crédit de construction—7203.

Hon. Aylesworth—A moins d'accident imprévu, déposera—7203.

TRADUCTION FRANÇAISE.

M. Bergeron—Se plaint retard traduction des bills privés—732.

TRANSPORT DU COURRIER ET DES VOYAGEURS par I.C.R.

Hon. Emmerson—Aucune question de ce genre—2276; seulement le C.P.F. a demandé conférence pour discuter permission de passage de ses trains sur lignes de l'I.C.R. entre Saint-Jean et Halifax—2276; gouvernement n'est pas décidé à refuser, si droits I.C.F. protégés—2276.

TREMBLEMENT DE TERRE A KINGSTON, JAMAIQUE.

M. Cockshutt—Signale cataclysme de Kingston—1663.

Sir W. Laurier—Gouvernement s'en occupe—1663; fera déclaration plus tard—1663.

M. W. F. Maclean—Incidents anglo-américains de la Jama que indiquent diminution prestige de l'Angleterre sur Atlantique—1899; plus de station navale—1899; si nous voulons avoir des aspirations comme nation, il nous faut prendre dispositions pour les soutenir—1899.

USAGE PAR I.C.R. DES AMELIORATIONS DU G.T.R.

M. R. L. Borden—Demande si I.C.R. pourra profiter des travaux et améliorations que fait le G.T.R.—7201; et à quelles conditions—7202.

VACANCES DANS LE CABINET.

M. Daniel—Veut savoir quand représentant N.-B. sera nommé dans cabinet—6318.

Hon. Fielding—A l'étude—6318.

VAISSEAUX DE GUERRE SUR GRANDS LACS.

M. R. L. Borden—Signale nouvelle que croiseur américain "Détroit" va être envoyé sur Grands Lacs—6466; voudrait savoir si permission demandée—6466; si pas violation traité 1818—6466.

INCIDENTS ET INTERPELLATIONS—*Suite.*

VAISSEAUX DE GUERRE SUR GRANDS LACS—*Suite.*

Hon. Fielding—Question internationale—6466; demande qu'elle soit posée par voie de motion—6466.

M. R. L. Borden—Demande si réponse préparée à interpellation de la veille—6566.

Hon. Fielding—Pas encore—6566.

M. R. L. Borden—Demande déclaration promise—6803.

Hon. Fielding—Prie remettre à demain—6803.

VENTE DES BILLETS DE CHEMIN DE FER.

M. W. F. Maclean—Demande si gouvernement s'est assuré des changements dans les statuts révisés au sujet vente des billets de chemin de fer—7514.

Hon. Aylesworth—Pas de changement—7514.

VENTILATION DE LA CHAMBRE.

Hon. G. Foster—Se plaint ventilation pitoyable de la Chambre—603.

Sir W. Laurier—Informera ministre des Travaux publics—603.

Hon. S. Fisher—Enquête d'experts de 1905—639; changements opérés—639; purification de l'air—639; tout sera prêt avant vacances de Noël—639.

VERSION FRANÇAISE DES "DEBATS".

M. Bergeron—Se plaint retard version française—602; comité pas encore constitué—602.

M. l'Orateur—Discussion irrégulière—602.

M. A. M. Beauparlant—Ne demande pas de préférence pour l'une ou l'autre langue—3658; demande traitement égal—3658; comprend que fonctionnaires anglais donnent en anglais réponse aux questions posées—3658; mais impression des débats en français systématiquement retardée 3659; interpellations faites et répondues le 17 janvier, publiées en français seulement 6 février—3658; demande que les auteurs des retards soient connus et sermonnés—3659.

M. Bergeron—Imprimerie nationale pas responsable—3659; comité des débats a siégé seulement deux fois depuis commencement session—3659; espère grief énoncé provoquera réunion du comité—3660.

MESSAGES.

BUDGET DE 1908.

M. l'Orateur—Lit message gouverneur-général transmettant à la Chambre budget principal, 1908—289.

BUDGETS SUPPLEMENTAIRE.

M. l'Orateur—Lit message communiquant budget supplémentaire pour exercice finissant 31 mars 1908—8059; lit message du gouverneur-général transmettant crédits supplémentaires—7412; lu message transmettant état des sommes supplémentaires requises pour 9 mois expirés 31 mars 1907—5814.

MESSAGES—*Suite.*

COMMISSION D'ECONOMIE INTERNE.

M. l'Orateur—Lit message du gouverneur-général transmettant nomination commission économie interne—227.

COMMUNICATION DU GOUVERNEUR GENERAL.

M. l'Orateur— Informe la Chambre qu'il a reçu communication que l'hon. juge en chef du Canada agissant en qualité du gouverneur-général sanctionnera au nom de S. M. certains bills, à 3 heures ce jour—5335.

RECEPTION DE L'ADRESSE.

M. l'Orateur—Lit message du gouverneur-général accusant réception de l'adresse en réponse au discours du trône—1080.

OUVERTURE DE LA SESSION.

M. l'Orateur—Lit message appelant la Chambre au Sénat—1

PROROGATION.

M. l'Orateur—Lit message annonçant que prorogation aura lieu à 3 heures au Sénat—8210.

TREMBLEMENT DE TERRE A LA JAMAIQUE.

M. l'Orateur—Donne lecture d'un message du gouverneur-général transmettant budget supplémentaire de $50,000 pour venir en aide aux victimes catastrophes de Jamaïque—1937.

Hon. Fielding—Propose que message et budget soient renvoyés au comité des subsides—1937.

Adopté—1937.

SANCTION ROYALE.

M. l'Orateur—Donne lecture message de Son Excellence convoquant la Chambre au Sénat pour 30 courant pour sanction certains bills—2369.

M. l'Orateur-suppléant—Lit message informant que l'hon. juge Girouard, suppléant de S. E. donnera saction Royale à certains bills—2831.

M. l'Orateur—Communique lettre gouverneur-général, annonçant qu'il sera procédé à la sanction de quelques bills votés—6703.

MOTIONS.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT :

BESOGNE DE LA CHAMBRE.

Sir W. Laurier—Propose que débat de l'adresse ait préséance jusqu'à conclusion—92.

Adopté—92.

Sir W. Laurier—Propose que le débat sur budget ait préséance sur affaires de routine et soit continué de jour en jour jusqu'à achèvement—247.

Hon. Foster—Demande permission de faire adopter avant cela motions sans discussion pour avoir renseignements nécessaires à temps pour discussion ultérieure—248.

Adopté—248.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

BESOGNE DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Sir W. Laurier—Propose qu'à partir de ce jour les affaires du gouvernement aient priorité—2816.

M. R. L. Borden—S'oppose—2817; on a prolongé à dessein la discussion de ses motions pour empêcher de conclure—2817; pas opportun que les affaires du gouvernement aient priorité tant que ces questions pas réglées—2817.

M. W. F. Maclean—En faveur d'alternative de priorité des motions et des projets d'intérêt public le lundi—2817.

Sir W. Laurier—N'a rien fait pour retarder conclusion de motion du chef de l'opposition—2817; le mercredi précédent tous les avis de motion appelés, personne pour parler—2818.

M. R. L. Borden—Convaincu de parti-pris pour éviter vote sur sa résolution—2818.

M. A. Johnston—Se croit visé—2819; a parlé sur motion Borden parce qu'il avait à parler—2820.

M. S. Hughes—Convaincu d'une conspiration—2820; demande qu'on siége plus tard le soir—2820; qu'on laisse aux députés leur jour jusqu'au 20 courant—2820.

Hon. Fielding—Motion faite à la demande d'un député de l'opposition—2822.

M. A. Lavergne—Adverse au congé du mercredi soir—2822; les députés ne sont pas payés pour aller en soirée—2822.

Sir W. Laurier—Motion de M. Lavergne appelée quatre fois, toujours absent—2822; remplit peut-être l'après-midi ses devoirs d'homme du monde—2822; consent à remettre au mercredi 27 l'application de la motion—2823.

Motion modifiée, adoptée—2823.

Sir W. Laurier—Propose que les projets d'intérêt public aient la priorité tous les lundis à partir de 8 heures du soir—3660.

M. Henderson—Va empêcher motions—3660.

M. W. F. Maclean—Projets d'intérêt public sont motions ayant pris forme concrète—3660.

Sir W. Laurier—Le lundi est jour des députés—3661; indifférent à un travail ou à l'autre—3661.

Sir W. Laurier—Dépose motion relative à la besogne de la Chambre, séances du mercredi soir, trois séances par jour—5724.

M. R. L. Borden—Demande que comités siégent pendant séances—5724.

Sir W. Laurier—A voir—5724.

Motion adoptée—5724.

Sir W. Laurier—Demande que projets du gouvernement aient préséance lundi après questions—4412.

M. W. F. Maclean—A sur le feuilleton un projet de bill—4412; demande un lundi de plus—4412.

Sir W. Laurier—Déjà troisième mois de session—4413; temps d'en finir—4413; accepte; liste sera repassée lundi—4414.

Motion adoptée—4414.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. Fielding— Dépose motion pour que Chambre siège le samedi jusqu'à fin de session—7322.

Adopté—7322.

ADRESSE EN REPONSE AU DISCOURS DU TRONE.

Sir W. Laurier—Propose que l'adresse soit grossoyée—226; et remise à S. E. le gouverneur général par les membres de la Chambre faisant partie du Conseil privé—226.

Adopté—226.

DISCUSSION DES SUBSIDES.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre se forme le jeudi en comité pour considérer les subsides—226.

Adopté—226.

DISCUSSION DES VOIES ET MOYENS.

Sir W. Laurier—Propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, jeudi—227.

Adopté—227.

ENQUETE DES ASSURANCES.

Hon. Fielding—Dépose rapport commission assurances et propose impression immédiate—3844; déposera dépositions plus tard—3844; rapport contient ébauche projet de loi—3844; dépose témoignages—3844; sont imprimés—3845.

Hon. Fielding—Sur demande du Sénat propose que certains documents se rapportant à la commission des assurances soient envoyés au Sénat—5421.

Hon. Foster—Demande que copie soit conservée par greffier des documents envoyés—5421.

Motion adoptée—5421

Hon. Foster—Demande si M. Bourassa doit amener question du rapport des assurances sous forme de question de privilège ou de résolution—5421.

M. H. Bourassa—N'a pas encore rédigé de motion—5422; admet que rapport n'accuse personne—5422; veut donner hon. Foster occasion de se défendre contre attaques portées par la presse envers lui—5422.

ORDONNANCES DU YUKON.

Hon. Oliver—Propose motion ratifiant ordonnances passées par conseil du Yukon—7617: texte et explications—7617.

Hon. Foster—Demande délai d'étude—7617.

Réservé—7618.

Hon. Oliver—Propose motion ratifiant ordonnance relative aux hypothèques en faveur des mineurs—7755.

Adopté—7755.

MOTIONS DE CENSURE.

AGISSEMENTS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR.

M. Northrup—Lit "Free Press" de Burlington Vt.—4358; acheteurs de terrains trompés frauduleusement par J. Obed Smith agent d'immigration à Winnipeg—4359; jugement juge Mathers—4360; contre-interrogatoire Smith—4360; Smith avoue

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

AGISSEMENTS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR—*Suite.*

M. W. B. Northrup—*Suite.*

avoir informé les acheteurs qu'ils acquéraient la propriété de l'Ontario et Saskatchewan Land Coy., quand en réalité ils obtenaient 7,000 acres de moins—4361; réclamation de $23,520—4361; Smith et Riddingbon, deux fonctionnaires de l'état —4362; des fonctionnaires de l'état trompent des étrangers et sont condamnés de ce fait par tribunal—4362; pas la première fois, affaire Nixon—4362; affaire Wagner—4363; affaire Leach—4363; la seule mention de Smith au compte de l'auditeur-général—4364; difficulté de discuter ces cas—4365; spéculations par employés —4365; exemple nécessaire—4365.

M. G. E. McCraney—Lettre avocats de Smith disant qu'ils en appellent du jugement du juge Mathers—4366; affaire encore pendante, devrait pas être discutée—4366.

M. H. Lennox—Smith a avoué sous serment s'être livré à la spéculation grâce à des renseignements obtenus dans l'exécution de ses devoirs officiels—4368; la loi au sujet des employés—4367; le serment d'office—4367; l'enquête au procès, les aveux de Smith—4368; jugement du juge Mathers—4369; étant donné les aveux de Smith, il s'agit de savoir si le gouvernement va conserver un fonctionnaire qui viole la loi et son serment—4370.

M. D. W. Bole—Proteste contre allusion à "Petite Ligne Rouge"—4370; impossible faire une élection dans Manitoba sans ligne rouge—4370; limites des circonscriptions différent—4370; M. Smith reçoit des centaines de demandes de renseignements pour le compte du public—4370; il n'est pas étonnant qu'il soit bien renseigné sans avoir à courir exprès aux informations—4370; un employé peut bien faire des spéculations particulières comme n'importe quel citoyen—4371; les terres en question n'étaient pas des terres fédérales ni des terres au sujet desquelles il pouvait être renseigné en vertu de sa charge—4371; terres provenaient du Canadian Northern—4371; compte rendu du procès "Free Press" Manitoba—4371; déposition Bredin—4372; des Américains qui ont eu pour $6 l'acre des terrains dans ce district devraient être assez satisfaits sans réclamer—4372.; M. O Smith employé précieux—4372.

M. A. C. Boyce—La droite retarde la session —4373; le ministre de l'Intérieur cherche des excuses—4373; il s'agit seulement de savoir si cet employé a avoué s'être servi d'informations d'autres fonctionnaires pour faire spéculations—4374; ce n'est pas une excuse de dire que les terrains n'appartenaient pas à l'Etat—4374; exemple—4374; J. Obed Smith pas nommé pour s'enrichir personnellement—4375; le cas des maîtres de poste—4375; les libéraux ont bien discuté les affaires pendantes en cour de MM. Bennett, Fowler, Foster, Lefurgy —4275; les fonctionnaires libéraux, le maître de poste de Thessalon—4376; la ligne rouge—4378; tous les ministères compromis—4378; promesses de pureté de 1893

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

AGISSEMENTS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR—*Suite.*

M. Boyce—*Suite.*

foulées aux pieds—4378; propose motion de censure—4379; que le gouvernement ne devrait pas conserver fonctionnaires qui se servent de leur position pour faire affaires personnelles—4379.

Hon. Oliver—Le ton de la discussion—4379; dénigrement systématique des fonctionnaires affaiblit influence sur public et nuit au service—4379; les fonctionnaires ne peuvent pas être tous parfaits—4380; l'administration doit être jugée par les résultats—4380; la loi actuelle quant aux employés—4381; par ses fonctions, Smith était tenu de posséder les renseignements qu'on lui reproche d'avoir eus—4381; dépêche de Winnipeg au "World" Toronto —4382; le fond de l'affaire—4382; si un fonctionnaire ne peut faire aucune spéculation immobilière comment les membres du parlement peuvent-ils s'y considérer autorisés—4382; leur responsabilité est bien autrement grave—4382; le travail de M. Smith pour le peuplement de l'ouest—4383; affaire devant les tribunaux —4383.

M. R. L. Borden—M. Smith blâmé pour avoir spéculé et pour s'être servi à son avantage de rapports officiels—4384; c'est là la question, la cause pendante devant les tribunaux de Manitoba n'a rien à y voir—4384; le principe posé pour le maître de poste de Cannington—4386; si on permet à un employé de se mêler d'affaires qui doivent le détourner de ses devoirs officiels, on inaugure politique nouvelle et déplorable—4386.

Sir W. Laurier—Principe abstrait contenu dans résolution acceptable—4386; mais toute la discussion s'est faite sur un cas spécial—4386; accepter résolution serait alors passer condamnation sur le cas de M. Smith—4387; pas disposé à cela—4387: M. Smith, excellent fonctionnaire—4387; revue de la cause—4387; rien ne prouve que M. Smith ait violé contrat signé—4387; incertitude des arrangements verbaux—4387; les employés doivent consacrer tout leur temps au service de l'Etat—4388; mais, va-t-on prétendre qu'un employé public ne puisse pas acheter un lopin de terre—4388; si c'était une profession il y aurait peut-être lieu de s'en occuper—4388; mais, pour une opération isolée—4388; aucun rapport avec le cas de maître poste en question—4388; ce n'est pas pour une opération foncière isolée que le maître de poste a été destitué—4388; M. Smith ne fait pas métier régulier de courtier d'immeubles, n'a pas violé la loi—4389; la déposition de M. Smith ne dit pas ce qu'on veut lui faire dire—4389; impossible condamner un homme sur une phrase détachée d'un discours—4389.

Hon. Foster—M. Smith n'opérait pas une transaction particulière, ce qui lui était très licite—4390; il a agi comme représentant de spéculateurs de terres bien connus au N.-O.—4390; ces gens se sont servis de Smith pour des raisons faciles

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

AGISSEMENTS DE FONCTIONNAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

à comprendre—4390 ; du même coup, M. Smith se trouve éliminé des cas particuliers indiqués par premier ministre—4390; les documents parlent—4391 ; aveu de Smith dans l'interrogatoire par M. Wilson—4391; Obed Smith avoue être courtier d'immeubles—4392; le premier ministre aurait au moins dû promettre une enquête—4392; le ministre de l'Intérieur est plus franc, il donne carte blanche à ses employés—4393; démoralisation certaine—4393.

M. D. Ross—La pratique anglaise est qu'un député ne peut pas attaquer un fonctionnaire en Chambre sans demander une enquête—4393 ; opinion Todd—4394 ; la coutume parlementaire anglaise interdit aux députés d'attaquer des fonctionnaires là où ils ne peuvent pas se défendre—4304; affaire Gladstone-Scudamore—4394.

M. Sproule—En 1893 les libéraux ont accusé des fonctionnaires—4395; affaire Arnoldi—4375; la présente motion professe nonconfiance dans le ministre responsable—4395.

M. G. Taylor—Se plaint que les ministres cherchent à se défendre en chargeant un de leurs partisans de soulever des précédents anglais—4396; les libéraux en 1893 et les fonctionnaires publics—4396; le premier ministre sir John Thompson demanda qu'on formulât des accusations et fit des enquêtes—4397.

M. G. W. Fowler—Dans l'affaire Wagner l'opposition a demandé un comité d'enquête et sa demande a été rejetée—4397.

M. W. B. Northrup—Relit déposition Smith 4398; M. Smith n'est pas attaqué dans la résolution—4399; son nom n'a figuré qu'incidemment au débat—4399; sir W. Laurier attaque les juges en 1893——4399 ; attaque sénateurs—4400: pas intention d'abord de présenter motion de censure—4400; présentée seulement sur refus du ministre de répondre poliment—4400.

Motion Boyce mise aux voix—4400.

Rejetée, 54 pour, 94 contre—4401.

APPLICATION DE LA LOI ELECTORALE.

M. R. L. Borden—Nécessité d'opérer réforme dans la loi électorale du pays—6979; contraste entre refus de démission de l'hon. Hyman et acceptation empressée de démission de l'hon. Emmerson—6980 ; on a annoncé dans le discours du trône des modifications à la loi électorale—6980 ; dans l'état d'avancement de la session, plus d'espoir pour cette année—6980; fraudes électorales des dix dernières années—6981; l'action, ou plutôt le refus d'action du gouvernement après les enquêtes sur les fraudes d'Huron-ouest et de Brockville aux sessions de 1899 et 1900 ont rendu possible la perpétration des fraudes de London—6981; historique des enquêtes—6982; le vote de la majorité équivalait à l'approbation et à la protection du gouvernement pour les présidents de scrutin coupables—6982; la poursuite de Farr, président de scrutin d'Huron-ouest—6983; sa déclaration—6983; l'élection de Saint-Jacques, la libération des coupables—6986: l'affaire de Saint-Antoine, résumé—6986; l'affaire de Sainte-Anne—6987; les fraudes d'Hastings-ouest—6988; la fuite des auteurs aux E.-U.—6988; l'élection de Queens et Shelburne—6988; le maître de port Daxter—6990; affidavit Davidson au sujet de Paysant et de Barn—6992; témoignage F. Seldon au sujet conduite de E. C. Farrell—6994; jugement du juge en chef—6995; ressemblance avec fraudes de London—6996; exposé des fraudes de London—6997; lois actuelles entachées d'imperfection—6997: délais excessifs dans l'instruction des procès en invalidation—6997; relevé chronologique des procédures dans contestation d'Halifax—6998; conseillerait suppression des objections préliminaires—6998; peuvent être invoquées au cours du procès—6998; les procès sur la qualité des requérants—6998; exemple des dernières élections de N.-E.—6999 ; changements à opérer—6999; choix des présidents de scrutin—7000; suppression de la caisse électorale—7000; loi de l'état de New-York—7000; attestation de l'emploi des fonds de la caisse électorale produite avant validation élection—7000 ; loi anglaise, cas de l'hon. E. Blake—7000.

M. C. Devlin—Explique loi anglaise—7001.

M. R. L. Borden—Demande suppression du pairage—7002; dépose motion condamnant fraudes électorales, proposant réformes et blâmant le gouvernement de n'avoir rien présenté depuis quatre ans pour améliorer système—7003.

Hon. Fielding—Motion libellée de telle façon qu'inacceptable au gouvernement—7004 ; en dépit du désir de concourir à l'adoption de certaines des méthodes projetées—7004; le cas de la démission de M. Hyman comme député—7004; si l'opposition eût voulu accepter la démission telle que faite avec toute preuve de l'intention de l'auteur, ce cas eût été réglé il y a longtemps—7004; quant à l'absence de l'hon. Hyman comme ministre, c'est une chose qui arrive tous les jours sans provoquer de commentaires—7005; au lieu de montrer les réformes à faire M. R. L. Borden a tenté de démontrer que son parti était plus saint que le parti libéral—7005; pour discuter ces questions il ne faut pas rejeter toutes les fautes sur son voisin—7005; l'histoire du parti conservateur est pétrie de scandales électroraux—7006; sir John Macdonald, sir Hector Langevin, sir Chs. Tupper, l'hon. Foster, sir John C. C. Abbott ont traversé des procès d'élection retentissants—7006; M. Worthington a abandonné son siège pour éviter preuves de corruption—7007; dans le cas de Queen et Shelburne, M. Fielding aurait pu en faire autant et enlever bien du charme aux discours conservateurs—7007 ; a fait face à la musique—7007; on a gratté le comté de Queen et Shelburne avec un peigne pour trouver

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

APPLICATION DE LA LOI ELECTORALE—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

des témoins—7007; on a prouvé une dépense de $500 ou $600—7007; parler de corruption avec une somme aussi modeste ferait rire à Halifax—7007; d'ailleurs M.Kenny, conservateur élu à Halifax élection antérieure s'estesquivé dès qu'une pétition a été présentée contre lui—7008; éloge de M. Farrell, orateur de l'assemblée législative—7008; l'affaire Paysant et le prétendu assaut—7000; l'affaire Barn—7000. l'histoire moderne du parti conservateur—7010; le Dr Weldon à la convention de Queen et Shelburne—7010 ; déclare avoir refusé candidature aux élections générales parce que le parti dirigé par M. R. L. Borden refusait de faire une élection honnête—7010; c'est là le parti de la pureté—7010; l'élection à Halifax est encore devant les tribunaux—7011 ; l'un des procès tend à démontrer comment le parti conservateur fait ses élections—7011; en sait long sur les méthodes tories dans Halifax—7011; ne justifie pas les fraudes—7011; d'ailleurs, dans provinces de l'est, jamais il n'y a eu d'accusations de manipulations de boîtes de scrutin—7011; si résolution n'avait pas porté accusations contre membres de la droite aurait été heureux d'y concourir—7012; a concouru dans efforts antérieurs —7012; bill Charlton—7012; avait désiré introduire système d'enquête comme enquête du coroner après chaque élection sur tous les faits—7012; n'a pu réussir—7012; gouvernement repousse motion de censure, mais favorisera tout pour arriver à la protection plus complète de liberté électorale dans pays—7012.

M. Lennox—Si l'opposition n'eût pas insisté pour faire légaliser d'une façon irréprochable démission Hyman, celui-ci, même après l'élection d'un conservateur à sa place, aurait pu réclamer le siège—7013; se plaint des absences trop fréquentes des ministres—7063; les fraudes électorales de sir John Macdonald sont de l'histoire ancienne—7014; l'affaire Bain et le vote des employés—7015; l'affaire Weldon, les libéraux étonnés quand ils voient de l'honnêteté—7016; lettre du Dr Weldon à M. Borden—7016; faire un marché d'honnêteté avec le parti libéral, c'est faire un marché de dupe—7016; témoignages dans la contestation de l'élection Shelburne et Queens—7016; témoignage Fielding—7018; honnête financièrement mais pas publiquement—7018; témoignage Dexter—7019-7021; témoignage Roscoe Hatt—7021; refus de l'hon. Fielding de répondre dans cause de corruption personnelle—7026; tribunaux ont maintenu prétention—7026.

Hon. Fielding—N'a pas refusé de répondre au sujet de l'élection présentement contestée—7026 ; mais à propos de l'élection antérieure—7026.

M. Lennox—Admet qu'il s'agit d'un compte payé après élection de 1900—7026; refusa donner détails—7027; poursuite aurait pu comparer les méthodes du même agent Farrell—7027; témoignage et réponses de l'hon. M. Fielding—7029; réponses adroites—7030.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

APPLICATION DE LA LOI ELECTORALE—*Suite.*

Hon. Fielding—Que celui qui n'a pas payé de compte d'élection après coup me jette la première pierre—7030.

M. Lennox—Le témoin aurait pu éclairer la cour, mais la loi ne l'obligerait pas à le faire, regrette qu'il ne l'ait pas fait—7030; l'hon. M. Fielding fait l'éloge de M. Farrell—7031; opinion du juge Weatherbee—7032 ; M. Fielding dans tous les cas devra en passer par le jugement du pays—7034.

Hon. Fielding—Le jugement est déjà rendu —7034.

M. A. Johnston—M. Lennox a omis certains dispositifs intéressants du jugement—7035; le chef de l'opposition expose lui aussi les faits d'une façon tronquée—7036; paragraphe de début du jugement du juge Weatherbee—7036; exonère complètement hon. Fielding—7036; verdict du peuple de la Nouvelle-Ecosse rendu dans réélection de l'hon. Fielding—7034; lettre Weldon lue par M. Lennox corrobore entièrement assertions faites en Chambre—7034; aussi M. Borden s'est bien gardé de la lire lui-même—7036 ; texte de déclaration antérieurement faite par M. Johnston—7038 ; confirmation absolue—7038 ; autrement, où en est la grande pureté conservatrice? 7039; elle ne tient pas devant la crainte de l'impureté des voisins—7039; voudrait savoir ce que contenait la lettre de M. Borden sollicitant cette lettre de M. Weldon—7040; témoins innombrables des paroles de M. Weldon—7040 ; démenti forcé sans valeur—7040 ; compte-rendu assemblée de Greenfield—7042 ; trop tard pour nier—7042 ; dans des assemblées M. Weldon a qualifié conduite de M. Borden, chef de l'opposition, comme disgracieuse—7044 ; M. Borden s'est dispensé de paraître dans l'élection—7044; il a confié le travail à M. Davidson, organisateur tory—7044; l'homme aux affidavits—7044; les mensonges électoraux de M. Davidson—7044; la fausse dépêche du "Herald" de Halifax—7045; envoyée via Liverpool par l'individu qui fournit des affidavits au chef de l'opposition—7045 ; deuxième dépêche menaçant les pêcheurs d'une coalition des fabricants de conserves de homards—7045 ; dénégation formelle de M. Baker—7046 ; a reçu des offres d'argent du parti conservateur—7046; la fausseté de ces dépêches étant connue de M. Borden et de M. Davidson quand ils s'en sont servis dans leurs discours—7047; ils étaient informés de la dénégation, mais ils ont continué à exploiter à leur avantage cette fausseté devant les électeurs—7047 ; dépense de $600 pas excessive pour une élection—7048; insulte aux électeurs—7048 ; la circulaire conservatrice d'Halifax pour passer le chapeau—7049; demandaient $25,000—7049; le "News" de Toronto a affirmé que les conservateurs avaient en 1904 beaucoup plus d'argent à dépenser que les libéraux à Queen's et Shelburne—7050; étrange défaut de mémoire du chef de l'opposition—7050; l'affaire Freeborn—7052; le démenti forcé de W. J. Tupper—7054; le fils du

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

APPLICATION DE LA LOI ELECTORALE—*Suite.*

M. A. Johnston—*Suite.*

chef du parti conservateur ne pouvait faire autrement que démentir—7054 ; le chef de l'opposition s'il est sincère devrait jeter ses regards sur les deux partis à la fois—7054; le parti ministériel entièrement en faveur de tout ce qui peut assurer pureté électorale—7055.

M. G. Alcorn—Bien qu'ils se prétendent en faveur de réforme, les libéraux repoussent la résolution—7055; nécessité d'obliger dans les contestations un électeur à dire pour qui il a voté—7056; grâce aux efforts de MM. Whitney et Foy les crimes des libéraux sont enfin exposés—7056 ; nécessaire de mettre fin à la coutume qui permet au député contesté qui n'est pas attaqué personnellement de mettre fin à contestation en démissionnant—7056 ; toutes les commissions antérieures, comme par exemple celle du juge McTavish avaient tendu à cacher les coupables—7057; cite extraits dépositions dans affaire London, déposition J. S. Pritchard —7057-7088; voter contre la proposition Borden, c'est voter pour le maintien de cet état de choses—7088.

Résolution Borden mise aux voix—7088.

Rejetée par 44 à 88—7089.

COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT.

M. H. Bourassa—Retient les applaudissements—5566 : pas de besogne de cureur d'égout à accomplir—5566; ne se préoccupe de l'avenir d'aucun parti politique tel qu'actuellement constitué—5566; interprète des revendications de l'opinion publique—5566; attaques de journaux provoquées par procédures de la commission des assurances—5567; incident Fowler—5567; insinuation de compromis du silence au sujet d'affaires louches contre le silence sur affaire d'immoralité—5568 ; texte discours Fowler—5568 ; réponse sir W. Laurier—5568; arrangement évident entre député de King et sir W. Laurier que si on s'abstient de l'attaquer il ne fera pas de révélations—5569; sir W. Laurier répondant: si le rapport vous attaque vous répondrez—5569; le rapport n'a rien à faire avec les ministres, le vin, les femmes et l'argent—559; déclarations Laurier, Borden, Fowler quant à la nécessité de tirer l'affaire au clair—5570; opinion Bennett—5571; abasourdi de voir volte-face premier ministre—5571; trouve ensuite accusations Fowler trop vagues—5571; distinction nécessaire entre honnêtes et malhonnêtes gens—5572; a été prié de provoquer cette enquête par membres du parti libéral et du parti conservateur qui n'osent pas dire leur nom—5572; la commission des assurances et le sénateur Cox, texte du rapport—5572; accusé de se servir des fonds des assurés pour jouer à la bourse dans son intérêt et dans celui des compagnies relevant de lui—5552; relations Cox et maison Ames—5574; l'Ordre indépendant des Forestiers—5574; l'hon. M. Foster a déclaré qu'il en appellerait aux tribunaux des critiques de la commission des assurances sur ses agissements, il n'en a encore rien fait—5574;citation du rapport quant à l'Union Trust et à ses relations avec l'Ordre des Forestiers—5576: nous devons donner à M. Foster l'occasion de se défendre—5576; tant qu'il n'en aura pas appelé à un tribunal supérieur le rapport de la commission des assurances fait foi quant à l'opinion publique—5577; la transaction Roblin et White—5577; M. Foster accusé d'avoir constitué syndicat pour se prêter l'argent qu'il détenait en fidéïcommis—5578; d'avoir reçu commission de la personne qui lui a confié les fonds dont il était dépositaire ou du syndicat dont il était membre—5578; la Chambre se doit de donner à M. Foster l'occasion de se défendre—5578; la transaction de la Great West Land Co—5578 ; les députés conservateurs impliqués—5578; l'exposé fait dans le rapport de la commission—5580; l'hon. M. Foster ne peut rester sous le coup de l'accusation d'avoir, en sa qualité de dépositaire prêté des fonds dont il avait la garde pour réaliser des bénéfices personnels sans révéler sa participation à la transaction—5580; continuation de l'exposé—5582: les conclusions du rapport—5582; les commissaires déclarent que la Union Trust Fund était la même chose que l'Ordre des Forestiers—5583; que M. Foster était l'administrateur du Trust Fund et prêtait l'argent à des syndicats où il était intéressé—5583; qu'il a reçu des commissions—5583; il est étrange que le premier ministre affirme que le rapport ne divulgue rien—5583; ce que le public demande quant aux compagnies d'assurances—5584; si on ne fait pas d'enquête, on dira que MM. Cox et Foster ont pairé avec la connivence du premier ministre canadien—5584; l'implication de MM Fowler, Bennett et Lefurgey dans la transaction—5584; remarque de M. Shepley—5584; les accusations du "Herald"—5586; l'accusation du "Witness"—5586; il est évident qu'il faut éclairer l'affaire—5586; les dénégations des intéressés sont la preuve de cette nécessité—5586; il y a deux ans M. Foster a traduit un journaliste à la barre dans le but de se laver d'accusations beaucoup moins graves que celles-là—5587; espère que M. Foster souscrira à demande d'enquête—5587; les incidents survenus depuis l'ouverture de la session—5586; feu roulant d'accusations et de menaces, puis, tout entre dans le calme et le silence—5588; le premier ministre prend sous sa protection les députés de la gauche—5588; MM. Foster et Cox tenus de comparaître devant leurs pairs—5589; ce ne sont pas des affaires privées —5590; l'intervention de la commission les a jetées dans le domaine public—5590; ces députés ne sauraient rester sous le coup des accusations formulées dans le rapport—5590; les trois députés impliqués ne sont pas accusés de viol de fidéicommis, mais ils sont accusés par la presse ministérielle d'avoir accepté de certains chemins de fer des faveurs qui jus-

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT —*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

tifieraient leur déchéance de leur mandat —5590; un document public les implique, nous sommes tenus de leur fournir le moyen de se disculper—5591; ne veut pas porter lui même les accusations—5591; n'entend pas servir de bouc émissaire—5591; sait qu'un gouvernement peut toujours empêcher une enquête de réussir—5591; sait que l'enquête Langevin-McGreevy n'a pu réussir que par la connivence de certains membres du gouvernement conservateur—5591; les accusations contre MM. Bennett, Fowler et Lefurgey ne sont pas de nature personnelle—5592; ce sont des faits de notoriété publique sur la nature desquels le public veut être fixé—5592; le gouvernement doit prendre l'initiative—5593; sans la connivence du gouvernement et du ministre de la Justice, l'enquête serait une comédie—5593; la presse ministérielle ne demande pas d'enquête elle est satisfaite de pouvoir vilipender à plaisir les députés conservateurs—5594; il serait étrange que ceux-ci endossassent cette attitude—5594; différence entre la furie des attaques du début et mansuétude actuelle—5594; M. Fowler annonce qu'il donnera la version authentique de l'affaire Hyman—5596; M. Fowler dit qu'il donnera les relations des ministres avec les femmes, leurs libations et leurs rapines—5596; l'accusation est d'autant plus préjudiciable qu'elle est plus vague—5596; le premier ministre ne peut pas laisser cette accusation suspendue sur la tête de ses collègues—5596; on ne se tirera pas de cette affaire avec des ricanements—5596; l'indignation du peuple canadien ne s'apaisera que lorsqu'elle aura été tirée au clair—5596; l'idée d'arrangement, de conspiration du silence entièrement impliquée dans défi Fowler et déclaration subséquente du premier ministre qu'il n'y a rien à dire contre M. Fowler—5597; les rumeurs qui circulent à Ottawa—5598; le gouvernement de la Grande-Bretagne et la moralité des membres du cabinet—5598; l'hon. Gladstone et sir Charles Dilke—5598; dénégations personnelles insuffisantes, il faut confirmation ou rétractation—5598; cela peut suffire au point de vue des règlements de la Chambre, mais ne satisfait pas l'opinion publique—5598; quant à l'affaire Hyman il faut confession d'erreur ou preuves—559; accusations d'inconduite—5599; accusations de péculat—5599; la vie privée des ministres doit être au-dessus des soupçons et des rumeurs—5600; les choses sont allées trop loin pour qu'on s'en tienne à la procédure qui exige accusations formelles—5600; l'enquête doit être instituée par le Parlement—5601; pouvoirs étendus nécessaires—5601; ce que veut le pays c'est qu'on cesse de se lancer de la boue à la figure et qu'on en vienne aux faits—5601; le premier ministre ne peut pas aller en Angleterre représenter le Canada quand son entourage est accusé de débauche et de péculat—5601; la vérité doit être connue et dès à présent—5601; propose motion motivée demandant réunion commission enquête—5602.

M. D. Ross—Formule exception aux motifs de la résolution—5602; contre paragraphe comportant qu'il a fait allusion au rapport de la commission des assurances dans ses allusions aux opérations foncières de certains députés—5602.

M. F. B. Carvell—Nom cité dans résolution —5602; importance de l'Ordre des Forestiers indépendants—5606; excellent système d'assurance—5603; création de l'Union Trust Co. pour faciliter placement des fonds de l'ordre—5603; lettre de l'hon. Foster indiquant orientation à suivre pour l'Union Trust—5604; $2,000,000 de fonds appartenaient à l'Ordre des Forestiers et $10,000 à d'autres—5604; l'argent de l'Union Trust était l'argent de l'Ordre des Forestiers—5604; impossible d'admettre subtilité légale en vertu de laquelle l'argent des deux institutions ne serait pas le même—5605; examen des opérations de l'hon. M. Foster en qualité de directeur-gérant de l'Union Trust—5605; l'affaire des terrains de la rivière Carrot, exposé—5606; la commission de $5,000—5606; les explications de M. Foster—5606; M. Foster doit expliquer plus clairement en quoi il prétendait avoir droit à cette commission de $5,000—5606; l'achat de 10,000 acres de terres de l'hon. Roblin. affaire Pritchard, exposé—5606; pas de règlement de compte—5607; l'opération de la Colombie-Anglaise—5607; exposé détaillé de la transaction—5608; question d'agence—5610; opération de l'achat de la propriété Shuswap—5610; M. Fowler fidéicommissaire pour M. Foster —5611; opération de la Northern Land Company—5611; lettre Fowler à Lefurgey —5612; M. Foster et ses associés s'étaient mis en mesure de récolter tous les avantages de la transaction sans être aucunement responsables de l'avance faite par la Union Trust Company—5615; en cas d'insuccès, les pertes auraient été pour l'Ordre des Forestiers Indépendants 5615, irrégularités du registre des séances du conseil de direction de l'Union Trust—5617; déposition explicative de l'hon. Foster devant commission—5617; déposition Davidson—5617; déposition de G. Stevenson—5621; déposition de l'hon. G. W. Ross—5622; l'hon. M. Foster nie, cela devient une question de véracité entre témoins—5623; crise cérébrale de M. Bennett—5624; n'a pas provoqué de chicane—5624; M. Bennett avait entrepris une opération trop forte pour ses moyens et il a dû recourir à d'autres pour la mener à bonne fin—5615; voilà toute la situation—5625; enquête inutile—5625; tribunal plus compétent que quelques députés a déjà fait cette enquête—5625; opposé à enquête sur vie privée des ministres, chose inconvenante—5625; opposé aussi parce que celui qui demande l'enquête ne prend pas la responsabilité de porter accusation—5626.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT —*Suite.*

Sir W. Laurier—Résolution de M. Bourassa unique dans son genre—5626; proposé en amendement à motion de subside empêche de discuter à fond—5626; pas d'amendement possible—5626; doit être acceptée ou rejetée en bloc—5626; impossible de faire la part du vrai et du faux—5626; chaque membre de la Chambre est un honnête homme—5626; chaque membre de la Chambre a le droit de marcher le front haut tant qu'un de ses collègues n'a pas eu le courage de formuler contre lui une accusation—5626; jamais en Angleterre on n'a nommé de comité pour s'enquérir de rumeurs—5627; en vertu de la conclusion de la motion n'importe qui pourrait se présenter pour porter accusations contre n'importe lequel des 214 députés—5627; impossible d'admettre qu'on empiète sur privilèges de la Chambre—5627; Chambre des communes pas tribunal d'inquisition—5628; le premier ministre n'a d'autre responsabilité que de voir que toute accusation portée contre député fasse l'objet d'une enquête—5628; n'a jamais opéré de compromis avec M. Fowler—5628 ; n'a jamais parlé à M. Fowler—5628; n'a pas peur de l'enquête et n'avait pas de raison de chercher compromis—2628 ; pas de sollicitude maternelle pour l'opposition—5628 ; l'opposition peut prendre soin d'elle-même—5628 ; par exemple veillera toujours que tous les membres de cette Chambre, à quelque côté qu'ils appartiennent soient traités avec équité et justice 5628; n'a pas encore eu le temps de lire rapport entier ni de se former opinion—5620; d'ailleurs, M. Bourassa, dans sa motion se garde bien de donner sa propre conclusion du rapport—5629; donne l'opinion des journaux, de la rue, mais pas la sienne—5630 ; opinion critiquée par M. Bourassa que le rapport ne contenait rien contre qui que ce soit dire que rapport ne désignait aucun député comme coupable de quoi que ce soit—5630; n'a rien à retirer de cette opinion—5630; la commission n'a pris aucune conclusion contre aucun membre de la Chambre—5630; enquête est complète, n'a pas besoin du complément demandé par M. Bourassa—5630; la démission de M. Hyman—5630: devoir pénible, pas de compromis à faire—5630 ; bruits ayant couru l'automne dernier—5631; a fait consulter M. Hyman par ami intime, M. Duffield—5631; réponse de M. Hyman—5631; avait cette réponse en main quand n'a pas accepté démission—5631; autres rumeurs, tâche peu agréable de discuter—5632; M. Bourassa à propos de ministre et de femmes de mauvaise vie dit que s'il avait la preuve, il la produirait—5632; s'il ne l'a pas, pourquoi parle-t-il?—5632; ramasse des rumeurs tombées à l'égout—5632; la Chambre des communes n'est pas une cour de police—5632; M. Gladstone a dû s'occuper des scandales Dilke et Parnell quand ils sont devenus des faits publics—5632: quand ils ont été traînés devant les tribunaux—5632; pas avant—5632 ; quand il s'est agi de fait

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT —*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*,

précis, comme affaire Hyman, s'est enquis personnellement, mais n'entend pas courir les rumeurs et bavardages de rues—5632; que M. Bourassa, s'il a des accusations à porter, les porte, l'enquête sera faite dût la session se prolonger trois mois—5633; il y a une chose qui ne devrait pas se faire entre députés, c'est frapper en dessous de la ceinture—5633.

M. R. L. Borden—Regrette que premier ministre ait laissé M. Carvell porter son attaque contre M. Foster—5634; a promis, le 21 février lorsque les faits en question furent mentionnés, qu'il y aurait enquête avant la fin de la session—5634; pourquoi premier ministre n'a-t-il pas demandé à M. Bourassa de présenter sa motion sous forme de question de privilège—5634; aurait dû le lui conseiller dès le début—5635; la commission d'enquête demandée par M. Bourassa n'est pas une commission ambulante—5636; elle prévoit qu'il devra être porté des accusations avant qu'elle agisse—5636; il ne s'agit pas d'inquisition—5637: ne serait pas pire que la commission des assurances, tribunal d'inquisition politique—5637; les avocats des accusés n'ont pas pu transquestionner les témoins—5637; on voulait atteindre à tout prix le chef de l'opposition—5638; n'aurait pas rédigé motion comme l'a fait le député de Labelle—5638; mais, vu que les noms de certains députés de la gauche sont cités, votera pour la résolution—5638; engagé à deux choses: pas de compromis, et enquête—5639.

Hon. Fielding—Censure contre commission des assurances injustifiée—5639; hommes honorables et respectables—5639; même s'ils eussent agi injustement, ce ne serait pas raison pour appuyer motion—5640; devant cette Chambre l'hon. M. Foster aura tout loisir et latitude de se défendre—5640; au-dessous de la dignité de la Chambre de s'occuper de potins de couloirs—5640; nous devons à l'honneur de cette Chambre qu'un député ne soit pas tenu de se défendre contre des potins mais contre un accusateur qui ait le courage de leur faire face—5641; M. Fowler dit bien qu'il a des documents, mais ne porte pas d'accusation—5641; M. Bourassa ne porte pas d'accusation—5641; le comité sans accusateurs serait une farce—5641; le chef de l'opposition et le premier ministre sont les deux gardiens de l'honneur de la Chambre—5642; tant qu'une accusation ne sera pas portée conformement aux règlements, il est contraire à la dignité du Parlement d'adopter une résolution comme celle présentée par M. Bourassa—5642.

M. A. Lavergne—Regrette de n'avoir pas parlé plus tôt pour avoir sa part des reproches du premier ministre adressés à M. Bourassa—5642; après la menace de M. Fowler toutes les attaques contre les députés conservateurs au sujet de l'enquête des assurances sont tombées comme par enchantement—5643; si la menace de M. Fowler est cause de cette volte-

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*
COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT —*Suite.*
M. A. Lavergne—*Suite.*
face, l'enquête s'impose avec d'autant plus de force—5643; voudrait savoir de qui parlait M. Fowler?—5644; les députés ont été accusés en bloc de débauche, d'ivrognerie et de concussions—5644; il a été porté des accusations et l'accusateur est M. Fowler—5645; la caricature du "World" —5646; si le premier ministre va en Angleterre avant une enquête, il ira comme représentant d'une législature dominée par la passion du vin, des femmes et des gains illicites—5646.
M. l'Orateur—Exige rétractation—5646.
M. A. Lavergne—Se rétracte—5646; la résolution n'autorise pas une incursion dans la vie privée des députés—5646; il n'y a pas d'accusation actuellement parce que M. Fowler n'a pas démasqué ses batteries—5646; le public a placé sa confiance dans le ministère, il a le droit de savoir si celui-ci en est digne—5647.
Hon. Geo. Foster—Choisira son temps pour se défendre—5647 ; ne veut pas profiter d'une diversion—5647; remercie député de Labelle du soin qu'il prend de son honneur, mais désire agir à sa guise—5647; commission des assurances conspiration infernale—5648; toute la cause du différend réside dans l'absence de retenue et de modération—5648; le chef du gouvernement a donné l'exemple du manque de charité en faisant signe à un de ses partisans de se lever pour tâcher d'écraser un collègue—5648; triste exemple donné par la commission pour ruiner un ennemi—5649; la commission a tout mis en œuvre pour l'écraser, est sortie de son domaine—5649; rencontrera face à face tous ceux qui parlaient de le baillonner—5650; a conscience, depuis son entrée dans la vie publique, en 1882, de n'avoir pas commis un acte malhonnête—5650; s'il lui fallait traduire tous les journalistes qui l'accablent il faudrait agrandir la brre plusieurs fois—5650 ; lorsqu'il parlé d'en appeler à un tribunal supérieur, voulait dire le tribunal du Parlement—5652; ce n'est pas parce que la commission des assurances a dépassé ses pouvoirs, s'est mêlée d'affaires qui ne la regardent pas que cela donne au Parlement le pouvoir de s'en mêler aussi et d'ordonner une enquête—5652; c'est une affaire délicate d'entreprendre de réglementer la vie privée des individus au moyen d'un comité partial de la Chambre—5652; reproche à M. Carvell de l'avoir représenté comme seul dispensateur des fonds des Forestiers—5653; n'est pas affilié à cette société, n'a jamais eu la moindre influence en ce qui concerne l'emploi de ses fonds—5654; accusé par le "Canada" d'avoir délapidé les fonds—5654; lettres de plaintes reçues des assurés—5654; les quatre années qu'il a été à la tête de l'Union Trust ont été des années de prospérité sans égales pour l'institution—5654; donnera plus tard son avis sur la commission—5655; M. Bourassa peut être assuré que ce sera avant prorogation—5655.
MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*
COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT —*Suite.*
M. E. Devlin—Remarques faites relativement à présence en Chambre de M. Foster—5655; propres paroles appliquées par M. Foster à M. Hyman—5656; avait le droit et le devoir de défendre un collègue malade—5656
M. L. G. McCarthy—M. Foster a prétendu que la commission des assurances a été créée pour trouver en défaut députés conservateurs et exposer leur conduite privée—5656; origine de la création de la commission—5656; malaise et panique aux Etats-Unis seul motif—5657; toutes les compagnies ont été traitées de la même façon—5657; aucune n'a pu poser de question autrement que par l'entremise de l'avocat du gouvernement—5657; le rapport devrait être considéré comme n'ayant trait qu'à la question des assurances —5657; les conclusions sont le jugement de la commission des assurances—5657 ; si on les attaque toutes, très bien—5657; mais la Chambre n'a pas le droit d'ordonner enquête pour éplucher dépositions—5658; même si les faits rapportés par la commission sont inexacts, la Chambre ne peut rien faire—5658; elle ne peut pas expulser un membre de cette Chambre en raison de conclusions de la commission—5658; nous perdons notre temps—5658; si un député s'est rendu coupable d'actes attentatoires à l'indépendance ou à la dignité du parlement il y a un tribunal permanent, le comité des privilèges et élections—5658; jamais un citoyen anglais n'a été traîné devant un tribunal avant qu'il y ait une accusation formelle portée contre lui—5659; genre de discussion lamentable et dégradant—5660; le discours de M. Lavergne déplorable—5660; même si le comité demandé trouvait un député coupable d'immoralité, il n'aurait pas le pouvoir de l'expulser—5660; supposez que le parlement l'expulse et que ses électeurs le réélisent—5660; le cas de Bradlaugh—5660; nous devrions laisser aux électeurs le soin de régler ces questions —5660.
M. Duncan Ross—Soulève motion de règlement—5660; proteste contre paragraphe résolution relatif à ses relations avec M. Hill—5661; a nié catégoriquement—5661 ; orateur a décidé qu'accusation ayant été niée ne peut être discutée—5661; M. Bourassa ne peut pas, sans en prendre la responsabilité personnelle introduire de nouveau cette accusation dans sa motion —5662.
M. A. Lavergne—L'accusation n'a pas été retirée—5662 ; reste devant la Chambre avec dénégation—5662; ce sera au comité d'enquête de chercher vérité—5662.
M. Sproule—Lorsqu'une assertion faite en Chambre est démentie catégoriquement par le député auquel elle s'adresse, il est du devoir de tous les membres de la Chambre d'accepter cette dénégation et aucun député n'a le droit de répéter cette assertion par la suite—5662.
M. l'Orateur—Cette assertion ne peut être répétée ni dans un discours, ni dans une résolution—5662.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES, RAPPORT —*Suite.*

M. Bourassa—N'a pas d'objection à supprimer ces mots—5662.

M. H. H. Miller—On ne gagne rien à insulter et à calomnier les hommes publics—5662; on donne une excuse pour l'immoralité dans le peuple—5662; convaincu que les 214 députés sont d'aussi honnêtes gens que n'importe qui—5662; les commentaires exagérés ou inconscients des journaux—5664; racontars imprudents de ministres de l'Evangile—5664; appel de M. Foster—5664: a insulté MM. Sifton, Preston et Smart—5664; il faut bien admettre que le rapport des assurances rendra un service s'il empêche à l'avenir des manipulations de fonds comme celle de l'Union Trust Fund et de l'Ordre des Forestiers—5665; à cet égard M. Foster ne peut prétendre à aucune sympathie—5665; la commission des assurances ne poursuivait pas un but politique et la preuve en est qu'elle a été au moins aussi sévère pour le sénateur Cox libéral qu'elle l'a été pour M. Foster—5665; M. Bennett qui fait appel à la sensibilité pour sa famille a insulté la famillle de M. Commee, a insulté M.Campbell—5665; les insinuations de M. Bourassa pour les dépenses d'élections—5666; la décision de M. Borden de voter pour la motion n'est pas un vote de conscience—5667; caricature d'enquête—5668; si tout le monde est accusé où composera-t-on un comité de juges—5668.

M. W. H. Bennett—Le juge McTavish est connu dans Ontario—5668; présida la commission d'Elgin-ouest—5668; répondra plus tard—5668: le "Globe" se rétractera—5668.

Proposition Bourassa mise aux voix—5668.

Rejetée: Pour, 55; contre, 109—5670.

COMMISSION DES ASSURANCES (ACCUSATIONS CONTRE CERTAINS MEMBRES DE LA CHAMBRE.)

M. H. Bourassa—Présente nouvelle motion, texte, blâme contre M. Fowler s'il ne donne pas suite à ses menaces de révélations—5828.

M. l'Orateur—Répétition d'un débat qui a déjà eu lieu—5828; motion irrégulière—5829.

M. H. Bourassa—A voulu préciser—5829; discussion antérieures—5829; chambre a décidé qu'il n'y avait pas lieu à enquête—5829; mais n'a pas décidé que le député de King ne devait pas être mis en demeure de préciser ses accusations—5829.

M. R. L. Borden—La motion veut censurer par anticipation un député de cette Chambre—5830; cependant simple formalité devrait pas empêcher discussion motion intéressante pour le pays—5850.

M. l'Orateur—Procédure doit être respectée 5830; motion ramène question qui a déjà fait l'objet d'un débat—5830; contrevient au règlement—5830.

M. Bourassa—En appelle de la décision—5830.

M. l'Orateur—Passons à l'ordre du jour—5830.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES (ACCUSATIONS CONTRE CERTAINS MEMBRES DE LA CHAMBRE)—*Suite.*

Hon. Foster—Question pas réglée—5830; attendait opinion premier ministre—5830; demande à parler—5830; admet légalité stricte de la décision—5831; vaut mieux laisser formalités de côté—5831; distinction à faire—5831; député de Labelle veut discuter un point de sa première motion dans sens différent—5831; au lieu de demander une enquête, fait d'une accusation question de privilège—5831; décision orateur devrait être mitigée—5832; questions de formalité peuvent pas empêcher enquête sur accusations qui sont la monnaie courante des conversations—5832.

M. G. W. Fowler—Député de Labelle ne peut s'en prendre qu'à lui s'il s'est mis en contravention avec règlements—5832; avait l'occasion la première fois de discuter le point qu'il soulève maintenant—5832; aucune courtoisie, pas de communication de la motion—5832; motion omet conditions dans lesquelles discours prononcé—5832; clairement en contravention règlement—5832; ne peut pas forcer un député à rétracter des paroles qui n'ont pas été consignées du procès-verbal—5833.

M. A .Lavergne—Si un député en appelle de la décision de l'Orateur, il ne peut plus y avoir de débat—5833.

M. l'Orateur—Pas de décision encore formellement rendue—5833.

M. T. S. Sproule—Règle de Bourinot—5833; motion actuelle diffère en substance de la première—5834.

Sir W. Laurier—Considère de son devoir comme leader de la Chambre de toujours soutenir Orateur—5834; on ne peut jamais errer en suivant des règles qui sont le fruit de l'expérience—5834; règle posée pour mettre en discussion la conduite d'un membre—5834; s'il y a des députés dont la conduite nécessite une enquête, nous sommes tenus d'ouvrir cette enquête, mais sous la sauvegarde du règlement—5835.

M. l'Orateur—Déclare motion contraire au règlement—5835.

M. Bourassa— En appelle—5836.

M. l'Orateur—Donne ses motifs—5836; consulte la Chambre sur le maintien de sa décision—5836.

Décision Orateur maintenue: Pour 104, contre 37—5837.

COMMISSION DES ASSURANCES (MANŒUVRES POLILTIQUES.)

M. H. Lennox—Encore une année et incertitude pour compagnie d'assurances et assurés—7104; rapport est une condamnation générale de nos assurances—7104; va profiter aux assurances étrangères—7104; texte commission—7104; principes de l'enquête, dérogation absolue par commission—7105; le rôle de M. Shepley dans le témoignage Davidson—7106; opinion exprimée par le sénateur Cox au Sénat au sujet de l'enquête—7107; écarts de l'enquête—7110; les

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*
COMMISSION DES ASSURANCES (MANŒUVRES POLITIQUES)—*Suite.*
M. Lennox—*Suite.*
commissaires se sont transportés en imagination jusqu'en Australie pour ternir Dr Montague—7110; enquête sur Forestiers, seul objet politique—7111 ; propose motion de blâme, censurant manœuvres politiques de la commission—7112.
Hon. Fielding—Il est faux que les compagnies d'assurances souffrent du retard dans la présentation d'une nouvelle loi—7112; elles sont entièrement satisfaites du délai—7112; quant aux reproches à la commission, sujet épuisé—7112; est prêt à s'en rapporter à la décision de la Chambre—7112.
M. S. Hughes—MM. Pope et Fowler n'ont pas eu de faveurs du C.P.R. en payant leurs terres $3.50 l'acre, ils ont été floués —7113; le tracé du Canadian Northern était connu depuis longtemps—7113.
Hon. Foster—La commission par sa conduite de l'enquête a causé des torts graves à des compagnies et à des particuliers—7114; ce qu'aurait dû faire la commission; elle n'était pas un tribunal—7115; le tribunal, c'était la Chambre, à laquelle elle devait faire rapport—7115; n'aurait pas dû faire un résumé de la preuve—7113; faire un résumé impartial était besogne impossible—7115; aurait dû surveiller son avocat; avait puissants intérêts à sauvegarder—7116; l'usage fait des dépositions par les journaux prouve le but que l'on poursuivait—7117; on cherche des armes dans les dépositions—7117; inconvenance de l'introduction dans l'affaire de M. Colin Campbell et Roblin—7118; l'accusation de pot de vin—7118 ; conclusions fausses et erronées—7119; discutera encore à prochaine session—7119; demande que l'on porte des accusations—7119 ; rapport des assurances simple document d'élection—7119 ; on en tirera les conclusions les plus fausses—7120; ne redoute pas l'investigation la plus complète, la demande—7120.
M. R. L. Borden—Reproche au rapport de ne pas contenir conclusion ressortant des témoignages donnés—7120 ; de ne pas dire que les accusations contre certains députés du parlement n'ont pas été prouvées—7120; partialité politique évidente—7120.
Amendement Lennox mis aux voix—7120.
Rejeté par 51 pour, 82 contre—7121.
DEPENSES PUBLIQUES.
M. R. L. Borden—Dépenses exagérées—8074; achat terrain de Moncton—8074 ; dépenses de l' "Arctic"—8074; tabac—8074 ; pemmican—8074; déclaration solennelle L. C. Van Bever—8076; achats Mervin—8077 ; affaire Robin—8078; affaire Blairmore—8078 ; résolution passant en revue situation financière, fraudes électorales, corruption et rejetant tout le blâme sur le gouvernement—8079.
Hon. Fielding—Salue en cette résolution une vieille connaissance—8079 ; la fable de l'enfant et du loup—8080; jalouse de la prospérité de l'ouest—8080; déconfiture
MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*
DEPENSES PUBLIQUES—*Suite.*
des accusations conservatrices quant à l'" Arctic "—6081; critique de pommes de terre—8081; il peut y avoir quelques irrégularités quand il s'agit de dépenses de millions—8082; l'homme n'est pas parfait —8082; résolution est un fatras de chiffres pris à toutes les sources, répétés, apparaissant deux ou trois fois pour une —8083; sans augmenter les impôts le gouvernement obtient plus de revenus parce que les gens ont plus d'argent à dépenser —8083; la totalité du commerce—8084 ; augmentation—8084; l'immigration, succès de la politique du gouvernement—8085 ; augmentation de la dette insignifiante—8085; si les conservateurs étaient au pouvoir et si ce qu'ils demandent est sincère c'est par cent millions que se chiffreraient leurs accroissements de dépense—8086; voudraient augmenter tous les salaires, même service extérieur—8086; voudraient creuser le canal de la baie Georgienne—8087; voudraient mettre à exécution le plan de la commission de transport au coût de $100,000,000—8087; n'a jamais dit que le Transcontinental coûterait treize millions seulement—8088; les critiques conservatrices sont que le gouvernement devrait dépenser beaucoup plus —8088; toutes les dépenses justifiées le gouvernement ne redoute pas effet résolution sur le pays—8088.
Hon. Geo. Foster—Se plaint que gouvernement empêche la Chambre de scruter dépenses—8088 ; un groupe compact cache la lumière et soutient les ministres quand même—8089; affaire de pot de vin d'Halifax, décision du jury—8090; la taxe est double ou triple maintenant de ce qu'elle était quand les libéraux la condamnaient —8090; le peuple sait que la prospérité du pays est l'œuvre du parti conservateur—8090; où serait le pays si le libre-échange eût prévalu?—8091.
Résolution Borden mise aux voix—8091.
Rejetée par 43 à 91—8092.
EMPLACEMENT VILLAGE DE BLAIRMORE.
M. R. S. Lake—Question très discutée d'emplacement du village de Blairmore—6708; documents partiellement déposés—6708; exposé de l'affaire—6708; achat par M. Mackenzie, candidat libéral, de 160 acres de l'emplacement pour $480 grâce aux fausses représentations de F. Montalbetti 6708; situation de Blairmore—6709; demande de H. E. Lyons—6709; réclamation Montalbetti—6710; arrangement Montalbetti-Mackenzie—6710; Nixon chargé de faire enquête—6711; rapports Nixon et Stewart—6711 ; décision Turriff—6711 ; émission précipitée de lettres patentes pour Montalbetti—6713; M. Mackenzie bénéficiaire, meneur libéral—6714: réclamation et procès Lyons—6714; correspondance Fitzpatrick-Sifton—6715; poursuite renvoyée, M. Mackenzie reste en possession de l'emplacement—6715; emplacement vaut $200,000; article du " Plaindealer ", de Strathcona—6716; pour fermer la bouche à M. Lyons, on lui a payé ses frais, $2,885 6717; département de l'Intérieur a menacé M. Mackenzie d'annuler sa concession si

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

EMPLACEMENT VILLAGE DE BLAIRMORE —*Suite.*

M. Lake—*Suite.*

ne réglait pas avec les réclamants—6718; M. Mackenzie n'a pas le droit de profiter des fraudes de M. Montalbetti—6718; que sera le sort des 200 ou 300 squatters établis sur ces terres, qui ont fait $50,000 d'améliorations—6718; propose résolution blâmant l'acte collusoire du ministre de l'Intérieur et d'un partisan politique—6719.

M. Turriff—Rapport fait par un sous-agent à la demande des réclamants, pour gagner temps—6720 ; trois réclamants ; Lyons, Montalbetti et Moffet—6720; a entendu la cause, tous documents soumis—6720 ; Lyons autorisé à poursuivre en cour d'échiquier, débouté—6720; vaut mieux laisser subsister lettres patentes mêmes obtenues par irrégularité qu'annuler—6721; exemple Cobalt—6721; on cause plus de tort en annulant les titres qu'en ne les annulant pas—4721; intérêt des tierces personnes—6722.

M. R. L. Borden—Mackenzie n'avait encore rien payé à Montalbetti—6722 ; Montalbetti a cédé ses droits avant d'acheter—6724.

M. Turriff—Il en avait le droit—6724; M. Lyons a été débouté par la cour d'échiquier—6724; même si c'est le gouvernement qui s'est désisté de sa demande en annulation des lettres patentes, Lyons pouvait en appeler—6724; le département a simplement considéré que Montalbetti avait le plus de droits; n'a considéré en aucune façon le transfert Mackenzie—6725; n'a jamais rejeté une réclamation parce qu'elle venait d'un adversaire du gouvernement—6796.

M. A. C. Macdonald—Différence entre rapports et assertions de M. Turriff—6726; lettres des avocats de Lyons au département de l'Intérieur—6726; protestation avocats Moffat—6727; tous les réclamants n'ont pas eu la même chance—6727 ; cas différent de celui de Cobalt—6728; nature de la poursuite prise par le gouvernement pour Lyons—6728; déclaration 6729; discussion des titres de Montalbetti —6730; prospérité croissante de Blairmore—6730; ces terres étaient des terres d'emplacement de ville, rien n'autorisait de les vendre $3 l'acre—6731; étrange convention entre Mackenzie et Montalbetti —6731; paragraphe relatif à la fausseté possible des déclarations—6732; le vrai acheteur, celui qui a eu affaire au département était M. Malcolm Mackenzie—6732; c'est lui qui a payé les seuls $480 qui aient été payés—6732; obstacles suscités aux règlements—6733; l'affidavit Montalbetti étrangement analogue au rapport du commissaire des terres—6734; entrevue entre Mackenzie et Nixon lorsque celui-ci était chargé de faire rapport—6734; mêmes relations entre Mackenzie et Stuart—6735; M. Mackenzie et la valeur de la propriété de Blairmore—6735; l'opinion du juge Wetmore, arbitre nommé par la cour d'échiquier sur la valeur des réclamations de Montalbetti—6736 ; jugement du juge Burbridge—6738;ajournement de la cause pour obtenir plus amples détails—6738; lettre Sifton au ministre de la Justice demandant discontinuation—6739; le gouvernement solde les frais de la cause, reçu Ewart, Osler et McGarry—6740 ; le gouvernement rembourse $2,585 et a reçu $480—6740; engagement de renoncer à toute réclamation exigé de Lyons—6740; on refuse aux habitants de Blairmore un terrain pour cimetière et on vend le tout à Mackenzie—6741; le retrait de la couronne, de la cause—6741; affaire étouffée—6741; résumé affaire—6742 ; gouvernement aurait dû révoquer lettres patentes—6743; il avait en mains toutes les raisons possibles—6743 ; lettre Chrysler—6744; offre Mackenzie de céder une partie aux réclamants—6745 ; gouvernement a affirmé son droit d'annuler les lettres patentes dans communication de Keyes à Fraser procureur de Mackenzie—6745; transaction doit être condamnée par la Chambre—6746.

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

EMPLACEMENT VILLAGE DE BLAIRMORE —*Suite.*

M. A. C. Macdonell—*Suite.*

Hon. Oliver—Lit article "Herald" de Calgary—6746; pas d'attaque contre ministère mais attaque personnelle contre M. Mackenzie—6748; accusé d'avoir obtenu concession par fraude—6748; celui qui porte cette accusation contre un homme qui ne peut se défendre prostitue l'immunité parlementaire—6748.

M. l'Orateur—Rappelle à l'ordre—6748.

Hon. Oliver—Horreur des membres de l'opposition à la moindre allusion à leurs affaires privées—6749; s'occupent maintenant des affaires de gens qui ne sont ni députés ni employés—6750; on reproche au département de n'avoir pas entravé l'exercice de la justice—6750; le cas des squatters établis avant l'arpentage—6750; toujours reconnu—6750; quatre réclaments —6750; celui qui n'a rien dit paraît avoir eu le plus de droits—6750; Lyon et Mackenzie ont évidemment occupé ce quart de section longtemps avant qu'il leur vint à l'idée qu'il pouvait servir comme homestead—6751; le squatter avait un droit et l'on doit respecter ce droit—6752; lecture de témoignages tendant simplement à tâcher d'échafauder un scandale—6752 ; le juge Wetmore et les travaux faits par Montalbetti—6752; établit que Montalbetti a été premier colon—6753; le juge Wetmore ne trouve pas de preuve de connivence entre Mackenzie et Montalbetti—6754 ; on a simplement suivi la pratique, et le juge l'a admis en accordant les droits au premier squatter établi sur la propriété—6754; le juge et la réclamation de Lyon—6754; rapport du juge Burbridge—6755; jugement du juge Burbridge—6756; consentement écrit de la main de l'avocat de Lyons—6758 ; aucune allusion à un désistement—6760; jugement a été rendu sur le fond de l'affaire Lyons —6760; on ne peut pas annuler les titres de Mackenzie en faveur de Lyons, les juges n'ont pas trouvé de raison—6760 ; on ne peut pas annuler les titres comme obtenus irrégulièrement, les juges ne le

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

EMPLACEMENT VILLAGE DE BLAIRMORE —*Suite.*

M. F. Oliver—*Suite.*

croient pas—6760; on ne peut pas annuler les titres parce que les terres ont augmenté de valeur; c'est contraire à la politique du gouvernement—6766; augmentation subite de beaucoup d'autres endroits an N.O.—6761; la renonciation de M. Lyons —6761; aucune responsabilité de l'arrangement conclu—6762; a refusé de payer quand menacé que l'affaire serait amenée à la Chambre—6762; accusation de favoritisme—6762; un homme ne peut pas être dépouillé de ses droits parce qu'il est l'ami du ministère—6762; aucune réclamation discutée au point de vue politique—6762; insinuations sans fondement —6763; campagne de calomnie propre à discréditer la nation—6763.

M. J. Herron—N'a pas voulu présenter la motion parce que l'intéressé était son ancien adversaire qu'il a battu—6764; a consacré personnellement tout son temps à l'enquête de la coalition du bois—6764; ne fuit pas son poste—6765.

M. R. L. Borden—N'avait pas peur d'affronter réponses de M. Sifton, à plus forte raison ne peut pas redouter réponses Oliver—6765; les droits de squatters ne sont pas réservés pour spéculation—6765; aucun des deux ni Lyons, ni Montalbetti n'avait rempli les conditions—6766; l'un d'eux seul avait fraudé—6766; cependant on accorde la terre au fraudeur, Montalbetti—6766; devoir était tracé par articles 102-107—6766; différentes solutions possibles—6766; texte rapport Nixon—6767; décision Turriff, texte—6767; toutes deux basées sur déclarations fausses et erronées—6769; juge Wetmore a rendu conclusions absolument adverses à décision Turriff et jugement n'a pas été infirmé-6769; le fiat accordé à Lyons, les bases—6770; correspondance Sifton-Fitzpatrick avant l'émission du fait—6773; rapport du juge Wetmore—6774; Mackenzie pas acheteur réel—6777; M. Turriff et les prétendues améliorations Montalbetti—6778; ni Lyons, ni Montalbetti ne se sont rendus à Blairmore pour s'y établir permanemment—6779; le juge considère évidemment Lyons comme premier squatter—6789; lettre Sifton à Chrysler—6780; lettres Sifton-Fitzpatrick—6782; la couronne a tout simplement consenti au renvoi de l'action, sans autorisation du demandeur—6782; le gouvernement avait parfaitement le droit d'obtenir jugement contre Mackenzie et Monealbetti et d'annuler le titre de la terre obtenu frauduleusement—6782; on a donné la terre à Mackenzie pour rien, et en outre on a payé $1,900 afin de le protéger contre toutes réclamations ultérieures de la part de Lyons—6783 ; le jugement du juge Burbridge—6785; le jugement enregistrant le consentement de la couronne—6786; le gouvernement avec l'avis des juges Wetmore et Burbridge avait parfaitement le droit de reprendre possession de ce terrain acquis par fraude—6786; il l'a concédé à l'homme qui s'était nettement rendu coupable de fraude aux

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*

EMPLACEMENT VILLAGE DE BLAIRMORE —*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

dépens de l'Etat—6786; le juge Wetmore a bien établi qu'il n'y avait pas de preuve de fraude de la part de Mackenzie—6787; mais il a établi aussi que Mackenzie n'avait fourni aucun équivalent pour la cession faite à Montalbetti—6787; mais on peut dire que Mackenzie ayant insisté sur réclamation entachée de fraude était devenu participant à fraude—6787; si c'eût été l'inverse, si Lyons eût été réellement frauduleux et Mackenzie requérant, Lyons n'aurait sûrement pas eu la propriété—6787; on appelle calomnie toute critique contre le gouvernement—6788; les critiques de l'opposition n'auront aucun effet pernicieux contre la nation—6788; interprétation déraisonnable des motifs de l'opposition—6788; M. Lake a droit aux plus grandes éloges pour avoir dénoncé cette opération—6788.

Hon. Aylesworth—Aurait préféré ne pas parler parce que son associé M. Barwick et son bureau ont représenté M. Lyons—6789; le procès a passé par la filière des tribunaux et a été décidé—6790; le jugement est fondé sur l'avis donné à Lyons de comparaître et sur son défaut—6790; la Couronne se désista de tout droit aux frais en vertu du cautionnement déposé par Lyons—6790; elle a, de plus, payé les frais des avocats de Lyons—6790 ; il ne s'agit pas d'une concession faite une fois le procès terminé—6790; le titre n'a pas été accordé à Montalbetti, après que les juges eussent déclaré qu'il y avait eu dol et fraude—6790 ; il fut émis en 1901 et un commissaire dit qu'il aurait été émis même si Montalbetti n'avait pas fait ces déclarations frauduleuses, s'il était resté silencieux—6791 ; Lyons ne pouvait pas poursuivre autrement qu'au nom de la Couronne—6791; la cause fut conduite par son avocat, à sa guise—6791; instruction complète fut faite par juge Wetmore—6791; juge a déclaré que Lyons n'avait pas droit au terrain—6791; maintenant, le juge dit de plus, si la Couronne veut faire annuler sa vente elle est libre de le faire—6792; M. Sifton a accepté le jugement tel quel—6792; la couronne pouvait annuler le titre émis par elle et poursuivre le concessionnaire pour fraude—6792; elle ne l'a pas fait, c'est là toute sa responsabilité—6792; causes pour lesquelles elle ne l'a pas fait, explication Sifton—6793; dates de la cause—6794; le règlement est intervenu, l'avocat de Lyons n'a pas comparu—6794 ; c'est un indice qu'il n'y trouvait pas à redire—6794; le grand crime dans tout cela c'est que l'un des acteurs était un libéral 6794; c'est un crime impardonnable aux yeux de certaines gens—6794.

M. S. Barker—L'instruction a été entravée par le ministre de l'Intérieur—6794: la question soulevée dans le procès était de savoir si la Couronne pouvait révoquer la vente—6797; résumé de la transaction—6798; le rôle de M. Mackenzie—6799; persister dans une demande que l'on sait frauduleuse est presque faire une demande frauduleuse—6799; la malédiction est

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*
EMPLACEMENT VILLAGE DE BLAIRMORE —*Suite.*
M. Barker—*Suite.*
sur un pays qui a des commissaires de terres capables de rendre de telles décisions dans de telles circonstances—6800; honorabilité Mackenzie—6801.
Motion Lake mise aux voix—6801.
Rejetée: 27 pour, 56 contre—6802.

DEMISSION DE L'HON. HYMAN.
M. A. Lavergne—Signale rapport de comité des privilèges et élections disant que démission de l'hon. Hyman, pas valable—4913 ; rapport ne conclut ni à sa propre adoption, ni à rejet—4913 ; opinion Bourinot—4913; privilège et préséance de rapport de cette nature—4913; termes de la loi quant aux témoins requis pas impératifs—4913; si l'intention de démissionner est évidente la Chambre peut se passer de formalités—4914; affaire Bradlaugh, décision—4914 ; affaire Bruneau—4914 ; affaire Guilté—4914 ; décision de l'Orateur —4914; même, irrégulière, démission peut être validée par la Chambre—4915; historique lettre démission Hyman, aucun doute sur ses intentions—4915; propose que rapport comité des privilèges et élections ne soit pas adopté et que siège Hyman soit déclaré vacant—4916.
Hon. Aylesworth—Député élu, ne peut se soustraire à obligation imposée par ses commettants à moins que quelque disposition légale ne lui permette de se décharger de son mandat—4916; un député peut démissionner de son siège—4916; acte régulier, consigné aux registres de la Chambre—4916 ; formalité pour envoi de démission par lettre édictée pour éviter fraude—4916; même nature qu'un testament—4917; testateur et témoins doivent être présents simultanément pour signature—4917; la valeur du sceau—4917; sceau apposé sur démission Hyman par avis télégraphique—4918; unanimité du sous-comité sur l'illégalité de démission —4918; rapport du comité au complet presque unanime sauf exception Lavergne—4918; coutume ratifier rapports comités—4919; en dépit assertion de M. Lavergne l'opposition a prétendu et prétend encore que M. Hyman n'a jamais voulu démissionner—4919; l'intention d'un député de démissionner ne rend pas son siège vacant—4919; acte qui rend le siège vacant, absolument déterminé—4920; impossible pour Chambre de rendre décision adverse à tout précédent établi—4920; repousse motion Lavergne—4920.
M. H. Bourassa—L'accord des avocats ne provoque chez lui que des soupçons—4920; démission Hyman, piquante comédie—4920; historique démission—4921 ; démission était anthentique, sincère—4921; comité n'a pas mis en doute intention du ministre—4921; texte décision—4922; admet que Hyman est l'auteur de la lettre à l'Orateur incluant décision—4922; aucune fraude à redouter ni contre M. Hyman, ni contre parlement—4922; importance des formalités—4922; différence entre testament et démission—4923; document de ce genre peut parfaitement être validé après coup

MOTIONS DE CENSURE—*Suite.*
DEMISSION DE L'HON. HYMAN—*Suite.*
M. H. Bourassa—*Suite.*
—4923; circonstances pas modifiées—4924; même les révélations de Toronto subsistent—4924; comédie pour éviter élection à London—4924; entente des deux partis —4924; motion Lavergne repoussée—4924.

MOTIONS PAR DEPUTES :

MOTIONS D'ORDRE.
M. German—Demande permission de soumettre pour 2e lecture avant leur tour bills Jordan Light Heat & Power, et Erie & Ontario Development Company—4692.
M. Lennox—S'oppose—7692.
M. l'Orateur—Impossible procéder sans consentement unanime—7693.

ACCIDENTS SUR L'I.C.R.
M. F. A. Laurence—Demande état contenant tous renseignements sur accidents survenus sur I.C.R.—3516; renseignements nécessiteront recherches mais démontreront règles suivies par le passé pour indemnité par gouvernement—3510; réclamations en arrière, tout moyen paraît bon pour faire dormir les réclamations—3510; difficultés qu'éprouvent les pauvres gens pour faire valoir leurs réclamations contre le gouvernement—3510; on espère toujours les lasser en faisant traîner les réclamations —3510: dans le passé les réclamations ont toujours été réglées d'après considérations absolument étrangères à responsabilité civile—3511; de fait le public considère qu'elles sont réglées simplement par faveur—3511; accident de A. McLeod—3512; accident à l'express d'Halifax, 6 décembre 1902—3512; pauvres gens incapables de s'adresser aux tribunaux—3512; on a fait tenir une enquête quatre ans après l'accident—3513; cette enquête ne peut servir à rien—3513; les lieux ont été réparés, les témoins disparus—3513; cette enquête ne peut avoir d'autre raison que d'infirmer verdict du jury du coroner—3513; verdict —3513: au moment de la démission de l'hon. M. Blair le règlement de la réclamation allait être effectué—3514; lettres de l'avocat des réclamants—3515; au moment de son départ, l'hon. M. Blair avait virtuellement décidé de régler réclamation—3515; le ministre actuel ne s'est pas intéressé à l'affaire, l'a laissé traîner—3516; déclaration 9 juillet 1906—3516; les morts—3516; demande au premier ministre de voir à l'affaire et de faire accorder indemnité, si possible—3516.
M. E. M. Macdonald—Important que les habitants des provinces desservies par I.C.R. puissent réclamer dommages de la ligne comme les autres citoyens, des autres compagnies—3516; méthode du gouvernement pour examen des réclamations laisse beaucoup à désirer—3517; nécessité d'une pétition de droit et de poursuite devant cour d'échiquier du Canada—3517 ; on redoute d'entrer en procès avec le gouvernement—3517: difficultés de procédure—3518; entraves par la loi des chemins de fer de l'Etat—3518;; le fardeau de la preuve retombe sur le réclamant—3518; excep-

MOTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
ACCIDENTS SUR L'I.C.R.—*Suite.*
M. E. M. Macdonald—*Suite.*
tions particulières aux chemins de fer de l'Etat quant aux bestiaux errants—3518; différence avec la loi commune—3519; la loi quant aux incendies allumés par locomotives—3520; divergences—3520; la population le long de l'Intercolonial a droit à la même protection que le long des autres chemins de fer—3520; responsabilité devant être décidée par un fonctionnaire après enquête personnelle—3521; cette décision ne devrait pas être revisée par autre employé ne connaissant rien des faits ni des circonstances—3521.
M. F. B. Carvell—Etonné que l'on n'ait pas encore demandé l'application de la loi des chemins de fer à l'I.C.R. en ce qui a trait aux questions d'incendie et de clôtures—3522; modifications introduites à la loi des chemins de fer quant à clôtures—3522; modifications quant aux incendies—3523; ne comprend pas pourquoi parlement ayant modifié loi générale n'a pas modifié celle de l'I.C.R.—3523; inutile de nommer fonctionnaire de l'Etat pour réclamations—3524; suffit astreindre I.C.R. à la loi du pays—3524.
M. W. S. Loggie—Importance d'agir promptement—3524; vingt-cinq de ses électeurs blessés dans l'année—3524.
M. Sproule—Le ministre des Chemins de fer est absent—3525; c'est en sa présence que ces débats devraient être soulevés—3525; on entasse des difficultés et des obstacles devant les députés qui tentent d'obtenir justice pour constituants lésés—3526; la vache de la veuve Maloney—3526; seul moyen, harasser le ministre—3526; ce sont les députés libéraux qui se sont opposés au projet d'obliger les compagnies de chemins de fer à indemniser les cultivateurs riverains de la perte de leurs bestiaux—3526; modifications des lois à l'avantage des chemins de fer—3527; limitation des réclamations recouvrables à $5,000—3527; absence des ministres—3528; l'Intercolonial devrait être sur même pied qu'autres chemins de fer—3528.
Hon. Aylesworth—Personne ne peut s'opposer à motion soumise—3529; la question doit être aussi considérée au point de vue du public qui paie ces réclamations—3550; le gouvernement occupe une position différente des particuliers—3530; c'est la pénalité de la nationalisation—3530; les directeurs et actionnaires sont libres de payer une réclamation s'il leur plaît, c'est de leur propre argent qu'il s'agit—3530; le gouvernement paie avec de l'argent qui n'est pas à lui—3531; l'enquêteur actuel du département n'a pas mission de rendre une décision—3531; il ne peut pas faire de procès ni faire venir de témoins—3531; le verdict du coroner n'oblige pas non plus le département—3532; le gouvernement envoie un commissaire enquêteur pour connaître les faits et faire un rapport—3532; si un autre fonctionnaire fait un autre rapport, il ne renverse aucunement la décision du premier, il affirme seulement qu'il a vu les faits sous un autre jour—3532; si le demandeur ou le ministre croient qu'il y a lieu de déterminer la responsabilité, la seule ressource est un procès—3533; à moins de frivolité, pétition de droit jamais refusée—3533; faux que le renvoi à la cour d'échiquier équivaille à un déni de justice—3533; la cour se transporte où sont les témoins—3534; réclamant pas en plus mauvaise posture que devant tribunal ordinaire—3534; il faut une cour uniforme pour le Canada, il est tout naturel qu'Ottawa soit choisi comme centre de juridiction—3534; la question de la responsabilité des chemins de fer pour incendies—3534; conséquence des services rendus pour transport—3534; injuste de punir à moins de négligence coupable—3535; cependant, il y a quatre ans, parlement canadien a pris décision unique en son genre de rendre les compagnies responsables dans tous les cas—3535; maintenant on veut rendre responsable même la couronne—3535; c'est-à-dire qu'on veut forcer le peuple à assurer ses voisins—3535; c'est un sujet qui demande réflexion—3535.
M. Lancaster—Il n'y a pas de raison pour que la couronne n'ait pas à subir la même responsabilité que des particuliers—3536; pour éviter les frais de la cour d'échiquier les poursuites pour petits montants pourraient être entendues par juges de comté—3536; la jurisprudence en Angleterre tient toute personne ou compagnie responsable d'un acte dangereux qu'elles font—3536.
DEMISSION DE L'HON. HYMAN.
M. R. L. Borden—Propose renvoi au comité de privilèges et élections de lettre de démission de l'hon. Hyman—3270; paroles de sir W. Laurier—3271; important savoir si démission valide ou annulée—3271; conséquences possibles—3272.
Sir W. Laurier—Accepte cette motion—3272; mais hon. Brodeur croit qu'il faut qu'un bref de *supersedeas* soit émis pour annuler mandat lancé—3272; faudrait s'enquérir—3272; propose motion soit modifiée en sens pendant procédures—3272.
Motion modifiée adoptée—3272.
IMPRESSION DE DOCUMENTS CONFERENCE INTERCOLONIALE.
Hon. G. Foster—Propose suspension règle de la Chambre et impression immédiate des documents conférence intercoloniale—3382.
Adopté—3382.
MOTIONS DISCUTEES.
ATELIERS DE L'INTERCOLONIAL A MONCTON.
M. Crocket—Etat indiquant dépenses faites jusqu'aux 31 décembre 1906, pour ateliers et machines à Moncton, intentions du gouvernement pour 1907?—2671.
Hon. Fielding—Deuxième partie inacceptable demande expression d'opinion et non production de documents—2672.
Motion modifiée adoptée—2672.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

BAUX HYDRAULIQUES MINIERS.

M. W. J. Roche—Demande copie des documents relatifs aux compagnies dont baux annulés l'année dernière—1105.

Hon. Oliver—Documents sont requis dans un procès, imprudent les rendre publics maintenant—1106.

CANAL DE TRENT.

M. Ward—Demande copie, rapports et plans d'ingénieurs en 1905 et 1906 sur partie canal de Trent entre lac Rice et lac Ontario—1991: montant de $80,000 seulement porté au budget n'indique pas de zèle pour achever entreprise—1992.

M. Bennett—Apprend avec plaisir que ministre comprend avantages de la rivière Severn comme moyen de communication entre Baie Georgienne et canal—1992; avantages de ce projet—1992.

M. Lennox—Inutile de tergiverser—1993; la dépense est nécesaire—1993; sans la dépense requise tout l'argent déjà dépensé serait perdu—1993; espère que décision n'est pas prise—1993; canal devrait passer dans la direction de l'ouest par rivière Nottawasaga—1993.

M. McCarthy—Demande achèvement d'études—1894; en faveur passage par townships de Nottawasaga, Summerside et Vespra jusqu'à Barrie—1994.

M. S. Hughes—Le public demande achèvement du canal—1994; espère débouché à chaque extrémité sera choisi et annoncé—1895.

M. Hall—Négligence conservatrice quant au canal de Trent—1996; mauvaise foi—1896; le présent gouvernement s'est occupé sérieusement du canal—1996.

Hon. Haggart—N'a jamais fait de politique avec canal de Trent—1997: actuellement, on s'occupe seulement d'embranchements politiques—1997; le gouvernement actuel n'a pas accordé une seule entreprise sur le canal—1998.

Hon. Emmerson—Le gouvernement étudie avant de donner contrats—1997; en 1896 les conservateurs ont donné, sans études, des contrats à la veille des élections—1997; rapport de M. Walsh sur études faites sera déposé avant huit jours—1998; absurde de rien mettre dans crédits avant d'avoir rapports—1998; fortement impressionné par route de la rivière Severn—1998; prêt à écouter conseils—1899.

M. Sproule—En dix ans on aurait pu décider au moins d'une des extrémités du canal——2000.

CHEMINS A BARRIERES DE MONTREAL.

M. F. D. Monk—Demande détails et états financiers relatifs à commission des barrières Montréal—521; troisième fois que motion proposée—521; demande faite parce que commission n'est tenue de faire aucun rapport—522 ; suppression des barrières nécessaire, système démodé—522 ; routes mal tenues—522; inconvénient par suite de l'extension de Montréal—523; la clef de la situation est entre les mains du gouvernement fédéral détenteur de toutes les obligations qui existent sur les chemins à barrières de Montréal—523; obligations

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

CHEMINS A BARRIERES DE MONTREAL—*Suite.*

M. F. D. Monk—*Suite.*

$200,000, pas un sou d'intérêt payé depuis 10 ans—523; emploi des recettes—523; la commission ne peut pas faire honneur à ses obligations—523; législature provinciale impuissante—524 ; hon. Préfontaine avait l'intention de nommer une commission pour s'enquérir de la situation—524; MM. Trenholme, Kent, Desmarteau ou Lallemand, proposés—525; ancien arrangement étudié par M. Richard White—526: n'importe quoi meilleur que système actuel—526.

Hon. Fielding—A eu l'honneur de contribuer à abolir péages en Nouvelle-Ecosse—526; ce n'est pas au gouvernement fédéral de fournir des chemins autour de Montréal—527; seul intérêt du gouvernement dans question est celui d'un créancier—527; déjà moitié de la dette remise—527; pas pressé de passer le tout aux profits et perte—527; c'est au gouvernement provincial et aux municipalités environnant Montréal de trancher la question—527; le gouvernement peut être disposé à recevoir l'offre d'un marché pour sa créance, mais ce n'est pas à lui d'en proposer un—527 ; promet de se montrer généreux—528; disposé à déposer papiers—528.

M. Monk—Demande une commission pour rédiger proposition—528.

Hon. Brodeur—Demande si les municipalités intéressées ont fait démarches pour prendre chemin à leur charge—529.

M. Robitaille—Est en faveur de la demande de renseignements—530 ; nécessaire avant d'agir—530.

Motion adoptée—530.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Demande de documents relatifs embranchement chemin de fer de l'I.P.-E. de O'Leary à West-Cape—1867; promis avant élections, crédit inscrit au budget, rien de fait—1867.

Hon Emmerson—Difficulté trouver des ingénieurs pour faire levés—1868; pas de promesse de construction mais d'étude—1768; difficile de trouver place pour nouveaux embranchements à l'I.P.-E.—1868 ; difficultés des gens du littoral—1868; essai de wagons électriques—1868; difficultés à exploitation du chemin de fer de l'I.P.-E.—1869; jamais on n'aurait même étudié ce projet d'embranchement s'il se fût agi d'une autre partie du Canada—1869.

M. Lefurgey—Topographie de la ligne souhaitée—1870 ; promesses—1870 ; avec un tunnel communiquant avec terre ferme, chemins de fer de l'I.P.E. rapporteraient de l'argent—1870; prêt à arrêter toutes les affaires du pays pour obtenir justice pour I.P.-E.—1871.

M. Talbot—M. Lefurgey qui demande des embranchements pour cultivateurs de l'I. P.-E. a voté pour empêcher les cultivateurs de Québec de communiquer avec Nouveau-Brunswick par la Chaudière et Transcontinental—1872.

Copie ordonnée—1872.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

COMMUNICATIONS D'HIVER DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Demande copie de toute correspondance, plans, documents, etc., au sujet de communications d'hiver et construction tunnel entre I.P.-E. et terre ferme—3290; pas de question de parti—3290; prospérité de l'I.P.-E. avant confédération; tout est changé—3291 ; plus de commerce direct à cause des subventions au service d'Halifax et Montréal—3291; clause des communications dans acte de confédération—3292; les promesses de sir G. E. Cartier—3292; conditions du contrat pas remplies—3292; traitées à la légère—3292; l'"Albert", le "Northern Light", le "Stanley", puis le "Minto"—3293; remontrances de l'I.P.-E.—3293; dépêche lord Granvelle ayant provoqué construction "Stanley"—3294; ce que le Canada a payé pour faire respecter les droits des colons anglais au Transvaal—3294; les colons du N.-O. menacés en 1885—3294; difficultés de communication, exemples—3295; les tarifs—3295; lorsqu'on a promis de relier I.P.-E. au réseau de chemin de fer du Canada on devait supposer que c'était sur un pied d'égalité avec autres provinces—3295; on mit les chemins de fer de l'I.P.-E. hors de l'atteinte de la commission des chemins de fer chargée de protéger le public—3296; promesse de tunnel, promesse de troisième bateau—3296; promesse du gouvernement conservateur de 1891, lettre—3296; lettre sir Douglas Fox qui a fait des forages dans le détroit—3296; estimation du coût du tunnel, 8 millions —3297; le tunnel de l'Hudson, citation "Engineering News" de N.Y.—3297; si la Chambre était libre de voter sans pression ministérielle, elle voterait le tunnel à l'unanimité—3298; la population de l'île diminue à cause des difficultés de communication—3298; au prix du Doukhobors, l'île a perdu en dix ans $18,000,000 par dépopulation—3298; le leurre de la Confédération—3299; discours du lieut.-gouv. I.P.-E. en 1873—3209; l'I.P.-E. paie sa part du Transcontinental qui ne lui sert à rien—3299; on construit un tunnel sous canal Lachine et on en refuse un à I.P.-E.—3299; on favorise l'île de Vancouver et on abandonne I.P.-E.—3209.

M. J. J. Hughes—Question de transport, pure et simple—3300; industrie primitive de l'I.P.-E., construction de navires et culture avoine—3300; tentative ensuite de culture mixte pour approvisionner villes rapprochées, réussirait, mais pas de moyens de communication—3300; deux industries seulement actuellement dans l'île: pêche et agriculture—3300; exemple de la situation créée par difficultés et cherté de transports: la viande—3301; la pêche—3302; de là agitation pour vaisseau transbordeur de wagons ou tunnel—3302; pas d'agitation bruyante, trop conscients de leurs droits—3302; progrès dans la construction des tunnels—3303; le tunnel du Simplon, lettre de l'ingénieur—3304 ; la Suisse a 3,315,000 habitants, son revenu est de $23,073,000, le tiers du nôtre—3304; prévisions du premier ministre quant au placement du produit de nos pêcheries ne se réaliseront que si nous améliorons nos

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

COMMUNICATIONS D'HIVER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. J. J. Hughes—*Suite.*

communications—3305; simple question d'argent—3306; le pays approuverait sûrement cette dépense—3306; le sous-ministre des Chemins de fer est le seul homme qui étudie un projet pour aider au transport frigorifique des produits de l'I.P.-E., mais trop coûteux—3306; sénateur Ferguson agite à la Chambre Haute question de la Baie d'Hudson, ferait mieux de se consacrer au tunnel—3306; demande : étude du tunnel, troisième bateau, en attendant, avec transport frigorifique, réunion sous le même ministre des transports et des communications avec terre ferme, actuellement divisés entre ministère des Chemins de fer et Marine et Pêcheries—3308.

M. l'Orateur—Reconnaît que M. Lefurgey qui seconde la motion aurait dû avoir la parole après M. Martin—3308; ne s'est pas levé immédiatement—3308.

M. J. Barr—Si on veut que la chaîne d'union tienne, il ne faut pas affaiblir une seule de ses mailles—3309; promesses faites—3309; sous le régime conservateur, communications avec l'île mieux maintenues—3309; bateaux étaient meilleurs—3309; opposition des libéraux au C.P.R.—3310; le prix du tunnel ne doit pas nous effrayer si on le compare au Transcontinental et au canal de Baie Georgienne—3310; les pères de la Confédération n'ont jamais prévu qu'on violerait leurs promesses, il faut commencer les travaux—3310.

M. Lefurgey—Plainte d'indifférence—3311 ; l'île du Prince-Edouard demande justice—3312; plus de temporisation—3312; le "Canadian Courrier" et la dépopulation des provinces maritimes—3312; statistiques—3312; c'est avec des promesses qu'on a décidé l'île du Prince-Edouard à se joindre à la Confédération—3314; ce que le Dominion a dépensé pour les autres provinces—3314; chemins de fer et canaux—3314 ; contribution de l'île du Prince-Edouard aux recettes de l'Etat—3116; avec le tunnel, contribution serait doublée—3316: agrandissement des provinces avec terres appartenant à l'île du Prince-Edouard comme aux autres provinces——3316; le service du télégraphe—3317; ce qu'on a fait pour tenir promesses; on a dépensé en tout en navires $340,000—3317; argent gaspillé—3318; lettre T. Kennard Thompson confirmant estimation de sir Douglas Fox—3318; dépense annuelle probable, intérêt et entretien serait $400,000 environ—3319; c'est ce que coûte le service défectueux actuel—3319 ; dépense aussi justifiable que dépenses d'irrigation, de guerre d'Afrique du Sud, rébellion du Nord-Ouest—3320; ce que pourrait être le commerce de l'île du Prince-Edouard avec un tunnel—3320; lettre à Joseph Read et Cie—3320; avec un tunnel Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse seraient débouchés naturels—3320; jeunes gens et jeunes filles resteraient dans l'île—3320; prix de transport pour marchandises de l'île du Prince-Edouard comparés avec prix dans

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

COMMUNICATIONS D'HIVER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. Lefurgey—*Suite.*

l'ouest—3321 ; article du "Guardian" de Charlottetown montrant avantages accordés à Ontario, dont ne jouit pas l'île du Prince-Edouard—322 ; sir Wilfrid Laurier et la non observation des engagements pris avec l'île du Prince-Edouard—324 ; lettre sir W. Laurier en 1891—3324; aurait dû, en arrivant au pouvoir en 1896 se mettre à l'œuvre pour le tunnel—3325; patience de l'île du Prince-Edouard est à bout—3325; il faut des actes, plus de sourires encourageants—3325.

Hon. M. Brodeur—On aurait pu se dispenser de menaces—3325; aucun gouvernement n'a encore été capable de décider si entreprise du tunnel était exécutable—3326: conditions exactes d'entrée de l'île du Prince-Edouard dans confédération—3326; décret impérial de 1873, termes—3326; examine la question du service d'hiver—3326; blâme articles séparatistes du "Guardian"—3327; le gouvernement entend être non seulement juste, mais généreux pour l'île du Prince-Edouard—3327 ; à l'entrée de l'île dans la confédération jusqu'en 1876, il n'y avait aucune espèce de communications d'hiver—3327; ce sont les libéraux à cette époque qui ont mis en service pour la première fois un bateau à vapeur, le "Northern Light" pour fournir des communications à l'île—3328; celui-ci fut remplacé par le "Stanley", sous administration Foster—3328; en 1897, le gouvernement libéral a doublé le service en ajoutant le "Minto"—3328: depuis, deux brise-glaces ajoutés—3328; voilà ce qu'a fait le gouvernement libéral—3328; cependant, nouvelles demandes—3328; ne s'en plaint pas, mais répond à M. Barr qu'il est faux que les conservateurs aient mieux fait les choses que les libéraux—3329; examine question des communications télégraphiques—3329 ; avant Confédération, l'île avait accordé monopole à cie anglo-américaine—3329; subvention augmentée de $5,000 par année, par gouvernement libéral—3329; la rupture du câble, service du "Minto" et du "Stanley"—3330; installation à Pictou de poste de télégraphie sans fil—3330; utilisation du poste de Cap Bell, sans demander un sou à la population de l'île du Prince-Edouard—3330; gouvernement songe à construire un autre vapeur, admet "Stanley" suranné—3330; M. Deguid, expert recommandé par lord Strathcona a fait rapport—3330; texte du rapport—3330; opinion McElhinney—3331; divergence d'opinion quant aux dimensions—3331; gouvernement fait études et, avant peu, demandera ouverture de crédit—3331; travaux de dragage à Pictou—3332; le percement d'un tunnel ne fait aucunement partie des obligations consenties à l'entrée dans la confédération—332; la seule obligation est l'entretien d'un bon service de vapeurs entre île et terre ferme—3332: rapport Douglas Fox—332 ; rapport Palmer, 1894—3333; l'année dernière, M. Saint-Laurent, du ministère des Travaux publics, chargé d'un rapport—3333 ; conclusions—3333; évaluation, $15,000,000—

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

COMMUNICATIONS D'HIVER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

Hon. L. P. Brodeur—*Suite.*

3334; question du tunnel dépend des experts—334.

M. A. A. McLean—Pas d'esprit de parti, traite la question en citoyen de l'île du Prince-Edouard—3395; en 1901, le gouvernement a reconnu qu'il n'avait pas tenu ses obligations quant au service de vapeurs—3336; texte du décret 1901 accordant subvention additionnelle de $30,000 par année—3336; cela va aussi mal depuis—337 ; résolution législative, 1905—337: le même langage que celui employé par M. McCrady—3339; justification de l'agitation—3340 ; on pourrait nommer commission royale pour s'enquérir de la situation de l'île—3340; personne n'a demandé la construction du Transcontinental—3341; la dépense même de $15,000,000 pour le tunnel serait une goutte d'eau dans la marée montante—3342; la commission des transports a visité l'île, elle a constaté les griefs, ses conclusions ne sont pas mises à exécution—3342; le "News" et la situation à l'I.P.-E.—3343; la Chambre de commerce de Charlottetown et la situation—3343 ; les capitaines des vaisseaux du gouvernement devraient être remplacés—3345; taux de transport exorbitants—3345; lettre du capitaine Jos. Read dans "Patrol"—3345 ; justice ou sécession—3346; le trajet d'Ottawa à Charlottetown—33346 article "Sun" de Saint-Jean, trafic des voyageurs—3348; article "Patrol" tarif de transport—3348; résolution de la chambre de commerce maritime d'Amherst—3350; le seul moyen de faire cesser mécontentement est d'exécuter loyalement pacte de 1873—3351.

M. W.Chisholm—Excès de langage, préjugés de parti—3351; I.P.-E. petite, mais importante—3351; a le droit de réclamer la faveur d'un tunnel—3352; heureux de promesse de générosité du ministre de la Marine—3352; le Canada est forcé de tenir ses promesses, mais il importe de bien savoir ce qu'elles sont—3352; évidemment, il ne fut pas promis de tunnel, personne n'y songeait—3352; l'île demandait seulement des communications à la vapeur—3353 ; pas pour les produits : pour les voyageurs et pour les courriers—3353; ne voterait pour un tunnel que s'il était prouvé que tous les autres moyens sont insuffisants pour remplir loyalement les termes du contrat—3353; il est une chose certaine c'est que tous les gouvernements ont essayé de leur mieux à maintenir des communications ininterrompues, mais sans y réussir—3353; le remède du barrage à Belle-Isle—3354; exposés de griefs, en 1877, M. Sinclair—3354; en 1889, feu juge McIsaac—3354 ; indemnisation en 1901—3354; cette indemnité n'était que pour dommages causés jusqu'alors?—3355; quelle sera la prochaine?—3355; il faut un terme à cet état de chose—3355 ; un tunnel est-il indispensable—3356 ; resultats d'autres essais; service Summerside et cap Tourmentine—3355; rapport Gourdeau, 1904—3356 ; points faibles—3356 ;

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

COMMUNICATIONS D'HIVER DE L'I.P.-E.—*Suite.*

M. Chisholm—*Suite.*

ligne Summerside-Tourmentine et Pictou-Charlottetown condamnées—3356; M. Deguid et Pictou—3357; rapport Owen, 1905 3358 ; prétend que problème sera résolu par ligne entre Georgetown et Cap-George—3358; M. Owen et Cap George—3359; cette ligne discutée en 1877 par M. McIntyre—3359; la condition des vents, des glaces et des marées—3360; les avantages de la route—3361.

M. J. W. Daniel—Résolution et avis du conseil du commerce maritime—3362 ; si on ne veut pas faire de sacrifices pour petites provinces, pourquoi dépenser tant d'argent pour Yukon—3362; passage du rapport de la commission des transports ayant trait à l'île du Prince-Edouard—3364 ; recommandation—3364 ; la question des tarifs de transport—3364; n'approuve pas l'idée de sécession, mais le ministre des Finances l'a bien prêchée à conférence interprovinciale de Québec, 1887—3364.

M. F. B. Carvell—Ce n'est pas la faute du gouvernement si l'I.P.-E. est entourée d'eau toute l'année et de glace tout l'hiver—3365; tous les gouvernements ont essayé de se conformer à l'Acte d'Union—3365; il est regrettable d'entendre proférer des menaces, même sous forme de paroles en l'air—3366; absolument favorable au tunnel si réalisable—3366; personne actuellement ne peut dire si ce projet peut être mis à exécution—3366; si tunnel ne devait pas dépasser $10,000,000, serait entreprise profitable—3366; beaucoup de tunnels ont été construits dans ces derniers temps, gouvernement pourrait consacrer quelques milliers de dollars à se renseigner—3366; l'I.P.-E. a contribué à tous les grands travaux du Canada—3367; si même l'intérêt sur construction d'un tunnel devait être un peu fort, on ne doit pas y regarder—3367.

M. J. W. Fowler—Dix millions n'est pas trop cher pour tenir parole—3368; si service interrompu deux mois évidemment conditions pas remplies—3368; au prix de dix millions, nous retirerions avantages considérables d'un tunnel—3368; dépopulation de l'île en dépit de grande fertilité—3368; départ de 18,000 habitants en dix ans—3368; partis aux Etats-Unis—3369; désapprouve menaces de sécession 3370.

M. R. L. Borden—Le pacte—3370; interprétation du premier ministre actuel—3370; admission de fait en 1901 que conditions pas remplies—3371 ; depuis, situation a empiré, admissions—3372; promesses du gouvernement—3372; lettre Laurier en 1891—3372; arrivé au pouvoir premier ministre n'a rien fait pour obtenir renseignements promis—3373; aucune trace de rapports d'ingénieurs compétents—3373 ; il ne suffit pas d'envoyer fonctionnaire d'un département, il faut rapport des meilleurs ingénieurs du monde—3374 ; l'affaire ne peut pas se considérer au point de vue exclusivement commercial—3374; Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick ont intérêt à avoir communications praticables avec I.P.-E.—3374; le gouvernement doit être à même aujourd'hui de déclarer si un tunnel est praticable—3374; s'il ne peut pas le dire, c'est qu'il a failli à son devoir et à ses promesses—3374; l'hon. Fielding et la sécession—3375; la question des transports: le tarif devrait être uniforme pour traction continue, même sur voies différentes—3375 ; le gouvernement a la haute main sur chemin de fer I.P.-E., sur steamers et sur I.C.R.—3376; aucune raison pour que l'île ne jouisse pas du même système qu'autres parties du pays—3376; prône le principe de concentration des services de transport de l'I.P.-E. dans un seul département—3376; le service télégraphique—3376; nous sommes tenus de le maintenir—3376 ; délai de correspondance inadmissible—3376 ; état de chose insupportable—3378 ; étant donné l'état des esprits, il n'est pas permis de retarder une solution plus longtemps—3378.

M. E. M. Macdonald—Quand le gouvernement en 1901 décida de payer une subvention additionnelle, un des chefs conservateurs, l'hon. M. Haggart déclara que l'I.P.-E. n'avait droit à rien parce que le contrat avait été tenu à la lettre—3378; le gouvernement ne peut pourtant pas être blâmé si le câble s'est rompu au fond de l'eau—3379; croit qu'avec un nouveau steamer et des brise-glaces on peut amener un état de chose satisfaisant—3379; sinon il sera toujours temps de recourir au tunnel—3380; défense du port de Pictou—3381; plus profond que celui de St-Jean, N.-B.—3381; tous les capitaines se déclarent en faveur de Pictou—3381.

Motion Martin adoptée—3381.

CONDUITE DE CERTAINS EMPLOYES DE L'I.C.R.

M. Barker—Demande copie de documents se rapportant à inconduite de Burrill, Tracy, Bruce, McDougall, et règlements relatifs à conduite des employés I.C.R.—751.

Hon. Emmerson—Rien contre employés en question—751; règlements seront déposés—751.

Ordonnée—751.

DEMANDES DE TERRES, VALLEE SASKATCHEWAN.

M. J. Barr—Copie de documents relatifs à demande de terres par R. C. McCracken et McCann—599; transaction de ces personnes à Patrick, prétendu agent—599; correspondance avec département—600; Patrick devrait être en prison—600: dépenses des jeunes gens devraient être remboursées—600.

FORCES HYDRAULIQUES DU CANADA.

M. Monk—Demande copie de toutes conventions, baux, etc., relatifs aux forces hydrauliques canal Soulanges, canal Lachine et autres dans rayon de 100 milles autour Montréal—251; motion dernière session—

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*
FORCES HYDRAULIQUES DU CANADA—*Suite.*
M. F. D. Monk—*Suite.*
252; aucun rapport déposé en réponse—252; province d'Ontario a nommé une commission des pouvoirs hydrauliques—252; Québec n'a rien fait, a passé outre à protestation du gouvernement fédéral contre certaines ventes—252; importance pour Montréal de pouvoir se procurer de l'énergie hydraulique à bon marché—253; pouvoirs existant autour de Montréal—253; accaparement actuel des pouvoirs par compagnie unique—254; l'énergie électrique se vend à Toronto 50 p. 100 meilleur marché qu'à Montréal—254; accaparement de l'énergie du canal de Soulanges par la compagnie de Montréal:—254; monopole et apathie de Montréal—255 ; le gouvernement devrait prendre la haute-main sur les choses d'utilité publique—255; empêcher les monopoles—255; veut connaître les intentions du gouvernement au sujet de concessions futures ou de concessions non régulièrement observées—255; le pouvoir de Beauharnois, rumeurs de cession—256; le gouvernement devrait exploiter lui-même et revendre pouvoir hydro-electrique de canal Lachine—257.
Hon. S. Fisher—Pouvoirs canal de Beauharnois pas aliénés ni concédés en faveur de personne—257; fortes influences à Montréal tiennent tête au monopole—258; danger des enchères publiques, formidable puissance monétaire du monopole—258; gouvernement étudie moyen d'assurer concurrence réelle dans l'intérêt public—258; enquête Duff-Brunet—259: demande de ne pas limiter le champ d'enquête pour étudier toutes concessions avant comme après dix ans—259; accepte motion.
M. W. F. Maclean—Premier ministre n'a pas foi dans nationalisation—260; gouvernement devrait au moins, dans concessions, conserver le droit de réglementer de temps à autre le prix d'approvisionnement de l'énergie—260; concurrence entre soumissionnaires devrait consister dans adjudication du plus bas prix de vente de l'énergie au public—260; la "Gazette" de Montréal et la question de la houille blanche aux Etats-Unis—260 ; empêcher l'exportation aux Etats-Unis du pouvoir de Niagara—262 ; le parti libéral aide les monopoleurs—262; l'hon. M. J. M. Gibson et la ville de Hamilton—262 ; les spéculations des compagnies de Niagara—263 ; gouvernement devrait distribuer l'énergie électrique à bon marché et interdire son exportation aux Etats-Unis—264.
Sir W. Laurier—M. Maclean pas conservateur, mais radical avancé—264; n'approu- pas idée de gestion par pouvoirs publics —265; canal de Beauharnois doit être utilisé pour fins d'exploitation industrielle—265 ; nombreuses demandes, aucune de la part des municipalités—265; gouvernement ne doit pas disposer de ces chutes d'eau sans retenir le droit de réglementer le tarif—266; rumeur fausse quant à la vente du pouvoir et à l'achat de la "Presse"—266; transmission d'égie électrique de Niagara aux Etats-Unis
MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*
FORCES HYDRAULIQUES DU CANADA—*Suite.*
Sir W. Laurier—*Suite.*
limitée par la loi à 160,000 chevaux—266; pas en faveur interdire complètement exportation de pouvoir—267; grands capitaux engagés dans compagnies d'exploitation peut-on les priver maintenant du privilège d'exportation?—267 ; question soumise à commission des eaux limitrophes—267; pas de rapport définitif—268 ; impossible prendre décision avant rapport —268.
M. R. L. Borden—Gouvernement avait bien déposé loi l'année dernière avant rapport —268; fut retirée pour raisons autres que celles invoquées maintenant—268; résumé discussion dernière session—268; on peut bien vendre les chutes aux enchères et conserver pouvoir de réglementation—269.
M. Sproule—Le marché avec P. Davis à Cornwall—270; comparaison avec l'œuvre du gouvernement d'Ontario—270 ; les chutes d'eau du canal de Trent—271 ; elles devraient être la propriété de la province—271; le gouvernement n'est pas fondé d'aliéner l'énergie hydraulique de ses canaux qui utilise l'eau appartenant aux provinces—271; gouvernement devrait connaître les dessous des formations de compagnies, les capitaux réellement engagés—272.
Motion amendée adoptée—273.
FOURNITURES DE LA COMPAGNIE DE FUSILS ROSS.
M. Worthington—Demande copie de marchés avec gouvernement, fournitures de fusil, transactions douanières—754.
Hon. Paterson—Factures et inscriptions douanières pourront pas être communiquées—754.
M. Worthington—Demande copie de rapport de toute commission, bureau, association, etc., au sujet du fusil Ross—1447; veut savoir si la milice a le meilleur fusil possible—1448; questions quant à la composition de la compagnie—1448; plaintes à la suite du tir de Rockliffe—1449 ; recommandations commission—1449; article "Evening Journal"—1450; fusil pas l'égal du nouveau Springfield américain—1430; article "Daily Telegraph" au sujet du fusil Ross à Bisley—1450; les rumeurs mises en circulation, le "Citizen" d'Ottawa—1452.
Sir Fred. Borden—On aurait pu attendre dépôt correspondance et ne pas lire en Chambre injustes racontars de journaux—1452 ; la compagnie qui fabrique les Lee-Enfield "Birmingham Small Arms Company" a refusé de venir au Canada fabriquer ces fusils—1452; sir C. Ross offrit de fabriquer des fusils employant cartouches de Lee-Enfield—1453; fabriquait déjà des fusils aux Etats-Unis—1453; commission réunie en 1901 pour examiner premier échantillon —1454; opinions élogieuses énoncées—1454; signature du contrat—1455; nouvelle réunion de la commission—1455; consultation du major Pim—1455 ; distribution du fu-

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

FOURNITURES DE LA COMPAGNIE DE FUSILS ROSS—*Suite.*

Sir Fred. Borden—*Suite.*

sil, épreuve du fusil—1456; plaintes de la police à cheval—1457; fusils retirés—1458; jamais aucun fusil n'a été distribué sans que plaintes ne se soient produites—1458; fusil Ross a subi épreuves sévères en Angleterre—1458; défectuosités constatées dans le Lee-Enfield—1458; jamais d'éclatement avec fusil Ross—1459; accidents arrivent toujours avec fusils du genre Lee-Enfield—1459; historique de l'emploi du fusil Ross à Bisley—1460; reprise des fusils modèles différents du même fusil—1461; fusil Ross coûte même prix que fusil Lee-Enfield rendu au Canada—1461; le fait de fabriquer fusils et munitions au Canada peut éveiller patriotisme—1462.

M. Bergeron—Les libéraux ont fait la campagne de 1895 en reprochant aux conservateurs de dépenser $300,000 pour acheter des fusils—1462; ces fusils coûtaient la moitié du prix de ceux d'aujourd'hui—1463; la composition de la compagnie de fabrication du fusil Ross—1463; écart entre les réponses des ministres à deux interpellations analogues—1464; autres questions—1466; nous dépensons beaucoup trop d'argent pour la milice—1467; nous avons un contrat d'un million avec Ross et nous avons déjà versé trois quarts de million—1468; achat de Winchester—1468; le gouvernement actuel dépense en armes et en munitions cinq fois ce que dépensaient ses prédécesseurs—1470; les débris de l'ancien parti conservateur sont assez loyaux pour exploiter cette situation—1470; l'organisation actuelle de la milice est défectueuse—1474; nous coûte trop cher—1471.

Hon. Foster—L'idée de protection ne peut pas nous influencer si le fusil n'est pas le meilleur possible—1471; la dépense n'est pas excusable à moins que le fusil ne soit irréprochable—1472; fusil n'est pas entièrement fabriqué en Canada—1472; comptes ne devraient pas être payés avant qu'on soit sûr que défectuosités peuvent être réparées—1472; veut savoir si le fusil coûte trop cher—1474.

M. Daniel—Défectuosités du fusil Ross constatées au 3e d'artillerie de Saint-Jean—1474.

M. Worthington—Le rapport d'un major-général quant à un fusil vaut celui d'un caporal à Bisley—1475; aperçu comique des commissaires—1475; a fait trois campagnes et n'a jamais vu de Lee-Enfield éclater—1476.

Motion adoptée; copie ordonnée—1476.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE FRUITS ET LEGUMES.

M. E. D. Smith—Etat des fruits, légumes, gelées, conserves, etc. importées et exportées et indication des régions d'origine—510.

Hon. Paterson—Long état à préparer—510.

Adopté—510.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

JETEE DE PORT-DANIEL.

M. A. Martin—Demande copie de correspondance relative à adjudication d'entreprise de construction jetée de Port-Daniel——753; demande ajouter 30 mai 1907—753.

Adopté—753.

M. McILREITH D'HALIFAX.

M. Crocket—Demande copie de lettres a documents relatifs à paiement d'honoraires à E. T. McIlreith avocat du gouvernement à Halifax depuis 1902—2670.

M. Johnston—Propose ajouter état des montants payés à agents ou représentants du gouvernement à Halifax de 1891 à 1896—2670.

M. l'Orateur—Motion devient contentieuse, réservée—2670.

Reprise—2672.

M. Crocket—Amendement étranger à motion, devrait former motion séparée—2672.

M. l'Orateur—Amendement en règle—2672.

M. Johnston—Evidemment l'auteur de la motion est désireux d'avoir le plus de renseignements possibles—2672.

Hon. Foster—On permet ainsi à un député d'obtenir indirectement renseignements sans donner avis—2673.

Sir W. Laurier—La chose s'est déjà faite—2673; surplus de renseignements—2673.

Motion modifiée adoptée—2673.

NAUFRAGES A L'I. P.-E.

M. Lefurgey—Demande copie de tous documents et correspondance concernant envoi de bateaux de sauvetage à vaisseaux récemment naufragés à l'île du Prince-Edouard—929; insuffisance du service de sauvetage canadien—9300; 200 milles de côtes de l'île du Prince-Edouard sans un vaisseau de sauvetage—930; pourtant la dépense de ce service a triplé—930; il a fallu des désastres successifs pour que des améliorations soient apportées au service sur côte du Pacifique—930; actes héroïques de sauvetage accomplis dans la grande tempête de l'île du Prince-Edouard de novembre 1906—931; le "Patriot" de Charlottetown et la conduite du département de la Marine et de ses fonctionnaires—931; le naufrage du "Sovinto"—934: refus d'agir du capitaine du "Stanley"—934; refus d'assistance des fonctionnaires du département à Charlottetow—934; le service de l'hiver—934; difficulté de correspondre avec le ministère—934; il faudrait un représentant sur l'île—935; il faut des installations de sauvetage—935; il faut acheter des bateaux de sauvetage et des fusées-mortiers—935; il faut établir un service moderne—935.

Hon. L. P. Brodeur—Comprend nécessité d'un service moderne—936; crédit figure au budget cette année pour amélioration—936: en Angleterre, service des sauvetages ne dépend pas de l'Etat mais du "Royal National Lifeboat"—936; rôle d'assistance des gardes-côtes de l'amirauté—936; M. M. Bailey et le service du "Royal National Lifeboat", reproches sérieux—937; demande de transfert de ce service au

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

NAUFRAGES A L'I.P.-E.—*Suite.*

Hon. L. P. Brodeur—*Suite.*

gouvernement échoue—938; en France, service volontaire également: "Société centrale de sauvetage des naufragés"—938; aux Etats-Unis et au Canada seulement, service public—938; critique du système américain. "News Advertiser" de Chicago—938; organisation du service américain—938; injustice du public en cas de désastres—939; nos sauveteurs font tout leur devoir et ne manquent pas de courage—939 : le cas de Toronto—939 ; on blâme le capitaine Brown du "Stanley" de ne s'être pas rendu à Souris, tandis qu'il s'y est parfaitement rendu—940 , dépêches et correspondance à l'appui—941; dans le cas du "Sovinto", tout ce qui était humainement possible a été fait par le département et par ses fonctionnaires —942; insultes au capitaine Brown imméritées et injustes—942 ; l'affaire du canot de sauvetage du "Minto"—942; si M. Lord avait informé le département qu'il n'envoyait pas le canot par chemin de fer à cause de la dépense, il aurait reçu ordre de le faire—942; instructions données à M. Lord—942; les instructions étaient assez larges pour qu'il agisse—943; personne n'a perdu la vie faute d'envoi du canot—944; M. Lord a peut-être été trop circonspect, mais le département n'est pas à blâmer—944; témoignage en faveur des jeunes sauveteurs signalés—945; on leur offrira des postes de gardiens dans les stations à créer—945.

M. A. Martin—Le ministre n'a pas dit ce qu'il ferait—946 ; la cause de toutes les difficultés de l'I.P.-E. est la régidité des règlements des bureaux—946 ; le même inconvénient pour l'administration des chemins de fer—946; M. Sharp agent à Charlottetown ne peut prendre aucune initiative—946; le gouvernement devrait rembourser $60 à M. Hyndman qui a eu la générosité de les avancer pour payer le chemin de fer—948; heureux de voir le gouvernement promettre de récompenser les sauveteurs Grady et Campbell—948; l'Ile du Prince-Edouard a déjà souscrit $500—948; MM. Brown et Sharpe excellents fonctionnaires—948; ce n'est ni en Angleterre ni en France qu'il faut chercher des inspirations pour système de sauvetage, mais aux Etats-Unis, le pays du progrès par excellence—949.

M. E. M. Macdonald—Cette résolution n'a pas pour objet d'améliorer le service de sauvetage de l'I.P.-E.—949; c'est le moindre souci du proposeur—949 ; tout ce qu'on veut, c'est faire le procès du ministère de la Marine—950; on refuse de blâmer les plus évidemment coupables—950; la culpabilité de M. Lord ; mépris des ordres du département—950; si M. Lord n'a pas le bon sens d'agir, il n'y a qu'à le destituer—951; c'est au ministre de prendre cette résolution qu'imposent toutes les preuves—952; l'opposition si loyaliste généralement refuse de suivre les leçons de la Grande-Bretagne quant aux installations de sauvetage—953.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

NAUFRAGES A L'I.P.-E.—*Suite.*

M. J. J. Hughes—La perte du "Sovinto" est due à son capitaine et non au manque d'installations de sauvetage—953 ; trois autres navires au cours de cette tempête firent naufrage à la même place et tout le monde fut sauvé—953; le "Turrett-Bell"—953; l' "Olga"—954; récit du naufrage du "Sovinto"—954; des bateaux de sauvetage partis de la grève n'auraient pu sauver personne—956; il y aura toujours des sinistres en dépit de tous les postes de sauvetage possibles—956; M. Lord peut être timide, mais c'est un bon serviteur—956; ses explications—957; demande une enquête—957.

M. G. W. Fowler—Signale naufrage sur côte du comté de Kent, N.-B.—957; absence de tout moyen de sauvetage—957; il faut une enquête sur chicane entre chemin de fer et marine à Charlottetown—958.

M. R. L. Borden—Injuste de blâmer le capitaine quand on sait les choses après coup—958; trop de services différents à l'I.P.-E.—959; manque de cohésion—959 ; abus de formalité—960; le ministère des Chemins de fer exige de la marine le paiement d'un train et c'est la bourse du public qui paie dans les deux cas—960 ; l'important n'est pas récriminer, mais de savoir ce que l'on entend faire à l'avenir —960; étude de la question par un comité du parlement anglais, en 1897—960; citation du rapport—960; rapport de l'amirauté en 1882 sur service des garde-côtes —963; il n'est pas bon de crier par-dessus les toits que nos côtes sont sans protection—963; dans le cas présent, les circonstances ont été exagérées—963.

M. A. A. Stockton—Demande établissement de système de signaux de détresse—963.

M. A. H. Clarke—La station de la Pointe-Pelée—964; courageux sauvetages accomplis sur les grands lacs—964.

M. A. Johnston—Accidents inévitables—964; joint sa voix à celle de ses collègues pour prier le ministre de tout mettre en œuvre pour aider aux sauvetages des naufragés sur Atlantique—965; si l'agent de Charlottetown pour une affaire de $60 a failli laisser périr un équipage, il est bon à mettre dehors—965.

M. A. E. Kemp—Le naufrage du "Resolute" à Toronto—966; nécessité d'un poste de sauvetage sur l'île—966.

Hon. Brodeur—Lors de cet accident, le capitaine Ward, chef du poste à l'île de Toronto était en train de sauver quatorze personnes—966.

M. W. J. Daniel—Deux points ressortent de la discussion—966; fonctionnaires doivent avoir plus d'initiative—966; nécessité d'établir stations sur grands lacs, comme sur côte Atlantique et Pacifique—968.

M. G. W. Ganong—Changements nécessaires à la station de sauvetage de Seal-Cove, baie de Fundy—968; importance baie de Fundy—968.

Hon. Emmerson— L'agent du chemin de fer de l'île du Prince-Edouard était dans ce cas parfaitement libre de suivre son ju-

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

NAUFRAGES A L'I.P.-E.—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

gement—969; et l'a suivi, ce n'est peut-être pas ainsi que d'autres auraient compris leur devoir, mais son attitude comme employé était parfaitement correcte —970; les chemins de fer de l'état sont une entreprise commerciale—970; difficultés de règlement entre les départements —970; le transport gratuit du foin en 1904—970; refus de payer du département de l'Agriculture—970; en tout cas le refus du train n'a pas entrainé de perte de vie —971; on fait plus de politique que d'humanité avec cette histoire—971; faites une enquête sur les faits—971; l'histoire du pelletage de la neige sur le chemin de fer de l'I.P.-E.—972; exploitation politique d'une remarque sans conséquence —972.

M. R. Blain—Demande assistance du gouvernement pour équipes volontaires du comté de Peel—973.

M. C. A. Gauvreau—Demande qu'on relie par téléphone, l'Ile Verte, l'Ile Rouge et en terre ferme pour prévenir des naufrages—974.

T. S. Sproule—Naufrage à Leon Head—974; besoin d'un poste—974.

M. Lefurgey—Aucune arrière-pensée politique—975; M. Lord blâmé parce que nommé par administration conservatrice—975; c'est au ministère à se disculper—976.

Hon. Brodeur—M. Lord n'a jamais informé le département qu'il s'était produit un sinistre—976.

M. Lefurgey—Demande seulement une enquête pour fixer les responsabilités—977.
Copie ordonnée—977.

NOMINATION DE M. PRESTON A UN NOUVEL EMPLOI.

M. U. Wilson—Demande copie de l'enquête promise sur conduite de M. W. T. R. Preston comme agent d'immigration à Londres—597; motion dernière session de M. Monk pour démission Preston pas poussée ni acceptée à cause promesse enquête—597; remarques Guthrie—598; M. Preston monté en grade, agent commercial au Japon—598; affaire Jury-Preston —598; M. Preston a dit que, pour $10,000 par année, il ne travaillerait pas sous le ministre de l'Intérieur actuel—598.

Hon. F. Oliver—Aucune objection à motion —598; enquête tenue—598; enquête personnelle—599; rapport verbal—599; pas de documents—599.

NORTH ATLANTIC TRADING CO.

M. F. D. Monk—Etat des réclamations et paiements faits à North Atlantic Trading Co.—1106; pour causer de l'ancienne amie —1107; impossible savoir les noms—1107; offre de sir W. Laurier—1107; contrat résilié maintenant, rien n'empêche de savoir les noms—1107 ; qu'est devenu Léopold—1108; demande ce que M. Oliver a vu et appris dans son voyage d'Europe—1108.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

NORTH ATLANTIC TRADING CO.—*Suite.*

Hon. Oliver—Prêt à déposer papiers—1108; a été à Amsterdam, 92 rue Damarak—1108; a vu compagnie en plein fonctionnement—1108; n'a trouvé aucune raison de changer d'idée quant à la résiliation du contrat—1108; le gouvernement n'est pas un détective et n'était pas tenu de rechercher les membres du syndicat—1108 ; s'est occupé seulement de savoir si le gouvenement avait eu raison de résilier contrat—1109 ; a trouvé que gouvernement ferait bien de persister dans sa décision—1109.

M. J. Barr—Ce n'est pas à l'opposition de faire les détectives, non plus—1109; si le ministre a des renseignements, il devrait nous les donner—1109.
Copie ordonnée—1109.

OBJETS ADMIS FRANCS DE DROITS.

M. J. D. Reid—Demande état d'articles imposables introduits en franchise, remise de droits, bénéficiaires, etc.—753.
Hon. Paterson—Inutile, état sera déposé demain—753.
Motion retirée—753.

PAIEMENT A G. COCHRANE DE MONCTON.

M. S. Barker—Demande état des sommes payées depuis 1904 à G. Cochrane, marchand de farine et de son, de Moncton, pour approvisionnement Intercolonial—752.

Hon. Emmerson—Pas de Cochrane marchand farine et son à Moncton—752.

M. Barker—Amende motion en rayant désignation—752.
Motion adoptée—752.

POSTE RURALE.

M. Armstrong—Demande correspondance entre Canada et Etats-Unis au sujet de la poste rurale ?—2931.

Hon. Lemieux—Déjà déposée l'année dernière—2931.

M. Armsrong—Demande de compléter—2931.

RECEVEUR DE POSTE DE CANNINGTON.

M. S. Hughes—Copie de toute correspondance se rattachant à destitution de M. Talbot, ex-receveur de poste de Cannington—518; l'histoire du renvoi de M. Talbot—519; son remplacement par M. Macpherson—519 ; difficulté Aylesworth-Hughes—520; reproches—520.

Hon. R. Lemieux—M. Aylesworth a répondu poliment—520; papiers demandés seront déposés—520.

SOLDE DES OFFICIERS AUX COURS D'INSTRUCTION.

M. L. Robitaille—Copie de tous les règlements prescrivant privation d'indemnité pour officiers faisant cours provisoires d'instruction—1109 ; mécontentement à Québec—1109; texte des règlements—1110; malentedu et antagonisme dans les règlements—1110 ; griefs des étudiants qui ne peuvent demeurer à la caserne—1110.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

SOLDE DES OFFICIERS AUX COURS D'INSTRUCTION—*Suite.*

Hon. Fred. Borden—Mémoire du colonel Vidal en réponse à question—1110; gouvernement fait déjà beaucoup en créant ces écoles provisoires en dehors des écoles permanentes qu'il entretient—1112; c'est une facilité pour des jeunes officiers—1112; il paie ceux qui résident en dehors de la ville et qui viennent y séjourner pour les cours—1112; on ne peut pas s'attendre qu'il paie ceux qui vivent chez eux—1113.
Production de documents ordonnée—114.

"STANDARD CHIMICAL COMPANY."

M. Robitaille—Demande copie de tous documents relatifs à Standard Chimical Co. et relations avec ministère Douanes et Revenu depuis incorporation—751.
Hon. Paterson—Factures et inscriptions ne pourront pas être produites—751.
Copie ordonnée—751.

"SUB-TARGET GUN COMPANY."

Hon. Foster—Demande copie de tous documents relatifs à l'achat de 250 fusils à sous-cible et documents et lettres échangées avec H. B. Juvill et autre—752; propose changer en J. B. Jewell—752.
Sir Fred. Borden—Propose ajouter "secrétaire"—752.
Hon. Foster—Refuse pour avoir correspondance de toute nature—752.
Adopté—752.

TARIF DE MARCHANDISES SUR I.C.R.

M. Ames—Demande état comparatif des tarifs de marchandises de l'I.C.R. en 1904 et maintenant, entre certains points indiqués—754.
Hon. Emmerson—Fait définir certains points—755.
Motion amendée, adoptée—755.

TARIFS DE TRANSPORT.

M. S. Hughes—Demande état des tarifs sur toutes les lignes et dans toutes directions—521.
Sir W. Laurier—Propose conférer avec M. Hughes pour lui démontrer en particulier demande renseignement irréalisable—521.
Motion retirée—521.

TARIFS DE TRANSPORT.

M. S. Hughes—Demande état des tarifs généraux et de gare à gare par chaque marchandise, et aussi pour marchandises en transit—750.
Hon. Emmerson—Préparation demanderait un an—754; suggère limiter à une ligne en particulier—751.
Réservé—751.
Reprise—768.
M. S. Hughes—Demande exemplaire des tarifs de toutes les compagnies de chemins de fer—768; existent imprimés—768; différence entre prix demandés pour entier parcours et parcours local—769; les grains américains—769; tarifs sont publiés aux Etats-Unis—769; on ne doit pas payer plus proportionnellement pour court que pour long parcours, sauf pour envoi en vrac—770.
Sir W. Laurier—Demande de restreindre aux grandes compagnies de transport—770; adopté—770.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

TARIF DE VOYAGEURS DE L'I.C.R.

M. Ames—Demande état comparatif des tarifs de voyageurs sur I.C.R. en 1904 et maintenant entre points déterminés—755.
Hon. Emmerson—Veut appliquer demande à tous les changements faits au tarif de transport depuis 1904 et non à certains cas choisis—756.
Motion adoptée—756.

TRACE DU TRANSCONTINENTAL NATIONAL—SECTION QUEBEC A MONCTON.

M. O. S. Crocket—Copie de décrets documents, etc., relatifs au tracé du Transcontinental entre Québec et Moncton—273; mécontentement au N.-B. au sujet du retard dans construction du chemin entre Québec et Moncton—273; précipitation des débuts—274; tergiversations sur la décision à prendre entre les deux routes—274; correspondance déposée à la dernière session—276; dossier incomplet—277; nouvelles études ordonnées—278; toujours aucun renseignement sur résultat des explorations préliminaires entre Québec et Moncton—279; violations des promesses assurant commencement simultané des travaux—279; on ne peut pas demander aux députés des provinces maritimes de voter des fonds pour travaux à moins qu'ils ne soient poussés simultanément sur sections de l'est et de l'ouest comme le veut la loi—279.
Sir W. Laurier—Aucune opposition à la motion—279; verra le ministre des chemins de fer pour lui faire déposer promptement papiers—280; choix de la route question sérieuse—280; bien qu'ingénieur eût choisi tracé de l'intérieur et que commission eût approuvé, il était bon d'ordonner nouvelles explorations—280; serait en faveur du tracé riverain si plus court et plus avantageux—280; impossible dire maintenant quel tracé sera choisi, documents seront déposés et pourront être étudiés—280.
M. J. B. Morin—Etudes entre Québec et l'Islet—280; les députés de Bellechasse veulent déterminer le tracé—280; ils tiennent à passer par rivière Abenaquis—281; M. Morin en faveur tracé par rivière Etchemin—281; offre construire un pont à ses frais—281; ne veut pas que comté de Dorchester souffre de ses opinions politiques—282; il faut que le chemin de fer traverse l'Islet, Bellechasse et Montmagny, qu'est-ce que cela peut faire qu'il les traverse à un endroit ou un autre—282; M. Morin explique comment et pourquoi il a voté pour le Transcontinental National—282; entrevue avec M. Fitzpatrick—282; discussion avec M. Laurier—282; M. Morin et M. Alleyn Taschereau—283.
M. O. E. Talbot—Etudes demandées par M. Morin ont été faites—284; tracé impraticable, obligerait à passer entièrement par Nouveau-Brunswick—284; tracé par comté de Bellechasse raccourcit de 13 milles et fait économiser $250,000—284; les documents le prouveront—284.
Motion adoptée—284.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

TRANSCONTINENTAL NATIONAL—GARE DE QUEBEC.

M. Lavergne—Demande copie de tous documents et correspondance relativement à la construction d'une gare du Transcontinental au marché Champlain, Québec—2000; beaucoup d'agitation à Québec—2000; à part les commissaires du Trancontinental, tout Québec opposé au choix—2000; tout quartier Champlain disparaîtrait—2001; rumeurs de spéculation—2001; deux entrées naturelles dans Québec, vallée de la rivière du Cap-Rouge en venant au sud, vallée de la rivière Saint-Charles, en venant du nord—2002; toutes deux aboutissent dans Québec-est—2002 ; division trop négligée—2002; gare au marché Champlain coûtera 60 millions—2003; un chemin de fer sur le bord de l'eau dépare une ville, exemple: Ottawa—2003; la gare de Québec ne peut pas être une gare terminus, doit être une gare commune—2004; différents Actes—2004.

Sir W. Laurier—Aucune objection à production de documents—2004; mais aucune correspondance n'existe entre commission du Transcontinental et gouvernement—2004; construction de gare n'est pas du ressort de la commission du Transcontinental, mais de compagnie du pont—2006; Actes 1903 autorisant la compagnie du pont à entrer dans cité de Québec par vallée du Saint-Laurent—2006; personne n'a protesté, depuis deux ans, la compagnie travaille à aboutir en rampe par vallée du Saint-Laurent—2006; croit pas plus économique de bâtir par vallée rivière Saint-Charles—2006; travaux seraient nécessaires pour approfondir rivière Saint-Charles au confluent du Saint-Laurent—2006; même déclivité à descendre de l'un ou l'autre côté—2007; essentiel que le Transcontinental aboutisse dans Québec et sur le St-Laurent—2008; question esthétique doit quelquefois céder le pas à la question utilitaire—2008; a toujours cru que la gare devrait être aux Plaines d'Abraham, croit que ce sera là l'emplacement final—2008; mais, en ce moment, l'intérêt commercial commande—2008; objections auraient dû être soulevées, il y a trois ans—2009; le Transcontinental, en tout cas ne cherche pas à construire de gare commune à Québec—2009; discours Fitzpatrick, 1903—2010.

M. R. L. Borden—Blâme gouvernement d'avoir laissé soustraire question de terminus à l'autorité du Transcontinental, du gouvernement et du parlement pour transmetttre à entreprise particulière—2010 ; dans la loi passée en 1903 le terminus était énoncé d'une façon générale seulement—2011.

M. Schell—Il est parfaitement compris que par sa charte le Transcontinental est une ligne transcontinentale directe ne pouvant rien construire en dehors de sa ligne principale—2012; elle est indépendante du gouvernement quant à son action—2013 ; elle ne peut se relier à Québec qu'en empruntant un accès par compagnie du Pont—2013 ; mais, à certaines conditions le gouvernement peut se substituer à la compagnie du pont—2014.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

TRANSCONTINENTAL NATIONAL—GARE DE QUEBEC—*Suite.*

Hon. Foster—L'Etat, par sa garantie, met la compagnie du pont à même d'exécuter ses travaux—2014 ; et l'état n'a aucun contrôle sur les travaux—2014.

Sir W. Laurier—L'emploi des fonds et l'installation des bâtiments sont sujets à l'approbation de l'ingénieur du gouvernement—2014.

M. A. Lavergne—Espère ordre sera envoyé dès demain à la commission du Transcontinental de renoncer à l'idée de construire gare au marché Champlain—2016 ; travaux que nécessiterait l'entreprise—2017 ; 60 millions chiffre pas exagéré—2017 ; le bill indique que la voie d'entrée doit suivre la ligne générale du St-Laurent—2017 ; on la suit tout autant par les deux autres vallées—2018 ; ce projet tend à sacrifier l'agréable et l'utile à la spéculation—2018.

Motion adoptée—2018.

VENTE DES TERRES DES INDIENS.

M. Armstrong—Demande état de toutes les ventes de terres des Indiens depuis dix années—510.

Hon. T. Oliver—Besogne énorme—510.

M. Armstrong—A besoin de toutes ces informations—510.

VOIES FLUVIALES INTERNATIONALES.

M. Lancaster—Copie de décrets, rapports, documents au sujet de la délimitation de frontière entre Canada et Etats-Unis aux Chutes Niagara—1476; pas d'esprit de parti—1476; paragraphe 3, rapport commission de voies fluviales—1476 ; rapport Spencer—1477; les Etats-Unis n'ont droit qu'à la moitié de ce que la commission veut leur accorder—1478; opinion de M. Spencer—1479; différentes questions—1479; difficultés avec M. Low—1481; nécessité de s'entourer de renseignements précis avant de faire un marché avec gouvernement américain—1481; le traité de Gand et la ligne frontière—1482; lettre Spencer quant à la publication de son travail—1484; nécessité de s'appuyer sur le travail de M. Spencer et de ne pas s'en laisser imposer par américains—1486; important d'avoir son travail en entier—1488; rappelle l'affaire de l'Alaska—1488; veut retarder, jusqu'à réception rapport Spencer, l'adoption loi recommandée dans rapport commission des eaux fluviales—1489.

Sir W. Laurier—Rapport Spencer sera déposé s'il existe aux bureaux du gouvernement—1490; question entre MM. Low et Spencer, à régler ultérieurement—1496; commission des eaux peut simplement faire recommandation sans engager personne—1490; répartition de l'eau simple recommandation—1490; le meilleur système d'obtenir justice à Niagara est de régler toute la question des eaux limitrophes du détroit de Puget au fleuve Saint-Jean—1491; impossible songer maintenant à obtenir concessions commerciales en règlement, nous n'en demandons plus—1491 ; impossible demander concessions territoriales—1491 ; seul arrangement possible, concession de frontières fluviales—1491.

MOTIONS DISCUTEES—*Suite.*

VOIES FLUVIALES INTERNATIONALES—*Suite.*

M. R. L. Borden—Rapport Spencer essentiel—1492; opposé à arrangement de frontière permanent, veut arrangement temporaire seulement—1492.

Hon. Templeman—Explique position de M. Low—1493; M. Spencer n'avait rien à voir avec frontière—1494.

Motion adoptée, copie rapport ordonné—1494.

MOTIONS SANS DISCUSSION.

ACHAT DE TERRAINS A HALIFAX POUR I.C.R.

M. Barker—Copie de documents relatifs à achat de terrains pour remise locomotives de l'I.C.R. à Halifax—250.

Ordonnée—250.

AFFERMAGE DE TERRAINS POUR SPORT PRES DU LAC MANITOBA.

M. Schaffner—Copie de documents se rattachant à l'affermage de terrains voisins du lac Manitoba, pour sport—1613.

Ordonnée—1613.

AFFERMAGE DE TERRES A PATURAGE.

M. M. S. McCarthy—Copie de toutes demande d'affermage de terres à paturages dans Alberta et Saskatchewan 1er février au 1er août 1905—2040.

Ordonné—2040.

AGENTS COMMERCIAUX.

M. U. Wilson—Etat des agents commerciaux du Canada à l'étranger, date, salaire, tc—250.

Ordonné—250.

AMELIORATION DU PORT DE QUEBEC ET TERMINUS DE CHEMIN DE FER.

M. Robitaille—Copie de plans et rapports pour améliorations du pont de Québec et terminus de voies ferrées—2669.

Ordonnée—2669.

ANNUAIRE STATISTIQUE.

M. Kemp—Etat des statistiques supprimées; dans l'annuaire 1905—3758.

Ordonné—3758.

APPROVISIONNEMENTS DU "KESTREL."

M. J. D. Reid—Copie de toutes lettres, télégrammes, etc., pour achat d'approvisionnements pour le "Kestrel" depuis 1903—1520.

Ordonnée—1520.

ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE.

M. A. C. Macdonell—Etat détaillé des compagnies d'assurance chartrées depuis cinq ans—249.

Ordonné—249.

ATELIERS DE LOCOMOTIVES DE MONCTON.

M. Ames—Copie de documents, etc., relatifs à l'achat de matériel pour ateliers de locomotives de Moncton—1188.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

AUGMENTATION DES SUBSIDES PROVINCIAUX.

M. A. A. McLean—Copie de correspondance, résolutions, etc., depuis 1901, au sujet augmentation subsides provinciaux—2668.

Ordonnée—2668.

M. F. W. AYLMER.

M. Ames—Copie de tous les documents se rapportant à la nomination de F. W. Aylmer comme ingénieur local des Travaux publics à Winnipeg—596.

Ordonné—596.

BASSIN DE RADOUB DE HALIFAX.

M. A. C. Macdonell—Copie de documents relatifs à l'abandon du bassin de radoub de Halifax par autorités impériales et transfert au Canada—250.

Ordonné—250.

BAUX A LA "GALWAY HORSE AND CATTLE COMPANY."

M. Ames—Copie de baux, arrêtés, documents, transfert à la "Galway Horse and Cattle Company"—509.

Ordonnée—509.

BAUX DE PATURAGES A C. E. HALL.

M. Ames—Copie d'arrêtés, baux, etc., à C. E. Hall—509.

Ordonnée—509.

BAUX MINIERS HYDRAULIQUES.

M. W. T. Roche—Copie de correspondance aux sujets des baux miniers hydrauliques résiliés l'année dernière—1157.

BAUX DE PECHE.

M. Ames—Copie de baux et arrangements, etc., de ministre des pêcheries et "Athabasca Fish Co., A. McNee, Windsor, Ont., British American Corporation—1103.

Ordonné—1103.

BRISE-LAMES A CHARLESVILLE, N.-E.

M. Blain—Copie de lettres, etc., se rapportant à construction brise-lames à Charlesville, comté de Shelburne—2931.

Ordonnée—1931.

BUREAUX D'IMMIGRATION.

M. Chisholm—Copie d'instructions aux bureaux d'immigration, dans le cours de présente année au Royaume-Uni et sur continent européen—287.

Ordonnée—287.

BUREAU DE POSTE DE COPPER CLIFF.

M. Boyce—Copie de correspondance, pétitions, etc., au sujet bureau de poste de Copper Cliff—4601.

Ordonné—4601.

BUREAU DE POSTE DE BRANDON.

M. Roche—Etat des employés, salaires, etc., du bureau de poste de Brandon, année 1906—2929.

Ordonné—2929.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

BUREAU DE POSTE A VANCOUVER.

M. R. L. Borden—Copie de documents, contrats, plans devis, pour bureau de poste à Vancouver—1104.

Ordonnée—1104.

BUREAU DE POSTE DE WINNIPEG.

M. R. L. Borden—Copie de décrets, plans, etc., relatifs à la construction du bureau de poste de Winnipeg—1157.

Ordonnée—1157.

CARRIERES WALLACE, N.-E.

M. A. A. McLean—Etat indiquant fournitures de rails, etc., par l'Etat, à compagnie de Carrières Wallace—2930.

Ordonné—2930.

CAUSE DU ROI ET LYONS VS MACKENZIE ET MONTALBETTI.

M. Herron—Copie du dossier dans la cause en cour d'échiquier du Roi et Lyons vs Mackenzie et Montalbetti—2929.

Ordonnée—2929.

CHAMBRES DE MATURATION.

M. Sproule—Etat des chambres de maturation, dépenses, production, etc.—1188.

Ordonné—1188.

CHAMP DE TIR DE CHARLOTTETOWN.

M. Lefurgey—Copie de documents relatifs à l'achat de propriété Warburton pour champ de tir à Charlottetown et pour droit d'approche au pont d'Hillsboro—2669.

Ordonnée—2669.

CHENAL A RED-HEAD, N.-E.

M. Gunn—Copie de lettres, documents, etc., au sujet de construction de chenal à Red-Head, comté de Shelburne, N.-E.—2931.

Ordonnée—2931.

CLOTURE DE PARC A FORT-SASKATCHEWAN.

M. W. J. Roche—Copie de décrets et documents relatif à la clôture d'un parc à Fort-Saskatchewan, Alta., et contrat W. A. D. Lees—831.

Ordonné—831.

COLON DU TOWNSHIP 30.

M. S. Hughes—Etat fournissant détails sur colon du lot ½ S.E., sect. 22, township 30, rang 2, ouest du 5e méridien—830.

Ordonné—831.

COMMISSION DES ASSURANCES.

Hon. Foster—Copie de correspondance et communications, gouvernement et MM. Shepley et Tilley, au sujet de la conduite de l'enquête de la commisssion des assurances—250.

Ordonnnée—250.

COMPAGNIE D'IRRIGATION ROBBINS.

Hon. M. Foster—Copie des documents relatifs à la vente de 200,000 acres dans Alberta-sud à la Cie d'irrigation Robbins—249.

1er lecture—249.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

CIE D'IRRIGATION ROBBINS.

M. R. L. Borden—Copie de tous documents relatifs à la concesssion de 380,573 acres de terres d'Alberta-sud à compagnie d'irrigation Robbins—250.

Ordonné—250.

CONCESSION FORESTIERES.

M. Boyce—Etat des baux, loyers, etc., pour certaines concessions forestières—6186.

Ordonné—6186.

CONCESSIONS DE PATURAGES A BROWN BEDINGFIELD ET AL.

M. Ames—Copie de décrets, correspondance, etc., relatifs à concession de pâturages à Brown, Bedingfield et al—1188.

Ordonné—1188.

CONCESSIONS EN TERRES OU SUBVENTIONS A CHEMIN DE FER.

M. M. S. McCarthy—Copie d'arrêtés en conseils, papiers, contrats, etc., pour concessions en terres ou subventions à certaines compagnies de chemin de fer—2668.

Ordonnée—2668.

CONSTRUCTION DU TRANSCONTINENTAL.

M. R. L. Borden—Copie de décrets, documents, plans relatifs à construction district F. du Transcontinental, de Winnipeg à Pennisular-Crossing, sur embranchement Fort-William—1157.

Ordonnée—1157.

COUR SUPREME DE N.-E.

M R L Borden—Copie de correspondance relative à la vacance dans cour Suprême de N-E par nomination hon D C Fraser—250.

Ordonnée—250.

COUR SUPREME DU NOUVEAU-BRUNSWICK

M R L Borden—Copie de correspondance entre gouvernement du N-B et gouvernement fédéral au sujet réorganisation cour Suprême du N-B—3758

Ordonnée—3758

DEFENSE NAVALE.

M Macdonell—Copie de correspondance relative à participation du Canada à défense navale—2215.

Ordonnée—2215.

DEMANDES DE TERRES ROBBINS ET CUTHBERTSON.

M Ames—Copie de documents concernant vente de terres à Robbins et à Cuthbertson.

Ordonnée—510.

DEMISSION DU JUGE A HENDERSON.

M. R. L. Borden—Copie de tous décrets, lettres, etc., relatifs à démission du juge Alexandre Henderson de la Colombie-Anglaise—2215.

Ordonnée—2215.

DONNEES THERMOGRAPHIQUES.

M. Smith—Copie des données thermographiques recueillies sur steamers en 1906 et détails—509.

Ordonné—509.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

DEPENSES DE TRAVAUX PUBLICS.

M. Sproule—Etat des dépenses par comté depuis 1897, pour travaux publics, entretien édifices publics I.C.R.—2931.
Ordonné—2931.

DEPOTS DE L'ETAT DANS LES BANQUES.

M. Armstrong—Etat des dépôts de l'Etat dans diverses banques à la fin de chaque mois de 1906—4601.
Ordonné—4601.

DEPOTS DE GARANTIE D'ENTREPRENEURS.

Hon. M. Foster—Etat des dépôts faits, retirés et confisqués en 1905-06—1613.
Ordonné—1613.

DIVISION-OUEST DU TRANSCONTINENTAL.

M. Ames—Copie de mémoires, comptes vérification, etc., pour division-ouest Transcontinental—4185.
Ordonnée—4185.

DRAGAGE DES PROVINCES MARITIMES.

M. Sinclair—Etat détaillé des dragages exécutés dans provinces maritimes, de 1901 à 1906—2669.
Ordonné—2669.

DROITS SUR LES MACHINES AGRICOLES.

M. Henderson—Etat des droits payés en 1905 sur certaines machines agricoles—1104.
Ordonné—1104.

ECOLES INDIENNES DU CANADA.

M. ARMSTRONG—Copie de règlements, états, etc., au sujet des écoles indiennes du Canada—2930.
Ordonnné—2930.

ECOLE INDIENNE DE MUSCOWEQUAN.

M. LAKE—Etat relatif à école indienne de Muscowequan—1105.
Ordonné—1105.

EDIFICE D'IMMIGRATION A WINNIPEG.

M. R. L. Borden—Copie d'arrêtés en conseil plans, devis, etc., pour construction édifice d'immigration à Winnipeg—1105.
Ordonnée—1105.

ELECTIONS DE LONDON, ELGIN-EST ET BRUCE-NORD.

M. Barker—Copie de mandats, formules, etc., envoyés pour élections London, Elgin-est, Bruce-nord en 1905 et 1906—831.
Ordonnée—831.

ELECTIONS MANITOBA, 1904.

M. W. Roche—Copie des proclamations électorales affichées au Manitoba en 1904—287.
Ordonnée—287.

EMEUTE DE BUCKINGHAM.

M. Bourassa—Copie de tous les documents se rattachant à la grève et à l'émeute de Buckingham—249.
Ordonnée—249.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

EMPLOYES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

M. Bergeron—Etat des employés, traducteurs, etc., travaillant pour Chambre des communes—2669.
Ordonné—2669.

ENTREPOSAGE DE DEUX ANS.

M. Robitaille—Copie de toutes correspondance relative à l'obligation d'entreposage de deux ans pour spiritueux canadiens—831.
Ordonnée—831.

ENTREPRISE DU TRANSCONTINENTAL.

M. R. L. Borden—Copie correspondance, plans et devis pour construction section B. du Transcontinental, Québec à la Tuque—1105.
Ordonnée—1105.

ESCALE A HALIFAX.

M. Stockton—Copie de correspondance relative à débarquement à Halifax des courriers et des voyageurs transportés par steamers du C.P.R.—509.
Ordonnée—509.

ETABLISSEMENTS DES DOUKHOBORS.

M. Cash—Copie de tous documents relatifs aux établissements de Doukhobors depuis 1906—4601.
Ordonnée—4601.

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES.

M. Clements—Etat des exportations et importations de produits agricoles du Canada aux Etats-Unis et réciproquement—1189.
Ordonné—1189.

FABRIQUE D'ENGRAIS DE POISSON A CANSO, N.-E.

M. Sinclair—Copie tous les rapports des essais faits sur la valeur de l'engrais de poisson fabriqué à Canso—830.

FERME EXPERIMENTALE.

M. W. Jackson—Etat du matériel, animaux et approvisionnement de ferme expérimentale d'Ottawa au 1er décembre 1906—3290.
Ordonné—3290.

FUSILS DE GUERRE.

M. S. Hughes—Etat indiquant différence mécanisme, hausse, etc., des fusils Ross, Snider, Martini, Lee-Enfield—4185.
Ordonné—4185.

FUSILS ROSS.

M. Worthington—Copie de correspondance relative à achat et livraison de fusils Ross—2215.
Ordonné—2215.

"GALENA OIL COMPANY."

M. Ames—Etat des contrats avec Galena Oil Company pour fournitures d'approvisionnements de chemins de fer de l'état—1188.
Ordonné—1188.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

GRAND FORKS CATTLE CO.

M. Ames—Copie d'arrêtés, documents, etc., relatifs aux baux de paturages et transferts à Grand Forks Cattle Co.—509.

Ordonnée—5509.

ILES DE LA MUSKOKA.

M. Wright—Etat des îles vendues dans townships Baxter et Gibson, dans le district de Muskoka, Baie Georgienne—510.

Ordonné—510.

IMMIGRANTS DANS LA MILICE.

M. Parent—Etats du nombre d'immigrants admis et employés dans la milice—3290.

Ordonnnée—3290.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M. Vervillle—Copie de tous décrets, etc., relatifs à l'administration de l'Imprimerie Nationale du Canada—2215.

Ordonnnée—2215.

INSPECTEURS DES HOMESTEADS.

M. Ames—Etat des rapports et instructiions pour inspection des homesteads non patentés dans districts Alemeda, Battleford et Yorkton—2214.

Ordonné—2215.

INSTRUCTIONS AUX AGENTS.

M. Lefurgey—Copie d'instructions et circulaires aux agents d'immigration en Europe—600.

Ordonnée—600.

JOURNAL "LOWREY'S CLAIM".

M. Galliher—Copie des documents relatifs à interdiction de transport par la poste du journal "Lowrey's Claim"—508.

Ordonnée—508.

LETTRE CIRCULAIRE AUX JUGES.

M. Lennox—Copie de toute correspondance, circulaire et réponse au sujet des juges agés sont comme arbitres, administrateurs, etc.—2040.

Ordonnée—2040.

LIMITES DU MANITOBA.

M. Roche—Copie des papiers, mémoires, etc., du gouvernement provincial du Manitoba au gouvernement fédéral au sujet des limites du Manitoba—2369.

Ordonnée—2369.

LIMITES DE PROVINCE.

Hon. C. Sifton—Copie de lettres ou documents relatifs à l'extension des limites d'une province du Canada—249.

Ordonnée—249.

LIMITES DE TERRITOIRES.

Hon. C. Sifton—Copie de décrets relatifs à changements de limites de territoire ou district—249.

Ordonnée—249.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."

M. U. Wilson—Etat des sommes payées et à qui, jusqu'au 1er novembre 1906—248.

Ordonné—248.

M. U. Wilson—Correspondance entre gouvernement et compagnie, depuis 1er janvier 1906—248.

Ordonné—248.

NAVIRES DU CANADA.

M. Macdonell—tat des navires canadiens, contrats, participation à défense navale, etc.—2215.

Ordonné—2215.

NAUFRAGES SUR LAC SUPERIEUR ET HURON.

M. Boyce—Etat des naufrages sur lacs Huron et Supérieur depuis 1882, pertes de vie, etc.—2369.

Ordonnné—2369.

NAUFRAGE DE LA "LENA".

M. Sinclair—Copie de rapports et documents au sujet naufrage "Lena" près White Head, N.-E.—3290.

Ordonnée—3290.

NEW BRUNSWICK PETROLEUM CO.

M. Parker—Etat du pétrole des puits de Memramcook et Dover vendu à l'I.C.R et affaires avec N.-B. Petroleum Co.—831.

Ordonné—831.

OFFICIERS ET EQUIPAGES DES STEAMERS DU GOUVERNEMENT.

M. A. A. McLean—Etat des noms, domiciles, etc., des officiers et équipages des steamers du gouvernement—287.

Ordonné—287.

PAIEMENTS AUX G.T.R.

M. Crocket—Etat des paiements détaillés faits au G.T.R. par le gouvernement depuis janvier 1904—1519.

Ordonné—1519.

PENSIONS AUX EMPLOYES DE L'I.C.R.

M. Macdonell—Copie de correspondance, pétitions, etc., au sujet de système de pensions aux employés de l'I.C.R.—1519.

Ordonnée—1519.

PERTE DE LETTRES CHARGEES A BETHANY.

M. Ward—Copie de documents et correspondance relatifs à perte de lettre chargée entre Bethany et Melbrook—1187.

Ordonnée—1187.

PORT DE TORONTO.

M. A. C. Macdonell—Copie de correspondance depuis 1896 entre commissaires de la ville de Toronto et gouvernement fédéral au sujet du creusement du port et des brise-lames—249.

Ordonnée—249.

PONTS DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

M. Crocket—Etat des sommes dépensées depuis 1904 pour consolidation de ponts et somme qui sera dépensée en 1907—1519.

Ordonnée—1519.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

POUVOIRS D'EAU DU CANAL DE TRENT.

M. S. Hughes—Etat des pouvoirs d'eau le long du canal de Trent—831.

Ordonné—831.

PRIMES A LA REDUCTION DU PLOMB.

M. Marshall—Etat indiquant sommes payées comme primes et nom des compagnies—4185.

Ordonné—4185.

PROCES POUR HOMICIDE DE ATKINSON.

M. Worthington—Copie de rapports entre commission des chemins de fer et ministre de la Justice à propos procès de Atkinson pour accident Richmond, Q., en 1904—2931.

Ordonnée—2931.

PRODUITS DE LAITERIE ET THERMOGRAPHIE.

M. E. D. Smith—Etats de la quantité d'ardernières années et indications thermodernières années et indications thermographiques—509.

Ordonnés—509.

PROPRIETES ACHETEES A OTTAWA.

M. Blain—Etat des propriétés achetées par gouvernement depuis 1er janvier 1904 à Ottawa, montant achat et frais—4185.

Ordonné—4185.

PROPRIETES WIGGINS ET MALLEY.

M. Lefurgey—Copie de tous documents relatifs à location par chemin de fer de l'I. P.-E. de propriétés Wiggins et Malley—4601.

Ordonnée—4601.

PUPITRES ET BUREAUX.

M. Bergeron—Etat indiquant nombres de pupitres et bureaux achetés pour Chambre des Communes depuis 1896—1185.

Ordonné—4185.

QUAI A NORTH EAST HARBOUR, N.-E.

M. Pedley—Copie de documents, papiers, pour construction de quai à North East Harbour, comté de Shelburne, N.-E.—2931.

Ordonnée—2931.

RECENSEMENT DES COLONIES DE DOUKHABORS.

M. Ames—Copie du rapport de C. W. Spears agent de colonisation et d'immifration sur visite et recensement des colonies de Doukhobors—2214.

Ordonnée—2214.

RECORD FOUNDRY CO.

M. Barker—Etat des achats de métaux, etc., faits à la " Record Foundry Co." de Moncton—831.

Ordonné—831.

RENVOI DE R. P. DUBE.

M. Gauvreau—Copie de tous documents relatifs au renvoi de R. P. Dubé, 2e second à bord de la "' Canadienne "—2040.

Ordonnée—2040.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

RESERVE DE METLAKATLA.

M. Borden—Copie de documents, relatifs à la réserve des sauvages de l'île de Metlakatla—2369.

Ordonnée—2369.

RESERVE INDIENNE DE NIPISSING.

M. Taylor—Copie d'arrêtés, correspondance, etc., depuis 1902 relative à remise totale ou partielle de la réserve indienne de Nipissing—2669.

Ordonnée—2669.

RESERVE DES SAUVAGES SOUGHEES.

M. R. L. Borden—Copie de correspondance, décrets, etc., relatifs à réserve des sauvages Soughees et mission Pedley—1157.

Ordonnée—1157.

RETRAITE DE H. J. MORGAN.

M. Stewart—Copie de documents relatifs à la retraite de H. J. Morgan—248.

Ordonnée—248.

ROUTE DU LITTORAL DE L'ILE VANCOUVER.

M. R. Smith—Copie de correspondance relative à construction de chemin de fer côtier de l'île de Vancouver—600.

Ordonnée—600.

SENATEUR DE LA DIVISION DE ROUGEMONT.

M. Ames—Copie de lettres et documents relatifs à nomination sénateur division de Rougemont—6186.

Ordonné—6186.

STATIONS DE SAUVETAGE.

M. Boyce—Etat des stations de sauvetage des eaux intérieures du Canada, frais d'entretien, etc.—2369.

Ordonné—2369.

SUBVENTION AU CHEMIN DE FER DU TEMISCAMINGUE.

M. A. C. Macdonell—Copie correspondance entre gouvernement d'Ontario et gouvernement fédéral pour subvention de chemin de fer du lac Témiscamingue—248.

Ordonnée—248.

STEAMER " KESTREL ".

Hon. Foster—Copie de documents sur enquête et approvisionnement du "Kestrel" pour 1905—596.

Ordonnée—596.

SUBVENTIONS TRANSATLANTIQUES.

M. Smith—Copie des contrats passés en 1906, pour subventions à compagnies transatlantiques—509.

Ordonnée—509.

TARIFS ALLEMANDS ET CANADIEN.

M. Armstrong—Copie de correspondance depuis 1896 au sujet arrangements douaniers Canada et Allemagne—1189.

Hon. Fielding—Pas d'arrangements nouveaux—1169.

Ordonnée—1189.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

TARIF DE L'INTERCOLONIAL.

M. Ames—Tableau comparatif des tarifs de l'I.C.R. entre certains points déterminés—1157.
Ordonné—1157.

TARIF DE FAVEUR AVEC AUSTRALIE.

M. R. L. Borden—Copie de correspondance entre Canada et Australie pour tarif de faveur—249.
Ordonnée—249.

TELEGRAPHES DE L'ETAT.

Hon. Foster—Etat des dépenses de construction, entretien, réparations depuis dix ans et recettes de télégraphes de l'Etat—1519.
Ordonné—1519.

TEMPERATURE A BORD DES STEAMERS.

M. E. D. Smith—Copie des règlements et instructions sur température à maintenir à bord des SS. transportant produits périssables—3290.
Ordonné—3290.

TERRAINS DE TRURO.

M. R. L. Borden—Copie de documents relatifs à l'achat de terrains à Truro, N.-E.,
Ordonnée—250.
Ordonné—250.

TERRAINS HOUILLERS.

M. Lake—Etat des terrains houillers loués, vendus ou cédés depuis 1er janvier 1906—4185.
Ordonné—4185.

TERRES BOISEES DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

M. M. S. McCarthy—Etat des terres boisées dans la zone de chemins de fer de la Colombie-Anglaise vendues ou louées depuis 1896—1188.
Ordonné—1188.

TERRES BOISEES.

M. Ames—Etat des terres boisées vendues ou louées par département Intérieur d'après document n° 90 de la Chambre des communes, avec détails—4601.
Ordonné—4601.

TERRES DE L'OUEST.

M. Ames—Etat des rapports du département de l'Intérieur sur certains lots à l'ouest quatrième méridien—1104.
Ordonné—1104.

TERRES DE LA VALLEE DE PEACE-RIVER.

M. R. L. Borden—Copie de rapport concernant choix et arpentage de 3,500,000 acres dans le district de Peace-River, mentionné par ministre de l'Intérieur—3290.
Ordonnée—3290.

TRACE DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Monk—Copie des rapports d'ingénieurs sur tracé du G.-T.-P. entre Québec et Edmonton, N.-B., de Québec au lac Pobenegamonk, comté de Kamouraska—249.
Ordonné—249.

MOTIONS SANS DISCUSSION—*Suite.*

TRACE MORIN.

M. Morin—Copie de tous papiers, correspondance relatifs au tracé du Transcontinental, du pont de Québec à l'état du Maine et la recommandation connue sous le nom de tracé Morin—2040.
Ordonné—2040.

TRAITEMENTS PAYES EN 1906.

M. A. A. McLean—Etat des sommes totales payées pour salaires employés à Ottawa en 1906—2931.
Ordonné—2931.

TRANSFERT DES ARSENAUX DE HALIFAX ET D'ESQUIMAULT.

M. Monk—Copie de documents, plans, évaluations, relatifs au transfert—508.
Ordonnée—508.

TRAVAUX D'ECRITURES DE LA CHAMBRE.

M. Bergeron—Etat des travaux d'écritures faits pour la Chambre, traductions, etc.—2669.
Ordonné—2669.

TRAVAUX DE PORT-BRUCE.

M. Marshall—Copie de documents pour nomination de surveillants, états de matériaux, etc., pour travaux de Port-Bruce—508.

TRAVAUX DE PORT-STANLEY.

M. Marshall—Copie de documents pour nomination de surveillants, états de matériaux, etc., pour travaux de Port-Stanley—508.

TRAVAUX DE PORT BURWELL.

M. Marshall—Copie de document pour nomination de surveillants, états de matériaux, etc., pour travaux de Port-Burwell—508.

TRAVAUX DES RAPIDES DE ST-ANDRE.

M. R. L. Borden—Copie de documents, plans, devis, etc., pour travaux aux rapides de St-André, Man.—1105.

VENTES DE TERRES.

M. R. L. Borden—Copie de documents relatifs à vente ou concession de terres à d'autres que colons de bonne foi depuis 1er janvier 1905—250.
Ordonnée—250.

VENTE DE BOIS SUR RESERVE DU PHARE.

M. Bennett—Copie de documents relatifs à vente de bois sur réserve du Phare, de Hope, baie Georgienne—508.
Ordonnée—508.

VENTE DE TERRES BOISEES.

M. Boyce—Copie de correspondance relative à la vente de terres boisées indiennes d'Algoma—3758.
Ordonnée—3758.

VENTE DE TERRES FEDERALES.

M. Lake—Etat des ventes de terres de 160 acres dans Manitoba, Saskatchewan et Alberta depuis 1er janvier 1905—2040.
Ordonné—2040.

QUESTIONS.

AGRICULTURE :

ANNUAIRE STATISTIQUE.

M. Boyer—Gouvernement va-t-il faire traduire en français l'Annuaire statistique ? —R. Oui, comme les précédents—2047.

M. A. Lavergne—Annuaire statistique est-il traduit en français ?—R. Oui, dernières épreuves corrigées 30 mars—6190.

ARBITRE OFFICIEL.

M. Beauparlant—Gouvernement va-t-il rétablir charge d'arbitre officiel à Montréal entre vendeurs et acheteurs de fromage?—R. Pas de renseignements suffisants—1661.

BARIL-ETALON.

M. Martin—Gouvernement va-t-il donner suite au vœu du "Dominion Horticultural Council" concernant baril-étalon?—R. Non, divergence d'opinion parmi commerçants de fruits—1438.

BASSE-COUR DE BOWMANVILLE.

M. Ward—Quand a été installée basse-cour de Bowmanville, combien coûté, comment a-t-on disposé des bâtiments?—R. Automne 1902, $1,144.18, bâtiments loués—3480.

BASSE-COUR DE LA FERME EXPERIMENTALE.

M. Armstrong—Basse-cour a-t-elle été supprimée à ferme expérimentale?—R. Non, seulement quelques installations, instruction suffisamment répandue maintenant—1178.

CHAMBRES DE MATURATION.

M. Armstrong—Gouvernement s'est-il défait des chambres de maturation, à qui, à quel prix?—R. Non, gouvernement considère expériences terminées, cherche à trouver locataires, soumissions demandées—736.

DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

M. Martin—Changements dans le personnel département de l'Agriculture en 1906?—R. Détails donnés—1441.

EMPLOYES DES STATIONS AGRONOMIQUES.

M. R. Smith—Demande nombre d'employés des stations agronomiques, salaires, congés?—R. Détails donnés—2660.

EXPOSITION D'HIVER A AMHERST, N.-E.

M. A. Martin—Contribution du département d'Agriculture à l'exposition d'Amherst et paiements à M. Elderkin?—R. Détails donnés—1442.

EXPOSITION DE CHARLOTTETOWN, I.P.-E.

M. A. Martin—Quel montant pays l'année dernière pour exposition Charlottetown ? —R. $10,000—1442.

QUESTIONS—*Suite.*

FRAIS DE DEPLACEMENT DE M. CHAPAIS.

M. Lapointe—M. J. C. Chapais est-il à l'emploi du ministre de l'Agriculture, quelle fonction, quel salaire, a-t-il été payé pour se rendre à la Rivière-du-Loup 16 février?—R. Non, assistant-commissaire de la laiterie, $1,500 par année, voyage à la Rivière-du-Loup dans l'exercice de ses fonctions—5673.

FABRICATION DU BEURRE.

M. Desjardins—Quantité et valeur du beurre fabriqué au Canada et exporté depuis 1896?—R. Tableau fourni—1185.

FABRICATION DU FROMAGE DU CANADA.

M. Desjardins—Production totale et exportation de fromage du Canada depuis 1896, consommation par tête?—R. Chiffres donnés, consommation par tête environ 6 livres—1184.

M. D. HENDERSON.

M. Bennett—D. Henderson est-il employé au ministère d'Agriculture?—R. Oui, inspecteur vétérinaire pour cas de gale moutons—3758.

IMPORTATION DES FRUITS DANS L'I.P.-E.

M. Martin—N'est-il pas important que les fruits importés dans l'I.P.-E. soient bien inspectés ?—R. Pas plus que ceux des autres provinces—1439.

INSPECTION DES PRODUITS PERISSABLES.

M. Armstrong—Combien d'hommes employés à l'inspection des wagons contenant des produits périssables, salaires, wagons inspectés?—R. Cinq inspecteurs, détails fournis—2049.

INTERDICTION DU BETAIL CANADIEN.

M. T. Chisholm—Gouvernement espère-t-il disparition interdiction bétail canadien en Angleterre?—R. Ne veut pas s'exprimer—1092.

MANUTENTION DU FROMAGE.

M. Armstrong—Coût et recettes des chambres de maturation jusqu'en 1907?—R. Frais $80,148; recettes $34,901—4349.

MATURATION DU FROMAGE.

M. Sproule—Détails complets sur chambres de maturation érigées et dirigées par gouvernement?—R. Question convertie en demande de rapport et ordonnée—979.

PLAINTES DES CULTIVATEURS.

M. Armstrong—Gouvernement a-t-il reçu plaintes de cultivateurs quant à la loi des grains de semence?—R. Non—1179.

RAPPORT DE W. W. MOORE.

M. Chisholm—Gouvernement a-t-il reçu rapport de M. W. W. Moore de la division des Marchés sur enquête des "packing houses" du Canada, est-il établi que subvention satisfaisante, rapport sera-t-il déposé?—R. Oui, oui, situation satisfaisante, contenait certaines observations, réparées, inutile de faire connaître—238.

QUESTIONS—*Suite.*

RECENSEMENT INDUSTRIEL.

M. Armstrong—Combien de formulaires pour recensement industriel envoyés en 1906. Combien remplis?—R. 30,773 envoyés, 23,033 remplis—4356.

STATIONS AGRONOMIQUES DANS L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Gouvernement va-t-il construire stations agronomiques dans l'île du Prince-Edouard, et ailleurs ?—R. Gouvernement provincial doit fournir emplacement, mais rien fait encore; détails station projetée à Lethbridge—1440.

TRAITEMENT DU BETAIL TUBERCULEUX DE LA NOUVELLE-ECOSSE.

M. A. Martin—Quel résultat du traitement par cure d'air du bétail amené de la Station de Nappan (N.-E.) à la ferme expérimentale d'Ottawa ?—R. Satisfaisant—1439.

YACHT DE LA GROSSE ILE.

M. Paquet—A-t-on demandé soumission, quels soumissionnaires?—R. Oui, soumissionnaires Compagnie manufacturière de Montmagny et Cie Lavoie de Québec ; $600 et $595 ; contrat à Cie Lavoie—4178.

COMMERCE :

AMENDES A UNE CORDERIE.

M. Clements—Quelles recettes, provenant des amendes été imposées à Chatham Cordage Coy., quelle commission payée à Smith organisateur pour arranger affaire?—R. La M. J. Wilson Cordage Co., Ltd., de Chatham a payé $349.02 d'amende, aucune commission payée par département ou à sa connaissance—4180.

ARRIVEE ET DEPORTATION D'HINDOUS.

M. R. Smith—Combien d'Hindous arrivés par C.-A. et déportés en 1906 ?—R. 2193 Hindous arrivés, 100 déportés motifs donnés—243.

COMMERCE AVEC L'AUSTRALIE.

M. C. Macdonell—Quel commerce année dernière avec Australie et Nouvelle-Zélande? —R. Exportations canadiennes ; en Australie $2,082,219, Nouvelle-Zélande $734,-054; importations d'Australie $226,147, de Nouvelle-Zélande $302,075—4416.

DIVISION DES GRAINES DE SEMENCE.

M. Armstrong—Personnel et travail de la division des graines de semence, ministère de l'Agriculture?—R. 21 commis, en 1906, 334 échantillons de grains pour cultivateurs et 56 échantillons pour vendeurs examinés—1179.

ENQUETE SUR LES ETALONS DE GRAIN.

M. S. Hughes—Demande si dépositions devant comité d'agriculture sur étalons de grains imprimées et distribuées ?—R. Dépend de la Chambre; imprimées—240.

QUESTIONS—*Suite.*

EXPORTATION DU GRAIN.

M. Daniel—Quelle quantité de grain du Canada expédiée par ports américains et par ports canadiens en 1905?—R. Ports canadiens: $17,519,572; ports américains, $15,615,919—492.

GRAIN EXPEDIE A MONTREAL.

M. Bennett—Combien de boisseaux reçus à Montréal sans rompre charge et combien transportés à Kingston et à Prescott?—R. Rapport à préparer—590.

GRAIN REÇU A MONTREAL DES LACS SUPERIEUR ET MICHIGAN.

M. Bennett—Quelles quantités reçues à Montréal en 1906 directement et avec transbordement?—R. Directement, 1,372,-653 minots; transbordés à Kingston, 3,-913,392 minots, transbordés à Prescott, 674,015 minots—1082.

M. C. M. KITTSON.

M. U. Wilson—Gouvernement a-t-il reçu démission de C. M. Kittson agent canadien, M. Preston a-t-il été nommé pour le remplacer?—R. Oui, non.

MACHINES POUR FICELLE D'ENGERBAGE

M. Reid—Quelle évaluation pour machines à fabriquer ficelle d'engerbage introduites à Welland en 1906, combien payé?—R. Machines en entrepôt dans fabrique importateur à Welland sous surveillance douane; $16,500 payés en acompte—3746.

PRIMES A LA FABRICATION DU FER ET DE L'ACIER.

M. Marshall—Combien d'argent le Canada a-t-il payé en primes pour fabrication du fer et de l'acier, à quelles compagnies?—R. Depuis 1883, $8,814,835; liste des compagnies—3074.

PRIME A LA FICELLE D'ENGERBAGE.

M. Cockshutt—Combien de compagnies et quelles compagnies ont reçu remise de droits sur ficelle d'engerbage fabriquée au pays?—R. Pas de remise de droit, prime payée équivalente au droit d'exportation de la manille des Philippines, tableaux des primes payées—1662.

PRIMES A L'EXTRACTION DU PETROLE BRUT.

M. T. Chisholm—Quelles sommes payées jusqu'à présent?—R. Tableau fourni—4184.

REDUCTION DU FER, ACIER ET PLOMB.

M. T. Chisholm—Nombre de tonnes produites pas usines, de fer, acier et plomb, nombre d'hommes employés et salaires? —R. Renseignements partiellement fournis—4179.

SAISIE DE FICELLE D'ENGERBAGE.

M. Wilson (Russell)—Demande détail saisie de ficelle en 1906, amendes, revente, etc.? —R. Détails complets—2208.

QUESTIONS—*Suite.*

CHEMINS DE FER ET CANAUX :

I.C.R., ACCIDENTS ET INDEMNITES.

M. Laurence—Demande détails sur accidents, indemnités, etc. ?—R. Acceptée comme avis de motion—1092.

I. C. R., ACHAT D'HUILE.

M. Baker—Gouvernement achète-t-il huile de "The Galena Oil Coy.", par quelle entremise ?—R. Oui, agence à Toronto—737.

ACHAT DE TERRAINS POUR I. C. R., A MONCTON.

M. Crokett—Quels terrains achetés pour ateliers locomotives de l'I. C. R., à Moncton? —R. Etat des achats—1170.

ACHATS POUR TRANSCONTINENTAL.

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il acheté traverses pour ligne O. de Québec et E. de Winnipeg?—R. Traverses achetées par commission Transcontinental—1445.

ACHAT DE TERRAINS POUR TRANSCONTINENTAL A MONCTON.

M. Crokett—Terrains ont-ils été achetés à Moncton pour Transcontinental?—R. Non.

ACQUISITION DE TERRAINS A MONCTON.

M. Ames—Demande détails d'accquisition à Moncton de terrains appartenant à O. Schwartz et à H. R. Emmerson, fiduciaires ?—R. Détails donnés—4012.

I. C. R., AGENT DU SERVICE DES VOYAGEURS.

M. A. Lavergne—M. J. Matthews est-il employé par I. C. R. comme agent de passagers, ne parle pas français ?—R. Pas agent de passagers, agent au bureau de Québec ; parle français—7094.

I. C. R., AGRANDISSEMENT GARE D'ELGIN ROAD.

M. Paquet—Employé I. C. R. est-il chargé acheter terrain pour agrandir gare Elgin Road ?—R. M. Dubé cherche terrain, rien de décidé, pas d'argent pour achat—714.

AMELIORATIONS A LA JONCTION DE LA CHAUDIERE.

M. Bergeron—Combien a coûté remise à locomotives à la Chaudière, quelle dépense prévue pour 1907, quels travaux?—R. $59,-600; pour 1907-08, $66,800, travaux à exécuter—1172.

ANNONCES DU TRANSCONTINENTAL A QUEBEC.

M. A. Lavergne—Quels journaux à Québec ont annonces du Transcontinental, quel montant?—R. Liste donnée—3284.

ARRESTATION DE JOHN O'ROURKE.

M. Fowler—Ministre des Chemins de fer a-t-il fait arrêter J. O'Rourke?—R. Non —1169.

QUESTIONS—*Suite.*

I.C.R.—M. BRUCE McDOUGALL.

M. Barker—Emploi, congés et paie de M. Bruce McDougall du bureau de vérification des comptes de l'I.C.R. à Moncton?—R. Détails donnés, abus de congés, nouveaux règlements—737.

M. NARCISSE CAMPBELL.

M. Meigs—Demande cause du retard dans requête de Narcisse Campbell de Stanbridge, Missisquoi, devant commission des chemins de fer pour construire un passage sousterrain?—R. Historique négociations, cause retard, absence hon. M. E. Bernier—585.

CANAL DE BEAUHARNOIS.

M. Bergeron—Enquête a-t-elle été faite, sur quoi, combien payé au commissaire?—R. M. F. X. Dupuis a fait enquête sur prétendue mésintelligence entre surintendants et employés, paiement pas décidé—1438.

FORCE MOTRICE CANAL DE BEAUHARNOIS.

M. Bergeron—Demande si gouvernement en négociations pour affermage canal de Beauharnois pour production énergie électrique?—R. Gouvernement a reçu députation qui a demandé que l'usage du cours d'eau fût accordé à ville de Montréal à conditions raisonnables, à l'étude —1156.

M. Monk—Gouvernement a-t-il pris décision depuis visite citoyens Montréal?—R. Oui, pouvoir affermé par contrat à McIntyre et Robert, formeront compagnie, pas d'autre proposition—1437.

CANAL DE CLAM POINT.

M. Blain—Canal de Clam Point devait-il servir de refuge, sait-on qu'à la marée basse il draine le lac?—R. Détails manquent, réservée—2927.

CANAL DE TRENT (POUVOIRS HYDRAULIQUES).

M. Sam. Hughes—Demande quels pouvoirs hydrauliques gouvernement possède encore sur parcours du canal de Trent?—R. Demander rapport—584.

CARRIERES DE WALLACE, COMTE DE CUMBERLAND, N.-E.

M. A. A. McLean—Renseignements sur relations entre gouvernement, I.C.R. et carrières de Wallace, N.-E.?—R. Demander dossier—2667.

CATARACT POWER COMPANY ET CANAL WELLAND.

M. Clare—Détails du contrat de la Cataract Power Coy et du gouvernement?—R. Détails donnés—3288.

I. C. R., CHARBON.

M. Barker—Mécaniciens I. C. R. se sont-ils plaints charbon?—R. Oui, sept, mauvaise qualité—1867.

QUESTIONS—*Suite.*

I. C. R., CHATEAU D'EAU A GIBSON, N.-B.

M. W. J. Roche—Château d'eau à Gibson (N.-B.), est-il terminé, combien payé, quel entrepreneur ?—R. Pas terminé, $1,989 payés en acompte, entrepreneur E. A. Walberg—3078.

CHEMIN DE FER CANADIEN DU NORD.

M. W. J. Roche—Quelles terres ont été réservées pour chemin de fer canadien du Nord, ligne de Baie d'Hudson dans certains townships désignés?—R. Détails des terres réservées—6186.

CHEMIN DE FER DE L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. A. Martin—Informations sur les paiements relatifs aux expropriations pour travaux embranchements Murray Harbour et Montague?—R. Noms donnés des employés, 13 cas, devant cour d'échiquier—486.

CHEMIN DE FER MADOC & ELDORADO.

M. Northrup—Quelle subvention payée pour construction chemin de fer Madoc et Eldorado, existait-il contrat, compagnie peut-elle être tenue à remboursement pour non exploitation ?—R. Subvention $21,888, contrait existait, ne prescrit pas remboursement—982.

M. Northrup—Demande si ministre de chemin de fer va imposer prescription d'exploitation contenue dans arrangement de subvention avec chemin de fer de Madoc à Eldorado, comté d'Hastings?—R. Pas de décision prise—1101.

M. Northrup—Partie de la subvention a-t-elle été payée pour servir à l'exploitation de la ligne?—R. Non, pour construction—1170.

CHEMIN ST-TIMOTHEE A GRANDE-ILE.

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il reçu pétition pour réparation au pont du chemin de St-Timothée à Grande-Ilè ?—R. Oui, à l'étude—3963.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL—EMPLOYES A OTTAWA.

Hon. M. Foster—Combien d'employés du Transcontinental à Ottawa?—R. Liste pas reçue—741.

CIRCULATION DU C. P. R. SUR I. C. R.

M. Daniel—Gouvernement a-t-il accordé au C. P. R. circulation sur I. C. R.?—R. A l'étude—2927.

COMMISSION DU TRANSCONTINENTAL.

Hon. Foster—Noms, salaires, etc., des employés de la commission du Transcontinental?—R. Tableau—916.

COMPAGNIE "CATARACT POWER".

M. W. F. Maclean—Combien d'eau la compagnie Cataract Power était-elle primitivement autorisée à prendre du canal Welland, à combien augmentée?—R. 100 pieds cubes par seconde, 700 pieds 31 décembre 1902—1985.

QUESTIONS—*Suite.*

COMPTABLE EN CHEF, DEPARTEMENT DES CHEMINS DE FER.

M. Barker—Charge comptable en chef du département des Chemins de fer a-t-elle été supprimée, comment remplacée, quel titulaire?—R. Oui, remplacé par controleur et trésorier, M. L. Shannon, ancien comptable promu à $3,600—748.

COMPTABILITE TRANSCONTINENTAL NATIONAL.

M. Ames—Qui surveille le coût de la construction de la division ouest du Transcontinental?—R. M. Schreiber et deux aides—3752.

COMPTES DU G. T. RY.

M. Bristol—Demande si G.T.R. a fourni comptes prescrits par sa charte?—R. Ces comptes prescrits par charte passée avant confédération devaient être rendus à un fonctionnaire de l'ancienne province du Canada, les archives n'indiquent pas qu'ils aient jamais été rendus—5184.

CONTRAT DE L'USINE RONDE DE L'I.C.R. A HALIFAX.

M. Gauvreau—Qui a eu le contrat, quel prix, quels autres soumissionnaires?—R. M. E. Keefe, $122,373; autres noms donnés—503.

I. C. R., COUSSINETS SERVISS.

M. A. McLean—Combien payé depuis 1900 à compagnie Serviss pour coussinets ?—R. Rien—2926.

DEPENSES DES CANAUX.

M. A. A. McLean—Dépenses globales, et recettes des canaux en 1906?—R. Dépenses $1,876,343; recettes $108,067—588.

DEPENSES A LA RIVIERE-DU-LOUP.

M. Bergeron—Quel est le coût total des installations en cours à la Rivière-du-Loup, quels travaux en expectative?—R. $92,510; pour 1907-08, $90,500, travaux à exécuter—1172.

I.C.R.—DIVISION DE WINDSOR.

M. Black—Gouvernement retire-t-il part des recettes de l'embranchement de l'I. C.R. loué et exploité par chemin de fer Canada Atlantique?—R. Oui, $40,452, en 1905-06—1180.

ECHANGE DES WAGONS DE L'I. C. R.

M. C. R. Devlin—Combien de wagons de l'I. C. R. aux Etats-Unis, sur d'autres lignes, mesures prises pour faire revenir?—R. Les échanges tant aux Etats-Unis, qu'au Canada donnent un déficit de wagons à l'I. C. R. de 1,475 wagons, inspecteur de la Car Interchange Association s'occupe de faire revenir matériel roulant, situation améliorée—2662.

I. C. R. EMBRANCHEMENT WINDSOR.

M. Black—Quand expire bail de l'embranchement de l'I.C.R. sur Windsor appartenant à Dominion Atlantic Ry.; sera-t-il renouvelé?—R. En 1914, sera discuté dans ce temps-là—637.

QUESTIONS—*Suite.*

ENQUETE SUR EMPLOYES CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. Lefurgey—Enquête a-t-elle été faite sur employés c. de f. de l'I. P. E.?—R. Oui, sur W. S. Poole et D. Garnett accusés usage de houille illégale, passe-droits et ivresse, accusations non fondées—1186.

EXEMPTION D'IMPOTS DU G.-T.-P.

M. Roche—Le chemin et propriété du G-T.-P. sont-ils exempts de taxes en Alberta, Saskatchewan et Manitoba?—R. Il n'en a jamais été question—1660.

EXPLORATIONS DU G.T.P.

M. Ames—Combien a coûté au Gouvernement achat des explorations faites par G.-T.R. à l'est de Winnipeg?—R. $352,794—1443.

I.C.R., EXPRESS DE MONTREAL A LEVIS.

M. Beauparlant—Quand Gouvernement rétablira-t-il express de Montréal à Lévis partant à minuit de Montréal?—R. Quand l'augmentation du trafic permettra—3281.

GARE DU MARCHE CHAMPLAIN A QUEBEC.

M. A. Lavergne—Demande si commission du Transcontinental entend construire gare au marché Champlain, si protestation reçue ?—R. Pas de correspondance—286.

HANGAR A MARCHANDISES A SUMMERSIDE.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il décidé de reconstruire hangar à marchandises à Summerside?—R. Oui—1176.

HORAIRE DU C. DE F. DE L'I. P.-E.

M. Lefurgey—M. Sharp surintendant doit-il être remplacé, y a-t-il protestations contre nouvel horaire du c. de f. de l'I. P.-E.? R. Non pas décidé, protestations entendues, horaire, le meilleur possible—1864.

INCENDIES CAUSES PAR I.C.R.

M. C. R. Devlin—Quels arrangements, quant aux dommages causés par incendie sections Manseau et Lemieux, I.C.R.?—R. Réclamation H. Price réglée, les autres seront plaidées en cour d'échiquier—3750.

INSTALLATIONS A DRUMMONDVILLE.

M. Bergeron—Quels travaux faits en 1906; combien à dépenser en 1907-08, quels travaux?—R. Appareil chauffage, $2,937; pour 1907-08, $20,000, travaux à exécuter—1172.

INSTALLATIONS A STE-FLAVIE.

M. Bergeron—Quelles installations faites à Sainte-Flavie en 1906, quelles installations projetées pour 1907?—R. Voies de garage $15,448; au budget 1907 $21,500, travaux indiqués—1171.

INSTALLATIONS A SAINTE-ROSALIE.

M. Bergeron—Quelle somme sera dépensée en 1907-08, a quels travaux?—R. $13,000, travaux à exécuter—1173.

QUESTIONS—*Suite.*

NEW-BRUNSWICK SUPPLY COY.

M. Ames—I.C.R. achète-t-il fournitures de la New-Brunswick Supply Coy?—R. N'achète d'aucune compagnie de ce nom?—1089.

NOUVEAUX EMPLOIS SUR L'I.C.R.

M. Crocket—Demande date de création des inspecteurs des différents services de l'I.C.R.?—R. Inspecteur nettoyage des wagons, L. Tracey, octobre 1898, $85 par mois; inspecteur freins à air, C. S. McCarthy, septembre 1898, $91 par mois; inspecteur des wagons, D. White, août 1900, $100 par mois ; inspecteur des ponts, 1874, A. E. Killam, $150; inspecteur du combustible, U. C. Lockhart, 1891, $75 par mois—1091.

EMBRANCHEMENT DU DRUMMOND.

M. Morin—Etat des dépenses sur embranchement I.C.R. à Mitchell et à Saint-Léonard pour ponts et changements?—R. Etat donné—5244.

GARE DE L'INTERCOLONIAL A PICTOU.

M. A. A. McLean—Quel a été entrepreneur gare I.C.R. à Pictou, quelle date contrat, quand finie, combien payé total ?—R. Rhodes Curry et Cie, 9 janvier 1905, contrat $32,000, finie 30 avril 1906, coût total, $35,564.94—5011.

HOUILLE POUR CHEMIN DE FER DE L'I. P.-E.

M. Lefurgey—Demande détail soumission et prix payés pour charbon pour chemin de fer I.P.-E.?—R. Tableaux fournis—1184.

LANGUE FRANÇAISE AUX CHEMINS DE FER.

M. A. Lavergne—Mesures ont-elles été prises pour faire mieux respecter langue française sur chemins de fer de l'Etat?—R. Ordre donné imprimer horaires et avis en français, autres modifications à l'étude—6191.

MATERIEL DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE

M. Clements—La garantie du gouvernement s'applique-t-elle à la construction du matériel roulant du G.T.P., a-t-on permis au G.T.R. de se servir du matériel du G.T.P. sans compensation, en vertu de quelle autorité en fait-il usage?—R. Non, non, entente entre compagnies—5674.

MATERIEL ROULANT DU G.T.P.

M. Lennox—La compagnie du G.T.R. a-t-elle en sa possession ou usage wagons et matériel du G.T.P.?—R. G.T.P. a loué ses wagons au G.T.R. à tant par jour—5828.

MONOPOLE DES COMPAGNIES D'EXPRESS.

M. Gauvreau—Demande si ministre sait que la compagnie des messageries canadiennes a monopole sur l'Intercolonial et en profite pour ne pas desservir certaines localités ?—R. Omissions inconnues du gouvernement, grève récente a pu causer retards—490.

QUESTIONS—*Suite.*

OBLIGATIONS DU TRANSCONTINENTAL.

M. Ames—Combien d'obligations émises, combien d'émissions?—R. Une seule émission, 1er octobre 1905, £3,200,000—3752.

PAIEMENTS A M. KITCHEN POUR CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Demande paiements supplémentaires faits à M. Kitchen pour embranchements Murray-Harbour et Montague ?—R. $10,210 pour Murray-Harbour, rien pour Montague—8211.

PARC A MONCTON, N.-B.

M. Crocket—Gouvernement a-t-il acheté le "Old Trotting Park", ou va-t-il exproprier?—R. Non, à l'étude—3080.

PARCOURS SUR CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

M. W. F. Maclean—Quelles compagnies de chemins de fer ont demandé droit de parcours sur chemin de fer de l'Etat?—R. Le C.P.R. sur I.C.R., de St-Jean à Halifax—5953.

PARCOURS DU TRANSCONTINENTAL.

M. Morin—Comparaison tracé et coût route Transcontinental du pont de Québec au lac Pohenegamock par Ste-Malachie et route par sud des Alleghanys?—R. Détails donnés—4013.

C.P.R.—PASSAGES SOUTERRAINS A CALGARY.

M. M. S. McCarthy—Commission des chemins de fer a-t-elle ordonné construction passages souterrains et barrières à Calgary?—R. Oui, ébauche d'ordonnance préparée, texte donné, convention pas signée par C.P.R. sous prétexte d'omission dans texte—2364.

I.C.R.—PERMIS DE CIRCULATION EN FAVEUR DE SIR W. MULOCK.

M. Barker—En faveur de qui, passe n° 4 émise?—R. En faveur sir W. Mulock et famille, ne diffère pas des passes des autres membres du cabinet, pas de trace qu'il s'en soit servi—738.

M. PHILIAS PAYETTE.

M. Léonard—M. P. Payette a-t-il été employé par commission Transcontinental, a-t-il fait réclamation, sera-t-elle payée, va-t-on faire enquête?—R. Oui, employé, réclame paiement pour dommages à sa santé, ne recevra rien, a été réglé de tout ce que lui devait la commission, enquête minutieuse faite—3080.

PUBLICITE DU DEPARTEMENT DES CHEMINS DE FER.

Hon. Foster—Sommes dépensées pour publicité dans certains journaux pour département Chemins de fer?—R. Tableau paiements donné—1612.

I.C.R.—PONT DE HILLSBORO.

M. A. A. McLean—Quelle dépense globale jusqu'à ce jour sur pont de Hillsboro, Charlottetown I.P.-E.?—R. $1,142,225—635.

QUESTIONS—*Suite.*

G. T. R., PROLONGEMENT MADOC-ELDORADO.

M. Northrup—Gouvernement a-t-il reçu pétitions demandant réouverture au trafic du prolongement Madoc-Eldorado ?—R. Oui, G. T. R. prétend avoir fait dépenses, mais impossible faire payer la ligne—635.

M. W. A. QUIBELL.

M. BOYCE—M. W. A. Quibell est-il employé par l'Etat, est-ce le même personnage mêlé à procès électoraux?—R. Commissaire de police sur le Transcontinental dans Ontario et Manitoba sur rayon de 20 milles de chaque côté, $150 par mois, même personnage que demandé—2924.

RAILS D'ACIER POUR TRANSCONTINENTAL.

M. A. A. McLean—Commission du Transcontinental a-t-elle demandé soumissions pour rails d'acier, a qui accordées, quand devaient-ils être fournis, amende a-t-elle été imposée?—R. Détails et chiffres fournis—7199.

RECLAMATION DU GOUVERNEMENT DE L'I. P.-E.

M. A. A. McLean—Gouvernement I. P.-E. a-t-il réclamé $4,000 pour transport de foin payé sous protet pour "Stanley" et "Minto"?—R. Réclamation à l'étude—5009.

RECLAMATIONS CONTRE C. DE F. DE L'I. P.-E.

M. Lefurgey—Réclamations de veuve James Wiggins et C. Malley ont-elles été entendues?—R. Non, preuve insuffisante—1864.

RECLAMATION ED. PRAUGHT.

M. A. Martin—Dép. des C. de f. a-t-il reçu réclamation de Ed. Praught, inspecteur des wagons de l'I. C. R. à Charlottetown, pour blessures?—R. A reçu montant d'assurance auquel avait droit—4600.

M. JOHN O'ROURKE.

M. Crocket—John O'Rourke était-il employé au bureau du comptable de l'I. C. R., a-t-il été arrêté pour vol de timbres à Moncton?—R. Oui, arrêté à Montréal par police municipale—3282.

M. Crocket—A-t-on avisé les fonctionnaires de l'I. C. R. de l'arrestation de M. John Rourke à Montréal pour vol de timbres?—R. Oui, E. A. Williams, agent spécial de l'I. C. R. avisé—3338.

REMISES DE LOCOMOTIVES A PICTOU, N.-E.

M. Christie—Quel entrepreneur, quel prix d'entreprise et quel prix payé jusqu'à présent?—R. $62,323.55, A. E. A. Walberg, total payé, $79,022—5009.

SECOURS MEDICAUX AUX OUVRIERS DU TRANSCONTINENTAL.

M. Wilmot—Médecins ont-ils été nommés pour soigner travailleurs du Transcontinental?—R. A l'étude—2720.

QUESTIONS—*Suite.*

I. C. R.—SERVICE DES TRAINS A RIMOUSKI.

M. Taylor—Y a-t-il eu retard des trains postes se rendant à Rimouski, combien de fois, quelle causes?—R. Douze fois; paquebot tender "Rhoda" trop lent, trains trop lourds—636.

SERVICE DES VOYAGEURS SUR I. C. R.

M. C. R. Devlin—Combien de trains de Nicolet à Montréal, exactitude, distance?—R. Un train, depuis trois semaines, 45 minutes de retard en moyenne, 97 milles ½—3750.

I. C. R., SIGNAUX AUTOMATIQUES MCPHEE.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il payé pour installation de signaux McPhee sur I. C. R.?—R. Non, pas adoptés, permis de faire essai—2926.

I. C. R., SOUPAPES DE SURETE.

M. W. Wright—Gouvernement a-t-il adopté pour I. C. R. soupapes de sûreté Alfree et Hubbell de Chicago?—R. Non, à l'étude—2926.

STATION RE PORT-HAWKESBURY-JUNCTION.

M. McLennan—Copie de documents au sujet station et terminus de Port-Hawkesbury-Junction—3484.
Ordonnée—3484.

STATION DE SAINTE-PERPETUE.

M. C. R. Devlin—Qui est chargé de la station de chemin de fer à Sainte-Perpétue, comté de Nicolet?—R. On ne mettra pas d'agent, mais un gardien, pas encore nommé—2419.

TAPIS POUR I. C. R.

M. A. C. Macdonell—Quantités achetées, qualité, fabricants pour tapis I. C. R.?—R. Détails donnés—3754.

M. Worthington—Achats de tapis pour I. C. R., soumissionnaires; prix?—R. 4,000 verges achetées, prix indiqué—3751.

I. C. R., TARIF DE TRANSPORT DES MARCHANDISES A l'I. P.-E.

M. Martin—Gouvernement a-t-il reçu résolution de chambre de commerce des Provinces maritimes au sujet des taux de transport des marchandises sur I. C. R.?—R. Oui, à l'étude—743.

TRANSCONTINENTAL ENTRE CHIPMAN ET GRAND FALLS (N.-B.)

M. Crocket—Gouvernement a-t-il décidé tracé Chipman et Grand-Falls?—R. Pas encore—2928.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL, EXPLORATIONS EN N.-B.

M. Crocket—Le nouveau tracé des deux routes entre Grand-Forks et Moncton est-il terminé, route est-elle choisie?—R. Première exploration des deux routes terminée, plans et tracés pas achevés; tracé de l'intérieur déclaré par ingénieur le plus court et le meilleur marché, le gouvernement a cependant fait faire un tracé préliminaire des deux routes—486.

QUESTIONS—*Suite.*

TRANSCONTINENTAL NATIONAL, DIVISION QUEBEC-MONCTON.

M. A. Lavergne—Quel est l'état des travaux?—R. Explorations et tracés préliminaires faits de Québec à Moncton, partiellement acceptés—485.

TRANSCONTINENTAL NATIONAL—TRACE CHIPMAN-GRAND-FALLS.

M. Crocket—Gouvernement en est-il venu à décision quant au tracé du Transcontinental Chipman-Grand-Falls—R. Gouvernement attend rapport commission Transcontinental qui étudie rapport ingénieur en chef—3076.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

Hon. M. Tisdale—Estimation de travaux à faire et exécutés sur tronçon Winnipeg et lac Supérieur et La Tuque du Transcontinental?—R. Chiffres donnés—1856.

TRANSPORT DE LA HOUILLE SUR CHEMIN DE FER PASSE DU NID DE CORBEAU.

M. Lake—Demande si C. P. R. observe minimum imposé par contrat pour transport de charbon sur ligne Passe Nid-de-Corbeau?—R. Va s'enquérir—4816.

TRANSPORT DU POISSON FRAIS SUR I. C. R.

M. Sinclair—Combien l'I. C. R. a-t-il de wagons frigorifiques pour transport poisson, combien de poisson frais transporté depuis 1895?—R. 103 wagons, 14,630 tonnes—5005.

TRAVAUX DU G.-T.-P.

M. Clements—Adjudications ont-elles été accordées sur ligne-mère du G.-T.-P. pour travaux au moyen d'excavateurs à vapeur?—R. Entrepreneurs se servent de l'outillage qui leur plaît; contrats à Cie McDonald, McMillan, Canadian White, Foley Frères, Carson et Cie—3282.

TRAVERSES POUR TRANSCONTINENTAL.

M. Bergeron—Commission de construction du Transcontinental a-t-elle passé marché pour fourniture de traverses E. Winnipeg et O. Québec, quels soumissionnaires?—R. Tableaux fournis—1609.

VENTE DE FERRAILLES APRES INCENDIE ATELIERS DE MONCTON.

M. Ames—Comment ferrailles vendues après incendie, quantité vendue, nom des acquéreurs?—R. Par soumissions, noms, quantités, prix donnés—3963.

VENTE DE VIEUX FER A H. J. CARSON ET CIE.

M. Ames—Ventes ont-elles été faites directement à H. Carson et Cie de Saint-Jean, N.-B?—R.Oui, quantités indiquées—3964.

VOIE FERREE SUR RUE DU MOULIN A MONTREAL.

M. Ames—Gouvernement a-t-il accordé à compagnie de chemin de fer des Comtés du Centre droit de poser rails sur rue du Moulin à Montréal?—R. Oui, 7 mars 1906, plan déposé—8211.

QUESTIONS—*Suite.*

VOITURES AUTOMOBILES SUR I.C.R.

M. Lapointe—Voitures automobiles sont-elles en service sur embranchements de l'I. C. R.; seront-elles cet été en service sur embranchement Rivière Ouelle?—R. Non, oui, oui—3962.

WAGONS DE L'I.C.R.

M. Ames—Combien de wagons de l'I.C.R. actuellement en service sur lignes américaines, quelles mesures) prises pour les faire rentrer?—R. Détails à venir de Moncton—7200.

WAGONS AUTOMOBILES POUR I.C.R.

M. Lefurgey—M. Joughins a-t-il été envoyé en Europe étudier le système, quel décision prise?—R. Oui, études faites, devis sont préparés, gouvernement pense constituerait économie avantageuse—749.

WAGONS ELECTRIQUES SUR CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. Martin—Quelles données le gouvernement a-t-il sur économie des wagons électriques?—R. Gouvernement espère pouvoir se servir des wagons électriques avec avantage sur chemin de fer de l'I.P.-E., réduction d'exploitation de moitié, construits à Amherst, coût $11,300 sans appareil—1432.

WAGONS DE L'I.C.R. AUX E.-U.

M. Ames—Combien de wagons de l'I.C.R. actuellement retenus aux E.-U.?—R. 2,246—7450.

WAGONS DU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. Clements—Combien de wagons compagnie du Grand-Tronc-Pacifique a-t-elle mis en service?—R. 2650 wagons à marchandises dont se sert actuellement le G.T.R.—5182.

DIVERS :

APPOINTEMENTS DES EMPLOYES DE L'ETAT.

M. Maclean—Montant total des salaires payés 30 juin dernier pour employés de l'Etat à Ottawa ?—R. En préparation—2362.

BIENS DE LORD SELKIRK.

M. Bourassa—Gouvernement a-t-il original ou copie livre terrien de la succession de Lord Selkirk pour 1812-1835 ?—R. Non—5450.

BILLS D'INTERET PRIVE.

M. A. A. McLean—Combien de bills reçus dans les huit jours avant réunion du parlement, pour combien amende imposée?—R. 32, 27—743.

COLLECTION HERALDIQUE DU CANADA.

M. A. Lavergne—Demande si gouvernement veut faire démarches pour conserver au Canada collection héraldique du marquis de Fronsac ?—R. Gouvernement ne s'occupe des objets historiques de valeur inconnue—1095.

QUESTIONS—*Suite.*

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Bourassa—Quelque département a-t-il en sa possession original ou copie du "Colony Register" de la Baie d'Hudson?—R. Copie achetée en 1900 par agent des terres à Winnipeg, original entre les mains de la compagnie à Londres—5450.

CONFERENCE COLONIALE.

M. Monk—Gouvernement impérial a-t-il indiqué sujets de discussion, gouvernement canadien a-t-il indiqué sujets que désire discuter?—R. Correspondance sera déposée—2720.

CONFERENCE COLONIALE.

M. Monk—A quelle date sera tenue la nouvelle conférence, quand invitation envoyée, quand acceptée, quels ont été les représentants du Canada à la conférence 1902?—R. 15 avril 1907; 12 mai 1905; 17 octobre 1906; sir W. Laurier, sir F. Borden, sir W. Mulock, hon. Fielding, hon. Paterson—923.

CONFERENCE DES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX.

M. R. Smith—Demande rapport complet des délibérations?—R. Imprimé, sera distribué—503.

CONGRES INTERCOLONIAL A LONDRES.

M. A. Lavergne—Quand le congrès, quelle attitude prendra gouvernement sur question défense impériale, avant de partir gouvernement fera-t-il déclaration?—R. 15 avril prochain; même attitude qu'en 1902; correspondance préalable déposée—3283.

CONTAMINATION DES EAUX DE LA RIVIERE ST-JEAN.

M. Wilmot—Gouvernement sait-il que ville Fredericton, N.-B., a établi système de drainage qui souille eaux rivière Saint-Jean?—R. Affaire des autorités provinciales—6193.

M. P. M. DRAPER.

M. Bennett—Quelles fonctions et salaire de M. Draper?—R. Premier contremaître, salaire $1,500, déjà premier contremaître besogne parlementaire, besogne étendue—7449.

EMPLOI DU REV. G. C. PATTERSON.

M. Boyce—Demande si rév. G. C. Paterson, d'Embro, Oxford-nord est employé au service public?—R. D'après renseignements, il ne paraît pas que le rév. Patterson soit employé—4179.

EMPLOI DE CERTAINES PERSONNES.

M. Staples—Demande emploi et salaires de R. E. A. Leach, McLean, W. H. Ingram, Kenner, Nilghorn, Duggan et Ayotte?—R. Emplois et salaires énumérés—3081.

EMPLOYES DE LA BAIE D'HUDSON.

Hon. Foster—Réclamation employés retraités de la compagnie de la Baie d'Hudson a-t-elle été examinée par gouvernement ?—R. Oui, paraissent pas fondées—6188.

QUESTIONS—*Suite.*

EXTENSION DES FRONTIERES DU MANITOBA.

M. Greenway—Gouvernement s'occupe-t-il d'étendre prochainement frontières du Manitoba?—R. Conférence du 12 novembre 1906; pas d'accord, à l'étude—1860.

FONCTIONNAIRES ABSENTS DU YUKON.

M. Blain—Le Gouvernement sait-il si certains fonctionnaires désignés sont absents du Yukon, quelle somme représente la totalité de leurs salaires?—R. Motifs d'absence pour chaque fonctionnaire, totalité des salaires représentés $25,000—919.

M. Blain—Raison des congés des fonctionnaires du Yukon; congés sont-ils autorisés?—R. Raisons données, congés autorisés—1100.

GOUVERNEMENT ET IMPRESSIONS.

M. Verville—Combien dépensé pour impression gouvernement et parlement dans six dernières années?—R. Tableau fourni—5005.

HUILE A PARQUET.

M. Clements—De qui est achetée huile pour cirer parquets de la Chambre, quel prix?—R. Divers marchands, prix de 65c. à $1 le gallon—5182.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M. N. F. Wilson—Noms et salaires des nouveaux employés à l'Imprimerie Nationale depuis trois mois?—R. Etat fourni—4014.

J. E. MARIER.

M. A. Lavergne—Quelles fonctions remplit J. E. Marier, s'occupe-t-il de politique?—R. Traducteur surnuméraire depuis 1904, $3 par jour, dit ne pas s'occuper de politique—7734.

MONUMENT THOMAS D'ARCY McGEE.

M. T. Chisholm—Gouvernement va-t-il ériger monument à Thomas d'Arcy McGee?—R. Devrait avoir monument, sera discuté prochaine session—7917.

OFFRE AU GOUVERNEMENT IMPERIAL.

M. Monk—Gouvernement va-t-il à prochaine conférence renouveler l'offre de préférence additionnelle faite en 1902—R. Aucune décision prise—924.

PAIEMENTS A R. T. McILREITH.

M. Crocket—Quel montant payé à R. T. McIlreith par divers départements?—R. Demander rapport—2366.

PROTE A L'IMPRIMERIE NATIONALE.

M. A. Lavergne—P. M. Draper est-il à l'Imprimerie nationale, quelle place,, comité des débats a-t-il été consulté, parle-t-il suffisamment français?—R. A l'Imprimerie depuis sa fondation 1886; prote adjoint en 1896, prote 1900, 1er avril 1907, prote principal, comité débats pas consulté, parle couramment français—6820.

QUESTIONS—*Suite.*

RECLAMATIONS DE L'I.P.-E.

M. A. A. McLean—A la conférence interprovinciale d'Ottawa 1906, délégués de l'I. P.-E. ont-ils fait demandes supérieures aux chiffres décidés aux résolutions de 1902?—R. Toutes les demandes figurent aux documents—1856.

RECUL DES CHUTES DU NIAGARA.

M. Lancaster—Une carte a-t-elle été imprimée pour accompagner rapport du Dr J. W. Spencer sur recul des chutes du Niagara?—R. 5,500 cartes imprimées, rapport pas reçu—505.

REFORME DU SENAT.

M. A. Lavergne—Sur quelle base gouvernement entend-il faire la réforme du Sénat qui figure à son programme de 1893?—R. Base à l'étude—3284.

REGISTRE DE LA COLONIE.

M. Broder—Gouvernement va-t-il se faire remettre par la compagnie de la Baie d'Hudson le registre de la colonie d'Assiniboine?—R. Propriété de la compagnie de la Baie d'Hudson, gouvernement n'a aucun droit—7752.

SERVITEURS DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON.

Hon. Foster—Réclamation a-t-elle été soumise au ministre de la Justice, a-t-il tous renseignements?—R. Oui—1180.

SUBVENTIONS ET FRONTIERES DES PROVINCES.

M. Lefurgey—Quelles nouvelles subventions accordées aux provinces depuis confédération, quelles extensions de frontières accordées?—R. Manitoba a eu seul frontières étendues en 1881, les autres ont eu frontières déterminées et non étendues—5449; augmentations de subventions figurent dans documents relatifs à création Alberta et Saskatchewan—5449.

TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT.

M. W. F. Maclean—Demande montant total de salaires de toute nature payés à Ottawa au cours du dernier exercice?—R. Répéter question—2208.

TRAITEMENT ET GAGES DES EMPLOYES PUBLICS A OTTAWA.

M. W. F. Maclean—Quel est le total des salaires payés à Ottawa pour dernier exercice?—R. Question transformée en motion pour documents—2720.

LES TERRES DES VOYAGEURS DE LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON.

M. W. J. Roche—Gouvernement possède-t-il testament de Lord Selkirk ou plans d'arpentage pour retracer les octrois de terres faits avant 1835?—R. Gouvernement fait recherches à Londres et en Ecosse—5674.

QUESTIONS—*Suite.*

VACANCES AU SENAT.

M. Crocket—Combien de vacances au Sénat pour N.-B., quand seront-elles remplies? —R. Deux, seront remplies durant session—733.

VOLUME DES CHUTES DU NIAGARA.

M. Lancaster—Demande si calculs ont été faits du volume des eaux débitées du côté canadien et du côté américain?—R. Nombreux calculs faits; commission des eaux limitrophes a adopté calculs américain pour 1900—588.

DOUANES.

AUGMENTATION D'IMPORTATION DE LA VERRERIE ANGLAISE.

M. Monk—Quelle a été l'augmentation des importations de verrerie anglaise de 1898 à 1905 sur période correspondante?—R. 800,477—1084.

M. H. C. BLAIR.

M. Johnston—M. H. C. Blair est-il employé aux douanes?—R. Oui, $1,600—6190.

M. JOHN C. BOURINOT.

M. Johnston—John C. Bourinot est-il employé aux douanes?—R. Oui, $1,000—6189.

CARRIERES ET IMPORTATIONS D'ARDOISES.

M. Marshall—Combien d'ardoises extraites au Canada, quelle valeur importées ?—R. 1 carrière à New-Rockland, 5,000 toises d'ardoises extraites par années; importations de 1906, $112,695—1904.

COMMISSION DU TARIF.

M. Robitaille—Gouvernement a-t-il ordonné imprimer dépositions?—R. Affaire particulière du comité des impressions, pas ordonné impression—734.

DETAXES SUR MACHINES AGRICOLES.

M. W. J. Roche—Quels montants de détaxe remboursés sur machines agricoles exportées du Canada en 1905-06?—R. Tableau donné—590.

DROITS DE DOUANE ET D'ACCISE SUR SPIRITUEUX.

M. W. F. Maclean—Comparaison entre droits de douane et d'accise sur spiritueux d'après nouveau tarif et aux Etats-Unis—R. Comparaison donnée—1094.

DROITS DE DOUANE SUR VOITURES DE FERME.

M. Lefurgey—Quels droits payés sur voitures de ferme venant des Etats-Unis ; ont-elles à payer dumping clause, où expédiées?—R. Détails donnés—2207.

DROITS DE DOUANE A PORT STANLEY.

M. W. Jackson—Quels droits de douane perçus à Port-Stanley depuis 1900?—R. Tableau—1607.

QUESTIONS—*Suite.*

DROITS D'EXPORTATION SUR BOIS DE PATE.

M. Bergeron—Gouvernement se propose-t-il d'imposer un droit d'exportation sur bois à pâte abattu au Canada?—R. Rien de décidé—919.

DROITS SUR LA LAINE.

M. M. S. McCarthy—Demande quels droits imposés sur laine de peigne, quels montants perçus?—. Tableau fourni—1164.

DROITS SUR LE TABAC.

M. Henderson—Montant perçu par l'accise en 1906, combien provient du droit additionnel de 1897 ?—R. $5,970,573, $1,825,235—1161.

DROITS PERÇUS SUR INSTRUMENTS ARATOIRES.

M. Henderson—Demande drois perçuss sur certains instruments aratoires en 1906 ?—R. Question transformée en demande de motion et adoptée—980.

DROITS PERÇUS SUR LES SUCRES.

M. Henderson—Quels droits ont été payés pour 1905 sur sucres importés en vertu du tarif de 1898, combien auraient été imposés d'après nouveau tarif soumis ?—R. $2,127,243, $2,471,054—1085.

ESTIMATION DOUANIERE DES MOISSONNEUSES McCORMICK ET DEERING.

M. Lake—Quelle est l'évaluation de ces machines en 1895, 1900, 1905 et 1906?—R. Explications de mode d'évaluation, chiffres donnés, moyenne de taxe 1905. $19.40 par machine—587.

EXPORTATIONS EN ALLEMAGNE.

M. Lalor—Montant des exportations canadiennes en Allemagne de 1900 à 1906?—R. Chiffres donnés—1162.

EXPORTATION DES ARTICLES DE CUIR.

M. Monk—Quelle a été l'augmentation des consignations d'articles de cuir envoyés en Grande-Bretagne, de 1897-1905 comparée à la période antérieure correspondante ? —R. Augmentation, $702,480—1084.

EXPORTATIONS DU CANADA.

M. Armstrong—Valeur totale des exportations en 1906?—R. Total, $256,586,630—4010.

EXPORTATIONS D'INSTRUMENTS ARATOIRES.

M. Henderson—Exportations d'instruments aratoires de 1894 à 1906?—R. Tableau—1604.

EXPORTATIONS : POMMES, FOIN, SUCRE ET SIROP D'ERABLE.

M. Desjardins—Quelle est l'exportation totale, quantité et valeur, de pommes, foin, sucre et sirop d'érable pour 1905 et 1906 —R. Tableau fourni—2666.

IMPORTATIONS DE BOIS.

M. Bennett—Quelle quantité de bois importé en franchise !—R. $189.418—591.

QUESTIONS—*Suite.*

IMPORTATIONS DE FER EN GUEUSE.

M. Bennett—Par quels ports fut entré et déclaré le fer en gueuse des Etats-Unis et de Grande-Bretagne figurant aux tableaux du commerce ?—R. Ports indiqués 733.

IMPORTATIONS AMERICAINES EN TRANSIT.

M. Kemp—Quelle est valeur des importations américaines passées en transit par ports du Canada, en 1906?—R. $23,953,281—5243.

IMPORTATIONS DE BATTEUSES.

M. W. Wright—Combien de batteuses et séparateurs importés en 1906?—R. 647 batteuses—3753.

IMPORTATIONS ARTICLES DE TRICOT.

M. Lalor—Quelle valeur d'articles de tricot importés d'Allemagne et de Grande-Bretagne respectivement de 1900 à 1906?—R. Tableaux donnés—750.

IMPORTATIONS DU ROYAUME-UNI.

M. Daniel—Demande importations du Royaume-Uni par ports canadiens et autres ?—R. Tableau fourni—589.

IMPORTATIONS DU SAULT STE-MARIE.

M. Boyce—Demande état de produits maraîchers américains entrés au Sault Ste-Marie en 1906 ?—R. Tableau donné—50.

IMPORTATIONS DE SUCRE AU CANADA.

M. Armstrong—De quels pays et quelles quantités de sucre importé au Canada, quel degré au polariscope, quel droit payé ?—R. Tableau importations, 99.40 au polariscope, $1.24½ les cent livres tarif gén-ral, et $0.83 cts, tarif de faveur—589.

IMPORTATIONS DE TABAC EN FEUILLES DES ETATS-UNIS.

M. Clements—Quelle quantité de tabac en feuille des Etats-Unis manufacturé l'année dernière dans fabriques du Canada?—R. Manufacture cigares, 3,728,815 livres—2209.

IMPORTATIONS DE TISSUS ANGLAIS.

M. Monk—Augmentation des importations de tissus anglais, cotons et lainages, de 1867 à 1905?—R. Chiffres fournis—1082.

LIN DE LA NOUVELLE-ZELANDE.

M. ELSON—Le gouvernement a-t-il fait essais à ferme expérimentale de lin Nouvelle-Zélande?—R. Essais faits, pas susceptible de vivre dans climats septentrionaux—5450.

W. S. LOGGIE ET CIE.

M. Boyce—Quelle somme payée de 1905 à 1907 à W. S. Loggie et Cie; W S. Loggie, M.P., de Northumberland est-il gérant ?—R. Seule compagnie existante est W. S. Loggie, Ltd., constituée d'après lois N.-E., vendu en 1907, $2,467.38 de bois—4181.

QUESTIONS—*Suite.*

MINIMUM DE VALEUR DES CHEVAUX.

M. Elson—Quel est le minimum de valeur établi pour chevaux de valeur inférieure introduits au Canada?—R. $50 par tête—1091.

MODIFICATION AU NOUVEAU TARIF.

M. Monk—Gouvernement a-t-il l'intention de modifier nouveau tarif?—R. Si au cours de la discussion opportunité de changements est démontrée, ils seront faits—922.

PERCEPTION DE DROITS DE DOUANE.

M. Sinclair—Montant de douanes perçu et primes payées aux industries l'année dernière à Sydney, N.-B., Sault Ste-Marie, Hamilton, Midland?—R. Tableaux fournis—1988.

PERCEPTEUR DES DOUANES A EMERSON, MAN.

M. Roche—Qu'est devenu L. G. Gagnon, ancien percepteur d'Emerson, qui est actuellement percepteur?—R. L. G. Gagnon douanier à Winnipeg, W. Conolly percepteur à Emerson—1612.

RELATIONS DOUANIERES AVEC L'ALLEMAGNE.

M. Armstrong—Depuis que l'Allemagne a imposé au Canada tarif maximum, les produits canadiens sont-ils plus taxés que ceux des Etats-Unis?—R. Exposition complète du mécanisme des traités allemands avec Canada et avec Etats-Unis—1168.

SUCRES DES ILES FIJI.

M. Lake—Montant de sucre des îles Fiji importé à Vancouver et autres ports depuis 1902?—R. Chiffres donnés—4590.

TABAC CANADIEN.

M. Dugas—Nombre de manufactures des divers tabacs, quantité de tabac canadien fabriqué en 1906, peut-on importer sans payer de droit du tabac étranger non pour fabrication?—R. Chiffres donnés, importation en franchise pas permise—1986.

TARIF INTERMEDIAIRE.

M. Monk—A quel pays gouvernement va-t-il appliquer tarif intermédiaire?—R. Aucun présentement—507.

TARIF DE PREFERENCE INTERIMPERIALE.

M. Monk—Gouvernement va-t-il insister à prochaine conférence pour préférence interimpériale ?—R. Aucune décision prise—924.

TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISE.

M. Monk—Quels pays donnent actuellement au Canada le traitement de la nation la plus favorisée ; gouvernement a-t-il pris mesures pour arrangements commerciaux avec Italie ?—R. Liste des pays donnés ; au cours de la préparation du tarif négociations ont été faites avec beaucoup de pays—1162.

QUESTIONS—*Suite.*

TRANSPORT DE LA HOUILLE.

M. Northrup—Quelle quantité importée à Montréal par steamers anglais, par steamers étrangers?—R. 404,102 tonnes, SS. anglais; 1,085,340 SS. étrangers—1437.

VALEUR DES POELES IMPORTES AU NORD-OUEST.

M. Blain—Demande valeur et nombre, par provinces de poêles importés au Nord-Ouest en 1904-05-06?—R. Tableau donné—2366.

M. W. WILSON.

M. Johnston—M. W. Wilson est-il employé aux Douanes?—R. Oui, $900—6190.

M. WOOD, PERCEPTEUR DE DOUANE A ST-JEAN, Q.

M. Monk—M. Wood est-il à présent percepteur de douanes à St-Jean, Q.?—R. M. Wood transféré à Ottawa. M. G. Frédette percepteur à St-Jean—3753.

FINANCES :

ACTIF DU CANADA.

M. Macdonell—Actif du Canada portant et ne portant pas intérêt en 1896 et 1906? R. 1896, $33,490,391, $13,720,712; 1906 : $63,-969,670, $61,257,031—4,009.

BILLETS FEDERAUX.

M. A. Lavergne—Billets fédéraux vont-ils être imprimés dans les deux langues?—R. Non, même formule depuis confédération, ne dérange personne—6191.

COMMISSION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES.

Hon. Foster—Combien payé à M. Shepley, le ministre de la Justice a-t-il discuté termes et matière du rapport?—R. Compte pas présenté, M. Shepley avisé ni directement, ni indirectement—3749.

M. Boyce—Quelle occupation a M. Shepley, quel salaire?—R. Déjà répondu—3756.

DEPOTS DE L'ETAT DANS LES BANQUES.

M. Armstrong—Montant des dépôts dans les banques chaque mois de 1906?—Demander rapport—4350.

EMPRUNTS TEMPORAIRES.

Hon. Foster—Quels emprunts temporaires depuis 1er janvier 1906, quels en suspens?—R. Détails donnés, un seul en suspens, £250,000, à 4½ échéance, 1er mai 1907—244.

EXPORTATION D'ARGENT MONNAYE AUX ETATS-UNIS.

M. V. Wilson—Combien d'argent américain exporté par les banques en vertu de l'arrangement adopté par le parlement, coût, va-t-on continuer?—R. $576,660, commission payée, $2,174.88, messageries, $4,250.-48, à l'étude—242.

PAIEMENTS A L'" AMERICAN BANK NOTE COMPANY ".

Hon. Foster—Paiements à l'" American Bank Note Company ", depuis 1897?—R. Tableaux donnés—916.

QUESTIONS—*Suite.*

PRESSE ASSOCIEE.

M. Kemp—Gouvernement subventionne-t-il presse associé, surveille-t-il dépêches?—R. Conditions subvention, on n'a pas cru qu'il y avait lieu de faire exercer un contrôle du gouvernement sur dépêches—3748.

SUBVENTIONS PROVINCIALES.

M. Lefurgey—Sur quelle base de population est calculé le paiement de 80 cents par tête pour I.P.-E.?—R. A l'étude, réponse sera donnée lors de discussion des résolutions—5242.

INTERIEUR :

ACHAT DE BESTIAUX POUR LES INDIENS

M. Herron—Qui a fourni en 1906 bestiaux pour Indiens du Sang et Piegans?—R. Liste achats et vendeurs—1171.

AGENTS D'ASSISTANCE A L'IMMIGRATION.

M. Barr—Combien d'agents nommés pour aider immigrants à trouver du travail?—R. Enumération agents, 188 dans Ontario, liste sera déposée—5015.

AGENTS D'IMMIGRATION.

M. Taylor—Demande si certains individus désignés sont employés comme agents d'immigration?—R. Congédiés, novembre 1906—5826.

AGENTS EN GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE.

M. U. Wilson—Demande détails complets sur tous les agents du gouvernement en Grande-Bretagne et en Irlande?—R. Détails complets donnés pour agents de commerce et pour agents d'immigration—1166.

AGENTS D'IMMIGRATION DANS ONTARIO.

M. P. Christie—Combien d'agents, quels noms, quel salaire, fonctions?—R. Neuf, noms donnés, $100 par mois et frais de voyage, répartition, main-d'œuvre—738.

AGENTS D'IMMIGRATION.

M. Lefurgey—Demande si certaine circulaire d'immigration a été distribuée aux agents par département?—R. Oui—495.

AGENTS DES INDIENS.

M. Armstrong—Devoir des agents, nombre, salaires, distribution, etc.?—R. Détails donnés—3746.

APPRECIATION DU CANADA PAR M. PRESTON.

M. Lennox—Gouvernement a-t-il pris renseignements sur article " Daily Express " contenant expression d'opinion de M. Preston à l'égard du Canada, quelles mesures compte-t-il prendre?—R. Lecture article, gouvernement n'a aucune mesure à prendre—5676.

QUESTIONS—*Suite.*

ARMEE DU SALUT ET IMMIGRANTS.

M. R. Smith—Signale circulaire Armée du salut, gouvernement approuve-t-il projet, est-il assuré que prime payées ne serviront pas à amener journaliers?—R. Gouvernement n'aide pas projet signalé; Armée du salut s'engage à observer règlement prohibitant immigration ouvriers—4599.

ARPENTAGE DES TERRES DE LA RIVIERE A LA PAIX.

M. R. L. Borden—Quand seront terminés arpentage et choix des 3,500,000 acres de terres de la rivière à la Paix?—R. Impossible dire maintenant—2720.

ARRIVAGES D'IMMIGRANTS.

M. Lake—Combien d'immigrants arrivés et comment répartis par provinces en 1904-1905-1906?—R. Chiffres donnés—1090.

BAUX DE PATURAGES.

M. Ames—Demande détails vente lot townships 25 ouest 2e méridien?—R. Pas de vente, fait partie terres de la compagnie de la Vallée de Saskatchewan—502.

BAUX DE PATURAGES.

M. Ames—Quels baux de pâturages en vigueur en juin 1906, townships 12 et 13 au nord rivière Saskatchewan-sud?—R. Détails donnés—1098.

M. T. A. BRICK ET RENCENSEMENT D'ALBERTA.

M. Ames—Gouvernement a-t-il employé pour recensement d'Alberta M. E. W. Brick député de Peace-River?—R. Pas E. W. Brick, député, mais T. A. Brick—1174.

BUREAU DU COMMISSAIRE DE L'OR AU YUKON.

M. W. J. Roche—Demande détails du personnel du bureau du commissaire de l'or au Yukon?—R. Tableau du personnel—1174.

CERTIFICATS DES METIS.

M. McCraney—Certificats seront-ils émis cette année en faveur métis?—R. Complètera travaux du traité n° 10, détails—4600.

M. McCraney—Y a-t-il eu certificats émis en faveur des métis en 1906?—R. Oui, en vertu traité n° 10, détail des opérations—4600.

CESSIONS DE DEMANDES D'IRRIGATION.

M. Ames—Combien de cessions depuis 1905 à qui?—R. R. Meyer, tableau—1862.

CHUTES DE LA RIVIERE HAMILTON.

M. Boyce—Etats des terrains miniers et pouvoirs d'eau concédés dans voisinage rivière Hamilton, district Mackenzie et Niagara;—R. Seront préparés—3485.
Ordonné—3485.

QUESTIONS—*Suite.*

CLOTURE DE FER METALLIQUE.

M. Clements—Gouvernement a-t-il fait construire une cloture métallique à la fontière, autour de la réserve forestière frontière, sinon où?—R. Pas à la frontière, autour de la réserve forestière du parc de l'Elan, coût par perche $2.82, fil métallique de H. R. Lamb—241.

COMPAGNIE D'IRRIGATION ROBBINS.

M. Ames—Demande ce qui est advenu de certaines demandes de terres Cuthberbson Robbins au confluent rivière à l'Arc et du Ventre?—R. Tout englobé et accordé dans concession Robins—499.

M. Ames—Quatre demandes de renseignement contenant tous renseignements est en cours de préparation—1098.

M. Ames—Quatre questions relatives à la concession Robbins?—R. Renseignements seront fournis dans documents déjà demandés—1078.

M. Ames—M. J. Stewart a-t-il fait rapport sur sol et volume d'eau utilisable dans les terrains de la Cie d'irrigation Robbins au nord du bras sud de la Saskatchewan?—R. Non—2211.

CONCESSION DE BAUX DE PATURAGES.

M. Ames—Demande détails bail de paturage, townships 32.34 ouest 4e méridien?—R. Détails donnés—502.

CONCESSIONS A LA "BRITISH COLUMBIA MILLS TIMBER AND TRAINING COMPANY".

M. Sproule—Demande détails des concessions, municipalité de Sarcey, C.-A.?—R. Détails donnés—2214.

CONCESSIONS DE HOUILLE AU NORD-OUEST.

M. J. D. Reid—M. Caldwell a-t-il demandé concessions houillères dans l'ouest, pour lui, pour d'autres, lui en-t-on accordé?—R. Pour lui 320 acres; pour 225 autres, 75,-200 acres, accordé 640 acres—504.

CONCESSIONS MINIERES DU YUKON.

M. W. J. Roche—Gouvernement a-t-il pris décision au sujet des concessions du Yukon, concessions ont-elles été annulées?—R. Six baux annulés, détails donnés—920.

M. Roche—Demande informations sur 'Yukon Consolidated Gold Fields Company", si A. N. C. Treadgold est agent de la compagnie?—R. Détails fournis, ignore si A. N. C. Treadgold est agent—1610.

CONCESSIONS DE PATURAGES.

M. Ames—Existe-t-il dans baux de pâturages clause imposant amende de 15 pour 100 si paiement retardé, qui a payé cette amende depuis 1900?—R. Exposé des règlements, motion nécessaire pour autre réponse—1606.

QUESTIONS—*Suite.*

CONCESSION DE TERRES AUX DOUKHOBORS.

M. Lake—Concessions ou promesses faites aux Doukhobors à leur arrivée au Canada? —R. Réponse à un ordre demandé par M. Cash, député de Mackenzie, fournira tous détails—5952.

CONCESSIONS DE HOMESTEADS.

Hon. F. Oliver—Noms des titulaires de certains homesteads?—R. Noms donnés—1986.

CONCESSIONS DANS LE YUKON.

M. Blain—Gouvernement sait-il que concession Boyle a été transférée aux Guggenheim en dépit de révocation, sanctionnera-t-il?—R. Non, gouvernement ne peut pas sanctionner transport de concession résiliée—3538.

COUPES DE BOIS DANS L'ALGOMA.

M. Boyce—Etat des permis de coupe de bois sur terres indiennes de l'Algoma émis depuis 1896;—R. Ordonné—3484.

COUPE DE FOIN A ST-ALBERT.

M. Bourassa—Gouvernement a-t-il accordé permis de pâturage ou coupe de foin dans certains townships désignés du district de Prince-Albert-Sask.—R. Pas de permis de paturage, pas information quant à permis de foin—7731.

DELIMITATION DES FRONTIERES.

M. Armstrong—Demande personnel et appointements des commissions de délimitation frontière internationale au Niagara et en Colombie-Anglaise ?—R. Etats du personnel et chiffres donnés—1660.

DEMISSION COMMISSAIRE DU YUKON.

M. Taylor—A quelle date M. W. B. McInnes a-t-il envoyé démission, était-ce par écrit, quand accepté?—R. 31 décembre 1906, par écrit, acceptée 5 janvier 1907—2367.

DESTITUTION D'AGENTS DES TERRES.

M. S. Hughes—Quels agents des terres congédiés depuis 1er juillet 1906 ?—R. Noms donnés, diminution personnel—240.

ECOLES DE LA RESERVE DES SIX NATIONS.

M. Lalor—Détails d'inspection, livres, instituteurs, etc., de l'école de la réserve de Six Nations—R. Détails donnés; les Indiens des Six Nations sont placés sur le même pied, en matière d'éducation que les autres ciitoyens, tant pour l'inspection des écoles que pour les livres de classe et la compétence des instituteurs—495.

EDUCATION DES INDIENS.

M. Armstrong—Role, autorité, du gouvernement, livres, règlements, etc., des écoles indiennes du Canada ?—R. Demande rapport—2666.

QUESTIONS—*Suite.*

EMPLOI DE R. BOSTON.

M. Elson—Quel poste occupe à l'immigration M. R. Boston ex-membre du parlement ? —R. Preposé à réexpédition des immigrants refusés pouvant rester dans Ontario —2211.

EMPLOI DE JOHN MALLEY.

M. Staples—John Malley est-il au service des Affaires indiennes?—R. Inconnu—3481.

EMPLOI DE J. A. M. PATRICK.

M. Barr—Demande si J. A. M. Patrick de Yorkton, Saskatchewan, est au service du gouvernement?—R. Non—590.

EMPLOI DE A. SHEPPARD.

M. Staples—A. Sheppard de Rothwell, Man., est-il au service du gouvernement?—R. A été employé en Angleterre par bureau d'immigration, devait recevoir $2 par tête d'importé, a réclamé $400 et accepté $250 —3480.

EMPLOYES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR.

M. Lake—Demande si certaines personnes désignées font partie du ministère de l'Intérieur?—R. Réponse nom par nom—1860.

FAUSSE DECLARATIONS AUX IMMIGRANTS.

M. R. Smith—Copie de correspondance au sujet mission Mackenzie-King en Angleterre pour obtenir législation contre fausses déclarations aux immigrants—3484. Ordonnée—3484.

FONCTIONS DE M. DALY.

M. Armstrong—Quelles fonctions, quel salaire?—R. Géologue de la commission de la frontière, $2,500 par année—2048.

FRONTIERES DU MANITOBA.

M. Bole—Gouvernement est-il entré en pourparlers avec M. E. Brown pour accorder partie du territoire réclamé par cette province, s'est-il entendu avec M. E. Brown pour règlement final de la réclamation du Manitoba, gouvernement a-t-il conclu arrangement avec province Saskatchewan pour donner territoire au nord rivière Albany?—R. Aucune négociation avec M. E. Brown, aucun territoire accordé à Saskatchewan, historique conférence octobre dernier—3966.

M. W. J. Roche—Gouvernement va-t-il présenter mesure à présente session pour extension limites Manitoba?—R Impossible, part pour conférence coloniale—5011.

M. W. H. HEPBURN.

M. Herron—W. H. Hepburn est-il employé par ministère de l'Intérieur?—R. Aucune trace—1607.

M. Herron—W. T. Hepburn est-il employé du ministère de l'Intérieur?—R. Introuvable—2367.

QUESTIONS—*Suite.*

HOTEL DU GOUVERNEMENT AU YUKON.

M. Roche—Dépenses de construction et d'entretien de l'Hôtel du gouvernement à Dawson?—R. Tableau des dépenses par exercice depuis 1900-1611.

HOUILLERES DU NID DE CORBEAU.

M. V. Wilson—Demande renseignements sur prix de transport du charbon sur ligne Passe du Nid de Corbeau ?—R. Renouveller demande, renseignements inaccessibles—7095.

ILE BONE, BAIE GEORGIENNE.

M. Bennett—Ile Bone est-elle vendue, quel prix, par qui estimée ?—R. Vendu 60 acres sur 763,00, à Colin Graham Campbell, $300, évaluation faite pas T. A. Sing, A.T.P.—3078.

ILES DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Bennett—Quand partie de la "Petite-Ile Beausoleil" a-t-elle été vendue à D. S. Pratt, adjudication ?—R. 16 septembre 1905, 40 acres, $200 ; consentement département Travaux publics d'Ontario qui a fixé prix—2924.

M. Bennett—Quand le Baxter vendue à Embuc, Spence et Grenvillle, adjudicateur?—R. 25 juin 1905, vente privée, prix basé sur estimation arpenteur du gouvernement d'Ontario—2924.

IMMIGRATION ALLEMANDE.

M. Armstrong—Combien d'allemands immigrés depuis 1896 ; quelles dépenses par année ?—R. 15846 allemands depuis 1896 : détail dépenses—2048.

IMMIGRATION DE BELGIQUE.

M. Paquet—Combien d'agents en Belgique, combien d'immigrants, combien de dépense depuis 1896?—R. Un agent; M. Treau de Coeli, tableau d'arrivées et de dépenses—1862.

IMMIGRATION AU CANADA.

M. Lake—Combien d'immigrants de 1901 à 1903, quelle distribution par province ?—R. 224,637, distribution donnée par province—1431.

IMMIGRATION DANS LES CANTONS DE L'EST.

M. Worthington—Combien d'agents, combien d'immigrants placés?—R. Un, 624 immigrants—1182.

IMMIGRATION DANS LES CANTONS DE L'EST.

M. Worthington—Gouvernement a-t-il pris avant 1906 décision au sujet d'envoi d'immigrants aux Cantons de l'Est?—R. Ordre donné dès 1903 d'envoyer journaliers, en 1906 M. E. W. Brewster nommé agent a reçu et placé 624 immigrants—1444.

IMMIGRATION DANS LES CANTONS DE L'EST.

M. Worthington—Quels agents d'immigration spéciaux dans cantons de l'Est de 1896 à 1906?—R. Aucun—2664.

QUESTIONS—*Suite.*

IMMIGRATION FRANÇAISE.

M. Lavergne—Combien d'agents en France, combien d'immigrants depuis 1896, combien dépensé depuis 1896?—R. 2 agents, Willard $2,500, Foursin $1,000, tableaux immigrants de dépenses—1606.

IMMIGRANTS DANS LA MILICE.

M. Parent—Combien d'immigrants employés dans la milice parmi ceux arrivés depuis cinq ans?—R. Réservé comme avis de motion—2720.

IMMIGRATION DANS PROVINCES MARITIMES.

M. A. Martin—Gouvernement a-t-il pris mesures pour encourager immigration dans provinces maritimes?—R. Oui, Anthony McLaughlin agent pour amener à I.P.-E. immigrants de Grande-Bretagne—741.

IMMIGRANTS DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON.

M. Léonard—Gouvernement sait-il arrivée colons de St-Pierre et Miquelon, a-t-il pris mesures pour recevoir?—R. Historique venue colons, gouvernement ne peut s'en occuper activement, s'en tient à immigration agricole—5010.

IMMIGRATION EN 1906.

M. Christie—Combien d'immigrants arrivés en 1906, où répartis ?—R. 137,506, répartition par provinces donnée—592.

IMPORTATION DE DOUKHOBORS.

M. R. Smith—Gouvernement a-t-il connaissance d'un article du "Citizen" relatif à l'importation de Doukhobors par contrat?—R. Gouvernement connait cet article mais ne connait rien des démarches en question—920.

INACCOMPLISSEMENT DE CONDITIONS IMPOSEES AUX COLONS.

M. R. L. Borden—Demande si aux environs de New-Ottawa, Sask., certaines personnes ont occupé terres sans remplir conditions?—R. Indication trop vague—245.

INSCRIPTION DE HOMESTEAD.

M. Boyce—Demande renseignements sur inscription de certains homesteads?—R. Renseignements fournis—5005.

M. Lake—Détails inscriptions quarts S.-E. et S.-O. de sect. 23, township 21, rang 8 oueest du 2e méridien ?—R. Détails donnés—209.

M. Lake—Quand a été inscrit pour homestead quart S.-E. section 16, township 28, O. du 3e méridien?—R. Jamais inscrit come homestead; compris parmi terres choisies en 1903 par compagnie Vallée de Saskatchewan—2208.

INTERNATS INDIENS.

M. Armstrong—Demande détails sur internats indiens de Fort-Alexandre, Fort-Francis et Sandy-Bay, éducation, etc.?—R. Détails donnés—6348.

QUESTIONS—*Suite.*

IRRIGATION DES PROVINCES DE L'OUEST.

M. M. S. McCarthy—Quels travaux faits dans les provinces de l'Ouest pour s'assurer de l'eau disponible pour irrigation? R. Détails fournis—4583.

LOUIS LEOPOLD.

M. Sinclair—Gouvernement sait-il que Louis Léopold est maintenant agent de l'association des manufacturiers pour faire venir ouvriers au Canada, quelles mesures prises contre lui?—R. Article "Canada", loi 1905 contre fausses informations, amendement au "Merchants Shipping Act," passsé par parlement impérial—4357.

MARCHE AVEC W. A. D. LEES.

M. W. J. Roche—Marché a-t-il été passé avec W. A. D. Lees pour clôture parc près d'Alberta?—R. Oui, production documents ordonnés—735.

J. D. McGREGOR.

Hon. Foster—Pendant combien de temps McGregor a-t-il été inspecteur des licences au Yukon, quel salaire touché ?—R. Employé 1er mai 1899 à 31 janvier 1901—4350.

HON. WM McINNES.

M. Lennox—Accusations contre gouvereneur McInnes du Yukon ont-elles été reçues avant sa démission, quelle décision?—R. Accusations d'improbité et mauvaise conduite reçues provenant de l'Association territoriale du Yukon, furent communiquées à M. McInnes qui y répondit, plus tard, autres résolutions reçues déclarant les premières non-avenues—3074.

"NORTH ATLANTIC TRADING CO."

M. D. Ross—Combien d'immigrants ont pris d'inscriptions de homesteads pour les sept années avant 1899, combien dans les sept années de durée du contrat avec "North Atlantic Trading Co." ?—R. 3,808 inscriptions, 25,504 inscriptions—1186.

M. D. Ross—Combien d'immigrants avant 1899 pendant les sept années précédentes des pays où la "North Atlantic Trading Co." a fait ensuite propagande et combien dans les sept années depuis contrat ?—R. 34,305 immigrants, 157,389 immigrants—1187.

M. D. Ross—De quels moyen d'annoncer le Canada s'est servi département Intérieur depuis arrangement avec compagnie? —R. Moyens figurant au contrat—1187.

M. D. Ross—Gouvernement connaît-il moyens à employer autres que ceux qu'employait la Canada Atlantic Trading Co. pour faire propagande dans pays européens?—R. Tant que contrat était en vigueur, gouvernement a laissé faire compagnie à sa guise—1187.

Hon. Foster—Y a-t-il réclamation non réglée de North Atlantic Trading Co.?—R. Oui, $31,804.18, pour 6,536 émigrés—1990.

M. A. K. Maclean—Quel fonctionnaire a récemment examiné les livres de la North Atlantic Trading Co.?—R. C. H. Beddoe, comptable département Intérieur—4611.

QUESTIONS—*Suite.*

OPERATIONS DE BANQUE AU YUKON.

Hon. Foster—Quelles opérations faites par gouvernement avec Banque de Commerce au Yukon ?—R. Tableau—4410.

PATURAGE, BAIL A. T. R. CRAIG.

M. Ames—Bail a-t-il été consenti à A. T. R. Craig, quelle résidence ?—R. Oui, résidence Meadow Creek, Alta—1862.

PERMIS DE COUPE DE BOIS.

M. Burrows—Combien de permis de coupe accordés en vertu art. 17, réglement de 1897, montant payé pour chaque permis, détails des droits payés pour permis, nº 827 ?—R. 15 permis, autres relevés donnés—720.

PETITE ILE BEAUSOLEIL, BAIE GEORGIENNE.

M. Bennettt—Qui a demandé le premier et transféré à M. J. D. S. Pratt droits sur Petite Ile Beausoleil ?—R. James Plairfair de Midland—3080.

PLACERS DU YUKON, M. M. GUGGENHEIMER.

M. Monk—Combien de concessions ont M. M. Guggenheimer au Yukon ?—R. Aucune trace que M. M. Guggenheimer ou représentant seront propriétaires de placers au Yukon—923.

W. T. R. PRESTON ET F. WAGNER.

Hon. Foster—Quel emploi de W. T. R. Preston et de Frank Wagner ?—R. Preston agent de propagande commerciale en Chine et Japon, $300 par mois et dépenses pas de Frank Wagner, Philep, interprète à Edmonton—237.

M. W. T. R. PRESTON ET L'AFRIQUE AUSTRALE.

M. Lennox—Signale dépêche mentionnant article de W. T. R. Preston au London Express en faveur immigration britannique en Afrique Australe, de préférence au Canada, que va faire le gouvernement? R. N'a pas necore reçu et attend les journaux en question—3079.

PRIMES SUR LES IMMIGRANTS.

M. U. Wilson—Quelles primes ont été payées sur diverses catégories d'immigrants en 1904-05-06?—R. Primes détaillées—1162.

PRIX DE PASSAGE COLONS ALLANT AU NORD-OUEST.

M. A. Lavergne—Est-il vrai que colons allant de Québec au Nord-Ouest paient plus cher qu'allant d'Halifax?—R. Dépend des chemins de fer et pas de l'immigration—3285.

QUART DE SECTION, TOWNSHIP 51, ALTA.

M. Ames—Qui détient le quart sud-est de section 2 township 51, d'Alberta ?—R. Litige exposé—1176.

QUESTIONS—*Suite.*

RACES ANGLAISE ET FRANÇAISE.

M. A. Lavergne—Gouvernement a-t-il l'intention de profiter entente cordiale et situation religieuse en France pour encourager immigration française?—R. Gouvernement a toujours encouragé immigration française et entend continuer—1181.

RAPATRIEMENT DES CANADIENS.

M. Paquet—Quels agents employés et combien de Canadiens rapatriés depuis 1901? —R. Noms donnés, 26,547 Canadiens rapatriés—1096.

RENSEIGNEMENTS DE COLONISATION.

M. R. L. Borden—Demande si personne n'a possédé près de New-Ottawa, Sask., lot sans remplir conditions de première occupation?—R. Lot Baird, travaux exécutés—1082.

RESERVE FORESTIERE, MONTAGUE-RIDING.

M. W. J. Roche—Raisons retard réception des demandes d'inscriptions pour sections paires des townships extraits de la réserve de la Montague-Riding, squatters auront-ils priorité?—R. Ordre égaré, agence Minnesota fermée, retard réparé, priorité à l'étude—231.

RESERVE DU LAC CROCHE.

M. Lake—Arrangements sont-ils faits avec Indiens vivant sur réserve lac Croche pour vente partie des terres?—R. Exposé des arrangements—5010.

RESERVE DU LAC DU CYGNE.

M. Staple—Gouvernement va-t-il ouvrir réserve à colonisation?—R. Encombrement de travaux a empêché de s'en occuper, s'en occupera prochainement—978.

RESERVE INDIENNE DE DONCASTER.

M. Desjardins—La division en lots de colonisation d'une partie de la réserve de Doncaster, comté de Terrebonne est-elle terminée ?—R. Encore les bornes à poser cet été—5181.

RESERVE INDIENNE DE GARDEN RIVER.

M. Boyce—Ministre de l'Intérieur a-t-il reçu demande pour ouverture à la colonisation de réserve indiennne de Garden River, Algoma ?—R. Oui, demandes de différentes sources, les Indiens refusent, impossible de les forcer—2922.

RESERVE DE NIPISSING.

M. Bennett—Qui a acheté angle N.O. de la réserve Nipissing, 6,400 acres, 27 mai 1904, par adjudication ?—R. Syndicat Occidental, Ltd., pas d'adjudication, cession de droits de John R. Booth, consentement des Indiens—2924.

M. B. T. SAUNDERS.

M. Ames—M. B. T. Saunders est-il ingénieur d'irrigation, a-t-il renoncé ?—R. Promu ingénieur le 1er janvier 1903, a renoncé le 31 mars 1904—500.

QUESTIONS—*Suite.*

SUSPENSION DES AGENTS D'IMMIGRATION.

Hon. Foster—Agents ont-ils été destitués, enquête a-t-elle été faite ?—R. Oui, noms donnés, irrigularité de comptes, correspondance avec auditeur général—741.

SUSPENSION DE C. T. JUST.

Hon. Foster—Par qui et comment, C. T. Just a-t-il été destitué, par qui réinstallé, pourquoi ?—R. Pas destitué, suspendu apr W. T. R. Preston, relevé de suspension par W. D. Scott, intérêt du service—237.

TAGISH CHARLIE.

M. T. Chisholm—Demande si histoire américaine est vraie de Tagish Charlie sauvage, découvreur de l'or au Yukon ait reçu du gouvernement canadien pour sa découverte $5,000 et le privilège d'acheter des boissons enivrantes ?—R. Non—922.

TAXATION DES TERRRES DU C.P.R.

M. Lake—Demande si appel a été interjeté dans certaines causes de municipalités des territoires contre C.P.R.?—R. Oui, instructions donnés aux avocats du gouvernement à Londres—3479.

M. Lake—Conseil Privé a-t-il refusé l'appel au sujet de taxation des terres du C.P.R. ?—R. Oui, trop de temps entre jugement cour suprême et demande d'appel—4816.

TERRAINS HOUILLERS DU C.P.R.

M. Lake—Gouvernement a-t-il choisi les 50,000 acres à lui réservés sur terrains revenant au C.P.R. par suite construction chemin de fer Passe du Nid de Corbeau ? R. Oui—4010.

TERRAINS HOUILLERS DU G.-T.-P.

M. R. Smith—G.-T.-P. a-t-il préemption sur terrains houillers près de sa ligne en Colombie-Anglaise, Alberta et Saskatchewan ?—R. Oui, sur sa ligne et ses gares, pas en dehors—6443.

TERRES DE LA COMPAGNIE DE LA VALLEE DE SASKATCHEWAN.

M. Lake—Combien d'acres la compagnie de la Vallée de Saskatchewan a-t-elle actuellement droit d'acheter à $1 l'acre, combien choisi, combien payé?—R. 150,000 acres, 142,802 acres choisis, payé $58,000 argent, $142,238 en scrips—3480.

TERRES DOMANIALES DE WHITEHORSE, YUKON.

Hon. Foster—Quels terrains concédés à Whitehorse?—R. Liste de terrains et de noms donnés—4351.

TERRES FEDERALES DU NORD-OUEST.

M. M. S. McCarthy—Quelles demandes pour terres dans townships 24 à l'ouest des 5e et 4e méridiens?—R. Noms donnés—1866.

TERRES INDIENNES DU NIPISSING.

M. Boyce—Quand et à quelles conditions a été ouverte à colonisation réserve indienne de Nipissing ?—R. 24 janvier dernier, conditions énoncées—7450.

QUESTIONS—*Suite.*

TERRES DES INDIENS.

M. Armstrong—Combien de terres des Indiens non vendues, combien d'îles?—R. 287,427 acres, 2,344 îles—3076.

TERRES RETIREES DES RESERVES D'ABREUVOIR A BESTIAUX.

M. Ames—Comment a-t-on disposé des terres retirées des réserves d'abreuvoir à bestiaux par décret 1903?—R. Emploi indiqué—981.

TITRES DE TERRAINS.

M. Lake—Demande détails émission lettres-patentes sur certains terrains ou occupation?—R. Détails donnés—5012.

TERRAINS MARECAGEUX.

M. Schaffner—Terrains marécageux ont-ils été loués dans derniers dix-huit mois?—R. Non—1438.

VENTE DE TERRES DANS ALGOMA.

M. Boyce—Condition de vente de terres boisées d'Algoma à M. John Bromley ?—R. Détails donnés—6192.

VENTE DES TERRES INDIENNES D'ALGOMA.

M. Boyce—Terres ont-elles été vendues par dép. des affaires indiennes dans district d'Algoma ?—R. Oui, 27,326 acres de terres incultes à W. T. Wilson, de Berlin, Ont., et D. Anson Reesor et à Philip de Brandon, Ma.—3482.

VENTES DE TERRES DES INDIENS.

M. Armstrong—Combien de terres des Indiens vendues depuis 1896, quelles recettes?—R. 540,076 acres, $1,103,471—2927.

JUSTICE :

CANADIENS PRISONNIERS EN URUGUAY.

M. S. Hughes—Gouvernement Uruguay tient-il canadiens prisonniers, quand, quel délit, quelles démarches pour libération, va-t-on envoyer bateau de guerre ?—R. 4 matelots de la goélette " Gertrude " de Halifax emprisonnés à Montevideo, arrêtés sous soupçon de pêche dans eaux territoriales, égarés dans chaloupe, avocat retenu pour défendre devant les tribunaux d'Uruguay, pas de réponse dernière question—238.

CHARGE DE JUGE EN C.A.

M. Macpherson—Gouvernement a-t-il été avisé d'un discours parlant d'achat de charge de juge en C.-A.?—R. Discours colporté dans journaux, accusation fausse, journaux communiqués au ministre justice—744.

COUR DU BANC DU ROI DU MANITOBA.

M. W. J. Roche—Gouvernement va-t-il faire nouvelles nominations à la cour du banc du roi au Manitoba ?—R. Aucune mesure prise—5012.

QUESTIONS—*Suite.*

COUR SUPREME DE LA N.-E.

M. R. L. Borden—Vacance est-elle remplie, a-t-on reçu plaintes?—R. A l'étude, une seule plainte de M. Ritchie, du bureau Borden, Ritchie et Chisolm de Halifax—3077.

M. R. L. Borden—Demande sur quoi ministre se base pour dire que lettre vient de Borden, Ritchie et Chisolm—3077.

Hon. Aylesworth—En-tête de la lettre—3077.

M. R. L. Borden—Ne fait plus partie de la société depuis 2 ans—3077.

Hon. Aylesworth—Alors, nom employé par signataires d'une façon injustifiable—3077.

DEUXIEME JUGE COUR D'ECHIQUIER.

M. A. Delisle—Gouvernement songe-t-il à nommer deuxième juge cour d'Echiquier pouvant siéger en cour Suprême dans le cas où juge de Québec se recuse ?—R. Pas étudié—3286.

DEMISSION DU JUGE HENDERSON DE COLOMBIE-ANGLAISE.

M. R. L. Borden—M. A. Henderson, juge de comté en C.-A. a-t-il démissionné, quand, comment?—R. Oui, par lettre, 17 janvier 1907—2213.

DISCOURS DE WIARTON, ONT.

M. Robitaille—Demande si l'hon M. Aylesworth a fait discours rapporté dans " Globe "—R. Oui—487.

DISTRIBUTION DES STATUTS REFONDUS DANS L'ILE DU PRINCE-EDOUARD.

M. Lefurgey—Pourquoi île du Prince-Edouard ne figure-t-elle pas comme autres provinces sur liste de distribution des Statuts refondus, liste sera-t-elle modifiée?—R. Ne figurait pas sur listes de 1886, à l'avenir, aura même distribution qu'autres provinces—2206.

ELECTION QUEEN ET SHELBURNE.

M. R. L. Borden—J. L. Blain et J. O. Campbell sont-ils encore au service de l'Etat, gouvernement sait-il qu'ils ont été scrutateurs et agents dans élection Fielding?—Encore au service, fait inconnu à l'hon. Fielding, a signé procurations en blanc—245.

EMPLOYES DES PENITENCIERS.

M. Macdonell—Combien d'employés de pénitenciers aux Canada, heures de travail, système de retraites?—R. 322 employés, salaires et système de retraite indiqués—2920.

ENQUETE DE L'ELECTION DE LONDON.

M. Taylor—Comment gouvernement fédéral aide-t-il le gouvernement provincial à traduire en justice violateurs de la loi à London?—R. Si poursuites avaient été intentés d'après loi électorale, le solliciteur général aurait été tenu de désigner un avocat; on a procédé autrement et pas demandé assistance, le gouvernement pas tenu d'en offrir—237.

QUESTIONS—*Suite.*

EXEMPLAIRES DES STATUTS REVISES.

M. Taylor—Gouvernement sait-il que des feuilles volantes des statuts revisés ont été entre les mains de particuliers, avant 15 janvier 1907 ?—R. Non, un exemplaire prêté seulement à l'auteur d'un volume de droit qui voulait parler de la révision —2663.

EXPROPRIATION DES TELEPHONES.

M. W. F. Maclean—Gouvernement entend-il donner aux province pouvoir d'exproprier les téléphones?—R. Ne peut donner aux provinces d'autres pouvoirs que ceux contenus dans Acte de l'A. B. du N.—3281.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE CARROLL.

M. Bergeron—Demande frais de déplacement payés au juge Carroll depuis nomination ?—R. Etat donné—5014.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE CHARBONNEAU.

M. Bergeron—Demande état frais de déplacement payés à juge Charbonneau depuis nomination ?—R. Etat donné—5013.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE COOKE.

M. Bergeron—Demande frais de déplacement payés au juge Cooke depuis nomination ?—R. Etat fourni—5013.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE HUTCHINSON.

M. Bergeron—Demande frais de déplacement payés au juge Hutchinson depuis nomination ?—R. Etat donné—5014.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE LEMIEUX.

M. Bergeron—Demande frais de déplacement payés au juge Lemieux depuis nomination ?—R. Etat donné—5014.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE PARADIS.

M. Bergeron—Demande état des dépenses de voyage du juge Paradis de St-Jean, depuis nomination?—R. Etat donné—5013.

FRAIS DE DEPLACEMENT DE M. LE JUGE ROCHON.

M. Bergeron—Demande frais de déplacement payés au juge Rochon depuis nomination?—R. Etat donné—5014.

FRAIS DE DEPLACEMENT DU JUGE TELLIER.

M. Beauparlant—Demande comptes de voyage du juge Tellier?—R. Etat donné—5008.

M. Beauparlant—Demande frais de déplacement payés à M. le juge Tellier depuis nomination?—R. Détails donnés—5015.

M. Beauparlant—Demande état détaillé des comptes de voyage du juge Tellier depuis 1896 ?—R. Détails donnés—6821.

QUESTIONS—*Suite.*

GRACE DE FORÇATS AU PENITENCIER.

M. C. R. Devlin—Quand Nolan et Walsh condannés au pénitencier de Kingston, depuis quand emprisonnés, libération a-t-elle été demandée, sera-t-elle accordée? —R. 25 mai 1900, pétitions nombreuses, impossible répondre—2662.

HONORAIRES DE M. McILREITH.

M. Crocket—Quelles sommes payées pour services professionnels depuis 1902 à M. McIlreith, avocat d'Halifax ?—R. Motion déjà inscrite, réponse sera donnée alors—2213.

M. LE JUGE MAGEE.

M. Taylor—Combien le juge Magee a-t-il entendu de causes qui sont encore en délibéré ?—R. Impossible fournir information—1988.

JUGES A LA RETRAITE, PROVINCE DE QUEBEC.

M. A. Delisle—Etat des juges à la retraite, temps de service, date ?—R. Tableau fourni—3758.

JUGE DU COMTE DE SIMCOE.

M. Conmee—Demande si ministre de Justice a reçu plainte sur direction des affaires judiciaires du comté de Simcoe ?—R. Oui, mais l'auteur des plaintes a refusé de formpler une plainte régulière qui aurait pu servir de base à enquête—3756.

JUGES A LA RETRAITE PRATIQUANT LE DROIT.

M. Delisle—Gouvernement sait-il que juges à la retraite et pensionnés pratiquent le droit?—R. Question relève des procureurs généraux des provinces et du barreau réglant pratique du droit—3481.

JUGES DANS BUREAUX DE DIRECTION D'INSTITUTIONS FINANCIERES.

M. Boyer—Gouvernement sait-il que juges figurent dans bureaux de direction d'institutions financières ?—R. Pas de renseignements—2212.

F. H. LLOYD DE NEWMARKET.

M. R. N. Walsh—F. H. Lloyd de Newmarket a-t-il été condamné au pénitencier de Kingston?—R. Non, condamné à 16 mois, prison de Toronto, mis en liberté au bout de neuf mois—3079.

LOI DU DIMANCHE.

M. Ames—Loi du dimanche doit-elle être interprétée comme défendant aux compagnies de chemin de fer de livrer fleurs coupées le dimanche matin à Montréal?—R. C'est aux tribunaux et non au gouvernement d'interpréter la loi—4760.

M. Marshall—Demande si loi du dimanche interdit vente journaux américains spéciaux pour écoles du dimanche?—R. Ce sont les tribunaux et non le ministre de la Justice qui interprètent la loi—5181.

QUESTIONS—*Suite.*

LOI ELECTORALE EN NOUVELLE-ECOSSE.

M. R. L. Borden—Gouvernement sait-il que Zacchëus Hall, maître de poste de Ste-Croix, comté d'Annapolis, N.-E., a été trouvé coupable de fraude électorale?—R. Gouvernement n'a aucun renseignement —1099.

MAGISTRATURE PROVINCE DE QUEBEC.

M. Delisle—Quels juges de la cour Supérieure de Québec ont demandé congé depuis 6 mois ?—R. Juge en chef Tait et juge Larue—3074.

MAGISTRATURE DE QUEBEC.

M. Delisle—Gouvernement va-t-il nommer nouveau juge de la cour Suprême pour causes où un juge refuse de siéger comme inhabile à donner satisfaction aux justiciables de Québec?—R. La question ne s'est pas encore posée—3073.

NOMINATION DU JUGE CLEMENTS.

M. M. S. McCarthy—Le juge Clements était-il juge de comté avant d'être nommé juge de cour suprême de C. A.?—R. Oui, nommé parce que était le plus digne—1093.

PROCES ENTENDUS PAR JUGE MAGEE.

M. Taylor—Demande si gouvernement a connaissance des retards du juge Magee dans prononcé des jugements?—R. Oui, ministre de Justice correspond avec juge Magee—916.

HON. JUGE ROUTHIER.

M. Delisle—Combien de temps, juge Routhier a-t-il été juge en chef cour supérieure de Québec? quelle pension, retire-t-il encore salaire comme juge cour vice-amirauté?—R. 30 sept. 1904 à 6 juin 1906, pension $8,000, salaire vice-amirauté, $1,000—5001.

M. H. SAINT-LOUIS.

M. Elson—Demande occupation et salaire de M. H. Saint-Louis?—R. Traducteur des statuts revisés, $200 par mois—3756.

SANTE DU JUGE OUIMET.

M. Delisle—Gouvernement sait-il que le juge Ouimet, pensionné pour raison de santé se porte très bien et vient d'être nommé président Banque d'Epargne à Montréal —R. Gouvernement ignore état de santé du juge Ouimet—4178.

SOLLICITEUR-GENERAL.

M. R. L. Borden—Qui remplit position solliciteur général, depuis quand vacante? —R. Ministre de la Justice, vacante depuis juin dernier, remplie aujourd'hui même, M. J. Bureau nommé—3077.

STATUTS REFONDUS (1906.)

M. E. D. Smith—Quand députés auront-ils communication des Statuts Refondus?—R. Quand mis en force, 1er janvier—498.

Hon. Foster—Qui a reçu exemplaires en feuilles volantes de Statuts Refondus du Canada 1906?—R. Personne, liste de ceux à qui statuts seront distribués—1857.

QUESTIONS—*Suite.*

STATUTS REFONDUS—*Suite.*

M. C. R. Devlin—Quand version française sera-t-elle distribuée, quand version anglaise?—R. Impossible fixer date, tout dépend imprimeur, pas d'autre retard, version anglaise se distribue actuellement—2662.

M. A. Lavergne—Gouvernement sait-il qu'il existe erreurs dans statuts révisés anglais, va-t-il corriger dans texte français ?—R. Erreurs portées aux *errata*, fonctionnaires français prévenus de corriger erreurs—5451.

M. A. Lavergne—Où en est traduction des statuts, faite par qui, que reste-t-il à faire?—R. Traduction achevée; MM. H. St-Louis et A. Perrault, $200 par mois, reste l'impression, retard regrettable pour tout le monde—3284.

VACANCE A LA COUR SUPREME, N.-E.

M. R. L. Borden—A quelle date hon. D. C. Fraser nommé lieutenant-gouverneur, cause retard à remplir vacance?—R. 27 mars 1906; choix successeur à l'étude, pas d'inconvénients—244.

MARINE :

AMELIORATION DU CHENAL DE CAP A LA ROCHE.

M. Monk—Quels travaux faits, quel dragueur, quelle profondeur, quelle largeur? —R. 150,000 verges cubes, drague Lafontaine, 27½ pieds à marée basse ordinaire et 25½ à plus basse marée, largeur minimum—300 pieds—596.

ACHATS DE BROOKS ET CIE.

M. Taylor—Achats de 1901 à 1906 ?—R. $205,385—488.

ACHATS DE LA COMPAGNIE DE SIGNAUX DE BRUMES.

M. Taylor—Achats de 1901 à 1906?—R. $491,-901—488.

ACHAT DE LA DRAGUE GALVESTON.

M. Monk—Demande détails sur achat, voyage et fonctionnement de drague "Galveston"?—R. Détails donnés—395.

ACHATS DE G. T. MERWIN.

M. Taylor—Achats de 1901 à 1906?—R. $413,-612.

ACHATS DE C. STRUBBE.

M. Taylor.—Achats de 1901 à 1906?—R. $21,608—489.

ACHATS DE WILSON ET CIE.

M. Taylor—Achats de 1901 à 1906?—R. $528,-604—489.

AIDES A LA NAVIGATION SUR LA COTE DU PACIFIQUE.

M. R. Smith—Demande si col. Anderson a fait une enquête, si rapport fourni, quelles dispositions prises pour suivre rapports? —R. Enquête faite, rapport déposé, dispositions prises—498.

QUESTIONS—*Suite.*

BAIL DE L'ILE SAINTE-ANNE.

M. Clements—Qui a loué l'Ile Sainte-Anne, lac Saint-Clair, quel prix?—R. Club de chasse et de pêche de l'île Sainte-Anne, $750 loyer annuel—6192,

BATEAUX PECHEURS AMERICAINS ET LE MODUS VIVENDI.

M. Sinclair—Combien de bateaux de pêche américains ont pris en 1896 certificat d'après modus vivendi, quelle recette des permis, quelle des amendes?—R. 19 bateaux, $14,568 pour permis, $2,700 pour amendes—1085.

BATEAU TRAVERSIER DE QUEBEC A LEVIS.

M. A. Lavergne—Gouvernement a-t-il contrat avec Cie de bateaux traversiers de Lévis, a-t-il eu connaissance de plaintes, va-t-il remédier ?—R. Pas de contrat, nombreuses plaintes, essaie conclure arrangements satisfaisants, aucune autorité sur compagnie—6442.

BRACONNAGE SUR LAC SUPERIEUR.

M. Boyce—Gouvernement a-t-il été avisé de cas de braconnage par Américains aux îles Caribou et Persian, va-t-il envoyer côtre de protection ?—R. Oui, dates des rapports, enverra côtre si entente possible avec gouvernement provincial quant à juridiction—3484.

CABOTAGE.

M. R. L. Borden—Existe-il traité interdisant cabotage à certaines nations ; sur quel avis ces traité peuvent-ils être dénoncés?—R. Aucun traité n'interdit cabotage aux nations suivantes: Allemagne, Autriche, Suède, Norvège, Belgique, Pays Bas, Danemark, Rép. Argentine, Italie, un décret en conseil peut permettre à ces nations le cabotage—1088.

Hon. M. Foster—Quels pays jouissent du privilège de cabotage au Canada, à quelle date privilège accordé?—R. Liste donnée —3480.

CARBURE DE CALCIUM.

M. Ames—Quelle quantité achetée de l' "Ottawa Carbide Co.", depuis 1er juillet 1905, quel prix?—R. 396 tonnes, 3c. livre depuis 1er juillet 1906—746.

CHEMIN DE FER DU LITTORAL DE L'ILE VANCOUVER.

M. R. Smith—Gouvernement a-t-il été en correspondance avec premier ministre de la C.-A. quant à la construction d'un chemin de fer sur littoral Colombie-Anglaise, quelle opinion exprimée?—R. Oui, premier ministre de Colombie-Anglaise pense ligne serait inutile pour usage général et doute de l'utilité pour sauvetages—498.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

M. Monk—Nouvelle loi a-t-elle été mise en vigueur, président est-il nommé ?—R. Non, à l'étude—242.

M. Bergeron—Nominations ont-elles été faites d'après nouvelle loi?—R. Non, pas encore en vigueur—245

QUESTIONS—*Suite.*

COMMUNICATION DE L'I.P.-E.

M. A. Martin—Gouvernement a-t-il reçu résolution de chambre de commerce des Provinces maritimes au sujet communications d'hiver?—R. Oui, à l'étude—741.

M. W. Chisholm—Quand gouvernement fera-t-il essai s'il est possible d'établir voie de communication de Georgetown au Cap Georges?—R. Attendra opinion des autorités compétentes—1084.

M. Lefurgey—Y a-t-il eu en 1901, convention spéciale pour compensation avec l'I P.-E. pour interruption de communications?—R. Pas de convention spéciale. Tous les documents déposés—1988.

M. Lefurgey—Combien ont coûté steamers "Northern Light", "Stanley" et "Minto", combien a coûté navigation d'hiver en 1905?—R. "Northern Light" $60,736; "Stanley" $141,133; "Minto" $185,317 ; dépenses hiver 1905, $113,536—2046.

M. J. J. Hughes—Gouvernement va-t-il faire construire brise-glaces puissant pour navigation détroit de Northumberland?—R. Oui—3753.

COMPTABILITE DU MINISTERE MARINE ET PECHERIES.

M. Taylor—Demande si enquête se fait sur comptabilité du ministère par spécialistes américains, combien coûte, si terminée, si rapport?—R. Enquête par Kenneth Falconer de Montréal, 6 hommes employés depuis fin juillet, $5,000 payés en à compte du travail, pas encore de rapport, sera déposé—734.

CONSTRUCTION DE HANGARS DANS PORT DE MONTREAL.

M. Bergeron—Pour combien de hangars entreprise adjugée, à qui, quels prix, modifications ont-elles été imposées, combien payé jusqu'à présent, modifications entraînent-elles augmentation?—R. 14 hangars, à Peter Lyall et fils, prix de contrat $2,305; modifications sur demande des compagnies maritimes; payé $1,174,327, modifications augmenteront prix—246.

COURSE DES NAVIRES A LUNI-KILN.

M. Clarke—Signale article relatif à réglementation américaine, gouvernement a-t-il consenti?—R. Connaît article, n'a pas consenti—4178.

DEPENSES COMMISSION DES PECHERIES.

M. Bennett—Quels montant payés à commission Prince, Bernie et Nobel?—R. 1,305 chiffre allocation quotidienne pas réglé, travaux pas terminés, rapport attendu—749.

M. ULRIC DION.

M. A. Lavergne—M. M. Dion de Saint-Charles du Caplan est-il à l'emploi du Gouvernement, a combien , combien reçu? R. Oui, $2.50 par jour, reçu $704.50 pour salaire et $421.38 pour dépenses—7094.

QUESTIONS—*Suite.*

DRAGUE FIELDING.

M. A. A. McLean—Combien de jour drague "Fielding" a travaillé à Pictou, quel prix payé, combien d'argent consacré aux travaux de Pictou?—R. 74 jours, $2,100 payés, argent total consacré aux travaux $7,786—1854.

DROITS DE PORT DE PICTOU.

M. Lefurgey—Port de Pictou peut-il percevoir droits de port sur vaisseau trois fois en une année?—R. Oui, tarif spécial —1865.

ETANG à L'ACHIGAN DE QUINTE.

M. Porter—Demande détails paiements en 1904-05-06 pour entretien étang à l'achigan à Quinté?—R. Détails fournis—3540. 3540.

FEUX D'ALIGNEMENT A N. W. HARBOUR, N.-E.

M. U. Wilson—Combien de feux d'alignement à North-West Harbour, comté de Shelburne, N.-E. s'est-on plaint situation? —R. Deux, pas de plainte—2928.

FONDS DE PECHE DU LAC SUPERIEUR.

M. Boyce—Gouvernement sait-il fonds de pêche du lac Supérieur menacés de ruine par pêche continue du poisson blanc, commission des pêches a-t-elle fait enquête, sait-on que les Américains se servent des Indiens pour faire détruire poisson, quelles mesures seront prises?—R. Gouvernement pas informé, commission s'enquèrera, Indiens soumis à mêmes règlements que blancs, permis pêche émis par Ontario, dispositions futures secrètes —4182.

GARDIENS DE QUAIS DANS MUSKOKA.

M. W. Wright—Gouvernement a-t-il nommé gardiens de quais à Baysville, Huntsville et Brucebridge?—R. A Baysville seulement, James Daniel reçoit le quart des recettes—1101.

S.S. GOLSPIE.

M. Boyce—S.S. Golspie a-t-il fait service pour gouvernement, quand cessé services, quelles sommes payées?—R. En 1905-06, a servi à transporter fournitures phares de Montréal à Port Arthur, naufragé 4 décembre 1905 sur l'Ile Michipicoen, nolisé de R. O. et A. P. Mackay, armateurs de Hamilton, $7,500 par année payés en 1905-06, rien en 1907—4181.

MEDECIN-INSPECTEUR A CANSO.

M. Ames—Position est-elle vacante, qui soigne les malades?—R. Oui, Dr McGarry —499.

NAUFRAGE DU "MONARCH".

M. Boyce—Demande renseignements officiels, enquêtes et inspection?—R. Détails complets donnés—1433.

NAUFRAGE "OSCEOLA" ET "GOLSPIE".

M. Boyce—Dates entrées, inscription et inspection de l'"Osceola" et du "Golspie"?—R. Dates données—1432.

QUESTIONS—*Suite.*

NAUFRAGE DU "SOVINTO".

M. Lefurgey—Un des bateaux de l'Etat a-t-il été envoyé au secours du "Sovinto"? —R. Oui, "Stanley" dépêches échangées —736.

M.J. J. Hughes—Demande si ministère a documents relatifs à la demande faite d'un train spécial de Charlottetown à Souris pour transporter bateau de sauvetage?—R. Lecture correspondance—1102.

NAUFRAGE DU "STRATHMORE".

M. Boyce—Enquête a-t-elle été faite sur naufrage "Strathmore"?—R. Non, rapport percepteur Cobourg, pas de perte de vie, pas d'enquête—1432.

PECHE DU "QUAHANG".

M. Lefurgey—Demande détails sur pêche du "Quahang" ou moules de l'I. P.-E. ?—R. Indication des règlements, exporté à New-York, se vend de $1.50 à $4.50 le sac—1182.

PECHERIES DE L'I. P.-E.

M. A. A. McLean—Attention gouvernement a-t-elle été appelée sur discours gouvernement de l'I.P.-E. relatif à négociations en cours ?—R. Impossible parler avant achèvement—4010.

PERTE DU "G. A. McKEEN".

M. Lefurgey—Naufrage du "G. A. McKeen" a-t-il été causé par déplacement de la barre dans le havre de Cascumpec?—R. Non, sondages faits et feux replacés—1186.

PILOTES DE MONTREAL.

M. Monk—Pilotes ont-ils été invités à prendre part à l'excursion de la Fédération des armateurs à bord du "Lady Grey" pour inspecter chenal?—R. Président invité, incapable accepter à cause devoirs—4012.

M. Monk—Combien de pilotes qualifiés pour service steamers océaniques entre Québec et Montréal, limite d'âge?—R. 48 pilotes, limite d'âge soixante-dix ans si peut passer deux fois par année examiner vue et ouïe—4590.

M. Delisle—Demande si système de tour de rôle aboli pour pilotes de Montréal?—R. Pas aboli, mais licence donnée aux apprentis pilotes, donnée seulement quand services requis pour éviter encombrement—5012.

PISCICULTURE ET PROTECTION DES PECHERIES.

M. Clements—Combien dépensé par provinces pour encourager pêcheries en 1906? —R. Tableau par province et en général —1991.

POSTES DE SAUVETAGE SUR COTE DU PACIFIQUE.

M. R. Smith—Demande travaux faits sur côte du Pacifique pour sauvetages maritimes?—R. Etat fourni—496.

QUESTIONS—*Suite.*

PRIVILEGE DE PECHE SUR SASKATCHEWAN-NORD.

M. Ames—Privilège exclusif a-t-il été accordé au cap. Coffey et F. Merritt de Winnipegosis?—R. Permis renouvelable de cinq ans—1443.

PROVINCIAL WRECKING CO.

M. Perley—Quel montant payé par ministère de la Marine à Provincial Wrecking Co?—R. Aucun—2928.

QUINTE BASS POND.

M. Barker—Combien dépensé, à quoi, quel personnel ?—R. 1906 $583.87, salaires, achats de poisson; J. K. McGargar $125 par année, E. McDonald, $30 par année —3283.

RECOLTE DES HERBES MARINES A L'ISLE VERTE.

M. Monk—Demande si gouvernement au courant de difficultés entre habitants de l'Isle Verte qui récoltent mousse sur les battures et un nommé Anthime Roy qui prétend imposer taxe?—R. Gouvernement ne connaît rien de la difficulté—5826.

REPRODUCTION DU HOMARD, BAIE D'EGMONT.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il reçu pétition, demande installation d'établissement de reproduction artificielle du homard à la baie d'Egmont?—R. Pas décidé —750.

SAISON DE LA PECHE.

M. Clements—Dans quelles circonscription d'Ontario y a-t-il période de cloture de pêche?—R. Indications des comtés et époques—1990.

SAINT-CHARLES DE CAPLAN, CONGELATEUR DE BOETTE.

M. A. Lavergne—Association des congélateurs de Saint-Charles de Caplan reçoit-elle prime, combien de boëtte congelée, combien reçu comme primes?—R. 38,800 livres congelées, $97 en 1904, $100 en 1905 —7094.

SERVICE D'HIVER à l'I. P.-E.

M. A. Martin—Le "Lady Grey" est-il en service, ainsi que "Montcalm"; est-ce l'intention du Gouvernement, d'envoyer l'un de ces steamers aider le "Stanley" et le "Minto" à maintenir communications de l'I.P.-E.?—R. "Lady Grey" à Anticosti, île privée de communications tout l'hiver, ne seront pas envoyés pour le moment.

SERVICES DES PHARES.

M. Taylor—Sommes dépensées pour service des phares, de 1891 à 1896 et de 1991 à 1906?—R. $2,425,247, $8,1231,263—487.

SOUMISSION POUR CHARBON A SOREL.

M. Ames—De qui acheté, quels contrats, quel prix?—R. Détails donnés—747.

STATION DE SAUVETAGE DE L'I. P.-E.

M. A. Martin—Gouvernement va-t-il installer stations de sauvetage à l'I. P.-E.? —R.Oui, emplacements à l'étude—239.

QUESTIONS—*Suite.*

STATIONS DE SAUVETAGES SUR GRANDS LACS.

M. Boyce—Quelles stations sur lac Huron? —R. Trois, liste et coût—1433.

STATION DE SAUVETAGE DANS PORT TORONTO.

M. Macdonell—Quelles mesures prises pour empêcher sinistres, quels moyens de sauvetage, qui a charge de la station de sauvetage, quelle dépense annuelle?—R. Station, sous direction du Cap, William Wood, dépenses annuelles, station, $200—505.

STEAMER "NEPTUNE".

M. J. Reid—Steamer "Neptune" appartient-il à l'état canadien depuis quand affrété pour service du Canada, montants payés? —R. Job Frères de Saint-Jean Terreneuve, premier affrètement 1903—3755.

SURINTENDANT DES PILOTES A MONTREAL.

M. A. Delisle—M. James Riley est-il toujour surintendant des pilotes de Montréal, comment nommé?—R. Oui, à la demande des armateurs—3758.

STEAMERS "STANLEY" ET "MINTO".

M. Martin—Demande qui a donné l'ordre de retirer le "Stanley" et "Minto" de la route Charlottetown-Pictou le 27 janvier?—R. Discrétion des capitaines—2367.

TELEGRAPHE I. P.-E.

M. A. A. McLean—Gouvernement a-t-il offert service de ses stations Marconi depuis rupture câble combien coûte station cap Bear, construction et entretien?—R. Oui, $5,000 construction, $2,500 entretien—1866.

TRAVAUX DU FLEUVE SAINT-LAURENT.

M. Bergeron—Quelles sommes dépensées par commission ou par gouvernement pour travaux du fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Québec, sur avis quels ingénieurs ?—R. $8,961,830 ; noms ingénieurs donnés—2368.

YACHT "MAISONNEUVE."

M. Northrup—Où yacht "Maisonneuve" employé au cours du dernier exercice?—R. Saint-Laurent, Ottawa, lac Ontario—3750.

MILICE:

ACHATS DE CUIVRE.

M. W. Wright—Quelle valeur de cuivre achetée par département Milice depuis 1er juillet 1906, de qui, soumissions?—R. $74,536, L. S. Macoun, Ottawa, soumissions par lettre—4010.

ACHAT DE FUSILS.

M. Bergeron.—Combien de fusils Ross achetés, combien payé, a-t-il été abandonné à Bisley et par gendarmerie à cheval?—R. 52,000 commandés, 20,500 livrés et payés, $25 chacun ; payé modèle 1, $262,-500; modèle 2, $250,000; à Bisley, les deux fusils employés; pas abandonné par gendarmerie à cheval—231.

QUESTIONS—*Suite.*

ACHATS DE FUSIL A SOUS-CIBLE.

M. Stockton—Combien de fusil à sous-cible achetés, de qui, à qui distribués?—R. 200 au 30 juin, 50 en octobre 1906, de la Subtarget Gun Company, Ltd., de Toronto à $250, distribution indiquée—234.

AIDE DE LA MILICE AUX AUTORITES CIVILES.

M. S. Hughes—En quelles circonstances depuis 1899 la milice a-t-elle coopéré avec l'autorité civile à répression de troubles, dépenses encourues, etc?—R. Enumération des cas, dépenses, etc., détails complets—928.

ARMES DU 27e BATAILLON, HALDIMAND.

M. Lalor—Quel montant payé pour garder les armes du 27e bataillon, quel montant payé à chaque officier pour 1906?—R. Rien payé pour garder les armes, chiffres payés aux officiers indiqués—2919.

BAIONNETTES POUR FUSIL ROSS.

M. Worthington — Gouvernement a-t-il baïonnette pour fusil Ross, a-t-elle été fournie, baïonnette actuelle peut-elle servir ?—R. Oui, baïonnette à lame courte, pas fournie, baïonnette du Lee-Enfield ne peut pas servir—2664.

BARAQUES DU CAMP DE LEVIS.

M. Carrier—Gouvernement sait-il que baraquements des ingénieurs incendiés au camp de Lévis, va-t-il reconstruire?—R. Pas cette année; gouvernement n'a pas l'intention de construire baraquements pour camps d'instruction—5827.

CAMPAGNE AFRIQUE DU SUD.

M. D. Ross—Etat des citoyens de la Colombie-Anglaise ayant fait campagne Afrique du Sud—R. Ordonné—3484.

CHAMP DE TIR DE CHARLOTTETOWN.

M. A. Martin—Quelles mesures prises pour établir champ de tir à Charlottetown ?—R. Terrain acheté, entreprise donnée à Lyons et White, $11,250, sera terminé, 1er juillet 1907—503.

CHAMP DE TIR DE KENTVILLE.

Hon. Foster—Combien d'acres de terre achetés, quelle valeur payée, quel montant alloué cour de l'échiquier, etc.?—R. Détails complets—1434.

COMMISSION DES MEDAILLES.

M. Northrup—Quel est l'objet commission, quels sont les membres?—R. Examiner demandes, Lt.-Col. H. Smith et Lt.-Col. V. B. Rivers—6819.

COMPAGNIE LAMONTAGNE ET LE "SOLEIL".

M .Monk—Sommes payées par gouvernement à compagnie du "Soleil" et Lamontagne?—R. Etat fourni par départements—3748.

QUESTIONS—*Suite.*

CONGES ADMINISTRATIFS ET EXERCICES ANNUELS.

M. Worthington—Le gouvernement va-t-il accorder au service extérieur même privilège qu'au service intérieur pour exercices annuels?—R. A l'étude—4184.

CONGE DU MAJOR F. L. VAUX.

M. Boyce—Demande si major Vaux a eu dernièrement congé d'absence ?—R. Oui, 24 décembre 1er janvier, pour affaires particulières—4178.

DEFENSE DE L'EMPIRE.

M. Monk—Quelles dépenses faites pour garnisons d'Esquimault et Halifax, quelle contribution assignée aux autres colonies par conférence 1902 ?—R. Chiffres donnés—926.

M. Monk—Quelles dépenses faites à Halifax et à Esquimault, du 30 juin au 31 octobre 1906 ?—R. Halifax, $982,408 ; Esquimault $161,200—1003.

M. R. Smith—Défense d'Esquimault est-elle actuellement sous contrôle gouvernement fédéral, quelles troupes ?—R. Oui, troupes énumérées—3482.

ECOLES D'INSTRUCTION MILITAIRE.

M. Northrup—Combien d'écoles pour diplômer officiers de milice canadienne, temps d'instruction, etc.?—R. Détails donnés—493.

ECOLE MILITAIRE DE MONTREAL.

M. Ames—Département Milice a-t-il choisi emplacement d'école militaire de Montréal?—R. Dépend acception par ville de Montréal de contrat d'achat de l'île de Ste-Hélène pour $200,000—1855.

ETAT-MAJOR GENERAL DE LA MILICE.

M. Worthington—Quels sont grades, ancienneté, traitement, etc., de l'état-major général?—R. Trop tard pour fournir document, seront envoyés—7916.

FORTS MILITAIRES A LEVIS.

M. Carrier—Gouvernement va-t-il faire déblayer terrains autour des forts n° 1 et n° 2 de Lévis?—R. Oui, graduellement—5827.

FOURNITURE DE HOUILLE AUX CASERNES D'HALIFAX.

Hon. Foster—Quel entrepreneur, quel prix, quelle quantité?—R. G. E. Boak et Cie, liste de prix, 5,000 tonnes houille grasse—739.

FUSILS DE LA GENDARMERIE A CHEVAL.

M. Bergeron—Refuse de poser la question parce que dénaturée, on a remplacé Lee-Metford par Lee-Enfield—593.

FUSIL ROSS.

M. Bergeron—Demande détails sur fourniture de fusil Ross, comparaison avec Lee-Enfield, cartouches, etc.?—R. Détails fournis—1164.

M. Worthington—Pièces du fusil Ross sont-elles importées de Billings & Spencer, de Hartford, Con.?—R. Aucune information—1444.

QUESTIONS—*Suite.*

FUSIL ROSS—*Suite.*

M. Worthington—Est-il vrai que certaines parties du fusil Ross sont importées des Etats-Unis, de Billings et Spencer, quelles quantités importées dans cinq dernières années?—R. Ressorts plats, quelques objets forgés de Billings et Spencer, chiffres des importations pour manufacture d'armes—2926.

M. Worthington—Renseignements sur accidents fusil Ross à Saint-Jean, N.-B., et dans la gendarmerie à cheval?—R. Rapport a été demandé, contiendra ces renseignements—4182.

M. Worthington—Modèles fusils Ross examinés par commission 1901?—R. Détails contenus dans rapport déposé—4355.

M. Worthington—Rapport sur fusil Ross?—R. Incorporé dans rapport général déposé—4412.

M. Daniel—Quantité et date des distributions de fusils Lee-Enfield et Ross—R. Détails donnés—4596.

M. Northrup—Seize questions sur fusil Ross?—R. Réponse complète—5183.

M. M. Bergeron—A-t-on distribué fusils Ross à gendarmerie à cheval, ont-ils été mis de côté pour Lee-Enfield?—R. Oui, 1,000 fusils Ross distribués, défectueux, retirés, seront remplacés, actuellement gendarmerie se sert d'anciens Winchester et Lee-Enfield—636.

HAUSSE SUTHERLAND.

M. S. Hughes—Achat de hausses Sutherland, détails demandés?—R. Détails complets—745.

INSPECTEUR SELLERIE ET VOITURES.

M. Worthington—Qui inspecte sellerie et voitures de la milice?—R. Lt. Col. Brown, Ottawa, sellerie; Lt. Col. Hurdman, voitures, reçoivent 2 p.c. valeur matériel inspecté—746.

LES PLUS ANCIENS OFFICIERS.

M. Worthington—Quel est le plus ancien officier d'état major de la milice canadienne, plus ancien officier subalterne d'artillerie?—R. Lt. Col. F. B. Donaldson, 64 ans; Lt. L. J. Fitzpatrick, 60 ans—6890.

MEDAILLE DE LA CAMPAGNE DU NIL.

M. S. Hughes—Gouvernement a-t-il remis à l'étude distribution de médailles aux canadiens ayant fait campagne du Nil?—R. Non, pas à propos—232.

MORT DU SOLDAT ARMSTRONG.

M. Hunt—Gouvernement a-t-il payé indemnité pour soldat Armstrong victime d'accident fatal au camp de Laprairie, 1905?—R. Non, engagement irrégulier, avait dépassé limite d'âge—1086.

OFFICIERS DES TROUPES PERMANENTES.

M. Worthington—Quels officiers ont passé examens d'aptitude depuis 1900, quels officiers ont été maintenus en dépit de limite d'âge?—R. Noms donnés—1087.

QUESTIONS—*Suite.*

RECRUES D'ANGLETERRE POUR GARNISON DE QUEBEC.

M. A. Lavergne—Est-il vrai que gouvernement recrute en Angleterre hommes pour garnison de Québec, par qui seront-ils payés?—R. Difficile trouver recrues au Canada à cause d'ouvrage, col. Gwahkin engage 156 sous-officiers et soldats, feront partie troupe permanente du Canada—3282.

SALLE D'ARMES DE BURFORD.

M. Cockshutt—Qui a le contrat?—R. M. E. S. Rutherford, 15 hommes à $7—1443.

SALLE D'ARMES A DUNNVILLE.

M. Taylor—Le gouvernement sait-il qu'il n'y a pas de salle d'armes à Dunnville, Ont.?—R. Oui, officier commandant reçoit allocation prescrite—490.

SALLE D'EXERCICE A SHERBROOKE.

M. Worthington—Renseignements sur la construction de la future salle d'exercice à Sherbrooke,, où sont gardés actuellement les armes des différents corps?—R. On ne peut donner renseignements sur plans et coût avant demande de soumissions, autres détails donnés—2663.

Lt. COLONEL SMITH.

M. Northrup—Combien de temps Lt. Col. Smith a-t-il été membre de la commission des médailles? combien de temps a-t-il émargé?—R. Employé spécial de l''état-major depuis 1er janvier 1902—745.

SOLDE DU 38e CARABINIERS.

M. Cockshuut—Demande pourquoi paiement solde 38e carabiniers de Dufferin arriérée?—R. Seront payés aussitôt estimés supplémentaires votés—4177.

TERRAINS DU CAMP DE PETEWAWA.

M. Boyce—Gouvernement va-t-il indemniser concessionnaires des coupes de bois et gouvernement d'Ontario pour bois sur terrains dont il s'est emparé pour camp de Petewawa?—R. Aucun dommage, aucune indemnité à payer; d'après l'Acte de l'A. B. du N., gouvernement d'Ontario n'a droit à rien et gouvernement fédéral ne paiera rien—5828.

TROPHEES DE LA GUERRE DES BOERS.

M. Worthington—Gouvernement a-t-il reçu canons et fusils boers, comment distribués?—R. 3 canons, 700 fusils Mauser, liste de distribution—491.

VOLONTAIRES SUD-AFRICAINS de l'I. P.-E.

M. A. A. McLéan—Gouvernement a-t-il reçu pétition des volontaires sud-africains de l'I. P.-E. pour participer à la résolution passé à la dernière session au sujet de concession de terres aux volontaires?—R. Requête reçue, transmise au ministre, à l'étude—7755.

QUESTIONS—*Suite.*

POSTES ET TRAVAIL:

ASSISTANT RECEVEUR DE POSTE DE BETHANY.

M. Ward—Quel est assistant receveur de poste de Bethany?—R. Pas nommé par gouvernement, connait pas—1186.

BUREAUX DE POSTE SOUMIS A L'ACTE DU SERVICE CIVIL.

M. Porter—Quelles conditions requises pour placer bureau de poste sous l'autorité de l'Acte du service civil du Canal?—R. Dépend population, revenus, besoins du service—2666.

BUREAUX DE POSTE DES CANTONS DE L'EST.

M. Worthington—Combien de bureaux de poste établis dans Compton, Richmond et Sherbrooke, quelles demandes?—R. 12 Compton, 18 Richmond, 2 Sherbrooke, demandes énumérées—2665.

BUREAU DE POSTE DE BELLEVILLE.

M. Porter—Détails administration du bureau de Belleville ?—R. Détails donnés—2000.

M. Porter—Pourquoi Belleville a-t-il été relevé en 1897, de l'application de l'acte du service civil, quelles dépenses avant et après?—R. Cette réforme était hors de proportion avec recettes du bureau; remis à son ancien état, frais d'entretien $9,108, en 1897 et $4,616 en 1906—2929.

BUREAU DE POSTE DE BRIGHTON.

M. Porter—Quand receveur de poste de Brighton mort, qui le remplace?—R. 8 octobre 1906, W. H. Russell—3539.

BUREAU DE POSTE DE COPPER CLIFF.

M. Boyce—Enquête a-t-elle été faite sur bureau de poste de Copper Cliff, quel résultat?—R. Oui, service satisfaisant, aussi bien que les autres—4182.

BUREAU DE POSTE DE GALT.

M. Lennox—Combien dépensé, coût total, surveillant ?—R. $9,307, $11,500, surveillant, T. A. Hastings, de Toronto—744.

M. Lennox—Combien de personnes ont soumissionné pour travaux bureau de poste de Galt?—R. Une seule, A. McAuslan a eu l'entreprise, $6,650—1163.

BUREAU DE POSTE DE LAKEVILLE, I.P.-E.

M. A. A. McLean—Quand emplacement changé, y a-t-il plaintes?—R. 1er juin 1905 après enquête, pas de plaintes—7455.

BUREAU DE POSTE DE LONDON.

M. Elson—Combien ont coûté améliorations et réparations au bureau de poste de London?—R. $45,732—7453.

BUREAU DE POSTE A MARIEVILLE.

M. Bennett—Hon. Brodeur a-t-il soumis au conseil demande de Marieville, Cité de Rouville pour construction Bureau de poste, Marieville compte-t-il seulement 1,200 habitants?—R. Résolution transmise, demande à l'étude, bureau ne desservira pas seulement population Marieville—5243.

QUESTIONS—*Suite.*

BUREAU DE POSTE A NICOLET.

M. Bergeron—Soumission, contrat., surveillant?—R. Détails donnés—1436.

BUREAU DE POSTE DE NORTH LAKE. I. P.-E.

M. A. A. Wright—Emplacement du bureau de poste de North Lake a-t-il été changé, sur demande de qui, quel ancien titulaire, titulaire actuel, y a-t-il plaintes, va-t-on changer?—R. Bureau changé en 1905, sur demande J. J. Hughes, Elisah B. Morrow remplacée par John Macdonald, quelques plaintes, mais gouvernement croit nouvel emplacement avantageux pour public—7452.

BUREAU DE POSTE D'ORANGEVILLE.

M. Barr—Receveur de poste d'Orangeville décédé est-il remplacé?—R. Pas encore, aide receveur, P. Bradley remplit fonctions—7452.

BUREAU DE POSTE D'OTTAWA.

M. Blain—Combien dépensé jusqu'à présent, combien pour finir?—R. $201,583: $6,750—1607.

M. Wright—Quand a eu lieu l'incendie, quand réparations commencées, quand travaux seront finis, coût total ?—R. 4 janvier 1904, travaux commencés il y a trois ans, encore six semaines pour finir, dépense totale, $208,335—1612.

M. Blain—Quand bureau de poste d'Ottawa a-t-il été construit, quel prix?—R. 1872-76, $220,965—1835.

BUREAU DE POSTE DE PISQUID-EST.

M. A. Martin—M. A. McDonald, maître de poste de Pisquid-est a-t-il été destitué?—R. Non, bureau de poste déplacé et maître de poste changé; W. Herbert nouveau maître de poste à trois quart de mille de l'ancien—928.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-CHARLES.

M. Beauparlant—Gouvernement va-t-il indemniser directrice de poste de Saint-Charles, rivière Richelieu de pertes subies dans incendie en tentant de sauver matières postales?—R. Pas de fonds à cet effet—1662.

BUREAU DE POSTE DE SAINT-TIMOTHEE.

M. Bergeron—Enquête a-t-elle été tenue sur administration bureau de poste de Saint-Thimothée, Beauharnois?—R. Enquête périodique ordinaire, quelques irrégularité d'administration—7019.

BUREAU DE POSTE DE STONEFIELD.

M. Perley—Directeur du bureau de poste de Stonefield a-t-il démissionnné ?—R. Oui, M. D. U. Cameron a démissionné 21 juin 1906—1163.

BUREAU DE POSTE AUXILIAIRE A TORONTO.

M. Bristol—Demande si bureau auxiliaire sera construit dans Toronto-centre?—R. A l'étude—5015.

QUESTIONS—*Suite.*

BUREAU DE POSTE A VAULYAGNUS BEACH.

M. Smith—Gouvernement a-t-il reçu demande d'ouverture de bureau de poste à Vaulyagnus Beach, cité de Wenthworth ?—R. Oui, à l'étude—1103.

BUREAU DE POSTE DE WELLBURN.

M. S. Hughes—Un service postal quotidien a-t-il été demandé à Wellburn, Ont?—R. Oui, par M. J. C. McEvoy; impossible à cause faiblesse des recettes—928.

COLIS POSTAUX CONTRE REMBOURSEMENT.

M. Schaffner—Gouvernement sait-il qu'il y a au Manitoba agitation contre livraison des colis postaux contre remboursement?—R. Oui—2921.

CONVENTION DE BERNE.

M. C. Devlin—Gouvernement a-t-il reçu communication pour proclamation convention de Berne?—R. Non—7916.

M. Cockshutt—Convention avec E.-U. a-t-elle été abrogée, va-t-on faire nouvelle?—R. Convention abrogée quant aux matières de seconde classe, négociations pendantes pour nouvel arrangement—490.

COURRIER ENTRE NICOLET ET ST-GREGOIRE.

M. Bergeron—Y a-t-il courrier entre Nicolet et St-Grégoire?—R. Oui, 8 milles, semi quotidien, J. Pagé, 99 cents par année—1435.

COURRIER DE TORONTO VERS L'EST.

M. Macdonell—Quels chemins de fer transportent courriers à l'est de Toronto, combien coûte ce service?—R. Le G.T.R. et le C.P.R., coût $117,696—1160.

DEPECHES A DESTINATION DE L'ANGLETERRE.

M. Daniel—Etant donné expérience "Empress of Britain" gouvernement continuera-t-il à faire arrêter les steamers du C.P.R. à Halifax pour prendre courriers?—R. Halifax port désigné par contrat pour embarquement et débarquement de malle—1097.

DISTRIBUTION DES LETTRES A CHARLOTTETOWN.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il décidé distribuer lettres gratuitement à Charlottetown?—R. A l'étude.

ENREGISTREMENT DES LETTRES.

M. Ward—Coût et conditions enregistrement des lettres?—R. Détails donnés—3286.

FONDS DE GARANTIE DES RECEVEURS DE POSTE.

M. T. Chisholm—Quelles sommes reçues et quelles sommes déboursées?—R. Contributions ont rapporté $90,246 ; receveurs ont fait perdre au gouvernement $4,346 ; reste dans fonds, au crédit du Gouvernement $91,708—1173.

QUESTIONS—*Suite.*

HOTEL DES POSTES A VANCOUVER, C.-A.

M. Borden—MM. Kelly Bros et Mitchell ont-il l'entreprise de l'hotel des postes de Vancouver, quels matériaux, quel prix?—R. Oui, tout en granite, $434,500, changements dans contrat à cause erreur—925.

LANGUE FRANCAISE AUX POSTES.

M. JA. Lavergne—Queles mesures prises pour diffusion de la langue française dans le service des postes, timbres postes seront-ils imprimés dans deux langues?—R. Enumération des mesures prises; nouvelle impression de timbres coûterait trop cher et tout le monde comprend—6189.

LIVRAISON DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

M. Sproule—Gouvernement va-t-il présenter loi pour livraison de colis contre remboursement?—R. Pas nécessaire modifier loi, simple arrêté suffit, question à l'étude—2418.

M. M. JOHN P. MOLLOY ET IRA STRATTON.

M. Staples—M. John P. Malloy est-il encore inspecteur vétérinaire, M. Ira Stratton est-il receveur de poste à Stonewall?—R. J. P. Malloy démissionnaire; Ira Stratton a démissionné et a été remplacé par sa fille—6188.

NOMBRE DE LETTRES RECOMMANDEES.

M. Ward—Combien de lettres recommanddées expédiées au cours de la dernière année?—R. 7,445,000—3286.

PAPIER DES CARTES-POSTALES.

M. Martin—Demande si plaintes reçues de mauvaise qualité des cartes-postales?—R. Plaintes pour timbres mais pas pour cartes-postales, si plaintes reçues, on y pourvoira—542.

PAQUEBOT-POSTE "EMPRESS OF BRITAIN".

M. Roche—Dates de l'arrivée à Halifax de l'"Empress of Britain" à sa dernière traversée, correspondance avec train-poste, arrivée à Saint-Jean, etc?—R. Heures et détails donnés—983.

PORT DES PERIODIQUES ANGLAIS.

M. T. Chisholm—Gouvernement a-t-il reçu du gouvernement anglais demande de traitement plus favorable pour périodiques anglais?—R. Oui, négociations pendantes—1174.

RECEVEUR DE POSTE DE BETHANY (ONT.)

M. Ward—Qui est maître de poste, quelle date?—R. W. Morrison, 1er août 1902—749.

RECEVEUR DE POSTE DE BRANDON.

M. Roche—Quels sont appointements directeur de poste de Brandon, combien de commis?—R. Appointements et indemnités$10,488; nomme et paie ses propres commis—1608.

QUESTIONS—*Suite.*

RECEVEUR DES POSTES DE OPHIR.

M. Boyce—Demande si salaire maître de poste a été diminué récemment?—R. Oui, 1er janvier 1906, réduit de $40 à $25 a causé diminution de revenu—4358.

RECEVEUR DE POSTE DE REGINA.

M. McCraney—Quel est le salaire du maître de poste de Regina, combien de commis? —R. $1,800 par année, 10 commis, salaires donnés—1604.

RECEVEUR DE LA POSTE A HAMPTON, N.-E.

M. Stockton—Demande si gouvernement informé ingérence politique de M. Zachariah-Hall, receveur de poste de Hampton, N.-E., dans élections provinciales de N.-E. en 1906?—R. Pas de Zac. Hall à Hampton, Zacheus Hall à Ste-Croix Cove, pas d'information—240.

RECEVEUR DE POSTE DE PRINCE-ALBERT.

M. McCraney—Quel est le salaire du maître de poste de Prince-Albert, combien de commis ?—R. Traitement et indemnités, $3,492.47, engage et paie lui-même ses commis—1605.

RECEVEUR DE POSTE DE SOUTHPORT, I.P.-E.

M. A. A. McLean—Quel était receveur de Southport en mai 1905, quel âge, avait-il versé garantie, lettre recommandée adressée à Masters a-t-elle été perdue, a-t-il remboursé?—R. Alexandre Walker, vingt ans, avait démissionné avant notification au département de perte de la lettre, garantie retirée, gouvernement a remboursé à Masters—7453.

RECEVEUR DE POSTE A STANLEY, N.-B.

M. Crocket—M. J. Rogers a-t-il été destitué, pourquoi, par qui remplacé?—R. Destitué pour irrégularités répétées; remplacé par M. H. Malone, $442 par année—7755.

REPARATIONS, BUREAU DE POSTE DE TORONTO.

M. A. C. Macdonell—Quelle date prévue pour achèvement, quels entrepreneurs, gouvernement sait-il que local provisoire trop petit ?—R. Déménagement opéré ; liste des entrepreneurs—233; achèvement attendu pour 15 décembre—234.

SALAIRES DES EMPLOYES DE POSTE.

M. Macdonell—Gouvernement va-t-il porter au budget crédit pour augmenter salaires des employés de poste, suivant promesse faite?—R. A l'étude.

SALAIRES DES EMPLOYES DE BUREAUX DE POSTE.

M. Taylor—Gouvernement a-t-il décidé augmenter salaires des employés de bureaux de poste?—R. A l'étude—5952.

SALAIRES DES FACTEURS.

M. Monk—Gouvernement a-t-il décidé augmenter salaire des facteurs?—R. A l'étude—5952.

QUESTIONS—*Suite.*

SALAIRES DES MAITRES DE POSTE.

M. Lennox—Gouvernement a-t-il décidé augmenter salaires maîtres de poste?—R A l'étude—5952.

SERVICE DE DISTRIBUTION PAR FAC-

M. Porter—Quelles villes ont service par facteurs, quelles recettes, service va-t-il être étendu?—R. Tableaux fournis, service par facteurs jusqu'à présent restreint, aux villes, ministère étudie moyen de l'étendre à d'autres localités—2723.

SERVICE DES FACTEURS.

M. McIntyre—Service de facteurs va-t-il être institué à Calgary et à Edmonton? —R. Oui—636.

SERVICE DE FACTEURS A CHARLOTTETOWN.

M. A. A. Martin—Gouvernement va-t-il restituer livraison par facteurs à Charlottetown?—R. Requête de M. A. B. Warburton sera examinée quand département mettra à l'étude extension du système de livraison gratuite—3538.

SERVICE D'HIVER ENTRE I.-P.-E. ET TERRE FERME.

M. Lefurgey—Demande détails des dispositions prises pour service d'hiver entre I.-P.-E. et terre ferme?—R. Détails complets donnés—634.

SERVICE DE POSTE ENTRE COLDWATER ET LOVERING.

M. Bennett—Qui a l'entreprise du transport postal entre Coldwater et Lovering? —R. M. Lovering, renouvellement, détails —2212.

SERVICE POSTAL AU CAP TOURMENTINE.

M. Martin—A qui concédée entreprise du courrier pendant l'hiver 1906 entre gare et bateaux faisant service entre Cap Tourmentine et Summerside?—R. M. H. Allan, 22 jours à 75 cts pas jugé à propos faire concession permanente—593.

SERVICE POSTAL COMTE DE DIGBY.

M. Boyce—Soumissions ont-elles été demandées pour transport de malles entre rivière aux Saumons et Hectanooga, comté de Digby ?—R. Oui, en suspens—4760

SERVICE POSTAL COMTE DE L'ISLET.

M. Paquet—Gouvernement a-t-il décidé accorder service quotidien à Saint-Damasse, Sainte-Perpétue et Saint-Pamphile ?—R. Oui—744.

SERVICE DE POSTE DE LANSDOWNE, ONT.

M. Taylor—Ministre a-t-il donné instruction de faire livrer malles par trains de nuit à Lansdowne, Ont.?—R. Jamais demandé—2666.

SERVICE POSTAL, DISTRICT DE MICHIPICOTIN.

M. Boyce—Quel service pendant l'hiver pour îles Michipicotin, quel service actuel, quel entrepreneur, va-t-il être amélioré?—R. Exposé du service, entrepreneurs Speers et Burke, $1,300 pour l'hiver, gouvernement espère surmonter difficultés—2923.

QUESTIONS—*Suite.*

SERVICE POSTAL DANS L'OUEST DU MANITOBA.

M. Schaffner—Gouvernement sait-il service postal défectueux dans l'ouest du Manitoba ?—R. Défectuosités dues au service des chemins de fer ; fait de son mieux pour obvier aux plaintes—3078.

SERVICE POSTAL A VICTORIA HARBOUR.

M. Bennett—Qui a l'entreprise ?—R. Mark Vasey, renouvellement, détails—2212.

TRANSPORT DES COLIS PAR LA POSTE.

M. Armstrong—Demande détails du projet de messageries postales dont a parlé M. Miller dans discours sur l'adresse ?—R. Projet de transport de colis postaux et de recouvrement par ministère des postes, à l'étude—634.

M. Sproule—Gouvernement va-t-il passer des lois pour transport de colis par la poste contre remboursement ?—R. Peut se faire par règlement, à l'étude—2660.

TRANSPORT DE COURRIER PAR BATEAU D'HIVER A I.P.-E.

M. A. Martin—Qui a eu le contrat pour transport des malles aux bateaux d'hiver au cap Traverse ?—R. J. P.Irving payé $3 par voyage aller et retour entre cap Traverse et Summerside—980.

TRANSPORT DU COURRIER PAR CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. Martin—Demande détails et si changements opérés dans transport ?—R. Courriers transportés dans l'I.-P.-E. comme dans tout le pays, d'après les horaires des chemins de fer—1438.

TRANSPORT DU COURRIER AU YUKON.

M. Blain—Conditions dans lesquelles se fait le transport du courrier au Yukon ?—R. Détails donnés—921.

TRANSPORT DES DEPECHES AU HAVRE AUX BOUCHES.

M. Lancaster—Qui a le contrat, quels autres soumissionnaires ?—R. J. E. Corbett, $74 ; autres noms donnés—504.

TRANSPORT DES LETTRES RECOMMANDEES.

M. Ward—Par quel système se transmettent de poste en poste et de main en main les lettres recommandées ?—R. Expose système—2921.

GREVES DANS LES CHEMINS DE FER.

M. Clare—Détails des grèves de chemins de fer, nombre d'hommes employés dans les houillères ?—R. Statistiques, 14,426 ouvriers dans houillères du Canada—3290.

GREVE DES HOUILLERES A LEITHBRIDGE.

M. Monk—Demande si gouvernement a auautorisé député ministre du travail à s'aboucher avec M. Mitchell ?—R. Explication de l'entrée en jen de M. Mitchell, président de l'Union International des Mineurs d'Amérique, le gouvernement ignore si M. King a eu consultation avec lui, était autorisé à user de sa propre discrétion—507.

QUESTIONS—*Suite.*

GREVE DES HOUILLERES A LEITHBRIDGE —*Suite.*

M. R. Smith—Détails des négociations et arrangement de la grève ?—R. Détails dounés—637.

SALAIRE DES PEINTRES A HALIFAX.

M. Crockett—Demande si gouvernement sait que M. Beardon entrepreneur fédéral à Halifax paie les peintres au-dessous du prix courant ?—R. Ministre du travail informé par secrétaire Union des Peintres de Halifax, pas de contrat avec clanse de salaire équitable, va voir à faire payer gages régulières—4357.

REVENU DE L'INTERIEUR :

ALCOOL DENATURE.

M. S. Hughes—Gouvernement va-t-il autoriser fabrication alcool dénaturé pour force motrice ?—R. A l'étude, voir budget—232.

M. Ganong—En quelle année gouvernement a-t-il commencé à faire de l'alcool dénaturé, combien vendu par année, quel prix actuel ?—R. Durant exercice 1888-89 ; état des ventes, emploi, prix de vente—1161.

M. ALPHONSE GERVAIS DE ST-HYACINTHE.

M. Monk—M. Alph. Gervais de St-Hyacinthe a-t-il été employé dans les trois dernières années par dept. revenu de l'intérieur ?—R. Oui, employé temporaire, surveillant d'une fabrique de vinaigre, $600 par année—5242.

BRASSEURS DANS MUNICIPALITES DE TEMPERANCE.

M. Taylor—Gouvernement a-t-il reçu pétition demandant défense aux brasseurs de vendre produits dans municipalités de tempérance pour consommation locale ?—R. Communication reçu de J. McQuaker D'Owen Sound, permis délivrés par autorités provinciales, s'adresser à ces autorités pour les abolir—4595.

FALSIFICATION DU SIROP D'ERABLE.

M. Boyer—Quelle mesure prises pour empêcher falsification sirop d'érable, quelles personnes punies ?—R. Détails et noms faurnis—2721.

IMPORTATION ET VENTE DE CIGARETTES.

M. Blain—Gouvernement présentera-t-il loi à cette session pour proscrire vente et importation de cigarettes conformément à résolution passée 1903—R. Pas décidé, mais M. Blain peut présenter projet de loi—1856.

SOUS-INSPECTION DES POIDS ET MESURES A BLIND RIVER.

M. Boyce—Quel est aide au sous inspecteur des poids et mesures à Algoma, remplit-il ses fonctions ?—R. M. Scott à Blind River, sous-inspecteur résident dans Algoma, nommé 23 février 1904, souvent malade, a eu plusieurs congés, quittera service 31 courant—2366.

QUESTIONS—*Suite.*

SOUS PERCEPTEURS DU REVENU DE L'INTERIEUR.

M. Monk—Sous-percepteurs de revenu de l'intérieur dans certaines villes avec salaire, etc.?—R. Tableau fourni—978.

M. MAGLOIRE GRANGER.

M. Monk—M. Magloire Grang r de St-Jacques l'Achigan est-il employé d'accise, depuis quand, a-t-il passé examens ?—R. Commis d'accise de la division de Joliette, $500, nommé 3 avril 1906, rien ne constate qu'il a passé les examens.

TRAVAUX PUBLICS :

ACQUISITION PROPRIETES AVENUE MACKENZIE.

M. Morin—Demande détail d'achats de propriétés avenue Mackenzie depuis deux ans ?—R. Demander rapport—244.

AMELIORATION DU PORT DE ST-JEAN (N.-B.)

M. Daniel—Demande si gouvernement va creuser et redresser chenal conduisant au port de St-Jean (N.-B.) ?—R. Oui, mesures à prendre, à l'étude—242.

BANC DE RED ISLAND.

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il fait draguer devant quai de Red Island, N.-E., qui a fourni charbon à drague ?—R. Oui, 7,416 dépensés pour dragage, James Boudreau a fourni charbon, $3.75 la tonne—2047.

BRISE-LAMES A PORT HOOD.

M. Blain—Quel était le prix estimatif du brise-lames de Port-Hood ?—R. $80,000—3281.

BRISE-LAMES DE RUSTICO, I.P.-E.

M. Martin—Gouvernement fait-il travaux à Rustico?—R. Etat donné des travaux—492.

CALE SECHE A MONTREAL.

M. Verville—Gouvernement va-t-il construire cale sèche à Montréal ?—R. A l'étude—266.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. White—Combien dépensé en études jusqu'à présent ?—R. $558,507—592.

CANAL A L'ILE DU CAP SABLE.

M. Blain—Gouvernement sait-il que lac drainé par canal ?—R. Aucun renseignement—3280.

CANAL RIDEAU, LOCATION TERRAINS RESERVE.

M. Taylor—Gouvernement a-t-il loué terrains réserve entre Kingston et chutes Jones pour briqueterie ?—R. Droit de draguer des matériaux propres à briques entre Kingston-Mills et Jones-Falls loué pour 21 ans à $500 par année—7093.

CHAMP DE TIR DE VICTORIA, ONT.

M. S. Hughes—Gouvernement va-t-il outiller champ de tir Victoria?—R. Terrain choisi dangereux, cherche un autre—232.

QUESTIONS—*Suite.*

CIMETIERE DE DOLSEN.

M. Clements—Combient coûterait protection rive cimetière Dolsen,, à Chatam, sur rivière Thames ?—R. Coût estimatif, $2,750, à l'étude—4599.

COMMISSION D'AMELIORATIONS D'OTTAWA.

M. A. A. McLean—Combien de séances de la commission a-t-elle tenues l'an dernier, sénateurs membres ont-ils assisté ?—R. Sept séances consécutives, deux non tenues faute de quorum, sénateurs pas assisté—7096.

COUT DES EDIFICES PUBLICS.

M. Armstrong—Coût de construction de certains édifices d'Ontario, recettes, frais d'entretien?—R. Tableau—1436.

CREEK MACLAREN, TOWNSHIP FENELON.

M. S. Hughes—Gouvernement va-t-il terminer chaussée qui traverse Creek Maclaren?—R. Non—484.

DEBOURSES POUR KELLY, DOUGLAS ET COMPAGNIE, YUKON.

Hon. Foster—Quelles sommes payées à Kelly, Douglas et compagnie pour fournitures, etc., se rapportant à l'entretien de télégraphes au Yukon ?—R. Tableau dépenses depuis 1900—1603.

DEPENSES DU CANAL DE TRENT.

M. Christie—Combien dépensé jusqu'au 30 novembre 1906, quelles parties à terminer, quel coût estimatif?—R. $5,350,092 dépensés à terminer, du lac Simcoe à baie Georgienne et de baie de Quinté au lac Ontario aux chutes Henley—738.

DEPENSES A RIDEAU-HALL.

Hon. Foster—Dépenses faites pour constructions, réparations, entretien Rideau-Hall depuis 1896?—R. Tableau détaillé—1603.

DEPOTS D'ENTREPRENEURS.

Hon. Foster—Demande montants déposés en 1905-06 par entrepreneurs en cautionnements pour soummissions, montants remboursés?—R. Seront donnés par motion—1434.

DERIVATION D'EAU PAR CANAL DRAINAGE DE CHICAGO.

M. Bickerdike—Gouvernement sait-il qu'on se propose de construire nouveau canal de drainage à Chicago qui pourrait affecter niveau du St-Laurent?—R. Démarches faites pour protéger route Saint-Laurent—2661.

DETOURNEMENT DE L'ALLEGAST.

M. Michaud—Gouvernement sait-il que les eaux de l'Allegast, tributaire rivière St-Jean, ont été détournées, commission internationale va-t-elle étudier différends entre E.-U. et Canada au sujet rivière St-Jean ?—R. Détournement à l'étude, pas d'examen du différend—6821.

QUESTIONS—*Suite.*

DOCK DE PORT-STANLEY.

M. Jackson—Gouvernement a-t-il aidé construction de dock transporteur de wagons à Port-Stanley ?—R. Appartient à chemin de fer Lac Erié et Rivière Detroit, subvention payée, $10,000—1607.

DRAGUE MONTAGUE.

M. A. Martin—Combien d'hommes, de salaires de dépenses totales en 1906 ?—R. 12 hommes, $5,255,.52, $23,380—3290.

DRAGAGE A BELLEVILLE.

M. Porter—Travaux dans le port de Bellevillle ont-il été faits par gouvernement ou par commission du port, quels travaux, quel prix ?—R. Par gouvernement, enlèvement de 90,400 verges cubes, coût $5,579.06—1447.

DRAGAGE HAVRE DE PINETTE.

M. A. Martin—Gouvernement va-t-il draguer havre de Pinette, I.P.-E.?—R. A l'étude—239.

DRAGAGE DE L'I.P.-E.

M. Lefurgey—Nouveau dragueur a-t-il été lancé, quels dragueurs travailleront prochaine saison, plan des travaux est-il tracé ?—R. Dragueur Montague lancé nom des dragueurs, plan pas arrêté—499.

DRAGAGE A PICTOU.

M. Lefurgey—Demande détail travaux de dragage faits à Pictou l'été dernier, emplacement, etc.?—R. Détails donnés—586.

DRAGAGE A RED ISLAND (N.-E.)

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il fait exécuter dragages à Red Island (N.-E.) ?—R. Renseignements pas reçus—1989.

DRAGAGE RIVIERE ST-CLAIR.

M. Armstrong—Combien payé chaque année pour dragage Rivière St-Clair depuis 1896?—R. Etat fourni—1989.

DRAGAGE RIVIERE ST-JEAN.

M. Wilmot—En quel endroit, quel prix, quels remorqueurs ?—R. Détails donnés—6820.

DRAGAGES DE RIVIERE STE-MARIE.

M. Boyce—Soumissions ont-elles été demandées, quels journaux, combien de verges, quel plus bas soumissionnaires?—R. Deux fois, liste de journaux, 26,000 verges cubes, la première fois R. Macdonald plus bas soumissionnaire, la seconde Bowman, contrat pas signé impossible faire connaître prix de soumissions—3484.

DRAGAGE A VICTORIA-HARBOUR, I.-P.-E.

M. A. A. McLean—Quelle drague a fait travaux à Victoria et à Crapaud, I.P.-E. en 1906, quels travaux, quels prix?—R. Montague, 20,450 verges cubes, $4,277—3075.

DRAGUE " FIELDING ".

M. Taylor—Combien a coûté drague "Fielding" pour construction, pour entretien, quel travail fait pendant la dernière saison, où?—R. $450,314, $15,315, 83,440 verges cubes, à Pictou?—3288.

QUESTIONS—*Suite.*

DRAGUE " MONTAGUE ".

M. T. Chisholm—Où drague " Montague " employée en 1906, a-t-elle été arrêtée, coût des réparations?—R. Passe Est, Toronto et Crapaud, I.P.-E., arrêts dus à imperfections de mécanisme, coût $200—3076.

EDIFICE ADMINISTRATIF A INVERNESS, N.-E.

M. Blain—Gouvernement contruit-il édifice à Inverness, quel inspecteur?—R. Oui, inspecteur Duncan McIsaac—6187.

EDIFICES PUBLICS DE LACHUTE.

M. Perley—Quelle est la cause retard construction édifice Lachute, plans sont-ils préparés, quand travaux seront commencés?—R. Travaux préliminaires, plans etc., plans préparés, espère soumissions seront demandées bientôt—1163.

EDIFICE PUBLIC A MAGOG.

M. Worthington—Gouvernement va-t-il construire édifice public à Magog, quel coût?—R. Oui, coût pas décidé, soumissions reçues de H. N. Rivard et A. Tourigny—2209.

EFFONDREMENT DE LA TOUR DE L'OUEST.

M. Blain—Quels ont été les frais d'enquête sur effondrement de la tour de l'ouest?—R. $2,367—4815.

ELARGISSEMENT DU CHENAL DU SAINT-LAURENT AU CAP SAINT-CHARLES.

M. Monk—Demande état des travaux au Cap St-Charles, cause accident " Victorian "?—R. Détails donnés—594.

EXPLORATIONS DU CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

M. Brabazon—Rapport intérimaire a-t-il été reçu, coût approximatif de l'entreprise, quand rapport final sera-t-il déposé?—R. Deux rapports intérimaires reçus, coût approximatif inconnu, rapport attendu fin janvier prochain—239.

EXPLORATION DE LA RIVIERE THAMES.

M. Clements—Combien ont coûté explorations,quelle décision prise ?—R. $2,031.91; pas de décision prise—241.

FORCES HYDRAULIQUES, RESERVE INDIENNE DE NIPISSING.

M. Bennett—Demandes ont-elles été faites pour concession chute d'eau de rivière Esturgeon près de réserve indienne de Nipissing ?—R. Non—212.

GARDIEN DU QUAI DE SWIM.

M. Perley—Quel est le gardien du quai de Swim, île du Cap Sable, comté de Shelburne, combien reçu cette année ?—R. John T. Duncan, $5.48—2921.

IMMEUBLES ACHETES A OTTAWA.

M. Blain—Quels immeubles achetés à Ottawa depuis 1er janvier 1906 ?—R. Transformé en motion—3964.

QUESTIONS—*Suite.*

JETEE DE BELLE RIVIERE.

M. A. Martin—A combien s'élève devis pour travaux, seront-ils exécutés ?—R. Devis $6,000, à l'étude—502.

JETEE A PORT-MAITLAND.

M. Lalor—Jetée sera-t-elle construite à Port-Maitland ?—R. Rien décidé—490.

M. Lalor—Gouvernement va-t-il construire jetée à Port-Maitland, quel heureux adjudicataire ?—R. Oui, Edward Conroy $29,831—507.

LIBRARY BUREAU OF CANADA.

M. Bennett—Où "Library Bureau of Canada" a-t-il bureau principal ?—R. Ottawa—3,963.

NAVIGATION DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Macdonell—Combien de ports, quelles études faites, quelles données obtenues?—R. Le seul praticable, Fort Churchill, données fournies par rapport "Neptune" de M. Low—2659.

NAVIGATION DE LA RIVIERE A LA PLUIE.

M. Boyce—Gouvernement sait-il que navigation interrommpue sur rivière à la Pluie à cause encombrements de sable?—R. Oui, impossible trouver dragueur—1182.

NOYADE DE DUNCAN MACALLUM.

M. S. Hughes—Gouvernement connait-il dans quelles conditions Duncan Macallum s'est noyé dans canal de Trent près Kirkfield, les berges étaient-elles protégées??—R. Oui, McCallum trouvé noyé dans voiture dans rivière Green, pas de garde-fous, trous pour poser clôture par ordre ingénieur—4011.

M. S. Hughes—Gouvernement a-t-il payé quelque chose aux parents de feu P. McCallum, noyé au canal de Trent?—R. Gouvernement pas responsable—5180.

PORT DE BELLEVILLE.

M. Borden—Sous la surveillance de qui se font travaux au mur de revêtement de Belleville?—R. Sous surveillance commission du port—1447.

M. Porter—Demande détails sur commission du port de Belleville, travaux exécutés, surveillance du département de la marine?—R. Détails donnés, rapports une fois l'an, plans soumis au département de marine, travaux de $22,427, par Quinlan et Robertson. Se font conformément aux plans—2362.

M. Porter—Gouvernement fournit-il part des $22,427 dépensés pour construction du mur de revêtement du port de Belleville, quand dernier paiement fait?—R. Non, dernier paiement 26 nov. 1906—2719.

PORT DE PORT-BRUCE.

M. Marshall—Demande si restauration port de Port-Bruce se fera cette année?—R. A l'étude—4816.

QUESTIONS—*Suite.*

PORT DE TORONTO.

M. Macdonell—Quelle profondeur d'eau dans passe de l'est et de l'ouest respectivement, qui s'est plaint, a-t-on fait rapport de navire échoué, quels travaux exécutés?—R. 16 p. 6 et 9 p. 6; noms des associations s'étant plaintes, sinistres survenus, travaux exécutés—929.

POUVOIR HYDRAULIQUE RIVIERE OTONABEE.

M. Bennett—Force hydraulique au barrage nº 5 est-elle louée, quel prix—R. Otonabee Power Coy., Ltd., $1,250 par année—4761.

QUAI DE CROSS POINT.

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il acheté bois à Cross Point, de qui ?—R. Oui, noms donnés—1446.

QUAI DANS LE COMTE DE RICHMOND.

M. Bergeron—Gouvernement a-t-il acheté un quai dans comté de Richmond?—R. Oui, quai sur rivière Bourgeois, de A. J. Boyd, $1,000—1900.

QUAI DE HULL.

M. Perley—Combien de bateaux à vapeur se sont amarrés en 1906 au quai de Hull?—R. 83 et le "Victoria" deux fois par jour en été—2207.

QUAIS DU LAC NOMININGUE.

M. Perley—Combien de quais ont été construits au lac Nominingue; combien coûté, quelles recettes ?—R. Cinq, coût $4,154, pas de recettes—2207.

QUAI DE GREECE'S POINT.

M. Perley—Combien de bateaux à vapeur se sont servis du quai de Greece's Point en 1906?—R. Nil—2658.

QUAI DE GUNNING COVE, SHELBURNE, N.-E.

M. Perley—Y a-t-il chemin public au passage allant au quai de Gunning Cove ?—R. Non, pourparlers—2928.

QUAI A JEANNETTE.

M. Clement—Coût quai à la Jeannette et à l'embouchure de la Thames, surveillant?—R. $4,390.90; à la journée, Jacob Colby; $4,867, à la journée, J. B. Lefaivre—242.

QUAI A MURRAY-RIVER.

M. A. Martin—Quand terrains ont-ils été expropriés pour quai, sont-ils payés?—R. 22 juin 1906, paiement de terrain et dommage refusé, cause soumise à cour d'Echiquier—982.

QUAI DE NEW-CARLISLE.

M. Bergeron—Est-il vrai que quai construit l'année dernière détruit?—R. Non, $4,000 de dommages—1444.

QUAI DE NOUVELLE.

M. Bergeron—Quai construit dans ces deux dernières années à Nouvelle a-t-il été détruit?—R. Non, dommages $500—1445.

QUESTIONS—*Suite.*

QUAI DE L'ILE PANMURE.

M. Martin—Combien a coûté le quai, quand travaux commencés?—R. $1,981.40, commencés mai 1905—1608.

QUAI DE PASPEBIAC.

M. Bergeron—Quai de Paspebiac a-t-il été détruit?—R. Non, $5,000 de dommages—1445.

QUAI DE POINT-PRIM, (I. P.-E.)

M. A. A. McLean—Combien de soumissions reçues, laquelle acceptée?—R. Six, adjugé à Kimble, Coffin et John Quinn—5181.

QUAI BAIE DES SEPT ILES.

M. Monk—Quel prix payé pour quai baie des Sept Iles; soumissions ont-elles été demandées?—R. $90,304; pas de soumissions—4595.

QUAI A SACKVILLE (N.-B.).

M. Ganong—Gouvernement va-t-il construire quai à Sackville?—R. A l'étude—2661.

RELEVES DU CANAL DE TRENT.

M. Ward—Combien ont coûté levés du lac Rice, à Port Hope, à Cobourg, à Trenton?—R. $10,331, $11,793; $14,370—4815.

REMORQUEUR DANS PORT DE RUSTICO.

M. Maclean—Gouvernement a-t-il employé remorqueur dans port de Rustico en 1904, lequel, combien payé?—R. Remorqueurs Moffatt employés, payé en 1904, $1,608—591.

RETRAIT DES CHUTES NIAGARA.

M. Lancaster—Pourquoi manuscrit Spencer pas reçu?—R. Demande faite à M. Spencer conformément aux arrangements avec Commission géologique, pas de réponse—982.

SALLE D'EXERCICE DE BELLEVILLE.

M. Porter—Retards dans construction salle d'exercice de Belleville, rivalité de Woodstock?—R. Détails donnés—1446.

SALLE D'ARMES DE CHATAM.

M. Clements—Quand entrepreneurs seront-ils payés?—R. Quand bill des subsides sanctionné—4180.

SALLE D'EXERCICE DE LINDSAY, ONT.

M. S. Hughes—Gouvernement va-t-il construire salle d'exercice à Lindsay?—R. Attendre budget milice—232.

SUCCESSION SPARKS.

M. Bennett—A-t-on payé montant réclamation pour transformation en gare terminus de terrains loués de l'Etat?—R. Chiffre, réclamation arrêtée, pas payée en raison de négociations avec G.T.R. pour cette affaire—735.

TELEGRAPHE DU YUKON.

Hon. Foster—Recettes et dépenses en 1905?—R. $115,876, recettes; $229,351, dépenses—739.

QUESTIONS—*Suite.*

TRAVAUX DANS CANTONS DE L'EST.

M. Worthington—Quels travaux faits depuis 1896 dans Compton, Richmond et Sherbrooke?—R. Demander état—2665.

TRAVAUX SUR CRIQUE GIBSON, I.P.-E.

M. A. Martin—Privilèges ont-ils été accordés pour pose tuyaux côté est crique Gibson sur propriété James Maher, a-t-on payés?—R. Oui, paiement refusé, soumis à cour d'Echiquier—2660.

TRAVAUX A PORT-COLBORNE.

M. Bennett—Quels montants dépensés jusqu'à présent par chemins de fer et Travaux publics?—R. Chemins de fer $1,430,-247.68; Travaux publics, $828,187.85—501.

M. Bennett—Contrat a-t-il été donné pour élévateur, combien de boisseaux?—R. Oui, 800,000 boisseaux—501.

TRAVAUX PAR E. A. WALBERG.

M. Ames—Quels travaux se rattachant aux chemins de fer de l'Etat exécutés par E. A. Walberg, où est le siège de la compagnie?—R. Liste des travaux, siège de compagnie à Montréal—1088.

TUNNEL DE L'I.P.-E.

M. Lefurgey—Gouvernement a-t-il fait enquête au sujet du tunnel?—R. Non, fait étudier renseignements à sa disposition—978.

M. J. J. Hughes—Gouvernement fera-t-il faire étude prix et praticabilité d'un tunnel ou d'un pont pour relier I.P.-E. à terre ferme par détroit de Northumberland?—R. Gouvernement fera en sorte d'avoir informations pour prochaine session, si ingénieurs gouvernement suffisent pas, prendra expert—6564.

RAPPORTS.

RAPPORTS DEPOSES.

Rapports des bibliothécaires pour 1906 (M. l'Orateur)—6.

Comptes publics 1906:—227; rapport ministère Marine et Pêcheries (sir W. Laurier)—227; relevés du commerce et de la navigation (Sir W. Laurier)—227; rapport du directeur général des Postes (Sir W. Laurier)—227; rapport du département du Travail (Sir W. Laurier)—227; rapport de l'inspecteur des Poids et mesures (Hon. W. Templeman)—227.

Ordonnances rendues par le conseil du Yukon en 1906 (Sir W. Laurier)—284.

Commission des voies fluviales internationales (Hon. S. Fisher)—533; tableaux de population du N.-O. recensement 1906 (Hon. S. Fisher)—533.

Rapport du ministère du Revenu de l'intérieur (Hon. W. Templeman)—1130.

Rapport de l'Auditeur général, 1906, 3e vol. (Hon Fielding)—1158; rapport de la police fédérale (Hon. Aylesworth)—1158; rapport du ministère des Chemins de fer et Canaux, 1906 (Hon. Emmerson)—1158; rapport du ministre de l'Intérieur, 1906 (Hon. F. Oliver); rapport du département des affaires des sauvages, 1906 (Hon. F. Oliver)—1158; procès verbaux de la conférence avec premiers ministres provinciaux, 1906 (Sir W. Laurier)—1158.

RAPPORTS DEPOSES—*Suite.*

Rapport concernant les pénitenciers, pour 1906 (Hon. Aylesworth)—1339.

Rapport du ministre des Travaux publics, pour 1906 (hon. S. Fisher)—1898.

Rapport de l'auditeur général, vol. 1 (Hon. Fielding)—2561.

Balance du rapport de l'auditeur général (Hon. Fielding)—2815; recensement, Manitoba, Saskatchewan et Alberta (Hon. Fisher)—2815.

Rapport du ministre de l'Industrie et du Commerce (Hon. W. Paterson)—2.15.

Rapport de la gendarmerie royale du N.-O. 1906 (Sir W. Laurier)—3661 ; rapport de l'auditeur général (postes et gendarmerie) (Hon. Fisher)—3661.

Rapport de l'auditeur général, Vol. II (Hon. Fielding)—4138.

Rapport du département de la Marine et des Pêcheries (Hon. Fielding)—4663.

Rapport de ministère de Milice et Défense pour 1906 (Sir Fred. Borden)—5241.

Rapport du Secrétaire d'Etat jusqu'au 31 décembre 1906 (Hon. Fielding)—7999; liste des actionnaires des banques autorisées (Hon. Fielding)—7999; recensement des salaires par professions (Hon. Fisher)—7999.

RESOLUTIONS.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT :

ACTE DES DOUANES.

Hon. Paterson—Donne avis de discussion ultérieure de résolutions modifiant Acte des douanes—5018.

En comité sur résolution pour modifier Acte des douanes; chap. 48 relatif aux navires pénétrant par goulet d'Annapolis 6969 ; froissements entre Digby et Annapolis—6969; chap. 41 supprimé et remplacé par nouveau—6969 ; pour supprimer froissement à propos menues remises pour argent comptant—6970; réduira recettes mais compensera l'augmentation causée par article nouveau relatif à emballage—6970 ; en somme remise pour argent comptant exemptée de droits jusqu'à concurrence 2½ p.c.—6971.

M. Lalor—Si un acheteur est assez malheureux pour ne pas pouvoir payer comptant, il ne devrait pas pour cela payer plus de droits—6972 ; demande si ministre a pris mesures pour empêcher articles allemands venant par voie anglaise de jouir du tarif de préférence—6973.

Hon. Paterson—La faute est aux exportateurs anglais—6974; c'est le commerce de leur pays qui en souffre—6974.

Paragraphe 2—6974.

Hon Paterson—Pour accroître réduction allouée sur marchandises endommagées—6974; alloue actuellement réduction de 75 p.c. de la valeur du dommage, allouera 85 p.c.—6974.

M. W. F. Maclean—Demande qui met en vigueur loi de douanes prescrivant emprisonnement ou amende pour infraction—6974.

Hon. Paterson—Ministre des Douanes fait une dénonciation—6975.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

ACTE DES DOUANES—*Suite.*

M. Maclean—Lit article 146 de la Loi des Douanes—6975; art. 146—6975; le procureur général du Canada est donc au service du ministre des Douanes pour faire respecter la loi—6976.

Art. 7—Exportation d'articles jouissant de primes—6977.

Hon. M. Paterson—A l'avenir, il ne sera plus payé de prime pour fer et acier exportés du pays—6977; disposition pour faire rembourser prime sur fer ou acier exportés—6977.

M. Kemp—Signale lettre à propos cigares vendus sur chemin de fer du Michigan Central sans étiquette d'importation—6977.

Hon. Paterson—Rapport et paiement mensuels—6977.

M. W. F. Maclean—Signale esprit de vin canadien embouteillé comme whiskey écossais, eau-de-vie française—6978 ; le fisc perd la différence entre droit d'accise et droit d'importation—6978.

Hon. Templeman—Violation de la loi des mélanges—6978; étudiera question—6978.

Hon. Paterson—Différence de 50 cents par gallon entre les droits—6978.

Résolutions rapportées et adoptées—6979.

CINQUIEMES PROVISOIRES.

Hon. Fielding—Propose que somme équivalente au cinquième des crédits portés au budget soit accordée à Sa Majesté—5565.

Adoptée—5565.

COMMISSION DU PORT DE MONTREAL.

Hon. M. Fielding—Propose discussion ultérieure de résolution relative à la commission du port de Montréal—5954; texte, 5954 ; adoptée—5955.

En comité général, texte résolution—7249.

Hon. Fielding—Avances autorisées depuis 1896, $8,250,000—7250; avances faites jusqu'à ce jour, $7,250,000—7250; reste $1,000,000 au crédit—7250; résolution demande d'ajouter $3,000,000—7250;grands travaux en train—7250; intérêts régulièrement payés, mais pas par Montréal, par le commerce du pays tout entier—7250; prêt à 25 ans—7250.

M. Bergeron—Illusion—7250; prêts jamais remboursés—7250 ; prêts à corporation par gouvernement sont des fictions, exemple Grand-Tronc, Québec, Trois-Rivières—7251; gouvernement ferait mieux administrer lui-même—7251; scandale de l'ancienne commission du port de Montréal—7251; faudra voir nouvelle commission à l'œuvre—7251.

Hon. Foster—Manque de plan d'ensemble—7252; tous les ports négligés sauf Montréal, Québec et Trois-Rivières—7252; port Saint-Jean maltraité—7252; inégalité, sinon favoritisme—7252; plaide pour Halifax, Saint-Jean, Vancouver, Victoria—7253.

Hon. R. Lemieux—Et Gaspé?—7253.

Hon. Fisher—Impossible d'avoir déjà fait plans et estimations pour tous nos ports—7254; rien n'empêche de répondre aux

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
COMMISSION DU PORT DE MONTREAL—*Suite.*
Hon. S. Fisher—*Suite.*
besoins les plus urgents—7254; si nous faisions un plan général avec un pays nouveau comme le Canada où les conditions changent constamment, il faudrait peut-être tout changer une fois la moitié faite—7254; plans de Montréal exécutés avec les modifications qu'inspirent chaque jour les experts—7284; et qu'imposent les nécessités nouvelles—7255; plans et travaux approuvés par ministère Marine—7255; travaux à exécuter à même argent demandé, détails—7256; prendront deux ans—7256; réclamation Peter Lyall pour changements au devis de hangars permanents—7256; sentence arbitrale de $350,000 au lieu $650,000 demandés—7257; historiques changements—7257.
M. Bergeron—Remise du dépôt Connors—7257; aptitudes des nouveaux commissaires du port—7258; ne croit pas que Montréal ait applaudi à nomination—7258; Montréal pas consulté—7258; regrette qu'on n'ait pas dépensé plus d'argent à Saint-Jean, Halifax, Vancouver et Victoria—7258; commission du port responsable de réclamation Lyall—7259.
M. H. Gervais—Somme demandée insuffisante—7259; la commission du port a été toujours une cause de retards des travaux—7259; travaux s'exécutaient plus promptement du temps des ingénieurs de la Marine Royale—7259; cinq genres de travaux à exécuter pour mettre port de Montréal en état de répondre aux besoins—7260; pavage des quais et des jetées—7260; outillage, grues hydrauliques—7260; amélioration service douanier—7261; construction d'une cale sèche—7260; il faudrait demander dix millions pour répondre aux nécessités—7262; ce ne sont pas de grands élévateurs qu'on a besoin, mais des élévateurs flottant—7262; primes d'indemnité pour retard de chargement—7262.
M. Bennett—Elévateurs de l'Etat à Montréal, Saint-Jean et Halifax, monuments de l'incapacité du gouvernement—7264.
Hon. Fielding—Elévateurs Saint-Jean et Halifax bâtis à la demande de la population—7264; qui a largement contribué à leur érection—7264.
M. Daniel—L'élévateur de Saint-Jean a fait cette année, beaucoup de besogne—7264.
Hon. Foster—C'est au gouvernement de forcer le Grand-Tronc à tenir parole et à apporter des produits de l'ouest aux Provinces maritimes—7268; c'était la raison d'être de l'achat du Drummond—7266; sur l'argent voté, il va falloir d'abord payer $350,000 de réclamations à un entrepreneur—7266; il est exorbitant de dépenser deux millions et demi pour des hangars—7266; $250,000 pour reconstruire un quai à la Dominion Coal Company—7267; discussion successive des dépenses annoncées—7268.
Hon. Fisher—Détail des hangars permanents—7269; discussion des changements—7270; explication des chemins de fer élevés—7270; chargement des élévateurs, charroyage—7271; quai de la Dominion Coal—7272; pavage des quais—7272; système de transport sous contrôle commission—7273; passerelle de l'île Ste-Hélène—7273; M. Cowie ingénieur intérimaire depuis retraite de M. Kennedy—7273; si on refusait argent pour améliorer et outiller le port, il ne pourrait plus payer les intérêts de sa dette—7274.
Hon. Foster—Explications complètes—7274; personne ne s'oppose au développement du port de Montréal—7274; on devrait essayer traction électrique—7275; bonne idée pour la commission de prendre charge de la traction—7276.
M. Sproule—Changements de plans—7276; M. Peter Lyall président de l'Association libérale de Montréal—7277; argent a dû être dépensé dans son élection—7277.
M. M. Martin—A Montréal, nous faisons les élections avec notre argent—7277.
M. Sproule—Un jour viendra où l'on nous demandera de faire cadeau à Montréal de tout l'argent prêté, sous prétexte que Montréal est un port national—7278.
M. Gervais—Le port de Montréal vaut aujourd'hui $30,000,000—7278; là-dessus, le gouvernement du Canada a contribué à peine $5,000,000—7278; Montréal devrait avoir une école de marine—7279.
M. Sproule—Le contrat Connors—7280.
M. Bickerdike—M. Sproule est nerveux toutes les fois qu'il s'agit de Montréal—7280; pas un port ou une ville, de Vancouver à Halifax, n'a reçu du gouvernement moins que Montréal—7280; explique l'affaire Connors, pas un sou du gouvernement en jeu—7281; M. Peter Lyall, seulement président honoraire du club Libéral—7281; président de la Caledonian Society—7282; son crime est d'être bon libéral et bon Ecossais—7282; le gouvernement a dans le port de Montréal la plus belle propriété qui existe dans tout le Canada—7282.
Hon. Fisher—Administrée par l'Etat, elle ne pourrait pas donner les revenus qu'elle rapporte maintenant—7282.
M. Marshall—Bien que les travaux coûtent cher, il vaut mieux les faire maintenant pendant que le besoin en est pressant—7283.
M. Ames—Gouvernement devrait avoir pour transports plan comme commission au port Montréal en a pour ses améliorations—7283; population satisfaite—7283; bonne voie—7283.
Hon. Foster—La candidature Lyall—7284.
M. Ames—Est convaincu que personnellement M. Lyall ne connaissait rien des fraudes électorales—7285.
M. Geoffrion—Honorabilité de M. Lyall—7286; absurde que changements faits aux plans des hangars inspirés par dessins électoraux—7285; les membres conservateurs de la commisison ne l'auraient pas permis—7286.
M. Bickerdike—Pendant les deux dernières années, le port de Montréal a été administré par conservateurs—7286.
Résolution rapportée, lue 2e fois, adoptée—7286.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

COUR DE L'ECHIQUIER.

Hon. Aylesworth—Dépose résolution portant à $3,000, salaire régistraire cour d'échiquier—6443.

En comité général—7458; texte résolution—7458.

Hon. Aylesworth—Augmentation justifiée pour M. Audette—7458; registraire cour suprême à $4,000—7458; a quelquefois dépôts en main de $1,000,000—7458.

M. R. L. Borden—Proposition devrait passer d'emblée—7460.

Résolution rapportée, lue 2e fois, adoptée—7460.

COURS SUPREMES D'ALBERTA ET DE SASKATCHEWAN.

Hon. Aylesworth—Dépose résolution relative aux traitements des différents juges des tribunaux de l'Alberta et de la Saskatchewan—6564.

En comité général—7648; texte résolution—7648.

Hon. Aylesworth—Etat actuel des tribunaux—7648; nouvelle organisation—7649; quinze juges à nommer—7649.

M. Maclean—On pourrait en supprimer quinze en Ontario et les leur envoyer—7650.

Hon. Aylesworth—C'est l'affaire du gouvernement d'Ontario—7650.

Résolution, rapportée, lue 1re et 2e fois, adoptée—7650.

ENTREPOTS GLACIERES.

Hon. S. Fisher—Dépose résolution à l'effet que gouvernement devrait encourager construction entrepôts frigorifiques en accordant aide à construction—534; rappelle observations faites au début de la session et que le gouvernement a approuvées—534; pas de politique—534; beaucoup fait déjà au point de vue des transports frigorifiques—534; toujours convaincu première besogne du gouvernement consiste à éclairer opinion publique avant d'adopter un plan développé—535; opinion publique maintenant éduquée—535; à propos que le gouvernement assiste maintenant entreprise particulière—535; intérêt exige que cet encouragement commence au prochain exercice—535; a décidé de demander au Parlement $100,000 pour l'exercice commençant 1er juillet prochain pour encourager établissement d'entrepôts-glacières pour transporter et conserver produits périssables canadiens—536; conditions à imposer—536; loi de 1897—536; projet de M. Cochrane—536; danger d'un monopole—537; le gouvernement n'est pas disposé à garantir les actions d'une compagnie commerciale—537; arrangements faits en 1897 avec compagnies de navigations avaient donné des résultats satisfaisants—538; le gouvernement payait somme égale à celle dépensée par compagnies pour installation de frigorifiques—538; ce système a fait l'éducation des compagnies, la subvention a été supprimée, mais le principe subsiste—538; principe du projet gouvernemental—540; gouvernement décidera de l'importance de

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

ENTREPOTS GLACIERES—*Suite.*

Hon. S. Fisher—*Suite.*

l'entrepôt à établir avant d'y coopérer—540; gouvernement aura contrôle tarif et température—540; conditions et répartion des versements de l'assistance financière—540; pas d'assistance aux entrepôts déjà établis—541; aucun établissement ne sera subventionné en concurrence à ceux anciennement établis—542.

M. Talbot—Projet de halle au beurre et au fromage de St-Charles de Bellechasse—542; syndicat de cultivateurs offrait pour même subvention de faire ce qu'on veut faire faire par compagnie—542.

Motion pour discussion ultérieure adoptée—542.

Hon. S. Fisher—Propose formation en comité sur résolution—681.; gouvernement a attendu pour intervenir que succès des entreprises frigorifiques fût assuré—682; maintenant raisonnablement certain que ce sont des entreprises avantageuses—682; vient au secours des capitalistes engagés—682; les beurreries de l'Alberta, leur histoire—682; ce qu'a fait l'aide du gouvernement—683; succès complet—683; l'impulsion donnée par l'assistance aux compartiments froids sur steamers—683; le besoin des entrepôts frigorifiques, maintenant compris de tout le monde—683; il faut cependant encourager l'initiative—684; Ontario a besoin d'entrepôts frigorifiques pour ses pommes—684; pertes de la récolte—685; coût des entrepôts frigorifiques—685; dépend de la valeur des articles entreposés—685; coûteux pour les pommes—685; entrepôts pour poisson demandés par provinces maritimes—686; conditions: gouvernement fixera le coût d'entreposage—686; service d'utilité publique, pas entreprise absolument privée—686; température sera sujette à l'approbation du gouvernement—687; pas de concurrence aux entrepôts existant—687; il faudra étudier les localités et la distance à laquelle devront se trouver les entrepôts—687; gouvernement règlera dimensions et capacité—687; inspectera tenue et fonctionnement—688; veut encourager les gens à mettre de l'argent dans entrepôts avec assurance de ne pas perdre leurs capitaux—688; subvention de 30 pour 100 du coût—688; répartition—688; bill en préparation—689; moyens étudiés pour assurer continuité des entrepôts après subvention—690; assurance de succès—690; crédit de $100,000 demandé représente premier paiement de prime de 10 pour 100 sur un placement d'un million—690; les entrepôts contiendront divers compartiments ou glacières pour différents produits, il n'y aura pas besoin d'un entrepôt pour chaque espèce de produit—692; l'idée est d'aider l'ensemble de l'opération, achat de terrain, etc.—692; un certain nombre de plans déjà préparés au département—692; préfère que les particuliers aient leur architecte—693; le gouvernement en tout cas, avant d'approuver la chose, veut l'avoir étudiée—693.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

ENTREPOTS GLACIERES—*Suite.*

M. Taylor—Approuve projet—694; redoute instincts dépensiers du ministre de l'Agriculture—694; brochure électorale, "Political Pointer" n° 2, 1902—694; éloge Fisher—694; M. Everetts au cercle des fromagers de Brockville—697; reproches de fermeture des chambres de maturation—698; les stations d'engraissage des poulets—699; toutes les villes ont des entrepôts frigorifiques maintenant—699; stratagème politique—699.

M. Derbyshire—L'avantage des chambres de maturation—700; le comté de Leeds et la chambre de maturation de Brockville 700; les chambres de maturation, les wagons glacières et les compartiments froids sur les steamers pour transporter le fromage en Angleterre ont ajouté par année $3,500,000 à notre actif depuis l'avènement du parti libéral—700.

M. Sproule—Redoute que le choix des emplacements laissé au ministre ne soit un instrument de faveur politique—702; c'est l'hon. Carling qui a conçu l'idée des chambres de maturation—702; les cultivateurs ne peuvent expédier leurs prunes faute de frigorifiques—704; approuvera le projet du ministre si on prend des précautions—705.

M. M. S. Schell—S'il y a eu un département bien administré, c'est celui de l'agriculture—705; particulièrement la section des fromages et des chambres de maturation—705; on a exagéré les dépenses—706 ; le fromage qui a passé par ces chambres vaut ½ct. de plus la livre—706; maintenant toutes les fromageries ont de ces chambres—706; on gagne environ deux livres par meule—706; le fromage canadien occupe 75 p.c. du marché anglais et se paie 2 cts. la livre plus cher que le fromage américain—707; il y a longtemps que l'on demande ces entrepôts, mais le capital est timide—707; peut-être, avec cette garantie de 30 p.c. les capitalistes risqueront-ils le reste—707 ; l'exportation des poulets par frigorifiques—708; les entrepôts frigorifiques pour la conservation des pommes de terre—708; les pommes canadiennes et les frigorifiques—708; demande que le paiement de la subvention de 30 p.c. se fasse en bloc et non en quatre versements—709; les bailleurs de fonds perdront $1,500 d'intérêt—709.

M. E. D. Smith—Tout ce qui luit n'est pas or—709; désire savoir comment on ne commettra pas d'injustice à l'égard des entrepôts existant—710 ; perspective des entrepôts frigorifiques si considérable que ministre pourrait bien avant trois ans être appelé à dépenser beaucoup plus qu'il ne s'y attend—710; vogue du fromage canadien pas due aux chambres de maturation, mais à qualité—710 ; nécessité d'absence de politique—711 ; l'initiateur des transports frigorifiques en Angleterre, l'hon. D. Montague—711; l'œuvre du Dr Montague—712; réglementation des tarifs et des températures—712; effet de la négligence de conserver ce contrôle sur steamers subventionnés—712; élection partielle de Wentworth—713; discours Fisher à an-

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

ENTREPOTS GLACIERES—*Suite.*

M. E. D. Smith—*Suite.*

caster—713; citations du discours Smith à la dernière session sur les températures—714; négligence du ministre—717; les températures pour les pommes, les pèches et les poires—718; cas de différents navires—718; admet que tous les navires cités ne sont pas subventionnés—722; dans les compagnies de navigation, le ministre n'a conservé le contrôle de la température que pendant la durée de la prime—722; il aurait dû le conserver tout le temps—722; préférerait prime payée en bloc—722.

M. T. Chisolm—La nécessité d'entrepôts frigorifiques est prouvée—722; mais la chaîne frigorifique n'est pas complète, il faut des frigorifiques aux têtes de ligne—723; le ministre de l'Agriculture fait là une bonne œuvre—723; ne s'occupe pas de ce que pensent les politiciens—723 ; sauve les agriculteurs du monopole—723; les entrepôts frigorifiques et la péninsule du Niagara—723; les fils de cultivateurs pourront s'établir avec leurs pères—724; les tramways électriques dans la culture—724; exemple du Michigan—724 ; les larmes du Niagara—725; ce systme d'entrepôts éternisera Laurier au pouvoir—725.

Motion de formation en comité adoptée; en comité—725.

M. Henderson—Se range à l'idée qu'il faudrait des frigorifiques dans les ports, tant au Canada qu'en Angleterre—726; but visé est excellent—726.

Hon. Fisher—Admet nécessité d'entrepôts aux ports étrangers, mais ne voit pas moyen—726.

M. Sproule—Réalisé par Danemark—726.

M. R. L. Borden—Nécessité d'entrepôts aux têtes de ligne—726; projet sage, mais pas complet—727.

Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois, adoptées—727.

INSPECTION DES CONSERVES ALIMENTAIRES.

Hon. S. Fisher—Dépose résolution pour discussion ultérieure: qu'il est à propos passer acte d'inspection de conserves alimentaires, viande et poisson et nommer inspecteurs—543.

En comité—832.

Hon. Fisher—Inquiétude causée par révélations faites aux Etats-Unis—833; enquête faite au Canada par M. W. W. Moore du service des installations frigorifiques—833; dans des grandes lignes le rapport indique situation satisfaisante—833 établissements répartis dans tout le pays, au Canada, conditions d'aération existantes—834; classe supérieure d'employés—834; conditions sanitaires satisfaisantes—834; cependant, pas d'inspection, d'où certaines infractions—834 ; rigueurs à l'étranger pour conserves d'exportations venant d'Amérique—834; l'Allemagne et le porc américain—834; loi passée aux E.-U pour marquage et inspection—835; néces-

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

INSPECTION DES CONSERVES ALIMENTAIRES—*Suite.*

Hon. S. Fisher—*Suite.*

sité de ne pas laisser devancer le Canada par les autres pays—835; deux lois canadiennes existantes, mais insuffisantes —836 ; dispositions du bill couvrant toutes conserves : viandes, légumes et fruit —836; s'applique à tous les récipients——836; inspecteur pour examiner animaux avant abattage et viande avant empaquetage—836; permis d'ouvrir les boîtes—836; obligation de porter marque d'inspection—836; dispositions pour fabriques de conserves, de légumes et fruits—837; inspection des conserves de fruits—838; la question de l'opportunité d'inclure dans marque la date d'empaquetage est laissée ouverte à la discussion—838; les consommateurs ont évidemment une tendance à ne pas vouloir acheter les vieilles conserves—838.

M. Marshall—L'inscription de la date nuira considérablement à l'industrie des conserves—839.

Hon. Fisher—Il faudra deux inspecteurs par fabrique—840; le gouvernement paiera les frais d'inspection—840.

M. Marshall—Exploite trente fabriques et fait, à lui seul, l'inspection—840.

M. Monk—Demande qui a sollicité une loi de cette nature—842.

M. Fisher—Reprend historique de l'inspection aux E.-U.—842; loi canadienne rédigée après consultation avec ministre de la justice—843; pas d'empiètement sur droits législatifs provinciaux—844; tout article rejeté par l'inspecteur sera détruit sous ses yeux—844.

M. R. L. Borden—Entraves au commerce interprovincial—844; voudrait savoir si les révélations faites aux E.-U. ont nui aux commerce canadien—846

Hon. Fisher—On achète en Angleterre moins de conserves qu'autrefois—846; difficulté de discerner provenance—846; réglements municipaux—847; enquêtes faites au Canada par France et Allemagne—847.

M. Lalor—Existence de la date sur les boîtes nuirait surtout aux petits détaillants 848; convaincu que tous les fabricants de conserve aideront l'application d'une loi raisonnable—848.

M. Monk—S'inquiète du prix d'application de la loi—849; ne croit pas qu'à l'étranger on tienne grand compte des certificats d'inspecteurs—849.

Hon. Fisher—Prix évalué d'application de la loi $60,000 par année—849; valeur totale du commerce extérieur de conserves évaluée à $20,000,000—849; aucune chambre de commerce n'a demandé cette loi—849; la France a accepté la loi américaine —850; la loi s'applique aux maisons faisant le commerce d'exportation ou le commerce interprovincial—850.

M. Kemp—Heureux qu'enquête ait constaté situation satisfaisante—851 ; demande si ministre a reçu protestation de fabricants—852.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

INSPECTION DES CONSERVES ALIMENTAIRES—*Suite.*

M. Macpherson—Répercussion sur marché de Londres des révélations de Chicago—852; ont atteint conserves de saumon de la Colombie-Anglaise—852; désireux de voir classer poissons avec viandes—852; rien de plus propre que conserves de poisson de la Colombie-Anglaise—852 ; demande que tout soit fait pour rétablir réputation conserves de saumon—852; en Angleterre le sceau du gouvernement sur un produit inspire confiance—852; facilité d'inspection, groupement des fabriques, tout l'empaquetage se fait en six mois—853; commerce annuel de $7,500,000—853.

M. Robitaille—Le ministre de l'Agriculture n'avait pas à attendre que la loi fût demandée—853; il a bien fait de prendre l'initiative—853; la loi est une protection pour honnêtes fabricants—853; irrégularités dans la fabrication de certaines conserves—853 ; l'examen microscopique en France—854; les matières colorantes—854; l'acide muriatique—854.

M. Monk—Pas de demandes officielles—854; l'armée future des inspecteurs—855.

M. Marshall—Croit que $30,000 suffiront pour inspection—856; la loi est bonne, sauf la question d'inscription de la date d'empaquetage—856.

M. Stockton—La loi ne protège pas la santé publique contre conserves fabriquées et consommées dans la même province—857.

Hon. Fisher—Pour éviter difficultés constitutionnelles—857; les municipalités ont plein pouvoir—857; l'opposition a coutume de reprocher au gouvernement de manquer de prévision—858; l'affaire des terrains houillers—858; M. Monk lui reproche maintenant de prendre une initiative pour protéger le commerce et le public—858 ; communication de M. Harrison Watson agent canadien de l'Institut Imperial de Londres sur enquête faite au sujet des produits canadiens à Londres—858; lettre de Glasgow—859; si l'inspection des poissons se fait comme celle des viandes, dépense sera plus élevée—860.

M. Stockton—Ne comprend pas difficulté constitutionnelle—861.

M. Taylor—Inspection avec gouvernement conservateur coûterait $30,000, avec libéraux coûtera $200,000—861 ; un amendement au code criminel aurait plus d'effet que cette loi—862; l'emprisonnement des délinquants rassurerait le public—862 ; l'inspection du bacon—862; la loi d'inspection du Revenu de l'intérieur n'est pas appliquée—862 ; proposition d'inspection de l'oléomargarine en 1886—863 ; discussion, opinion Jackson, opinion Fisher—864.

Hon. Fisher—Le venin politique de M. Taylor est implacable—864; un amendement au code criminel ne rencontrerait pas le cas prévu par ce bill—864.

M. Lancaster—Réclame courtoisie pour l'opposition—865; protéger les consommateurs canadiens d'abord—864; en faveur de l'emprisonnement pour quiconque vend des produits délétères—866.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

INSPECTION DES CONSERVES ALIMENTAIRES—*Suite.*

M. Ganong—Vieilles doctrines, nouvelles opinions—866; les pêcheries de l'Atlantique et celles du Pacifique ne peuvent pas être mises sur même pied quant à l'inspection—866; subdivision des fabriques sur l'Atlantique—867; il faudra une école des inspecteurs—867; grande dépense pour peu de résultat—867.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e fois, adoptée—868.

PENSIONS MILITAIRES.

Sir F. Borden—Propose discussion ultérieure de résolution autorisant officiers du cadre de se prévaloir de l'acte des pensions de la milice—4761.

En comité—5814.

Sir Fred. Borden—Explication du terme "hors cadre"—5814; officiers de l'artillerie royale par exemple acceptant emploi civil au Canada ou ailleurs—5814; la loi leur permet de contribuer à payer son 5 p.c. au fonds de pension canadien sur le même pied que lors de leur retrait des cadres de la milice—5815; le cas du colonel Fiset— 5815.

Réslution rapportée—5815; lue 2e fois et adoptée.

PENSIONS DE RETRAITE AUX EMPLOYES DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

Hon. Emmerson—Propose discussion ultétérieure de résolution prescrivant qu'il est à propos de pourvoir à des pensions de retraite pour employés de l'I.C.R. et chemin de fer de l'I.P.-E., et d'autoriser Sa Majesté à contribuer à même les recettes brutes des chemins de fer pour somme n'excédant pas $100,000—1344; consentement de S.E.—1344.

Hon. Emmerson—Propose que la Chambre se forme en comité—1523; question déjà étudiée et discutée par département des Chemins de fer et par employés—1524 ; soumise à commission des chemins de fer—1524 ; entente entre employés et département sur projet soumis—1524; pas de charité, projet impliquant responsabilité, indépendance et respect—1524 ; économie du projet: retenue de 1½ pour 100 sur salaires et addition de 1½ pour 100 par gouvernement pour constituer fonds —1524; caisse de prévoyance et non pension—1525; ce sont les employés eux-mêmes qui ont demandé à contribuer—1525; le nombre des employés de l'Intercolonial—1526; les vieux employés des anciens régimes—1526; personnel par mille 5.5, sur I.C.R. et chemin de fer I.P.-E.—1526; tableau des employés sur lignes américaines—1528; moyenne aux Etats-Unis, 6.11—1529; conséquence de l'établissement du service sera radiation des employés incapables de rendre des services —1529; il était impossible de les renvoyer plus tôt—1530; dispositions générales du bill projeté—1530; le fond appartiendra à Sa Majesté—1530; siège à Moncton—1530; catégories de participants créées—1530 ; l'allocation mensuelle sera 1½ du salaire

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

PENSIONS DE RETRAITE AUX EMPLOYES DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

mensuel reçu dans les dix années ayant précédé la retraite multiplié par nombre d'années de service—1531; jamais inférieur à $20—1532; la loi s'applique immédiatement, les employés depuis longtemps au service recevront une retraite—1534 ; le chemin de fer y gagnera de ne plus payer de traitement—1534; loi sera obligatoire—1534; limite d'âge fixée pour entrer en emploi—1534; examen médical obligatoire—1534; environ 8,000 employés participeront à la loi—1536; arrangements du C.P.R.—1536; l'ancienne caisse d'assurance de l'Intercolonial continue à subsister—1536; la présente loi n'est pas une loi d'assurance, mais de prévoyance—1538; si un employé mourait après avoir fait vingt ans ses versements, sa famille recevrait le total des contributions—1538.

Hon. Haggart—Rien à redire au projet—1539; peu de comparaison—1549; la quantité du nombres d'employés doit dépendre du travail à faire et non de la longueur de parcours—1540; la mesure est une de celles qu'il aurait lui-même proposées—1540.

M. R. L. Borden—Approuve le principe—1541; le principe de la loi est l'opposé du bill Mulock en 1897 pour abolir les pensions de retraite—1542.

M. Pringle—Approuve principe—1542; pas de mendicité—1542; discours Bismark au Reichsburg—1542; établissement de secours aux vieillards dans certaines contrées—1543; a déposé motion générale dans ce sens—1543; sera discutée dans quelques jours—1543; principe contribution obligatoire rejeté en Angleterre—1544 ; lord Aberdare—1544.

M. H. Logan—Se réjouit présentation mesure—1544; mais vient un peu tard—1544; si les employés ont demandé à contribuer eux-mêmes au fonds, c'est leur affaire—1545; veulent accroître le chiffre—1545; compagnies américaines où le fonds n'est pas basé sur contribution des employés —1545; bill approuvé de tous, seules pensions pas populaires, celles des anciens ministres—1546.

Hon. Foster—Demande exposé sommaire des systèmes de cette nature existants—1546; la loi oblige à payer des pensions à des gens qui ont déjà été conservés au service plus qu'il n'était légitime—1548; les employés actuels devront payer pour eux, c'est une injustice—1548; ces employés-là devraient être mis à la pension au moyen de prélèvement sur recettes—1548; on peut faire de l'agitation politique ou populaire contre les pensions, mais c'est le seul système humain qui existe—1549.

En comité—1549.

M. Lennox—La résolution prévoit la constitution de rentes viagères—1550; par conséquent, ceux qui décèdent n'ont droit à rien, à aucun remboursement—1550.

Hon. Emmerson—Ces remboursements sont une question administrative—1551; n'ont rien à voir avec pensions décrétées—1551.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

PENSIONS DE RETRAITE AUX EMPLOYES DES CHEMINS DE FER DE L'ETAT—*Suite.*

Résolution rapportée, lue 2e fois, adoptée —1551.

En comité général sur résolution—texte—7432.

COMPAGNIE DU PONT DE QUEBEC.

Hon. Fielding—Donne avis de résolutions relatives au pont de Québec—7096; approuvées par S.E.—7096.

Hon. Fielding—Pont considéré comme en-

Hon. Fielding—Tout considéré comme entreprise nationale—7432; différentes étapes des garanties du gouvernement—7432; emprunts aux banques sur garantie du gouvernement—7433; avances à 51 p.c.—7434; le gouvernement va se substituer aux banques et prendre les propres actions qu'il a garanties au pair—7432 ; de cette façon, versera $6,678,200 à 3 p.c.—7432; gouvernement a un surveilllant sur les lieux—7436; il faudra augmenter la somme nécessaire à la construction du pont—7436; acier a augmenté—7436; superstructure coûte plus cher qu'on ne s'y attendait—7436; état des travaux—7437.

M. Perley—Souhaite succès au pont de Québec—7437; arrangements financiers peu sages—7437; garantie et avance $6,678,200 sur entreprise dont capital versé est de $265,588—7437; espère que l'entreprise pourrra être passée à puissante compagnie de terminus—7438; comparaison avec mesures financières prises pour pont de New-Westminster, C.-A.—7434; les entreprises provinciales—7440; a censuré déjà le gouvernement pour se charger d'entreprises de nature purement provinciale —7440; s'il en subventionne quelques-unes, doit les subventionner toutes—7441.

Hon. Fielding—De tout temps gouvernement a subventionné des ponts sur rivières navigables—7441; n'a pas refusé subvention au chemin de fer Témiscamingue parce que c'était une entreprise provinciale—7442; mais parce que entrepris par province elle-même—7442; même chose pour N.-E.—7442.

M. Kennedy—Plaintes quant à refus subvention fédérale au pont de Westminster sont inspirées par candidat conservateur défait—7442; en faveur cependant abolition de péages—7442.

M. Sproule—Soupçonne que l'argent payé a été employé à d'autres fins qu'aux travaux—7446.

Hon. Foster—Demande si aucunes obligations vendues—7446.

Hon. Fielding—Toutes tenues en garantie —7446; seront toutes livrées—7447.

Résolutions rapportées, lues 2e fois, adoptées—7447.

PRIMES SUR LE FER ET L'ACIER.

Hon. Fielding—Donne lecture de résolution approuvée par Son Excellence instituant nouvelle disposition de primes sur fer et acier—6064.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

PRIMES SUR LE FER ET L'ACIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Demande inscription à l'ordre du jour de résolutions relatives aux primes sur le fer et l'acier figurant au tarif—4762; texte—4762.

Hon. Fielding—Pétition reçues contre système des primes—7653 ; protection nécessaire à l'industrie du fer et de l'acier —7653 ; droit de douane ou primes—7653 ; système des primes adopté depuis 1897—7654; motifs de cette adoption—7654; avantage du système des primes—7654; calcul de la protection accordée sur le fer de diverses catégories—7657; erreur des cultivateurs—7658; revenus retirés dédommagent l'Etat des primes payées—7658; augmentation des recettes de douanes dans centres métallurgiques—7658; augmentation des importations de consommation générale dans les mêmes centres—7660 ; exposé de l'échelle établie par présente résolution—7660 ; création d'un avantage en faveur du minerai canadien—7661 ; disposition pour encourager fusion électrique du minerai—7262; expériences faites au Sault-Sainte-Marie—7663; opinion du prof. suédois Van Odelsteern—7663 ; évalue dépense des primes pour période de quatre années à $7,500,000 pour fabrication ordinaire et $500,000 pour fabrication électrique—7665; disposition relative à la fabrication des baguettes rondes en métal—7666; entendu que primes cesseront dans quatre ans—7666; après cela on verra s'il y a lieu de recourir aux droits de douane—7606; cette année les primes s'élèveront à environ $2,200,000—7666.

Hon. M. Foster—Discours plein de saveur —7666; nous ramène à quinze ou vingt années en arrière—7666; conversion des libéraux au protectionnisme—7668; conservateurs protectionnistes souhaitent bienvenue au ministre des Finances—7668; les anciens libéraux et la protection du fer —7669; les anciens arguments conservateurs adoptés maintenant par les libéraux—7670; excès de zèle—7670; maintenant les libéraux affirment que la protection peut seule empêcher l'émigration des canadiens—7670; autrefois ils lui attribuaient ce fléau—7670; ne croit pas que les avantages énumérés s'obtiennent le plus économiquement au moyen des primes—7672; croit tout le contraire—7672; les primes maintiennent les choses en équilibre mais ne leur donnent pas de base—7673.

Hon. Paterson—N'a jamais changé d'opinion—7673; a toujours été pour un tarif fiscal en opposition à un tarif prohibitif —7673; ce sont les besoins du fisc qui font agir la politique libérale—7673; la protection est incidente—7673; admettons comme les conservateurs le prétendent que les deux partis suivent maintenant le même programme—7674 ; les conservateurs ont eu dix dernières années de ruines et de stérilité, les libéraux dix années de prospérité et d'abondance, c'est donc que les chefs sont meilleurs—7674; en dix ans, ils ont augmenté le commerce de $37,000,000, en dix ans les libéraux l'ont augmenté de $311,000,000, aux gens intelligents de choisir—7674.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

PRIMES SUR LE FER ET L'ACIER—*Suite.*

M. Osler—Augmentation plus forte aux Etats-Unis qu'au Canada—7676; si nous n'avions pas eu la protection établie avant l'arrivée des libéraux, nous serions bien plus mal qu'en 1896—7676.

M. T. Chisholm—Ne voit pas nécessité de continuer ces primes énormes—7676; fer et acier ne sont plus industries naissantes—7676; contribution du Canada par tête pour l'encouragement de ces industries $4.50 jusqu'à présent—7477; calcul pour comté d'Huron-est, par municipalités—7678; si le système des primes est si efficace on devrait supprimer au moins les droits de douane—7678; rendre libre de tout impôt le fer et l'acier—7678; on taxe les pauvres pour donner de l'argent aux Carnegies canadiens—7679.

M. Lalor—Cultivateurs d'Haldimand opposés aux primes sur fer et acier—7680; ceux qui reçoivent les primes les empochent et le fer et l'acier coûtent aussi cher qu'avant—7680; un tarif qui donne des excédents de 23 millions n'est plus un tarif de revenu—7680; la population n'a pas augmenté et nous prélevons trois fois plus—7681; ces primes sont pour beurrer la Nouvelle-Ecosse—7682.

Hon. Fielding—Ontario a touché dans les neuf dernières années $3,000,000—7682.

M. Henderson—Gouvernement augmente droits sur tabac et sur sucre—7683; écrase l'ouvrier—7683; gouvernement se vante que l'argent rentre—7683; reçoit d'une main pour dépenser de l'autre—7684; le tarif actuel n'est pas un tarif fiscal, mais un tarif d'impôt—7684; le tarif actuel est de 19.37 p.c.; sous les conservateurs, il n'a jamais dépassé 18.28 p.c.—7684; en faveur de l'augmentation des droits sur le beurre pour garder le marché national—7683.

M. Bole—Calculs Osler faux—7683; de 1895 à 1903 commerce des Etats-Unis a augmenté de 60 p.c.; commerce du Canada de 150 p.c.—7685.

M. R. L. Borden—Résolution libérale du tarif de 1893—7686; discours Laurier—7686; discours Paterson—7688.

Hon. Paterson—Quand les conservateurs sont tombés du pouvoir, ils percevaient $18.28 sur chaque $100 d'importation—7668; l'année dernière, somme perçue a été inférieure à $10—7688; différence 12½ p.c.—7688.

M. R. L. Borden—En faveur de l'encouragement de l'industrie du fer et de l'acier suivant résolution soumise, il y a quatre ans—7690.

M. Conmee—S'il faut en juger par la discussion le parti protectionniste n'est pas bien uni—7690; il n'y a pas d'industrie dont le succès profite autant aux cultivateurs que celle du fer—7691; la protection a moins d'attrait pour le capital que les primes—7691; droits de douane perçus dans centres métallurgiques compensent primes payées—7692.

Reprise—7702.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

PRIMES SUR LE FER ET L'ACIER—*Suite.*

Volume énorme de transports par eau et par terre que créent les industries du fer de l'acier—7702; capital engagé $71,223,000, ouvriers employés, 70,751; salaires payés, $12,000,000 par année—7703; les ouvriers achètent leur subsistance des cultivateurs—7703: Sir Geo. Drummond et l'importance de l'industrie du fer—7704; la Belgique doit son développement à cette industrie—7705; les encouragements donnés à l'industrie du fer—7703; statistique des salaires—7706; plus grande augmentation qu'en Europe—7706; transports plus élevés et plus difficiles—7706; aurait voulu voir la prime maximum sur le fer fabriqué à l'électricité durer six ou sept ans au lieu de décroître au bout de quatre ans—7707; les expériences du Sault Sainte-Marie—7707; richesse du Canada en minerais—7708; capital engagé aux Etats-Unis dans industrie du fer—7708; ressource hydrauliques du Canada, d'Ontario et de Québec—7709.

M. W. F. Maclean—Cultivateurs ont été induits en erreur au sujet de l'industrie du fer par les libéraux—7710; cultivateurs s'intéressent aux transports à bon marché—pour cela il faut produire nos rails—7710; en faveur de tous les sacrifices pour créer grande industrie du fer—7710; nous devons suivre l'exemple des Etats-Unis—7711.

M. U. Wilson—Opposé aux primes—7712; veut savoir quels bénéfices font actuellement les compagnies productrices de fer et acier—7712; dividendes de la Nova Scotia Steel and Coal Coy.—7713; en 1903, les primes payées aux hauts-fourneaux d'Ontario ont dépassé de $28,000 les salaires payés—7714.

Hon. M. Fielding—Dépose renseignements sur production des compagnies recevant primes—7716.

M. Caldwell—En 1905, il a été payé en primes $1,540,202—7718; un état de huit forges et aciéries donne un personnel de 6,710 employés et $4,122,976 de salaires—7718; parfaitement injuste de dire que primes payées dépassent salaires—7718.

M. Lancaster—Ce qui est pire qu'un protectionniste, c'est un protectionniste exagéré—7718; pas en faveur d'enlever aux agriculteurs des sommes énormes pour favoriser ces industries—7719; l'Evangile et le dépouillement de ceux qui ne possèdent pas—7719; rien ne prouve l'utilité du régime des primes pour le cultivateur—7720; s'ils en bénéficiaient comme on le dit, ils le sauraient et ne protesteraient pas—7720; c'est un cadeau fait aux riches—7721; une taxe spéciale—7721.

M. Clements—En faveur de la protection, mais pas en faveur des primes—7722; demande, quant au tabac, droit contre droit envers les Etats-Unis—7722.

Hon. Fielding—Les électeurs de M. Clements qui cultivent le tabac ont une protection de 100 p.c.—7722; ils ne devraient pas en vouloir au producteurs de fer et d'acier pour une protection de 17½ p.c.—7722.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
PRIMES SUR LE FER ET L'ACIER—*Suite.*

M. Wm. Wright—Proteste contre primes élevées—7725; prêt à dédommager expériences de traitement électrique—7725.

Hon. Fielding—Propose amendement explicatif—7726.

Résolutions rapportées, lues 2e fois, adoptées—7726.

PRIMES A LA FICELLE D'ENGERBAGE.

Hon. Fielding—Donne lecture résolution approuvée par S. E. pour prime sur ficelle d'engerbage équivalant à droit d'exportation payé aux Philippines sur fibre Manille—6062.

En comité général—7726.

Hon. Fielding—Prime pour contrebalancer droit d'exportation de 3 huitièmes de cent sur fibre de Manille—7726; l'année dernière $15,000 de primes payées de cette nature—7727 ; primitivement limitée à ficelle d'engerbage—7727 ; maintenant étendue à tous les cordages admis en franchise—7727; représente dépense $23,-000—7727.

Résolution rapportée, lue 1re et 2e fois, adoptée—7728.

REGLEMENTATION DE LA VENTE DES SPECIALITES PHARMACEUTIQUES.

Hon. Templeman—Propose discussion ultérieure, de résolution: qu'il est bon de proposer loi établissant inspection et réglementation de vente des produits pharmaceutiques—2724.

En comité général—3578.

Hon. Templeman—Conclusions du comité spécial ayant siégé l'année dernière—3578; résolution préparée par gouvernement conformément à recommandation—3578 ; approuvée par public et par intéressés—3579 ; question de taxe et de timbre—3579.

Résolution adoptée—3579.

SUBSIDES AUX PROVINCES.

Sir W. Laurier—Annonce que résolution subside fédéral sera mise en discussion jeudi—5017.

M. W. F. Maclean—Demande si seulement question financière—5017; si pouvoirs nouveaux conférés au ministre de la Jsutice—5017.

Sir W. Laurier—Pas demandé par provinces—5018.

Sir W. Laurier—Propose adoption d'adresse à Sa Majesté changeant termes des subventions provinciales—5451 ; texte—5452; propose ajouter paragraphe disant que rien dans résolution n'annule conventions ou subventions spéciales pour objet dûment spécifié—5452; conditions passées il y a un demi-siècle—5453; plus heureux que nos voisins d'avoir accompli un aussi long terme sans changements—54530; cependant, moment venu de modifier—5453; résolution de la conférence de Québec fixant à 80 cents subside par tête—5453 ; cet arrangement donna lieu à bien des discussions—5453 ; fut adopté parce que certaines provinces en faisaient conditions *sine qua non* d'entrée dans confédération

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

—545; discours M. Brown—5454; la province du Bas Canada et les Provinces maritimes ne voulaient pas entendre parler de taxe directe—5454; cette subvention fut la condition en échange de laquelle les provinces se dessaisirent des droits de douane et d'accise—5455; rôle de M. Brown dans confédération—5455 : abandonna les idées qui lui étaient les plus chères pour amener conclusion—5456; récit colonel John Hamilton Grey—5456; le véritable réformateur n'est pas celui qui adhère opiniâtrement à son opinion—5457; c'est celui qui après lutte sincère fait abdication d'idées pour atteindre un but plus élevé en changeant ordre de choses—5457; quand les résolutions adoptées à Conférence furent soumises à l'assemblée législative, on discuta non pas l'à propos d'une subvention de 80 cents mais si ce montant basé sur recensement de 1861 serait suffisant pour permettre aux gouvernements d'administrer—5457; au cours du débat l'idée s'accentua en faveur de la flexibilité de la subvention au lieu de sa fixité—5457; discours Currie et Alexander, libéral et conservateur—5458; le gouvernement posa la question préalable et les résolutions durent passer en bloc—5458. mais les gouvernements par leurs délégués en Angleterre surveillèrent législation au Parlement Impérial et firent ajouter dispositons supplémentaires—5458; la 64e résolution est devenue article 118 Acte de l'A.B. du N.—5458; texte—5459 ; deux modifications: subvention spéciale pour soutien gouvernement—5459 ; pour N.-B. et N.-E. au lieu de subvention fixée sur recensement 1861, accroissement possible au recensement décennal jusqu'à concurrence 400,000 âmes—5450; expérience a prouvé que subvention basée sur le principe posé dans l'acte était insuffisante—5460 ; demandes répétées et modifications successives—5461; toutes ces modifications faites sans plan arrêté, suivant circonstances—5461; conférence interprovinciale de Québec 1887—5461; résolutions adoptées, ratifiées par toutes les législatures intéressées—5462; raisons qui ont empêché mise à exécution—5462 ; deuxième conférence de Québec 1902—5462; résolution additionnelle—5463; conférence à Ottawa en 1906, nouvelles provinces représentées—5465; après discussion gouvernement a décidé de présenter au parlement résolutions de 1887 au lieu de celles de 1902—5463; voilà le vœu des provinces—5463; constitutionnels intransigeants disent qu'on n'y doit pas donner suite—5463; objection qu'on favorise l'imprévoyance du fait que les provinces n'encourent aucune obligation dans la perception des revenus qui lui sont versés—5464; s'il y a extravagance le remède est entre les mains du peuple des provinces—5464; depuis quarante ans, provinces ont agi sagement—5464; il y a longtemps qu'au lieu de laisser provinces frapper à la porte on aurait dû trouver moyen uniforme de satisfaire toutes les provinces—5465; opinions Blake et Holton lors de la première proposition de sir John Mac-

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

donald d'accroître subvention Nouvelle-Ecosse—5463 ; plan proposé aujourd'hui consiste à réviser subventions et informer provinces que règlement est final—5467 ; pour sa part, adhère à l'ancienne opinion de Brown—5467; adverse au principe, mais il faut le subir si l'on veut que confédération subsiste —5467 ; impossible d'espérer perpétuer un gouvernement sur un principe que l'on croit juste mais qui ne l'est pas, dans l'esprit de la majorité—5467 ; absolument nécessaire si on veut maintenir confédération d'adopter vues soumises par différentes provinces—5468; résolutions de 1887 adoptées—5468; subventions provinciales totales actuelles $3,990,000, seront $6,336,000, augmentation $2,346,000—5468 ; toutes les conventions spéciales, les suppléments accordés à différentes époques seront maintenus—5469 ; n'approuve pas ce qui s'est fait mais rien ne sera défait—5469; Colombie-Anglaise mérite traitement spécial—5469; richesse de la province—5469; mais, développement onéreux—5469; l'avis des ministres des autres provinces a été demandé, convenu que supplément de subvention de $100,000 par année pendant 10 ans serait raisonnable—5470; c'est ce qui est proposé—5470; dans dix ans, Colombie-Anglaise aura nouveaux débouchés vers l'est—5470, la base de répartition adoptée a été celle demandée par les premiers ministres provinciaux qui ont indiqué ce qu'ils croyaient nécessaire pour leur province—5471; impossible retracer origine du chiffre 80 cents—5471; la garantie de permanence réside dans la volonté du Parlement—5471; avons voulu donner encore plus de solennité en demandant acte impérial au lieu de simple acte de ce parlement, comme pour modifications antérieures—5472; propose adoption de la résolution—5472.

Hon. M. Foster—Admet nécessité de compromis dans questions intéressant développement des provinces—5472; pourtant constitution ne doit pas être modifiée par simple caprice—5474; le premier ministre blâme les concessions faites autrefois aux provinces à différentes reprises—5474; la seule différence entre ces concessions et la présente c'est que la demande est collective au lieu d'être isolée—5474; les provinces ont appris la force de l'association—5474 ; quand on demande au gouvernement de voter des sommes aussi considérables on doit apporter des raisons à l'appui—5475; il faut donner une base pour le remaniement qu'on propose—5475; rien n'a été étudié, la conférence a duré quatre jour—5476; quant à la Colombie-Anglaise on a laissé aux autres provinces le soins de régler son affaire—5476; le gouvernement aurait dû consulter des experts, faire une étude approfondie—5476; avant d'accepter les demandes des provinces on devait examiner leur gestion administrative—5478; l'abus du subventionnement provincial des chemins de fer—5478; le trafic des concessions—5479; le gaspillage des richesses

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

forestières—5479; c'est une erreur de dire qu'il n'y a d'élasticité que dans le revenu fédéral et aucune dans les revenus provinciaux—5479; au contraire les ressources du pouvoir fédéral sont limitées et ressources provinciales sont illimitées—5470; les taxes demandées à la douane et à l'accise ne peuvent pas être accrues indéfiniment—5480; la situation n'est pas désespérée pour les provinces comme on le prétend—5480; fardeau nouveau énorme—5480; subvention de capitation illimitée pour Ontario et Québec et inaltérabilité de la convention sont-elles garanties?—5480; les mots employés en cette circonstances ne valent pas un fétu—5481; l'arrangement durera simplement jusqu'à prochaine incursion—5482; on aurait pu imposer un frein aux dépenses des provinces et se garer ainsi contre de nouvelle demandes—5482; on pouvait limiter la dette que les provinces peuvent contracter—5482; cette limitation existe pour certains états américains—5482; on aurait pu proportionner l'augmentation de subside à l'augmentation des revenus de douane et d'accise, puisque c'est sur la privation de ces droits qu'on se base pour demander une subvention—5482; on aurait pu aussi exiger un remaniement des charges judiciaires —5483; questions qui auraient dû être étudiées, chevauchement des bureaux pour certains services, double emploi, distinction des travaux publics fédéraux et provinciaux, licences pour professions, taxes commerciales—5486 ; traitement injuste de la Colombie-Anglaise—5485 ; M. McBride était gênant—5486; quelques milliers de dollars de plus n'auraient pas été grand chose pour assurer le bonheur de cette province—5486.

Hon. Fielding—On introduit une foule de questions étrangères au débat actuel qui a seulement trait au remaniements des subsides—5486; le Dominion a été constitué par les provinces et non les provinces par le Dominion, c'est la base de notre système—5487; c'est encore elles qui ont le droit d'être consultées—5487 ; taxe directe, théorie admirable, mais de l'aveu et de l'opinion de nos parlements, pas susceptible de réalisation—5487; les provinces l'ont refusée en se confédérant et n'ont jamais songé un instant qu'elles pussent être tenues de l'appliquer—5488, mode adopté pour éviter taxe directe critiquable—5488; on aurait pu adopter tant pour cent sur douane et accise, personne n'en parla—5489; subvention fut basée sur population d'un chiffre limité—5480; impossible de comprendre la logique de la limitation puisque chaque augmentation de population entraîne augmentation de dépense—5489; principe de subvention sur population aussi légitime que représentation sur population—5490 ; en 1867 subvention fut basée sur calcul de somme, d'après l'accord intervenu entre provinces, suffisante pour maintien des gouvernements provinciaux—5490 ; ce principe fut jugé bon en 1867, pourquoi pas en

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*
Hon. Fielding—*Suite.*

1907?—5490; les ministres provinciaux étaient réunis à Ottawa pour conférer sur leurs besoins mutuels, il était juste qu'on leur soumit le cas de la Colombie-Anglaise—5491; toutes les subventions accordées autrefois isolément à des provinces sans consulter les autres ont provoqué froissements et différends—5492; c'est ce qui est arrivé pour N.-E. autrefois—5492; il fallait éviter contestations—5493; le nouvel arrangement est encore plus favorable pour provinces peu populeuses—5493; quant à l'examen qu'on reproche au gouvernement de n'avoir pas fait de l'administration financière des provinces, elles sont indépendantes—5494; les subsides que le gouvernement fédéral leur paie ne sont pas des faveurs—5494; nous n'avons pas critiqué actes des provinces indépendantes et nous ne sommes pas en mesure de le faire—5494; les subventions provinciales aux chemins de fer en N.-E. étaient ne nécessité—5494; impossibilité de construire chemins de fer rien qu'avec subventions fédérales—5496; un acte impérial est demandé pour donner le plus de stabilité possible à l'arrangement—5496; le gouvernement fait tout ce qu'il peut—5496; naturellement le Parlement est toujours maître de la dépense des revenus du pays—5496.

M. J. G. H. Bergeron—Etonnement de la résolution proposée—5496; conférences interprovinciales de 1887 et 1902, manœuvres politiques—5497; redoute pour provinces de Québec toute atteinte à Confédération—5497; les gouvernements provinciaux ne sont pas dans la pénurie qu'ils prétendent—5497; est adverse à l'union législative—5498; dans l'idée des pères de la Confédération, gouvernement des provinces devaient pas être gouvernements coûteux—5498; les pères de la confédération n'avaient pas peur de la taxe directe—5498; considère que c'est le mode d'impôt le plus approprié pour permettre aux provinces de s'assurer un revenu suffisant—5498; rien ne garantit que c'est un règlement final—5499; Québec et les demandes de 1884, ; ne demandait pas une faveur, mais justice—5499; Québec n'a jamais fait d'incursions sur trésor—5499; le Canada souffre d'une pléthore de gouvernement—5499; Québec pourrait faire ses affaires avec 30 députés—5506; indemnité trop élevée—5500; gaspillages des provinces, promenades des ministres—5500; combat les résolutions—5501; plus on augmente les subventions provinciales plus on retarde le jour où l'on recourra à la taxe directe, seul mode d'impôt qui permette au peuple de savoir d'où vient et où va l'argent—5501.

M. A. A. Lefurgey—Démarche importante—5501; ne peut pas être finale—5501; avant quarante ans provinces plus riches seront encore obligées venir en aide à plus pauvres—5501 ; s'en tient à l'île du Prince-Edouard—5502; en 1887 aucune mention de l'île du Prince-Edouard dans conférence interprovinciale—5502 ; conférence 1902—5502; conférence 1906, résolution adoptée

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*
M. Lefurgey—*Suite.*

—5502; ne protège pas allocation par capita—5503 ; lit amendement dont avis donné—5503 ; répète conditions d'entrée dans Confédération et reconnaît que subvention sera basée sur maximum de population tant que n'aura pas atteint 400,000—5503; discours de l'hon. Peters à l'assemblée législative—5503 ; les représentants de l'I.P.-E. n'ont fait connaître les vœux ni de la population ni de la législature—5504; situation financière de l'I. P.-E. très précaire—5505; depuis douze ans déficit annuel de $45,000—5505; état financier—5505; abolition de la taxe des commis-voyageurs—5506 ; l'île se traîne péniblement et pourtant on ne peut pas reprocher aux gouvernements, libéraux ou conservateurs d'avoir manqué d'économie—5505; travaux exécutés en N.-B. et N.-E. et que l'île du Prince-Edouard n'a pu accomplir faute de ressources—5506; et le premier ministre, M. Peters accepte $70,000 en règlement de tout ce qui manque—5507 ; compensation insuffisante—5507; l'éducation dans l'île du Prince-Edouard—5507 ; augmentation des dépenses dans l'île du Prince-Edouard depuis Confédération—5508 ; réclamation de l'I. P.-E. qui ne sont pas réglées par ce règlement—5509; on aurait dû convoquer conférence d'affaires—5509; propose en amendement que l'I.P.-E. reçoive $128,000 au lieu de $100,000—5510; augmentation proportionnelle à celle de la Colombie-Anglaise—5510.

M. A. Martin—Veut parler sur l'amendement, puis sur l'adresse et proposer un amendement à son tour—5510.

M. l'Orateur—En parlant maintenant, perdra son droit de proposer amendement—5511.

M. O. S. Crocket—Injustice à l'égard du Nouveau-Brunswick—5513; condition actuelle, article 118, Acte de l'A.B. du N.—5513; le Nouveau-Brunswick n'ayant pas atteint encore sa limite ne recueille aucun avantage de la suppression de la limitation mais aura à payer sa part des avantages que cette suppression rapporte à Ontario et à Québec—5514; les grandes provinces seules, bénéficient—5514; tout ce que donne nouvel arrangement, c'est l'augmentation de subvention pour gouvernement, soit $130,000—5514; le Nouveau-Brunswick paiera pour sa part de l'augmentation totale $145,229—5515; soit 23 cents de plus que chaque chef de famille aura à payer pour le maintien du gouvernement des autres provinces—5515; tableau de l'augmentation de subvention des diverses provinces—5515; le Nouveau-Brunswick augmenté de 41.3 p.c. seulement—5515 ; l'idée de la Confédération était que les petites provinces fussent plus avantagées que les grandes—5516; le gouvernement n'accorde aucun avantage particulier à la province du Nouveau-Brunswick—5516; pas un apôtre de la taxe directe, mais elle serait bonne avec gouvermnement actuel du Nouveau-Brunswick—5516 ; regrette que représentants du N.-B. aient donné assentiment aux résolutions conférence interprovinciale—5527 ;

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*

M. Crocket—*Suite.*

le moment serait venu aussi de réparer injustice relative à la réduction de la représentation—5517.

M. A. Martin—Regrette que les questions autres que questions financières n'aient pas été traitées par la conférence—5518; diminution de représentation—5518; question des pêcheries—5519; on donne des avantages aux grandes provinces et l'on dépouille les petites—5519; l'Ile du Prince-Edouard reçoit la plus petite augmentation—5519; comparaison—5520; l'Ile du Prince-Edouard, proportionnellement aurait dû être augmentée de $128,000—5520; effets sur d'autres provinces de la suppression de 1881 pour Ontario et Québec—5520; propose amendement à l'adresse pour que l'Ile du Prince-Edouard soit remboursée des intérêts payés pour dettes de chemin de fer et libérée du paiement d'intérêts à l'avenir—5521; historique de la dette de chemins de fer avant confédération—5521; tableau—5522; conditions offertes à Terreneuve pour entrer dans confédération—5525; offre de remboursement des dépenses faites pour chemin de fer—5524; propose amendement à l'adresse—texte—5525.

M. l'Orateur—Amendement Lefurgey déjà sur le tapis—5525; motion irrégulière pour le moment—5525.

M. T. S. Sproule—Premier ministre a déclaré ancien arrangement avec province basé sur principe faux—5526; a promis établissement principe entièrement nouveau—5526; exposé ancien principe reposant entièrement sur arbitraire—5526; nouvelle base absolument fausse, Ontario devrait recevoir plus d'augmentation que Québec—5527; calculs, 5527; on a dit à toutes les fois que le règlement était final et définitif—5528; stabilité impossible, évolution incessante—5528; arrangement n'est pas définitif et ne saurait l'être—5528; ne s'explique pas pourquoi on n'a pas suivi à la conférence l'avis de M. McBride—5529; commission aurait dû être instituée—5529; arrangements offerts à Colombie-Anglaise injuste—3529; le cas de la Colombie-Anglaise—3529; le cas des nouvelles provinces—5530.

M. W. Roche—Raisonnement Crocket absurde—5522; pour calculer part que provinces paient de l'augmentation de subvention, il faut calculer la part qu'elles paient du revenu du pays—5532; impossible de prétendre que par tête chaque habitant du N.-B. paie autant du revenu qu'habitant d'Ontario—5532; les discussions de la Confédération—5532; lutte de la Nouvelle-Ecosse contre résolutions—5533; persuasion de M. Howe—5533; c'est le gouvernement britannique qui par son influence a obtenu meilleures conditions pour N.-E.—5533; quand les arrangements pour gouvernements provinciaux furent faits, personne ne soupçonnait expansion Canada—5534; la Nouvelle-Ecosse n'a pas obtenu ce dont elle a besoin ni ce à quoi elle avait droit—5534; aucune province n'est satisfaite—5535.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*

Hon. Fielding—Si on augmente la subvention de l'île du Prince-Edouard, comme le demande l'amendement on augmente encore l'injustice dont on prétend que souffrent d'autres provinces—5536; les provinces elles-mêmes étaient les meilleurs juges de la proportion à établir entre les provinces dans l'augmentation projetée—5538; les résolutions présentées sont une sorte de traité entre les provinces du Canada, il serait inadmissible de varier d'un dollar les montants sur lesquels elles se sont entendues—5538; la Colombie-Anglaise accepte, mais en protestant—5539; l'amendement de sir W. Laurier confirme une chose admise, il affirme que nous discutons les résolutions en ce qu'elles comportent de nouveau, sans toucher à rien de ce qui à été fait—5539; résolutions pourraient passer sans cela—5540; résolutions doivent être acceptées ou rejetées en entier—5541; impossible de considérer amendements se rapportant à une province seulement—5541.

Amendement Lefurgey, mis aux voix—5541.

Rejeté : Pour 34, contre 96—5542.

M. l'Orateur—Met aux voix motion principale—5543.

M. Daniel—Le besoin et la ruine de la situation financière ont seuls poussé le premier ministre du Nouveau-Brunswick à accepter ce qui leur était offert—5543; le principe de générosité en faveur des petites provinces qui a présidé aux premiers arrangements de la confédération a disparu des présentes résolutions—5544;—l'acquisition des terres de la Baie d'Hudson—5544; les provinces maritimes ont payé leur part de cette acquisition—5544; Ontario et Québec ont seul profité—5544; la diminution du nombre des représentants du N.-B. contraire à toute idée de la confédération—5545; agrandissement de Québec province pivot de la confédération contraire à l'esprit de la constitution—5546; propose amendement que jamais la représentation d'une province ne pourra descendre au-dessous de ce qu'elle était lors de la confédération—5546.

Sir Wilfrid Laurier—Motion irrégulière—5546; cite Bourinot—5546; les amendements doivent se rattacher à la question soumise à la Chambre—5547.

M. Martin—Propose son amendement quant à l'intérêt de la dette de l'Ile du Prince-Edouard—5548.

Rejeté—5548.

M. R. S. Lake—Veut proposer amendement relatif aux terres des nouvelles provinces—5548; et à la compensation de ce chef—5548; discussion antérieure quant à la propriété des terres—5548.

M. l'Orateur—La question des terres n'a aucun rapport au sujet en discussion—5551.

M. G. Fowler—Rappelle discours Crocket—5552; N.-B. touchera $15,000 de moins qu'il ne débourse—55552; N.-B. plus floué qu'aucune autre province ayant pris part à conférence—5553.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SUBSIDES AUX PROVINCES—*Suite.*

M. A. A. McLean—Propose indemnité supplémentaire de $100,000 à l'Ile du Prince-Edouard—5554; les misères de le l'Ile—5554; accablée d'impôts de toute nature—5554; le pont d'Hillsborough—5554; l'instruction publique dans l'I. P.-E.—5555; comment le premier ministre de la N.-E a défendu sa province—5556; comparaison de l'augmentation accordée aux différentes provinces—5556; les négociants et les cultivateurs de l'Ile du Prince-Edouard sont devenus les ennemis mortels du gouvernement actuel à cause des difficultés de transport—5555; dépenses de l'I-P.-E. pour travaux publics—5558, les pêcheries de l'I. P.-E.—5558; pas de bois, pas de pierre—5559; les conditions ont été acceptées par le premier ministre de l'Ile du Prince-Edouard, mais il n'avait aucun mandat d'accepter—5559; le partage en Australie—5560; l'I. P.-E. s'approvisionne à Montréal et à Toronto, c'est pour cela qu'Ontario et Québec contribuent davantage au revenu—5561.

Hon. Fielding—Ne crois pas situation de l'I P.-E., aussi sombre qu'on la dépeint—5562; l'allocation fixe pour gouvernement est plus haute dans l'I. P.-E., que dans aucune autre province—5562; 29 cents par tête, somme plus élevée que partout ailleurs—5562; résolutions ne peuvent être touchées sans commettre injustice envers les autres provinces—5563.

Amendement A. A. McLean rejeté—5564.

Résolution Laurier adoptée et adresse votée—5564.

SUBSIDES AUX PROVINCES (REPRISE).

Hon. Fielding—Doutes se sont élevés au sujet de l'adresse adoptée relativement au subside fédéral—7247; à l'endroit du Manitoba, Alberta et Saskatchewan où conditions du recensement diffèrent des autres provinces—7247; vaut mieux prendre précautions—7247; propose motion demandant au Sénat de renvoyer projet d'adresse relative au subside, pour supplément d'étude—7247; bill de finance que le Sénat ne peut pas modifier—7248.

M. Sproule—Avait déjà soulevé le point, mais en vain—7248.

Adopté—7248.

Hon. Fielding—Propose discussion ultérieure de l'adresse au Roi, revenue du Sénat—7618.

Hon. Foster demande que l'adresse soit publiée au feuilleton avec amendement—7618.

Adopté—7618.

Hon. Fielding—Propose nouvelle adresse—7918.

M. Sproule—Parlement peut pas discuter question déjà discutée à même session—7918; citation May—7916.

M. R. L. Borden—Cite résolution Bourassa 26 mars—7920; et résolution 3 avril qui fut refusée comme traitant même sujet—7921.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SUBSIDES AUX PROVINCES (REPRISE)—*Suite.*

Hon. Fielding—Trois raisons à l'encontre de cette opposition—7921; aucune règle ne défend cette procédure de retour—7921; il y a différence essentielle entre première adresse et celle-ci—7921; la Chambre n'a pas encore pris de décision finale—7922; la question du nouvel examen a été décidée favorablement par la Chambre quand elle a fait revenir l'adresse—7922.

M. Bergeron—L'adresse est revenue du Sénat par la violence—7924.

M. R. L. Borden—Cite décision orateur dans le cas Bourassa—7924.

M. Northrup—Absurde de demander au Roi de faire certaine chose et ensuite de lui demander de ne pas le faire—7924.

M. l'Orateur—Question décidée par vote à l'unanimité de la Chambre autorisant retour et mise à l'étude de la résolution—7925.

Hon. M. Fielding—Explique changement—7926; addition affirmant calcul sur subside quinquennal dans Manitoba, Alberta et Saskatchewan—7926; en plus, estimation légale entre recensements quinquennaux—7926; c'est-à-dire calculs refaits tous les deux ans et demi—7926; mesure primitive qu'on avait cru suffisante—7926; gouvernement n'admet pas le doute, mais veut plus de sûreté—7926.

M. A. Lavergne—Se plaint qu'à l'insu du premier ministre de Québec on veut changer les arrangements pour avantager les provinces de l'ouest, sans équivalent pour les provinces de l'est—7628; une loi spéciale pour le Canada et une autre pour l'ouest—7929, absurdité du terme recensement officiel de la population probable—7929.

Hon. Foster—Résolutions conçues dans anglais pitoyable—7930; exemples—7930.

Hon. Aylesworth—Plusieurs provinces jouissent de traitement spécial protégé par cette résolution—7931; exemple, Ile du Prince-Edouard—7931; les subventions spéciales pas dérangées par nouvelle résolution—7932; aucunes faveurs spéciales accordées—7932; avantages de computation quinquennale accordés au Manitoba, il y a trente ans ; aux nouvelles provinces, il y a deux ans—7933.

Hon. M. Lemieux—L'hon. M. Gouin satisfait du projet de loi présenté à la Chambre—7935; il a toujours été convenu que l'ouest aurait recensement quinquennal—7936.

M. A. Lavergne—Accuse M. Lemieux de lâcheté de lui attribuer des paroles qu'il n'a pas prononcées—7936.

M. l'Orateur suppléant—Oblige à retirer le mot "lâcheté"—7936.

M. Northrup—En annulant les dispositions de l'article 118 de l'Acte de l'A. B. du Nord, comme le demande la résolution on atteint justement les provinces qu'on ne veut pas atteindre—7938; on enlève aux anciennes provinces ce qu'elles recevaient et on leur fait de nouvelles con-

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
SUBSIDES AUX PROVINCES (REPRISE)—*Suite.*

M. W. B. Northrup—*Suite.*

ditions—7939; mais les nouvelles provinces continuent à recevoir ce qu'elles recevaient autrefois et, de plus, recevront les nouvelles subventions—7939; la question des recensements—7941; dérogatoire au parlement fédéral d'être lié par décision de ministres provinciaux—7941; ne comprend pas décision de faire cadeau de $100,000 à la Colombie-Anglaise—7941; question devrait être réglée par arbitrage—7941; il faut que des arbitres décident ce que la Colombie-Anglaise a le droit d'avoir—7942.

M. H. Bourassa—Ne sème pas la discorde de races—7944; politesse d'Ontario—7944; première résolution adoptée avec trop de hâte—7944; l'acte constitutif des provinces limitait l'augmentation quinquennale au maximum de 800,000 âmes—7946; on supprime cette limitation—7946; on étend l'augmentation indéfiniment et par acte impérial—7946; interprète la résolution comme donnant aux nouvelles provinces deux subventions: l'ancienne et la nouvelle—7947; importance des questions d'argent suivant Edmund Burke—7048; danger de favoriser à perpétuité l'ouest d'un recensement quinquennal—7950; tandis que l'est aura un recensement décennal seulement—7950; disposition relative à la subvention annuelle pour entretien du gouvernement maintenue pour Alberta et Saskatchewan seulement—7950; aurait préféré augmentation plus logique de la part des provinces—7952; admet que le peuple n'est pas de cet avis—7952; en tout cas, demande que l'augmentation de subvention se fasse avec justice—7953; veut être renseigné sur besoins réels des provinces—7953; cas de la Colombie-Anglaise—7953; demande si résolution a été approuvée par le Gouverneur général—7953; résolution aurait dû être étudiée en comité général—7954; précédent Cockburn—7954.

M. l'Orateur—Cite règle 77—7954.

M. Bourassa—Irrégularité constante—7995; aucune réflexion—7955; résolution porte en elle le germe de toute discorde pour les provinces—7955.

M. R. L. Borden—L'hon. Aylesworth et l'importance de la clause ajoutée—7956; lettre à M. Gouin—7956; danger d'imposer à la Colombie-Anglaise conditions décidées par la majorité des provinces—7957; qu'arriverait-il si la majorité se déplaçait et allait à l'ouest—7958; erreurs de procédure—7956; pas d'approbation du Gouverneur général—7959; interprétation des différentes rédactions—7959; texte loi recensement—7960; nécessité de remaniements avant de revenir en comité général—7960.

M. Bergeron—Adversaire des changements à constitution—7960; pères de la confédération n'avaient jamais songé donner tant d'argent aux provinces—7960; exploitation de la frayeur de la taxe directe dans Québec—7961; gouvernement d'Ottawa pris à la gorge—7961; adresse présentée irrégulièrement—7962; la clause D stipule que nous paierons aux provinces tout ce que contient la résolution plus ce que nous leur payons aujourd'hui—7962; on ne doit pas laisser croire aux gouvernements locaux qu'ils peuvent toujours tirer sur Ottawa—7963; les législatures provinciales devaient être seulement de grands conseils municipaux—7963; conflit entre clauses A et D—7963; le parlement fédéral avant de voter $2,000,000 à distribuer aux provinces a le devoir de s'enquérir de la façon dont elles dépensent leur argent—7964; les "grafters" de Québec—7964; le "Nationaliste et les achats de votes"—7965.

M. E. B. Devlin—Il est triste de voir un homme de Québes se complaire à noircir et vilipender les siens—7966; les plus tristes périodes d'administration de cette province ont été les administrations conservatrices—7966; les voyages et les fantaisies ministérielles conservatrices—7966; il est dans l'intérêt de tout le pays d'être généreux envers les provinces de l'ouest—7967.

Résolution déposée—7969.

M. A. Lavergne—Interprète la loi comme disant qu'Alberta et Saskatchewan recevront double subside—7970; injuste pour anciennes provinces—7970; n'a aucune honte de faire de la politique de timbre-poste—7970; agite son petit drapeau—7970; les matadors espagnols—7971; convaincu de la largeur d'esprit de la majorité anglaise—7971; l'amour du portefeuille—7972.

M. Sproule—Demande interprétation paragraphes A à F—7972.

Hon. Aylesworth—Résolutions sont l'œuvre de la conférence—7973; allocations spéciales protégées par article D—7975.

M. Lefurgey—Se plaint de la façon légère dont on lui a répondu—7977; questions posées et réponses faites—7978.

Hon. Aylesworth—Expose position Saskatchewan—7980; recevra 80 cents par tête—7980; plus $180,000 au lieu de $50,000 qu'elle reçoit actuellement—7980.

M. Bergeron—Le ministère avoue avoir été pris à la gorge par les gouvernements provinciaux—7981; le gouvernement dit que c'est au gouvernement impérial de changer article 118 de la constitution—7981; ne veut pas être pris à la gorge par gouvernement impérial—7982.

M. Barker—Propose amendement—7982; addition réservant conditions sous lesquelles d'autres provinces ont été admises dans confédération—7982.

Hon. Aylesworth—Aucune objection—7982; rédaction proposée n'est pas de lui—7982.

M. A. Martin—Primitivement l'écart entre grandes et petites provinces, pour maintien gouvernement était $50,000—7983; maintenant, écart largement agrandi, devient $140,000—7983; changement injuste pour petites provinces—7983; opinion hon.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SUBSIDES AUX PROVINCES (REPRISE)—*Suite.*

M. Martin—*Suite.*

Geo. Ross—7984; augmentation disproportionnée à l'accroissement de dépenses—7984; énormité des sommes en jeu, calcul par province—7985 ; pour Québec et Ontario, en quinze ans, représentent capital de $100,000,000—7985; tout est divisé entre quelques provinces—7985 ; le cas de la Colombie-Anglaise—7986 ; raisons invoquées pour payer les $100,000—7986; ces raisons s'appliquent avec bien plus de raison à l'I.P.-E.—7986 ; injustice pour toutes les Provinces maritimes—7988; résolution votée par législature de l'I.P.-E., état des réclamations—7989; l'insulte à M. A. A. McLean—7990; lourde dépense pour le trésor—7990; fardeau de $100,000,000—7990; propose en amendement à article C montant additionnel de $100,000 pour I.P.-E., comme pour C.-A.—7991.

M. A. A. McLean—Le consentement unanime de toutes les législatures est nécessaire pour opérer changement proposé—7992; aucune mesure ne devrait être adoptée contre laquelle protesterait une province quelconque—7992; raisons de la modification du texte des résolutions quant à l'île du Prince-Edouard—7992; correspondance avec l'hon. L. Gouin—7993.

Amendement-Martin rejeté—7993.

Résolutions lues 2e et 3e fois, rapportées—7993.

Hon. Fielding—Propose envoi au Sénat d'un message l'informant qu'une adresse au Roi a été adoptée pour modifier l'échelle des paiements de subvention et demandant au Sénat de s'unir dans l'adresse—7995.

Hon. Foster—La Chambre a adopté une résolution, pas une adresse—7995 ; pas identiques—7996; procédure mal conduite depuis commencement—7997.

M. l'Orateur—Résume procédure—7998.

M. R. L. Borden—Se plaint que le blanc à remplir n'existe pas—7998.

Hon. Fielding—Oublié par l'imprimeur—7998.

Motion adoptée—7998.

SUBVENTIONS DE CHEMINS DE FER.

Hon. Fielding—Donne avis de résolutions relatives à subventions de chemins de fer—7322 ; texte des résolutions—7322-7327.

En comité général—8018.

Hon. Fielding—Toutes ces résolutions sont pour renouvellement sans augmentation—8018; tolérance de renouvellement—8018 ; construction de 1,081 milles pouvant entraîner dépense de $7,000,000—8019.

M. U. Wilson—Pas de différence entre renouveler des subventions ou en voter de nouvelles—8020; si compagnies peuvent pas construire gouvernement devrait construire lui-même—8020.

Hon. Fielding—Gros contrat—8020.

1° Chemin de fer Central d'Ontario—8020.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

SUBVENTIONS DE CHEMINS DE FER—*Suite.*

Hon. Fielding—Procès et sequestre a retardé construction—8020.

2° Chemin de Woodstock, N.-B., à frontière internationale—8020.

M., Fowler—Préfère que subvention soit votée pour construction de la ligne qu'en faveur d'une compagnie—8021; évite brocantage—8022.

3° Chemin de fer de Welsford à Gagetown.

M. Wilmot—Explique virements de la subvention—8022.

Hon. Fielding—A moins de compagnie solidement établie, il vaut mieux voter subvention en faveur de la ligne qu'en faveur de la compagnie—8022; gouvernement reste libre de l'accorder à la compagnie qu'il veut—8022.

M. Fowler—Libre-échangiste en matière de chartes de chemins de fer et de subventions—8023.

M. Wilmot—Demande subvention pour ligne de Frédéricton à Saint-Jean—8023.

Hon. Fielding—Pas de subventions nouvelles—8023.

8° Chemin de fer de Nicola-Kamloop-Simalkameen—8024.

Hon. Fielding—Embranchement réel du C. P.R.—8024; exploitera au printemps—8024.

9° Chemin de fer d'Edmonton au Yukon et Pacifique—8024.

Hon. Fielding—Fait virtuellement partie du chemin de fer Canadien du Nord—8024; se dirige vers Tête Jaune—8025.

10° Chemin de fer de Frédéricton à Woodstock—8026.

Hon. Haggart—C'est la ligne qui longe la rivière Saint-Jean—8026 ; gouvernement encourage ligne le long de la rivière Saint-Jean—8026; et construit le G.T.P. d'Edmundston à Moncton—8026.

13° Chemins de fer Canadien du Nord de Toronto à Sudbury—8027.

Hon. Fielding—Doit être revotée pour éviter déchéance—8027.

23° Chemin de fer de Connors au lac Beau—8027.

Hon. Haggart—Parallèle au Grand-Tronc-Pacifique—8027.

Pont de Nicolet—8027.

Hon. Fielding—Chiffre inférieur au chiffre ordinaire qui devrait être de 15 p.c.—8028; pont coûtera $125,000—8028.

Résolutions rapportées, lues 1re et 2e fois, adoptées—8028.

TRAITEMENT DES JUGES DE LA COLOMBIE-ANGLAISE.

Hon. Aylesworth—Propose retrait de résolution relative aux traitements de juges de comté de la Colombie-Anglaise—3966.

Adopté—3966.

TRAITEMENT DES JUGES.

Hon. Aylesworth—Propose discussion ultérieure de résolution relative aux traitements juges Manitoba et C.-A.—5954.

Adopté—5954.

RESOLUTIONS DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

TRAITEMENT DES JUGES—*Suite.*

Hon. Aylesworth—Propose la formation en comité général sur résolution, texte—8001 ; un juge de la cour du banc du Roi en plus au Manitoba—8001; un juge de comté de plus en Colombie-Anglaise—8001; demande ajouter paragraphe pour un juge de comté de plus au Manitoba—8002; demandé par gouvernements provinciaux—8002.

M. Taylor—Annonce que sur 3e lecture du bill basé sur ces résolutions proposera amendement pour retirer le traitement de tout juge n'ayant pas rendu jugement après trois mois de délibéré d'une cause—8802; le cas du juge McGee, plaintes—8802.

Hon. Aylesworth—Excès de prudence du juge—8002; a rendu plusieurs des jugements en retard—8004.

Hon. Foster—On donne trop de travaux aux juges en dehors de leur sphère, commissions, etc.—8005.

Hon. Aylesworth—Juge McGee ne s'est jamais occupé que de magistrature—8006 ; retard des inscriptions dépend des avocats—8007; causes des retards des procès en invalidation d'élections—6008.

M. R. L. Borden—Les retards des juges—8008; les trois périodes pud claires—8008; mesure prise en Nouvelle-Ecosse—8008; mansuétude des juges en matière d'ajournement dans procès électoraux—8008; loi d'élection pourra être retouchée à cet égard—8010.

Hon. Aylesworth—Lit lettre procureur-général du Manitoba M. Colin-Campbell ayant provoqué addition à résolution pour un juge de comté de plus—8010.

M. R. L. Borden—Retire objection—8011.
Résolution lue 1re et 2e fois, adoptée—8011.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES.

ABROGATION DES TRAITES SUR LE CABOTAGE.

M. T. B. Black—Propose résolution disant que traités accordant privilèges de cabotage à nations étrangères devraient être abrogés et que négociations à cette fin devraient être entamées avec gouvernement impérial—1494; résolution rédigée sous impression d'existence de traités—1494; informé qu'il n'y a pas de traités et que cette faculté est accordée par décret—1494; décadence de la marine marchande en Nouvelle-Ecosse—1494; introduction des navires en fer, première cause—1495; néo-écossais, nation de marins—1495; le cabotage aux mains maintenant des Norvégiens—1496; la rapacité et la frugalité des matelots norvégiens—1496; les norvégiens favorisent de préférence les Américains—1496; letttre du gérant du bassin de radoub d'Halifax—1496; révocation des privilèges aux étrangers suffirait pas—1497; faudrait encourager construction de navires—1497; résolution chambre de commerce des provinces maritimes—1498; résolution Ligue Navale, succursale de Toronto—1498; le " Citizen " d'Ottawa—1499; l'Angleterre libre-échangiste, subventionne sa marine au montant de $5,000,000 par année—1499.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

ABROGATION DES TRAITES SUR LE CABOTAGE—*Suite.*

M. Laurence—Chiffres déclinants de l'industrie de la construction maritime en-NouvelleEcosse—1500; le Canada, nation maritime n'effectue pas par ses navires 13 p.c. de son trafic océanique—1500; sur les lacs, nous conservons à peu près la moitié du trafic—1501; malgré notre déclin le commerce de cabotage du Canada a monté de 10,000,000 tonnes en 1876 à 45,000,000 en 1904—1501; admet difficulté d'abolir ces privilèges en raison des arrangements anglais—1501; le meilleur moyen serait de faire revivre industrie de construction de navires—1501.

Hon. Paterson—Question à l'étude—1502; le gouvernement impérial peu disposé à admettre notre liberté absolue en la matière sans cependant la nier—1502; décrets canadiens ayant accordé ces privilèges, très vieux—1502; pas encore prouvé si gouvernement canadien absolument libre de les révoquer—1502; prie proposeur de retirer résolution avec promesse que gouvernement s'occupera de la question—1502.

M. R. L. Borden—Réponses antérieures—1504; il n'existe aucun doute du droit du gouvernement d'abroger permis—1504; dispositions des Statuts Revisés quant au cabotage—1504; pas de doute quant au pouvoir du gouvernement, reste à savoir quelle attitude il adoptera—1905; propositions antérieures faites au gouvernement pour subvention à l'industrie des vaisseaux en fer—1505; nécessité de prendre mesures immédiates pour rendre aux navires canadiens leur part légitime de trafic—1506.

M. Macdonald—Loi passée en 1902 pour protéger le cabotage contre concurrence étrangère—1506; on retarde à promulguer complètement la loi dans l'espérance que gouvernement impérial prendra l'initiative—1507;question devrait être soumise à conférence intercoloniale—1507; promulguée partiellement en ce qui concerne les navires britanniques construits à l'étranger—1507; demande que question entière soit discutée et réglée à prochaine conférence—1508; inutile de rien changer avant d'être assurés de pouvoir fournir tous les navires canadiens nécessaires au trafic—1508; il faut connaître absolument les droits du Canada—1509.

M. Stockton—Bien des canadiens ont des navires enregistrés en Angleterre—1509; le C.P.R. fait son trafic avec des navires enregistrés anglais—1509; assemblée tenue au Nouveau-Brunswick—1510; en faveur de motion du député de Hants—1510.

Hon. Fielding—Question intéresse tout le Canada—1510; difficulté existe entre navires canadiens qui sont britanniques et navires qui sont britanniques parce que construits en Grande-Bretagne—1510; la vrai cause de la décadence est la substitution des navires en fer aux navires en bois—1510; la convention avec les Norvégiens ne peut être dénoncée avantageusement que si nous avons des navires canadiens pour les remplacer—1511; sinon, ils seront remplacés par navires britanniques

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

ABROGATION DES TRAITES SUR LE CABOTAGE—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

et nous serons toujours au même point—1511; curieux état de choses, navires britanniques tout construits entrent au Canada sans payer les droits, si chaque pièce entre isolément, elle devrait payer des droits—1511; à moins de se décider à taxer les navires britanniques venant au Canada, le seul remède est de primer directement ceux qui se livrent à la construction—1511; loi changée quant aux navires construits aux Etats-Unis qui allaient s'enregistrer britanniques à Terreneuve—1512; après avoir fermé le cabotage aux étrangers, il nous faut subir la concurrence anglaise—1512; tant que la loi ne sera pas changée quant aux navires britanniques, la construction de nos navires devra se faire à l'étranger—1512.

Hon. Emmerson—Beaucoup de navires portant pavillon norvégien sont d'anciens navires construits au Canada autrefois et revendus—1512; assemblée tenue à St-Jean, N.-B.—1513.

Hon. Foster—Réponse ministérielle pas satisfaisante—1514; loi de 1902—1514; le gouvernement a le pouvoir d'agir à l'égard des pays désignés dans réponse ministérielle—1514; M. Black ne s'est pas plaint de la concurrence britannique, mais de celle de certains pays auquel le privilège peut être immédiatement enlevé—1515; des libéraux prétendaient autrefois que c'était la protection qui était la mort de la marine du Canada—1515; maintenant les libéraux veulent imposer des droits sur des navires qui transportent au Canada des marchandises à si bon marché que les canadiens ne peuvent pas leur faire concurrence—1516; en même temps, ils veulent instituer des primes pour protéger les navires et le commerce canadiens—1516; les libéraux deviennent protectionnistes, primistes, prohibitionnistes, suivant les besoins de leur cause—1517.

Sir W. Laurier—Le commerce côtier est une des choses dont une nation doit se montrer jalouse—1518; les conservateurs l'ont sacrifié en laissant entrer en franchise les navires norvégiens—1510; sur ce point ils ont fait fi de la protection—1518; maintenant la population des provinces maritimes se croit de taille à subvenir à ses besoins quant au trafic côtier—1518; on demande d'abolir privilège créé par conservateurs—1518; question à l'étude, promet député de Hants qu'étudiera sérieusement—1518.

M. Black—Retire sa résolution—1519; vouvoulait seulement discussion—1519.

CAISSE DE RETRAITE POUR VIEILLARDS.

M. Pringle—Propose que chambre est d'avis que l'amélioration du sort des nécessiteux et pension aux infirmes et vieillards méritent prompte considération du parlement et du gouvernement—3485; si la civilisation se mesure au soin des nécessiteux et des infirmes, Canada terrible-

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

CAISSE DE RETRAITE POUR VIEILLARDS—*Suite.*

M. Pringle—*Suite.*

ment en arrière—3486; première loi anglaise adoptée aux Communes en 1772, rejetée par Lords—3486; Daniel de Foë et Thomas Payne—3486; discours Chamberlain—3486; trois commissions nommées en Angleterre—3486; rapport de la commission de 1930 présidée par M. Chaplin—3487; motion O'Grady à la dernière session—3487; pas combattue par gouvernement, adoptée à l'unanimité—3487; depuis avis de résolution déposé a reçu nombreuses expressions d'opinion—3488; circulaire des United Mine Workers of America—3488; gouvernement doit faire preuve d'égards pour soldats du travail—3489; les hommes qui ont travaillé trente ou quarante ans au développement des ressources du pays ont le droit de réclamer une pension quand ils sont rendus à l'âge qu'il ne peuvent plus pourvoir à leur subsistance—3489; loi des pensions de Nouvelle-Zélande—3489; loi Australienne 3491; au lieu d'encourager imprévoyance cette mesure développe la prévoyance—3491; témoignage Melle Sellers devant commission anglaise de 1903—3491; témoignage Hon. W. P. Reeves—3492; article de M. Russell "soldats du bien commun"—3493; pas beaucoup d'indigents au Canada—3494; actuellement 269,000 personnes au Canada ayant dépassé 65 ans—3494; le quart peut-être serait en position de recevoir pension—3494; le Canada riche actuellement, devrait penser à ceux qui ont créé cette richesse—3494; toutes les lois tiennent du paternalisme—3494; le tarif protecteur est du paternalisme—3494; la moyenne des salaires des travailleurs canadiens ne dépasse pas $300 par année—3495; à ce taux-là, on ne peut pas faire d'économie—3495; inutile d'attendre que Grande-Bretagne ait passé une loi de ce genre—3495; la Nouvelle-Zélande n'a pas attendu—34596; difficultés de la solution du problème en Angleterre—3496; en portant l'âge à 70 ans, la résidence à 25 ans, le nombre de nécessiteux au Canada pourrait être de 40,429—3496; Ontario et la subvention aux asiles—3496; les salaires au Canada—3497; nous pouvons faire aussi bien que la Nouvelle-Zélande et l'Australie—3497; l'accumulation de la richesse publique est le produit collectif de toute la nation et non pas celui d'une classe de citoyens en particulier—3497; ne veut pas discuter la constitution du fonds de retraite—3497; au Danemark c'est un impôt sur la bière qui fournit les fonds—3497; on pourrait essayer au Canada—3497; Burns et la Fortune, citation—3498.

Sir W. Laurier—Question commande attention de tous les hommes de cœur—3498; mais hérissée de difficultés—3498; approuve que la nation doit venir au secours des vieillards et de ceux qui n'ont pas réussi à amasser le nécessaire à leur subsistance—3498; admet le principe d'une charité; mais pas d'un droit—3499; s'il s'agit d'un fonds créé par participation des bénéficiaires, verrait le projet

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

CAISSE DE RETRAITE POUR VIEILLARDS —*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

d'un œil favorable—3499; état pourrait aider à la constitution du capital, doubler le versement—3499; mais M. Pringle propose adoption du septème suivi en Nouvelle-Zélande—ce système à nui à l'épargne—3499; a causé des demandes frauduleuses—3500; conseille pas presser motion, laisser à l'étude jusqu'à prochaine session—3500; pour étudier les deux systèmes, fonds national et participation—3500; la participation stimulerait l'épargne—3500; c'est aller un peu loin que de payer une pension sans s'assurer que le bénéficiaire a fait preuve d'une économie même élémentaire—3500.

M. W. F. Maclean—Gouvernement devrait étudier système des assurances de l'Etat, au taux le plus minime possible—3500; et en outre celle des pensions viagères aux vieillards—2500; l'état devrait pourvoir à la constitution du capital—2500; pas par taxe successorale—3500; par imposition d'une taxe sur un intérêt quelconque—3501; l'Etat vendrait des rentes viagères à qui voudrait en acheter—3501.

Hon. Lemieux—La "Gazette du travail" s'est déjà occupée de la question—3501; craint que résolution n'empiète sur pouvoirs provinciaux—3501; paragraphe 7 de l'Acte A. B. du N.—3501; département du travail coopérera à l'objet de la résolution—3501.

M. A. Verville—En faveur de pension aux vieillards—3502; à soixante-cinq ans, difficile de faire différence entre un pauvre méritant et un qui ne l'est pas—3502; à Montréal, un ouvrier père de famille avec $500 par année ne peut pas joindre les deux bouts—3502; calculs—3602; la pension des juges—3503; un ouvrier rend peut-être autant de service à la société qu'un juge—3503; espère que lorsqu'un projet de loi de ce genre sera présenté on ne gaspillera pas le temps de la Chambre pour en empêcher l'adoption comme pour le bill du travail—3503.

M. E. G. Porter—Avait donné avis d'une résolution du même genre l'année dernière—3503; les prisons contiennent plus de détenus amenés là par misère que par mauvaise conduite—3504; a étudié problème et pas trouvé de solution—3504; difficulté peu de densité de la population —3504.

M. L. Robitaille—Gouvernement devrait nommer commission pour étudier toute la question et faire rapport au parlement —3504; la loi des retraites en Allemagne —3506.

M. H. Bourassa—Résolution pourrait être modifiée en préconisant institution d'une caisse des retraites—3506; rien dans la constitution n'empêche gouvernement fédéral de payer retraites—3606; système a provoqué des déceptions en Allemagne— —3506; crainte des responsabilités futures—3507; le système des pensions aux E.-U.—3507; résolution Pringle intéressante au point de vue de l'étude—3507.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

CAISSE DE RETRAITE POUR VIEILLARDS —*Suite.*

M. Pringle—Objection constitutionnelle, de pure formalité—3507; résolution corrigée—3508; la surveillance policière permet en Allemagne système de contribution—2508; impraticable au Canada—3508; rejetée en Angleterre, rapport Lord Aberdeen—3508; effet des contributions sur salaires—3508; système de contribution déclaré impraticable à un congrès ouvrier spécial auquel prenaient part de grands hommes d'état—3508; "the World's puzzle"—3508; en tout cas le système fonctionne à merveille en Nouvelle-Zélande—3509.

Résolution retirée—3509.

CANAL ENTRE COBOCONK ET RIVIERE GULL.

M. S. Hughes—Propose en résolution qu'il est à propos de construire canal entre Coboconk et rivière Gull—311; embranchement au canal de Trent déjà décidé du lac Simcoe à Newmarket—511; embranchement proposé relierait région du nord aux marchés intérieurs—512; relierait Minden à Coboconk, 30 milles—512; tracé possible—512; flottage du bois—512; inondation de forêts possible—513; communications actuelles avec centres commercieux, dix-huit milles à travers montagnes—513.

Sir W. Laurier—Approuve construction d'embranchements du canal de Trent— 514; la question est de savoir si nature du pays à desservir justifie dépense à faire—514; pays rocheux—514; peut-être voudrait-il mieux en faire réserve forestière que d'encourager à livrer à l'agriculture—514; demande de retirer motion 514; conférera avec ministre des chemins de fer—514.

M. W. H. Bennett—Félicite gouvernement d'avoir inscrit $280,000 au budget pour canal de Trent—515; pour section entre lac Simcoe et Baie Georgienne—515; travaux à Midland et Victoria Harbour— 515; compte que canal aboutira au lac Ontario—516.

M. Lennox—Ne croit pas que les travaux doivent se faire nécessairement sur la Severn—516; est en faveur du tracé par rivière Nottawasaga—516.

M. Bennett—Inscrit aux "Débats" dépêche de "'Gazette"' relative aux transport du grain par canal Erié—517.

M. Sam. Hughes—Inutile songer à reboiser région, prendrait cent cinquante ans—518; bien d'autres régions au Canada moins propres à l'agriculture—518.

Résolution retirée—518.

LES CHARBONNAGES DE L'OUEST.

M.J.Herron—Propose que les terrains houillers appartenant au gouvernement devraient être vendus subordonnément au contrôle du gouvernement quant au prix et à l'approvisionnement du charbon pour le public; que des règlements de cette nature devraient être imposés pour terrains déjà vendus afin de prévenir souffrances et disette dont a souffert population de

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

LES CHARBONNAGES DE L'OUEST—*Suite.*

M. Herron—*Suite.*

l'Ouest—770 ; habite lui-même la localité d'où s'extrait 75 à 80 p.c. du charbon employé dans l'Ouest—770; difficultés caucausées par prix et rareté du bois—771; il faudra aussi faire quelque chose à cette session quant au bois—771; première partie de la résolution quant aux ventes futures, d'une application facile—772; ne connait pas de moyen quant aux concessions existantes pour réglementer—772 ; la disette règne dans Alberta et on exporte tous les jours du charbon aux E.-U.—772; exemples, exploitation de M. James Hill—772; le prix du charbon au N.-O. est excessif—772; les causes de la grève de Lethbridge, insuffisance de production—773; en dépit du règlement de la grève, il y aura encore souffrance et disette—773 ; impossible établir responsabilité de la grève—773;; le gouvernement devra la rechercher—773; espère arbitrage obligatoire sera décrété—773; le charbon doit être distribué au Canada avant d'être expédié à l'étranger—773.

M. T. S. Sproule—Importance du charbon pour l'Ouest—774; accaparement par monopoles—774; gouvernement continue à aliéner—774; terrains vendus à un prix nominal—775; les concessions forestières vendus de la même façon—775; pertes pour Ontario, profits des concessionnaires—776; la même chose pour les mines—776; la même chose pour les pâturages—776; la même chose pour les cours d'eau—776; ligne de conduite à cet égard doit être changée—776.

Hon. F. Oliver—Opinions des orateurs précédents diamétralement opposées—777 ; M. Herron admet que les règlements auraient pour effet de restreindre développement des mines encore entre les mains du gouvernement—777 ; M. Sproule demande des restrictions sévères—777 ; les intérêts qui peuvent trouver tant qu'ils veulent des terrains à exploiter déjà concédés et exempts de restriction se garderont bien d'acheter et d'exploiter les terrains du gouvernement soumis à des règlements sévères—778; cela n'améliorerait pas la situation —778; le gouvernement n'a accordé de monopole à personne—778; conditions imposées aux concessionnaires—778 ; pour des terrains houillers contenant du charbon le prix revient avec la redevance à $700 l'acre—779; toute la question de la disette du charbon se résume à ces trois besoins : capitaux, main-d'œuvre, moyens de transport—780 ; aucune relation entre état de chose actuel dans l'ouest et administration des terrains houillers par l'Etat—780; si la Chambre doit étudier quelque chose ce sont les trois points suivants qu'elle doit étudier : capital, main-d'œuvre, transport—781.

M. R. S. Lake—Grand désappointement de voir ministre rejeter résolution—781; le gouvernement veut se croiser les bras—781; dévouement du C.P.R.—781; négociations de M. King et de M. Mitchell—782;

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

LES CHARBONNAGES DE L'OUEST—*Suite.*

M. Lake—*Suite.*

humiliation du Canada—782; gouvernement a refusé résolution opposition pour s'enquérir du fonctionnement des règlements miniers—782; gouvernement a toutes responsabilités—782 ; grève déclarée au printemps dernier, pourquoi gouvernment n'a-t-il pas agi ?—782; rapports publiés par "Manitoba Free Presss"—783; plaintes des colons, lettre Ramsay—784; réponse de sir W. Laurier—785; aveu d'impuissance—785; c'est au gouvernement de fournir du combustible—785; le règlement de la grève de Lethbridge n'est pas la solution de toute la question—786; brochure gouvernementale "The Last and Best West"—786; le gouvernement doit empêcher que les terrains restent aux mains des spéculateurs à leur gré—787 ; on doit les forcer à les exploiter—787.

M. W. E. Knowles—Représente division qui consomme le plus de charbon au N.O.—788; privations des colons sont chose admise —788; attaquer le gouvernement n'est pas résoudre une question—788; l'opposition ne suggère aucun remède—789; M. King a bien fait d'aller au E.U. et de rencontrer M. Mitchell—789; les colons considèrent qu'il était en droit d'aller demander du charbon même au diable si celui-ci avait pu lui en donner—789; entente avec l'opposition sur bien des points—790; l'arbitrage obligatoire, difficulté d'imposer ses conclusions—790; toutes les décisions des tribunaux d'arbitrage ne forceront pas le mineur canadien à travailler pour un prix qui ne lui convient pas—791; M. M. King a réussi à régler la difficulté de Lethbridge grâce à une loi passée par le gouvernement actuel et c'est lui qui en a le mérite—791 ; le grand point à régler est celui des transports—792 ; le peuple de l'ouest ne peut pas attendre—792; la construction du Grand Tronc Pacifique ne peut pas être retardée—792; il faut au N.-O. la suppression de toute entrave locale au commerce—792; propose en amendement que les difficultés du N.O. ne proviennent pas de l'insuffisance des lois, mais de l'insuffisance des moyens de communication—793.

M. W. J. Roche—La grève de charbon de Pennsylvanie—793; le message du président Rosevelt—794 ; le danger des accaparements—794 ; les concessions de terres au Pacifique Canadien—795 ; les journaux et la grève de combustible —796 ; articles dommageables à l'étranger—796 ; M. Herron est prêt à accepter autre rédactin de résolution —796; M. Whyte du C.P.R. et la prétendue insuffisance des moyens de transport —796 ; l'humiliation du Canada—797 ; l'aliénation des terrains houillers—797; des centaines de mille acres aliénés—797 ; M. Rutherford, M. A. M. Sifton, M. D. C. Cameron, M. R. Watson, M. Bulyea—798; danger pour l'immigration de la publication des faits de disette—798; si les provinces avaient eu leurs mines, ces embarras ne seraient pas arrivés—799; l'amenrement ne règle pas la question—799.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
LES CHARBONNAGES DE L'OUEST—*Suite.*

M. Stockton—Soulève un point d'ordre—799; amendement n'a pas trait à la question—799; M. Burke "Parliamentary Practice"—800; amendement en contravention avec règlement—800.

M. l'Orateur—Décide amendement conforme au règlement—800; tous deux ont trait aux difficultés relatives aux fournitures de combustible—800.

M. J. G. Turriff—Ce n'est pas le mode d'aliénation des terrains houillers qui cause l'insuffisance des approvisionnements de charbon—800; il faut aménager un plus grand nombre de chemins de fer à proximité des bassins houillers—801; la moitié de la disette causée par la grève de Lethbridge, l'autre moitié par manque de transports—801; nombre de wagons insuffisants pour permettre extraction continue—802; C.P.R. n'est pas à blâmer, a fait efforts considérables—802; depuis vingt ans cette difficulté se présente tous les automnes—802; plus forte cette année—802; le peu de durée de l'été et la quantité de travaux à faire—802; il faudrait que l'approvisionnement de charbon des particuliers se fit pendant l'été et non à l'automne—804; la compagnie de charbon de Souris—803; ne voit pas comment la réglementation de la vente du terrains houillers pourrait améliorer la situation—803; si le gouvernement se chargeait de l'exploitation des mines, il se trouverait en face des mêmes difficultés que les compagnies—804; les compagnies font plus d'argent en transformant leur charbon en coke—805; c'est ce qu'elles feront si on leur impose un maximum de prix—805; le gouvernement a fait exactement ce que les Etats-Unis ont fait lors de leur grève—806; si les gouvernements provinciaux tiennent absolument à se livrer à l'exploitation de la houille, ils n'ont qu'à passer des marchés avec le gouvernement fédéral—806; la disette de charbon, si elle n'est pas trop cruelle peut être un avertissement utile—806.

M. R. L. Borden—L'opposition seule a offert un remède—807; le ministre du travail en annonçant la fin de la grève n'a pas un seul instant fait allusion aux transports—807; dangereux de laisser croire disette inévitable tous les hivers—808; gouvernement déclare en fait que la loi est incapable de porter remède—808; monsieur Mackenzie King envoyé trop tard—808; les responsabilités du pouvoir ont calmé le ministre de l'intérieur—808; à son ardeur pour les populations de l'ouest ont succédé le calme et la philosophie—808; l'arbitrage obligatoire en Nouvelle-Zélande—809; le remède employé par l'Allemagne en face de l'accaparement des houillères—810; si l'on ne peut pas empêcher les grèves on doit faire arrangements pour exploitation continue—810; opposé à amendement parce que aveu d'impuissance—810.

M. W. McIntyre—L'opposition cherche seulement à se faire de la réclame avec la grève—811; représente le comté le plus populeux du N.-O., pas une plainte—811; les plaintes viennent de Lethbridge, misère causée non par disette de charbon, mais par grève—811; absurde de parler de monopole de houille, il y en a tout le long de la Saskatchewan—812; on en trouve partout, à la portée de tous—812; elle est d'accès si facile qu'on ne fait pas de provisions—812; la cause de la difficulté est l'absence de l'exploitation et le manque de transports—818; questions de réglementation—813; autorité provinciale, réglementer serait l'amoindrir quant aux terrains déjà aliénés qui confisqués tomberaient dans son domaine direct—814; c'est l'opposition qui a combattu le projet du Grand Tronc Pacifique destiné à accroître les moyens de transport—814; l'amendement soumis ne traite pas seulement des transports, mais aussi de la main-d'œuvre—815.

M. D. Ross—Première partie de la résolution Herron démolie par son propre auteur815; la deuxième signifierait seulement l'exploitation des mines par l'Etat—816; simple objet en vue de faire ressortir que quelques libéraux auraient acheté concession comme et aux même prix que peut le faire tout conservateur—816; l'opposition de M. Borden au Transcontinental—817; plans absurdes proposés—817; ressources de houille de l'ouest énormes, la houille se trouve partout—817; il faut transports et main-d'œuvre—8218; l'opposition l'année dernière voulait refuser de mettre le G.T.R. en mesure de construire des embranchements—818; le gouvernement devra s'attaquer à la question ouvrière—818.

M. R. Smith—Il y a différence entre consigner un grief et énoncer une solution 818; M. King ne pouvait être envoyé pour régler la difficulté avant qu'un certain moment psychologique eût été atteint—819; négocier avant eût été du temps perdu et peut-être compromettre l'affaire—819; exemple de la grève de Nanaïmo—819; M. Roche trouve étrange que M. King prenne l'avis de M. Mitchell et il offre lui-même au gouvernement l'avis de M. Rosevelt—819; la liberté d'association, les unions internationales—820; les capitalistes américains ont bien le droit de contrôler nos entreprises, pourquoi les ouvriers americains ne pourraient-ils pas dire leur mot dans cette exploitation—820; croit à la conciliation et à l'arbitrage obligatoires—820; mais, il faut y préparer l'opinion—820; admet que tous les intérêts des unions et des capitalistes n'égalent pas ceux du public—820; exposé de la conciliation obligatoire—822; ne croit pas que le public admettrait l'arbitrage obligtoire—822; principe canadien qu'un homme a le droit de refuser de travailler pourvu qu'il n'empêche pas les autres de travailler—823; adverse aux grèves de sysphathie—823; la grève de Hamilton a été une honte, on n'a pas le droit d'ostraciser le public—823; espère que le gouvernement aug-

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

LES CHARBONNAGES DE L'OUEST—*Suite.*

M. R. Smith—*Suite.*

mentera les pouvoirs de M. Mackenzie King—824 ; impossible de songer supprimer complètement grèves—834.

Hon. R. Lemieux—Eloge de M. King—814; depuis quatre ans a réglé plus de quarante grèves—824; M. King n'aurait pas pu aller plus tôt dans l'ouest, .tant en Angleterre pour législation ouvrière—824; négociatins, premier refus de l'intermédiaire de M. King—824; la loi de conciliation qui a finalement réussi à régler le différend est due à sir W. Mulock—825; aucune communication n'a eu lieu entre le gouvernement ni le sous-ministre du travail et M. Mitchell—825; exposé des négociations ouvrières, nécessité de trouver une solution—826; les troubles de Buckingham—826 ; regrettable que la loi de conciliation n'ait pas réussi à les empêcher—826 ; l'enquête préliminaire obligatoire a réussi à Montréal pour grève télégraphistes—826; services incessants de M. King—826.

M. T. S. Sproule—Opposition prête à seconder gouvernement pour trouver solution difficultés ouvrières—826; on ne peut défendre à la fois la théorie du moment psychologique et celle de l'arbitrage obligatoire—827; l'"Everybody's Magazine" et l'arbitrage obligatoire—827; l'Anglais et l'Irlandais de Calgary—828; politique de laisser-faire—829 ; gouvernement veut pas agir—829.

Amendement Knowles adopté, 77 pour, 39 contre—830.

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON.

M. Knowles—Demande permission retirer résolution relative à nécessité et urgence de construire chemin de fer de Baie d'Hudson—3485 ; présentera autrement—3485.

Accordé—3485.

M. W. E. Knowles—Propose qu'il est urgent que gouvernement fasse des démarches pour construire à brève échéance le chemin de fer à Baie d'Hudson—3664; coïncidence avec dépôt sur le bureau d'échantillon de blé du Yukon—3664; question urgente au point de vue des transports—3664; le grand district à blé du Canada souffre de l'insuffisance des transports—3664 ; exposé de la situation—3665; cette année, 89 millions de minots récoltés—3665; le quart seulement actuellement transporté sur marché—3665; les plaintes, le "Times" de Moosejaw—3666; temps perdu au printemps—3666; inconvénients et souffrances quant au combustible grandement exagérés—3666; température considérablement modifiée—3666; désorganisation des services, lettres Rankin, Sutherland, Motherwell—3668; les citoyens de Lumsden et le Canadian Northern—3668; pertes des éleveurs par suite du manque de wagons—3668; les compagnies de chemin de fer responsables des facilités à donner aux immigrants qu'elles amènent—3669; le C.P.R. a fait sortir de l'ouest 4,000 wagons de moins que l'année

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON—*Suite.*

M. Knowles—*Suite.*

dernière, il va à reculons—3670; la compagnie préfère améliorer son service dans l'est où il y a concurrence—3670; il ne suffit pas de changement de méthode—3670; l'ouest va trop vite pour se contenter de remaniements—3670; le gouvernement devrait construire le chemin de fer de la Baie d'Hudson comme entreprise nationale—3670; tout ce qui se fait pour l'ouest profite à l'est—3670 ; il faut construction immédiate—3671; autant d'urgence que pour Transcontinental National—3671; le chemin de fer la baie d'Hudson serait une vraie voie de dégagement—3671; tableau des distances—3671; déposition McGinnis au Sénat—3672; climat de Fort-Churchill—3673; opinion Nelson, J. J. Barry, Amiral Markham, Bell—3678; la Nouvelle-Ecosse et le Cap-Breton fourniraient le fer et le charbon nécessaire à la construction—3674; pas en faveur de construction et exploitation par l'Etat—3674.

M. R. S. Lake—Question intéressant tout le pays—3675 ; regrette débat imposé sans avis préalable—3675; espère que la disette de houillle ne se renouvellera pas—3676; demande s'il est vrai que l'I.C.R. a refusé de prêter wagons pour l'ouest—3676; besoin de l'expédition immédiate du blé de l'ouest—3676 ; le gouvernement a reconnu qu'il n'était pas possible de fournir tous les wagons dont l'ouest a besoin—3676; ne comprend que les compagnies ne trouvent pas avantage à avoir tout le matériel nécessaire—3676 ; les voyages répétés faits dans la saison d'activité paieraient l'intérêt sur le prix des wagons—3677; pertes pour le cultivateur—3677 ; lettre de plainte—3678; le Canadian Northern Ry. aussi blâmable que le C.P.R.—3678; pour discuter convenablement question du chemin de fer de la Baie d'Hudson, il faudrait lire discussion au sénat; terminée hier seulement—3678 ; tout le Nord-Ouest s'y intéresse—3678; Indian Head, centre du pays du blé plus rapproché de la Baie d'Hudson que de Fort-Willliam—3679; Baie d'Hudson plus proche de Liverpool que Fort-William—3680; croit l'entreprise réalisable—3679; un mois d'entreposage de plus c'est tout—3680; diminution du trafic pour l'est, serait compensé par augmentation de population dans l'ouest et achat plus grand de produits manufacturés—3680.

M. T. Greenway—A fait, il y a trente ans, partie d'un comité de cette Chambre qui a recueilli information—3680 ; route libre au moins quatre mois de l'année—3680 ; comment assurer la construction la plus prompte, c'est là le problème—3680; la question du transport, la plus mauvaise année a été 1887—3681 ; aperçu de la situation—3681; augmentation constante du territoire producteur—3682; dans deux ans, la production sera 400 millions de boisseaux—3682 ; difficultés éprouvées par cultivateurs—3682 ; les industriels

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON —*Suite.*

M. Greenway—*Suite.*

vendent dans l'ouest la moitié ou les trois quarts de leur production—3682; une population qui donne un tel marché mérite considération—3682; l'"International Harvester Co."—3682; croit que force motrice manque plus encore que wagons—3683.

M. E. L. Cash—Les progrès de Yorkton, à égale distance de Fort-Churchill et de Fort-Willliam—3683; il y a quelques années c'était seulement un pays de paturâges, l'année dernière a expédié deux millions de boisseaux—3684 ; à Noël 250 cultivateurs inscrits pour demander wagons—3684; un chemin de fer recevant une charte est censé s'engager à voiturer tout ce qui lui est offert—3684; s'il ne le fait pas, il manque à ses engagements—3684; seul remède à insuffisance de wagons serait construction chemin de fer de la Baie d'Hudson—3684; l'automne la meilleure saison de navigation de Baie d'Hudson—3685; le dommage à l'industrie des bestiaux—3685.

M. G. E. McCraney—Dans Saskatchewan pas de combustible—3686; pénurie de wagons dure depuis longtemps—3686; agitation pour combustible a servi de dérivatif aux compagnies de chemin de fer—3686; le crédit et le manque de wagons—3686; la situation à Rosthern—3686; frais additionnels pour cultivateurs—3686; la question des wagons intéresse l'ouest bien plus que celle des tarifs—3687; commission des chemins de fer devrait être augmentée en nombre et un membre stationné permanemment à Winnipeg—3687 ; les compagnies de chemin de fer ont fait de leur mieux dans la dernière disette—3688 ; actes d'héroïsme accomplis—3688; antagonisme déplorable entre public et compagnies de transport—3688; situation de la Baie d'Hudson—3688; n'aura jamais une importance excessive, mais constituera un débouché—3688 ; il n'y en aura jamais de trop—3688; terres arables auprès de baie d'Hudson—3688 ; colonisation compenserait dépense du chemin—3688; port septentrional possible, en cas de guerre—3689.

Hon. Foster—Question baie d'Hudson intéresse l'est comme l'ouest—3689; était ministre de la Marine quand première expédition partie—3689; canadiens pas assez optimistes—3689 ; transport d'immenses récoltes est un problème bien difficile—3690; si les compagnies ne peuvent pas desservir tous leurs clients, ce n'est pas faute de le désirer—3690; leur avantage est de faire le plus de transports possibles—3690; notre climat, nos hivers détériorent le matériel, wagons et locomotives—3690; jamais l'ouest ne pourra avoir absolument toutes les facilités de transport qu'il demande—3690; plus l'ouest se plaint, plus c'est signe que la récolte va bien et que le pays progresse—3690; il faut être juste pour les chemins de fer—3691 ; il est temps de donner au chemin de fer de la Baie d'Hudson plus qu'une

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

CHEMIN DE FER DE LA BAIE D'HUDSON —*Suite.*

Hon. Geo. E. Foster—*Suite.*

attention sympathique—3691; il y a certainement par la Baie d'Hudson une route praticable pendant quatre mois de l'année—3691 ; on ne sait pas les révolutions économiques que peut créer cette voie de navigation—3692 ; le chemin de fer de l'isthme de Téhuantepec, le canal de Panama—3692.

Sir W. Laurier—Le projet du chemin de fer de la Baie d'Hudson date de l'organisation des Territoires—3692 ; la question a pris de l'importance par suite de l'état de choses régnant dans nouvelles provinces—3692; ne veut pas admettre qu'il y ait négligence des chemins de fer, ils font tout ce qu'ils peuvent—3692; l'est souffre aussi d'une pénurie de wagons—3693; l'ouest a pris un développement anormal—3693 ; l'ouest a tort de croire que sentiment de l'est hostile à un chemin de fer de la Baie d'Hudson—3693; grave erreur—3693; nouvelle région au nord des Laurentides ouvertes par Transcontinental—3694 ; il est juste qu'elle ait son débouché sur baie d'Hudson—3694; dans trente ans le commerce augmentera et revenus compenseront dépenses actuelles—3694 ; il existe depuis 20 ans aux statuts du Canada une loi offrant à ceux qui construiront la ligne une subvention de 12,000 acres par mille le long de la ligne—3694; personne n'en profite, peut-être pas suffisant, temps venu de faire nouvel effort—3694; il faut aviser à un autre projet—3694; gouvernement étudie actuellement—3694 ; espère faire connaître ses intentions avant fin session—3694.

Résolution adoptée—3694.

CONFLITS DU TRAVAIL.

M. R. L. Borden—Propose formation d'un comité de neuf membres pour étudier le moyen de prévenir et régler les conflits et empêcher les grèves—1180; statistique des grèves de 1901 à 1905—1190; historique des grèves, dommageables surtout quand elles interviennent dans le fonctionnement des services publics—1192; loi des mines de la Nouvelle-Zélande 1401—1192; cette loi permet au gouvernement de se réserver les terrains houillers non aliénés et de les ouvrir et exploiter à son gré—1192; loi de conciliation de 1900; loi concernant les différends de chemins de fer, 1903—1193; la Nouvelle-Zélande à la tête de la législation ouvrière—1194 ; lois organisant le travail au Canada—1195; loi de l'Association des manufacturiers, 1903—1196; Acte concernant les associations ouvrières, statuts revisés, chap. 131—1135; principaux articles—1196 ; organisations ouvrières, mémoire du Conseil des métiers et du travail—1196; approbation de l'Internationale—1198; organisation du Conseil des métiers et du travail—1198; organisation des ouvriers de chemins de fer—1198; association des travailleurs des Provinces maritimes—1198; législation de la Nouvelle-Zélande—1199; Acte de conciliation et d'arbitrage industriels de 1900—1199 ;

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
CONFLITS DU TRAVAIL—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*
fonctionnement—1200 ; clauses relatives aux sentences arbitrales—1201; résumé—1202; objections soulevées contre la loi de Nouvelle Zélande—1204; patrons égoïstes ouvriers insatiables—1204; il faut d'abord éviter les grèves et les lockouts, source de misères et de pertes—1204 ; il faut édicter des lois qui aplanissent la route pour une entente avant le conflit—1204 ; comité devrait être nommé—1205; nulle loi ne devrait être soumise avant que les deux parties n'aient été mises à même de faire valoir leurs objections—1205.

Hon. R. Lemieux—Pas besoin de nommer un comité pour recueillir informations, on les trouve dans la "Gazette du Travail," le Bureau du Travail est là pour les fournir—1205 ; renseignements complets sur les grèves—1206; et sur leur règlement—1206; commission en 1902 sur conflits économiques en Colombie-Anglaise—1207 ; renseignements publiés—1207 ; règlements de grève obtenus grâce à la loi de conciliation—1208 ; la grève des télégraphistes —1208 ; loi proposée résoudra toutes les difficultés et satisfera l'opinion—1208; lois de la Nouvelle-Zélande peuvent fort bien ne pas convenir au Canada—1209; ouvriers et associations ouvrières opposées à arbitrage obligatoire—1209; dispositions particulières du bill actuellement soumis—1209; progression des mesures prises au Canada pour régler questions ouvrières—1210; comité proposé inutile—1210; enregistrerait demandes des fabricants et pas des ouvriers—1210.

M. Verville—Si les députés étudiaient les questions ouvrières, il n'y aurait pas besoin de comité—1211; la députation néglige et méprise la "Gazette du Travail"—1211; chaque député doit faire une enquête s'il se soulève une difficulté dans sa circonscription—1212 ; en faveur du projet de l'hon. Lemieux pour prévenir les grèves—1211; cependant grèves resteront toujours la dernière ressource des ouvriers—1212; il faut légiférer et non faire des enquêtes —1212; ouvriers pas en faveur arbitrage obligatoire—1213.

M. R. Smith—Résolution repose sur suppositions erronées—1213; mesures ouvrières du gouvernement ont donné résultats satisfaisants—1213; ont disposé tous les esprits à la conciliation—1213; en six années, quarante grèves intéressant 20,466 employés ont été réglées grâce à l'intervention du département du Travail—1214; arbitrage obligatoire impossible, enquête obligatoire peut donner résultats—1215 ; résolution tend seulement à retarder adoption loi—1215; le bilan du parti conservateur et les enquêtes ouvrières—1215; la commission d'enquête ouvrière de 1887 —1216 ; l'Association des manufacturiers opposée à toute mesure tendant à améliorer la situation des organisations ouvrières du pays—1216; comité inutile et aboutirait seulement à ajourner question —1216; propose un amendement demandant à cette session l'adoption d'un projet de loi élargissant le champ d'action de la loi actuelle de conciliation—1217.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
CONFLITS DU TRAVAIL—*Suite.*

M. Bourassa—Pas d'esprit de parti—1217 ; comité parlementaire serait incapable recueillir renseignements complets sur situation travail et capital—1217; ouvriers seraient écartés et employeurs pourraient s'aboucher avec comité—1217; rien de révolutionnaire dans arbitrage obligatoire—1218; pas plus de socialisme dans cette idée que dans tout code criminel ou pénal —1218 ; sacrifice d'une partie de la liberté individuelle pour fortifier groupes ou associations—1218; quand on forcera capital à rester dans sphère nationale, on pourra forcer ouvriers à ne pas étendre limites de leurs organisations hors du pays—1219; bill propose un pas dans la bonne voie—1219; seul l'arbitrage obligatoire aurait pu prévenir la grève de Buckingham—1220 ; le bureau du Travail a fait tout ce qu'il pouvait faire—1220; démarches personnelles—1220 ; l'opinion publique n'est pas disposée à accepter l'arbitrage obligatoire—1221 ; les grands journaux ont égaré l'opinion publique au sujet de cette mesure—1221; tant que la lumière ne sera pas faite, ce serait une entreprise hasardée de présenter une loi de ce genre et ce serait compromettre succès de l'objectif qu'on tend à réaliser—1221.

M. Bristol—Accusations d'insincérité inutiles—1222 ; tout homme public et tout parti a le droit de modifier ses opinions—1222; tout le monde est d'avis qu'il faut donner plus d'efficacité aux lois tendant à prévenir et abréger différends—1222; un comité aurait l'avantage d'entendre ceux qui ne sont ni employeurs ni employés mais qu'atteignent les grèves—1222 ; le public en général—1223; chambre pas assez éclairée—1223.

Discussion remise—1223.

Reprise—2675.

M. A. C. Macdonell—Pas d'esprit de parti—2675; législation ouvrière dans période de tâtonnements—2675; nécessité nomination commission—2675 ; milice et ouvriers—2676; froissements—2676; il faut agir en sorte que différends ouvriers n'arrivent jamais au point où il faut appeler milice 2676; les autres pays ont nommé des commissions—2676; Grande-Bretagne et décision Taft-Vale—2676; le bill proposé par gouvernement ne répond pas à tous les besoins—2676; applicable à certains cas seulement—2677; injustice de la disposition relative aux lockout—2677; lecture de protestations ouvrières contre le bill—2678; les ouvriers de chemin de fer demandent à être soustraits à l'opération du bill—2679; comité pourrait s'enquérir des causes de mécontentement parmi ouvriers —2680; importation de "strike breakers" —2680 ; venue de détectives étrangers comme à Winnipeg et à Buckingham—2680; étude du code pénal en ce qu'il se rapporte aux conspirations—2680; le tableau noir—2680 ; défense d'espionner—2684; sir Fred. Pollock et les lois du travail—2680 ; la valeur du rapport de la commission du travail des conservateurs de 1891—2681 ; les sujets traités—2681 ; commission conservatrice fut exempte d'esprit de parti—2682; enquête nécessaire

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
CONFLITS DU TRAVAIL—*Suite.*

M. A. C. Macdonell—*Suite.*
—2682; étudions aujourd'hui ce qui peut être cause de froissement demain—2682; faisons une énumération catégorique des droits du travail et de ceux du capital—2682.

M. G. H. McIntyre—L'enquête faite en 1887 ne se traduisit par des faits que treize ans plus tard quand les libéraux furent au pouvoir—2684; loi de conciliation de l'hon. Mulock—2684; loi des chemins de fer de 1903—2684; Gazette du Travail, bureau du travail, précieux auxiliaires—2685; c'est par l'éducation et non par la législation que nous réussirons à satisfaire le peuple—2685; l'opposition n'offre aucun remède—2686; résolution inopportune au moment-même où le gouvernement vient de présenter une loi pour remédier aux griefs signaler—2686; se rallie à l'amendement de M. R. Smith, texte—2686.

Hon. Foster—Se plaint que règlements rendent discussion forcément décousue par ajournements—2686; pas d'esprit de parti—2687; dépit ministériel de voir M. Borden s'occuper de ces question—2687; reproches de M. R. Smith—2688; reproche de M. McIntyre—2688; si l'opposition eut proposé un remède, elle aurait été à l'encontre de l'esprit de sa résolution—2688; l'opposition affirme ne rien connaître et demande des renseignements—2688; cela ne peut pas faire de mal à la Chambre d'avoir plus de renseignements—2689; amendement inutile—2690; c'est au moyen de commissions que le parlement anglais se renseigne sur les grandes questions—2690; ne prend parti ni pour capital, ni pour travail—2691; ce ne sont pas les deux seuls intérêts en jeu—2691; il y a un troisième élément, l'Etat—2691; l'Etat ce sont les simples particuliers ni salariés, ni patrons—2691; les droits des ouvriers et des patrons doivent jusqu'à un certain point être réglés par intérêts supérieurs—2692; l'intervention légitime de l'Etat—2692; exemple des mines de charbon—2693; exemple des tramways de Montréal—2694; le collectivisme, le socialisme sont des manifestations de ce troisième élément—2694; les grèves et lockouts sont des instruments des temps barbares—2695; il y aurait intérêt à se servir d'outils plus modernes—2695; d'abord les sentiments changent, il n'y a pas de patron qui veuille, de propos délibéré être injuste à l'égard de ses employés—2696; la "National Civil Federation"—2696; il n'y a pas de congrès qui fasse un travail aussi utile que cette association où sont représentés, travail, capital et ouvriers—2696; nous arriverons à une meilleure solution si nous nous entourons de renseignements—2697.

M. H. T. Logan—Voter pour résolution équivaudrait au rejet du bill pour règlement difficultés ouvrières—2697; ou, au moins, à remise à prochaine session—2698; approuve projet de loi—2698; le groupe ouvrier a droit à notre sollicitude spéciale—2698; deux alternatives seulement pour

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
CONFLITS DU TRAVAIL—*Suite.*

M. Logan—*Suite.*
règlement difficultés ouvrières: conciliation, arbitrage obligatoire—2699; l'opposition veut tuer le bill de conciliation Lemieux—26949; elle est donc pour l'arbitrage obligatoire—2699; n'en veut pas—2699; un comité c'est bon à enterrer un projet—2700; commission 1886, rapport 1890—2700; question du bureau du travail enterré—2700; c'est l'histoire que l'opposition veut renouveler—2700; il y a des grèves, des questions a régler actuellement, il faut voter sans retard la loi proposée par le gouvernement—2701; de 1878 à 1895 les gouvernements conservateurs ont juste passé deux lois du travail, la taxe des Chinois et la fête du travail—2701; énumération de la législation ouvrière passée par libéraux depuis 1896—2702; bilan des deux partis—2702; relèvement des salaires—2702; à quoi bon déranger les ouvriers et les faire venir à Ottawa—2703; la chambre est en mesure de discuter et de décider—2703.

M. G. Taylor—S'il y a au Canada des gens assujettis à de longues heures de travail, ce sont bien les patrons—2703; le Parlement saisi de trois projets relatifs aux ouvriers—2703; on aurait le temps d'avoir commission et rapport et de déposer loi avant fin de la session—2703; loi présentée par hon. McMullen au sénat, aux instances sans doute du gouvernement, condamnée par tous les ouvriers—2703; loi du ministre du travail condamnée par association des télégraphistes, lecture protestation—2704; loi Verville condamnée par association des manufacturiers, protestation—2704; protestation des ingénieurs de locomotives—2706; protestations de toute part, il faut un comité pour les entendre—2706.

M. T. S. Sproule—Toutes les lois passées par le gouvernement en matière de travail ont des défauts—2706; l'opposition a donné avis de sa résolution avant que le gouvernement présente loi—2706; ce n'est pas l'opposition qui veut contrecarer loi du gouvernement—2706; c'est le gouvernement qui a voulu étouffer résolution de l'opposition—2706.

Hon. R. Lemieux—Dès le retour du député ministre du travail de Lethbridge, rapport a été déposé sur bureau de la chambre énonçant principe de l'information obligatoire—2707.

M. Sproule—Si les conservateurs étaient restés au pouvoir ils auraient mis en application recommandations de la commission du travail—2708; on veut agir sans renseignement—2708; on n'obéit qu'à préoccupations politiques—2708; la conciliation n'a pas empêché les grèves—2709; l'obligation de payer des salaires raisonnables non plus—2709; portée de la question—2709; consommateur intéressé—2710; les cultivateurs paient pour la réduction des heures de travail des ouvriers—2710; le parlement doit s'occuper des personnes qui travaillent seize heures par jours au bénéfice de gence qui ne travaillent que

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
CONFLITS DU TRAVAIL—*Suite.*
M. T. S. Sproule—*Suite.*
huit—2710; la chambre ne peut réunir les renseignements nécessaires—2711; nous ne pouvons pas avoir trop de renseignements —2711.
M. A. Johnston—Depuis l'adoption de la loi de 1890 jusqu'à sa chute, le parti conservateur n'a pas appliqué une seule des prescriptions de la loi qu'il avait passée —2712; s'il y eut jamais une tentative pour reléguer dans l'ombre une législation ouvrière, c'est bien la motion de M. Borden 2713; l'exploitation politique de la commission du travail dans les élections de 1887—2714 ; le rôle de M. Taylor dans la loi de la main d'œuvre étrangère, il abandonne son bill—2715; le peuple aime mieux les gens qui agissent même sous l'impulsion du moment que ceux qui se croisent les bras et ne font rien—2716; les ouvriers savent bien que leur condition actuelle est meilleure qu'en 1896—2716; le mépris des conservateurs pour "Gazette du travail"—2717; les insultes de certains députés à M. Mackenzie King—2717; éloge du député-ministre du travail—2717; le ministre du travail et les résultats de la loi de conciliation, revue des évènements—2718; discussion suspendue—2719.
Amendement R. Smith mis aux voix—3815.
Adopté: Pour 78, contre 40—3816.

LANGUE FRANCAISE.
M. A. Lavergne—Présente résolution pour que la langue française soit mise sur pied parfait d'égalité avec langue anglaise, particulièrement pour monnaie et postes—3759; pas de préjugé—3759; confédération canadienne fondée sur égalité des deux races—3759; pas de déloyauté à traiter cette question—3760; Canadiens particulièrement attachés à leur langue—3760; Lafontaine et la langue française—3760; sir John Macdonald et les droits des Canadiens-français—3760; acte de confédération pas respecté—3761; l'hon. Fielding et M. Paquet—3761; l'Acte de l'A.B.. du N. et la langue française, art. 333—3761; l'impression des billets de banque se relie aux archives de la chambre, puisque c'est l'expression matérielle de deniers votés—3762; pays de langue mixte: Jersey, Belgique, Suisse—3762; affaire plus sérieuse qu'elle ne paraît—3762; humiliation—3762; la langue française dans le service de l'Intercolonial—3763; la langue française aux travaux publics—3764; la langue française au ministère des postes—3764; la langue française à l'Imprimerie Nationale 3766; le Canadian Courrier et la langue française—3766 ; la population d'Ontario n'est pas hostile à l'égalité des langues—3766; sir Ottuvell Adams et la Suisse—3766; s'excuse d'avoir parlé anglais—3767; "Dieu et mon droit"—3768.
M. G. M. McIntyre—Parle en français, estime le peuple français—3768; on doit respecter la constitution—3768; l'anglais est souvent malmené, tout comme le français dans service de la monnaie—3768; exemple d'exergue en latin—3768; l'argent est bon dans toutes les langues—3769; personne ne lit les timbres-poste; ce que l'on veut c'est qu'ils soient bien gommés—3769; personne ne songe à demander que la devise d'Angleterre soit changée parcequ'elle porte des mots français—3769; il ne faut pas perdre son temps à ces bagatelles—3769.
M. C. Devlin—Parle en français—3769; représente comté canadien-français—3770 ; ne connait pas la langue irlandaise—3770; entre anglais et français, préfère français—3770; explique vote sur statuts revisés—3770; premier vote en chambre, voulait s'affirmer partisan du gouvernement —3770; la lutte pour la langue en Irlande —3770; ici pas de lutte, français à place conquise—3771; mais, devrait être plus employé, sur chemin de fer, dans gares—3771; on devrait plus accélérer les publications françaises—3771; le français n'est plus une langue qui lutte, dans ce pays, c'est une langue qui triomphe—3771.
Sir W. Laurier—Félicitations à M. McIntyre 3772; si les électeurs de Perth lui fait défaut, trouvera un siège dans Québec—3772; refuse de reconnaître que langue française n'est pas sur pied d'égalité avec langue anglaise—3772; le cas de Lafontaine—3772 ; parla français pour revendiquer un droit qu'on lui refusait—3772; une fois qu'il eût obtenu ce droit, n'alla pas plus loin—3772; M. Lavergne aurait pu parler français et se servir du droit qu'il revendique—3772 ; pédanterie de se targuer en toute circonstance du droit de parler français—3773; il n'existe pas un cas où un Canadien-fançais n'ait pas compris ce qui était écrit sur un billet de banque—3773; inutile de changer anciennes formules—3774; le peuple anglais n'a jamais demandé de changer la formule française "Dieu et mon droit—3774; pour ce qui est de l'Intersolonial, admet que dans la partie qui traverse province de Québec les avis devraient être tous en français—3774; il n'est pas nécessaire d'exiger le français si on comprend l'anglais—3774; mais on doit l'exiger si cela fait l'affaire de la population—3774; s'il y a irrégularité ou retard quant à la traduction des débats, ce n'est pas l'affaire du gouvernement, mais du comité—3774; heureux que cette question soit soumise à la chambre—3775 ; certaines pratiques défectueuses—3775; mais ne partage pas avis sur toute la ligne—3775; compatriotes anglais ne cherchent qu'à traiter Canadiens-français en associés—3775; refuse d'admettre état de chose exposé par motion—3775 ; propose en amendement que "la langue française est de fait, aussi bien qu'aux termes de la constitution sur un pied d'égalité avec langue anglaise—3775.
M. H. Bourassa—Question pas périlleuse—3775; on peut discuter sans danger toutes questions touchant les deux races du pays—3775; convaincu qu'avec le temps les bases de l'entente s'élargiront—3776 ; M. A. Lavergne a accompli un devoir—3776 ; les chemins de fer—3776 ; les bons

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

LANGUE FRANÇAISE—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

postaux—3776; il est faux que les deux langues soient sur un pied d'égalité—3776; premier ministre reconnaît inégalité de traitement quant à l'Intercolonial 3777; la même chose dans les autres chemins de fer C.P.R. et G.T.R. qui ont reçu pourtant des subventions du parlement canadien—3777; les chemins de fer américains de la Nouvelle-Angleterre font plus de cas de la langue française que nos gandes voies ferrrées—3777; admet question billet de banque pas très importante—3778; il ne faut pas songer seulement à l'utilitarisme—3778; il faut tenir compte du sentiment—3778; la question des langues en Belgique—3778; sir John Macdonald et l'égalité des races—3779; minorité plus chatouilleuse toujours que majorité—3779; la question d'égalité n'est pas seulement une question de réclame électorale 3779; ce n'est pas le comité des débats qui est responsable des retards des Débats—3779; c'est à l'Imprimerie Nationale que l'on remet systématiquement l'ouvrage français—3780; après des semaines le bill du ministre du travail relatif aux grèves et conflits n'était pas imprimé—3781; on n'attache aucune importance à la traduction française—3781; la besogne des traducteurs—3781; nécessité de mettre bureau des traducteurs sur un bon pied—3782; il devrait y avoir dans chaque département un nombre suffisant d'employés capables de comprendre et de parler les deux langues—3784; pour répondre en français et dans un français convenable—3784; état de chose pas satisfaisaint, les anglais l'admettront eux-mêmes—3784; résolution ne blâme pas le gouvernement—3784; il ne suffit pas d'écarter résolution d'un geste et de dire que les deux langues soient sur un pied d'égalité—3785; le principe d'égalité pas respecté dans pratique—3785; il n'y a pas lieu de retirer ou de modifier proposition—3785.

M. T. Sproule—N'approuve pas but résolution—3785; Canada, pays de langue anglaise—3785; anglais langue donnante et langue des affaires—3785; il n'est pas de l'intérêt du Canada de transiger les affaires du pays dans les deux langues—3785; les deux langues sont actuellement au même rang, dans le sens de la constitution—3786; art. 133 de l'A. B. du Nord—3786; interprétation de la constitution et de l'obligation d'égalité des deux langues qu'elle impose—3787; dans le commerce, dans les relations mondaines on se plie aux désirs les uns des autres—3788; c'est ainsi que les Canadiens-français qui parlent anglais parlent cette langue par courtoisie—3788; et aussi pour créer une impression sur leur auditeurs—3789; n'approuve pas résolution parceque convaincu que les droits de la population française ne sont pas lésés—3789.

Hon. S. Fisher—Art. 133 de la constitution règle le rang de langue française au Canada—3789; regretterait de voir n'importe qui porter atteinte à ce droit—3790; quant aux débats, les députés anglais sont

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

LANGUE FRANÇAISE—*Suite.*

Hon. S. Fisher—*Suite.*

obligés d'attendre aussi longtemps que leurs collègues la traduction des discours en français—3790; admire député anglais capable de faire discours en français—3790; traduction difficile—3791; retard causé par traduction des Statuts Révisés—3791; souvent dans les Cantons de l'est, cultivateurs anglais reçoivent circulaires en français—3791; au ministère de l'agriculture, commis tenus de répondre dans la langue où écrit le correspondant—3792.

Discussion suspendue—3792.

POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT.

M. A. Lavergne—Primes à l'immigration politique dangereuse—6329; distribution injuste par gouvernement de fonds mis à sa disposition pour immigration—6329; politique téméraire et imprévoyante—6329; primes amènent immigration inférieure—6329; seul souci compagnies de navigation, toucher le plus de primes possible—6329; deux catégories seulement d'immigrants désirables au Canada: ceux des îles Britanniques—6329; ceux de France et de Belgique—6329; les seuls assimilables—6324; discours A. Hamilton de Vancouver contre immigration armée du Salut, donné par "Globe"—6330; M. Webbs dit que l'immigration fera du Canada, nation bâtarde—6330; les E.-U. et la crainte de l'invasion étrangère—6331; comparaison entre E.-U. et Canada—6331; en quatre ans reçu assez d'immigrants pour faire 60 comtés nouveaux, cinq de moins que représentation de Québec—6331; calculs de proportion 6332; contrat avec N. A. Tdg. Coy. était immoral—6333; si les noms eussent été dévoilés il n'y aurait pas eu de suicides, mais des emprisonnements—6333; contrat excluait l'élément français—6333; on ne s'occupait que du N.O., pas des vieilles provinces qui supportent le fardeau des dépenses—6333; brochure "Twentieth Century"—6333; opinion Goldwin Smith sur peuplement de l'ouest par étrangers—6333; province de Québec reçoit juste .05 de l'immigration—6333; en 1905, Québec a payé pour sa part $230,000 et on a dépensé pour immigration française $10,000—6334; espère qu'il viendrait au Canada des membres du clergé expulsés de France—6334.

M. S. Hughes—Un fléau pour le pays—6334.

M. A. Lavergne—Meilleurs que les Sikhs—6334; agents en France insuffisants—6334; M. Wiallard incapable de suffire à tout—6323; M. Foursin Escande, invalide, mûr pour sénat—6334; conspiration du ministère de l'intérieur—6335; extrait "Northern Express" de Liverpool—6335; M. Hutchison en Belgique—6335; brochures françaises pas distribuées—6335; émigration française en République Argentine—6336; émigration des campagnes vers Paris—6336; ministère férocement opposé à immigration française—6336; avec même méthodes que pour immigration britannique, nous aurions eu les mêmes résultats 6336; Canadiens-français plus assimilateurs que Canadiens-anglais—6336; n'ont

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
M. A. Lavergne—*Suite.*
pas d'autre patrie que Canada—6336; Canadiens-anglais ont pour patrie vieille Angleterre—6337; autre idéal social que les Américains—6337; dépenses comparées pour différents immigrants—6338; si le gouvernement n'a pas pu contrôler la N. A. Tdg. Coy. comment contrôlera-t-il agents de billlets fonctionnant isolément en vue de toucher prime—6338; avec nouveau décrêt, même difficultés qu'avec N. A. Tdg. Co.—6338; le ministère travaille pour les spéculateurs propriétaires de terrains dans l'ouest—6339; l'histoire du Texas—6340; propose résolution condamnant système des primes et recommandent discontinuation—6340.
Hon. F. Oliver—Entassement d'inexactitudes—6340; opposé à l'immigration, craint inondation étrangère—6341; octroi des primes question accessoire dans ce cas—6341; le Canada a les dimensions de l'Europe et la population de la Belgique—6341; si on veut que le pays atteigne ses destinées, il lui faut une population—6341; personne sauf M. Lavergne ne conseillera de se croiser les bras—6341; il n'est pas payé de primes aux immigrants ni aux compagnies en raison du recrutement d'immigrants mais pour répandre connaissance des avantages que le Canada offre à la colonisation—6341; explication de la prime payée aux agents—6343; pour faire publicité et leur faire diriger immigrants sur le Canada—6343; compagnies de navigation reçoivent subventions—6343; raisons du contrat avec North Atlantic Trading Coy.—6344; maintenant plus autant de motifs de susciter immigration active—6344; découverte d'une coalition entre compagnies de navigation—6344; contrôle sur immigration cessait—6345; conditions spéciales en raison envoi immigrants de Scandinavie n'était plus observées—6345; nombre nouveaux venus diminuait—6345; alors convention annulée—6345; conditions du nouveau décret—6346; permet faire arrangements pour différents pays—6346; besoins de journaliers au Canada—6346; colons futurs—6347; conditions arrangements, primes moitié moindres pour colons étrangers que pour colons britanniques—6347; décrêt ne constitue pas contrat—6347; primes de $5 pour immigrants britanniques restreinte à ceux ayant pratiqué en Angleterre métier les rendant aptes à culture canadienne—6348; fonctionnement de la prime—6349; texte de la circulaire et instructions—6350; même conditions pour colons de l'Europe, mais prime moitié moindre—6351; certains pays d'Europe paraissent négligés parceque département emploie son argent où il peut donner les meilleurs résultats—6352; hostilité des gouvernements de France et d'Allemagne—6353; un dollar dépensé en Grande-Bretagne donne plus de résultats qu'en France ou en Allemagne—6353; on se plaint que nous ne dirigeons pas immigration vers provinces de l'est—6354; on nous accuse de
RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT—*Suite.*
M. F. Oliver—*Suite.*
noyer les provinces de l'ouest et pas celles de l'est—6354; le peuplement de l'ouest garantit la prospérité de l'est—6354; n'a pas à renier ce qu'il a dit autrefois sur immigration, met ces idées à exécution maintenant—6355; changements nécessaires dans une politique d'immigration suivant besoin—6355; M. Lavergne apôtre du "Petit Canada"—6356; le parti libéral travaille pour un "Plus Grand Canada"—6356.
M. H. Bourassa—Arguments pas réfutés—6356; le ministre a éludé la question—6357; resumé des arguments de M. Lavergne qui n'ont pas été relevés—6357; changement d'attitude du gouvernement en pleine session sans consulter parlement—6357; nouveau décrêt sur immigration opposé à politique énoncée à dernière session—6358; exposé du changement d'attitude—6358; si les gouvernements étrangers défendent propagande, il est aussi déloyal pour gouvernement canadien de la faire faire par agents que par compagnie—6358; opinion de l'hon. Oliver, l'année dernière adverse au paiement de primes aux agents—6359; critique méthode Tupper—6359; changements trop brusques d'opinion—6359; application du décret impossible—6361; discernement impraticable, exemple—6361; l'armée du Salut et les femmes perdues—6361; ne veut pas que le Canada soit le dépotoir des bouges vidés par Armée du Salut—6362; impatience de réaliser bénéfice sur terrains est au fond de ce prétendu besoin d'immigrants—6362; Cox peut attendre—6362; pas d'esprit étroit, pas de préjugés—6363; discours Oliver 1902—6363; discours Oliver 1903—6365; même raisonnement que M. Lavergne—6365; désire pas mettre ministre en opposition avec lui-même—6365; espère que reviendra aux idées saines d'autrefois 6365; véritable agent d'immigration est le colon heureux—6366; veillez au bien être du colon et vous en ferez des agents d'immigration et abaissez tarif et vous aiderez au colon—6366; vaudra mieux que payer juifs de Hambourg—6366; pas de chauvinisme chez M. Lavergne demande de stimuler immigration française et anglaise de préférence aux autres pays—6367; retour aux origines—6367; jamais les auteurs de la Confédération n'avaient songé à donner la moitié de ce continent à des étrangers n'ayant absolument rien en commun avec nous—6367; imbus non de l'orgueil du sol national, mais de l'idée de faire fortune—6367; jamais l'immigration ne s'est déversée aux Etats-Unis à flots relativement aussi pressés qu'aux Canada—6368; situation aux E.-U.—6368; les compagnies de chemins de fer refusent aux Canadiens, pour se rendre dans l'ouest les avantages qu'elles accordent à des Doukhobors—6369; on ne laisse pas les étrangers prendre connaissance des provinces de l'est, on les emballe, aussitôt débarqués, pour l'ouest—6370; on divise le pays en deux parties dont l'une

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

absolument ignorante de nos idées et nourrie dans des notions différentes des nôtres—6370; et c'est bientôt celle-là qui commandera, qui fera et défera les parlements—6370; danger patriotique—6370; Canada fondé sur dualisme d'éléments—6371; il est d'intérêt pour le maintien de la Confédération qu'il se développe ici une population de langue française—6371; l'afflux des Américains—6371; danger pour citoyenneté britannique—6371; les pavillons britanniques flottant sur les maisons d'école ne suffiront pas pour leur inculquer le loyalisme—6372; briseront confédération plutôt que de nuire à leurs intérêts financier—6379; parlement aurait du être consulté pour nouveau décret—6372.

M. W. McIntyre—Représente partie du pays où fonctionne le plus activement système d'immigration attaqué—6372; absolument faux que les quatre-cinquièmes de la population de l'ouest soit d'origine étrangère—6375; faux que l'ouest soit le dépotoir de la lie des populations étrangères—6373; les Galiciens font d'excellents citoyens—6373; la masse des immigrants américains qui entrent au Canada sont des canadiens rapatriés—6373; ne sont pas des annexionnistes—6373; précieux enseignements donnés par cultivateurs américains—6374; la culture des jachères—6374; distribution par nationalités de la population de l'Alberta—6374; sur 185,000 âmes, 118,138 d'origine britannique—6374; l'accroissement de la population de 1901 à 1906 ne comprend pas 12½ p.c. de ces étrangers non désirables indiqués par M. Lavergne—6375; les Galiciens et la langue anglaise—6376; on n'a pas le droit de traiter d'étranger l'homme qui a prêté le serment de fidélité—6376; l'état ne dépense pas $60 par tête d'immigrant—6376; en 1905, contribution descendue à $4.45 par tête—6376; prix payés par nationalité—6376; chiffres pris aux bureaux de l'immigration—6377; plus de personnes nées en France dans Alberta qu'à Montréal, suivant population—6377; quarante-sept contre vingt-trois—6377; on se plaint que le gouvernement ne pousse pas assez d'immigrants dans Québec et du même coup on se plaint que les chemins de fer ne donnent pas de facilités aux gens de Québec pour immigrer dans l'ouest—6377; M. Lavergne ne s'occupe que des questions où l'on peut soulever quelques préjugés de race—6378; l'esprit de la Confédération—6378; le fameux parti nationaliste—6378; députés qui gaspillent leur temps à savoir dans quelle langue doivent être imprimés les timbres-postes ont autant besoin que les doukhobors de prendre leçons de sentiment national—6379.

Hon. R. Lemieux—Canada ne peut pas fermer ses portes aux immigrants étrangers qui veulent s'y établir du moment que pays est protégé par réglementation—6379; citation Welpley—6380; Canada terre de

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

Hon. R. Lemieux—*Suite.*

liberté et d'hospitalité—6380; il est faux que le gouvernement soit hostile à immigration française et belge—6381; sous l'ancien régime français, à peine huit à dix mille colons français se sont établis au Canada—6381; tandis que 3,000,000 anglais s'étaient établis en Nouvelle-Angleterre, les colons français au Canada ayant fait souche ne formaient pas un noyau de plus de 65,000 à la cession—6382; Welpley et l'immigration française—6382; le français n'émigre pas—6383; le cas de l'Algérie, plus d'Espagnol que de Français—6383; le Français est heureux chez lui—6383; faible augmentation de la population—6384; les lois françaises contre l'immigration, texte—6384; circulaire 1886 6385; insultes gratuites à M. Foursin, s'il y a quelques colonies francaises dans l'Alberta, c'est à M. Foursin qu'on le doit—6385; proportion de l'immigration au Canada sur l'immigration française totale—6386; l'immigration belge, travaux de M. Treau de Coeli—6386; le livre de M. A. Siegfried—6386; différence entre français de France et français du Canada—6386; pas d'affinité—6388; ce que le gouvernement a fait pour immigration française 6388; absurde de se plaindre que l'on ne favorise pas l'immigration des Canadiens de Québec dans l'ouest—6389; hostilité de la "Vérité"—6389; opposition de Mgr. Taché—6389.

M. R. L. Borden—Rien de déshonorant au discours de M. Lavergne—6391; reproches injustes contre M. Bourassa—6392; cependant n'approuve pas motion—6392; néant et décousu de motion proposée provient de ce que formée de deux phrases d'un vieux discours de M. Oliver—6393; paiement de primes n'implique pas forcément envoi d'immigrants non désirables—6393; l'hon. Oliver et les immigrants non désirables—6393; l'hon. Oliver et les immigrants étrangers, discours 1901—6394; motion va un peu loin—6396; décret nouveau établit quelque chose d'analogue à North Atlantic Trading Co.—6397; nous ne devons pas faire propagande contraire aux lois étrangères—6397; œuvre inadmissible de la part du gouvernement canadien—6398.

M. F. D. Monk—Nous ne devrions pas pousser l'hospitalité jusqu'à recevoir immigrants que nous ne connaissons pas—6399; on devrait se borner à faire connaître, dans pays propres à envoyer des colons, les avantages qu'offre le Canada—6399; deux ministres de la couronne ont cet après-midi répudié les opinions qu'ils professaient avant d'entrer dans le cabinet—6400; hon. Oliver, discours 1901—6401, choix à faire parmi immigrants anglais—6401; jeunes criminels—6401; population criminelle de Montréal accrue par immigration Europe orientale—6401; pas de prime aux Etats-Unis—6402; paiement d'une taxe—6402; Congrès des sciences sociales à New-York conseille de ne pas

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. F. D. Monk—*Suite.*

adoucir restrictions à immigration—6403; l'hon. R. Lemieux qui dénonce les préjugés de race, prêchait contre les achats de fusil de sir Charles Tupper—6404; l'hon. L. P. Brodeur a reproché à M. Monk ses sympathies pour lord Dundonald—6404; s'étonne qu'on ait excepté France et Belgique des arrangement de la N.A. Tdg. Co.—6404; disparition de la brochure française à l'exposition de Liège—6404; histoire de la brochure—6404; mode de propagande à employer en France—6405; utilisation du mécontentement religieux—6405; les opinions de M. Siegfried—6406; doit être d'avis qu'il est temps de bannir de France tout jusqu'au nom de Dieu—6406; déplore état de chose en France—6406; près de dix millions de personnes en France songeraient peut-être à venir au Canada si les avantages du pays leur étaient démontrés—6406; Mgr Taché n'a pas été le seul à croire que les provinces de l'ouest n'offraient pas d'avenir—6407; les politiciens libéraux—6407; les missionnaires de l'ouest au contraire encouragent maintenant et sollicitent l'immigration des provinces de l'est—6408; primes doivent cesser—6408; nous devons avoir foi dans notre pays et le juger capable d'attirer les colons sans attrait monétaire—6408; nous avons le temps de peupler notre pays—6408; il faut participer aux expositions publiques—6409; l'argent dépensé pour agents aux Etats-Unis ne sert à rien—6409; l'immigration viendrait tout aussi bien sans cela—6409.

Hon. Fisher—Histoire de la coopération à l'exposition de Liège—6409; ingérence du baron de l'Epine—6410; participation du Canada pas provinciale, essentiellement nationale—6410; seuls imprimés distribués concernaient Canada tout entier, pas de province en particulier—6411; dans brochure officielle toutes les provinces sur le même pied, faux qu'elles parlaient uniquement du Nord-Ouest—6411; brochures françaises ont été les plus nombreuses distribuées—6411.

M. L. Robitaille—L'hon. R. Lemieux oublie sa religion—6412; M. Robitaille a tellement voyagé qu'il est devenu parfaitement cosmopolite—6412; l'hon. M. Lemieux se met dans le pétrin quand il ouvre la bouche—6413; sir W. Laurier a obtenu du pape l'ordre que les membres du clergé ne puissent pas parler politique même dans leur presbytère—6413; la "Vérité" n'est pas l'organe du clergé—6414; le clergé l'a abandonnéee à la suite de l'affaire Leo Taxil—6414; qui a ouvert le hublot pour laisser entrer le coup de mer?—6414; s'il convient de payer des primes, pourquoi exclure la Belgique et la France?—6414; la loi contre l'émigration des Français au Canada a été passée en 1763—6415; si l'on avait fait pour la Frnce ce qu'on a fait pour l'Angleterre on aurait pu avoir de l'immigration—6415; un de nos agents en France est invalide, les jambes

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

POLITIQUE D'IMMIGRATION DU GOUVERNEMENT—*Suite.*

M. Robitaille—*Suite.*

sont nécessaires pour l'immigration—6415; si la France a envoyé Lafayette en Amérique c'était pour sauver la Louisiane—6416; le moment des décorations anglaises est arrivé—6416; les agents d'immigration ne travaillent que pour l'ouest—6416; le département de l'intérieur sert à avancer des intérêts étrangers—6417; le danger du jeune géant de l'ouest—6418; si on ne peut pas avoir d'immigrants sans les payer, il vaut mieux garder notre argent—6418; les compagnies de navigation devraient faire la propagande à leurs frais—6418; on devrait, une fois les immigrants arrivés, les laisser libres d'aller où ils veulent—6418; on défend de les solliciter à venir dans Québec—6418; Ontario jouit de la faveur de pouvoir solliciter—6418; règlements interdisant de détourner immigrants—6490; visite du bâtiment des immigrants à Québec—6420; les juges d'Angleterre font du Canada une île du Diable pour leurs forçats—6421; correspondance d'un agent d'immigration provinciale contre courant hostile à l'immigration française—6432; origine de la persistance des préjugés—6422; les progrès des Etats-Unis, leur méthode—6422; sympathies difficiles entre Anglais flegmatiques et fils de la vieille France—6423; les journaux comptent sur l'ignorance de ceux qui les lisent pour gagner leur vie—6424; il est juste d'accorder à l'Angleterre avantages qui n'entraînent pas le sacrifice de nos droits—6424; le pays se développe plus rapidement que ne l'exige l'état de chose—6424; la croissance des enfants dangereuse pour leur état mental—6424; citation poétique—6424.

M. T. S. Sproule—Députés préopinants assez justes dans leurs conclusions—6425; hostilité aux primes basée sur discours Oliver—6426; si majorité des immigrants venus au Canada provient de l'Europe occidentale, cela baisse le niveau de la nation candienne—6426; un grand nombre ne deviendront jamais de bons Canadiens—6426; en tout cas, mauvais moyen de les grouper en colonies, devraient être distribués dans population d'origine britannique—6426; avantages du pays suffisants, pas besoin d'argent—6427; nous avons eu tort de payer tant d'argent à N. A. Tdg. Co.—6428; immigrants viendraient aussi bien sans aucune dépense—6428; appuierait bien suppression primes pour tous immigrants, sauf immigrants anglais—6428.

Motion rejetée—6428.

PRIX DU BOIS AU NORD-OUEST.

M. J. Herron—Propose résolution demandant formation comité composé de neuf membres pour s'enquérir des causes du prix excessif du bois—1872; prix du bois excessif—1873; population croit cherté due à combinaisons—1873; l'"Albertan", de Calgary et combinaison—1874; manœuvres de l'association des commerçants de bois de la Colombie-Anglaise—1874; croit pouvoir prouver ces manœuvres devant une

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
PRISE DU BOIS AU NORD-OUEST—*Suite.*
M. Herron—*Suite.*
commission d'enquête—1874; promet indiquer noms des personnes qui prouveront —1875.
M. Kennedy—Pas opposé au comité demandé—1875; les marchands de bois de la côte de la Colombie-Anglaise ne font pas payer le bois plus cher que ne justifient les circonstances—1875 ; les propriétaires de scieries paient des droits sur tout ce qu'ils emploient—1875; les cultivateurs se protègent bien, pourquoi serait-ce défendu aux propriétaires de scieries—1876.
Hon. Oliver—Tout le monde admet importance de l'enquête—1876; deux côtés à la question—1876 ; du moment où soupçon existe, il faut enquête—1876.
M. M. S. McCarthy—Espère témoignages ne seront pas étouffés—1876; augmentation du prix du bois de sciage plus élevée que l'augmentation du prix des billots—1877 ; trois, ou au moins deux associations en Colombie-Anglaise et deux dans les provinces nouvelles—1877 ; règlements association d'Alberta "The Retail Lumber Dealers' Association"—1878; rapport délégué—1878; conditions d'éligibilité—1878; article "Province", Vancouver—1879; circulaires et catalogues British Columbia Lumber and Shingle Association—1879 ; manœuvres des compagnies—1880; opinion "Times", de Victoria—1882.
M. Macpherson—Raison du prix du bois de Colombie-Anglaise est rareté de main-d'œuvre et grande demande—1882 ; tant que les récoltes de l'ouest seront bonnes les prix ne diminueront pas—1882; dès la première mauvaise récolte, prix tomberont.
M. Lake—Félicite ministre accepter enquête—1883; preuves de coalition données devant commission du travail—1883; coalition quant aux prix pleinement prouvée —1884; les cultivateurs de l'ouest ne considèrent jouir d'aucune protection pour leurs produits—1885; préfèrent qu'on supprime tous droits prétendus en leur faveur que de s'en servir comme argument pour maintien tarif élevé—1885; enquête faite il y a trois ans, pas de dépositions, mais baisse immédiate du prix du bois—1885; les augmentations actuelles du bois, par catégories—1886; augmentation de 30 à 35 p.c. depuis 1906—1886; brochure ministère de l'Intérieur indiquant prix du bois aux colons—1887; données inexactes —1887.
M. Burrows—L'argent placé dans les scieries de la Colombie-Anglaise n'a rien rapporté pendant 30 ans—1887; il a commencé à rapporter depuis deux ans seulement —1887; la production a été réduite pour liquider existences—1887; conditions exceptionnelles quand on a voulu reprendre —1888; est heureux de l'enquête—1888; est prêt à ouvrir ses livres et à démontrer que les prix des marchands au Nord-Ouest ne concordent pas dans un rayon de 300 milles—1888; état des prix de détail par qualité—1888; avec l'installation

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
PRISE DU BOIS AU NORD-OUEST—*Suite.*
M. Burrows—*Suite.*
constante de nouvelles scieries, il y aura abondance de production et baisse de prix —1889; les parcs de genres—1890; enquête prouvera qu'il n'y a pas d'entente de prix —1890; pour certaines catégories de bois, les marchands du Manitoba ne font pas concurrence aux marchands de la Colombie-Anglaise—1890.
M. Roche—Les prix cités par M. Burrows sont des prix de gros, pas de détail—1891; convaincu qu'il existe une coalition, veut que la chose soit tirée au clair—1891; le cabinet précédent avait fait une enquête et reconnu l'existence d'une combinaison et mis certaines catégories de bois sur la liste de franchise—1892; depuis, on a demandé réimposition de droits—1892 ; si cela se fût fait et si le bois avait encore haussé de prix, on aurait accusé le tarif—1892; arguments en faveur de l'imposition d'un droit—1892; le relèvement des prix pas justifié par circonstances invoquées—1893; les arrangements entre membres de l'association—1894; l'insuccès de l'enquête du juge Richardson—1895; avec une enquête maintenant, les cultivateurs mieux organisés seront capables de faire une preuve—1895 ; remède à trouver, plus difficile—1896 ; remède serait de laisser entrer en franchise le bois complètement fini, difficile—1896; gouvernement pourrait enlever concessions forestières à exploitant faisant partie de la combinaison—1896; félicite gouvernement d'avoir accédé à formation commission—1896.
M. Turriff—Espère enquête satisfera public —1896; mauvais moment cependant—1896; hausse sur le bois générale—1897; dépend augmentation du prix des concessions forestières en Colombie-Anglaise et dans l'ouest—1897; demande dégrèvement machines servant à l'industrie du bois—1897; influence des prix de transport—1898; demande commission permanente pour s'occuper des combinaisons industrielles—1898.
Sir W. Laurier—Propose reprendre discussion pour éviter que la motion soit frappée de nullité—2670.
Hon. Foster—Pas d'avis donné—2670.
Sir W. Laurier—Rappel fait à la demande de la gauche—2670; motion adoptée—2670.
M. F. L. Schaffner—Convaincu existence coalition—2671; heureux de voir gouvernement accepter résolution Herron et nommer comité—2671.
Résolution adoptée—2671.

PROHIBITION DE LA VENTE DES CIGARETTES.
M. Blain—Propose résolution affirmant opportunité de défendre l'importation, fabrication et vente de cigarettes et demandant présentation d'une loi à cet effet—4186; importance vitale pour jeunesse canadienne—4186 ; résolution Bickerdike, 1903—4186; projet de loi retiré—4187; réponse à interpellation—4187 ; obligation présenter nouvelle résolution—4187; sta-

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

PROHIBITION DE LA VENTE DES CIGARETTES—*Suite.*

M. Blain—*Suite.*

tistique des cigarettes manufacturées en Canada—4188; consommation des cigarettes, statistique—4189; loi d'Ontario—4190; opinion des éducateurs—4190; opinion Rev. Shaw, président du comité des écoles protestantes—4190; opinion W. G. Taylor, Montréal, Old Brewery—4191; opinions américaines—4193; opinion "Chambers' Journal"—4193; opinion "Lancet"—4194; opinion publique—4195; gouvernement a une grosse majorité, l'appuierait sur une mesure de ce genre—4195.

M. E. M. Macdonald—Demande à M. Blain ce qu'il penserait d'une loi fédérale donnant aux provinces le pouvoir de légiférer sur cette question—4197.

M. M. Martin—Ne croit pas but atteint en prohibant importation, fabrication et vente de cigarettes et en laissant subsister importation de tabac—4198.

M. F. D. Monk—Approuve prémisses résolution—4198; craint qu'elle ne soit pas d'application praticable.

Sir W. Laurier—Nocivité de la cigarette pour enfants admise—4198; pas prouvée pour adultes—4199; il n'est pas juste de priver adultes d'un plaisir inoffensif parce qu'il est nuisible pour enfants—4190; loi somptuaire fait plus de mal que de bien—4199; résolution extrême—4200; résolution fausse en disant qu'il est de la plus haute importance de passer une loi à cette session-même—4200; espère clore au commencement du mois prochain—4200.

Hon. Foster—Heureux voir sir W. Laurier approuver résolution dans son essence—4202; voudrait savoir quelle attitude législative le premier ministre va prendre étant donné son discours—4202; ne peut pas admettre que tabac soit inoffensif pour adultes—4202; appétence du tabac goût acquis—4202; parlement devrait prendre une initiative quelconque—4203; effet qu'un mouvement de ce parlement aurait dans le pays—4203; espère résolution affirmant opinion de la Chambre sur nocivité cigarette sera adoptée—4203.

M. J. B. Black—Mauvaise politique de recruter à grands frais des immigrants et de négliger santé des nationaux—4204; tant que les pères fumeront les enfants fumeront, tôt ou tard—4204; a cessé, il y a vingt ans de fumer, reconnaît que cette habitude lui faisait du tort—4205; nos enfants meurent faute de soins éclairés—4205; argent dépensé par le gouvernement pour sauver les animaux—4206; et pour sauver les enfants—4206; il est impossible d'empêcher la fabrication des cigarettes—4206; les enfants apprendront vite à les faire eux-mêmes—4206.

M. A. Broder—Plus on temporise, plus le problème sera difficile à résoudre—4206; l'exemple paternel—4206; dans Ontario, la loi défend aux enfants d'acheter des cigarettes—4207; ce sont les grands qui en achètent pour eux—4207.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

PROHIBITION DE LA VENTE DES CIGARETTES—*Suite.*

M. J. B. Kennedy—On ne peut pas attendre une législation dans ce sens d'une Chambre qui contient tant de fumeurs—4207; il n'y a pas 6 députés qui ne font pas usage de tabac—4208; les fumeurs à Ottawa—4208.

M. B. B. Gunn—Le premier ministre peut faire voter telle loi qu'il veut—4208; tout le temps nécessaire pour passer une loi—4209; au Wisconsin la loi est bien observée—4209.

Hon. Fisher—Principe approuvé en 1903—4209; les lois provinciales sont violées ou lettre morte—4210; inutile affaiblir la position prise par Parlement en passant loi qui serait violée—4210; déclin de l'influence familiale et religieuse—4210; quand la famille, l'école et le clergé s'adressent au Parlement pour régler un état de choses qui est de leur ressort, c'est qu'il y a un déclin d'influence—4210; les jeunes filles fument la cigarette—4210; n'a jamais fait usage de tabac—4211; jeunesse a besoin d'être entourée de sollicitude—4211; la famille, l'école et l'église n'ont pas fait assez d'effort pour être justifiables de s'adresser au parlement—4211; pas le temps nécessaire à cette session pour élaborer loi applicable—4212; adopterait résolution si demandait adoption de loi, à session prochaine—4212.

M. J. Barr—Temporiser, c'est voler le temps—4212; la loi d'Ontario a fait beaucoup de bien—4212; diminution considérable dans consommation cigarettes par enfants d'école—4212; dissolution possible du parlement avant prochaine session—4213.

M. N. R. Walsh—Autrefois l'usage du tabac était général dans le pays et les enfants ne fumaient pas—4213; c'est l'introduction des cigarettes sur le marché qui a fait naître cette habitude—4214; rien n'empêche de déposer projet de loi à cette session—4214.

M. C. Devlin—Approuve considérants de la résolution—4214; n'approuve pas conclusion—4214; une loi de ce genre ne serait jamais observée—4214; ne croit pas la cigarette plus nuisible que tabac sous autre forme—4214; plus élégante—4214; l'hon. M. Foster quand il était ministre n'a jamais songé à passer une loi de cette nature—4214; le mal était le même—4214; s'il revenait au pouvoir, il ne le ferait pas davantage—4215; question à laisser aux parents—4215.

M. F. D. Monk—Propose amendement supprimer "loi entièrement prohibitive" dans résolution Blain—4215; remplacer par déclaration qu'il incombe au gouvernement de déposer à cette session loi interdisant vente de cigarettes aux personnes âgées de moins de seize ans et leur usage par celles-ci—4215; expérience scolaire—4216, parlement peut interdire vente de cigarettes aux mineurs en faisant acte criminel pour vente aux enfants et consommation du tabac sous cette forme—4216; la loi serait effective dès que les enfants sauraient qu'ils s'exposent à l'arrestation

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

PROHIBITION DE LA VENTE DES CIGARETTES—*Suite.*

M. F. D. Monk—*Suite.*

et à l'emprisonnement en achetant et fumant des cigarettes—4216; ne peut approuver toute la résolution Blain mais demande mesure immédiate—4216.

M. Barr—Regrette amendement, empêche décision sur résolution nette et tranchée de M. Blain—4216; amendement n'a aucune signification—4217; écarte seulement la question—4217.

M. A. Johnston—M. Monk ayant parlé une fois déjà sur la question n'avait pas le droit de présenter son amendement—4217.

M. l'Orateur—Amendement Monk irrégulier —4218.

M. R. L. Borden—Souvent la Chambre permet de parler plusieurs fois—4217.

M. Johnston—Propose amendement déclarant du devoir de la Chambre de déposer à prochaine session loi interdisant vente de cigarettes à enfants de moins de seize ans—4218.

M. Barker—Propose sous-amendement rétablissant amendement Monk—4220.

M. Monk—Propose question préalable—4220; que la motion Barker soit mise aux voix immédiatement—4222.

M. l'Orateur—La question préalable empêche tout débat—4221.

Sir W. Laurier—Sauf le débat de la motion elle-même—4221; le précédent de l'affaire Riel, débat de trois semaines sur motion préalable proposée par sir Hector Langevin—4221.

M. l'Orateur—Question préalable seule peut être discutée et aucune autre avant qu'elle ne soit décidée—4221.

M. J. J. Hughes—S'oppose à la motion—4221; on cherche à étouffer discussion—4222.

M. Monk—Retire la motion pour question préalable—4223.

Imbroglio de motions et contre-motions—4223.

Six heures, séance suspendue—4223.

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS.

M. Bennett—Propose qu'il est opportun de mettre à l'étude le rapport de la commission des transports et de prendre l'initiative voulue à cet effet—1614; même résolution que session dernière et précédente —1614; gouvernement piétine, ne cherche pas à développer facilités de transport—1614; quelques dépenses de dragage, pas de plan préconçu—1614; changements trop fréquents dans ministère Travaux publics —1614; l'accaparement des Etats-Unis—1615; il ne s'agit pas seulement du transport des grains de l'Ouest, mais du transport des produits industriels de l'Est vers l'Ouest—1615; nous pourrions accaparer une grande partie du trafic américain—1616; les statistiques de Buffalo—1616; le bénéfice de la concurrence du lac Erié—1616; les Américains utilisent les canaux

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS—*Suite.*

M. Bennett—*Suite.*

canadiens—1618; le public n'a pas confiance dans les travaux de Port-Colborne —1618; dépenses inutiles—1618; on a peur de Midland, c'est Midland qui est le nœud de la situation—1618; pas de fret de retour à Port-Colborne—1619; résumé de la commission—1619; canal de la Baie Georgienne trop coûteux—1620; désavantages de Dépot Harbour—1621; comparaison entre dépense du G.T.R. à Depot Harbour et à Midland—1621; déclaration de M. Hays—1622; l'initiative privée à Midland —1623; efforts du C.P.R. pour arriver à Midland—1623; le choix de Victoria Harbour—1624; intérêt des cultivateurs de l'Ouest—1624; aux prises avec transports imparfaits au Canada et concurrence Buffalo—1624; quel avantage pour Montréal si les grains allaient à Midland au lieu de Buffalo—1625; avantage pour la ville de Québec par réseau Mann et Mackenzie—1625; le Grand-Tronc pourrait transporter vers Chicago et l'ouest des marchandises de Boston —1626; Toronto profiterait de la concurrence—1626; les navires canadiens ne peuvent profiter sur les grands lacs parce qu'il n'ont pas la faculté de transporter le minérai—1628; interdiction américaine—1627; on pourrait concentrer à Midland tout le grain du Nord-Ouest canadien et de l'ouest américain—1628; plus besoin de primes à la construction des navires—1628; le canal de Trent, concurrence au G.T.R. et au C.P.R.—1628; concentration des trois grands réseaux de chemin de fer à Midland, Midland terminus du canal de Trent, Midland port national, conclusion fatale—1629; travaux à faire à Midland—1630; si on eût consacré à Midland les $3,000,000 votés pour Port-Colborne, on aurait pu y amener cent millions de minots—1630; espère que le gouvernement fera connaître ses intentions à présente session—1630.

M. Hall—Les gouvernements conservateurs dont M. Bennett était l'ami n'ont rien fait pour Midland—1631; c'est le gouvernement actuel qui a compris son importance et a commencé à y faire des travaux et à y dépenser de l'argent—1632; M. Bennett veut qu'on suive le rapport de la commission des transports—1632; il démolit toutes les conclusions de ce rapport quant à tout ce qui n'est pas Midland—1632; avantages du canal de Trent—1633; les conservateurs avaient dépensé pour cet ouvrage $674,710—1634; les libéraux ont dépensé $4,131,639—1634; comparaison entre les dépenses du gouvernement libéral et du gouvernement conservateur pour les canaux—1634; du temps des conservateurs la profondeur était 9 pieds, maintenant, elle est quatorze pieds—1635; comparaison des dépenses pour ports et rivières—1636; comparaison de dépenses pour chemins de fer—1636; subventions aux lignes de navigation—1637; augmentation du commerce—1638; ce sont là les résultats des efforts du gouvernement pour faciliter développement des facili-

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS—*Suite.*

M. Hall—*Suite.*

tés de transport—1638; travaux en vue pour suivre recommandations commission de transport—1638; le discours de M. J. Hill—1640; la grande œuvre du Transcontinental—1640; le gouvernement fait courageusement son devoir—1641.

M. Sproule—Le discours précédent est un plaidoyer politique—1642; la commission et le port de Midland—1642; le gouvernement conservateur n'avait pas à faire les dépenses demandées aujourd'hui parce qu'il n'y avait pas dans l'ouest les mêmes grosses récoltes que maintenant —1644; absence de l'hon. Emmerson, manque d'égards envers la Chambre—1644.

Hon. Emmerson—Absent un instant seulement par affaire—1645; matière en discussion dépend du département des Travaux publics—1645.

M. W. M. German—Il faudrait tenter de tirer un parti utile du réseau de canaux existant avant de se lancer dans la construction de nouveaux—1646 ; le canal Welland et les canaux du St-Laurent peuvent servir à transporter cent fois plus de marchandises qu'aujourd'hui—1647; convenablement utilisé, notre réseau peut, pour 50 ans encore répondre aux besoins du Canada—1647; ce qu'il faut c'est des élévateurs—1648; ne félicite pas le gouvernement de l'allure où vont les travaux de Port-Colborne—1648; un élévateur est insuffisant, il en faut pour 8 ou 10 millions de minots—1648; Buffalo peut entreposer 40 millions—1648; le commerce va où il y a le plus de place et de facilités—1648; nécessité d'entrepôts—1648; c'est l'absence d'entrepôts qui paralyse tout le commerce—1648; plutôt que de consacrer des millions à la construction du canal de la Baie Georgienne, il vaut mieux construire des élévateurs à Port Colborne, à Montréal et à Québec 1649; aussi à Midland et Dépot Harbour —1649; le Gouvernement n'a pas voulu laisser des particuliers construire les élévateurs—1649 ; il faut maintenant qu'il accomplisse sa tâche—1650 ; quand les élévateurs seront construits il sera temps de songer à élargir les canaux ou à en bâtir d'autres—1650.

M. O. Turgeon—Politique de transport du gouvernement a eu l'approbation du vote populaire—1650; veut signaler les besoins de l'est du pays—1650; l'ouest semble ignorer complètement l'existence des anciennes provinces—1650; la destinée des Provinces maritimes est intimement liée à la solution qui sera donnée au problème du transport—1651; il faut que les ports de l'Atlantique soient protégés—1652; énumération des ports les plus importants—1657; le port de Petit Rocher —1654; nécessité d'un service rapide entre Canada et Grande-Bretagne—1654; sir Sanford Fleming et l'Intercolonial—1655; l'entrée de Terreneuve dans la confédération 1655 ; Erastus Wiman et les relations commerciales—1656; établissement d'un service rapide du Canada à Terreneuve—1657.

Reprise—3817.

Projet d'établissement d'un service de transport de voyageurs et de dépêches entre Terreneuve et un point de l'I.C.R.—3817; rapport de sir Sanford Fleming—3817; le port de Shippagan—3819; opinion Cartwright—3819; opinion Tupper—3820 ; raison du choix de la route de la côte nord du Nouveau-Brunswick pour tracé de l'I.C.R.—3820; la route de Shippagan permet de gagner dix heures sur trajet de Terreneuve à Sydney—3821 ; la ligne de Bathurst à Shippagan—3822 ; le port de Caraquet—3822; la traversée de Valentia, Irlande, à Saint-Jean de Terreneuve se fait en soixante heures—3822; nous pourrions nous attirer les voyageurs de tous les pays—3823; Terreneuve a passé convention avec compagnie de navigation pour établir service le plus rapide possible entre Saint-Jean, sa capitale et l'Irlande—3823; le Canada devrait tout faire pour entretenir relations commerciales avec Terreneuve—3823 ; notre idéal ne sera réalisé qu'en annexant Terreneuve—3824; l'avis de Joseph Howe—3824; l'acquisition de Terreneuve donnerait essor aux Provinces maritimes——3825 ; port d'expédition de la Baie des Chaleurs—3826; embranchements de l'Intercolonial arrêtés ou non productifs—3826; politique de réformes nécessaire—3826; mise de ces embranchements sous contrôle de l'état créancier hypothécaire en vertu des subventions—3827; absence de capitaux dans Provinces maritimes—3827 ; divers chemins de fer locaux—3828; nécessité de pourvoir au transport du poisson frais—3828; l'hon. G. W. Ross et les demi-mesures—3829; le tunnel de l'I.P.-E.—3830; le canal de la Baie Georgienne—3830 ; D'Arcy McGee et l'arbre canadien—3832.

Hon. Fisher—M. Bennett et le député de Peterboro—3832; rectification d'une assertion de M. Bennett à propos de l'élévateur de Midland—3833; lettre du maire de Midland protestant contre assertions de M. Bennett quant aux dragages du port de Midland—3834; résolution adoptée par la municipalité—3836; il est faux que le gouvernement n'ait fait que piétiner sur place depuis 10 ans quant à la question du transport—3837; il a déployé une vigueur et un esprit d'initiative inconnus de ses prédécesseurs—3838; travaux de Port-Colborne, futur rival de Buffalo—3838; développement des expéditions de grain de Montréal dans les dix dernières années—3838; de 1886 à 1896 moyenne 5 millions de boisseaux—3838; de 1896 à 1906, moyenne 12 millions 500,000—3838 ; travaux à Dépot Harbour—3838; à Montréal, Québec, Fort-William—3838; comment Midland a été traité—3839; le dragage du port de Tifin—3839 ; dépenses sur le canal de Trent—3840; jamais le pays n'aurait réa-

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS—*Suite.*

Hon. S. Fisher—*Suite.*

lisé autant de progrès si le gouvernement n'eut pas agi—3840; les modes de transport légués par les conservateurs ne pourraient pas transporter le dixième du trafic actuel—3840; au lieu de dénigrer gouvernement, on devrait le féliciter—3840.

Reprise—4224.

M. A. A. Wright—Trois tracés indiqués dans rapport, de la Baie Georgienne à l'océan—4224; avantages route de Dépot Harbour—4225; le port de Depot-Harbour—4225; améliorations au Canada Atlantique par le Grand Tronc—4226; la situation à Montréal—4227; discours sir Hugh Allan à l'Association des expéditeurs—4228; travaux accomplis par l'hon. M. Brodeur—4229; réforme de la commission du hâvre——4229; le pays entier intéressé aux progrès du St-Laurent—4230; il faut remédier au manque d'équipement de Montréal—4230; lord Strathcona et le service rapide—4230; le canal de la Baie Georgienne—4230; les Américains et le canal de l'Erié—4231; le trafic du canal Ste-Marie—4231; quantité de marchandises transportées par canaux du St-Laurent 1902-1904—4231; canaux comme régulateurs des tarifs de transport—4232; canal Baie Georgienne comme agent de puissance hydraulique—4232; expériences électro—métallurgie. Haanel—4233; Sturgeon-Falls, Copper-Cliff, sur la route—4234; canal de la Baie Georgienne aurait 425 milles—4234; 30 milles seulement de canalisation réelle—4234; rapidité de passage des écluses—4234; plus court que voie de l'Erié—4234; considération stratégique—4234; permettrait d'amener le grain à Montréal pour 3 cents au lieu de 6 cents et demi—4235; éviterait les frais de chargement et de déchargement—4235; espère réalisation prochaine—4235.

M. G. V. White—Canal de la Baie Georgienne plus avantageux que route Baie d'Hudson—4236; projet en discussion depuis un demi-siècle—4236; opinion R. Reford—4236; opinion Wicksteed—4237; tableau comparatif des distances—4237; développement des forces hydrauliques—4238; rapport St-Laurent—4238; le canal de la Baie Georgienne comme régulateur des tarifs—4238; projet réalisable—4239; avis Walter-Shanley—4239; avis T. C. Clark—4240; regrette ministre intérimaire des Travaux publics n'ait rien dit du canal Baie Georgienne—4240; demande rapport définitif—4240.

M. J. T. Schell—Résumé du rapport commission de transport—4241; gouvernement a bien fait choisir travaux à Port-Colborne—4241; transports par eau peuvent faire peu de concurrence à transports par voie ferrée—4242; ce que l'on peut faire en diminuant les rampes—4242; estimation du coût du canal, abaissement de l'eau de l'Ottawa—4642; élévation de 245 pieds et 37 écluses—4244; évaluation $120,000,000—4243 pour le moment soit construire des élévateurs à Port-Colborne—4243; soit creuser canal Welland—4243; dépense $12,000,000 dans les deux cas—4243; il faut utiliser les canaux que nous avons et nous servir de nos chemins de fer—4243; construction du Canadian Northern de la rivière aux Français à Québec—4243; pourra transporter grain à meilleur marché qu'aucun canal—4243; tous les canaux sont longés par chemins de fer—4244; pas opposé à canal de Baie Georgienne, mais à dépense d'argent du pays—4244; canal Baie Georgienne pourra servir plus tard à régulariser tarifs de chemins de fer, mais temps pas encore venu de construire—4244; gouvernement a donné pleinement effet aux vues exprimées dans rapports commission de transports—4244.

M. C. A. McCool—Approuve travaux faits par gouvernement pour transports—4245; en faveur de tous les chemins de fer—4245; devrait suffire de déposer plans au ministère des Chemins de fer et Canaux—4245; pas de dépenses de chartes—4245; progrès de l'ouest—4245; impossible se figurer ce que sera production dans dix ans—4245; ce gouvernement a fait le premier pas vers la réalisation du canal de la Baie Georgienne—4246; études ordonnées, faut attendre résultats—4246; les Américains et leurs canaux—4246; d'ici vingt ans, il faudra quatre voies sur chacun de nos chemins de fer—4247.

M. J. J. Hughes—Proteste contre rapport faux du "Journal" de Summerside au sujet entrevue avec sir W. Laurier relativement à tunnel de l'I. P.-E.—4247.

M. A. Campbell—Motion ne rend pas justice au gouvernement—4248; texte—4248; après ce que le gouvernement a fait, Chambre pas justifiable adopter cette motion—4248; gouvernement fait d'une façon systématique et énergique améliorations demandées par M. Ashdown—4249; avec améliorations terminées à Port-Colborne, grain pourra être transporté à Montréal pour 1½ le boisseau—4250; propose en amendement que le gouvernement a pris au sujet du rapport toutes les mesures compatibles avec un progrès raisonnable et le bien du service en général—4450.

Motion mise aux voix et adoptée à mains levées—4250.

REGIME DE L'ALCOOL DENATUREE.

M. Miller—Propose que la Chambre est d'avis que le parlement devrait s'occuper de la fabrication et de l'usage de l'alcool dénaturé sans droits d'accise pour chauffage, force motrice, etc.—2018; alcool dénaturé est alcool modifié de façon à ne pas pouvoir servir comme boisson—2018; l'année dernière congrès des Etats-Unis a nommé commission pour étudier question—2018; bill édicté par Etats-Unis—2019; régime de l'alcool en Allemagne, prime pour remplacer pétrole—2019; consommation allemande—2019; témoignage du professeur Zinther devant commission américaine—2020; emplois divers—2020;

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

REGIME DE L'ALCOOL DENATURE—*Suite.*

M. H. H. Miller—*Suite.*

M. Bacheldor et emploi d'alcool pour éclairage—2020; avantage d'alcool sur gazoline pour moteurs—2022; progrès de consommation en Belgique après dégrèvement—2023; sources de production de l'alcool—2024; utilisation du grain défectueux—2025; M. Wilson et l'alcool de pommes de terre—2026 ; régime en Angleterre—2026; prétentions de M. W. L. Lunmis adverse au dégrèvement, opinion —2026; alambics contrôlés par l'Etat—2028; par précaution pour la santé publique l'alcool dénaturé peut être coloré —2028; procédés de dénaturation—2027; coût élevé de l'alcool de bois au Canada —2030; sa fabrication aux Etats-Unis—2030; avantages de l'alcool de grain sur alcool de bois—2031; préservation des forêts—2032; l'alcool substitut de la gazoline—2032; rapport de F. H. Masson, consul des E.-U. à Berlin—2038; projet serait combattu probablement par fabricants alcool de bois—2032; cependant leur produit serait tout employé pour fabriquer alcool dénaturé—2033; conclusions du comité du Congrès—2033; prix de revient au Canada de l'alcool dénaturé serait 51 cents le gallon—2034; son pouvoir éclairant et calorique est beaucoup plus élevé que la gazoline—2035; aucune objection que l'Etat conserve monopole de l'alcool —2035.

M. Perley—La question intéressante est celle du prix—2036; le fabricant peut payer 50 ou 60 cents le gallon—2036; si l'alcool dénaturé s'était vendu bon marché cet hiver, il n'y aurait pas eu de disette de combustible dans l'ouest—2036; le prix de l'alcool dénaturé dépend de celui de l'alcool méthylique—2036; il faudrait que le cultivateur pût avoir à bon marché l'alcool méthylique et pût fabriquer alcool dénaturé avec produits de la ferme—2036; article de journal au sujet fabrication domestique—2036; dangers de l'alcool méthylique, Dr Casey A. Wood—2037; on devrait trouver un autre ingrédient pour dénaturer—2038; déclaration ministérielle budgétaire inexacte—2038; les Etats-Unis ne veulent pas installer de monopole comme celui du Revenu de l'intérieur à Ottawa—2039; l'alcool de maïs, Dr Wiley —2039; appuie résolution—2039.

REPRESENTATION DES PROVINCES MARITIMES.

M. J. J. Hughes—Soumet résolution qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté demandant amendement de l'Acte de l'A. B. du N. pour que les diverses provinces maritimes n'aient jamais à la Chambre des communes nombre de représentants moindre de celui assigné lors d'entrée dans confédération—2216 ; profite de l'occasion fournie par modification nécessaire à l'Acte pour rajustement du subside—2216; résolution ne changerait rien à l'idée de la Confédération, au contraire la consoliderait—2216; conférence de Charlottetown, rés. n° 21—2217; sir A. Galt propose de traiter généreusement l'île du Prince-

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

REPRESENTATION DES PROVINCES MARITIMES—*Suite.*

M. J. J. Hughes—*Suite.*

Edouard—2218; propose 6 députés—2218 ; M. Geo. Brown propose 5 députés—2218; idée bien arrêtée que nombre fixé ne pourrait pas être réduit—2218; minimum assuré à Colombie-Anglaise—2219; sir John Thompson et sir W. Laurier et le minimum—2219; le cas de l'île du Prince-Edouard—2219; reprise de la question en 1873, correspondance—2220; concession de six représentants—2221; appel à la générosité des provinces plus peuplées—2221.

M. A. A. Martin—L'année dernière, question pas abouti—2222 ; gouvernement n'a rien dit, va-t-il parler aujourd'hui ?—2222; différence du cas de la Colombie-Anglaise et de l'I.P.-E.—2223; "augmenté" et "remanié"—2223 ; garanties, promesses à l'île du Prince-Edouard pour la faire renoncer à l'exigence de 6 représentants —2223; si les gouvernements avaient tenu parole et rempli leurs promesses, la population de l'I.P.-E. n'aurait pas diminué —2224; avant la Confédération, l'île avait grandi à pas de géants—224; d ns les dix ans avant confédération, avait grandi 10,-000 âmes, dans la dernière période décennale actuelle, a baissé de 14 mille—2224; Terre-Neuve se gardera bien de s'unir à la confédération—2224; indépendante, elle grossit aussi vite que le Canada—2225 ; progrès des pêcheries de Terre-Neuve—2225 ; on a agrandi la province pivotante de Québec, on a agrandi son territoire—2225 ; jamais on n'avait songé à cette augmentation en établissant les bases de la représentation—2226; en agrandissant Québec, province pivot, on a déchiré la confédération—2226; même si ces territoires ne sont pas peuplés maintenant, ils le seront plus tard et la représentation de l'I.P.-E. sera réduite à néant —227; on a annexé à Québec 118,450 milles carrés de territoire nouveau—2227.

M. Daniel—Question pas simplement académique, question brûlante—2228; état des Provinces maritimes au moment de la Confédération, autonomie complète—2228; permanence de résidence des sénateurs bien comprise dans toutes les discussions de projet de confédération—2228; quatre provinces seulement devaient constituer la confédération, Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick—2229; toute la discussion repose sur l'ancienne assertion que la population des Provinces maritimes ne pouvait pas décroître—2229; si on n'avait tenu compte que de ces quatre provinces, Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick n'auraient pas perdu un seul député—2230 ; l'extension des frontières.

Hon. Aylesworth—A plaidé au Conseil Privé la cause de l'I.P.-E.—2232; peut parler sans intérêt spécial maintenant vu que question intéresse aussi Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick—2232; débats à la conférence de Charlottetown quant à la représentation de l'I.P.-E.—2232; discussion provoquée par M. Palmer—2233; l'I.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

REPRESENTATION DES PROVINCES MARITIMES—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

P.-E., n'a jamais accepté le principe de la représentation basée sur la population —2234; la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ont accepté cette base—2233 ; changements survenus, n'ont pas à se plaindre—2234 ; attitude de l'I.P.-E. en 1864, refus de 1867; reprise des négociations de 1873—2234; nature du marché fait —2234; comment avait été réglée en 1870 la position du Manitoba—2234; comment fut réglée en 1871 la position de la Colombie-Anglaise—2235 ; l'I.P.-E. insiste seulement en 1873 sur six représentants sans exiger la clause qu'avait fait introduire la Colombie-Anglaise—2236; n'ignorait pas que sa population ne justifiait pas ce chiffre—2237; espérait sans doute une augmentation, mais on ne sait pas ce que l'autre partie au contrat pouvait espérer en passant le contrat—2237; les tribunaux vont à l'encontre de la prétention de l'I.P.-E.—2237; interprétation de l'art 31 de l'Acte de l'A.B. du N.—2238; mutations de représentation dans les Provinces maritimes depuis confédération—2239; il n'y a pas eu de violation du pacte de 1873—2239; sympathies pour l'I.P.-E.—2240; si diminution de représentation devait annuler représentation de l'I.P.-E., gouvernement impérial interviendrait sûrement—2240 ; impossible de faire appel au Parlement Impérial pour remanier constitution à moins d'un cas patent de grosse injustice —2240; quant à l'agrandissement de Québec, vaudrait autant dire que population ne pourrait pas s'augmenter que de dire que territoire pourrait pas être agrandi—2241.

M. Sproule—Justesse de la représentation d'après la population—2243; le mal est de n'avoir pas fixé un minimum—2242; les auteurs de la Confédération n'ont jamais songé que les limites de la province de Québec pussent un jour être agrandies—2242, il vaudrait mieux, pour les Provinces maritimes, s'unir en seul groupe pour gagner de l'influence—2244.

M. Stockton—Les provinces maritimes ne s'appuient pas dans leur demande sur la légalité, mais sur l'équité—2244 ; situation des Provinces maritimes empêche leur agrandissement de territoire—2244; la constitution des E.-U. a bien été amendée—2244; le ministre de la Justice reconnaît l'absence d'uniformité dans le traitement des provinces—2245; il existe un malentendu, une erreur a été commise par l'oubli de fixer un minimum quand les Provinces maritimes sont entrées dans la confédération—2246; il faut réparer l'erreur—2245 ; le pivot, c'est-à-dire Québec a été changé—2246; l'agrandisssement de Québec a affecté la position des autres provinces et de par la constitution, elles ont le droit de demander compensation—2246; art. 3, loi 1871 —2247; délai pour redressement grief pas limité—2247.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

REPRESENTATION DES PROVINCES MARITIMES—*Suite.*

M. Crocket—L'art. 51 de l'Acte de l'A.B. du N. a fait le sujet de la décision rendue par le Conseil privé dans la cause des provinces—2248; discussion devant la cour suprême—2249; interprétation des termes "quatre provinces" et "Canada"—2250; on doit supposer que les délégués à la confédération, s'ils avaient prévu ce qui arrive maintenant n'auraient jamais consenti à la confédération—2251; le discours du trône parle du subside, pourquoi ne pas modifier la loi pour réparer injustice évidente—2251; si le premier ministre voulait seulement faire un signe, la motion passerait—2252.

M. Macdonald—Question soumise et décidée par cour suprême et Conseil privé était limitée—2252; texte de la question—2252; on n'a tenu aucun compte des opinions exprimées quant aux conséquences pouvant découler du pacte fédéral—2253; discussion du jugement—2254; difficulté d'invoquer la loi de 1871—2257; résolution de M. Hughes, le meilleur moyen de rendre justice à l'I. P.-E.—2257.

M. W. F. Maclean—Les arguments judiciaires doivent céder la place aux arguments humains—2258; les contradicteurs et ceux qui affirment puisent leurs arguments au même dossier—2259; dans cette discussion, les Provinces maritimes se sont groupées—2259; il faut être bon prince avec ces pauvres provinces—2260 ; on pourrait augmenter le nombre de députés pour Québec et abaisser ainsi l'unité de représentation pour donner plus de députés aux petites provinces—2260; la représentation d'Ontario n'est pas basée sur la population—2261; le cas de Toronto—2261; il faut donner aux petites provinces le moyen d'occuper un certain rang dans la Confédération—2262.

M .A. A. McLean—Opinion du ministre de la Justice, quand il était avocat des provinces en 1903—2262; arguments différents et, même opposés—2262; agrandissement de Québec—2264; la population de l'I.P.-E. qui manque maintenant s'est répandue dans les autres provinces et prie qu'on rende justice à l'île—2264.

Sir W. Laurier—Question compliquée et diûcile—2264; heureux de la voir bien discutée aujourd'hui—2264 ; résolution conçue en termes très modérés—2265; cependant toujours grave de toucher à la constitution—2265; ne doit se faire que pour grief permanent et irrémédiable autrement—2265; idée de la confédération était que provinces progresseraient également—2265 ; rien ne dit que l'état de chose actuel, la décroissance de population ne s'arrêtera pas—2266; espère bien qu'elle s'arrêtera—2266; mal actuel n'est donc pas permanent—2266; il n'y a pas eu accroissement du territoire de Québec en 1898, seulement un rajustement de frontière—2267; il fallait déterminer ce qu'était la hauteur des terres—2267 ; on n'a pas songé à donner à la province plus qu'elle n'avait déjà—2267; il n'y a pas d'habitants dans les

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

REPRESENTATION DES PROVINCES MARITIMES—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

territoires nouvellement délimités—2267; il n'y a pas eu de population nouvelle ajoutée au dernier recensement—2267; ce n'est pas cette addition qui a contribué à faire baisser la représentation des Provinces maritimes—2268; s'il y avait preuve que cette addition eût pu changer l'unité de représentation, il y aurait lieu à modification de la constitution—2268; mais on n'a apporté aucune preuve dans ce sens—2268; le principe de la représentation par la population ne doit pas être poussé à l'extrême—2268; summum jus, summa injuria—2268; admet existence d'un sentiment dans les Provinces maritimes à l'encontre du traitement infligé à ces provinces—2269; admet qu'il n'y aurait aucun danger à augmenter la représentation de ces provinces—2269; un changement dans le pacte de la confédération ne peut se faire qu'après avoir consulté toutes les provinces contractantes—2269; les changements aux subsides annoncés dans le discours du trône se sont faits après consultation générale des provinces—2269; veut que toutes les provinces étudient cette question—2270; si la résolution passait, si le Parlement Impérial consentait, changement ne pourrait pas se faire avant recensement de 1911—2270; nous avons tout le temps—2270; admet que nous pouvons être généreux—2270; mais, provinces intéressées doivent être consultées—2270.

M. R. L. Borden—Pouvoirs de l'Australie pour modifier sa constitution—2270; admet que provinces doivent être consultées explicitement—2270; question posée à la Chambre, en dehors du terrain juridique—2271; pas de différence entre amender constitution quant aux subsides et quant à la représentation—2271; la Colombie-Anglaise n'a pas accepté la révision que l'on veut proposer—2272; il n'y a pas eu entente entre les parties contractantes—2272; la confédération australienne et la représentation des petites provinces—2272; perspectives d'augmentation des provinces maritimes—2273.

M. L. G. McCarthy—Quelques personnes pensent que les Provinces maritimes ont été traitées plus généreusement qu'elles n'auraient eu droit de l'être—2273, les députés des autres provinces n'ont pas pris part au débat parce qu'ils croyaient à une discussion académique—2274; propose ajournement du débat pour que députés d'Ontario et de Québec puissent se faire entendre—2274.

Motion McCarthy mise aux voix—2274; adoptée, 78 pour, 48 contre—2275; discussion ajournée—2275.

SOLIDARITE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES.

M. S. Hughes—Propose qu'il serait avantageux pour Canada s'il existait solidarité complète entre Grande-Bretagne et colonies—2609; remise à lundi par entente avec premier ministre—2669.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

SOLIDARITE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES—*Suite.*

M. S. Hughes—N'a pas l'intention que motion soit mise aux voix—2932; espère cependant que l'idée fait des progrès—2932; l'indépendance du Canada, une utopie, ne résisterait pas cinq ans—2933; conséquence serait annexion—2933; annexion et indépendance, questions du passé, pas de l'avenir—2933; les signes des temps—2934; discours du premier ministre à l'University Club de Toronto—2934; le premier ministre marche épaule à épaule avec ceux qui demandent une association entière d'intérêts entre Grande-Bretagne et colonies—2934; en faveur d'un grand parlement impérial—2934; avec une indemnité suffisante—2935; ne s'occuperait que des questions intéressant tout l'empire—2935; tarif maximum et minimum—2935; projet d'alliance internationale de sir Richard Jebb—2936; libre-échange dans les limites de l'Empire—2936; plan de contribution à défense de l'empire sans représentation mérite pas d'être discuté—2936; en faveur d'un conseil impérial—2936; il faut un conseil de ce genre pour préparer association d'intérêts entre Grande-Bretagne et colonies—2936; discours Lord Milner—2937; l'association complète d'intérêts entre Grande-Bretagne et colonies mettrait un terme au militarisme—2940; militarisme et exercices militaires ne sont pas synonymes—2940; le temps est proche où dans toutes les écoles on fera faire l'exercice aux jeunes garçons en âge de porter le fusil—2940; opinion allemande—2940; il est faux que cette association sonnerait le glas de l'élément français du Canada—2942; les Français huguenots avaient conservé leur caractère distinctif en Afrique du Sud—2942; les avantages que nos ports retireraient de l'association—2942; Lord Milner et le fardeau du maintien de l'Empire Britannique—2944; la limite des sacrifices est atteinte—2944; cette association fournirait aux colons ayant quelque souci de leur dignité l'occasion d'assumer leur part du fardeau de l'Empire—2944; sir W. Laurier, discours sur la cause de la chute de l'Empire des Grecs et des Romains—2946; d'accord avec premier ministre sur sa façon de comprendre l'autonomie des parties intégrantes de l'Empire—2946; tout ce discours, 20 février 1906, inspiré par le souci de relations plus étroites avec Grande-Bretagne—2948; le Gouverneur général à Vancouver, 6 septembre 1906—2948; à Toronto, 30 novembre 1906—2948; modification des idées du premier ministre quant à l'union plus étroite de Grande-Bretagne et colonies—2950; les grandes dates de l'histoire du monde, de la civilisation et de la liberté—2950; le jour où s'accomplira l'union intime de Grande-Bretagne et de ses colonies, le jour où des représentants de toutes les colonies se réuniront dans un grand parlement impérial, jouissant tous des mêmes privilèges sera une date non moins glorieuse—2950; le premier ministre tient entre ses mains les destinées de l'Empire—2951; civis britannicus major sum—2991.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
SOLIDARITE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES—*Suite.*
M. T. Chisholm—De l'union fédérative de la Grande-Bretagne dépend la continuation de la prépondérance maritime de la Grande-Bretagne—2951; deux catégories, deux manières de voir dans le public—2951; les uns ne voient qu'avantages, les autres qu'objections—2952; c'était la même chose quand on a parlé de confédération pour la première fois—2952; il faut traiter avec douceur susceptibilités des Canadiens-français—2953; Tennyson-Burns, la Bible et la grande confédération anglo-saxonne—2953; mais il faut que tout le monde soit traité sur le pied d'égalité—2954; le préjugé anglais et les coloniaux—2954; les coloniaux ne sont pas êtres inférieurs—2954; l'Angleterre serait bien obligée d'entretenir sa marine, même si elle n'avait pas le Canada—2955; absurde demander argent pour marine ou sang pour armée, sans avoir un mot à dire—2956; l'immigrant anglais qui vient au Canada perd immédiatement le droit d'avoir un mot à dire dans les affaires de la mère-patrie—2956; injustice de l'interdiction du bétail canadien—2956; impossible de faire connaître nos griefs—2958; l'idée d'un parlement impérial—2958; avec le tribunal de La Haye, parlement suprême de la paix, sept chaînons représentatifs, le nombre parfait—2958; la Grande-Bretagne et ses colonies,grande famille unie par le sang—2959; béni soit le roi pacificateur—2960; Edouard le Pacifique, fils de Victoria la Bonne—2960; avantages d'un parlement impérial électif et d'une fédération de l'empire—2960; les alliances possibles—2961; facilité, praticabilité de cette confédération—2961; la rapidité des communications—2961; l'unification chez les nations à suivi de près l'amélioration des moyens de transport—29622; la marche historique des groupements politiques—2962; dans la confédération cherchée les Canadiens ne demandent que justice et fair play—2962; insultes au Canada sous prétexte qu'il voulait faire taxer le pain de l'ouvrier anglais—2963; le Canada négligé par lord Ashburton, sir E. Thronton et lord Alverstone—2964; les Canadiens maintenus dans infériorité dans armée et ailleurs—2964; les nouveaux "loyalistes de l'Empire-uni"—2964; les questions de tarif—2965; heureux de donner préférence à l'Angleterre—2966; mais Angleterre devrait bien trouver moyen de donner préférence à colonies—2966; c'est à un haut tribunal, celui de l'empire réuni de décider cette question—2966; l'importance que prendrait le Canada, et il en est digne—2966; la loyauté est générale, les loyalistes d'autrefois, les canadiens-français—2967; les emblêmes—2967; la feuille d'érable—2967.
M. C. R. Devlin—Il y a seize ans, M. McNeill présentait ce sujet en Chambre—2968; ne croit pas que l'idée ait fait de progrès—2968; sujet pas mentionné dans élection de Nicolet—2968; le premier ministre n'a pas reçu du peuple canadien

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*
SOLIDARITE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES—*Suite.*
M. C. R. Devlin—*Suite.*
mandat de discuter cette question à la conférence coloniale—2968; M. S. Hughes a, tout comme les libéraux, soutenu gouvernements qui négociaient réciprocité à Washington—2969; lorsqu'est survenue la question de l'Alaska tout se serait certainement mieux passé si le Canada avait eu le droit de faire ses traités—2969; le Canada n'a rien coûté à l'Empire, a payé plus que sa part—2969; les intérêts du Canada dans l'affaire de l'interdiction du bétail ont été défendus aux Communes anglaises par un canadien, M. T. Greenwood—2970; nous ne sommes pas sans représentants à Londres—2970; et Lord Strathcona?—2970; d'ailleurs pourquoi changer, tout ne va-t-il pas bien au Canada?—2970; nous ne serions qu'une poignée dans un parlement impérial—2970; l'Angleterre, l'Irlande et l'Ecosse auraient toujours la majorité quand il y aurait conflit d'intérêt—2970; si le parlement rêvé par M. Hughes ne doit s'occuper que des questions intéressant les colonies alors, c'est le home-rule, c'est ce que demandent les nationalistes irlandais—2971; la résolution de M. Hughes va justement à l'encontre du mouvement de toutes les colonies qui tend à constituer des gouvernements responsables—2973; l'effet de cette résolution au lieu de consolider l'empire serait de le renverser—2973; pas d'impérialisme ni de militarisme—2973; le budget impérial est de 750 millions, dont 400 millions pour armée et marine—2973; le Canada veut-il payer sa part?—2974; comment s'arranger pour le tarif—2974; allons-nous renoncer au protectionnisme, l'Angleterre n'en veut pas, le peuple vient de se prononcer contre cette doctrine—2974; les discours du Gouverneur général ne doivent pas être cités ou commentés dans cette Chambre, pas plus que ceux du Roi aux Communes d'Angleterre—2974; il est tout aussi bon d'essayer de construire un chemin de fer vers la lune que de convertir au protectionnisme le gouvernement actuel d'Angleterre—2975; les questions dont le gouvernement impérial s'occupe en ce moment—2976; le premier ministre du Canada est plus qu'un citoyen romain ou qu'un citoyen anglais, il est canadien—2976.
M. E. D. Smith—Approuvera n'importe quel projet pour cimenter union—2976; liens de sentiments ne suffisent plus—2976; l'appui volontaire des colonies ne serait plus suffisant pour l'Angleterre au cas de difficulté sérieuse—2976; il faut plus—2976; M. Devlin a l'habitude de tordre la queue du lion—2977; c'est justement maintenant que le Canada a l'âge viril qu'il doit aider sa mère—2977; nous devons beaucoup à l'Angleterre, sans elle nous serions américains aujourd'hui—2978; il s'agit seulement dans la résolution d'élaborer un projet—2978; on ne nous demande pas de participer aux dépenses plus que ne justifierait notre privilège de représentation—2978; si nous

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

SOLIDARITE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES—*Suite.*

M. E. D. Smith—*Suite.*

tentions de discuter seuls avec les Etats-Unis, peut-être verrions-nous la moitié de notre territoire englobé comme cela a été le cas pour le Mexique dans une circonstance de ce genre—2979; notre condition si nous étions annexés—2980; si nous étions indépendants—2980; le peuple approuve un projet du genre de celui qui est soumis——2980; ne croit pas à une guerre avec les Etats-Unis—2981; mais il serait bon d'être prêt—2981; le Canada doit songer à participer à la défense—2981; à condition d'avoir voix dans les conseil de l'Empire—2981.

M. W. F. Maclean—Veut le Canada d'abord et l'empire ensuite—2981; nous devons nous suffire à nous-même, en tout et partout—2982; il nous faut une flotte et une armée—2982; il n'y a pas besoin d'un grand parlement, il faut que les colonies aient le droit de traiter librement entre elles—2982; veut que sir W. Laurier fasse bien connaître en Angeterre notre opinion "le Canada d'abord, l'empire ensuite"—2983; prêt à assumer toutes les responsabilités possibles—2983; plus nous nous déclarerons disposés à régler nos affaires nous-mêmes, plus nous serons respectés dans l'empire—2983.

M. R. S. Lake—S'il avait fallu voter sur résolution, se serait abstenu—2983; principale ambition consolidation de l'empire—2984; cela n'exclut pas liberté dans l'orientation de la politique extérieure—2984; occupation par Canada d'Halifax et d'Esquimault, un pas dans la bonne voie—2984; opposé à entendre exagérer les difficultés de cimenter l'empire—2984; en faveur permanence conférence coloniale—2984; la position de sir W. Laurier à la conférence—2984; nous estimons les pères de Confédération canadienne—2985; combien plus nous estimerions les pères de la Confédération impériale s'ils pouvaient s'entendre sur plan praticable—2985.

Sir W. Laurier—Félicite orateurs du ton du débat—2985; il est bon, de temps à autre discuter ces questions d'avenir—2985; texte de résolution Hughes de 1905—2986; la conception la plus parfaite de l'"association entière d'intérêts," c'est les colonies monarchiques—2986; l'antithèse des colonies autonomes—2986; c'est la négation du gouvernement responsable qui a été l'armature de l'empire—2986; l'idée d'union des colonies a de la grandeur—2987; mais elle ne peut pas marcher sans le libre-échange entre les colonies—2987; l'union des clubs américains et le zollverein allemand reposaient sur le libre-échange intérieur—2988; admettons la possibilité de cette union rêvée, elle n'est pas neuve, elle a été prônée en Angleterre—2988; elle est tombée dans l'oubli—2988; ces grands changements ne se font que dans des cas de nécessité ou de conflit—2988; s'il y avait difficulté ou grief, entre mère patrie et colonies, on aurait vite trouvé solution—2989; la confédération canadienne s'est faite sous le coup d'un

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

SOLIDARITE ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET COLONIES—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

besoin pressant—2989; nous agirons quand le moment sera venu—2989; en ce moment, aucun grief dans nos relations avec mère patrie—2989; question du droit de conclure des traités peut se régler d'un trait de plume du ministre des Colonies—2989; pas de changement constitutionnel—2989; M. Hughes repousserait lui-même la principale conséquence de sa résolution si on la lui offrait—2989; l'uniformité de tarif dans tout l'empire—2989.

M. R. L. Borden—Les oublis et omissions de M. Devlin—2990; inopportun pour le Canada de renoncer à un iota de ses droits de self-government—2990; le libre-échange n'est pas nécessaire pour qu'il y ait union étroite entre les diverses parties de l'Empire—2991; exemple, situation actuelle—2991; certaines personnes pensent qu'un système de faveur mutuelle serait préférable—2991; croit que les liens unissant colonie à métropole se resserreront, mais lentement——2991; opinion Haldane—2992; sir Chs. Tupper avait demandé que le Haut Commissaire canadien à Londres fît partie du conseil privé d'Angleterre—2993; avec l'accroissement de l'autonomie des colonies l'importance du conseil privé et du parlement anglais diminuent—2993; il faudra y porter remède—2993; c'est pour cela que M. Haldane proposait un conseil—2993; espère voir les liens se resserrer—2993.

M. S. Hughes—D'accord avec premier ministre sur tous les points, sauf difficulté du tarif—2994; premier ministre a déjà modifié ses opinions sur le tarif—2994; question pas discutée dans l'élection de Nicolet parce que tenue à l'écart de politique—2994; la question de l'union commerciale a obligé hon. Edward Blake à quitter parti libéral—2994; n'est pas en faveur du Home Rule pour Irlande ou Ecosse—2996; il n'y a pas eu de droits conquis en 1837-38—2896; historique et aperçu de la rébellion de 1837-38—2996; cette résolution n'ést pas plus prématurée que ne l'était l'offre d'envoyer des troupes en Afrique—2997; le premier ministre a été bien obligé d'en venir là—2997; est pour sa part impérialiste d'abord, canadien ensuite—2997; s'il fallait choisir entre annexion du Canada aux Etats-Unis ou indépendance voterait et se battrait pour annexion—2998.

Résolution retirée—2998.

TARIF DE 2 CENTS POUR VOYAGEURS.

M. R. L. Borden—Dépose résolution que la Chambre est d'avis que commission des chemins de fer devrait au plus tôt s'enquérir et rendre décision si tarifs pour voyageurs par chemin de fer ne devraient pas être abaissés et réduits à 2 cents le mille sur chemin de fer du Canada ou sur quelques-uns—2369; question déjà soumise sous deux formes: ou un maximum ou échelle mobile suivant recettes—2370; cer

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

TARIF DE 2 CENTS POUR VOYAGEURS—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

tains chemins de fer circulant au Canada circulent aussi dans Etats américains où existent lois de cette nature—2370; raisons alléguées pour et contre—2370; ne se prononce pas, demande simplement une enquête—2370; relevés des huit groupes mentionnés dans manuel des chemins de fer de Poor—2371; recettes des chemins de fer canadiens par mille et par voyageur—2372; enquête nécessaire dans l'intérêt du public et des compagnies—2372; M. Maclean demande enquête parlementaire—2372; absolument comme le parlement a délégué ses pouvoirs aux tribunaux en matière de contestation électorale—2372; commission devrait en même temps être réorganisée—2373; beaucoup trop de travail de simple formalité imposé aux commissaires—2373; la cour suprême confie à son registraire beaucoup de ses pouvoirs—2373; on pourrait nommer un commissaire additionnel—2373; articles autorisant la commission à intervenir dans questions de tarif—2373; art. 24—2374; conclusions: existence grief, juridiction commission, pouvoir du ministre d'exiger de la commission qu'elle s'occupe de la question—2374.

M. W. F. Maclean—Suppression des permis de circulation—2375; suppression des billets à prix réduits—2375; pour abaisser le prix général des passages—2376; réduction nécessaire aussi pour tarif des marchandises—2375; ces réductions s'obtiennent seulement par des lois et pas par des commissions—2375; réforme en Angleterre—2375; en Autriche-Hongrie—2376; tarif ancien d'un penny du mille—2378; maximum fixé par législature du Manitoba 3 cents mille—2376; la législature d'Ontario et le transport par chemins de fer électriques—2376; tarif bas sur I.C.R. parce que tarifs réglés par décrets du Conseil—2377; la législature d'Albany et le commodore Vanderbilt—2377; la législature du Michigan, effet de son intervention—2378; au Michigan ce sont les commissaires eux-mêmes qui traduisent le Grand-Tronc devant les tribunaux—2378; au Canada, cela incombe aux citoyens—2378; les tarifs de l'Ohio, l'adoption de la loi—2378; lettre secrète commission des chemins de fer de l'Ohio—2379; les chemins de fer en Pennsylvanie—2379; discours du gouverneur de l'état de Pennsylvanie—2380; la loi au Missouri, discours gouverneur Folk—2381; loi dans l'Indiana, discours de l'hon. J. F. Hanby—2382; texte de loi—2385; la loi des tarifs de chemins de fer dans l'Iowa—2384; suppression des permis gratuits de circulation—2385; discours du juge Killam au Canadian Club à Montréal—2385; l'ex-ministre de la Justice a déclaré que les droits du C.P.R. en vertu de sa charte d'empêcher révision de ses tarifs ont disparu—2386; immenses profits du C.P.R.—2387; aveu du président que la commission n'a pas encore découvert principe fondamental de la réglementation des tarifs de nos chemins de

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

TARIF DE 2 CENTS POUR VOYAGEURS—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

fer—2388; le président de la commission et les fonctions de la commission—2388; le devoir incombe au parlement d'établir le prix maximum exigible pour transport—2389; commission devrait multiplier ses bureaux—2389; devrait être renforcée—2389; faudrait deux sous-commissions—2189; déclarations antérieures chef de l'opposition—2389; ne peut accepter résolution—2390.

Hon. Emmerson—Observations Maclean auraient été mieux de mise pour le bill qu'il a présenté—2390; la commission des chemins de fer s'est déjà occupée du problème du transport à 2 cents—2391; lettre du juge Killam, président de la commission à sir W. Laurier—2391-94; la commission a étudié la question, mais elle n'a pas assez de données pour agir—2395; aucun parallèle à établir entre chemins de fer anglais et canadiens—2395; les difficultés et les frais qu'entraîne l'hiver—2396; facteurs qui doivent entrer en ligne de compte—2396; organisation du bureau des statistiques pour recueillir données—2396; sens de la résolution; demande au ministre représentant le gouvernement de prier la commission d'agir—2398; commission ne pourra rien faire avant d'avoir toutes les statistiques jusqu'à la fin du présent exercice—2398; dépose amendement à la résolution: que la commission des chemins de fer s'occupe de la question des transports et qu'il n'y a pas lieu d'exercer les pouvoirs conférés par art. 24 de l'Acte des chemins de fer—2398.

M. Lancaster—Amendement est seulement un moyen d'envoyer la question aux oubliettes—2399; permettra commission de continuer son jeu et rester une année de plus à ne rien faire—2399; le juge Killam dit purement et simplement dans sa lettre qu'il ne s'est pas occupé de la question parce qu'il n'en avait pas le temps—2399; on peut demander aux compagnies de faire connaître leurs recettes en des termes et d'une façon que tout le monde comprenne—2400; n'est pas en faveur d'un tarif unique de 2 cents de Halifax à Vancouver—2400; motion pas irrespectueuse pour commission—2,400; humble prière—2400; aucune différence entre voter pour amendement ou rejeter résolution—2400;

M. Reid—Approuve résolution—2401; profits énormes des chemins de fer—2401; billets trop chers et service insuffisant—2401; prix de traction pas augmenté—2402; il y a certainement des parcours d'Ontario où transport des voyageurs pourrait se faire à 2 cents du mille—2402; admet que la commission des chemins de fer a beaucoup de travail—2402.

M. R. L. Borden—M. Maclean dans son discours sur l'adresse a déclaré qu'il fallait mieux exécuter les lois existantes que d'en faire de nouvelles—2403; résolution présentée se conforme à ce principe—2403; prêt à renforcer les pouvoirs de la

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

TARIF DE 2 CENTS POUR VOYAGEURS—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

commission des chemins de fer, le tribunal réellement le plus populaire qui existe au Canada—2403; le président de la commission et le ministre disent tous deux qu'ils faut une enquête—2404; c'est ce que demande la résolution—2404; on demande au ministre de mettre en vigueur l'article 24 pour presser la commission de procéder à une enquête—2405 motion ministérielle simple subterfuge—2405.

M. W. F. Maclean—Votera contre résolution et contre amendement—2405; lettres de plaintes de Toronto, de Hamilton—2406; admet inconséquence opinion actuelle et antérieure—2457

Hon. Haggart—Le président de la commission ne dit pas un mot, dans sa lettre, de ces renseignements que le ministre des Chemins de fer déclare indispensables—2407; la commission est formée pour fournir renseignements au Parlement—2407; toutes les chartes anciennes prescrivaient transport à un penny du mille—2408; résolution demande simplement à commission d'examiner si cette partie de l'engagement peut être exécutée—2408; inconséquence de l'amendement du ministre—2408; prétend qu'on n'a pas les renseignements voulus et dit ensuite que la commision étudie la question et qu'on devrait lui laisser prendre une décision—2408.

M. Macdonald—Félicite M. Maclean d'avoir rallié les conservateurs qui prétendaient que le tarif de 2 cents élèverait prix transport des marchandises—2408; le chef de l'opposition a maintenant au moins des doutes sur le tarif de 2 cents—2410; étant donné pouvoirs et responsabilité de la commission des chemins de fer, proposition ministérielle la seule logique—2410; tout le monde au Canada content et fier de l'œuvre de cette commission—2410; concert d'éloges provoqué à la mort hon. M. Blair, premier président commission—2410; la meilleure chose à faire est de confier à cette habile commission le soin d'étudier la question et de la décider—2410; la déclaration du président que la question va être étudiée doit convaincre la Chambre d'adopter la résolution du ministre—2411.

M. Northrup—La proposition du chef de l'opposition tend à ce que la commission laisse de côté toute autre affaire pour s'occuper exclusivement de la question du transport des voyageurs à deux cents—2412; votera pour résolution chef d'opposition—2412.

Hon. Fielding—Le chef de l'opposition cherche à induire la Chambre à établir un dégré d'importance entre les mesures dont la commission des chemins de fer peut être saisie—2412; on demande d'insister pour que la commission mette une question à l'étude et cependant, tous les documents cités indiquent que cette question est déjà bien réellement à l'étude—2412; motion inutile à quoi bon passer des motions pour déclarer l'existence de ce qui existe?—2413; le parlement a reconnu que la commission était le corps réellement chargé d'étudier ces questions, pourquoi revenir sur cette décision—2413; résolution demandant à la commission de mettre à l'étude une question qu'elle nous déclare déjà être à l'étude serait une insulte—2413; une insulte inintentionnelle si l'on veut, mais une insulte—2413; si le chef de l'opposition, même en face de la lettre du président de la commission insiste pour que le gouvernement exige une enquête, le ministère ne peut pas y consentir—2414.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

TARIF DE 2 CENTS POUR VOYAGEURS—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

M. Hall—Félicite le chef de l'opposition de se faire complaisamment l'avocat des mesures de M. Maclean—2414; question des tarifs excessivement importante au Canada à cause corrélation entre différents transports—2414; impossible de comparer conditions existant au Canada et au Etats-Unis—2414; différence avec Grande-Bretagne—2415; l'essentiel au Canada est d'avoir un tarif modéré pour marchandises—2415; et puis d'aider au développement des voies ferrées—2416; d'encourager les capitaux à souscrire aux entreprises de chemins de fer canadiens—2416; il faut laisser savoir que le Canada tient ses engagements et n'en modifie pas les termes à loisir—2416; il ne faut pas agir à cette matière sans une décision dûment motivée d'un corps responsable, de la commission des chemins de fer—2416; le chef de l'opposition cherche seulement à tirer parti des opinions de M. Maclean—2416.

Discussion suspendue—2416.

Discussion reprise—7789.

Résolution Borden, texte—7789; amendement Emmerson, texte—7789.

Amendement Emmerson mis aux voix—7789.

Adopté par 96 à 36—7790.

TERRES AUX VETERANS SUD-AFRICAINS.

M. S. Hughes—Propose que terres devraient être concédées aux vétérans des guerres sud-africaines 1899 à 1903 résidant en Manitoba, Alberta et Saskatchewan—756; résolution présentée à chaque session depuis 1900—756; gouvernement refusait parceque serait obliger de rembourser terres à provinces quand recevraient autonomie 756; excuse disparue, gouvernement s'est approprié les terres—757; scrips donnés en 1885—757; volontaires ont favorisé immigration—757; ont risqué leur vie pour l'honneur du Canada—757.

M. R. S. Lake—Usage a consacré ces concesssions de terres—757; Nord-Ouest a fourni plus de volontaires que les autres provinces—757; résolution de l'assemblée des territoires en 1901—758; en faveur accorder terres—758.

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

TERRES AUX VETERANS SUD-AFRICAINS—*Suite.*

M. J. G. Turriff—Question intéresse depuis longtemps l'ouest—759; Colombie-Anglaise et Ontario ont donné l'exemple—759; terres devraient être données à colons sérieux qui habitaient le N.-O. quand enrolés—759; devraient être aux mêmes conditions que concessions données après rébellion 1885—759; conditions imposées pour empêcher spéculation—759.

M. J. Herron—Repousse les restrictions—759; éloges des volontaires—760; exploit Miles, Morden et Kerr—760; toute la population serait heureuse de voir accorder aux héros 160 acres de terre—760.

M. A. A. Lefurgey—Demande que volontaires Provinces maritimes reçoivent terres comme ceux de l'ouest—761.

Sir Fred. Borden—Au nom du gouvernement consent à cette concession en faveur des volontaires du Manitoba, de l'Alberta et de Saskatchewan qui résidaient dans les provinces lors de l'enrôlement—762; puisque c'est le vœu de la province—762; demande modifier résolution dans le sens de la restriction de domicile au moment de l'enrôlement—762.

Résolution adoptée—762.

TERRES AUX SOLDATS ANGLAIS LIBERES.

M. S. Hughes—Propose qu'il serait de l'intérêt du Canada de favoriser immigration de soldats anglais libérés et familles—763; négociations antérieures avec hon. Sifton—763; les anciennes colonies militaires grecques et romaines—763; colonisation militaire en Angleterre, Ecosse et Irlande—764; emplois qui pourraient être confiés aux vieux soldats—764; l'habitude de la goutte—764 ; descendants canadiens célèbres d'anciens militaires—764; cette immigration pourrait s'arranger en s'entendant avec ministère de la guerre—764; construction de maisonnettes—765; fonctionnaire pourrait être envoyé en Angleterre pour discuter et arranger question—765.

Sir W. Laurier—Adopté—765.

Motion adoptée—765.

TRANSPORT DES TIREURS DE LA MILICE.

M. S. Hughes—Propose qu'il serait à propos que ministère de la Milice paie chaque année le transport par chemin de fer des deux meilleurs tireurs de chaque régiment pour réunion Association de tir du Canada—763; ce n'est pas avec les deniers du gouvernement que la milice se maintient sur pied—766; sacrifices de tous—766; prix ne dépasserait pas $10 par homme—766; l'armée des pasteurs et de la magistrature coûte plus cher que la milice—767; on ne trouve pas dans les borderaux criminels de membres de la milice ayant quelques années de service—767 ; école d'honneur et de discipline—767.

M. D. Ross—Résolution paraît irrégulière—767; traite d'initiative financière—767

RESOLUTIONS PAR DEPUTES—*Suite.*

TRANSPORT DES TIREURS DE LA MILICE—*Suite.*

Sir Fred. Borden—Admet importance du tir—768; mesure proposée du ressort administratif—768; meilleur moyen serait peut-être donner plus d'argent aux associations de tir pour les aider à faire venir ou à envoyer tireurs—768 ; demande que motion soit retirée et soit laissée au département milice—768.

M. S. Hughes—S'en rapporte ministre—768.

Résolution retirée—768.

SANCTION ROYALE.

M. l'Orateur—Lit liste de bills ayant reçu sanction royale—2390.

M. l'Orateur Suppléant—Lit liste de bills sanctionnés—2831.

Sanction donnée à différents bills—5346.

M. l'Orateur—Liste de divers bills sanctionnés—6742.

M. l'Orateur—Lit liste de certains bills ayant reçu sanction royale—8221.

SUBSIDES.

MOTIONS AVANT DE SE FORMER EN SUBSIDES.

AGISSEMENTS DE M. E. W. R. PRESTON.

M. H. Lennox—Sur motion de formation en subsides—3849; attention du ministre de l'Intérieur appelée sur déclaration de M. T. W. R. Preston dans "London Express" favorisant immigration Afrique du Sud au lieu de Canada—3850; ministre a dit attendre journaux—3850; sont pas reçus au Parlement—3850; demande si ministre attend toujours—3850.

Hon. Oliver—M. Preston n'appartient pas à son ministère—3850 ; n'a rien fait—3850.

M. U. Wilson—A reçu journaux de Birmingham confirmant dépêches—3850; gouvernement devrait pas conserver à son service employé qui décrie le Canada—3850; connaît M. Preston depuis 1882—3850; carrière électorale de M. Preston—3851; M. Preston et M. Jury—3851; Preston et Jury devraient être renvoyés par gouvernement—3851; moralité plus que douteuse—3851.

M. H. Lennox—Question 14 février—3852; aucun ministre n'a rien fait pour s'assurer des faits—3852; gouvernement prend responsabilité des dires de M. Preston—3852.

M. R. L. Borden—Si le ministre dont relève M. Preston ne siège pas aux Communes, un autre ministre devrait répondre pour lui—3853 ; on répond par suppositions—3853.

Sir W. Laurier—Gouvernement se procurera journal—3853 ; a intérêt à savoir si Preston a réellement écrit article incriminé—3853.

Incident clos—3853.

SUBSIDES—*Suite.*

BAUX DE PATURAGES.

M. J. Herron—Sur motion de formation en subsides—3579; veut se plaindre des concessions accordées à des favoris—3579; irrévocables avec clause de rachat—3579; accordées à des gens n'habitant pas pays, n'ayant pas de troupeaux—3579; pour trafic—3579; éleveurs établis incapables d'avoir ces avantages—3579; le temps des pâturages—3580; conditions des concessions pâturages sous régime conservateur en 1881—3580; l'industrie de l'élevage en 1884—3580; confusion et conflits—3580; résiliation générale des baux en 1893—3581; industrie dans l'état précaire—3582; en 1893 premières rumeurs de baux avec privilège exclusif—3582; circulaire libérale de 1904—3582; politique annoncée avec de grand succès—3582; cabale des inspecteurs—3583; baux différents suivant le degré de faveur des porteurs—3583; concession Brown—3584; Brown introuvable—3584; bail Brown non signé, transporté à la Galway Horse Cattle Coy., non existante—3584; révocable d'abord, puis rendu irrévocable—3584; composition de la Galway Co—3584; concession revendue à John Cowdry de MacLeod—3584; ce dernier éleveur de bonne foi a dû engraisser les détenteurs de la Galway, frère ou cousins de députés—3584; rigueurs des conditions d'autrefois—3585; difficultés personnelles pour peupler d'animaux les concessions—3585; les baux n'étaient pas irrévocables alors—3585; propose motion de censure: que les circonstances ayant entouré concession et vente de bail de pâturage de la Galway Horse and Cattle Company jettent du discrédit sur gouvernement et que bail devrait être dénoncé—3586.

M. J. G. Turriff—M. Herron avoue que sous le régime conservateur, la condition des éleveurs était déplorable—3586; en 1896 le gouvernement actuel s'arrangea pour que les éleveurs et marchands de bestiaux de l'ouest pussent exercer leur profession d'une façon profitable—3586; en faveur de baux donnant aux éleveurs garanties de stabilité pour qu'ils puissent élever abris pour protéger bestiaux pendant hivers comme ce dernier—3586; inexact que les conservateurs ne donnaient pas baux irrévocables—3586; comment la difficulté était tournée—3586; accusation fausse quant au frère de député visé—3587; n'a retiré aucun bénéfice du bail—3587; comme commissaire des terres a connu fonctionnaire du gouvernement zélé conservateur qui faisait de l'élevage pour son compte—3587; comment il s'y prit pour obtenir des terres—3587; conditions changées, pâturages envahis par agriculteurs 3588; il faut donner garanties de stabilité—3588; l'élevage ne peut plus se faire au hasard comme autrefois—3588; il faut plus de terrain, il faut enclore et bâtir—3588; faux que le bail en question autorise à acheter le dixième des terres—3587; seulement l'emplacement nécessaire à bâtiments—3588; l'hiver dernier a causé 8 millions de perte chez les éleveurs parce qu'ils n'ont pas pu enclore faute de ca-

SUBSIDES—*Suite.*

BAUX DE PATURAGES—*Suite.*

M. Turriff—*Suite.*

ractère permanent du bail—3589; terres impropres à l'agriculture si pas irriguées—3589; opinions Stupart et Mead—3589; demande faite dans les conditions régulières, était alors commissaire des terres—3590; toutes formalités remplies, pas de clause d'achat de terres—3590; à la même époque, bail de même nature consenti à M. Rufus Pope, certainement pas ami du gouvernement—3590; grande différence entre bail irrévocable, où révocable à deux ans d'avis—3590; avis jamais donné—3590; impossible établir qu'il y a eu favoritisme—3590.

M. H. B. Ames—Prétend établir bien fondé de résolution sans se livrer à discussions théoriques—3590; historique de l'affaire du bail Galway d'après rapport déposé 9 fév. 1907—3592; demande H. P. Brown de Great Falls, Montana—3591; lettre Keyes, Brown déchu de ses droits—3591; nouvelle offre à Brown, 24 nov. 1903—3592; correspondance à la recherche de Brown, pas de réponse jusqu'au printemps 1905—3593; plaintes des colons—3593; le 17 juillet 1905, M. Adamson député de Humboldt présente au ministre transport de Brown à la Galway Horse Coy. daté de 1903, vingt-deux mois avant—3594; lettre Adamson—3594; les perplexités de M. Ryley comptable du ministère de l'intérieur—3594; réponse du ministre—3595; le choix du ministre: payer le loyer depuis le commencement et avoir bail irrévocable—3595; M. Adamson choisit deuxième alternative payer $650 pour bail révocable, plutôt que bail irrévocable—3586; lettre de l'hon. F. Oliver pour s'enquérir si prétention de M. Turriff est fondée que bail est irrévocable—3586; M. Campbell chef du service des pâturages répond que le premier bail était irrévocable—3586; arrêté du ministre—3587; clause 9 biffée—3597; vente à John Cowdry—3597; particularités du bail, la question d'occupation 3598; pendant quatre ans personne n'a pu s'établir sur ces terrains—3598; colonisation à rebours—3598; M. Brown personnage mystique—3598; le ministre se prétend tenu par décret en conseil du 24 déc. 1903—3598; document disparu—3598; tous les documents indiquent que M. Brown était déchu de ses droits—3599; s'il n'y eût pas eu des députés intéressés, on n'y aurait pas été si généreusement—3000; pas de bail, pas de société cessionnaire—3000; la construction de la Galway Horse and Galway Coy.—3600; les directeurs M. Adamson, M. Bell—3001; les négociations por la vente du bail; résultat de l'opération: mise de fonds $650 de loyer payé, prix de vente $22,500 en deux ans—3602; n'ont pas ajouté $1 de valeur à propriété entre leurs mains—3602; ont retardé colonisation dans cette partie du pays—3602; état perd $2,400 d'arrérages de loyer—3603; le cas de Cowdry—3603; les correspondance de Brown—3604; initiales J. D M. (McGregor)—3604; M. Brown, homme de paille—3604; la déclaration de M. Carvell que le public canadien n'a pas inté-

SUBSIDES—*Suite.*
BAUX DE PATURAGES—*Suite.*
M. Ames—*Suite.*
rêt à savoir qui empoche l'argent—3604; opinion du "Herald", journal de l'Alberta—3666; demande aux libéraux s'ils voteraient pour motion renversée—3606; c'est ce que signifiera vote contre motion Herron—3606.

M. Adamson—M. Ames demande à la Chambre de se prononcer sans avoir entendu partie adverse—3606; c'est là méthode conservatrice—3606; s'est toujours occupé personnellement d'élevage de 1897 à 1904—3606; tenait même du bétail à 50 milles de l'endroit en question—3607; le ranch Charles Sanders à Maple Creek—3607; a parfaitement le droit en qualité de citoyen de jouir de tous les avantages qui sont l'apanage des habitants du pays—3608; en profita pour acquérir droits de M. Brown dans concession octroyée en 1903—3608; enquête faite sur le terrain—3608; obligation d'acheter la propriété Driggs pour avoir accès à la rivière—3608; achat indispensable, Driggs demandant $30,000 pour son ranche, 70 acres de terrains riverains—3608; sa demande de bail pas accordée figurait au ministère impossible à un autre requérant de prendre sa place—3608; les prétentions de M. Driggs—3609; ses menaces—3610; impossibilités d'arrangement—3610; difficulté de l'industrie du bétail dans l'ouest—3610; le ranche de Brown devenait impraticable—3610; difficultés du terrain, rapport de l'inspecteur—3611; jamais un colon ne pourrait y gagner sa vie—3611; la Galway Horse and Cattle Coy. compagnie parfaitement légitime—3612; rien de caché, si le nom de Mme Adamson y figure c'est parceque la compagnie est respectable—3612; les membres de la gauche qui font de la sensiblerie sont les premiers à jeter le ce que la compagnie est respectable—3612; a cherché à exploiter l'entreprise lui-même et n'a vendu que lorsqu'il a jugé l'entreprise impossible—3612; avait parfaitement le droit d'en agir ainsi—3612; n'a jamais demandé de faveur au département—3613; a eu ce que les règlements accordaient—3613; tout autre aurait pu en avoir autant—3613.

M. E. Bristol—Le discours de M. Ames vrai en tout point—3613; les initiales J. P. M.—3614; il est faux que le terrain ne fût pas propre à l'exploitation agricole—3614; les colons établis—3616; la demande de M. Brown et ses protêts—3618; les terrains ajoutés—3618; déchéance encourue—3619; M. Brown n'avait aucun droit de faire cession en 1903, il n'avait, de fait, rien à céder—3620; une fois cessionnaire, M. Adamson ne dit rien, ne paie pas les loyer et fait le mort jusqu'en 1905—3620; le décret de 1903, irrégularités, mensonges—3620; déclarations Martin, agent des terres fédérales prouvant que des colons demandaient ces terres—3622; terres gardées avec soin jaloux par département—3622; lettre Adamson envoyant chèque pour montant approximatif du loyer—3622; pas d'explications—3622; rapport Ryley à Cory—3623; lettre du ministre or-

SUBSIDES—*Suite.*
BAUX DE PATURAGES—*Suite.*
M. Bristol—*Suite.*
donnant remise du bail au cessionnaire de Brown—3624; le ministre n'avait rien qui l'autorisât à faire cadeau des $2,000 qui étaient dus, à la compagnie d'élevage de Galway—3625; il se soustrait aux autres conditions du bail—3626; ce bail ne contente pas ces messieurs—3626; lettre du ministre de la justice à M. Campbell—3626; rapport ne contenait rien qui ne fût pas connu déjà; cependant; bail changé—3626; privilège d'enclore ajouté—3627; les intérêts des colons foulés aux pieds—3627.

M. W. A. Galliher—Connaît la région en question—3627; bien différente de Pincher Creek qu'habite M. Herron—3627; pays absolument impropre à la culture—3628; les protestataires prétendus colons ne le sont pas comme cultivateurs—3628; ils exploitent de petits pacages et sont naturellement ennemis des grands éleveurs—3628; la ligne de démarcation entre élevage et agriculture s'efface de plus en plus—3628; cycles climatériques—3638; certaines régions cultivables périodiquement—3628; terrain en question essentiellement terre à pâturage—3628; voudrait terres à pâturages désignées exclusivement et accordées toutes avec privilège d'enclore—3629; les délais dans émission des concessions se sont produits sous tous les régimes—3629; du moment où personne n'a demandé les terres il n'y a pas de mal—3629; le département n'est jamais dur pour exiger les loyers quand il n'y a pas d'autre demande—3629; le ministre a bien fait d'accorder le bail nouveau aux conditions du premier—3630; M. Adamson a parfaitement réfuté l'accusation et prouvé n'être pas propriétaire de ranche—3630; à l'époque où il a ouvert négociations avec département, il n'était pas député—3630; et ensuite, il a négocié par entremise d'une tierce personne et il en avait parfaitement le droit—3630; la justification de M. Adamson a été complète—3631; à part un quart de section cette région est impropre à colonisation—3631.

M. R. S. Lake—Protêt de Duncan Duff—3632; M. Adamson pas éleveur réel—3632; l'ambition de M. Adamson était d'avoir une autre rivière comme borne au sud—3632; parce qu'il ne réussit pas, il laissa tomber l'affaire—3632; cependant il continuait à négocier avec département pour obtenir irrévocabilité—3633; il a fait de l'argent aussitôt qu'il a obtenu ce privilège—3634; ni M. Adamson, ni M. Brown n'avaient droit au bail—3634; opération indéfendable—3634.

Hon. Oliver—Deux parties à motion: département condamné pour avoir accordé concession—3634; on condamne celui qui l'a obtenue pour l'avoir revendue—3634; les fantaisies de M. Herron sur l'administration conservatrice—3634; règlements de 1881—3635; pâturages concédés sur simple décret en conseil pour 21 ans—3635; en un an, un demi-million d'acres à pâturages aliénés—3635; nouveaux règlements 1882-

SUBSIDES—*Suite.*

BAUX DE PATURAGES—*Suite.*

M. F. Oliver—*Suite.*

1886—3635; nouvelle réglementation 1887-1888—3636; question d'irrévocabilité laissée au ministre—3636; décision de 1892, tous les baux résiliés pour 1896, sauf droit d'achat de 10 p.c. du territoire intéressé—3636; on agissait ainsi pour trouver terres pour subventions aux chemins de fer—3636; en 1893, demandes de soumissions supprimées—3636; on décide en 1903 de ne plus accorder indifféremment concessions de pâturages sur bonnes ou mauvaises terres—3636; mécontentement des éleveurs—3636; en 1903, demandes de Brown et de McGregor et Hitchcock—3637; représentations faites, privilège d'enclore demandé et accordé—3637; règlements adoptés en 1903 que baux de pâturages ne pouvaient se faire que sur terres impropres à l'agriculture pour 21 ans et avec privilège d'enclore—3638; affluence de demandes—3638; lors d'arrivée au ministère en 1905, conditions absolument les mêmes que sous conservateurs en 1882—3638; constata impossibilité de laisser subsister état de chose 3638; impossibilité de faire répartition entre bonne et mauvaise terre—3638; révoqua immédiatement les règlements—3638; non pas parcequ'ils étaient mauvais mais à cause impossibilité d'appliquer consciencieusement—3638; certaines demandes étaient pendantes—3638; celles qui étaient justes furent accordées, même après suspension règlement—3638; demande de Brown existait, bail avait été accordé par décret, décret seul pouvait révoquer—3638; suspension de règlements ne révoquait pas droits acquis—3639; quand loyer a été payé ministre a rendu, quant à la nature du bail, la décision maintenant attaquée—3639; cette décision était sage et juste, exposé des motifs—3639; arrhes pas réclamés parce que ces personnes n'avaient pas joui du terrain—3639; et n'avaient empêché personne d'en jouir—3639; il vaut mieux errer du côté de la mansuétude que de la rigueur—3648; la politique conservatrice d'exiger du colon la dernière livre de chair a créé le marasme du Nord-Ouest—3640; c'est le système conservateur de l'annulation automatique—3640; de la révocation des homesteads—3640; d'astreindre le colon à la lettre de la loi—3640; avec les conservateurs, au lieu de perdre $1,200 ou $2,400 pour générosité dans une transaction, le pays a perdu des centaines de mille de colons représentant des millions de dollars—3641; la deuxième partie de la motion est simplement de l'ingérence dans des affaires de particuliers—3641; cette ingérence vient d'être répudiée avec violence par l'opposition elle-même—3641; la transaction de M. Adamson avec le département est matière publique—3641; la façon dont il a ensuite disposé de ses biens est matière privée—3642; tous les prétendus scandales de l'opposition sont des erreurs commises par des particuliers ou des accusations portées contre des hommes publics en leur qualité de particuliers—3642; d'après l'opposition toute transaction ayant donné un bénéfice immédiat est entachée de fraudes—3642; ils seront jugés comme ils ont jugé les autres—3642.

M. A. C. Macdonell—La transaction est illégale—3642; Brown n'avait pas de bail et n'a pas pu céder de bail—3642; il n'avait aucun titre aux terrains—3642; tout au plus avait-il droit de demander un bail, mais ce droit était périmé par négligence—3642; jamais aucun bail n'a été accordé avec clause d'irrévocabilité—3643; première loi des pâturages, 1883—3644; loi de 1897; observations Sifton—3644; règlements de 1905, changements opérés—3645; divergences entre bail Brown et règlement de 1905—3646; fameux décret du 24 décembre 1904 accordant bail n'a jamais figuré à la Gazette Officielle—3647; correspondance Oliver-McCarthy—3648; la force et les intentions—3648.

M. A. K. Maclean—L'opposition est la première à pécher contre les bonnes résolutions qu'elle prêche—9648; par quel effort de logique peut-on incriminer le gouvernement pour la vente du bail en question par la Galway Cattle Company à John Crowdy—9648; par un particulier à un particulier—9648; la concession à Brown était légitime—3649; M. Brown et McGregor—3650; la date du transport—3650; le ministre avait parfaitement le droit d'accorder le bail aux ayant-droit de Brown—3630; le département est resté entièrement dans les limites de ses droits—3650; le protêt Duff—3651; les députés et l'obtention des concessions—3651; M. Adamson n'éait pas député quand il a obtenu la concession—3651; M. Adamson avait acheté ou pensé acheter un bail irrévocable—3652; c'est seulement ce que le ministre a confirmé—3652.

M. R. L. Borden—Raisons du doute—3652; demande de bail faite par un tiers—3652; terrains interdits pendant quatre ans—3652; jamais loyer payé—3652; bail excluant colons pour 21 ans—3653; les négociations Adamson et le gouvernement—3654; la proposition du ministre—3655; compromis accepté—3655; ministre n'exige pas loyer mais impose condition de révocabilité—3655; bail rédigé, signé, accepté—3655; mise en jeu de l'influence de M. Turriff, député—3655; le député de Humboldt réussit en 1906 à gagner tout son point—3655; remise de loyer et irrévocabilité—3655; le ministre a fait assaut de générosité—3656; toutes les conditions violées—3656; si le ministre se considérait lié par décret, il devait demander révocation décrêt—3656; cette opération mérite condamnation de la Chambre—3657.

Motion Herron mise aux voix—3657.

Rejetée, 49 pour, 80 contre—3658.

COMMISSION DES ASSURANCES.

M. Lennox—Sur motion de formation en subside—4026; question de pratique constitutionnelle—4026; conservation d'archives indispensable dans tout département—4026; étrangeté du dossier de la corres-

SUBSIDES—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES—*Suite.*

M. Lennox—*Suite.*

pondance du gouvernement avec commission des assurances—4026; correspondance cesse aussitôt arrivée du nouveau ministre de la Justice—4027 ; explications ministérielles—4027 ; réponse à questions—4027 ; premiers rapports de M. Shepley à l'hon. Fitzpatrick, ministre de la Justice—4028 ; communication constante—4029 ; changement complet aussitôt hon. Aylesworth, ministre de la Justice—4029; aucune archive, aucun dossier—4029; abandon de pratique constitutionnelle—4030; difficulté d'avoir accès aux archives—4030 ; perte de la lettre de démission du juge Henderson—4030; espère pratique se renouvellera pas—4030.

Hon. Aylesworth—M. Lennox avait annoncé que sa gestion du ministère de la Justice serait un fiasco—4030; heureux de voir que les affaires dans ce département ne tournent pas comme il l'espérait—4030 ; l'incident de la lettre du juge Henderson—4031 ; n'a jamais rien connu des raisons de la correspondance suivie entre son prédécesseur et M. Shepley—4031; ne sait pas davantage pourquoi correspondance a cessé—4031 ; a cessé trois ou quatre semaines avant son entrée en fonctions—4032; a prêté serment le 4 juin et le 20 juin M. Shepley est parti pour Angleterre—4032 ; M. Tilley l'a remplacé, aucune communication avec lui—4032 ; Chambre siégeait, assez occupé ici—4032; au retour de M. Shepley séances ont continué trois mois, aucune communication—4032 ; aucune loi ne peut obliger à écrire quand on n'a rien à écrire—4032; M. Shepley, ni les commissaires n'étaient hommes à se laisser influencer par qui que ce soit—4033 ; n'a pas dévié dans son administration du ministère de la Justice de la politique constitutionnelle—4033.

M. Porter—Le devoir du ministre de la Justice était de voir que les commissaires n'abusent pas de leur juridiction—4034 ; il aurait dû être en communication avec eux—4034; précédent créé par hon. Fitzpatrick conservant correspondance ministérielle—4034; l'absence de correspondance justifie soupçon que l'enquête pas conduite dans le but et suivant les instructions du décret—4035.

Sir W. Laurier—Prétention extraordinaire que le ministre aurait dû exercer son autorité sur une commission de nature quasi-judiciaire—4035; va-t-on dire que ministre devrait exercer autorité sur tribunaux ?—4036; la commission recevait ses instructions du gouverneur en conseil—4036 ; les juristes ne devaient recevoir leurs instructions que de la commission—4036; le ministre aurait violé son serment d'office s'il eût exercé juridiction sur procédures de la commission—4036; quand la commission s'est réunie, il y avait questions de procédure à résoudre—4036 ; correspondance a cessé aussitôt que la commission a été bien en marche—4036 ; si le ministre eût essayé d'intervenir on aurait entendu d'autres gémissements—4037.

SUBSIDES—*Suite.*

COMMISSION DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Foster—La correspondance déposée et échangée ne comportait aucune intervention inconstitutionnelle du ministre—4038; exemple—4038; aveu de l'hon. Aylesworth de communications verbales—4038; veut savoir pourquoi communications verbales ont remplacé communications écrites—4038; texte réponse—4040; impossible de prétendre qu'il est permis de supprimer ainsi toute écriture dans un ministère—4040; et d'opérer verbalement—4040; proteste contre cette manière de procéder—4041.

Sir W. Laurier—Ces communications n'étaient pas des instructions—4042.

Hon. Foster—Le ministre savait parfaitement, quand on l'interrogeait, qu'il ne s'agissait pas de ses communications intimes—4043 ; ancun homme de bon sens ne croira pas qu'il a avoué avoir eu avec M. Shepley des communications ayant trait à la commission des assurances—4043.

CONFERENCE COLONIALE.

M. R. L. Borden—Sur motion de formation en subsides—5694; état de documents déposé mal coordonné—5694 ; se demande pourquoi gouvernement n'a suggéré aucune proposition—5695 ; tous les autres premiers ministres paraissent avoir pris un autre point de vue—5695; propositions du gouvernement australien—5696; sur la création d'un conseil impérial—5696; veut avoir avis du gouvernement—5696; sur le commerce préférentiel—5696; attitude du gouvernement canadien en 1902—5697 ; n'a pas fait savoir s'il entendait suivre cette attitude—5698; accentuée dans discours du budget 1903—5698 ; discours Fisher—5698; débat aux Communes anglaises—5699; hon. Lloyd-George, M. Howard Vincent—5699 ; propos déplacés—5699 ; n'est le partisan d'aucun clan politique anglais—5700; réponse à M. Lloyd-George—5700; addition aux résolutions de 1902 proposée par gouvernement australien—5700; occasion perdue de développer notre commerce avec l'Australie, faute d'avoir répondu à ses propositions—5706 ; proposition australienne au sujet défense de l'empire—5701; demande politique gouvernement—5702 ; résolution australienne en faveur immigration britannique—5702 ; immigration britannique en Canada négligée—5703; résolution Nouvelle-Zélande sur traitement de faveur réciproque entre colonies autonomes—5703; demande où en est la question de marine de guerre locale dont sir W. Laurier a parlé en 1902—5704; quelle sera l'attitude du gouvernement au sujet de l'interdiction du bétail canadien—5704; le gouvernement anglais a parfaitement le droit de faire de la protection pour ses agriculteurs—5704; mais elle ne devrait pas le faire en jetant du discrédit sur bétail canadien—5704; espère que premier ministre sera à Londres 15 avril prochain—5704; c'est lui qui a dit: Convoquez-nous à vos conseils—5704.

Sir W. Laurier—Il est de bon augure que le gouvernement canadien n'ait rien à proposer—5705; c'est signe qu'il est content—5705; il va à Londres voir ce qu'on

SUBSIDES—*Suite.*

CONFERENCE COLONIALE—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

veut lui suggérer—5705; le gouvernement ne voit pas d'un bon œil la création d'un conseil ou conférence permanente—5705; expression d'opinion—5706; le ministère des colonies nous suffit comme mode de correspondance avec gouvernement impérial—5706; le ministère des colonies est responsable au parlement impérial et communique avec les gouvernement responsables à leurs législatures respectives—5706; nous n'avons aucun rôle à jouer dans politique d'Angleterre—5706; un conseil de fonctionnaires pourrait, pour prouver son utilité, imaginer des propositions de nature à créer des embarras aux gouvernements—5796; cependant prêt à écouter et à discuter autres propositions—5707; seule question intéressante pour nous est politique commerciale—5707; politique de 1907 est celle de 1902 citée par M. Borden—5707; toujours prêt à accentuer la préférence si on veut nous rendre la pareille—5707; l'empire anglais ne se maintiendra que si tous ses éléments sont libres de déterminer ce qui leur convient le mieux—5708; libre à chacun de choisir sa politique douanière—5708; personnellement en faveur du libre-échange dans tout l'empire—5708; il faut attendre que les événements y conduisent un jour—5708; quant à la défense de l'Empire, s'en tient à l'opinion exprimée il y a cinq ans: le Canada ne se laissera pas entraîner dans le tourbillon du militarisme européen—5708; situation déplorable de l'Europe—5708; quant à l'immigration, le nombre des immigrants venant des Iles Britanniques augmente constamment—5708; il n'y a rien à améliorer sous ce rapport—5709; la proposition du gouvernement australien relative à la participation aux avantages accordés à la Grande-Bretagne est celle que nous lui avons faite il y a deux ans et à laquelle elle n'a pas répondu—5709; nous sommes prêts à accorder à l'Australie le régime de faveur si elle veut nous rendre la pareille—5709; il ne tient qu'à elle—5709; quant à conseiller à la Grande-Bretagne d'accorder une préférence aux produits coloniaux, c'est une démarche que le gouvernement du Canada n'entend pas faire—5710; quant à l'interdiction du bétail canadien, il y a en Grande-Bretagne de vieux débris protectionnistes qui s'opposent à sa levée—5710; fera efforts incessants pour en obtenir la levée—5710; tout bien considéré, juge de son devoir de se rendre à Londres et y sera le 15 avril—5710; ignore si conférence aura résultats pratiques, mais il y aura toujours quelque chose à accomplir—6710; remercie chef de l'opposition d'avoir facilité son départ—5711.

Hon. Foster—Heureux que premier ministre puisse assister—5711; nous pouvons être contents de notre sort, mais le monde progresse, il faut suivre son mouvement—5711; proteste contre insouciance—5712; prudence extraordinaire du premier ministre—5712; pas la même prudence pour Grand-Tronc-Pacifique—5712; l'histoire de

SUBSIDES—*Suite.*

CONFERENCE COLONIALE—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

la rose—5712; utilité d'un bureau de renseignements—5713; sans vouloir imposer à la Grande-Bretagne un changement de politique, on peut tenter de la persuasion et du raisonnement—5714; il serait bon d'apprendre à M. Lloyd George que la gangrène protectionniste a pas mal gagné le parti libéral au Canada—5714; devrait profiter de l'arrivée des radicaux au pouvoir pour obtenir levée de l'interdiction du bétail canadien—5715; devrait arranger coopération avec gouvernement anglais et agences anglaises pour obtenir bonne émigration britannique—5715; admet danger du militarisme—5716; mais il faut former la jeunesse à défendre le sol—5716; exemple des Etats-Unis—5716; nécessité de former un tout puissant et respecté, calme, parce qu'il n'attaquera pas—5716; pourrions coopérer avec les autres parties de l'empire, sans perdre un iota de notre indépendance—5717; nous ne devons pas nous tenir dans un horizon resserré—5717.

DEMISSION DE L'HON. HYMAN.

M. R. L. Borden—Sur motion de formation en subsides—2825 question démission Hyman revient pour la huitième fois sur tapis—2825; péripéties de la démission de député—2826; se demande si depuis le 21 novembre M. Hyman n'a pas été en mesure de signer sa démission en présence de deux témoins—2826; informé que M. Hyman a été vu dans lieux d'amusements à Nouvelle-Orléans—2826; déclaration Gibson au club libéral de London—2827; renseignements pas fournis à la Chambre avec franchise—2827; demande si les renseignements maintenant fournis ont été donnés à des étrangers avant la Chambre—2827.

Sir W. Laurier—A communiqué à la Chambre tout ce qu'il savait—2827; n'a pas eu depuis le mois de novembre d'autres nouvelles de l'hon. Hyman que dépêche qui vient d'être lue—2827; apprend pour la première fois que communiquée à London—2828; manques d'égard du chef de l'opposition—2828; regrette que démission envoyée à l'orateur était irrégulière—2828; M. Hyman atteint d'une façon indirecte seulement par révélations de London—2828; a estimé qu'il devait remettre son mandat aux mains de l'orateur et en appeler à ses électeurs—2828; démission maintenant régularisée—2828; initiative de M. Hyman sera soumise à ses électeurs à brève échéance—2828.

Hon. Foster—Distingue entre M. Hyman ministre et M. Hyman homme privé—2828; ne peut comprendre comment il n'était pas au courant de la nécessité de l'attestation de deux témoins au bas de sa démission—2829; divergence d'opinion entre ministre de la Justice et premier ministre et collègues—2829; dans deux comtés d'Ontario, hon. Aylesworth a prétendu que l'hon. Hyman n'était pas tenu au point de vue moral ou autrement à remettre portefeuille à cause des révéla-

SUBSIDES—*Suite.*
DEMISSION DE L'HON. HYMAN—*Suite.*
Hon. Foster—*Suite.*
tions de London—2830; demande si ministre de la Justice converti à l'idée du premier ministre que l'hon. Hyman a obéi à un excellent motif et à un désir légitime en remettant son mandat—2830; rôle difficile du ministre des Travaux publics—2831 ; bonne santé nécessaire pour résister aux sollicitations—2831 ; ces charges ne sont pas la propriété du premier ministre, qui puisse en disposer à son gré, mais la propriété du Canada—2832; le premier ministre défranchit une division électorale quand il envoie à un candidat un ultimatum comme celui qu'on a voulu faire signer à M. Lavergne—2834; il défranchit une division en transférant le patronage à un sénateur—2834; le ministre de l'agriculture ministre intérimaire, pas de taille à administrer le département des Travaux publics—2835; le "Globe" et le texte des remarques de l'hon. Aylesworth au sujet de la responsabilité de l'hon. Hyman—2836; l'homme est là, jugeant tout au point de vue strict de la loi—2836; il n'y a plus de recours aux moyens légaux, donc plus d'obligation morale—2836; félicite premier ministre de ne pas entretenir opinion aussi étroite—2836.
Sir W. Laurier—Repousse félicitations, présents d'Artaxercès—2836; aucune accusation n'ayant été indirectement, ni directement portée contre l'hon. Hyman, celui-ci et le ministre de la Justice étaient autorisés à dire qu'il n'était nullement obligé moralement de tenir compte de l'enquête et de rendre son mandat—2837 ; le parti libéral veut que ses ministres soient comme la femme de César, ne puissent être soupçonnés—2837 ; voilà pourquoi M. Hyman bien que son honneur n'eût reçu aucune atteinte à la suite de cette enquête a jugé utile et préférable de s'en remettre au jugement de ses commettants —2837 ; rien à craindre du défranchissement de la division, il y aura élection, hon. Hyman se représentera et peuple jugera—2837 ; faux qu'il soit intervenu dans l'élection de Montmagny—2838 ; n'a rien demandé à M. Lavergne de signer—2838 ; la démission de l'hon. Hyman comme député n'entraînait pas nécessairement sa démission comme ministre des Travaux publics—2839; l'hon. M. Hyman nie s'être rendu coupable d'irrégularités—2839; ses collègues ne considèrent pas qu'on ait prouvé sa culpabilité—2839 ; prié de rester—2839 ; ce n'est pas parce qu'un ministre devient malade au service de l'état qu'un ministre doit être brutalement écarté—2840; il sera temps d'en venir à cette décision si on constate qu'il ne peut pas se guérir—2840; tant qu'il y aura espoir de rétablissement, le gouvernement et le pays subiront sans se plaindre les inconvénients pouvant résulter de cette maladie—2840.
Incident clos—2840.

DEMISSION DE L'HON. HYMAN.
M. R. L. Borden—Sur motion formation en subsides—3203 ; coïncidence dépêche reçue par sir W. Laurier 2 février annonçant

SUBSIDES—*Suite.*
DEMISSION DE L'HON. HYMAN—*Suite.*
M. R. L. Borden—*Suite.*
nouvelle démission de siège de London et communiquée à la Chambre le 8 février et nouvelle annoncée à London le 2 février, de nouvelle élection—3203; lettre démission 2 février identique, sauf addition signatures à celle du 20 novembre 1906—3203; la loi exige démission signée en présence de deux témoins—3204; M. Hyman est-il revenu à London ou les témoins sont-ils allés en Californie—3204; sinon, document encore entaché d'illégalité—3204; il serait étrange que ministre des Travaux publics eût été incapable de s'occuper de ses affaires sauf justement le jour où signature d'attestation nécessaire —3204.
Sir W. Laurier—Ne savait pas que l'on avait reçu nouvelle attestation de démission de portefeuille qui était depuis le 2 dans son bureau—3205; ne sait rien de la signature des témoins—3205; a peut-être autorisé deux témoins connaissant bien sa signature à identifier la lettre—3205; connaît bien la signature de M. Hyman et l'aurait fait lui-même, s'il en eût été prié —3205; cependant si doute existe sur validité, lettre peut être soumise au comité privilèges et élections—3205; santé de M. Hyman—3206; si les espions disent que M. Hyman se couche à huit heures du soir, il n'est sûrement pas dans son état normal—3206.
M. W. H. Bennett—Les citoyens de London montreront à M. Hyman qu'il a trop compté sur la sympathie du public—3206; l'hon. Hyman dans Elgin-est—3207; l'hon. Hyman ne va pas dans Bruce-nord—3257; commencement de prostration nerveuse—3207; l'entrevue de Tom Lewis et de l'hon. Hyman à Toronto—3208; récit du "World" —3208 ; voyage à New-York, 6 novembre—3208; la maladie de M. Hyman—3208; les libéraux protestent trop—3208; le ministre de la Justice et les accusations de London dans Bruce-nord—3209; la manifestation politique de London, inauguration du Hyman Hall—3210; manifestation et maladie de M. Hyman, excuses du président—3210; M. Hyman n'était pas assez malade pour ne pas savoir envoyer sa démission—3210; il conservait deux cordes à son arc—3210; le ministre de la Justice a dit qu'il conserverait son siège et il le conserve—3210; compliments sur les informations recueillies par le "Star" à San Diégo—3211; les malades de sir W. Laurier se portent fort bien, sir W. Mulock, M. Sifton—3211; on veut faire une élection en excitant la sympathie—3211 ; les électeurs de London verront qu'on s'est moqué d'eux—3211; connaît un incident qui, s'il était publié dissiperait toute idée que l'hon. Hyman est malade—3212; celui qui a le plus besoin de sympathie, c'est le premier ministre—3212; le parti libéral dans Ontario est en ruines—3212; M. Grant et les libéraux—3212; les vieux ministres et le "Telescope" de Walkerton—3212; le "Times" d'Exeter—3213; si London réélit l'hon. M. Hyman, toute décence et toute pureté auront disparu du pays—3214.

SUBSIDES—*Suite.*

DEMISSION DE L'HON. HYMAN—*Suite.*

M. H. R. Miller—M. Bennett acheteur de consciences—3214; si les questions de moralité provoquent la prostration nerveuse, à quand l'attaque de M. Marshall?—3214 ; l'affaire Hepburn—3214; le complot dénoncé par le juge Coulter—3214; l'introduction des femmes de mauvaise vie chez l'hôtelier Butler—3215.

M. Blain—Quelle est la réputation de M. Hepburn?—3213.

M. Miller—Aussi bonne que celle du député de Peel—3215; si la démission de l'hon. M. Hyman était nécessitée par les faits révélés, celle de M. Marshall ne devrait pas l'être moins—3215.

DEPOT DE DOCUMENTS.

M. O. S. Crocket—Sur motion de formation en comité de subsides—3216; documents demandés relativement au tracé du G.T.R. —3216; documents déposés—3216; relevé de la session dernière—3216; impossible de supposer que pendant deux ans toute correspondance ait cessé sur un sujet pour lequel demande urgente de renseignements a été faite—3217; une note indique que le ministre des chemins de fer a reçu du président de la commission des chemins de fer, le 1er mai 1905 une lettre qui ne figure pas au dossier—3218; tout indique que correspondance volumineuse a dû être échangée—3218; en novembre 1905 nouvelles études de tracés proposé en N.B. ont été ordonnés—3218; il est absurde de vouloir faire croire que ces opérations n'ont pas laissé de traces —3218; la population riveraine du fleuve St-Jean a le droit de savoir quelles instructions été données—3218; on demande soumissions pour la construction de deux sections de chemins de fer entre Québec et Moncton, cela ne peut pas se faire sans que le gouvernement ait reçu rapports définitifs—3219; défi à la Chambre, refus de production malgré ordres donnés— 3219 ; cependant, ministre a dit n'avoir pas d'objection, texte—3219; soupçons des habitants des rives du fleuve St-Jean qu'ils ont été leurrés—3220; le "Herald" de Frédéricton proteste—3221; indépendance du "Gleaner"—3222; M. Pearson— 3222; M. Carvell, député de Carleton à la convention libérale de Saint-Jean—3222; dénonciation du gouvernement—3223; on pense au Nouveau-Brunswick que deuxièmes études, recommandant tracé du centre, pas plus honnêtes que les premières— 3223; le public veut voir tous les documents avant que le gouvernement prenne une décision—3224; promesse premier ministre—3224; tous les documents doivent être déposés—3224.

Hon. Emmerson—Beaucoup de choses mélangées—3224 ; texte de la demande Crocket—3224 ; documents produits—3225 ; assuré par secrétaire du département que les documents dont parle M. Crocket n'existent pas au ministère—3226; peuvent être au conseil Privé ou à la commission des chemins de fer, fera faire recherches—3226; M. Crocket à l'esprit bien malade sur l'affaire des tracés—3226; sans doute l'effet des élections de 1904—3226; depuis 1904, M. Crocket n'a qu'une marotte, c'est que les études faites au N.-B. pour le Transcontinental ne sont qu'un leurre 3226; cette idée fixe le poursuit—3226; il n'y a pas d'instructions du gouvernement afin de respecter l'indépendance de la commission chargée de construire la ligne de Winnipeg à Moncton—3227; ne veut pas influencer—3227; il y a deux tracés qui ont chacun leurs partisans—3227; n'est pas opposé au tracé riverain—3227; la décision sera prise suivant le rapport des ingénieurs et la recommandation de la commission du Transcontinental—3227 ; n'en connaît rien—3227; les plans n'ont pas été déposés au ministère des chemins de fer—3227; ne connaît absolument rien des rapports des ingénieurs, sauf qu'ils ont été reçus par la commission du Transcontinental—3228; le "Herald" et le"Gleaner"—3228; tergiversations du "Gleaner" —3228; en 1904 le "Gleaner" recevait du patronage de ce gouvernement et s'est plaint qu'il n'en recevait pas assez—3229; il a alors éprouvé le besoin de soutenir M. Crocket—3229 ; ne peut pas s'engager à déposer les rapports avant que le gouvernement ait fixé son choix—3229.

M. Fowler—Ignorance du ministre extraordinaire—3230; indifférence stupéfiante du ministre qui représente le Nouveau-Brunswick sur une question d'un intérêt palpitant pour cette province—3230; demande de documents aurait dû pousser ministre à s'occuper un peu de cette affaire—3230; d'autres députés que M. Fowler ont qualifié de faux les relevés faits au sujet de la route riveraine—3230; le ministre ne tient-il donc aucun compte des déclarations de M. Carvell, un de ses amis politiques—3230; convention et banquet libéral—3231 ; le "Herald" de Frédéricton et les relevés faux—3231 ; influence du "Gleaner"—3232; si tracé de l'intérieur adopté, le gouvernement peut s'attendre aux prochaines élections à une rebuffade au N.-B.—3282.

Hon. Haggart—Il est grand temps qu'on connaisse ces relevés entre Québec et Moncton—3232; a déclaré que l'on ne trouverait pas entre Lévis et Moncton de ligne plus courtes et de rampes moindres que l'I.C.R.—3252; le temps le prouvera —3232; demande un état clair du parcours et des frais à encourir—3233; la commission du Transcontinental relève du ministère des chemins de fer—3233; et le ministre des chemins de fer est responsable à la Chambre—3233; la commission du Transcontinental n'a pas pu demander des soumissions de sa propre initiative— 3234; l'appel des soumissions a dû être sanctionné par l'exécutif—3234; la commission est responsable au parlement— 3234; on trompe le pays en disant qu'on cherche le meilleur tracé, on cherche celui qui amènera le plus de votes—3234; faute grave de construire cette ligne de concurrence à l'I.C.R.—3234; adoptée uniquement pour plaire aux partisans du

SUBSIDES—*Suite.*

DEPOT DE DOCUMENTS—*Suite.*

Hon. Haggart—*Suite.*

gouvernement—3234; pour gagner des votes, sans aucun bénéfice au Canada—3234; le parlement, avant toute demande de soumission, aurait dû être informé du tracé choisi de Pointe Lévis à Grand Falls et de Grand Falls à Chipman—3225; veut des renseignements—3235.

M. Barker—Art. 8 et 9 du statut relatif au Transcontinental—3235; les commissaires sont nommés durant bon plaisir pour que le gouvernement puisse contrôler toutes leurs actions—3235; le ministre des chemins de fer prétend se désintéresser de tout ce que fait cette commission—3236; étrange conduite—3236; le statut et l'adjudication des soumissions—3236; le gouvernement s'est chargé de surveiller les opérations—3237; il encourt des responsabilités—3237; cette situation est intenable—3237.

M. Crocket—Fait appel au premier ministre pour promesse que les rapports soient déposés avant que gouvernement ait choisi la route du N.-B.—3237.

Sir W. Laurier—Tempête dans un verre d'eau—3238; tous documents demandés déposés 3238; pas besoin d'ordre de la Chambre pour dépôt de contrats, seront déposés—3238; impossible promettre que rapports seront déposés avant que gouvernement ait pris une décision—3238; cela ne se fait jamais ; cependant, verra—3238 ; le gouvernement ne se fait pas un écran de la commission du Transcontinental—3238; mais n'est pas responsable tant que la commission n'a pas fait rapport—3238; l'accepte ou le rejette et alors, devient responsable—3238; renseignements demandés par M. Haggart lui seront fournis—3238.

M. R. L. Borden—La commission du Transcontinental n'est qu'une section du ministère des chemins de fer—3239 ; ils suffit d'une simple note du ministre des chemins de fer pour que ces rapports lui soient remis—3239; les rapports de commissaires sont toujours déposés sur le bureau avant que le gouvernement prenne une initiative—3239; ce rapport ne diffère pas d'autres rapports de commissions—3239; avant de prendre une décision gouvernemenale ces rapports doivent être discutés par les représentants des comtés intéressés—3240.

DROITS SUR LES TABACS.

M. F. D. Monk—Intention exprimée par ministre des finances de changer loi d'accise à cette session—6324; discours budget—6324; lettre à M. Legault, gérant Sir Lawrence Tobacco Company—6324;demande que suite soit donnée à cette intention durant présente session—6325.

Hon. Fielding—Proposition compliquée—6325; gouvernement n'a pas décidé à l'encontre requête—6725; maintenant question remise à prochaine session—6325.

M. D. Ross—Remise sur les tabacs hachés—6325.

SUBSIDES—*Suite.*

DROITS SUR LES TABACS—*Suite.*

M. H. S. Clements—Changements attendus par cultivateurs de tabac avant de décider combien vont ensemencer—6326; Canada importe 15,000,000 livres de tabac américain—6326; tabac canadien aussi bon que tabac américain—6326; E.-U. imposent droit 35 p.c. sur tabac canadien, devrions faire la même chose sur tabac américain—6326; cultivateurs tabac devraient être encouragés—6327; regrette hon. Brodeur ait quitté Revenu de l'intérieur—6327.

Hon. Fisher—Droits sur tabacs importés sont très élevés—6327 ; gouvernement a protégé les tabacs—6327; a fait plus, a donné l'enseignement —6329; question de remaniement des droits en donnant plus d'assistance au cultivateur sans augmenter prix produit pour consommateur, à l'étude—6328.

FONCTIONNAIRES PUBLICS DANS LES ELECTIONS.

M. R. L. Borden—Sur motion, de formation en subsides—6863; rappelle résolution Lake 1905 au sujet intervention fonctionnaires—6863; affaire de Zacheus Hall de Hampton, comté d'Annapolis—6863; jugement juge Townsend—6864; Hall toujours en place—6864; cas J. L. Bain et O. Campbell—6864; déclaration de A. L. Davidson—6864; continuent à toucher des appointements—6867; cas de John A. Paysant, douanier à Port-Mouton—6867 ; cas du Cap. E.V. Greenshields, maître de poste à Northeast Harbour—6867; cas de McCallum de Clark's Harbour—6867; cas de J. G. Dexter, maître de poste à Liverpool, N.-E.—6868; incidents des élections de Shelburne et Queen et d'Annapolis—6868; cas à Halifax—6869; propose résolution blâmant gouvernement d'avoir sanctionné et excusé violation de résolution passé en 1905, en maintenant en place fonctionnaires coupables d'ingérence politique—6869.

Hon. Fielding—Résolution 1905 énonçait saine doctrine—6870; pour un fonctionnaire d'aujourd'hui qui s'occupe de politique, il y en avait dix autrefois—6870; mais on ne peut pas pousser la chose trop loin—6870; un pauvre receveur de poste touchant $25 par année qui s'occupe honnêtement et décemment de politique ne peut pas être persécuté pour cela—6870 ; ce n'est pas la même chose qu'un employé grassement payé qui fait parade de son zèle pour un candidat—6870; il faudrait tracer démarcation—6870; le cas de M. Bain, il complète ses appointements en louant des chevaux, il n'est pas étonnant qu'il ait été vu avec M. Fielding, candidat—6870; le crime de MM. Bain et Campbell c'est d'avoir été représentants au poll pour le candidat libéral—6872; affaire Paysant, chicane électorale—6873 ; liste donnée au chef de l'opposition est simplement une liste de suspects—6873; le receveur de Sainte-Croix a été puni—6873; un fonctionnaire qui bataille ou fait de la propagande bruyante pour un parti doit être destitué—6873; c'est ce qui s'est fait

SUBSIDES—*Suite.*

FONCTIONNAIRES PUBLICS DANS LES ELECTIONS—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

en 1896 et les conservateurs ont assez crié—6874; la résolution passée il y a deux ans est bonne en principe mais doit être modérée en application—6874; ne devrait pas s'appliquer aux petits receveurs —6874.

Hon. Lemieux—Le receveur de Ste-Croix, après le jugement d'appel a été invité à démissionner et a démissionné—6874.

M. Lake—Attitude étrange ministre des finances—6874; ne veut pas appliquer résolution aux employés touchant de petits salaires—6874; quant aux titulaires de gros salaires, leur conseille de s'abstenir et de démissionner s'ils veulent se mêler de politique—6874; quant à les congédier il laisse la chose aux mains du gouvernement à venir——6875; faux que dans l'ouest il y avait autrefois 10 employés faisant de la politique contre un maintenant—6875; il y a maintenant dans l'ouest 10 employés où il y en avait un autrefois 6875; plaintes antérieures—6876; cas de Philip-Wagner—6876; cas Potvin—6876; cas Cochrane—6876; dans l'ouest se sont les employés qui touchent les petits salaires qui viennent le plus en contact avec les colons—6870; certains agents des terres abusent de leur influence dans un but politique—6876; espère que gouvernement fera respecter volontés de la Chambre—6876.

M. Wm. Roche (Halifax)—Ne connaît pas d'employés publics du comté d'Halifax ayant fait lutte pour le gouvernement—6878; par exemple connaît des employés en fonctions, nommés par les conservateurs, qui ont injurié les candidats ministériels—6878; façon dont s'obtiennent les affidavits de M. Davidson—6878.

M. A. C. Boyce—Perfidie des employés—6879; élection d'Halifax—6879; affaire James Kehoe—6880.

M. W. Roche—Kehoe n'est pas à l'emploi du gouvernement, mais du chemin de fer Dominion Atlantic—6880.

M. A. C. Boyce—Le maître de poste de Thessalon—6882; cas de M. Kilpatrik, maître de poste de Copper Cliff—6883; dénonciation d'employés faisant de la politique, A. G. Duncan, W. L. Nichols—6884; platitudes du ministre des finances —6885.

Hon. M. Foster—Le parti ministériel actuel a donné il y a deux ans une adhésion complète à la résolution condamnant l'ingérance politique de la part de tous les employés publics sans exception—6886; question ne devrait pas être discutée—6886; mais le ministre des finances semble croire que l'adhésion aux principes est une chose à laquelle un gouvernement n'est pas tenu—6886; toutes les fois qu'ils viole un principe, il baisse cependant dans l'opinion publique—6887; le montant des salaires ne fait rien à l'importance de l'acte de partisanerie—6887; le gouvernement n'a pas le droit de faire servir des salaires que solde tout le pays au paiement de ses

SUBSIDES—*Suite.*

FONCTIONNAIRES PUBLICS DANS LES ELECTIONS—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

agents électoraux—6887; le ministre des finances dit que la résolution passée ne signifie pas que les fonctionnaires qui y contraviennent doivent être congédiés—6888; il dit qu'elle affirme simplement que les fonctionnaires délinquants s'exposent à perdre leur place ou être renvoyés en cas de changement du gouvernement 6888; les destitutions de 1896—6889; les électeurs devraient avoir liberté entière de voter—6890.

Motion de M. R. L. Borden mise aux voix —6890..

Rejetée : pour 40; contre 70—6891.

FRONTIERE DU YUKON.

M. A. Thompson—Sur motion de formation en subside—3201; d'après traité de St. Petersbourg frontière Alaska et Yukon suit 141e méridien—3201; celui-ci jamais déterminé—3201; importance de la région aurifère qu'il traverse—3201; conflit pouvant surgir—3201; on devrait aussi délimiter frontière du Yukon et de C.A.—3201; différences des lois minières des deux régions—3201; les unes fédérales et les autres provinciales—3201.

Sir W. Laurier—Ligne méridienne tracée en 1896 par M. Ogilvie—3201; Américains ont refusé de reconnaître cette ligne et voulu en tracer une autre—3201; convention passée en avril dernier pour tracer frontière sur le terrain—3202; procédé photographique—3201; M. King nommé, travaux scientifiques exécutés—3202; pose de monuments va se faire l'été prochain 3202; tracé Ogilvie était 350 pieds trop à l'ouest—3202.

M. Thompson—Demande si zone neutre sera laissée de chaque côté de la ligne—3202:

Sir W. Laurier—A décider une fois bornes posées—3202; ne sait rien de frontière Yukon et Colombie—3202.

FUSIL ROSS.

M. S. Hughes—Sur motion de formation en subside—3853; impossible ouvrir un journal sans lire commentaires désagréables sur fusil Ross—3853; critiques généralement bien intentionnées; on désire pour Canada meilleur fusil possible—3854; composition de commission ayant examiné fusil Ross—3854; études spéciales faites par M. S. Hughes dans les fabriques des E. U.—3854; préjugés contre fusils se chargeant par la culasse—3854; substitution du Martini au Snider et du Lee-Enfield au Martini; protestations—3855; rébellion de 1885; hon. Edward Blake et le Snider-Enfield—3835; le fusil Ross et le Lee-Enfield au théatre—3856; incident exploité contre fusil Ross, mire nouvelle—3856; la question des hausses—3857; comparaison, calibre, portée, etc. des fusils successivement adoptés pour milice du Canada—3858; fusil Ross et fusil Springfield—3858; Enfield—3835; le fusil Ross et le Lee-Enfield—3859; citation du "Manuel Officiel", 1904, publié par War office—3860; changements au fusil—3860; neuf modèles suc-

SUBSIDES—*Suite.*
FUSIL ROSS—*Suite.*
M. S. Hughes—*Suite.*
cessifs de Lee-Enfield et Lee-Metford—3862; cent changements—3862; et on parle de changements dans fusil Ross—3862; cartouche trop serrée dans le canon—3864; rapidité du tir—3864; défauts reprochés—3864; la question de l'extracteur——3865; la petite vis de culasse—3866; la couverture du tiroir—3866; améliorations opérées—3866; objections personnelles au fusil Lee-Enfield—3866; remarques faites à sir Charles Ross—3868; trois considérations ; principe de mécanisme, travail et coût—3869; comité a examiné principe essentiel de construction et coût—3869; qualité du travail dépend des inspecteurs du gouvernement et des manufactures—3870; le manuel anglais et les verrous rotatifs—3870; condamnation du Lee-Enfield—3870; comparaison des deux fusils point par point—3872; résistance du canon—3872; la valeur des fusils aux manufactures de Birmingham, moyenne depuis 1890, $22.25 question du magasin—3873 ; danger d'explosion nul dans fusil Ross—3874 ; prix —3874; étant donné les prix payés pour les ouvriers au Canada, pas étonnant que fusils coûtent à Québec $25—3875; le bloquage des fusils Martini à la compagnie du Nil—3876; les criailleries au Canada—3876; la faute des armuriers, les incidents de Saint-Jean (N.-B.)—3876; les accidents proviennent tous de l'ignorance ou du manque de soin des soldats—3877; la raison de l'adoption des balles dures—3877; la mise à l'écart du fusil Ross par l'équipe de Bisley—3870; le principe d'Ab. Lincoln de ne pas changer de cheval en passant le gué—3878; le fusil Ross est rayé à droite et les tireurs n'y étaient pas habitués—3878; il y a déviation dans le sens de la rayure—3879; question d'habitude—3879; la question de la mire—3880; excellents résultats avec la mire du fusil Ross —3880.

M. Macpherson—La balle du fusil Ross s'évase—3881.

M. Talbot—Le fusil Ross s'échauffe plus vite que Lee-Enfield—3861.

M. A. N. Worthington—D'un bout à l'autre du Dominion protestations contre fusil Ross—3881; nous payons assez cher pour avoir arme irréprochable—3882; les achats de fusils par les conservateurs en 1896 à $17 chacun, dénoncés d'un bout à l'autre de la province de Québec—3882 ; réponse ministérielle, 14 mai 1906 au sujet des prix comparés des armes de guerre—3882; lettre Grenier—3883; offre de fusils pour 80 schellings—3883; différence de $8 entre nouveau fusil américain Springfield et fusil Ross—3883; pour 40,000 fusils, écart $320,000—3883; questions et réponses relatives aux pièces importées pour fabrication du fusil Ross—3884; quelque chose de mystérieux à propos compagnie, cependant, si possible il vaut mieux fabriquer au Canada—3885; les accidents de St-Jean —3886; essais du fusil pas faits par personnes suffisamment expertes—3886; les Américains ont eu l'avantage de faire des essais réels aux Philippines—3886;

SUBSIDES—*Suite.*
FUSIL ROSS—*Suite.*
M. Worthington—*Suite.*
les concours à Bisley—3887; les plus mauvais tireurs armés du Lee-Enfield, battent les meilleurs armés du Ross—3887 ; le col. Hughes et le fusil Ross à Rockliff—3888; éloge du Lee-Enfield—3888; opinion Lord Roberts et Haldane—3888; soldats blessés par le tir aux casernes Stanley—3889; pas de baïonnettes, le scandale des baïonnettes au Soudan—3889; le "Citizen" et le fusil Ross—3889; les rapports de la gendarmerie à cheval sur le fusil Ross—3891; si on ne perfectionne pas immédiatement le fusil Ross, la milice aura honte de son arme—3891; le cri d'alarme de Lord Roberts—3891 ; la politique et la milice—3892; l'emplacement des camps—3892; la salle d'exercice de Sherbrooke encore à venir—3892; les libéraux s'agitent—3892; Sherbrooke répond-on aura sa salle d'exercice quand la ville élira un libéral—3802.

M. W. N. Northrup—M. Hughes avoue une douzaine de défauts au fusil Ross—3893 ; on n'aurait donc pas du faire si grosse commande—3893; fusil condamné du Yukon à la mer—3863; réponses ministérielles se contredisent—3893; arrivée de sir Chs. Ross au Canada en 1903—3894; talent de sir Charles Ross; a tiré du trésor du Canada $830,000—3894; à la fin du dernier exercice nous avons payé à la Cie Ross, non pas $25, mais $200 pour chaque fusil reçu d'elle—3894 ; fusils livrés ; 4,695—3894; état des paiements: $830,000—3894; quels étaient ces fusils à $179 ?—38956; rapports de la gendarmerie à cheval—3896; impossible d'attribuer cette opposition générale à des préjugés—3896; de plus, la compagnie réclame des dommages 3896; correspondance avec auditeur-général—3896 ; lettre auditeur-général et réponse ministre de la justice—3898; marché absurde passé pour un fusil dont l'Angleterre n'avait pas voulu—3898; le Canada un pays où la milice n'est qu'un amusement dépense des millions pour perfectionner une invention de sir Chs. Ross —3898; le gouvernement a acheté un fusil non essayé plus cher que le gouvernement anglais ou américain ne paient leurs fusils—3899; plus cher que le gouvernement conservateur n'a payé en 1896—3899; extravagance ou incapacité—39000; compagnie bruyamment annoncée, noms mis de l'avant—3900; compagnie jamais organisée 3900; sir Chs. Ross, compagnie à lui seul —3900; pourquoi Plaines d'Abraham données à compagnie ?—3900; personne n'a pensé au soldat dans ce contrat—3900; le contrat est mauvais—3901; fusils Ross rejetés—3901; virtuellement nous n'avons pas un fusil pour $830,000 payés—3901; qu'aurait fait la milice si la guerre était arrivée—3901; jamais scandale aussi effrayant depuis celui des rations de marche—3902.

Sir Fred. Borden—Relation de faits erronée, injuste, injustifiable—3902; insultes à sir John Ross, gentilhomme honorable—3002; piètre jeu de la part d'un fanfaron de loyauté comme M. Northrup—3902;

SUBSIDES—*Suite.*

FUSIL ROSS—*Suite.*

Sir Fred. Borden—*Suite.*

l'imprévoyance du marché—3903; en 1900, quand le Canada voulut acheter des fusils, il n'y en avait à vendre nulle part en Angleterre—3903; on refusait même d'en faire—3903; décida d'en fabriquer au Canada—3903; négociations avec sir Chs. Ross—3903; pas étranger au Canada, travaux en Colombie-Anglaise—3903; idée de fabriquer fusils au Canada plus patriotique que travailler à monter les esprits de la milice contre fusil canadien—3903; contrat préparé par sous-ministre de la justice—3904; composition de la commission d'examen—3904; rapport favorable, fusil adopté—3904; dans tous les pays du monde, il y a différents modèles de fusils de l'armée marquant perfectionnements successsifs—3904 ; experts déclarent que fusil n'a aucun défaut fondamental—3904; pas 4,000 fusils, mais 30,000 livrés et acceptés—3904; adjudication pour 52,000 fusils, avance autorisée 75 p.c.—3905; fonds avancés sur rapport col. Wurtele, inspecteur—3905; finasserie de M. Northrup—3905; discussion du marché soulevée et réclamation citée n'avait pas trait à fabrication de fusils, mais à fabrication de gabarits—3905; les derniers Lee-Enfield fabriqués en Angleterre ont coûté $22 pièce—3905; en ajoutant droits,couteraient $26.40 livrés au Canada—3906; absurde affirmer que Cie Ross ne fait qu'ajuster pièces achetées à l'étranger—3906; occupe 500 ouvriers travaillant toutes les parties du fusil—3906; l'acier doit être importé—3906; aucune manufacture ne fabrique toutes les parties du fusil—3906; espère un jour arrivera ou Canada produira acier nécessaire—3906; patriotisme de M. Worthington, compromettre industrie nationale—3908; mettre en danger fabrication des fusils de nos soldats—3906; pas un seul accident mortel ni autre dans mouvement fusil Ross, aucun fusil au monde n'a pareil record—3907; fusils américains fabriqués par l'Etat d'où pas d'intérêt ni charge comme en exige industrie privée—3907; sir Chs. Ross a droit à des bénéfices—3907; le général Lake et l'achat des fusils conservateurs de 1896—3908; ce n'est pas parceque le War Office n'a pas adopté un fusil qu'il est mauvais—3909; les accidents du Nouveau-Brunswick—3909 ; rapport du col. Cotton—3910; rapport flatteur d'un comité d'officiers de la gendarmerie à cheval, sur fusil Ross—3910; conseil tenu à Régina—3910; mémoire du col. White—3911; aucun accident, clameur peut-être intéressée—3912; demande fair play et essai loyal par la milice—3912.

M. J. G. H. Bergeron—Rôle de l'opposition—3912; payé trop cher pour ce fusil—3912;discussion de la réponse ministérielle quant au nombre de fusils livrés et avances faites—3914; sir Chs. Ross gentilhomme très habile—3914; le contrat lui donne toute avantage—3914 ; clause 8—3914; avance 75 p. c.—3915; clause 16—3915; droit d'importation en franchise—3916; gouvernement lié irrévocablement, contrat n'a pas de fin—3916; transaction

SUBSIDES—*Suite.*

FUSIL ROSS—*Suite.*

M. Bergeron—*Suite.*

entourée de mystère—3916; charte accordée en 1902, noms figurant à la charte de la compagnie—3916; contrat pas signé avec cette compagnie, mais directement avec sir Chs. Ross—3917; la raison du changement—3917; le col. Hughes est le seul militaire qui fasse l'éloge de ce fusil—3918; le fusil Ross est une arme américaine—3918; il est fabriqué réellement à Metford, Connecticut—3918; les clameurs libérales contre achats de fusils, 1895—3918.

M. S. Hughes—A désapprouvé l'opposition libérale en 1895, et condamne attitude de l'opposition actuelle à l'égard du fusil Ross—3919; on veut préjuger l'opinion—3918 ; on tronque rapports de la gendarmerie à cheval—3920; défauts corrigés—3920 ; ne le cède pas aux guerriers d'Hastings, de Sherbrooke et de Bauharnois pour l'amour du soldat—3920; a fait sa part—3920; dans son régiment, soldats satisfaits du fusil—3921; prix cotés à M. Worthington, par maisons anglaises ont un flair de "dumping"—3921; ne cherche pas à défendre contrat passé par gouvernement avec Cie Ross—3922; le contrat n'a jamais été soumis au comité—3922; étonné que lord Roberts ait dit que les Boers préféraient le Lee-Enfield au Mauser—3923; les Boers ne pouvaient s'en servir qu'en s'emparant de nos munitions —3923; les canons longs et les canons courts—3923; la baïonnette et défaveur après guerre russo-japonaise—3924; l'histoire de Rockliffe—3925; cette petite campagne est menée depuis quelque temps par certains intéressés—3925.

M. O. Talbot—Adjudant équipe de Bisley—3925 ; raison pour laquelle les tireurs ne se sont pas servis du fusil Ross—3925; pas habitués—3926 ; hausse pas assez rigide—3926; aucun défaut du fusil—3926.

Incident clos—3926.

POU DE SAN JOSE ET INONDATIONS DE LA THAMES.

M. H. S. Clements—Propagation de kermès de San José—2848; impuissance de l'arrosage—2848; ministre de l'Agriculture devrait s'entendre pour mesures avec autorités provinciales—2848; ravages particulièrement sérieux aux environs de Chatham—2848; barrage de la Thames et inondations des terres avoisinantes—2848; ingénieur promis, pas envoyé—2848; protestation au conseil du comté de Kent—2848.

Hon. Fisher—Mesures prises pour arrêter kermès de San José—2849; coopération Fletcher et Macoun—2849; surpris apprendre qu'elle fait encore des ravages—2850; étudiera si parasites du pou peuvent être trouvés—2850 ; avec prévoyance, ravages peuvent être empêchés—2850; gouvernement pas responsable manque de prévoyance—2850; étudiera question barrage Thames—2850.

SUBSIDES—*Suite.*

POU DE SAN JOSE ET INONDATION DE LA THAMES—*Suite.*

M. E. D. Smith—Fléau se propage rapidement—2850 ; l'arrosage n'a plus aucune efficacité—2850; spécialistes devraient être envoyés dans pays où existent parasites—2851 ; insecte disparu de Californie grâce à parasite importé—2851; recherches en Mandchourie—2851; expérience peut être coûteuse mais rapportera milliers de dollars—2851.

RELATIONS INTERNATIONALES.

M. E. N. Lewis—Appelle attention gouvernement sur manière dont sont actuellement conduites négociations entre Canada, Terreneuve et Etats-Unis—2840; mode actuel pas satisfaisant—2840; petit-fils de loyaliste—2840 ; cependant pense qu'à cause d'affinités nous pouvons conduire nos affaires avec Américains mieux que ne ferait diplomate anglais—2841; le gouvernement anglais a tort de dire ou de laisser dire qu'il ne laissera pas troubler ses relations avec les Etats-Unis pour simple différend colonial—2842; ce n'est pas ainsi qu'agissait Angleterre quand deux de ses pêcheurs furent tués par flotte russe dans mer du Nord—2848; si l'Angleterre disait une seule fois aux Etats-Unis qu'elle entend que le Canada et Terre-Neuve soient traités avec justice tout changerait—2842 ; l'Angleterre et Terre-Neuve—2849 ; les pêcheries laissées aux Américains en dépit de protestations —2849; commentaires de journaux anglais d'après le "Globe"—2849; les événements de 1857, la protestation coloniale—2843; la doctrine Monroe due à Canning—2843 ; nous avons aussi bien que les Etats-Unis le droit d'appliquer la doctrine Monroe à notre avantage—2843; plus le temps de tergiverser—2843 ; demande au premier ministre de déclarer que ses sympathies sont pour Terre-Neuve—2844.

Sir W. Laurier—Impossible intervenir lorsque question est dans le domaine des négociations diplomatiques—2844 ; en 1857, Terre-Neuve avait demandé l'appui et le concours des provinces avoisinantes, cette fois-ci, elle ne l'a pas demandé—2844 ; tous les Canadiens sympathisent avec Terre-Neuve—2844; si un jour elle avait besoin d'aide les Canadiens seraient trop heureux de lui en porter—2844; le conflit de Terre-Neuve et des Etats-Unis peut surgir pour nous un jour ou l'autre—2844; droits découlent comme pour nous du traité de 1818;—2844; Terre-Neuve a maintenu quelque temps le "modus vivendi" conclu en 1888, puis dénoncé, c'était son droit—2845; si nous le dénoncions aussi, peut-être serions-nous exposés aux mêmes difficultés—2845; le temps est un grand pacificateur—2845; le Canada a pour lui la base des opérations, les lieux de pêche—2845; bientôt le Canada aura un marché pour son poisson ; accroissement, peuplement du pays—2845; un jour viendra où la tentation d'avoir pour notre poisson le marché des Etats-Unis ne touchera personne—2845; ce jour-là même le Canada pourra demander à Terre-Neuve de participer à sa bonne fortune—2846; espère très honorable John Bryce qui arrive aux Etats-Unis règlera l'affaire—2846 ; il ne peut pas être question de guerre entre Etats-Unis et Angleterre—2846; difficultés seront réglées par tous moyens possibles, sauf par les armes—2846; nous sommes disposés à aider de toutes nos forces Terre-Neuve dans le règlement de cette question—2846.

SUBSIDES—*Suite.*

RELATIONS INTERNATIONALES—*Suite.*

Sir W. Laurier—*Suite.*

RETRAITE DU COLONEL AYLMER.

M. S. Hughes—Sur motion de formation en subsides—6318; retraite du col. Aylmer et nomination successeur—6319; loi de pensions 1901—6319; col. Aylmer n'a pas à se plaindre—6319 ; passe-droit pour nommer colonel Vidal—6319; états de service colonel Vidal—6320; en deux ans pourra augmenter sa retraite de $1,400 par année —6320; somme suffisante pour entretenir moitié d'un régiment aux manœuvres—6320; fardeau des hautes fonctions—6321; colonel Vidal ne mérite pas de passer par dessus la tête hommes comme colonel Otter—6321; nommé simplement pour améliorer retraite—6321.

Hon. Fielding—Ministre de la Milice doit avoir eu ses raisons pour donner cet avancement au colonel Vidal—6321.

M. T. S. Sproule—Abus de la loi—6329; nominations à grade supérieur simplement pour rehausser pension de retraite—6322 ; arrangemnts semblables à ceux de l'ancien gouvernement Ontario—6322.

Hon. Fielding—Aucune connaissance de convention—6322.

SERVICE FRIGORIFIQUE.

M. E. D. Smith—Sur motion de formation en subsides propose motion: que le gouvernement a le devoir de prendre mesures nécessaires pour transport en bon état de produits périssables canadiens depuis lieu de production jusqu'au marché le plus éloigné—5279.

Sir W. Laurier—Motion dans le même sens figure au feuilleton—5279; doit attendre son tour—5280.

M. l'Orateur—La résolution au feuilleton est différente—5280; a trait seulement aux transports sur les navires—5280; celle-ci est générale—5280.

M. E. D. Smith—Canada exporte par année $50,000,000 de produits périssables—5281 ; gouvernement n'a pas pris toutes les mesures nécessaires pour transport en bon état—5281 ; quatre classes de produits à transporter—5281 ; perte sur les fromages et sur les pommes faute d'aération suffisante—5282 ; calculs Dr Robertson—5282 ; les données thermographiques, leur valeur —5284; aménagement défectueux de ventilation à bord des bateaux—5285; ventilateurs à capuchons—5825; la ventilation artificielle donne seule des résultats satisfaisants—5286; inefficacité de la circulation d'air froid—5286 ; comparaisons, voyages Kildona, Lake Champlain—5287 ; nous

SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE FRIGORIFIQUE—*Suite.*

M. E. D. Smith—*Suite.*

nous servons des compartiments ventilés plus que des compartiments frigorifiques pour l'expédition de nos produits—5287 ; quatre fois plus—5287 ; température des compartiments frigorifiques nécessaire pour beurre et pour fruits—5288; la température pour les fruits doit être absolument uniforme et immédiatement au-dessus du point de congélation, sans y descendre—5289 ; températures observées—5289; impossible d'avoir confiance—5289 ; le ministre devrait imposer des conditions de température à tous les navires qui ont des contrats—5290; aucun ne devrait obtenir ses passeports s'il n'assure pas une température constante pour l'expédition des produits périssables—5290; nous devrions envoyer nos pêches sur le marché anglais—5290; le problème peut se résoudre et ne coûterait pas $100,000 par année—5291 ; insouciance du gouvernement—5291 ; pas de règlements passés pour obliger les compagnies de navigation à respecter leurs engagements—5292 ; admet qu'il y a eu progrès, mais pas assez rapide—5292 ; question des transports par terre—5292 ; les wagons doivent être aérés—5292 ; le gouvernement n'a pas le droit de se décharger de tout sur la commission des chemins de fer—5292; le ministre doit donner aux producteurs l'assurance que leurs produits seront transportés en bon état—5293.

M. D. Derbyshire—Jamais service n'a été aussi satisfaisant que l'année dernière—5293; plus de wagons, excellent inspecteur—5293; améliorations accomplies—5293 ; progrès chaque année—5294; constatés par M. Hodgson président de l'association des marchands de produits périssables—5294 ; les expéditions de fromage, les précautions prises—5294; plus de facilités à Londres et à Liverpool—5295; exportation de beurre, l'année dernière en Angleterre $6,500,000, de fromage $25,000,000, tout arrivé en bon état—5295; jamais les prix n'ont été aussi rémunérateurs—5295; nous avons exporté $15,000,000 de bacon, $6,000,000 de plus que l'année précédente—5295.

M. J. E. Armstrong—Ministre d'Agriculture pas populaire dans l'ouest d'Ontario et dans Nord-Ouest—5296 ; supériorité du Canada sur République Argentine au point de vue exportation—5297 ; l'Argentine et les viandes congelées—5298; le Canada a subventionné la construction de ses chemins de fer au montant de $254,000,000—5298 ; pendant ce temps nous négligeons marine marchande et transport produits sur marchés étrangers—5298 ; la tonne coûte de transport de New-York à Liverpool 8 cents et de Halifax à Liverpool, 15 cents—5299; les Etats-Unis sont le pays qui a les transports les meilleur marché pour tous les pays du monde—5300; chiffres comparatifs—5300; chiffres de nos diverses exportations de produits périssables—5300; notre marine marchande et sa déchéance—5301; le Canada ne transporte lui-même que 12 p.c. de ses produits—

SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE FRIGORIFIQUE—*Suite.*

M. Armstrong—*Suite.*

5301 ; progrès sur les Grands Lacs—5301 ; insuffisance de moyens de transport de toute nature—5301; l'exportation de pommes sèches entravée par insuffisance de moyens de transport—5302 ; nécessité d'ouvrir le marché allemand aux pommes canadiennes—5303 ; lorsque l'opposition arrivera au pouvoir, elle aura vite fait d'abolir la surtaxe allemande—5304; les importations allemandes de produits agricoles étrangers s'élèvent à $200,000,000—5304; opinion de l'Association des exportateurs de pommes—5304 ; les Etats-Unis ont exporté l'année dernière en Allemagne $50,000,000 de pommes—5305; il faut que le ministère de l'Agriculture se réveille et secoue sa torpeur—5305; le ministre s'occupe des autres départements—5306; la température des wagons—5306; négligence de manipulation des colis de beurre—5306; l'opinion du "Free Press" de London—5307; l'embargo sur le bétail n'est pas encore levé—5308; importance des transports par voie ferrée—5308; réimportation au Canada des beurres de Nouvelle Zélande et de l'Argentine—5309.

M. M. S. Schell—Progrès réalisés depuis 1897—5310; le système canadien de transport frigorifique supporte la comparaison avec celui de n'importe quel pays du monde—5310; différents traités passés depuis 1897 pour transport frigorifique—5312 ; résultats accomplis, capacité frigorifique des diverses lignes—5312 ; tableaux 5314 ; service des thermographes—5315 ; commentaires sur les relevés thermographiques relativement à différents produits—5316 ; au vu de ces relevés, les navires donnent un service excellent—5318 ; lettres Lindsay d'Edimbourg, Timmons, de Liverpool—5318 ; si quelque chose laisse à désirer, c'est la ventilation des compartiments ordinaires—5318; le gouvernement devrait y voir—5319 ; la preuve de la supériorité du service est que les maisons américaines envoient leurs pommes par Montréal, en dépit élévation du prix—5320; si toutes les pommes canadiennes ne se sont pas vendues l'année dernière, c'est qu'elles n'étaient pas belles—5320; les cultivateurs ne travaillent pas leurs vergers—5320; ce qu'a fait le gouvernement l'année dernière pour les transports frigorifiques—5320 ; les cultivateurs ne veulent pas en profiter—5320 ; le gouvernement n'ira certainement pas demander à genoux des concessions à l'Allemagne—5322; les exagérations et les erreurs de M. Armstrong—5322; il n'y a pas besoin de prendre à la gorge les compagnies de navigation pour leur faire installer des compartiments frigorifiques, elles sont trop heureuses d'en placer—5323 ; progrès et résultats obtenus par gouvernement—5323.

M. P. H. McKenzie—Enchanté de ce qu'a fait le gouvernement pour entrepôts frigorifiques—5323; gouvernement a fait des efforts pour services frigorifiques sur chemin de fer—5323; les cultivateurs et non l'insuffisance des transports sont responsables de la perte de milliers de barils de

SUBSIDES—*Suite.*

SERVICE FRIGORIFIQUE—*Suite.*

M. P. McKenzie—*Suite.*

pommes—5323; opinion d'un agriculteur fruitier d'Huron-sud—5324 ; négligence des propriétaires de vergers—5325 ; le temps est venu de songer à l'exportation des viandes—5325.

M. T. Chisholm—Bien que la question des transports ait été mise à l'étude sous régime conservateur par Dr Montague, il faut bien reconnaître que les améliorations accomplies depuis ont été considérables—5326; beaucoup de reproches adressés aux transports maritimes pas fondés—5326; la faute est aux cultivateurs—5326; pas d'attention à l'époque de la cueillette, importent le germe de pourriture—5326; mécanisme de la décomposition—5327; on doit attendre l'année prochaine et donner crédit au ministre—5327; si réussit pas, sera le premier à blâmer—5327 ; ignorance des cultivateurs—5328; besoin d'une campagne d'éducation—5328; approuvera le ministre dans tout ce qu'il tentera pour doter le Canada du transport en compartiments froids—5328.

Hon. Fisher—Le ministère fournit des renseignements au moins que ne fournissaient pas les conservateurs—5328 ; M. Schell a pu donner un exposé magistral grâce aux renseignements que fournit le département—5328 ; l'opposition prétend que le gouvernement n'a rien fait, pourtant la discussion de ses actes donne matières à de copieux discours—5328; erreur de M. Smith quant au fromage—5329; son admission est la preuve que le gouvernement a fait le nécessaire—5329 ; les expéditeurs de fruits devraient installer des thermographes dans leurs propres entrepôts—5330; tant qu'ils embarqueront des colis trop chauds, tous les arrangements frigorifiques ne serviront à rien—5330 ; l'installation des entrepôts frigorifiques locaux—5330; l'industrie privée en Angleterre commence à pourvoir à des entrepôts froids d'arrivée—5330; la compagnie Allan et le C.P.R. établissent entrepôts froids d'arrivée—5335; circulaire attribuée faussement au "Montreal Herald"—5331 ; élucubration du Produce Exchange—5332; admet qu'il y a encore du chemin à faire —532; conférences données—5332; nombre des retardataires diminue tous les ans—5332; quant au commerce des viandes serait heureux de voir s'implanter exportation animaux abattus—5332 ; commerce préfère exporter animaux sur pied, ne peut rien y faire—5332 ; croit que c'est une erreur—5334; les exportateurs américains prouvent la supériorité de nos transports par la faveur qu'ils leur accordent—5334.

Motion E. D. Smith rejetée—5334.

TRANSPORT PAR LA POSTE DE JOURNAUX ET D'IMPRIMES IMMORAUX.

M. A. A. Stockton—Signale articles répréhensibles dans journaux canadiens, particulièrement "Free Press", 7 février 1907—2846; procès Thaw, sous prétexte de témoignages, colonnes complètes d'immo-

SUBSIDES—*Suite.*

TRANSPORT PAR LA POSTE DE JOURNAUX ET D'IMPRIMES IMMORAUX—*Suite.*

M. Stockton—*Suite.*

ralités—2846; si on laisse circuler par la poste ces immoralités on cause dommage incalculable au pays—2846 ; signale cas au ministre des Postes—2847.

Hon. R. Lemieux—Approuve cette démarche —2847 ; expression d'opinion de la Chambre peut aider à mettre un terme à état de chose regrettable—2847 ; loi des postes —2847 ; journaux canadiens reproduisant des Etats-Unis comptes rendus procès Thaw commettent délit et sont passibles de poursuites—2847; vigilance du ministère "Physical Culture"—2848; espère débat atteindra but désiré—2848.

VACANCE A LA COUR SUPREME N.-E.

M. R. L. Borden—Vacance créée le 27 mars 1906 par nomination juge Fraser, lieut.-gouverneur de Nouvelle-Ecosse—4043; 7 juges cour Suprême, reste seulement six—4043; attention du gouvernement appelée—4044; plaintes du barreau—4044 ; congé juge Townsend—4044 ; le quorum—4044 ; état de chose devant tribunaux—4044 ; ajournements, causes remises—4046; lettre du juge en chef—4046; incident de la lettre sur papier à en-tête Borden, Ritchie et Chisholm—4047 ; lettre de W. B. A. Ritchie, président du barreau de Nouvelle-Ecosse—4048 ; depuis cette vacance, gouvernement a nommé 24 autres juges—4048 ; la seule raison du retard est qu'on n'ose pas nommer M. Laurence et ouvrir Colchester—4048; avocats capables d'être nommés—4049; propose motion de censure —4040; motion désapprouvant indifférence du gouvernement pour service public—4050.

Hon. Aylesworth—Retards signalés peuvent survenir dans n'importe quelle province—4050; lettre du juge en chef ne se rapportait pas à cette vacance—4051; supposait que M. Borden avait conservé avec son ancien bureau les mêmes relations qu'il a avec le sien—4051; le nom d'Aylesworth continue à figurer dans en-têtes—4052 ; n'avait pas intention de blesser—4052 ; d'après information, inconvénients bien exagérés—4052; avant prochaine réunion de la cour, vacance sera remplie—4052.

M. Lancaster—Se demande ce qui a bien pu faire croire au premier ministre que l'hon. Aylesworth avait les aptitudes d'un ministre—4053; le public a droit à tous ses juges—4054; nécessité d'accélérer la justice—4054; sarcasmes insultants au chef de l'opposition—4056; ne trouve pas le temps de nommer les juges requis, mais trouve celui de créer une grasse position à son frère en Angleterre—4056 ; le peuple tiendra compte à la droite si elle rejette cette motion—4057; le "Weekly Sun", les "juges et les farceurs du parti"—4058.

M. W. Roche—Zèle admirable venant du Niagara pour les justiciables de la Nouvelle-Ecosse—4058 ; s'il y avait grief dans cette province, les députés seraient assez indépendants pour demander redressement

SUBSIDES—*Suite.*

VACANCE A LA COUR SUPREME, N.-E.—*Suite.*

M. Wm Roche—*Suite.*

—4058 ; aucune agitation à Halifax—4059 ; M. W. B. A. Ritchie qui se plaint est ancien associé de M. Borden—4059; il y a un Borden dans la société—4059; on presse le bouton à Ottawa et la sonnerie répond à Halifax—4060; corporellement M. Borden n'est pas dans le bureau, mais il y est présent en esprit—4060; éloge des tribunaux de la Nouvelle-Ecosse—4060; besoins d'un local convenable—4061; un juge de plus n'est pas toujours une bénédiction pour les plaideurs—4062 ; ceux qui perdent aiment mieux attendre—4062; un juge choisi parmi les avocats pratiquants ne pourrait pas plaider dans bien des causes —4062.

M. Boyce—L'honorable député n'aime pas les juges quand ils font des recherches sur frais d'élection—4062; s'accommoderait sans doute d'un ajournement, tandis que son sort dépend d'un jugement de cette cour—4064; place promise au député de Colchester—4064.

Hon. Aylesworth—Nie qu'il existe promesse ou entente—4064.

M. Boyce—Il s'agit de savoir si l'on doit tenir compte de la convenance du parti libéral ou du désir du peuple canadien—4065; on ne répond pas à de tels arguments par le rire et par le sarcasme—4066.

M. E. M. Macdonald—Lorsque le juge Henry a été malade pendant deux ans, la situation était absolument analogue et M. Ritchie ne s'est pas plaint—4068; en Nouvelle-Ecosse, le septième juge est, pour ainsi dire, un juge de réserve—4068; l'état des affaires devant les tribunaux depuis vacance—4068; M. Ritchie n'est pas seulement avocat distingué, il est politicien actif et partisan zélé du chef de l'opposition—4069; à entendre les députés de Niagara et d'Algoma, la Nouvelle-Ecosse va s'insurger!—4069; rien n'indique que M. Ritchie parle au nom du barreau —4070; la lettre du juge Watherbee—4072; la résolution est fausse en ce qu'elle affirme l'existence d'un mécontentement qui n'existe pas—4073.

M. Bennett—Se félicite que ses paroles sur les juges d'Ontario soient condamnées par le "Globe" et approuvées par Goldwin Smith—4073; si la Nouvelle-Ecosse peut se passer d'un juge, il n'y a qu'à supprimer les appointements—4073; Ontario en faveur de l'élection des juges—4078 ; le chancelier Boyd et l'affaire Gamey—4074; sir John Macdonald et les nominations de juges libéraux—4074; jamais les libéraux n'ont nommé un juge conservateur—4074; qui osera dire que le gouvernement en ne remplissant pas cette vacance en Nouvelle-Ecosse a fait son devoir—4075 ; efforts pour faire résigner juge du comté de Simcoe—4076.

Motion Borden mise aux voix—4076.

Rejetéee : pour 50, contre 83—4078.

VOTE DES CREDITS.

AGRICULTURE :

ANNUAIRE STATISTIQUE.

M. Cockshutt—Se plaint suppression d'une foule de renseignements—3066.

Hon. Fisher—Données sur pays étrangers seulement éliminées—3066 ; même prix, mais tirage augmenté 11,000 anglais, 4,000 français, 4,000 exemplaires de plus—3067.

M. Cockshutt—Livre beaucoup moins complet et utile qu'autrefois—3067.

M. Sproule—La loi conservatrice de 1890 pour les ouvriers—3068 ; au lieu de créer un bureau du travail gouvernement conservateur agrandit l'Annuaire statistiques—3068; on recueillit des statistiques utiles pour le travail—3069; maintenant réduit de 570 pages—3069; les instituteurs n'y ont plus d'intérêt—3069.

M. Daniel—Demande amélioration de l'Annuaire—8031.

ARCHIVES (PERSONNEL).

Hon. Fisher—Grande augmentation—3052 ; travail en perspective—3052; M. Doughty rayé du cadre permanent sera payé à même le crédit—3052; recevra plus fort salaire—3052.

M. Bennett—Conseille envoi d'agents dans divers endroits du Canada pour recueillir documents—3053 ; conseille d'envoyer à Penetanguishene—3053.

M. Lennox—Demande raison d'exception à l'Acte du service civil—3054.

Hon. Fisher—Certains employés des archives ne sont pas en mesure de passer examens du service civil—3054; d'ici plusieurs années, crédit des archives devra être de $50,000 par année—3054; ne croit pas qu'il sera dépassé—3054.

M. Sproule—Rien ne devrait se faire qui ne soit autorisé par l'Acte du service civil—3055.

M. Taylor—Surpris qu'on demande à un ministre si son département dépensera moins l'année prochaine—3055; tous les départements augmentent dépenses tous les ans—3056; en 10 ans les libéraux ont augmenté de $1,028,269—3055.

DEVELOPPEMENT DES PRODUITS DES BESTIAUX.

M. Sproule—Histoire de la vente de la vache de Rufus Starr à W. B. Benjamin—8215, atteinte de tuberculose—8216; correspondance avec ministère—8216; la loi—8216.

Hon. Fisher—Aucune indemnité accordée en raison d'abattage pour tuberculose—8216; simplement marque à l'oreille—8216.

EXPOSITIONS.

Hon. Fisher—Préparatifs pour exposition Dublin—7090 ; coûtera $120,000 comme Milan—7090 ; impossible transporter construction d'une place à l'autre—7091.

Hon. Fisher—Crédit demandé pour participer à l'exposition des produits anglais et français à Londres l'année prochaine—8039; pavillon à l'exposition de Dublin coûtera $130,000—8039.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ETABLISSEMENT D'ENTREPOTS FRIGORIFIQUES.

Hon. Fisher—Une vingtaine de demandes—8036; beaucoup inacceptables—8036.

POLICE SANITAIRE DES EPIZOOTIES.

M. Lennox—Le cas du bouvillon de John Kelly, du township d'Adjala, abattu—8036; la loi du côté du ministre—8036; mais, mauvaise loi—8036; certificat d'abattage—8037; fait appel en faveur John Kelly—8037.

Hon. Fisher—C'est à la demande de l'opposition qu'il a été décidé de ne payer d'indemnité que pour animaux abattus sur ordre officiel ministériel—8037; se départir de cette règle serait ouvrir la porte à toutes les réclamations—8037.

M. Taylor—La vache de la femme Kelly—8038.

Hon. Fisher—Examinera le cas—8038.

M. R. N. Walsh—Précautions à prendre à l'égard de la tuberculose—8038.

Hon. Fisher—Jusqu'à nouvel ordre la marque à l'oreille paraît seule méthode pratique—8038; morve dans l'ouest considérablement atténuée—8039; dépenses dernier exercice $225,000—8039; chiffre indemnités payées accuse décroissance—8039.

RECENSEMENT ET STATISTIQUE.

M. Lake—Nord-Ouest très mécontent du recensement—3056; mauvaise volonté des recenseurs—3056; le "Leader" de Régina et le recensement—3056; habitants très occupés, inscriptions faites sur simples renseignements—3057.

Hon. Fisher—Très peu de plaintes reçues—3057.

M. Bole—Satisfait—3057; le cas de Winnipeg—3057.

M. Lake—En faveur du système "de facto" au lieu de "de jure"—3058.

Hon. Fisher—On a fait les calculs et en tenant compte de l'immigration et de l'accroissement naturel on ne trouve qu'un écart de 75,000 entre calculs et chiffres recensement—3060.

M. Cockshutt—Où sont passés les immigrants?—3060.

M. Sproule—La discussion du "Telegram" et du "Free Press" de Winnipeg—3061; quarante-neuf omissions ou seulement dix-sept?—3061.

M. Lennox—Calculs recensement dénotent augmentation de population pour Manitoba et Territoires 390,840 âmes—3061; les statistiques d'immigration indiquent depuis 1902, une venue de 572,340 immigrants—3062; l'écart est donc de 181,491, abstraction faite d'accroissement naturel et d'immigration des autres provinces—3062.

Hon. Fisher—Les chiffres d'immigration cités sont pour tout le Canada—3062.

M. Lennox—Les immigrants aux autres provinces peuvent compenser les immigrants des provinces aux Manitoba—3062; il y a une fuite d'immigrants—3062; sir Richard

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

RECENSEMENT ET STATISTIQUE—*Suite.*

M. Lennox—*Suite.*

Cartwright et les iniquités du gouvernement tory—3063; ou le recensement de 1901 est mauvais, ou celui de 1906 ou bien les états d'immigration sont faux—3i063.

Hon. Fisher—Précautions prises au dernier recensement, 1906—3064; doit être plus exact que 1901—3064; fait par des fonctionnaires convenables—3064; il peut y avoir des déceptions à cause des illusions que l'on se fait sur la rapidité du peuplement et à cause de la hauteur de nos visées—3065; mais résultat très exact—3065; augmentation de cent pour cent devrait nous satisfaire—3065.

M. Herron—Dans la partie sud le recensement est inexact—3065; la représentation fédérale et provinciale en est diminuée d'autant—3065; exemple de Pincher Creek—3066.

Crédit réservé—3066.

STATIONS AGRONOMIQUES.

M. A. A. McLean—Demande si gouvernement entend établir station à Calgary?—4176.

Hon. Fisher—Non—4176.

Hon. Fisher—Deux nouvelles succursales en Alberta, à Lethbridge et à Lacombe—8031; emplacement pas trouvé en Saskatchewan—8031; une succursale près de Charlotte—8031.

M. Fowler—Se plaint des granges de la ferme modèle—8031.

Hon. Fisher—Crédit demandé pour construire nouvelles—8031.

M. Marshall—Félicite ministre sur écuries de la ferme modèle—8032.

M. W. Jackson—Demande achat de bêtes bovines pur sang pour créer des espèces pour l'exportation—8033; on ne devrait pas développer l'industrie du fromage aux dépens du commerce de bœuf—8033.

Hon. Fisher—Admet qualité du bétail dans vallée d'Ottawa laisse à désirer—8033.

M. Christie—On ne devrait élever que du bœuf idéal à la ferme modèle—8034; tous les bestiaux devraient être de première qualité—8034.

Hon. Fisher—L'année dernière on a vendu un bœuf de la ferme modèle $4,000—8034.

M. Staples—Se plaint subsides de l'agriculture laissés pour fin de session—8034; critique de la ferme modèle—8035; ministre devrait laisser les travaux publics à un autre et s'occuper seulement de l'agriculture—8035.

STATIONS DE FUMIGATION.

Hon. Fisher—Pas un seul cas de kermès de San José introduit par ces stations—3069; a complètement empêché l'introduction de kermès venant de l'étranger—3070; kermès ne subsiste que dans une certaine zone d'Ontario—3070; nulle part ailleurs—3070.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

STATIONS DE FUMIGATION—*Suite.*

M. Lancaster—Les pépinéristes canadiens fumigent aussi soigneusement leurs produits que le gouvernement peut fumiger les produits étrangers—9072.

M. D. Ross—En Colombie-Anglaise on se plaint que des arbrisseaux précieux importés soient tués par fumigation—3072.

Hon. Fisher—Si on fumige des arbrisseaux en croissance, on risque de les tuer—3072.

VOIE FERREE SUR LA FERME EXPERIMENTALE.

Hon. Fisher—Pour construire un prolongement des tramways d'Ottawa sur ferme expérimentale—8040; sera exploité par la compagnie des Tramways—8040; billets de ville seront valables sur ferme—8040 ; seule dépense considérable, pour pont sur le C.P.R.—8040.

CHEMINS DE FER ET CANAUX :

ADMINISTRATION DU MINISTERE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX.

Hon. Emmerson—Sur motion de formation en subsides—5336; autrefois l'exposé de la situation du département se limitait à l'I.C.R.—5337; maintenant, champ élargi, 14,000 employés dans le ministère des Chemins de fer et Canaux—5337 ; 6,000 rien que pour canaux—5338; $24,000,000 dépenses pour canaux depuis 1897—5338 ; état des travaux exécutés—5338-5344 ; sommes dépensées sur chemins de fer depuis 1896, tableau—5346; rapport de la commission des chemins de fer déposé—5348; rapport de la commission du Transcontinental—5348; les débuts de l'Intercolonial—5930 ; prophéties non réalisées de sir Sandford Fleming—5350; changements considérables accomplis, nécessités nouvelles—5350 ; même différence entre chemin de fer d'aujourd'hui et celui de 1876 qu'entre électricité et chandelle de suif—5350; il a été nécessaire de tenir le chemin à la hauteur, de ne pas le laisser déclasser—5351; malhonnêteté des compagnies américaines qui détiennent les wagons de l'I.C.R.—5352; il faut y mettre un terme—5352; circonstances spéciales, conditions géographiques—5354; état des échanges avec autres compagnies, au 8 novembre 1906—5354; nécessité de fournir du matériel à certains embranchements trop pauvres et qui cependant fournissent du trafic—5354; besoins de l'industrie du bois—5355; tableau comparatif situation chemin de fer en 1896 et en 1906—5355; travaux exécutés —5356 ; comparaison entre 1905-06, parcours des trains de voyageurs, de marchandises et de locomotives; comparaison tonnes par mille, tonnes par locomotives mille, nombre de voyageurs—5357 ; comparaison recettes, voyageurs, marchandises, dépêches—5358 ; augmentation, $800,000—5358; comparaison dépenses de traction, économie, $186,577—5358 ; réduction dépenses entretien—5358 ; progrès réalisé, $1,784,219, tableau—5360; frais d'exploitation, tableau comparatif—5360; discussion du tableau—5362; résultat des opérations de l'I.C.R.—5362; détail de tenue des livres —5362 ; détails des pertes de l'incendie de

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ADMINISTRATION DU MINISTERE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX—*Suite.*

Hon. Emmerson—*Suite.*

Moncton—5363; réfection et dépenses de réfection—5364; pour les 6 derniers mois de 1906, excèdent de $377,656 dans exploitation I.C.R.—5366; augmentation des salaires—5368 ; augmentation du prix des matériaux, tableau—5368; augmentation nécessaire des tarifs de voyageurs et de marchandises—5369; en dépit de cette augmentation, l'I.C.R. n'atteint pas les tarifs des autres compagnies—5370; a déjà affirmé que l'Intercolonial transportait marchandises à meilleur marché que chemins de fer d'aucun pays civilisé—5370; la preuve, lettre Butler—5370; tableaux tarif maximum pour marchandises—5374 ; tarif sur Grand-Tronc—5375 ; tarif du bois—5378 ; tarif de la houille—5381 ; les chemins de fer de l'état en Australie, tarifs, de 350 p.c. plus élevés—5382; depuis que l'Intercolonial existe, il y a eu un excédent entre les dépenses et recettes de l'I.C.R. mais cet excédent était de l'argent resté dans les poches des contribuables—5382 ; l'avenir de l'I.C.R.—5383; hommages aux collaborateurs : MM. Butler, Joughin, Mackenzie, Burpee—5384; le but fixé à la ligne en 1876 par M. Sanford Fleming, l'ingénieur constructeur, est maintenant accompli—5384 ; texte déclarations—5384 ; quel sera l'avenir—5386 ; partage proposé par le "Herald" d'Halifax entre G.T.R. et C.P.R.—5385 ; le parti conservateur en faveur de l'anéantissement de l'I.C.R.—5386; jamais l'Etat ne devrait se dessaisir de l'I.C.R.—5386; il devrait acquérir tous les embranchements tributaires—5388 ; l'Intercolonial important actif national—5388.

Hon. Haggart—On parle des canaux et des dépenses des voies fluviales pour faire avaler les dépenses de l'I.C.R.—5390; de 1896 à 1906, il a été dépensé au compte du capital $27,000,000—5390; la première chose à faire avant de parler d'excédent serait de payer l'intérêt de cet argent—5390; les promesses d'achat des embranchements pour grossir l'I.C.R. sentent la souscription électorale—5391 ; si l'on tient compte des dépenses au compte du capital, il y a pour l'exercice de 1905-06, un déficit de $3,400,000—5391; quand il administrait l'Intercolonial, les dépenses au compte du capital n'ont jamais dépassé $150,000 par année—5392 ; comparaison avec autres compagnies—5393 ; de son temps, M. Haggart trouvait des gens heureux de travailler et de vendre à bon marché pour l'Intercolonial—5394 ; pronostics mirobolants mais peu sûrs pour présent exercice—5394 ; il ne devrait plus y avoir de compte capital—5394; la frayeur de l'accaparement par les autres compagnies—5395; dépenses plus élevées que sur les autres compagnies—5397 ; trop d'employés—5397; trains trop luxueux—5397; exposé non satisfaisant—5398; le public veut que les dépenses soient maintenues dans les limites raisonnables—5398.

M. Logan—Félicitations générales—5398 ; Provinces maritimes légitimement susceptibles quant à I.C.R.—5399; construit pour

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ADMINISTRATION DU MINISTERE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX—*Suite.*

M. Logan—*Suite.*

détourner Provinces maritimes de leur marché naturel, la Nouvelle-Angleterre—5399; le spécialiste de l'opposition n'a pu porter aucune accusation solide contre exploitation—5400; idée absurde de clore compte capital en temps de prospérité quand on fait partout dépenses pour améliorer les lignes—5400 ; l'acquisition des lignes tributaires est la première opération utile à faire—5400 ; l'hon. Haggart n'a jamais passé qu'une fois sur l'Intercolonial et à grande vitesse—5400 ; l'hon. Haggart exploitait l'Intercolonial dans l'intérêt du C.P.R.—5401 ; le C.P.R. devrait avoir le droit de conduire ses trains à Halifax, mais à aucun prix on ne devrait lui laisser la liberté de circulation sur l'I.C.R. pour dépouiller celui-ci de tout le trafic de la Nouvelle-Ecosse—5401; deux critiques seulement à faire—5403; insuffisance wagons—5403 ; suppression non justifiée de deux trains locaux entre Moncton et Halifax—5403.

M. J. D. Reid—Dépenses des canaux—5404 ; gaspillage canal Cornwall—5404 ; gaspillage chenal nord des Galops—5404; le gouvernement paie par année, pour entretien des canaux, $633,307 de plus qu'en 1896—5405; commission des chemins de fer et double tarif d'Ontario—5406; commission du Transcontinental, difficulté d'avoir détails de comptes—5406; les $162,000 de comptes impayés au G.T.R. dont on ne peut obtenir les pièces justificatives—5406; ce n'est pas au ministre, c'est à Mackenzie-Mann que revient l'honneur des 5,000 milles de voie construites depuis 1896—5406; l'état doit rester propriétaire de l'Intercolonial—5407 ; une des raisons d'augmentation de dépenses c'est qu'on ne demande pas de soumissions pour fourniture de matériaux—5408; contrat de traverses Pierson—5408; les cultivateurs de l'ouest ne profitent pas de l'abaissement des tarifs de l'I.C.R.—5410; n'ont aucun intérêt à envoyer par cette ligne—5410 ; veut que l'Intercolonial reste aux mains du gouvernement pour que les conservateurs quand ils viendront au pouvoir puissent montrer au Canada comment on exploite avantageusement un chemin de fer—5411.

M. J. W. Daniel—Veut savoir ce que le gouvernement fera de l'Intercolonial quand le Grand-Tronc-Pacifique sera rendu à Moncton—5412 ; veut savoir quels arrangements seront faits avec le C.P.R. pour circulation jusqu'à Halifax et Sydney—5412 ; veut connaître résultat arbitrage avec G.T.R. au sujet de l'exécution du contrat—5413 ; le jury et l'accident de Beaver Brook—5413; admet que les autres compagnies de chemins de fer maintiennent un compte-capital, mais voudrait qu'on le supprimât pour l'I.C.R.—5414; M. Haggart dit que cela peut se faire—5414 ; le ministre des Chemins de fer et la droite ont basé leur défense de l'achat du terrain Lodge à Moncton sur assertion fausse—5415 ; déclaration ministérielle—5416 ; ce n'est pas un demi-acre, mais 6

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ADMINISTRATION DU MINISTERE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX—*Suite.*

M. Daniel—*Suite.*

acres ½ que les conservateurs avaient achetés en 1884 pour $1,400—5417 ; situation financière de l'I.C.R. meilleure cette année parce que pas de dépense d'enlèvement de neige—5417 ; les méthodes d'enlèvement de neige du CP.R. bien supérieures à celle de l'I.C.R.—5417; on a élevé les tarifs de marchandises sur l'I.C.R., mais on les a réduits entre Lévis et Montréal—5417.

Hon. Emmerson—Les tarifs du Drummond étaient plus élevés que ceux de l'I.C.R.—5418 ; on les a remis sur le même pied—5418.

M. J. G. H. Bergeron—On n'a pas le droit de laisser de côté $27,000,000 de dépenses au compte-capital en établissant recettes et dépenses du chemin—5418; s'étonne que les dépenses du canal Beauharnois n'aient diminué que de $5,000 quand le nombre des hommes employés a baissé de 45 à 18—5419 ; l'enquête du canal Beauharnois—5429.

Hon. Emmerson—Les dépenses ont diminué de plus de $15,000—3420; en dépit de l'augmentation des salaires—5420.

Discussion close—5426.

CANAL BEAUHARNOIS, FISSURE.

Hon. Fielding—Fissure à réparer en haut du pont de Saint-Timothée—7882; concessionnaires rembourseront—7882.

M. Bergeron—Demande réparations Valleyfield—7882 ; demande rapport enquête sur personnel—7883.

CANAL DE BEAUHARNOIS (PERSONNEL).

M. Bergeron—Réclame réparation des berges du canal de Beauharnois—7752 ; plaintes de Valleyfield—7752.

Hon. Fielding—Inutile de faire ces réparations si nouveaux concessionnaires tenus de les faire—7752.

CANAL CHAMBLY, CONTRIBUTION POUR CONDUIT SOUS CANAL A SAINT-JEAN.

M. Demers—Besoins de la compagnie Singer—7748; existence du canal Chambly, empêchant libre accès à l'eau, cause à la municipalité surcroît de dépense pour amener l'eau—7748 ; droit commun impose compensation de dépense—7748 ; principe établi par Parlement en 1898—7748; lors de la construction d'un égout collecteur—7749 ; il a fallu dépenser $8,000 à cause existence du canal—7749; dépense totale $32,000—7749; compagnie Singer paie par jour $50 de droits au gouvernement—7749.

Hon. Fielding—Gouvernement a reconnu bien fondé réclamation jusqu'à concurrence de $8,000—7749.

M. Lennox—Injustifiable—7749; canal Chambly est à l'avantage de la ville—7749.

M. Fowler—Si au lieu d'un canal, c'eût été un chemin de fer, ville n'aurait eu aucun droit—7749; simple cadeau à Saint-Jean—7749.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CANAL CHAMBLY, CONTRIBUTION POUR CONDUIT SOUS CANAL A SAINT-JEAN —*Suite.*

M. Conmee—Passage sur chemin de fer moins coûteux que sous canal—7750.

Hon. Fielding—Gouvernement construit souvent pont sur canal ou chemin public pour parer à l'obstruction—7750.

M. Fowler—Si un chemin existait avant—7750.

CANAL CHAMBLY, HAVRE DE SAINT-JEAN.

Hon. Emmerson—Motifs du travail—5718 ; dépense prévue—$50,000—5718.

M. J. D. Reid—Augmentation des frais d'entretien des canaux—5718; exemple canaux Pointe Farran, Williamsburg—579 ; gardien et percepteur de douanes à Cardinal —579; peut pas remplir deux fonctions à la fois—5721.

CANAL CORNWALL, ELARGISSEMENT.

Hon. Emmerson—Crédit demandé pour solder appointements des ingénieurs préparant travaux—5722.

Hon. Haggart—Travaux terminés depuis deux ans—5723.

Réservé—5723.

CANAL GALOPS.

Hon. Fielding—Paiement final, $60,000—7742.

ENLEVEMENT BATTURES D'AMONT.

Hon. Fielding—Travail nécessaire—7743 ; trois bateaux échoués—7743 ; demandé par association générale de marine—7743.

PAIEMENTS.

Hon. Fielding—Paiement final à Gilbert, $17,700—7743.

MUR DE SOUTENEMENT.

Hon. Fielding—Murs du côté nord du canal à Iroquois trop faibles, s'effondrent—7746; faut remplacer—7746; contrat G. A. Begy —7745.

CANAL LACHINE, MURS INCLINES.

Hon. Emmerson—Travaux de réfection commencés il y a sept ans—5717 ; entrepreneurs MM. Heney Miller, Quinlan et Robertson—5717 ; coût total—$325,000—5717.

CANAL MURRAY.

Hon. Fielding—Reconstruction jetées en bêton—7746 ; entrepreneur, R. Weddell—7746.

CHENAL DU NORD.

Hon. Fielding—Paiement final, $25,000—7742; à Murray et Cleveland—7742.

NOUVEAU BATEAU POUR REMORQUAGE ET INSPECTION.

Hon. Fielding—En construction aux chantiers Polson—7746; $15,000 sur soumission —7746.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CANAL SAULT SAINTE-MARIE.

Hon. Fielding—Excaver batture de Vidal—7745; élargir chenal à l'entrée supérieure du canal—7745; contrat Boone—7745.

CANAL DE SOULANGES; PERSONNEL.

Hon. Fielding—222 éclusiers—7747 ; quatre par écluse—7748.

M. Bergeron—Deux suffiraient—7748.

Hon. Fielding—Explique construction d'abris pour électriciens—7748; contrat Bélanger—7748.

LOGEMENT DES ELECTRICIENS.

M. Bergeron—Demande si vieux fort du Coteau a été vendu ou loué—7881; si on y tient commerce contrairement à l'acte de cession—7881.

PORTES MANY.

Hon. Emmerson—Portes Many, description —5717; cinq écluses, chaque appareil $1,500 —5718 ; remplacement du pont du ravin Clément par pont en acier—5718; améliorations diverses—5718.

CANAL DE VALLEE DE TRENT, TRACE.

Hon. Fielding—Quel que soit le tracé adopté entre Simcoe et baie de Kempenfelt ou Barrie, entreprise sera adjugée cette année—7743.

DOMMAGES AUX FRERES CURTIS.

Hon. Fielding—Par suite de fissure au canal —7751; dommages arbitrés—7751.

CONSTRUCTION.

Hon. Fielding—Entre lac Rice et Trenton, $450,000—7881 ; entre lac Simcoe et Baie Georgienne, $250,000—7881.

M. Lennox—Demande à être informé à temps des conclusions du rapport entre tracé rivière Nottawasaga et rivière Severn—7882.

M. S. Hughes—Insiste que travaux soient pressés—7882.

CANAL WELLAND—ELEVATEUR A PORT-COLBORNE.

Hon. Fielding—Etat des travaux—7744;$126,-000 dépensés pour construction assises—7744; contrat élévateur à Peter Lyall, $637,000—7744, dépense totale évaluée à $732,000.

MURS DE SOUTENEMENT.

Hon. Fielding—Entrepreneur J. Battle—7746; à Port Maitland, entrepreneur E. Conroy—7746.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

Hon. Fielding—Nombre des commissaires ne peut être changé que par une loi—7747.

CANAUX EN GENERAL—CIMENT.

Hon. Emmerson—Ayant décidé de ne pas acheter de provisions de ciment réduit crédit de $55,000 à $15,000—5722.

M. Bergeron—Demande qu'on achète plus grande quantité pour exécuter travaux canal Valleyfield—5722.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CANAUX—PERSONNEL ET REPARATION.

Hon. Fielding—Canal Beauharnois loué—7747; locataire paie entretien—7747.

INDEMNITE A J. O'TOOLE POUR TRAVAUX AU PONT DE MERRICKVILLE.

Hon. Fielding—Explication de la réclamation—7750; arbitrage Phillips—7750.

M. Taylor—Réclamation correcte—7751.

GRAND TRONC PACIFIQUE, REMUNERATION DE M. A. BRUNET.

Hon. Fielding—Directeur démissionnaire—7751; sur pied de $2,000 par année—7751.

CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

M. Lefurgey—La réclamation pour incendie d'Alberton—7880; précédent Poiré, de Saint-Charles de Bellechasse—7880 ; affidavits: demande nouvelle étude—7881.

Hon. Fielding—Etudiera—7881.

CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTAL.

M. Crocket—Adoption du tracé intérieur du N.-B.—7885; difficulté d'avoir rapport—7885; inexactitude des conclusions de M. Lumsden en faveur du tracé intérieur—7887; démenti donné à ses assertions par M. Johnston—7887 ; les chemins de fer sont le plus grand ennemi des forêts—7888; opinion de M. Dunn—7888; dernier rapport Lumsden—7888; le gouvernement avait décidé que le tracé passerait par l'intérieur du Nouveau-Brunswick, les ingénieurs ont dû manipuler leur rapport en conséquence—7890.

Hon. Fielding—Le gouvernement avait décidé que le Transcontinental se rendrait de Québec à Moncton par la ligne la plus directe—7890; rapport du ministre des chemins de fer—7890; $6,740,953 dépensés jusqu'à présent sur Transcontinental—7891 ; actuellement en construction 590 milles à l'ouest de Québec, 262 milles à l'est—7891.

CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL.

AMHERST—AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Gare, salle des bagages et quai—7903.

M. Fowler—Amherst pas aussi important que Sussex—7503; gare déjà très belle à Amherst—7503.

M. Crocket—Gare à Frédéricton—7504.

CHANGEMENT DE BARRES D'ATTELAGE.

M. Bennett—Demande que chaque wagon soit muni d'un extincteur d'incendie—7512; terrible accident—7512.

HALIFAX—AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Détails des travaux—7505 ; en tout $597,380—7505; présente session $300,000—7505; contrats à E. Keefe, d'Halifax, et à Currie et Cie, d'Amherst—7505.

EMBRANCHEMENT INDIANTOWN ET BLACKVILLE.

Hon. Fielding—Embranchement inexploité à remettre en service—7877; longueur 7 milles—7877; détail des dépenses—7877 ; remis en exploitation à cause carrières Hodd et fils de Montréal—7878.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

INSTALLATION LE LONG DE LA LIGNE.

Hon. Fielding—Pour améliorer stations—7733; pour clotûrer parties non protégées—7733.

M. J. J. Reid—M. McIlwraith jugé par juré à Halifax—7733; déclaré virtuellement coupable de vol envers trésor fédéral—7733.

Hon. Fielding—M. McIlwraith jugé par ses concitoyens et réélu maire de Halifax—7734.

MATERIEL ROULANT.

Hon. Fielding—Division du matériel à construire—7879; total dépense $1,775,000—7879; tout le monde demande accroissement du matériel—7879.

MONCTON—ATELIERS DE CONSTRUCTION DE LOCOMOTIVES ET TERRAINS.

Hon. Fielding—Détail des travaux et soumissions—7506 ; terrain à acheter situé près du champ de course—7506.

M. Fowler—L'infâme opération Lodge—7506; justification basée sur assertion fausse—7507.

Hon. Fielding—Admet erreur dans assertion ministre des chemins de fer—7507; il y avait aussi le témoignage de gens respectables quant à la valeur du terrain—7508.

M. Lennox—M. Lodge a fait profit de 167 p.c.—7505; excuses Emmerson—7509.

Hon. Fielding—Erreur commise par clerc de l'avocat représentant gouvernement dans la cause, M. Friel—7510; regrette erreur commise—7510; question d'achat du terrain des courses par vente directe ou expropriation à l'étude—7511.

NOUVEAU MATERIEL ET TERRAIN, ATELIERS DE MONCTON.

Hon. Fielding—Tout par adjudication publique—7733.

MULGRAVE, AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Quai de protection du "Scotia" transbordeur—7502; travaux évalués, $90,000—7502.

NEWCASTLE, AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Agrandir remise des locomotives, construire gare et aqueduc—7507.

AGRANDISSEMENTS NEW-GLASGOW.

Hon. Fielding—A l'entreprise—7877; pas adjugés—7877.

PICTOU, AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Détail des travaux—7502; contrat à E. A. Walberg, Montréal—7502.

PIRATE HARBOUR: APPROVISIONNEMENT D'EAU.

Hon. Fielding—Pour construire conduite d'eau de Mulgrave à Pirate Harbour—7504.

RENFORCEMENT DES PONTS.

Hon. Fielding—Entre Saint-Jean et Hampton—7735; jonction Painsec—7736.

M. Morin—Signale mauvais état pont de Mitchell—7736.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SACKVILLE, AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Gare, halle à marchandises, quai—7502; détail estimation—7502.

M. Fowler—Absurde payer $1,000 un acre de terrain à Sackville—7503.

SAINT-JEAN, N.-B., GARE, AGRANDISSEMENT.

Hon. Fielding—Espace pour commerce de farine, $20,000—7877.

SAINTE-ROSALIE, AMELIORATIONS.

M. Ames—Délais de soumission insuffisants—7734.

Hon. Fielding—Avec nouveau système de sessions, finissant plus tôt, il sera possible donner plus de délai—7735.

SYDNEY, AMELIORATION.

Hon. Fielding—Hausser viaduc—7502; jetée de protection au quai—7502.

STELLARTON, AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Installation éclairage électrique, production électricité—7502 ; trois gares et cours seront éclairées ainsi : Stellarton, Westville et New-Glasgow—7502.

TRURO, AMELIORATIONS.

Hon. Fielding—Détail des travaux—7504; coûteront $110,000—7504.

CHEMIN DE FER DE L'I.P.-E.

CHARLOTTETOWN, TRAVAUX.

Hon. Fielding—Entrepreneur Walberg—7736.

M. J. D. Reid—Etrange que Walberg soit toujours le plus bas—7736.

MURRAY HARBOUR, EMBRANCHEMENT.

M. A. Martin—Demande pourquoi réclamations village Green pas encore réglées—7737 ; demande quand commenceront travaux sur embranchements dont arpentages faits avant élection de 1904—7738.

Hon. Fielding—Demandes à l'étude—7738 ; gouvernement a construit embranchement Murray Harbour et Montague Bridge—7738.

M. A. Martin—En 1896, gouvernement avait décidé de construire 105 milles de chemins de fer dans l'I.P.-E.—7739; devait coûter $10,000 du mille—7739 ; gouvernement actuel a construit 40 milles à $32,000—7739 ; puis se repose et nous jette cette construction à la face—7739 ; 40 p.c. des fonds détournés de leur objet—7739 ; état des travaux—7740 ; besoins de la population—7740 ; embranchements nécessaires—7741 ; le gouvernement perd du prestige dans l'île—7741.

M. A. A. McLean—Demande si requête reçue des habitants de Victoria et de Crapeau—7741.

M. J. J. Hughes—Arpenté par conservateurs avant élections 1883—7742 ; 13 ans au pouvoir sans rien faire—7742.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

COMMERCE :

MINISTERE DU COMMERCE.

M. Bergeron—Demande si un dépôt de $100,000 a été effectué pour garantir retour dans leur pays de Chinois engagés aux travaux de chemin de fer sur côte Pacifique—7291.

M. U. Wilson—Mécontent que Preston, renvoyé du ministère de l'Intérieur, ait été engagé par ministère du Commerce—7294; mécontent qu'appointements de M. Haycock soient augmentés—7293 ; carrière électorale de M. Haycock—7294.

Hon. Fielding—Désapprouve conduite de M. Haycock—7294.

Hon. Foster—Opposition maltraitée dans enquête Preston—7296 ; il reçoit maintenant $300 par mois pour se promener—7296; pas encore rendu à son poste—7296.

M. A. K. Maclean—M. Monk a présenté une motion demandant simplement le renvoi de M. Preston du bureau de l'immigration—7296.

Hon. Foster—Cite déclaration Guthrie dans affaire Preston—7298.

Hon. Foster—Lettre de service envoyée à M. Preston—7300; au lieu de faire ce qu'il avait à faire, se promène en Afrique du Sud—7301.

M. Daniel—Les demandes pour domestiques chinois—7301.

SERVICE DE SS. ENTRE CANADA ET AUSTRALIE.

Hon. Fielding—Ligne Canada Australia Royal Mail—7317; de Vancouver à Sydney, Australie—7317; escale aux îles Fiji—7318.

M. S. Hughes—Croit qu'on pourrait établir un trafic de peaux vertes et laines entre côte orientale de l'Australie et Halifax ou Québec et Montréal—7317; ne supportent pas trajet en chemin de fer, de Vancouver à l'est—7318.

SERVICE DE SS. BASSIN DE GASPE ET CAMPBELLTON.

Hon. Fielding—Service par Interprovincial Navigation Company—7316 ; SS. "Lady Eileen"—7316.

SERVICE DE SS. ENTRE CANADA ET MANCHESTER.

Hon. Fielding—Très utile—7314; amène nos produits au centre grande population—7314; transportent pas de passagers—7314.

SERVICE DE SS. ENTRE CANADA ET MEXIQUE.

Hon. Fielding—Mexique retarde quelquefois pour payer sa part de subvention, mais payé—7318.

M. A. A. McLean—Voudrait voir un agent commercial à Cuba—7318 ; Cuba achète de l'avoine des Etats du Sud—7318; informé que commerce profitable pourrait s'établir—7319.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SERVICE DE SS. ENTRE CANADA ET SUD-AFRICAIN.

Hon. Fielding—Inauguré en 1902—7314; Allan retirés—7314 ; service fait par Elder Dempster et Furness—7314 ; peu de résultats—7315 ; presque rien venu l'année dernière—7315; prospérité actuelle du Canada détourne attention ailleurs—7316.

M. S. Hughes—Croit qu'on aurait meilleurs résultats avec course triangulaire, Canada, Sud-africain, Grande-Bretagne—7315.

SERVICE DE SS. HALIFAX A TERRE-NEUVE PAR CAP-BRETON.

Hon. Fielding—Service fait par steamer "Harlow"—7313.

SERVICE DE SS. DES ILES DE LA MADELEINE.

Hon. Fielding—Par SS. " Amelia "—7313.

SERVICE DE SS. ENTRE I.P.-E. ET GRANDE-BRETAGNE.

Hon. Fielding—Pas de service l'année dernière—7314 ; pas entrepreneur—7314.

M. Lefurgey—Pas assez d'argent—7314.

SERVICE DE SS. DE L'I.P.-E.

Hon. Fielding—Service de Pictou à Charlottetown et de Pointe Duchesse à Summerside—7314.

SERVICE DE SS. ENTRE SAINT-JEAN ET DIGBY.

Hon. Fielding—Subvention au chemin de fer Dominion Atlantic—7312 ; crédit au budget supplémentaire pour rendre service quotidien—7312.

M. Daniel—Remercie—7312 ; promet trafic—7312.

SERVICE DE SS. SAINT-JEAN, HALIFAX, ANTILLES ET AMERIQUE DU SUD.

Hon. Foster—Navires trop lents—7312 ; peuvent pas lutter avec services de New-York—7312.

Hon. Fielding—Gouvernement impérial participe au contrat—7312 ; doit être consulté —7312; quelques escales supprimées—7312; liste des steamers en service—7313.

SERVICE DE SS. ENTRE SAINT-JEAN ET HALIFAX PAR YARMOUTH.

Hon. Fielding—Concurrence faite par chemin de fer le long de la côte paraît fatale —7314 ; cependant, subvention continuée—7314.

SERVICE DE SS. ENTRE GRANDE-BRETAGNE et CANADA.

Hon. Foster—Voudrait avoir les renseignements relatifs à toutes conventions publiés sous forme de Livre Bleu comme l'année précédente—7303.

Hon. Fielding—Texte du contrat Allan—7303; paquebots doivent se rendre à North Sydney à l'époque où il leur faut passer au sud de Terre-Neuve—7304; conditions de la subvention—7304; sous-traité de la ligne Allan avec subside C.P.R.—7304; ce sont les Allan qui paient C.P.R.—7305.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SERVICE DE SS. ENTRE GRANDE-BRETAGNE ET CANADA—*Suite.*

M. Daniel—Lors de l'arrangement C.P.R. pensait voyager de Saint-Jean à Liverpool directement—7305; et ligne Allan, de Halifax à Liverpool—7306; ceci fut refusé—7306 ; opinion "Globe" sur cet arrangement— 7306 ; demande pourquoi arrangement changé si les deux lignes le considèrent avantageux—7307.

Hon. Fielding—Jamais rien n'a été fait par gouvernement pour donner à penser que navires subventionnés abandonneraient Halifax—7307 ; Halifax pionnier—7309 ; Halifax port pour voyageurs et correspondance—7308 ; Saint-Jean port pour marchandises—7308 ; jamais on n'a songé à ôter postes à Halifax—7308.

M. Daniel—Rivalité entre Saint-Jean et Halifax—7308 ; pas hostilité—7308 ; arrangement aurait mis deux ports sur pied absolu d'égalité—7308.

M. Kemp—Demande pourquoi subvention pas donnée directement au C.P.R.—7309 ; on eût encouragé construction de vaisseaux grande vitesse—7310.

Hon. Fielding—Gouvernement espérait fusion entre les deux compagnies—7310 ; redoutait que C.P.R. pût faire misères aux Allan pour le fret—7310.

SERVICE DE SS. ENTRE SYDNEY ET WHYCOCOMAGH.

Hon. Fielding—Par Bras d'Or Steamboat Coy—7316 ; dessert région du Cap-Breton sans chemin de fer—7316.

SERVICE DE SS. VICTORIA-SAN FRANCISCO.

Hon. Fielding—Pacific Coast Steamship Co. adjudicataire—7313.

DIVERS:

APPOINTEMENTS DES TRADUCTEURS DES " DEBATS ".

M. Bergeron—Augmentation de $1,500 à $2,000, acte de justice envers traducteurs—8199 ; le cas des sténographes—8199 ; salaires pas augmentés depuis vingt ans—8200 ; besogne accrue—8200; en Australie, sont payés $3,500 et aux Etats-Unis, $5,000 —8200 ; demande augmentation pour sténographes comme pour traducteurs—8200; $1,500 pour M. Boyce, correcteur—8820; signale pétition au ministre des Finances —8200 ; rapport à cette fin deux fois adopté par comité, jamais soumis à la Chambre —8200; traducteurs se sont adressés à commission d'économie interne—8201; heureux qu'ils aient réussi—8201.

M. J. A. C. Ethier—Remercie l'orateur d'avoir donné effet à demande deux fois répétée du comité—8201 ; éloge des traducteurs—8201; réponse à M. S. Hughes—8202 ; opinion Dawson—8202; traducteurs tout aussi habiles, n'ont pas à s'étonner qu'on les mette sur le même pied—8202 ; rien devant la Chambre pour demander augmentation des sténographes—8202.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

APPOINTEMENTS DES TRADUCTEURS DES "DEBATS"—*Suite.*

Hon. Foster—S'étonne que le comité de régie interne s'occupe d'une partie du personnel des Débats—8202; et laisse l'autre aux tendres soins du comité—8202; le comité peut encore faire une proposition —8203.

Hon. Fielding—Irrégulier pour un comité de faire rapport concluant à dépense de deniers—8203; gouvernement doit proposer ouverture de crédit—8203.

M. l'Orateur—Comité régie interne a examiné les deux demandes—8204; question a surgi pour sténographes de travail de vacances—8204; comité jugeait que si portait salaire à $2,500 devrait se prévaloir des services des sténographes pendant vacance—8204; négociations n'ont pas abouti—8204; continuent, espère arriver à solution satisfaisante—8204.

Hon. Foster—Traducteurs ne travaillent pas pendant vacances—8204; leur travail pas plus onéreux que celui des sténographes—8204 ; aimerait mieux être traducteur que sténographe—8205.

Hon. Lemieux—Eloge des traducteurs—8205; excellence de la version française—8205.

M. Bergeron—Dès leur institution traducteurs et sténographes employés directs de la Chambre—8206; rien à faire en dehors—8206 ; sténographes toujours payés plus cher que traducteurs—8206; leur travail toujours censé plus rémunérateur—8206.

Hon. Fisher—Les bons sténographes se trouvent plus facilement que les bons traducteurs—8207 ; égalisation des salaires mesure de justice—8208.

M. Henderson—S'étonne qu'on parle de cherté de l'existence quand on jouit du tarif différentiel—8208.

APPOINTEMENTS DU SERVICE CIVIL.

Hon. Fielding—Ministres empêchés faute de temps de faire droit aux demandes générales du personnel pour relèvement des salaires—7901; chaque ministre a son idée propre relativement au chiffre de rémunération qu'il convient d'accorder aux fonctionnaires—7901 ; commission sera nommée: MM. Courtney, F. Fiske et Georges Garneau—7901 ; questions à étudier—7901 ; gouvernement croit loi excellente, mais peut prêter à modifications—7901 ; états de service des commissaires—7902.

M. Bergeron—Question peut se régler sans commission—7902 ; la vie a renchéri, il faut relever les salaires—7902 ; exemples —7902 ; le gouvernement ne vise qu'à ajourner question—7902 ; commission coûtera $25,000—7903.

M. Sproule—On fait le même éloge de toutes les commissions et elles ne font rien de stable—7904.

M. Fowler—Les employés publics sont assez bien rémunérés—7904.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

BIBLIOTHEQUE DU PARLEMENT.

M. S. Hughes—Se plaint insuffisance ouvrages de référence—6950 ; pas de vie de Samuel de Champlain—6950.

M. Taylor—Lit lettre demandant que listes électorales soient imprimées sous forme de brochure—6951.

BUREAU DU CONSEIL PRIVE.

Sir W. Laurier—Greffier sera mis à la retraite—2852.

Sir W. Laurier—Trente-quatre augmentations statutaires—2853 ; avancement—2853.

BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE.

Hon. Fisher—Réduction d'un commis de 1re classe—3051.

M. Sproule—Se plaint que M. Preston recommande pour émigration l'Afrique Australe de préférence au Canada—3052.

Hon. Fisher—Avant de discuter, il faut lire articles—3052.

Hon. Fielding—Augmentations régulières—7908.

M. E. M. Macdonald—Demande, si on a besoin de commis, qu'on les prenne au Canada—7908; commis anglais ne connaissent rien de notre pays—7908.

BUREAU DU SECRETAIRE DU GOUVERNEUR GENERAL.

Hon. Fielding—Crédit porté de $5,000 à $20,000 pour mettre gouverneur-général à même de voyager et voir Canada—2852.

CONFERENCE COLONIALE.

Hon. Fielding—Gouvernement britannique soldera les frais d'hôtel—8209; faut une prévision—8209; pas obligé dépenser tout —8209.

DEPENSES VISITE DU PRINCE ARTHUR DE CONNAUGHT.

Hon. Fielding—$5,000 additionnels—7091 ; certaines sommes à payer à fonctionnaires—7091.

INDEMNITE R. WAINWRIGHT.

Hon. Fielding—Pour blessures reçues dans collision avec voiture police à cheval emballée—7091.

M. S. Hughes—Militaires blessés attendent plus longtemps que cela—7091.

LEGISTES POUR LOI DU DIMANCHE.

Hon. Aylesworth—Services M. A. R. W. Macpherson retenus par prédécesseur—7092.

SECRETAIRE DU GOUVERNEUR GENERAL.

Hon. Fielding—Augmenté de $300—7900.

SERVICE LEGISLATIF.

M. l'Orateur—M. Asselin du bureau de poste promu de 3e classe à 2e cadette—8199.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*
DOUANES :
GRATIFICATION A M. BAIN, SECRETAIRE DE LA COMMISSION DU TARIF.
Hon. Paterson—M. Bain n'est plus fonctionnaire—6156 ; a été un des meilleurs employés du gouvernement—6156 ; travail comme secrétaire—6156; un tel paiement n'est pas exceptionnel—6156.
M. Crocket—Signale vacance à Centreville, comté de Carleton—6157.
GRATIFICATION McDOUGALL.
Hon. Paterson—N'a été employé à la commission du tarif que pour préparation tarif—6158.
MINISTERE DES DOUANES, ADMINISTRATION CENTRALE.
Hon. Paterson—Explique changements—2854.
M. Blain—Banquet à l'hon. M. Paterson par fonctionnaires—2856 ; demande s'ils recevront augmentation sollicitée—2856.
Hon. Paterson—Crédit de $100,000 en plus inscrit pour service extérieur—2856; partie ira pour augmentation—2856 ; si la Chambre veut relever ce crédit, y est tout disposé—2856.
TRAITEMENTS IMPREVUS, HEURES SUPPLEMENTAIRES DANS DIFFERENTS PORTS DU CANADA.
Hon. Paterson—Augmentation de $50,000 dans crédit—6151 ; si voté pourra relever quelques traitements—6152.
M. Fowler—Recommande receveur de Sussex—6152.
M. Zimmerman—Demande augmentation de personnel et d'appointements à Hamilton—6152.
M. W. Wright—Besoins du district de Muskoka—6152.
Hon. Paterson—Généralement poste temporaire établi à Gravenhurst pendant l'été—6154 ; essaiera d'établir poste permanent si ressources permettent —6154; assailli de demandes pour Nord-Ouest—6154; $30,000 seront affectés à relèvement de traitement, $20,000 à nouveaux emplois—6154.
FINANCES :
ARBITRAGE DES COMPTES ENTRE CANADA, ONTARIO ET QUEBEC.
Hon. Aylesworth—Constamment surgissent difficutés nouvelles—8198.
COMMISSION DES CEREALES.
Hon. Fielding—Devra siéger aux Etats-Unis et en Angleterre—8210.
DEFICIT DE L'EXPLOITATION DU CABLE TRANSPACIFIQUE.
Hon. Fielding—Toujours même état, déficit constant—8198.
DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES.
Hon. Fielding—Coûtera environ $105,000—6467 ; honoraires fixés pour commissaires, légistes, etc.—6467 ; honoraires M. Shepley—6467 ; actuellement déboursés, $47,152—6468.
VOTE DES CREDITS—*Suite.*
DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*
Hon. Foster—S'excuse de parler d'affaires privées—6468; insinuations mais pas d'affirmations—6469 ; après 21 ans de vie politique, aucune accusation relevant des prérogatives du parlement ne peut être portée—6469 ; accusations diverses déjà portées—6469 ; accusations de préjugés de race et de religion—6469 ; pas bigot—6469 ; affaire Cinq-Mars—6469 ; autre moyen cherché, commission des assurances 6470 ; ne croit pas qu'on ait songé lors de sa création à l'employer à des fins étrangères à l'objet limité de ses pouvoirs—6470 ; c'est après qu'elle eût été en opération qu'on s'aperçut des avantages de parti qu'on en pouvait tirer—6470 ; on décida de s'occuper d'affaires privées et, grâce aux journaux, les affaires privées de citoyens ont été étalés devant le public—6470 ; a dû déclarer qu'il en appellerait au tribunal du Parlement—6470 ; demande publicité du présent débat par presse adverse—6471 ; la commission a outrepassé ses pouvoirs—6472 ; opinion "Witness"—6472 ; impression produite par rapport—6473 ; détournement et gaspillage de fonds des Forestiers au moyen de l'Union Trust—6473; ne peut être tenu en toute circonstance de rendre compte que de la partie des fonds des Forestiers confiés à l'Union Trust du temps de sa gérance—6473 ; en 1901, l'ordre des Forestiers avait en caisse un excédent de $5,000,000, en 1906, il avait $10,000,000—6474 ; bénéfices réalisés par l'Union Trust sous la gérance de M. Foster, 1901-1906, $526,874—6474; comparaison avec autres compagnies de crédit du Canada—6475; aucun placement illégal—6476; division des responsabilités—6476; M. Foster n'était pas tout l'Union Trust—6476 ; éloge des directeurs associés—6477 ; pas responsable de la formation de la société de dépôt, ni du versement des fonds des Forestiers à cette société de dépôt—6478 ; entré en plein fonctionnement—6478; l'argent ne conserve pas sa qualité de dépôt en passant dans une autre société—6478 ; l'argent passé à l'Union Trust perdait sa qualité de dépôt des Forestiers—6479; exemples—6480 ; arrangements faits avec Suprême chef ranger et M. Stevenson—6480 ; deux catégories de fonds confiés à Union Trust, les uns pour être appliqués conformément aux règlements des sociétés, les autres conformément aux règlements des Forestiers—6481 ; témoignages —6481 ; aspect légal de la question—6483; si irrégularité a été commise, c'était par les détenteurs des fonds des Forestiers qui les ont confiés à l'Union Trust—6483 ; opinion erronée du député de Labelle—6484; l'affaire du groupe Oronohyatekha McGillivray, Montague, Foster—6485; exposé lucide—6485 ; ne s'était pas immiscé dans prêt primitif des deniers—6486 ; immixtion postérieure de l'Union Trust en remplacement du Dr Montague—6486; c'était le syndicat et non l'Union Trust qui gérait—6487; la commission n'a pas été empochée par M. Foster seul, mais par le syndicat—6488 ; c'est à la cour Suprême des Forestiers qui avait prêté l'argent

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

primitivement à ses propres membres qu'on aurait dû s'en prendre—6488; l'affaire de Kamloops—6489 ; retards des procédures—6489 ; le livre de banque de M. Fowler livré en pâture à la foule—6490 ; cadeau à sa femme—6490 ; inquisition de la commission—6490 ; depuis 20 ans dans la vie pubilque, n'a jacais volé, n'a jamais profité des occasions de faire fortune, aussi pauvre qu'au premier jour—6491 ; la question du pot-de-vin—6492 ; la malice du verdict—6492 ; le juge McTavish n'avait pas le droit d'appeler spéculations des opérations régulières—6492 ; l'affaire de la Great West Land Company—6493 ; exposé de l'affaire—6494; avantage offert à l'Union Trust Company—6494 ; opinion du juge Boyd sur légitimité opération—6495 ; texte de l'hypothèque accordée en garantie—6496 ; pas d'opération subreptice—6498 ; difficulté de partage d'actions, affaire de famille—6498 ; accusé de falsifier minutes—6498 ; bénéfices que réalisera l'Union Trust—6499 ; il se peut que certains directeurs agissent en double capacité—6499 ; rien n'empêche un homme d'être directeur de deux compagnies et de faire affaire avec les deux—6499; demande que rapport soit renvoyé à commission pour faire changements nécessaires—6500 ; faire suppressions indispensables—6500 ; si une commission peut agir comme celle-ci aucune garantie ni protection pour minorité—6500 ; la Chambre n'a pas le droit d'employer les deniers de l'Etat à marquer d'infamie un député—6501 ; rapport attentat diabolique—6501 ; protestera jusqu'au dernier souffle de vie—6501.

Hon. Aylesworth—Commentaires sur intentions et mobiles des commissaires demandent à être relevés—6501; mandat des commissaires—6501 ; opérations que M. Foster considérait comme privées ont bien pu n'être pas jugées telles par commission—6502 ; tout avocat qui perd sa cause a vingt-quatre heures pour maudire ses juges—6502 ; à plus forte raison le client qui a perdu—6502 ; respectabilité du juge McTavish—6502 ; si on peut confier à des juges la décision des causes d'élections politiques, à plus forte raison doit-on les juger capables d'examiner des affaires d'assurances sans parti-pris politique—6503 ; vingt-sept compagnies examinées—6504 ; tous les témoins interrogés etaient parfaitement convaincus qu'on les forçait à dévoiler leurs affaires les plus intimes—6504 ; commission instituée dans intérêt public—6504 ; cas d'un jury du coroner—6504 ; pas d'accusé ni de procès—6504; M. Foster traité comme tout le monde—6504; pas d'accusation portée, contre personne—6504 ; enquête sur opérations d'une compagnie avec laquelle il était en relations—6504; devant aucun tribunal un témoin n'est accompagné d'un avocat—6504; doit dire la vérité, n'a pas besoin d'avocat pour cela—6504; d'ailleurs, accompagné de M. Nesbitt—6505; on a demandé à

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

M. Foster de produire tous les documents et de fournir les renseignements qu'il croirait utiles—6506 ; paroles finales de remerciement de M. Foster aux commissaires et même à M. Shepley, texte—6506; marche de l'enquête des Forestiers—6508; citation fausse de l'hon. M. Foster pour dénaturer relations entre juge et M. Foster—6508 ; autres compagnies examinées—6509 ; difficultés opposées à la commission—6510 ; autres cas où les affaires des compagnies de placement filiales ont été examinées—6510 ; opinion de M. Helmuth sur rapports de l'Union Trust et de l'Ordre des Forestiers—6511 ; origine de l'Union Trust—6512 ; lettre de M. Foster au Dr Oronyhatekha, 20 avril 1901—6513 ; lettre 27 mai 1901—6512 ; M. Foster qui prétend n'avoir rien eu à faire avec l'organisation de l'Union Trust, en discutait avant sa fondation le projet avec le Dr Oronyhatekha—6513 ; constitution de l'Union Trust—6513 ; pour chaque dollar payé par un membre dans le bureau l'ordre des Forestiers en versait $449—6513 ; l'Union Trust était bien une créature de l'ordre des Forestiers—6514 ; c'était l'argent des travailleurs assurés—6514 ; la loi des assurances les protège, on ne peut admettre qu'on puisse éluder cette protection en créant une société filiale qui fait des spéculations—6514 ; texte du certificat de constitution—6515 ; les deniers des Forestiers ont été mis en risque—6515 ; un grand banquier d'Ontario n'avait pas fait pire, on sait ce qu'il est advenu de lui—6515 ; on a exposé des sommes qui étaient un dépôt sacré—6516; convention entre l'Ordre et l'Union Trust—6517 ; dans l'affaire des terres de l'ouest, l'Union Trust a versé des commissions à son gérant général déjà payé pour gérer ses fonds—6517 ; qu'il ait touché toute la commission ou un quart, le chiffre ne fait rien—6518; si c'était une remise sur la vente des terres, elle devait revenir à l'Union Trust—6518 ; l'affaire Pritchard—6520 ; contradiction absolue des témoins—6521; correspondance—6522 ; liaison de l'affaire avec opérations Union Trust et Forestiers—6523 ; souci de l'intérêt public de la commission, pas de persécution politique—6523 ; affaire de la Great West Land Coy—6524 ; M. Bennett éliminé, témoignage d'estime—6524 ; M. Foster a invité la discussion sur cette affaire et en même temps défend d'en rien faire sous prétexte d'affaires privées—6524 ; exposé affaires avec Fowler et Pope—6524 ; les 337 parts et demie de réserve—6526 ; leur transfert à Wilson, Foster et McGillivray—6528 ; curiosité bien explicable de la commission—6528 ; les fameuses assemblées de directeurs suspectes—6531 ; la résolution transférant les 337½ parts—6532 ; doutes de M. Stevenson—6532 ; pas de signatures au procès-verbal—6532 ; le rapport cite simplement les faits—6532 ; déposition Stevenson quant aux bénéfices devant revenir à l'Union Trust Coy—6533;

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

valeur des 337½ parts passées aux mains du trio Foster $85,000 qui appartenaient jusqu'au dernier sou à l'Union Trust—6533; une discussion des faits par M. Foster aurait été plus convaincante qu'une attaque contre commissaires—6533 ; transactions du syndicat Pope-Fowler et du syndicat Foster-Wilson-McGillivray—6534; pot-de-vin évident—6535; comme ministre de la Justice était tenu de défendre les commissaires contre les paroles blessantes de M. Foster—6536 ; un juge est insapable d'en appeler au tribunal de l'opinion publique—6536 ; exposé des faits avec toute la franchise et la sincérité possibles—6337.

M. R. L. Borden—Ce discours indique qui a inspiré le rapport des commissaires—6537; ce n'est pas une défense des commissaires, c'est une attaque passionnée contre un adversaire politique—6537; a même discuté des points du rapport dont M. Foster ne s'était pas plaint—6537; le ministre de la justice admet que jugement a été rendu contre M. Foster puisqu'il lui reconnait le privilège de maudire son juge—6538; les témoins étaient assignés comme des accusés et n'ont pas eu le privilège de contre-interroger—6538 ; si l'on avait pu contre-interroger le col. Davidson on lui aurait montré sa signature qu'il ne souvient pas d'avoir apposée 6539; différence de décision du juge McTavish dans le cas présent et dans le cas de West-Elgin—6539; l'ordre des Forestiers était autorisé par sa charte à placer $2,000,000 dans une société de crédit quelconque—6541; prétend-on que si l'on eût placé ce montant dans une banque la commission aurait pu s'enquérir des affaires de cette banque ?—6542; l'histoire de la commission de$5,000—6543; affaire Pritchett—6543; l'affaire de la Great West Land Company—6543; l'interrogatoire de M. Lefurgey—6544; le juge savait parfaitement que ces matières n'avaient pas trait à l'enquête—6546; extrait de la preuve—6546, 6550; ces questions ne pouvaient avoir d'autre objet que de mettre le public sous l'impression que des députés avaient profité de leur position pour obtenir des faveurs du Pacifique—6550; le juge McTavish n'avait pas le droit de faire une investigation de ce genre, contre des hommes publics n'ayant pas la faculté de se défendre ni d'avoir un avocat pour faire un contre-examen des témoins—6550; l'enquête sur les entrevues des députés avec les autorités du C.P.R. n'était pas du ressort de la commission—6551; argent gaspillé—6552; déclaration finale de M. Griffith—6552.

M. Bennett—Ministre de la justice a eu tort d'essayer de refaire une réputation au juge McTavish—6553; le juge propre à la besogne dont on l'a chargé—6553; ce gouvernement a dégradé la magistrature—6553; demande pourquoi le juge McTavish n'a pas été nommé au banc de la cour supérieure d'Ontario quand M. Chrysler a refusé—

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

M. Bennett—*Suite.*

6553 ; l'affaire d'Elgin-Ouest, récit—6554; Duncan Bole et Pritchard—6554; histoire des différents bureaux de votation—6557 ; confession McNish—6558; l'impartialité du juge McTavish—6559; omet dans le rapport le nom de M. Peuchen, manufacturier libéral associé de MM. Bennett et Lefurgey dans achat de terres—6559; inexactitudes du juge McTavish—6560; transaction avec C.P.R. était parfaitement légitime, pas d'affaire Robins ni d'affaire Saskatchewan Valley Land Coy.—6560; M. Griffith fait foi de la régularité de la transction—6560 ; le gouvernement ne s'enquiète pas si un membre du parlement fait des affaires de dragage sous le couvert d'une compagnie, que vient-il reprocher ?—6562 ; ces persécutions ont fait gagner au député de Toronto les sympathies de tout le pays—6562; le gouvernement baisse—6562 ; M. Foster est sorti pauvre du gouvernement, d'autres sont sortis avec des yachts et des châteaux—6562; sir W. Laurier en est réduit à ne plus oser tendre la main à un de ses collègues qui le quitte—6562; le départ de l'hon. Emmerson—6562.

M. Lennox—Personne n'accourt à l'appui de l'hon. Aylesworth en dépit de sa demande de venir défendre la commission—6567; rapport partial à l'égard du sén. Cox, très ménagé—6567; plaidoyer de M. Aylesworth pitoyable—6567; les politesses finales de M. Shepley et de M. Foster—6568; politesse diabolique et satanique—6568; allusion honteuse à la débâcle de la Banque d'Ontario—6569; aucun parallèle—6569; ce n'est pas M. Foster mais MM. DuVernet et Nesbitt, avocats de l'Union Trust, qui se sont opposés à la production des livres de la compagnie—6570 ; M. Foster n'a jamais nié que la commission eût le droit de s'enquérir des relations entre l'ordre des Forestiers et l'Union Trust—6570; mais, l'Union Trust étant fondée et la société en possession des fonds provenant de la vente de ses actions, la commission n'avait plus rien à y voir—6570 ; ce qui est infâme c'est que l'avocat représentant le gouvernement siégeait en même temps comme juge de cette commission—6570; le ministère public est devenu un des juges du tribunal chargé de décider les matières qu'il a lui-même soumises à son jugement—6570; les honoraires de M. Shepley, réponse Fielding—6570; modifications successives dans la tenue de l'enquête—6572 ; impossible défendre nomination de commissaires-enquêteurs ayant invariablement donné des preuves de préjugés politiques—6572; respecte la magistrature—6572; mais pas celle qui se fait le bouc émissaire des pêchés d'Israël—6573 ; exemple de questions injustes et malhonnêtes, témoignage Hon. G. W. Ross—6573; témoignage Stevenson—6576; omission du rapport—6576; déposition Wilson—6578; M. Foster et la production des livres de l'Union Trust—6578; la conspiration contre M.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

M. Lennox—*Suite.*

Foster—6579 ; l'historique de la réunion du 13 nov. et de l'absence de signatures au procès-verbal—6580; témoignages prouvant qu'une séance a été tenue le 13 novembre—6582; témoignage de l'hon. G. W. Ross—6584; les commissaires n'ont jamais cherché à présenter au public un exposé des faits honnête et loyal—6584.

M. Fowler—S'étonne comment lui, humble député, avait été choisi comme victime 6584; on visait plus haut, on visait l'hon. Foster, l'homme le plus intègre, qu'aient jamais vu nos assemblées délibérantes—6585; rapport absolument faux en ce qui le concerne—6585; affaire commerciale—6585; aucune similitude avec affaire Robbins, ranch Galway—6585; bien que la société eût une charte fédérale, il avait parfaitement le droit à en faire partie—6585; un actionnaire du C.P.R. peut bien être député—6585; au Sénat, un sénateur est intéressé dans G.T.P.—6586.

M. M. Martin—Les parts de ces personnes sont achetées avec leur argent—6586; pas avec l'argent d'une société mutuelle, argent qui ne vous appartenait pas—6586.

M. Fowler—Accusation absolument fausse—6586 ; met au défi porter accusation—6586.

Hon. Aylesworth—Rappelle à l'ordre—6586 ; un député n'a pas le droit d'accuser un collègue de faire affirmation fausse—6586.

M. l'Orateur-Suppléant—Il faut se servir d'une expression qui soit parlementaire—6587.

M. Martin—N'a jamais désigné M. Fowler en particulier—6588 ; a fait observation générale—6588.

Hon. Foster—Demande qu'on consigne au procès-verbal paroles de M. M. Martin—6589.

M. l'Orateur-Suppléant—Personne n'a fait d'observation quand les paroles ont été prononcées—6589 ; trop tard maintenant—6589.

M. R. L. Borden—Résume difficulté—6590.

Hon. Fielding—M. Fowler n'a pas demandé qu'on prît note des paroles quand elles ont été prononcées—6590; il a discuté, il a injurié M. Martin—6590 ; il a perdu son droit—6590.

Hon. Foster—Une affirmation scandaleuse, mensongère a été formulée par un député—6590.

Hon. Aylesworth—Rappelle à l'ordre—6591; impossible dire que déclaration d'un député est mensongère—6591.

Hon. Paterson—Si les dernières paroles de M. Martin diffèrent de celles prononcées en premier lieu, elles doivent être tenues comme rétractation virtuelle—6591.

M. l'Orateur-Suppléant—Explication de M. Martin doit être acceptée—6591 ; dans ce cas il n'y a pas lieu à inscription au procès-verbal—6591.

Incident clos—6591.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

M. Fowler—Avait le droit d'acheter terres du C.P.R.—6592 ; n'a reçu aucune faveur—6592 ; la commission n'avait rien à voir à ces affaires—6593 ; on s'est occupé des affaires directeurs de la Great Land Coy simplement parce qu'ils étaient conservateurs—6593 ; ce n'était pas une commission d'assurances, mais une chambre d'inquisition—6594 ; on n'a pas examiné les affaires où il n'y avait pas de conservateurs en jeu—6594; tout a été conduit de façon à noircir réputation des témoins—6594; les péripéties de l'assignation Fowler—6596 ; mise en scène théâtrale—6596 ; le bouc—6596 ; le redoutable MacTavish, juge mercenaire de ce gouvernement—6596; le gros Shepley, Torquemada—6597 ; le mépris de cour—6597 ; rien d'irrégulier dans la vente des terres à la Great West Land Coy—6598 ; tous les lots désignés—6593 ; affaire de la concession forestière—6599; la question d'agence—6600; a payé toutes les démarches de sa poche—600; la propriété lui appartenait en propre—6600; si l'Union Trust n'eût pas acheté, il aurait réalisé plus gros bénéfices—6602 ; le ministre de la Justice dit que si ces opérations eussent mal tourné, c'eût été un autre cas comme celui de McGill—6602 ; comparaison odieuse et honteuse—6602 ; le ministre de la Justice pas digne de dénouer les cordons de soulier de M. Foster dont le nom brillera dans l'histoire—6602; cas pas isolé, banques libérales ont failli déjà—6603 ; propriétaire du "Globe" était directeur d'une banque écroulée—6603 ; affaire Okanagan, absolument en dehors du terrain de la commission—6604; affaire propriété Shuswap, difficulté Ryan, commission—6605; rapport pas écrit par commissaires—6605; écrit d'un bout à l'autre par M. Shepley—6605; les deux tiers de sa rétribution devraient être versés au fonds électoral libéral—6606.

M. W. Jackson—Incertitude du public sur l'état des banques—6606 ; quand la banque d'Ontario est tombée, elle payait 7 p.c. de dividende—6606; absence de rapports officiels inquiète le public—6606; historique complet des fraudes d'Elgin-ouest—6610 ; le célèbre télégramme de Preston—6610 ; la commission d'enquête des fraudes siégeant à Saint-Thomas—6610 ; électeurs d'Elgin pas satisfaits du juge MacTavish—6611.

M. Porter—Emportement ministériel inexplicable—6612 ; M. Foster ne se contente pas de maudire ses juges, il en appelle au grand tribunal supérieur, celui du parlement du Canada—6612 ; une enquête était nécessaire sur les assurances, cela ne veut pas dire qu'une commission était nécessaire—6613 ; différence entre cette commission et les cours d'enquête des coroners—6613 ; manque général de confiance du public dans la commission des assurances—6614 ; pas un bon mot en faveur d'aucune des compagnies en opération—6614; l'enquête sur les assurances devait être instruite par le gouvernement lui-même, pas par un corps irresponsable—

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

M. Porter—*Suite.*

616 ; Gladstone et les enquêtes—6616 ; enquête anglaise de 1906 sur les assurances par un comité de la Chambre des Lords—6617 ; J. Tollman Smith et les commissions—6616 ; les trois commissaires étudiés individuellement—6618 ; étrangeté de la procédure suivie—6616; pas d'acte d'accusation, pas de droit de récusation du jury, pas d'avocats des prévenus, pas de contre-interrogatoire—620 ; loi violée à chaque pas—6620; dépense folle de deniers publics—6621 ; vengeance contre M. Foster pour avoir dénoncé scandales libéraux—6622 ; résurrection de l'affaire de la Société de colonisation de tempérance—6622; gouvernement sera puni—6622.

M. Boyce—Nomination juge McTavish contraire à loi 1905—6623 ; décret instituant la commission préparé en secret—6624 ; danger réside dans sa simplicité même—6624; titres du juge McTavish, complaisance dans les horreurs d'Elgin-ouest—6624 ; M. Lungmuir nommé parce que ennemi de M. Foster, dont l'Union Trust faisait concurrence au Toronto Trust Co.—6625 ; l'hon. Aylesworth et M. Foster dans l'affaire Cinq-Mars—6626; l'hon. Aylesworth et M. Bourassa à propos du discours de Wiarton—6626; insinuations lancées en plein parlement au cours de l'enquête pour influencer et préjuger l'opinion publique—6628; indélicatesse de baser accusation politique sur pièces de procédure entre députés—6628; même si tolérée par règles parlementaires, tenue absolument méprisable—6629 ; péroraison pathétique mais peu sincère du ministre de la Justice—6630; ne sied pas au ministre de la Justice de rabaisser un vieux parlementaire de carrière comme M. Foster—6630; le jugement du peuple du Canada à l'égard de M. Foster ne confirmera pas celui du ministre de la Justice—6631 ; se demande si réellement les députés se rendent compte de la valeur de la réputation d'un homme public—6632 ; l'éloge de la commission par l'hon. Aylesworth—6634 ; le juge MacTavish dans le cas présent, pour atteindre son but s'est départi de toutes les règles posées par lui-même dans les commissions antérieures—6634; règles posées pour commission siégeant à Saint-Thomas dans affaire Elgin-ouest—6634 ; juge MacTavish inexcusable d'avoir permis qu'on traitât comme on l'a fait M. Foster—6635 ; a violé son serment comme juge et comme commissaire en laissant introduire dans rapport témoignages mutilés et tronqués—6635; M. Foster en butte à des flèches empoisonnées a vainement tenté de se faire représenter par un avocat—6635; et on appelle cela une commission honnête!—6635; permettre à l'avocat de combiner le rapport avec les juges—6636 ; le comité a épuisé sa patience à tronquer, à émonder les témoignages pour arriver à son but—6636; et maintenant quelle était l'âme dirigeante de toutes ces machinations, était-ce le ministre de la Justice?—6637 ; différence

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

M. Boyce—*Suite.*

d'attitude entre l'hon. Aylesworth et l'hon. Fitzpatrick—6637 ; les ministres de la Justice des temps jadis—6637 ; aussitôt l'hon. Aylesworth arrivé à la justice, les communications écrites et la correspondance cessent—6638; veut savoir combien de fois le ministre de la Justice s'est consulté avec le juge McTavish et M. Shepley au sujet de la rédaction du rapport—6638; combien de changements faits dans projet—6638 ; si le ministre de la Justice voulait réellement être juste, il devrait donner ces détails—6639 ; la comparaison odieuse commise par l'hon. Aylesworth, texte—6640 ; comparer le député de Toronto à un forçat!—6640; les commisions et les pots-de-vins à des députés, le ministre de la Justice en a plein ses dossiers, la Galway Cattle Coy, les Terrains de Moncton—6641 ; tous les scandales—6641 ; Wagner, Nixon, maître de poste de Thessalon—6642 ; la frayeur de la droite en face des menaces de M. Fowler—6642 ; arrêt subit des injures—6642; recrudescence d'injures contre M. Foster qui en appelle seulement à la décence et à la droiture de la Chambre—6642 ; l'indépendance des députés—6643 ; les promesses des candidats ouvriers—6643 ; programme Ralph Smith—6643; promesses Sloan—6644; M. J. Ramsay Macdonald et le mouvement ouvrier canadien—6645; article " Busy Man's Magazine "—6645; effort diabolique pour détrôner M. Foster—6646; désappointement évident des commissaires en face de la faiblesse de leur preuve—6646; paragraphe que la commission eût été heureuse d'ajouter relativement à M. Borden s'il y avait eu moyen—6647 ; regrets de n'avoir pas eu de preuve pour conduire députés conservateurs devant tribunaux—6647 ; somme demandée pour rémunérer telles complaisances trop considérable—6647.

M. W. F. Maclean—Veut discuter conclusions du rapport au point de vue des porteurs de police—6647; il est temps de s'en occuper—6647 ; c'est le département des assurances qui est mis en accusation dans ce rapport—6648 ; ainsi que la division du ministère des Finances qui s'occupe de ce service—6648 ; lettre du gouverneur Hughes au Sénat de l'état de New-York demandant renvoi du surintendant des assurances de l'état, M. Kelsey—6649; le peuple du Canada veut qu'on chasse tout fonctionaire incompétent, comme M. Kelsey—6650; à quoi bon avoir des lois si elles ne sont pas appliquées—6651 ; a suivi les enquêtes au Canada et aux Etats-Unis a retenu un actuaire pour se faire énoncer clairement tout ce qui a été dévoilé—651 ; état des découverts—6651 ; assurance au Canada coûte trop cher—6651; trop d'assurances, concurrence dommageable—6651; rapacité des actionnaires des compagnies—6652 ; excès de capitalisation—6652 ; exclusion des assurés de l'administration des compagnies—6652 ; népotisme—6653 ; les dépôts devraient être aux mains de l'état—6653 ;

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

abus des compagnies filiales de placement—6654; dangers du système d'assurances avec participation aux bénéfices—6654; demande quelles réformes seront accomplies avec deniers demandés pour commission des assurances—6654; inconvénient des compagnies d'assurances qui se transforment en sociétés financières—6656; principes posés par commission—6656; veut nettoyage des compagnies signalées par commission et ce, sur ordre du ministre des Finances—6656; il y a du bon dans le rapport—6657; félicite gouvernement de ce rapport qui signale des abus—6657; absurde doctrine de l'initiative provinciale en matière de poursuites—6658; il faut que cela cesse—6658.

Hon. Fielding—Gouvernement a déjà annoncé qu'il ne pourrait pas présenter à cette session un projet de loi sur l'assurance—6658; lorsque la loi sera présentée il sera temps de la discuter—6658; reproches faits au surintendant des assurances injustifiés—6658; excellent fonctionnaire nommé par sir John Macdonald—6658; l'administration de la loi des assurances est difficile—6659; M. Fitzgerald fait de son mieux—6659; excellent personnel—6659.

M. Lefurgey—Commission a outrepassé ses pouvoirs—6660; a été appelé comme témoin sur choses absolument étrangères aux assurances—6660; les Forestiers ne peuvent pas se plaindre, M. Foster leur a fait gagner en cinq ans $526,000—6660; opinion de M. Stevenson sur opérations des terres de l'ouest—6660; M. Peuchen associé de MM. Fowler, Bennett et Lefurgey, n'a pas été appelé comme témoin parce que c'était un libéral—6661; M. Lefurgey traîné devant la commission pour tenter d'impliquer le nom de M. Borden—6662; l'interrogatoire de M. Griffin—6663; aucun rapport avec la question des assurances—6663; déclaration faite aux journaux quant aux opérations accomplies—6664; s'en tient à cette déclaration—6664; défie n'importe quel député d'attaquer sa conduite—6664; assertion fausse de M. Bourassa—6665; 2 articles du "Herald"—6666; articles faux—6666; déclaration Mann—6666; est prêt à accepter une enquête—6667; demande à M. Bourassa de formuler accusation—6667; accusation d'avoir voté contre G.T.P. après avoir eu en mains les terres du C.P.R.—6667; reproche de faveurs spéciales du C.P.R. sans fondement aucun—6768; on ne dit rien chez les libéraux de l'affaire Robins—6668; toutes les fois qu'on demande de l'escompte à une banque on demande une faveur—6668; ne fait aucune menace à la droite, n'a rien à dévoiler, aussi si l'on veut une enquête, on peut la demander sans crainte—6669; si on n'accepte pas cette offre qu'on cesse de calomnier—6669; a fait une opération honnête et n'en doit de compte à personne—6670; prêt à aller dans son comté et à expliquer la transaction à ses électeurs—6670; si on n'a rien à relever contre lui, on devrait, en justice retirer ce qui a été dit—6670.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Foster—Discutera tant qu'on fera allusion à ces transactions—6671; on peut être injuste et courtois, c'est pourquoi a poliment remercié la commission de sa courtoisie—6671; la ruse déployée par l'avocat de la poursuite—6673; il était impossible de répondre aux questions par un oui ou un non—6672; aurait dû être appelé immédiatement après Dr Oronyhatekha puisque celui-ci disait que M. Foster connaissait seul les affaires du Nord-Ouest et de Kamloops—6672; M. Stevenson ne connaissait rien non plus—6672; M. Lefurgey ne connaissait que ses affaires personnelles—6673; pendant tout ce temps on faisait attendre M. Foster—6673; demande pourquoi on l'a fait attendre—6673; n'a jamais refusé aucun renseignement—6674; a simplement refusé de déposer le livre des actionnaires de la Great West Land Company—6674; ne faisaient pas partie de l'enquête, ne devaient pas être demandés—6674; aurait dû refuser et se faire condamner pour mépris de cour, mais n'a pas voulu poser au martyr—6675; M. Nesbitt a plaidé qu'au moins ces livres ne devraient pas être livrés à la publicité—6675; aucun membre de la Chambre ne consentirait à avoir ses affaires privées exposées de cette façon—6676; l'ordre des Forestiers ne demandait pas plus de temps à être examiné qu'un autre—6676; si le nombre des polices est plus considérable, il n'y a qu'un système unique—6676; les polices, de fait, n'ont pas été examinées du tout—6676; on a passé tout le temps à examiner non les compagnies d'assurances elles-mêmes, mais les compagnies financières filiales—6677; c'était une dépense inutile et injustifiée—6677; les lettre du Dr Oronhyatekha—6678; conseils quant au bureau de direction de l'Union Trust—6678; était adverse à une direction composée exclusivement de directeurs des Forestiers—6678; l'Union Trust, conception de la direction des Forestiers—6679; compagnie avait pris possession de la Provincial Trust et opérait déjà quand il est allé à Toronto—6679; est allé à Toronto gérer non les fonds des Forestiers, mais d'une compagnie de trust en existence réelle—6680; fonds placés dans le syndicat Montagne, en dehors et sans l'intervention de l'Union Trust—6680; n'a jamais touché une commission pour affaire faite par l'Union Trust—6681; plus tard, titres transférés par Dr Montague à l'Union Trust—6682; l'Union Trust recevait un fidéicommis et n'encourait aucune responsabilité—6682; transfert du Dr Montague—6682; Union Trust n'était que fidéicommissaire n'avait pas à toucher l'argent des terres—6682; la réunion de l'Union Trust du 7 novembre—6682; consentement à la remise des actions et à l'inscription d'hypothèque—6684; assemblée ajournée au 13 novembre—6686; garantie hypothécaire primitive subsistait—6688; garantie équivalait à hypothèque—6687; pas prouvé que l'assemblée du 13 n'ait pas eu lieu—6687; toute supposition rationnelle est qu'elle a eu lieu—6688; si l'assemblée n'a pas eu lieu, il en découle toute une série

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DE LA COMMISSION ROYALE DES ASSURANCES—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

de faux, d'où la nécessité de bien établir le point—6688; témoignage Stevenson—6688 ; témoignage Davidson—6692; bien souvent les procès-verbaux ne sont signés qu'à deux ou trois séances subséquentes—6693; raisonnement du colonel Davidson—6692; la seule preuve que l'on donne de la non-existence de ces réunions c'est que le colonel Davidson et l'hon. Ross ne s'en souviennent pas—6694; le colonel Davidson a ensuite endossé le fait accompli—6694; le conflit de 337½ actions—6694; malentendu entre directeurs devait être jugé par les tribunaux et non par la commission—6694 ; ces actions appartenaient à Wilson, McGillivray et Foster—6695; d'ailleurs différend a été réglé—6695; mais veut se laver de l'accusation d'être un contrefacteur—6695; explication de l'absence des signatures, le livre de présence était égaré—6696; a écrit lettre à cet égard à M. Shepley, mais celui-ci n'a pas voulu l'insérer au rapport—6696.

M. W. Roche—S'il y avait une hypothèque sur les terrains, la vente d'une partie n'obligeait pas d'en inscrire une autre—6697 ; chose jugée—6697.

Hon. Foster—Proteste contre comparaison avec félon McGill—6697.

M. Talbot—Demande, si on a empêché M. Foster de dire la vérité à son goût, pourquoi il n'a pas fait ses explications quand on lui a demandé s'il avait quelque chose à ajouter—6698.

Hon. Foster—C'est contre-interroger qu'il aurait voulu—6698.

M. Carvell—Demande quel arrangement intervenu au sujet des parts de faveur?—6698.

Hon. Foster—Cela ne regarde pas l'hon. député—6698.

Hon. Aylesworth—Parallèle McGill—6699; si les opérations de M. McGill avaient réussi comme celles de M. Foster on n'aurait jamais entendu parler de poursuites—6689; le succès des opérations n'était pas un point à examiner par commission—6699; animosité personnelle de l'hon. M. Foster, ne le connaissait même pas en entrant en Chambre—6699 ; a de fortes convictions personnelles datant de famille—6699 ; mais a des amis personnels parmi les députés de la gauche—6700; a peut-être commis une indiscrétion dans affaire Cinq-Mars—6700; rien ne justifie les insultes dont on l'accable—6700 ; n'a fait que son devoir—6700 ; insulte directe Foster: le voilà le conspirateur!—6700 ; n'a jamais dirigé enquête, n'a donné ni conseil, ni ordre, a donné simplement renseignements à M. Shepley qui savait ce qu'il avait à faire—6701.

Hon. Foster—La comparaison du "Globe" entre affaires du Trust et de Banque Ontario—6702.

M. S. Hughes—Hon. Aylesworth, avocat de la Banque d'Ontario—6702; propose réduire crédit à $30,000—6702.

Motion S. Hughes rejetée par 75 à 17—6702.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

IMPRESSION DE L'ENQUETE DES ASSURANCES.

M. Bergeron—Le Sénat a décidé de ne pas imprimer en français—8198.

Hon. Fielding—Sans conséquence—8199; la Chambre a décidé l'impression en français sera imprimée quand même pour les deux Chambres—8199.

ARTICLES IMPREVUS.

Hon. Fielding—Excédents de dépenses—7092; liste détaillée—7093.

TRAITEMENT DE M. FRED. TOLLER.

Hon. Fielding—Relèvement de $300—7905 ; responsabilité de M. Toller—7904.

M. Bergeron—On choisit quelques favoris et on laisse les autres tirer la langue—7905.

M. E. M. Macdonald—Proteste contre relèvement des salaires—7906 ; bien assez d'aspirants pour n'être pas obligé de payer de prime—7906.

M. Miller—Les bons employés sont enlevés par des maisons de commerce, qui paient mieux—7906.

INTERIEUR :

AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA, BRETAGNE ET ETRANGER.

Hon. Oliver—133 fonctionnaires en Canada, 33 aux Etats-Unis, 17 en Angleterre et Irlande, 3 sur continent—6892.

M. J. D. Reid—Plaintes de Canadiens qui prétendent n'être pas aussi bien traités qu'étrangers par agents d'immigration—6892.

M. J. J. Hughes—Se plaint au contraire que les agents dépeuplent les Provinces maritimes en faisant trop d'avantages aux jeunes gens pour quitter—6893; C.P.R. réduit ses passages à un taux ridiculement bas—6893.

M. Daniel—Se plaint que dans l'Ouest les gens les mieux traités ne sont pas nos propres gens—6894; se plaint aussi que l'on ne fasse rien pour faire s'établir des immigrants dans les provinces de l'est—6894; le département d'immigration de l'Intérieur n'a aucune brochure sur le Nouveau-Brunswick—6894.

M. Bergeron—Se plaint de différence entre version française et anglaise du budget—6895; se plaint disparition de documents—6896; informé que Dr Lavoie, sous-agent d'immigration à Québec, est américain et né à Fall-River—6896.

M. Bennett—Demande si M. J. B. Henderson, d'Orilla, a été nommé agent de pdacement de garçons de ferme dans Simcoe—6896.

Hon. Oliver—Oui, reçoit commission $2 pour chaque garçon de ferme placé chez cultivateur—6897.

M. Bennett—Fraude possible—6897; M. Henderson agent électoral libéral—6897; pas besoin d'agent de cette nature à Orilla où demande d'ouvriers constante; demande si nu agent nommé à Collingwood—6899.

Hon. Oliver—M. G. Watson, jeune—6899.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA, BRETAGNE ET ETRANGER—*Suite.*

M. Henderson—Demande nomination agent pour comté d'Halton—6900; demande que public soit informé qu'il n'a pas à payer de commission aux agents—6900.

Hon. Oliver—Expose mécanisme pour obtenir de garçons de ferme.

M. Bergeron—Demande si agents de ce genre nommés dans Québec—6901.

Hon. Oliver—Non, Québec plus à portée des ports de mer—690; seulement dans les cantons de l'est—6901.

M. Barr—Il y a des comtés qui ont trois agents—6902; agents comté de Dufferin excellents—6902; vice général d'immigration—6902.

Hon. Oliver—Bureau d'immigration à Montral, 167 rue Saint-Antoine, tenu par John Hoolahan—6902.

M. Bergeron—Tout le travail est fait par M. Marquette—6902; agent provincial mais devrait recevoir gratification du gouvernement fédéral—6902 d'ifficulté d'avoir main-d'œuvre agricole dans Québec—6902.

M. J. D. Reid—Corrobore témoignage en faveur de M. Marquette—6903.

Hon. Oliver—Récemment convenu que M. Marquette aura droit à commission de $2 pour placement d'ouvriers de ferme—6903; jusqu'à présent Québec et Provinces maritimes étaient foyer d'émigration—6903; envoyer immigration eût été intensifier immigration—6903; demande de main-d'œuvre constitue condition nouvelle—6904; on devra y faire face—6904.

M. Bergeron—Demande local plus spacieux pour M. Marquette 6903.

M. Bourassa—Discussion irrégulière—6905; les agents qu'on discute actuellement ne sont pas payés sur ce crédit—6906.

M. Ward—Se plaint que comté Northumberland soit favorisé aux dépens comté de Durham—6906; quatre agents contre deux—6906.

Hon. Oliver—Il est faux que les étrangers soient mieux traités par les agents que les Canadiens—6908; cependant il faut prendre plus grand soin de ceux qui ne parlent pas anglais—6909; cas d'assistance spéciale absolument extraordinaires—6910; dépendent de circonstances de force majeure—6910.

M. Barr—Les immigrants de l'Armée du Salut reçoivent traitement spécial—6910;.

Hon. Oliver—Dépend des arrangements de l'Armée du Salut—6910; reçoit $5 par tête comme tout autre agent—6910; a en plus subvention de $5,000 pour bureau de Londres—6910; mais ses immigrants ne sont l'objet d'aucune faveur spéciale—6910.

M. Bourassa—Le meilleur colon de l'ouest est le Canadien—6911; veut bien admettre que des étrangers s'établissent au Canada—6911; n'a jamais parcouru la province de Québec pour discuter la question d'immigration—6912; 51 agents d'immigration établis dans les anciennes provinces n'ont pas d'autre mission que d'envoyer immigrants dans l'ouest—6913; tout pour

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA, BRETAGNE ET ETRANGER—*Suite.*

M. H. Bourassa—*Suite.*

l'ouest, l'est a le droit qu'on fasse connaître ses avantages—6914; l'est n'a plus de surabondance de population—6914; on pourrait trouver en France de bons cultivateurs, avec un petit capital qui s'installeraient sur des fermes—6914; de même en Belgique—6915; les anciennes provinces ne rechercheraient pas le nombre, mais la qualité—6915; opposition à l'Armée du Salut—6916; journal "Record", de Londres, citation—6916; devrait pas être encouragé—6916; le Canada n'a que faire d'individus de cette description—6916; veut un recrutement intelligent—6916; méthode à suivre—6917; il faut déterminer au Canada un courant d'immigration pour le Canada tout entier—6917; nos agences ne sont pas pour le Canada, mais seulement pour le Nord-Ouest canadien—6917; Ontario d'un autre côté a 198 agents pour la répartition des travailleurs agricoles, les Provinces maritimes n'en ont aucun et Québec en a un—6918; la vallée du Richelieu et celle du Saint-Laurent ont autant besoin d'un agent que cantons de l'est—6918.

M. Wilmot—Communication du département de l'Intérieur confirmant absence de documents sur Provinces maritimes—6920.

M. Sinclair—Se plaint pas d'agents d'immigration nommés en Nouvelle-Ecosse—6921.

M. Taylor—Agents d'immigration nommés dans Ontario simplement pour besoins d'élection—6921; Québec et Nouvelle-Ecosse solides, pas besoin d'agents—6921; le gouvernement provincial d'Ontario fait son ouvrage de placement des immigrants—6921; employés fédéraux font double emploi—6922; dépenses et gaspillages de ces agents—6922; voyage Dan McGillicuddy—6922.

M. J. D. Reid—Proteste contre paroles de M. Bourassa à l'égard de l'Armée du Salut—6924; proteste contre l'exiguité de l'agence canadienne à Paris—6926.

M. E. Paquet—Premier chapitre de l'immigration bien comprise: "Gardons les nôtres"—6926; fléau émigration aux Etats-Unis—6926; l'œuvre du rapatriement—6926; demande propagande plus active en France—6927; demande propagande au centre des districts ruraux anglais—6928; ne veut pas arrêter affluence des étrangers au Canada, mais la régler—6928; si le gouvernement se hâte de construire Transcontinental, émigration cessera dans comté de l'Islet—6928.

Hon. Lemieux—Emigration de Québec vers Etats-Unis a cessé—6929; maintenant, mouvement migrateur des Etats-Unis vers Canada—6929; rapports du rapatriement—6929; heureux qu'un conservateur reconnaisse un des bons effets au moins du parcours du G.T.P. dans Québec—6929; amélioration de l'éducation, école des hautes études commerciales à Montréal—6930; développement des sociétés coopératives—6930; gouvernement a décidé, après enquête, de proposer loi de création de cais-

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA, BRETAGNE ET ETRANGER—*Suite.*

Hon. R. Lemieux—*Suite.*

ses coopératives—6930; œuvre de M. Fabre —6930; œuvre de MM. Viallard et Foursin Escande—6930; Français n'émigrent pas—6931 ; prudence et méfiance des capitaux—6932 ; peut-être avec une propagande active pourrait-on provoquer un mouvement —6932.

M. Johnston—L'Armée du Salut a établi de ses protégés dans son comté, très satisfaisants—6932; dans Cap-Breton on proteste contre affluence immigrants—6932 · maire de Sydney demande qu'on cesse de lui envoyer des immigrants—6932.

M. S. Hughes—Demande que l'on marque d'une pierre la tombe des victimes du massacre du lac aux Grenouilles dans rébellion 1885—6932.

M. Marshall—Demande qu'on s'occupe de la main-d'œuvre féminine qui fait défaut—6933.

M. U. Wilson—Les agents dans les comtés sont de l'extravagance—6934; le gouvernement n'a pas l'attribution, une fois les immigrants arrivés au Canada, de les répartir par provinces—6954; c'est ainsi que Québec augmente plus vite en population qu'Ontario et que cette province perd des représentants—6954; le gouvernement ne devrait pas encourager le transport des gens d'une province à l'autre—6934; demande à connaître nature de la réclamation de la North Atlantic Trading Co.—6935.

M. Fowler—Lit article du "Witness" au sujet dernier envoi des immigrants de l'Armée du Salut—6936.

M. A. A. McLean—Quel est le nom de l'agent de l'I.P.-E.?—6936.

Hon. Oliver—McLaughlin—6936; essai d'immigration de petits fermiers—6937; propagande dans mère patrie—6937.

M. U. Wilson—Veut savoir ce que le gouvernement va faire pour North Atlantic Trading Co.—6937; opinion de la compagnie sur résiliation du contrat—6938 ; le gouvernement en refusant de donner les noms se rend complice d'un crime—6938.

Hon. Oliver—Avant de résilier contrat a consulté ministre de la Justice—6938; a reçu opinion que gouvernement pas responsable—6938; contrat était passé à condition que le Parlement votât l'argent—6939; affirme mettre en pratique maintenant les opinions qu'il a exprimées comme député et qui sont si souvent citées—6939; système de sélection—6939; les colons qui s'établissent dans l'ouest rapportent plus au pays en général que ceux qui s'établissent dans une province en particulier—6940; mille cultivateurs établis dans la Saskatchewan sont d'un meilleur profit au pays en général que s'ils vont au lac Saint-Jean—6940; il aurait été mauvais au début d'envoyer des ouvriers dans les anciennes provinces déplacer les natifs et les forcer à gagner les Etats-Unis—6940; maintenant que le peuplement de l'ouest a suscité dans l'est une grande demande de travail-

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

AGENTS D'IMMIGRATION EN CANADA, BRETAGNE ET ETRANGER—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

leurs, va s'en occuper—6040; a commencé par Ontario parce que le département avait reçu des demandes de cette province —6941; les Provinces maritimes n'avaient pas encore demandé—6941 ; subventionne le placement d'ouvriers de fermes mais pas d'autres ouvriers—6941; invite lancée aux ouvriers du chemin de fer avec l'espérance d'en faire plus tard des colons—6942.

M. McKenzie—La population des comtés de l'ouest d'Ontario entièrement favorable à l'essai du gouvernement—6943; les agents du gouvernement provincial ne s'occupent que d'un petit nombre de comtés auprès de Toronto—6943; essai très populaire—6943.

M. Lake—Demande à savoir le prix de revient des immigrants par contrée—6944 ; demande si chiffres suivants sont exacts : des Etats-Unis, $4.18 par tête, de Grande-Bretagne, $1.75, des autres pays, $2.32—6944; désire savoir si prix des Etats-Unis s'est augmenté par commande d'exemplaires de publicité du "Free Press" de Winnipeg, $30,000—6944.

Hon. Oliver—Dépense pour "Free Press" judicieuse et utile—6944.

M. Fowler—Il est faux que l'affluence d'immigrants américains soit due à distribution du "Free Press"—6946; ce sont les agents de propriétés qui déterminent ce mouvement—6946; le seul moyen qu'il ne s'arrête pas est de veiller qu'il n'y ait pas de disette de charbon, l'hiver prochain—6947 ; il faut arrêter la grève—6947.

M. Daniel—L'immigration dont on se plaint au Cap-Breton est celle d'ouvriers mineurs—6947; demande que ministre adopte même plan pour immigration au Nouveau-Brunswick—6947.

Hon. Oliver—Ne peut s'engager d'avance—6948 ; veillera au Nouveau-Brunswick—6948.

Hon. Lemieux—Rumeurs de grèves aux houillères de la Passe du Nid-de-Corbeau, inexactes—6948; mineurs ont passé un référendum et voté en faveur de grève—6948; mais se soumettent à un conseil de conciliation—6948; respectent la loi et s'y soumettront—6948; difficulté à propos du nom soumis par propriétaire de houillères—6948; personne proposée paraît intéressée—6948; ont eu vingt-quatre heures pour soumettre un autre nom—6948.

ARPENTAGES, PLANS.

Hon. Oliver—Distribution des partis d'arpenteurs—7460; arpentages de townships au Manitoba—7462.

M. S. J. Jackson—Demande d'arpentages à l'est du lac Winnipeg—7462.

M. S. Hughes—Cette région est exempte de gelées—7463.

Hon. Oliver—Explique méthode et prix de l'arpentage en régie—7463.

Hon. Foster—Appointements des arpenteurs très élevés, exagérés—7466.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ARPENTAGES, PLANS—*Suite.*

M. Staples—Demande réarpentages dans comté de Macdonald—7467.

Hon. Oliver—Quand un township est peuplé, la tâche des réarpentages incombe au gouvernement provincial—7468; s'il est peu peuplé, cela incombe au gouvernement fédéral et il faut s'adresser à l'arpenteur en chef—7469.

DEPARTEMENTS DES AFFAIRES INDIENNES—TRAITEMENT DU PERSONNEL.

Hon. Oliver—Pas d'augmentation—3051.

DEPENSES POUR SUBVENIR A L'ENCOMBREMENT DES TRANSPORTS.

Hon. Oliver—Dépenses contrôlées par Scott et Speers—7482 ; état des graines de semence achetées—7482.

ENTRETIEN, CHEMINS DES SOURCES SULFURUSES DE BANFF.

Hon. Oliver—Crédit de $28,380—7477; augmentation $6,300 ; revenu de $14,044—7477.

ENTRETIEN, ETC., PARC YOHO.

Hon. Oliver—En Colombie-Anglaise—7478 ; Field est la capitale du parc—7478; au lac Louise, pavillon appartient au C.P.R. —7478.

ENTRETIEN DE PONTS ET CHEMINS POUR RESERVE DE HOT SPRINGS.

Hon. Oliver—Legs des gouvernements précédents—7483.

FONDS DES INDIENS MASSISSAGAS DU CREDIT.

Hon. Oliver—Jugement rendu en faveur des Indiens—7496; intérêt non inscrit à payer —7497.

GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU N.-O.

Hon. Oliver—Toute la partie du Canada qui n'est pas organisée en province et Yukon excepté—7476 ; col. Fred. White commissaire—7476.

GOUVERNEMENT DU YUKON.

Hon. Oliver—Gouverneur sera nommé à temps pour se rendre à l'ouverture de la navigation—7482.

GRATIFICATION A VEUVE DE M. J. B. WHITE.

Hon. Oliver—Nomination de M. Davis—6432.

M. W. J. Roch—Demande renseignements sur D. C. McNab—6432.

M. Staples—S'enquiert de M. W. McMillan —6433.

M. J. D. Reid—Demande ce qu'est devenu M. D. McGillicuddy—6434.

Hon. Oliver—Sorti du service, rédacteur à journal de Calgary—6434.

M. S. Hughes—Demande si travaille encore au compte de l'état—6434.

M. Gervais—A donné sa démission de préparateur de l'Index Analytique—6434.

M. W. J. Roche—Se plaint de M. Robert McGregor—6435; intervention politique provinciale—6435.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

GRAVURE, IMPRESSION DE CARTES.

M. Bergeron—Demande distribution de cartes dans toutes les écoles du pays—7478.

Hon. Oliver—6,000 exemplaires imprimés du grand Atlas—7479; pourra pas être distribué aux particuliers—7479; sera distribué aux grandes institutions—7479.

M. Sinclair—Se plaint qu'on fasse peu de cas de l'est dans toutes ces cartes—7479; Port Country pas signalé—7480.

M. Daniel—Se plaint que Saint-Jean soit marqué en vert—7480; les Irlandais pas en majorité—7480.

M. Bergeron—Demande de quelle couleur on marque les Canadiens-français ?—7480.

IMMIGRATION.

Hon. Oliver—Donne répartition crédits supplémentaires—7480; différend entre gouvernement et N. A. Tdg. Coy. se résume à ceci : le contrat est rompu et la Compagnie réclame prime sur 1,500 immigrants —7481; ce que nous contestons—7481; affaire sera réglée bientôt—7481.

INDIENS DE BABINE, COLOMBIE-ANGLAISE.

Hon. Oliver—Arrangement entre Indiens et département des pêcheries—7497; pour leur acheter des terres arables, la pêche leur étant interdite—7497.

INDIENS DE COLOMBIE-ANGLAISE.

Hon. Oliver—Donne confession religieuse de chaque école et montant payé par tête—7495.

NOUVELLE-ECOSSE—SURVEILLANCE DES INDIENS.

Hon. Oliver—Réserves isolées—7497; besoin de les surveiller—7498 ; poste nouveau—7498.

INDIENS ONTARIO ET QUEBEC.

M. Bennett—Félicite gouvernement de vendre aux enchères les îles de la Baie Georgienne appartenant aux Indiens—7483.

M. Boyce—Demande qu'on livre à la colonisation réserve des Indiens de Garden River—7483.

M. Herron—Demande qu'on livre à colonisation réserve des Indiens près de Cardston—7483.

M. Clements—Demande de surveiller locataires de l'île Saint-Antoine, dans le district du lac Saint-Clair—7484.

M. Armstrong—Ecoles indiennes mal tenues —7485.

M. Lalor—Félicite ministre des changements accomplis dans écoles des indiens des Six-Nations—7485.

Hon. Oliver—M. John Fraser, de North Bay, a été nommé inspecteur et estimateur à l'île Manitoulin—7489.

M. Bennett—Vient d'Algoma, suspect—7489.

M. Herron—Se plaint que 500 chevreuils massacrés l'année dernière à Pincher Creek—7480.

Hon. Oliver—Affaire provinciale—7480.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

INDIENS, ONTARIO ET QUEBEC—*Suite.*

M. R. L. Borden—Veut savoir comment on vend le bois des réserves indiennes—7490; si on s'applique à utiliser les coupes—7490; à assurer la survivance de la forêt—7490; exemple de la Saxe—7490.

Hon. Oliver—Seule précaution, limite de la grosseur du bois qu'on peut couper—7491.

M. Sproule—Suggère que les droits sur les coupes soient augmentés à mesure que le prix du bois augmente—7492.

M. Boyce—Discute responsabilité réciproque des gouvernements provincial et fédéral quant aux chemins traversant les réserves—7494.

M. Bennett—Dépenses traité nº 9—7494; dépenses Joseph Laurin—7494; frais légaux Louis Heyd—7494.

Hon. Oliver—Crédit spécial pour porter, à la demande des indiens d'Oka, leur cause au Conseil privé—7495.

MINISTERE DE L'INTERIEUR—TRAITEMENTS DU PERSONNEL ADMINISTRATION CENTRALE.

Hon. Oliver—Augmentation de $2,982.16—2051; cas de L. M. Fortier—3051.

OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE.

Hon. Oliver—Personnel et salaires—7473; augmentation—7473.

OBSERVATOIRE ET DELIMITATION DES FRONTIERES.

Hon. Oliver—Explique travaux de démarcation de frontières entre Canada et E.-U.—7475; entre Nouveau-Brunswick et E.-U.—7473; détermination du 14e méridien entre Alaska et Yukon—7475.

PAIEMENTS AU DR MADORE POUR SOINS AUX INDIENS DE SELKIRK.

Hon. Oliver—Circonstances dans lesquelles les soins ont été rendus—7497; certifiées par M. Congdon et par commissaire gendarmerie à cheval—7497.

PROTECTION DES ESSENCES ET SYLVICULTURE.

Hon. Oliver—Donne lecture explications Stewart sur augmentation—7470; départ de MM. Stewart et Craig—7470; M. Stewart remplacé par M. R. H. Campbell, secrétaire de l'association fédérale de sylviculture—7470; annule les deux fonctioins—7470.

Hon. Foster—Economie de bouts de chandelles de perdre les services d'experts par économie de quelque dollars—7470.

Hon. Oliver—Si nous voulons garder au service de l'état les employés réellement nécessaires, il nous faudra relever les salaires—7472.

Hon. Foster—Proteste contre groupement des crédits—7472.

RAPATRIEMENT DES IMMIGRANTS REFUSES.

Hon. Oliver—Cent trente-sept renvoyés—7481; les rigueurs de l'inspection détourneront institutions de charité d'envoyer immigrants pas désirables—7482.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SERVICE EXTERIEUR.

Hon. Oliver—Détail dépenses—6430.

M. Fowler—Propose augmentation pour Philippe Wagner—6430.

M. S. Hughes—Demande si M. Linch reçoit augmentation—6430.

M. J. D. Reid—Demande nouvelles de M. Nixon—6431; nouvelles de M. Moberley 6432.

TRAITEMENT DE C. T. JUST.

Hon. Olievr—Pour rembourser traitement retenu pendant sa suspension par Preston—6428.

M. Taylor—Devrait être défalquée de traitement Preston—6420.

INSTALLATION DU PERSONNEL DE BRANCHE TECHNIQUE.

Hon. Oliver—Détail des travaux à exécuter par J. et C. Low, d'Ottawa, $3,368.33—6429.

M. S. Hughes—Eloge de M. White—6429; devrait avoir haut main sur tous travaux du département—6430.

M. Fowler—Prix élevé pour réparations—6430.

Hon. Oliver—M. Ewart consulté—6430.

YUKON—TRAITEMENT ET DEPENSES.

Hon. Oliver—Détail des dépenses—6436; économie, $35,000—6436.

M. Fowler—M. Lithgow, commissaire intérimaire du Yukon, sera-t-il confirmé dans position ?—6436.

Hon. Oliver—Pétitions pour et contre—6436.

M. Fowler—Trop de gros fonctionnaires au Yukon—6436; nous avons reçu de ce pays beaucoup moins que nous aurions dû—6436; déficit de 2 millions dans perceptions—6436; trop de dépenses pour population de 6,000—6436; pas besoin de 3 juges—6437.

Hon. Oliver—Beaucoup de vrai—6437; cependant chiffre de population n'est pas mesure légitime de dépense—6437; coûterait pas davantage pour administrer 20,000 âmes—6437; conséquence d'un gouvernement distinct—6438; frais d'existence encore très élevés—6438; tableau des dix employés congédiés—6438; difficile congédier des juges—6448; dans le temps où procès étaient nombreux, trois juges ont été nommés pour pouvoir former tribunal d'appel—6440.

M. Marshall—Tableau comparé des frais d'administration de la justice, par province et au Yukon—6440.

M. Blain—Signale refus de M. R. Smith d'aller au Yukon—6441.

M. Taylor—Demande si M. Smith deviendra ministre de l'intérieur et si M. Oliver ira au Yukon—6441.

Hon. Oliver—Noms et traitements des conseillers du Yukon—6442.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

JUSTICE.

ALLOCATION DE SUBSISTANCE AUX JUGES DU YUKON.

Hon. Aylesworth—Tableau comparatif et détails de la différence du prix de l'existence au Yukon en 1906—8195; informations du juge Craig—8196.

M. Thompson—Prix des pommes de terre—8197; impossible comparer prix ici et au Yukon—8197.

BIBLIOTHEQUE COUR SUPREME.

Hon. Aylesworth—Dépense sera de $35,000—7909.

M. Gervais—Demande achat livres de droit français—7900.

GENDARMERIE A CHEVAL.

Hon. Fielding—Economie de $265,000—8056; plus $150,000 retirés de l'Alberta et Saskatchewan—8056; économie totale $415,000—8056.

M. M. S. McCarthy—Se plaint un homme enlevé à Cochran, Alta—8056; plaintes O. Cotton—8057.

M. Herron—Se plaint paye insuffisante—8057.

M. Fowler—Hommes envoyés aux mines contre grévistes—8058.

GENDARMERIE A CHEVAL.

Hon. Aylesworth—Cinq gendarmes ont droit à un relèvement de salaire—6949.

M. Fowler—Demande si gendarmes sont de service au parlement le dimanche—6950; pour surveiller la buvette.

Hon. Aylesworth—Pas du ressort de ministre de justice—6950.

INDEMNITES AUX GENDARMES BLESSES DANS SERVICE.

M. S. Hughes—Demande scrips pour police montée ayant servi en 1885—8058.

PENITENCIERS.

Hon. Aylesworth—Augmentation due à l'élévation des salaires l'année dernière—8198.

REFONTE DES STATUTS FEDERAUX.

Hon. Aylesworth—Un exemplaire de la série des quatre volumes distribué par député—8198; recevront trois exemplaires—8198.

TRAITEMENT DE J. MULLIN.

Hon. Aylesworth—Relèvement de $200—7904; exposé des motifs—7904.

MARINE ET PECHERIES.

APPOINTEMENTS.

Hon. Brodeur—Fait passer 14 surnuméraires dans classe permanente—5938; ont subi avec succès examens—5998.

APPOINTEMENTS ET DEBOURSES GARDIENS ET INSPECTEURS DE PECH.

M. Bergeron—Dans Beauharnois, inspection défectueuse—6066.

Hon. Templemean—Définit pouvoire des inspecteurs et gardiens—6066.

M. W. T. Roche—Se plaint inspecteur lac Winnipegosis—6066; les filets pour jackfishes—6066.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

AVOCATS POUR RCLAMATIONS RELATIVES AUX PECHERIES.

Hon. Templeman—Provinces réclament part de la sentence arbitrale d'Halifax—6148; cause soumise au Conseil privé—6148; service de M. Gibbons avocat retenus—6148.

BATEAU POLICE POUR GENDARMERIE A CHEVAL BAIE D'HUDSON.

Hon. Templeman—Dépense totale, $87,000—6124.

CHENAL DE NAVIGATION DU SAINT-LAURENT.

Hon. Brodeur—Travaux effectués en 1906—5946; chenal de 30 pieds à marée basse, de Bastican à Montréal, 110 milles—5946; pour le reste 27½ p. à marée basse—5946; reste six à sept milles à draguer—5947; drague spéciale à Sorel pour argile schisteuse—5947; drague "Galveston" travaille à la batture Beaupré—5947; drague "Israël Tarte" a bien fonctionné—5947; il faudra encore deux saisons de travail pour avoir profondeur uniforme de 30 pieds et largeur 500 pieds—594; chenal sera éclairé partout où il est dragué—5948; de Sorel à Montréal steamers voyagent la nuit—5948; dragueur neuf coûtera environ $215,000—5849.

COMMISSION DES PECHERIES.

Hon. Templeman—Travaux à faire par commission sur Pacifique et dans Baie Georgienne—6118; crédit demandé $15,000.

M. Bnnett—Proteste contre paiements à MM. Noble et Birnie—6119; M. Birnie et ses capacités—6120; ses dépenses, typewriter—6120; on parle de nommer M. Birnie juge—6121; M. Birnie et une cause de séduction—6122; demande que la commission cesse ces séances—6122; l'enquête quant aux pêcheries de la Baie Georgienne est une farce—6123; tout devrait être suspendu—6123.

Hon. Templeman—Rien ne sera fait avant retour de M. Prince—6123.

CONSTRUCTION ET MAINTIEN DE STATIONS DE TELEGRAPHIES SANS FIL.

Hon. Fielding—Télégraphe sans fil désignée sans spécifier Marconi—8214; pour permettre emploi n'impore quelle méthode d'éthérographie—8214.

CONSTRUCTION, OUTILLAGE, SIGNAUX SOUS-MARINS, VAISSEAUX CONVENABLES POUR CONSTRUCTION.

Hon. Templeman—Détail des dépenses—6044; bateau sur le lac à Parry Sound $250,000—6045.

M. Sinclair—Naufrage de la "Lena M" près de Whitehead—6045; survenu à cause bouée mal placée par l'"Aberdeen"—6046; propriétaire goélette devraient être indemnisé et cap. "Aberdeen" destitué—6046.

Hon. Foster—C'est aller trop loin—6046; autant vaudrait rendre gouvernement garant de tous les accidents de navigation survenant dans le pays—6046.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CONSTRUCTION, OUTILLAGE, SIGNAUX SOUS-MARINS, VAISSEAUX CONVENABLES POUR CONSTRUCTION—*Suite.*

Hon. Templeman—Le service des bouées est une faveur et non une obligation—6046 ; capitaine qui commet erreur encourt peine disciplinaire et c'est tout—6046.

M. Ames—Demande en vertu de quel principe certaines dépenses de phares sont portées au compte du capital et d'autres au compte du revenu—6047.

M. Alcorn—Rappelle promesse bouées lumineuses dans baie de Fundy—6049.

Hon. Templeman—Crédit de $90,000 permettant installer 18 cloches—6049.

CROISEUR POUR PROTECTION PECHERIES PACIFIQUE.

Hon. Templeman—Plans du nouveau navire—6082; soumissions seront demandées—6082.

M. Macpherson—Contrat devrait être donné à l'un des chantiers du Pacifique—6082; pas de soumissions en dehors province Colombie-Anglaise—6082.

Hon. Foster—Il ne serait pas sage d'inscrire cette restriction—6083; cependant si même les soumissions étaient un peu plus élevées de la part de constructeurs de la C.A., ils devraient avoir davantage—6083; il est bon de faire avancer cette province de la côte du Pacifique—6084.

ECOLE DE SALAISON DE POISSON.

Hon. Templeman—Expérience à Souris, I. P.-E., juillet 1905—6099; ont démontré excellence méthode et rapporté joli bénéfice—6049.

M. A. A. McLean—Le gouvernement a simplement monté maison de commerce—6100; fait concurrence aux autres saleurs—6100; a fait monter le prix du poisson et l'enlève aux autres saleurs—6100 ; établissement politique—6100; on s'y occupe du commerce et non de l'instruction—6100.

M. J. J. Hughes—L'affaire de la cargaison d'Halifax refusée—6102; institution destinée seulement à préparer poisson pris par pêcheurs des environs—6102; même méthode que pour enseigner maturation du fromage—6102; résultats obtenus pour salaison du poisson—6102; on demande pour les chiens de mer des expériences qui rapportent du profit, en voilà un cas—6203.

Hon. Templeman—Impossible de plaire aux gens de l'Atlantique—6104; si le gouvernement fait des dépenses pour chien de mer, il est blâmé—6104 ; s'il fait des recettes pour hareng, il est blâmé encore—6104.

Hon. Foster—Voudrait qu'on donnât plus d'importance à la partie d'enseignement et moins à la partie commerciale—6106 ; injustice de la concurrence—6106.

M. Sproule—Pêcheurs devraient être mis à même de faire préparer leur poisson par l'usine—6108.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ENCOURAGEMENT DU TRANSPORT DU POISSON FRAIS.

Hon. Templeman—Pour faciliter transport du poisson frais des Provinces maritimes à Montréal et à Toronto—6109; expériences—6109.

M. Bennett—Demande si transport poisson de Baie Georgienne à Toronto serait aidé également—6110 ; demande qui désignera heureux bénéficiaires des primes—6109.

Hon. Haggart—Monstrueux de proposer d'aider à même les fonds publics certains industriels à transporter leurs marchandises—6110.

M. Loggie—Frais de messagerie excessifs—6110; beaucoup moins élevés de Boston et New-York, à Montréal et Toronto que des Provinces maritimes—6110 ; gouvernement devra faire arrangements avec compagnies de messagerie pour compenser tarif imposé aux expéditeurs—611.

M. Bennett—Redoute que MM. Markey et McNee n'absorbent toutes les primes—6112.

Hon. Templeman—Projet pas encore formulé dans tous ses détails—6112; si le crédit est voté cette année, on pourra juger l'année prochaine de son application—6113.

Hon. Fielding—Gouvernement a bien conclu arrangements avec compagnies de transport pour réduire frais de transport des produits périssables—6113 ; du blé—6113 ; du fromage—6114; bien légitime de chercher à remplacer poisson américain par poisson canadien sur notre marché—6114; si on approuve principe, devrait voter crédit—6114; promet sera bien employé—6114.

Hon. Foster—Serait disposé à voter fonds si assuré qu'ils seront employés pour arrangements frigorifiques et non à solder frais de transport—6114.

M. Sinclair—Approuve crédit—6116; voudrait que gouvernement fit arrangements avec compagnies de messageries pour les obliger à accepter petites quantités dans wagons à glacière—6116 ; actuellement acceptent seulement un plein wagon—6116 ; conditions actuelles d'expédition—6116 ; gouvernement paierait différence si le chargement total n'atteignait pas certain poids—6116; on suggère aussi petits wagons-glacières—6117.

M. Sproule—Somme déjà votée pour transport frigorifique aux crédits département Agriculture, texte—4117.

Hon. Fielding—Promet de faire pour poisson seulement ce qui s'est fait pour les produits agricoles—6118.

ENTRETIEN DES STEAMERS ET BRISE-GLACES.

Hon. Brodeur—Même crédit que l'année dernière—5938 ; emploi projeté—5938; réparations importantes faites en régie, à Sorel—5938.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES POUR LA BOETTE.

Hon. Templeman—Relevé des dépenses 1905-1906—6086 ; projets pour l'avenir—6086 ; réussite générale—6086.

M. J. D. Reid—Demande déclaration quant aux bancs d'huîtres—6087.

Hon. Fielding—Exposé de la question—6088; les provinces peuvent percevoir montants des permis—6088 ; mais réglementation doit appartenir à gouvernement fédéral—6088.

M. Bergeron—Pêche mal surveillée dans eaux du Saint-Laurent entre Montréal et Cornwall—6088 ; loi pas assez rigoureuse maintenant qu'inspecteurs nommés par province—6088.

M. J. D. Reid—Question devrait être soumise aux tribunaux—6088.

M. Lefurgey—Plaintes dans la baie de Malpèque—6090.

M. Ames—Les règlements quant à la dimension des mailles des rets pour la pêche au saumon et à la levée des filets le dimanche ne sont pas observés sur la côte de Gaspé et de Bonaventure—6090; observations personnelles—6090.

M. Loggie—Donne renseignements sur les filets de pêche aux saumons—6091; sur relève des filets dimanche—6091.

M. Ganong—Demande détails de la réussite des expériences de l'expert Cowie—6093 ; expériences du gouvernement réussissent toujours au dire des ministres—6093; poulets, poissons, etc.—6093.

M. Sinclair—Expose résultats obtenus—6093.

M. Ganong—On n'a pas fait d'essai sur hareng de la rivière Quoddy, le plus beau du pays—6094.

M. McKinnon—Les expériences d'engraissement des poulets ont rapporté des bénéfices à la population—6094; grande amélioration dans procédé de conservation du hareng—6094.

M. Ganong—Difficulté réside dans barils—6095 ; obligation d'importer d'Ecosse—6095.

M. Sinclair—Fabriqués maintenant avec épinette—6095.

ETABLISSEMENTS DE PISCICULTURE.

Hon. Templeman—Nouveaux établissements en construction—6068.

M. Barr—Le coût de l'établissement de Wiarton—6068 ; dépassera prévision de $5,000—6069 ; promesse électorale—6069.

M. Sproule—La corruption électorale par la pisciculture—6070.

M. Telford—Emplacement de Wiarton choisi longtemps avant l'élection—6070 ; avait demandé construction à Owen-Sound et n'a pas pu réussir—6071.

M. Sproule—La rivière au Castor à Thornbury aurait été la meilleure place—6072 ; tergiversation électorale—6072.

M. Barr—Si M. Tolmie n'avait pas été élu, on aurait gardé cet appât pour autre élection—6072.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ETABLISSEMENTS DE PISCICULTURE—*Suite.*

M. McKenzie—Seule cause du retard a été mort de l'hon. Préfontaine—6073; Wiarton choisi depuis longtemps—6073.

M. Clements—Demande établissement pisciculture pour district de Rondeau—6073 ; $48,000 par année dépenses pour pisciculture en C.A., et seulement $14,000 dans Ontario—6074; poisson séché des Grands Lacs peut rapporter à New-York $40 la tonne de plus que celui de Colombie-Anglaise—6074; devrait être protégé davantage—6074.

Hon. Templeman—Lac Erié suffisamment approvisionné par établissement Sandwich—6074; en 1905, Colombie-Anglaise tenait la tête des provinces pour revenu des pêcheries—6074.

M. Bergeron—Il importe de veiller aux pêcheries de la Colombie-Anglaise, on dit que les Américains ont beau jeu—6076.

M. Ganong—Les crédits ne contiennent rien pour la baie de Fundy—6077 ; probablement parce que comté de Charlotte n'a pas voulu voter libéral.

Hon. Templeman—Dépenses pisciculture de Québec—6078; de l'I.P.-E.—6078.

M. Lefurgey—La côte méridionale de l'I.P.-E. n'a rien—6077; nécessité d'un établissement à la baie d'Egmont pour sauver le homard à l'I.P.-E.—6078.

M. McLennan—Demande vivier près pisciculture de Margaree—6078.

M. Ames—Demande que gouvernement recherche collaboration des grands clubs—6079 ; seraient certainement disposés à coopérer pour leur part au mouvement de repeuplement—6079 ; la question de la pêche du saumon au filet à Gaspé—6080 ; dépeuplement à craindre—6080.

Hon. Templeman—Gouvernement ne pourrait pas contribuer à entretien établissement pisciculture appartenant à un club—6080.

EXPERTS POUR UNIFORMISER TENUE DES LIVRES DU DEPARTEMENT.

Hon. Templeman—Rapport Falconer quant au travail fait—7893; liste des assistants employés—7896; aucune accusation ni rapport défavorable contre fonctionnaires actuels—7897; comptable actuel, M. Owens, $2,400—7897.

M. Bergeron—On paie $2,400 par année au comptable et $40 par jour au vérificateur—7898.

HOPITAUX DE LA MARINE.

M. Daniel—Taxe plus que suffisante pour les besoins—6055; laisse excédent chaque année—6055; devrait être abaissée ou abolie—6055.

M. Sinclair—Si on abolissait taxe, faudrait adopter système anglais, que chaque navire prît soin de ses malades—6055; impossible avec rareté des hôpitaux—6055 ; si on s'occupait mieux des pêcheurs, il n'y aurait pas d'excédent—6055.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

HOPITAUX DE LA MARINE—*Suite.*

M. McLennan—En faveur hôpital dans détroit de Canso—6056.

M. W. Roche—Vaisseaux faisant seulement escale dans un port se plaignent d'avoir à payer taxe d'hôpitaux—6056; évitent les ports de la Nouvelle-Ecosse pour échapper à l'impôt—6056.

M Ames—Si excédent recommande station du Dr Grenfell à Harrington, Labrador—6057.

M. Daniel—Département devrait payer frais d'hospitalisation des marins atteints de petite vérole—6057; internés par ordre des municipalités—6057.

M. McLennan—A même l'excédent on devrait relever salaire du médecin de l'hôpital d'Hawkesbury—6058.

INDEMNITE VEUVE DR HARRISON.

Hon. Templeman—32 ans directeur de l'observatoire de Frédéricton, N.-B.—6138; $300 par an, deux mois de salaire d'indemnité—6138.

INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET SERVICE HYDROGRAPHIQUE.

Hon. Templeman—Travail de M. Tormie—7899; historique des soumissions du steamer du service hydrographique—7900; adjugé à compagnie de chemin de fer maritime de Colombie-Anglaise, $143,000—7900.

LEVES HYDROGRAPHIQUES.

Hon. Templeman—Détail des travaux à exécuter—6052.

M. Ames—N'admet pas qu'on étende ces travaux au lac Timagami—6053; c'est simplement pour le plaisir des touristes—6053; lac Témiscamingue plus important—6054; on ne fait pas de relevé—6054.

MILICE NAVALE, FRAIS "CANADA" VAISSEAU ECOLE.

M. Daniel—Sur les dépenses de l'année dernière $2,500 figurent pour voyage du ministre en Europe—5945.

Hon. Brodeur—L'année prochaine, beaucoup plus de marins seront embarqués—5945; autre croiseur sera placé sur côte du Pacifique—5945.

OSTREICULTURE.

Hon. Templeman—Travaux à faire prochaine saison—6084.

M. A. A. McLean—Etat de la discussion entre pouvoir fédéral et provincial quant à titres sur banc d'huîtres—6085; provinces prétendent pouvoir réglementer la pêche—6085; dans ce cas, c'est de l'argent gaspillé—6085.

M. Sproule—Il faut tenter dernier effort pour régler question—6085.

PHARES ET BATEAUX-FEUX.

M. Daniel—Le "Lurcher"—6042; trop souvent absent de son mouillage, réparations, charbon—6042.

Hon. Templeman—Gouvernement n'achètera pas un bateau plus puissant—6043; mais un phare de réserve—6043.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PHARES ET BATEAUX-FEUX—*Suite.*

M. Law—Phare n'a été absent que trois semaines en tout dernière saison—6043; capacité du vaisseau—6043; aptitudes du capitaine—6044; phare dans un endroit très exposé—6044.

PHARES ET SERVICE COTIER.

Hon. Templeman—Augmentation de crédit pour remanier salaires gardiens de phares en certaines provinces—6038; fait dresser liste et classification, rapport pas encore reçu—6039; s'applique aux gardiens de phares des eaux intérieures, aussi bien que maritimes—6039.

M. W. Jackson—Gardien de phare de Rondeau—6039.

M. Henderson—Gardien phare de Bronté—6040.

M. J. D. Reid—Demande comment service accuse une augmentation de $22,000 puisqu'avec service automatique on se dispense de certains gardiens de phares—6040; n'est pas opposé à lumière acétylène, évidemment meilleure—6040; mais s'étonne de ne voir pas de diminution dans frais d'entretien—6040.

Hon. Templeman—Nombre des phares augmenté—6041.

M. Ames—Inégalité du paiement des gardiens de phares des lacs—6041; paiement des mécaniciens—6041.

M. H. S. Clements—Rémunération actuelle dérisoire—6042.

M. Wm. Wright—Demande éclairage embouchure rivière Muskoka—6042.

PROTECTION DES PECHERIES.

M. A. A. McLean—Difficultés entre autorités fédérales et provinciales au sujet surveillance des pêcheries côtières et d'eau douce—6081; les bancs d'huîtres—6081.

Hon. Templeman—On espère régler question à la conférence des premiers ministres provinciaux—6081; aucun résultat—6081.

M. Bennett—Service des phares coûtait en 1897, $44,742, a coûté l'année dernière $2,530,377—6138; ce n'est pas la comptabilité qui est mauvaise, l'administration du département est scandaleuse—6138; les transactions Merwin—6139; les achats du "Kestrel", détail, compte, auditeur général—6140; luxe démoralisant—6140.

M. Fowler—Mélange anti-Pitt à 25 cts la livre—6141.

M. Macpherson—C'est de l'huile pour graisser machine—6142.

M. Fowler—Se plaint que les marins du "Canada" mangent de la perdrix—6142.

Hon. Templeman—Rien d'extraordinaire à acheter quelques primeurs à bord des bateaux de l'Etat—6143.

M. Bennett—Invite les ministres à venir discuter la question dans Simcoe-est—6141; demande qu'on réponde à requête à propos d'un phare à Waubaushee—6146.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PROTECTION DES PECHERIES—*Suite.*

M. Kennedy—On trouve dans les provisions d'un camp de bûcheron bien tenu en C.-A. la plupart des articles relevés par M. Bennett—6147; on ne traite pas les hommes comme des animaux—6148; les jours de fête on leur donne aussi du fromage McLaren—6148.

RECOMPENSES POUR SAUVETAGES ET POSTES SAUVETAGE.

M. Sproule—Demande installation de sauvetage à Lion's Head—5939.

Hon. Brodeur—Salaires et distribution des postes de sauvetages—5940.

M. A. C. Macdonell—Signale besoin d'appareils de sauvetage dans port de Toronto—5940; naufrage du "Resolute"—5940.

Hon. Brodeur—Mort des matelots du "Resolute" pas due à faute poste sauvetage—5941; capitaine Ward était employé ailleurs—5941.

M. Daniel—Ville de Saint-Jean entretient à ses frais un bateau de sauvetage—5942; le Gouvernement devrait prendre ce bateau à sa charge—5942.

Hon. Brodeur—Ancien système volontaire, comme en Angleterre—5942; nous avons adopté système des Etats-Unis, entretenu par gouvernement—5942.

M. A. A. McLean—Besoins de l'I.P.-E.—5942.

M. Blain—Gouvernement doit se montrer généreux pour les sauveteurs volontaires—5942.

REDUCTION DU CHIEN DE MER.

Hon. Templeman—Opération des usines de réduction en 1905-06—6095; recettes et dépenses—6095.

Hon. Foster—Si le gouvernement entreprend destruction du chien de mer il se lance dans entreprise permanente—6096; il importe de savoir sur quel pied cette opération peut s'exécuter—6097; veut savoir résultats obtenus jusqu'à maintenant au point de vue de la destruction—6097; demande offrir un prix pour découvrir germe destructeur du chien de mer—6097.

Hon. Fielding—Expériences de mise en conserve comestible du chien de mer—6098.

Hon. Templeman—Engrais produit analysé, équivaut à engrais de vente courante de $30 la tonne—6098; tout chien de mer acheté aux pêcheurs $4 la tonne—6099.

M. Clements—Demande que gouvernement se livre à la destruction de la carpe—6099.

REGLEMENT RECLAMATION QUEBEC COAL CO.

Hon. Templeman—Règlement prétendus empiétements de navires de l'Etat sur quai Compagnie à Sorel—6124; réclamation $2,700, réglée pour $1,000—6124.

REORGANISATION DE LA COMPTABILITE.

Hon. Foster—L'état a des spécialistes comptables à quoi bon dépenser $25,000 au dehors?—6125.

Hon. Fielding—Sont occupés—6126.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

REORGANISATION DE LA COMPTABILITE—*Suite.*

M. Sproule—Dépense mystérieuse—6126.

Hon. M. Foster—Il ne s'agit pas de créer un nouveau système—6127; simplement de préparer des formules—6127; montant abominablement trop élevé—6127.

Hon. Templeman—Ministre compte engager expert, M. Falconer, de Montréal—6127; intention évidemment excellente—6128.

M. Blain—Voilà un département qui existe depuis quarante ans—6128; maintenant on vient nous dire qu'aucun comptable n'y a jamais su ce qu'il faisait—6129.

Hon. Templeman—Expert à l'œuvre depuis six mois—6130; a revu toute comptabilité—6130; a inventé système plus expéditif et plus sûr—6130; $12,000 déjà dépensés—6130; argent jusqu'à présent a dû être pris sur crédits des améliorations du chenal—6131; exécutés en grande partie à Sorel—6132; croit même que les $25,000 déjà totalement dépensés—6131.

Hon. Fielding—Aucune irrégularité de dépenser fonds votés pour chenal maritime, à vérification des écritures s'y rattachant—6132; ce crédit est un crédit général—6132.

M. Sproule—Ne s'opposerait pas au crédit si on montrait quelque chose à corriger—6134; veut savoir la raison de cette revue de six années—6134; on doit cacher à la Chambre quelque chose de radicalement mauvais—6134.

M. Henderson—Erreurs nombreuses relevées dans les comptes publics—6135; comptabilité absolument lâchée—6136; négligence donnant prise au soupçon—6136; méthodes de comptabilité radicalement mauvaise—6136.

Hon. Fielding—Prouve justement utilité du crédit—6136; ministère des finances peut bien ne pas être sans tache—6137.

SERVICE DE SIGNAUX ENTRE MONTREAL ET OTTAWA.

Hon. Brodeur—Stations et signaux téléphoniques, le long du chenal—5949; demande de la Fédération des Armateurs—5949; exemple de nécessité—5949.

STATIONS BIOLOGIQUES.

Hon. Templeman—Une à St. Andrews, Canso et Malpèque—6108; une va être construite sur côte du Pacifique—6108.

STATIONS DE SAUVETAGE.

M. Daniel—Demande que gouvernement prenne à sa charge canot de sauvetage de Saint-Jean—7892.

Hon. Templeman—A l'étude—7892.

STEAMER POUR OPERATIONS HYDROGRAPHIQUES EN C.-A.

Hon. Templeman—Service fait par marine impériale actuellement—6054; quand vaisseau sera construit, service sera fait par Canada—6054; coût total du vaisseau projeté $161,000—6054.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SUBVENTION AUX ENGINS DE SAUVETAGE DAVIE ET FILS.

M. J. D. Reid—Réclamation Leslie sauveteur du "Bavarian"—5943; demande subvention pour établir matériel sauvetage au voisinage des Sept-Iles—5943; voudrait transporter son matériel de Terre-Neuve—5944.

SURVEILLANCE DES EAUX SEPTENTRIONALES DU CANADA.

Hon. Brodeur—L' "Arctic" hiverne sur côte nord-est de la baie de Baffin—5944.

M. P. D. Reid—On vient de découvrir un autre compte de $40,0000—5944; impossible examiner cette année ce compte au comité des comptes publics à cause présence indispensable en Chambre du ministre—5944; demande promesse que pourra examiner l'année prchaine—5944.

Sir W. Laurier—Promet examen si on veut clore le débat maintenant—5945.

TELEGRAPHE MARCONI.

Hon. Templeman—Détail des installations en perspective—6049; quinze postes actuellement aux mains ministère Marine—6049; pas un seul sur Pacifique, mais devront être construits—6050.

M. Ames—Poste Clarke-City aux Sept-Iles sert seulement à la manufacture de pulpe—6050.

M. Ganong—Le pays paie employés et ils expédient messages de commerce—6050.

M. Ames—Nous avons prolongé télégraphe sur rive nord jusqu'à Belle-Isle, à quoi bon Marconi également?—6051.

M. Sinclair—Peut servir en temps de brume et de tempête—6051.

M. Ganong—Ce système s'établira à l'avenir entre I.P.-E. et terre ferme et au Yukon—6051; alors la compagnie recueillera tous les bénéfices—6052.

Hon. Templeman—Sans un arrangement de ce genre jamais la compagnie ne se fût installée au Canada—6052.

MILICE.

ACHAT D'ARTILLERIE, CHAMP DE TIR.

M. Daniel—Demande si emplacement acheté pour salle d'exercice à Saint-Jean—5956.

Sir Fred. Borden—Etudie question de construction de salle d'exercice près champ de tir—5936.

ARSENAL FEDERAL.

Sir Fred. Borden—Un seul arsenal actuellement, à Québec—5935; il a été question d'en établir plusieurs, mais trop coûteux—5936.

COLLEGE ROYAL MILITAIRE.

Sir Fred. Borden—Quatre-vingt-dix élèves actuellement—5935.

DROITS DE DOUANE, PAIEMENT DE TAXE.

Sir Fred. Borden—Remise de droits demandée pour officiers ayant commandé uniformes avant nouveaux règlements—5937.

M. Worthington—Demande remise pour cadets de Lennoxville—5937.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

EXERCICES ANNUELS.

Sir Fred. Borden—40,000 h. feront l'exercice cette année—5907.

M. S. Hughes—L'argent dépensé pour les camps rentre immédiatement dans la circulation—5907

EXERCICES ANNUELS.

Sir Fred. Borden—Coût global, $800,000—5936.

FRAIS CASUELS.

M. J. D. Reid—Demande que troupier Mulloy soit employé au ministère—5935.

HABILLEMENTS ET ACCESSOIRES.

M. A. C. Macdonell—Demande compensation pour officiers ayant commandé uniformes en Angleterre et obligés payer droits de douane en vertu nouveau tarif—5912.

M. S. Hughes—La question des uniformes de highlanders qui ne se fabriquent pas au Canada—5412.

Sir F. Borden—Réglée par conseil de milice—5912; subvention plus forte à ces régiments—5912; pour des uniformes commandés avant tarif, département étudie remboursement de droits—5913.

M. Lalor—Changements de douane bien mal vus—5913.

Sir F. Borden—Pas de raison qu'officiers n'achètent pas leurs habillements au Canada comme les civils—5913; dans la milice depuis 1863, s'est toujours fait uiformer à Halifax—5914.

M. Zimmerman—C'est comme les députés qui se font habiller en Angleterre—5914; on fait tout aussi bien au Canada qu'en Angleterre—5914.

M. Bole—Demande durée des uniformes—5914.

M. Fowler—Trop d'or et de galons sur nos uniformes—5914; les uniformes des régiments de cavalerie—5915; le prix des uniformes empêche le recrutement des officiers—5916.

M. S. Hughes—L'ancien temps—5916; réformes opérées—5917.

Sir Fred. Borden—Réforme dans service fourgons et transports—5917.

M. Zimmerman—Les régiments devraient avoir tous leurs équipements aux quartiers—5918; difficultés en cas de mobilisation—5918.

M. Fowler—S'amuse de la demande de tables et d'assiettes pour milice au camp—5918; pourquoi pas des garde-soleil?—5918; articles inutiles pour douze journées de camp—3919; des lits de plumes—5919

M. S. Hughes—Aucune raison pour que les soldats n'aient pas au camp le nécessaire—5919.

M. J. D. Reid—Demande s'il est vrai que le ministre de la Milice ne reviendra plus—5920; s'il sera nommé Haut-Commissaire—5920.

Sir Fred. Borden—Position pas offerte et pas vacante—5920; honnêteté des adjudications du ministère de la Milice—5921;

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

HABILLEMENTS ET ACCESSOIRES—*Suite.*

Sir Fred. Borden—*Suite.*

commandes données pour trois ans, ancienne coutume—5921; encore le fusil Ross—5922.

M. J. D. Reid—On a fait subir 23 changements au modèle III—5924.

M. S. Hughes—Campagne contre fusil Ross menée par agents de compagnies d'armes—5924; seuls accidents constatés—5924; preuve fournie devant comité comptes publics—5924; le fusil anglais a subi 120 modifications—5924; le gouvernement des E.-U. a rejeté 60,000 fusils—5924; l'Angleterre a reçu des baïonnettes non trempées—5924; dans aucun pays on ne traîne ces choses dans l'arène politique—5924; les différents modèles—5925; comment arrivent les accidents—5926; l'enquête qui se fait prouve chaque jour l'inanité des accusations—5926.

M. J. D. Reid—La preuve établit que le fusil modèle I. n'est pas fait pour être mis entre les mains d'un soldat—5926.

Sir Fred. Borden—Aucun de ces fusils retirés—5927; ils sont utilisables—5927.

M. S. Hughes—Personne devant le comité n'a affirmé que le Lee-Enfield est supérieur au fusil Ross—5928.

M. Worthington—Le major Perry n'a pas condamné fusil Ross en raison d'un accident unique—5928.

M. S. Hughes—Le commissaire Perry a dit que cet accident avait été la cause principale du rejet du fusil Ross.

M. Worthington—Déposition Perry—5828; rapport du colonel des dragons royaux canadiens—5928; il s'agit dans ce cas du modèle II—5929.

Sir Fred. Borden—Première approbation du fusil Ross—5929; défectuosité constatée après distribution—5929; fusils ont été retirés—5930; défectuosité de construction—5930.

M. Worthington—Un fusil qui est défectueux de construction n'est pas un bon fusil—5930.

M. S. Hughes—Déposition major McRoble—5930; les dénonciateurs de fusil Ross trop actifs pour n'être pas intéressés—5931; des fusils ont été brisés délibérément par des soldats pour fournir motifs de plante—5932; rapport Otter—5932; personne n'oserait faire une condamnation honnête du fusil Ross pour ces minutes—5932.

M. Worthington—Le condamne—5932.

M. Sproule—A conclu des dispositions devant le comité que fusil Ross impropre au service—5932; un fusil ne vaut pas mieux que son moindre vice—5932 ; 3000 fusils mis à l'écart sur mille—5932.

M. Worthington—Rien à gagner à poursuivre le débat—5934.

LEVES DE PLANS—SOLDE DES INGENIEURS ROYAUX.

M. Sproule—Quant aux dépenses militaires, nous marchons à grand pas—5895 ; le goût du militarisme et du clinquant nous

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

LEVES DE PLANS—SOLDE DES INGENIEURS ROYAUX—*Suite.*

M. T. S. Sproule—*Suite.*

envahit—5895 ; opposé aux exercices militaires dans les écoles, détournent la jeunesse de l'idée des hamps—5896 ; plus on donne de l'attrait aux camps plus on détourne la jeunesse des travaux agricoles et industriels—5896; nous allons trop vite—5896; dépense Esquimault et Halifax raisonnable—5896 ; nous soulageons gouvernement impérial—5897; trop de coûteuses salles d'exercice—5897; un jour le peuple se plaindra qu'on n'a pas surveillé la dépense—5897; sait que remarques sont pas bien vues, mais exprime l'idée intime du peuple—5897.

Sir F. Borden—On a tort de dire que la milice détourne les jeunes gens de la culture et de l'industrie—5898; au contraire, il est impossible de conserver à la troupe permanente son effectif régulier à cause des désertions pour aller travailler dans les usines—5898; sur un effectif nominal de 3,000 hommes, l'année dernière, 318 déserteurs—5898 ; peu de temps consacré aux manœuvres—5898; avantages hygiéniques du dressage militaire pour jeunesse—5899; obligatoire aux Etats-Unis—5899.

M. Sproule—C'est pour cela que les vieux Etats ont tant de terres en friche—5899.

Sir Fred. Borden—Pas de politique dans milice—5900; contrats d'habillements à la maison Sanford, vieux conservateurs—5900; gouvernement a souvent la main forcée pour luxe des salles militaires—5900; croit pouvoir maintenir la dépense dans limites actuelles—5901.

M. Ward—En faveur exercices militaires pour la jeunesse—5901; raisons—5901; se plaint des réductions pour causes diverses opérées sur solde des chefs de corps—5902;

Sir Fred. Borden—Règlements pourront être revisés—5904.

M. Fowler—N'avait jamais pensé que les officiers s'engageaient pour de l'argent—5904; excellente règle de rémunérer officiers suivant services fournis—5904.

M. S. Hughes—Approuve toute mesure pour enseignement exercices militaires dans écoles—5905; les jeunes gens ne s'engagent pas dans milice permanente parce qu'il n'y a pas assez à faire—5905; les Etats-Unis dépensent $5 par tête pour armée—5906; nous dépensons 80 cents—5906; l'émigration vers les villes—5906.

MILICE ET DEFENSE.

M. Bergeron—Quatre millions de plus que sous conservateurs—8209.

PROPRIETES MILITAIRES-CONSTRUCTION, REPARATION.

M. Fowler—Se plaint abandon fort Cumberland, N.-E. et fort Saint-Jean. N.-B.—5908; intérêt historique—5908.

Sir F. Borden—Gouvernement a réparé vieux fort Annapolis—5908; fera visiter les forts par ingénieur pour avoir renseignements—5908.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PROPRIETES MILITAIRES — CONSTRUCTION, REPARATION—*Suite.*

M. Daniel—Défaut d'entretien batterie Redhead et fort Dufferin—5909; le vieux fort LaTour—5909.

M. A. Macdonell—L'histoire du vieux fort de Toronto—5909.

Sir Fred. Borden—Vendu à la ville de Toronto—5910; défendu dans acte que la ville laisse commettre aucun acte de vandalisme—5911.

M. Zimmerman—Demande distribution des vieilles armes démodées pour décorer salles d'exercice—5911.

PROPRIETES MILITAIRES, ENTRETIEN.

M. S. Hughes—Ne veut pas que la célébration du 3e centenaire de Champlain soit limitée à Québec—5907; Champlain s'est immortalisé dans les comtés de Simcoe, Victoria, Ontario, Peterboro—5907; cette expédition devra être commémorée par monument—5907.

PROVISIONS ET FOURNITURES.

Sir Fred.Borden—Même crédit de $1,300,000 à compte du capital, que l'année dernière —5934; pour accumuler excédent d'habillements, provison, etc—5934; devra figurer pendant cinq ans au budget, puis disparaîtra—5934.

SALLE D'ARMES DES ROYAL SCOTS.

Sir Fred. Borden—Les Royal Scotts ont construit une salle d'armes et l'ont cédée au gouvernement—5936; gouvernement a payé moitié—5936; dépense totale, $85,000 —5936.

SOLDES ET ALLOCATIONS.

Sir Fred. Borden—Légère diminution dans crédits 1907-08 sur 1906-07—5818; augmentation $2,500,000 sur 1895-96—5818; dépenses normales 1905-06, $4,000,000—5818 ; explication des augmentations: garnison Halifax et Esquimault, $1,500,000—5818; état-major, augmentation $100,0000—5818; augmentation solde et rations $300,000—5818; augmentation frais cartoucherie et arsenal, $200,000—5819; entretien casernes, aug. $100,000—5819; intendance, aug. $50,000—5819; impossible se dispenser d'un seul officier de l'état-major—5820; comparaison avec Suisse et E.-U—5820; améliorations effectuées depuis dix ans, énumération—5820 ; si la Suisse payait son armée au même taux que la nôtre, elle lui coûterait $12,000,000—5821; projets et proposition Lake—5822; négociation avec provinces pour éducation militaire et gymnastique dans écoles—5822; instruction uniforme—5822; article compte meuble "XIX Century"—5822 ; article Goldwin Smith—5823; article M. Hadley, président université de Yale—5894; opinion Peterson—5825; armée permanente 3,000 hommes—5825; milice active—5825.

TRAITEMENT DU PERSONNEL.

Sir Fred. Borden—Même crédit que l'année dernière—2913; $300 pour M. Jarvis, vieil employé, secrétaire et régistraire du conseil de la milice—2913 ; conseil se réunit toutes les semaines—2913.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

POSTES ET TRAVAIL.

ADJOINT AU SOUS-MINISTRE DES POSTES.

Hon. Lemieux—Démission de M. Laschinger—7906; offres Mulock et Wilson—7907; poste créé pour le conserver—7907; maximum $3,6000—7907; augmentation Verret—7907.

ADMINISTRATION CENTRALE—TRAITEMENT DU PERSONNEL.

Hon. Lemieux—Question d'augmentation des salaires maîtres de poste étudiée—2859.

M.W. F. Maclean—Si le gouvernement accaparait télégraphes et téléphones et fusionnait avec Postes, il n'y aurait pas de bureau de poste ne donnant pas revenu suffisant pour payer convenablement receveur —2860.

Hon. Lemieux—Les recettes des postes augmentent—2861; excédent pour les 7 premiers mois $800,000—2861; excédent pour l'année sera dans les environs de $2,-000,000—2861.

M. Lewis—Demande réformes qui seront opérées avec excédent—2861.

Hon. Lemieux—Espère pouvoir annoncer bientôt réduction des frais de poste avec l'Angleterre—2861; quant aux heures d'ouverture, les receveurs de poste sont tenus d'accommoder le public—2862; si les bureaux ne sont pas tenus ouverts assez tard le soir, il faut porter plainte--2862; excédent sera employé à donner facilités postales dans parties neuves du pays—2862.

M. A. Martin—Opposé au transport des colis postaux contre remboursement—2863; créerait concurrence illégitime aux marchands de campagne—2863.

M. Logan—Opposé aux demandes des grands magasins qui veulent inonder le pays de colis postaux—2863; les courriers postaux encore plus mal payés que maîtres de poste—2863; cela tient au système des adjudications—2863; manque de proportion dans le paiement des maîtres de poste—2864; injustice du paiement fait sur la base du pourcentage—2864; on devrait abolir la règle exigeant la preuve de l'existence de vingt-cinq familles pour accorder un bureau de poste—2864; abolir la règle de distance de 4 milles—2865; remplacer adjudication pour courriers par échelle de distance—2865; le 'sweating system"—2865; il faut utiliser l'excédent de 2 millions—2865.

M. J. J. Hughes—Les femmes se laissent prendre aux circulaires des magasins envoyées par la poste—2866;la distribution postale rurale serait trop coûteuse—2866; il suffit de multiplier les bureaux de poste—2866; appointements maîtres de poste souvent ridicules—2867.

M. Avery—Les réclamations de Sharbot-Lake—2867.

M. Henderson—L'excédent provient du fait qu'on n'a pas payé aux maîtres de poste le salaire auquel ils auraient eu droit —2868; le peuple ne demande pas qu'un homme ou une femme tiennent un bureau de poste pour un minimum de $25; il

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ADMINISTRATION CENTRALE—TRAITEMENT DU PERSONNEL—*Suite.*

M. Henderson—*Suite.*

est faux que le port des lettres ait été réduit d'un tiers—2869; il ne l'a pas été dans les villes—2870; toutes les villes de plus de 1,500 âmes devraient avoir un bureau de poste bâti de $6,000 à $7,000 —2870; quant aux courriers, aime mieux voir un libéral avoir le travail à un prix raisonnable qu'un conservateur mal rétribué—2871.

M. Bennett—Désire connaître la règle au sujet de l'adjudication des courriers—2871.

Hon. Lemieux—Soumissions toujours demandées—2871; pour adjudication dépassant $200, département tenu de prendre soumission la moins élevée—2871; en dessous de $200 département est libre d'adjuger à son gré—2871.

M. Bennet—Signale contrat de transport de courrier de Vasey à Midland—2871; toutes les soumissions étaient pour $500 —2871; un soumissionnaire fut averti et a obtenu, avec une autre soumission, contrat pour $470—2872.

Hon. Lemieux—Lorsqu'il y a trace de combinaison pour extorquer prix élevé, l'inspecteur est prévenu, fait enquête et conseille au département d'accepter une des soumissions à un prix inférieur—2872.

M. Bennett—M. Henderson, inspecteur de Toronto, libéral militant a carte blanche —2873; son mode d'opérer dans le contrat Vasey-Midland—2873; le contrat Lovering-Coldwater—2874; on viole la saine loi de la concurrence—2875; la satisfaction des appétits politiques—2876; les contrats de dragage de Port-Arthur— —2876; compagnie Bowman-Whalen—2876; espère que le ministre des Postes demandera soumissions pour courriers—2877 ; contrat de Vasey—2877.

M. Gordon—Opposé aux colis postaux—2875; dans les villes d'une certaine importance on pourrait payer un loyer un peu plus élevé pour avoir locaux plus convenables exemple Ridgetown—2878; en faveur nationalisation des services publics—2878.

M. Barr—Réclamation de Mount-Forest, courrier pas distribué le soir—2878; si maître de poste mieux payé, ne ferait pas de difficulté—2879; modique paiement des maîtres de poste, économie de bouts de chandelle—2879; regrette départ de sir W. Mulock qui aurait réalisé la nationalisation des télégraphes et téléphones —2880; s'il y avait un téléphone dans tous les bureaux de poste, les jeunes gens et les jeunes filles ne se feraient pas tant prier pour rester à la campagne—2880; c'est la compagnie Bell qui a forcé sir W. Mulock à partir—2881.

M. Knowles—Pas de politique dans l'adjudication des contrats de transport—2882; il faut supplier des gens, libéraux ou conservateurs pour leur faire prendre des contrats—2882; les maîtres de poste ne devraient pas être payés sur le même pied dans l'ouest que dans l'est—2882; tous les employés de banques et autres payés davantage dans l'ouest—2882; mieux vaut un déficit qu'un excédent réalisé sur le bien-être des employés—2884.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ADMINISTRATION CENTRALE—TRAITEMENT DU PERSONNEL—*Suite.*

M. Gunn—La fermeture du bureau de Harlock—2884; le bureau de Seaforth—2884.

M. R. N. Walsh—Dans comté d'Huntingdon peuplé depuis un siècle, certaines places n'ont un courrier que deux fois par semaine—2885; on pourrait employer l'excédent à desservir ces gens-là—2885.

M. W. J. Roche—Le maître de poste de Brandon—2883 ; a touché $8,824 l'année dernière—2886; doit payer les commis, mais les paie mal—2886; erreurs commises—2886; rôle politique—2886; occupations diverses—2886;

M. Lake—Difficulté au N.-O. avec faible paye de faire accepter à des citoyens de tenir bureau de poste—2887.

M. Daniel—Se plaint du retard des malles des Provinces maritimes venant par C. P.R.—2888; insuffisance de paie des facteurs de villes—2888; affranchissement, dans les villes devrait être remis à 1 ct au lieu de 2 cts—2888.

M. Fowler—Considèrerait injuste de payer 1 ct. dans les villes et 2 cts. dans les campagnes—2889; proteste contre fermeture bureaux dans districts ruraux éloignés—2889; quand bien même, pas rémunérateur, l'excédent y pourvoira—2890; réclamation de Frank, Alberta—2890.

M. McLennan—Les Etats-Unis ont un énorme déficit annuel dans gestion département des postes, personne ne se plaint— 2890; besoins des districts miniers—2891 ; entre augmenter salaire des maîtres de poste et extension réseau pstal, le pays préfère extension réseau postal—2892.

M. Alcorn—Demande que boîtes postales fermées à clef restent ouvertes quelques heures le dimanche—2892.

M. Archambault—Demandes de Saint-Gabriel de Brandon—2893; division du comté de Berthier, le haut du comté, ses besoins 2894; importance industrielle de la région—2894; la route suivie par le courrier, changement demandé—2894; trois demandes—2895.

M. Lennox—Rémunération maître de poste d'Allendale—2896; la protestation contre projet d'installation du système de colis postaux—2897.

M. Clements—Après tant d'observations, ministre n'aura sûrement pas de difficulté à se débarrasser de son excédent— 2898; demande pour Chatham distribution à domicile—2898.

M. Henderson—L'ancien gouvernement avait fixé le minimum des salaires des maîtres de poste à moitié moins qu'aujourd'hui, parce que le parti libéral refusait toute augmentation des crédits—2899; conservateurs ont créé carte-postale et affranchissement urbain à 1 ct—2899.

M. Miller—Considère que système de colis contre remboursement faciliterait aux petits magasins des villes la conservation de leurs clients—2901; on pourrait permettre au moins le transport dans certain rayon—2901.

M. Crocket—Se plaint que dans les comtés conservateurs, le candidat libéral défait soit consulté sur l'à-propos d'accorder ou de refuser bureau de poste—2901.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ADMINISTRATION CENTRALE—TRAITEMENT DU PERSONNEL—*Suite.*

M. Herron—Les besoins de Pincher-Creek, Hill Crest—2901.

M. Perley—En faveur augmentation rémunération maîtres de poste et augmentation facilités postales—2902.

Hon. Fielding—Le présent crédit est pour le service administratif à Ottawa—2902 ; pas pour bureaux de poste—2902 ; crédit pourrait être adopté, toute latitude sera donnée pour reprendre discussion—2903.

M. A. A. McLean—Le trajet d'Ottawa à l'IP.-E. prend 28 heures—2903; les correspondances mettent 7 jours à venir—2903; impossible accepter système des colis livrables contre remboursement sans restriction—2904.

Hon. Lemieux—Ouverture forcée des bureaux le dimanche imposerait travail du dimanche aux maîtres de poste—2904; préfère laisser cela à la conscience de chacun—2906; personnellement, en faveur d'augmentation de rémunération des maîtres de poste—2905; minimum porté à $25—2905 ; 5,000 bureaux sur 12,000 ne paient pas les $25—2905; département ne refuse jamais demande raisonnable—2905; amélioration du service dans l'Onest—2906 ; s'informera pour HillCrest—2906; la question des colis postaux, soulevée à Montréal; n'avait jamais songé à rivalité entre grands magasins et magasins de campagne—2906; pensait que ce système pouvait fournir concurrence utile aux messageries—2906; existe dans les autres pays—2906; admet opinion est adverse—2907; si opinion mieux renseignée ne s'élèverait pas contre projet—2707 ; proteste contre accusations favoritisme politique—2907; promet se montrer généreux sans être extravagant—2907.

M. A. Martin—Ne maugrée pas contre distribution à domicile dans les villes—2908; mais ce n'est pas une raison pour que le reste du pays se contente d'un service de deux fois par semaine—2908; demande application à contrats postaux de la loi des salaires équitables—2908; une lettre ne met jamais moins de six jours pour venir de l'Ile du P.-E.,—2908; l'Ile pourrait être en pleine révolte qu'on n'en saurait rien—2908; résultat déplorable des magasins à rayons—2909; lenteur des chemins de fer de l'I.P.-E.—2909; ne pourraient pas battre un cheval trotteur—2910; inconséquence du service—2910; avec un million d'excédent, pas de crainte—2910.

M. T. Martin—Gouvernement a doublé rémunération des maîtres de poste—2910; on demande de doubler encore—2910; beaucoup plus généreux que conservateurs—2910; évidemment impossible d'admettre que 5,000 maîtres de poste ne reçoivent que 8 cts. par jour—2913.

CAS DE J. A. W. LEBEL.

Hon Lemieux—Expose cas de J. A. W. Lebel—3240; remis en place à $1,200 et rétabli dans ses droits à la pension—3240; bon serviteur, obligé quelque temps de cesser service à cause de santé—3240.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CREDIT SUPPLEMENTAIRE, DEPENSES CASUELLES.

M. U. Wilson—Signale cas de Fraser maître de poste de Centreville, qui réside à Belleville—6805; mauvaise situation du bureau de poste—6806.

Hon. Lemieux—Essaiera de faire droit—6806.

M. Lennox—Faiblesse de la rémunération des employés de poste à la campagne—6806;

M. Barr—Si le gouvernement n'améliore pas le salaire, le service va en souffrir—6807; du même coup le public souffrira—6807.

M. Henderson—Plantes nombreuses—6808; espère ministre des Finances sera généreux—6808.

M. Morin—Rémunération des hommes qui portent les courriers trop faible—6808; 40 à 75 cts par jour—6808.

Hon. R. Lemieux—Les entrepreneurs du courrier sont les artisans de leur sort—6808; contrats donnés par soumissions—6808; quelques-uns ambitionnent tellement le poste que soumissionnent trop bas—6808 ; sympathique à tout le service 6808; attendre déclaration du ministre des finances—6808.

M. Lake—Difficulté à propos de Qu'Appelle et de Fort Qu'appelle—6809; embarras de double dénomination—6810.

Hon. Lemieux—Sentiment en faveur des vieux noms—6810; tâchera de faire un compromis—6810; consultera sénateur Perley et M. Lake—6810.

M. A. Lavergne—Demande augmenter nombre des facteurs à Québec—6810.

M. Clements—Demande quand sera installé nouveau service de factage—6810.

Hon. Lemieux—A décidé de faire distribuer lettres par facteurs dans toutes villes de 12,000 âmes dont le bureau rapporte $20,000 par année—6811.

DIFFEREND ENTRE COMPAGNIE BELL ET EMPLOYES A TORONTO.

Hon. Lemieux—Détail des item—6805; question épineuse réglée—6805.

ENQUETE DU CHEMIN DE FER DU PERE MARQUETTE.

Hon. Lemieux—Etat des frais—6805.

IMPRESSIONS ET PAPETERIE.

Hon. R. Lemieux—Détail des dépenses—6803; gratification de $500 au comptable, M. Johnston, des postes—6804; vieil employé très capable—6804; travaille en dehors des heures ordinaires—6804; correspondants "Gazette du Travail" reçoivent $100 par année—6804.

SERVICE EXTERIEUR.

Hon. Lemieux—Promet d'accorder augmentation sensible aux maîtres de poste au cours vacance—8209; pas oublier qu'ils sont 14,000—8210.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

DEPENSES DIVERSES.

Hon. Lemieux—Augmentation de $50,000—3258; répartition—3258; dépenses à prévoir—3258.

SERVICE POSTAL.

Hon. Lemieux—Augmentation, $170,000—3240; augmentation du service par voie de terre, $64,150—3240; services hebdomadaires ou bi ou tri-hebdomadaires, transformés en quotidiens—3240; augmentation service par voie ferrée, $95.-820—3240; nouvelles voies ferrées mises à profit—3241.

M. Daniel—Demande si travaux de réparation et d'agrandissement vont être exécutés au bureau de poste de Saint-Jean (N.-B.)—3261.

Hon. Lemieux—Ordres donnés au département des travaux publics—3241.

Hon. Haggart—Demande comment s'exécutent arrangement avec cies de chemins de fer d'après clause des contrats de subsides de chemin de fer—3241.

Hon. Lemieux—Arrangements s'exécutent, mais mal—3241; compagnies demandent nouveaux arrangements—3241; dossier soumis à l'étude—3243.

Hon. Haggart—Demande si ministres sont en voie d'effectuer arrangements pour colis postaux?—3342.

Hon. Lemieux—Avant songé à créer ce service—3242; a dû renoncer devant opposition des deux côtés de la Chambre—3242; cabale des compagnies de messageries—3242; convaincu que le public, quand il sera plus éclairé réclamera ce service—3242.

Hon. Haggart—Ministre a raison—3242.

M. Lake—Le cas de Taggart—3242; service mauvais sur toute ligne du Sault Sainte-Marie—3242; le cas du village de Rouleau—3242; le "Journal" d'Edmonton au sujet du Canadian Northern Ry.—3244; le "West" de Regina—3244.

Hon. Lemieux—Tient à doter l'Ouest d'un service convenable—3246; sans être prodigue fera le nécessaire à cette fin—3246; M. Ross, surintendant chef chargé d'établir trois nouveaux districts d'inspection et de tout mettre sur un bon pied—3246.

M. Schaffner—Remerciements au ministre—3246; se plaint service du Winnipeg à Deloraine—3246.

M, Herron—Lit article "Retail Merchant Journal" de Montréal—3247.

Hon. Lemieux—M. Lake élevé en Angleterre établit une comparaison injuste entre service anglais et service canadien—3247; rigueurs de la saison ont pu déranger service, mais c'est un état de chose inséparable des conditions climatériques—3248; l'ouest a un service de premier ordre qui sera perfectionné si l'on veut attendre—3248.

M. Lake—Lit un article de journal de Regina—3248; service entre Regina et Prince-Albert—3249.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SERVICE POSTAL—*Suite.*

M. Armstrong—Espère qu'on sera généreux aussi à l'égard des districts ruraux de l'est—3249; voudrait savoir où en est la question de la distribution rurale gratuite—3249.

Hon. Lemieux—Question avait plus de vogue il y a quatre ou cinq ans qu'aujourd'hui—3249; résultat enquête aux Etats-Unis—3250; luxe ruineux—3250; l' "Argonaut" de San-Francisco compare système postal des Etats-Unis et celui du Canada—3250; lecture article—3251.

M. Lake—Préfère s'en rapporter à son propre sens—3252.

M. Armstrong—Les déficits du service postal des Etats-Unis—3252; pas entièrement dus aux facteurs ruraux—3253; avec 8 millions de déficit, les Etats-Unis ont desservi 90 millions d'habitants—3253; déficit serait beaucoup moindre au Canada avec 6 millions—3253.

Hon. Lemieux—Au contraire, avec une population moindre, dispersée sur même territoire, prix serait proportionnellement plus élevé—3254; quand Canada aura population de 20 millions, on pourra y songer—3254.

M. Armstrong—Demande essai dans une région—8254.

M. McLennan—Inutile de se casser la tête à des utopies—3254; les besoins du comté d'Inverness—3255.

M. Clements—Ne voit aucun obstacle à essayer le système de poste rurale—3256.

M. Knowles—Inverness avec 30,000 habitants a 170 bureaux de poste—3256; la division Assiniboine-ouest en a 53,000 et seulement 99 bureaux—3256.

M. Barr—Population des districts ruraux assez denses se taxerait peut-être $1 ou 50 cts. pour avoir une distribution gratuite—3257; du temps des conservateurs jamais les malles de Sa Majesté n'étaient arrêtées—3258.

M. Clements—Demande si négociations en cours pour échange des mandats-poste avec Angleterre—3258.

Hon. Lemieux—Négociations en cours mais ne peut rien dire—3258; aussi pour abaissement tarif des périodiques—3258.

DEPARTEMENT DU TRAVAIL—TRAITEMENT DU PERSONNEL.

Hon. Lemieux—Même crédit—3051.

GAZETTE DU TRAVAIL.

Hon. Lemieux—Répartition du crédit—3695; "Gazette du Travail" imprimée au "Free Press"—3695; 8 cts. par copie—3696.

Réservé—3696.

SECRETAIRE DU MINISTRE DU TRAVAIL.

Hon. Lemieux—Surcroît de travail oblige adjoindre M. Giddens—7907; en même temps, sténographe de M. Mackenzie King—7907.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

TRAITEMENT DE F. A. ACKLAND, SECRETAIRE.

Hon. Lemieux—Vient d'être nommé—6804; ancien correspondant du "Globe"—6804; peut remplacer M. King—6804.

TRAITEMENT J. D. McNIVEN, CONTROLEUR DES SALAIRES COURANTS.

Hon. R. Lemieux—Remplace O'Donoghue, décédé—6804; recommandé par congrès ouvrier—6805.

M. Bennett—Veut savoir si c'est le même McNiven battu aux dernières élections provinciales de la C.-A.—6805.

Hon. Templemean—Oui—6805.

REVENU DE L'INTERIEUR.

ACHAT D'ALCOOL METHYLIQUE.

Hon. Templeman—Marché avec maison Gall et Cie de Montréal—6811; prix d'achat, $1.29 le gallon—6811.

ALLOCATION AUX EMPLOYES DE L'OUEST.

Hon. Templeman—Allocation de $111 chacun pour défrayer frais loyer et éclairage—6811.

COMMISSION DE GEOLOGIE.

Hon. Templeman—Ce service comprend seulement géologues—3259; mines dépendent du département de l'intérieur—3259.

ECHANTILLONS POUR MUSEE VICTORIA.

Hon. Templeman—Ne peut dire quand musée sera terminé—3268; catalogue préparé des objets achetés—3268; liste chez l'auditeur général—3268.

M. Armstrong—Demande si gouvernement a reçu plaintes des directeurs des bureaux des mines d'autres provinces pour ingérence de la commission géologique—3269.

Hon. Templeman—Le bureau des mines d'Ontario est seul un peu chatouilleux—3270; mais il y a de la place pour tout le monde—3270.

FORAGES POUR GAZ, HOUILLE ET PETROLE.

Hon. Templeman—Gouvernement aide forage puits de pétrole à grande profondeur—3259; au N.-B., Manitoba, Saskatchewan et Alberta—3260; les intéressés creusent à leurs frais jusqu'à mille pieds, au delà gouvernement paie moitié des frais, mais pas plus de $2.50 du pied—3259; la source du Pelican, sur l'Athabasca—3260; procédure pour recevoir indemnité de forage—3261; gouvernement songe à accorder assistance pour forages au-dessous de 500 pieds—3261; pas de politique dans la commission géologique—3262; les travaux géologiques sont faits par le gouvernement fédéral et les travaux minéralogiques par les provinces—3262.

FRAIS DE GRAVURE DE LA COMMISSION GEOLOGIQUE.

Hon. Templeman—Cet été paraîtra nouvelle édition d'ouvrage sur la flore du Canada—3265; cartes du département géologique distribuées gratuitement—3294.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

M. FRANK NICOLAS.

Hon. Templeman—Prépare les documents de la commission—3264; reçoit $1,600—3264; fait index des publications, travail à part, $300—3264.

M. Armstrong—Le cas de M. Bell—3264; demande que documents recueillis par lui soient publiés sous sa signature—3264.

Hon. Templeman—Quand un géologue prépare un rapport il le signe—3264; il paraît sous la responsabilité du chef du département—3264.

M. Lake—On donne à M. Nicolas un salaire pour faire un travail et autant pour en faire un autre en dehors—3266; vaudrait mieux payer salaire suffisant pour indemniser du tout—3266.

Hon. Templeman—Expose achat de la collection Newcombe—3266; explique position Dr Daly—3296.

INSPECTION DES POIDS ET MESURE.

M. Lennox—Se plaint qu'à Barrie honoraires complets de déplacement sont exigés pour aller d'un magasin à un autre voisin—6811.

Hon. Templeman—Honoraires fixés par règlement—6812; versés au fonds consolidé—6812; ne couvrent pas dépenses—6812.

M. Marshall—Se plaint modicité salaires inspecteur des pesées Littleton à Aylmer, Ont.—6812.

INSPECTEUR DU GAZ ET DE L'ELECTRICITE.

Hon. Templeman—Compagnies de gaz qui ne fournissent pas du gaz à l'étalon sont poursuivies, condamnées à l'amende et tenues de fournir gaz convenable—6812; étalon minimum, 16 bougies—6812.

M. Clements—Signale difficulté au sujet du gaz naturel du puits de Chatham—6813.

M. Lennox—Demande si la disposition de la loi qui impose l'inspection des compagnies d'éclairage électrique et l'honoraire de $25 à cette fin s'appliquent aux municipalités qui s'éclairent elles-mêmes—6814; interprétation du terme entrepreneur—6814; une municipalité n'est pas une personne—6814.

Hon. Templeman—La loi prévoit uniquement l'inspection des compteurs pour l'éclairage électrique seulement—6814; bientôt comprendra aussi l'énergie électrique—6814.

M. Marshall—Cite résultats financiers de l'inspection électrique—6814; profit de $25,245—6814; dans ces conditions, honoraires trop élevés—6814.

Hon. Templeman—Les salaires des inspecteurs d'électricité portés au compte du gaz parce que ce sont les inspecteurs du gaz qui font les deux services, c'est ce qui explique profit apparent—6814; cependant profit pour électricité, déficit pour gaz—6814.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

MINISTERE DU REVENU DE L'INTERIEUR —TRAITEMENT DU PERSONNEL.

Hon. Templeman—Vingt-sept commis reçoivent augmentation statutaire—2913.

M. Fowler—Demande où en est diffusion système métrique—2914.

Hon. Templeman—Distribué brochures—2914; professeur McLennan a fait cinquante conférences—2914; 500 séries d'étalons envoyées aux maisons d'éducation—2914.

M. Fowler—Voudrait voir distribuer séries dans écoles commerce—2915.

TIMBRES POUR TABACS.

Hon. Templeman—Commerce du tabac a tellement augmenté que faut $18,000 de timbres de plus qu'années précédentes —6815; dépense se regagne—6815.

TIMBRES POUR TABAC IMPORTE ET CANADIEN.

M. Clements—Circulaire Empire Tobacco Coy annonce qu'elle n'achètera pas de tabac récolté cette année—7449; approvisionnée pour deux ans, dit-elle—7499; tarif actuel pousse fabricants à employer tabac américain—7499.

Hon. Fielding—Industrie du tabac ne peut pas se plaindre, reçoit toute protection —7499; au point de vue du revenu et du cultivateur—7499; le droit sur tabac américain est de 10 cts la livre et l'article canadien correspondant a une valeur seulement de 15 cts la livre—7500; impossible extirper préjugé contre tabac canadien—7500; impossible d'admettre que cultivateurs canadiens de tabac sont moins protégés qu'autres cultivateurs—7500.

M. Clements—On a importé l'année dernière 9,000,000 de livres de tabac américain—7501; les cultivateurs canadiens auraient dû vendre ce tabac—7501; quand bien même on imposerait un droit d'un dollar et demi la livre sur tabac américain—7501.

Hon. Fielding—Et le consommateur?—7501.

M. Armstrong—La graine de lin—7501; les fabricants autrefois payaient 10 cts de plus la graine de lin américaine qui n'est pas meilleure que graine canadienne—7501.

Hon. Fielding—La graine de lin entrait en franchise—7501; le tabac paie un droit élevé—7501.

TRAVAUX PUBLICS.

CANAL DE LA BAIE GEORGIENNE.

Hon. Fisher—Rapport et plans seront déposés en juin ou juillet—8041.

COMMISSION DES BEAUX-ARTS.

M. Ames—Veut connaître composition commission consultative des Beaux-Arts—7102.

Hon. Fisher—Sir Geo. Drummond, M. Byron Walker, de Toronto et hon. Arthur Boyer, Montréal—7193.

DRAGAGE DES PROVINCES MARITIMES.

M. A. A. Maclean—Demande renseignements sur "Montague" dragueur nouveau—7192; sur dragueurs employés au N.-B.—7192.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

EDIFICES PUBLICS EN GENERAL.

Hon. Fisher—Donne noms et domiciles des huit surveillants des travaux—4176.

M. Monk—Demande informations sur M. Desjardins de Montréal—4176.

EDIFICES PUBLICS DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

M. Fowler—Partialité révoltante—4103; on construit édifices dans toutes les petites villes de N.-E. et pas au N.-B.—4102; besoins du comté d'Albert—4102; invite sollicitude ministérielle pour son comté —4104.

PORTS ET RIVIERES DU MANITOBA.

M. Staples—Se plaint du retard des travaux quai de Saint-Laurent sur lac Manitoba—7183.

M. Ames—Signale démission de M. T. W. Aylmer, ingénieur ordinaire des travaux du Manitoba—7184; correspondance citée —7185; les dragages—7185; conditions pas satisfaisantes est retourné en Colombie-Anglaise—7186; veut savoir si changements ont été apportés—7186.

Hon. M. Fisher—M. Aylmer a cherché un prétexte pour expliquer son déplacement —7186; la vérité est qu'il n'a pas voulu obéir aux ordres de l'ingénieur en chef —7186; alors il a été réprimandé et suspendu, puis a demandé à retourner en Colombie-Anglaise—7186; c'est alors qu'il a inventé l'excuse d'insuffisance de moyens à sa disposition—7186.

M. W. J. Roche—Travaux à Big Sandy Point—7187; travaux à Grand Harbour—7187; à la rivière Maussue—7187.

M. Ames—Le vieux dragueur Eastman—7188.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS—TRAITEMENT DU PERSONNEL.

Hon. Fisher—Seize augmentations statutaires—2915.

PORTS ET RIVIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

M. Taylor—Demande une deuxième pièce pour whips conservateurs—8254; insuffisance local actuel—8215.

M. A. Martin—Demande chambre pour députés conservateurs I.P.-E.—8215.

SERVICE TELEGRAPHIQUE EN GENERAL.

Hon. Fisher—Laisse découvert annuel environ $70,000—7193.

TELEPHONES.

M. Talbot—Demande gardien du téléphone au 4e étage du parlement pour répondre —8041.

ALBERTA.

CALGARY—EDIFICES PUBLICS.

Hon. Fisher—Coût estimatif $106,000—4168; entreprise adjugée, $77,000—4168.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

EDMONTON—PAVILLON IMMIGRANTS.

Hon. Fisher—Coût évalué $16,945—4168.

M. Herron—Se plaint qu'on néglige partie sud d'Alberta—4168; pas d'abris pour immigrants—4168

M. Lefurgey—Medicine Hat devrait être le point de distribution des immigrants plutôt qu'Edmonton—4170.

M. Monk—Plombiers plus chers à Edmonton qu'à Montréal—4171.

EDMONTON—EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher — Edifice considerable—8645 ; en tout, $214,000—8045.

COLOMBIE-ANGLAISE.

AMELIORATIONS LE LONG RIVIERE COLUMBIA.

Hon. Fisher—M. Keefer, ingénieur—7188; détail des travaux—7189.

CURAGE DE LA DECHARGE LACS HENDERSON ET KENNEDY.

Hon. FISHER—Travaux achevés—7188; fonds de précaution—7186.

FERNIE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coût estimatif, $40,000—4174; population six à sept mille—4174.

FLEUVE FRASER.

Hon. Fisher—Chenal aura profondeur 25 pieds de New-Westminster à la mer—7189; autres travaux pour faire un port —7190.

LADYSMITH, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Plans pas terminés et travaux pas adjugés—4174; population, 5,000 âmes—4174.

NEW-WESTMINSTER—EDIFICE POUR MARINE ET PECHERIES.

Hon. Fisher—Marine et affaires indiennes demandent édifice séparé—4174.

QUARANTAINE WILLIAM HEADS.

Hon. Fisher—Pas beaucoup d'immigrants à désinfecter—7192; bien des traficants orientaux—7192.

RIVIERE COQUITLAM.

M. Ames—Enlevage de roches simplement dans l'intérêt d'industries particulières—7189.

Hon. Fisher—Depuis des années, gouvernement enlève les obstacles gênant flottage du bois—7189.

VANCOUVER—HOTEL DES POSTES.

Hon. Fisher—Coût évalué, $544,000—4174; prix contrat $434,500—4174; surveillant reçoit $7 par jour—4175.

VICTORIA, PORT.

M. Ames—Demande combien cela coûtera pour faire de Victoria un port national —7190; il faut se conformer aux recommandations de la commission des transports—7190; veut savoir si gouvernement veut faire de Victoria, Vancouver et New-Westminster des ports nationaux et ce que cela coûtera—7190.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

VICTORIA, PORT—*Suite.*

Hon. Fisher—Exécution de toutes les recommandations de la commission nécessiterait bien des millions—7190; gouvernement pas prêt à les suivre toutes—7190.

ILE DU PRINCE-EDOUARD.

PLAGE DE HIGGINS, JETEE.

Hon. Fisher—Achèvement de réparations —6248.

PORT DE MIMINEGASH, JETEE.

Hon. Fisher—Travaux prolongement jetée adjugée, complétés, $2,275—6248; $2,000 à dépenser pour chemin plage—6249.

ILe POINTE PRIME, QUAI.

Hon. Fisher—Travaux pas terminés, on ignore quelle profondeur ils donneront—6249.

PORT DE RUSTICO, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Travaux avancent—6249; pierre et main-d'œuvre rares—6240.

PORT DE SUMMERSIDE, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Montant des travaux, $133,942.

M. Lefurgey—Port Summerside envahi par sable—6250; demande dragage—6250; besoins du port d'Alberton—6250.

M. J. D. Reid—La drague "Fielding" ne rend pas de services—6250; devait fonctionner sans chalands—6250 ; dragueur "Montague" ne fait rien—6251.

Hon. Fisher—Délai achèvement dans contrat expire 27 juillet 1907—6151.

MANITOBA.

BRANDON, SALLE D'EXERCICES.

Hon. Fisher—Entreprise pas adjugée—4746; terrain acheté—4746; coût terrain, $3,100—4746.

DAUPHIN, EDIFICE PUBLIC.

M. Blain—Remarque que tous ces édifices sont dans comtés libéraux—8044.

Hon. Fisher—Presque tous les comtés sont dans ce cas—8044.

M. Staples—Si les élections eussent été honnêtes, il y en aurait moins—8044; demande de Carman—8045.

M. Shaffner—Demande lac Pélican—8045.

LAC LAST MOUNTAIN, DECHARGE.

M. S. Hughes—Demande dragage du lac Last Mountain au lac Quill—8055.

NEEPAWA, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Entreprise pas adjugée—4747; terrain acheté de M. Peilborn, $3,000—4747; population, 1,400.

M. Sproule—Réclame pour Carman, plus peuplée que Nepawa—4747.

M. Bennett—Bien des villes d'Ontario avec plus de 1,400 habitants n'ont pas d'édifice public—4747.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

RAPIDES DE SAINT-ANDRE.

Hon. Fisher—Nouveau contrat—6177; MM. Quinlan et Robertson—6177; $200,000 seront dépensés cette année—6177.

M. W. J. Roche—En 1904, le député de Winnipeg a promis donner démission si travaux pas exécutés dans certain délai—6177 ; délai expire, pas de démission—6178.

RIVIERE ROUGE, PROTECTION DES BERGES A SELKIRK-WEST.

M. J. D. Reid—Veut promesse de copie des détails relatifs à ce quai pour prochaine session—8055.

RIVIERE DU VIEIL HOMME, DIVERSION.

Hon. Fisher—Pour détourner rivière dans ancien chenal nord—9056 ; au moyen d'un barrage—8056.

SAINT-BONIFACE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Entreprise adjugée, $20,000—4748.

SELKIRK, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Pas adjugée, soumissions reçues—4748; terrain acheté, $2,000—4748.

M. S. Hughes—Aux E.-U. tous les édifices publics sont bâtis dans un rayon de 100 pieds de tout autre bâtiment—4748; il devrait y avoir espace libre autour de chaque bâtiment de l'Etat—4748.

WINNIPEG, ADDITION BATIMENTS IMMIGRANTS.

Hon. Fisher—Coût total bâtiment, $256,000—4748; terrain supplémentaire acheté 66 x 132, $35,000—4748; acheté de M. Kern—4748.

WINNIPEG, HOTEL DES POSTES.

Hon. Fisher—Réduit crédit demandé, de $250,000 à $100,000—4748; $390,000 dépensés jusqu'au 31 déc. dernier—4748; reste $163,000 à payer aux entrepreneurs Kelly Bros.—4749.

M. S. Hughes—Sollicitude pour "Free Press"—4749.

Hon. Fisher—Prix primitif était $529,485—4749; payé $132,350 pour terrain—4749; sera prêt d'ici trois à quatre mois—4749.

WINNIPEG, STATION POSTALE AU N. DU C. P. R.

Hon. Fisher—Coût de $60,000 à $70,000—4750; terrain acheté $15,700—4750; 87 pieds sur rue Principale—4750.

NOUVEAU-BRUNSWICK.

CAMPBELLTON, QUAI.

M. Fowler—Difficultés avec Cie Shives au sujet du quai—6252; plainte compagnie rivale Richards—6252.

Hon. Fisher—Crédit de $15,000 permettra achever travaux—6252.

CARAQUET, QUAI.

M. Fowler—Beaucoup de dépenses pour comté de Gloucester, revient cher—6253; comté de Kent représenté par M. Leblanc n'obtient rien—6254; comparaison avec autres comtés du N.-B.—6254.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CHOCKFISH, DECHARGE RIVIERE.

Hon. Fisher—Dans le comté de Kent—6254; obtient aussi sa part—6254.

CLIFTON, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Comté de Gloucester—6254; dépense évaluée, $42,000—6254.

DALHOUSIE, PORT.

Hon. Fisher—Coûtera $30,000—6254.

DORCHESTER, QUAI.

Hon. Fisher—Allonge de 200 pieds au quai—8076.

FLEUVE SAINT-JEAN ET TRIBUTAIRES.

M. Croket—Nécessité d'améliorer chenal fleuve Saint-Jean entre Frédéricton et Woodstock—6256; travaux Tarte—6257; projet de tracé de Transcontinental par centre N.-B. au lieu du long du fleuve St-Jean force population à ne plus compter que sur fleuve pour communication—6257.

M. Carvell—Desservi par un bateau à vapeur pendant 25 jours seulement de l'année—6258.

M. Wilmot—Demande dragage à Oromoncton—6258.

FLEUVE SAINT-JEAN, QUAIS DE MAREES.

M. Wilmot—Ne s'explique pas pourquoi gouvernement fédéral et provincial coopèrent à ces travaux—6258.

Hon. Fisher—Ancien système inauguré par l'hon. Foster quand ministre de Marine—6258.

GRANDE RIVIERE AU SAUMON, CLAYONNAGE.

M. Fowler—Pour l'avantage d'une compagnie américaine—8046.

MISPEC, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Marché passé l'autre jour—6255.

NORTH-HEAD, QUAI.

M. Ganong—Crédit figure depuis 1900—6255.

Hon. Fisher—Contrat passé l'autre jour—6255; adjudication, $27,000 environ.

M. Ganong—Signale besoins White Head et Leonardville—6255.

PETIT-ROCHER, BRISE-LAMES.

M. Fowler—Gouvernement donne tout à M. Turgeon—8047.

RICHIBOUCTOU, QUAI.

Hon. Fisher—Achat du vieux quai—8047.

POINTE DU CHENE, QUAI.

Hon. Fisher—Comté de Northumberland—6256; à l'entreprise—6256.

M. Loggie—Dix milles en aval de Chatham—6256; sur rivière Miramichi—6256.

PETIT ROCHER, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Comté de Gloucester—6256; Donné à l'entreprise—6256.

M. Ganong—Futur port d'hiver—6256.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PORT DE QUACO, JETEE DE L'EST.

Hon. Fisher—Dépense déjà faite, $40,000—6256; $27,000 de plus à dépenser—6256.

PORT DE SAINT-JEAN, AMELIORATIONS DRAGAGE.

Hon. Fisher—Expose travail projeté—6261; demande d'une délégation Saint-Jean—6261; présent crédit couvre parachèvement entreprise Mage—6261; pour les dragages, drague "Fielding" sera à l'œuvre avant la fin de l'année—6262.

QUAI A LINCOLN, N.-B.

Hon. Fisher—Prolongement du quai sur rivière Saint-Jean—8046.

QUAI RIVIERE PETITCODIAC.

Hon. Fisher—Quai public—8046.

SAINT-ANDRE, DRAGAGE.

M. Ganong—Très important—6259; dragage nécessaire à Seal Cove et Grand Manan, ne s'est encore jamais fait—6260.

Hon. Fisher—Dans budget supplémentaire tentera d'obtenir quelques crédits de dragage à l'entreprise en sus travaux de dragueurs de l'Etat—6260.

NOUVELLE-ECOSSE.

ANNAPOLIS, QUAI DE LA REINE.

Hon. Fisher—Organisation du travail—6194; un inspecteur, M. F. C. Whiteman—6194; n'accomplit aucun travail manuel—6195; inspecteurs et contremaîtres payés seulement par journée de travail—6195.

ANSE A CHARLOT, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Coût estimé, $14,200—6197; contrat, $12,875—6197; entrepreneur Hugh Macdonald—6197.

ANSE AUX ECOSSAIS, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Entreprise sera adjugée—6244; estimation, $27,000—6244.

ANTIGONISH, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coûtera $25,000—4101; bureau de douanes et travaux publics—4101.

QUAI DE BADDECK.

Hon. Fisher—Propriétés affermées—6195; réduction obtenue—6196.

BAIE SAINT-LAURENT, HAVRE.

Hon. Fisher—Coût estimatif, $20,000—6196; pointe extrême du Cap-Breton—6196.

BIG LORRAINE, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Ancien crédit, pas moyen trouver dragueur pour faire ouvrage—6196.

M. Ames—Travail inutile, à deux milles de Louisbourg—6196.

CAP HALF-ISLAND, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Pour donner sept pieds d'eau à marée basse—6218.

M. Ganong—Les steamers ne pourront aborder qu'à marée haute—6219; on demandera une autre subvention bientôt pour creuser marée basse—6219.

M. Sinclair—Proposition très opportune—6219.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

CAP SABLE, FOND BAIE DE L'OUEST—QUAI.

Hon. Fisher—Nouveau quai—6246; coûtera $8,500—6246.

COW-BAY, BRISE-LAMES.

M. Ames—Dépenses antérieures—6198; trop considérables pour être faites en régie—6199.

M. Johnston—Reconstruction nécessaire de partie enlevée—6199; pourront être mise en adjudication—6199.

Hon. Fisher—Il s'agit actuellement de réparations seulement—6199.

CULLODEN—BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Dans comté de Digby—6201.

M. Fowler—Dépense servira-t-elle à exécuter convention M. Copp, député de Digby et la ville de Digby—6201; devait recevoir $5,000 s'il faisait de Digby port d'hiver—6201.

M. Copp—N'a rien reçu de l'argent du gouvernement—6202; explication de convention avec la ville—6202.

M. Bennett—L'affaire de la subvention de la compagnie du Bassin de Radoub de Collingwood—6205.

Hon. Fisher—M. Copp a formellement déclaré que la convention faite par lui avec conseil municipal de Digby n'avait pas trait au gouvernement actuel—6206; cette déclaration doit être acceptée—6206.

M. Bergeron—Il y avait une femme dans l'affaire—6206.

ESKASONI, QUAI.

Hon. Fisher—Population indienne importante—6206; terrain acheté de E. T. Bowen pour $1—6206; soumissions demandées, adjugé à T. D. Morrison, de Descousse—6206; plus bas, $2,875—6206.

M. Ames—Félicitations—6207.

M. Perley—Se plaint qu'à Dunning Cove, comté de Shelburne, quai ait été bâti sur terrain n'appartenant pas à l'Etat—6268; Mackenzie et Mann pour débarquer matériaux ont dû payer indemnité à John Doune, propriétaire de la cour où aboutit le quai—6268.

M. Ames—S'émerveille de voir un espace de de dix mille dans comté de Shelburne sans un quai—6268.

M. W. Roche—Que M. Ames prenne garde qu'on compare dépenses de N.-E. et de Montréal—6268.

M. Perley—Affaire Harlow, de Trade's Point—6209.

M. A. K. Maclean—Poursuite politique—6209.

GLACE-BAY, AMELIORATIONS AU PORT.

Hon. Fisher—Compagnie Dominion Coal construit quai comme entrepreneur et gouvernement paie—6209; quai construit sur terrain public, par contrat public donne accès au quai et aux travaux—6210.

M. Johnston—Port remplit office port public—6210; population satisfaite des arrangements—6210.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

GLACE-BAY, AMELIORATIONS AU PORT—*Suite.*

M. Blain—Informé du contraire—6210; changement de politique gouvernementale—6210; gouvernement dépense de l'argent sur terrain de compagnie privée—6210.

M. Ames—Autre compagnie de charbonnage ne pourrait pas utiliser ce quai—6211; Dominion Coal a donc monopole de l'expédition du charbon par ce quai—6211.

Hon. Fisher—Tout le district environnant appartient à la compagnie—6211; il ne peut pas y avoir d'autres compagnies qui demandent à expédier—6211.

Hon. Haggart—Combien dépensé à présent?—6212.

Hon. Fisher—Gouvernement a dépensé $25,000—6212; compagnie a dépensé $13,000—6212.

M. Johnston—Tout le monde satisfait sauf quelques grincheux—6213; plans des travaux acceptés par maire et échevins—6214; historique du port—6214.

GLACE-BAY, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Terrain a coûté $11,000—4102; dimensions 95 x 100—4102.

M. Fowler—Trouve prix élevé—4102.

Hon. Fielding—Ville houillère importante—4102; population 12,000 à 15,000—4102.

GRAND-ETANG, REPARATION ET RECONSTRUCTION.

Hon. Fisher—Comté d'Inverness—6214; creek élargi par l'Etat—6214; a cru devoir construire un pont—6214.

M. Ames—Entretien devrait être à charge autorités provinciales—6214.

M. McLennan—Le port du Grand Etang navigable au delà du pont—6215; gouvernement doit conserver autorité sur pont pour protéger navigation—6215; expose situation du pont et lagune—6217; pas à comparer avec quai Disraéli—6217; hostilité incompréhensible contre Nouvelle-Ecosse—6217; sans doute parce qu'elle élit trop de députés libéraux—6217.

M. Fowler—Rivière Saint-Jean dans même cas—6218; au Nouveau-Brunswick, ces ponts construits par les gouvernements—6218.

HALL'S HARBOUR.

Hon. Fisher—Port de Kentville sur baie de Fundy—6219; en face terminus Dominion Atlantic—6219; dépense $8,300—6919.

M. Fowler—Port abandonné—6220; montagne sépare de Kentville—6220; ouvrages devraient être exécutés à forfait—6220.

INVERNESS MINE, AMELIORATION PORT.

M. Barker—Historique des réparations—6221; demandes et remises—6221; remise en vue d'élections—6221.

Hon. Fisher—Négociations avec Mackenzie et Mann pour acheter quai et rivage—6221; si arrangement satisfaisant, quai sera acheté et réparé—6221; sinon rien ne sera fait—6222.

M. Blain—Déclaration antérieure de l'hon. Brodeur—6223.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

INVERNESS MINE, AMELIORATION PORT—*Suite.*

M. McLennan—Suivie à la lettre—6223.

M. Fowler—Inconvénient d'avoir trop de ministres intérimaires—6224; demande si ministre agriculture n'a pas d'intention prendre portefeuille des travaux publics—6224.

M. Sproule—Jamais le même ministre deux années de suite, alors, toute sorte d'échappatoires—6225.

INVERNESS, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Terrain payé $1,100, dimensions 50 x 100 pieds—4102.

MAHON, PORT.

Hon. Fisher—Relever fascines et pierres des deux côtés du port—6227.

M. McLennan—Seize pieds d'eau à marée basse—6228.

MARBLE MOUNTAIN.

M. McLennan—Deux quais à Marble Mountain—6228; l'un, propriété Iron and Steel Co.—6228; interdit au public—6228; celui-ci servira au public—6228;

Hon. Fisher—Vaste gisement de carbonate de chaux—6229; 800 ouvriers—6229.

MIDDLE COUNTY, QUAI.

M. aBrker—Se plaint constant renouvellement de subsides jusqu'aux élections générales—6229; très rapproché d'Isaac's Harbour—6229.

M. Sinclair—Les plus grands navires peuvent aborder à ce quai—6229, rival d'Halifax désigné par commission transports—6229.

MOOSE-HARBOUR, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Dans Shelburne, à trois milles de l'entrée du port de Liverpool—6230.

M. Sproule—Condamne coutume voter fonds sans être prêt à exécuter travaux—6231; on se réserve des sommes disponibles pour élections—6231.

ANSE DE PARKER, TRAVAUX.

Hon. Fisher—Prolongement de brise-lames—6232; entreprise adjugée pour brise-lames de l'est, $7,100—6232; pas adjugée brise-lames ouest, dépense évaluée, $3,600—6232; travail doit être achevé 30 avril—6232.

POINTE A L'EGLISE, REPARATIONS QUAI.

M. Ames—Dépenses antérieures—6197.

M. Fowler—Argent gaspillé—6198.

Hon. Fisher—Gouvernement veut abandonner système des ouvrages temporaires—6198; veut installer appareil pour créosoter le bois—6198.

PORT DE PARSBORO, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Dépensé l'année dernière, $6,000 sur $30,000—6232; vingt-sept mille verges cubes à excaver—6233; contrat Hugh MacDonald, de North Sidney—6233; soumissions demandées—6233; prix moyen 30 cts verge—6234.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PETITE RIVIERE, TRAVAUX.

M. Barker—Proteste contre méthode suivie pour construction—6235; travaux commencés plus bas interrompus pour plaire à politicien local Sperry—6235.

ANSE A PHINNEY, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Trois milles à l'ouest de Kempt—6235; Cté d'Annapolis—6235.

POIRIERVILLE, DEBARCADERE.

Hon. Fisher—Comté de Richmond—6235; contrat adjugé à C. Morrison, de Descousse—6235; coût estimatif , $8,500—6235.

LAC PORTER, DRAGAGE CANAL.

Hon. Fisher—Canal estuaire auxiliaire à creuser à travers presqu'île Fond de la Baie Gorman—6236; longueur 1,050 pieds —6236.

M. Ames—Entreprise d'une utilité incontestable—6236; mais exploitée pour fins électorales du comté d'Halifax—6236; historique des travaux exécutés—6236; gouvernement devrait s'occuper de cette affaire d'une façon pratique indépendante de toute exploitation électorale—6236.

M. W. Roche—Historique des travaux—6237; ignorance de M. Ames—6237; raisons de la construction de la façon adoptée—6237; raisons d'économie—6237.

PORT-HASTINGS, QUAI.

M. McLennan—Historique du quai de Port-Hastings—6238; difficultés avec Mann et Mackenzie—6238; procès en cours—6239.

Hon. Fisher—Impossible donner une estimation ne connaissant pas le site—6239.

M. J. D. Reid—Le vote de crédit autorise gouvernement à commencer entreprise—6240; peut entraîner dépense de millions —6240.

Hon. Fisher—Crédit demandé seulement $4,000—6240; dépense dépassera pas $20,000—6240; déjà voté deux fois—6240; en 1900, trafic de $200,000 en cet endroit—6240.

M. McLennan—Les travaux électoraux des conservateurs en 1896—6241; M. Sproule les approuvait alors—6241 ; exemples—6241.

PORT-HOOD, FERMETURE ENTREE DU NORD.

Hon. Fisher—Pour combler espace entre terre ferme et île—6242; au moyen broussailles et cailloux—6242; ouvrage coûtera $100,000—6242; $60,000 déjà dépensés—6242; en règle—6242; entrepreneurs demandraient prix trop élevé en raison risques de construction—6242; commencé à titre d'essai, puis continuée, c'est pour cela que fait à la journée—6242.

M. Sproule—Critique personnel employé—6243.

QUAI DE JERSEY COVE.

M. Ames—Situation du quai—6226; travail inutile—6226; Cap-Breton plein de travaux inutiles, pour donner travail à partisans électoraux—6226; augmentation graduelle—6226.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

QUAI DE JERSEY COVE—*Suite.*

Hon. Fisher—Travaux pas exécutés l'année dernière parce que fonds votés trop tard —6226.

M. Johnston—Côte Cap-Breton pas aussi peuplée que Montréal, mais population laborieuse qui a des droits—6226.

ROUND-HILL, ACHEVEMENT QUAI.

M. Blain—Trop de personnel surveillant —6244.

Hon. Fisher—Discute coût des ouvriers—6244.

SHELBURNE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Terrain, $1,500—6102; coût édifice évalué, $20,000—4102.

M. Bennett—Proteste contre dépense édifice de $20,000, dans ville de 2,000 habitants—6103.

Hon. Fielding—Il devrait y avoir un édifice public dans toutes les villes du pays—4103.

TATAMAGOUCHE, QUAI.

Hon. Fisher—Profondeur au quai, douze pieds—6244.

PORT DE YARMOUTH, AMELIORATIONS.

Hon. Fisher—Continuer dragage entre Yarmouth et la mer—6245; drague "Canada" —6245.

M. Law—Travaux et besoins de Yarmouth —6246; services avec Boston—6246; ligne courte entre Nouvelle-Ecosse et Boston 6246.

M. Ames—Dépense bien plus légitime que pour une foule de petits quais—6247; exemples cités—6247.

M. J. D. Reid—Drague "Canada" n'a dépensé l'année dernière, pour vivres, que $14.36—6248.

WESTVILLE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fielding—Population, 5,000—4103.

ONTARIO.

BEAVERTON, PORT.

Hon. Fisher—Crédit final—7122.

BELLE RIVIERE.

Hon. Fisher—Crédit final—7122.

BELLEVILLE, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Fisher—Soumissions reçues hier—8042; entreprise sera accordée—8042.

BELLEVILLE, SALLE D'ARMES.

M. Alcorn—Demande où demeure M. Butler, avocat, ayant reçu $391 pour frais d'avocat dans l'achat—4148.

M. U. Wilson—Frère du député-ministre des Chemins de fer et Canaux—4149; habite Belleville—4159; solidarité entre avocats—7149.

BROCKVILLE, EDIFICE PUBLIC.

M. Monk—Demande comment intérêts sur réclamation ont atteint chiffre si élevé —4150.

Hon. Fisher—Réclamation date de vingt ans—4150; Il y a eu arbitrage—4150.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

BRONTE, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Dépense en tout $20,000—2122.

COLLINGWOOD, PORT.

Hon. Fisher—Plus de travail fait à la dernière saison qu'on ne s'y attendait—7123; fait à la demande de la population—7123; travaux continués au même taux—7123.

M. Bennett—Par la Boone Coy—7123; compagnie politique—7124; soumissions préparées de façon à tromper concurrents—7124; ils ignorent quantité de travail à faire—7124; extrait du journal de Collingwood "Entreprise"—7124; plaintes de navigateurs—7125; renvoi de M. Hughes—7126; opinion de M. Paton—7126; lit le "Bulletin" de Collingwood—7128; mode de tracé des dragages—7129; Gendron entrepreneur à Fesserton—7129; fraude Gendron-Eastwood—7129; la bande de Simcoe-Est—7129.

M. Armstrong—Voudrait savoir si on laisserait exécuter les travaux par un conservateur qui obtiendrait adjudication—7130.

Hon. Fisher—Exemples: Poupore-Morgan—7130.

M. Bennett—Pas opposé aux travaux à Collingwood—7131; importance de Collingwood—7133.

M. Blain—Incompétence des surveillants nommés par ministère travaux publics—7133.

Hon. Fisher—Mode de relevé et computation de la roche et des matières meubles—7136.

M. J. D. Reid—Prix 30 cts pour boue et $2.30 pour la roche extravagants—7137.

M. Lalor—Impossible qu'une drague seule ait gagné légitimement $76,000 en une saison—7138; mode inspection devrait être changé—7139; $42,000, gaspillés à la veille des élections générales—7139.

M. Sproule—Combinaison de Boone avec autres compagnies de dragage pour obtenir prix élevé—7140; Collingwood a besoin de dragages, mais doivent être faits honnêtement—7139.

Hon. Fisher—Promet que le prix payé sera basé sur les quantités de matériaux indiquées par le prisme—7140; le schiste est payé au prix de l'argile—7141.

M. Clements—A Rondeau où il y a concurrence, Boone est payé 13 cts ½ la verge au lieu de 30 cts à Collingwood—7141.

GODERICH, PORT.

Hon. Fisher—Règlement des dommages subis par travaux enlevés par la tempête—7141; avis d'adjudication lancés pour achèvement travaux—7142; il faudra $70,000 pour achever les 500 pieds de brise-lames—7142.

M. Cockshutt—Demande que l'on fasse les travaux pour améliorer Goderich comme terminus de chemin de fer—7142.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

GODERICH, PORT—*Suite.*

M. Bennett—Voit que W. L. Horton, de la compagnie de dragage Moreton est le plus bas soumissionnaire—7142; témoignage Pritchett dans l'élection de Huron-Ouest, au sujet de Horton—7142; il se fait des fortunes colossales dans les dragages—7143.

Hon. Fisher—Entreprise de la construction de la jetée à la société Battle et Conlon—7143.

M. Bennett—Entrepreneurs très honorables—7144.

Hon. Fisher—Entrepreneurs primitifs du brise-lames ont abandonné la partie—7144; réclamaient $60,000 pour portion enlevée, ont reçu $13,000—7144.

M. Armstrong—Gaspillage du quai de Saint-Joseph du lac Huron—7144.

GUELPH, SALLE D'ARMES.

Hon. Fisher—Règle pour annonces est de publier dans grandes villes où habitent contracteurs—4151; et dans localités environnant l'endroit où doivent se faire les travaux—4151.

HAMILTON, PORT.

Hon. Fisher—Avec montant au budget supplémentaire espère finir travaux—7145; coût total évalué, $75,000—7145.

HAMILTON, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Fisher—Agrandissement coûtera $300,000—4151; terrain, $30,000—4151; entrepreneur Geo. Webb, plus bas soumissionnaire—4152.

HAMILTON, HOTEL DES POSTES.

Hon. Fisher—Achats de fournitures des bureaux se font sans soumission—4152; deux maisons seulement—4152.

KINCARDINE, PORT.

Hon. Fisher—Pour achever réparations—7145.

KINGSTON, TETE DE PONTS.

M. Taylor—Toiture des forts enlevée—8042.

KINGSTON, BATIMENTS MILITAIRES.

Sir Fred. Borden—Construction écuries spéciales pour collège—4152; se servait auparavant chevaux artillerie campagne—4152.

LEAMINGTON, EDIFICE.

Hon. Fisher—Construction bâtiment civil—8042.

LITTLE CURRENT, CHENAL NORD BAIE GEORGIENNE.

Hon. Fisher—Dragage au chenal nord de l'île Manitoulin—7146; pour fournir passage sûr pour aller du Sault Sainte-Marie aux ports de la Baie Georgienne—7146; coût total $532,000—7146; $150,000 de dragage faits l'année dernière, tout dans la roche—7146; entrepreneur C. S. Boone—7146; a déployé beaucoup d'activité—7146; toute l'entreprise lui a été adjugée, doit être complétée aussi rapidement que possible—7146.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

LITTLE CURRENT, CHENAL NORD BAIE GEORGIENNE—*Suite.*

M. Sproule—Comment se fait-il qu'il avait été calculé que l'entrepreneur pourrait faire $100,000 de travaux l'année dernière et qu'il en a fait $150,000?—7146.

M. Bennett—Les calculs de M. Lafleur—7147; les commis McLean et May—7147.

Hon. Fisher—Pierre enlevée, mesurée par M. Sing, inspecteur et Marrick et Pence, assistants—7147.

M. Bennett—Surprise pour tout le monde que M. Boone ait tant de dragues—7147; cette affaire fera un jour le sujet d'une enquête au comité des comptes publics—7147.

Hon. Fisher—Explication de la différence—7148; pierre minée l'année précédente, mais pas enlevée alors—7148; rien de louche ni de malhonnête—7148; travail à l'avantage du commerce en général—7148; important qu'il soit achevé le plus tôt possible—7148; $300,000 dépensé sur coût estimé avant soumissions de $615,000—7149; entreprise adjugée à $600,000 en 1904—7149.

M. Ames—Explique "de visu" le travail—7150; demande enlèvement de l'épave du Petit Détroit—7150.

M. Sproule—Méthode dangereuse de faire voter $50,000 pour un travail et de laisser entrepreneur faire $150,000 de travaux—7151; le parlement pourrait refuser de payer la différence—7151.

Hon. Fisher—Explique comment dépenses peuvent dépasser crédits—7152; quand un entrepreneur a un contrat pour tout ce que sa drague pourra faire—7152; ou s'il a contrat à prix fixe pour toute l'entreprise—7152; l'intérêt est que le travail soit terminé le plus vite possible—7152; méthode suivie sous tous les gouvernements—7152.

LONDON, AGRANDISSEMENTS BUREAU DE POSTE.

Hon. Fisher—Commission régulière de 7½ p.c. payée aux architectes surveillant travaux—4152.

LONDON, EDIFICE MILITAIRE.

Sir F. Borden—Construction simple magasin—4153; pour économiser loyer—4153.

MEAFORD, PORT.

Hon. Fisher—Travail à l'entreprise—7153; compléter brise-lames et faire quelque dragage—7153; dragage fait l'année dernière par Weddile, de Trenton—7153; ouvrages en pilotis accordés à Kastner et Porter, de Wiarton, sur cinq soumissionnaires—7153.

MIDLAND, DRAGAGE.

Hon. Fisher—$40,000 pour vieux port et $22 au nouveau quai—7155.

M. Bennett—Les deux item devraient être transposés—7155; on devrait assurer 24 pieds d'eau au quai du vieil élévateur—7155; travaux faits et à faire à Midland—7155; bouée à gaz nécessaire—7156.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

NORTH BAY, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Terrain coûte $8,100—4153; évaluation totale $59,000—4153; entreprise concédée pour $33,879—4158.

M. Daniel—Compte Benton—4154.

OTTAWA, EDIFICES ADMINISTRATIFS.

Hon. Fisher—Deux compagnies seulement, "Eclipse Mfg" et "Toronto Specialty" possèdent matériel pour fabriquer tiroirs en fer—4154; comment le gouvernement procède aux commandes—4155; sera bien aise quand autres maisons feront offres—4135.

EDIFICE LEGISLATIF, RENOUVELLEMENTS.

M. S. Hughes—Ventilation nécessaire—8042.

M. Bergeron—Considère chambres nos 16 et 6 devraient être en commun—8042; les députés des deux partis devraient se réunir—8043.

M. J. D. Reid—Les députés ne se connaissent pas assez—8043.

M. Taylor—Tous les fonctionnaires sauf orateur et gardiens devraient loger en dehors des édifices—8043.

EDIFICES PUBLICS, VENTILATION, ECLAIRAGE, MOBILIER.

M. S. Hughes—Bureau de poste de la Chambre antédiluvien, boîtes devraient être élargies—4750.

Hon. Fisher—Crédit comprend salaires pour $82,000—4751; 135 hommes engagés toute l'année—4751; détails de l'état des dépenses du portique d'entrée—4753.

LOYER D'EDIFICES FEDERAUX.

Hon. Fisher—Détail des édifices loués—4753.

RIDEAU HALL, AMELIORATIONS.

M. Daniel—Demande renseignements sur serre qu'on dit écroulée—4755.

Hon. Fisher—Accumulation de neige—4756; incident insignifiant—4755; pas $10 de dégâts—4755.

HOTEL DES POSTES.

M. S. Hughes—Se plaint serrures ancien modèle dans bureaux de poste de campagne—4756; lettres sont arrachées—4756.

Hon. Fisher—Plus en usage—4756.

EDIFICES PUBLICS.

M. S. Hughes—Voudrait que charbon fût pesé aux balances municipales—4757.

Hon. Fisher—Pesé par nos propres employés—4757; c'est plus sûr—4757.

PREPOSES AUX ASCENSEURS.

Hon. Fisher—L'Etat paie préposés aux ascenseurs bâtisses Woods—4757; paie tout le service de l'édifice—4757.

EDIFICES PUBLICS, ECLAIRAGE.

M. S. Hughes—Demande où gaz est employé?

Hon. Fisher—Imprimerie nationale—4758.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

EDIFICES PUBLICS, TELEPHONES.

Hon. Fisher—Deux cents quatre-vingt-douze téléphones employés—4758.

MONNAIE ROYALE.

Hon. Fisher—Coût évalué à $373,000, édifice et installation—3790; la monnaie qui sera frappée—3741; nous frapperons de la monnaie d'or—3721; $203,000 dépensés jusqu'à présent—3722; M. Cleve, représentant du gouvernement impérial, fait achats des fournisseurs impériaux—3722.

EDIFICE DU PARLEMENT, AGRANDISSEMENT.

Hon. Fisher—Travaux faits pour améliorer ventilation—3722; rapport par Nylie et Kimball—3723; travaux par Cie de forge du Canada et de Buffalo—3723; chambre canadienne pas plus mal aérée que les chambres d'autres pays—3724; beaucoup de gens maintenant se plaignent de courants d'air—3723.

M. Bergeron—Cette année ventilation beaucoup meilleure—3724; nos édifices parlementaires bien supérieurs au point de vue du luxe et du confort à ceux des autres pays—3724.

M. Barr—Légère amélioration—3725; le ministre devrait faire inspecter les sous-sols—3725.

M. Armstrong—Trouve coûteux les deux coudes en fer galvanisé fournis par la Cie de Buffalo—3726.

M. A. A. McLean—Compte Duford pour restauration salon du Sénat—3726; croyait Sénat serait supprimé—3726.

M. Bennett—S'enquiert d'un achat d'horloge et de rideaux—3727.

M. Henderson—Désapprouve agrandissement de l'édifice du Parlement par annexe en face de la chambre 16—3727; ruinera l'harmonie—3728; proteste contre signature du contrat pendant que la Chambre est en session sans l'informer—3728; protestera à toutes les phases de l'entreprise—3729; le ministre intérimaire n'avait pas le droit de signer le contrat—3729.

Hon. Fisher—Les plans ont une excellente apparence—3730; explications ont été données à la Chambre—3730; ministre et ministre intérimaire aussi soucieux que M. Henderson de l'intégrité d'aspect des édifices—3730; nécessité d'avoir toutes les chambres accessoires sous le même toit—3730; contrat donné pour $230,000—3731.

M. Bennett—Cite les maigres renseignements donnés par le ministre l'année dernière—3732.

RIDEAU HALL, AMELIORATIONS.

Hon. Fisher—Pour faire une nouvelle façade annexe—3732; évaluation, $130,000—3732.

M. Bergeron—Croit qu'il vaudrait mieux bâtir un édifice nouveau—3732.

MUSEE VICTORIA.

Hon. Fisher—Estimation, $1,250,000—3732; sera bâti en grès de Nouvelle-Ecosse—3732.

M. Armstrong—Les plans de la Monnaie Royale sont du dernier rococo—3733.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ANNEXE A L'EDIFICE DE L'OUEST.

Hon. Fisher—Rien de fait à cet égard—3734; question des dommages pour écroulement tour de l'ouest toujours en litige—3734.

NOUVEAUX BUREAUX ADMINISTRATIFS.

Hon. Fisher—Tous terrains achetés depuis magasin Lindsay jusqu'à rue Saint-Patrice et Monnaie—3734; reste deux petits lopins qu'il faudra exproprier—3734; coût pour terrain et constructions acquises $450,000—3734; concours entre architectes—3735; premier prix—$8,000 3735; les autres prix—3735; les plans primés deviendront la propriété du gouvernement—3736; difficulté de faire faire les travaux par architecte étranger au département—3736; gouvernement a ses fonctionnaires responsables—3736; les bâtiments devront présenter superficie de trois cent mille pieds—3736; immeubles achetés payés dans tous les cas—3736; Riopelle agent—3736; reçoit commission de 5 p.c.—3736; impossible avant de s'être assuré des promesses de vente de rendre publiques toutes les dispositions du projet—379.

M. Armtrong—Agent du gouvernement recevant 5 p.c. des transactions a intérêt à acheter le plus cher possible—3737.

M. Bennett—Demande si on prévoit que la dépense puisse dépasser $3,000,000—3738; demande estimation à un million près—3739.

Hon. Fisher—Dépense ne devra pas dépasser 30 cts du pied cube pour plus grand bâtiment et 34 pour petit—3739.

M. Henderson—Trop peu de monde en Chambre pour voter ce crédit de $400,000 qui nous lie virtuellement à une entreprise pouvant coûter des millions—3740; un coin seulement du voile levé—3740.

Hon. Fisher—Plus grand édifice coûtera un million et demi, plus petit, un demi-million—3740; bloc Langevin a coûté 90 cts le pied cube—3740; promet détails—3742.

ANNEXE A BIBLIOTHEQUE COUR SUPREME.

Hon. Fisher—Nouveaux édifices peuvent pas être prêts avant 5 ou 6 ans—3742; contrat donné à Doran et Devlin, plus bas soumissionnaires—3472.

AGRANDISSEMENT DE L'EDIFICE DE L'EST.

Hon. Fielding—Crédit déjà voté l'année dernière—4078; pas employé parce que argent rare—4078; agrandissement nécessaire pour ministère des Finances—4078; estimation $200,000—4079.

M. U. Wilson—Demande agrandissement bureaux auditeur-général—4079.

NOUVEAUX EDIFICES ADMINISTRATIFS.

Hon. Fisher—Bloc Lindsay pas acheté—4079; à l'étude—4079; deux édifices, un entre rue Saint-Patrice et Block Lindsay; l'autre pour cour suprême et ministère de la Justice entre rue Saint-Patrice et Monnaie—4079; l'un $2,000,000, l'autre $750,000—4080; terrain $500,000—4080.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

NOUVEAUX EDIFICES ADMINISTRATIFS—*—Suite.*

M. Armstrong—Demande si c'est la coutume de faire acheter immeubles pour gouvernement par étrangers—480.

Hon. Fisher—Non, mais dans ce cas gouvernement ne voulait pas qu'on sût que les achats se faisaient pour lui—4080.

M. Monk—Il eût mieux valu expropriation—4080.

Hon. Fisher—Donne conditions concours architectural—4082; détails d'évaluation et d'achat des propriétés—4082; sommes payées à Riopelle et à James White—4082.

M. Blain—Tout le monde rue Sussex savait que le gouvernement allait acheter, on aurait aussi bien pu envoyer carrément un fonctionnaire du gouvernement—4084.

M. Morin—Cite un cas d'achat propriété et d'intervention de l'hon. Hyman—4084.

M. Taylor—Proteste contre paiement de $9,200 à Riopelle pour six mois de travail—4085.

Hon. Fisher—Sans l'emploi de M. Riopelle, propriété aurait peut-être coûté $100,000 de plus—4085; dépose tableau des achats, superficie et prix—4087.

M. A. A. McLean—Compte Arnoldi, Taggart, Jas. White pour évaluation immeubles disséminés dans Ottawa—4089.

M. Monk—Il est certain qu'il faudra voter le crédit puisque les achats sont faits—4089; mais ils ont été faits de la façon la plus scandaleuse—4089; tous les jours à Montréal il se fait des achats énormes de propriétés—4090; jamais le C.P.R. ni le G.T.R. n'ont songé à payer des $10,000 de commission—4090; l'opposition a droit dans ces conditions aux plus amples renseignements—4090.

M. Taylor—Veut savoir si James White dont le nom figure est le président de l'Association libérale d'Ottawa—4090; et qui a figuré à l'élection de London—4091.

M. Monk—A Montréal les grandes compagnies ont chacune un évaluateur à l'année—4091; l'agrandissement de l'Hôtel des postes—4092.

Hon. Fisher—L'expropriation est le mode le plus coûteux d'achat—4092.

M. Taylor—Le vestibule en chêne poli payé à la "Library of Canada" $950, pourrait se faire pour $250—4092; qui compose cette compagnie?—4092.

Hon. Fisher—Se rattache à compagnie Edwards, de New-Edimbourg—4092.

M. Sproule—Méthode absurde—4093; personne ne songerait à faire faire une telle série d'achats à la commission—4093; 2 p.c. commission bien trop élevée sur achat de $400,000—4094; 1 p.c. ou ½ p.c. auraient été suffisants—4094; on peut faire faire des évaluations pour $5 du lot—4094; trois hommes employés dans le cas présent—4094; et l'un de ces hommes avec cet argent va organiser l'élection de London—4094; scandaleux—4094.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

NOUVEAUX EDIFICES ADMINISTRATIFS—*—Suite.*

M. J. D. Reid—M. George Pope, évaluateur du G.T.R. et du G.T.R. reçoit $10 par jour et ses frais pour faire évaluations—4095; il évalue en une année pour des millions de propriétés—4095; favoritisme patent—4096.

Hon. Fisher—Depuis acquisition immeubles, locataires paient loyer au gouvernement—4096.

M. Morin—Histoire de la transaction Dobell—4096; conversation au Major's Hill Park—4096; traquenard au gouvernement—4096.

Hon. Fisher—Version de l'achat Dobell—4098.

Hon. Fielding—Propriété achetée pour empêcher spéculation—4098; caractère de M. Dobell—4098.

M. Sproule—Les enquêtes sur fonctionnaires du temps des conservateurs—4098; enquêtes Arnoldi et Bronskill—4098; règlements faits pour empêcher fonctionnaires de recevoir pots-de-vin—4098; maintenant on emploie des étrangers sur lesquels il n'y a aucun contrôle—4098; système mauvais—4099.

M. Bennett—Prépare certains cas pour l'édification des électeurs—4100.

M. A. A. McLean—La facture de Scott and Son pour encadrements et réparation de tableaux—4100; pas un de ces tableaux ne vaut $80 et ils coûtent ce montant d'encadrement—4100.

M. Blain—Le compte de D. H. Maclean à propos d'enquête sur écroulement de tour Laurier—4100.

OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE, AMENAGEMENT.

M. Bennett—Historique de l'Office Specialty Company, de Newmarket—3696; reçoit faveurs pour assurer réélection ministre de la Justice—3696; pas de soumissions—3697: gouvernement ne veut connaître que deux compagnies "Eclipse" et "Specialité"—3697; il y en a une autre à Preston, on ne lui commande pas pour un sou—3697; état des achats à ces deux compagnies composées essentiellement d'amis politiques—3698; dépense $80,000—3699; on enlève ameublements encore bons pour faire achats à ces compagnies—3699; entrepreneurs obligés d'acheter à ces compagnies—3699; cas de Barrie—3699; vaudrait mieux concurrence étrangère que favoritisme à amis politiques—3699.

Hon. Fisher—Ne croit pas qu'on doive aller acheter des meubles à l'étranger simplement pour ne pas faire gagner de l'argent à des libéraux—3700.

M. Bennett—Lit composition Cie Eclipse, d'Ottawa—3700; l'établissement Fleury, d'Aurora—3702; la politique de M. Fleury—3702; les bottes des facteurs—3702.

Hon. Fisher—Autrefois maison de Montréal fournissait boîtes au lettres—3702; les prix payés aujourd'hui sont basés sur ces prix—3702; boîtes protégées par brevet—3702.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE, AMENAGEMENT—*Suite.*

M. Bennett—Grotesque de payer $2.40 le baril pour 1,647 barils de ciment—3703.

M. Armstrong—Demande renseignements sur achats à Rubenstein—3704; lit liste d'achats—3704.

M. Armstrong—$12,000 d'articles fournis sans soumissions—3705.

M. Bennett—Voilà l'administration de l'homme que le "Globe" sacre le meilleur ministre des Travaux publics que le Canada ait jamais eu—3706; les paiements à la compagnie de dragage des Grands Lacs—3707; paiement à M. Eastwood, surveillant—3708; les doubles soumissions—3708; les achats à Rubenstein frères ont pour objet de renforcer le ministre de la Justice dans sa circonscription électorale—3708; la division de York-nord, est celle du pays où il y a le plus de pillards budgétaires—3709; achats de pupitres—3710; achats de tapis à Bryson et Graham—3710; les députés qui s'attribuent des pupitres—3711; le gouvernement depuis dix ans n'a pas demandé une seule soumission dans le sens de la loi—3711; la clôture du parc Major—3712; aussitôt qu'on a donné un contrat, on augmente la somme de travail à faire sans demander d'autre soumission et, ainsi, l'heureux soumissionnaire est doublement favorisé—3712; le contrat Connolly pour dragage à Saint-Jean—3712; l'"Arctic"—3712; les dépenses du pays ont, de cette façon monté de $40,000,000 à $10[illegible],000,000—3712.

Hon. Fisher—N'administre pas les affaires du pays comme il administrerait les siennes propres—3713; est souvent obligé de faire pour le pays ce qu'il ne ferait pas pour lui-même—3713; l'adjudication, à la plus basse soumission n'est pas toujours la meilleure affaire—3714; absurde de vouloir exiger qu'on demande des soumissions toutes les fois qu'il y a un pupitre à acheter—3714.

M. Bennett—Le cas du bureau de poste de Barrie—3715.

M. Miller—Insinuation de vol de pupitres par députés est une affaire sérieuse—3715.

M. Henderson—Abus de générosité gouvernementale de meubler les chambres de députés—3715; il ne manque plus que de payer leur pension—3716.

M. Miller—Insiste pour savoir le nom du député visé par M. Bergeron—3716.

M. Bergeron—C'est un sénateur décédé—3716; la famille s'est emparée du pupitre—3716; il faut absolument tenir registre des pupitres achetés—3716.

M. Barr—Les conservateurs demandaient toujours des soumissions—3718; les enquêtes des libéraux dans l'opposition—3718; M. McMullen et Rideau Hall—3718; les demandes actuelles de soumission sont de la pure farce—3718.

M. A. A. McLean—Bureau de poste de Charlottetown—3718; paiement d'intérêts par le gouvernement—3719.

Hon. Fisher—L'observatoire a coûté jusqu'à présent $134,000—3790.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

OWEN-SOUND, PORT.

Hon. Fisher—$20,000 pour achever travaux—7156.

OWEN-SOUND, EDIFICES.

Hon. Fisher—Terrain acheté de Kilburn Real Estate Co.—4155; coûte $10,950—4155.

PETERBORO, SALLE D'ARMES.

Hon. Fisher—Edifice coûtera environ $150,000—4156; contrat de $126,000 à M. Proctor, de Sarnia—4156; terrain acheté de la municipalité de la ville de Peterboro, $10,000—4156.

PETERBORO, ARSENAL.

Hon. Fisher—Adjugé pour $30,000—8044.

M. S. Hughes—Demande arsenal pour Victoria—8044.

POINTE-EDOUARD, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Pour creuser à 21 pieds, chenal rivière Sainte-Clair—7156; travaux à exécuter—7156; travaux faits l'année dernière par Sarnia Bay Lumber, Timber and Salt Coy.—7156; 27 cts la verge—7156.

PORT ARTHUR ET FORT WILLIAM.

Hon. Fisher—Dragage à Fort William—6160; dragage et brise-lames à Port Arthur—6160; explication des travaux—6162; en prévision besoins du Grand-Tronc-Pacifique—6162; on dépensera cette année entre Port Arthur et Fort William, $193,000; contrat résiliable en tout temps avec M. Weddell et Cie des Grand Lacs pour $190,000 par année, travaux dureront sept ans environ—6162.

M. Blain—Demande pourquoi bill présenté autrefois par hon. Préfontaine instituant commission à Port Arthur et Fort William n'a pas été adopté—6163.

M. Bennett—Histoire des dragages de Port Arthur et de Fort-William—6168; conduite digne de l'éloge de l'opposition—6168.

Hon. Fisher—Affaire Matchadash occupe attention département—6169; travaux se font maintenant quant aux prix dans meilleures conditions qu'autrefois—6169.

M. Bennett—Réclamation Temple—6170; yacht Nahma—6170; réclamation municipalité Midland pour avoir un brise-glace—6170;

M. Sproule—Réclamation scandaleuse de la Cie Bowman pour travaux à Southampton—6170; fraudes à Owen Sound—6172.

M. Bennett—Compagnies de dragage composées de gens pas du métier—6172; M. Gendron à Penetanguishene—6172; McKay, avocat à Port Stanley—6172; John Conmee, Cie des Grands Lacs—6174.

Hon. Fisher—Parmi les entrepreneurs, il y a des conservateurs—6174; des parents de députés ont de tout temps fait partie de compagnies ayant des contrats—6174; l'hon. T. White et la "Gazette"—6174.

M. Bennett—Il agissait ouvertement—6175; l'hon. Fisher a vendu ses parts du "Herald" à son frère—6175; et il touche les dividendes—6175.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PORT ARTHUR ET FORT WILLIAM—*Suite.*

Hon. Fisher—Elles n'ont jamais rien valu —6175.

M. J. T. Schell—Comparaisons illégitimes entre les soumissions—6175; ne veut pas s'occuper de dragage tant que sera membre du parlement—6176; dans l'adjudication des travaux publics, peu importe que tous les membres d'une compagnie fassent des offres différentes—6177.

PORT-BURWELL, AMELIORATION.

M. Marshall—Déjà dépensé $37,000—7156 ; dont $3,000 pour inspection—7156; veut savoir si les Crunmon, Jones et Ford, inspecteurs, sont hommes pratiques—7156 ; aperçu des trois individus—7156.

M. Blain—Demande si Ford qui s'occupe d'élection a reçu $3 par jour—7158.

M. Bennett—Recommande M. W. H. Hacker qui, à Owen Sound, surveille trois dragues à la fois—7158.

M. W. Jackson—Discute chêne blanc à 15 cts le pied à Port Bruce—7158; $30 à T. E. Shephard à Port Burwell pour loyer sonnette—7158.

PORT COLBORNE, QUAI.

Hon. Fisher—Crédit final—7122.

PORT STANLEY, PORT.

M. W. Jackson—Demande renseignements sur M. Lamb, ingénieur adjoint—7160 ; la sonnette de Shephard—7160; négligence de l'ingénieur—7161; usage de 21 limes en un mois—7161; emploi de matériel—7161; correspondance de M. Beatty et fils de Welland—7162; autre correspondance, lacune dans le dossier—7164; pas de cailloux dans le port de Port Stanley—7164; cependant ou trouve dans le compte un article pour enlèvement de cailloux—7164.

M. J. D. Reid—On avait acheté assez de limes de M. Strubbe pour durer quarante-huit ans et six mois et maintenant, on en achète encore—7165.

M. Clements—Ne comprend pas différence entre prix de Port Stanley et de Rondeau, même fond, a peu de distance—7165.

Hon. Fisher—Adjudication faite par concurrence—7166 ; entrepreneurs ont dû faire calculs en conséquence—7166; mode d'adjudication quant aux substances à enlever —7166; deux catégories seulement—7167; risques réciproques—7167.

M. W. Jackson—Le nouveau régime ne revient pas meilleur marché que l'ancien—7168 ; cas du contrat Boone—7168; opinion de l'ingénieur de Saint-Thomas sur les travaux de Port-Stanley—7169 ; dépenses résultant pour le comté d'Elgin—7170 ; on ne fait que du rapiécetage à Port-Stanley —7170; se plaint de manque de courtoisie —7171.

M. J. D. Reid—Nombre exorbitant de journées de travail de l'inspecteur—7171.

M. Armstrong—Demande enquête sur allégations Jackson—7171.

M. Taylor—Veut enquête sur achats et sur limes—7172.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

PORT STANLEY, PORT—*Suite.*

M. Marshall—Demande crédit pour réparer jetées de Port-Bruce—7172.

M. Boyce—Demande pour Rivière-à-la-Pluie —7172.

RENFREW, EDIFICE.

Hon. Fisher—Edifice à Renfrew—8044; coût total—8044.

RIVIERE BLANCHE.

Hon. Fisher—Dans Nipissing—7122; enlèvement souches—7122; travaux commencés en 1904—7122.

RIVIERE OTONABEE.

Hon. Fisher—Continuation dragage—7172.

RIVIERE THAMES, QUAI.

M. Clements—S'oppose pas au crédit si travail bien fait—7172 ; historique du quai de l'embouchure et de celui de la rivière Jeannette—7173 ; $5,000 dépensés en pure perte, inspecteur Colby—7173 ; crevasses dans le béton—7174 ; pilotis enfoncés dans la carcasse d'un vieux vaisseau sombré—7175 ; espère présent crédit sera mieux employé—7175.

M. Clarke—M. Lefebvre chargé des travaux, l'homme le plus compétent d'Ontario—7175.

RONDEAU, PORT.

M. Clements—Le quai Shrewsbury—7176; demande prolongement, quai actuel sans utilité—7178.

M. A. Campbell—Item devrait être rayé—7178.

STE. MARY, EDIFICES PUBLICS.

Hon. Fisher—Travaux adjugés à l'entreprise, $22,506—4156.

M. Alcorn—On a dépensé l'année dernière $182,000 d'annonces dans journaux—4156.

Hon. Fisher—Tous les départements ont des annonces—4157.

SAULT SAINTE-MARIE, DRAGAGES.

Hon. Fisher—Pour draguer les approches du quai—7178; entreprise pas concédée—7178.

SAINT-THOMAS—SALLE D'EXERCICE.

Hon. Fisher—Enclore et niveler les alentours de la salle d'exercice—4157 ; ignore nom entrepreneur et nature contrat—4158.

SIMCOE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Terrain acheté—4158; entreprise pas encore adjugée—4158.

STRATFORD, SALLE D'ARMES.

Hon. Fisher—Parachèvement—4158.

TORONTO, BUREAU DE DOUANE.

M. W. F. Maclean—Il se fait plus d'affaires à la douane de Toronto que dans aucune autre du Canada, mais on manque de place—4158 ; demande vente ancien bureau et construction nouvel édifice—4159.

M. Armstrong—Les paiements de M. S. G. Curry—4159; ses fonctions—4160.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

TORONTO, SALLE D'EXERCICE.

Sir Fred. Borden—Terrain acheté depuis trois ans—4162; prix très élevé—4162; plans sont étudiés à fond—4162; gouvernement a toujours jouissance des anciennes casernes—4162.

TORONTO, SALLE D'EXERCICES.

M. Kemp—Demande si crédit contient dispositions pour plan d'agrandissement soumis au ministre—4745; Toronto centre militaire le plus important du Canada—4745, même avec nouveaux bâtiments installations insuffisantes—4746.

M. S. Hughes—D'autres villes aussi intéressantes que Toronto au point de vue militaire n'ont pas du tout d'aménagements—4745.

M. Cockshutt—Cas de Woodstock—4746.

TORONTO, MAGASIN MILITAIRE.

Sir F. Borden—Sera construit cette année—4162.

TORONTO, CASERNE TROUPES PERMANENTES.

Hon. Fisher—Croquis de plans préparé—4162; plusieurs bâtiments—4163; ne pourra être commencé cette année—4163; coût total sera $500,000 environ—4163; on travaille à diminuer ce montant—4164.

M. W. F. Maclean—Demande construction immédiate—4164.

M. Monk—Demande que le crédit soit réservé—4164.

M. Johnston—Retranché—4165.

M. W. F. Maclean—Représente Toronto depuis quatorze ans et a droit de parler au nom de cette ville—4165.

Sir Fred. Borden—Cet article se discute depuis trois ans—4166.

M. Monk—Ne savait pas—4166.

TORONTO, HOTEL DES POSTES.

Hon. Fisher—Ceci est pour succursale F—4106; coûtera $115,000—4166.

TORONTO, PORT.

Hon. Fisher—Pour travaux à l'entrée-est du port de Toronto—7178; brise-lames et chenal—7178 ; entrepreneur brise-lames, M. J. Haney, de Toronto—7179.

M. Kemp—Demande qu'on s'occupe de l'entrée de l'ouest—7180; naufrage l'année dernière—7181; opinion "Globe"—7181.

M. A. C. Macdonell—Importance et besoins du port de Toronto—7181.

M. W. Wright—Nécessité de travaux au port de Bracebridge—7182 ; besoins de Gravenhurst—7182; besoins de Beaumarais—7183.

WINGHAM, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coûtera $20,000—8044.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

QUEBEC :

ANSE A L'ILET, JETEE.

M. Monk—Aucun compte tenu du rapport Commission du transport—6262 ; travaux dispersés au gré influence électorale—6262; quelle règle suivie pour décider construction d'édifices publics, $700,000 dans Québec, $500,000 dans Ontario—6263; dépenses désordonnées pour quais et jetées—6263 ; recommandations Commission du transport—6265; fonds de l'état gaspillés—6266.

Hon. Fisher—L'exécution des recommandations de la Commission du transport ne nous empêche pas de soigner intérêts locaux—6266; la pression des députés sur le gouvernement n'est pas pour leur intérêt personnel, mais pour celui de leurs constituants—6266 ; le gouvernement a commencé à exécuter programme recommandé—6266; travaux à Port Arthur, Fort William, canal Welland, Port Colborne, canal de la baie Georgienne, Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Québec—6267; pas de raison pour priver les provinces maritimes de ce qui leur est nécessaire—6268.

M. Monk—Ne veut pas nuire aux provinces maritimes—6268; rapport fait mention de leurs besoins—6268.

M. Bergeron—Dans l'opposition les libéraux critiquaient la manière de faire qu'ils suivent maintenant—6270; tout l'argent devrait être dépensé à Halifax et à Montréal—6270; ce serait pour l'avantage de tous—6270; il faut une fin à cette corruption en bloc des électeurs—6270.

M. J. D. Reid—Comme représentant d'Ontario, approuve protestation—6270; le fusil Ross—6270.

M. l'Orateur-suppléant—Demande qu'on s'en tienne à la question—6272.

Hon. Fisher—Une somme de $1,000 complétera travaux de l'anse à l'Islet—6272.

ANSE DU CAP, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Contrat de $13,000 à John Burns, d'Ottawa—6272 ; achèvement août 1907—6272.

M. Ames—Dépenses d'annonces $219—6272.

M. Bergeron—Annonces inutiles, tous les contrats donnés à des libéraux—6273.

Hon. Fisher—M. Burns est conservateur—6273; on en entendrait de belles si on cessait les annonces dans les journaux—6273.

ASHUAPMOUCHOUAN ET PERIBONKA.

Hon. Fisher—Essai de piliers de dérivation pour donner force au courant—6302; et nettoyer rivière pour rendre navigable—6302; $5,000 dépensés l'an dernier—6302 ; si bonne réussite on poussera travaux—6302.

BAIE SAINT-PAUL, AMELIORATIONS.

Hon. Fisher—Comté de Charlevoix représenté par conservateur—6272.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

BARACHOIS DE LA MALBAIE.

M. Ames—Excédent de 30 p.c. sur estimation—6273; travail de $20,000 fait en régie—6274.

Hon. Fisher—Pas d'entrepreneur sur les lieux—6273 ; surveillé par M. J. T. Bertrand, ingénieur consciencieux—6273 ; demandes de soumission auraient coûté $300—6274; M. Bergeron aurait protesté—6274.

LE BIC, QUAI POINTE A COTE.

Hon. Fisher—Ile a été reliée à terre ferme, en régie—6274; quai sera donné à l'entreprise—6274; déjà dépensé $14,000—6274; partie à donner à l'entreprise coûtera $14,000—6274.

M. Monk—Vaudrait mieux dépenser $25,000 aux passages étroits du chenal du Saint-Laurent—6275.

CHATEAUGUAY, QUAI.

M. Walsh—Troisième fois que crédit voté—6275.

Hon. Fisher—Maintenant emplacement choisi près quai de M. Durocher—6275.

CHICOUTIMI, JETEE.

Hon. Fisher—Travaux à faire en régie pour $5,000—6276; sous surveillance ingénieur—6276.

DOUCET'S LANDING, QUAI DE PILOTIS.

Hon. Fisher—Revote—6276; voté trop tard l'année dernière—6276.

M. Ames—Construit pour le G.T.R.—6277.

M. C. Devlin—Le Grand Tronc a son quai propre—6277 ; celui-ci est pour le public et dessert paroisse Sainte-Angèle de Laval—6277; aussi tous les cultivateurs qui portent produits à Trois-Rivières—6277; Grand Tronc a refusé l'usage de son quai pour voitures—6278.

Hon. Fisher—Dépense $5,000—6278; prix d'adjudication, $4,911—6278.

ESCOUMINS, JETEE.

Hon. Fisher—Entreprise adjugée à J. B. Charleson, d'Ottawa—6278; pour $12,000, beaucoup plus basse qu'on ne s'y attendait—6278; consent à réduire crédit de $5,000—6278.

M. J. D. Reid—Quai pour l'usage Saguenay Lumber Coy.—6278 .

M. Girard—Sert à trois paroisses à part les Escoumins—6278.

GARTH-BAY, LAC AYLMER, QUAI.

Hon. Fisher—Lac Aylmer long quarante à cinquante milles—8047; coût du quai public, $4,500—8047.

M. Fowler—Au Nouveau-Brunswick, sur rivière Saint-Jean, navigable, province paie la moitié—8046.

Hon. Fisher—Arrangement conservateur—8048.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

GRAND MECHINS, BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Entreprise concédée à J. B. Charleson, $26,900—6281; prix estimé $30,000—6282.

M. Bergeron—Achat de terrain de Pierre Verrault, notaire, en oct. 1904, temps d'élection—6282.

Hon. Fisher—Terrain de $50—6282.

M. Bergeron—Dépense d'annonces, $208.50—6282 ; annonces distribuées à tous les petits journaux du pays—6282; toujours des entrepreneurs d'Ottawa—6282; cela a l'air d'une coalition—6282; les entrepreneurs des autres villes se plaignent—6282.

Hon. Fisher—Contrats adjugés au plus bas soumissionnaire—6282; si le gouvernement n'annonçait pas dans tous les journaux, on dirait qu'il favorise ses amis—6282; si le gouvernement annonce partout, on n'est pas encore content—6283.

M. Bergeron—M. Bourque a des contrats partout—6284; contrat Connolly à Saint-Jean—6284; on doit respecter l'esprit aussi bien que la lettre de la loi des adjudications—6285.

Hon. Bureau—M. Bergeron insinue entente entre entrepreneurs d'Ottawa et bureaux du ministère des Travaux publics—6285; adjudications annoncées dans journaux qui sont lus—6285 ; si on n'annonçait pas dans journaux de campagne on prétendrait qu'on veut favoriser entrepreneurs de grandes villes—6285; journaux pas obligés publier annonces pour rien—6286.

M. C. Devlin—A Doucet's Landing travaux adjugés à un citoyen de l'endroit—6286.

Hon. Fisher—Souvent les entrepreneurs locaux soumissionnent beaucoup trop haut, se croient sûr d'avoir l'entreprise—6286; les entrepreneurs d'Ottawa sont plus habiles, connaissent la concurrence et soumissionnent plus bas—6286; ils ont meilleur outillage, plus de facilités—6287.

M. Monk—En publiant annonces dans "Gazette du Canada" seulement, on économiserait $75,000 par an—6288; en Angleterre et France il existe liste de personnes auxquelles avis envoyés par poste—6288.

GRANDE RIVIERE BEAUPRE, QUAI.

Hon. Fisher—Terrain acheté de M. Joseph Côté, embouchure rivière Beaupré—6281 ; acheté ancien quai Morel $1,200 et terrain adjacent $300—6281 ; reconstruction coûtera $10,000—6281; bateaux viendront accoster au quai—6281.

M. Morin—A marée basse, eau à 800 pieds du quai—6281 ; eau monte 20 pieds—6281.

GROSSE-ILE, QUAI DE LA QUARANTAINE.

Hon. Fisher—Adjugé à Heney et Smith, d'Ottawa—6290 ; sept soumissionnaires—6290 ; soumissions variaient de $22,462 à $31,900—6290.

M. Bergeron—Encore Ottawa—6290.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

ILE ALMA, ENLEVEMENT PIERRES.

Hon. Fisher—Travaux à répéter—6294; pierres emmenées par les glaces—6294.

M. Monk—Demande si crédit est pour enlèvement pierres dans chenal Saint-Charles, demandé par commission transport—6294; où s'est éventré "Bavarian—6294.

Hon. Fisher—Dans crédits marine et pêcheries—6294; dépend chenal Saint-Laurent—6294.

LACHINE, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Soumissions seront demandées à bref délai—4140.

LAC MEGANTIC, JETEE.

Hon. Fisher—Position réciproque village Agnès et village Lac Mégantic—8048; l'un dans comté de Beauce, l'autre dans comté de Wolfe—8049.

M. Blain—Le quai de Disraëli!—8049.

Hon. Fisher—Il y a des navires sur le lac—8053; il est absurde de forcer la municipalité à construire un pont parallèle au quai jusqu'à la rive quand elle peut accéder immédiatement au quai—8051.

M. Morin—Tous les travaux publics décidés en vue des élections—8052; faveurs aux compagnies—8052; si un homme ne peut pas être élu sur ses mérites personnels, qu'il reste chez lui—8052.

M. Wilmot—Si l'ancien gouvernement a commis injustice à l'égard du Nouveau-Brunswick il ne sied pas à celui-ci de la continuer—8052.

M. J. D. Reid—Manque de temps pour discuter—8052; insulte à la députation de présenter crédits à la dernière minute—8053.

M. Northrup—La dernière fois que crédits déposés aussi tard—8053.

LAC SAINT-FRANÇOIS (BEAUCE), QUAIS.

Hon. Fisher—Deux quais donnés à l'entreprise—6291; serviront aux bateaux faisant remorquage du bois—6291.

LAC SAINT-JEAN, REPARATION QUAI.

M. J. D. Reid—Signale dépenses mobilier de bureau—6290; éclairage à l'électricité—6291.

Hon. Fisher—Il s'agit bureau ingénieur à Chicoutimi—6291.

LAVALTRIE, QUAI.

M. Ames—Quai acheté de la compagnie Richelieu—6292; jouit des mêmes avantages qu'avant—6292; et gouvernement a l'avantage de payer réparations—6292; gouvernement va sans doute acheter tous les quais de la compagnie Richelieu—6292.

Hon. Fisher—Quand l'intérêt public l'impose—6292.

M. Bergeron—L'hon. Brodeur a dit l'année dernière que la compagnie Richelieu est seule à s'en servir—6292.

Hon. Bureau—Autrefois navires n'y venaient pas parce que pouvaient pas accoster—6292; nouvelle compagnie Laplante les utilise maintenant—6293.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

LAVALTRIE, QUAI—*Suite.*

Hon. Fisher—Quai a coûté $1,800—6293; le reste sur $5,000 votés servira à aménager—6293; travaux seront terminés cet été—6293.

M. Taylor—Entre Montréal et Toronto pas un quai n'appartient à l'Etat—6293; tous bâtis par particuliers—6293; cultivateurs qui s'en servent paient leur part—6293.

Hon. Fisher—Ne se plaignent pas—6294.

M. J. D. Reid—Cas de Prescott—6294; demande que gouvernement achète quai—6294.

Hon. Fisher—A l'étude—6294.

LEVIS, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coût total $42,000, dépensé $20,000—4140.

LOTBINIERE, QUAIS DE L'ETAT.

Hon. Fisher—Enlèvement de pierres aux abords des quais de l'Etat—6294; nettoyage du chenal—6295.

ILES DE LA MADELEINE, BRISE-LAMES ET JETEES.

Hon. Lemieux—Importance îles de la Madeleine—6295; cinq quais bâtis donnent résultats satisfaisants—6295; fréquentés tous par steamer de Pictou aux îles de la Madeleine—6295.

Hon. Fisher—Crédit sera de $16,000—6295; achèvement des jetées commencées—6295.

M. J. D. Reid—Promesse faite l'année dernière de ne plus rien dépenser—6295.

Hon. Fisher—M. Bertrand, ingénieur—6295.

MALBAIE, QUAI.

Hon. Fisher—$52,000 dépensés depuis Confédération—6295; l'année dernière, $507.90—6295.

M. J. D. Reid—Dépenses de linoleums et paillassons—6295.

Hon. Fisher—Pour salle d'attente—6295.

MONTREAL, BUREAU DE POSTE.

Hon. Fisher—Edifice "Gazette" acheté—8041; sera remplacé par édifice à l'épreuve du feu—8042.

PORT DE MONTREAL, AMELIORATIONS AU PIED DU COURANT.

M. Gervais—Demande construction débarcadère à l'île Sainte-Hélène—6178; vente à la ville pas encore définitive—6178; fréquentée par 30,000 personnes par jour quelquefois—6178; a droit à un quai comme n'importe quel hameau des Provinces maritimes—6179; intérêt général—6179; la ville par son comité des parcs a demandé l'année dernière au ministre des Travaux publics construction d'un quai—6179; rapport Michaud, évaluation $7,000—6179; ville de Montréal y a droit et le veut—6180.

Hon. Fisher—Crédit en discussion a trait à jetée en aval du courant Sainte-Marie—6179.

M. Gervais—Demande s'il y aura dans budget supplémentaire crédit pour quai Ile Sainte-Hélène—6180.

Hon. Fisher—Impossible répondre avant dépôt budget—6180.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

MONTREAL, CASERNE TROUPE PERMANENTE.

Hon. Fisher—Emplacement pas encore décidé—4140; coûtera trois quarts de million—4140; état des négociations avec la ville—4141.

NICOLET, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coût total, $25,000.

M. Daniel—Demande position actuelle de J. B. Charleson—4141.

Hon. Fisher—Inspecteur général des édifices publics—4141; le même qui était directeur de la ligne télégraphique du Yukon—4141.

NOTRE-DAME DU PORTAGE, QUAI.

Hon. Fisher—Prix de revient total, $21,363—6295.

PERCE, QUAI.

Hon. Fisher—Lyons et White, adjudicataires, sont d'Ottawa—6296.

PETITES BERGERONNETTES, ENLEVEMENT DE CAILLOUX.

Hon. Fisher—Déjà dépensé $904.71.

M. Girard—Cailloux sur distance trois milles—6293; entreprise sera coûteuse—6296; travail ne peut se faire qu'à marée basse—6296.

POINTE A LA CROIX, QUAI.

Hon. Fisher—Travaux adjugés à Charleson, d'Ottawa—6276; $13,820 dépensés déjà—6276; coûtera $25,000—6276; point de départ du bateau pour comté de Bonaventure—6276.

POINTE AU PERE, QUAI ET BRISE-LAMES.

Hon. Fisher—Quai endommagé l'an dernier; faut réparer—6278.

M. Ames—Demande si gouvernement étudie transbordement du courrier à Pointe au Père au lieu de Rimouski—6279; retards—6279; vaudrait mieux dépenser un demi-million à Pointe au Père—6279.

Hon. Fisher—Coûterait très cher—6279; gouvernement hésite—6279.

M. Bergeron—Gouvernement étudie déjà depuis deux ou trois ans—6279; vaudrait mieux décider immédiatement que dépenser argent aux deux places—6280.

Hon. Lemieux—Opinions partagées—6280; va faire l'essai d'un nouveau navire pour Rimouski—6280; résultats décideront—6280.

POINTE SAINT-CHARLES, BUREAU DE POSTE.

Hon. Fisher—Pour succursale—8041.

POINTE AUX TREMBLES (PORTNEUF), QUAI.

Hon. Fisher—Entrepreneur incapable terminer travaux—6296; faudra nouvelle adjudication—6296.

M. J. D. Reid—L'année dernière avait promis que crédit permettrait finir travaux—6297.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

POINTE AUX TREMBLES, QUAI—*Suite.*

Hon. Fisher—Explications—6297; Dussault et Pageau, de Québec, refusent de continuer travaux—6298; ingénieur envoyé sur les lieux—6300; ont déjà reçu $18,240, sur certificats ingénieur—6300; 90 p.c. de ce que ces entrepreneurs ont dépensé d'après rapport ingénieurs—6300; contrat était de $33,775—6300; aucune somme en plus ne sera payée à ces entrepreneurs avant règlement—6301; dommage causé au gouvernement par retard entrera en ligne de compte dans règlement—6301.

AMELIORATIONS DU PORT DE QUEBEC.

Hon. Fisher—Pour compléter brise-lames à Pointe à Carry—6158; coût total $812,500—6158; jetée 1,100 pieds longueur, 200 largeur, 150 au sommet—6158.

M. Ames—Travail continué d'année en année sans nouvelles soumissions—6158; M. Dussault privilégié—6158; système déplorable—6158; article "Chronicle", Québec—6160; lettre de dénonciation—6160.

Hon. Fisher—Article "Chronicle" faux—6160; travaux faits sous surveillance ingénieurs Valiquette et Chapais—6160.

QUEBEC, STATION QUARANTAINE, GROSSE-ILE.

Hon. Fisher—Réparations à l'église—4139.

M. U. Wilson—Demande comment il se fait que l'Etat répare une église?—4139.

EDIFICES POUR IMMIGRATION EN GENERAL.

Hon. Fisher—A Nominingue, Roberval et Peribonka—4139; pour l'œuvre du rapatriement—4139.

M. Bourassa—Bâtiment Nominingue érigé à la demande de la Société de colonisation de Montréal—4139; pour éviter dépenses aux colons—4140; situé à quelques pas de la gare—4140.

QUEBEC, HOPITAL DES IMMIGRANTS.

Hon. Fisher—Edifice détruit par incendie coûtait $30,000—4142; celui-ci coûtera $80,000—4142; dimensions 47 x 57 et 2 étages—4142; partie des frais d'entretien payés par Cies de navigation—4142.

QUEBEC, EDIFICE MILITAIRE.

Hon. Fisher—Edifice coin rues Carleton et Arsenal aura 71 pieds x 53—4142; coût estimatif $36,000—4143.

QUEBEC-EST, EDIFICE PUBLIC.

M. Monk—Proteste contre mode de voter crédit avec plans pas faits et emplacement pas choisi—4144.

Hon. Fisher—Expose besoins et importance de Saint-Roch—4144; pétition—4144.

M. Monk—La Chambre n'a aucun rapport sur lequel se baser pour accepter ou modifier crédit—4144; argent serait mieux employé aux modifications au port de Québec d'après rapport Commission du transport—4144.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

RIMOUSKI, REPARATIONS JETEE.

M. Ames—Dépense de $25,000 trop élevée pour travaux à la journée—6302.

RIVIERE BATISCAN, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Soumissions seront demandées —6303; prix payé année dernière 13½ cts la verge—6305; en dessous prix moyen—6303; entrepreneur Prendergast, de Montréal—6303.

RIVIERE DU LOUP, FRASERVILLE, PORT.

Hon. Fisher—$90,000 ont été dépensés depuis 1867—6304; faut encore $15,000—6304; travaux en régie—6904.

RIVIERE DU LOUP (EN HAUT) DRAGAGE EMBOUCHURE.

Hon. Fisher—En 1905-06 dépensé $16,000—6304; en 1906-07 travaux par Poupore $10,000—6305.

Hon. Bureau—Compagnie Tourville utilise cette rivière pour transporter son bois—6305; cultivateurs se servent aussi de ces bateaux—6305.

RIVIERE MASKINONGE, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Déjà dépensé $23,000—6305 ; cette année $15,000 demandés—6305; travaux pas adjugés—6305; l'année dernière, Poupore 11 cts la verge—6305; en 1905 Davis and Sons, d'Ottawa, 15 cts—6305; espère réduire encore cette année.

M. J. D. Reid—Demande qui est A. Saint-Pierre qui a touché en 1904 $9,240 pour dragages—6305; connait pas ce nom—6306.

Hon. Bureau—Depuis vingt ans, son nom figure aux comptes de l'auditeur général —6306.

RIVIERE OUELLE, JETEE.

Hon. Fisher—Pour traverser de l'I.C.R. à Malbaie—6306; à la journée—6306; à déjà coûté $225,000—6306; $40,000 dépensés récemment—6306.

RIVIERE A LA PIPE.

Hon. Fisher—$4,000, fin des travaux—6303.

RIVIERE AU RENARD.

Hon. Fisher—Travaux finis—6302; crédit doit être biffé—6302.

RIVIERE SAGUENAY, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Fait par les dragueurs de l'Etat—6306; l'année dernière on a dû faire revenir dragueur—6306; si dragué, comme demande Chicoutimi, coûtera $40,000—6306; pas de dragage à l'heure payé cette saison—6306; déjà dépensé en cet endroit, $129,000—6307.

RIVIERE SAINT-MAURICE, DRAGAGE CHENAL GRANDES PILES A LA TUQUE.

M. Monk—Depuis 1903, $100,000 dépensés à cet ouvrage—6308; sert surtout au flottage du bois—6308; favorise marchands de bois capitalistes—6308; devraient contribuer leur part—6308.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

RIVIERE SAINT-MAURICE, ETC.—*Suite.*

Hon. Bureau—Sert pas seulement marchands de bois—6308 ; 77 milles des Grandes Piles à la Tuque, voie de communication avec Trois-Rivières et Montréal—6308; six ou sept steamboats transportent trafic—6308; la jetée des Grandes Piles surtout destinée aux marchands de bois —6308; mais verseront somme annuelle pour amortir dépense—6308; arrangement entre St. Maurice Improving and Driving Association et ministère des Travaux publics—6308; permettra de tenir scieries ouvertes deux mois de plus par année —6309.

Hon. Fisher—Entente sera couchée par écrit avant dépenses pour cet ouvrage—6300.

M. Morin—Ne comprend pas pourquoi gouvernement dépense argent pour glissoires —6309; n'achète pas chevaux pour cultivateurs—6309; marchands de bois tous millionnaires—6309.

M. J. D. Reid—Si on dépensait argent pour cultivateurs on retirerait revenus plus considérables—6310.

SAINTE-ANNE DES MONTS, HAVRE DE REFUGE.

M. Ames—Soumissions demandées—6310 ; puis demande retirée—6310.

Hon. Fisher—Difficile trouver entrepreneurs —6310; travail sera fait à la journée—6310.

Hon. R. Lemieux—Soumissions faites beaucoup trop élevées—6310; gouvernement veut simplement creuser embouchure rivière—6310.

M. Ames—Constate nombreux achats de Samson et Filion, Côté et Boivin, Bouchard, s'étonne qu'on n'essaie pas concurrence—6312.

Hon. Lemieux—Tous les prix vérifiés par ingénieur Bertrand, honnêteté irréprochable—6312.

SAINT-CHARLES DE LUMSDEN, QUAI.

Hon. Fisher—Pas encore de terrain—6312 ; sera adjugé dans le cours de l'été—6312.

SAINT-FRANÇOIS, ILE D'ORLEANS, CAISSON ISOLE.

M. Morin—Extravagance du gouvernement—6313; depuis 1897, $36,000 votés pour cet ouvrage—6313.

M. Bergeron—Dépensé au cours d'élection—6314.

SAINT-FULGENCE, QUAI.

M. Ames—Parlement trompé—6314; $9,500 dépenses pour ouvrage devant coûter $5,000—6314.

SAINT-JEAN, ILE D'ORLEANS, QUAI.

Hon. Fisher—Pour prolonger de quarante-cinq pieds—6315.

M. Bergeron—Ouvrage exécuté en octobre 1904—6311.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

SAINT-JEAN, EDIFICES MILITAIRES, ECURIES.

Hon. Fisher—Ecuries actuelles temporaires —4145; pour cent chevaux—4145.

M. Alcorn—Veut savoir dans quels journaux publicité a été faite?—4146.

SHERBROOKE, SALLE D'EXERCICES.

Hon. Fisher—Terrain acheté, plans faits, soumissions seront demandées dans quelques semaines—4145; espère tout sera fini printemps 1908—4145; coût $80,000—4145.

SOREL, QUAI EAU PROFONDE.

Hon. Fisher—Quai effondré dans rivière—6216.

M. Bergeron—Quais de Montréal bâtis suivant même principe—6316.

M. Monk—Travaux pas recommandés par Commission du transport—6317 ; préférerait voir exécuter recommandations Commission quant à Montréal que construire quai même dans son comté de Jacques-Cartier—6317.

TROIS-RIVIERES, QUAIS ADITIONNELS.

Hon. Fisher—$100,000 pour payer coût total entreprise—6317.

Hon. Bureau—Travaux recommandés par Commission du transport—6317.

TROIS-RIVIERES, SALLE D'EXERCICE.

Hon. Fisher—Entreprise concédée pour $52,000—4146; coût total sera $70,000—4146 ; détails—4146.

M. Monk—Dépense excessive pour un régiment de quatre compagnies—4146; aurait été mieux employée à améliorer le port—4146; c'est le député qui veut voir son nom sur un monument—4146; la moitié des crédits affectés à Québec pour édifices publics devrait être employée à réaliser recommandations Commission du transport—4148.

M. Worthington—Rumeur de conversion des casernes de Saint-Jean en séminaire—4147.

Hon. Fisher—Rumeur du "Star", inutile de s'y arrêter—4147.

RIVIERE YAMASKA, DRAGAGE.

Hon. Fisher—Crédit actuel portera dépense depuis 20 ans à $60,000—6317.

M. Bergeron—Le sable comble toujours le chenal—6318; faut changer de système—6318; argent dépensé en temps d'élection, promesses libérales violées—6318.

SASKATCHEWAN :

ALAMEDA, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Bureau des terres fédérales sur fondations en pierre—4167.

BATTLEFORD, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Sera bâti à Old Battleford—8045; coûtera $20,000—8045; pour terres services—8045.

VOTE DES CREDITS—*Suite.*

HUMBOLDT, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coûtera $12,000—8045 ; tête de ligne du Canadian Northern—8045.

M. S. Hughes—Réclame pour Vermillon—8045.

STRATHCONA, CASERNES GENDARMES.

Hon. Fisher—Pense Medicine-Hat sera choisi—4167.

MEDICINE HAT, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coût approximatif $46,000—4171; travaux adjugés—4171.

M. Monk—Se plaint prix excessif des annonces de journaux pour ces édifices—4172.

REGINA, BUREAU DE POSTE.

Hon. Fisher—Annonces coûtent plus cher pour grand édifices parce que demandes plus annoncées—4172; édifice Regina coûtera $200,000 et plus—4172; terrain $10,000—4172.

SASKATOON, EDIFICE PUBLIC.

Hon. Fisher—Coût s'élèvera à $60,000—4173; population 4,000 âmes—4173.

M. Armstrong—Prix du terrain exorbitant —4173.

M. Monk—Plus cher qu'à Montréal—4173.

M. Sloan—Terrain payé $9,000—4173; pourrait se revendre aujourd'hui $15,000—4173; sept banques à Saskatoon—4173.

YUKON :

DAWSON, RESIDENCE DU COMMISSAIRE.

Hon. Fisher—Remplacer résidence détruite par le feu—8045.

YUKON, EDIFICES PUBLICS, LOYERS, REPARATIONS, ECLAIRAGE, ETC.

M. Bennett—Demande si le gouvernement va reconstruire une résidence pour gouverneur pour remplacer celle détruite par le feu—4753; énumération de certaines dépenses—4754; les maisons de jeu et les permis de liqueur doivent rapporter assez au gouverneur pour que le pays ne soit pas appelé à payer ce luxe—4755.

VOIES ET MOYENS.

MOTIONS AVANT DE FORMATION EN VOIES ET MOYENS.

AFFAIRES DE LA CHAMBRE.

Hon. Geo. Foster—Lenteur dans l'expédition des affaires—1148; malgré promesses parlement se rassemble juste au commencement de l'hiver—1148; travail insignifiant relativement fait jusqu'à présent—1148; impossible traiter questions financières, pas de rapport auditeur-général, ni rapports ni mesures ne sont prêtes—1149; on a arrêté la discussion du tarif parce que le gouvernement s'est aperçu que ce n'est pas ce tarif-là qu'il voulait présenter —1149; l'opposition n'a pas inutilement retardé la discussion du budget—1149; dix ou douze jours seulement—1149; depuis 22 novembre, chambre n'a siégé qu'à peu près 66 heures, six jours d'ouvrage—1150; craint bien que la prévision de la clôture pour le temps des rossignols ne soit une prévision poétique ambitieuse—1150; espère qu'au retour de la vacance tout sera prêt—1150.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

AFFAIRES DE LA CHAMBRE—*Suite.*

Sir W. Laurier—Critique trop sevère—1150; il se passe toujours trois ou quatre semaines avant que la Chambre se mette résolument au travail—1150; nombreuses réponses faites, nombreuses motions remises—1150; le gouvernement n'a eu que sept ou huit jours pour la discussion de ses mesures depuis l'ouverture—1151; l'exposé budgétaire a été prononcé moins d'une semaine après l'ouverture—1152; c'est une innovation—1152; Chambre était prévenue que les comptes publics et rapport de l'auditeur général seraient retardés à cause changement de date de l'exercice—1152; l'auditeur général maître de son rapport—1152; en somme, travail aussi avancé qu'ordinairement après quatre semaines—1152.

M. R. L. Borden—Depuis deux semaines, le gouvernement ne semble pas disposé à expédier besogne—1152; mesures annoncées ne sont pas encore déposées sous forme utilisable—1152; admet qu'il peut y avoir eu une certaine difficulté au sujet des comptes de l'auditeur général à cause changement date exercice—1154; aucune excuse quant aux projets de loi ministériels—1154.

M. J. D. Reid—Nécessité d'avoir les comptes de l'auditeur-général quant aux dépenses Buckley, Coghlin et Strubbe—1154; souvenirs de l'enquête—1156.

Incident clos—1156.

COMMISSION DES ASSURANCES.

Hon. Foster—Avant que Chambre se forme en comité de voies et moyens—2421; si ministre de la Justice déclare aucune correspondance échangée entre gouvernement et commission, est bien obligé accepter parole du ministre—2421; mais, sait le contraire—2421.

Hon. Aylesworth—Intime avec MM. Shepley et Tilley—2421; toutes communications ont été faites de vive voix—2421.

M. R. L. Borden—Ou par téléphone—2421; toutes précautions prises de ne pas laisser traîner papiers—2421.

Incident clos—2421.

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA.

M. M. S. McCarthy—Sur motion de formation en comité de voies et moyens—2572; texte constitution légale de compagnie foncière du sud de l'Alberta, Ltée—2572; blâme promoteurs d'exiger de l'entreprise des profits si considérables que le colon devra payer $1.50 ou $2 de plus l'acre—2573; origine de la compagnie, concessions successives—2574; la question des grandes concessions—2574; opinion des libéraux à la convention de 1893, art. 6—2574; clause de résiliation dans baux de pâturages maintenue jusqu'en 1902—2575; en 1905 commencent baux irrévocables—2575; règlements en vigueur cinq mois, sept concessions faites—2575; bénéfices des heureux concessionnaires—2576; M Hall et l'évaluation des terres concédées à Hitchcock et McGregor—2576; râfle de $110,000—2577; conséquences pour irrigation de cette concession—2578; réponse de l'hon. F. Oliver

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. M. S. McCarthy—*Suite.*

à la question relative à concession Hitchcock et McGregor—2578; manque prodigieux de mémoire—2578; propose motion de censure condamnent gouvernement dans concession d'irrigation Robins comme ayant sacrifié intérêt public à celui des spéculateurs—2579.

Hon. F. Oliver—La motion accuse le gouvernement d'avoir indûment favorisé la compagnie d'irrigation Robins et le discours de M. McCarthy tend à prouver que la concession Hitchcock et McGregor ou compagnie de Grand Forks va rendre plus difficile l'irrigation—2580; accusation d'inexactitude injustifiée—2580; droits que concessionnaires primitifs possédaient en vertu du décret de 1903—2580; bien plus étendus que par décret de 1905—2580; privilège d'enclore, motifs de suppression—2580; politique actuelle, bail de 21 ans révocable après congé donné deux ans d'avance—2581; motifs de cette disposition—2581; seules concessions accordées dans intervalle entre ancien et nouveau règlement celles qui étaient assez avancées pour qu'il y eût droits acquis—2581; pour que gouvernement fût tenu en honneur de compléter transaction—2582; ne dit pas que politique antérieure était mauvaise, mais était de nature à provoquer abus—2582; il n'a pas été prouvé que le gouvernement ait failli à défendre les intérêts du public dans concession Robins—2582; nature de la concession—2582; terrains traversés par C.P.R. qui a refusé de prendre les sections impaires de cette région comme partie de sa concession—2582; pas un colon établi—2582; ceci donne une idée de la valeur prétendue des terres—2582; la compagnie du C.P.R. n'en a voulu ni comme terres agricoles, ni comme terre d'irrigation—2584; en 1902 la compagnie d'irrigation de l'Alberta n'en a pas voulu non plus—2584; à côté de ces terres se trouve Medicine-Hat, ville florissante qui demande mise en valeur des terres avoisinantes—2584; elle en a autant le droit, que Calgary a celui d'attendre sa prospérité des travaux d'irrigation que fait le C.P.R. dans ses environs—2584; que pouvait faire le gouvernement quand une compagnie venait offrir, en se conformant à toutes les règles en la matière, de mettre ces terres en valeur?—2584; d'amener des capitaux—2584; quel était le devoir d'un gouvernement réellement protecteur éclairé des intérêts du peuple—2584; le gouvernement n'a rien à se reprocher dans transaction Robins—2585; a voulu et veut faire donner par irrigation valeur à des terres qui n'en ont pas aujourd'hui—2585; aperçu de l'irrigation—2585; zone d'Alberta et Saskatchewan où l'irrigation n'est pas indispensable et où son opportunité peut être discutée—2585; loi d'irrigation passée par le gouvernement conservateur 1894—2585; loi libérale 1896—2586; travaux et succès de l'Alberta Railway and Irrigation Company—2586; l'œuvre du C. P.R. met 2,500,000 acres en irrigation

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

—2588 ; le gouvernement alors, s'est adressé en 1902 à la compagnie de chemin de fer et de houille d'Alberta pour lui faire faire sur une partie des terres fédérales les mêmes travaux auxquels se livraient les grandes compagnies—2587 ; nature du marché—2587; impossibilité de faire de l'irrigation avec de petits capitaux —2588; même contrat avec Cie Robins qu'avec compagnie d'Alberta—2588; l'une embrasse 300,000 acres et l'autre 500,000 acres—2588; conditions imposées à compagnie Robins—2588; le gouvernement a montré qu'il connaissait bien les besoins du Nord-Ouest—2588; impossible d'évaluer les profits que peuvent réaliser des compagnies concessionnaires comme celle de Grand Forks—2589 ; travaillent pour réaliser profits—2589; jamais les actionnaires ne pourront recevoir de leur placemnt un profit disproportionné aux avantages que retire Canada des travaux exécutés—2589; la critique repose sur la vente des terres à $1 l'acre, mais ce n'est pas la terre, c'est l'eau qui est le facteur dans cette opération—2590; un dollar l'acre n'est pas le prix de la terre, c'est la garantie de bonne foi que la compagnie amènera l'eau et fertilisera un district—2590; nous ne prétendons pas entasser l'or dans les coffres publics par des ventes de terres, mais assurer des revenus par leur fertilité—2590; la Chambre n'hésitera pas à repousser cette condamnation d'un acte éminemment utile du gouvernement—2590.

M. W. J. Roche—Personne ne nie bienfaits de l'irrigation—2590; on blâme gouvernement d'avoir renié pricipes posés en 1893; —2590; d'avoir trafiqué avec rois de l'élevage et magnats terriens—2590; veut parler concession Hitchcock et McGregor—2590; accordée sans concurrence—2591 ; historique de la première concession McGregor—2592; exemptions et avantages accordés, pas de négociations, pas de réserve d'abreuvage—2592; historique de concession Hitchcock—2592 ; fusion des concessions McGregor et Hitchcock en Cie d'élevage de Grand-Forks—2593; pas d'enchères, marché privé—2594; pétitionnaires mis de côté pour avantager MM. Hitchcock et McGregor—2594; la faute revient à l'honorable Sifton qui voulait centraliser en sa personne tous les pouvoirs—2595; histoire personnelle de M. McGregor—2595; compagnie Robins, doublure de la Cie de Grand-Forks—2595; la composition de la Cie de Grand-Forks, les directeurs—2595 ; le gouvernement libéral a fait disparaître les restrictions dont le parti conservateur entourait les concessions—2596; la valeur réelle des terres concédées—2597 ; rapport de J. B. Saunders et J. G. McIntosh—2597 ; les terres étaient bonnes même sans irrigation—2597; la compagnie refuse de vendre maintenant ses terres même celles qui ne sont pas irriguées—2598; opinion sur les profits réalisables possibles de l'entreprise—2598; rapport Hall—2600; le

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. W. J. Roche—*Suite.*

gouvernement n'a pas donné de terres aux chemins de fer mais il a fait pis, il en a donné à des spéculateurs—2600; la Cie des terres de la vallée de Saskatchewan—2600; gouvernement n'a pas vendu seulement des terres arables—2601 ; a vendu terrains houillers—2601; motion Herron—2601; accaparement des terrains aurifères par les Guggenheim au Yukon —2601; vente de terres boisées—2602; concessions de pêche sur lac Winnipeg—2602; on a mis cinq cent mille piastres dans la poche des intermédiaires pour concession Robins—2602; le gouvernement devrait irriguer lui-même les terres, puis les vendre aux colons—2603; différence entre conditions imposées compagnie Robins et compagnie d'Alberta —2603; différence entre M. Oliver, député et M. Oliver, ministre—2603.

M. W. E. Knowles—L'amendement de M. McCarthy ne parle pas des baux de pâturage—2604 ; c'est pourtant de cela seulement qu'a parlé M. Roche—2604; allusion personnelle insultante aux directeurs ne prouve rien contre transaction—2604; la Chambre a déjà passé jugement sur la transaction des terres de la vallée de la Saskatchewan—2604; la population de Medicine Hat approuve entièrement ce qu'a fait le gouvernement pour obtenir irrigation des terres en question—2604; le bail McGregor et le bail Hitchcock étaient réguliers—2605; qu'importe que l'un ait été dans le commerce des boissons et que l'autre soit banquier privé—2605; les évaluations fantaisistes de M. Hall—2606; s'il fallait traiter de voleurs tous ceux qui réalisent des bénéfices sur la vente de terrains au Nord-Ouest, on transformerait en voleurs une grande partie des habitants de ce pays—2606; insultes et insinuations contre le sénateur Ross—2610 ; brillante et honorable carrière—2610; il est prouvé que le C.P.R. n'a pas voulu des terres en question—2610 ; dans certains terrains demi-arides de l'ouest impossible d'appliquer d'une façon draconienne le règlement relatif aux biens de famille—2611 ; toutes les concessions sont admissibles si elles ont en vue de faciliter colonisation—2611 ; tout s'est fait ouvertement dans la concession des baux, il n'y a rien eu de caché—2612; ce n'est pas parce que la Chambre siège que le ministre doit la tenir au courant au jour le jour de ce qu'il fait—2613 ; demande encore plus de libéralité du gouvernement dans gestion des terres semi-arides—2613; verrait avec joie encore plus d'aliénation et plus d'irrigation—2614 ; l'hon. Dewdney et l'irrigation en 1890—2614; preuve que les terrains en question sont semi-arides —2615; rapport Smart et J. W. Thompson —2616; différentes méthodes—2616; méthode individuelle, impraticable—2616 ; méthode coopérative, insuccès—2616; impossible de savoir si l'opposition est catégoriquement en faveur d'établissement d'irrigation par l'Etat—2617; le gouvernement en faveur de travaux d'irrigation

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. Knowles—*Suite.*

par compagnies privées—2617; M. E. Mead et l'irrigation par sociétés privées aux Etats-Unis—2618; ce dont se plaint l'opposition c'est de la loi régissant les terres domaniales—2618; tout s'est fait conformément à la loi—2618; texte—2618; tout le monde aurait pu passer le même marché que ces messieurs—2619; ces terres sont dans son district, n'a pas été consulté, il s'agissait de simple matière administrative—2619; il a été versé un dépôt de $19,000, il ne s'agissait donc pas de spéculation en l'air—2619; marché honnête, a paru à la "Gazette du Canada"—2620; clause interdisant à la compagnie de revendre terres plus de $5 l'acre était illusoire, il était tout aussi bien de la supprimer—2620; dans les terres bénéficiant de ce contrat, il y a des terres de la Baie d'Hudson et des terres scolaires, le gouvernement recueillera les avantages et quand le temps viendra de les sortir de l'irrigation, il en aura un meilleur prix—2620; opinions du "Times" et du "News" de Medicine Hat—2621; dans le district intéressé, sans distinction de politique, on approuve le marché—2621; on cherche simplement une arme politique; mais c'est une arme à deux tranchants—2622; le gouvernement doit être félicité de cette entreprise d'irrigation—2622; le peuple de l'ouest a approuvé le bill d'autonomie et accepté le maintien des terres des provinces entre les mains du gouvernement fédéral—2622; accusation absolument vide—2622; bataille contre moulins à vent—2622.

M. H. B. Ames—M. Knowles défend ce que l'opposition n'attaque pas—2623; l'irrigation aux Etats-Unis—2623; M. J. S. Dennis et la zone semi-aride, rapport—2624; l'hon. Daly et l'irrigation—2624; l'irrigation n'est plus à l'essai dans Alberta-sud—2624; le C.P.R. et l'irrigation—2624; approuve entreprise honnête, rejette projets de lanceurs d'affaires—2625; il ne faut pas payer trop cher, même pour les bonnes choses—2625; la demande de M. Robins, 25 juin 1906—2625; avis du ministre de l'Intérieur au conseil—2625; gouvernement n'a pas pris précautions—2626; clauses de la convention—2626; obligations de la Cie, obligations du gouvernement—2626; développements de la Cie initiale—2627; vente de la concession à la "Southern Alberta Land Coy," $500,000 bénéfice—2627; achat par la même compagnie du bail de la "Grand Forks Co'y"—2627; trois calculs; quel prix aurait coûté avec profits raisonnables irrigation des terres sans spéculation?—2628; combien la "Southern Alberta Forks" a eu à débourser par suite des spéculations?— 2629; combien la compagnie entend faire de bénéfice d'après son prospectus?—2629; différence entre les calculs, il faudra vendre la terre $12 l'acre au lieu de $6—2630; il faudra que le bailleur de fonds ou le colon soient désappointés, l'un ou l'autre—2630: quand bien même Medicine Hat sera satisfait il faut savoir si tout le

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. Ames—*Suite.*

Canada le sera—2630; le gouvernement était au courant de profits exagérés qui allaient être réalisés—2630; le rapport Campbell—2631; la clause restrictive de vente à $5 conseillée et supprimée—2632; les baux irrévocables—2632; histoire personnelle de M. Guy Tracey, gentilhomme britannique—2632; contrat passé avec compagnie non autorisée, sans aucune existence légale—2632; Robins, Hitchcock, McGregor se retireront successivement en emportant le magot réalisé—2633; des bailleurs de fonds anglais se lamenteront d'avoir eu foi dans prospectus—2633; nous n'avons plus besoin de faire de tels avantages aux capitalistes pour amener des capitaux—2633; s'il faut payer double prix nous préférons faire travaux nous-mêmes—2633; bons résultats déjà obtenus par discussion en Parlement des choses de l'Ouest—2634; modifications opérées—2634; il n'est pas juste qu'à cause de mauvaise administration le colon ait à payer pour ses terres deux fois le prix raisonnable—2634.

M. W. McIntyre—On prétend dans la résolution discuter l'irrigation et on discute baux de pâturage—2655; le député de Calgary n'ose pas s'attaquer à l'irrigation parce qu'il sait que sa division électorale en a trop besoin—2635; M. Roche a été un peu plus aggressif parce qu'il est plus éloigné des terrains à irriguer—2635; c'est M. Ames, de Montréal, qui s'est lancé à l'attaque—2635; c'est lui qui a entrepris d'entraver l'œuvre du gouvernement en faveur du Nord-Ouest—2635; faux que les cinq cents par acre déposés par compagnie pour arpentage et représentant $19,000 étaient partie du prix d'achat, preuve de la dénégation—2636; autre version de la transaction—2636; opération absolument régulière, la gauche ne peut pas faire autre chose que condamner la loi d'irrigation—2636; la futilité de la restriction du maximum du prix de vente à $5—2637; il est évident que le seul moyen d'amener des colons sur ces terres était d'irriguer—2637; l'Ouest en faveur de toute entreprise tendant à fertiliser les terres arides—2637; approuvera tout projet de ce genre sans se soucier de l'opposition—2627.

M. E. Bristol—Ce sont les citoyens de Montréal qui ont ouvert le C.P.R.—2638; irrigation pas chose nouvelle—2638; succès aux Etats-Unis—2638; M. Robins, l'instrument de Hitchcock et McGregor—2639; subterfuge et dissimulations préméditées—2640; le dépôt de $19,000—2643; pas de prix raisonnable fixé pour acquisition de terres par colons—2641; la loi anglaise de 1900 sur dépôt des prospectus—2642; lecture du prospectus—2643; s'il était de bonne politique en 1902 avec compagnie de chemin de fer et d'irrigation d'Alberta de fixer maximum de prix de vente des terres à $5 pour colons, également bonne politique en 1906—2646; dissection du prospectus, opération profitable en raison seulement du bail irrévocable à Grand Forks Cattle Coy—2646.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*
M. Knowles—Prouve que Hitchcock signataire du prospectus n'est pas Hitchcock associé de McGregor et détenteur de bail du gouvernement—2648.
M. E. Bristol—Composition du capital de la compagnie—2650 ; autre calcul des profits à réaliser—2650 ; profit total calculé à $2,008,426—2652; le Canada retire en tout $381,000—2652; l'entreprise ne protège ni le Canada, ni les immigrants—2653.
M. J. G. Turriff—Grande manipulation des chiffres—2653 ; rédaction des prospectus spécialité inhérente à Toronto—2653 ; ce sont les membres de l'opposition éloignés de l'Ouest qui condamnent le plus fort—2653; on parle de la compagnie Robins, mais on ne parle pas de la compagnie d'irrigation d'Alberta qui a obtenu les mêmes privilèges et qui fait les mêmes travaux—2654; la compagnie de chemin de fer d'Alberta est composée de conservateurs—2654; les libéraux paraissent n'avoir pas le droit de faire de transaction avec le gouvernement—2654; personne ne voulait de ces terres arides, le gouvernement les a offertes à tout le monde—2654; les bénéfices fantastiques alignés par les députés conservateurs—2655; combien de compagnies d'irrigation ont déjà fait faillite—2655; compagnie ne peut pas vendre un acre avant d'avoir rempli conditions et irrigué 25 p. 100 des terres—2655; travail difficile d'irriguer 25 p. 100 de ces terres—2655; avec l'irrigation on facilite à la fois l'élevage et la culture—2654; actuellement on peut faire 25 milles sur ces terrains sans rencontrer un seul colon—2656; ce que la compagnie de chemin de fer de l'Alberta a fait pour la région qu'elle a travaillée—2656 ; l'Ouest veut qu'il en soit de même partout—2656; l'Etat ne peut pas faire ces travaux, ils sont mieux faits par des compagnies, exemple celle de l'Alberta—2657; la futilité du maximum du prix de vente—2657; le moment n'est pas encore venu d'apporter changements au mode d'améliorer ces terres par l'irrigation—2658.
M. R. S. Lake—L'irrigation n'a aucune affaire avec la motion—2720; l'opposition reproche au gouvernement d'avoir laissé les spéculateurs intéressés accumuler tellement d'argent que les colons de bonne foi en souffriront—2725 ; l'actif de la compagnie des terres du sud de l'Alberta pourrait être réduit du tiers—2725; ce qui est blâmable, c'est le trafic des concessions—2726; historique de la transaction—2726; les bailleurs de fonds anglais ont payé $957,350 pour le privilège de faire de l'irrigation—2728; qui a bénéficié de cette transaction—2728; le public a le droit de connaître tous détails de la transaction—2729; M. Hitchcock banquier représente-t-il d'autres personnes et quelles personnes ?—2730 ; différence entre ce contrat et celui du c. de f. et d'irrigation de l'Alberta—2730 ; la clause des cinq dollars—2730; le ministre manque de sincérité, aurait dû donner les noms de ses amis politiques avec lesquels il a fait le contrat Robins—2732; évaluation de l'actif de la compagnie Grand-Forks exagérée—2732; autres estimations excessives—2733; la question de la fourniture de l'eau—2733; la compagnie pas garantie d'avoir l'eau nécessaire—2733.
M. R. G. Macpherson—Doctrine de sir John Macdonald, laisser le champ libre à l'initiative personnelle dans le développement des ressources naturelles latentes du Dominion—2734 ; un peuple qui compte toujours sur l'Etat ne fera jamais rien de grand—2734; l'initiative individuelle fait la force des E.-U.—2734; l'initiative de M. Ames n'a jamais été capable de s'élever jusqu'à protéger la partie basse de Montréal contre les inondations—2734; on parle de bénéfices extraordinaires; en un seul endroit sur le chemin de Cariboo dans une tranchée longue de 40 milles, il s'est englouti $750,000 de capitaux anglais—2735; c'est ce que la gauche appelle des affaires sûres—2735; pauvreté de la région—2735; les hommes de la Cie Robins sont des Canadiens, ils ont bien le droit de s'enrichir un peu s'ils rendent service au pays—2735; les gens du Pacifique ont bien fait des millions—2736; les gens qui jettent les hauts cris sur l'affaire Robins sont les mêmes qui ont envoyé une dépêche de félicitation à un premier ministre qui a trouvé très moral l'acceptation d'un pot de vin de $37,000—2736; en fait de prophéties manquées le chef de l'opposition avait annoncé à Vancouver en 1904 qu'il enlèverait tous les sièges de la Nouvelle-Ecosse—2736; l'opposition a approuvé la concession de 10,000 acres de terre de la Colombie-Angaise à une femme—2736; l'opposition a approuvé aussi le gouvernement de la Colombie de donner sans restriction au C.P.R. 800,000 acres de terres—2736; la paille et la poutre—2736; le contrat avec la compagnie Robins est conçu dans des termes excellents—2737; c'est bien facile à M. Ames de dire à l'Ouest d'attendre—2737; l'Ouest ne veut plus attendre—2738; la fortune des D. Smith et des Angus ne s'est pas faite autrement—2738 ; il faut du courage pour entreprendre d'amener l'eau de 40 milles, de l'élever à 250 pieds et de la distribuer sur une superficie de 380,000 acres—2738.
M. J. Herron—Tout le monde approuve entreprise—2739; ce qui frappe ce sont les avantages accordés aux concessionnaires—2739; se plaint qu'on refuse à d'anciens éleveurs, dans les affaires depuis 20 ou 25 ans avantages accordés à Compagnie Grand Forks—2739; si plusieurs compagnies se repassent le contrat d'irrigation de cette façon, jamais le colon ne sera capable de payer le prix que coûtera l'eau—2740.
M. F. B. Carvell—La question est de savoir si cette entreprise sera à l'avantage du peuple canadien—2740; étude des conditions—2740; valeur des terres—2741; rapport Thompson—2741; rapport Smart—

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. Carvell—*Suite.*

2741; ces terres sont évidemment impropres à la colonisation et ne peuvent pas rentrer dans la catégorie des terres ordinaires du Nord-Ouest—2742 ; l'Etat était virtuellement forcé d'adopter la méthode d'aliénation des terres—2743; opinion R. H. Campbell—2743; évidemment ces terres ne pouvaient pas être traitées comme les autres—2743; le gouvernement a eu raison de les concéder en grands blocs—2744; à la lumière de l'expérience, le gouvernement aurait eu tort de se charger à ses frais du système d'irrigation—2744; quant à la concession Hitchcock, le bail est conforme aux rapports des fonctionnaires—2744; le grand grief c'est qu'on suppose que les organisateurs de l'entreprise vont réaliser des bénéfices—2745; le grand tapage du "Star"—2745; les accusations de tripotage—2745; la bombe éclate sans blesser personne—2745; ce que valent les prospectus—2746 ; ce n'est pas un crime de chercher à réaliser des profits sur la vente de ses terres—2746; MM.Foster, Fowler et Bennett en savent quelque chose—2746; si ces messieurs n'ont pas commis de crime en revendant des terres à bénéfice, pourquoi serait-ce un crime pour les autres—2746; la futilité du maximum de prix de vente des terres—2747; si la compagnie veut vendre ses terres trop cher, les colons ne les achèteront pas, où seront les bénéfices?—2748; la compagnie a intérêt à offrir ses terres sur un pied commercial 2748; ce contrat est soumis à la loi d'irrigation de 1898—2748; le ministre a le droit de réglementer le prix de la vente de l'eau qui est le régulateur de la valeur des terres—2748; pas de monopole, obligation par l'article 20 de la loi d'irrigation de faire travaux dans certains délais—2749; terrains ne peuvent pas rester à discrétion de la compagnie—2749; la loi d'irrigation qui est partie intégrale du contrat donne toute garantie au gouvernement—2749; le gouvernement doit être félicité de la façon dont il a appliqué le système adopté—2750; si le système est mauvais, pourquoi n'en propose-t-on pas un autre?—2750 ; aucun député de l'ouest n'a trouvé à redire aux conditions d'achat $1 l'acre comptant et $2 d'améliorations—2750; le seul grief c'est le bénéfice possible de Hitchcock et McGregor—2750; on affecte de croire qu'Hitchcock peut avoir servi de prête-nom pour personnage officiel—2751; alors qu'on porte une accusation, qu'on demande une enquête—2751 ; l'affaire est devant le public depuis assez longtemps, les accusations auraient pu se faire jour—2751; le système adopté par le gouvernement est le fruit de mûre délibération—2751; il s'inspire des intérêts les plus chers du pays—2751.

M. R. L. Borden—Victoire McBride, en Colombie-Anglaise—2731; défaite McInnes et Henderson, à Vancouver—2752 ; juge Henderson mis en nomination 2 janvier a siégé jusqu'au 17—2752 ; deux fonctionnaires fédéraux dans la mêlée—2752; vantardises libérales—2752; défaite

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

à Victoria—2752; la puissance de digestion des députés ministériels—2753; aux Etats-Unis, la gestion par l'Etat des améliorations des terres domaniales a produit d'excellents résultats—2754; argument Knowles que le gouvernement ne doit jamais être critiqué quand il agit dans la limite de ses droits—2754; il est faux que tout le monde aurait pu avoir la même chance que MM. Hitchcock et McGregor—2756: sept seulement ont eu ces privilèges sur 1,086 demandes—2756; et ces avantages ont été accordés à des personnes qui n'étaient pas dans l'industrie du bétail—2757.

M. Knowles—Rectifie—2757; M. Hitchcock figure comme banquier, mais s'occupe d'élevage depuis longtemps—2757; parle en connaissance de cause—2757.

M. R. L. Borden—Personne ne nie l'utilité de l'irrigation pour ce district—2757; la question est de savoir si le marché passé par le gouvernement était sage et favorable—2757; lorsque le projet d'irrigation fut soumis au gouvernement il aurait dû être annoncé au peuple pour que tout le monde fût à même d'offrir les meilleures conditions possibles pour le réaliser—2757; puis accepter la meilleure proposition—2758; la question de l'aliénation de l'eau—2758; l'opposition parle surtout des baux de pâturage de Hitchcock et McGregor parce qu'ils sont le nœud de la situation—2759; mode de procéder—2760 ; compagnie Robins jamais fondée pour faire de l'irrigation mais pour permettre aux promoteurs de trafiquer de leurs privilèges en Angleterre—2760: la "Canadian Agency, Ltd."—2760; les profits calculés par M. Bristol, $2,008,436—2761; ces bénéfices viendront forcément de ceux qui s'installeront sur ces terres—2761; autre calcul, recettes d'après prospectus, $5,185,467, dépenses à encourir, $1,721,200, bénéfice calculé, $3,314,317—2762; la réputation de M. Hall—2763; la genèse du projet d'irrigation—2763; résumé de la formation de la compagnie par suite d'obtention de concessions de règlement successives de la part du gouvernement—2765; c'est à des entreprises d'irrigation de ce genre que s'oppose la gauche—2765; interprétation du prospectus—2766; comparaison avec compagnie d'irrigation d'Alberta—2767; le ministre a rayé la clause du maximum de 5 dollars l'acre, en dépit des fonctionnaires de son département—2768; ce n'est pas parce qu'une loi est ou peut être violée qu'il faut l'abroger—2768 ; d'ailleurs il serait facile de rédiger la clause de façon qu'elle ne pût pas être violée—2769; il y a moyen de mettre le gouvernement à même de profiter de la plus-value des terres—2769 ; exemple de la Colombie-Anglaise et des sites de ville—2770; exemple des Etats-Unis—2770; comment s'y est pris le gouvernement américain—2771; le petit fermier et la richesse de la France—2772; dispositions prises aux Etats-Unis pour diviser le fermage—2772; les Etats-Unis n'ont que 50 millions d'a-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. R. L. Borden—*Suite.*

cres à irriguer, nous en avons 65 millions —2772; Roosevelt au congrès d'irrigation des Etats-Unis—2773; notre devoir est d'empêcher nos terres de tomber aux mains des spéculateurs—2774; il faut un système d'irrigation régulier, organisé par gouvernement et dirigé par l'entremise d'une commission munie de pouvoirs comme l'auditeur-général et indépendante des partis—2774.

M. A. K. Maclean—L'opposition ne discute pas l'irrigation mais la réputation de quelques individualités se rattachant à l'entreprise—2774; la même chose quant à la compagnie des terres de la vallée de la Saskatchewan—2775; la brochure conservatrice "A session's disclosures"—2773; qu'importe que M. McGregor ait tenu une écurie de louage—2776; la réponse du "'News" de Calgary à propos de M. McGregor—2777; le public n'a pas intérêt à savoir qui peut retirer des bénéfices de cette entreprise, cela ne regarde personne—2777; l'entreprise doit être discutée à sa juste valeur et non quant aux terres —2777; la valeur réelle des terres, l'évaluation conservatrice ridicule d'exagération, comme dans l'affaire des terres de la vallée de la Saskatchewan—2778; rapport Dennis, 1894—2778; rapports subséquents—2779; le C.P.R. a dépensé 6 millions pour irriguer 3 millions d'acres—2779; terrains d'irrigation sans aucune valeur—2779; les baux de la compagnie d'élevage de Grand Forks—2779; qu'aurait-on pu faire de ces terrains si on ne les avait pas loués pour pâturages—2780; en 1907 on a importé 90,000 têtes de bétail qui représentent $4,000,000—2780; c'est une industrie cela—2780; l'étendue des terrains concédés à bail—2780; superficie pas trop vaste, il en a déjà été concédé de plus grandes—2781; irrévocabilité des baux était une nécessité pour établissement d'industrie stable—2752; cette compagnie s'engageait à faire des dépenses qui justifiaient sa demande d'irrévocabilité des baux—2752; absurde de dire que l'affaire d'irrigation Robins ne pourrait se réaliser sans s'assurer du bail de la Grand Forks—2784; la convention avec la compagnie Robins faite par le gouvernement devait annuler ce bail, s'il était si mauvais, le gouvernement doit être au moins félicité d'y avoir mis un terme—2734; les divers systèmes d'irrigation—2785; irrigation par compagnie, seule praticable, exemple: C.P.R. et Alberta—2785; la colonisation des terres irrigués demande une politique d'immigration spéciale—2785; ces terres ne peuvent être cultivées que par des immigrants américains accoutumé au système—2785; le gouvernement canadien ne pourrait pas décemment aller solliciter immigrants américains pour ses terres irriguées—2786; le gouvernement a un meilleur emploi pour son argent que faire de l'irrigation dans l'Ouest—2786; qu'il fasse des chemins de fer—2786; le gouvernement américain s'est chargé d'irrigation à cause des conflits

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. A. K. Maclean—*Suite.*

entre Etats—2786; M. E. Reid, expert en irrigation a fait grand éloge de notre loi d'irrigation—2786; la propriété de l'eau courante par le gouvernement le dispense de se charger lui-même d'irriguer le pays —2786; l'idée de monopole est absurde, personne ne peut réaliser de profits en détenant de grands espaces de terres irréguées—2787; absurde de dire que la compagnie va dépenser des millions puis demander pour ses terres un prix tel que personne ne les achètera—2787; rapport Pearce—2788; expropriation d'ailleurs prévue par loi d'irrigation au cas où compagnie laisserait des terres en friche plutôt qu'accepter prix raisonnable—2788; les calculs fantastiques de bénéfices étalés par conservateurs—2788; la charte de la compagnie des terres d'Alberta méridional—2788; la valeur des prospectus, les prix fictifs d'achat de concessions initiales—2789; la pratique suivie en matière de formation de compagnie—2789; le mécanisme des prétendues ventes et des prétendus profits réalisés—2790; on dit que la compagnie va réaliser des bénéfices énormes, or, la compagnie, c'est le public—2791; la gauche s'est même efforcée de démontrer que ni M. Robins, ni M. Hitchcock, ni M. McGregor n'en faisaient plus partie—2761; les calculs de M. Borden ne donnent après tout qu'un bénéfice de 6 p.c. par année sur un capital de $1,800,000, ça n'est pas exagéré—2791; les calculs de M. Ames, s'ils étaient mis en pratique donneraient 19 p.c.—2792; d'après les calculs de M. Saunders, le mieux que peut faire la compagnie est de recouvrer son capital en dix ans—2794; M. Ames porte la valeur des terres une fois irriguées à $6 l'acre, prix raisonnable—2794; différentes circonstances omises—2794; estimation absurde——2794; en dehors de tout profit illicite reviendront au moins à $8 l'acre—2795; le rapport Campbell—2795; opinion Genest—2795; il n'eût pas été sage de placer clause de maximum de $5—2797; à cause difficulté trouver fonds—2797; la concurrence avec l'autre compagnie de terres d'Alberta, avec la compagnie du C.P.R. empêchera toujours de demander prix excessif pour terres—2797; d'ailleurs l'Etat a toujours la ressource d'expropriation—2797; confiscation au bout de quinze ans si tout n'est pas vendu jusqu'au dernier acre—2798; le tarif de l'eau, clause imposant à compagnie Robins les dispositions de la loi d'irrigation—2798; la compagnie d'irrigation d'Alberta et le prix de la fourniture de l'eau—2798; à ce prix et suivant les indications du prospectus la compagnie ne retirera pas un sou de la vente—2799; le contrat en général—2799; avantages du marché pour le public en général—2800; personne ne récrimine, sauf l'opposition —2800; celle-ci fait de la politique de parti et non de la colonisation ou de l'irrigation—2800.

M. Northrup—Il est bien certain que la résolution ne vise absolument que des individus—2800; il s'agit simplement d'hom-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMPAGNIE FONCIERE DU SUD DE L'ALBERTA—*Suite.*

M. Northrup—*Suite.*

mes et non d'irrigation—2801; la convention d'Ottawa 1893—2801; absurde d'innocenter MM. Hitchcock et McGregor d'avoir fait de l'argent avec contrat Robins parce que lord Strathcona et lord Mount Stephens en ont fait avec le C.P.R—2802; comparaison des deux cas—2802; M. Robins et le tennis—2803; M. McGregor et son écurie de louage—2804; affaire Robins opérée de la même façon que contrat North Atlantic Trading Coy.—2804; jeu des concessions d'avantages successifs—2804; il est facile de découvrir qui a tramé l'affaire—2805; le calcul des bestiaux—2806; la Canadian Agency—2806; c'est le public en général qui paie les profits de ces messieurs—2806; le public a donc le droit de connaître le chiffre de ces bénéfices—2806; fardeau sous lequel commence la compagnie et dont elle est lestée par l'affaire des Grand-Forks—2807 ; le gouvernement aurait pu choisir pour faire de l'irrigation une compagnie n'ayant pas tel fardeau à traîner—2807 ; l'irrigation : on vend la terre à la compagnie $3 l'acre et on lui offre $8 l'acre pour en irriguer le quart—2807; M. Oliver responsable des baux passés en 1903—2808; solidarité ministérielle—2808; sept baux seulement dans l'histoire du N.-O. contiennent la clause d'irrévocabilité—2808; la droite défend les conditions auxquelles se sont fait les baux et d'un autre côté défend le ministre qui les a changées—2809; le sénateur Ross—2809; le gouvernement et ses amis ont discuté cette question à tous les points de vue sauf celui du colon—2810.

M. Bourassa—A déjà voté contre l'entreprise des terres de la vallée de Saskatchewan—2810; n'est pas d'avis que le gouvernement ne devrait pas pratiquer lui-même l'irrigation—2811; ce pays aussi honnête et clairvoyant que E.-U—2811; n'admet pas la suppression de la clause du maximum de $5—2811; n'admet pas mélange du bail de la Grand-Forks Co et de la Cie Robins—2811 ; obligé voter pour résolution McCarthy—2811; opposé à la possession exclusive des terres donnée à la compagnie—2812; bénéfices indus aux spéculateurs—2812; les conservateurs ont fait la même chose et cela a causé beaucoup de tort au Canada—2812; il faut se réformer—2812.

Motion McCarthy mise aux voix—2812 ; rejetée par 53 pour et 86 contre—2814.

EXECUTION DES LOIS FEDERALES.

M. W. F. Maclean—Sur motion de formation en comité de voies et moyens—4252; propose résolution que gouvernement est responsable de l'application lois fédérales et si mesures spéciales nécessaires pour assurer cette application doivent être prises immédiatement—4258; théorie du premier ministre et du ministre de la Justice que l'exécution des lois fédérales est du domaine des provinces—4238; et que le gouvernement n'a rien à voir à la mise en vigueur des lois que nous adoptons cha-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

EXECUTION DES LOIS FEDERALES—*Suite.*

M. W. F. Maclean—*Suite.*

que année—4253; que le ministre de la Justice ne doit appliquer lois fédérales que lorsqu'il en reçoit ordre spécial du parlement dans statut—4254; citation Shakespearienne—4254; Dogberry et l'administration de la justice—4254; "Beaucoup de bruit pour rien"—4254 ; exemples des Etats-Unis—4256; loi des coalitions commerciales aux Etats-Unis—4256 ; la loi des chemins de fer aux Etats-Unis—4257; le rôle du procureur général—4257; au Canada, ce sont les particuliers qui sont obligés de sévir—4258; discours de M. Root—4258 ; révélations obtenues aux Etats-Unis—4259; le gouvernement doit prêter son concours non pas aux corporations, mais au peuple—4260; s'il importe d'adopter une loi, il importe de l'appliquer et c'est au ministre de la Justice de le faire—4260; coutume établie dès le début est mauvaise—4260; il faut nouvelle orientation—4260; déclarer que non seulement ministre de la Justice mais tous les ministres sont chargés de l'application des lois concernant leur département—4261; il faut déclarer que l'application des lois fédérales est du ressort des autorités fédérales—4261; s'il n'y a pas de tribunaux fédéraux, on peut en créer—4261 ; ne s'en prend pas au gouvernement, mais au système—4261.

Hon. Aylesworth—Attitude du gouvernement la même que celle tenue par les gouvernements et ministres de la Justice antérieurs—4262; depuis premier ministre de la Justice, sir John A. Macdonald—4262 ; acte de l'Amérique britannique du Nord attribue aux autorités provinciales l'administration de la justice dans les limites des provinces—4262; le ministère de la Justice du Canada n'a pas de fonctionnaires inamovibles à titre de procureurs—4262; procureurs existent seulement dans provinces avec substituts et pouvoirs et honoraires sont définis par statut——4262; la nomination des juges, seule, par dérogation prévue à l'acte de l'Amérique britannique du Nord appartient au gouvernement fédéral—4263 ; auteurs de la confédération avec exemple des Etats-Unis sous les yeux ont délibérément choisi système différent—4263; devaient avoir bonnes raisons—4263; le système de Québec imposait cette méthode—4263; quarante ans d'expérience l'ont prouvée satisfaisante—4264; système proposé dans résolution incompatible avec notre système général d'administration—4264: absolument irréalisable—4264; le ministre de la Justice se charge de l'application pénale dans les territoires non organisés—4264; aussitôt qu'il existe des autorités provinciales ayant pouvoir d'organiser des cours provinciales, c'est chez ces autorités que réside la juridiction—4264; cas spéciaux de dérogation—4265; le parlement peut légiférer comme il veut dans les limites de ses attributions—4265; le ministre doit s'efforcer de mettre à exécution de son mieux les désirs du parlement—4265 ; sortirait de sa sphère si, sans y être autorisé spécialement, cherchait à s'ac-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

EXECUTION DES LOIS FEDERALES—*Suite.*

Hon. Aylesworth—*Suite.*

quitter de devoir incombant à fonctionnaire provincial—4265; exemple des Etats-Unis nullement probant—4266; aucun argument sérieux n'a été apporté pour montrer l'à-propos de prendre nouvelle orientation—4266 ; comparaisons avec autres ministères—4266 ; ignorance absolue de la situation—4256; ministère de la Justice vis-à-vis des autres ministères comme homme d'affaires avec son avocat—4266; ignore ce qui se passe dans les autres ministères—4266; lorsqu'il est saisi d'une question par un ministre, s'en occupe comme le ferait un avocat—4266; il faut pour arriver au but visé par la résolution, que chaque loi contienne une disposition en confiant l'application au ministre de la Justice—4207 ; ou bien amender la constitution pour enlever l'initiative de l'application des lois aux autorités provinciales et transporter aux autorités fédérales—4167; mesure extrême pas demandée par le pays—4267; pas de plaintes—4267.

M. E. G. Porter—Cas particulier—4268 ; loi de la main-d'œuvre étrangère—4268; refus successifs de mettre le rouage de la loi en mouvement—4268; dans cette loi, juridiction devrait être exercée par ministre de la Justice—4268; modification devrait être apportée à la loi—4269.

M. R. L. Borden—Résolution trop générale —4269 ; imposerait changements dans tout le pays—4269; exposé du ministre de la Justice correct quant au devoir d'appliquer la loi pénale—4269; favorable cependant à l'objectif—4270; déjà adopté en principe dans bill (n° 75) de cette session—4270; statue sur application loi des chemins de fer en vertu d'une demande adressée par la commission des chemins de fer au ministre de la Justice—4270; nous pouvons établir un corps de lois avec dispositions spéciales; loi des chemins de fer, loi de main-d'œuvre étrangère, loi d'exportation d'énergie électrique—4270.

M. F. D. Monk—Anomalie que les autorités provinciales soient chargées de l'administration de la loi pénale—4271 ; fardeau pour les provinces—4271 ; ne croit pas que ce soit l'idée de la Constitution—4271; les délits augmentent et du même fait les dépenses, sans que les provinces aient un mot à dire dans confection des lois pénales —4271; affaire Mousseau et Bate—4273 ; c'est simplement une interprétation du débat qui se perpétue—4278 ; la province de Québec a demandé à être soulagée des dépenses de l'administration des lois criminelles—4279 ; mode illogique—4272 ; en faveur nomination et rétribution juges des sessions par gouvernement fédéral—4273 ; vaut mieux aider aux provinces en construisant chemins de fer qu'en augmentant subside—4273; le jour où nous donnerons argent aux provinces pour sortir de difficultés financières, nous porterons une atteinte sérieuse à l'autonomie provinciale —4273.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

EXECUTION DES LOIS FEDERALES—*Suite.*

Sir W. Laurier—Décharger les provinces d'une dépense revient absolument à augmenter le subside—4274 ; ne peut comprendre comment M. Monk peut préconicette mesure et combattre l'augmentation de la subvention—4274 ; le procureur en matière criminelle ne peut pas être le procureur-général du Canada, mais le procureur-général de la province—4274; danger de l'intervention fédérale, libelles et émeutes politiques—4275 ; questions de milieu—4275.

M. Bristol—Beaucoup de lois fédérales ne sont pas lois criminelles—4275; le procureur-général du Canada devrait avoir charge de l'application de toute loi fédérale à moins de réserve spéciale aux provinces—4275.

M. Monk—Les magistrats de Québec ne voient aucun danger dans le transfert de l'administration de la loi criminelle des autorités provinciales aux autorités fédérales—4275.

Résolution W. F. Maclean rejetée—4276.

GARE DE CHARING CROSS.

M. H. S. Clements—Sur motion de formation en voies et moyens, se plaint fermeture gare de Charing Cross—1145; à sept milles de Chatham, sur Michigan Central, ancien Canadien-du-Sud—1145 ; commission des chemins de fer peut faire rouvrir anciennes gares fermées—1146 ; plaintes générales, gare ouverte vingt ans, bon revenu —1146; demande si le Michigan Central s'est adressé au ministre des Postes pour faire résilier contrat postal en cet endroit —1146; prie que cette demande soit rejetée—1146; chemin de fer a été subventionné—1147 ; habitants de Raleigh et d'Harwich ont souscrit $400 pour la gare —147.

Hon. Emmerson—Première nouvelle reçue aujourd'hui—1147 ; priera commission des chemins de fer de s'en occuper—1147 ; compagnie doit avoir bonnes raisons—1148; compagnies en général pas pressées de fermer stations rémunératrices—1148.

Hon. R. Lemieux—Se rendra à la demande de l'honorable député—1148.

COMMUNICATION AVEC I.P.-E.

M. A. Martin—Sur motion de formation en voies et moyens, désire signaler encombrement de marchandises à Charlottetown et Pictou—1116; la cause est que le steamers d'hiver ne sont jamais prêts à commencer en temps—1116; complete désorganisation du commerce I. P.-E.—1116; regrettable que route pas dotée d'un troisième steamer puissant comme recommandé par hon. Préfontaine —1116; la province de l'I.P.-E. pas loin de se séparer de la confédération si on ne lui rend pas justice—1116.

M. J. J. Hughes—Encombrement dû à accroissement commerce interprovincial—116; on a tort de changer les routes des steamers —1117; ils devraient être mis tous sur la route de Georgetown à Pictou qui permet voyages réguliers quotidiens—1117;

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

COMMUNICATION AVEC I.P.-E.—*Suite.*

M. J. J. Hughes—*Suite.*

il vaudrait mieux pour les marchands payer le surcroît pour trajet par rail entre Georgetown et Charlottetown que de ne rien recevoir—1117; la "Gazette" de Montréal se plaint qu'on dépense trop pour les services publics de l'île du Prince-Edouard—1117; quand nous aurons un troisième steamer, on pourra le mettre sur la route entre Summerside et Cap Tourmentin—1118; d'ici là, le mieux est de mettre les deux steamers actuels sur route de Charlottetown à Pictou, puis de Pictou à Georgetown—1118.

M. L. A. Lefurgey—Cause de l'encombrement est retard des steamers à entrer en service—118; steamers employés à d'autre service—1118; promesses faites—119; la route de l'Ouest utilisable jusqu'à mi-janvier—1120; on n'a pas informé expéditeurs de continuation du service de Summerside à Cap Tourmentine—1120; les sommes dépensées pour travaux publics de l'Ile du Prince-Edouard sont bien inférieures à ce que l'île contribue au revenu public—1121; à l'ouverture du parlement, ministre n'a pas pu dire comment distribuerait les bateaux—1121 ; importance se décider immédiatement pour troisième bateau—1121.

M. E. N. Macdonald—Toutes les difficultés proviennence de ce qu'on a voulu plaire à Summerside en mettant un bateau sur cette ligne—1122 ; maintenant Summerside se plaint que Pictou est encombré —1122 ; impossible contenter I.P.-E.—122.

Hon. Brodeur—Si le député de Prince, I. P.-E., n'avait pas tant insisté pour avoir un bateau à Summerside, ces grandes plaintes ne se seraient pas produites—1123; le ministre, à l'avenir usera de son propre jugement—1124; "Lady Grey" pas envoyé parceque trop faible tirant d'eau pour service d'hiver—1124 ; le "Montcalm" achète pour service différent—1127.

M. Bergeron—Certaines personnes de Québec considèrent que le "Moncalm" y fait plus de mal que de bien à la navigation—1125.

Hon. Emmerson—Il est faux qu'il y ait en un retard d'expédition de 16 heures sur I.C.R.—1125 : seule route de navigation rationnelle est celle de Carleton-Head à Cap-Tourmentin—1125 ; huit milles de distance, passage libre toute d'année—1125 ; Summerside est une baie de glace —1126.

M. R. L. Borden—Toujours des promesses —1126 ; pourquoi ne pas mettre en service l'"Arctic"—1126 ; ses capacités de transport sont illimitées—1126.

M. A. Martin—L'île du Prince-Edouard ne restera pas dans la Confédération si on n'améliore pas le service—1128.

Incident clos—1128.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS.

M. R. L. Borden—Sur motion de formation en comité de voies et moyens—868; absence ministre des Travaux publics—869; au-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS—*Suite*

M. R. L. Borden—*Suite.*

cune déclaration officielle qu'absence causée par maladie—869 ; demande si gouvernement a reçu nouvelles communications du ministre—869 ; situation doit être éclaircie—869; droit du premier ministre de ne pas soumettre démission au Gouverneur général—869 ; vacance de la cour Suprême de la Nouvelle-Ecosse—870 ; entraves à l'administration de la justice—870 ; les rumeurs relatives à la magistrature de la Colombie-Anglaise proviennent d'atermoiements de cette nature—871; vacance du poste de Solliciteur général—871.

Sir W. Laurier—Aucun renseignement quant à M. Hyman—871 ; démission comme député malheureusement irregulière—872 ; refus de démission comme ministre—872 ; état de santé de l'hon. Hyman lui interdit de prendre connaissance d'aucune communication—872 ; ministre de la Justice devra voir si administration de la Justice souffre de vacance en N.-E.—872 ; explication du retard nomination Solliciteur général—873 : nomination sera faite bientôt—873.

Incident clos—873.

NAUFRAGE DU "GOLSPIE".

M. A. C. Boyce—Le "Globe" et le naufrage du "Golspie" à l'île Michipicoten, 4 décembre—1136; souffrances de l'équipage—1136; autre récit du "Globe"—1138; négligence évidente quelque part—1138; six jours écoulés avant qu'on porte secours—1138; loi des sinistres et sauvetages maritimes—1138; obligations du receveur du département de la Marine 1139; le ministre de la Marine n'a rien fait lorsque la nouvelle du sinistre lui est parvenue—1139; faute de l'inspection des coques de bâtiment—1140; accidents du "Monarch" et du "Strathmore"—1141; pas de stations au nord du lac Supérieur parce que pas de voitures—1141; points dangereux des îles Michipicoten—1141; la bouée de la batture à la Crêpe, bateau spécial aurait dû être envoyé à leur secours, du Sault Sainte-Marie—1143.

Hon. Brodeur—Enquête ordonnée—1143; tapage purement politique—1144; perfections au système de sauvetage—1144; crédits augmentés—1144; le "Golspie" ne figure pas sur la liste des navires canadiens—1145; de quel droit peut-on reprocher au gouvernement de ne pas l'avoir inspecté?—1143.

Incident clos—1145.

NOMINATION DE NOUVEAUX SENATEURS.

M. Crocket—Deux nouveaux sénateurs du Nouveau-Brunswick—1696; M. Gilmour, homme riche—1696 ; M. Costigan pas un exemple de constance politique—1697; n'habitent pas la province—1697; qualités requises des sénateurs par Acte de l'Amérique Britannique du Nord—1697; l'acte exige que le sénateur ait son domicile fixe et permanent dans la province—1698; l'hon. Costigan réside dans

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

NOMINATION DE NOUVEAUX SENATEURS —*Suite.*

M. Crocket—*Suite.*

Ontario, est électeur dans Ottawa—1698; n'est pas électeur au Nouveau-Brunswick —1698; présenté au Sénat par deux sénateurs d'Ontario MM. Scott et Coffey—1698; M. Gilmour réside à Westmount, Montréal—1690; a bien été candidat dans Charlotte, N.-B., mais résidence légale à Montréal—1699; cause de Simeon Jones contre répartition d'impôts de ville de Saint-Jean, N.-B.—1700; Nouveau-Brunswick dépouillé de ses droits au profit d'Ontario et Québec—17000; a déjà perdu un siège dans le cabinet fédéral en 1896; a perdu quatre députés—1700; est privé du cinquième de sa représentation au Sénat—1700.

M. Daniel—Dénonce l'outrage au Nouveau-Brunswick—1701 ; on semble dire que le Nouveau-Brunswick n'a pas d'hommes dignes d'être sénateurs—1701.

Sir W. Laurier—On ne met pas en doute la sagesse des nominations—1702 ; on discute leur légalité—1702; la question peut se régler facilement—1702; le Sénat est le tribunal pour décider de cette légalité—1702 ; conditions requises pas la constitution pour être nommé sénateur—1702 ; ce n'est pas aux Communes de décider si un sénateur a le droit ou non de siéger—1704 ; règles passées au Sénat—1704 ; la Chambre n'a pas le droit de blâmer le gouvernement avant que le Sénat n'ait jugé qu'il a agi illégalement—1705 ; est informé que l'hon. M. Costigan a acquis des biens fonds et réside à Edmunston, N.-B.—1705 ; si cette information est fausse c'est au Sénat d'en juger—1705; a raison de croire et est informé que M. Gilmour a une résidence à Saint-Georges, N.-B., et y demeure aussi souvent qu'à Montréal—1705; si le Sénat considère que ces informations sont fausses, que les sénateurs nommés ne résidaient pas en ces endroits quand ils ont été nommés, la Chambre des communes pourra blâmer le gouvernement—1706.

M. Stockton—Le gouvernement devait s'assurer qu'il ne commettait pas d'erreur quand il a fait recommandation au Gouverneur général—1706 ; si l'on pouvait s'adresser à des cours de justice, ces nominations seraient vite annulées—1707 ; le Sénat est un corps politique—1707; c'est une des raisons qui militent en faveur de son abolition—1707 ; autres citoyens dignes de l'honneur, M. Leblanc, le col. Tucker—1707 ; il faut interpréter la constitution honnêtement et non se livrer à des subtilités—1708.

Hon. Emmerson—M. M. Stockton et Crockett, n'ont rien à redire de la présence de M. Costigan aux congrès libéraux du Nouveau-Brunswick, ils ont figuré autrefois à ces congrès, eux aussi—1709; MM. Costigan et Gilmour résident du Nouveau-Brunswick—1710; on amène devant le public d'autres noms pour tâcher de faire un peu de cuisine politique—1710 ; éloge des deux sénateurs—1712.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

NOMINATION DE NOUVEAUX SENATEURS —*Suite.*

Hon. Foster—Rien à dire contre le caractère des sénateurs choisis—1713 ; la résidence de l'hon. Costigan à Edmunston—1714 : M. Gilmour est un Montréalais—1715; le principe de compensation établi par la constitution entre le Sénat et les communes—1716 ; le gouvernement a retardé indûment ces nominations—1716 ; les deux sièges de sénateurs n'étaient pas la propriété du gouvernement, mais de la province du Nouveau-Brunswick—1716 ; le gouvernement Ross a été puni pour avait privé le comté de Renfrew de sa représentation à la chambre provinciale—1717 ; le Sénat est mal vu—1717 ; ou s'en sert pour favoriser la cause du parti au pouvoir—1717; a foi dans une chambre haute—1718; regrette des agissements qui peuvent faire souhaiter sa disparition—1718.

M. Miller—Si ces nominations de sénateurs ne sont pas la propriété du gouvernement, elles ne sont sûrement pas non plus celle de l'opposition—1718; l'hon. Foster repoussé par le Nouveau-Brunswick n'a pas de titres à parler pour cette province—1719; M. Foster n'a pas le droit de parler d'oiseaux de passage—1719.

M. C. Devlin—La raison réelle de l'opposition contre l'hon. M. Costigan c'est qu'il a supporté autrefois les conservateurs—1718; M. Costigan a le respect de ceux de sa nationalité et de tout le Canada—1720; le peuple du Canada est reconnaissant envers le gouvernement de l'avoir appelé au Sénat—1720.

Incident clos—1720.

PERMIS AUX PECHEURS AMERICAINS EN VERTU DU " MODUS VIVENDI ".

M. A. K. Maclean—Sur motion de formation en voies et moyens, signale une question ancienne et épineuse—1720; date de la reconnaissance de l'indépendance des Etats-Unis par Angleterre, texte traité, 1783—1720; traité de 1818—1721; restriction imposée aux pêcheurs américains—1722; le sénateur Grey et les restrictions, discussion 1888—1722; traité de 1818 pas injuste envers Américains—1724; période d'apaisement de 1854 à 1866, époque du traité de réciprocité—1724; retour au traité de 1818—1724; nouvelle période d'apaisement, traité de Washington, de 1871 à 1885—1724; mansuétude du Canada—1724; nouveau traité de Washington de 1888—1724; texte du " modus vivendi " —1726; origine des permis—1728; rejet du traité par le Sénat américain—1728; message Cleveland—1728; opinion Bayard sur le traité, " Boston Herald ", 20 février 1888—1730; dicours sénateur Salisbury—1732; sénateur Morgan—1733; sénateur George—1734; sénateur Frye—1735; sénateur Grey—1736; le Sénat américain n'attachait alors aucune valeur aux concessions du " modus vivendi "—1738; renouvellement du " modus vivendi " dans l'expectative de ratification—1738; jamais d'intention de le rendre permanent—1738; opinion de l'hon. Mills sur loi de 1902 permettant renouvellement d'année en

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

PERMIS AUX PECHEURS AMERICAINS EN VERTU DU "MODUS VIVENDI"—*Suite.*

M. A. K. Maclean—*Suite.*

année—1738 ; permis devraient être discontinuées—1740 : raisons—1740 ; discours Chamberlain—1740 ; rapport commission sénatoriale,1887; —1742; légitimité de compensation de privilèges demandée par pêcheurs canadiens—1742 ; opinion sénateur Frye—1742 ; exécution rigoureuse du traité de 1818 et rénonciation au "modus vivendi" demandés seulement comme levier pour faire protéger nos pêcheurs aux Etats-Unis—1744 ; ceux qui demandent le maintien du modus vivendi pour continuer à avoir de le boëtte pourraient se procurer cette boëtte au Canada avec un peu de soin—1744 ; l'opinion publique dans les provinces maritimes est en faveur de l'abrogation du modus vivendi—1744 ; opinion Chambre de commerce d'Halifax—1744 ; témoignage délégation de Digby devant commission du tarif—1745 ; le gouvernement de Terre-Neuve met strictement en vigueur traité de 1818—1747 : les Etats-Unis n'ont jamais consciencieusement tenté de régler aucun différend—1748 ; en nous en tenant à nos droits stricts nous avons de meilleures chances de faire un arrangement convenable—1748 ; le gouvernement doit s'occuper de faire un règlement—1748 ; et avant tout signifier aux Etats-Unis notre refus de continuer à accorder des permis de pêche en vertu de la loi de 1892—1748; même situation sur côte du Pacifique—1748.

M. Wm. Sloan—Approuve discours précédent—1751 ; attitude actuelle du Canada en matière de pêcheries ruine l'industrie canadienne du flétan sur la côte du Pacifique—1752 ; accaparée par les Américains à moins de changement—1752 ; expédition de flétan l'année dernière de la Colombie-Anglaise vers l'est s'élèva à 20,000 tonnes, 1,300 wagons de chemin de fer—1752 : état des arrivages, aperçu de la pêche, tableaux—1754 ; revue des traités—1754 ; art. 1er, traité 1818—1755 ; art. 3—1756 ; convention de 1827—1756 ; traité de l'Orégon—1846 ; étude art. 1er, traité 1818—1756 ; restrictions pas observées sur côte du Pacifique—1737 ; les pêcheurs américains jouissent de tous les privilèges qu'ont les pêcheurs canadiens—1757 : s'approvisionnent de boëtte à leur gré—1757 ; profitent des congélateurs de boëtte subventionnés par notre gouvernement —1758; le privilège de transbordement en entrepôt—1758; texte du décret en conseil—1758; les affaires de la "New England Fish Company" de Boston—1758; affaires énormes—1759; prime virtuelle de $20 la tonne—1759; entre son poisson aux Etats-Unis sans payer de droits, comme poisson américain—1760; discours du ministre de l'Agriculture sur accaparement du commerce de poisson frais par compagnies américaines—1760; à Montréal et à Toronto, le consommateur canadien doit payer tribut aux compagnies américaines pour poisson canadien pris au Canada—1760; remercie les ministres de l'établissement d'entrepôts frigorifiques en perspective pour Colombie-Anglaise—1761; la Colombie-Anglaise a maintenant dépassé la Nouvelle-Ecosse quant au produit des pêcheries, chiffres —1761; valeur par province, valeur par tête, recettes par province—1762; lettre de la "Vallace Bros. Packing Co."—1762; lettre de la "Canadian Fishing Company" 1763 ; rapport du cap. Newcombe du "Kestrel"—1763; lettre du cap. Newcombe sur pêche de flétan—1765; lettre comité des pêcheries, chambre de commerce de Vancouver—1766; article "Vancouver Daily Province"—1766; rapport "Canadian Bank of Commerce", 1905—1767; rapport 1906—1767; dépositions devant commission d'enquête des pêcheries de la côte du Pacifique—1768; dépositions, Sbarrett, Skumer, Taylor—1768; dépositions Newcombe, Batson—1769; félicite gouvernement d'avoir porté au budget crédit important pour croiseur de protection—1770; nécessité d'une politique mieux définie quant aux détroits d'Hécate et passe Dixon—1770; traité de 1846 sur la question—1770 ; arbitrage de l'empereur d'Allemagne en 1872—1771; conférence de Washington en 1873, ayant réglé la démarcation—1771 ; l'honorable M. Taylor et la frontière sud —1771; M. W. E. Hall et la propriété territoriale des Etats—1771; la juridiction des détroits de Fuca—1772; la frontière nord et la juridiction territoriale des eaux adjacentes de la passe Dixon—1772; exposé de la question, la Russie en 1821—1772; traité de 1825; 1773; vente de l'Alaska en 1867—1773; sentence de la commission arbitrale de l'Alaska, 1903—1773; ressemblance entre passe Dixon et détroit de Fuca—1774; précédent établi quant au détroit de Fuca—1774; envahissement et pillage des pêcheries de la passe de Dixon quant au flétan—1774ô besoin de protection et d'encouragement—1776; millions à venir—1776; besoin pour le gouvernement canadien d'avoir de droit de négocier ses traités—1776; l'avenir de Port-Rupert—1777.

M. W. Roche—Le traité de Gand, pourquoi il ne fut pas fait de réglement quant aux pêcheries du Pacifique—1777; les incidents de 1852, capture de vaisseaux pêcheurs canadiens—1777; le poisson de la Nouvelle-Ecosse et celui du Pacifique—1778; les entrepôts frigorifiques—1778; nécessité de relations amicales—1778.

M. Macpherson—Les Américains n'ont aucun droit dans les eaux canadiennes—1779; il y a 8 ans, 3 navires américains faisaient la pêche, en dehors de Seattle, Tacoma et Whitcom, maintenant, il y en a 46—1779; historique de la compagnie des poissonniers de la Nouvelle-Angleterre—1779; l'argent qu'elle laisse en Colombie-Anglaise—1781; $300,000 à Vancouver l'année dernière—1781; si on la chasse elle ira à Seattle et se procurera aussi facilement du poisson—1781; au lieu de prendre des permis, elle fera la contrebande—1781: impuissance du "Kestrel"—1781; seul

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
PERMIS AUX PECHEURS AMERICAINS EN VERTU DU "MODUS VIVENDI"—*Suite.*
M. Macpherson—*Suite.*
moyen serait d'avoir navire assez puissant pour surveillance effective—1782; alors pêcheurs américains seraient obligés de s'établir en Colombie-Anglaise—1782; la compagnie canadienne à Vancouver est obligée de vendre son poisson à la compagnie de la Nouvelle-Angleterre parcequ'elle contrôle le marché sur le continent—1783; Montréal et Toronto ne peuvent pas alimenter à elles seules la pêche de la côte du Pacifique—1784.
M. Copp—La commission des pêcheries et la situation de la pêche du hareng—1784; les pêcheries de hareng épuisées—1784; conclusions du rapport—1785; résolution adverse de M. Hill à la législature du Nouveau-Brunswick—1786; discours Hart—1786; opinion Clark—1787; l'industrie de la sardine dans le comté de Charlotte—1788; elle a fait disparaître l'industrie du hareng—1788; on appelle sardine le hareng, lettre C. F. Batson—1790; assemblée de la commission à North-Head, Grand Manan—1790; témoignage Dalziel—1791; déposition Calder—1794; le massacre des innocents—1794; déposition Dakin—1796; déposition Scovell—1796; déposition G. Green—1798; déposition James Greffin—1798; déposition John R. Moss—1798; lettre P. Dickinson—1799; les documents américains et l'industrie de la sardine de l'état du Maine—1802; avec $400,000 de petit hareng canadien, les américains font $4,378,853 de sardines—1803; pétition des pêcheurs du comté de Charlotte—1895; rapports inspecteurs Pratt et Fraser—1818; prescriptions pour le moment actuel—1818; revenir à l'observation stricte de traité de 1818—1818; J. Quincey Adams et les pêcheurs de Gloucester—1819.
M. Kennedy—Revenu payé par Colombie-Anglaise—1820; a droit à un traitement généreux dans budget—1820.
Hon. Brodeur—Heureux de voir parlement disposé à faire dépenses nécessaires pour protection effective—1820; pêcheries rapportent maintenant cinq fois plus qu'en 1870—1821; augmentation dans les provinces maritimes—1822; diminution dans Ontario à cause de la division de juridiction—1822; décision du conseil privé en 1898, nécessité de revenir à l'unité de juridiction—1822; la question du "modus vivendi" occupe tous les gouvernements depuis 1888—1822; traité d'Utretch—1822; traité de Versailles en 1783—1823; traité de 1818, son application à la côte du Pacifique—1824; lettre de Ewarts, secrétaire d'Etat—1824; la période de réciprocité—1824; le premier "modus vivendi"—1825; traité de 1871; revoqué en 1875—1825; causes de l'abrogation difficiles à comprendre—1825; la décision du tribunal arbitral prouve que les Américains avaient les avantages puisqu'ils durent payer compensation—1825; nouvelles négociations, insuccès, modus vivendi actuel—1826; opinions partagées sur avantages que retireraient les Canadiens d'une révocation—1826; vaut mieux
VOIES ET MOYENS—*Suite.*
PERMIS AUX PECHEURS AMERICAINS EN VERTU DU "MODUS VIVENDI"—*Suite.*
Hon. L. P. Brodeur—*Suite.*
pas abroger cette mesure qui est toujours une base de négociations—1826; il faut d'abord tâcher de trouver de nouveaux débouchés pour notre poisson au cas où le modus vivendi serait aboli—1827; bravoure et courage des nos pêcheurs—1827; commission étonnée de voir notre poisson canadien aller d'abord aux Etats-Unis, puis nous revenir pour consommation—1827; le cabinet a approuvé proposition d'installation de wagons réfrigérateurs pour amener poisson frais de l'Atlantique et du Pacifique—1828; les réfrigérateurs pour la boëtte—1828; l'instructruction sur l'empaquetage du hareng—1828; nos capitalistes, nos institutions financières n'encouragent pas, ne facilitent pas l'industrie de la pêche—1828; pas même chose sur côte du Pacifique—1829; au Pacifique même politique adoptée que sur l'Atlantique—1829; recettes pour le Canada provenant de l'exploitation des pêcheries par compagnies américaines—1830; autrement, cet argent aurait été dépensé en terrain américain—1830; passage Dixon et détroit d'Hécate—1830; le calcul des trois milles—1831; opinion Alexander—1831; un expert américain,, au moins, admet que les Américains pêchent dans des eaux qui ne leur appartiennent pas—1832; prêt à tout mettre en œuvre pour protéger pêcheries canadiennes—1832.
Hon. Foster—Les banquettes de la chambre se vident quand se soulève une question sérieuse—1833; ne voit pas de danger à l'abolition du "modus vivendi", nos débouchés resteront les mêmes—1833; regrette que des juges se plaisent à diviser l'autorité sur les pêcheries—1834; il vaut mieux pour la sagesse des réglements et la rigueur de leur application que les autorités soient éloignées des influences—1834; rien ne doit nous coûter pour protéger nos droits en tous lieux—1835; les Etats-Unis abusent de la mansuétude et de la bienveillance des Canadiens—1836; il est important de reprendre le plus tôt possible nos privilèges sur la côte de l'Atlantique et du Pacifique—1836; nous ne mangeons pas assez de notre poisson—1837; la politique influence les réglements—1837; le département des pêcheries devrait être en dehors de la politique—1837; le Canada est prêt et a toujours été prêt à aider un maintien des bons rapports du Canada et des puissances étrangères—1837; cependant nous avons fait notre part—1837; nous n'avons plus de faveur à conférer aux Etats-Unis—1837; une résistance digne nous fera respecter de nos voisins—1837.
M. Sinclair—Il faudra un comité permanent de la Chambre pour s'occuper des questions de pêcheries—1838; les progrès de nos pêcheries depuis 1880—1838; progrès ininterrompu dans la quantité et dans le prix—1839; poisson de l'Atlantique, surtout meilleur que celui du Pacifique—1839; si l'industrie du poisson n'a pas fait progrès plus rapides en Colombie-Anglaise, c'est à cause du manque de communica-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

PERMIS AUX PECHEURS AMERICAINS EN VERTU DU "MODUS VIVENDI"—*Suite.*

M. Sinclair—*Suite.*

tions—1840 ; essais, service Mulgrave à Montréal—1840 ; arrangements nécessaires pour permettre petits pêcheurs utiliser wagons frigorifiques—1841; la pêche de l'aigrefin—1842 ; l'industrie du homard, mesures de précaution nécessaires—1842 ; solution difficile quant au modus vivendi —1842 ; opinions partagées de moitié suivant nature de l'industrie des intéressés—1842 ; quelques réponses à consultation—1843 ; question à étudier—1845: pas de décision hâtive—1845; désirerait voir nommer comité—1845.

M. Johnston—Les deux partis également indifférents apparemment aux questions sérieuses—1846 ; depuis 1888 les pêcheurs canadiens ne jouissent certainement pas d'avantages comparables à ceux des pêcheurs américains—1846 ; pense que majorités des pêcheurs de l'Atlantique en faveur d'abrogation du modus vivendi—1847; conseille ministre de songer à création d'un comité permanent des pêcheries—1847.

Incident clos—1847.

TERRES CEDEES AU GRAND-TRONC-PACIFIQUE.

M. R. L. Borden—Avant que la Chambre se forme en comité voies et moyens, cite ordre en conseil demandant au gouvernement provincial désistement de Colombie-Britannique et renonciation à ses droits aux terres réservées aux Indiens que l'on veut céder au Grand-Tronc-Pacifique—2135 ; avantages antérieurs accordés à la compagnie—2136 ; 10,000 acres concédés par gouvernement Colombie-Britannique à $1 l'acre—2157 ; conditions de concession—2137; rien ne justifiait conseils au gouvernement de la Colombie—2138 : c'est une violation injustifiable du droit constitutionnel—2138 ; les libéraux faisaient autrefois feu et flamme contre l'intervention—2138 ; cas précédent d'intervention déjà discuté à propos du choix par le gouvernement de Saskatchewan du premier ministre de la province—2138 ; rejet de M. Haultain—2138.

Hon. Oliver—On se plaint de la non-publication de décret—2140; il n'avait pas à être publié parce qu'il n'autorise aucune aliénation du domaine public—2140; c'est une simple communication entre les deux gouvernements—2140; les gouvernements peuvent communiquer entre eux sans qu'il y ait d'intervention—2140; le G.T.P. a demandé à acheter des terres appartenant aux Indiens Metlakhatla en Colombie-Anglaise pour y établir son terminus—2140; ces terres n'appartiennent ni au gouvernement fédéral ni au gouvernement provincial—2140; elles sont aux Indiens mais après leur mort, elles reviennent au gouvernement de la Colombie-Anglaise—2140 ; la province a un droit de réversion—2141; le G.-T.-P. demandait à acheter ces terres, leur valeur était affectée par ce droit de réversion—2141; le gouvernement tuteur des

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TERRES CEDEES AU GRAND-TRONC-PACIFIQUE—*Suite.*

Hon. Oliver—*Suite.*

Indiens, désireux de leur faire faire la meilleur vente posssible avait le droit en cette qualité de demander au gouvernement de la Colombie-Anglaise de renoncer à son droit de réversion—2141; le gouvernement de la Colombie-Anglaise n'a pas voulu faire cette concession et la conséquence a été que les Indiens n'ont pas eu pour leur réserve un aussi bon prix qu'ils auraient pu avoir—2142; le gouvernement fédéral ne touche pas un sou de cet argent-là—2142; le gouvernement fédéral ne connaît rien des arrangements dont on parle entre le G.-T.-P. et le gouvernement de la Colombie-Anglaise—2142; il a traité avec le G.-T.-P. sans préjudice des droits de la Colombie-Anglaise—2142; aucun rapport entre cette transaction et don fait au G.-T.-P.—2142; G.T.R. paiera pour ces terres le plein prix c'est-à-dire huit fois ce que le gouvernement de la Colombie a reçu pour les siennes—2142; gouvernement n'a pas sacrifié les intérêts des Indiens—2142; terrains vaudront un jour prix fabuleux—2142; nous ne nuisons pas aux intérêts des Indiens en facilitant l'aboutissement du G.-T.-P. au Pacifique—2143; le terrain en question doit être contigu aux terres concédées par Colombie-Anglaise—2143; l'arrangement a trait à 13,510 acres de terre—2143; Indiens ont signé abandon des terres au gouvernement, G.-T.-P. a accepté le prix, titre pas délivré—2143 ; prix convenu $7.50 l'acre—2143.

M. A. A. Stockton—Générosité aux dépens des autres—2144 ; la Colombie-Anglaise ayant vendu ses terres le terminus du G.-T.-P. se trouvait fixé—2144; les terres voisines devaient prendre beaucoup plus de valeur et on en profite pour demander au gouvernement provincial de renoncer à sa part d'intérêt pour en faire cadeau au G.T.P.—2144; M. Boldwell, intermédiaire—2144; sir W. Laurier et l'autonomie provinciale, à Montréal, 24 février 1906—2146; proteste contre pression illégitime sur gouvernement provincial pour l'obliger à concéder gratuitement 13,510 acres au G.T.P.—2146.

Hon. W. Templeman—Question soulevée à cause élection générales provinciales qui se font actuellement en C.A.—2147; gouvernement McBride en jugement—2147; conservateurs approuvent vente par gouvernement provincial de 10,000 acres à $1, mais condamnent vente par gouvernement fédéral de 13,510 acres à $7.50—2148; la spéculation Boldwell à l'anse Tuck, île Kaïen—2147; achète un terrain $10,000 du gouvernement procincial et le revend $40,000 au Grand-Tronc-Pacifique—2148; scandale parlementaire, enquête, démission de l'hon. M. Green commissaire des terres et des travaux publics—2149; rapport de la commission d'enquête à la législature—2150; profit de $30,000 aux spéculateurs—2150; les fameuses restrictions invoquées étaient imposées par la loi, elle ne figurent pas au contrat mais furent

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TERRES CEDEES AU GRAND-TRONC-PACIFIQUE—*Suite.*

Hon. Templeman—*Suite.*

imposées par la législature—2151; M. Boldvell lui-même avait déjà pressenti le gouvernement McBride au sujet de l'abandon du droit de réversion en cas d'achat des terres des Sauvages par le G.-T.-P.—2151; réponse de M. McBride quant à la réversion—2152; ceci se passait un an avant le décret dont on parle qui ne soulevait donc pas une question nouvelle—2152; aucun empiètement—2152; aucune pression exercée—2153.

M. Galligher—Demande du gouvernement fédéral absolument légitime—2154 ; aucune pression—2154; gouvernement fédéral donne meilleur titre possible—2154; le gouvernement provincial et le G.-T.-P. en arriveront à une entente quant à réversion —2155; l'agent des sauvages M. Morrow et la valeur de la concession—2155.

Hon. M. Fisher—Principe de l'autonomie provinciale—2158; le rôle du gouvernement fédéral se borne à veiller que les droits des Indiens soient respectés—2158; une fois les terres des Indiens vendues au G.-T.-P., 13,000 acres à $7.50, le gouvernement canadien n'avait plus rien à s'occuper—2158; ces terres devenaient la propriété du gouvernement provincial à future échéance—2158 ; la portée des invitations officielles, ce sont des ordres—2159; la punition de M. McBride pour n'avoir pas obéi à l'injonction—2159; on lance en Colombie-Anglaise le gouverneur du Yukon—2160; comparaison entre le marché conclu par gouvernement provincial et par gouvernement fédéral—2160; la réserve du quart des lots—2160; si on eût réservé le quart des lots de ville sur la réserve des Indiens, ils auraient eu plus tard à $1,000 de l'acre de ces terrains fabuleux, $3,300,000 à leur crédit—2161.

M. R. S. Macpherson—On veut venir au secours du gouvernement conservateur-socialiste de la Colombie-Anglaise—2162; la transaction provinciale—2162; l'hon. M. Green et madame Andersen—2162; déclaration de M. Boldwell ancien libéral tourné conservateur—2163; la déloyauté des socialistes du gouvernement McBride—2163; les $10,000 de Mme Andersen et de M. Boldwell—2164.

M. G. Porter—Félicite M. McBride de sa vaillante résistance aux séductions—2164; le dévouement de M. McInnes—2165; démission du juge Henderson pour se lancer dans l'arène—2165; l'attitude du gouvernement fédéral cherchant à extorquer des faveurs du gouvernement de la Colombie-Anglaise pour le Grand-Tronc-Pacifique mérite réprobation générale—2166.

M. R. Smith—Sur sept députés fédéraux de la Colombie-Anglaise six sont restés à leur poste sans se mêler de la lutte provinciale—2166; le juge Henderson a déposé l'hermine sous la pression de l'opinion publique qui le sollicitait d'entrer dans la lutte—2167; contraste entre les deux transactions, on ne peut condamner le gouvernement fédéral d'avoir vendu ses terres $7.50 l'acre et féliciter le gouvernement provincial d'avoir vendu les siennes $1 l'acre—2168.

Hon. Aylesworth—Inutile de parler des faveurs accordées au G.-T.-P.—2169 ; le corps électoral a jugé et approuvé—2169; il n'y a pas d'intervention dans le décret signalé par M. Borden—2169; il n'y a pas même un conseil—2169; conditions dans lesquelles le gouvernement provincial pourrait avoir un intéret fonde sur ces terres—2170; éventualité impossible, presque irréalisable—2170; réversion subordonnée à des conditions d'une réalisation inconcevable—2170; absurde de dire que la province avait un droit quelconque de propriété sur ces terres des Indiens—2171; exemple—2171; le texte du décret—2172; discussion actuelle est une manœuvre électorale éhontée—2172.

Incident clos—2172.

TARIF DOUANIER.

La Chambre en comité de voies et moyens —543.

Discussion des résolutions—543 ; 1re résolutions—544.

Hon. Fielding—Toutes les lois statuant sur le tarif douanier abrogées—544.

Résolution 2 (tarif intermédiaire)—548.

Hon. Fielding—Aucune intention d'application immédiate de ce tarif à aucun pays 548 ; l'inconvénient actuel consiste dans complications pouvant provenir de la clause de la nation la plus favorisée—548 ; il faudra pouvoir faire des arrangements avec pays importants puis passer conventions en bloc sans s'occuper de l'effet sur petits pays—549.

Hon. Foster—Gouvernement n'ose pas appliquer son propre tarif—550 ; il redoute les résultats—550 ; le ministre ne concentre pas la quintessence de la sagesse du parti au pouvoir—550 ; la constitution à mis des restrictioins aux actes que le gouvernement peut accomplir sans l'approbation du gouvernement—550 ; demande liste des pays ayant clause nation la plus favorisée—551.

Hon. Fielding—Gouvernement demande seulement à être autorisé à faire faible dégrèvement de 2½ à 5 p.c.—551 : proposition pas révolutionnaire—551 ; ce dégrèvement d'après la résolution peut se faire en tout ou en partie, on n'est pas tenu de la faire en bloc—552 ; impossible de demander à Grande-Bretagne de dénonces tous ses traités, pour supprimer clause nation la plus favorisée—552 ; les Etats-Unis et l'Allemagne ne jouissent pas de la clause de la nation la plus favorisée—553 ; liste des traités des différents pays—554.

Hon. Paterson—Le gouvernement demande seulement à être autorisé à agir dans certaines limites législatives déterminées —554 ; tout arrangement devra être ratifié par le parlement qui pourra le rejeter—554 ; c'est le parlement qui détermine le tarif, le maximum de concessions permis—554.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. R. L. Borden—Demande explication sur le cas de la Belgique par exemple dont le tarif est huit fois moins élevé que le nôtre—556; ce fait doit-il entraîner la concession du tarif intermédiaire—556; insiste pour savoir s'il faudra conclure conventions—556 s'il faudra demander équivalents—556; s'il faudra convention écrite—557.

Hon. Fielding—Pas de convention écrite ni formelle ne sera nécessaire—557; exemple arrangement avec colonies Afrique du Sud—557; aucune des deux parties n'est enchaînée, peut changer d'avis demain et dénoncer traitement de faveur—557; c'est un établissement de lois douanières réciproques—557.

Hon. Haggart—Le Parlement ne pourrait pas changer les droits pour les rétablir si le gouvernement refusait de prendre l'initiative—558; le gouvernement fédéral et ses conseillers seraient les maîtres de la durée de ces conventions—558.

Hon. Paterson—Recours constitutionnel—558; expression du blâme de la majorité de la Chambre—558.

Hon. Foster—Demande un exposé de principe—559; le cas de la Belgique—560; l'application du tarif moyen aux Etats-Unis créerait une révolution dans le commerce du Canada—560; effets qu'aurait l'application de ce tarif aux E.-U.—562; le fait seul de cette possibilité peut bouleverser nos industries—562; le fait que ces conventions n'auraient aucune garantie de durée leur enlève toute possibilité—562; la juridiction finale du aPrlement est un leurre—562 ; si le gouvernement faisait un arrangement, ses partisans en Chambre seraient liés par son acte—562; dilemme "se soumettre ou se démettre"—562; ère d'instabilité et d'incertitude—563; on doit réserver au Parlement le plus de pouvoir possible—563.

Hon. Fielding—Nous devons établir une différence entre les pays qui achètent de nous et ceux qui nous ferment leurs portes—564; le cas de la Belgique—564; différences de tarifs pas triviales, mais pas révolutionnaires—565; exemples—565; nous voulons pouvoir abaisser notre tatrif pour les pays qui abaissent le leur pour nous—565; on nous reproche que cela diminuerait la préférence accordée à la Grande-Bretagne—565; il n'y a pas de mal à cela—565; nos concessions à Grande-Bretagne sont peut-être actuellement trop fortes—565; cela vaudrait mieux que relever tout le tarif—566; le pays n'est pas pour protection à outrance—566; l'épouvantail des Etats-Unis—566 ; les Etats-Unis n'ont en vue aucune concession de tarif ni au Canada, ni à personne—566; on ne peut pas faire d'exception contre les Etats-Unis dans arrangement de ce genre—566.

Hon. Foster—Cependant, gouvernement demande pouvoir absolu—566; demande qu'on pose en principe que tarif moyen ne sera accordé que contre concessions dont minimum sera déterminé—566.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—D'après l'ancien tarif le gouvernement a déjà le pouvoir de réduire le tarif par décret—567; principe pas nouveau—568.

Hon. Paterson—Ce que les conservateurs ont fait avec leurs traités—568; le gâchis du traité français—568.

Hon Paterson—La "standing offer" des conservateurs aux Etats-Unis—569; l'offre de dégrèvement réciproque—569.

M. R. L. Borden—Ne peut concilier l'idée de ces arrangements temporaires avec principe de stabilité de tarif invoqué par ministre des Finances—570; la stabilité des arrangements avec Grande-Bretagne serait affectée par chaque convention—572; le tarif intermédiaire ne repose sur aucun principe défini—572.

Hon. Fielding—Principe de la mesure: traiter différemment pays qui achètent nos produits et pays qui refusent de faire affaires avec nous—572; pays approuve cette distinction—572; libre à l'opposieion de la combattre—572; exemples d'applications—572; concessions offertes par différents pays pourront ne pas être les mêmes—572; autre principe: conclure arrangements qui aux yeux du gouvernement, c'est-à-dire du ministère approuvé par la Chambre, sont avantageux pour Canada—573.

M. R. L. Borden—Cite principe énoncé par hon. Fielding, dans discours du budget 1904, réaffirmé en 1905—574; ces principes différaient de ceux qu'il applique aujourd'hui—574.

Hon. Fielding—Question de termes; maximum et minimum sont remplacés par général et intermédiaire—575; seule différence, tarif intermédiaire pas appliqué immédiatement—575.

M. Ames—Une diminution de tarif, causerait une augmentation d'importation, donc de revenu, donc de taxe—576; gouvernement n'a pas le droit d'augmenter taxes—576.

Hon. Fielding—Si diminution de droit équivaut à augmentation de taxe, gouvernement a ce pouvoir actuellement—576.

Résolution 3 et 4 (preuve d'origine pour marchandises jouissant de préférence)—576.

Hon. Fielding—Il a été résolu de ne plus inclure le profit du marchand dans l'évaluation de la main-d'œuvre—577; pense cependant que l'empaquetage pourrait être compris—577.

Hon. Foster—Pense que l'empaquetage n'est pas de la main-d'œuvre pour la fabrication de l'article—578.

Hon. Paterson—Pour être comptée, il faut que la dernière main-d'œuvre soit anglaise—578 ; département des douanes demande que l'article soit préparé prêt à être exporté—578.

Comité fait rapport—578 ;

3e résolution, paragraphe (b.)

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Gouvernement se fait autoriser à retrancher du tarif de faveur colonies britanniques qui pourraient changer de tarif—874; pouvoir semblable pas demandé quant à Grande-Bretagne—874.

Paragraphe (c), tarif intermédiaire—874.

M. Sproule—La nouvelle mesure est un leurre—874 ; nous n'avons pas le droit de contravenir à la clause de la nation la plus favorisée—874 : nous ne devons pas mettre l'Angleterre dans l'alternative de denoncer ses traités—874.

Hon. Fielding—Espère avant peu pouvoir mettre une nation sous le régime de ce tarif—876 ; rien de subversif dans l'autorisation demandée—876.

M. Sproule—Troubles et difficultés survenus en 1797 avec tarif de faveur—876 ; avertissements de sir C. Tupper—876.

Hon. Fielding—La dénonciation des traités Allemand et Belge n'a pas été un malheur—876 ; si oui, pourquoi M. Sproule a-t-il vote d'année en année pour demander cette dénonciation—876 ; le congrès colonial fut convoqué par les conservateurs à cette fin—877 ; insuccès conservateur en dépit du vœu émis par congrès—877 ; comment le gouvernement libéral à réussi—878 ; dénonciation des traités en 1897—879.

M. Sproule—Le seul résultat a été de nous faire une ennemie de l'Allemagne—879.

Hon. Fielding—L'attitude du gouvernement à l'égard de l'Allemagne a été approuvée par la masse de l'opposition—881 ; et par les électeurs—881.

M. R. L. Borden—La controverse Tupper-Fielding quant aux traités—882 ; le désarroi douanier causé par le dénonciation des traités—883 ; le gouvernement aurait dû protester contre la conclusion immédiate par l'Angleterre d'un autre traité avec l'Allemagne excluant le Canada—883 : le tableau de la conférence—883 ; tous ceux qui y ont leur portrait sont responsables—883 ; aucune bonne raison pour que le parlement se dépouille de sa fonction législative quant aux traités—884 ; instabilité inévitable—884 ; on ne donne aucun motif d'urgence—885 ; le gouvernement aura le droit de faire des arrangements puis de consulter ensuite le parlement—885 ; c'est inadmissible—885.

Hon. Fielding—La conférence coloniale—885 ; sir Mackenzie Bowell et les traités 886; la pétition adoptée par le congrès et transmise à Sa Majesté—887; comment la dénonciation des traités fut obtenue en 1897—889 ; il n'y a pas de demande de pouvoirs extraordinaire—889; actuellement l'exécutif peut, sans consulter la Chambre imposer des droits—890 : le gouvernement ne demande pas des pouvoirs illimités—890; on demande actuellement au parlement de fixer les limites de ce pouvoir—890 ; le commerce n'est pas pris au dépourvu, il sait dans quelles limites un changement peut être fait—891.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Armstrong—La politique actuelle à l'égard de l'Allemagne est une erreur grave au point de vue commercial—892 ; le tarif de faveur ne fait pas vendre nos produits agricoles en Angleterre—892 ; il n'y a pas un anglais sur cent qui se doute de l'existence du tarif de faveur—892 ; le "Weekly Sun" et nos relations commerciales avec l'Allemagne—893 ; la "Gazette" et la préférence—894 ; le gouverneur-général et nos relations avec l'Allemagne—894 ; commerce du Canada et de l'Allemagne—896 ; commerce d'importation allemand—896; commerce de l'Argentine—896 ; le budget ne contient pas un mot d'encouragement au sujet de nos relations avec l'Allemagne—897 ; on aggrave les choses en montrant de la sévérité pour les étoffes à cravates allemandes—897 ; en imposant des conditions plus strictes pour les marchandises Allemandes venant par l'Angleterre—897 ; les Etats-Unis ont envoyé une commission du Allemagne—898 ; elle a été choyée—898 ; c'est une insulte au pays de le faire représenter en Orient par M. Preston—898 : le Japon nous a pris $60,000 de farine, l'Allemagne pourrait nous en prendre pour $200,000—898 ; les nouvelles provinces de l'Ouest demanderont bientôt que le marché allemand soit ouvert pour placer leurs produits—89 ; commerce des Etats-Unis et de l'Allemagne—900 ; commerce de l'orge—900 ; l'Allemagne peut mieux se passer de nous que nous ne pouvons nous passer d'elle—900 ; ce n'est pas à l'Allemagne que le gouvernement fait la guerre, c'est à nos cultivateurs—900 ; le gouvernement a le délire de la prospérité—901 ; il n'y a pas un pays avec lequel nous fassions un commerce plus profitable maintenant qu'en 1895—902 ; dix années de charlatanisme—1902; nos relations avec d'Allemagne empêchent l'immigration allemande—902 ; la surtaxe allemande, simple idée opportuniste—903 ; des marchandises allemandes importées ne nuisent pas à nos industries—904 : le traitement de faveur envers l'Angleterre ferme des débouchés à nos industries—904; avant longtemps les cultivateurs demanderont l'abolition de la surtaxe allemande—904 ; ce n'est pas un tarif de reprisailles, c'est le Canada qui a commencé les hostilités—905 ; patriotisme de ceux qui demandent des reformes—905.

Hon. Fielding—Aucun groupe important de la Chambre ne peut approuver telles paroles—905; elles nuiront considérablement aux négociations avec l'Allemagne—906.

M. Lalor—M. Armstrong a étudié le tarif au point de vue théorique et non au point de vue pratique—906; il l'a étudié à son point de vue personnel de trafiquant avec l'Allemagne—906; la surtaxe ne frappe pas tous les produits allemands—906; l'exportation des pommes tapés n'a pas été atteinte et n'a pas diminué depuis dix ans—906; l'Allemagne et le commerce des tricots—906; l'application du tarif moyen aux lainages d'Allemagne serait la ruine de cette industrie au Canada—906; l'industrie de la leine peignée, situation actuelle—906; serait en faveur du libre échange avec les Etats-Unis—908.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—L'un demande qu'on abaisse et l'autre qu'on élève les droits envers l'Allemagne—908; difficile de contenter l'opposition—908; jamais songé à négocier application du tarif moyen à l'Allemagne —908; l'industrie des tricots est florissante et ne peut pas se plaindre d'un petit abaissement de droits—909.

M. Monk—Réprouve le principe de la résolution permettant au gouvernement de conclure des arrangements sans l'avis du Parlement—910; l'imbroglio avec l'Allemagne—911; si les traités furent dénoncés ce n'est pas grâce au gouvernement qui n'y avait jamais songé—911; au lieu d'imposer la surtaxe on aurait dû négocier avec l'Allemagne—912; d'ailleurs aucunes des négociations de ce gouvernement n'aboutissent à rien, exemple, l'Italie—912; impossible au député d'une division industrielle de revêtir le ministre des finances du pouvoir suprême d'élaborer des traités—912; d'ailleurs tarif moyen établi à la hâte—912; absurdité de faire connaître partout les bases et les limites sur lesquelles nous pouvons traiter—912; la carte dans la manche—913; les Etats-Unis n'ont pas de tarif moyen, le Canada n'a pas besoin d'en avoir un—913; nous nous fâcherons avec d'autres nations comme nous l'avons fait avec l'Allemagne—914; commerce qu'on pourrait établir avec la Belgique—914 ; embarras que pourrait causer sa demande de profiter du tarif moyen—914; ne veut pas qu'on revête le gouvernement de ce pouvoir—914; nous devons négocier avec chaque nation en particulier—914; nous ne devons pas laisser connaître nos intentions—915.

Paragraphe (c), article 4, res. 1re (tarif intermédiaire)—1026.

M. Crocket—Résolution empiète sur droit du parlement de fixer l'impôt—1027; effet de la résolution—1027; pouvoir trop grand donné au Gouverneur général en conseil—1027; en enlevant à une contrée comme le permet cette résolution l'avantage du tarif de faveur on rehausse les droits et on augmente l'impôt—1028; c'est ce que demande le gouvernement—1028; il est faux que cette résolution autorise seulement le gouvernement à abaisser les droits—1029; d'ailleurs il est aussi mauvais de donner au gouvernement le droit d'abaisser que d'élever le tarif—1029; le tarif moyen peut être une arme de négociation avec l'étranger et de discussion à l'intérieur—1029; ironie du sort qu'une telle proposition soit soumise par un gouvernement libéral—1030.

Hon. Fielding—C'est un droit dont le gouvernement jouit depuis longtemps déjà—1030; il en jouit sans limitation—1030; pouvoir déjà acquis par ancien tarif d'une façon implicite—1033; on le fait reconnaître maintenant d'une façon explicite—1034.

Article 5 (droit de dumping)—1034.

Hon. Fielding—Le droit de dumping au lieu d'être limité à la moitié du droit ordinaire est limité à quinze pour cent "atd valorem"—1034 ; cettte clause pour-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

ra s'appliquer aux articles de la liste de franchise—1034; la clause s'applique aux articles similaires à ceux qu'on fabrique et met en vente au Canada—1037; la question d'évaluation des capsulateurs—1038.

M. Lalor—Exemple d'injustice de la clause du dumping dans le cas d'importation d'ampoules électriques—1040.

M. R. L. Borden—Cite un cas où il serait plus avantageux à un importateur canadien de payer à un vendeur américain plus cher qu'il ne demande que de subir la surtaxe—1042.

M. Barr—Les Américains ont une échelle mobile de prix suivant destination des ventes—1042.

M. Caldwell—La clause d'avilissement des prix protège le Canada contre l'envahissement de produits américains—1043.

M. Lake—Demande pourquoi les machines agricoles ont une estimation fixe—1044; cas des lieuses automatiques de Deerny et McCormack—1044.

Hon. Fielding—Les amendes de dumping ont rapporté $100,000 en 1905; et $74,000 en 1906—1045; les 15 p.c. de surtaxe prévus par la résolution sont calculés sur la valeur réelle—1046.

M. Bole—Demande que les droits d'accise n'entrent pas en ligne de compte dans l'évaluation—1047; actuellement on ne les élimine que lorsqu'il s'agit d'imposer la surtaxe—1049; voudrait qu'on n'en tienne compte dans aucun cas—1048; le chloroforme allemand et le chloroforme anglais —1049.

Art. 6 (Imposition et suppression de la surtaxe)—1051.

Hon. Fielding—Le gouvernement se fait accorder explicitement le pouvoir d'abolir la surtaxe—1051; sommes perçues en surtaxe l'année dernière,$550,000—1052.

M.Henderson—Une foule d'article allemands pénêtrent au Canada par Grande-Bretagne ou Russie—1053; voudrait que la quantité de main-d'œuvre anglaise exigée pour jouir de la préférence fût de 75 p.c.—1054.

Hon. Fielding—Exiger 75 p.c. de main-d'œuvre anglais équivaudrait à suppression tarif de faveur—1054; l'Angleterre produit peu de matières premières—1054; calcul du 25 p.c.—1055.

M. Bennett—Voudrait que le coût de l'emballage soit spécifiquement éliminé par la loi, du calcul des 25 p.c.—1055; exemple des glaces—1056.

Hon. Fielding—Le gouvernement allemand n'a donné au Canada aucun avis de l'imposition du tarif maximum à ses produits 1058; le Canada n'a pas avisé l'Allemagne qu'il allait imposer une surtaxe—1058 ; l'Allemagne nous a imposé le tarif maximum, mais pas de surtaxe—1059; l'imposition du tarif maximum n'a pas beaucoup dérangé les exportations canadiennes—1059; la surtaxe a dérangé les importations allemands—1059.

M. Taylor—Voudrait que main-d'œuvre anglaise exigée fût de 50 p.c.—1060.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Hon. Fielding—Donne historique difficultés avec l'Allemagne—1060; négociations avec M. Bopp—1061; Canada demandait retour à la situation d'avant le traité—1061; devant le refus, surtaxe a été imposée—1061.
M. Bennett—Prend le cas des tricots importés de Grande-Bretagne—1062; la question des emballages—1062; l'ouvrier canadien est sans protection—1062; coût des emballages—1063; il ne devrait être tenu compte ni du coût des caisses, ni des boîtes de carton, ni de la main-d'œuvre de confection—1063.
M. Loggie—Discussion sur la qualité du bois expédié pour faire les emballages—1064; se plaint que l'Allemagne ait augmenté droits sur conserves de homard—1064.
M. Lake—C'est grâce à l'addition du coût des emballages que des articles allemands à bon marché peuvent pénétrer au Canada sous le couvert de la préférence—1065.
M. R. L. Borden—Rappelle résolution Logan, 1904, prescrivant que le tarif de préférence ne sera appliqué qu'aux articles arrivant par ports canadiens—1067; opinion Fielding—1067; s'étonne que le gouvernement n'ait pas donné suite à cette résolution—1068.
M. Bennett—Signale pratique qui consiste à faire entrer en franchise au Canada des vaisseaux enregistrés à l'étranger sous le couvert de bail de 99 ans—1068.
Article 11 (combinaisons commerciales)—1068.
M. R. L. Borden—Demande éclaircissements—1068; demande que fabricants aient latitude de se défendre—1068; demande qu'il ne puisse pas y avoir de preuve ex-parte de combinaison—1068.
Hon. Fielding—Propose certains amendements aux résolutions du tarif—1226.
Clause du "dumping" modifiée pour expliquer qu'elle s'applique aux articles entrant en franchise—1226.
M. Bourassa—Ne comprend pas pourquoi articles entrant en franchise peuvent être taxés parce qu'ils entrent le meilleur marché possible—1226.
Hon. Fielding—"Dumping clause" encore plus applicable au cas d'articles pénétrant en franchise parce que fabricant canadien n'a aucune protection—1227.
M. Bourassa—Deux catégories d'articles importés en franchise, ceux qui favorisent le consommateur, ceux qui aident le fabricant, pour tous deux il est à désirer qu'ils entrent au Canada au meilleur marché possible—1228; veut s'en tenir à une protection modérée—1229.
Hon. Foster—Conseille de prescrire l'application de la clause du "dumping" non seulement aux articles similaires fabriqués, mais aussi aux produits du Canada—1230.
M. Henderson—Se plaint que les écrémeuses soient mises sur la liste de franchise—1231; la libre importation ne les

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
M. Henderson—*Suite.*
fait pas vendre meilleur marché—1232; la mesure proposée, de leur appliquer la clause de dumping, est un moyen détourné de revenir sur l'erreur commise—1232; si les écremeuses étaient soumises aux droits elles se vendraient meilleur marché—1232;
Hon. Fielding—Un syndicat américain a entrepris d'étouffer par une vente à bas prix la fabrication des écremeuses canadiennes, si on les laissait faire et s'ils réussissaient, on verrait vite remonter le prix des écrémeuses—1233.
M. Bergeron—Excellent principe protectionniste—1234.
M. R. L. Borden—C'est la négation des anciens discours de sir Richard Cartwright—1234; il dénonçait comme traîtres ceux qui prétendaient qu'il n'était pas absolument à l'avantage du Canada d'acheter le meilleur marché possible même à l'étranger—1234; quels renseignements réunis à ce sujet par commission du tarif—1234; classification des renseignements aurait dû être faite—1236.
Hon. Fielding—Nous indiquons seulement les conclusions tirées—1236.
M. Barr—Tarif élaboré dans un sens adverse aux cultivateurs—1236; cultivateurs ne veulent pas d'imposition de droits sur articles introduits en franchise à leur avantage—1236; tarif œuvre d'indécision et d'incertitude—1236.
M. Miller—Croit que les fabricants canadiens d'écrémeuses sont capables de faire face à concurrence légitime—1238; il n'en est pas de même si on cherche à les étouffer—1238.
Hon. Foster—Demande inscription en face chaque article du tarif, de tarif américain 1238.
Hon. Fielding—Est prêt à donner renseignements mais refuse les donner sous cette forme—1240.
M. Bergeron—Maintenant que le parti libéral est voué à protection, il importe connaître rapport entre notre protection et celle de republique voisine—1241.
Hon. Paterson—Tarif américain ne spécialise pas chaque article—1241; divisé par section—1242; réponses doivent être approximatives—1242.
M. Lancaster—Il importe de savoir comment les Etats-Unis protègent leurs industries—1242.
Hon. Paterson—Notre tarif doit être basé sur l'intérêt de nos concitoyens et non calqué sur celui des Etats-Unis—1242.
M. Loggie—Application de la clause relative aux filets de pêche—1245; si cette clause appliquée aux articles imposables est bonne, elle l'est doublement, appliquée aux articles admis en franchise—1245.
M. Bergeron—Difficulté d'établir les prix réels aux Etats-Unis—1245; différence de traitement des fabricants libéraux et des fabricants conservateurs—1246; manufacturiers consultés à Ottawa pour savoir s'ils avaient assisté à une réunion conservatrice—1246.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Paterson—Il est faux que le département des Douanes traite différemment les industriels suivant leurs prédilections politiques—1247 ; système d'obtention de renseignements aux Etats-Unis—1247.

M. White—Demande au nom des fabriques d'écrémeuses de Pembroke que matériaux de fabrication soient admis en franchise —1248.

Hon. Fielding—Déjà prévu à l'article 472—1248.

M. White—Demande même privilége pour machines—1248.

Hon. Fielding—Impossible, injuste envers fabriques déjà établies—1248.

Amendement Fielding adopté—1249.

Hon. Fielding—Propose amendement Foster mettant les produits, comme les articles fabriqués, sous le coup de la loi de surtaxe—1249.

Adopté—1249.

Hon. Fielding—Propose exempter de la clause ficelle d'engerbage—1249; Canada exporte beaucoup de ficelle d'engerbage —1249; Etats-Unis n'acceptent en franchise la ficelle que lorsqu'elle vient de pays n'imposant pas de droits—1250; crainte que cette clause ne soit considérée comme un droit—1250 ; application de la clause pas demandée par fabricants—1250.

Hon. Paterson—Exportation canadienne de ficelle aux Etats-Unis se monte à $363,000 —1250.

M. Bristol—Demande raison de la limite du droit dans ces cas à 15 p. 100—1250.

Hon. Fielding—Moitié du droit moyen ordinaire de 30 p. 100—1252.

Hon. Foster—Ne croit pas que les Etats-Unis pourraient considérer surtaxe comme un droit—1252; c'est une amende—1252.

M. Cockshutt—Demande pourquoi on sacrifie les manufactures de ficelle qui n'exportent pas aux intérêts de celles qui exportent—1252; proteste contre exception en faveur de deux fabriques contre douze —1253.

Hon. Fielding—Les manufacturiers basent leur demande de relèvement du tarif sur leur exclusion du marché américain—1254; voici un cas où le marché est ouvert à nos fabriques on ne va sûrement pas le leur fermer—1254.

Hon. Foster—On se prive du pouvoir de protéger une industrie canadienne—1256.

Hon. Fielding—Il serait toujours temps, en cas d'urgence, de modifier la loi—1256.

Hon. Paterson—Si les Américains vendent la ficelle au rabais chez nous, nos fabricants pourront aller la vendre au rabais chez eux et ce sont eux qui auront l'avantage—1258.

M. Cockshutt—Demande qu'on attende avant de rien décider ce que diront les dix fabriques qui ne manufacturent pas pour l'exportation—1258.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Gouvernement réserve certains articles dans tarif et donnera sa décision—1260 ; ne pourra plus recevoir de délégations à cause travaux de session—1260 ; résolutions doivent être réglées—1260.

Hon. Fielding—Expose mécanisme de prime sur chanvre de Manille pour compenser droit d'exportation—1261 ; cette ficelle ne s'exporte pas aux Etats-Unis donc pas de difficulté à cause de prime—1261.

Hon. Henderson—Entente entre trust américain et fabricants canadiens pour maintenir les prix élévés—1262 ; raison de l'exportation aux Etats-Unis—1262 ; surplus de fabrication sur quantité dont vente autorisée au Canada—1263 ; application de la clause de dumping porterait un coup au complot—1262.

M. Clements—Depuis le dégrèvement la ficelle a augmenté de prix—1263 ; si le Canada était libre de fabriquer toute la ficelle employée dans ce pays. les prix baisseraient—1263 ; la fabrique de Chatham, la ficelle d'agavé—1264.

M. Taylor—La ficelle devrait payer un droit de 35 à 25 p.c.—1264.

Hon. Fielding—Si les droits font baisser de moitié le prix d'un article, en doublant le droit, il ne coûterait plus rien—1264 : aucune délégation de cultivateurs n'a demandé d'imposer la ficelle d'engerbage—1265.

M. Hall—Augmentation du prix du chanvre, une des raisons de la hausse de prix—1265; motif de l'exportation, modicité des prix de transport—1266 ; Brantford n'exporte pas parce que ses fabriques trouvent un débouché dans Ontario—1266 ; exportation et vente locale de ficelle égale, 1,500 tonnes—1266 ; pas de conspiration pour restreindre commerce de ficelle d'engerbage—1266; si la ficelle n'est pas exclue de la clause, fabricants de Peterboro auraient eu à payer $15,000 de douane aux Etats-Unis—1266 ; si les Etats-Unis inondaient le Canada de ficelle vendue au rabais, nous n'aurions qu'à réexporter aux Etats-Unis et toucher profit—1267.

M. Bourassa—Demande si le maximum du droit imposable comme surtaxe, 15 p.c. de la valeur est calculé la valeur réelle de la marchandise ou prix de vente—1273.

Hon. Fielding—Sur pleine valeur—1273.

Articles 11 (poursuites en cas de conspiration)—1273.

Hon. Fielding—Propose de définir par énumération tribunaux devant lesquels une poursuite en conspiration pourra provoquer action en vertu du tarif—1274.

M. W. F. Maclean—Considère que loi de douanes et loi des chemins de fer devraient contenir clause disant que le procureur-général est chargé de l'exécution de la loi —1274; on ne doit pas laisser aux particuliers le soin de mettre la loi en mouvement—1274; les frais ne devraient pas leur incomber—1274; aux Etats-Unis cette disposition existe—1274.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Au Canada, sauf cas particuliers, responsabilité incombe aux procureurs généraux des provinces—1275.

M. Bourassa—La loi proposée complique encore les difficultés pour prouver conspiration—1276.

Hon. Brodeur—Au contraire—1274; si un tribunal décide qu'il y a conspiration ou coalition, le gouvernement devra agir—1276 ; plus besoin d'enquête—1276.

Hon. Aylesworth—Le code pénal contient des dispositions punissant les combinaisons et coalitions destinées à augmenter illégalement le prix de certains articles—1276 ; les procureurs-généraux des provinces ont mission de faire appliquer code pénal—1276 ; quand ministre de la Justice sera mis en demeure par la loi d'agir dans ce cas ou dans un autre, il le fera—1277.

M. Maclean—Loi douanière canadienne—1277 ; loi américaine—1278; notre loi de douanes ne contient aucune pénalité contre coalitions—1280.

Hon. Brodeur—Loi de douanes et loi criminelle, deux choses absolument différentes—1281 ; la loi criminelle canadienne prescrit la prison, cela signifie quelque chose—1281 ; trois remèdes: la loi pénale, enquête d'après l'ancienne loi de douanes, enfin en vertu de la nouvelle disposition intervention possible du gouvernement sur décision d'un tribunal qu'il y a coalition—1281.

Hon. Aylesworth—Défendait les journalistes dans l'enquête de la coalition du papier—1282; et a prouvé la coalition—1282.

M. W. F. Maclean—Dans l'affaire des fraudes électorales, il a fallu un changement de gouvernement pour que le procureur général de la province agisse—1282; au Canada nous votons des lois et nous n'avons pas le moyen de les faire appliquer—1282 ; nous sommes à la merci des procureurs généraux des provinces—1282; aux Etats-Unis les substituts du procureur général et le trésor public sont là pour poursuivre les délinquants—1283; l'affaire Harriman—1282; la loi du trafic entre Etats—1284; nous sommes en retard sur toute la ligne—1284; refus du Grand-Tronc de se conformer à la loi du transport à 2 cte—1285; le premier ministre va-t-il faire appliquer la loi—1285; va-t-on mettre notre loi sur le même pied que celle des Etats-Unis—1285; le ministre de la Justice a promis d'agir s'il en reçoit la mission—1286.

Sir W. Laurier—Erreur d'histoire—1286; les Etats-Unis ont des tribunaux fédéraux et des tribunaux d'Etat—1286; ici nous avons des lois fédérales mais pas de tribunaux fédéraux—1286; les tribunaux provinciaux administrent les lois fédérales et les lois provinciales—1286; pour faire respecter la loi du Grand-Tronc, il n'a qu'à s'adresser au procureur général d'Ontario—1286; article 92 acte de l'Amérique britannique du Nord—1286.

M. Stockton—Le parlement fédéral a le pouvoir de conférer au ministère de la Justice le droit de faire respecter la loi fédérale—1288.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Sir W. Laurier—Depuis 40 ans, le parlement n'a jamais songé à envisager cette alternative—1288.

M. W. F. Maclean—Le temps est venu—1288; on peut accroître les pouvoirs de la cour d'échiquier et de la cour suprême—1288; ira voir M. Foy—1289; le dernier asile des lois est la cour de police de Toronto—1289.

M. Bourassa—Les trois remèdes existant—1290; beaucoup de citoyens n'aiment pas à prendre l'initiative de poursuites criminelles—1290; n'est pas en faveur de création de tribunaux nouveaux qui viendraient en conflit avec juridictions provinciales—1290; on devrait pouvoir introduire dans la loi actuelle une clause autorisant le solliciteur général à intenter les poursuites—1290; c'est une question commerciale, le parlement fédéral a seul le pouvoir de légiférer en matière commerciale—1290; une combinaison commerciale peut avoir des éléments dans plusieurs provinces—1292; la crainte des actions en dommages-intérêts empêche les particuliers de se prévaloir de la loi—1292; il doit y avoir moyen, sans bouleversement constitutionnel, de ne pas laisser l'exécution de nos lois dépendre de l'initiative particulière—1292.

M. R. L. Borden—Une plainte de cette nature ne peut pas entraîner la responsabilité de la personne qui la porte de bonne foi—1293; trouve article 11 trop large, craint que des commerçants puissent être punis sans être entendus—1294; tous les jours il incombe au gouvernement de faire respecter les lois fédérales—1294; par exemple pour les fraudes et pour l'accise—1297.

M. Maclean—Le premier article du nouveau parti sera de faire respecter la loi par l'initiative du pouvoir fédéral—1294.

Amendement Fielding, adopté—1295.

M. Bourassa—Demande si le gouvernement s'occupe de faire modifier le traité français qui nous oblige à accorder à cette nation, sans rien en recevoir en retour, toutes les concessions que nous accordons à une autre nation—1296; en cas de concession du tarif moyen, ce serait très onéreux—1297.

Hon. Fielding—Pourparlers en cours—1297.

Discussion liste A, groupe 1—1297.

Chevaux—1297.

M. Bennett—Ontario souffre de l'importation de chevaux trop légers—1298; on devrait imposer un droit prohibitif—1298.

Hon. Fielding—Droit imposé de $12.50 par tête représente 25 p.c. sur un cheval évalué à $50; importation étalons et juments inférieures interdite—1299.

M. Osler—Heureux de voir cultivateurs protégés—1299; voudrait que les industriels le soient également—1299.

M. Miller—Cultivateurs ne demandent pas être protégés quant à la valeur des importations—1300; ils demandent protection contre la nature dommageable de deux importations seulement: chevaux et porcs—1300.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

H. Henderson—Les cultivateurs sont protégés quant aux moutons—1300; les cultivateurs canadiens sont protectionnistes—1300; félicite le gouvernement de protéger les cultivateurs—1301; il faut exclure le porc américain—1301.

M. W. F. Maclean—Lit circulaire "Dominion Grange"—1301; ne sont pas les interprètes fidèles des cultivateurs d'Ontario—1302, aux Etats-Unis les cultivateurs sont les plus fermes soutiens de la politique protectionniste—1302; d'ailleurs les mesures prises par le ministre de l'Agriculture sont toutes protectionnistes—1302.

M. Wash—Droit pas assez élevé—1302; on ne devrait pas accepter de chevaux estimés au-dessous de $100—1302.

Animaux vivants—1303.

Hon. Paterson—Hausse de tarif de 5 p.c—1303; plus de protection pour cultivateurs—1304.

Conserves de volailles, de gibier, etc—1304.

Hon. Fielding—Augmentation 2½ p.c.—1304.

Viandes en barils—1304.

Hon. Fielding—Droit le même, mais droit sur baril ajouté—1304; protection augmentée d'autant—1304; les cultivateurs en général étaient devant la commission en faveur de droits peu élevés—1305; les demandes d'abaissement de droits ne portaient pas sur articles qu'on produisait, mais sur ceux qu'on devait se procurer au dehors—1305; quelques-uns seulement comme politique générale ont demandé l'abolition totale des droits—1306.

M. Henderson—Ce n'est pas la manière de voir d'Ontario—1306; la création d'industries nouvelles est une protection pour le cultivateur—1306; on devrait relever le tarif sur les viandes pour empêcher l'importation de 11,215,320 livres de porc en baril et en saumure, l'année dernière—1306; on devrait empêcher l'importation de 3,378,860 livres de bœuf salé—1306; la visite de la commission à Berlin—1307; il n'y a pas dans tout le pays 1,000 cultivateurs qui partagent l'avis de la circulaire de la "Dominion Grange"—130.

M. L. G. McCarthy—La délégation composée de MM. McEwing, Drury et Smith représentait une grande partie de la classe agricole d'Ontario—13087 importance de la Farmers' Association—1308; cette association s'est déclarée plus satisfaite du tarif qu'elle ne l'avait prévu—1310; le "Sun"—1310.

M. Henderson—Considère que son opinion vaut celle de M. Ewing—1311.

M. Miller—Assistait à la conférence de l'association des cultivateurs et des ministres—1312; cultivateurs se soint déclarés entièrement désintéressés de l'élévation ou de l'abaisssement des droits—1312; opinion du "Farmers' Advocate"—1312; la demande de relèvement de droits pour protéger les cultivateurs est une "brique d'or" offerte aux cultivateurs par les industriels canadiens—1312.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Kemp—Le témoignage de M. McEwing—1314.

M. E. D. Smith—L'association des cultivateurs est une organisation politique libérale—1315; personne ne se ferait élire dans Wentworth comme libre-échangiste—1315; dans Wentworth, les cultivateurs sont protectionnistes—1315.

M. Bennett—Les cultivateurs de Simcoe-est sont protectionnistes—1316; l'industrie des viandes de Collingwood—1316; M. Drury, candidat futur—1316; sans la prime à la construction maritime à Collingwood, M. McCarthy n'aurait pas été élu—1317; liste d'articles inscrits au tarif de franchise sous prétexte de favoriser les cultivateurs—1318; les promesses électorales—1318; ce gouvernement est la proie des industriels—1318; demande relèvement de la taxe du porc—1319.

Hon. Fielding—M. Henderson dit que sous le régime actuel les cultivateurs ont plus de protection que jamais—1319; M. Bennett dit que les industriels obtiennent en matière de tarif tout ce qu'ils désirent—1319; tout le monde est content—1320; droit sur le porc pas augmenté pour protéger industries forestières—1320; on demande augmenter droits sur porc fumé et jambon—1320; nous importons $100,000 et nous exportons $12,000,000—1320.

M. A. A. Wright—Les conservateurs leurrent les cultivateurs avec le cri de protection—1320; l'élévation ou l'abaissement des droits leur est indifférent—1320; ne peuvent pas changer un sou au prix qu'ils vendent leur porc, leur beurre et leur fromage en Angleterre—1320; il n'est pas désirable que nos cultivateurs se livrent à la production du porc inférieur, porc d'équipage, qu'on importe des Etats-Unis—1321; les cultivateurs de Renfrew sont opposés à un relèvement de droits sur les articles qu'ils achètent—1321; sont favorables à une plus large mesure de libre-échange—1321.

M. Barr—Il n'y a de libres-échangistes que dans l'Ouest—1321; si les conservateurs étaient restés au pouvoir ils auraient abaissé les droits sur les machines agricoles—1323; les fabricants de machines pourraient se contenter de 10 p.c.—1323.

M. Wright—L'association des cultivateurs de fruits d'Ontario a adopté à l'unanimité une résolution en faveur du libre-échange avec les Etats-Unis—1324.

M. E. D. Smith—C'est une surprise—1325; il faudra changer la constitution—1325; les producteurs de fruits d'Ontario sont protectionnistes à tous crins—1326.

M. Wright—M. Smith n'était pas à l'assemblée, mais j'y étais—1326; il n'y a pas eu une voix dissidente—1326.

M. Mackenzie—L'opinion générale des cultivateurs est qu'on n'a pas assez baissé les droits—1326; si les conservateurs comptent pour arriver au pouvoir sur le protectionnisme des cultivateurs, ils passeront longtemps dans les régions froides—1326; les cultivateurs n'ont rien à gagner à la protection—1326; pas une délégation

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. McKenzie—*Suite.*

n'a demandé de relèvement—1326; les opinions individuelles des députés ne signifie rien, c'est l'opinion collective des cultivateurs qui compte—1326.

M. Cockshutt—La demande d'un droit de 25 cts le sac sur les oignons—1327; il faut assurer le marché canadien au bœuf canadien—1328; les cultivateurs anglais eux-mêmes demandent la protection—1328.

M. Paquet—Mémoire protectionniste de M. Caron—1330; protection remède à émigration—1330; l'émigration dans l'Islet, Kamouraska et Montmagny—1331; plus de protection sur les animaux vivants—1331; remercie le gouvernement d'avoir modifié l'ancien tarif—1331; le miel et la cire d'abeilles—1331.

M. T. Martin—Accompagnait délégation de l'association des cultivateurs d'Ontario—1350; regrette de voir amoindrir la seule délégation de cultivateurs qui a approché de la commission—1332; avaient les mêmes droits que les industriels—1332; pas un seul n'a demandé d'élévation de droits—1332; pas plus à Guelph—1334; lecture de correspondance—1335.

M. Henderson—M. Martin est satisfait parce qu'on a élevé le droit sur la farine d'avoine qu'il exporte—1336; veut bien voter l'article, mais ne veut pas qu'on dise que la délégation représentait les cultivateurs d'Ontario—1338.

Article 17—(fromage)—1380.

M. Henderson—Droit de 3 cts sur fromage américain insuffisant—1380; les américains seraient enchantés de nous envoyer leur fromage de rebut pour 3 cts de droits—1380; tarif américain 6 cts—1380; voudrait doubler droit—1381.

Hon. Fielding—Meilleur protection du fromage canadien est sa qualité—1381; le Canada a importé des Etats-Unis juste pour $28,000 et il exporte $24,000,000 de fromage—1381; l'industrie du fromage ne demande pas d'autre protection que la libéralité dont le gouvernement a fait preuve à son endroit—1382.

M. Perley—Bien que consommateur, comme marchand de bois, est en faveur du relevement du tarif—1408.

Art. 19, cacao—1408.

Hon. Fielding—Droits baissés sur toute la ligne—1408.

M. Lake—Rabais favorise E.-U. aux dépens de Grande-Bretagne—1408.

Café et imitation—1409.

M. Henderson—Les imitations de café devraient être prohibées—1400.

Hon. Fielding—Elles ne sont pas forcément nuisibles—1400.

Orge—1411.

M. Blain—Demande élévation du droit—1411; les américains ont relevé les droits, il faut représailles—1411.

Hon. Fielding—Inutile, l'année dernière, nous avons importé $1,500 d'orge et exporté, $460,000—1411.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Blain—Le régime libéral n'a rien fait pour les cultivateurs—1383; il a conservé le même tarif que du temps des conservateurs—138; fait reconnu que les cultivateurs ne sont pas en faveur d'un relèvement de tarif sur les articles agricoles—1384; cependant ils devraient être montés au niveau du tarif américain—1384; il faut donner à la classe agricole le bénéfice du marché canadien—1384.

Hon. Paterson—On demande ce que les libéraux ont fait pour les cultivateurs—1385; c'est sous le tarif Cartwright qu'il fut imposé pour la première fois des droits sur le beurre et sur le fromage—1385; les conservateurs n'ont fait que maintenir ces droits—1585; la différence entre un tarif de revenu et un tarif protectionniste, c'est que le tarif de revenu donne $45,000,000 de recettes et le tarif protectionniste ne donnait que $17,000,000 de recettes—1385.

M. Taylor—Propose que droit sur le fromage soit porté à 4 cts—1385.

M. Henderson—Depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir, les prix ont augmenté de 20 p. 100—1386; si l'on avait maintenu des droits spécifiques, ils n'auraient pas l'excédent dont ils se font gloire—1386; calculs établissant la quotité de de l'impôt en 1905 à 19 26 p. 100 et en 1896 à 18.28 p. 100—1388.

Hon. Paterson—En 1906, la quotité de l'impôt a été de 15.73 p. 100—1388.

M. Henderson—Ne demande pas d'augmentation de droits, impôts déjà assez lourds—1390; les avantages des droits spécifiques—1391; actuellement les prélèvements sont énormes à cause de la hausse des prix—1391: question générale de protection pas sur le tapis, demandons seulement de protéger davantage les produits agricoles—1392.

Hon. Fielding—Les droits sur les tweeds—1393; du temps des conservateurs ils étaient de 60 p. 100—1394.

M. Blain—Les demandes des jardiniers et maraîchers—1394; demande d'imposition d'un droit sur la graine de lin—1396.

Hon. Fielding—Motion Taylor est irrégulière—1397; un député n'a pas le droit de proposer motion tendant à relever l'impôt—1397; seulement pour l'abaisser—1398.

M. Stockton—Décision adverse de l'Orateur des Communes—1398.

M. l'Orateur-suppléant—Décision Bourinot: l'imposition des taxes est laissée à l'initiative du ministre—1399.

M. MacLaren—Demande droit égal au droit américain, 6 cts—1399; concurrence américaine déloyale, à Windsor—1399.

M. Barr—Demande si en somme le tarif nouveau contient un relèvement de droits en faveur des cultivateurs—1400.

Hon. Fielding—Tous les changements opérés se sont faits dans le sens d'un relèvement de droits—1400

Beurre—1400.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Elson—Importance du tarif douanier—1401; tarif de préférence légitime—1402; tient au développement des relations commerciales entre Canada et Angleterre—1402; tarif moyen, cheveu sur soupe—1402; les produits américains se déversent au Canada comme les cataractes du Niagara—1403; comparaison entre droits américains et canadiens—1404: il devrait y avoir égalité—1405; les droits des moissonneuses—1405; les droits des sucres—1405; le "Farmer's Advocate" et l'importation des chiffons—1406; la prohibition de cette importation créerait de la demande pour les laines—1406.

Maïs, non pour distillation—1411.

M. Lancaster—Pourquoi maïs est-il admis en franchise—1412; prend place d'orge et de pois—1412; devrait payer tarif américain, 15 cts boisseau—1412.

Hon. Fielding—Franchise réclamée par majorité des cultivateurs—1412; ont besoin maïs pour l'élevage et industrie laitière 1412; consommation plus forte que production canadienne—1412.

H. McIntyre—Peu de parties du Canada où maïs peut être cultivé avec profit—1413.

M. Barr—Si on maintenait les prix, Ontario produirait tout le maïs que le Canada peut consommer—1413; chaque boisseau de maïs importé prend la place d'orge et d'avoine—1413; demande imposition de droit sur maïs—1416; cultivateurs qui ont approuvé exemption du maïs ont été trompés par politiciens—1414.

M. Mackenzie—Dans Ontario, maïs cultivé comme fourrage pas comme grain—1414; imposition droit ferait payer maïs plus cher et nuirait aux cultivateurs—1414; cela rapporte plus de cultiver des pois que du maïs—1414.

M. Taylor—Si on ne laissait pas entrer le maïs américain, les éleveurs seraient forcés d'acheter des produits canadiens—1415; les cultivateurs canadiens gagneraient plus qu'à exporter des pois—1415.

M. Martin—L'importation en franchise du maïs n'a pas abaissé prix des menus grains—1415; avoine et pois ont augmenté de prix depuis 1897—1415; les cultivateurs de Wellington unanimement en faveur de l'entrée du maïs en franchise—1416.

M. Lancaster—Ce sont les cultivateurs riches qui se livrent à l'engraissement du bétail—1416; pour sa part M. Lancaster se range du côté du cultivateur pauvre—1416.

Hon. Fielding—Pas un cultivateur n'a demandé à la commission de changement de droit sur le maïs—1416; importations de maïs en franchise, environ 10,000,000 de boisseaux—1417.

M. Henderson—Soupçonne que le Canada paie le maïs américain aussi cher maintenant qu'il n'y a plus droit—1419; opinions partagées quant à l'apropos d'imposer ou non des droits—1419.

Avoine—1421.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Staples—Marché canadien devrait être réservé aux producteurs d'avoine de l'Ouest—1421; droit devrait être élevé à 15 cents comme Etats-Unis—1421.

Hon. Fielding—Nous avons importé l'année dernière 46,000 boisseaux et exporté 60,000—1431; avoine canadienne contrôle marché canadien, sauf quelques accidents locaux—1421.

Farine d'avoine—1421.

M. Henderson—Le droit sur la farine d'avoine se trouve augmenté de 50 p.c.—1422; ne s'en plaint pas, si on paie l'avoine plus cher aux cultivateurs—1422.

M. Martin—Si l'on prend le prix à l'époque où les deux tarifs ont été faits, il n'y a pas d'augmentation—1422; peut-être y a-t-il différence au désavantage du fabricant—1422; la farine d'avoine ne se vend pas au Canada, mais en Angleterre—1422; c'est l'avoine roulée qui se vend en Canada, l'élévation de droits favorisera les cultivateurs—1422; explication des droits sur l'avoine roulée et sur l'avoine brute—1422; demande élévation des droits sur le malt—1423.

M. Crawford—Veut redresser opinion faussement exprimée quant aux sentiments des cultivateurs du Manitoba—1423; déposition devant commission de l'association des producteurs de grains du Manitoba—1423; résolution de l'association des agriculteurs—1424.

M. Lake—Les cultivateurs de l'Ouest considèrent que le tarif ne leur accorde aucune protection—1424; préfèreraient abolition totale de droits au paiement de droits sur les articles qu'ils consomment—1424; consentent cependant pour les autres cultivateurs à supporter les droits—1424; mais ne veulent pas qu'ils soient relevés—1424; considère qu'on les élève—1425; voudrait qu'on augmentât les droits pour Grande-Bretagne—1425.

Rapport fait de résolutions adoptées—1426.

Riz—1915.

Hon. Fielding—Le tarif général sur riz nettoyé était de $1.25 les 100 livres, on l'abaisse à 75 cents et on enlève les 50 cents sur riz brut—1916;

Sagous et tapioca—1917.

Hon. Fielding—Le tarif général est relevé pour permettre d'accentuer la préférence—1918.

Hon. Paterson—C'est le tarif privilégié qui a été la règle—1918; le sagou et le tapioca s'importent des Strait Settlement—1918.

Hon. Foster—L'avantage du peuple du Canada et non celui de l'exportateur anglais devrait être notre préoccupation—1918; on taxe des denrées alimentaires achetées par les Canadiens pour favoriser d'autres pays—1918.

Hon. Paterson—Nous avons voulu enlever ce commerce aux Etats-Unis—1918; quand il s'est agi d'un article à forte concurrence nous avons cherché à faire dévier le commerce en faveur de l'Angleterre—1918; le consommateur canadien a toujours l'a-

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. W. Paterson—*Suite.*

vantage du prix de faveur qui est le régulateur du marché—1919; la question des unités—1920.

M. R. L. Borden—Demande si en prenant pour base les opérations de l'année dernière sur ces articles, les recettes avec le présent tarif seraient plus fortes cette année?—1922.

Hon. Fielding—Plus fortes—1922; nous avons opéré beaucoup de dégrèvement, il fallait protéger le revenu—1922.

M. Barr—C'est un article destiné aux malades sur lequel les droits n'auraient pas dû être relevés—1922.

Hon. Fielding—Augmentation si légère que personne n'en parlera en dehors de cette enceinte—1923.

Biscuits non sucrés—1923.

M. Ganong—Tarif diminué sur biscuits importés d'Angleterre, mais maintenu sur ceux qui viennent ds Etats-Unis et qui sont la grande quantité—1923; ministre des Douanes n'a rien à craindre—1923.

Hon. Fielding—Droits équivalents à ancien tarif —1924; changés en droits spécifiques qui favorisent importation d'articles non adultérés—1924.

Foin et paille—1925.

M. Elson—Les Etats-Unis taxent notre foin de $4 la tonne—1925; ce tarif est inégal —1925.

M. Smith—Les cultivateurs sont obligés se contenter d'une protection de 14 p. 100 —1925; cela ne va pas de pair avec le reste du tarif—1926.

Fleurs—1926.

Hon. Fielding—Les palmes entraient en franchise, maintenant imposables—1926.

Hon. Foster—Se plaint d'imposition de droit —1927; les fougères et les palmes ne sont pas des articles de luxe, les femmes du peuple en élèvent pour décorer leurs appartements—1928.

Hon. Fielding—Demandé par Société d'horticulture du Canada—1928.

Tomates fraîches—1928.

Hon. Fielding—Droit mixte remplacé par droit spécifique—1928.

M. Maclean—Désire savoir si demande d'augmentation de tarif des maraîchers a été écoutée—1928.

Hon. Fielding—L'année dernière le droit équivalait à 20 p. 100, maintenant 30 p. 100—1999.

M. Maclean—En faveur d'un tarif sur les tomates variant avec les saisons—1930.

M. Blain—Droit insuffisant—1930; jardiniers seront désappointés—1930 ; demandaient 5 cts par livre, on leur donne 75 cts. par 100 livres—1930; toutes les tomates nécessaires peuvent être produites dans le pays—1930.

Hon. Fielding—Droit demandé aurait fait $5 par minot sur un article qui vaut $2.50 le plus le minot—1931.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Taylor—Le nouveau tarif donne moins de protection que l'ancien—1932.

M. Lancaster—Cultivateurs de tomates de la région de Niagara n'auront pas lieu remercier le gouvernement—1932.

Hon. Foster—Quand les tomates sont chères le nouveau tarif donne moins de protection que l'ancien—1932;

M. Campbell—Croit droit insuffisant—1933; culture coûteuse—1933; droit devrait être doublé 1933.

M. Smith—Cite calculs pour prouver que droit reste stationnaire—1933.

M. Armstrong—En prenant chiffres de l'année dernière, l'augmentation de droits s'élèverait seulement à $1,113—1935.

M. Lancaster—Beaucoup d'autres industries profiteraient d'une protection décente accordée aux cultivateurs de tomates—1935.

M. Clements—Les maraîchers se plaignent amèrement—1936.

Hon. Fielding—Veut bien étudier échelle mobile—1937; mais veut avoir un état du prix des tomates à certaines époques—1938.

M. Henderson—Avec une échelle mobile on aura un quatrième tarif—1938; notre tarif sera finalement tellement compliqué que personne n'y comprendra rien —1938; une élévation du droit sur les tomates ne dérangerait guère ceux qui achètent quand elles sont chères—1937; encouragerait cultivateurs à bâtir serres chaudes—1938.

Légumes en boîtes—1937.

M. Maclean—Nous devrions adopter tarif pour tarif vis à vis des Américains—1939; les tarifs doivent avoir pour objet de forcer les nations à faire des échanges sur des bases raisonnables—1940.

Légumes—1940.

M. Henderson—Droits sur les choux insuffisants—1940; Américains imposent tarif de 3 cts par chou—1940.

M. Blain—Tous les légumes qu'on cultive au Canada devraient être taxés d'un droit spécifique—1941.

M. Maclean—Demande droit spécifique sur céleri—1941.

Hon. Fielding—Droit est déjà plus élevé qu'aux Etats-Unis—1942; on ne doit pas surcharger consommateur—1942.

M. Marshall—Demande augmenter tarif sur asperges—1943.

M. Campbell—En faveur d'un tarif général de 50 p.c. sur légumes—1944.

Conserves au vinaigre—19444.

Hon. Fielding—Droit préférentiel porté de 23⅓ p.c. à 25 p.c.—1944.

M. Marshall—Lutte impossible avec Américains à cause du prix du verre—1944 ; demande 50 p.c.—1944.

M. Robitaille—Se plaint représentations des fabricants de marinades canadiennes pas écoutées—1944; comparaison des prix de revient entre Canada et étranger—1946.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Ames—Les marchands demandaient à Montréal protection de 40 p.c. contre importations anglaise—1946; ils demandaient relèvement de 15 p.c. et on leur donne 1⅜ p.c.—1946; demande un peu plus—1946.

Hon. Fielding—C'est le goût du consommateur qui crée la force de la concurrence anglaise—1946; cela ne se change pas avec des tarifs—1946.

M. Sproule—Avec droits relevés beaucoup de personnes s'efforceront de produire articles parfaits—1947.

M. Zimmerman—La maison Heinz des Etats Unis vient acheter ses cornichons au Canada, les importe, paie des droits, les rapporte, paie encore des droits—1947; si les Canadiens ne peuvent pas lutter dans ces conditions le pays n'a pas à accorder d'augmentation de droits—1947.

M. Robitaille—La concurrence—1948 ; difficulté d'imposer une marque—1948 ; a dû lui-même mettre des étiquettes anglaises sur ses produits—1948 ; l'industrie des marinades est une de celles qui a le plus souffert au Canada du tarif préférentiel—1949; demande 30 p.c. tarif préférentiel—1949.

M. Henderson—Gouvernement responsable du manque de foi des Canadiens dans l'article de fabrication locale—1949.

M. Marshall—Demande plus de protection pour fabricants de catsup—1950.

Olives—1950.

Hon. Fielding—Droits sur olives en vrac réduits pour permettre embouteillage au Canada—1950.

Pommes—1931.

M. Smith—Pommes reçoivent seulement protection de 9 p.c.—1951; absolument injuste —1951.

Hon. Fielding—Nous importons $80,000 et exportons $4,000,000—1951.

M. Lancaster—Comme pour tomates—1951; importation de pommes américaines se fait quand les pommes ont la plus forte valeur—1952.

M. Henderson—Les Etats-Unis imposent droit de 75 cts le baril—1952; doivent avoir bonnes raisons—1952.

Hon. Fielding—L'ouest s'est opposé au relèvement des droits sur fruits—1953; on parle toujours du cultivateur, on oublie le consommateur—1953.

Mûres, groseilles, framboises—1953.

Hon. Fielding—Droit tarif préférentiel de 1⅜ et tombe a 1½—1952.

M. E. D. Smith—Protection insuffisante, fait 21 p.c. ad val.—1953; les consommateurs de de fruits vont importer en franchise pour $3,000,000, peuvent bien payer droits raisonnables sur $500,000 restant—1954; fabricants de confitures protégés—1954; producteurs de fruits devraient l'être également—1954.

M. Henderson—On devrait ajouter 1 ct de droit—1954; les fraises d'Oakville—1954; on dit que cela va augmenter les prix, c'est ce que veulent les cultivateurs—1954; retrancher 1ct sur fruits tapés et ajouter 1ct sur fruits frais, cela ferait compensation—1955.

M. A.A. Wright—M. Henderson rêve de faire vivre les Canadiens sur des pommes tapées —1955; pourquoi ne pas laisser acheter de fraises aux Etats-Unis quand il n'y en a pas au Canada—1956.

M. Smith—C'est l'occasion d'établir l'échelle mobile de M. Maclean—1957.

M. Reid—Inutile de discuter si le gouvernement ne tient aucun compte des remarques—1957; opposé au tarif préférentiel—1957; pas en faveur du tarif général—1957.

M. Sproule—Quelle que soit l'attitude du gouvernement, les députés sont en chambre pour parler—1958; ensuite le gouvernement règlera ses comptes avec les cultivateurs—1958.

Hon. Paterson—Chaque député parle pour son coin du pays—1959; le gouvernement a soin des intérêts généraux—1959.

M. Blain—Résolution de l'assemblée des producteurs de fruits de Niagara—1960 ; résolution de la Dominion Grange—1960 ; le cri est celui-ci : s'il doit y avoir un régime de protection dans le pays, les cultivateurs en veulent leur part—1962.

M. Knowles—Ontario n'est pas la seule province du Canada—1962; les sociétés dont on cite les opinions font seulement preuve de goinfrerie et de parasitisme—1963 ; on a envie de leur faire la charité en leur conseillant de n'y plus revenir—1964.

M. Lancaster—Historique de la fameuse réunion de la société pomologique d'Ontario—1964; convocation, résolutions—1967 ; le salut des agriculteurs—1969.

Poires—1969.

M. Smith—Félicite gouvernement d'avoir imposé droit spécifique qui empêchera entrée de fruits de prix inférieurs—1969.

Melons—1970.

M. Macdonell—Droit spécifique injuste à cause oscillations de prix—1970 ; démarcation devrait être établie entre melon d'eau et melon muscat—1971.

M. Henderson—Tarif équivaut à 43 p.c. pas exagéré—1971.

Raisin en grappes—1972.

M. Smith—Admet que le droit équivaut à 100 p.c.—1972; mais n'augmente pas le prix pour consommateur, prix réglé par production—1972; les producteurs ne demandent pas que le consommateur paie plus cher—1972; veulent le marché canadien—1972; pourquoi l'Ouest achète les fruits de Californie—1973; des commerçants de fruits les préfèrent parce qu'ils se conservent mieux—1973; si nos producteurs de fruits, même par un tarif exagéré, avaient le contrôle du marché canadien, les prix diminueraient vite—1974; les transports seraient diminués —1974; un tarif qui nous assurerait le marché canadien n'augmenterait pas les prix pour consommateur—1974.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Oranges—1974.

Hon. Fielding—Droits sur oranges et citrons abolis—1974.

Pêches—1974.

M. Smith—Producteurs demandent 2 cts la livre—1974; concession faite au consommateur sur oranges, citron, bananes représente $678,000—1974; l'association des producteurs de fruits ne s'oppose pas à ces dégrèvements—1974; pourtant, c'est autant de consommation enlevée—1974: mais demande droits sur ce que nous produisons—1974.

Hon. Paterson—C'est pour l'Ouest que les fruits ont été inscrits à la liste de franchise—1975; nous ne pourrions pas encore répondre à tous les besoins du marché quant aux pêches—1975.

M. Maclean—Il faut que le gouvernement se hâte de faire régler la question des taux de messageries—1975; les prix baisseraient aussitôt—1975; les compagnies de chemins de fer donnent aux fruits américains transportés par nos voies ferrées des avantages qu'elles refusent aux fruits canadiens—1977.

M. Lake—La population de l'Ouest opposée à tout ce qui peut augmenter le prix des fruits—1978.

M. Marshall—Droit 1 cent suffisant—1978: en cas de mauvaise récolte fabricants conserves obligés s'adresser aux E.-U. 1978; une partie des anciens producteurs de pêches cultivent maintenant le tabac à Kingsville—1978. consommation de pêches de conserve a augmenté de 50 p.c. au N.-O.—1978; droits d'importation sur pêches doivent pas être augmentés—1978.

Fruits conservés à l'eau-de-vie—1979.

Hon. Fielding—Droits augmentés si alcool a plus de 40°—1979.

Amandes, noix, pistaches—1979.

M. Ganong—3 cts par livre sur pistaches non écalées°, droit trop élevé—1980.

M. Paterson—Imposé pour fins de revenu—1980.

Jus de limon et de fruits alcoolisé—2107.

Hon. Fielding—Droit élevé sur jus contenant plus de 25 p. 100 d'alcool—2107; 6 p. 100 d'alcool est suffisant pour conservation—2108.

Alcool éthylique et méthylique—2108.

M. Perley—Demande pourquoi alcool éthylique admis en franchise et alcool méthylique admis seulement en franchise quand décret sera rendu—2109.

Hon. Templeman—Fabricants d'alcool de bois redoutent ruine de leur industrie si nous admettons alcool méthylique en franchise—2110; l'alcool méthylique est un alcool de grain mélangé à une certaine quantité d'alcool de bois—2110; gouvernement tenu par contrat de payer l'esprit de bois $1.29 le gallon—2110; se se vend 35 cents le gallon aux Etats-Unis 2110; traité expire l'année prochaine—2110: gouvernement pourra vendra alcool méthylique meilleur marché—2110; manufacturiers consomment dans l'industrie

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Templeman—*Suite.*

plus d'esprit de bois que d'alcool méthilique—2110; espérons alcool dénaturé remplacera esprit de bois employé aujourd'hui—2110; c'est dans ce but que le tarif est modifié—2111; alcool de grain vendu trop cher au gouvernement, 45 cts le gallon pour 65 p. 100 au dessus de preuve—2110; si les cultivateurs ne sont pas plus raisonnables gouvernement sera obligé d'importer de l'alcool dénaturé des Etats-Unis pour le vendre au public—2111.

M. Perley—Réclame protection pour fabriques d'alcool de bois—2111.

Hon. Templeman—Nous n'aurons jamais d'alcool dénaturé à bon marché au Canada si les distillateurs canadiens refusent de soumissionner à moins de 41 cts le gallon—2112; il est bon que le gouvernement ait une arme pour protéger le public—2112.

Vins médicinaux et vermouths—2112.

Hon. Foster—N'aime pas voir vermouth accolé à vins médicinaux—2114.

Papier à imprimer les journaux—2116.

M. Perley—Les Etats-Unis imposent sur le papier à imprimer les journaux droits plus élevés que le Canada—2116; gouvernement aurait dû profiter occasion pour implanter au Canada industrie du papier à journaux—2116; l'année dernière il s'est importé des Etats-Unis $3,000,000 de papier—2116; nous laissons sans entrave exporter notre pâte à papier—2116; elle paie des droits d'entrée énormes aux Etats-Unis—2117.

Hon. Fielding—L'abaissement du droit sur le papier a été décidé apr(s enquête qui a démontré combinaison—2118.

M. Sproule—On aurait dû mettre fabricant en prison—2118.

Hon. Fielding—Cela n'aurait pas diminué prix payer—2118: le gouvernement a pris la route que lui indiquait le tarif—2122; il a réduit les droits comme le demandaient les propriétaires de journaux—2122; les propriétaires de journaux n'ont jamais songé à se prévaloir du code pénal—2122; ils ont pris le moyen qui leur paraissait le plus pratique—2122.

M. Sproule—A toujours été adverse à la clause du tarif relative aux combines—2124; n'approuve que le code pénal—2124.

M. Fowler—L'impôt n'existe pas seulement pour l'avantage du fabricants, mais aussi de l'ouvrier—2125; c'est l'ouvrier qu'on punit—2126.

Hon. Paterson—Il ne s'agit pas de fermer une manufacture—2126; simplement de baisser le droit au point d'annuler un bénéfice illicite—2126; pour créer concurrence raisonnable—2127.

M. Macdonald—Etant donné le mode d'action choisi par les journalistes, le gouvernement était tenu d'agir comme il a agi—2127.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Pâte de bois—2128.

M. Bergeron—Il devrait y avoir un droit d'exportation sur bois à pulpe—2128; notre bois va aux Etats-Unis—2128; on devrait fabriquer la pâte et le papier chez nous—2129.

Hon. Fielding—Gouvernement n'a pas encore vu moyen d'imposer droit de ce genre—2129 ; colons qui défrichent sont bien heureux de vendre leur bois aux Américains—2130; avec un droit d'exportation marchands canadiens en profiteraient pour l'acheter moins cher—2130.

M. Bergeron—Nous devons avoir assez de patriotisme pour ne pas sacrifier notre patrimoine en faveur des Américains—2132.

M. Fowler—C'est le Nouveau-Brunswick qui alimente les moulins du Maine—2131; le commerce du bois ne paie pas—2132.

M. Loggie—Si nous imposons un droit d'exportation, les Am ricains useront de représailles—2132.

Reprise—2172.

M. W. F. Maclean—Demande s'il n'y a pas de loi relative aux falsifications et au mélange ou à l'embouteillage de spiritueux importés et de spiritueux de fabrication canadienne—2172; lit document reçu—2173; ces boissons frelatées et faussement étiquetées ne paient que $1.14 d'accise parce qu'elles sont au-dessous de preuve—2173; elles sont vendues comme importées et devraient payer $2.40 par gallon—2173 ; elles font une concurrence déloyale aux produits légitimes—2173; différence entre droit de douane et d'accise est trop grande—2174 ; c'est encourager une industrie nationale peu recommandable—2174.

Hon. Paterson—S'il s'agit de mélange indigène faussement étiqueté le coupable est passible du code pénal—2175.

M. Maclean—Cite loi relative aux mélanges—2177 ; fraude des cognacs—2178; le revenu est volé et le public également—2178; il ne suffit pas de protéger le fabricant canadien—2179; le consommateur a aussi le droit d'être protégé—2179; la question relève du département du Revenu de l'intérieur, peut-être—2181; mais c'est la douane qui est atteinte parce que ces produits prennent la place d'autres qui paieraient un droit plus élevé—2181.

Préparations médicinales—2183.

Hon. Fielding—Toutes les médecines brevetées groupées—2183; droit uniforme de 50 p. c.—2183.

Opium—2183.

Hon. Fielding—$1 la livre, traitement de faveur supprimé—2183.

Colle forte—2184.

Hon. Fielding—Droit relevé de 25 p. c. à 27½ p. c.—2184.

M. Cockshutt— Lit lettre fabrique de colle de Brantford demandant droit spécifique sur colle qualité inférieure—2185.

Hon. Fielding—Gouvernement a fait tout ce qu'il a pu—2187; relever davantage les droits serait nuire à certains fabricants, par exemple, fabricants de meubles—2187.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Vert de Paris—2187.

M. Elson—Demande entrée en franchise au tarif de faveur—2188.

Ciments—2188.

Hon. Fielding—Le gouvernement a renoncé à laisser rentrer en franchise les empaquetages ayant déjà payé le droit une fois—2189; ils paient à chaque rentrée—2189; impossible reconnaître ceux qui ont déjà servi—2189.

Gypse—2190.

M. Ganong—Demande droit sur gypse importé—2190.

Hon. Fielding—Gypse ouvré est taxé—2190 ; gypse naturel sert comme fertilisant—2190.

Marbre non poli—2190.

M. Macdonell—Se plaint d'importation de marbre prétendu dressé au sable et qui est en réalité du marbre poli—2191; cas de l'hôtel King Edward à Toronto—2191.

Hon. Fielding—Nouvelle rédaction obvie à en inconvenient—2194.

Laitons—2196.

Hon. Fielding—Nouveau droits—2196; manufacture fondée à Toronto a demandé protection—2196; gouvernement a accordé 10 p. c.—2196.

M. Clements—Réclamé pour fabricants d'automobiles—2197.

Tubes en fer—2200.

M. Clements—Proteste contre droits sur tubes servant à exploitations pétrolifères—2200.

Ajustages en fer—2201.

M. Elson—Proteste contre droits sur ces articles servant aux clôtures en fer—2201; entraient autrefois en franchise—2201.

Hon. Fielding—Franchise conservée pour article venant des Etats-Unis—2201.

M. Henderson—Frais de port d'Angleterre rendra article plus couteux au Canada que venant des Etats-Unis—2201.

Socs, oreilles et versoirs de charrue—2202.

Hon. Fielding—Dégrevés—2202; aucun droit 5 p. c.—2202.

Bouchons de liège—2204.

Hon. Fielding—Droit ad valorem remplacé par droit spécifique—2204; impossible savoir valeur réelle—2204.

Cotons gris—2422.

Hon. Fielding—Tarif de faveur abaissé sur cotons gris non blanchis—2422; réduit de 16½ p. 100 à 15 p. 100—2422.

M. Cockshutt—Le rapport de la Fédération des tisserands du Canada—2422.

Hon. Fielding—Opinions partagées—2423.

Tissus de coton ou lin imprimés ou colorés—2423.

Hon. Fielding—Le principe du tarif est d'accorder le plus de protection aux articles qui nécessitent le plus de travail—2423.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Coutil—2423.
M. Borden—Demande s'il n'y a pas de plaintes du prix excessif des cotons—2424; à quel contrôle sont soumises les compagnies industrielles—2424; s'il y a concurrence raisonnable—2424.
Hon. Fielding—Il existe concurrence raisonnable pour articles canadiens—2425; en dépit de fusion, il existe des petites compagnies—2425.
M. Henderson—Tarif de faveur indifférent—24; réduction ne nuira pas industrie canadienne—2425: abaissement de 2½ p. 100 sur imprimés bénéficiera un peu au consommateur—2425; nuira un peu aux fabricants qui ont fourni au Canada article excellent—2425; nos marchandises canadiennes supérieures à importations des Etats-Unis; heureux de voir relèvement tarif de faveur pour favoriser nos produits contre concurrence anglaise—2426.
M. Bergeron—Demande si à la faveur du tarif soumis les ouvriers de Valleyfield pourront gagner des salaires leur permettant de vivre convenablement—2426; augmentation des frais d'existence—2426; les ouvriers réclament plus forts salaires et compagnie refuse sous prétexte que l'état du tarif l'empêche de payer plus cher—2427.
Hon. Fielding—Dans l'enquête du tarif, il ne s'est pas tenu compte spécialement de l'état des salaires—9427; cependant, délégations ont été entendues—2427.
M. Bergeron—La protection avait pour objet de payer des salaires aux ouvriers et de donner des marchés aux cultivateurs—2428; le parti libéral ayant adopté le système doit le pousser à ses conclusions—2428; diminution de population à Valleyfield—2428; insuffisance du salaire payé aux employés—2428; veut savoir si nouveau tarif mettra les manufacturiers à même de payer meilleurs salaires aux ouvriers—2428; veut savoir si fabricants satisfaits du tarif—2428.
Hon. Fielding—Les salaires n'ont jamais été plus élevés que maintenant—2429.
M. Bergeron—Le prix de la vie a augmenté bien au delà—2429; si les conservateurs étaient restés au pouvoir en 1896, les revenus du Canada auraient doublé—2429; le tarif de faveur aide la concurrence du coton anglais dans Valleyfield même—2430;; la politique nationale est un bloc et ne peut pas produire d'effet salutaire appliquée partiellement—2430; défenseur des ouvriers—2430; ne s'inquiète pas des manufacturiers—2430; si politique actuelle ne fait pas vivre les ouvriers, revenons au libre-échange—2430; salaires raisonnables des ouvriers—2430; si les droits sur les cotons ne permettent pas de faire vivre décemment les ouvriers, il vaut mieux les abolir complètement—2430.
M. Cockshutt—Une réduction de 1¼ p.c. peut paraître peu de chose, c'est énorme—2430; il ne faut pas considérer seulement l'intérêt des consomateurs, mais aussi celui des ouvriers et des capitalistes—2430; la filature de Brantford—2431; les filatures ne paient pas plus de 2 à 3 p.c.—2431; statistiques des importations de cotons de Grande-Bretagne—2431; la coalition fut faite pour tenter de relever les prix—2431; la faute de la modicité des salaires des ouvriers de filature incombe au tarif—2432; l'abaissement du tarif de faveur de 1¼ p.c. compromet gravement les capitaux engagés dans cette industrie—2432.
M. Turriff—La querelle de la Dominion Cotton Company et de la Textile Cotton Company a prouvé que la Dominion payait 14 p.c. de dividende sur un capital majoré—2432; et cette compagnie demandait une augmentation de tarif en disant qu'elle subsistait à grand peine—2432; elle a bien mauvaise grâce de se plaindre aujourd'hui—2432; compagnies sont actuellement dans une bonne situation, sauf celles qui ont spéculé sur coton-brut ou qui ont vieux matériel—2432; si cotons de Grande-Bretagne sont importés c'est qu'ils se vendent à meilleur compte ou sont préférés du client—2432; ne veut pas fermer la porte au coton étranger pour que les actionnaires des compagnies de coton touchent de gros dividendes—2432; respect au consommateur—2433.
M. A. A. Wright—Quand le Canada fabriquera d'aussi bons cotons imprimés que certaines marques anglaises, il aura la préférence—2433; quelques droits que l'on impose, certains tissus nous seront toujours fournis par l'étranger—2433; les marchandises cher ou de fantaisie viendront toujours, jusqu'à un changement, de la France, d'Allemagne et d'Angleterre—2433; avantage des modèles différents pour le vendeur—2433.
M. Henderson—N'a jamais approuvé le tarif de faveur, ne le croit pas avantageux pour consommateur—2434; imprimés ordinaires employés au Canada sont de fabrication canadienne et excellents—2434; aucune objection à voir élever les droits sur articles de fantaisie—2434; en faveur de relever tarif de faveur aussi haut que tarif général—2434; les droits sur cotons colorés plus élevés qu'ils ne l'ont été depuis dix ans—2435; le tarif actuel comparé à celui d'il y a dix ans, en tenant compte de l'élévation des prix est réellement de 38 p. c.—3435; démonstration—3435; l'augmentation du prix de vente des marchandises protège marchand canadien—2435; considère que le ministre a bien fait de conseiller la réduction du tarif général des droits sur cotons colorés—2435; diminue le fardeau du peuple—2435.
M. Verville—Les compagnies sont toujours empressées de demander le relèvement des droits sous prétexte de payer de meilleurs salaires—2436; si elles consentaient à rogner les dividendes, les ouvriers seraient mieux payés—2436; l'exemple de Magog—2436; qu'on cesse de se faire de la popularité avec les salaires des ouvriers—2436.
M. Pringle—La manufacture de Cornwall et l'augmentation d'importations causée par le tarif de faveur—2436; le tarif de 1897 a contribué à faire fermer les portes de

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Pringle—*Suite.*

l'usine de Cornwall—2437; les ouvriers s'en vont à Lowell (Mass.) où ils sont mieux payés—2437 ; regrette diminution, mais heureux qu'elle ne soit pas assez grande pour forcer manufactures à se fermer—2437.

Hon. Fielding—Heureux de protéger manufactures contre panique que tente de soulever M. Cockshutt—2437; cours de bourse des compagnies de coton très satisfaisants—2437; exemples—2438; les filatures du Nouveau-Brunswick—2438; aucun danger présent—2438.

M. Cockshutt—L'histoire de la filature de Brantford—2439; défenseur des capitaux—2440; pourquoi les actionnaires des compagnies de coton n'auraient-ils pas le droit de faire du 14 p.c. comme les spéculateurs de terre du Nord-Ouest—2440.

Broderies blanches en coton—2440.

Hon. Fielding—Tarif général et de faveur réduit—2440; pas fabriquées au Canada, matière première pour industrie bonneterie—2440.

M. Beauparlant—Demande pourquoi dentelles de couleur pas comprises—2441.

Hon Fielding—Autre article—2441.

Coutils pour corsets—2441.

Hon. Fielding—Tarif de faveur réduit de 13½ à 12½—2441.

M. Ames—Filateurs de Montréal ont demandé augmentation de 5 p.c. sur tarif de faveur pour leurs produits, n'ont pas obtenu—2441; M. Amyot, fabricant de corsets fait une demande, on la lui accorde 2442; influence de M. Amyot due à sa candidature dans comté de Québec—2442.

Hon. Fielding—Enfin voilà donc un manufacturier satisfait—2442 ; M. Amyot demandait un tarif de 45 p.c. sur les corsets, on ne lui lui a pas accordé—2442; léger avantage accordé sur coutils, matière première—2442; M. Amyot n'est pas seul fabricant—2443; ce n'est pas parce qu'un manufacturier est libéral qu'il n'a pas le droit d'être traité avec justice—2444.

Ficelle d'engerbage, en franchise—2444.

Hon. Fielding—Changement apporté au règlement—2444 ; autrefois charbon et huile servant à fabrication de cet article au Canada entraient en franchise—9444; vu que fabricants manufacturaient en même temps d'autres articles, franchise accordée maintenant lorsque ficelle d'engerbage seulement est fabriquée—2444.

Laines de certaines catégories—2445

M. Clements—Les règlements existant entre E.-U. et Canada détruisent l'industrie de la laine au Canada—2445; en faveur de tarif contre tarif en tout ce qui regarde produits agricoles—2445.

M. M. S. McCarthy—Les demandes des éleveurs de moutons des territoires—2446.

Hon. Fielding—Système américain inapplicable ici—2446 ; élever les droits sur la laine signifierait une élévation de droits sur les tissus—2446 ; le public ne le veut pas—2446; Calgary seul endroit où l'on ait demandé à la commission de relever droits sur les laines—2446.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Clements—Les Etats-Unis traitent injustement la laine canadienne—2446; une élévation de droits sur les laines importées encouragerait l'élevage du mouton dans Ontario et les autres provinces—2446.

M. Caldwell—La laine importée au Canada vient des Etats-Unis par voie de Boston mais n'est pas produite au Etats-Unis—2447; les laines que nous importons viennent d'Angleterre et ne font pas concurrence aux nôtres—2448.

M. Lalor—Se plaint du droit imposé sur les houppes importées—2448; c'est une taxe indirecte sur la laine canadienne qui pourrait être exportée en Angleterre et réimportée en houppes—2448; articles devraient être remaniés pour accorder plus avantages aux éleveurs, sans nuire aux fabricants lainages—2449.

M. Caldwell—On n'importe pas au Canada de laines qui puissent faire concurrence à nos laines canadiennes—2450.

M. Knowles—Demande une classification exacte des laines—2451; afin de pouvoir protéger l'article canadien qui subit une concurrence réelle, d'un droit de 3 à 5 cents la livre—2451; le tarif élevé américain a indubitablement encouragé la production de la laine—2451; un droit léger aiderait cette industrie au Canada—2452.

M. Clements—Décroissance de l'élevage du mouton dans Ontario à cause des droits élevés imposés aux Etats-Unis—2454.

M. Henderson—Explique ses paroles au sujet des demandes d'augmentation de droits—2454; pas opposé à l'augmentation du droit sur les lainages—2454; s'il y a une industrie qui mérite d'être protégée, c'est celle des lainages—2455.

Hon. Fielding—Si l'honorable député se dédit et retourne à ses anciennes doctrines, libre à lui—2456; cite "Hansard" et prouve justesse interprétation—2456.

M. Barr—L'élevage du mouton périclite—2456; exemple—2456.

M. Elson—Il s'importe une grande quantité de laine simplemnt lavée—2457; 3,300,000 livres importées de seize pays différents—2457 ; droits imposés sur la laine longue sont sages et produiront amélioration—2457 ; encore trop bas cependant—2457 ; l'ouest produit laine fine qui devrait être protégée—2457 ; demande qu'article soit réservé—2457.

Hon. Fielding—Inutile—2457 ; opinion du gouvernement est formée—2457.

M. R. L. Borden—Cite mémoire soumis à la commission par association des éleveurs de moutons à Calgary—2458; Nouvelle-Zélande et Canada—2458 ; s'il est vrai que Canada, comme il est dit au mémoire peut fournir qualités requises par manufacturiers, question devrait être remise à l'étude—2458; les cultivateurs de l'ouest acceptent protection sur bien des articles manufacturés dans ce pays—2459; ont droit à une certaine compensation—2459.

Hon. Fielding—Les cultivateurs en général ne demandent pas augmentation de droits sur lainages—2460 ; nécessaire surtout

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Hon. Fielding—*Suite.*

dans l'ouest—2460; si on taxe les laines importées, il faut absolument taxer davantage les tissus de laine si on veut que les usines puissent marcher—2460; si les laines de Nouvelle-Zélande sont tombées dans la catégorie des laines que nous produisons au Canada elles n'ont plus droit à la franchise—2460; c'est matière de règlement—2460 ; comment les Etats-Unis ont du opérer pour encourager l'industrie de la laine—2461; relèvement général—2461 ; la commission ne s'est pas demandé si il était bon de produire de la laine—2461; elle avait à étudier si on pouvait ajuster les droits de façon à encourager la production de la laine et, en même temps maintenir les droits sur la laine ouvrée à un taux raisonnable—2461; le pays n'est pas prêt à imposer comme les Etats-Unis un droit de 100 p. c. sur les lainages pour encourager l'élevage du mouton—2462.

Hon. Foster—Comment la question aurait dû être étudiée—2462; nous devons chercher à cesser de payer tribut aux étrangers—2462; on n'arrivera jamais à rien si on reste à mi-chemin—2462; nous devons décider soit de diversifier nos industries, soit de nous en tenir à la production de la matière brute—2462 ; une fois décidés, nous devons aller jusqu'au bout dans la voie que nous nous tracerons—2462.

M. W. Wright—Résolution des cultivateurs Muskoka—2464; les cultivateurs de cette région ne sont pas pour un tarif peu élevé, mais pour un tarif purement canadien —2464; demande révision du tarif complète, pas par miettes—2464.

M. Elson—Les cultivateurs ne sont pas occupés de la laine parce qu'ils n'élèvent plus de moutons, prix trop bas—2464; importations étrangères—2464.

Navires, etc., destinés à navigation dans eaux canadiennes—2465.

Hon. Fielding—Article nouveau, mais conforme simplement au règlement existant déjà—2465.

M. A. C. Macdonell—Demande si gouvernement a étudié mode d'encourager construction de navires canadiens—2465: navires construits en Angleterre entrent en franchise—2465 ; constructeurs canadiens ont à payer des droits sur tout—246.

Hon. Fielding—Impossibilité sinon légale, du moins politique de taxer navires anglais—2466; détaxe sur beaucoup de matériaux employés—2466; seul mode d'encouragement possible serait prime aux constructeurs—2466 ; gouvernement et pays pas décidés à cet égard—2466.

M. Macdonell—Signale cas de yachts dont coque est faite au Canada, qui sont équipés aux Etats-Unis et reviennent au Canada sans payer de droits—2468.

M. Bennett—Demande qu'on établisse distinction entre dragues et bateaux à voile ou à vapeur ordinaires—2468; chantiers de construction de Welland et de Collingwood devraient être encouragés—2468.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Hon. Fielding—Dragues venant des Etats-Unis sont imposables—2469.

M. Bennett—Droit devrait être prohibitif 2469.

M. A. C. Macdonell—Plainte des constructeurs de Toronto quant aux réparations ou modifications faites en cale-sèche aux Etats-Unis—2470.

M. Bennett—Différence dans les droits payés par les dragues à cause de l'omission de l'enregistrement—2472; dragues américaines ne paient que 25 p. 100—2472; la construction de dragues canadiennes à Toronto, Bridgebourg et Collingwood a abaissé de 25 p. 100 le prix des dragages du département des Travaux publics—2472;ces chantiers devraient avoir plus de protection que 25 p. 100—2472.

M. A. C. Macdonell—Grand avenir pour chantiers à dragues de Toronto, si on empêchaient entrée au Canada des vieilles dragues américaines—2472; ces vieilles dragues ne peuvent pas être atteintes par la clause du dumping—2473.

Hon. Fielding—Consent à réserver clause, mais quant à la question de prime à la construction, elle devra faire l'objet d'une clause législative spéciale étrangère à l'acte des douanes—2473.

M. Maclean—La lettre mentionnant proposition au Congrès du congressman Mc-Call en faveur de réciprocité de franchise de droits sur houille entre Canada et Etats-Unis—2473.

Hon. Fielding—Etonné telle proposition de la part d'un protectionniste—2474.

Voitures, automobiles, pneus—2474.

M. W. F. Maclean—Demande que gouvernement travaille à créer industrie de construction des automobiles au Canada—2474; forcer l'implantation de l'industrie au Canada, comme nous avons fait pour machines agricoles—2474; droit de 35 p.c. insuffisant pour susciter établissement d'industries, pèse seulement sur l'acheteur sans profit pour l'industrie nationale—2475; permettre d'abord l'entrée en franchise des pièces de fabrication aux usines qui s'établiraient en Canada—2475; puis obliger d'année en année à fabriquer ces pièces en réduisant le nombre de celles qui sont admises sans payer—2475; quelques usines déjà établies, mais cette industrie ne fait pas ici les mêmes progrès qu'autre part—2479.

Matériaux de construction de ponts—2476.

Hon. Fielding—Tentative de réciprocité—2477; matériaux pourront être admis de rive américaine en franchise, si matériaux canadiens admis de la même façon—2477.

Fourrures préparées—2477.

M. A. C. Macdonell—Peaux canadiennes envoyées à l'étranger pour être préparées paient au retour droit sur peau et sur travail—2477 ; moyen devrait être pris de reconnaître peaux d'origine canadienne et ne faire payer droits que sur préparation—2477; moyen existe de les marquer—2478; la préparation se faitt à Leipzig et les importateurs ont à payer droits sur peau et sur travail et surtaxe allemande—2478.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Beaucoup de ce travail se fait en Angleterre—2478; si on permet exportation d'articles canadiens pour être préparés à l'étranger gouvernement court risque d'être accusé de ne pas protéger main-d'œuvre canadienne—2478; gouvernement verra à ne pas faire payer droits aussi élevés sur articles réellement réimportés—2478.

M. A. C. Macdonell—Ce ne sont pas des articles partiellement fabriqués—2478; envoi à l'étranger pour préparation absolument nécessaire—2478; secret de fabrication—2479; marchands prêts à se soumettre à tout procédé d'identification des articles—2479.

Hon. Fielding—Marchands déjà protégés par droits plus élevés sur article fabriqué—2479.

Fouets—2479.

Hon. Fielding—Droits réduits de 35 à 30 p.c.—2479; paraissaient un peu élevés—2479; beaucoup des matières premières entrent en franchise—2480; 30 p.c. suffisant—2480; résulte de la comparaison entre prix payé pour matière première et protection accordée—2481; changement pas sollicité—2481.

M. J. T. Schell—Voudrait que placages servant à confectionner boîtes à fromages soient admis en franchise—2482; ne peuvent pas se faire avec bois canadiens—2482; droits portés de 7½ à 15 p.c.—2482; injustice pour industrie laitière—2482.

Valises—2482.

M. Ames—Fabricants de valises de Montréal se plaignent que certains articles servant à la fabrication paient plus de droits que l'article fabriqué—2482.

Hon. Fielding—Ancien article, même rédaction—2482.

Gants—2483.

M. Henderson—Industrie du gant considérable maintenant—2483; gouvernement augmente les droits sur cuir nécessaire et diminue sur article fabriqué—2483; c'est brûler la chandelle par les deux bouts—2483.

Effets appartenant aux colons—2485.

Hon. Fielding—La règle est que les articles pour être admis en franchise aient servi au colon pendant six mois au moins avant son arrivée au pays—2486; et qu'ils soient introduits au pays dans les six mois ou plus qui suivent son arrivée—2486.

Armes, etc., pour gouvernement impérial, ou consignés à marins de Sa Majesté pour consommation à bord de leurs vaisseaux—2486.

Hon. Fielding—Ceci est uniquement pour service impérial—2486; gouvernement a constaté abus d'importations en franchise pour service des divers ministères—2486; provoque comparaisons de prix au détriment des articles de fabrication nationale 2487; pour les uniformes des officiers de milice, on pourrait obvier au changement en leur payant une prime équivalente au droit qu'ils ont à acquitter sur leurs uniformes—2487; ce sera au ministre de la Milice de prendre initiative à cet égard—2488.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

M. Ames—Si on ne fait rien ce sera désastreux pour la milice—2488; les officiers font déjà assez de sacrifices sans qu'on les surcharge encore—2488.

M. Lake—Insiste pour qu'indemnité soit accordée—2489.

Hon. Paterson—Assure que ministre de la Milice étudie question—2489.

Marchandises non énumérées—2490.

Hon. Fielding—Dépose addition : si un article figurant dans la clause des articles non-énumérés se compose, dans une large mesure de substances qui paieraient un droit supérieur à 20 p.c., cet article ne jouira pas du tarif des articles non énumérés—2490.

Hon, Paterson—Expose mode de procéder pour évaluation des emballages—2490.

Articles prohibés ; étiquettes commerciales en métal—2491.

Hon. Fielding—Prohibées pour éviter fraude, emploi comme monnaie—2491.

M. Henderson—Il s'en fabrique au Canada—2441; faudra prohiber fabrication—2491.

Hon. Fielding—Tomberaient sous code pénal—2492.

Sir W. Laurier—Propose discussion ultérieure de résolutions et annexes amendant tarif nouveau déposé—3081—3092.

Reprise—4276.

Amidons, fécules—4276.

Hon. Fielding—Farine de riz, sagou et tapioca forment article à part—4276; farine de pommes de terre, préparation spéciale—4276.

Hon. Paterson—Produit de l'île du Prince-Edouard—4276.

Graine de lin—4277.

Hon. Fielding—Autrefois en franchise—4277; maintenant culture importante au Nord-Ouest—4277; droit 10 cts boisseau imposé—4277.

M. Sproule—Protection—4277.

Graine de mil—4278.

M. Cockshutt—Cette graine importée devrait être soumise à l'inspection du ministère d'Agriculture—4278.

Graines de jardin—4278.

M. Cockshutt—Demande distinction modifiée entre gros et détail—4278; différence de droit va jusqu'à $4 la livre—4279; propose réduire à une demi-livre le poids des paquets jouissant du tarif de gros—4281.

Pousses pour greffes—4281.

Hon. Fielding—Propose ajouter plans de rosiers—4281.

Sucres—4282.

Hon. Fielding—Rien changé aux droits sur sucre raffiné—4283; aujourd'hui seulement, emballage exempt de droits—4283; équivaut à 1 cent ½ p. 100 livres—4283; droits sur sucre brut augmentés d'abord de 7 cents ½ p. 100 livres dans tarif de faveur 4283; principale importation—4283; après représentations des raffineurs décide de changer et d'abaisser tarif de faveur de 34 à 31½ p.c.—4283; augmentation n'est en réalité que de 4 cents §—4284; protection

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—*Suite.*

au raffineur par rapport à l'ancien tarif diminuée de 5 cents p. 100 livres—4285; l'industrie betteravière—4286; durée limitée—4286; besoin d'alimenter les usines de sucre brut à l'issue de la campagne betteravière pour les tenir en opération—4286; proposé pendant trois ans de permettre aux fabricants de sucre de betterave d'importer au taux du tarif différentiel deux livres de sucre de betterave provenance étrangère pour chaque livre de sucre de betterave de provenance nationale qu'ils produisent—4287 ; c'est une protection nouvelle accordée aux usines de betterave pour leur permettre de fonctionner toute l'année—4287 ; cela leur permettra au lieu de raffiner immédiatement leur sucre de betterave canadienne de faire des cassonades qui seront raffinées plus tard avec les autres cassonades importées—4288.

Hon. Foster—Craint que ce système ne nuise aux cultivateurs canadiens—4288 ; si les fabricants ont plus de facilité pour se procurer du sucre étranger, ils achèteront moins de produit canadien—4288; rendre le fabricant plus indépendant de la culture canadienne—4388.

Hon. Paterson—En permettant aux usines de fonctionner toute l'année, on donnera de la fixité à l'industrie—4289; les fabricants auront intérêt à acheter le plus possible de produit de betterave canadienne—4289; plus ils en achèteront, plus ils auront la faculté d'acheter du sucre brut étranger—4289; création d'usines centrales—4289.

Hon. Fielding—Autre changement—4290 ; retour à l'ancienne rédaction du tarif, suppression obligatoire d'importation directe par navire—4290; proposition générale sera présentée touchant l'importation directe—4290; laisse subsister "d'une colonie ou possession britannique en Canada"—4291.

M. Cockshutt—Lit remontrances adressées par les raffineurs du Canada au sujet du tarif tel que projeté—4292; plus l'article est pur, plus les droits sont élevés, c'est peu encourageant pour l'alimentation—4293: les raffineurs ont le droit de se plaindre du relèvement de droits sur le sucre brut—4294.

Hon. Fielding—Les raffineurs sont satisfaits—4294.

Hon. Foster—Veut savoir pourquoi droits sur sucre brut augmentés—4294; augmentera le prix du sucre pour consommateur—4295.

Hon. Paterson—Non, le sucre consommé est le sucre raffiné—4295; droits non changés; au contraire, légère réduction de 1 ct ½ p. 100 livres—4295; les 4 cts ½ de relèvement de droits sortent du gousset du raffineur et non du consommateur—4296.

Hon. Foster—Aussitôt ce tarif déposé le prix du sucre a monté—4296: le raffineur trouvera moyen de se rembourser sur marchand de gros et de détail de l'augmentation de prix de sa matière première—4296 ; raffineur a beaucoup moins de protection que les autres industries: cotons, lainages—4296; d'après tarif de 1897, raffineurs avaient protection de 50 cts par cent livres—4296; abaissée à 27 cts—4296; si l'on avait à cœur l'intérêt du consommateur on pouvait ne rien changer au prix du sucre brut et diminuer le droit sur le sucre raffiné—4298.

Hon. Fielding—L'augmentation de revenu du fait de ce relèvement sera de $200,000—4298.

M. Cockshutt—Emploie dans sa famille du sucre brut de Dennemora, aura à payer plus cher—4299; c'est le consommateur qui paiera les $200,000 de droits qu'on va faire payer pour le sucre brut—4299; les raffineurs n'en paieront pas un sou—4300.

Hon. Paterson—Si ce n'était pas les raffineurs qui paient, pourquoi feraient-ils un tel tapage—4300; les raffineurs ont eu pendant trois années plus qu'ils n'auraient dû avoir—4301; nous avons essayé de favoriser les fabricants de sucre brut de l'empire—4301 ; ils n'en ont pas profité, nous revenons à l'ancienne base—4301.

Hon. M. Foster—Le prix du sucre a augmenté de 10 cts—4302.

Hon. Paterson—La hausse a été générale, dans tous les pays du monde—4302; il faut que le Canada soit bien puissant pour qu'un simple changement de son tarif affecte le monde entier—4302.

R. L. Borden—Le gouvernement devrait remettre au contribuable une partie des excédents—4304; abaisser le prix du sucre en diminuant droits sur sucre brut et sucre raffiné anglais qui en profitent doivent provenir de sucre de provenance britannique— 4309; on n'en importe au Canada que 6 p.c. de l'importation totale—6309.

M. Bristol—Le tarif actuel favorise raffineur anglais de 8 cts par cent livres aux dépens du raffineur canadien—4309.

M. Taylor—Le consommateur paiera l'augmentation—4310.

M. Cockshutt—Lit tableau de tarifs de transport—4315; sucres coûtent meilleur marché des Antilles à Winnipeg par Angleterre que des Antilles à Winnipeg par Montréal—4315.

Malt et farine de malt—4318.

Hon. Foster—Présente réclamation contre droit sur l'acétone—4318; une seule compagnie la Standard Chemical Coy fabrique acétone au Canada et ne la fabrique pas pure—4318.

Brochures, horaires de c. de f.—4320.

M. Taylor—Lit plainte de distributeurs d'horaires—4320.

Hon. Fielding—Erreur, plainte se rapporte à ancien tarif—4320.

M. Porter—Cite le cas de magazines américains non finis payant même droit que magazines complet avec annonces—4321.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Blanc de plomb broyé dans l'huile—4322.

Hon. Fielding—Droit augmenté à cause élévation droits graine de lin—4322.

Hon. Foster—On pouvait bien augmenter droits sur produits employant graine de lin—4322; comme on a fait pour sucre raffiné—4322.

M. Taylor—Droit pèsera sur fabricants de voitures—4323.

Huile de lin crue ou bouillie—4323.

M. Kemp—Augmentation de 50 p.c.—4323.

Hon. Paterson—On ne pouvait pas en imposant un droit de 10 cents sur le boisseau de graine de lin, maintenir l'ancien droit sur l'huile—4324; les fabriques d'huile auraient été forcées de fermer—4324; le but n'aurait pas été atteint—4324; les cultivateurs canadiens qu'on veut protéger n'ont pas eu le moyen de vendre leur grain—4324.

M. Cockshutt—Pas de proportion entre droit imposé sur graine et augmentation sur huile—4324.

Hon. Paterson—Statistique d'importation d'huile et de graine de lin—4325.

M. Lake—Ces changements dans les huiles et peintures viennent par surprise—4325; auront répercussion grave—4325.

Briques réfractaires—4326.

Hon. Fielding—Augmente droits sur briques réfractaires d'une espèce fabriquée au Canada—4326.

Marbre, granite—4327.

Hon. Foster—Réminiscence sir Richard Cartwright—4237; on taxe la mort même—4327.

Hon. Paterson—Concurrence au marbre et au granite canadiens—4320; faveur anglaise pratiquement supprimée—4328; granite d'Aberdeen paiera 30 p.c.—4328.

Ardoise—4328.

Hon. Fielding—Augmentation sur qualité inférieure, diminution sur meilleure qualité—4328.

M. Zimmerman—Expose objet changement—4328.

Hon. Foster—Lit lettre réclamation—4329; changement résout difficulté—4329; tout le monde satisfait—4329.

Verres de lampes incandescentes—4320.

Hon. Fielding—Avait cru qu'ils se fabriquaient au Canada—4320; s'aperçoit que sont tous importés—4329; alors, tarif modifié—4329.

M. Cockshutt—Demande ce qui arrivera pour importateurs ayant payé droits depuis proclamation tarif—4329.

Hon. Fielding—Disposition générale sera adoptée relativement à changements dans tarif déposé—4329; s'il y a augmentation rien ne sera rappelé, si réduction de droits remboursement sera fait—4329.

Objets d'art en bronze coulés d'après modèles faits en Canada par sculpteurs résidant dans le pays—4330.

Hon. Fielding—Encouragement aux artistes canadiens—4332.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Laiton, nickel, argentan—4332.

M. Porter—Feuilles pour fabrication de serrures pas fabriquées au Canada—4331; devraient entrer en franchise au lieu de drawback—4331; proposition fabricants—4332.

Hon. Fielding—Fabrique de laiton en Canada—4332: installée à grands frais—4332; pas assez protégée—4332.

M. Porter—Demande pour fabricants de serrures de Belleville même traitement que pour fabricants de cuillers à Niagara—4333.

Hon. Foster—S'oppose au système embarrassant des drawbacks pour article pas fabriqué au Canada—4334; l'admission en franchise atteindrait le même but sans embarras—4334; la fabrique de Niagara—4334.

M. Porter—Les articles de cuivre ne peuvent pas s'obtenir au Canada—4335.

M. Clements—La fabrique d'automobiles à Chatham est obligée d'importer les pièces de cuivre—4335.

Hon. Paterson—Les fabricants disent tous qu'ils fournissent des produits de premier ordre—4335; le fabricant suivant qui emploie ces articles dit qu'ils ne valent rien—4335; il en est ainsi du haut en bas de l'échelle—4335; à entendre ce qui se dit d'un fabricant à l'autre, le Canada ne produirait rien de propre—4336; il faut être soupçonneux à l'égard de ces assertions—4336; le drawback ne protège que pour le produit strictement employé—4336.

M. R. L. Borden—Note au sujet fabrique de laiton de Toronto—4337.

M. German—Proteste contre réduction drawback de 95 p. 100 promis à 65 p. 100—4338; pourquoi percevoir des droits puis faire remise—4338; vaudrait mieux laisser entrer en franchise tant que l'alliage de nickel et l'argent ne se fabriqueront pas au Canada—4337.

Hon. Fielding—Expose cas des fabricants: avec drawback paient 3½ p. 100 sur matière première et sont protégés de 30 p. 100 sur article fabriqué, peuvent pas se plaindre—4338.

Hon. Foster—Inconséquence ministérielle—4340; pour les fabriques de machines aratoires, favorites du gouvernement on accorde drawback du total du droit—4340; pour d'autres comme les cuillers et les serrures on n'accorde que 65 p. 100—4340; simple caprice—4340; pour encourager petite industrie à Toronto on ruine une grande à Toronto—4340; comment fut institué drawback sur instruments aratoires—4340.

M. E. D. Smith—Il est faux que le fabricant ne paie que 3½ p. 100 sur matière première, il paie plus de 20 p. 100.

Nickel, métal anglais—4342.

Hon. Paterson—Question de fabrication ou non fabrication au Canada va être élucidée—4342; si article pas fabriqué au Canada, inutile de créer drawback, doit entrer en franchise—4342.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
M. Zimmerman—Pas de fabrique—4344; pour laminer les 30,000 livres de nickel employées au Canada, il faudrait outillage de $300,000—4344.
Massets de fer et d'acier—4344.
Hon. Fielding—Droits diminués—4344; quelquefois difficile de se les procurer au Canada—4344.
Poutres de fer et d'acier—4345.
Hon. Fielding—Droits spécifiques équivalents à droits *ad valorem*—4345; droits sur fer et acier en général spécifiques—9345.
Ebauches de barres pour fabrication de ponts et wagons de c. de f.—4346.
Hon. Fielding—Le fer et acier pour wagons compris dans mêmes avantages que les ponts—4346; pour aider cie nouvelle, Canada Car Coy de Montréal—4346.
M. J. D. Reid—Demande si wagons Pullman introduits en Canada paient droits—4346.
Hon. Fielding—Oui, s'ils ne servent pas sur ligne internationale—4346.
Acier en barre, plus de 3 cts ½ la livre—4346.
Hon. Paterson—Placé sur liste de franchise quand vient de Grande-Bretagne—4347; pour ouvrir marché de ce côté—4347.
Tubes de chaudières en acier—4347.
Hon. Fielding—En franchise sur toute la ligne—4347.
Tubes de fer laminés—4347.
Hon. Fielding—En franchise sur toute la ligne—4347; pas fabriqués au Canada—4347; servent pour fabrication lits en fer—4347.
Discussion à continuer—4347.
Fil de fer galvanisé—4403.
Hon. Fielding—En franchise de toute provenance—4403; difficile à importer de Grande-Bretagne—4403.
Chaînes-hérissons—4404.
Hon. Paterson—En franchise—4404; pas fabriquées au Canada—4407; servent à fabrication machines agricoles—4404.
M. Taylor—Fabrique à Oshawa outillée pour les fabriquer—4404; installation $10,000—4404; occupe 1,000 ouvriers—4404.
M. R. L. Borden—Tous avantages pour fabricants machines agricoles—4404; rien pour industrie nouvelle—4406.
M. Christie—Forges Oshawa agrandies pour produire cet article—4406.
M. U. Wilson—Auparavant article était taxé 10 p.c.—4406.
M. R. L. Borden—Les manufactures d'instruments agricoles ont progressé jusqu'à présent, malgré droits de 20 p.c—4407; y a-t-il une crise?—4407.
Hon. Paterson—Droits sur certaines machines agricoles réduits de 2½ p. 100—4407; en échange propose de faire remise sur certaines matières premières—4407; gouvernement a renoncé à accorder drawback sur fer malléable à cause usine Oshawa—4407.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
M. Wm Wright—Marché avec fabricants d'instruments aratoires—4408; en échange d'une réduction de protection de 2½ p. 100 on leur donne le fer malléable en franchise—4408; les cultivateurs ne bénéficieront de rien—4408: nouvelles formules—4408.
Hon. Paterson—Changements bénéficient aussi aux scieries—4409.
M. W. Wright—Pas prêt à dire qu'on fabrique au Canada les chaînes-hérisson de toute grosseur—4409.
Hon. Fielding—Par commun accord député de Cumberland doit présenter maintenant amendement aux résolutions—4414.
M. H. Logan—A donné déjà avis de motion pour restreindre tarif de faveur aux importations par ports canadiens—4414; raison d'être du G.T.P.—4414; approbation générale—4414; les résolutions passées par chambres de commerce—4415; opinions exprimées—4417; hon. Fielding et M. Borden—4417; résolution association des manufacturiers à Winnipeg—4418; deux tiers seulement d'importations britanniques viennent par voie canadienne—4418; avantages, indépendance nationale—4418; cargaisons pour nos lignes de navigation—4418; prospérité des ports canadiens—4419; abaissement des transports—4420: cargaisons trouvées de l'est à l'ouest—4490; trafic pour l'I.C.R.—4420; idée erronée que le Canada n'a pas de ports ouverts l'hiver—4421; ce système ne mettrait pas l'ouest à la merci du C.P.R. pour ses importations—4421, l'I.C.R. peut amener les marchandises à Montréal et elles sont distribuées ad libitum—4421; nombre de lignes faisant le service entre Canada et Europe—4422; résolution ne créerait pas de monopole—4422; le service des steamers canadiens aussi rapide que ceux d'aucun autre pays—4422; service des marchandises du C.P.R.—4424; service de marchandises de l'I.C.R.—4427; le transport de Halifax à Toronto peut se faire en 80 heures—4425; de New-York à Toronto, trois et demi ou quatre jours—4425; malgré cela beaucoup de Canadiens ne jugent pas à propos de favoriser l'I.C.R. ni les lignes canadiennes—4425; tableau des distances pour Grande-Bretagne—4426; après toutes les dépenses faites il est honteux de prétendre que nos ports ne sont pas équipés—426; dépenses d'amélioration de l'I.C.R. dans les dernières années—4426; la peur des représailles des Etats-Unis—4427; la législation maritime américaine—4428; les Etats-Unis ne pourraient pas se plaindre en vue du traitement qu'ils appliquent au commerce canadien de la restriction du privilège de tarif de préférence aux seules importations par ports canadiens—4428; résumé argumentation—4429; propose résolution qu'à partir 1er mai 1908, tarif de faveur s'appliquera seulement à marchandises par ports canadiens—4429.
M. A. A. Wright—Loin de théorie à pratique—4430; résolution des délégués des chambres de commerce à Toronto—4430; résolution de courtoisie—4430; limitée aux

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
M. A. A. Wright—*Suite.*
marchandises venant de ports d'Angleterre—4430; marchandises de l'île Maurice et de Singapour—431; les conditions actuelles satisfaisantes pourvu que transport s'effectue rapidement—4431 ; ne demandons pas plus de trafic, expédions celui que nous avons—4431 ; outillons les ports canadiens—4431 ; congestion des ports—4432 ; impossibilité faire entrer marchandises au Canada—4433 ; aimerait mieux souscrire à dépense pour outiller les ports de Saint-Jean et d'Halifax—4435.
M. Kemp—Aux Etats-Unis et au Canada, engorgement du trafic—4434 ; impossible de se fier aux horaires—4434; lois de cabotage canadiennes absolument analogues aux lois américaines—4434; gouvernement paraît lié à résolution Logan—4434; la plupart des marchandises jouissant du tarif de faveur passent déjà par le St-Laurent, alors, à quoi bon cette résolution?—4435; développement du sentiment patriotique—4436; peu d'effet probable de la résolution—4436 ; ce serait commettre grande erreur de l'adopter—4436 ; le commerce et les arrangements de transit—4437; tarif de transport canadien basé sur tarif américain donc pas de changement à prévoir à cet égard—4437; le système de transit régularise les taux de transport—4438; augmentation constante du trafic pour les Etats américains de l'ouest par ports canadiens—4438; le trafic du Pacifique—4439; les Etats-Unis pourraient trouver moyen par représailles d'y mettre obstacle—4439; danger de mécontenter les compagnies de c. de f.—4439; sensibilité américaines, le président Harrison en 1892—4440; le mouvement aux Etats-Unis dans le sens de l'abaissement du tarif—4440; résolution de la législature de Massachusetts—4441; que deviendrait le commerce américain par ports canadiens s'il était exclu du tarif minimum—4441; le commerce canadien par les Etats-Unis diminue avec le temps—4441; augmentation du commerce de Saint-Jean—4442; adoption résolution pourrait avoir effet désastreux—4442; restons en bons termes avec Américains—4442.
M. J. W. Daniel—Tableau des importations de Grande-Bretagne par ports américains et par ports canadiens—4442; importation par voie américaine ne représente pas 20 p.c.—4442; par conséquent ce volume de commerce ne peut pas jouer un rôle considérable—4443; se plaint qu'on décrie les ports du Canada en parlant de leur encombrement—4443; lettre du "Herald" signée "un marchand"—4444; cette résolution si elle est adoptée aura pour effet d'obliger négociants anglais à apprendre quelque chose sur Canada—4444; ignorance anglaise "mettre à l'abri de la gelée".—4444; tarifs des provinces maritimes à Toronto moindres que de N.-Y. à Toronto—4445; tableaux—4445; important d'apprendre à Grande-Bretagne que Canada et Etats-Unis, deux pays distinctifs—4446; les lois côtières et de cabotage—4446; la marine marchande des
VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
M. Daniel—*Suite.*
provinces de l'est périclite—4447; tableaux—4447; le tarif n'a pas protégé le commerce maritime du Canada—4447; la construction du "Midland Prince" à Collingwood a coûté $12,000 de droits de douane—4447; insiste sur opportunité adopter résolution—4447; pour faire gagner aux provinces maritimes partie des $14,000,000 de marchandises passant actuellement par ports des E.-U.—4447.
M. J. G. Turriff—Se demande si temps arrivé maintenant d'adopter résolution de ce genre—4448; parle au nom de l'ouest—448; craint que l'application immédiate de cette résolution empirerait la situation au point de vue des transports—4448; il importe que l'ouest reçoive ses denrées aussi librement de Liverpool à Winnipeg que de Montréal à Winnipeg—4448; il est naturel que l'association des manufacturiers approuve résolution—448; elle grève les importations manufacturières et c'est ce que l'association désire—4448; encombrement de l'I.C.R.—4449 ; la situation ne peut s'améliorer avant quelques années—4449: commerce s'accroît plus vite que voies ferrées—4449; ce serait coup terrible à Ontario et à l'ouest d'entraver importations—4449 ; danger de suppression de privil(ge de tsansit—4450; demande qu'on recule au moins la date d'application, si on adopte résolution—4450.
M. Geo. Smith—En faveur date plus éloignée—4450; progrès des communications vers l'ouest—4450; l'hon. M. Scott a fait autrefois le trajet de Montréal à Toronto en diligence—4450; améliorations successives—4451; difficultés géographiques—4451; progrès constant—4451; ce ne sont pas les différences de tarif mais les retards qui gênent les commerçants—4452; remettre application de la résolution à achèvement Transcontinental ou construction chemin de fer de la Baie d'Hudson—4452.
M. W.Roche—La bombe projetée contre M. Root—4452; la crainte des Etats-Unis—4452: la crainte de la mère patrie—4452; aurait cru résolution recevrait meilleur accueil—4452; on admet que le tarif de faveur est avantageux aux relations entre Canada et mère patrie—4453; alors, on devrait l'étendre—4453 ; obligation d'importation par ports des provinces maritimes serait un bien léger fardeau—4458; environ 1 p. 100 sur marchandises avantagées de 10 p. 100—4453; si d'ailleurs portion passant par Etats-Unis, si insignifiante pourquoi redouter troubler digestion de M. Root ?—4454 ; différence entre fret marchandises pesantes et marchandises légères—4454; nécessité d'avoir des cargaisons lourdes pour retour vers l'ouest—4455; nécessité des chargements de retour—4455 ; les Américains travaillent à accaparer le commerce de l'ouest—4456; si nous ne faisons rien pour contrebalancer ces tentatives, il sera bientôt trop tard—4456; nous ne pouvons nous croiser les bras en face des efforts des autres nations—4456: l'ouest bénéficierait

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
M. Wm Roche—*Suite.*
de l'établissement de ce système—4456; si les compagnies n'avaient pas à remorquer au retour des wagons vides, les transports diminueraient de prix—4456 ; tout le monde profiterait de la rivalité entre C.P.R. et I.C.R.—4457; l'anomalie apparente relativement aux taux de transport des différents ports—4458; pas de confiance dans tarif minimum de M. Root—4458; le transport des marchandises des Philippines, Ile Maurice et Singapour—4458 ; cargaison de retour, grand desideratum—4458; plus il y aura d'importations moins il y aura d'encombrement de fret dans l'ouest faute de wagons —4458; question de sentiment—4459.
M. W. F. Maclean—Votera pour la résolution parce qu'il faut bien employer le Transcontinental que nous construisons—4459; si vous voulez jouer de la harpe, jouez de la harpe—4460; si vous voulez développer les ports nationaux, donnez-leur toutes les chances possibles—4460 ; toutes les sympathies acquises à l'I.C.R.—4460; adverse aux hommes qui veulent le ruiner—4460 ; désire voir Canada indépendant des Etats-Unis—4460; nous devrions avoir les meilleurs ports et les meilleurs bateaux—4460; nous avons établi un tarif de faveur, même si nous ne l'approuvons pas, nous devons essayer de le rendre utile à la nation—4460 ; concentrons le commerce sur nos ports sans nous occuper de considérations passagères—4460 ; est prêt à mettre à exécution cette résolution demain si elle est à l'avantage du Canada —4461; sans s'occuper des Etats-Unis—4461 ; résolution conforme à politique nationale—4461 ; créer industrie de construction navale—4461 ; faire ports nationaux—4461 ; impossible obtenir progrès sans sacrifices—4461.
M. H. H. Miller—Lit lettre John Macdonald et compagnie importateurs de Toronto—4463; lit lettre Bradstreet—4463 ; temps pas arrivé de passer et mettre à exécution cette résolution—4463 ; commerce américain de transit, soies et thés—4464; nous aurions plus à perdre qu'à gagner à suppression commerce de transit—4464 ; en laissant faire les choses, avant longtemps commerce de faveur par ports américains sera quantité insignifiante—4464.
Sir W. Laurier—Tout le monde sauf M. Kemp en faveur du principe de la motion —4464; proposition concorde avec politique du Canada depuis 50 ans, développement du commerce canadien par voies canadiennes—4464; succès de cette politique—4465; maintenant 25 p.c. seulement du commerce d'Angleterre vient par ports américains—4465; le moment est-il venu d'adopter politique proposée—4463; dans douze mois, seulement, pourrons-nous nous passer des ports américains complètement?—4465; une fois rendues à Montréal les marchandises n'auraient qu'une voie pour gagner l'ouest, le C.P.R. ou bien les lignes américaines—4466 ; résolution est le complément de politique de construction du Transcontinental—4466; quand le chemin sera construit, en 1911, l'ouest

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Sir W. Laurier—*Suite.*
aura deux voies pour recevoir ses produits, il sera temps alors d'adopter la politique préconisée—4466 ; les sensibilités américaines—4466 ; nous imitons les Américains qui n'ont jamais rien négligé de ce qui pouvait faire passer leur commerce par chez eux—4406 ; le privilège de transit est réciproque —4466 ; si nous nous mettons en mesure de ne pas le mettre à profit, nous n'en privons pas les Américains pour cela—4466; ils ne peuvent pas se plaindre—4467; s'ils supprimaient ce privilège pour nous et si nous le supprimions pour eux, ils seraient, sans doute les perdants—4467; ils y regarderaient à deux fois—4467; deux fois déjà ils nous ont menacés —4467; quand le Transcontinental sera construit, nous pourrons n'en pas faire de cas—4467; motion prématurée, mais bonne à avoir dans nos archives, le cas échéant—4467; propose sous-amendement disant que le tarif de faveur s'appliquera exclusivement aux importations par ports canadiens à une date qui sera fixée par Gouverneur en conseil—4467.
M. R. L. Borden—Il y a trois ans gouvernement était prêt à adopter immédiatement cette politique—4468; résolution de 1904, avis donné en 1901—4468; avec l'amendement proposé la question reste comme si elle n'avait pas été discutée —4468 ; le premier ministre a dit qu'il n'appliquerait pas résolution avant 1911—4468; certainement, but sera mieux atteint en outillant bien ports canadiens —4469; si le principe est bon pour tarif de faveur, on devrait l'appliquer à tarif intermédiaire—4469; doit s'appliquer de la même manière, que résolution proposée en amendement, par décret du gouverneur en conseil—4470.
Sir W. Laurier—Application impossible—4470; exemple Italie—4470; pourrait jouir de tarif intermédiaire—4470; pas de ligne directe, importations doivent se faire voie américaine—4470.
M. Kemp—Certains articles jouissant de préférence britannique viennent de contrées n'ayant pas de lignes directes—4470; lettre Blain—4470.
M. R. Bickerdike—Il faut apprendre au vieux John Bull qu'il existe des ports Canadiens—4470 ; oublient toujours traité Ashburton—4471; croient Boston et l'état du Maine territoire canadiens—4471; Toronto est assez patriote pour ne pas y regarder à quelques sous de transport pour favoriser les ports canadiens—4471; si on attend l'achèvement du Transcontinental, l'ouest sera alors tellement peuplé qu'il faudra attendre un autre Transcontinental—4471; ce qu'il faut, c'est appliquer la résolution tout de suite—4471; manque de renseignements des Anglais 4471; flirtage avec Oncle Sam—4471.
Hon. Foster—Mauvais effet du revirement d'idée ministériel—4472 ; manège galant —4472; le gouvernement ne devrait jamais permettre l'adoption d'une proposition qu'il ne désire pas sincèrement mettre en application—4472; gouvernement

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Foster—*Suite.*

n'a même pas profité de l'enquête du tarif pour se renseigner—4473: le gouvernement a failli à sa tâche en ne fournissant pas à la Chambre des renseignements précis sur l'effet qu'aurait eu l'adoption de cette mesure—4474; défi aux Etats-Unis au sujet du transit—4474; le Canada ne souffre pas du transit américain, à preuve qu'on a donné un croc en jambe au traité de 1818 pour l'étendre aux transport du poisson du Pacifique de Vancouver à Boston—4475; régime avantageux pour les deux pays—4475; inutile de provoquer Etats-Unis à une rupture—4476 ; voudrait une enquête—4476; heureux de constater canadianisme général du sentiment—4476; sécession d'autrefois—4476 ; changement de front à l'égard des Etats-Unis—44q7; négociations d'autrefois—4477; maintenant on dit qu'on peut se passer d'eux—4477: erreur du premier ministre quant à la responsabilité des lois de cabotage—4478.

Hon. Paterson—L'opposition demande une enquête et s'empresserait d'en rejeter les conclusions—4478; cette question n'est pas une question de tarif où chacun sait personnellement l'effet que produira une mesure, une élévation ou abaissement du tarif—4479; c'est une question de politique sur laquelle les éclaircissements ou les opinions doivent venir d'hommes politiques et non d'hommes d'affaires—4479; c'est à la Chambre de décider—4481; la commission du tarif n'était pas saisie de cette question—4481; elle avait été soumise en 1904, indépendamment de toute question de tarif—4482; les commissaires du tarif n'allaient pas demander à des commerçants s'ils savaient ce qu'allaient faire les Etats-Unis au cas où le gouvernement passerait telle ou telle mesure —4482; c'était au gouvernement de le savoir—4482; cependant quant à la question de savoir s'il était opportun de restreindre aux ports canadiens l'importation des articles de faveur, il y a eu certaines opinions émises devant la commission, mais peu—4483.

M. R. L. Borden—Discours de sir Wilfrid Laurier en 1904—4484; demandait alors des renseignements—4484: il a eu trois ans pour obtenir ces renseignements—4484; s'il en a, qu'il les montre—4485.

Hon. Foster—La commission du tarif avait adopté cette politique quant aux sucres—4486; elle a reçu sur les doigts et a changé de bord—4486.

Hon. Paterson—Mission de la commission du tarif—4486; étudier si tarif conçu, il y a dix ans, conformément aux résolutions de la convention de 1893 suffisait encore au pays ou s'il devait recevoir réformes—4486 ; tarif conçu en cette circonstance était tarif de revenu avec protection incidente au lieu de tarif de protection avec prohibition résultante—4487; le public satisfait de ce tarif conforme aux promesses —4487; vrai tarif de revenu—4484; faisait partie du comité qui prépara résolutions 1893—4488; prédictions erronées, ignorance absolue de la situation par conservateurs

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. W. Paterson—*Suite.*

—4488; le tarif de 1904 sur les sucres—4488; le raffineur anglais a négligé de s'en prévaloir pour encourager industrie du sucre des Antilles—4488; laisse le Canada à la merci du raffineur domestique—4489; besoin d'un changement, changement opéré et ratifié par la Chambre—4489; actuellement la Chambre n'a pas à discuter l'effet que sa politique pourra avoir sur privilège de transit—4489.

Hon. Foster—Gouvernement veut faire voter résolution proposée pour avoir une arme contre grandes corporations en temps électoral—4490; pour pouvoir les menacer d'un décrêt d'application qui bouleverserait toutes leurs affaires—4490.

M. T. Sproule—Lors de la discussion du G. T.P. le premier ministre disait que nous ne pouvions pas nous passer du privilège de transit—4490; maintenant il traite ce privilège à la légère—4490; rien de fait pourtant depuis cette époque—4490; les steamers bottle-necks—4491; contradiction du gouvernement—4491 ; l'enquête du tarif a été un leurre—4491; si le peuple était satisfait du tarif comme on le prétend, pourquoi l'a-t-on changé du tout au tout? —4491; le principe du changement avait été annoncé avant l'enquête—4492; le gouvernement agit à tâtons—4492; lorsque les conservateurs voulaient imposer un droit d'exportation sur bois en grume, les libéraux redoutaient fort pour le transit—4492; le premier ministre devient homme d'Etat par les circonstances—4492.

M. Logan—Cite discours antérieur de M. Kemp où il s'était prononcé pour principe résolution—4492; en 1904 chef de l'opposition a appuyé résolution qu'il repousse maintenant—4493; n'a pas retardé à présenter sa résolution—4493; gouvernement doit avoir une raison pour demander remise de la date d'application—4403; se rend au désir du premier ministre—4403; heureux en tout cas de voir insérer au tarif disposition disant que marchandises anglaises doivent venir par voie canadienne—4494 ; nécessité d'outiller Halifax et Saint-Jean —4494 ; la question de sentiment—4494 ; oubli de quelques désavantages passagers —4494; le gouvernement place cette résolution dans le tarif avec le droit d'en fixer la date d'application—4494; le peuple n'hésitera pas à toutes les occasions favorables de lui rappeler qu'il a ce pouvoir—4494.

M. Daniel—Une fois le Transcontinental construit, nous ne serons pas plus indépendants des E.-U. que nous le sommes maintenant—4494; actuellement l'I.C.R. va à Saint-Jean, Halifax entièrement en territoire canadien—4495; le C.P.R. ne peut pas être blâmé de l'insuffisance de transports—4495; conditions climatériques—4495; l'opposition n'a pas changé d'avis sur cette question—4495; redoute qu'on la repette aux calendes grecques—4495; désire connaître opinion de l'honorable Fielding—4495.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Hon. Fielding—Résolution de 1904 approuvée pas seulement par ministériels mais par toute la Chambre—4496; sauf deux députés—4496; cite ses propres observations—4496; avait énoncé le besoin d'une campagne éducative—4497; regrettable qu'en dépit des promesses de la confédération et des dépenses faites tout notre commerce n'aille pas encore à nos ports de l'Atlantique—4497; quand bien même la résolution prendrait effet aujourd'hui, il n'arriverait rien de ce que redoutent les députés de Toronto—4498; ils peuvent faire un léger sacrifice—4498; on a tort de juger les difficultés de transport d'après la saison actuelle—4498; l'hiver a tout dérangé aux Etats-Unis aussi bien qu'au Canada—4498; les inconvénients s'arrangeraient—4498; demande légitime—4498; admet difficulté de desservir l'ouest avec un seul réseau—4499; le gouvernement reconnaît aujourd'hui principe adopté par la Chambre il y a trois ans, presque à l'unanimité—4499; la question qui reste en suspens est celle du moment opportun—4499; divergences d'opinion—4499; demande à M. Logan de laisser amendement Laurier devenir motion principale plutôt que de demander à la Chambre de se prononcer—4500.

M. Barker—Repousse la motion principale qui ne tient pas compte des conditions géographiques du Canada—4500 ; le commerce d'automne d'Ontario—4500; les épices viennent forcément de New-York—4501 ; si la résolution est acceptable, elle doit l'être maintenant—4501; le gouvernement à coup de décrets—4501; repousse les deux propositions—4502.

M. Johnston—En 1904 M. Barker n'a pas protesté contre résolution—4502; par sa présence et son silence, il l'a approuvée—4502; opinion de M. Brock—4503; l'outillage du port d'Halifax ne laisse rien à appréhender—4503; craintes chimériques—4503.

M. S. Barker—Lit discours Brock—4504.

M. Taylor—Demande nouvelles des élections provinciales du Manitoba—4503.

M. Johnston—Procureur général battu—4506.

M. Bristol—Personnalités—4506 ; observations de M. Hugh Blain de Toronto—4506; forcer le commerce britannique, qu'on prétend aider, à prendre la route la plus coûteuse c'est détruire les avantages de la préférence—4507; ajourner la question à l'année prochaine—4507; alors laisser la Chambre se prononcer au lieu de rejeter sur gouvernement nécessité de se prononcer sur la date opportune—4507.

Amendement Laurier voté à main levée—4507.

Hon. Fielding—Annonce que sur renseignements de fermeture usine nickel et maillechort, décidé de maintenir ces articles sur liste de franchise—4529; laiton paiera droit minime de 10 p. c.—4529; annonce que quant aux graines de prix, article spécial proposé pour paquets d'une once—4530; chaînes-hérisson seront admises en franchise—4530; pour compenser dégrèvement sur moissonneuses, faucheuses et

VOIES ET MOYENS—*Suite.*
TARIF DOUANIER—*Suite.*
Hon. Fielding—*Suite.*
lieuses de 20 p.c. à 17½ p.c.—4530 ; pour compenser aussi suppression drawback sur fer malleable—4532.

M. Taylor—Se plaint fer malleable dégrèvé de 2½ pour cent, pour fabrication machines agricoles, pas pour fabrication voitures—4532 ; cultivateur gagnera 2½ sur moissonneuses et perdra 2½ sur voitures—4533.

Hon. Foster—Signale protestation du Canada Newspaper Syndicate of Montreal contre dégrèvement clichés—4533; diminué de 1½ ct pouce carré à ½ ct—4534; paie $23,000 salaires, certificats divers journaux—4534.

Hon. Paterson—Les plaintes faites étaient au contraire contre l'élévation de ce droit—4535.

Hon. Foster—Réduction demandée était sur clichés d'annonces et de nouvelles—4535; pas sur clichés de gravures—4535; correspondance avec M. Blain—4537.

Hon. Fielding—Lettre "Daily Record", Sherbrooke, se plaignant de l'élévation sur clichés de nouvelles—4538; examinera les faits à nouveau—4539.

M. Lalor—A propos de droits sur le verre à vitre, demande un peu de protection pour fabrique à Cayuga, Haldimand—4539.

Hon. Fielding—Pas confiance dans possibilité d'établir permanemment cette industrie—4540; échecs antérieures—4539; imposition d'un lourd droit pèserait sur tout le public—4540.

M. Sproule—Fabrique et demande de droit élevé, ont simplement pour objet maintien du prix du verre—4540; monopole—4540.

M. R. L. Borden—Demande pourquoi impôt augmenté sur monotypes de 10 à 20 p. 100—4540.

M. A. Johnston—Machines analogues fabriquées au Canada—4541.

Faucheuses, moissonneuses, lieuses, etc.—4541.

Hon. Paterson—Droit abaissé de 20 p. 100 à 17½ p. 100—4541.

Hon. Fielding—Chiffre importations—4542.

Hon. Paterson—Chiffre exportations—4542.

M. R. L. Borden—Demande statistiques locales sur fabrication, vente, prix de revient, etc.—4543; renseignements fournis à commission australienne—4544.

M. Luke—Demande renseignements sur hausse d'estimation devant compenser dégrèvement—4545.

M. Hall—Voudrait définition plus claire des "pièces finies"—4546; pas à l'avantage du petit fabricant—4546.

M. W. Wright—Différence entre valeur d'une machine fabriquée dans l'ouest et une dans l'est—4546; différence du prix des pièces par suite du transport—4546.

Moteurs, manèges, batteuses—4546.

Hon. Paterson—Droit réduit 5 p. 100—4547; ne réduira pas prix des batteuses importées—4547; réduction sur estimation accordée par conseil des douanes, était trop

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. W. Paterson—*Suite.*

libérale—4547: s'élevaient jusqu'à 40 p. 100—4547; toutefois, chaque cas sera considéré séparément—4548.

M. Lake—Résultat sera de faire payer droits sur valeur plus élevée qu'aux Etats-Unis—4548 ; demande renseignements—4548.

Discussion remise—4548.

M. W. Wright—Le ministre des Finances et l'évaluation des machines agricoles—4554; discours du budget—4554.

M. Lake—Cas des machines Chase—4554.

Hon. Paterson—Mode d'établissement des évaluations—4556.

M. Lake—Demande explications pour engins à gazoline—4558.

M. W. F. Maclean—Dans deux ans tous le grain de l'Ouest sera fauché et battu par machines mises en action par engins à gasoline—4558.

Machines à charger le foin, etc—4559.

Hon. Paterson—Nous importons $8,000 haches et pelles et $2,000 faulx—4559; nous exportons $13,000 de ces articles—4559 ; droits réduits ½ p.c.—4559.

M. Daniel—Tarif américain 45 p.c.—4559.

Hon. Paterson—Nos fabricants entrent l'acier en franchise—4559.

Dragues pour le Yukon—4561.

M. Thompson—Demande entrée en franchise non seulement de moteur dans coque de la drague—4561 ; mais aussi de moteur pour actionner de la rive—4561.

Hon. Paterson—Impossible—4562.

Fil métallique recouvert soie et coton—4563.

Hon. Foster—Expose plaintes de fabricants de cet article pour chapeaux—4563; matière première augmentée, soie torse—4563 ; coton pour lacets de souliers entre en franchise—4563; pourquoi pas soie pour cet article analogue—4563.

Sucres de betterave—4563.

Hon. Paterson—Exempte de clause de dumping les sucres de betteraves de France ou Belgique entrant suivant permission au tarif—4563.

Annexe B—Drawbacks pour consommation locale—4564.

M. Taylor—Avec le système des drawbacks, fabricants se trouvent avoir capitaux considérables immobilisés—4564; fabricants d'essieux et de ressorts de Gananoque—4564; impossible acier servir à autre chose 4564.

Hon. Fielding—Quand gouvernement est sûr qu'article ne peut pas servir à autre usage, admet en franchise—4565; si peut servir à autre usage rembourse 99 p.c. des droits c'est-à-dire la presque totalité, sur preuve d'emploi—4565; gouvernement a déjà été trompé—4565 ; même avec engagements donnés par écrit de ne pas employer à autre usage—4565.

M. Taylor—Demande alors établissement système d'entrepôt réel dans cour du marchand pour travail des aciers—4567.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Ne tient pas au système des drawbacks qui cause des dérangements considérables au ministère comme aux fabricants—4567; mais il y a eu trop d'abus —4567.

Machines pour fer-blanc—4568.

Hon. Paterson—Droits payés pour machines à fer-blanc pour usine de Morrisbourg achetées avant tarif, seront remboursés—4568.

Moulages en fer malléable pour machines agricoles—4568.

M. T. Sproule—Agriculteurs ne bénéficieront pas d'un centin par dégrèvement—4569.

Hon. Fielding—Pour les conservateurs le plus infime relèvement de tarif va ruiner les cultivateurs —4570; mais tous les dégrèvements sont sans conséquence—4570.

M. W. Wright—Prix marchand pas diminué à cause arrangements des fabricants canadiens avec ceux des Etats-Unis—4570.

Acier à coutellerie—4573.

Hon. Paterson—Industriels protégés par droits de 22½ p.c. et introduisant leurs marchandises en franchise par remboursement peuvent bien supporter le trouble d'immobiliser leurs capitaux un peu —4573 ; abus ont existé et sont connus du ministère—4573; drawbacks seront réglés avec toute célérité possible—4573.

Tissus de soie et de satin—4575.

Hon. Fielding—Gouvernement ayant le droit d'abolir un droit en plaçant objet sur liste de franchise a aussi le droit de diminuer—4575; autorisation donnée par acte de 1903—4575.

Houille bitumineuse pour fabrication du coke—4576.

Hon. Fielding—Coke étant admis en franchise, rationnel admettre houille pour le faire—4576; sinon sera réduit en coke aux E.-U.—4576 pas de perte de droits, coke admis en franchise—4577.

M. Boyce—Sault Sainte-Marie consomme par jour 500 tonnes de coke—4577.

Nickel, maillechort, pour cuillères et coutellerie—4578.

M. Sproule—Il y a coalition entre marchands de glaces et miroirs—4578; la maison Pilkington a la distribution au Canada —4578.

M. J. T. Shell—La Consolidated Plate Glass du Canada agent des Pilkington au Canada—4579; même prix n'importe où l'on achète au Canada—4579; aucune variation—4579; coalition évidente—4580.

Jetons de commerce en métal—4586.

Hon. Fielding—Il vaut mieux ne pas en permettre l'importation—4580.

Hon. Fielding—La clause de dumping et la ficelle d'engerbage—4580; danger que les Américains nous empêchent d'exporter notre ficelle d'engerbage aux E.-U.—4581; changement, suppression clause dumping —4581

Hon. Fielding—Résolution prescrivant remboursement droits payés en trop s'il y a eu abaissement tarif depuis discours budget—4581.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Discussion remise—4582.

Reprise—4695.

Matrices—4695.

Hon. Fielding—Au lieu de ⅛ ct le pouce comme première intention, sera ½ ct.—4695

Tubes de fer—4696.

Hon. Fielding—Seront admis en franchise pour voitures comme pour lits en fer —4696.

Treillis en fer—4696.

Hon. Fielding—Cordages pour filets de pêche jouissant de franchise—4696; treillis en fer employés pour nasses sur côte Pacifique jouiront du même avantage, drawback 99 p.c.—4696.

Hon. Foster—Appelle attention sur désavantage d'exportations de machineries anglaises à cause du prix d'emballage et transport—4697; marchands de machines des Etats-Unis reprennent emballage et se trouvent dans bien meilleure position 4697; demande règle pour coût, pourquoi on leur fait payer droits—4698.

Hon. Paterson—Expose règle suivie quant aux colis—4698.

M. Boyce—La fabrique de soude caustique du Sault Sainte-Marie ruinée faute de protection—4698; négociations—4701; aurait pu être sauvée avec protection—4701.

Hon. Fielding—Admet représentations, mais nie promesses—4701.

M. Porter—Se plaint du maintien de droits sur cuivre laminé—4702.

Hon. Fielding—Gouvernement a accordé demande quant à nickel et maillechort—4703; maintenant droit quant au cuivre laminé pour protéger usine Toronto—4703.

Bottes et bottines—4705.

Hon. Fielding—Marchandises grossières restent comme avant—4705; sur marchandises fines, droit relevé 5 p. 100—4705.

M. Boyce—Mémoire des fabricants de chaussures à la Commission tarif douanier —4706; la coalition des tanneries—4709; engagement exclusif imposé aux industriels —4710; coalition dont faisait partie C. S. Hyman et Cie dissoute 48 heures après dépôt tarif—4710 ; M. Hyman entré dans cabinet tandis qu'il faisait partie coalition des tanneurs—4712; correspondance et conférences pour faire disparaître grief entre fabricants de chaussures et tanneurs—4714; à Québec commission a promis aux intéressés classification nouvelle et relèvement de droits de 5 p. 100 4714; on accorde seulement 5 p. 100—4714; quant aux cuirs qui n'ont aucun besoin de protection mais qui sont influents avec ministres ils obtiennent relèvement de 5 p. 100 tandis que dans le tarif primitif avant les démarches faites par les fabricants ils ne recevaient que 2½ p. 100—4715; les droits sur les semelles découpées—4715; effet du tarif actuel, lettre Beardmore à Ritchie—4717; lettre Ritchie à Beardmore, sept invicibles—4718; lettre Hague à Ritchie—4721: dissolution de la coalition des tanneurs—4722; les fabricants ont l'appui du commerce de détail—4722; protection proposée pas suffisante—4722; dépenses considérables de la fabrication des chaussures de luxe—4723; formes et tranchets—4723; l'importation des chaussures au Canada s'est élevée au tiers de la fabrication indigène—4723; nous avons le marché pour les chaussures, il nous manque la protection—4723; si elles étaient protégées, il se créerait de nouvelles fabriques—4724; feraient concurrence aux fabricants européens—4724; demande 10 p. 100—4724.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Seul but du discours de M. Boyce impliquer Hon. Hyman—4725; faire croire que grâce à lui, tanneurs ont obtenu faveurs—4725 ; n'a assisté à aucune séance de Commission du tarif—4725 ; la supplique des fabricants de Québec ne dit pas un mot de la coalition du cuir—4725; au contraire fabricants s'unissent aux tanneurs pour faire demande commune—4726; n'auraient eu aucune objection à faire partie de la coalition s'il y avait eu des bénéfices à partager—4726; s'il y a coalition, il existe des procédures judiciaires pour y mettre un terme—4727 ; droit sur cuir à semelles est de 12½ p.c. on avouera que ce n'est pas excessif—4728; les fabricants de chaussures obtiennent 5 p.c. et ils se plaignent—4729.

M. T. Sproule—A porté à la connaissance du gouvernement la coalition sur le cuir—4730; mémoire de M. Garrow en 1898—4730; deux ans plus tard, présence de M. Hyman, ami du gouvernement dénoncée dans coalition—4730 ; gouvernement prétend combattre coalitions et choisit ses ministres dans coalition—4730.

Hon. Fielding—D'après procédure déterminée par statut, ce n'est pas au gouvernement d'instituer enquête pour établir existence coalition—4732; celui qui porte accusation doit être prêt à prendre initiative et à prouver accusation—4732.

Hon. R. L. Borden—Cite la loi—4732; les petits tanneurs avaient chargé de leur cause un avocat éminent—4732 ; depuis, nommé juge—4732; a exposé sa cause au gouvernement—4732; ils ne pouvaient pas faire plus—4732.

Hon. Fielding—Enquête sur le papier à journal—4732 ; enquête sur le bois de l'ouest—4732.

M. W. Roche—Il n'y a rien qui empêche de se coaliser pour baisser les prix—4783; ici les tanneurs se sont coalisés pour baisser le prix des cuirs à semelles plus bas que les prix demandés par les petits tanneurs —4733; fabricants canadiens incapables de fabriquer chaussures de femmes aussi élégantes et à aussi bon compte qu'aux Etats-Unis—4734.

M. Barker—Félicite M. Boyce—4734 ; fabricants de chaussures avaient le droit d'agir de concert avec tanneurs si croyaient en retirer bénéfice—4734.

M. U. Wilson—Demande qu'importateurs de chaussures aient un délai pour introduire chaussures commandées avant nouveau tarif élévant droits de 5 p.c.—4735.

VOIES ET MOYENS—*Suite.*

TARIF DOUANIER—*Suite.*

Hon. Fielding—Impossible—4735 ; changements généraux et radicaux annoncés depuis longtemps—4735.

M. U. Wilson—La combine du caoutchouc—4736; est moins protectionniste qu'autrefois—4736; pensait que concurrence intérieure maintiendrait les prix raisonnablement—4736; grave erreur; dans bien des branches de commerce, il n'y a pas de concurrence—4736 ; injuste d'élever le droit de 5 p.c.—4736; 25 p.c. et le transport étaient une protection suffisante—4737; c'est une taxe directe sur consommateur désireux d'acheter chaussures américaines—4737.

M. R. L. Borden—Les manœuvres du syndicat des tanneurs—4738; la part de M. Hyman—4738; la valeur de l'influence de M. Hyman—4739; il n'est pas convenable qu'un membre du gouvernement soit associé avec personnes ayant intérêt à ce que le tarif soit modifié—4741; M. Boyce a bien fait de dénoncer influence indue—4741; il faut savoir pourquoi du moment où les fabricants de chaussures se sont séparés des tanneurs, ils n'ont plus rien pu obtenir tandis que les marchands de cuir ont réussi à faire relever leur tarif de 2½ p.c. plus que le projet primitif—4741; il ne sied pas à un gouvernement de se dire contraire aux trusts et d'avoir un trustard dans son cabinet—4742.

Hon. Paterson—Dans tout cela l'opposition ne dit pas si les droits proposés sont convenables ou non—4742.

Hon. Fielding—Si le gouvernement intervenait dans tous les cas où on lui signale des coalitions réelles ou imaginaires, il serait accusé de persécuter les industriels—4744; les tanneurs étrangers à la coalition admettent que l'arme à la disposition du gouvernement, l'abaissement des droits sur le cuir à semelles, ne les aurait pas aidés—4744 ; restait l'appel au code pénal qui est à la disposition de tous—4744.

M. Elson—Demande si règlement pour inspection animaux de reproduction entrant au Canada vont être rendus aussi sévères qu'aux E.-U.—4744.

Hon. Fielding—Pourparlers avec ministre Agriculture—4744.

Délibérations sur tarif closes—4745.

Résolutions lues 2e fois et adoptées—4745.

VOTES DU BUDGET.

CINQUIEMES PROVISOIRES.

Hon. Fielding—Propose que somme de $26,038,169 soit prélevés sur le fonds du revenu consolidé du Canada—5566.

Adopté—5566.

DON AUX SINISTRES DE LA JAMAIQUE.

Hon. Fielding—Dépose résolution pour prélèvement de $50,000 pour victimes tremblement de terre Jamaïque—2814.

En comité de subsides—2814.

Hon. Fielding—Ordre donné à percepteur des douanes Halifax, acheter $20,000 de provisions et envoyer à Jamaïque—2814; mille tentes prélevées et envoyées—2814; 40,000 dépenses, balance en réserve—2814.

VOTES—*Suite.*

M. S. Hughes—Généralement un tiers de l'argent souscrit passe à des spéculateurs—2815.

Hon. Fielding—Le tout consigné au gouverneur—2815.

En comité de voies et moyens sur la résolution—2815.

Rapportée—2815.

RESOLUTIONS DU BUDGET.

Hon. Fielding—Dépose résolutions du budget : pour compléter 1907: $2,101,022—8217; pour 1908: $69,279,774—8217.

M. R. L. Borden—Rappelle incident Sproule—8218; vache Starr—8218; erreur d'interprétation de la loi—8213; erreur de croire que règlements peuvent permettre d'éluder la loi—8218; responsabilité du ministre—8218; opinion sir John Thompson—8218.

Hon. Fisher—Règlements déclarés par ministre de Justice conformes à la loi—8218.

M. R. L. Borden—Ministre se dérobe à ses responsabilités —8219; n'agit pas parce que vendeur est libéral marquant—8219.

M. Sproule—Ministre a le pouvoir d'intervenir—8220 ; s'il n'agit pas à quoi bon payer des traitements de $1,000 à vétérinaires qui ne font rien—8220.

Résolutions lues 1re et 2e fois, adoptées—8220.

VOTES.

ACCUSATIONS CONTRE CERTAINS MINISTRES ET DEPUTES.

Motion Bourassa pour comité d'enquête, mise aux voix—5668.

Rejetée par 55 à 109—5670.

BILL MACLEAN, TARIF 2 CTS DU MILLE.

Amendement Macdonald, (renvoi à 6 mois de l'examen en comité général), mis aux voix—3814.

Adopté: 80 pour, 37 contre—3814.

CHARBONNAGES DU N.-O.

Amendement Knowles à résolution Herron, mis aux voix : Adopté par 77 à 39—830.

COMITE DES COMPTES PUBLICS, AFFAIRE BEDDOE.

Motion de M. Monk demandant comparution de M. Beddoe à la barre mise aux voix—6031.

Rejetée par 50 à 99—6031.

COMPAGNIE FONCIERE DE L'ALBERTA-SUD.

Motion de censure M. S. M. McCarthty—2813.

Rejetée par 53 pour, 86 contre—2813.

COMPTES DU G.T.P.

Sous amendement A. Johnston, à motion J. C. Walsh, mis aux voix—5279.

Adoptée: pour, 114; contre, 49—5279.

FONCTIONNAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR—(AFFAIRE O. SMITH).

Motion de censure Boyce mise aux voix—4400.

Rejetée: par 54 à 94—4401.

VOTES—*Suite.*

LOI D'EXPORTATION D'ENERGIE ELECTRIQUE.

Amendement Lancaster à 3e lecture, mis aux voix—3126.

Rejeté: 38 pour, 102 contre—3126.

LOI CONTRE LES GREVES ET LES LOCK-OUTS.

Amendement R. L. Borden à troisième lecture, mis aux voix—5165.

Rejeté: 48 pour, 106 contre—5166.

Amendement Armstrong à troisième lecture—5168.

Rejeté: 45 pour, 105 contre—5168.

Amendement Lennox, troisième lecture—5168.

Rejeté: 44 pour, 104 contre—5172.

LOI DU TARIF DE DOUANES.

Amendement Borden à 3e lecture—5814.

Rejeté par 36 à 84—5814.

MAINTIEN DE LA DECISION DE L'ORATEUR.

Appel Bourassa contre rejet motion *re* accusations contre ministres et députés.

Décision maintenue : pour 104; contre 37—5837.

MOTION DE CENSURE DE M. R. L. BORDEN: VACANCE A LA COUR SUPREME DE N.-E.

Rejetée: pour, 50, contre 83—4078.

MOTION DE CENSURE DE M. R. L. BORDEN: DEPENSES PUBLIQUES.

Rejetée par 43 à 91—8092.

MOTION DE CENSURE BORDEN, INGERENCE POLITIQUE DES EMPLOYES.

Rejetée par 40 à 70—6891.

MOTION DE CENSURE BORDEN, FRAUDES ELECTORALES.

Rejetée par 44 à 84—7088.

VOTES—*Suite.*

MOTION DE CENSURE HERRON—BAUX DE PATURAGE.

Rejetée: 49 pour, 80 contre—3658.

MOTION DE CENSURE LAKE, AFFAIRE DE BLAIRMORE.

Rejetée par 27 à 56—6803.

MOTION DE CENSURE LENNOX, COMMISSION DES ASSURANCES.

Rejetée par 51 à 82—7121.

REPRESENTATION DES PROVINCES MARITIMES.

Motion d'ajournement du débat par L. G. McCarthy, sur résolution J. J. Hughes—2274.

Adoptée : 78 pour, 48 contre—2275.

RESOLUTION BORDEN COMITE D'ENQUETE SUR SITUATION OUVRIERE.

Amendement R. Smith (en faveur extension système de conciliation).

Adopté : Pour 78, contre 40—3816.

STATUTS REFONDUS 1906.

Amendement Bourassa à 3e lecture—Publication simultanée des deux versions

Rejetée par 31 pour, 85 contre—1596.

SUBVENTIONS PROVINCIALES.

Amendement Lefurgey quant à la subvention de l'I.P.-E.

Mis aux voix—5543.

Rejeté par 34 à 96—5542.

TARIF DES CHEMINS DE FER A DEUX SOUS.

Amendement Emmerson à résolution Borden Adopté par 96 à 36—7790.

INDEX, PAR DÉPUTÉ

DES

Travaux de la Troisième Session du Dixième Parlement.

N.B.—Les pages dont le chiffre est indiqué pour chaque sujet sont celles de l'Index précédent, ou Index par sujet, auquel il faut se reporter pour trouver l'analyse des remarques faites en chaque circonstance et l'indication des pages des Débats où elles sont données au long.

ADAMSON, A. J. (*Humboldt*).

Bills—
Bills du gouvernement—Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—66.

Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—236.

ALCORN, George Oscar (*Prince-Edouard*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—45, 47; loi du Yukon (amendement)—61.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—65, 68.
Incidents et interpellations—Camp militaire de Petawawa—114.

Motions—
Motions de censure—Application de la loi électorale—134.

Subsides—
Vote des crédits, Marine et Pêcheries—Construction, outillage, signaux sous-marins, vaisseaux convenables pour construction—270.
Poste et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—277.
Travaux publics—Belleville, salle d'armes—286; Sault Sainte-Marie, édifices—292; Saint-Jean, édifices militaires—298.

AMES, Herbert B. (*Montréal, St-Antoine*).

Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie d'assurances des manufacturiers du centre du Canada (Incendie)—82.

Comités—
Comité des comptes publics—97.

Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents—118; nomination de nouveaux sénateurs—124.

Motions—
Motions discutées—Tarif des marchandises sur I.C.R.—152; tarif des voyageurs sur I.C.R.—152.

AMES, Herbert B.—*Suite.*

Motions sans discussion—Ateliers de Moncton—154; M. F. W. Aylmer—154; baux à la Galway Cattle Co.—154; baux de pâturage à C. E. Hall—154; baux de pêche—154; concessions de pâturages à Brown et al—155; demande de terres des Robins—155; division-ouest Transcontinental—156; Galena Oil Company 156; Grand Fork Cattle Co.—157; inspecteurs des homesteads—157; recensement des Doukhobors—158; sénateur division Rougemont—158; tarif Intercolonial—159; terres boisées—159; terres de l'ouest—159.

Questions—
Chemins de fer et Canaux—Acquisition de terrains à Moncton—162; comptabilité Transcontinental National—163; explorations du G.-T.-P.—164; New Brunswick Supply Coy.—164; obligations du Transcontinental—165; vente de ferrailles après incendie des ateliers de Moncton—166; vente de vieux fer à H. J. Carson et Cie—166; voie ferrée sur rue du Moulin à Montréal—166; wagons de l'I.C.R.—167; wagons de l'I.C.R. aux Etats-Unis—167.

Intérieur—Baux de pâturages—172; M. T. A. Brick et recensement d'Alberta—172; cessions de demandes d'irrigation—172; Cie d'irrigation Robins—172; concession de baux de pâturages—172; concessions de pâturages—172; pâturage, bail A. T. R. Craig—175; quart de section, township 51, Alberta—175; M. B. T. Saunders—176; terres retirées des réserves d'abreuvoir à bestiaux—177.

Justice—Loi du dimanche—178.

Marine—Carbure de calcium—180; médecin inspecteur à Canso—181; privilège de pêche sur Saskatchewan-nord—182; soumission pour charbon à Sorel—182.

Milice—Ecole militaire de Montréal—183.

Travaux publics—Travaux par B. A. Walberg—193.

AMES, Herbert B.—*Suite.*

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194.

Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—235.

Subsides—
Vote des crédits—
Chemins de fer—Sainte-Rosalie—Améliorations—255.
Marine et Pêcheries—Construction, outillage, signaux sous-marins, vaisseaux convenables pour construction—270; entrepôts frigorifiques pour la boëtte, établissements de pisciculture—271; hôpitaux de la marine—272; levés hydrographiques—272; phares et service côtier—272; télégraphe Marconi—274.
Travaux publics—Commission des beaux-arts—281; ports et rivières du Manitoba—281; rivière Coquitlam—282; Victoria, port—282; Annapolis, quai de la Reine—284; Big Lorraine, dragage—284; Cow-Bay, brise-lames—284; Eskasoni, quai—284; Glace-Bay, améliorations—285; Grand-Etang, rép.—285; Pointe à l'Eglise, rép.—285; lac Porter, drag.—286; Quai de Jersey-Cove—286; port de Yarmouth, amél.—286; Little-Current, chenal N.—288; Anse du Cap, brise-lames—293; Barachois de la Malbaie—294; Doucet's Landing, quai de pilotis—294; Lavaltrie, quai—295; Pointe au Père, quai—296; améliorations du port de Québec—296; Rimouski, jetées—297; Sainte-Anne des Monts, refuge—297; St-Fulgence, quai—297.

Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Cie foncière du sud de l'Alberta—301.
Tarif douanier—322, 327, 329.

ARCHAMBAULT, Jos. Eloi (*Berthier*).

Subsides—
Vote des crédits—
Postes et Travail—Adm. cent.—Traitements du personnel—277.

ARMSTRONG, Joseph E. (*Lambton-est*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'ouest—9.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—20; loi sur falsification des denrées alimentaires—27; loi des grèves et des lockouts—36, 37, 45; loi d'inspection des installations électriques—49; loi du ministère des Mines—52; loi des Postes (amendement)—55; loi des primes au pétrole—56.

Bills d'intérêt privé—
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—88.

Décès—
M. A. A. Stockton—99.

Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents, etc.—117, 118; marchandises allemandes et tarif de faveur—123.

ARMSTRONG, Joseph E.—*Suite.*

Motions—
Motions discutées—Poste rurale—151; vente de terres des Indiens—153.
Motions sans discussion—Dépôts de l'Etat dans les banques—156; écoles indiennes du Canada—156; tarifs allemand et canadien—158.

Questions—
Agriculture—Basse-cour de la Ferme Expérimentale, chambres de maturation—160; inspection des produits périssables—160; manutention du fromage—160; plaintes des cultivateurs—160; recensement industriel—161.
Commerce—Division des grains de semence—161.
Douanes—Exportations du Canada—169; importations du sucre au Canada—170; relations douanières avec l'Allemagne—170.
Finances—Dépôts de l'Etat dans les banques—171.
Intérieur—Agents des Indiens—171; délimitation des frontières—173; éducation des Indiens—173; fonctions de M. Daly—173; immigration allemande—174; internats indiens—174; terres des Indiens—177; vente de terres des Indiens—177.
Postes et Travail—Transport des colis par la poste—188.
Travaux publics—Coût des édifices publics—189; dragage, rivière Ste-Claire—190.

Subsides—
Motion avant formation—Service frigorifique—247.

Vote des crédits—
Intérieur—Indiens d'Ontario et Québec—267.
Postes et Travail—Crédit supplé., dépenses casuelles—279.
Revenu de l'intérieur—Echantillons pour musée Victoria—280; M. Frank Nicolas—280; timbres pour tabac importé et canadien—281.
Travaux publics—Collingwood, port—287; Goderich, port—287; édifice du parlement—289; musée Victoria—289; nouveaux édifices adminis.—289; observatoire astron., aménag.—291; Port-Stanley, port—292; Stratford, bureau de douane—292; Saskatoon, édifice public—298.

Voies et moyens—
Tarif douanier—314, 322.

AVERY, Melzar (*Frontenac*).

Subsides—
Vote des crédits—
Postes—Administration—276.
Travaux publics—Barachois de la Malbaie—294.

AYLESWORTH, Honorable Allan B. (*York-nord, Ont.*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Nomination des juges—11.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—12, 13; loi de la cour d'Echiquier (amendement)—15; loi criminelle (amendement)—15; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—21 à 26; loi

AYLESWORTH, Honorable Allan B.—*Suite.*

d'interprétation—45; loi des juges provinciaux (amendement)—51; loi des liquidations (amendement)—51; loi de la marine marchande (amendement)—51; loi relative au prolongement de l'I.C.R. (amendement)—56; loi des provinces d'Alberta et Saskatchewan—56; loi de la version française des statuts revisés—57, 58; loi des statuts revisés (amendement)—58, 59; loi des Territoires du Nord-Ouest (amendement)—59; loi du chemin de fer Transcontinental (amendement)—60.

Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—61.

Bills d'intérêt privé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86.

Déclarations ministérielles—

Magistrature de la Colombie-Anglaise—100.

Incidents et interpellations—

Commission des assurances—115; cour d'appel de la Colombie-Anglaise—116; cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—116; magistrature, Nouveau-Brunswick—123; sentences indéterminées—126; service de transbordeur entre Port-Hope et Charlotte, N.-Y.—126, 127; statuts révisés—127; tracé du Transcontinental au Nouveau-Brunswick—128; vente des billets de chemins de fer—129.

Motions—

Motions de censure—Emplacement du village de Blairmore—141; démission de l'hon. Hyman—142.

Motions par députés—Accidents I.C.R.—143.

Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Cour de l'échiquier—195; cours suprêmes d'Alberta et Saskatchewan—195; subsides aux provinces—205, 206; traitement des juges de la Colombie-Anglaise—207; traitement des juges—207.

Résolutions par des députés—Représentation des Provinces Maritimes—227.

Subsides—

Motions avant formation—Commission des assurances—238; vacance à la cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—248.

Vote des crédits—

Divers—Légistes pour loi du dimanche—257.

Finances—Arbitrage des comptes entre Canada, Ontario et Québec—258; dépenses de la commission royale des assurances—258, 259, 260, 261, 264.

Justice—Allocation de résidence aux juges du Yukon—269; bibliothèque, cour suprême—269; gendarmerie à cheval—269; pénitenciers—269; refonte des statuts fédéraux—269; traitement de J. Mullen—269.

Voies et moyens—

Motions avant de formation en voies et moyens—Commission des assurances—299; exécution des lois fédérales—305, 306; terres cédées au G.-T.-P.—312.

Tarif douanier—318.

BARKER, Samuel (*Hamilton-est*).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—13; loi des grèves et des lockouts—36; loi du terminus de Winnipeg—59.

Bills d'intérêt privé—

Bills sanctionnés—Compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83.

Comités—

Comité d'agriculture—94, 95; comité des comptes publics—95, 96.

Discours du trône—

Adresse en réponse—103.

Incidents et interpellations—

Demande de rapports, documents, etc.—116; formule du serment électoral—120, 121.

Motions—

Motions de censure—Emplacement du village de Blairmore—141, 142.

Motions discutées—Conduite de certains employés de l'I.C.R.—147; paiement à A. G. Cochrane de Moncton—151.

Motions sans discussion—Achats de terrains pour I.C.R.—154; élection de London et autres—156; New Brunswick Petroleum Co.—157; Record Foundry Co.—158.

Questions—

Chemins de fer et Canaux—I.C.R., achat d'huile—162; I.C.R., M. Bruce MacDougall—162; I.C.R., charbon—162; comptable en chef département des Chemins de fer—163; I.C.R.,, permis de circulation en faveur de sir W. Mulock—165.

Marine—Quinté bass-pond—182.

Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—206.

Résolutions par des députés—Prohibition de la vente des cigarettes—224.

Subsides—

Motions avant formation—Dépôt de documents—242.

Vote de crédits—Inverness-mine, améliorations—285; Middle County, quai—285; Petite Rivière, travaux—286.

Voies et moyens—

Tarif douanier—336, 337.

BARR, John (*Dufferin*).

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22; loi sur falsification des denrées alimentaires—26; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—29; loi des grèves et des lockouts—41; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46, 48; loi d'inspection des installations électriques—49; loi du ministère des Mines—52.

Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—67.

Bills d'intérêt public—

Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—67.

BARR, John—*Suite.*
Bills d'intérêt privé—
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—87.
Motions—
Motions discutées—Communications d'hiver de l'I.P.-E.—145; demande de terres, vallée Saskatchewan—147; North Atlantic Trading Co.—151.
Subsides—
Intérieur—Agents d'assistance à l'immigration—171; emploi de J. A. M. Patrick—173.
Postes et travail—Bureau de poste d'Orangeville—185.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Prohibition de la la vente des cigarettes—223.
Subsides—
Vote des crédits—
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Gde-Bretagne et étranger—265.
Marine et Pêcheries—Etablissements de pisciculture—271.
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—276; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278; service postal—279.
Travaux publics—Edifice du parlement—289; observatoire astronomique—291.
Voies et moyens—
Tarif douanier—315, 319, 321, 327.

BEAUPARLANT, Aimé M. (*Saint-Hyacinthe*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19; loi des grèves et des lockouts—32.
Incidents et interpellations—
Version française des Débats—129.
Questions—
Agriculture—Arbitre officiel—160.
Chemins de fer et Canaux—I.C.R Express de Montréal à Lévis—164.
Justice—Frais de déplacement, juge Tellier—178.
Postes et Travail—Bureau de poste de Saint-Charles—185.
Voies et moyens—
Tarif douanier—327.

BELAND, Henri Séverin (*Beauce*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—33.

BENNETT, William H. (*Simcoe-est*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Nomination des juges—11.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des Postes (amendement)—55.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—66.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer du Grand-Tronc—79.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—88.

BENNETT, William H.—*Suite.*
Comités—
Comité d'agriculture—94; comité des comptes publics—97.
Explications personnelles—
Accusations contre députés—106.
Incidents et interpellations—
Allégations contre membres du parlement—111; demande de rapports, documents, etc.—117; démission du sénateur Gowan—118; Erie and Ontario Development Coy.—120; nomination de nouveaux sénateurs—124.
Motions—
Motions de censure—Commission des assurances (rapport)—138.
Motions discutées—Canal de Trent—144.
Motions sans discussion—Vente de bois, réserve du Phare—159.
Questions—
Agriculture—M. D. Henderson—160.
Commerce—Grain expédié à Montréal—161; grain reçu à Montréal des lacs Supérieur et Michigan—161.
Divers—M. P. M. Draper—167.
Douanes—Importations de bois—169; importations de fer en gueuse—170.
Intérieur—Ile Bone, baie Georgienne—174; îles de la baie Georgienne—174; petite île Beausoleil, baie Georgienne—175; réserve de Nipissing—176.
Marine et Pêcheries—Dépenses commission des pêcheries—180.
Postes et Travail—Bureau de poste à Marieville—185; service de poste entre Coldwater et Lovreing—187; service postal à Victoria Harbour—188.
Travaux publics—Forces hydrauliques, réserve indienne de Nipissing—190; Library Bureau of Canada—191; pouvoir hydraulique, rivière Otonabee—192; succession Sparks—192; travaux à Port-Colborne—192.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194.
Résolutions par des députés—Canal entre Coboconck et rivière Gull—210; rapport de la commission des transports—224.
Subsides—
Motions avant formation—Démission Hyman—240; vacances cour suprême, N.-E. 249.
Vote des crédits—
Agriculture—Archives (personnel)—249.
Chemin de fer et Canaux—Changement de barres d'attelage—254.
Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—260.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger, Indiens, Ontario et Québec—267, 268.
Marine et Pêcheries—Commission des pêcheries—269; encouragement du transport du poisson frais—270; protection des pêcheries—272.
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—277; traitement de M. J. D. McNivern, contrôleur des salaires courants—280.

BENNETT, William H.—*Suite.*

Travaux publics—Neepewa, édifice public—282; Culloden, brise-lames—284; Shelburne, édifice public—286; Collingwood, port—287; Little-Current, chenal N.—288; Midland, dragages—288; Edifice du parlement, agrandissement—289; nouveaux bureaux, administration—289; nouveaux édifices, admin.—290; observatoire astronom.—290; Port-Arthur et Fort-William—291; Port-Burwell, améliorations—292; Yukon, édifices publics—298.

Voies et moyens—
Tarif douanier—315, 319, 328.

BERGERON, Joseph G. H. (*Beauharnois*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—13, 14; loi de la commission du port de Montréal—14; loi des commissaires du port de Québec—14; loi de l'inspection des conserves en boîtes—49; loi d'inspection des installations électriques—49, 50; loi de la marine marchande (amendement)—54.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—61.

Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—72.

Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Brevets de W. A. Damen—76.

Comités—
Comité d'agriculture—93; comité des impressions—98.

Discours du trône—
Adresse en réponse—104.

Explications personnelles—
M. J. G. H. Bergeron et le "Canada"—107; M. S. Hughes et les religieux de France—109; rectification du compte rendu des Débats—110.

Incidents et interpellations—
Adjudication des travaux du Transcontinental—110; aliénation du canal de Beauharnois—110; comité des Débats—114; demande de rapports, documents, etc.—118; juge à St-Hyacinthe—122; loi des médecines brévetées—123; question d'ordre—125; traduction française—128; version française des Débats—129.

Motions—
Motions discutées—Fournitures à la Cie du fusil Ross—149.
Motions sans discussion—Employés de la Chambre des Communes—156; pupitres et bureaux—158; travaux d'écriture à la Chambre—159.

Questions—
Chemins de fer et Canaux—Améliorations à la jonction de la Chaudière—162; canal de Beauharnois—162; force motrice, canal Beauharnois—162; chemin Saint-Timothée à Grande Ile—163; dépenses à la Rivière du Loup—163; installation à Drummondville—164; installations à Ste-Flavie—164; installations à Ste-Rosalie—164; traverses pour Transcontinental—166.

BERGERON, Joseph G. H.—*Suite.*

Douanes—Droit d'exportation sur bois de pâte—169.
Justice—Frais de déplacement du juge Carroll—178; frais de déplacement du juge Charbonneau—178; frais de déplacement du juge Cooke—178; frais de déplacement du juge Hutchison—178; frais frais de déplacement du juge Lemieux—178; frais de déplacement du juge Paradis—178; frais de déplacement du juge Rochon—178.
Marine—Commission du port de Montréal—180; construction de hangars dans le port de Montréal—180; travaux du fleuve Saint-Laurent—182.
Milice—Achats de fusils—182; fusils de la gendarmerie à cheval—183; fusil Ross—183, 184.
Postes et Travail—Bureau de poste à Nicolet—185; bureau de poste de Saint-Timothée—185; courrier entre Nicolet et Saint-Grégoire—186.
Travaux publics—Dragage à Red-Island, N.-E.—190; quai de Cross-Point—191; quai dans le comté de Richmond—191; quai de New-Carlisle—191; quai de Nouvelle—191; quai de Paspébiac—192.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—193, 194; subsides aux provinces—203, 205.

Subsides—
Motion avant formation—Fusil Ross—245.
Vote des crédits—Administration du ministère des Chemins de fer et Canaux—252; canal Beauharnois (fissure)—252; canal de Beauharnois (personnel)—252; canal de Soulanges (personnel)—253; logement des électriciens—253; canaux en général, amendement—253.

Commerce—
Ministère du Commerce—255.
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—256, 257; appointements du service civil—257.
Finances—Impression de l'enquête des assurances—264; traitement de M. Fred. Toller—264.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—264, 265; gravures, impression de cartes—267.
Marine et Pêcheries—Appointements et déboursés, gardiens et inspecteurs de pêche—268; entrepôts frigorifiques pour la boëtte—271; établissements de pisciculture—271; experts pour uniformiser tenue des livres du département—271.
Milice—Milice et Défense—275.
Travaux publics—Culloden, brise-lames—284; édifices législatifs, renouvellement—288; édifice du parlement, agrandissement—289; Rideau-Hall, améliorations—289; observatoire astronomique—291; Anse à l'Islet, jetée—293; Anse du Cap, brise-lames—293; Grand Méchins, brise-lames—294; Grosse Isle, quai quarantaine—294; Lavaltrie, quai—295; Pointe au Père, quai—296; Saint-François, île d'Orléans, quai—297; Saint-Jean, île d'Orléans (édifice)—297; Sorel (édifice)—298; rivière Yamaska, dragage—298.

BERGERON, Joseph G. H.—*Suite.*

Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Communications avec I.P.-E.—307.
Tarif douanier—316, 325, 326.

BICKERDIKE, Robert (*Montréal, Saint-Laurent*).

Bills—
Bills d'intérêt privé.
Bills sanctionnés—Royal Victoria Life Insurance Co.—85.

Questions—
Travaux publics—Dérivation d'eau par canal drainage Chicago—189.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194.

Voies et moyens—
Tarif douanier—334.

BLACK, Hudson B. (*Hants*).

Questions—
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., division de Windsor—163; I.C.R., embranchement de Windsor—163.

Résolutions—
Résolutions par députés—Abrogation des traités de cabotage—208; prohibition de la vente des cigarettes—223.

BLAIN, Richard (*Peel*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'ouest—10.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E—27, 28; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46, 48; loi des postes (amendement)—55.

Bills d'intérêt privé—
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86.

Motions—
Motions discutées—Naufrages à l'I.P.-E.—151.
Motion sans discussion—Brise-lames à Charlesville, N.-E.—154; propriétés achetées à Ottawa—158.

Questions—
Chemin de fer et Canaux—Canal de Clam-Point—
—168.
Douanes—Valeur des poêles importés au Nord-Ouest—170.
Intérieur—Concessions dans le Yukon—173.
Postes et Travail—Bureau de poste d'Ottawa—185; transport du courrier au Yukon—188.
Revenu de l'intérieur—Importation et vente des cigarettes—188.
Travaux publics—Brise-lames de Port-Hood—189; canal de l'île du Cap au Sable—189; édifice administratif à Inverness, N.-E.—190; effondrement de la tour de l'Ouest—190; immeubles achetés à Ottawa—190.

PLAIN, Richard—*Suite.*

Résolutions—
Résolutions par des députés—Prohibition de la vente des cigarettes—222.

Subsides—
Motions avant formation—Démission Hyman—241.

Vote des crédits—
Douanes—Ministère des douanes, administration centrale—258.
Intérieur—Yukon—Traitements et dépenses—268.
Marine et Pêcheries—Récompenses pour sauvetage et poste sauvetages—273; réorganisation de la comptabilité—273.
Travaux publics — Manitoba — Dauphin, édifice public—282; Annapolis, quai de la Reine—284; Glace-Bay, améliorations—285; Inverness-Mine, port—285; Round-Hill, quai—286; Collingwood, port—287; nouveaux édifices administratifs—290; Port-Arthur et Fort-William—291; Port-Burwell, améliorations—292; lac Mégantic, jetée—295.

Voies et moyens—
Tarif douanier—320, 322, 323.

BOLE, W. David (*Winnipeg*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'ouest—9.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des droits de douane—17.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—66.

Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Annuity Company of Canada—75; chemin de fer Manitoba-Radial—80.

Motions—
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du Revenu de l'intérieur—131.

Questions—
Intérieur—Frontières du Manitoba—173.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Primes sur le fer et l'acier—200.

Subsides—
Vote des crédits—
Agriculture—Recensement et statistique—250.
Milice—Habillements et accessoires—274.

Voies et moyens—
Tarif douanier—315.

BORDEN, Sir Frederick (*King, N.-E.*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi criminelle (amendment)—15 ; loi des pensions de la milice (amendement)—53.

Incidents et interpellations—
Fusils à sous-cible—121.

Motions—
Motions discutées—Fournitures à la Cie de fusil Ross—149; solde des officiers en période d'instruction—152; Sub-Target Gun Co.—152.

BORDEN, Sir Frederick—*Suite.*

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Pensions militaires—198.
Résolutions par députés—Terres aux vétérans Sud-africains—234; transport des tireurs de la milice—234.

Subsides—
Motions avant formation—Fusil Ross—244.

Vote des crédits—
Milice—Achat d'artillerie, champ de tir—274; arsenal fédéral—274; Collège royal militaire—274; droits de douane, paiement de taxe—274; exercices annuels—274; habillements et accessoires—274; levés des plans, solde des ingénieurs royaux—275; propriétés militaires, construction, réparation—275, 276; provisions et fournitures—276; salle d'armes des Royal Scots—276; solde et allocations—276; traitements du personnel—276.
Travaux publics—Kingston, bâtiments militaires—287; London, édifices militaires 288; Toronto, salle d'exercice—293; Toronto, casernes permanentes—293; Toronto, magasins militaires—293.

BORDEN, Robert Laird (*Carleton-ouest*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Communications télégraphiques de l'I.P.-E—7; conférence coloniale—8; grève des mineurs dans l'ouest—9; nominations des juges—11.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—13; loi des commissaires du port de Québec—14; loi des droits de douane—15, 17, 18; loi des entrepôt frigorifiques—21; loi de l'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22, 25; loi sur falsification des denrées alimentaires—27; loi de finances—29; loi des grèves et des lockouts—31, 37, 39, 42, 43, 44; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46, 49; loi des liquidations (amendement)—51; loi de la marine marchande(amendement)—51; loi du ministère des Mines—52; loi minière du Yukon—53; loi des postes (amendement)—55; loi des primes du pétrole—56; loi de la version française des statuts revisés—57, 58; loi des statuts revisés (amendement)—59; loi du terminus de Winnipeg—59; loi du Yukon (amendement)—61.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—61; loi du ministère des Chemins de fer et Canaux—62; loi du service civil—62; loi des terres fédérales—65, 66, 67.

Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Bills d'intérêt privé—Motion au sujet de pétitions—75; interprétation du règlement—75; chemin de fer Oriental de Québec—80; compagnie d'assurances "Fidelity Life of Canada"—82.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86, 87.

BORDEN, Robert Laird—*Suite.*

Comités—
Comité des bills privés—95; comité des comptes publics—95, 98; comité des impressions—98; comité des ordres permanents—98, 99.

Décès—
M. E. Cochrane—99; Lady Victoria Grenfell—99; M. Thomas Martin—99; M. A. A. Stockton—99.

Déclarations ministérielles—
Tremblement de terre de la Jamaïque—100.

Discours du trône—
Adresse en réponse—101.

Explications personnelles—
Accusations contre députés—106; M. S. Hughes et les religieux de France—108.

Incidents et interpellations—
Allégations contre membres du parlement—110, 111; application de la loi concernant les conflits économiques—111; camp militaire de Petawawa—113; commission des assurances—115; concession des terres au G.-T.-P.—116; cour Suprême de la Nouvelle-Ecosse—116; demande de rapports, documents, etc.—117; démission Emmerson—118; démission de l'honorable Hyman—118; dépositions devant commission du tarif—119; dépôt des comptes publics—119; emprisonnement de Canadiens à Monte-Video—120; grève des charbonnages du Nord-Ouest—121; juge à St-Hyacinthe—122; loi électorale—122; nomination de nouveaux sénateurs—124; placement des fonds coloniaux sur marché anglais—125; rapport de l'auditeur général—125; receveur de postes de Hampton (N.-B.)—125; refonte des décrets du Conseil—126; relations du Canada et des Etats-Unis—126; sentences indéterminées—126; sièges des députés—127; statuts refondus—127; usage par I.C.R. des améliorations du G.T.R.—128; vaisseaux de guerre sur Grands Lacs—128.

Motions—
Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—130.
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—131; application de la loi électorale—132; commission des assurances (rapport)—136; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre)—138; commission des assurances (manœuvres politiques)—139; dépenses publiques—139; emplacement village de Blairmore—140, 141.
Motions par députés—Démission Hyman—143.
Motions discutées—Communications avec l'IP.-E.—147; force hydrauliques du Canada—148; tracé du Transcontinental—153; voies fluviales internationales—154.
Motions sans discussion—Bureau de poste de Vancouver—155; bureau de poste de Winnipeg—155; Cie d'irrigation Robbins—155; construction du Transcontinental—155; cour suprême de la Nouvelle-Ecosse—155; cour suprême du Nouveau-Brunswick—155; démission du juge Henderson—155; édifice d'immigration à

BORDEN, Robert Laird—*Suite.*

Winnipeg—156; entreprise du Transcontinental—156; réserve de Metlakatla—158; réserve des sauvages Soughees—158; tarif de faveur avec Australie—159; terrains de Truro—159; terres de la vallée de Peace River—159; travaux des rapides Saint-André—159; ventes de terres—159.

Questions—

Intérieur—Arpentage des terres de la rivière à la Paix—172; inaccomplissement de conditions imposées aux colons—174; renseignements de colonisation—176.

Justice—Cour suprême de la N.-E.—177; démission du juge Henderson de la Colombie-Anglaise—177; élection Queen et Shelburne—177; loi électorale de la N.-E.—179; solliciteur général—179; vacance de la cour suprême de la N.-E.—179.

Marie—Cabotage—180.

Postes et Travail—Hôtel des postes à Vancouver, C.-A.—186.

Travaux publics—Port de Belleville—191.

Résolutions—

Résolutions du gouvernement—Cour de l'échiquier—195; entrepôts glacières—196; inspection des conserves alimentaires—197; pensions de retraite aux employés de chemins de fer—198; primes sur le fer et l'acier—200; subsides aux provinces—206; traitements des juges—208.

Résolutions par des députés—Abrogation des traités de cabotage—208; charbonnages de l'ouest—212; conflits du travail—214, 215; politique d'immigration—220; représentation des provinces maritimes—229—solidarité Grande-Bretagne et colonies—231; tarif de voyageurs à 2 cts le mille—232.

Subsides—

Motions avant formation—Agissements de T. W. R. Preston—234; baux de pâturage—237; conférence coloniale—238; démission Hyman—239-240; dépôt de documents—242; fonctionnaires dans les élections—242; vacances à la cour suprême, N.-E.—248.

Votes des crédits—Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—260, 261.

Intérieur—Indiens—Ontario et Québec—268.

Voies et moyens—

Motions avant de formation en voies et moyens—Affaires de la Chambre—299; commission des assurances—299; compagnie foncière du sud de l'Alberta—303; exécution des lois fédérales—306; communications avec I.P.-E.—307; ministère des Travaux publics—307; terres cédées au G.-T.-P.—311.

Tarif douanier—313, 314, 315, 316, 318, 322, 326, 327, 330, 331, 332, 334, 336, 338, 339.

Vote du budget—Résolutionss—339.

BOURASSA, Henri (*Labelle*).

Ajournements—

Motions pour discussion—Conférence coloniale—8.

BOURASSA, Henri—*Suite.*

Bills—

Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—38, 39, 44; loi de la version française des statuts revisés—57, 58.

Comités—

Comité d'agriculture—93; comité des impressions—98.

Discours du Trône—

Adresse en réponse—102, 103.

Explications personnelles—

Accusations contre députés—106; M. Bourassa et "Sydney Daily Post"—107; M. S. Hughes et les religieux de France—108.

Incidents et interpellations—

Allégations contre membres du Parlement—110, 111; commission des assurances—115; conseil impérial—116; immigration européenne—122; marchandises allemandes et tarif de faveur—125; portefeuille de la Marine et des Pêcheries—125.

Motions—

Motions du Gouvernement—Enquête des assurances—130.

Motion de censure—Commission des assurances (rapport)—134, 135; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre—138; démission de l'hon. Hyman—142.

Motions sans discussion—Emeute de Buckingham—156.

Questions—

Divers—Biens de lord Selkirk—167; compagnie de la Baie d'Hudson—167.

Intérier—Coupe de foin à Saint-Albert—173.

Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—206.

Résolutions par des députés—Caisse de retraite aux vieillards—210; conflits de travail—215; langue française—217, 218; politique d'immigration—219.

Subsides—

Vote de crédits—Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Gde-Bretagne et étranger—265.

Travaux publics—Edifices de l'immigration en général—296.

Voies et moyens—

Motions avant de formation en voies et moyens—compagnie foncière du sud de l'Alberta—305.

Tarif douanier—316, 317, 318.

BOURBONNAIS, Augustin (*Soulanges*).

Bills—

Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie de chemin de fer de la rivière des Quinze et Rivière Blanche—81.

BOYCE, Arthur Cyril (*Algoma-ouest*).

Bills—

Bills des grèves et des lockouts—34, 37, 41, 42, 43; loi du ministère des mines—52.

Bills d'intérêt privé—Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—87, 88.

BOYCE, Arthur Cyril—*Suite.*
Discours du Trône—
Adresse en réponse—103.
Explications personnelle—
M. H. S. Clements et le "World"—107.
Incidents et interpellations—
Camp militaire de Petawawa—113, 114; cour suprême de la N.-E.—116; naufrage du "Goldspie"—124.
Motions—
Motions de censure—Agissement des fonctionnaires du Revenu de l'intérieur—131.
Motions sans discussion—Bureau de poste de Copper Cliff—154; concessions forestières—155; naufrages sur Lac Supérieur—157; stations de sauvetage—158; vente de terres boisées—159.
Questions—
Chemin de fer et Canaux—M. W. A. Quiball—165.
Divers—Emploi du Rev. G. C. Patterson—167.
Douanes—Importations du Sault Ste. Marie—170; W. S. Loggie et Cie—170.
Finances—Billets fédéraux—171.
Intérieur—Chute de la Rivière Hamilton—172; coupes de bois dans l'Algoma—173; inscriptions de homesteads—174; réserve indienne de Garden River—176; terres indiennes de Nipissing—176; vente de terre dans l'Algoma—177; vente de terres indiennes dans l'Algoma—177; 180; fonds de pêche sur lac Supérieur—180; fonds de pêche sur lac supérieur 181; S.S. "Golspie"—181; naufrage du "Monarch"—181; naufrage "Osceola" et "Goldspie"—181; naufrage du "Strathmore"—181; stations de sauvetage sur Grands Lacs—182.
Milice—Congé du major F. L. Vaux—183; terrains du camp de Petawawa—184.
Postes et Travail—Bureau de poste de Copper Cliff—185; receveur des postes de Ophir—187; service postal, district de Michipicotin—187.
Revenu de l'intérieur—Sous-inspection des poids et mesures à Blind-River—188.
Travaux publics—Dragage de Rivière Ste-Marie—190; navigation de la Rivière à la Pluie—191.
Subsides—
Motions avant formation—Fonctionnaires publics dans élections—243; vacance cour suprême N.-E.—249.
Vote des crédits—Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—262.
Intérieur—Indiens—Ontario et Québec—267, 268.
Travaux publics—Port Stanley, port—292.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Naufrage du "Goldpie"—307.
Tarif douanier—337, 338.

BOYER, Gustave (*Vaudreuil*).
Questions—
Agriculture—Annuaire statistique—160.
Justice—Juges dans institutions financières—178.
Revenu de l'intérieur—Falsification du sucre d'érable—188.

BRABAZON, Gerald (*Pontiac*).
Questions—
Travaux publics—Explorations canal Baie Georgienne—190.

BRISTOL, Edmund (*Toronto-centre*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—13; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22, 24; loi des grèves et des lockouts—35, 38.
Bills n'ayant pas passé—Loi du service civil—62.
Comités—
Comité des comptes publics—96.
Incidents et interpellations—
Camp militaire de Petawawa—113.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Comptes du G.T.Ry.—163.
Postes et Travail—Bureau de poste auxiliaire à Toronto—185.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Conflits du travail—215.
Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—236.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—301, 302; exécution des lois fédérales—306.
Tarif douanier—317, 330, 336.

BRODER, Andrew (*Dundas*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—24.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62; loi des terres fédérales—68.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—104.
Incidents et interpellations—
Barrage des rapides du Long-Sault—112.
Questions—
Divers—Registre de la colonie—168.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Prohibition de la vente des cigarettes—223.

BRODEUR, Hon. Louis Philippe (*Rouville*).
Ajournements—
Motions pour discussion—
Communication de l'I.P.-E.—7.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des primes au pétrole—56; loi de la version française des statuts revisés—57, 58.
Bills d'intérêts public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. du Grand-Tronc—79; c. de f. de la rivière des Quinze et rivière Blanche—81.
Comités—
Comité des ordres permanents—99.

BRODEUR, Hon. Louis Philippe—*Suite.*

Incidents et interpellations—
Communications entre l'île du Prince-Edouard et terre ferme—115, 116; emprisonnement de Canadiens à Monte-Video—120; naufrage du "Goldspie"—124; nomination de nouveaux sénateurs—124; sinistres dans port de Toronto—127.

Motions—
Motions discutées—Chemins à barrières de Montréal—144; communications d'hiver de l'I.P.-E.—146; naufrages à l'I.P.-E.—149.

Subsides—
Vote des crédits—
Marine et Pêcheries—Appointements—269; chenal de navigation du St-Laurent—269; entretien des steamers et brise-glaces—270; milice navale, frais "Canada", vaisseau-école—272; récompenses pour sauvetages et postes sauvetages—273; service de signaux entre Montréal et Ottawa—273; surveillance des eaux septentrionales du Canada—274.

Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Communications avec I.P.-E—307; naufrage du "Goldspie"—307; permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—310; tarif douanier—318.

BUREAU, Hon. Jacques (*Trois-Rivières et Saint-Maurice*).

Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. Colonisation du Nord—78; c. de f. d'Indian River—79; c. de f. de Joliette à Brandon—79; c. de f. de la rivière des Quinze et rivière Blanche—81; c. de f. de la vallée du Saint-Maurice—81.

Subsides—
Votes de crédits—
Travaux publics—Grand-Mechins, brise-lames—294; Lavaltrie, quai—295; Rivière du Loup en Haut, dragage—297; Rivière Maskinongé, drag.—297; rivière Saint-Maurice—297; Trois-Rivière, quais add.—298.

BURROWS, Théodore Arthur (*Dauphin*).

Explications personnelles—
M. T. A. Burrows et la disette de bois—107.

Questions—
Intérieur—Permis de coupe de bois—175.

Résolutions—
Résolutions par les députés—Prix du bois au N.-O—222.

CALDWELL, Thomas B. (*Lanark-nord*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—40.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Primes sur le fer et l'acier—200.

Voies et moyens—
Tarif douanier—315, 327.

CALVERT, William S. (*Middlesex-ouest*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des primes au pétrole—56.
Bills d'intérêt privé—Motions au sujet de pétitions—75.
Bills sanctionnés—Chemin de fer London et Saint-Clair—79; compagnie d'assurance des manufacturiers de l'Est du Canada (incendie)—82; compagnie d'assurance du Canada (incendie)—82.

CAMPBELL, Archibald (*York-centre O.*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—36.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Brevets de W. A. Damen—76; chemin de fer de l'Atlantique à l'Ouest de Québec—77; chemin de fer de Manitoulin et Rive-nord—80; chemin de fer de l'Ontario à l'Ouest de Baie d'Hudson—80; chemin de fer de la Rivière des Quinze et Rivière Blanche—81; chemin de fer de Winnipeg et North Western—82; compagnie de la gare Terminus d'Ottawa—83; divorce O. G. V. Spain—84; Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer Electrique Hamilton-Radial—86, 87, 88; compagnie de pont et de terminus d'Owen Sound—89; Port Arthur Power and Development Co.—89.

Comités.
Comité des chemins de fer—95.

Discours du Trône—
Adresse en réponse—104.

Incidents et interpellations—
Feuilleton en français—120.

Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport comm. des transports—226.

Subsides—
Vote de crédits—Travaux publics—Rondeau, port—292.

Voies et moyens—
Tarif douanier—322.

CARRIER, Louis A. (*Lévis*).

Questions—
Milice— Baraques du camp de Lévis—183; forts militaires à Lévis—183.

CARVELL Frank B. (*Carleton, N.-B.*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22, 24; loi d'inspection des installations électriques—50.

Comités—
Comité d'Agriculture—94.

Explications personnelles—
Accusations contre députés—106.

Motions—
Motions de censure—Commission des assurances, rapport—135.
Motions par députés—Accidents sur I.C.R.—143.
Motions discutées—Communications d'hiver de l'I.P.-E.—147.

Subsides—
Vote de crédits—Travaux publics—Fleuve Saint-Jean et tributaires—283

CARVELL, Frank B.—*Suite.*
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—203.

CASH, E. L. (*Mackenzie*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer Manitoba et Nord-Ouest—79.
Motions—
Motions sans discussion—Etablissement des Doukhobors—156.

CHISHOLM, Thomas (*Huron-est*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19.
Motions—
Motions sans discussion—Bureaux d'immigration—154.
Questions—
Agriculture—Interdiction du bétail canadien—160; rapport de W. W. Moore—160.
Commerce—Prime à l'extraction du pétrole brut—161; réduction du fer, acier et plomb—161.
Divers—Monument Thomas d'Arcy McGee—168.
Intérieur—Tagish Charlie—176.
Postes et travail—Fonds de garantie des receveurs de poste—186; port des périodiques anglais—186.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Entrepôts glacières—196; primes sur le fer et l'acier—200.
Résolutions par des députés—Solidarité de Grande-Bretagne et colonies—230.
Subsides—
Motions avant formation—Service frigorifique—248.

CHISHOLM, W. (*Antigonish*).
Motions—
Motions discutées—Communications d'hiver de l'I-P.-E.—146, 147.
Questions—
Marine—Communications de l'I-P.-E.—180.

CHRISTIE, Peter (*Ontario-sud*).
Questions—
Chemins de fer et canaux—Remises de locomotives à Pictou, N.-E.—165.
Intérieur—Agents d'immigration dans Ontario—171; immigration en 1906—174.
Travaux publics—Dépenses du canal de Trent—189.
Subsides—
Vote des crédits—Agriculture—Stations agronomiques—250.
Voies et moyens—
Tarif douanier—332.

CLARE, George A. (*Waterloo-sud*).
Questions—
Chemins de fer et canaux—Cataract Power Co. et canal Welland—162.
Postes et travail—Grèves dans les chemins de fer—188.

CLARKE, Alfred H. (*Essex-sud*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des primes au pétrole—55, 56.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer central du Nipissing—78.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86, 87.
Comités—
Comité des comptes publics—96, 97.
Motions—
Motions discutées—Naufrage à l'I.P.-E.—150.
Questions—
Marine—Course de navires à Lime-Kiln—180.
Subsides—
Vote de crédits—Travaux publics—Rondeau, port—292.

CLEMENTS, Herbert S. (*Kent-ouest*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19; loi des primes au pétrole—56.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—103.
Explications personnelles.
M. H. S. Clements et le "World"—107.
Incidents et interpellations—
Impôt des tabacs—122; prime du pétrole—125.
Motions—
Motions sans discussion—Exportation et importation de produits agricoles—156.
Questions—
Commerce—Amendes à une corderie—161.
Chemins de fer et canaux—Matériel du Grand-Tronc-Pacifique—164; travaux au Grand-Tronc-Pacifique—166; wagons du Grand-Tronc-Pacifique—167.
Divers—Huile à parquet—168.
Douanes—Importations de tabac en feuilles des Etats-Unis—170.
Intérieur—Clôture de fer métallique—172.
Marine—Baie de l'Ile Sainte-Anne—180; pisciculture et protection des pêcheries—181; saison de pêche—182.
Travaux publics—Cimetière de Dolsen—189; exploration de la rivière Thames—190; salle d'armes à Chatham—192.
Subsides—
Motions de formation—Droits sur les tabacs—242; port de San José—245.
Vote des crédits—
Intérieur—Indiens, Ontario et Québec—269.
Marine et Pêcheries—Etablissements de pisciculture—271; phares et service cotier—272; réduction du chien de mer—273.
Postes et travail—Administration centrale, traitements du personnel—277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278; service postal—279; inspecteur du gaz et de l'électricité—280; timbres pour tabac importé et canadien—281.
Travaux publics—Collingwood, port—287; Port Stanley—292; Rivière Thames—292; Rondeau, port—292.

CLARKE, Alfred H -*Suite.*

Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Gare de Charing Cross—306; tarif douanier—317, 325, 331.

COCKSHUTT, William F. (*Brantford*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22, 24, 25, 26; loi sur falsification des denrées alimentaires—26; loi des grèves et des lockouts—36, 38; loi de naturalisation (amendement)—55.
Bills n'ayant pas passé—Loi du service civil—63.

Budget—
Discours du budget—91.

Discours du Trône—
Adresse en réponse—103.

Incidents et interpellations—
Tremblement de terre à Kingston, Jamaïque—128.

Questions—
Commerce—Prime à la ficelle d'engerbage—161.
Milice—Salle d'armes de Burford—184; salle du 38e carabiniers—184.
Postes et travail—Convention de Berne—186.

Subsides—
Vote des crédits—
Agriculture—Annuaire statistique—249; recensement et statistique—250.
Travaux publics—Goderich, port—287; Toronto, salle d'exercice—293.

Voies et moyens—
Tarif douanier—317, 320, 329, 330.

CONMEE, James (*Baie du Tonnerre et Rivière à la Pluie*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—23; loi des grèves et des lockouts—38, 40, 41, 42, 43, 44; loi d'inspection des installations électriques—50; loi du ministère des mines—52.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—73.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer du Nord de Québec—77.
Bills n'ayant pas passé—Port-Arthur Power and Development Co.—89.

Incidents et interpellations—
Dragage de Port Arthur—119, 120.

Questions—
Justice—Juges du comté de Simcoe—178.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Primes sur le fer et l'acier—200.

Subsides—
Chemins de fer et Canaux—Canal Chambly, contribution pour conduit sous canal à St-Jean—253.

COPP, Albert J. S. (*Digby*).

Explications personnelles—
Entrevue de M. A. T. S. Copp—108.

Subsides—
Vote de crédits—Travaux publics—Culloden, brise-lames—284.

Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—310.

CRAWFORD, John (*Portage-la-Prairie*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—9.

Bills—
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—65, 66, 67.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer d'Alberta—76; chemin de fer de Midway et Vernon—80.

Incidents et interpellations—
Formule du serment électoral—120.

Voies et moyens—
Tarif douanier—321.

CROCKET, Oswald S. (*York, N.-B.*).

Incidents et interpellations—
Nomination de nouveaux sénateurs—124; tracé du Transcontinental au N.-B.—128.

Motions—
Motions discutées—Ateliers I.C.R. à Moncton—143; M. McIlreith, d'Halifax—149; tracé du transcontinental—152.
Motion sans discussion—Paiements au G.T.R.—157; pont des chemins de fer de l'Etat—157.

Questions—
Chemins de fer et canaux—Achat de terrains pour I.C.R. à Moncton—162; achat de terrains pour Transcontinental à Moncton—162; nouveaux emplois sur l'I.C.R.—164; parc à Moncton, N.-B.—165; M. John O'Rourke—165; Transcontinental entre Chipman et Grand-Falls, N.-B.—166; transcontinental national, explorations en N.-B.—166; Transcontinental national, tracé Chipman—Grand Falls—166.
Divers—Paiements à R. T. McIlreith—168; vacances au Sénat—169.
Justice—Honoraires de McIlreith—178; Postes et travail—Receveur de poste à Stanley—187; salaire des peintres à Halifax—188.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—203.
Résolutions par des députés—Représentation des provinces maritimes—228.

Subsides—
Motions avant formation—Dépôt de documents—241.
Votes des crédits—Chemins de fer et canaux—Chemin de fer Transcontinental—254; chemin de fer Intercolonial—Amherst, améliorations—254.
Douanes—Gratification à M. Bain, secrétaire de la commission du tarif—258.
Postes et travail—Administration centrale, traitements du personnel—277.

CROCKET, Oswald S.—*Suite.*
Travaux publics—Fleuve Saint-Jean et tributaires—283.
Voies et moyens—
Motions avant *de formation en voies et moyens—Nomination de nouveaux sénateurs—307, 308.
Tarif douanier—315.

DANIEL, John W. (*St. Jean, cité*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi sur falsification des denrées alimentaires—27; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E. —28.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69.
Incidents et interpellations—
Statistique de navigation et commerce—127; vacances dans le Cabinet—127.
Motions—
Motions discutées—Fournitures à la Cie du fusil Ross—149; naufrages à l'I.P.-E. —150.
Questions—
Commerce—Exportation du grain—161.
Chemins de fer et canaux—Circulation du C.P.R. sur I.C.R.—163.
Douanes—Importations du Royaume-Uni—170.
Milice—Fusil Ross—184.
Postes et travail—Dépêches à destination d'Angleterre—186.
Travaux publics—Améliorations du port de Saint-Jean—189.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194; subsides aux provinces—204.
Résolutions par députés—Représentation des provinces maritimes—227.
Subsides—
Votes des crédits—Agriculture, annuaire statistique—249.
Chemins de fer et canaux—Administration du ministère des Chemins de fer et Canaux—252.
Commerce—Service de SS. entre Saint-Jean et Digby—256; service de SS entre Grande-Bretagne et Canada—256.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—264; gravure, impression de cartes—267.
Marine et pêcheries—Hopitaux de la marine—271, 272; milice navale, frais "Canada" vaisseau école—272; phares et bateaux-feux—272; récompenses pour sauvetages et postes sauvetage—273.
Milice—Propriétés militaires, construction, réparation—276.
Postes et travail—Administration centrale, traitement du personnel—277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—279.
Travaux publics—North-Bay, édifices publics—288; Rideau Hall, améliorations —288; Nicolet, édifice public—296.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—3; nomination de nouveaux sénateurs—307.
Tarif douanier—333, 335.

DELISLE, Michel Siméon (*Portneuf*).
Questions—
Justice—Deuxième juge cour d'échiquier —177; juges à la retraite, P.Q.—178; juges en retraite pratiquant droit—178; magistrature province de Québec—179; magistrature de Québec—179; honorable juge Routhier—179; santé du juge Ouiment—179.
Marine—Pilotes de Montréal—181; surintendant des pilotes—182.

DEMERS, Joseph (*Saint-Jean et Iberville*).
Discours du trône—
Adresse en réponse—101.
Subsides—
Vote des crédits—
Chemins de fer et Canaux—Canal Chambly, contribution pour conduite sous canal de Saint-Jean—252.

DERBYSHIRE, Daniel (*Brockville*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer Brockville, Westport et Nord-Ouest—77.
Incidents et interpellations—
Tarif des chemins de fer—128.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Entrepôts glacières—196.
Subsides—
Motions avant formation—Service frigorifique—247.

DESJARDINS, Samuel (*Terrebonne*).
Questions—
Agriculture—Fabrication du beurre—160; fabrication du fromage du Canada—160.
Douanes—Exportations: pommes, foin, sucre et sirop d'érable—169.
Intérieur—Réserve de Doncaster—176.

DEVLIN, C. B. (*Nicolet*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—44; loi de la version française des statuts revisés—58.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62; loi du service civil —62.
Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieux de France —109.
Motions—
Motions de censure—Application de la loi électorale—132.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Echange des wagons de l'I.C.R.—163; incendies causés par l'I.C.R.—164; services des voyageurs sur l'I.C.R.—166; station de Ste-Perpétue—166.
Justice—Grâce des forçats au pénitencier—178; statuts refondus—179.
Postes et Travail—Convention de Berne—186.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Langue française—217; interdiction de la vente des cigarettes—223; solidarité de Grande-Bretagne et colonies—230.

DEVLIN, C. B.—*Suite.*
Subsides –
Vote de crédits—
Travaux publics—Doucet-Landing, quai —294; Grand Mechins, brise-lames—294.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Nomination de nouveaux sénateurs—308.

DEVLIN, E. B. (*Wright*).
Bills—
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62.
Discours du trône—
Adresse en réponse—103.
Incidents et interpellations—Camp militaire de Petawawa—113.
Motions—
Motions de censure—Commission des assurances (rapport)—137.

DUBEAU, Joseph Adélard (*Joliette*).
Explications personnelles—
Démenti au " Nationaliste "—108.

DUGAS, François O. (*Montcalm*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—Chemin de fer Canadien du Nord de Québec—77.
Questions—
Douanes—Tabac canadien—170.

ELSON, Peter (*Middlesex-est*).
Questions—
Douanes—Loi de la Nouvelle-Zélande—170; minimum de valeur des chevaux—170.
Intérieur—Emploi de R. Boston—173.
Justice—M. H. Saint-Louis—179.
Postes et Travail—Bureau de poste de London—185.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Tarif douanier—321, 322, 325, 327, 328, 329.

EMMERSON, Hon. Henry R. (*Westmoreland*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Canal de la vallée de Trent—7.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi sur fonds de prévoyance des employés de I.C.R. et I.P.-E.—27 à 29; loi du terminus de Winnipeg—59.
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—70, 72; loi de la vente des billets de chemin de fer—75.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer de l'Atlantique à l'ouest de Québec—77; chemin de fer Canadian Northern Ontario —77; chemin de fer du Grand-Tronc—78, 79; chemin de fer Manitoba Radial —80; chemin de fer des mines du Klondike—80; chemin de fer Oriental de Québec—80; chemin de fer de la rivière des Quinze et rivière Blanche—81; Cie " Long Lake and Saskatchewan Railway and Navigation "—83, 84.

EMMERSON, Hon. Henry R.—*Suite.*
Déclarations ministérielles—
Démission de l'honorable Emmerson—180.
Incidents et interpellations—
Canal de la vallée de Trent—114; collision sur chemin de fer de l'I.P.-E.—114; demande de rapports, documents—117; transport du courrier et des voyageurs par I.C.R.—128.
Motions—
Motions discutées—Canal de Trent—144; chemin de fer de l'I.P.-E.—144; conduite de certains employés de l'I.C.R.—147; naufrage à l'I.P.-E.—150; paiements à A. N. Cochrane de Moncton—151; tarif des marchandises sur I.C.R.—152; tarifs de transport—152; tarif des passagers sur I.C.R.—152.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Pensions aux employés de chemins de fer—198.
Résolutions par députés—Abrogation des traités sur cabotage—209; rapport de la commission des transports—225; tarif de 2 cents pour voyageurs—232.
Subsides—
Motions avant formation—Dépôt de documents—241.
Vote des crédits—
Chemins de fer et Canaux—Administration du ministère des Chemins de fer et Canaux—251, 252; canal Chambly, havre Saint-Jean—253; canal Cornwall, élargissement—253; canal Lachine, murs inclinés—253; portes Many—253; canaux en général, ciment—253.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Gare de Charing-Cross—306; communications avec I.P.-E.—307; nominations de nouveaux sénateurs—308.

ETHIER, J. A. C. (*Deux-Montagnes*).
Subsides—
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—256, 257.

FIELDING, Hon. William S. (*Shelburne et Queen, N.-E.*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Conférence coloniale—8; grève des mineurs dans l'Ouest—10; nominations de juges—11.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi d'arpentage des terres publiques—12; loi des commissaires du port de Québec—14; loi de la compagnie " Residential "—14; loi des droits de douane—15, 17, 18; loi de finances—29, 30; loi de l'inspection et de la vente—50; loi de la marine marchande (amendement)—51; loi du pont de Québec—54; loi des primes au fer et à l'acier—55; loi des primes à la ficelle d'engerbage—55; loi des primes au pétrole—56; loi des subventions de chemins de fer—59; loi du terminus de Winnipeg—59; loi du Yukon (amendement)—61.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62; loi du ministère des Chemins de fer et Canaux—62; loi du service civil—62.

FIELDING, Hon. William S.—*Suite.*

Bills d'intérêt public—
Bills sanctionnés—Loi des chemins de fer (arbitrages)—69; loi du poinçonnage de l'or et de l'argent (amendement)—69.
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—70; loi des chemins de fer (amendement)—72; loi sur les sociétés industrielles et coopératives (amendement)—74.
Bills d'intérêt privé—Brevets de la "Nichols Copper Co."—76; chemin de fer Canadian Northern Ontario—77; chemin de fer Manitoba-Radial—80; compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83; "Traders Fire Insurance Co."—85; chemin de fer électrique Hamilton-Radial—87.

Budget—
Discours du budget—89, 90.

Comités—
Comité des chemins de fer—95; comité des comptes publics—98; comité des impressions—98.

Déclarations ministérielles—
Convention postale entre Canada et Grande-Bretagne—100; tremblement de terre de la Jamaïque—100.

Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieux de France—108.

Incidents et interpellations—
Appointements du personnel des Postes—111; barrage des rapides du Long-Sault—112; camp militaire de Petawawa—113, 114; commission des assurances—115; cour suprême de la N.-E.—116; demande de rapports, documents, etc.—117; démission de lord Aylmer—118; dépositions devant commission du tarif—119; dépôt de comptes publics—119; discours du budget—119; emprunts à renouveler—120; Erie and Ontario Development Co.—120; formule du serment électoral—121; grève des charbonnages du Nord-Ouest—121, 122; loi de finances provisoire—122; loi d'immigration de la C.-A.—123; marchandises allemandes et tarif de faveur—123; matériel roulant des chemins de fer dans l'Ouest—124; nomination de nouveaux sénateurs—124; placement de fonds coloniaux sur marché anglais—125; prorogation—125; rapports entre Canada et Etats-Unis—125; rapports de la commission du Transcontinental—125; retrait de projets du Gouvernement—126; sièges des députés—127; tarif intermédiaire—128; tarif des messageries—128; terres aux vétérans—128; vacances dans le cabinet—128; vaisseaux de guerre sur Grands Lacs—129.

Messages—
Tremblement de terre à la Jamaïque—130.

Motions—
Motions du Gouvernement—Besogne de la Chambre—130; enquête des assurances—130.
Motions de censure—Application de la loi électorale—132, 133; commission des assurances (rapport)—136; commission des assurances (manœuvres politiques)—139; dépenses publiques—139.

FIELDING, Hon. William S.—*Suite.*

Motions discutées—Ateliers I.C.R. à Moncton—143; chemins à barrières de Montréal—144.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Cinquièmes provisoires—193; commission du port de Montréal—193; compagnie du pont de Québec—199; primes sur le fer et l'acier—199, 200, 201; primes à la ficelle d'engerbage—201; subsides aux provinces—202, 203, 204, 205, 207; subventions de chemins de fer—207.
Résolutions par députés—Abrogation des traités de cabotage—208; tarif de deux centins du mille—233.

Subsides—
Motions avant formation—commission des assurances—238; conférence coloniale—239; démission Hyman—239, 240; droits sur les tabacs—242; fonctionnaires publics dans élections—243; retraite du colonel Aylmer—246.
Vote des crédits—Chemins de fer et canaux—Canal de Beauharnois (fissure)—252; canal de Beauharnois (personnel)—252; canal Chambly, contribution pour conduite sous canal à Saint-Jean—252; 253; canal Galops—253; enlèvement battures d'amont—253; paiements—253; mur de revêtement—253; canal Murray—253; chenal du Nord—253; nouveau bateau pour remorquage et inspection—253; canal Sault Sainte-Marie—253; canal de la Vallée de Trent, tracé—253; dommages aux frères Curtis—253; construction—253; canal Welland, élévateur à Port-Colborne—253; murs de soutenement—253; commission des chemins de fer—253; canaux, personnel et réparation—254; indemnité à J. O'Toole, pour travaux au port de Merrickville—254; G.T.P., rémunération de M. A. Brunet—234; chemin de fer de l'I.P.-E.—254; chemin de fer Transcontinental—254; chemin fer de l'Intercolonial—254; Amherst, réparations—254; Halifax, améliorations—254; embranchement Indiantown et Blackville—254; installations le long de la ligne—254; matériel roulant—254; Moncton, ateliers de construction de locomotives et terrains—254; nouveau matériel et terrain, ateliers de Moncton—254; Mulgrave, améliorations—254; Newcastle, améliorations—254; agrandissements de New-Glasgow—254; Pictou—améliorations—254; Pirate-Harbour, approvisionnement d'eau—254; renforcement des ponts—254; Sackville, améliorations—255; Saint-Jean, N.-B., gare, agrandissement—255; Sainte-Rosalie, améliorations—255; Sydney, améliorations—255; Stellarton, améliorations—255; Truro, améliorations—255; chemin de fer de l'I.P.-E., Charlottetown, travaux—255; Murray-Harbour, embranchement—255.
Commerce—Ministère du commerce—255; service S.S. entre Canada et Australie—255; service de S.S. bassin de Gaspé et Campbellton—255; service de S.S. entre Canada et Manchester—255; service de S.S. entre Canada et Mexique—255; service de S.S. entre Canada et Sud-

FIELDING, Hon. William S.—*Suite.*
Africain—256; service de S.S. Halifax à Terre-Neuve par Cap Breton—256; service de S.S. des Iles de la Madeleine —256; service de S.S. entre I.P.-E. et Grande-Bretagne—256; service de S.S. de l'I.P.-E.—256; service de S.S. entre Saint-Jean et Digby—256 ; service de S.S. Saint-Jean, Halifax, Antilles et Amérique du Sud—256; service de S.S. entre Saint-Jean, Halifax par Yarmouth—256; service de S.S. entre Grande-Bretagne et Canada—256; service de S.S. entre Sidney et Whycocomagh—256; service de S.S. Victoria-San Francisco—256.
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—257; appointements du service civil—257; bureau du haut-commissaire—257; bureau du secrétaire du Gouverneur général—257; conférence coloniale—257; dépenses visite du Prince Arthur de Connaught—257; indemnités R. Wainwright—257; secrétaire du Gouverneur général—257.
Finances—Commission des céréales—258; déficit de l'exploitation du câble transpacifique—258; dépenses de la commission royale des assurances—258, 261, 263; impression de l'enquête des assurances—264; articles imprévus—264; traitement de M. Fred Toller—264.
Intérieur—Gendarmerie à cheval—269.
Marine et Pècheries—Construction et maintien de stations de télégraphie sans fil—269; encouragement du transport du poisson frais—270; entrepôts frigorifique pour la boitte—271; réduction du chien de mer—273; réorganisation de la comptabilité—273.
Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—278;timbres pour le tabac importé et canadien —281.
Travaux publics—Glace Bay, améliorations—285; Round-Hill, quai—286; Shelburne, édifices publics—286; Westville, édifices publics—286.
Voies et moyens—
Tarif douanier—312, 313, 314, 315, 316 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 336, 337, 338, 339.
Vote du budget—
Cinquièmes provisoires—339; don aux sinistrés de la Jamaïque—339; résolutions du budget—339.

FINLAYSON, Duncan (*Richmond, N.-E.*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer de St-Léon—81.
Comités—
Comité des comptes publics—95.

FISHER, Hon. Sydney (*Brome*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Communications télégraphiques de l'I.P.-E.—7.
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi de la commission du port de Montréal—14; loi des commissaires du port de Québec—14; loi des entrepôts frigorifiques—19, 20, 21; loi

FISHER, Hon. Sydney—*Suite.*
sur falsification des denrées alimentaires —27; loi de l'inspection des conserves en boîtes—45, 46, 47, 48, 49.; loi de l'inspection et de la vente—50; loi du ministère des mines—51; loi relative aux traités de commerce (amendement)—60.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie de la gare Terminus d'Ottawa—83.
Discours du Trône—Adresse en réponse—104.
Incidents et interpellations—
Communications entre I.P.-E. et terre ferme—115; demande de rapports, documents—117; expositions de Toronto et de Sherbrooke—120; immigration dans Ontario—122; population d'Alberta et Saskatchewan—125; rectification commission Riopelle—126 ; serres de Rideau Hall—126; service de transbordeur entre Port-Hope et Charlotte, N.-Y.—126; ventilation de la Chambre—129.
Motions—
Motions discutées—Forces hydrauliques du Canada—148.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—193; entrepôts glacières—195, 196; inspection des conserves alimentaires—196, 197.
Résolutions par des députés—Langue française—218; politique d'immigration —221; prohibition de la vente des cigarettes—223; rapport commission des transports—225.
Subsides—
Motion de formation—Droits sur les tabacs—242; pou de San José—245; service frigorifique—248.
Vote des crédits—Agriculture, annuaire statistique—249; archives (personnel)—249; développement des produits des bestiaux—249; expositions—249; établissement d'entrepôts frigorifiques—250; police sanitaire des épizooties—250; recensement et statistique—250; stations agronomiques—250; stations de fumigation—250; voie ferrée sur la ferme expérimentale—251.
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—257; bureau du haut-commissaire—257.
Travaux publics—Canal de la Baie Georgienne—281; commission des Beaux-Arts —281; édifices publics en général—281; ports et rivières du Manitoba—281; ministère des Travaux publics, traitements du personnel—281; service télégraphique en général—281.
Alberta—Calgary, édifices publics—281; Edmonton, pavillon immigrants—282 ; Edmonton, édifice public—282.
Colombie-Anglaise—Améliorations le long Rivière Columbia—282; curage de la décharge lacs Henderson et Kennedy—282; Fernie, édifice public—282; fleuve Fraser—282; Ladysmith,édifice public—282; New-Westminster, édifice pour marine et pêcheries—282; quarantaine William Head—282 ; rivière Coquitlam—282; Vancouver, hôtel des postes—282; Victoria, port—282.

FISHER, Hon. Sydney—*Suite.*

Ile du Prince-Edouard—Plage de Higgins, jetée—282; port de Miminegash, jetée—282; Ile Pointe Prime, quai—282; port de Rustico, brise-lames—282; port de Summerside, brise-lames—282.

Manitoba—Brandon, salle d'exercices—282; Dauphin, édifice public—282; Neepawa, édifice public—282; rapides de Saint-André—283; rivière du Vieil-Homme, diversion—283; Saint-Boniface, édifice public—283; Selkirk, édifice public—283; Winnipeg, addition bâtiments immigrants—283; Winnipeg, hôtel des postes—283; Winnipeg, station postale au nord du C.P.R.—283.

Nouveau-Brunswick—Campbellton, quai—283; Chockfish, décharge rivière—283; Clifton, brise-lames—283; Dalhousie, port—283; Dorchester, quai—283; fleuve Saint-Jean, quai de marées—283; Mispec, brise-lames—283; North-Head, quai—283; Richibouctou, quai—283; Pointe-au-Chêne, quai—283; Petit-Rocher, brise-lames—283; Port-de-Quaco, jetée de l'est—284; Port de Saint-Jean, améliorations dragage—284; quai à Lincoln, N.-B.—284; quai rivière Petitcodiac—284; Saint-André, dragage—284.

Nouvelle-Ecosse—Annapolis, quai de la Reine—284; Anse-à-Charlot, brise-lames—284; Anse-aux-Ecossais, brise-lames—284; Antigonish, édifice public—284; quai de Baddeck—284; baie Saint-Laurent, havre—284; Big-Lorraine, dragage—284; Cap Half-Island, brise-lames—284; Cap-Sable, fond baie de l'ouest, quai—284; Cow-Bay, brise-lames—284; Culloden, brise-lames—284; Eskasoni, quai—284; Glace-Bay, améliorations au port—284, 285; Glace-Bay, édifice public—285; Grand-Etang, réparation et reconstruction—285; Hall's Harbour—285; Inverness Mine, améliorations port—285; Inverness, édifice public—285; Mahon, port—285; Marble-Mountain—285; Moose-Harbour, brise-lames—285; anse de Parker, travaux—285; Pointe-à-l'Eglise, réparations, quai—285; port de Parsboro, dragage—285; Anse-à-Phinney, travaux—286; Poirierville, débarcadère—286; Lac-Porter, dragage canal—286; Port-Hastings, quai—286; Port-Hood, fermeture entrée du nord—286; quai de Jersey-Cove—286; Round-Hill, achèvement quai—286; Shelburne, édifice public—286; Tatamagouche, quai—286; Port de Yarmouth, améliorations—286.

Ontario—Beaverton, port—286; Belle-Rivière—286; Belleville, salle d'exercices—286; Brockville, édifice public—286; Bronté, dragage—287; Collingwood, port—287; Goderich, port—287; Guelph, salle d'exercices—287; Hamilton, port—287; Hamilton, salle d'exercices—287; Hamilton, hôtel des postes—287; Kincardine, port—287; Leamington, édifice—287; Little-Current, chenal nord baie Georgienne—287, 288; London, agrandissements bureau de poste—288; Meaford, port—288; Midland, dragage—288; North-Bay, édifice public—288; Ottawa, édifices administratifs—288; édifices publics, ventilation, éclairage, mobilier—288; Rideau-Hall, améliorations—288; hôtel des postes—288; édifices publics—288; préposés aux ascenseurs—288; édifices publics, éclairage—288; édifices publics,, téléphone—289; Monnaie Royale—289; édifice du Parlement, agrandissement—289; Rideau-Hall, améliorations—289; musée Victoria—289; annexe à l'Edifice de l'ouest—289; nouveaux bureaux administratifs—289; annexe à bibliothèque Cour suprême—289; nouveaux édifices administratifs—289, 290; Observatoire astronomique, aménagement—290, 291; Owen-Sound, édifices—291; Peterboro, salle d'armes—291; Peterboro, arsenal—291; Pointe-Edouard, dragage—291; Port-Arthur et Fort-William—291, 292; Port-Colborne, quai—292; Port-Stanley, port 292; Renfrew, édifice—292; rivière Blanche—292; rivière Otonabee—292; St. Mary, édifices publics—292; Sault-Sainte-Marie, dragage—292; Saint-Thomas, salle d'exercices—292; Simcoe, édifice public—292; Stratford, salle d'armes—292; Toronto, caserne troupes permanentes—293; Toronto, hôtel des postes—293; Toronto, port—293; Wingham, édifice public—293.

Québec—Anse à l'Islet, jetée—293; Anse du Cap, brise-lames—293; Ashuapamouchouan et Peribonka—293; Baie Saint-Paul, améliorations—293; Barachois de la Malbaie—294; Le Bic, quai Pointe à Côte—294; Châteauguay, quai—294; Chicoutimi, jetée—294; Doucet's Landing, quai—294; Escoumins, jetée—294; Garth-Bay, lac Aylmer, quai—294; Grand Méchins, brise-lames—294; Grande-Rivière Beaupré, quai—294; Grosse-Ile, quai de la quarantaine—294; Ile Alma, enlèvement pierres—295; Lachine, édifice public—295; Lac Mégantic, jetée—295; Lac Saint-François (Beauce), quais—295; Lac Saint-Jean, réparations, quai—295; Lavaltrie, quai—295; Lévis, édifice public—295; Iles de la Madeleine, brise-lames et jetées—295; Malbaie, quai—295; Montréal, bureau de poste—295; port de Montréal, améliorations au pied du courant—295; Montréal, caserne troupe permanente—296; Nicolet, édifice public—296; Notre-Dame-du-Portage, quai—296; Percé, quai—296; Petites-Bergeronnettes, enlèvement de cailloux—296; Pointe-à-la-Croix, quai—296; Pointe-au-Père quai et brise-lames—296; Pointe Saint-Charles bureau de poste—296; Pointe-aux-Trembles (Portneuf), quai—296; améliorations au port de Québec—296; Québec, station quarantaine, Grosse-Ile—296; édifices pour immigration en général—296; Québec, hôpital des immigrants—296; Québec, édifice militaire—296; Québec, édifice public—296; rivière Batiscan, dragage—297; Rivière-du-Loup (en haut), dragage d'embouchure—297; rivière Maskinongé, dragage—297; Rivière-Ouelle, jetée—297; Rivière-à-la-Pipe—297; Rivière-au-Renard 297; Rivière Saguenay, dragage—297; Rivière Saint-Maurice, etc.—297; Sainte-Anne des Monts, havre de refuge—297; Saint-Charles de Lumsden, quai—297; Saint-Jean, Ile d'Orléans, quai—297; Saint-Jean, édifices militaires, écuries—

FISHER, Hon. Sydney—*Suite.*

297; Sherbrooke, salle d'exercices—298; Sorel, quai eau profonde—298; Trois-Rivières, quai additionnel—293; Trois-Rivières, salle d'exercice—298; rivière Yamaska, dragage—298.

Saskatchewan—Alameda, édifice public—Battleford, édifice public—298; Humbolt, édifice public—298; Strathcona, casernes gendarmes—298; Régina, bureau de poste—298; Saskatoon, édifice publics—298.

Yukon—Dawson, résidence du commissaire—298.

Voies et moyens—

Motions avant de formation en voies et moyens—Terres cédées au G.T.P.—312.

FOSTER, Hon. George E. (*Toronto-nord*).

Ajournements—

Motions pour discussion—Conférence coloniale—8; grève des mineurs dans l'ouest—10; nomination des juges—11.

Bills—

Bills du gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—12; loi des commissaires du port de Québec—14; loi criminelle (amendement)—15; loi des droits de douane—18; loi des entrepôts frigorifiques—20, 21; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—28; loi des grèves et des lockouts—30, 35; loi d'immigration (amendement)—45; loi de l'inspection des conserves en boîtes—47, 48; loi d'inspection des installations électriques—49, 50; loi du ministère des mines—51, 52; loi minière du Yukon—53; loi du pont de Québec—54; loi des postes (amendement)—55; loi des primes au pétrole—55; loi du Terminus de Winnipeg—59.

Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62; loi du service civil—62; loi des terres fédérales—65, 66.

Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Cie de la gare Terminus d'Ottawa—83.

Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—87.

Budget—

Discours du budget—90, 91.

Comités—

Comité d'agriculture—93, 94; comité des comptes publics—95, 98; comité des impressions—98.

Décès—

M. A. A. Stockton—99.

Déclarations ministérielles—

Convention postale entre Canada et Etats-Unis—100; convention postale entre Canada et Grande-Bretagne—100.

Discours du Trône—

Adresse en réponse—101, 102.

Explications personnelles—

Accusations contre députés—106.

Incidents et interpellations—

Allégations contre membres du Parlement—111; autonomie administrative du Yukon—112; commission des assurances—114, 115; commission d'embellissement d'Ottawa—115; demande de rapports, documents, etc.—116, 117, 118; démission hon. Hyman—119; discours du budget—119; ex-commissaire Congdon—120; fusil à sous-cible—121; grève des charbonnages du Nord-Ouest—123; marchandises allemandes et tarif de faveur—124; matériel roulant des chemins de fer dans l'ouest—124; modus vivendi des pêcheurs 124; portefeuille de la marine et des pêcheries—125; projet de bills des assurances—125; service de transbordeur entre Port-Hope et Charlotte, N.-Y.—127; service postal entre Canada et Grande-Bretagne—127; tarif intermédiaire—128; ventilation de la Chambre—129.

Motions—

Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—129; enquête des assurances—130; ordonnances du Yukon—130.

Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—131, 132; commission des assurances, (rapport)—137; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre)—138; commission des assurances (manœuvres politiques)—139; dépenses publiques—139.

Motions par députés—Impression, documents, conférence intercoloniale—143.

Motions discutées—Fournitures à la Cie du fusil Ross—149; M. McIlreith, d'Halifax—149; Sub-Target Gun Coy.—152; tracé du Transcontinental—153.

Motions sans discussion—Commission des assurances—155; compagnie d'irrigation Robbins—155; dépôts d'entrepreneurs—156; steamer "Kestrel"—158; télégraphes de l'Etat—159.

Questions—

Chemins de fer et canaux—Chemin de fer transcontinental, employés à Ottawa—163; commission du Transcontinental—163; publicité du département des chemins de fer—165.

Divers—Employés de la Baie d'Hudson—167; serviteurs de la Cie de la Baie d'Hudson—168.

Finances—Commission des assurances—171; emprunts temporaires—171; paiements à l'American Bank Note Coy.—171.

Intérieur—J. D. McGregor—175; North Atlantic Trading Coy—175; opérations de banque au Yukon—175; W. T. R. Preston et F. Wagner—175; suspension des agents d'immigration—176; suspension de C. T. Just—176; terres domaniales de Whitehorse, Yukon—176.

Justice—Statuts refondus (1906)—179.

Marine—Cabotage—180.

Milice—Champ de tir de Kentville—183; fourniture de houille aux casernes d'Halifax—183.

Travaux publics—Déboursés pour Kelly, Douglas et Cie, Yukon—189; dépenses à Rideau-Hall—189; dépôts d'entrepreneurs—189; télégraphe du Yukon—192.

Résolutions—

Résolutions du Gouvernement—Commission du port de Montréal—193, 194; pensions de retraite aux employés de chemin de fer—198; compagnie du pont de Québec—199; primes sur le fer et l'acier—199; subsides aux provinces—202, 205, 207; traitement des juges—208.

FOSTER, Hon. George E.—*Suite.*
Résolutions par députés—Abolition des traités de cabotage—209; chemin de fer de la Baie-d'Hudson—214; conflits du travail—216; prohibition de la vente des cigarettes—223; commission des assurances—238; conférence coloniale—239; démission Hyman—240.
Subsides—
Motions avant formation—Fonctionnaires publics et élections—243.
Vote des crédits—Commerce—Ministère du Commerce—255; service de ss. Saint-Jean, Halifax, Antilles et Amérique du Sud—256; service de ss. entre Grande-Bretagne et Canada—256.
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—257.
Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—258, 259, 261, 263, 264.
Intérieur—Arpentages plans—266; protection des essences et sylviculture—268.
Marine et Pêcheries—Construction, outillages, signaux sous-marins, vaisseaux convenables pour construction—269; aviso pour protection pêcheries Pacifique—270; école de salaison de poisson—270; encouragement du transport du poisson frais—271; réduction du chien de mer—273; réorganisation de la comptabilité—273.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Affaires de la Chambre—298; commission des assurances—299; nominations de nouveaux sénateurs—308; permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—310.
Tarif douanier—312, 316, 317, 321, 322, 328, 330, 331, 334 335, 336, 337, 338.

FOWLER, George W. (*King et Albert, N.-B.*)
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'ouest—10.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—20, 21; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.E.—27, 28, 29; loi des grèves et des lockouts—35.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—66.
Explications personnelles—
Accusations contre députés—107.
Incidents et interpellations—
Marchandises allemandes et tarif de faveur—124.
Motions—
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du départ. de l'Intérieur—132; commission des assurances, (accusations contre certains membre de la Chambre)—138.
Motions discutées—Communications avec l'I.P.-E.—147; naufrages à l'I.P.-E.—150.
Questions—
Chemins de fer et canaux—Arrestation de John O'Rourke—162.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—204; subventions de chemins de fer—207.

FOWLER, George W.—*Suite.*
Subsides—
Motions avant formation—Dépôt de documents—241.
Vote des crédits—Agriculture, stations agronomiques—250.
Chemins de fer et canaux—Canal Chambly, contribution pour conduite sous canal à Saint-Jean—252.
Chemin de fer Intercolonial—Amherst—améliorations—254; Moncton, ateliers de construction de locomotives et terrains—254; Sackville, améliorations—255.
Divers—Appointements du service civil—254.
Douanes—Traitements imprévus, heures supplémentaires différents ports du Canada—258.
Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—261.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266; installation du personnel de l'Ecole Technique de Brandon—268; Yukon, traitement et dépenses—268.
Justice—Gendarmerie à cheval—269.
Marine et pêcheries—Protection des pêcheries—272.
Milice—Habillements et accessoires—274; levés de plans, solde des ingénieurs royaux—275; propriétés militaires, construction, réparation—275.
Postes et travail—Administration centrale, traitement du personnel—277.
Ministère du Revenu de l'intérieur, traitement du personnel—281.
Travaux publics—Edifices publics du Nouveau-Brunswick—281; Campbellton, quai 283; Caraquet, quai—283; Grande-Rivière au Saumon, claies—283; Petit-Rocher, brise-lames—283; Culloden, brise-lames—284; Glace-Bay, édifice public—285; Grand Etang, réparations—285; Hull Harbour—285; Inverness Mine, réparations—285; Pointe à l'Eglise, réparations—285; Garthbay, quai—294.
Voies et moyens—
Tarif douanier—324.

GALLIHER, William Alfred (*Kootenay*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—35, 39, 40.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Brevets de W. A. Damen—76; brevets Summers—76; chemin de fer de Crawford Bay à Saint-Mary—78; chemin de fer du Grand Occidental—78; divorce V. H. Lyon—84; Rock Life Insurance Co. of Canada—85.
Motions—
Motions sans discussion—Journal Lowrey's Claim—157.
Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—236.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Terres cédées au G.T.P.—312.

GANONG, Gilbert W. (*Charlotte*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi sur falsification des denrées alimentaires—27.
Motions—
Motions discutées—Naufrages à l'I.P.-E.—150.
Questions—
Revenu de l'intérieur—Alcool dénaturé—188.
Travaux publics—Quai de Sackville—192.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Inspection des conserves alimentaires—198.
Subsides—
Vote des crédits—Marine et pêcheries—Entrepôts frigorifiques pour la boitte—271; télégraphe Marconi—274; North-Head, quai—283; Petit-Rocher, brise-lames—283; Saint-André, dragage—284; Cap Half Island—284.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Tarif douanier—322, 324, 325.

GAUVREAU, Charles (*Témiscouata*).

Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer de l'Atlantique à l'ouest de Québec—77; chemin de fer Oriental de Québec—80.
Explications personnelles—
M. C. A. Gauvreau et l'"Evènement"—108.
Motions—
Chemin de fer et Canaux—Contrat de l'usine ronde de l'I.C.R. à Halifax—163; monopole des compagnies d'express—164.

GEOFFRION, Victor (*Chambly et Verchères*).

Bills—
Bills d'intérêt privé—Ontario and Quebec Railway and Ferry Co.—85.
Comités—
Comité d'agriculture—94; comité des comptes publics—95, 98.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194.

GERMAN, William M. (*Welland*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—38.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—"Jordan Erie Power Company"—84.
Comités—
Comité d'agriculture—95; comité des comptes publics—96.
Motions—
Motions par députés—Motion d'ordre—130.
Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport de la commission de transport—225.
Voies et moyens—
Tarif douanier—331.

GERVAIS, Honoré (*Montréal, St-Jacques*).

Bills—
Bills d'intérêt public—Loi de la cour Suprême (amendement)—73; loi criminelle (amendement)—73.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer du Grand-Tronc—79.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194.
Subsides—
Vote des crédits—
Intérieur—Gratification à veuve de M. J. B. White—267.
Justice—Bibliothèque, cour Suprême—269.
Travaux publics—Port de Montréal, améliorations au pied du courant—295.

GIRARD, Jos., (*Chicoutimi et Saguenay*).

Subsides—
Vote des crédits—
Travaux publics—Escoumins, jetée—294; Petites Bergeronnettes—296.

GORDON, David Alexander (*Kent-est*).

Subsides—
Vote des crédits—
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—277.

GRANT, George D. (*Ontario-nord*).

Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer de la Georgian Bay et Seaboard—78; "Women's Art Association"—85.
Comités—
Comité des ordres permanents—29.

GREENWAY, T. (*Lisgar*).

Bills—
Bills du Gouvernement—
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—63.
Questions—
Divers—Extension des frontières du Manitoba—168.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Chemin de fer de la baie d'Hudson—213.

GUNN, Benjamin B. (*Huron-sud*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi sur falsification des denrées alimentaires—27; loi des grèves et des lockouts—34; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46; loi des primes au pétrole—56.
Motions—
Motions sans discussion—Chenal de Red-Head, N.-E.—155.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Prohibition de la vente des cigarettes—223.
Subsides—
Vote des crédits—
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—276.

GUTHRIE, Hugh (*Wellington-sud*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer canadien du Pacifique—77; chemin de fer du Grand-Tronc—78.

HAGGART, Hon. John Graham (*Lanark-sud*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi d'échange de certains terrains—25; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—26; loi au fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—27; loi des grèves et des lockouts—44; loi d'inspection des installations électriques—49; loi minière du Yukon—53; loi du terminus de Winnipeg—59.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer Oriental de Québec—80.
Motions—
Motions discutées—Canal de Trent—144.
Résolutions—
Motions avant formation—Dépôt de documents—241.
Vote des crédits—
Résolutions du gouvernement—Pensions des employés de chemin de fer—198; subventions de chemins de fer—207.
Résolutions par des députés—Tarif de 2 cents du mille—233.
Subsides—
Chemins de fer et Canaux—Administration du ministère des Chemins de fer et Canaux—251; canal Cornwall, élargissement—253.
Marine et Pêcheries—Encouragement du transport du poisson frais—270.
Postes et Travail—Crédit supplémentaire, dépenses casuelles—279.
Travaux publics—Glace-Bay, port—285.
Voies et moyens—
Tarif douanier—315.

HALL, R. R. (*Peterborough-ouest*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer Dominion Central—78.
Motions—
Motions discutées—Canal de Trent—144.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Rapport de la commission des transports—224; tarif de 2 cents du mille—233.
Voies et moyens—
Tarif douanier—317, 336.

HENDERSON, David (*Hamilton*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des droits de douane—16, 17, 18; loi d'inspection des installations électriques—50; loi de l'inspection et de la vente—50; loi des postes (amendement)—54.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Chemin de fer de colonisation du Nord—78; chemin de fer de la rivière des Quinze et Rivière Blanche—81; compagnie d'assurances "Fidelity Life of Canada"—82; compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86.
Comités—
Comité d'agriculture—94.
Incidents et interpellations—
Rapports de la commission du Transcontinental—125; service postal de la Chambre—127; statistique de navigation et de commerce—127.
Motions—
Motions sans discussion—Droits sur les machines agricoles—156.
Quetions—
Douanes—Droits sur le tabac—169; droits perçus sur instruments aratoires—169; droits perçus sur les sucres—169; exportation d'instruments aratoires—169.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Entrepôts glacières—196; primes sur le fer et l'acier—200.
Subsides—
Vote des crédits—
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—257.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—265.
Marine et Pêcheries—Phares et service côtier—272; réorganisation de la comptabilité—273.
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—276, 277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278.
Travaux publics—Edifice du parlement, agrandissement—289; nouveaux bureaux administratifs—289; Observatoire astronomique—291.
Voies et moyens—
Tarif douanier—316, 317, 319, 320, 321, 322, 323, 326, 327.

HERRON, John (*Alberta*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'ouest—9.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des arpentages et des arpenteurs—12; loi des droits de douane—16; loi des grèves et des lockouts—35.
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Incidents et interpellations—
Application de la loi concernant les conflits économiques—111; demande de rapports, documents, etc.—118.
Motions—
Motions de censure—Emplacement du village de Blairmore—141.
Motions sans discussion—Cause Lyon-Montalbetti—155.
Questions—
Intérieur—Achat de bestiaux pour les Indiens—171; M. W. H. Hepburn—173.

HERRON, John—*Suite.*
Résolutions—
Résolutions par des députés—Les charbonnages de l'ouest—210, 211; prix du bois au Nord-Ouest—221; terres aux vétérans Sud-africains—234.
Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—235.
Vote des crédits—
Agriculture—Recensement et statistique—250.
Intérieur—Indiens, Ontario et Québec—267.
Justice—Gendarmerie à cheval—269.
Postes et Travail—Administration centrale, traitement du personnel—278; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—279.
Travaux publics—Alberta, Edmonton, pavillon immigrants—282.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Compagnie forestière du sud de l'Alberta—302.

HUGHES, J. James (*King, I.P.-E.*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Communications de l'I.P.-E.—8.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—49.
Incidents et interpellations—
Communications entre I.P.-E. et terre ferme—114.
Motions—
Motions discutées—Communication d'hiver de l'I.P.-E.—145; naufrages à l'I.P.-E.—150.
Questions—
Marine—Communications de l'I.P.-E.—180; naufrage du "Sovinto"—181.
Travaux public—Tunnel de l'I.P.-E.—192.
Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport comm. des transports—226.
Subsides—
Chemins de fer et canaux—Murray-Harbour, embranchement—254.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—264.
Marine et pêcheries—Ecole de salaison du poisson—270.
Postes et Travail—Administration centrale, traitement du personnel—276.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Communications avec I.P.-E.—306, 307.

HUGHES, Samuel (*Victoria et Haliburton*).
Ajournements—
Motions pour discusion—Conférence coloniale—9.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des arpentages et des arpenteurs—12; loi du Yukon (amendement)—60; loi des terres fédérales—68.
Déclarations ministérielles—
Convention postale entre Canada et Grande-Bretagne—100.

HUGHES, Samuel—*Suite.*
Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieux de France—108; M. S. Hughes et le clergé—109; "Star" et M. Sam. Hughes—110.
Incidents et interpellations—
Camp militaire de Petewawa—114; démission de Lord Aylmer—118; démission de l'honorable Emmerson—118; grève des charbonnages du Nord-Ouest—121.
Motions—
Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—130.
Motions de censure—Commission des assurances (manœuvres politiques)—139.
Motions discutées—Canal de Trent—144; receveur de poste de Cannington—151; tarifs de transport—152.
Motions sans discussion—Colon du township 30—155; fusils de guerre—156; pouvoirs d'eau canal de Trent—158.
Questions—
Commerce—Enquête sur les étalons de grain—161.
Chemins de fer et canaux—Canal de Trent (pouvoirs hydrauliques)—162.
Intérieur—Destitution d'agents—173.
Justice—Canadiens prisonniers en Uruguay—177.
Milice—Aide de la milice aux autorités civiles—183; hausse Sutherland—184; médailles de la campagne du Nil—184.
Postes et travail—Bureau de poste de Wellburn—186.
Revenu de l'Intérieur—Alcool dénaturé—188.
Travaux publics—Champ de tir de Victoria, Ont—189; creek Maclaren—189; noyade Duncan McCallum—190; salle d'exercice de Lindsay, Ont.—192.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Canal entre Coboconck et rivière Gull—210; politique d'immigration—218; solidarité entre Grande-Bretagne et colonies—229; terres aux vétérans sud-africains—233; terres aux soldats anglais libérés—234; transport des tireurs de la milice—234.
Subsides—
Motions avant formation—Fusil Ross—243; Retraite colonel Aylmer—246.
Vote des crédits—Chemins de fer et canaux—Construction—253.
Commerce—Service de ss. entre Canada et Australie—255; service de ss. entre Canada et Sud-Africain—256.
Divers—Bibliothèque du Parlement—259; indemnités R. Wainright—259.
Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—264.
Intérieur—Agent d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266; arpentages, plans—266; gratification à veuve de M. J. B. White—267; service extérieur—268; installation du personnel de l'Ecole Technique de Brandon—268; indemnités aux gendarmes blessés dans service—269.
Milice—Habillements et accessoires—274, 275; levés de plans—Solde des ingénieurs royaux—275; propriétés militaires—Entretien—276.

HUGHES, Samuel—*Suite.*
Travaux publics—Lac Last Mountain—282; Selkirk, édifice public—283; Winnipeg, hôtel des postes—283; édifices législatifs—Renouvellements—288; édifices législatifs—Ventilation—288; hôtel des postes; chambre des Communes—288; édifices publics, charbon—288; édifices publics, éclairage—288; Toronto, salle d'exercices—293; Humboldt, édifice public—298.
Vote du budget—Don aux sinistrés de la Jamaïque—339.

HUNT, A. B. (*Compton*).
Questions—
Milice—Mort du soldat Armstrong—184.

JACKSON, Samuel J. (*Selkirk*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des Postes (amendement)—55.
Subsides—
Vote des crédits—Intérieur—Arpentages, plans—266.

JACKSON, William (*Elgin-ouest*).
Incidents et interpellations—
Tarif des messageries—128.
Motions—
Motions sans discussion—Ferme expérimentale—156.
Questions—
Douanes—Droit de douanes à Port-Stanley—169.
Travaux publics—Dock de Port-Stanley—190.
Subsides—
Vote des crédits—Agriculture, stations agronomiques—250.
Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—261.
Marine et pêcheries—Phares et service côtier—272.
Travaux publics—Port-Burwell, améliorations—292; Port- Stanley, port—292.

JOHNSTON, Alexander (*Cap Breton-sud*).
Ajournements—
Motions du gouvernement—Fête de Noël—7.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—35, 39.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Accident and Guarantee Company of Canada—75; chemin de fer de Témiscouata—81; Trader's Life Insurance Co.—85; Union des femmes missionnaires des Baptistes Unis du Canada—85.
Comités—
Comité des comptes publics—97.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—103.
Incidents et interpellations—
Conduite du commissaire de douanes—116.
Motions—
Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—130.
Motions de censure—Application de la loi électorale—133.
Motions discutées—M. McIlright, d'Halifax—149; naufrage à l'I.P.-E.—150.

JOHNSTON, Alexander—*Suite.*
Questions—
Douanes—M. H. C. Blair—169; M. John C. Bourinot—169; M. W. Wilson—169.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Conflits du travail—217; prohibition de la vente des cigarettes—217.
Subsides—
Vote des crédits—Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266.
Travaux publics—Cow-Bay, brise-lames—284; Glace-Bay, améliorations—285; quai de Jersey-Cove—286; Toronto, casernes—293.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—311.
Tarif douanier—336.

KEMP, Albert E. (*Toronto-est*).
Bills—
Bills d'intérêt public—Bills sanctionnés—Loi du poinçonnage de l'or et de l'argent (amendement)—69.
Bills d'intérêt privé—Bills n'ayant pas passé—Manufacturer's Bank of Canada—89.
Motions—
Motions discutées—Naufrages à l'I.P.-E. 150.
Motions sans discussion—Annuaire statistique—154.
Questions—
Douanes—Importations américaines en transit—170.
Finances—Presse associée—171
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Acte des douanes—193; inspection des conserves alimentaires—197.
Subsides—
Vote des crédits—Commerce—Service de ss. entre Grande-Bretagne et Canada—256.
Travaux publics—Toronto, salle d'exercices—293; Toronto, port—293.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Tarif douanier—333, 334.

KENNEDY, James B. (*New-Westminster*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi concernant le traité avec le Japon—60.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer 1903 (amendement)—73.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Compagnie du Pont de Québec—199.
Résolutions par des députés—Prix du bois au Nord-Ouest—222; prohibition de la vente des cigarettes—223.
Subsides—
Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Protection des pêcheries—273.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—310.

KNOWLES, W. E. (*Assiniboine-ouest*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—9.
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des droits de douanes—17.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—compagnie d'assurances Prudential du Canada—82.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Charbonnages de l'Ouest—211; chemin de fer de la Baie-d'Hudson—213.
Subsides—
Vote des crédits—Postes et travail—Administration centrale—Traitements du personnel—277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—279.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—300, 301, 303.
Tarif douanier—323, 327.

LACHANCE, Arthur (*Québec-centre*).
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Banque Nationale du Canada—75.

LAKE, Richard S. (*Qu'Appelle*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des arpentages et des arpenteurs—12; loi des droits de douane—16; loi de la représentation de l'Alberta et de la Saskatchewan—57.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—64, 66, 67.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—103.
Incidents et interpellations—
Grève des charbonnages du Nord-Ouest—121.
Motions—
Motions de censure—Emplacement du village de Blairmore—139, 140.
Motions sans discussions—Ecoles indiennes de Muscowequan—156; terrains houillers—159; ventes de terres fédérales—159.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Transport de la houille sur chemin de fer Passe du Nid-de-Corbeau—166.
Douanes—Estimation douanière des moissonneuses McCormick et Deering—169; sucre des Iles Fiji—170.
Intérieur—Arrivages d'immigrants—172; concession de terres aux Doukobors—173; employés au ministère de l'Intérieur—173; immigration au Canada—174; inscriptions de homesteads—175; réserve du Lac Croche—176; taxation des terres du C. P. R.—176; terrains houillers du C. P.R.—176; terres de la Cie de la vallée de la Saskatchewan—176; titres de terrains—177.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—204.
Résolutions par des députés—Les charbonnages de l'Ouest—211; chemin de fer de la Baie d'Hudson—213; prix du bois au Nord-Ouest—222; solidarité entre Grande-Bretagne et colonies—231; terres aux vétérans Sud-Africains—233.

LAKE, Richard S.—*Suite*
Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—236; fonctionnaires publics dans élections—243.
Vote des crédits—Agriculture—Recensement et statistique—250.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266.
Postes et travail—Administration centrale, traitement du personnel—277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278; service postal—279.
Revenu de l'intérieur—M. Frank Nicolas—280.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Cie foncière du sud de l'Alberta—302.
Tarif douanier—315, 316, 320, 321, 324, 337.

LALOR, Francis Ramsay (*Haldimand*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19; loi de l'inspection des conserves en boîtes—47; loi d'inspection des installations électriques—50.
Questions—
Douanes—Exportations en Allemagne—169; importations articles de tricot—170.
Intérieur—Ecoles de la réserve des Six Nations—173.
Milice—Armes du 27e bataillon (Haldimand)—183.
Travaux publics—Jetée à Port Maitland—191.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Acte des douanes—193; inspection des conserves alimentaires—197, primes sur le fer et l'acier—200.
Subsides—
Vote des crédits—Intérieur—Indiens—Ontario et Québec—267.
Milice—Habillements et accessoires—274.
Travaux publics—Collingwood, port—287.
Voies et moyens—
Tarif douanier—314, 315, 336.

LANCASTER, Edward A. (*Lincoln-et Niagara*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22, 24, 26; loi des grèves et des lockouts—34, 36; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46; loi du ministère des mines—52.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62.
Bills d'intérêt public—Bills sanctionnés—Loi des chemins de fer (arbitrages)—68, 69.
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69; loi des chemins de fer (amendement)—70, 71.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer du Grand-Tronc—78; chemin de fer de la rivière des Quinze et rivière Blanche—81; compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—88.

LANCASTER, Edward A.—*Suite*
Motions—
Motions par les députés—Accidents, I.C.R. —143; voies fluviales internationales—153.
Questions—
Divers—Recul des chutes du Niagara—168; volume des chutes du Niagara—169.
Postes et travail—Transport des dépêches, Havre-aux-Bouches—188.
Travaux publics—Retrait des chutes du Niagara—189.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Inspection des conserves alimentaires—197; primes sur le fer et l'acier—200.
Résolutions par des députés—Tarif de deux centins du mille—232.
Subsides—
Motions avant formation—Vacance à cour suprême N.-E.—248.
Vote des crédits—Agriculture—Stations de fumigation—281.
Voies et moyens—
Tarif douanier—316, 321, 322, 323.

LANCTOT, Roch (*Laprairie-Napierville*).
Bills—
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—73.

LAPOINTE, Ernest (*Kamouraska*).
Questions—
Agriculture—Frais de déplacement de M. Chapais—160.
Chemins de fer et Canaux—Voitures automobiles sur I.C.R.—167.

LAURENCE, Frederick A. (*Colchester*).
Bills—
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi de l'inspection des barges—73.
Motions—
Motions par députés—Accidents sur l'I.C. R.—142.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., accidents et indemnités—162.
Résolutions—
Résolutions par députés—Abrogation des traités de cabotage—208.

LAURIER, Sir Wilfrid (*Québec-est*).
Ajournements—
Motions du gouvernement—Fête de Noël—7; mercredi des cendres—7; vacances de Pâques—7.
Motions pour discussion—Conférence coloniale—8.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—25; loi des grèves et des lockouts—30, 34, 36, 37; loi de naturalisation (amendement)—56; loi des primes au pétrole—56; loi de la représentation de l'Alberta et Saskatchewan—57; loi de la version française des statuts revisés—58; loi concernant le traité avec le Japon—60.

LAURIER, Sir Wilfrid—*Suite.*
Bills n'ayant pas passé—Loi de la prestation des serments d'office—64; loi des terres fédérales—65.
Bills d'intérêt public—
Bills sanctionnés—Loi des chemins de fer (arbitrage)—69; loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—70; loi des chemins de fer (amendement)—71.
Bills d'intérêt privé—Motions au sujet de pétitions—75; interprétation du règlement—75.
Comités—
Comité de la bibliothèque—95; comité de la coalition des marchands de bois—95; comité des comptes publics—95; comité des impressions—98; comités permanents —99.
Décès—
M. Edward Cochrane—99; Lady Victoria Grenfell—99; M. Thomas Martin—99; M. A. A. Stockton—99.
Déclarations ministérielles—
Démission de l'honorable Emmerson—100; démission de l'honorable Hyman—100; enquête de la commission des assurances—100.
Discours du trône—
Adresse en réponse—101.
Elections—
Démission de l'honorable Hyman—105.
Explications personnelles—
Accusations contre députés—106.
Incidents et interpellations—
Achats à maison Lamontagne et "Soleil"—110; aliénation du canal de Beauharnois —110; allégations contre membres du parlement—111; bureau de poste de Montréal—114; conseil impérial—116; démission Emmerson—118; démission du sénateur Gowan—118; démission de l'honorable Hyman—118, 119; grève des charbonnages du Nord-Ouest—122; juge à Saint-Hyacinthe—122; nomination de nouveaux sénateurs—124; prime du pétrole—125; question d'ordre—125; relations du Canada et des Etats-Unis—126; retard de distribution—126; statuts refondus—127; tracé du Transcontinental au Nouveau-Brunswick—128; tremblement de terre à Kingston, Jamaïque—128.
Motions—
Motions du gouvernement—Besogne de la Chambre—129; adresse en réponse au discours du trône—130; discussion des subsides—130; discussion des voies et moyens—130.
Motions de censure—Agissements de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—131; commission des assurances (rapport) —136; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre)—138.
Motions par députés—Démission Hyman—143.
Motions discutées—Forces hydrauliques du Canada—148; M. McIlreith, d'Halifax—149; tarifs de transport—152; tracé du Transcontinental—152, 153; voies fluviales internationales—153.

LAURIER, Sir Wilfrid—*Suite.*
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—201, 204.
Résolutions par députés—Abrogation des traités de cabotage—209; caisses de retraites pour vieillards—209, 210; canal entre Coboconck et rivière Gull—210; chemin de fer de la baie d'Hudson—214; langue française—217; prix du bois au Nord-Ouest—222; prohibition de la vente des cigarettes—223, 224; représentation des provinces maritimes—228; solidarité entre Grande-Bretagne et colonies—231; terres aux soldats anglais libérés—234.
Subsides—
Motions avant formation—Agissements de T. W. R. Preston—234; commission des assurances—238; conférence coloniale—239; démission Hyman—239, 240; dépôt de documents—242; frontière du Yukon—243; relations internationales—246; service frigorifique—246.
Vote des crédits—Divers—Bureau du Conseil privé—257.
Marine et Pêcheries—Surveillance des eaux septentrionales du Canada—274.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Affaires de la Chambre—299; exécution des lois fédérales—306; ministère des Travaux publics—307; nomination des nouveaux sénateurs—308.
Tarif douanier—318, 334.

LAVERGNE, Armand (*Montmagny*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—33, 34; loi de l'inspection des installations électriques—50; loi de la marine marchande (amendement)—51; loi des primes du pétrole—56; loi de la version française des statuts revisés—57.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—61.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—72; loi de la navigation des eaux intérieures—74.
Comités—
Comité d'agriculture—93; comité des impressions—98.
Explications personnelles—
Accusations contre députés—107; démenti au "Nationaliste"—108; M. A. Lavergne et premier ministre—109; "Soleil" de Québec—110.
Incidents et interpellations—
Commission des assurances—115; demande de rapports, documents, etc.—117; immigration européenne—122; loi d'immigration de la C.-A.—123; nomination de nouveaux sénateurs—124; portefeuille de la Marine et des Pêcheries—125.
Motions—
Motions du Gouvernement—Besogne de la Chambre—130.
Motions de censure—Commission des assurances, rapport—136, 137; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre)—138; démission de l'honorable M. Hyman—142.
Motions discutées—Tracé du Transcontinental—153.

LAVERGNE, Armand—*Suite.*
Questions—
Agriculture—Annuaire statistique—160.
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., agent de service des voyageurs—162; annonces du Transcontinental à Québec—162; gare du marché Champlain à Québec—164; langue française aux chemins de fer—164; Transcontinental-national, division Québec-Moncton—166.
Divers—
Collection héraldique du Canada—167; congrès intercolonial à Londres—167; J. E. Marier—168; prote à l'imprimerie nationale—168; réforme du Sénat—168.
Finances—Billets fédéraux—171; immigration française—174; prix du passage pour colons—175; races anglaise et française—176.
Justice—Statuts refondus (1906)—179.
Marine—Bateau-traversier de Québec à Lévis—180; M. Ulric Dion—180; Saint-Charles de Caplan, congélateur de boitte—182.
Milice—Recrues d'Angleterre à Québec—184.
Postes et travail—Langue française aux Postes—187.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—205, 206.
Résolution par des députés—Langue française—217; politique d'immigration—218.
Subsides—
Vote des crédits—Postes et travail—Crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278.

LAVERGNE, Louis (*Drummond-et-Arthabaska*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'inspection des installations électriques—50; loi des Postes (amendement)—55.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer des cantons de l'est—77; chemin de fer de la rivière des Quinze et rivière Blanche—81.
Incidents et interpellations—
Appointements du personnel des Postes—111.

LAW, Bowman Brown(*Yarmouth, N.-E.*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83.
Subsides—
Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Phares et bateaux-feux—272.
Travaux publics—Port de Yarmouth, améliorations—286.

LEFURGEY, Alfred A. (*Prince, I.P.-E.*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Communications de l'I.P.-E.—7.
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—28; loi de l'inspection des conserves en boîtes—47.

LEFURGEY, Alfred A.—*Suite*

Comités—
Comité des comptes publics—95.
Explications personnelles—
Accusations contre députés—107.
Incidents et interpellations—
Communication entre I.P.-E. et terre ferme—115, 116.
Motions—
Motions discutées—Chemin de fer de l'I. P.-E.—144; communications d'hiver de l'IP.-E.—145, 146; naufrages à l'I.P.-E.—149.
Motions sans discussion—Champ de tir de Charlottetown—155; instructions aux agents—157; propriétés Wiggins et Malley—158.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Enquête sur employés chemin de fer de l'I.P.-E.—164; hangar à marchandises à Summerside—164; horaire du chemin de fer de l'I.P.-E.—164; houille pour chemin de fer de l'I.P.-E.—164; réclamations contre chemin de fer de l'I.P.-E.—165; I.C.R., signaux automatiques McPhee—166; wagons automobiles pour I.C.R.—167.
Divers—Subventions et frontières des provinces—169.
Douanes—Droits de douane sur voitures de ferme—169.
Finances — Subventions provinciales — 171.
Intérieur—Agents d'immigration—171.
Justice—Distribution des statuts refondus dans l'I.P.-E.—177.
Marine—Communication de l'I.P.-E.—180; droits de port de Pictou—181; naufrage du "Sovinto"—181; pêche du "Quahang" —181; perte du "G. A. McKeen"—181; reproduction du homard Baie d'Egmount —182.
Postes et travail—Distribution des lettres à Charlottetown—186; service d'hiver entre l'I.P.-E. et terre ferme—187.
Travaux publics—Dragage de l'I.P.-E.—190; dragage à Pictou—190; tunnel de l'I. P.-E.—192.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—203, 206.
Résolutions par des députés—Terres aux vétérans sud-africains—234.
Subsides—
Vote des crédits—Chemins de fer et Canaux—Chemin de fer de l'I.P.-E.—254.
Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—263.
Marine et Pêcheries—Entrepôts frigorifiques pour la boitte—271; établissements de pisciculture—271.
Travaux publics—Alberta—Edmonton—Pavillon immigrants—282.
Ile du P.-E.—Port de Summerside, brise-lames—282.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Communications avec I.P.-E.—307.

LEMIEUX, Hon. Rodolphe (*Gaspé*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—9.

LEMIEUX, Hon. Rodolphe—*Suite.*

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—13; loi des grèves et des lockouts—30 à 45; loi d'inspection des installations électriques—50; loi du ministère des mines—52; loi des Postes (amendement)—54, 55.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi sur les sociétés industrielles et coopératives—74.
Comités—
Comité des impressions—98.
Déclarations ministérielles—
Convention postale entre Canada et Etats-Unis—99, 100; convention postale entre Canada et Grande-Bretagne—100.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—104.
Elections—
Vacances—105.
Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieux de France—109.
Incidents et interpellations—
Application de la loi concernant les conflits économiques—111; appointements du personnel des Postes—111, 112; encombrement, transport au Nord-Ouest—120; grève des charbonnages du N.-O.—121, 122; grève des téléphonistes de Toronto—122; loi des grèves et des lockouts—122; portefeuille de la Marine et des Pêcheries—125; receveur des Postes de Hampton, N.-E.—125; service postal de la Chambre—127; service postal entre Canada et Grande-Bretagne—127; sociétés industrielles et coopératives—127.
Motions—
Motions discutées—Poste rurale—151; receveur de poste de Cannington—151.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Commission du port de Montréal—193.
Résolutions par des députés—Caisse de retraite pour vieillards—210; les charbonnages de l'Ouest—213; conflits du travail —215; politique d'immigration du Gouvernement—220.
Subsides—
Motions avant formation—Fonctionnaires publics dans élections—243; transport par poste, journaux immoraux—248.
Vote des crédits—Divers—Appointements des traducteurs des Débats—257.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—265, 266.
Postes et Travail—Adjoint et sous-ministre des Postes—276; administration centrale, traitements du personnel—276, 277, 278; cas de M. J. A. W. Lebel—278; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278; différend entre compagnie Bell et employés à Toronto—278; enquête du chemin de fer du Père Marquette—278; impressions et papeterie—278; service extérieur—278; dépenses diverses—279; service postal—279; département du Travail — Traitements du personnel — 279; "Gazette du Travail"—279; secrétaire du ministre du Travail—279; traitement

LEMIEUX, Hon. Rodolphe—*Suite.*
de M. H. A. Ackland, secrétaire—280; traitement de J. D. McNiven, contrôleur des salaires courants—280.
Travaux publics—Iles de la Madeleine—295; Pointe au Père, quai—295; Sainte-Anne des Monts, refuge—297.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Gare de Charing-Cross—306.
LENNOX, Haughton (*Simcoe-sud*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—28, 29; loi des grèves et des lockouts—33, 35, 38, 42, 43, 45; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46; loi du ministère des mines—52; loi des statuts revisés (amendement)—59.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—61; loi des terres fédérales—65, 66, 67.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—72; loi des juges des cours provinciales (amendement)—73.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer du Grand-Tronc—78, 79; chemin de fer Manitoba-Radial—80; compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83; Port Arthur Power and Development Co.—89.
Comités—
Comité des comptes publics—95, 98.
Explications personnelles—
M. L. G. McCarthy et le juge comté de Simcoe—110.
Incidents et interpellations—
Appointements du personnel des Postes—111, 112; canal de la vallée de Trent—114.
Motions—
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—131; application de la loi électorale—133; commission des assurances (manœuvres politiques)—138, 139.
Motions par députés—Motion d'ordre—142.
Motions discutées—Canal de Trent—144.
Motions sans discussion—Lettre circulaire aux juges—157.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Matériel roulant du G.-T.-P.—164.
Intérieur—Appréciation du Canada par M. Preston—171; hon. W. McInnes—175; M. W. T. R. Preston et l'Afrique-centrale—175.
Postes et Travail—Bureau de poste de Galt—185; salaires des maîtres de poste—187.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Pension des employés de chemins de fer—198.
Résolutions par députés—Canal de Coboconck à rivière Gull—210
Subsides—
Motions avant formation—Agissements de W. T. R. Preston—234; commission des assurances—237.

LENNOX, Haughton—*Suite.*
Vote des crédits—Agriculture—Archives (personnel)—249; police sanitaire des Epizooties—250; recensement et statistique—250.
Chemins de fer et Canaux—Canal Chambly, contribution pour conduit sous canal à Saint-Jean—252; construction—253.
Chemin de fer Intercolonial—Moncton—Ateliers de construction de locomotives et terrains—254.
Finances—Dépenses de la commission royale—260, 261.
Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278; inspection des poids et mesures—280; inspection du gaz et de l'électricité—280.

LEONARD, J. E. Emile (*Laval*).
Questions—
Chemins de fer et Canaux—M. Philias Payette—165.
Intérieur—Immigration de Saint-Pierre et Miquelon—174.

LEWIS, Edward N. (*Huron-ouest*).
Incidents et interpellations—
Rapports entre Canada et Etats-Unis—125.
Subsides—
Motions avant formation—Relations internationales—246.
Vote de crédits—Postes et Travail—Administration centrale, traitement du personnel—276.

LOGAN, Hance J. (*Cumberland*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—33, 38, 39, 40, 41, 45.
Budget—
Discours du budget—92.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Pensions des employés de chemins de fer—198.
Résolutions par des députés—Conflits du travail—216.
Subsides—
Vote des crédits—Chemins de fer et Canaux—Administration du ministère des Chemins de fer et Canaux—251.
Postes et Travail—Administration centrale, traitement du personnel—276.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—
Tarif douanier—332, 335.

LOGGIE, William S. (*Northumberland, N.-B.*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—48.
Motions—
Motions par députés—Accidents sur I.C.R.—143.
Subsides—
Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Encouragement du transport du poisson frais—270; entrepôts frigorifiques pour la boëtte—271.

LOGGIE, William S.—*Suite.*

Travaux publics—Pointe-aux-Chênes, quai —283.

Voies et moyens—
Tarif douanier—316.

MACDONALD, Edward M. (*Pictou*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—27, 28, 29; loi des grèves et des lockouts—31; loi de l'inspection des conserves en boîtes—49.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—72; loi des chemins de fer de l'Etat—72.
Bills d'intérêt privé—Brevets de W. A. Damen—76; Residential Fire Insurance Co.—85.

Comités—
Comité des comptes publics—98.

Incidents et interpellations—
Camp militaire de Petawawa—114.

Motions—
Motions par députés—Accidents sur l'I.C. R.—142, 143.
Motions discutées—Communications avec l'I.P.-E.—147; naufrages à l'I.P.-E.—149.

Résolutions—
Résolutions par députés—Abrogation des traités de cabotage—208; prohibition de la vente des cigarettes—223; représentation des Provinces Maritimes—228; tarif des voyageurs de deux centins le mille—233.

Subsides—
Motions avant formation—Vacances cour suprême N.-E.—249.

Subsides—
Vote des crédits—Divers—Bureau de M. Fred. Toller—264.

Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Communications avec I.P.-E.—307.

MACDONELL, Angus Claude (*Toronto-sud*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique—23; loi des grèves et des lockouts—33, 45; loi des postes (amendement)—55.
Bills n'ayant pas passé—Loi du service civil—62.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des élections fédérales (amendement)—73; loi des liquidations judiciaires (amendement)—73; loi de la propriété littéraire et artistique (amendement)—74.
Bills d'intérêt privé—Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86.

Incidents et interpellations—
Appointements du personnel des Postes—111; camp militaire de Petawawa—113; exposition de Toronto et de Sherbrooke —120; immigration dans Ontario—122; sinistres dans le port de Toronto—127.

MACDONELL, Angus Claude—*Suite.*

Motions—
Motions de censure—Emplacement du village de Blairmore—140.
Motions sans discussion—Assurances contre l'incendie—154; bassin de radoub d'Halifax—154; défense navale—155; navires du Canada—157; pensions aux employés I.C.R.—157; subvention au chemin de fer Témiscamingue—158.

Questions—
Commerce—Commerce avec l'Australie—161.
Chemins de fer et Canaux—Tapis pour I. C.R.—
Finances—Actif du Canada—171.
Justice—Employés des pénitenciers—177.
Marine—Stations de sauvetage, port de Toronto—182.
Postes et Travail—Courriers de Toronto vers l'est—186; réparations, bureau de poste de Toronto—187; salaires des employés de poste—187.
Travaux publics—Navigation de la baie d'Hudson—191; port de Toronto—191.

Résolutions—
Résolutions par des députés—Conflits du travail—215.

Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—237.

Subsides—
Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Récompenses pour sauvetage et postes de sauvetages—273.
Milice—Habillements et accessoires—274; propriétés militaires—Construction, réparation—276.
Travaux publics—Toronto, port—293.

Voies et moyens—
Tarif douanier—323, 325, 328, 329.

MACLAREN, Alexander F. (*Perth-nord*).

Voies et moyens—
Tarif douanier—320.

MACLEAN, Alexander K. (*Lunenburg*).

Bills—
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69.

Comités—
Comité d'agriculture—94.

Incidents et interpellations—
Modus vivendi des pêcheurs—124.

Questions—
Intérieur—North Atlantic Trading Co—175.

Subsides—
Motions avant formation—Baux de pâturages—237.

Vote des crédits—
Commerce—Ministère du Commerce—255.
Travaux publics—Eskasoni, quai—284.

Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Cie foncière du sud de l'Alberta —304; permis aux pêchers américains en vertu du "Modus Vivendi"—308, 309.

MACLEAN, William F. (*York-sud, O.*)

Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—9.

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des chemins de fer (amendement)—13; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—21 à 26; loi des grèves et des lockouts—30, 34, 42; loi de l'inspection des conserves en boîtes—45, 47; loi du ministère des mines—52; loi de la version française des statuts revisés—58; loi des statuts revisés (amendement)—59.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—70, 71, 72; loi de la vente des billets de chemin de fer—74.
Bills sanctionnés—Chemin de fer Canadian Northern, Ont.—77; chemin de fer du Grand-Tronc—78, 79; chemin de fer de la Rivière des Quinze et Rivière Blanche—81; Compagnie d'assurances Prudential du Canada—82; Compagnie "Long Lake and Saskatchewan Railway and Navigation—83; "Royal Victoria Life Insurance Co."—85.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86; Compagnie de pont et de terminus d'Owen-Sound—89; "Manufacturer's Bank of Canada"—89.

Discours du Trône—
Adresse en réponse—102.

Incidents et interpellations—
Commission des assurances—115; emprunts renouveler—120; loi des chemins de fer—122; subventions provinciales—127; tarif de chemin de fer—128; tremblement de terre à Kingston, Jamaïque—128; vente des billets de chemin de fer—129.

Motions—
Motions du Gouvernement—Besogne de la Chambre—130.
Motions discutées—Forces hydrauliques du Canada—148.

Questions—
Chemins de fer et Canaux—Parcours sur chemins de fer de l'Etat—165.
Divers—Traitement des fonctionnaires de l'Etat—168; traitements et gages des employés publics à Ottawa—168.
Douanes—Droits de douane et d'accise sur spiritueux—169.
Justice—Expropriation des téléphones—178.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—193; cours suprêmes d'Alberta et Saskatchewan—195; primes sur le fer et l'acier—200; subsides aux provinces—201.
Résolutions par des députés—Caisse de retraite pour vieillards—210; représentation des Provinces maritimes—228; solidarité entre Grande-Bretagne et colonies—230; tarif de deux centins le mille—232.

Subsides—
Vote des crédits—Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—262, 263.

MACLEAN, William F.—*Suite.*

Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—Travaux publics—Toronto, bureau de douane—292; Toronto, casernes permanentes—293.

Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Exécution des lois fédérales—305; tarif douanier—317, 318, 322, 325, 328, 334.

MACPHERSON, Robert George (*Vancouver, cité*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi sur falsification des denrées alimentaires—26, 27; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46.
Bills d'intérêt public—Bills sanctionnés—Loi du poinçonnage de l'or et de l'argent (amendement)—69.
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie de chemin de fer et navigation de Burrard à Westminster et frontière—77; convention entre diverses compagnies—82; Compagnie du pont de la rivière Sainte-Marie—84; "Dominion Fire Insurance Co."—85.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer de Vancouver à Coast-Kootenay—85; chemin de fer Central du Yukon—85.

Questions—
Chemins de fer et Canaux—Tarif de chemin de fer—128.
Justice—Charge de juge en Colombie-Anglaise—177.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Inspection des conserves alimentaires—197.
Résolutions par des députés—Prix du bois au Nord-Ouest—222.

Subsides—
Motions avant formation—Fusil Ross—244; Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Croiseur pour protection des pêcheries Pacifique—270; protection des pêcheries—272.

Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—302; permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—309, 310; terres cédées au G.-T.-P.—312.
Bills d'intérêt public—
Bills—

McCARTHY, Leighton G. (*Simcoe-nord*).

Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69; loi d'inspection des bateaux à vapeur (amendement)—73; loi de la vente des billets de chemin de fer—75.
Bills d'intérêt privé—
Motion au sujet de discussions—75; interprétation du règlement—75.
Bills sanctionnés—
Brevets P. D. Green, etc—75; chemin de fer de Collingwood—78.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer de Québec, Montréal et Sud—86.

McCARTHY, Leighton G.—*Suite.*
Explications personnelles—
M. L. G. McCarthy et juge comté de Simcoe—110.
Incidents et interpellations—
Canal de la Vallée de Trent—114.
Motions—
Motions de censure—Comm. des assurances (rapport)—137.
Motions discutées—Canal de Trent—144.
Résolutions—
Résolutions par député—Représentation des provinces maritimes—229.
Voies et moyens—
Tarif douanier—319.

McCARTHY, Maitland Stewart (*Calgary*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—35.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—64, 67, 68.
Bills d'intérêt privé—North Western Trust and Loan Co.—85.
Incidents et interpellations—
Grève des charbonnages du N.-O.—121 terres aux vétérans—128.
Motions—
Motions sans discussion—Affermage de pâturages—154; concessions de terres aux chemins de fer—155; terres boisées C.-A.—159.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—C.P.R., passages souterrains à Calgary—165.
Douanes—Droit sur la laine—169.
Intérieur—Irrigation provinces de l'Ouest—175; terres fédérales du N.O.—176.
Subsides—
Vote des crédits—
Justice—Gendarmerie à cheval—269.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Cie foncière au sud de l'Alberta—299.
Tarif douanier—327.

McCOOL, Charles A. (*Nipissing*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. de la Rivière des Quinze et rivière Blanche—81.
Incidents et interpellations—
Camp militaire de Petawawa—114.
Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport comm. des transports—226.

McCRANEY, George E. (*Saskatchewan*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—10.
Bills—
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—68.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie "Long Lake and Saskatchewan Railway and Navigation"—83; compagnie des terres de la Vallée Saskatchewan et chemin de fer de la baie d'Hudson—84.

McCRANEY, George E.—*Suite.*
Incidents et interpellations—
Motions—
Motions de censure—Agissements de fonctionnaires au ministère de l'Intérieur—131.
Questions—
Intérieur—Certificats des Métis—172.
Postes et Travail—Receveur des Postes de Régina—187; receveur des postes de Prince-Albert—187.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Chemin de fer de la baie d'Hudson—214.

McINTYRE, Gilbert H. (*Perth-sud*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—70.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer de St. Mary and Western Ontario—81; compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—87.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Conflits du travail—216; langue française—217.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—
Tarif douanier—321.

McINTYRE, Wilbert (*Strathcona*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des terres fédérales—67.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés Chemin de fer d'Athabaska—77; chemin de fer de Calgary à Edmonton—77; chemin de fer Canadien du Nord de Québec—77; Compagnie "Long Lake and Saskatchewan Railway and Navigation"—83.
Questions—
Postes et Travail—Service des facteurs—187.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Charbonnages de l'Ouest—212; politique d'immigration—220.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—
Compagnie foncière du sud de l'Alberta—301.

McKENZIE, Peter H. (*Bruce-sud*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19.
Subsides—
Motions avant formation—Service frigorifique—247.
Vote des crédits—
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266.
Marine et Pêcheries—Etablissements de pisciculture—271.
Voies et moyens—
Tarif douanier—319, 321.

McLEAN, A. Angus (*Queen, I.P.-E.*)

Ajournements—
Motions pour discussion—Communications de l'I.P.-E.—8.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du c. de f. de l'I.P.-E.—29; loi des grèves et des lockouts—30, 34, 41.

Incidents et interpellations—
Communications entre I.P.-E. et terre ferme—115.

Motions—
Motions discutées—Communications d'hiver de l'I.P.E.—146.
Motions sans discussion—Augmentation subsides provinciaux—154.

Questions—
Chemins de fer et Canaux—Carrières de Wallace, comté de Cumberland, N.-E.—162; Compagnie "Cataract Power"—163; I.C.R., coussinets Serviss—163; dépenses des canaux—163; gare de l'I.C.R. à Pictou—164; I.C.R., pont de Hillsboro—165; rails d'acier pour Transcontinental—165; réclamation du Gouvernement de l'I.P.-E.—165.

Divers—
Appointements des employés de l'Etat—167.
Bills d'intérêt privé—167; réclamations de l'I.P.-E.—168.
Marine—Drague "Fielding"—181; pêcheries de l'I.P.-E.—181; télégraphes, I.P.-E.—182.
Milice—Volontaires du Sud-Africain de de l'I.P.-E—184.
Postes—Bureau de poste de Lakeville, I. P.-E.—185; receveur de poste de South-Point—187.
Travaux publics—Commission d'améliorations d'Ottawa—189; dragage à Victoria-Harbour—190; quai de Pointe-Prim—192; remorqueur dans le port de Rustico—193.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—205, 207.
Résolutions par députés—Représentation des Provinces Maritimes—228.

Subsides—
Vote des crédits—Agriculture—Stations agronomiques—250.
Chemin de fer et Canaux—C. de f. de l'I.P.-E.—Murray-Harbour, embranchement—255.
Commerce—Service de S.S. entre Canada et Mexique—255.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266.
Marine et Pêcheries—Ecoles de salaison de poisson—270; ostréiculture—272; protection des pêcheries—272; récompenses pour sauvetages et postes sauvetages—273.
Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—278.
Travaux publics—Dragage des provinces maritimes—281; édifices du parlement—281; nouveaux crédits administratifs—290; observatoire astronomique—291.

McLENNAN, Angus (*Inverness*).

Questions—
Chemins de fer et Canaux—Station de Port-Hawkesbury Junction—166.

Subsides—
Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Etablissements de pisciculture—271; hôpitaux de la marine—272.
Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—277; crédit supplémentaire, dépenses casuelles—279.
Travaux publics—Grand Etang, réparations—285; Inverness Mine, améliorations—285; Mahon, port—285; Marble Mountain—285; Port Hastings, quai—286.

MARCIL, Charles (*Bonaventure*).

Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—C. de f. Oriental de Québec—80; cie de la gare Terminus d'Ottawa—83.

Comités—
Comité des impressions—98.

Incidents et interpellations—
Sanction Royale—129.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—205.

Subsides—
Vote des crédits—
Dépenses de la commission royale des assurances—261.
Travaux publics—Anse à l'Islet, jetée—293.

Voies et moyens—
Tarif douanier—320.

MARSHALL, David (*Elgin-est*).

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—20; loi de l'inspection des conserves en boîtes—45, 46, 48; loi des Postes (amendement)—55.

Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents, etc.—117.

Motions—
Motions sans discussion—Primes à la réduction du plomb—158; travaux de Port-Bruce—159; travaux de Port-Stanley—159; travaux de Port-Burwell—159.

Questions—
Commerce—Primes à la fabrication du fer et de l'acier—161.
Douanes—Carrières et importations d'ardoise—169.
Justice—Loi du dimanche—178.
Travaux publics—Port de Port-Bruce—191.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Commission du port de Montréal—194; inspection des conserves alimentaires—197.

Subsides—
Vote des crédits—Agriculture—Stations agronomiques—250.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—266; Yukon—Traitement et dépenses—268.

MARSHALL, David—*Suite.*

Postes et Travail—Inspection des poids et mesures—280; inspecteur du gaz et de l'électricité—280.

Travaux publics—Port Burwell, améliorations—292; Port Stanley, port—292.

Voies et moyens—
Tarif douanier—322, 323, 324.

MARTIN, Alexander (*Queen, I.P.-E.*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Communications télégraphiques de l'I.P.-E.—7; communications de l'I.P.-E.—7.

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—29; loi de l'inspection des conserves en boîtes —47.

Incidents et interpellations—
Communications entre I.P.-E. et terre ferme—115.

Motions—
Motions discutées—Communications d'hiver de l'I.P.-E.—145; jetée de Port-Daniel—149; naufrages à l'I.P.-E.—150.

Questions—
Agriculture — Baril-étalon — 160; département de l'Agriculture—160; exposition d'hiver à Amherst, N.-E.—160; exposition de Charlottetown, I.P.-E.—160; importations des fruits dans l'I.P.-E.— —161; traitement du bétail tuberculeux dans la Nouvelle-Ecosse—161.

Chemins de fer et Canaux—Chemin de fer de l'I.P.-E.—163; paiements à M. Ketchem pour chemin de fer l'I.P.-E.—165; réclamations Ed. Praught—165; I.C.R., tarif de transport des marchandises à I.P.-E.—166; wagons électriques sur chemin de fer I.P.-E.—167.

Intérieur—Immigration dans Provinces Maritimes—174.

Marine—Communications de l'I.P.-E.—180; service d'hiver de l'I.P.-E.—182; steamers "Stanley" et "Minto"—182; station de sauvetage de l'I.P.-E.—182.

Milice—Champ de tir de Charlottetown—183.

Postes et Travail—Bureau de poste de Pisquid-est—185; papier des cartes-postales—186; service de facteurs, Charlottetown—187; service postal, cap Tourmentine—187; transport courriers par chemin de fer pour I.P.-E.—188; transport par bateaux d'hiver—188.

Travaux publics—Brise-lames à Rustico—189;dragage, havre de Pinette—190; drague "Montague"—190; jetée de Belle-Rivière—191; quai à Murray-Isle—191; quai de l'île Paumure—192; travaux sur le creek Gibson—192.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—203, 204, 206.

Résolutions par députés—Représentation Provinces Maritimes—227.

MARTIN, Alexander—*Suite.*

Subsides—
Chemins de fer de l'I.P.-E.—Murray-Harbour—Embranchement—255.
Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—276.
Travaux publics—Ports et rivières de la province de Québec—281.

Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Communication avec I.P.-E.— 306, 307.

MARTIN, Médéric (*Montréal, Sainte-Marie*).

Bills—
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62.

Elections—
Présentation de députés—105.

Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Commission du port de Montréal—194.
Résolutions par des députés—Prohibition de la vente des cigarettes—223.

Subsides—
Vote des crédits—Dépenses de la commission royale des assurances—261.

MARTIN, T.(*Wellington-nord*).

Subsides—
Votes des crédits—
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—278.

Voies et Moyens—
Tarif douanier—320.

MEIGS, Daniel B. (*Missisquoi*).

Questions—
Chemins de fer et Canaux—M. Narcisse Campbell—162.

MICHAUD, Pius (*Victoria, N.-B.*)

Questions—
Travaux publics—Détournement de l'Allegast—189.

MILLER, Henry Horton (*Grey-sud*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—48.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—compagnies d'assurances des manufacturiers du centre du Canada (Incendie)—83; "National Accident and Guarantee Co."—85; "Traders Fire Insurance Co." —85.

Budget—
Discours du budget—91.

Comités—
Comité d'agriculture—93.
Motions de censure—Commission des assurances, rapport—138.

Résolutions—
Resolutions par députés—Régime de l'alcool dénaturé—226.

Subsides—
Motions avant formation—Démission Hyman—241.
Vote des crédits—Finances—Traitement de M. Fred. Toller—264.
Postes et Travail—Administration centrale —Traitement du personnel—277.

MILLER, Henry Horton—*Suite.*
Travaux publics—Observatoire astronomique—291.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Nominations de nouveaux sénateurs—308.
Tarif douanier—316, 334.

MONK, Frederick D. (*Jacques-Cartier*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—32, 34, 36, 39, 40, 41; loi de l'inspection des conserves en boîtes—48; loi de la version française des Statuts Revisés—58.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi sur les sociétés industrielles et coopératives—74.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer oriental de Québec—80.
Comités—
Comité d'agriculture—92; comité des sociétés coopératives et industrielles—99.
Incidents et interpellations—
Aliénation du canal de Beauharnois—110; bureau de poste de Montréal—114; sociétés industrielles et coopératives—127.
Motions—
Motions discutées—Chemins à barrières de Montréal—144; forces hydrauliques du Canada—147; North Atlantic Trading Co.—151.
Motions sans discussion—Tracé du G.T.P.—159; transfert des arsenaux—159.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Canal de Beauharnois—162.
Divers—Conférence coloniale—167; offre du gouvernement impérial—169.
Douanes—Augmentation d'importation de la verrerie anglaise—169; exportation des articles de cuir—169; importation de tissus anglais—170; modification au nouveau tarif—170; tarif intermédiaire—170; traitement de la nation la plus favorisée—170; M. Wood, percepteur de douanes à Saint-Jean, Q.—171.
Intérieur—Placers du Yukon, M. M. Guggenheimer—175.
Marine—Améliorations du chenal de cap à la Roche—179; achat de la drague "Galveston"—179; commission du port de Montréal—180; pilotes de Montréal—181; récolte des herbes marines à l'Ile Verte—182.
Milice—Compagnie Lamontagne et le "Soleil"—183; défense de l'Empire—183.
Postes et Travail—Salaires des facteurs—184; grève des houillers à Lethbridge—188.
Revenu de l'intérieur—M. Alphonse Gervais de Saint-Hyacinthe—188; sous-précepteur du Revenu de l'Intérieur—189; M. Magloire Granger—189.
Travaux publics—Elargissement du chenal du Saint-Laurent au cap Saint-Charles—190; quai Baie des Sept-Iles—192.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Inspection des conserves alimentaires—196.

MONK, Frederick D.—*Suite.*
Résolutions par des députés—Politique d'immigration—220; prohibition de la vente des cigarettes—223.
Subsides—
Motions avant formation—Droits sur les tabacs—242.
Vote des crédits—
Travaux publics—Edifices publics en général—281.
Alberta—Edmonton, pavillon immigrants—282; Brockville, édifice public—282; nouveaux édifices administratifs—290; Toronto, casernes—293; Anse à l'Islet, jetée—293; Le Bic, Pointe à Côté—294; Grand Méchins, brise-lames—294; Ile Alma, enlèvement de pierres—295; Québec-est, édifice public—296; rivière Saint-Maurice, dragage—297; Sorel, quai—298; Trois-Rivières, salle d'exercice—298; Medicine-Hat, édifices publics—298; Saskatoon, édifices publics—298.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Exécution des lois fédérales—303.
Tarif douanier—315.

MORIN, Jean-Baptiste (*Dorchester*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du chemin de fer de l'I.P.-E.—29; loi du pont de Québec—54.
Motions—
Motions discutées—Tracé du Transcontinental—152.
Motions sans discussions—Tracé Morin—159.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Embranchement du Drummond—164; parcours du Transcontinental—165.
Travaux publics—Acquisition des propriétés avenue Mackenzie—188.
Subsides—
Vote des crédits—Chemins de fer et Canaux—Renforcement des ponts—254.
Postes et Travail—Crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278.
Travaux publics—Nouveaux édifices administratifs—290; Grande Rivière de Beaupré—294; lac Mégantic, jetée—295; rivière Saint-Maurice, dragage—297; Saint-François, île d'Orléans, jetée—297.

NORTHRUP, William B. (*Hastings-est*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—86.
Comités—
Comité d'agriculture—94.
Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents, etc.—117.
Motions—
Motions de censure—Agissements de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—130, 131.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Chemin de fer Madoc et Eldorado—163; G.T.R., prolongement, Madoc et Eldorado—165.

NORTHRUP, William B.—*Suite.*
Douanes—
Transport de la houille—171.
Marine—Yacht "Maisonneuve"—182.
Milice—Ecoles d'instruction militaire—183; fusil Ross—184; lieutenant-colonel Smith—184.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—205, 206.
Résolutions par des députés—Tarif de 2 centins du mille—233.
Subsides—
Motions avant formation—Fusil Ross—244.
Vote de crédits—Travaux publics—Lac Mégantic, jetée—295.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—304, 305.

OLIVER Hon. Frank (*Edmonton*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs de l'Ouest—10
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des arpentages et des arpenteurs—11, 12; loi d'arpentage des terres publiques—12; loi d'échange de certains terrains—19; loi d'immigration (amendement)—45; loi minière du Yukon (amendement)—53; loi de ratification—56; loi du Yukon (amendement)—61.
Bils n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—63.
Comités—
Comité d'agriculture—92, 93.
Incidents et interpellations—
Autonomie administrative du Yukon—112; concession de terres au G.-T.-P.—116; demande de rapports, documents, etc. 117, 118; dépôt de dossier—119; immigration européenne—122; immigration dans Ontario—122; marais du Manitoba 123; subvention au conseil du Yukon—127; suspension de M. C. T. Just—123.
Motions—
Motions du gouvernement—Ordonnance du Yukon—130.
Motions de censure—Agissements de fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—131; emplacement du village de Blairmore—140, 141.
Motions discutées—Baux hydrauliques miniers—144; nomination Preston—151; North Atlantic Trading Co.—151; vente de terres des Indiens—153.
Questions—
Intérieur—Concessions de homesteads—
Résolutions—
Résolutions par des députés—Charbonnages de l'Ouest—211; politique d'immigration—219; prix du bois au Nord-Ouest—222.
Subsides—
Motion avant formation—Agissements de T. W. R. Preston—234; baux de pâturage—236.
Vote des crédits—Intérieur—Agents d'immigration entre Canada, Grande-Bretagne et Etranger—264, 265, 266; arpentages, plans—266, 267.

OLIVER, Hon. Frank—*Suite.*
Département des Affaires indiennes—Traitements du personnel—267; dépenses pour subvenir à l'encombrement des transports—267; entretien, chemins des sources sulfureuses de Banff—267; entretien, etc., parc Yoho—267; entretien de ponts et chemins pour réserve de Hot-Springs—267; fonds des Indiens Massissagas du Crédit—267; gouvernement des Territoires du Nord-Ouest—267; gouvernement du Yukon—267; gratification à veuve de M. J. B. White—267; immigration—267; indiens de Babine, Colombie-Anglaise—267; Indiens de Colombie-Anglaise—267; Indiens, Ontario et Québec—267, 268.
Ministère de l'Intérieur—Traitements du personnel, administration centrale—268; observatoire astronomique—268; observatoire et délimitation des frontières—268; paiements au Dr Major pour soins aux Indiens de Selkirk—268; protection des essences et sylviculture—268; rapatriement des immigrants refusés—268; service extérieur—268; traitement de C. T. Just—268; installation du personnel de la branche technique—268; Yukon, traitement et dépenses—268.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—299, 300; terres cédées au G. T.P.—311.

OSLER, Edmund Boyd (*Toronto-ouest*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—87.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—103.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Primes sur le fer et l'acier—200.
Voies et moyens—
Tarif douanier—318.

PARDEE, Fred. F. (*Lambton-ouest*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—39, 40, 42, 44.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Brevets de la compagnie internationale de papier—75; chemin de fer Canadian-Northern, Ontario—77; "National Accident and Guarantee Co."—85.
Comités—
Comité des comptes publics—
Discours du Trône—
Addresse en réponse—101.

PARMELEE, Charles Henry (*Shefford*).
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Brevets de la "G. E. Smith Lumber Co."—76; chemin de fer d'Orford-Mountain—80; compagnie d'assurances "British American"—82; "Masonic Protective Association"—84.
Comités—
Comité des impressions—98.

PATERSON, Hon. William (*Brant*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des douanes (amendement)—15; loi des droits de douane—15, 16, 17, 18; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—24.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—67, 68.

Explications personnelles—
Erreur dans relevés du commerce—108.

Incidents et interpellations—
Conduite du commissaire des douanes—110; marchandises allemandes et tarif de faveur—123; Standard Chemical Company—127; statistiques de navigation et commerce—127.

Motions—
Motions discutées—Fournitures à la compagnie du fusil Ross—148; importation et exportation de fruits et légumes—149, objets admis francs de droit—151; Standard Chemical Co.—152.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Acte des douanes—193; primes sur le fer et l'acier—199, 200.
Résolutions par députés—Abrogation des traités de cabotage—208.

Subsides—
Vote des crédits—Douanes—Gratification à M. Bain, secrétaire de la commission du tarif—258; gratification McDougall—258.
Ministère des Douanes—Administration centrale—258; traitements imprévus, heures supplémentaires différents ports du Canada—258.

Voies et moyens—
Tarif douanier—312, 316, 317, 320 321, 323, 324, 325, 329, 330, 331, 332, 335, 336, 337, 338, 339.

PAQUET, Eugène (*L'Islet*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—44.

Incidents et interpellations—
Immigration des religieux de France—122.

Questions—
Agriculture—Yacht de la Grosse-Ile—161.
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., agrandissement, gare d'Elgin-Road—162; immigration de Belgique—174; rapatriement des Canadiens—176.
Postes et Travail—Service postal, comté de l'Islet—187.

Subsides—
Vote des crédits—Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—265.

Voies et moyens—
Tarif douanier—320.

PARENT, Georges (*Montmorency*).

Questions—
Intérieur—Immigrants dans la milice—174.

PERLEY, George H. (*Argenteuil*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—39, 40; loi de l'inspection des conserves en boîtes—49; loi du ministère des mines—51.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—64.

Questions—
Marine—Provincial Wrecking Co.—182.
Postes et Travail—Bureau de poste de Stonefield—185.
Travaux publics—Edifice public de Lachute—190; gardien, quai de Swim—190; quai de Hull—191; quai du lac Nomingue—191; quai de Grace Point—191; quai de Gunning Cove—191.

Résolutions—
Résolutions par des députés—Représentation des Provinces maritimes—227.

Subsides—
Vote des crédits—Postes et Travail—Administration centrale—Traitement du personnel—278.
Travaux publics—Eskasoni, quai—284.

Voies et moyens—
Tarif douanier—320, 324.

PICKUP, Samuel W. W. (*Annapolis*).

Subsides—
Vote des crédits—Travaux publics—Nouvelle-Ecosse — Annapolis, quai de la Reine—284.

PORTER, Edward. G. (*Hastings-ouest*).

Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19; loi des grèves et des lockouts—40; loi de l'inspection des conserves en boîtes—47.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi de l'inspection et vente du lait (amendement)—73.

Incidents et interpellations—
Commission des assurances—115.

Questions—
Marine—Etang de l'Achigan de Quinté—181.
Postes et Travail—Bureaux de poste sous l'Acte du service civil—185; bureau de poste de Belleville—185; bureau de poste de Brighton—185; service de distribution par facteurs—187.
Travaux publics—Dragage à Belleville—190; port de Belleville—191; salle d'exercice de Belleville—192.

Résolutions—
Résolutions par des députés—Caisse de retraite pour vieillards—210.

Subsides—
Motions avant formation—Commission des assurances—238.
Vote des crédits—Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—261, 262.

Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Exécution des lois fédérales—306; terres cédées au G.T.P.—312.
Tarif douanier—330, 331, 337.

POWER, William (*Québec-ouest*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du pont de Québec—54.
Motions—
Motions sans discussion—Immigrants dans la milice—157.

PRINGLE, Robert A. (*Cornwall-et-Stormont*).
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—Brevets de W. A. Damen—76.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Pensions des employés de chemins de fer—198.
Résolutions par des députés—Pensions de retraite pour vieillards—209.
Voies et moyens—
Tarif douanier, 326, 327.

RATZ, Valentine (*Middlesex-ouest*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. Huron and Ontario—79.

REID, J. Dowsley (*Grenville*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi de la commission du port de Montréal—14.
Bills n'ayant pas passé—Loi du mariage entre mineurs—62.
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. de l'Atlantique à l'ouest de Québec—77.
Bills n'ayant pas passé—C. de f. électrique Hamilton-Radial—87.
Comités—
Comité des comptes publics—95.
Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents, etc.—116.
Motions—
Motions discutées—Objets admis francs de droit—151.
Motions sans discussion—Approvisionnements du Kestrel—154.
Questions—
Commerce—Machines pour ficelle d'engerbage—161.
Intérieur—Concessions de houille au nord-ouest—172.
Marine—Steamer "Neptune"—182.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Tarif de 2 cts du mille—232.
Subsides—
Vote des crédits—
Chemins de fer Canaux—Administration du ministère des Chemins de fer et Canaux—252; canal Chambly, havre de Saint-Jean—253; c. de f. Intercolonial, installation le long de la ligne c. de f. del'I.P.-E.—254; Charlottetown, travaux—255.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada. Grande-Bretagne et Etranger—264, 265; gratification à veuve de M. J. B. White—267; service extérieur—268.

REID, J. Dowsley—*Suite*.
Marine et Pêcheries—Entrepôts frigorifiques pour la boëtte—271; phares et service côtier—272; subvention aux engins de sauvetage Davie et Fils—274; surveillance des eaux seutentrionales du Canada—274.
Milice—Frais casuels—274; habillements et accessoires—274, 275.
Travaux publics—Ile du Prince-Edouard—Port de Summerside, brise-lames—282; Manitoba—Rivière Rouge, protection des berges à Selkirk-West—283; Port Hastings—286; port de Yarmouth, améliorations—286; Collingwood, port—287; édifices législatifs—288; nouveaux édifices, administration—290; Port-Stanley—292; Anse à l'Islet, jetée—293; Escoumins, jetée—294; Lac Mégantic, jetée—295; Lavaltrie, quai—295; Iles de la Madeleine, jetée—295; Malbaie, quai—295; Pointe aux Trembles, quai—296; rivière Maskinongé, dragage—297; rivière Saint-Maurice, dragage—297.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Affaires de la Chambre—299.
Tarif douanier—323.

ROBITAILLE, Lorenzo (*Québec, comté*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du pont de Québec—54.
Comités—
Comité d'agriculture—65.
Incidents et interpellations—
Question d'ordre—126; Standard Chemical Co.—127.
Motions discutées—Chemins à barrières de Montréal—144; solde des officiers en cours d'instruction—151; Standard Chemical Co.—152.
Motions sans discussion—Améliorations au port de Québec et terminus—154; entreposage de deux ans—156.
Questions—
Douanes—Commission du tarif—169.
Justice—Discours de Wiarton, Ont.—177.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Inspection des conserves alimentaires—197.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Caisse de retraites aux vieillards—210; politique d'immigration—221.
Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—
Tarif douanier—322, 323.

ROCHE, William (*Halifax*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—10.
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—47.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie de la gare terminus d'Ottawa—83.
Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieux de France—109; M. W. Roche—110; M. W. Roche et M. Boyce—110.

ROCHE, William—*Suite.*
Incidents et interpellations—
Emprisonnement de Canadiens à Monte-Video—120.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., château d'eau à Gibson, N.-B.—163.
Postes et Travail—Paquebot—Poste " Empress of Britain "—186.
Subsides—
Motions avant formation—Fonctionnaires publics dans élections—243; vacance cour suprême N.-E.—243.
Vote des crédits—Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—264.
Travaux publics—Eskasoni, quai—284; lac Porter, dragage—286.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—309.
Tarif douanier—333, 334, 338.

ROCHE, W. James (*Marquette*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des droits de douane—17; loi de l'inspection des conserves en boîtes—47; loi du terminus de Winnipeg—59.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—64, 65, 66, 67.
Incidents et interpellations—
Marais du Manitoba—123.
Motions—
Motions discutées—Baux hydrauliques et miniers—144.
Motions sans discussion—Baux miniers hydrauliques—154; bureau de poste de Brandon—154; clôture de parc à Fort-Saskatchewan—155; élections Manitoba 1906—156; limites du Manitoba—157.
Questions—
Divers—Les terres des voyageurs de la compagnie de la baie d'Hudson—168.
Douanes—Détaxe sur machines agricoles 169; percepteur des douanes à Emmerson, Man.—170.
Intérieur—Bureau du commissaire de l'or du Yukon—172; concessions minières du Yukon—172; frontière du Manitoba—173; hôtel du gouvernement au Yukon—174; marché avec M. A. D. Leeds—175; réserve forestière Montague-Riding—176.
Justice—Cour du banc du roi du Manitoba—177.
Postes et travail—Receveur de postes de Brandon—186.
Resolutions—
Résolutions du gouvernement—Subsides aux provinces—204.
Résolutions par des députés—Charbonnages de l'Ouest—21; prix du bois au Nord-Ouest—222.
Subsides—
Vote des crédits—
Marine et Pêcheries—Appointements déboursés gardiens et inspecteurs de pêche—268.
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—278.
Travaux publics—Ports et rivières du Manitoba—281; rapides Saint-André—283.

ROCHE, W. James—*Suite.*
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Cie foncière du sud de l'Alberta—300.

ROSS, Duncan (*Yale-Caribou*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—9.
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—35, 42; loi du ministère des mines—52.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Chemin de fer d'Edmonton, Dunvegan, C.-B.—78; chemin de fer du Grand-Tronc—78.
Bills n'ayant pas passé—Compagnie d'améliorations des rivières de l'Ouest—88.
Comités—
Comité des bills privés—95; comité des comptes publics—97.
Explications personnelles—
Accusations contre députés—107; M. H. S. Clements et le " World "—108.
Incidents et interpellations—
Cour d'appel de la Colombie-Anglaise—116.
Motions—
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du Revenu de l'intérieur—132; commission des assurances, rapport—137.
Questions—
Intérieur—North Atlantic Trading Co.—175.
Milice—Campagne Afrique du sud—183.
Résolutions—
Résolutions par députés—Charbonnages de l'Ouest—212; transport des tireurs de la milice—234.
Subsides—
Vote des crédits—Agriculture—Stations de fumigation—251.

SCHAFFNER, Frederick L. (*Souris*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des droits de douane—16, 18; loi des terres fédérales—68.
Incidents et interpellations—
Formule du serment électoral—121; marais du Manitoba—123.
Motions—
Motions sans discussion—Affermage de terrains pour sport—154.
Questions—
Intérieur—Terrains marécageux—177.
Postes et Travail—Colis postaux contre remboursement—186; service postal dans l'Ouest—188.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Prix du bois au Nord-Ouest—222.
Subsides—
Vote des crédits—
Postes et Travail—Crédit supplémentaire, dépenses casuelles—279.
Dauphin, édifice public—282.

SCHELL, Jacob T. (*Glengarry*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi du pont de Québec—54.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. des Comtés du Centre—78.
Incidents et interpellations—
Formule du serment électoral—121; tarif de chemin de fer—128.
Motions—
Motions discutées—Tracé du Transcontinental—153.
Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport commission des c. de f.—226.
Subsides—
Vote des crédit—
Travaux publics—Port-Arthur et Fort-William—292.
Voies et moyens—
Tarif douanier—239, 337.

SCHELL, Malcolm S. (*Oxford-sud*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. Canada Central—77.
Résolutions—
Resolutions du gouvernment—Entrepôts-glacières—196.
Subsides—
Motion avant formation—Services frigorifiques—247.

SIFTON, Hon. Clifford (*Brandon*).
Motions—
Motions sans discussion—Limites de provinces—157; limites de Territoirees—157.

SINCLAIR, J. H. (*Guysborough*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—21.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second—69.
Motions—
Motions sans discussion—Dragages des Provinces Maritimes—156; fabriques d'engrais de poisson—156; naufrage de la "Lena"—157.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—Transport du poisson frais sur I.C.R.—166.
Douanes—Perception de droits de douanes—170.
Intérieur—Louis Leopold—174.
Marine—Bateaux américains et *modus vivendi*—180.
Subsides—
Vote des crédits—Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Grande-Bretagne et étranger—265; gravure, impression de cartes—267.
Marine et Pêcheries—Construction, outillage, signaux sous-marins, vaisseux convenables pour construction—269; encouragement du transport du poisson frais—270; hôpitaux de la marine—271; entrepôts frigorifiques pour la boëtte—271; télégraphe Marconi—274.

SINCLAIR, J. H.—*Suite*.
Travaux publics—Cap Half-Island—284; Middle-Current, quai—286.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—311.

SLOAN, William (*Comox-Atlin*).
Incidents et interpellations—
Modus vivendi des pêcheurs—124.
Subsides—
Vote de crédits—Travaux publics—Saskatoon, édifice public—298.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Permis aux pêcheurs américains en vertu du *modus vivendi*—309.

SMITH, Ernest D. (*Wentworth*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—20, 21; loi d'exploitation de l'énergie électrique—25; loi de l'inspection des conserves en boîtes—45, 46.
Bills d'intérêt public—Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69.
Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents, etc.—116.
Motions—
Motions discutées—Importation et exportation de fruits et légumes—149.
Motions sans discussion—Données thermographiques—155; produits de laiterie et thermographie—158; subventions transatlantiques—158; température à bord steamers—159.
Questions—
Intérieur—Fausses déclarations aux immigrants—173; importation de Doukhobors—174; terrains houillers du G.-T.-P.—176.
Justice—Statuts refondus—179.
Postes et Travail—Bureau de poste de Vaulvagnus—186.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Entrepôts glacières—196.
Résolutions par députés—Solidarité de Grande-Bretagne et colonies—232.
Subsides—
Motions avant formations—Pou de San José—246; service frigorifique—246.
Voies et Moyens—
Tarif douanier—319, 322, 323, 324, 331, 333.

SMITH, George (*Oxford-nord*).
Bills—
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. Grand Valley—79.

SMITH, Ralph (*Nanaïmo*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs de l'Ouest—9.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des grèves et des lockouts—34, 45.

SMITH, Ralph—*Suite.*

Motions—
Motions sans discussion—Route du littoral de Vancouver—158.

Questions—
Agriculture—Employés des stations agronomiques—160.
Commerce—Arrivée et déportation d'Hindous—161.
Divers—Conférence des premiers ministres provinciaux—167.
Intérieur—Armée du Salut et immigrants 172.
Marine—Aides à la navigation, côte du Pacifique—179; chemin de fer du littoral de Vancouver—180; postes de sauvtage sur la côte du Pacifique—181.
Milice—Défense de l'empire—183.
Postes et Travail—Grève des houillières de Lethbridge—187.

Résolutions—
Résolutions par des députés—Charbonnages de l'Ouest—212; conflits du travail—215.

Voies et moyens—
Motions avant de formation en voies et moyens—Terres cédées au G.-T.-P.—312.

SPROULE, Thomas S. (*Grey-est*).

Ajournements—
Motions pour discussion—Conférence coloniale—9; grève des mineurs de l'Ouest —10.

Bills—
Bills du gouvernement—Loi des c. de f. (amendement)—13; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—25, 26; loi sur la falsification des denrées alimentaires—27; loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du c. de f. de l'I.P.-E.—29; loi des grèves et des lockouts—32, 35; loi de l'inspection des conserves en boîtes—48; loi d'inspection des installations électriques—50; loi du ministère des mines—52; loi du port de Québec—54; loi des primes au pétrole—55, 56 loi de la version française des statuts revisés—57; loi du Yukon (amendement)—60, 61.
Blls n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—67.

Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement) —69; loi des chemins de fer (amendement)—71; loi de la vente des billets de c. de f.—75.
Bills d'intérêt privé—Motion au sujet de pétitions—75.
Bills sanctionnés—C. de f. du Grand-Tronc —79; c. de f. des mines du Yukon—80; cie de la gare Terminus d'Ottawa—83; "Jordan Erié Power Co."—84.
Bills n'ayant pas passé—C. de f. électrique Hamilton-Radial—88.

Comités—
Comité d'agriculture—93, 94; comité des chemins de fer—95; comité des ordres permanents—98.

Discours du Trône—
Adresse en réponse—102.

Incidents et interpellations—
Application de la loi concernant les conflits économiques—111; appointements du personnel des Postes—111; camp militaire de Petawawa—114; démission hon. Hyman—119; grève des charbonnages du Nord-Ouest—122.

SPROULE, Thomas S.—*Suite.*

Motions—
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du ministère de l'intérieur—commission des assurances (rapport)—137; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre)—138.
Motions par députés—Accidents sur I.C.R. —143.
Motions discutées—Canal de Trent—144; forces hydrauliques du Canada—148; naufrages de l'I.P.-E.—151.
Motions sans discussion—Chambres de maturation—155; dépenses des Travaux publics—156.

Questions—
Agriculture—Maturation du fromage—160.
Intérieur—Concessions à la British Columbia Mills Timber and Trading Company—172.
Postes et Travail—Livraison de colis contre remboursement—186; transport des colis par la poste—188.

Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Commission du port de Montréal—194; entrepôts-glacières—196; compagnie du pont de Québec—199; subsides aux provinces—204, 205.
Résolutions par des députés—Les charbonnages de l'Ouest—211, 213; conflits du travail—216; langue française—218; politique d'immigration—221; rapport commission transport—225; représentation Provinces maritimes—228.

Subsides—
Motions avant formation—Retraite du colonel Aylmer—246.
Vote des crédits—Agriculture—Annuaire statistique—249; archives (personnel)—249; développement des produits des bestiaux—249; recensement et statistique—250.
Divers—Appointements du service civil—259; bureau du haut-commissaire—259.
Intérieur—Indiens—Ontario et Québec—268.
Marine et Pêcheries—Ecole de salaison de poisson—270; encouragement du transport du poisson frais—270; établissements de pisciculture—271; ostréiculture—272; récompenses pour sauvetages et postes de sauvetages—273; réorganisation de la comptabilité—273.
Milice—Habillements et accessoires—275; levés de plans—solde des ingénieurs royaux—275.
Travaux publics—Neepawa, édifices—282; Moose-Harbor, brise-lames—285; Port-Hood, entrée du N.—286; Collingwood, port—287; Little-Current, chenal N.—288; nouveaux édifices administratifs—290; Port-Arthur et Fort-William—291.

Voies et moyens—
Tarif douanier—314, 323, 324, 329, 335, 337, 338.
Vote du budget—Résolutions—339.

STAPLES, William D. (*Macdonald*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des droits de douane—16.
Incidents et interpellations—
Marais du Manitoba—123.
Questions—
Divers—Emploi de certaines personnes—167.
Intérieur—Emploi de John Malley—173; réserve du lac du Cygne—176.
Postes et Travail—M. John Molloy et Ira Stratton—186.
Subsides—
Vote des crédits—
Agriculture—Stations agronomiques—250.
Intérieur—Arpentages, plans—267; gratification à veuve de M. J. B. White—267.
Travaux publics—Ports et rivières du Manitoba—281; Dauphin, édifices, 282.
Voies et Moyens—
Motions avant formation en voies et moyens.
Tarif douanier—321.

STEWART, R. (*Ottawa*).
Motions—
Motions sans discussion—Retraite de M. H. J. Morgan—158.

STOCKTON, Alfred A. (*Saint-Jean, cité et comté*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Nomination des juges—11.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—47; loi de naturalisation (amendement)—53.
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des certificats de capitaine et de second (amendement)—69.
Discours du Trône—
Adresse en réponse—105.
Motions—
Motions discutées—Naufrages à l'I.P.-E.—150.
Motions sans discussion—Escale à Halifax—156.
Questions—
Milice—Achats de fusils à sous-cible—183.
Postes et Travail—Receveur de poste à Hampton—187.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Inspection des conserves alimentaires—197.
Résolutions par des députés—Abrogation des traités de cabotage—208; charbonnages de l'Ouest—212; représentation des Provinces maritimes—228.
Subsides—Motions avant formation—Transport par poste de journaux immoraux—248.
Voies et Moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Nomination de nouveaux sénateurs—308; terres cédées au G.-T.-P.—311.
Tarif douanier—320.

SUTHERLAND, Hon. Robert F. (*Essex-nord*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Communications télégraphiques de l'I.P.-E.—7; communications de l'I.P.-E.—7.
Bills—
Bills du gouvernement—Loi de l'inspection des conserves en boîtes—49.
Bills d'intérêt privé—Interprétation du règlement—75.
Bills sanctionnés—C. de f. du Nord de Québec—77; c. de f. du Grand-Tronc—79.
Comités—
Comités des comptes publics—95; comité des ordres permanents—99.
Discours du Trône—
Discours de l'ouverture—100; discours de clôture—105.
Elections—Démission hon. M. Hyman—105; députés nouveaux—105; vacances—105.
Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieux de France—108.
Incidents et interpellations—
Collision sur c. de f. de l'I.P.-E.—114; communications entre I.P.-E. et terre ferme—116; démission hon. Hyman—118; question d'ordre—125; version française des Débats—129.
Messages—
Budget de 1908—129; budgets supplémentaires—129; commission d'économie interne—129; communication au Gouverneur général—129; réception de l'adresse—129; ouverture de la session—129; prorogation—129; tremblement de terre à la Jamaïque—129; sanction royale—129.
Motions—
Motions de censure—Commission des assurances, rapport—137; commission des assurances (accusations contre certains membres de la Chambre)—138; emplacement du village de Blairmore—140.
Motions par députés—Motions d'ordre—142.
Motions discutées—Communications d'hiver de l'I.P.-E.—145; M. McIlreith, d'Halifax—149.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Subsides aux provinces—203, 204, 205, 206, 207.
Résolutions par des députés—Charbonnages de l'Ouest—212; prohibition de la vente des cigarettes—224.
Sanction royale—
Bills sanctionnés—234.
Subsides—
Motions avant formation—Service frigorifique—246.
Vote des crédits—
Divers—Appointements des traducteurs des Débats—257; service législatif—257.

TALBOT, O. (*Bellechasse*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des commissaires du port de Québec—14.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—66.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Compagnie de force du lac Supérieur—

TALBOT, O.—*Suite.*
82; compagnie de la gare terminus d'Ottawa—82; "Live Stock Insurance Co. of Canada"—84.
Bills n'ayant pas passé—Chemin de fer électrique Hamilton-Radial—83.
Explications personnelles—
M. S. Hughes et les religieuses de Franco—109.
Incidents et interpellations—
Appointements du personnel des Postes—111; siège des députés—127.
Motions—
Motions discutées—Chemin de fer de l'I. P.-E.—144; tracé du Transcontinental—152.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Entrepôts glacières—195.
Subsides—
Motions avant formation—Fusil Ross—244.
Vote des crédits—Finances—Dépenses de la commission royale des assurances—264.
Travaux publics—Téléphones—281.

TAYLOR, George (*Leeds*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22; loi sur falsification des denrées alimentaires—27; loi des grèves et des lockouts—34, 40; loi de l'inspection des conserves en boîtes—46, 47; loi des juges provinciaux (amendement)—51; loi des Postes (amendement)—55.
Incidents et interpellations—
Démission hon. Hyman—118; location des berges du canal Rideau—122; nomination de nouveaux sénateurs—124; retard de distribution—126.
Motions—
Motions de censure—Agissements des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur—132.
Motions sans discussion—Réserve indienne du Nipissing—158.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., service des trains à Rimouski—166.
Intérieur—Agents d'immigration—171; démission commissaire du Yukon—173.
Justice—Enquête de l'élection de London—177; exemplaire des statuts revisés—178; M. le juge Magee—178; procès entendus par juge Magee—179.
Marine—Achats de Brooks et Cie—179; 179; achats de G. T. Merwin—179; achats achats de la Cie de signaux de brume—de C. Strubbe—179; achats de Wilson et Cie—179; comptabilité du ministère Marine et Pêcheries—180.
Milice—Salle d'armes à Dunnville—184.
Postes et Travail—Salaires des employés de bureaux de poste—187; service de poste de Lansdowne, Ont.—187.
Revenu de l'Intérieur—Brasseurs dans municipalités de tempérance—188.
Travaux publics—Canal Rideau, location terrains réserve—189; drague Fielding—190.

TAYLOR, George—*Suite.*
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Entrepôts glacières—196; inspection des conserves alimentaires—197; traitement des juges—208.
Résolutions par des députés—Conflits du travail—216.
Subsides—
Vote des crédits—
Agriculture—Archives (personnel)—249; police sanitaire des épizooties—250.
Divers—Bibliothèque du parlement—257; Intérieur—Agents d'immigration en Canana, Grande—Bretagne et Etranger—265; traitement de C. T. Just—268; Yukon, traitement et dépenses—268.
Travaux publics—Ports et rivières de la province de Québec—281; Kingston, têtes de pont—287; édifices législatifs—288; nouveaux édifices administratifs—290; Port-Stanley, port—292; Lavaltrie, quai—295.
Voies et moyens—
Tarif douanier—315, 317, 320, 321, 330, 336, 337.

TELFORD, William P. (*Grey-nord*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi des entrepôts frigorifiques—19.
Subsides—
Vote des crédits—
Marine et Pêcheries—Entrepôts frigorifiques pour la boëtte—271.

TEMPLEMAN, Hon. William (*Victoria, cité*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi sur falsification des deenrés alimentaires—26, 27; loi d'inspection des installations électriques 49, 50; loi du ministère des mines—51; loi des primes au pétrole—55, 56.
Bills n'ayant pas passé—Loi relative aux médicaments brevetés—62.
Incidents et interpellations—
Demandes de rapports, documents—118; impôts des tabacs—122; loi des médecines brevetées—123.
Motions—
Motions discutées—Voies fluviales internationales—154.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Acte des douanes—193; réglementation de la vente des spécialités pharmaceutiques—201.
Subsides—
Vote des crédits—Marine et Pêcheries—Appointements et déboursés, gardiens et inspecteurs de pêche—269; avocats pour réclamations relatives aux pêcheries—269; bateau-police pour gendarmerie à cheval Baie-d'Hudson—269; commission des pêcheries—269; construction, outillage, signaux sous-marins, vaisseaux convenables pour construction—269, 270; croiseur pour protection pêcheries Pacifique—270; écoles de salaison du poisson—270; encouragement du transport du poisson frais—270; entrepôts frigorifiques pour la boëtte—271; établissements de pisciculture—271; experts pour uniformiser tenue des livres—271; indemnité veuve du

TEMPLEMAN, Hon. William—*Suite.*
Dr Harrison—272; institutions scientifiques et service hydrographique—272; levés hydrographiques—272; ostréiculture—272; phares et bateaux-feux—272; phares et service côtier—272; protection des pêcheries—272; réduction du chien de mer—273; règlement réclamation Quebec Coal Co.—273; réorganisation de la comptabilité—273; stations biologiques—273; stations de sauvetage—273; steamer pour opérations hydrographiques en C.-A.—273; télégraphe Marconi—274.
Revenu de l'intérieur—Achat d'alcool méthylique—280; allocation aux employés de l'Ouest—280; commission de géologie—280; échantillons pour musée Victoria—280; forages pour gaz, houille et pétrole—280; frais de gravure de la commission géologique—280; M. Frank Nicolas—280; inspection des poids et mesure—280; inspecteur du gaz et de l'électricité—280; ministère du Revenu de l'Intérieur, traitements du personnel—281; timbres pour tabacs—281.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Terres cédées au G.-T.-P.—311, 312.
Tarif douanier—324.

THOMPSON, Alfred (*Yukon*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi minière du Yukon—53; loi du Yukon (amendement)—61.
Bills d'intérêt privé—
Bills sanctionnés—C. de f. d'Alsek au Yukon—76; c. de f. des mines du Yukon—80.
Incidents et interpellations—
Autonomie administrative du Yukon—112; blé du Yukon—113.
Subsides—
Motions avant formation—Frontière du Yukon—243.
Vote des crédits—
Justice—Allocation de subsistance aux juges du Yukon—269.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—
Tarif douanier—337.

TISDALE, Hon. David (*Norfolk*).
Bills—
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi de la vente des billets de c. de f.—75.
Discours du Trône—Adresse en réponse—104.
Questions—
C. de f. et Canaux—C. de f. Transcontinental—166.

TURGEON, Onésiphore (*Gloucester*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des postes (amendement)—55.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Rapport commission des transports—225.

TURRIFF, John G. (*Assiniboïa-est*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des droits de douane—18; loi de la représentation de l'Alberta et Saskatchewan—57.
Bills n'ayant pas passé—Loi des terres fédérales—66, 68.
Bills d'intérêt privé—Bills sanctionnés—Brevets de la "Nichols Copper Co."—76. chemin de fer d'Athabaska-Nord—77; chemin de fer de la rivière des Quinze et rivière Blanche—81; compagnie d'assurances sur la vie d'Ottawa—82; compagnie "Long Lake and Saskatchewan Railway and Navigation"—83; "Travelers Indemnity Co. of Canada"—85.
Motions—
Motions de censure—Emplacement village de Blairmore—110.
Résolutions—
Résolutions par des députtés—Charbonnages de l'Ouest—212; prix du bois au N.-O.—222; terres aux vétérans sud-africains—221.
Subsides—
Motions avant de formation—Baux de pâturages—235.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—Compagnie foncière du sud de l'Alberta—302.
Tarif douanier—326, 333.
Questions—
Divers—Gouvernement et impressions—168.
Travaux publics—Cale-sèche à Montréal—189.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Caisse de retraite pour vieillards—210; conflits du travail—215.
Voies et moyens—
Motions avant formation en voies et moyens—
Tarif douanier—326.

VERVILLE, A. (*Maisonneuve*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Grève des mineurs dans l'Ouest—9
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi du fonds de prévoyance des employés de l'I.C.R. et du c. de f. de l'I.P.-E.—28; loi des grèves et des lockouts—32, 34, 38, 41, 42, 44.
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des heures de travail sur travaux publics—73.
Motions—
Motions sans discussion—Imprimerie Nationale—157.

WALSH, J. C. (*Montréal-Sainte-Anne*).
Comités—
Comité des comptes publics—97.

WALSH, R. Nelson (*Huntingdon*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des droits de douane—16.
Bills d'intérêt privé-
Bills sanctionnés—C. de f. de Malone à Point Hopkins—79.

WALSH, R. Nelson—*Suite.*
Incidents et interpellations—
Cartes postales nuisibles—114.
Questions—
Justice—F. H. Lloyd de Newmarket—178.
Résolutions—
Résolutions par des députés—Prohibition de la vente des cigarettes—223.
Subsides—
Vote des crédits—
Agriculture—Police sanitaire des épizooties—250.
Postes et Travail—Administration centrale, traitements du personnel—276.
Travaux publics—Chateauguay, quai—294.
Voies et moyens—
Tarif douanier—319.

WARD, H. A. (*Durham-est*).
Ajournements—
Motions pour discussion—Canal de la Vallée de Trent—7.
Bills—
Bills d'intérêt public—
Bills n'ayant pas passé—Loi des chemins de fer (amendement)—71.
Incidents et interpellations—
Serres de Rideau-Hall—126; service de transbordeur entre Port-Hope et Charlotte, N.-Y.—126.
Motions—
Motions discutées—Canal de Trent—144.
Motions sans discussion—Perte de lettres chargées à Bethany—157.
Questions—
Agriculture—Basse-cour de Bowmanville—160.
Postes et Travail—Ass.-Receveur du P.O. de Bethany—185; enregistrement des lettres—186; nombre de lettres recommandées—186; receveur de poste de Bethany—186; transport de lettres recommandées—188.
Travaux Publics—Relevés du canal de Trent—192.
Subsides—
Vote des crédits—
Milice—Levés de plans—Solde des ingénieurs royaux—275.

WHITE, Gerald V. (*Renfrew-nord*).
Incidents et interpellations.
Camp militaire de Petawawa—113.
Demande de rapports, documents—117.
Questions—
Travaux publics—Canal de la baie Georgienne—189.
Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport commission des transports—226
Voies et moyens—
Tarif douanier—317.

WILMOT Robert D. (*Sunbury et Queen, N.-B*).
Questions—
Chemins de fer et canaux—Secours médicaux aux ouvriers du Transcontinental—165.
Divers—Contamination des eaux de la rivière St-Jean—167.
Travaux publics—Dragage rivière Saint-Jean—190.

WILMOT, Robert D.—*Suite.*
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Subventions aux chemins de fer—207.
Subsides—
St-John et tributaires—283; fleuve St-Jean—Quais de marée—283; lac Mégantic—Jetée—295.

WILSON. Norman Frank (*Russell*).
Questions—
Commerce—Saisie de ficelle d'engerbage—161.
Divers—Imprimerie nationnale—168.

WILSON, Uriah (*Lennox et Addington*).
Bills—
Bills du gouvernement—Loi du Yukon (amendement)—61.
Bills d'intérêt public—Bills sanctionnés—Chemin de fer Canadian Northern Ontario—77.
Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents—117.
Receveur des posts de Centreville—126.
Motions—
Motions discutées—Nomination de Preston—151.
Motion sans discussion—Agents commerciaux—154; North Atlantic Trading Co.—157.
Questions—
Commerce—M. C. M. Kittson—161.
Finances—Exportation d'argent monnayé aux Etats-Unis—171.
Intérieur—Agents en Grande-Bretagne et France—171; Houillères du Nid de Corbeau—174; Prime sur la immigrants—175.
Marine—Feux d'alignement à N. W. Harbour N.E—181.
Résolutions—
Résolutions du gouvernement—Primes sur le fer et l'acier—200.
Subsides—
Motions avant formation—234.
Vote des crédits—Commerce—Ministère du commerce—255.
Intérieur—Agents d'immigration en Canada, Bretagne et Etranger—226.
Postes et Travail—Crédit supplémentaire, dépenses casuelles—278.
Travaux publics—Belleville, salle d'armes—286; agrandissement édifice de l'Est 289; Québec quarantaine Grosse Isle—296.
Voies et moyens—
Tarif douanier—332, 337, 338.

WORTHINGTON, Robert N. (*Sherbrooke*).
Incidents et interpellations—
Demande de rapports, documents—117.
Motions—
Motions discutées—Fourniture de la Cie du fusil Ross—148.
Motions sans discussions—Fusil Ross—156; procès pour homicide de Atkinson—158.
Questions.
Chemins de fer et Canaux—Tapis pour le chemin de fer Intercolonial—166.

WORTHINGTON, Arthur N.—*Suite.*
Intérieur—Immigration dans les cantons de l'Est—174.
Milice—Baïonnettes pour fusils Ross—183; congés administratifs—183; état-major de la milice—183; fusil Ross—183; fusil Ross—184; inspecteur sellerie—184; plus ancien officer—184; officers troupes permanentes—184; salle d'exercice à Sherbrooke—184; trophées de la guerre des Boers—184.
Postes et Travail—Bureaux de poste des cantons de l'Est—185.
Travaux publics—Edifice public à Magog—190; travaux dans cantons de l'Est—192.
Subsides—
Motions avant formation—Fusil Ross—244.
Vote des crédits—
Milice—Droits de douane, paiement de taxe—274; habillements et accessoires—275.
Travaux publics—
Travaux publics—Trois-Rivières, salle d'exercice—298.

WRIGHT, Aaron (*Renfrew-sud*).
Bills—
Bills du Gouvernement—Loi des entre pôts frigorifiques—19; loi d'exportation de l'énergie électrique et de certains liquides et gaz—22; loi sur falsification des denrées alimentaires—27; loi d'inspection des installations électriques—49, 50.
Comités—
Comité des bills privés—95; comité des ordres permanents—99.
Questions—
Milice—Achats de cuivre—182.
Postes et Travail—Bureau de poste de North-Lake—185; bureau de poste d'Ottawa—185.

WRIGHT, Aaron—*Suite.*
Résolutions—
Résolutions par députés—Rapport commission des transports—226.
Voies et moyens—
Tarif douanier—319, 323, 326, 332, 333.

WRIGHT, William (*Muskoka*).
Motions—
Motions sans discussion—Iles de la Muskoka—157.
Questions—
Chemins de fer et Canaux—I.C.R., soupape de sureté—166.
Douanes—Importations de batteuses—170.
Marine—Gardiens de quai dans Muskoka—181.
Résolutions—
Résolutions du Gouvernement—Primes sur le fer et l'acier—201.
Subsides—
Vote des crédits—
Douanes—Traitements imprévus, heures supplémentaires, différents ports du Canada—258.
Marine et Pêcheries—Phares et service cotier—272.
Travaux publics—Toronto, port—293.
Voies et moyens—
Tarif douanier—328, 332.

ZIMMERMAN, ADAM (*Hamilton-ouest*).
Subsides—
Vote des crédits—
Douanes—Traitements imprévus, heures supplémentaires, différents ports du Canada—258.
Milice—Habillements et accessoires—274; propriétés militaires, construction, réparation—276.
Voies et moyens—
Tarif douanier—323, 331, 332.

TABLE DES MATIÈRES

PAGE.

Index par séance 5

Index par sujet 7

Index par député 349